BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1750586

23 AVR. 1997
BIBLIOTHEQUE
RELIURE
F. N. S. P.

BIBLIOTHÈQUE
126

COMPTE GÉNÉRAL

DE L'ADMINISTRATION

DES FINANCES,

Coll folio 16

RENDU

POUR L'ANNÉE 1832,

PAR LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT

DES FINANCES.

PARIS,
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
1833.

NOMENCLATURE GÉNÉRALE DES MATIÈRES.

(*Voir* la Table détaillée qui est placée à la fin du volume.)

		Pages.
	Rapport au Roi	V à XXVII.
	Note sur le compte général de l'administration des finances	1 à 3.
Ire PARTIE. — COMPTES généraux.	Compte des opérations de l'année, sur tous les services de l'administration des finances.	8 à 29.
	——— des contributions et revenus publics	32 à 78.
	——— des dépenses publiques	80 à 129.
	——— de trésorerie	132 à 174.
	——— des budgets	176 à 297.
	Situation générale de l'administration des finances	301 à 319.
	Bilan de l'administration des finances	322 et 323.
	Balance des comptes du grand-livre de la comptabilité générale des finances	326 à 339.
IIe PARTIE. — COMPTES spéciaux.	Compte du service de l'arriéré antérieur au 1er janvier 1816	344 à 350.
	——— des dépenses restant à payer sur les exercices clos	352 à 362.
	——— des recettes provenant des exercices clos	364 à 367.
	——— de l'ancien domaine extraordinaire. (*Lois des 15 mai 1818 et 26 juillet 1821.*)	370 à 376.
	——— de divers fonds spéciaux. (*Lois des 13 et 15 mai 1825 et 21 mai 1826.*)	378 à 387.
	——— de la liquidation de l'indemnité accordée par la loi du 27 avril 1825	390 à 399.
	——— des prêts au commerce. (*Loi du 17 octobre 1830.*)	403 à 408.
	——— du service des ponts, canaux et travaux divers soumissionnés	410 à 429.
	——— des négociations de rentes et des emprunts législatifs	432 à 443.
	——— de l'aliénation des bois de l'État. (*Loi du 25 mars 1831.*)	446 à 457.
	——— des recettes et des dépenses locales d'Alger	461 à 465.
	——— de la dette inscrite	468 à 511.
	——— des débets et créances litigieuses du Trésor public	514 à 519.
IIIe PARTIE. — DÉVELOPPEMENTS sur les contributions et revenus publics.	Développements sur les contributions directes	525 à 574.
	——— sur l'enregistrement, le timbre et les domaines	576 à 605.
	——— sur les douanes et sels	608 à 629.
	——— sur les boissons, tabacs et poudres	633 à 669.
	——— sur les postes	673 à 685.
	——— sur les coupes de bois	688 à 697.
	——— sur les salines et mines de sel de l'Est	701 à 718.
	——— sur la loterie	720 à 725.
	——— sur la fabrication des monnaies	729 à 749.
	——— sur les produits divers	753 à 765.
	——— sur les ressources extraordinaires	768 à 772.
	TABLE DÉTAILLÉE des matières	773 à 784

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de VOTRE MAJESTÉ le Compte général de l'administration des finances pour l'année 1832, établi dans les formes prescrites par les ordonnances des 10 décembre 1823 et 1er septembre 1827, et renfermant les divers documents et comptes particuliers dont la publication annuelle a été prescrite par les lois des 25 mars 1817 et 15 mai 1818.

Division du compte des finances.

Ce compte est divisé en trois parties :

La première comprend la série des *tableaux généraux* qui retracent les mouvements annuels et la situation, au commencement et à la fin de l'année, de tous les services financiers de l'État, savoir : l'état complet des opérations de l'année 1832, les comptes distincts des revenus, des dépenses et du service de trésorerie, la situation des budgets et le bilan de l'administration des finances au 1er janvier 1833.

Les comptes de *divers services spéciaux ou temporaires,* dont l'administration des finances doit également publier les mouvements annuels, forment la deuxième partie de son compte général. Tels sont les comptes de l'arriéré, des exercices clos, de l'ancien domaine extraordinaire, de divers produits spéciaux, de l'indemnité des émigrés, des prêts au commerce, des emprunts législatifs, de l'aliénation des bois de l'État, de la dette inscrite, et des débets ou créances litigieuses du Trésor public.

La troisième partie présente les *développements par localités, et le détail par nature d'opérations,* des résultats que les premiers tableaux n'ont exposés que sous un point de vue général ou dans leurs rapports avec les évaluations des budgets et l'exécution des lois de finances.

Chacun des principaux documents, dont se composent les trois sections du compte de 1832, est précédé de notes explicatives qui en résument les résultats et qui rappellent les dispositions législatives ou réglementaires applicables à chaque matière spéciale. Ces développements sont destinés surtout à faciliter l'intelligence des états et à éclairer les investigations des commissions de finances.

Le compte des finances reçoit chaque année des améliorations qui viennent ajouter à l'intérêt que présente cet important document pour l'histoire de nos finances, depuis l'établissement du gouvernement représentatif. Le tableau général des emprunts successifs qui ont eu lieu

en rentes pour compléter les ressources des budgets n'avait pas encore été publié; il est annexé au compte de 1832, qui contient aussi, pour la première fois, le développement des emprunts spéciaux, contractés en vertu des lois de 1821 et 1822 pour la construction de ponts et de canaux soumissionnés par diverses Compagnies. La situation de la dette de l'État en rentes 5 p. o/o est accompagnée de nouveaux détails qui font connaître les causes et les mouvements de cette dette depuis la loi de consolidation du 24 frimaire an VI. Les éléments de contrôles publiés à l'appui du règlement de l'exercice clos ont été étendus de manière à fortifier encore la preuve de son exactitude. Plusieurs autres améliorations secondaires se font également remarquer dans les différentes parties du compte de 1832. Enfin, ce Compte présente l'exposé des mouvements de l'exploitation des salines et mines de sel de l'Est, depuis 1826 jusqu'à 1832, conformément à l'Ordonnance royale du 16 octobre 1832, qui a placé sous la juridiction de la Cour des Comptes la comptabilité, en matières et en deniers, de la Compagnie adjudicataire de cette exploitation.

On n'a pas continué de rattacher au Compte des finances la Déclaration générale de conformité rendue par la Cour des Comptes pour les faits de l'année 1831 et de l'exercice 1830. La loi du 21 avril 1832 ayant prescrit la publication du rapport annuel de cette Cour, la Déclaration générale devait désormais s'y trouver annexée, afin de compléter l'exposé des travaux de la Cour des Comptes, dont la distribution aux chambres est ordonnée par l'article 20 de la loi du 27 juin 1819.

Je vais maintenant soumettre à VOTRE MAJESTÉ l'exposé des résultats généraux qu'a recueillis l'administration des finances pour l'année qui vient de se terminer.

Résumé des opérations de 1832. (*Pages 8 et suiv.*)

Les recettes et les payements effectués en 1832, pour tous les services publics et sur tous les exercices, se résument ainsi qu'il suit :

RECETTES.

Produits du Budget de l'exercice 1831.

Recettes ordinaires	86,927,511f	
30 centimes temporaires ajoutés à la contribution foncière	3,870,384	
Retenues proportionnelles sur les Traitements et Remises	925,036	
Aliénation de bois de l'État	2,043,990	164,253,246t
Emprunt national au pair	275,347	
Négociation de Rentes 5 p. o/o, Emprunt de 120 millions négocié le 19 avril 1831	7,917,840	
Emprunt de 150 millions négocié le 8 août 1832	62,293,138	

Produits du Budget de l'exercice 1832.

Recettes ordinaires	923,843,361	
Aliénation de bois de l'État	33,811,910	960,929,492
Retenues proportionnelles sur traitements et remises.	3,274,221	

Produits du Budget de l'exercice 1833.

Recettes faites par anticipation	395,811
Fonds spéciaux affectés à des constructions de canaux et travaux divers soumissionnés	5,455,000
TOTAL des Recettes	1,131,033,549

PAYEMENTS.

Payements sur les crédits des Budgets.

Budget de l'exercice 1831	157,470,456	
Budget de l'exercice 1832	1,013,808,891	1,174,861,846
Budget de l'exercice 1833 (Services urgents)	3,582,499	
Payements sur les fonds spéciaux affectés à des constructions de canaux et travaux divers soumissionnés		6,898,112
TOTAL des Payements		1,181,759,958
Les Recettes ayant été de		1,131,033,549
Le Trésor a eu à subvenir, pendant l'année 1832, à une insuffisance de recette de		50,726,409

Le compte des opérations de trésorerie fait connaître avec détail les divers moyens de service à l'aide desquels il a été pourvu à cette insuffisance des produits de l'année 1832. Il résulte de ce compte que les 50,726,409 francs ont été couverts :

Mouvements des opérations de trésorerie. (*Pages 112 et suiv.*)

D'une part, avec des emprunts et autres ressources temporaires, qui ont augmenté la dette flottante de..... 39,671,941f

SAVOIR :

Bons royaux et traites sur divers.....	3,865,269f	
Dépôts et comptes courants.....	35,806,672	
	39,671,941	

D'autre part, avec les recettes obtenues en atténuation de créances comprises dans l'actif de l'administration des finances, de..... 3,953,028

Et pour le surplus, de..... 7,101,440

par l'emploi d'une partie du fonds habituel de caisse et de portefeuille chez tous les comptables des finances, qui était, au 1er janvier 1832, de..... 104,485,804f

et qui ne montait plus au 1er janvier 1833 (*page 306*) qu'à..... 97,384,364

Diminution en 1832..... 7,101,440

TOTAL de l'excédant de payements auquel il a fallu subvenir par des ressources étrangères aux budgets.... 50,726,409

La situation des budgets se compose d'abord des reliquats des exercices clos (1830 et antérieurs), qui ont laissé, soit des insuffisances de

Situation des budgets.

recettes auxquelles il n'a pas été pourvu, soit des dépenses à payer, qui s'imputent sur les crédits des exercices courants, mais dont la distinction est conservée dans la comptabilité jusqu'au terme de prescription fixé pour les créances non réclamées. Elle se complète par les résultats des deux exercices courants (1831 et 1832), l'un qui a terminé sa période et va être soumis au règlement législatif; l'autre, dont les termes sont encore provisoires et ne pourront être connus avec précision qu'à la fin de l'année 1833.

Sous le régime antérieur à l'ordonnance du 14 septembre 1822, lorsqu'aucune règle certaine ne limitait la durée des exercices, et que les budgets étaient arrêtés, à des époques indéterminées, d'après de simples aperçus des recettes et des dépenses restant à faire, le compte des finances n'était, en quelque sorte, qu'un document isolé, sans relation intime avec les tableaux annexés aux lois de règlement des budgets; mais depuis que les exercices ont un cours fixe et régulier, depuis surtout qu'ils sont clos périodiquement, non sur des résultats éventuels, mais sur le chiffre rigoureux des recettes et des payements constatés dans tous les comptes de gestion individuelle, et certifiés par la Cour des comptes, le compte général des finances, qui résume à-la-fois ces comptes individuels et ceux de tous les Ministres, est devenu la base authentique et invariable sur laquelle repose le règlement des exercices antérieurs. C'est ce compte et ses nombreux développements qui garantissent l'exactitude matérielle de tous les résultats soumis à l'examen des Chambres et à la sanction législative.

Voici, en résumé, les résultats que présente le compte de 1832 sur la situation des exercices réglés ou non réglés au 1er janvier 1833 :

Arriéré antérieur au 1er janvier 1816. D'après le dernier compte publié, les créances de cette nature qui restaient à payer au 31 décembre 1831 montaient à..... 2,759,758^f

Arriéré antérieur au 1er janvier 1816. (*Page 344.*)

Cette somme s'est augmentée, par les liquidations opérées en 1832, de..... 860,624

Ensemble..... 3,620,382

Les payements se sont élevés à..... 1,371,624

Le reste à payer, au 1er janvier 1833, est ainsi de..... 2,248,758

Exercices clos (1830 et antérieurs). Sur les dépenses non soldées à la clôture de chacun de ces anciens budgets, le Trésor avait encore à payer, au 1er janvier 1832..... 3,705,583

Exercices clos. (*Pages 352 et suivantes.*)

Les payements effectués pendant l'année 1832, ayant été de..... 2,393,985

La somme restant due se trouve réduite, au 1er janvier 1833, à..... 1,311,598

Et, comme les règlements définifs des budgets des exercices 1827 et 1830 ont constaté, en outre, une insuffisance de ressources,

Sur l'exercice 1827, de..... 32,016,283

Sur l'exercice 1830, de..... 63,346,061

Insuffisance à laquelle il faut encore ajouter le montant des distributions d'argent faites aux troupes en juillet 1830, et dont la dépense n'a pas été allouée dans le règlement de l'exercice, ci..... 371,051

Le découvert du Trésor sur les exercices 1830 et antérieurs est réellement de..... 97,044,993

Exercice 1831. (*Page 233.*)

Exercice 1831. D'après le compte définitif de l'exercice 1831, dont le règlement va être soumis aux Chambres, les recettes ordinaires et extraordinaires ont été de..... 1,305,550,970f

Les dépenses payées, tant sur les services ordinaires de l'exercice 1831, que sur les services extraordinaires autorisés par diverses lois, de..... 1,214,610,975

Excédant de recette..... 90,939,995

Sur cet excédant de recette il y a lieu d'imputer 4,700,000 fr. pour couvrir le Trésor de la portion présumée irrécouvrable du déficit Kesner; le surplus est à transporter au budget de l'exercice 1832, conformément aux dispositions de la loi du 21 avril 1832.

Les dépenses de l'exercice 1831 restant à payer à l'époque de sa clôture, et qui devront être imputées sur les fonds des exercices subséquents, ne s'élevaient qu'à 1,457,851 francs.

Exercice 1832. (*Pages 238 et suiv.*)

Exercice 1832. L'aperçu du règlement de 1832 ne peut encore résulter que des droits constatés en recette et en dépense jusqu'au 1er janvier 1833. Les documents recueillis sur cet exercice font ressortir les termes suivants :

Recettes sur les produits ordinaires du Budget.... 986,125,590f

Ressources extraordinaires comprenant les retenues sur les traitements, la portion disponible de l'emprunt de 150 millions négocié le 8 août 1832, le produit de l'aliénation des bois de l'État, et l'excédant de recette du Budget de l'exercice 1831..... 169,214,216

Dépenses ordinaires des services publics prévus

Ensemble (*à reporter*)..... 1,155,339,806

Report.....		1,155,339,806[f]
aux Budgets.....	992,584,292	
Dépenses des services extraordinaires pour lesquels des crédits spéciaux ont été ouverts aux ministres.....	198,163,934	1,190,748,226
Excédant probable de dépense, non compris les 4,700,000 fr. à prélever, pour le débet Kesner, sur les fonds reportés de 1831.....		35,408,420

Jusqu'à ce que des ressources extraordinaires soient accordées au Gouvernement pour le remboursement de cet excédant de dépense, il doit être ajouté, dans la situation générale de l'administration des finances, aux autres avances dont le Trésor demeure à découvert.

Déficits et avances du Trésor sur les années 1832 et antérieures. (*Page 305.*)

Ces résultats généraux des budgets des exercices 1832 et antérieurs, auxquels viennent se réunir 4,940,928 francs d'arrérages restant à payer au 1er janvier 1833, sur les fonds portés en recette, aux mêmes budgets, pour l'indemnité que la loi du 27 avril 1825 a accordée aux anciens propriétaires dépossédés (*page 399*), présentent dans leur ensemble une insuffisance de..... 141,100,950[f]

Laquelle s'accroît encore,

1° Des anciens déficits sur le service antérieur au 1er avril 1814, et sur les cautionnements remboursés à des titulaires des départements séparés de la France...	73,688,035
2° De la créance sur l'Espagne, dont la rentrée ne doit s'opérer que successivement et à des échéances éloignées.....	52,141,609
3° De la portion présumée irrécouvrable du débet de l'ex-caissier central du Trésor.....	4,700,000
En sorte qu'à l'ouverture de l'exercice 1833, le Trésor se trouvait en présence d'un découvert total de.....	271,630,594

La loi du 21 avril dernier portant fixation du budget de l'exercice 1832 a affecté à l'extinction de ce découvert, jusqu'à concurrence de 105,703,984 francs, le produit d'un emprunt en rentes à prélever sur celles qui ont été rachetées par la caisse d'amortissement. Après la réalisation de cette ressource, le découvert ne se composera plus que des dépenses arriérées des budgets, de la créance sur l'Espagne et du déficit de l'exercice 1830. Il ne s'élèvera plus, en conséquence, qu'à 165,926,613.

Situation générale des finances au 1er janvier 1833. (*Pages 301 et suiv.*)

La situation générale des finances au 1er janvier 1833 termine la série des documents généraux publiés pour l'année 1832. Elle a pour éléments et pour preuve les diverses opérations retracées dans les états qui la précèdent. Voici comment ses résultats se rattachent, à-la-fois, à la situation qui terminait le dernier compte rendu et aux faits nouveaux survenus en 1832.

D'après le compte publié pour l'année 1831, le passif ou la dette flottante de l'administration des finances était, au 1er janvier 1832, de..... 330,833,021f

J'ai expliqué plus haut les opérations qui ont accru, en 1832, les emprunts temporaires du Trésor de..... 39,671,941

La dette flottante s'élevait en conséquence, au 1er janvier 1833, à..... 370,504,962

Elle était ainsi composée :

Bons du Trésor.....	177,945,844f
Traites et mandats à payer.....	22,215,812
Fonds en compte courant.....	92,162,228
Fonds particuliers des comptables.....	67,242,140
Cautionnements à rembourser.....	10,938,938
	370,504,962

La dette flottante du Trésor donne toujours la mesure exacte de ses besoins, puisqu'elle s'élève ou diminue journellement avec eux. C'est ainsi que, dans la situation des finances au 1er janvier 1833, on voit que la dette de 370,504,962 francs servait à couvrir les déficits, avances et autres charges qui résultent des comptes établis à la même époque, savoir :

1° Les anciens déficits sur 1814 et sur les cautionnements		73,688,035f
2° La créance sur l'Espagne		52,141,609
3° L'insuffisance des budgets des exercices 1827 et 1830, seule partie du déficit des budgets antérieurs qui fût réalisée et supportée par la dette flottante au 1er janvier 1832, savoir:		
Exercice 1827		32,016,283
Exercice 1830		63,346,061
4° Les distributions d'argent faites aux troupes pendant les journées de juillet 1830, et qui n'ont pas été allouées en dépense au Budget de l'exercice 1830		371,051
5° La portion présumée irrécouvrable du débet de l'ex-caissier du Trésor		4,700,000
6° Les diverses créances à recouvrer, comprises dans l'actif du Trésor		9,035,928
7° Le solde à réaliser au 1er janvier 1833, sur le produit de l'emprunt en rentes fait le 8 août 1832		87,706,863
8° Enfin les valeurs de caisse et de portefeuille qui existaient chez les comptables des finances, pour une somme totale de	97,384,364f	
Tandis que les fonds disponibles sur les produits des budgets ou des fonds spéciaux n'y entraient que pour	49,885,232	
En sorte que la dette flottante avait pourvu au surplus de	47,499,132	47,499,132
TOTAL des déficits, avances et réserves de caisse, égal au montant de la dette flottante au 1er janvier 1832		370,504,962

Mouvements et situation de divers services spéciaux.

Je terminerai l'exposé que je viens d'avoir l'honneur de mettre sous les yeux de VOTRE MAJESTÉ, par le résumé des principaux résultats qui sont publiés dans le compte des finances sur divers services spéciaux.

Ancien domaine extraordinaire. (*Page 370.*)

Les produits réalisés pendant l'année 1832 sur les revenus et les créances à recouvrer provenant de l'ancien domaine extraordinaire, réuni au domaine de l'État par la loi du 15 mai 1818, se sont élevés à 738,207 francs. Cette somme, augmentée des fonds de même origine qui restaient disponibles au 1er janvier 1832 (24,995 francs), a été employée par la Caisse des dépôts et consignations, jusqu'à concurrence de 738,299 francs à des rachats de rentes 5 p. 100, dont l'annulation immédiate a eu lieu, en exécution de la loi du 26 juillet 1821. Le surplus recevra la même destination en 1833.

Les fonds spéciaux attribués, par cette dernière loi, au payement des indemnités arriérées des anciens donataires et pensionnaires dépossédés, présentaient, au 1er janvier 1833, une réserve de 203,175 francs, dont l'emploi sera fait ultérieurement.

Le capital des immeubles qui restaient à aliéner à la même époque était de 1,122,000 francs.

Fonds spéciaux créés par diverses lois particulières. (*Pages 378 et suiv.*)

Les lois spéciales des 13 et 15 mai 1825 et 21 mai 1826 ont autorisé la vente de divers immeubles appartenant à l'État, et en ont affecté le produit à des dépenses de constructions dans divers ministères. Ces services spéciaux ont, depuis, été rattachés aux budgets. Les dépenses sont terminées à l'exception des constructions à l'hôtel des postes, qui paraissent devoir s'achever pendant le cours de l'année 1833. Quant aux recettes, elles présentaient une ressource probable de 4,979,000 francs, sur laquelle il reste encore à réaliser la somme de 993,000 francs, dont les budgets ne pourront profiter qu'à

l'expiration des délais assez longs qui ont dû être accordés aux adjudicataires.

Liquidation de l'indemnité accordée aux anciens propriétaires dépossédés. (*Pages 390 et suiv.*)

Sur les 30 millions de rentes alloués par la loi du 27 avril 1825, pour indemniser les anciens propriétaires dépossédés, ci . . 30,000,000[f]

La loi du 5 janvier 1831 et le Budget de l'exercice 1833, ont prononcé l'annulation, au profit de l'État, de la portion présumée devoir servir primitivement à la formation d'un fonds commun, ci à déduire 3,900,000

Il ne resterait par conséquent à inscrire que 26,100,000

Les liquidations inscrites se sont élevées

de 1825 à 1831, à . . . . . 24,608,338[f]

pendant l'année 1832, à . . . 512,625.

25,120,963

Et au 1er janvier 1833, la somme de rentes non encore employée n'est plus que de 979,037

Prêts au commerce et à l'industrie. (*Pages 404 et suiv.*)

La loi du 17 octobre 1830 a autorisé le Gouvernement à prêter au commerce et à l'industrie une somme de 30 millions. D'après le compte définitif de cette opération, qui a été rattachée au règlement du Budget de l'exercice 1830, et qui se trouve ainsi réglée législativement, les prêts ont été inférieurs au crédit législatif de 188,671 francs, et ne se sont élevés qu'à . . . . . 29,811,329[f]

Les recouvrements obtenus par le Trésor jusqu'au 1er janvier 1833 sont de 10,290,846

Et le reste à recouvrer, de 19,520,483

Ce solde, augmenté de 914,622 fr. montant des intérêts déjà ajoutés au capital des prêts, ensemble 20,435,105 francs, est représenté pour 19,674,340 francs, par des obligations et des valeurs de garantie, qu'ont remises les négociants et manufacturiers, et qui se trouvent entre les mains, soit du caissier du Trésor public, soit de l'agent judiciaire; et, pour 760,965 francs, par la créance du Trésor sur le comité d'escompte créé, pour le petit commerce, par l'ordonnance de Votre Majesté, en date du 26 octobre 1830, et auquel il avait été primitivement fait une avance de 1,700,000 francs.

Les 10,290,846 fr. ont été portés en recette au Budget de l'exercice 1830 pour 6,939,077 francs, et à l'exercice 1832 pour 3,351,769 fr. Les rentrées ultérieures profiteront aux Budgets des exercices courants.

Service spécial des ponts, canaux et travaux divers soumissionnés. (*Pages 410 et suiv.*)

Différentes lois, notamment celles des 5 août 1821 et 14 août 1822, ont accordé au Gouvernement la faculté d'emprunter, à des compagnies, les fonds nécessaires pour subvenir à la dépense de construction de plusieurs ponts ou canaux, et de travaux à exécuter dans divers ports.

Les emprunts de cette origine se sont élevés à.... 142,430,200^{f}

Ils ont été réalisés par le Trésor jusqu'au 1er janvier dernier, pour..... 139,730,159

Et il lui reste par conséquent à recevoir, aux époques réglées par les soumissions des compagnies adjudicataires 2,700,041

Les dépenses ordonnées et admises par les Ministres de l'intérieur et des travaux publics, sur ces fonds d'emprunts, ont absorbé jusqu'au 31 décembre 1832 une somme de..... 139,394,950^{f}

La portion non encore employée est donc de.... 3,035,250

Montant des emprunts..... 142,430,200

Le payement des intérêts annuels de cette dette de l'État, et son amortissement successif, sont portés à la charge des budgets des exercices courants. Cette dépense avait été jusqu'à présent imputée sur les crédits ouverts au Ministre du commerce et des travaux publics, qui en exposait la situation dans les comptes publiés par ses soins. Désormais elle sera ordonnancée sur le Budget du Ministère des finances, et comprise dans ses comptes.

Négociations de rentes et emprunts législatifs. (*Pages 432 et suiv.*)

Le remboursement de la dette arriérée antérieure au 1er janvier 1816, les invasions de 1814 et de 1815, la guerre d'Espagne en 1823, les affaires du Levant en 1828 et 1829, et enfin, les dépenses extraordinaires de plusieurs Budgets, notamment ceux des exercices 1831 et 1832, ont nécessité, de la part du Gouvernement, depuis le 1er avril 1814, des emprunts successifs en rentes, dont le compte des finances présente le tableau complet, arrêté au 1er janvier 1833.

On y voit qu'il a été ainsi négocié des rentes 5 p. o/o pour une somme de 118,196,437 francs, qui a produit au Trésor un capital de.....	1,726,623,934^f^
Et des rentes 4 p. o/o pour 3,134,950 francs, dont le produit a été de.....	80,000,005
Total.....	1,806,623,939
Mais, d'une part, il est nécessaire d'ajouter à ce résultat le montant de l'emprunt national souscrit au pair, en échange d'obligations du Trésor que les prêteurs ont la faculté de convertir en rentes 5 p. o/o, ci.....	21,422,400
Ensemble.....	1,828,046,339
Et, d'autre part, on doit en déduire le capital de 2,929,000 francs de rentes 5 p. o/o, que le Trésor	

Report.		1,828,046,339 f
avait achetées sur la place en 1818, et dont il a dû remplacer la valeur dans ses caisses.		40,579,604
Reste représentant les emprunts en rentes qui ont formé ressource extraordinaire pour le Trésor, savoir :		
Rentes provenant de l'ancienne caisse d'amortissement, aliénées pendant les cent jours.	43,787,235 f	1,787,466,735
Rentes créées en accroissement de la dette de l'État.	1,743,679,500	
Cette ressource a reçu l'affectation suivante :		
Payement des créances algériennes.		7,000,000
Remboursement des reconnaissances de liquidation émises en payement du service de l'arriéré antérieur au 1 er janvier 1814, ci.		350,000,000
Compléments de ressources attribuées aux Budgets des exercices 1815 à 1832, pour les causes ci-après :		
Invasions de 1814 et 1815 et dépenses des cent jours.	975,063,335 f	
Guerre d'Espagne et affaires du Levant	163,980,986	
Besoins extraordinaires de 1831 et 1832	291,422,414	1,430,446,735
Ensemble.		1,787,466,735

Si l'on veut connaître l'importance réelle des moyens extraordinaires que le Trésor s'est procurés pour subvenir aux dépenses de toutes natures mises à la charge des Budgets depuis l'époque de l'établissement du Gouvernement représentatif, il est nécessaire d'ajouter aux emprunts ci-dessus

ceux qui ont été faits à différentes compagnies pour la construction de ponts et de canaux, et pour divers travaux soumissionnés par elles. Les emprunts de cette dernière origine se sont élevés, ainsi que je viens de l'énoncer, à 142,430,200 fr.; et, réunis aux emprunts en rentes, ils forment une ressource totale de 1,929,896,935 francs.

Aliénation des bois de l'État. *(Pages 446 et suiv.)*

Le compte général des finances continue de publier le tableau des bois de l'État aliénés dont la publication a été ordonnée par l'article 6 de la loi du 25 mars 1831, qui a délégué cette ressource extraordinaire aux budgets des exercices 1831 et suivants.

Il résulte de ce tableau, accompagné de notes où se trouvent expliquées, avec détail, les opérations de l'administration des forêts, que cette administration a désigné pour l'aliénation..... 278,336 hectares.

Qu'il a été vendu depuis le 13 avril 1831 jusqu'au 1er janvier 1832..... 24,729

Pendant l'année 1832..... 42,703

67,432

Et qu'il reste ainsi..... 210,904 hectares.

parmi lesquels des estimations et des ventes s'opèreront successivement, et au fur et à mesure des adjudications, jusqu'à ce qu'on atteigne la limite fixée par la loi.

Les bois vendus avaient été estimés..... 54,631,197f

Les ventes ont produit :

En 1831..... 22,703,215f

En 1832..... 35,376,385

58,079,600

Ces bois donnaient à l'État un revenu de..... 1,961,187

Aujourd'hui, indépendamment du capital réalisé, le Trésor éprouvera sur les frais d'administration une économie de..... 85,619f

et il bonifiera par l'impôt d'une somme annuelle de..... 157,580

En même temps que les charges contributives des bois aliénés auront

encore pour effet d'accroître proportionnellement les ressources particulières destinées aux dépenses des départements et des communes.

Le prix moyen des ventes, par hectare, a été en 1831 de 919 fr.; en 1832 de 828 fr., et pour les deux années de 870 fr.

Recettes et dépenses locales d'Alger. (*Pages 462 et suiv.*)

Les recettes et les dépenses locales auxquelles donne lieu l'occupation de la régence d'Alger sont comprises parmi les ressources et les besoins du Budget général de l'État; les recettes forment un chapitre spécial des produits divers; les dépenses sont réparties entre les divers ministères auxquels l'ordonnancement en a été attribué. Mais, pour qu'on puisse apprécier la nature et l'importance de ces opérations, j'ai cru devoir en présenter le développement, par exercice, dans des tableaux particuliers insérés au compte de l'administration des finances de l'année 1832.

L'exercice 1831 comprend, en recette, la somme de 788,697 francs, et en dépense, celle de 709,833 francs.

En 1832, les recettes locales d'Alger se sont élevées à 1,641,702 fr.

Les dépenses payées sur cet exercice au 1er janvier 1833, sont de 844,140 fr.; elles se complèteront pendant le cours de l'année 1833.

Mouvements de la dette inscrite.

La dette inscrite a éprouvé, pendant la gestion de 1832, les mouvements ci-après résumés :

Rentes 5 p. o/o. (*Pages 472 et suiv.*)

Les rentes 5 p. o/o, qui existaient au 1er janvier 1832, s'élevaient à 174,376,383 fr., savoir :

Rentes formant la dette de l'État, au 1er avril 1814..	63,307,637^f^
Accroissements de la dette, du 1er avril 1814 au 1er janvier 1832, lesquels ont eu pour principales causes le	
A reporter.....	63,307,637

Report.....	63,307,637f
remboursement aux communes du prix de leurs biens vendus, le payement de l'arriéré, les créances étrangères liquidées en exécution des conventions diplomatiques de 1815 et 1818, les subventions de guerre imposées à la France par les traités de 1814 et 1815, et, enfin, les dépenses extraordinaires des Budgets de l'État, ci.....	146,347,116
	209,654,753

Décroissements du 1er avril 1814 au 1er janvier 1832, soit par suite de la conversion des rentes 5 p. 0/0 en rentes à 3 et 4 1/2 p. 0/0, soit pour annulation des rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire, et de rentes appartenant à divers établissements publics, ou pour divers autres motifs.... 35,278,370

Reste pour le montant des rentes existant au 1er janvier 1832..... 174,376,383

Pendant l'année 1832, les rentes inscrites ont été de 7,618,094, savoir :

Rente nécessaire pour produire au Trésor le capital d'un emprunt de 150 millions, lequel a été négocié le 8 août 1832..	7,614,213	
Rentes remises en payement du service de l'arriéré antérieur au 1er janvier 1810.....	3,772	
Rétablissement d'une rente dont l'État avait la jouissance temporaire.....	109	
	7,618,094	7,618,094
A reporter.....		181,994,477

Report..... 181,994,477f

Et les rentes annulées de 3,097,975 fr., savoir :

Rentes rachetées par la caisse des dépôts et consignations avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire	37,879f	
Rentes dont l'usufruit appartenait à l'État.....	104	
Rentes provenant de la dotation des invalides de la guerre et des successions non réclamées desdits invalides.	59,992	
Rentes formant le fonds commun de l'indemnité des émigrés, demeuré sans application.....	3,000,000	
		3,097,975

Les rentes existant au 1er janvier 1833 s'élèvent, en conséquence, à..... 178,896,502

Rentes 3 p. o/o. (*Page 483.*)

Les Rentes 3 p. o/o, inscrites au 1er janvier 1832, pour 35,455,274 fr. avaient déjà subi, à cette époque, l'annulation de 3 millions, prescrite par la loi du 5 janvier 1831, et provenant du fonds commun de l'indemnité des émigrés.

Elles s'élèvent encore à une somme pareille, au 1er janvier 1833, ci..... 35,455,274f

Mais le projet de budget de l'exercice 1833 a proposé sur les rentes affectées à l'indemnité des émigrés une nouvelle annulation de..... 900,000

Les inscriptions de rentes 3 p. o/o se trouveront en conséquence réduites à..... 34,555,274

Rentes 4 1/2 p. o/o. (*Page 484.*)

Les Rentes 4 1/2 p. o/o, n'ayant éprouvé aucune variation pendant l'année 1832, sont demeurées inscrites pour la somme de..... 1,027,696f

Rentes 4 p. o/o. (*Page 485.*)

Il en est de même des Rentes 4 p. o/o dont les arrérages annuels sont de..... 3,125,210f

La caisse d'amortissement a employé pendant l'année 1832, en rachat de rentes dans les divers fonds, une somme de 89,512,752 francs provenant de sa dotation primitive, des arrérages des rentes dont elle est propriétaire et des suppléments de dotation qui lui ont été versés en exécution des lois des 19 juin 1828, 25 mars 1831 et 21 avril 1832, pour l'amortissement des nouvelles rentes 4 p. % et des rentes 5 p. o/o négociées le 19 avril 1831, et le 8 août 1832.

Rachats de la caisse d'amortissement. (*Pages 492 et suiv.*)

Ces rachats ont eu lieu dans les proportions ci après :

	INTÉRÊTS ANNUELS.	CAPITAL NOMINAL.	COÛT DES RACHATS.
Rentes 5 p. o/o	3,213,555 f	64,271,100 f	62,352,056 f
—— 3 p. o/o	1,096,132	36,537,733	24,924,109
—— 4 1/2 p. o/o	26,811	595,800	533,069
—— 4 p. o/o	83,654	2,091,350	1,703,518
	4,420,152	103,495,983	89,512,752

Les rachats opérés par la caisse d'amortissement sur les divers fonds qui constituent la dette perpétuelle de l'État s'élèvent, au 1er janvier 1833, à une somme de rentes de 64,493,251 fr., représentant un capital nominal de 1,556,250,245 fr.; ils ont coûté 1,210,051,486 francs.

Sur le montant des rentes rachetées il a été annulé, au profit de l'État, la somme de 16,020,094 fr.

Il reste, pour les rentes appartenant à la caisse d'amortissement, et dont les arrérages lui sont payés par le Trésor, 48,473,157 fr., savoir :

Rentes 5 p. o/o	44,308,611 f	48,473,157 f
— 3 —	3,873,006	
— 4 1/2	55,478	
— 4 —	236,062	

Cette ressource, réunie à la dotation de 44,616,463 fr., porte les forces de l'amortissement, au 1er janvier 1833, à 93,089,620 fr.

Les rentes viagères, sur une ou plusieurs têtes, ont été augmentées de 7,144 francs pour rétablissement au profit de rentiers relevés de la déchéance qu'ils avaient encourue, réduites de 414,112 francs pour extinctions résultant de décès, et, compensation faite des mutations dans le nombre des têtes, elles s'élèvent, au 1er janvier 1833, à 6,137,357 fr.

Rentes viagères. (*Page 498.*)

Pensions. (*Page 502.*)

Les pensions de toute nature se sont accrues, par l'effet des nouvelles inscriptions, de 2,909,463 francs, et ont été diminuées, pour cause de décès et suppressions, de 3,637,806; elles s'élèvent, au 1er janvier 1832, à 56,736,874 francs.

Cautionnements. (*Pages 504 et 505.*)

Le mouvement de la dette en capitaux de cautionnements a été, pendant le cours de l'année 1831, en recette de 18,366,595 francs, et, en remboursement, de 19,909,598 francs. Cette nature de dette était, au 1er janvier 1832, de 229,036,012 francs.

Débets et créances litigieuses du Trésor public. (*Pages 516 et suiv.*)

Les débets et créances litigieuses dont le recouvrement est poursuivi par l'agence judiciaire du Trésor public s'élevaient, au commencement de l'année 1831, à..... 57,544,718

Ils se sont accrus pendant l'année 1832, savoir :

Débets de comptables, à recouvrer ou à régulariser, y compris le débet de l'ex-caissier central, de.....	6,728,992^f^	
Prêts à divers manufacturiers, sur le crédit de 5 millions ouvert par la loi du 8 septembre 1830 (engagements en souffrance).....	93,463	9,610,543
Prêts au commerce, sur le crédit de 30 millions accordé par la loi du 17 octobre 1830 (engagements en souffrance).....	2,534,794	
Débiteurs divers des ministères, de.....	253,294	
Ensemble.....		67,155,261

Ils ont été atténués de 2,020,371 francs, savoir :

Versements effectués dans les caisses du Trésor public.....	1,809,828	2,020,371
Réductions résultant d'arrêts de la Cour des comptes et déclarations de caducité.....	210,543	

Et se trouvent portés, au 1er janvier 1833, savoir :

Débets de comptables des finances, à.....		17,114,207^f^	
Prêts au commerce (engagements en souffrance),	Antérieurement à 1818.....	1,758,944	
	D'après la loi du 8 septembre 1830.	93,463	65,134,890
	Idem du 17 octobre 1830..	3,792,789	
Débiteurs divers des ministères, à.....		42,375,487	

Ces débets et créances, qui ne sont compris dans l'actif de l'administration des finances que pour la somme de 6,269,920 francs, formant seule déficit sur les Recettes constatées au profit des budgets, se divisent, ainsi qu'il suit, d'après les appréciations de l'agence judiciaire du Trésor public :

Créances bonnes	4,215,331	65,134,890
Créances douteuses	9,878,561	
Créances mauvaises	51,040,998	

Je prie VOTRE MAJESTÉ d'ordonner que le Compte général des finances, dont je viens d'avoir l'honneur de lui présenter une rapide analyse, sera distribué aux Chambres, à l'ouverture de la prochaine session, avec les comptes des Ministres et le projet de loi pour le règlement définitif de l'exercice 1831.

Je suis avec le plus profond respect,

SIRE,

DE VOTRE MAJESTÉ,

Le très-humble, très-obéissant et très-fidèle serviteur,

Le Ministre secrétaire d'état des finances,

HUMANN.

Mars 1833.

NOTE

SUR LE COMPTE GÉNÉRAL

DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

POUR L'ANNÉE 1832.

Le compte rendu par le ministre des finances pour l'année 1832 expose les opérations relatives à la recette et à l'emploi des deniers publics, effectuées pendant le cours de cette année, et présente la situation générale de l'État et celle de toutes les branches de l'administration des revenus, des dépenses et de la trésorerie, à l'époque du 1er janvier 1833. Il comprend les résultats des budgets des deux exercices ouverts à cette époque, et fait connaître l'exécution des lois de finances dans tous les degrés des différents services.

Pour établir ce travail annuel, le ministère des finances recueille incessamment, dans une comptabilité centrale qui sert de base aux comptes publiés à chaque session des Chambres, les liquidations de droits faites par les agents administratifs, à la charge des redevables de l'État ou au profit de ses créanciers, ainsi que les recettes et les payements effectués par les comptables qui réalisent ces droits.

Ces écritures officielles s'appuient, d'une part, sur la comptabilité des agents préposés à l'assiette des impôts ou à la liquidation des dépenses publiques, et, d'autre part, sur les comptes individuels des comptables, ainsi que sur les arrêts judiciaires qui en fixent définitivement les résultats. Toutes ces garanties sont complétées par les vérifications de la commission spéciale nommée, chaque année, en vertu de l'ordonnance du 10 décembre 1823, et par la publication du procès-verbal de ses travaux. Enfin, l'ordonnance du 9 juillet 1826 a placé ce système d'écritures contradictoires et de vérifications administratives sous le contrôle authentique de la Cour des comptes, qui est appelée à déclarer solen-

nellement la conformité de ses arrêts avec les comptes d'exercice et d'année, publiés par les ministres à l'appui des lois de finances.

Le *Compte de 1832* commence par le *Tableau général des recettes et des dépenses* liquidées et effectuées pendant l'année sur tous les services.

Il présente ensuite le *Compte des contributions et revenus de l'État*, celui des *Dépenses publiques*, et celui du *Service de trésorerie.*

Il permet donc de suivre sans interruption l'assiette des taxes et leur perception, la liquidation des dépenses et leur acquittement, et, enfin, les opérations de trésorerie, destinées à diriger vers les besoins du service les fonds versés par les contribuables, pour les faire passer sur tous les points dans les mains des créanciers de l'État.

Ces trois branches de l'administration des finances s'expliquent ainsi dans leurs divers mouvements et dans tous leurs rapports, et sont livrées à l'investigation publique avec leurs détails les plus étendus.

Le *Compte des revenus de l'État* se développe par exercice, par nature de produits et par département. Il fait connaître, pour chaque branche de revenus et avec tous les détails qu'elle comporte, les valeurs, matières ou quantités qui ont servi de base à l'application des tarifs, et qui justifient de l'exactitude des droits perçus. Le *Compte des Dépenses publiques* est divisé par ministère, par exercice et par chapitre; les subdivisions par article sont données par chaque ministre ordonnateur. Le *Compte de trésorerie* est analysé par nature d'opérations; il retrace l'émission et le remboursement des effets à payer, les mouvements de fonds opérés par le Trésor, par ses correspondants et par ses comptables, et il donne l'état des valeurs de caisse et de portefeuille.

L'exécution des lois de finances se trouve tout entière dans les résultats de ces trois comptes, qui exposent les opérations au moyen desquelles le Gouvernement a effectué le recouvrement et l'emploi des ressources que la législature a votées, et sur lesquelles elle a assigné les dépenses. On les a fait suivre du *Compte des Budgets*, qui a pour but de comparer les produits réalisés ou à réaliser aux évaluations de chaque branche de revenus, et les payements faits et à faire aux crédits ouverts à chaque service.

Cette partie du compte des finances présente les résultats définitifs du *Budget de l'exercice 1831*, la situation provisoire du *Budget de l'exercice 1832*, et l'état des Recettes et des payements faits par anticipation sur le *Budget de l'exercice 1833*.

Les comptes généraux qui viennent d'être définis se terminent par la *Situation*

de l'administration des finances au 1er janvier 1833. Ce tableau sert de lien à toutes les parties du compte des finances, et présente le résultat final de chaque service. Lesdéveloppements, qui précèdent et qui suivent ce résumé, expliquent comment on est parvenu à ce dernier terme; et c'est sur cette base que s'établissent le contrôle et l'enchaînement de tous les faits qui ont produit les divers articles de l'actif et du passif de l'administration des finances à la fin de l'année.

Afin d'expliquer l'ordre qui existe dans la comptabilité publique, et de faciliter aux commissions de finances et à la Cour des comptes, les moyens de s'assurer de l'exactitude des résultats qui sont présentés à leur examen, on joint au compte de 1832 le *Développement, par classe de Comptables et par département,* de toutes les opérations de l'année, ainsi que le *Bilan* et la *Balance du grand-livre général* de l'administration des finances au 1er janvier 1833.

Ce compte comprend en outre divers comptes spéciaux, destinés à exposer les mouvements et la situation de plusieurs services publics placés sous la direction du ministère des finances. Ces comptes spéciaux, au nombre de quinze, sont désignés dans la nomenclature générale et sommaire que l'on a cru devoir placer en tête du compte des finances, pour en mieux faire connaître la distribution. (Voir *le Tableau qui précède le Rapport au Roi.*)

Nota. *Les états par département n'ayant pour objet que de faire apprécier l'importance locale des opérations dont les tableaux généraux retracent l'ensemble, on a cru devoir, pour les simplifier, supprimer les centimes dans plusieurs de ces états, sans modifier le chiffre des unités de franc.*

PREMIÈRE PARTIE.

COMPTES GÉNÉRAUX.

COMPTE

DES

OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1832,

PRÉSENTANT

le Tableau des Droits constatés au profit ou à la charge de l'État sur les Contributions et les Dépenses publiques,

et le Résumé des Recettes et des Payements faits sur tous les Services de l'Administration des finances.

NOTE

Sur les Opérations de l'année 1832.

Le compte des opérations de l'année présente :

1° Le tableau des droits constatés au profit ou à la charge de l'État, sur les contributions et les dépenses publiques des exercices dont la situation était à mettre sous les yeux des Chambres ;

2° Le résumé des recettes et des payements faits sur tous les services de l'administration des finances.

Les opérations que la comptabilité générale des finances a eues à retracer sous ce double aspect, pendant l'année 1832, font ressortir les résultats ci-après :

Droits constatés sur les Contributions et les Dépenses publiques.

Exercice 1831.

RECETTES. Les droits qui restaient à recouvrer, au 1er janvier 1832, sur les contributions et revenus de l'exercice 1831, s'élevaient à..... 248,960,217f 57c

Pendant l'année 1832, de nouvelles liquidations de droits ont eu lieu à la charge des redevables de l'État, pour..... 1,990,865 67

Ensemble..... 250,951,083 24

Des non-valeurs ont été constatées, des décharges de droits accordées, et des restes à recouvrer transportés à l'exercice suivant, pour une somme de 2,850,789 39 ci à déduire..... 2,850,789 39

Les droits maintenus au profit de l'exercice 1831, pour être recouvrés en 1832, et qui en effet ont été réalisés par le Trésor public, se sont donc élevés à 248,100,293 85

DÉPENSES. Sur les droits précédemment liquidés par les ministères, à la charge du budget de l'exercice 1831, il restait à payer au 1er janvier 1832, ci..... 168,496,824f 21c

Pendant l'année 1832, ces liquidations ont éprouvé une réduction de..... 7,604,087 99

Reste..... 160,892,736 22

Et de nouveaux droits ont été reconnus au compte des créanciers de l'État, pour 2,853,146 23

Il a en conséquence été constaté que pendant l'année 1832, le Trésor avait à payer, pour les dépenses de l'exercice 1831..... 163,745,882 45

Les payements ne se sont élevés qu'à..... 157,470,456 23

Et à l'époque de la clôture de l'exercice 1831, les services restant à solder par le Trésor montaient à 6,275,426 22

dont 4,827,708^{f} pour les dépenses imputables sur les fonds spéciaux des départements, et 1,447,717^{f} sur les services généraux du budget.

Exercice 1832.

RECETTES. D'après les documents adressés périodiquement à la comptabilité générale des finances par les agents administratifs chargés de la liquidation des diverses natures d'impôts, les droits à recouvrer sur l'exercice 1832 ont été inscrits dans les écritures pour une somme de..... 1,030,741,625^{f} 41^{c}

Les recouvrements effectués sur ces droits, pendant l'année 1832, par les comptables des finances, ne se sont élevés qu'à..... 971,055,121 26

Et au 31 décembre 1832 il restait à recouvrer..... 59,686,504 15

DÉPENSES. Les dépenses liquidées pendant l'année 1832, et celles que l'on a présumées devoir encore être effectuées à la charge de l'exercice 1832, ont été constatées dans les écritures des différents ministères, ordonnateurs de ces dépenses, et résumées dans la comptabilité générale des finances, pour une somme de..... 1,185,838,885 76

Sur cette somme, il a été payé, par les comptables des finances, celle de.... 1,013,808,890 81

Et au 31 décembre 1832 les services restant à solder par le Trésor montaient à 172,029,994 95

Exercice 1833.

Quelques recettes ont été faites en 1832 sur les produits de l'exercice 1833, soit pour des droits liquidés sur les exercices précédents, mais que les redevables n'avaient pas acquittés avant la clôture de ces exercices, soit pour des ressources dont la réalisation devance l'ouverture de l'exercice auquel elles sont attribuées. Ces recettes montent à 395,810 fr. 81 c.

Des payements ont également eu lieu en 1832 sur les dépenses de l'exercice 1833, pour divers services urgents. Ils s'élèvent à 3,582,499 fr. 20 c.

Recettes et payements faits sur tous les services de l'Administration des finances.

Les valeurs de caisse et de portefeuille existant chez les comptables des finances, au 1er janv. 1832, s'élevaient à..... 95,216,391 85

Ainsi qu'on vient de le voir par l'analyse qui précède, il a été reçu, pendant l'année 1832, sur les revenus ordinaires et extraordinaires,

De l'exercice 1831...	248,100,293 85	
——— 1832...	971,055,121 26	1,219,551,225 92
——— 1833...	395,810 81	

La recette sur le service spécial des ponts, canaux et travaux divers soumissionnés, a produit..... 5,455,000 00

Les mouvements de la dette flottante ont procuré une ressource de..... 2,500,070,898 43

A reporter..... 3,725,077,124 35 95,216,391 85

Reports.....	3,725,077,124f 35c	95,216,391 85
Sur le montant de ses créances actives, le Trésor a obtenu un recouvrement de.....	98,755,957 82	
Et les mouvements de fonds et de valeurs entre les comptables des finances ont été, en recette, de.....	2,161,194,697 10	
Les recettes de toute nature, pendant l'année 1832, sont donc de.....	5,985,027,779 67	5,985.027,779 67
Et réunies au solde reliquataire du Trésor public et de ses agents, à l'époque du 1er janvier 1832, elles représentent la somme dont le compte des finances de la présente année avait à faire connaître l'emploi.....		6,080,244,171 52

Les payements effectués d'après les ordonnances des ministres sur les droits liquidés au profit des créanciers de l'État se sont élevés, comme on l'a vu plus haut, à 1,174,857,846 fr. 24 c., savoir :

Exercice 1831.....	157,470,456 23	
——— 1832.....	1,013,808,890 81	1,174,861,846 24
——— 1833.....	3,582,499 20	
Ceux qu'a exigés le service des ponts et canaux soumissionnés ont été de.....	6,898,111 81	
Le Trésor a remboursé, en atténuation des effets à payer et des comptes courants composant sa dette flottante.....	2,460,398,957 37	
Les avances qu'il a dû faire pour plusieurs services et les créances à recouvrer qu'il a constatées à la charge de divers débiteurs, notamment la Compagnie adjudicataire de l'emprunt de 150 millions, négocié le 8 août 1832, ont constitué pour lui une dépense de.....	188,775,606 00	
Les mouvements de fonds et de valeurs entre les comptables des finances ont été, en dépense de.....	2,161,350,772 91	
Et la dépense totale du Trésor a été, pour l'année 1832, de.....	5,992,285.294 33	5,992,285,294 33
En ajoutant à cette dépense le solde en caisse et en portefeuille existant à la caisse centrale du Trésor, à Paris et chez ses agents extérieurs, au 31 décembre, ci.....		87,958,877 19
On retrouve la somme ci-dessus, dont le Trésor avait à justifier l'emploi.....		6,080,244,171 52

Résultat du Service de l'Administration des finances pendant l'année 1832.

Les recouvrements effectués pendant l'année 1832, sur les ressources ordinaires des budgets, ne se sont élevés qu'à 1,011,166,682 72, savoir :

Exercice 1831.....	86,927,510 55	1,011,166,682 72
——— 1832.....	923,843,361 36	
——— 1833.....	395,810 81	

Les payements sur les ordonnances des ministres, pour les services ordinaires et extraordinaires des budgets, ont occasionné au Trésor une dépense de 1,174,861,846 24 savoir :

Exercice 1831.....	157,470,456 23	1,174,861,846 24
——— 1832.....	1,013,808,890 81	
——— 1833.....	3,582,499 20	

Les payements ont par conséquent excédé les recettes ordinaires, sur le service des budgets, de..... 163,695,163 52

Cet excédant de dépense s'est accru de celui qui est résulté du service spécial des canaux soumissionnés, dont la dépense a été de..... 6,898,111 81

Tandis que la recette n'a produit que..... 5,455,000 00

1,443,111 81

L'insuffisance totale de ressources du service des budgets, pendant l'année 1832, a été en conséquence de..... 165,138,275 33

Elle a été couverte, jusqu'à concurrence de 114,411,866 70, par les recettes extraordinaires détaillées ci-après :

Exercice 1831. (Voir page 66.)

Complément du produit des 30 centimes ajoutés temporairement à la contribution foncière par l'art. 1er de la loi du 18 avril 1831.....	3,870,384 27	
Complément du produit des bois de l'État aliénés pendant l'année 1831 (Loi du 25 mars 1831.).....	2,043,990 50	
Idem des retenues proportionnelles sur les traitements et remises applicables à l'exercice 1831 (Loi du 18 avril 1831)..	925,036 40	
Solde de l'emprunt de 120 millions négocié en rentes le 19 avril 1831, ci.....	14,183,654 00	
Solde de l'emprunt national au pair qui a été autorisé par la loi du 21 avril 1831.	275,347 13	
Produit des rentes 5 p. o/o négociées le 8 août 1832 pour un capital de 150 millions, sur celles qui ont été accordées au Gouvernement par les lois des 5 janvier, 25 mars et 18 avril 1831 (portion nécessaire pour compléter les moyens extraordinaires attribués à l'exercice 1832)....	139,874,371 00	
	161,172,783 30	
A reporter.....	161,172,783 30	165,138,275 33

Reports.....	161,172,783 30	165,138,275 33

Exercice 1832. (Voir page 67.)

Recette sur le produit des ventes de bois de l'État, faites pendant l'année 1832. (Loi du 25 mars 1831)	33,811,910 00	
Recette sur le produit des retenues proportionnelles auxquelles les traitements et remises ont été assujettis jusqu'au 1er mai 1832, par la loi du 16 décembre 1831.....	3,274,220 90	
Portion de l'emprunt de 150 millions, adjugé le 8 août 1832, restant disponible pour les dépenses du budget de l'exercice 1832. (*Voir* ci-dessus).....	10,125,629 00	
		47,211,759 90
Total des recettes extraordinaires constatées sur les exercices 1831 et 1832.....		208,384,543 20
Mais du montant de ces recettes il est nécessaire de déduire :		
1° La portion de l'emprunt de 120 millions portée en recette au budget pendant l'année 1832, et dont l'ex-caissier central du Trésor a été constitué en débet. (*V.* p. 305)	6,265,814 00	
2° Le solde des versements restant à faire en 1833, par la compagnie adjudicataire de l'emprunt de 150 millions, négocié le 8 août 1832. (*Voir* page 306).....	87,706,862 50	
		93,972,676 50
Les recettes effectivement réalisées qui ont été appliquées au service des budgets pendant l'année 1832 ne s'élèvent par conséquent qu'à la somme de.....	114,411,866 70	114,411,866 70
A l'aide de ces moyens extraordinaires, l'insuffisance de recettes du service des budgets, établi ci-dessus pour 165,138,275 fr. 33 c., s'est trouvée réduite à.....		50,726,408 63
Il a été pourvu à cette dernière insuffisance de ressources :		
1° Par les mouvements de la dette flottante, lesquels ayant été en recette de.....	2,500,070,898 43	
Et en dépense.....	2,460,398,957 37	
Ont procuré au Trésor une augmentation sur les ressources de cette origine. (*V.* les détails au Compte de Trésorerie, p. 133), de	39,671,941 06	39,671,941 06
Et ont élevé ainsi la dette flottante de l'administration des finances, qui était, au 1er janvier 1832, de.....	330,833,021 58	
à la somme totale (*voir* pag. 307), de.....	370,504,962 64	
2° Par les recouvrements obtenus sur les avances, débets et articles litigieux composant les créances actives de l'administration des finances, pendant l'année 1832,		
A reporter.....		39,671,941 06

Report.....		39,671,941 06
il a été constaté des créances de cette nature pour une somme de	188,775,606 00	
y compris celle de 150 millions, montant de l'emprunt en rentes, adjugé le 8 août 1832, ci.....	188,775,606 00	
Mais du montant de ces créances il convient de déduire le débet mis à la charge de l'ancien caissier du Trésor, et le solde à recouvrer au 1er janvier 1833, sur la Compagnie adjudicataire dudit emprunt, les recettes appliquées au budget devant être atténuées d'une même somme, ainsi qu'on l'a expliqué plus haut, ci	93,972,676 50	
Reste.....	94,802,929 50	
Les recouvrements s'étant élevés à.....	98,755,957 82	
Il en est résulté pour le Trésor une diminution de son actif à réaliser (*voir* le Compte de Trésorerie, pag. 134), de.....	3,953,028 32	3,953,028 32
3° Par l'emploi d'une partie des valeurs de caisse et de portefeuillle, que les comptables des finances conservent habituellement entre leurs mains, pour les besoins du service, ci.....		7,101,439 25
Ces valeurs montaient, au 1er janvier 1832, à.....	95,216,391 85	
Pendant l'année 1832, les comptables ont reçu du Trésor et de leurs collègues.....	2,161,194,697 50	
Ensemble.....	2,256,411,089 35	
Les envois de fonds et de valeurs, pendant l'année, n'ont été que de..... 2,161,350,772 91		
Le solde en caisse et en portefeuille, au 31 décembre 1832, n'est plus que de.... 87,958,877 19	2,249,309,650 10	
Diminution pendant l'année 1832.....	7,101,439 25	
Total égal à l'excédant de dépense établi d'autre part sur tous les services de l'année 1832.....		50,726,408 63

Le tableau placé à la suite de la présente note est accompagné de deux développements, l'un par classe de comptables, l'autre par département, des recettes et des payements de l'administration des finances pendant l'année 1832.

COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1832,

PRÉSENTANT le tableau des Droits constatés au profit ou à la charge de l'État, sur les Contributions et les Dépenses publiques, et le Résumé des Recettes et des Payements faits sur tous les services de l'Administration des finances.

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE AU 1er JANVIER 1832.

Numéraire	38,849,778 63	87,961,785 79	95,216,391 85
Effets à recevoir	49,112,007 16		
Matières d'or et d'argent à convertir en espèces monnayées		7,254,606 06	

RECETTE.

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

EXERCICE 1831.

	DROITS qui restaient à recouvrer au 1er janv. 1832.	DROITS constatés pendant l'année 1832.	ANNULATION de droits constatés antérieurement à 1832.	RECOUVREMts effectués pendant l'année 1832.	RESTE à recouvrer au 1er janvier 1833, sur les droits constatés.
Contributions directes	74,297,714 35	284,313 26	//	74,582,027 61	//
Enregistrement, timbre et domaines	//	//	//	//	//
Douanes et sels	//	//	//	//	//
Boissons, droits divers, tabacs et poudres	7,196,558 08	//	2,824,640 12	4,371,917 96	//
Postes	287,422 68	//	26,149 27	261,273 41	//
Coupes de bois	4,136,980 59	229,127 89	//	4,366,108 48	//
Salines et mines de sel de l'Est	//	//	//	//	//
Produit de la ferme des jeux	916,666 68	//	//	916,666 68	//
Bénéfice de la loterie royale	//	//	//	//	//
Bénéfice de la fabrication des monnaies	//	18,001 90	//	18,001 90	//
Produits divers	1,138,174 00	1,273,340 51	//	2,411,514 51	//
	87,973,516 38	1,804,783 56	2,850,789 39	86,927,510 55	//
Ressources extraordinaires	160,986,701 19	186,082 11	//	161,172,783 30	//
		1,990,865 67	2,850,789 39		
	248,960,217 57	859,923 72		248,100,293 85	//

DÉPENSE.

DÉPENSES PUBLIQUES.

EXERCICE 1831.

		DROITS qui restaient à payer au 1er janvier 1832	DROITS constatés pendant l'année 1832.	ANNULATION de droits constatés antérieurement à 1832.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1832.	RESTE A PAYER au 1er janvier 1833, sur les droits constatés.
Liste civile		//	//	//	//	//
Chambre des Pairs		16,666 67	//	//	16,666 67	//
Chambre des Députés		//	//	//	//	//
Légion d'honneur		3,211,945 00	264,354 00	//	3,476,299 00	//
Dettes de l'ancienne liste civile		813,021 94	//	1,600 54	771,795 37	39,626 03
Dette publique.	Dette perpétuelle	7,096,644 10	298,890 10	//	7,395,534 20	//
	Emprunt national	190,987 50	//	83,622 50	107,365 00	//
	Fonds d'amortissement	//	//	//	//	//
	Intérêts de cautionnements	//	//	//	//	//
	Dette flottante	2,943,080 87	//	2,044 25	2,941,036 62	//
	Dette viagère	750,905 30	//	199,062 24	551,843 06	//
	Pensions	15,457,824 37	//	640,846 28	14,592,874 58	224,103 51
Dépenses générales des services publics.	Justice	1,407,813 12	//	116,822 81	1,285,474 45	5,515 86
	Affaires étrangères	2,375,296 45	//	282,045 43	2,091,628 66	1,622 36
	Instruction publique et cultes	11,182,173 26	//	465,011 82	10,568,399 83	148,761 61
	Intérieur	1,267,568 54	//	520,910 31	740,559 83	6,098 40
	Commerce et travaux publics	31,772,044 34	//	283,353 08	26,942,637 50	4,546,053 76
	Guerre	43,297,177 48	//	4,447,119 38	38,431,031 80	419,026 30
	Marine	12,085,041 67	711,737 56	//	12,326,514 38	470,264 85
	Finances	6,030,348 23	//	150,560 58	5,595,910 10	283,877 55
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus		14,345,444 02	//	411,088 77	13,918,274 73	16,080 52
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes		14,252,841 35	1,578,164 57	//	15,716,610 45	114,395 47
			2,853,146 23	7,604,087 99		
		168,496,824 21	4,750,941 76		157,470,456 23	6,275,416 22

Suit l'exercice 1832.

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1832.

Suite de la RECETTE.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

EXERCICE 1832.	DROITS CONSTATÉS pendant l'année 1832.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1832.	RESTE À RECOUVRER au 1er janvier 1833 sur les droits constatés.
Contributions directes	357,240,627 18	307,557,600 84	49,683,026 34
Enregistrement, timbre et domaines	200,220,682 79	198,843,182 79	1,377,500 00
Douanes et sels	159,693,597 21	159,693,597 21	//
Boissons, droits divers, tabacs et poudres	167,004,418 35	162,478,585 22	4,525,833 13
Postes	34,157,485 95	33,822,025 89	335,460 06
Coupes de bois	20,890,944 14	20,261,193 86	629,750 28
Salines et mines de sel de l'Est	1,427,889 70	1,427,889 70	//
Produit de la ferme des jeux	5,500,000 00	5,041,666 66	458,333 34
Bénéfice de la loterie royale	11,106,131 46	11,106,131 46	//
Bénéfice de la fabrication des monnaies et des médailles	519,223 85	519,223 85	//
Produits divers	24,204,389 88	23,092,263 88	1,112,126 00
	981,965,390 51	923,843,361 36	58,122,029 15
Ressources extraordinaires	48,776,234 90	47,211,759 90	1,564,475 00
	1,030,741,625 41	971,055,121 26	59,686,504 15

EXERCICE 1833.			
Boissons, droits divers, tabacs et poudres	17,434 85	17,434 85	//
Produits divers	378,375 96	378,375 96	//
	395,810 81	395,810 81	//

PONTS, CANAUX ET TRAVAUX DIVERS.

Recettes sur le service spécial des ponts, canaux et travaux divers soumissionnés	5,455,000 00	5,455,000 00	//

Suite de la DÉPENSE.

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

EXERCICE 1832.		DROITS CONSTATÉS pendant l'année 1832.	PAYEMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1832.	RESTE A PAYER au 1er janvier 1833 sur les droits constatés.
Liste civile		13,000,000 00	13,000,000f 00c	//
Chambre des Pairs		608,000 00	608,000 00	//
Chambre des Députés		565,333 00	565,333 00	//
Légion d'honneur		3,371,084 00	1,550,000 00	1,821,084 00
Dette publique	Dette consolidée	215,022,168 00	207,623,318 85	7,398,849 15
	Emprunt national	748,505 00	748,505 00	//
	Fonds d'amortissements	43,276,560 00	43,276,560 00	//
	Intérêts de cautionnement	8,995,549 77	8,995,549 77	//
	Dette flottante	14,750,000 00	11,030,101 65	3,719,898 35
	Dette viagère	5,808,109 94	4,561,063 91	1,247,046 03
	Pensions	57,412,205 57	42,231,640 71	15,180,564 86
Dépenses générales des services publics.	Justice	18,999,619 58	17,684,551 68	1,315,067 90
	Affaires étrangères	7,237,800 00	5,640,823 46	1,596,976 54
	Instruction publique	3,004,950 00	1,918,045 41	1,086,904 59
	Intérieur et cultes	46,272,297 00	34,101,530 24	12,170,766 76
	Commerce et travaux publics	141,670,894 00	101,748,313 35	39,922,580 65
	Guerre	341,279,404 54	303,294,170 18	37,985,234 36
	Marine	63,464,793 70	48,978,962 70	14,485,831 00
	Finances	24,828,540 81	17,994,256 91	6,834,283 90
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus		115,188,731 17	101,348,593 61	13,840,137 56
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes		60,334,339 68	46,909,570 38	13,424,769 30
		1,185,838,885 76	1,013,808,890 81	172,029,994 95

EXERCICE 1833.				
Dette publique	Dette viagère	719,002 78	719,002 78	//
	Pensions	960,277 58	960,277 58	//
Dépenses générales des services publics.	Guerre	21,567 81	21,567 81	//
	Marine	1,975,385 86	1,880,779 11	94,606 75
	Finances	822 00	822 00	//
Remboursements et restitutions		49 92	49 92	//
		3,677,105 95	3,582,499 20	94,606 75

PONTS, CANAUX ET TRAVAUX DIVERS.

Dépenses sur le service spécial des ponts, canaux et travaux divers soumissionnés	7,369,989 82	6,898,111 81	471,878 01

Suivent les Opérations de trésorerie.

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1832.

Suite de la RECETTE.

OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE.

Recettes en augmentation de la dette flottante du Trésor.	Émission de bons du trésor	292,250,372 98	475,357,791 f 99 c		
	——— de traites et mandats	183,107,419 01			
	Fonds reçus de la banque en compte courant		239,681,776 11		
	Recettes de fonds particuliers des comptables des finances		469,831,748 66		
	——— pour le compte des correspondants du Trésor		493,709,137 70	2,500,070,898 43	
	——— des correspondants des comptables des finances		803,074,616 03		
	Recette de cautionnements de comptables entrés en fonctions		18,366,595 52		
	Recettes relatives à la liquidation de l'ancienne liste civile		49,232 42		2,598,826,856 25 c
Recettes en atténuation des créances actives du Trésor.	Recouvrements d'avances, débets et créances constatées à la charge de divers		36,086,239 08		
	Recettes pour le compte du Trésor de la couronne		5,530 24		
	Réduction sur l'excédant de dépense de l'exercice 1830. (Voir ci-contre à la dépense.)		371,051 00	98,755,957 82	
	Recouvrements sur la créance constatée à la charge de la compagnie adjudicataire de l'emprunt de 150 millions négocié le 8 août 1832.		62,293,137 50		
Mouvements de fonds entre les comptables des finances. (Fonds reçus)					2,161,194,697 50
					4,760,021,553 75

RÉCAPITULATION DES RECETTES ET DES PAYEMENTS DE L'ANNÉE 1832.

Contributions et revenus publics.	Exercice 1831	248,100,293 85		
	——— 1832	971,055,121 26	1,219,551,225 92	
	——— 1833	395,810 81		1,225,006,225 92
	Service des ponts, canaux et travaux divers		5,455,000 00	
Opérations de trésorerie.	Recettes en augmentation de la dette flottante du Trésor	2,500,070,898 43		
	Recettes en atténuation des créances actives du Trésor	98,755,957 82	2,598,826,856 25	
	Mouvements de fonds entre les comptables des finances. (Fonds reçus)		2,161,194,697 50	4,760,021,553 75
	TOTAL de la Recette			5,985,027,779 67
	Report des valeurs de caisse et de portefeuille au 1er janvier 1832			95,216,391 85
	TOTAL GÉNÉRAL			6,080,244,171 52

Suite de la DÉPENSE.

OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE.

Payements en atténuation de la dette flottante du Trésor.	Remboursement de bons du Trésor	293,163,391 85	471,492,522 90		
	——— de traites et mandats	178,329,131 05			
	Fonds remboursés à la Banque, en compte courant		239,681,776 11		
	Remboursements de fonds particuliers des comptables des finances		450,491,261 38		
	Dépenses pour le compte des correspondants du Trésor		478,943,647 57	2,460,398,957 37	
	——— des correspondants des comptables des finances		799,794,361 91		
	Remboursement de cautionnements de comptables sortis de fonctions		19,909,597 99		
	Dépenses relatives à la liquidation de l'ancienne liste civile		85,789 51		2,649,174,563 37
Payements en augmentation des créances actives du Trésor.	Avances débets et créances constatées à la charge de divers		38,032,501 12		
	Payements pour le compte du trésor de la couronne		371,720 55		
	Distribution d'argent faite aux troupes pendant les journées de juillet 1830. (Dépense non allouée sur le budget de l'exercice 1830. Voir ci-contre à la recette.)		371,051 00	188,775,606 00	
	Remboursement de cautionnements à des titulaires des départements séparés de la France		333 33		
	Créance constatée à la charge de la compagnie adjudicataire de l'emprunt de 150 millions		150,000,000 00		
Mouvements de fonds entre les comptables des finances. (Fonds envoyés)					2,161,350,772 91
					4,810,525,336 28

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE AU 1er JANVIER 1833.

Numéraire	29,606,770 76	84,803,261 07	87,958,877 19
Effets à recevoir	55,196,490 31		
Matières d'or et d'argent à convertir en espèces		3,155,616 12	

RÉCAPITULATION DES RECETTES ET DES PAYEMENTS DE L'ANNÉE 1832.

Dépenses publiques	Exercice 1831	157,470,456 23		
	——— 1832	1,013,808,890 81	1,174,861,846 24	
	——— 1833	3,582,499 20		1,181,759,958 05
	Service des ponts, canaux et travaux divers		6,898,111 81	
Opérations de trésorerie.	Payements en atténuation de la dette flottante du Trésor	2,460,398,957 37		
	Payements en augmentation des créances actives du Trésor	188,775,606 00	2,649,174,563 37	
	Mouvements de fonds entre les comptables des finances. (Fonds envoyés.)		2,161,350,772 91	4,810,525,336 28
	TOTAL de la Dépense			5,992,285,294 33
	Report des valeurs de caisse et de portefeuille au 1er janvier 1833			87,958,877 19
	TOTAL GÉNÉRAL			6,080,244,171 52

DÉVELOPPEMENT, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances*, pendant l'année 1832.

DÉSIGNATION DES RECETTES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMnt, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	DIRECTEURS des POSTES.	RECEVEURS de LA LOTERIE.	DIRECTEURS de LA FABRICATION des monnaies.	RECEVEURS GÉNÉRAUX des finances.	CAISSIER du TRÉSOR.	PAYEURS du TRÉSOR.	AGENT RESPONSABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la comptabilité générale des finances. RECETTES.	AGENT RESPONSABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la comptabilité générale des finances. ANNULATIONS de recettes.	TOTAL DES RECETTES.
CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.												
Contributions directes	"	"	"	"	"	"	78,538,346 55	"	"	"	3,956,318 94	74,582,027 61
Enregistrement	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Boissons, droits divers, tabacs et poudres	"	"	4,474,473 56	"	"	"	"	"	"	97,852 53	200,408 13	4,371,917 96
Postes	"	"	"	261,193 41	"	"	"	"	"	80 00	"	261,273 41
EXERCICE 1831. Coupes de bois	222,473 49	"	"	"	"	"	3,975,097 96	"	"	168,537 03	"	4,366,108 48
Salines et mines de sel de l'Est	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Produit de la ferme des jeux	"	"	"	"	"	"	"	916,666 68	"	"	"	916,666 68
Bénéfice sur la fabrication des monnaies	"	"	"	"	"	4,303 71	"	"	"	191,322 44	177,624 25	18,001 90
Produits divers	"	3,891 80	5 00	"	"	"	448,893 14	1,138,268 65	"	1,236,481 75	416,025 83	2,411,514 51
Ressources extraordinaires	"	28,356 59	173 98	4,644 21	597 86	"	234,906 57	14,334,063 44	739,086 27	145,831,232 14	277 79	161,172,783 30
Contributions directes	"	"	"	"	"	"	307,792,282 77	"	"	"	234,681 93	307,557,600 84
Enregistrement, timbre et domaines	198,843,182 79	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	198,843,182 79
Douanes et sels	"	159,693,652 51	"	"	"	"	"	"	"	"	55 30	159,693,597 21
Boissons, droits divers, tabacs et poudres	"	"	162,234,197 66	"	"	"	"	"	"	244,387 56	"	162,478,585 22
Postes	"	"	"	33,754,300 16	"	"	"	"	67,805 73	"	80 00	33,822,025 89
EXERCICE 1832. Coupes de bois	2,842,492 12	"	"	"	"	"	17,418,701 74	"	"	"	"	20,261,193 86
Salines et mines de sel de l'Est	"	"	"	"	"	"	"	1,200,000 00	"	227,889 70	"	1,427,889 70
Produit de la ferme des jeux	"	"	"	"	"	"	"	5,041,666 66	"	"	"	5,041,666 66
Bénéfice de la loterie royale	"	"	"	"	32,468,844 56	"	"	"	"	"	21,362,713 10	11,106,131 46
Bénéfice de la fabrication des monnaies et des médailles	"	"	"	"	"	2,781,617 01	"	"	"	"	2,262,393 16	519,223 85
Produits divers	2,637,933 31	1,545,983 17	502,800 25	"	"	170,182 53	5,187,146 74	11,636,715 18	2,976,522 38	4,991,487 24	6,556,506 92	23,092,263 88
Ressources extraordinaires	184,286 79	77,784 94	304,832 28	22,486 57	13,651 27	189 54	36,055,184 12	41,616 83	2,389,044 92	10,185,464 36	2,062,781 74	47,211,759 90
EXERCICE 1833. Boissons, droits divers, tabacs et poudres	"	"	17,434 85	"	"	"	"	"	"	"	"	17,434 85
Produits divers	"	"	"	"	"	"	"	"	"	378,375 96	"	378,375 96
Recettes pour le service spécial des ponts, canaux et travaux divers soumissionnés.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5,455,000 00	"	5,455,000 00
TOTAL des recettes sur contributions et revenus publics	204,730,368 50	161,349,669 01	167,533,917 58	34,042,624 35	32,483,093 69	2,956,292 79	449,650,559 59	31,308,917 46	6,172,459 30	169,008,110 71	37,229,867 09	1,225 006,225 92
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE.												
RECETTES en augmentation de la dette flottante du trésor. Émission de bons royaux	"	"	"	"	"	"	"	292,250,372 98	"	"	"	292,250,372 98
——— de traites et mandats	"	"	"	"	"	"	138,679,787 69	34,348,218 62	4,955,823 22	5,129,248 41	5,658 96	183,107,419 01
Fonds reçus de la banque de France en compte courant	"	"	"	"	"	"	"	239,487,316 11	"	194,460 00	"	239,681,776 11
Recettes de fonds particuliers des comptables des finances	11,998 46	88,650 74	32,281 63	"	26,660 96	28,645,043 76	410,675,828 17	"	75,831 21	275,453 73	"	469,831,748 66
——— pour le compte des correspondants du Trésor	1,551,872 18	64,033,038 06	4,524,262 12	18,232,950 10	1,628 28	282,821,971 60	46,497,265 04	62,860,011 05	96,979 98	13,123,570 93	34,411 64	493,709,137 70
——— des correspondants des comptables des finances	"	"	"	"	"	"	800,407,121 51	"	1,378,303 68	1,289,190 80	"	803,074,616 03
——— des cautionnements de comptables entrés en fonctions	"	"	"	"	"	"	10,126 709 13	8,239,427 26	"	399 13	"	18,366,595 52
——— relatives à la liquidation de l'ancienne liste civile	"	"	"	"	"	"	"	30,085 75	"	19,146 67	"	49,232 42
RECETTES en atténuation des créances actives du trésor. Recouvrements d'avances, débets et créances	3,954.057 23	19,603,336 54	1,448,580 87	385,430 05	"	"	"	8,272,103 28	11,337 00	2,442,614 89	31,220 82	36,086-239 08
Recettes pour le compte du trésor de la couronne	"	"	"	"	"	5,530 24	"	"	"	"	"	5,530 24
Réduction sur l'excédant de dépense de l'exercice 1830. (Voir la dépense, page 24)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	371,051 00	"	371,051 00
Recouvrement sur la créance constatée à la charge des adjudicataires de l'emprunt de 150 millions adjugé le 8 août 1832	"	"	"	"	"	"	"	62,293,137 50	"	"	"	62,293,137 50
Mouvements de fonds entre les comptables des finances	652,512 97	13,856,609 80	9,735,375 02	4,032,766 51	1,605,522 54	354,745 50	493,448,585 14	609,871,794 39	1,027,287,651 55	349,134 08	"	2,161,194,697 50
TOTAL des recettes	210,900,809 34	258,931,304 15	183,274,417 22	56,693,771 08	34,116,905 47	314 783,583 89	2,379,483,856 31	1,351,961,524 40	1,039,978,385 94	192,202,380 38	37,301,158 51	5,985,027.779 67
										154,901,221 87		

DÉVELOPPEMENT, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances*, pendant l'année 1831.

DÉSIGNATION DES PAYEMENTS.	RECEVEURS de l'enregistrem.nt, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	DIRECTEURS des POSTES.	RECEVEURS de LA LOTERIE.	DIRECTEURS de LA FABRICATION des monnaies.	RECEVEURS GÉNÉRAUX des finances.	CAISSIER du TRÉSOR.	PAYEURS du TRÉSOR.	AGENT RESPONSABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la comptabilité générale des finances. PAYEMENTS.	AGENT RESPONSABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la comptabilité générale des finances. ANNULATIONS de payements.	TOTAL DES PAYEMENTS.
DÉPENSES PUBLIQUES.												
EXERCICE 1831. — Dette consolidée	"	"	"	"	"	"	"	"	7,395,534 20	"	"	7,395,534f 20c
Emprunt national	"	"	"	"	"	"	"	"	107,365 00	"	"	107,365 00
Fonds d'amortissement	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Intérêts de cautionnements	"	"	"	"	"	"	"	"	250,995 06	"	250,995 06	"
Dette flottante	"	"	"	"	"	"	1,028,825 81	"	"	1,915,885 98	3,675 17	2,941,036 62
Dette viagère	"	"	"	"	"	"	"	"	551,843 06	"	"	551,843 06
Pensions	"	69,959 22	"	"	"	"	"	"	14,523,115 36	"	200 00	14,592,874 58
Liste civile	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Chambre des Pairs	"	"	"	"	"	"	"	"	16,666 67	"	"	16,666 67
Chambre des Députés	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Légion d'honneur	"	"	"	"	"	"	"	"	3,476,299 00	"	"	3,476,299 00
Dettes de l'ancienne liste civile	"	"	"	"	"	"	"	"	771,795 37	"	"	771,795 37
Dépenses générales des services publics. — Justice	"	"	"	"	"	"	"	"	1,291,475 60	289 66	6,290 81	1,285,474 45
Affaires étrangères	"	"	"	"	"	"	"	"	2,091,244 18	1,794 48	1,410 00	2,091,628 66
Instruction publique et cultes	"	"	"	"	"	"	"	"	10,568,563 49	315 50	479 16	10,568,399 83
Intérieur	"	"	"	"	"	"	"	"	1,005,055 19	221,317 12	485,812 48	740,559 83
Commerce et travaux publics	"	"	"	"	"	"	"	"	26,948,083 77	34,679 38	40,125 65	26,942,637 50
Guerre	"	"	"	"	"	"	"	"	39,565,629 15	2,570,791 64	3,705,388 99	38,431,031 80
Marine	"	"	"	"	"	"	"	"	13,271,674 61	403,459 96	1,348,620 19	12,326,514 38
Finances	"	"	"	12,529 50	"	"	1,627,740 72	61,038 32	3,787,242 64	204,778 58	97,419 66	5,595,910 10
Frais de régie, de perceptn et d'expn des impôts et revenus publics	148,308 27	2,120,017 27	1,747,463 04	1,384,282 94	23,047 54	"	3,865,691 85	"	4,500,662 15	147,647 30	18,845 63	13,918,274 73
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	"	2,769,173 71	28,505 42	2,608 80	"	"	12,627,823 56	"	263,197 31	25,901 65	"	15,716,610 45
EXERCICE 1832. — Dette consolidée	"	"	"	"	"	"	"	"	207,623,318 85	"	"	207,623,318 85
Emprunt national	"	"	"	"	"	"	"	"	748,505 00	"	"	748,505 00
Fonds d'amortissement	"	"	"	"	"	"	"	"	43,276,560 00	"	"	43,276,560 00
Intérêts et capitaux de cautionnements	"	"	"	"	"	"	"	"	8,744,666 13	250,995 06	111 42	8,995,549 77
Dette flottante	"	"	"	"	"	"	2,969,185 12	7,527,743 27	"	637,604 79	104,431 53	11,030,101 65
Dette viagère	"	"	"	"	"	"	"	"	4,561,063 91	"	"	4,561,063 91
Pensions	"	429,234 12	"	"	"	"	"	"	41,802,406 59	"	"	42,231,640 71
Liste civile	"	"	"	"	"	"	"	"	13,000,000 00	"	"	13,000,000 00
Chambre des Pairs	"	"	"	"	"	"	"	"	608,000 00	"	"	608,000 00
Chambre des Députés	"	"	"	"	"	"	"	"	565,333 00	"	"	565,333 00
Légion d'honneur. (Supplément à sa dotation.)	"	"	"	"	"	"	"	"	1,550,000 00	"	"	1,550,000 00
Dépenses générales des services publics. — Justice	3,664,038 27	"	"	"	"	"	"	"	14,022,199 91	313 50	2,000 00	17,684,551 68
Affaires étrangères	"	"	"	"	"	"	"	"	5,605,906 38	49,358 32	14,441 24	5,640,823 46
Instruction publique	"	"	"	"	"	"	"	"	1,918,045 41	"	"	1,918,045 41
Intérieur et cultes	"	"	"	"	"	"	"	"	33,034,163 56	1,067,066 68	"	34,101,530 24
Commerce et travaux publics	"	"	"	"	"	"	"	"	101,751,272 85	240 50	3,200 00	101,748,313 35
Guerre	"	"	"	"	"	"	"	"	302,276,749 07	2,757,662 28	1,740,241 17	303,294,170 18
Marine	"	"	"	"	"	"	"	"	47,707,831 64	1,555,110 89	283,979 83	48,978,962 70
Finances	"	"	"	"	"	36,906 12	5,419,054 22	124,622 21	12,477,252 73	43,696 63	107,275 00	17,994,256 91
Frais de régie de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	8,844,250 50	19,363,696 98	34,833,088 92	13,646,115 48	1,781,446 93	"	9,274,457 53	"	13,622,798 60	40,872 42	58,133 75	101,348,593 61
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	2,481,027 21	24,433,828 86	372,035 87	17,248 93	"	"	18,229,393 20	"	1,225,307 00	150,729 31	"	46,909,570 38
EXERCICE 1833. — Dette viagère	"	"	"	"	"	"	"	"	719,002 78	"	"	719,002 78
Pensions	"	"	"	"	"	"	"	"	960,277 58	"	"	960,277 58
Dépens.s générales des services publics. — Guerre	"	"	"	"	"	"	"	"	21,567 81	"	"	21,567 81
Marine	"	"	"	"	"	"	"	"	1,763,063 66	117,715 45	"	1,880,779 11
Finances	"	"	"	"	"	"	"	"	822 00	"	"	822 00
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	"	"	"	"	"	"	49 92	"	"	"	"	49 92
Payements sur le service des ponts, canaux et travaux soumissionnés	"	"	"	"	"	"	"	"	6,898,111 81	"	"	6,898,111 81
A reporter	15,137,624 25	49,185,910 16	36,981,093 25	15,062,185 65	1,804,494 47	36,906 12	55,042,221 93	7,713,403 80	996,870,968 08	12,198,227 08	8,273,076 74	1,181,759,958 05

Suite du *DÉVELOPPEMENT*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances*, pendant l'année 1832.

DÉSIGNATION DES PAYEMENTS.	RECEVEURS de l'enregistrem.nt, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	DIRECTEURS des POSTES.	RECEVEURS de LA LOTERIE.	DIRECTEURS de LA FABRICATION des monnaies. et des médailles.	RECEVEURS GÉNÉRAUX des finances.	CAISSIER du TRÉSOR.	PAYEURS du TRÉSOR.	AGENT RESPONSABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la comptabilité générale des finances. PAYEMENTS.	AGENT RESPONSABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la comptabilité générale des finances. ANNULATIONS de payements.	TOTAL DES PAYEMENTS.
Report	15,137,624f 25c	49,185,910f 16c	36,981,093f 25c	15,062,185f 65	1,804,494f 47c	36,906f 12c	55,042,221f 93c	7,713,403f 80c	996,870,968f 08c	12,198,227f 08c	8,273,070 74	1,181,759,058f 05c
Prélèvements sur les recettes. Lots gagnants prélevés sur le produit de la loterie.. Ex.ce 1832.	"	"	"	"	17,135,812 10	"	"	4,210,901 60	"	"	21,362,713 10	"
Frais de fab.on prélevés sur le produit des monnaies. Ex.ce 1831.	"	"	"	"	"	177,624 25	"	"	"	191,322 44	368,946 69	"
Idem. Ex.ce 1832.	"	"	"	"	"	2,066,827 26	"	"	"	195,973 47	2,262,800 73	"
TOTAL des payements sur les dépenses publiques	15,137,624 25	49,185,910 16	36,981,093 25	15,062,185 65	18,956,306 57	2,281,357 63	55,042,221 93	11,924,304 80	996,870,968 08	12,585,522 99	31,267,537 26	1,181,759,958 05
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE.												
Payements en atténuation de la dette flottante du Trésor. Remboursement de bons royaux	"	"	"	"	"	"	"	293,163,391 85	"	"	"	293,163,391 85
——— de traites et mandats	"	"	"	"	"	"	45,661,140 48	132,146,861 09	525,129 48	"	4,000 00	178,329,131 05
Fonds remboursés à la banque en compte courant	"	"	"	"	"	"	"	239,681,776 11	"	"	"	239,681,776 11
Remboursement de fonds particuliers des finances	11,024 77	87,205 41	53,609 20	"	26,730 23	27,932,018 50	421,082,420 35	"	51,067 90	1,247,185 02	"	450,491,261 38
Dépenses pour le compte des correspondants du Trésor	712,509 95	63,970,956 92	4,478,126 07	18,039,125 50	"	287,384,202 13	41,498,235 16	47,043,249 89	328,828 86	15,634,103 10	145,690 01	478,943,647 57
——— des correspondants des comptables des finances	"	"	"	"	"	"	796,996,982 32	"	1,378,303 68	1,419,075 91	"	799,794,361 91
Remboursement de caut.ns de comptables sortis de fonctions.	"	"	"	"	"	"	"	"	19,909,931 32	"	333 33	19,909,597 99
Dépenses relatives à la liquidation de l'ancienne liste civile	"	"	"	"	"	"	"	"	"	85,789 51	"	85,789 51
Payements en augmentation des créances actives du Trésor. Avances, débets et créances	3,954,094 98	19,582,164 86	1,504,299 46	370,193 93	60,288 65	"	"	6,267,083 33	"	6,294,375 91	"	38,032,501 12
Payements pour le compte du trésor de la couronne	"	"	"	"	"	"	"	369,787 24	"	1,933 31	"	371,720 55
Distribution d'argent faite aux troupes pendant les journées de juillet 1830. (Dépense non allouée sur le budget de l'exercice 1830. (Voir la recette, page 20)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	371,051 00	"	371,051 00
Remboursements de cautionnements des titulaires des départements séparés de la France	"	"	"	"	"	"	"	"	"	333 33	"	333 33
Créance constatée à la charge des adjudicataires de l'emprunt de 150 millions adjugé le 8 août 1832.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	150,000,000 00	"	150,000,000 00
Mouvements de fonds entre les comptables des finances	191,063,237 26	126,039,977 05	140,242,502 97	23,246,760 83	15,140,077 58	1,207,751 07	1,021,404,930 17	625,838,294 90	17,487,828 69	1,289,190 80	1,609,778 41	2,161,350,772 91
TOTAL des payements	210,878,491 21	258,866,214 40	183,259,630 95	56,718,265 91	34,183,403 03	318,805,329 33	2,381,685,930 41	1,356,434,749 21	1,036,552,058 01	188,928,560 88	34,027,339 01	5,992,285,294 33
										154,901,221 87		

RÉSUMÉ du Développement, par classe de Comptables, *des Recettes et des Payements faits par l'administration des finances*, pendant l'année 1832.

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.	VALEURS de caisse et de portefeuille au 1er janvier 1832.	RECETTES et virements de fonds effectués pendant l'année 1832.	TOTAL. (Voir *page 18.*)	PAYEMENTS et virements de fonds effectués pendant l'année 1832.	VALEURS de caisse et de portefeuille au 1er janvier 1833.	TOTAL. (Voir *page 19.*)	*OBSERVATIONS.*
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines	175,705f 45c	210,900,809f 34c	211,076,514f 79c	210,878,491f 21c	198,023f 58c	211,076,514f 79c	*Voir* le tableau qui suit pour le développement par département, et par nature principale d'opérations.
——— des douanes et sels	5,166,027 62	258,931,304 15	264,097,331 77	258,866,214 40	5,231,117 37	264,097,331 77	
——— des contributions indirectes	83,130 94	183,274,417 22	183,357,548 16	183,259,630 95	97,917 21	183,357,548 16	
Directeurs des postes	568,544 16	56,693,771 08	57,262,315 24	56,718,265 91	544,049 33	57,262,315 24	
Receveurs de la loterie	225,717 43	34,116,905 47	34,342,622 90	34,183,403 03	159,219 87	34,342,622 90	
Directeurs de la fabrication des monnaies	8,045,410 50	314,783 583 89	322,828,994 39	318,805,329 33	4,023,665 06	322,828,994 39	
Receveurs généraux des finances	22,511,528 70	2,379,485,856 31	2,401,997,385 01	2,381,685,930 41	20,311,454 60	2,401,997,385 01	
Caissier du Trésor	50,004,883 93	1,351,961,524 40	1,401,966,408 33	1,356,434,749 21	45,531,659 12	1,401,966,408 33	
Payeurs du Trésor	8,435,443 12	1,039,978,385 94	1,048,413,829 06	1,036,552,058 01	11,861,771 05	1,048,413,829 06	
Agent responsable des virements de comptes	"	154,901,221 87	154,901,221 87	154,901,221 87	"	154,901,221 87	
	95,216,391. 85	5,985,027,779 67	6,080,244,171 52	5,992,285,294 33	87,958,877 19	6,080,244,171 52	

DÉVELOPPEMENT par Département des Recettes et des Payements faits par l'Administration des finances, pendant l'année 1832.

DÉPARTEMENTS.	SOLDE EN CAISSE et en portefeuille au 1er janvier 1832.	RECETTE DE L'ANNÉE 1832. CONTRIBUTIONS et revenus publics.	OPÉRATIONS de trésorerie.	MOUVEMENTS de fonds.	TOTAL.	TOTAL GÉNÉRAL.
Ain	173,316f 24c	6,301,725f 85c	11,465,317f 69c	6,096,796f 30c	23,863,839f 84c	24,037,156f 08c
Aisne	369,940 00	17,105,441 42	19,981,864 13	13,560,455 23	50,647,760 78	51,017,700 78
Allier	62,214 51	6,198,870 17	9,238,078 64	5,734,895 56	21,171,844 37	21,234,058 88
Alpes (Basses)	57,866 80	2,533,466 74	3,315,909 81	3,379,554 16	9,228,930 71	9,286,797 51
Alpes (Hautes)	94,676 17	2,181,925 72	4,362,412 52	4,086,598 27	10,630,936 51	10,725,612 68
Ardèche	101,248 89	4,785,093 53	6,143,121 20	4,441,423 54	15,369,638 27	15,470,887 16
Ardennes	384,982 91	10,233,092 28	15,882,897 25	13,229,674 07	39,345,663 60	39,730,646 51
Ariége	89,641 52	2,989,801 18	4,150,726 35	3,097,933 38	10,238,460 91	10,328,102 43
Aube	259,892 67	7,495,559 07	8,438,606 54	6,779,986 07	22,714,151 68	22,974,044 35
Aude	140,099 57	8,871,422 40	12,923,449 03	7,558,397 01	29,353,268 44	29,493,368 01
Aveyron	83,079 98	5,959,568 35	7,065,725 60	4,735,085 08	17,760,379 03	17,843,459 01
Bouches-du-Rhône	1,935,286 50	44,047,228 98	76,552,099 25	41,429,549 32	162,028,877 55	163,964,164 05
Calvados	284,046 78	18,506,382 65	19,701,242 24	16,370,085 67	54,577,710 56	54,861,757 34
Cantal	157,737 12	4,287,493 46	3,647,991 43	4,175,877 00	12,111,361 89	12,269,099 01
Charente	151,277 15	7,551,907 57	10,733,146 03	5,953,129 47	24,238,183 07	24,389,460 22
Charente-Inférieure	836,531 37	14,054,458 84	40,599,028 68	15,873,240 34	70,526,727 86	71,363,259 23
Cher	332,301 59	5,384,110 31	9,767,860 53	7,248,817 65	22,400,788 49	22,733,090 08
Corrèze	43,561 28	3,972,135 15	3,635,654 46	3,679,297 59	11,287,087 20	11,330,648 48
Corse	122,846 13	1,159,512 18	12,721,131 07	6,827,939 61	20,708,582 86	20,831,428 99
Côte-d'Or	708,291 22	14,187,328 46	17,244,991 39	15,624,404 02	47,056,723 87	47,765,015 09
Côtes-du-Nord	133,138 57	9,660,742 43	16,740,293 01	11,097,219 64	37,498,255 08	37,631,393 65
Creuse	111,783 25	3,733,113 87	4,038,460 28	3,665,616 05	11,437,190 20	11,548,973 45
Dordogne	86,939 47	7,931,193 44	13,445,978 88	7,347,487 21	28,724,659 53	28,811,599 00
Doubs	547,916 38	7,626,724 11	11,698,320 58	11,648,790 69	30,973,835 38	31,521,751 76
Drôme	189,664 76	6,308,167 43	8,604,338 07	6,648,282 93	21,560,788 43	21,750,453 19
Eure	178,011 41	13,346,687 37	22,685,957 31	10,204,791 30	46,237,435 98	46,415,447 39
Eure-et-Loir	47,449 00	10,255,648 50	10,463,246 02	7,050,162 00	27,769,056 52	27,816,505 52
Finistère	1,524,696 45	11,228,671 95	21,215,475 53	33,006,235 28	65,450,382 76	66,975,079 21
Gard	165,677 83	11,948,785 50	13,026,727 89	12,410,909 78	37,386,423 17	37,552,101 00
Garonne (Haute)	1,162,853 40	14,153,178 07	27,280,664 87	16,891,053 38	58,324,896 32	59,487,749 72
Gers	101,046 21	5,966,597 26	11,248,296 63	4,727,754 16	21,942,648 05	22,043,694 26
Gironde	1,570,914 98	32,108,498 84	122,045,862 82	36,044,931 54	190,199,233 20	191,770,148 18
Hérault	191,132 99	12,287,520 62	14,973,484 27	14,260,435 07	41,521,439 96	41,712,572 95
Ille-et-Vilaine	248,735 62	11,478,125 41	18,876,114 98	17,854,802 83	48,189,043 22	48,437,778 84
Indre	101,313 87	4,896,232 23	7,809,934 16	4,243,589 50	16,949,755 89	17,051,069 76
Indre-et-Loire	131,915 61	7,469,118 16	12,567,258 40	9,485,854 30	29,522,230 86	29,654,146 47
Isère	403,876 66	12,334,065 09	21,048,726 97	14,965,824 78	48,348,616 84	48,752,493 50
Jura	302,545 83	7,865,669 78	12,503,203 61	6,771,046 95	27,139,920 34	27,442,476 17
Landes	56,566 87	3,534,862 50	6,557,507 88	3,690,815 05	13,783,185 43	13,839,752 30
Loir-et-Cher	128,041 19	5,935,535 07	5,812,060 72	5,807,338 22	17,554,934 01	17,682,975 20
Loire	111,259 24	7,990,230 76	10,912,708 23	6,753,818 19	25,656,757 18	25,768,016 42
Loire (Haute)	206,033 78	4,201,250 64	6,366,761 59	3,700,357 35	14,268,369 58	14,474,403 36
Loire-Inférieure	942,779 48	24,494,464 38	55,002,660 91	29,469,673 79	108,966,799 08	109,909,578 56
Loiret	340,193 96	12,491,792 39	16,740,147 70	14,048,999 30	43,280,939 39	43,621,133 35
Lot	97,384 81	4,560,616 24	6,547,362 92	5,977,096 22	17,085,075 38	17,182,460 19
Lot-et-Garonne	79,314 08	7,820,148 78	12,180,934 16	7,827,988 69	27,829,071 63	27,908,385 71
Lozère	31,383 94	2,178,999 65	2,511,436 34	2,316,385 57	7,006,821 56	7,038,205 50
Maine-et-Loire	203,388 06	11,648,379 41	17,206,955 32	14,573,804 38	43,429,139 11	43,632,527 17
Manche	253,816 66	15,535,389 70	25,129,195 95	16,475,762 61	57,140,348 26	57,394,164 92
Marne	309,367 71	14,581,568 36	18,095,798 60	12,924,283 99	45,601,650 95	45,911,018 66
Marne (Haute)	787,501 35	9,478,904 88	18,508,893 04	6,301,130 87	34,288,929 69	35,076,431 04
Mayenne	123,982 26	6,302,613 74	13,308,015 33	6,085,187 35	25,695,816 42	25,819,798 68
Meurthe	956,399 58	14,703 457 00	21,374,430 71	15,732,438 83	51,810,326 54	52,766,726 12
Meuse	556,746 83	9,203,680 25	25,324,380 74	12,822,777 04	47,351,038 03	47,907,784 86

DÉPARTEMENTS.	DÉPENSE DE L'ANNÉE 1832. DÉPENSES publiques.	OPÉRATIONS de trésorerie.	MOUVEMENTS de fonds.	TOTAL.	SOLDE EN CAISSE et en portefeuille au 1er janvier 1833.	TOTAL GÉNÉRAL.
Ain	4,073,962f 48c	10,920,710f 64c	8,878,626f 28c	23,873,299f 40c	163,856f 68c	24,037,156f 08c
Aisne	8,807,762 99	18,950,761 81	23,036,367 77	50,794,892 57	222,808 21	51,017,700 78
Allier	4,010,397 55	8,544,819 73	8,579,633 44	21,134,850 72	99,208 19	21,234,058 88
Alpes (Basses)	2,810,265 16	3,077,837 24	3,328,435 78	9,216,538 18	70,259 33	9,286,797 51
Alpes (Hautes)	3,351,013 89	3,783,576 51	3,508,616 19	10,643,206 59	82,406 09	10,725,612 68
Ardèche	2,688,708 56	5,971,885 33	6,733,341 96	15,393,935 85	76,951 31	15,470,887 16
Ardennes	9,728,736 72	14,643,203 62	15,021,751 67	39,393,692 01	336,954 50	39,730,646 51
Ariége	2,339,416 15	4,246,772 06	3,657,145 29	10,243,333 50	84,768 93	10,328,102 43
Aube	4,190,784 43	8,338,273 70	10,258,688 03	22,787,746 21	186,298 14	22,974,044 35
Aude	4,139,703 60	12,637,769 84	12,569,103 81	29,346,577 25	146,790 76	29,493,368 01
Aveyron	3,592,059 77	7,058,082 00	7,068,331 98	17,768,473 75	124,985 26	17,843,459 01
Bouches-du-Rhône	32,527,823 82	73,422,626 50	55,508,591 13	161,459,041 45	2,505,122 60	163,964,164 05
Calvados	9,076,848 87	23,588,390 66	21,733,068 78	44,398,308 31	463,449 03	54,861,757 34
Cantal	3,058,651 78	3,794,017 11	5,253,759 56	12,106,428 45	162,670 56	12,269,099 01
Charente	4,208,322 08	10,322,010 39	9,752,311 22	24,282,643 69	106,816 53	24,389,460 22
Charente-Inférieure	11,083,026 30	39,570,874 67	19,628,147 92	69,282,048 89	1,081,210 34	71,363,259 23
Cher	5,739,923 99	8,568,805 56	8,073,089 65	22,381,819 20	351,270 88	22,733,090 08
Corrèze	2,461,016 06	3,702,576 91	5,121,271 19	11,284,864 16	45,784 32	11,330,648 48
Corse	4,738,393 46	10,505,845 72	5,417,221 99	20,661,461 17	169,967 82	20,831,428 99
Côte-d'Or	11,300,338 07	17,202,468 92	18,813,752 40	47,316,559 39	448,455 70	47,765,015 09
Côtes-du-Nord	6,541,666 64	15,083,294 76	15,876,502 09	37,501,763 49	129,630 16	37,631,393 65
Creuse	2,387,368 76	4,026,079 32	5,039,320 28	11,452,768 36	96,205 09	11,548,973 45
Dordogne	5,492,538 83	12,702,198 28	10,541,306 57	28,736,043 68	75,555 32	28,811,599 00
Doubs	9,266,391 82	11,102,608 91	10,533,009 01	30,902,009 74	619,742 02	31,521,751 76
Drôme	4,762,381 16	8,171,657 37	8,637,906 99	21,571,045 52	179,407 67	21,750,453 19
Eure	5,654,715 07	21,959,946 65	18,666,688 54	46,281,348 26	134,099 13	46,415,447 39
Eure-et-Loir	3,836,285 43	10,227,489 91	13,704,253 60	27,768,028 94	48,476 58	27,816,505 52
Finistère	21,210,002 16	18,057 549 32	26,126,730 33	65,394,281 81	1,580,797 40	66,975,079 21
Gard	6,643,998 47	12,791,165 54	17,978,368 41	37,413,532 42	138,568 58	37,552,101 00
Garonne (Haute)	11,572,709 39	26,457,836 65	20,572,195 43	58,602,741 47	885,008 25	59,487,749 72
Gers	3,612,006 49	10,800,519 17	7,570,622 85	21,983,248 51	60,445 75	22,043,694 26
Gironde	18,289,993 82	89,296,468 11	83,001,476 23	190,587,938 16	1,182,210 02	191,770,148 18
Hérault	9,398,297 13	15,636,857 74	16,460,221 89	41,495,376 76	217,196 19	41,712,572 95
Ille-et-Vilaine	12,886 771 86	18,224,331 08	17,034,774 76	48,145,877 70	291,901 14	48,437,778 84
Indre	2,749,449 84	7,581,664 64	6,672,436 28	17,003.550 76	47,519 00	17,051,069 76
Indre-et-Loire	6,992,715 60	10,061,524 46	12,429,953 51	29,484,193 57	169,952 90	29,654,146 47
Isère	10,935,139 89	20,120,796 81	17,132,168 82	48,488,105 52	264,387 98	48,752,493 50
Jura	4,168,595 14	11,919,799 88	11,146,536 26	27,234,931 28	207,534 89	27,142,466 17
Landes	2,573.304 92	5,995,294 36	5,196,779 64	13,765.378 92	74,373 38	13,839,752 30
Loir-et-Cher	3,685,156 41	5,603,461 68	8,221,403 76	17,510,021 85	172,953 35	17,682,975 20
Loire	3,754,476 82	11,341,825 20	10,538,424 72	25,634,726 74	133,289 68	25,768,016 42
Loire (Haute)	2,525,276 36	5,799,390 05	5,940,309 83	14,264,976 24	209,427 12	14,474,403 36
Loire-Inférieure	12,184,513 43	53,651,746 14	42,962,281 99	108,898,541 56	1,011,037 00	109,909,578 56
Loiret	5,952,955 92	15,917,961 65	21,471,167 57	43,142,085 14	279,048 21	43,621,133 35
Lot	4,822,556 26	5,976,879 99	6,300,772 87	17,100,209 12	82,251 07	17,182,460 19
Lot-et-Garonne	6,014,875 32	11,702,158 17	10,148,508 78	27,865,542 27	42,843 44	27,908,385 71
Lozère	1,887,971 56	2,174,999 11	2,944,925 03	7,007,895 70	30,309 80	7,038,205 50
Maine-et-Loire	10,207,178 91	16,495,469 36	16,757,106 62	43,449,754 79	282,772 38	43,632,527 17
Manche	11,723,141 72	25,128,758 47	10,320,245 15	57,172,145 34	222,019 58	57,394,164 92
Marne	8,686,523 43	17,485,341 94	16,436,400 24	43,610,265 61	302,753 05	45,911,018 66
Marne (Haute)	4,175,445 42	17,898,429 50	12,480,813 94	34,554,688 86	521,742 18	35,076,431 04
Mayenne	3,586,537 73	12,509,718 17	9,555,054 25	25,651,310 15	168,488 53	25,819,798 68
Meurthe	11,421,763 94	19,187,108 49	21,450,945 26	52,059,817 69	706,908 43	52,766,726 12
Meuse	9,117,113 23	23,592,349 58	12,816,482 00	47,525,944 81	381,840 05	47,907,784 86

Suite du *DÉVELOPPEMENT par Département des Recettes et des Payements faits par l'Administration des finances*, pendant l'année 1832.

DÉPARTEMENTS.	SOLDE EN CAISSE et en portefeuille au 1er janvier 1832.	RECETTE DE L'ANNÉE 1832. CONTRIBUTIONS et revenus publics.	OPÉRATIONS de trésorerie.	MOUVEMENTS de fonds.	TOTAL.	TOTAL GÉNÉRAL.
Morbihan	376,307f 00c	8,453,830f 15c	26,766,414f 11c	16,345,680f 07c	51,565,924f 33c	51,942,231f 33c
Moselle	1,099,587 17	12,649,999 39	35,472,245 71	26,731,759 71	74,854,004 81	75,953,591 98
Nièvre	257,546 76	6,538,047 55	7,735,768 00	9,292,833 84	23,566,649 39	23,824,196 15
Nord	2,952,694 79	41,952,667 34	144,836,115 90	63,320,551 75	250,118,334 99	253,071,029 78
Oise	1,049,432 06	13,512,607 89	19,325,906 47	10,784,042 21	43,622,556 57	44,671,988 63
Orne	121,413 72	10,820,433 78	13,054,472 49	8,822,772 14	32,697,678 41	32,819,092 13
Pas-de-Calais	329,476 22	18,759,663 81	29,819,757 01	21,805,896 30	70,385,317 12	70,714,793 34
Puy-de-Dôme	249,152 78	9,987,658 03	12,297,212 41	8,527,356 99	30,812,227 43	31,061,380 21
Pyrénées (Basses)	326,388 75	7,831,190 76	23,810,859 96	13,948,161 53	45,590,212 25	45,916,601 00
Pyrénées (Hautes)	91,522 08	3,117,046 39	4,325,519 04	3,485,885 27	10,928,450 70	11,019,972 78
Pyrénées-Orientales	544,959 56	3,292,322 22	11,079,291 01	6,051,787 35	20,423,400 58	20,968,360 14
Rhin (Bas)	2,119,579 28	15,457,250 44	51,272,781 60	27,040,962 79	93,790,994 83	95,910,574 11
Rhin (Haut)	316,962 77	10,240,780 89	17,771,440 61	12,788,145 48	40,800,366 98	41,117,329 75
Rhône	764,800 28	25,740,498 31	62,251,569 64	37,137,789 23	125,129,857 18	125,894,657 46
Saone (Haute)	214,023 59	7,174,142 01	15,514,225 10	7,760,863 43	30,449,230 54	30,663,254 13
Saone-et-Loire	328,394 00	12,546,001 01	28,038,094 09	11,297,616 46	51,881,711 56	52,210,105 56
Sarthe	151,877 12	9,557,878 37	10,400,506 81	8,243,922 65	28,202,307 83	28,354,184 95
Seine	3,159,705 23	96,882,043 70	88,809,799 41	7,460,107 27	193,151,950 38	196,311,655 61
Seine-Inférieure	3,592,662 63	64,911,018 24	142,312,004 10	53,306,655 29	260,529,677 63	264,122,340 26
Seine-et-Marne	99,359 71	15,371,760 84	15,011,294 14	12,103,394 34	42,486,449 32	42,585,809 03
Seine-et-Oise	410,695 27	19,917,627 84	28,776,448 48	20,687,231 86	69,381,308 18	69,792,003 45
Sèvres (Deux)	168,291 19	6,089,380 18	8,346,019 23	8,198,952 77	22,634,352 17	22,802,643 36
Somme	139,603 30	15,426,444 80	25,477,171 88	14,841,459 24	55,745,075 92	55,884,679 22
Tarn	109,300 95	6,822,039 00	10,367,674 46	5,634,331 49	22,824,044 95	22,933,345 90
Tarn-et-Garonne	165,763 68	7,252,054 75	9,698,563 51	4,984,855 77	21,935,474 03	22,101,237 71
Var	2,778,665 64	9,315,123 75	22,594,445 76	33,211,532 84	65,121,102 35	67,899,767 99
Vaucluse	73,646 56	5,834,886 14	6,835,681 24	6,881,626 47	19,552,193 85	19,625,840 41
Vendée	106,113 45	6,602,599 40	12,777,874 09	6,688,297 58	26,068,771 07	26,174,884 52
Vienne	110,623 38	5,981,606 38	7,086,395 38	6,914,562 05	19,982,563 81	20,093,187 19
Vienne (Haute)	348,448 63	5,100,792 60	13,135,042 02	5,895,434 97	24,131,269 59	24,479,718 22
Vosges	402,567 89	8,731,876 93	17,053,570 35	7,203,762 37	32,989,209 65	33,391,777 54
Yonne	317,776 95	9,827,391 57	11,720,986 16	7,755,183 47	29,303,560 80	29,621,337 75
Payeurs en Morée	552,963 57	48,206 09	94,784 16	1,950,204 00	2,093,192 25	2,646,155 82
—— en Afrique	1,925,471 78	1,980,511 01	4,527,374 39	7,498,114 90	14,006,000 30	15,931,472 08
—— de l'armée du Nord	683,119 69	41,183 32	427,008 56	11,984,531 42	12,452,723 30	13,135,842 99
—— à Ancône		1,022,940 46	4,973 09	224,512 85	1,252,426 40	1,252,426 40
Trésor public à Paris	50,004,883 93	187,167,564 86	730,554,576 72	1,061,659,135 18	1,979,381,276 76	2,029,386,160 69
	95,216,391 85	1,225,006,225 92	2,598,826,856 25	2,161,194,697 50	5,985,027,779 67	6,080,244,171 52

DÉPARTEMENTS.	DÉPENSE DE L'ANNÉE 1832. DÉPENSES publiques.	OPÉRATIONS de trésorerie.	MOUVEMENTS de fonds.	TOTAL.	SOLDE EN CAISSE et en portefeuille au 1er janvier 1833.	TOTAL GÉNÉRAL.
Morbihan	12,831,799 93	22,414,512 55	16,291,289 34	51,537,601 82	404,629 51	51,942,231 33
Moselle	20,790,531 10	27,672,597 86	26,578,599 01	75,041,727 97	911,864 01	75,953,591 98
Nièvre	7,290,955 97	7,261,046 47	9,050,765 11	23,602,767 55	221,428 60	23,824,196 15
Nord	39,924,335 65	139,173,074 34	71,076,744 46	250,174,154 45	2,896,875 33	253,071,029 78
Oise	6,415,548 28	18,985,632 03	18,718,412 06	44,119,592 37	552,396 26	44,671,988 63
Orne	4,828,874 95	13,606,882 56	14,149,652 05	32,585,409 56	233,682 57	32,819,092 13
Pas-de-Calais	14,788,606 30	28,300,295 37	27,179,521 48	70,268,423 15	446,370 19	70,714,793 34
Puy-de-Dôme	5,906,762 70	12,049,702 06	12,996,481 90	30,952,946 66	108,433 55	31,061,380 21
Pyrénées (Basses)	9,333,187 99	23,044,080 64	13,237,734 16	45,615,002 79	301,598 21	45,916,601 00
Pyrénées (Hautes)	2,394,359 31	3,721,325 89	4,785,591 13	10,901,276 33	118,696 45	11,019,972 78
Pyrénées-Orientales	5,587,932 87	10,546,801 93	4,280,718 12	20,415,452 92	552,907 22	20,968,360 14
Rhin (Bas)	23,888,744 61	43,201,722 52	27,232,645 84	94,323,112 97	1,587,461 14	95,910,574 11
Rhin (Haut)	9,857,567 09	16,662,274 97	14,217,854 38	40,737,696 44	379,633 31	41,117,329 75
Rhône	22,905,093 84	56,265,560 72	45,566,440 53	124,737,095 09	1,157,562 37	125,894,657 46
Saone (Haute)	5,038,577 43	15,084,921 76	10,298,244 55	30,421,743 74	241,510 39	30,663,254 13
Saone-et-Loire	5,901,282 03	25,485,885 61	20,522,528 82	51,909,696 46	300,409 10	52,210,105 56
Sarthe	4,762,528 32	10,602,511 43	12,830,228 63	28,195,268 38	158,916 57	28,354,184 95
Seine	15,827,190 31	91,805,341 32	88,303,813 20	195,936,344 83	375,310 78	196,311,655 61
Seine-Inférieure	17,234,619 45	137,676,353 55	106,894,701 86	261,805,674 86	2,316,665 40	264,122,340 26
Seine-et-Marne	7,457,083 81	14,835,662 56	20,233,572 24	42,526,318 61	59,490 42	42,585,809 03
Seine-et-Oise	13,353,407 84	23,540,171 67	32,624,305 37	69,517,884 88	274,118 57	69,792,003 45
Sèvres (Deux)	6,576,373 80	7,584,520 84	8,500,654 98	22,661,549 62	141,093 74	22,802,643 36
Somme	8,308,746 69	24,896,109 89	22,596,859 72	55,801,726 30	82,952 92	55,884,679 22
Tarn	3,920,769 96	10,424,383 74	8,507,030 52	22,852,184 22	81,161 68	22,933,345 90
Tarn-et-Garonne	3,674,331 51	9,094,714 86	9,167,458 30	21,936,504 67	164,733 04	22,101,237 71
Var	20,121,514 52	21,134,542 07	23,849,747 83	65,105,804 42	2,793,963 57	67,899,767 99
Vaucluse	4,406,596 29	6,549,663 05	8,513,836 74	19,470,096 08	155,744 33	19,625,840 41
Vendée	4,679,427 50	12,463,800 22	8,914,447 56	26,057,675 28	117,209 24	26,174,884 52
Vienne	4,407,905 69	6,983,876 22	8,579,687 78	19,971,469 69	121,717 50	20,093,187 19
Vienne (Haute)	4,004,622 95	12,833,932 45	7,330,116 66	24,168,672 06	311,046 16	24,479,718 22
Vosges	4,314,303 26	15,645,051 51	13,090,325 85	33,049,680 62	342,096 92	33,391,777 54
Yonne	4,857,297 27	11,580,881 49	12,990,869 44	29,429,048 20	192,289 55	29,621,337 75
Payeurs en Morée	1,962,954 78	117,858 10	191,208 68	2,272,021 56	374,134 26	2,646,155 82
—— en Afrique	13,212,331 59	202,779 57	146,866 41	13,571,977 57	2,359,494 51	15,931,472 08
—— de l'armée du Nord	4,649,277 10	505,784 79	4,409,473 16	9,564,535 05	3,571,307 94	13,135,842 99
—— à Ancône	736,524 59	27,335 88	250,783 64	1,014,844 11	237,582 29	1,252,426 40
Trésor public à Paris	452,950,718 16	903,558,681 45	627,345,101 96	1,983,854,501 57	45,531,659 12	2,029,386,160 69
	1,181,759,958 05	2,649,174,563 37	2,161,350,772 91	5,992,285,294 33	87,958,877 19	6,080,244,171 52

Les soldes en caisse et en portefeuille au 1er janvier 1832 ont été développés par département, par classe de comptables et par nature de valeurs, dans le compte des finances de l'année 1831, *pages 135, 142* et *143*.

Les recettes faites sur les contributions et revenus publics, pendant l'année 1832, sont développées par département et par nature d'impôts, *pages 36* à *78* du présent compte.

Les payements sur les dépenses publiques se retrouvent détaillés par département et par nature principale de services, *pages 86* à *129*.

Le montant de ces recettes et de ces payements est ensuite reproduit au compte du service de trésorerie, *pages 158* à *169*, où l'on fait ressortir l'excédant de recette ou de payement, réalisé en 1832, dans chaque département.

Pour les recettes et les dépenses provenant des opérations de trésorerie, il est nécessaire de se reporter au compte spécial de ce service (*pages 136* et *137*), qui les retrace par nature et qui contient un tableau où les excédants de recette et de dépense qu'elles ont produits sont développés par département. (Voir *page 166*.)

Les tableaux *pages 154, 160* et *166* présentent le détail des mouvements de fonds par classe de comptables et font ressortir, par département, les différences entre les fonds reçus et les fonds envoyés pendant l'année 1832.

Enfin, les soldes en caisse et en portefeuille, au 1er janvier 1833, sont développés par département, par classe de comptables et par nature de valeurs, dans les tableaux, *pages 157* et *164*, et les augmentations ou les diminutions résultant de la comparaison de ces soldes avec ceux qui existaient au commencement de l'année, sont relevées dans le développement joint au compte du service de trésorerie, *page 166*.

COMPTE

DES

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS

POUR L'ANNÉE 1832.

NOTE

Sur le Compte des Contributions et Revenus publics.

Le compte des contributions et revenus publics a pour objet de développer, par branche principale de revenus, les différentes ressources dont se compose le budget des recettes de l'État,

SAVOIR :

Les contributions directes;

Les produits de l'enregistrement, du timbre et des domaines;

Les divers droits de douanes, et le droit de consommation sur les sels;

Les droits sur les boissons et les diverses taxes indirectes, ainsi que le produit de la vente des tabacs et des poudres à feu;

Le produit des coupes de bois de l'État;

La part revenant au Trésor public dans l'exploitation des salines et mines de sel de l'Est;

La portion également attribuée au Trésor dans le produit de la ferme des jeux;

Le bénéfice de la loterie royale;

Le bénéfice sur la fabrication des monnaies et des médailles;

Et enfin, diverses recettes accessoires qui sont fixes ou accidentelles, mais qu'en raison de leur nombre et de leur variété, on est dans l'usage de classer au budget sous la désignation commune de *Produits divers.*

Les agents administratifs qui liquident les droits à la charge de l'État, et les comptables qui effectuent le recouvrement de ces droits, sont indiqués à la fin de la présente note.

Un tableau spécial, consacré à chacune des branches de revenus, présente, tant pour l'exercice de l'année précédente que pour l'exercice courant, tous les détails qu'elle comporte, quant à la nature et à la quotité des divers produits.

Ces détails sont ensuite eux-mêmes développés, pour les recettes de l'exercice précédent, dans des états qui font connaître, selon la nature des impôts et la législation qui les régit, les valeurs, matières ou quantités auxquelles les tarifs ont été appliqués, les perceptions qui en sont résultées au profit du Trésor, les différences que ces perceptions font ressortir d'une année à l'autre, et les articles imposables qu'affecte l'accroissement ou la diminution des produits. Les recettes de l'exercice courant sont seulement développées par nature et par département, les détails semblables à ceux qui précèdent, relativement à l'application des tarifs, ne pouvant être publiés que dans le compte de la seconde année de l'exercice.

Le compte des contributions et revenus publics comprend en outre le tableau des ressources extraordinaires attribuées aux budgets, et provenant soit des ventes de bois de l'État, soit des emprunts législatifs ou de produits temporaires.

Enfin, l'on a ajouté à ce compte l'état de recettes faites sur les produits spéciaux que des lois particulières ont affectés aux ponts, canaux et travaux divers soumissionnés par des compagnies.

Un tableau principal précède les états détaillés du compte des contributions et revenus publics. Il fait connaître par branche de revenus, pour l'exercice qui vient d'être clos et pour l'exercice courant, les droits constatés à la charge des redevables de l'État, les recouvrements effectués sur ces droits, soit antérieurement à la publication du compte, soit pendant l'année, et les sommes restant à recevoir à l'époque où le compte est établi.

Enfin trois tableaux, placés après les états publiés sur chaque nature d'impôts, présentent, par département, le premier, l'ensemble des recouvrements de l'exercice 1831, tels qu'ils sont publiés dans le compte définitif et réglementaire du budget de cet exercice (voir page 202), le second, les recouvrements effectués sur l'exercice 1832, pendant l'année 1832 (voir page 264), et le troisième, les recettes faites par anticipation sur l'exercice 1833 (voir page 296).

Les différents résultats exposés dans cette partie du compte général des finances se résument ainsi qu'il suit :

Contributions et Revenus de l'Exercice 1831.

Les droits constatés au profit de l'État, sur cet exercice, se sont élevés à 1,306,572,791 fr. 89 c., savoir :

Recettes ordinaires.	Contributions directes		367,391,053 48	
	Impôts et revenus indirects		543,035,257 17	949,644,864 20
	Coupes de bois		16,682,885 48	
	Produits divers		22,535,668 07	
Recettes extraordinaires.	30 centimes extraordinaires ajoutés à la contribution foncière		46,442,589 85	
	Produit des retenues sur les traitements et remises		6,485,337 84	
	Produit des rentes 5 p. % négociées le 10 avril 1831	120,000,014		356,927,927 69
	Produit de l'emprunt national au pair	21,422,400		
	Produit de l'aliénation des bois de l'État	22,703,215		
	Emprunt des 150 millions négocié le 8 août 1832. (Portion nécessaire pour compléter les moyens extraordinaires attribués à l'exercice 1831.)	139,874,371	304,000,000 00	
	TOTAL			1,306,572,791 89

Cette somme a été appliquée en recette au budget de l'exercice 1831. (*Voir* pag. 202), savoir :

Antérieurement au 1er janvier 1832	1,058,472,498 04	
Pendant l'année 1832	248,100,293 85	
TOTAL PAREIL	1,306,572,791 89	

Contributions et Revenus de l'Exercice 1832.

Les droits à recouvrer qui ont été constatés au profit de l'État sur cet exercice, jusqu'au 31 décembre 1832, montent à 1,060,239,611 fr. 41 c., savoir :

Recettes ordinaires.	Contributions directes	357,240,627 18	
	Impôts et revenus indirects	579,629,429 31	981,965,390 51
	Coupes de bois	20,890,944 14	
	Produits divers	24,204,389 88	
Recettes extraordinaires.	Produit de l'aliénation des bois de l'État	35,376,385 00	
	Produit des retenues sur les traitements et remises	3,274,220 90	
	Emprunt de 150 millions négocié le 8 août 1832. (Portion restant applicable à l'exercice 1832.)	10,125,629 00	78,274,220 90
	Moyens extraordinaires restant à la disposition du Gouvernement	29,497,986 00	
	TOTAL		1,060,239,611 41
Sur cette somme il a été reçu par le Trésor pendant l'année 1832			971,055,121 26
Et il restait à recouvrer au 1er janvier 1833 celle de			89,184,490 15

SAVOIR :

Contributions directes	49,683,026 34
Impôts et revenus indirects	6,697,126 53
Coupes de bois	629,750 28
Produits divers	1,112,126 00
Ressources extraordinaires	31,062,461 00
	89,184,490 15

Les droits constatés et les recouvrements effectués pendant l'année 1832, par anticipation sur les produits de l'exercice 1833, ont été de 395,810 fr. 81 c.

Produits spéciaux affectés à la Construction de Ponts, Canaux et Travaux divers soumissionnés.

Les termes échus des engagements souscrits par les compagnies ou établissements qui ont fourni les fonds nécessaires à la construction de ponts, canaux et travaux divers adjugés en vertu de lois spéciales, s'élevaient, au 1er janvier 1833, à 139,730,200 fr.

Ces fonds ont été versés au Trésor public,	
Antérieurement au 1er janvier 1832, pour	134,275,200
Pendant l'année 1832, pour	5,455,000
	139,730,200

D'après les résultats qui précèdent, les recouvrements de toute nature effectués pendant l'année 1832, se sont élevés à 1,225,006,225 fr. 92 c.

	EXERCICE 1831.	EXERCICE 1832.	EXERCICE 1833.
Contributions directes	74,582,027 61	307,557,600 84	//
Impôts et revenus indirects	5,567,859 95	572,932,302 78	17,434 85
Coupes de bois	4,366,108 48	20,261,193 86	//
Produits divers	2,411,514 51	23,092,263 88	378,375 96
	86,927,510 55	923,843,361 36	395,810 81
Ressources extraordinaires	161,172,783 30	47,211,759 90	//
	248,100,293 85	971,055,121 26	395,810 81
		1,219,551,225 92	
Produits d'emprunts faits à diverses compagnies pour les ponts et canaux		5,455,000 00	
ENSEMBLE		1,225,006,225 92	

Cette somme est celle qui se trouve portée en recette dans le tableau général des opérations de l'administration des finances pendant l'année 1832. (Page 18).

Elle est développée par département, pag. 26 et 28.

Tableau indiquant les Agents administratifs qui liquident les Droits à la charge des Redevables de l'État, et les Comptables qui effectuent le recouvrement de ces droits.

CONTRIBUTIONS et REVENUS.	AGENTS ADMINISTRATIFS QUI LIQUIDENT les droits à la charge des redevables de l'État.	COMPTABLES QUI EFFECTUENT le recouvrement des droits liquidés.
Contributions directes.....	Directeurs et contrôleurs des contributions directes.....	Receveurs des finances.
Enregistrement, timbre et domaines	Receveurs, vérificateurs et inspecteurs de l'enregistrement du timbre et des domaines...	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.
Douanes et sels.....	Vérificateurs et liquidateurs des droits de douanes.....	Receveurs des douanes et sels.
Boissons et droits divers.....	Commis aux exercices et receveurs des contributions indirectes.....	Receveurs des contributions indirectes.
Tabacs et poudres.....	Entreposeurs des tabacs et des poudres à feu..	*Idem.*
Postes.....	Directeurs et inspecteurs des postes.....	Directeurs des postes et payeurs du trésor aux armées.
Coupes de bois.....	Conservateurs et agents forestiers.....	Receveurs généraux des finances et receveurs de l'enregistrement.
Salines et mines de sel de l'Est.....	Administration centrale des finances.....	Caissier du trésor.
Produit de la ferme des jeux.....	*Idem*.....	*Idem.*
Loterie royale.....	Receveurs et inspecteurs de la loterie.....	Receveurs de la loterie.
Fabrication des monnaies.....	Administration centrale des finances.....	Directeurs de la fabrication des monnaies.
Produits divers.....	*Idem*.....	Tous les comptables des finances.

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

ÉTAT GÉNÉRAL des Droits constatés, des Recouvrements effectués et des restes à recouvrer sur les exercices 1831, 1832 et 1833, au 1er Janvier 1833.

PAGES de RENVOI des états de développements.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT, AU 1er JANVIER 1833.				RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.			RESTE À RECOUVRER au 1er janvier 1833 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
		antérieurement au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832.		TOTAL au 1er janvier 1833.	Antérieurement au 1er janvier 1832.	Pendant l'année 1832.	TOTAL au 1er janvier 1833.		
			Droits constatés.	Annulation de droits constatés.						
					EXERCICE	1831.				
42	Contributions directes	367,106,740 22	284,313 26	//	367,391,053 48	292,809,025 87	74,582,027 61	367,391,053 48	//	
44	Enregistrement, timbre et domaines	178,497,726 03	//	//	178,497,726 03	178,497,726 03	//	178,497,726 03	//	
46	Douanes et sels	151,806,696 88	//	//	151,806,696 88	151,806,696 88	//	151,806,696 88	//	
48	Boissons, droits divers, tabacs et poudres	165,659,918 72	//	2,824,640 12	162,835,278 60	158,463,360 64	4,371,917 96	162,835,278 60	//	
50	Postes	33,366,469 06	//	26,149 27	33,340,319 79	33,079,046 38	261,273 41	33,340,319 79	//	
52	Coupes de bois	16,453,757 59	229,127 89	//	16,682,885 48	12,316,777 00	4,366,108 48	16,682,885 48	//	
54	Salines et mines de sel de l'Est	1,652,635 47	//	//	1,652,635 47	1,652,635 47	//	1,652,635 47	//	
56	Produit de la ferme des jeux	5,500,000 00	//	//	5,500,000 00	4,583,333 32	916,666 68	5,500,000 00	//	
56	Bénéfice de la loterie royale	8,993,963 79	//	//	8,993,963 79	8,993,963 79	//	8,993,963 79	//	
58	Bénéfice sur la fabrication des monnaies	390,634 71	18,001 90	//	408,636 61	390,634 71	18,001 90	408,636 61	//	
60 et 62	Produits divers	21,262,327 56	1,273,340 51	//	22,535,668 07	20,124,153 56	2,411,514 51	22,535,668 07	//	
66	Ressources extraordinaires	356,741,845 58	186,082 11	//	356,927,927 69	195755,144 39	161,172,783 30	356,927,927 69	//	
		1,307,432,715 61	1,990,865 67	2,850,789 39	1,306,572,791 89	1,058,472,498 04	248,100,293 85	1,306,572,791 89	//	
			839,923 72							

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite de l'*ÉTAT GÉNÉRAL des Droits constatés, des Recouvrements effectués et des restes à recouvrer sur les Exercices 1831, 1832 et 1833, au 1er Janvier 1833.*

PAGES de RENVOI des états de développements.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT, AU 1er JANVIER 1833.				RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.			RESTE À RECOUVRER au 1er janvier 1833. sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
		Antérieurement au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Droits constatés.	Opérations de l'année 1832. Annulation de droits constatés.	TOTAL au 1er janvier 1833.	Antérieurement au 1er janvier 1832.	Pendant l'année 1832.	TOTAL au 1er janvier 1833.		
					EXERCICE	1832.				
43	Contributions directes	"	357,240,627 18	"	357,240,627 18	"	307,557,600 84	307,557,600 84	49,683,026 34	
45	Enregistrement, timbre et domaines	"	200,220,682 79	"	200,220,682 79	"	198,843,182 79	198,843,182 79	1,377,500 00	
47	Douanes et sels	"	159,693,597 21	"	159,693,597 21	"	159,693,597 21	159,693,597 21	"	
49	Boissons, droits divers, tabacs et poudres	"	167,004,418 35	"	167,004,418 35	"	162,478,585 22	162,478,585 22	4,525,833 13	
51	Postes	"	34,157,485 95	"	34,157,485 95	"	33,822,025 89	33,822,025 89	335,460 06	
53	Coupes de bois	"	20,890,944 14	"	20,890,944 14	"	20,261,193 86	20,261,193 86	629,750 28	
55	Salines et mines de sel de l'Est	"	1,427,889 70	"	1,427,889 70	"	1,427,889 70	1,427,889 70	"	
57	Produit de la ferme des jeux	"	5,500,000 00	"	5,500,000 00	"	5,041,666 66	5,041,666 66	458,333 34	
57	Bénéfice de la loterie royale	"	11,106,131 46	"	11,106,131 46	"	11,106,131 46	11,106,131 46	"	
59	Bénéfice sur la fabrication des monnaies et des médailles	"	519,223 85	"	519,223 85	"	519,223 85	519,223 85	"	
62 et 63	Produits divers	"	24,204,389 88	"	24,204,389 88	"	23,092,263 88	23,092,263 88	1,112,126 00	
68	Ressources extraordinaires	"	78,274,220 90	"	78,274,220 90	"	47,211,759 90	47,211,759 90	31,062,461 00	
		"	1,060,239,611 41	"	1,060,239,611 41	"	971,055,121 26	971,055,121 26	89,184,490 15	EXERCICE 1833.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite de l'*ÉTAT GÉNÉRAL des Droits constatés, des recouvrements effectués et des Restes à recouvrer sur les Exercices 1831, 1832 et 1833, au 1er Janvier 1833.*

PAGES de RENVOI des états de développements.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT, AU 1er JANVIER 1833.				RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.			RESTE À RECOUVRER au 1er janvier 1833 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
		Antérieurement au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Droits constatés.	Opérations de l'année 1832. Annulation de droits constatés.	TOTAL au 1er janvier 1833.	Antérieurement au 1er janvier 1832.	pendant l'année 1832.	TOTAL au 1er janvier 1833.		
					EXERCICE 1833.					
68	Boissons, droits divers, tabacs et poudres	"	17,434 85	"	17,434 85	"	17,434 85	17,434 85	"	
	Produits divers	"	378,375 96	"	378,375 96	"	378,375 96	378,375 96	"	
		"	395,810 81	"	395,810 81	"	395,810 81	395,810 81	"	
					PONTS, CANA ET TRAVAUX DIVERS.					
69	Produits des emprunts faits aux soumissionnaires des ponts, canaux et travaux divers	134,275,200 00	5,455,000 00	"	139,730,200 00	134,275,200 00	5,455,000 00	139,730,200 00	"	

RÉCAPITULATION.

EXERCICE 1831	1,307,432,715 61	"	859,923 72	1,306,572,791 89	1,058,472,498 04	248,100,293 85	1,306,572,791 89	"	
EXERCICE 1832	"	1,060,239,611 41	"	1,060,239,611 41	"	971,055,121 26	971,055,121 26	89,184,490 15	
EXERCICE 1833	"	395,810 81	"	395,810 81	"	395,810 81	395,810 81	"	
Produits spéciaux des ponts, canaux et travaux divers soumissionnés	134,275,200 00	5,455,000 00	"	139,730,200 00	134,275,200 00	5,455,000 00	139,730,200 00	"	
TOTAUX	1,441,707,915 61	1,066,090,422 22	859,923 72	2,506,938,414 11	1,192,747,698 04	1,225,006,225 92	2,417,753,923 96	89,184,490 15	
		1,065,230,498 50							

SUITE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

CONTRIBUTIONS DIRECTES.

EXERCICE 1831.

DÉSIGNATION DES IMPOSITIONS.			DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués au 1er janvier 1833.	RESTE à RECOUVRER sur les droits constatés.
Contribution foncière.	Principal	154,808,909f 93c			
	17 centimes additionnels sans affectation spéciale	26,320,655 09			
	18 centimes pour dépenses départementales fixes et variables	27,865,606 66			
	1 centime pour secours, grêle, incendie et autres cas fortuits	1,548,089 12			
	Centimes facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	11,060,154 95	245,236,671f 63c		
	Centimes facultatifs pour dépenses du cadastre	4,523,191 84			
	1 centime pour non-valeurs et dégrèvements	1,548,089 12			
	Centimes pour dépenses ordinaires et extraordin.res des communes	16,836,738 92			
	Fonds de réimpositions	725,236 00			
Contribution additionnelle assise sur les bois des communes			1,176,897 98		
Contribution personnelle.	Principal (*réduit, d'après les décomptes de la contrib., de la somme nécessaire pour former le fonds de non-val. et d'attrib. aux communes*)	14,086,718 09			
	17 centimes additionnels sans affectation spéciale	2,555,934 14			
	18 centimes pour dépenses départementales fixes et variables	2,706,252 05			
	1 centime pour secours, grêle, incendie et autres cas fortuits	150,347 69			
	Centimes facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	939,218 92	23,231,691 83		
	2 centimes pour frais de recensement	300,695 78			
	Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution — aux réductions et décharges	1,266,896f 39c			
	Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution — aux attributions des communes	132,367 25	1,399,263 64		
	Centimes pour dépenses ordinaires et extraordin.res des communes	1,093,261 52			
Contribution mobilière.	Principal	24,000,169 14			
	17 centimes additionnels sans affectation spéciale	4,080,028 75			
	18 centimes pour dépenses départementales fixes et variables	4,320,031 13			
	1 centime pour secours, grêle, incendie et autres cas fortuits	240,001 60			
	Centimes facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	1,734,576 95	36,721,880 04	367,391,053f 48c	
	1 centime pour non-valeurs et dégrèvements	240,001 60			
	Centimes pour dépenses ordinaires et extraordin.res des communes	1,726,302 13			
	Fonds de réimpositions	380,768 74			
Contributions des portes et fenêtres.	Principal (*réduit comme à la contribution personnelle*)	25,194,230 17			
	17 centimes additionnels sans affectation spéciale	4,363,866 24			
	Centimes facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	443,927 37			
	2 centimes pour frais de recensement	513,395 95	31,834,132 93		
	Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution — aux réductions et décharges	907,209f 29c			
	Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution — aux attributions des communes	338,145 10	1,245,354 39		
	Centimes pour dépenses extraordinaires des communes	73,358 81			
Contribution des patentes.	Principal (*réduit comme à la contribution personnelle*)	22,718,503 08			
	4 centimes additionnels sans affectation spéciale	1,002,478 77			
	Centimes facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	558,536 94			
	Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution — aux réductions et décharges	1,850,914f 41c			
	Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution — aux attributions des communes	1,568,267 27			
	Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution — aux dégrèvements extraordin.res pour cessations de comm.ce	207,724 23	3,626,905 91		
	Centimes pour dépenses extraordinaires des communes	272,381 22	28,178,805 92		
Fonds pour frais de premier avertissement			1,010,973 15		
			367,391,053 48	* 367,391,053 48	—

* Antérieurement au 1er janvier 1832 ..... 292,809,025 87
Pendant l'année 1832 ..... 74,582,027 61 } 367,391,053 48

(*Voir les développements, pages 534 à 553*).

EXERCICE 1832.

DÉSIGNATION DES IMPOSITIONS.			DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués au 1er janvier 1833.	RESTE à RECOUVRER sur les droits constatés.
Contribution foncière.	Principal	154,682,080 83			
	16 centimes additionnels sans affectation spéciale	24,749,137 31			
	19 centimes pour dépenses départementales fixes et variables	29,454,156 98			
	1 centime pour secours, grêle, incendie et autres cas fortuits	1,546,820 70			
	Centimes facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	13,607,265 17	247,886,334 26		
	Centimes facultatifs pour dépense du cadastre	4,477,625 58			
	1 centime pour non-valeurs et dégrèvements	1,546,820 70			
	Centimes pour dépenses ordinaires et extraordin.res des communes	16,814,272 33			
	Fonds de réimpositions	1,008,154 66			
Contribution additionnelle assise sur les bois des communes			1,077,000 00		
Contribution personnelle et mobilière.	Principal	33,999,756 76			
	16 centimes additionnels sans affectation spéciale	5,439,960 86			
	19 centimes pour dépenses départementales fixes et variables	6,459,954 01			
	1 centime pour secours, grêle, incendie et autres cas fortuits	339,997 56			
	Centimes facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	2,747,674 48	53,060,239 78		
	1 centime pour non-valeurs et dégrèvements	339,997 55			
	Centimes pour dépenses ordinaires et extraordin.res des communes	2,953,658 81			
	Fonds de réimpositions	779,239 75		307,557,600 84	49,683,026 34
Contribution des portes et fenêtres.	Principal	22,000,090 81			
	16 centimes additionnels sans affectation spéciale	3,520,014 52			
	Centimes facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	498,613 50	27,231,055 68		
	5 centimes pour décharges et non-valeurs et frais de recensement	1,100,004 55			
	Centimes pour dépenses extraordinaires des communes	112,331 70			
Contribution des patentes.	Principal (*réduit d'après les décomptes de la contribution, de la somme nécessaire pour former les fonds de non-valeurs et d'attributions aux communes*)	22,261,242 95			
	4 centimes additionnels sans affectation spéciale	967,675 40			
	Centimes facultatifs pour dépense d'utilité départementale	648,113 21	27,303,608 21		
	Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution — aux réductions et décharges				
	Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution — aux attributions des communes				
	Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution — aux dégrèvements extraordin.res pour cessations de commerce	3,145,510 71			
	Centimes pour dépenses extraordinaires des communes	281,065 94			
Fonds pour frais de premier avertissement			682,389 85		
			357,240,627 18	307,557,600 84	49,683,026 34

(*Voir les développements, pages 554 à 569*).

SUITE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

ENREGISTREMENT, TIMBRE ET DOMAINES.

EXERCICE 1831.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.			DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — Antérieurement au 1er janvier 1832.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — Pendant l'année 1832.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL au 1er janvier 1833.	RESTE à recouvrer sur les droits constatés.
Enregistrement.	Droits proportionnels. — Ventes...	de meubles	6,511,131f 87c	6,511,131f 87c	//	6,511,131f 87c	//
		d'immeubles	63,475,212 06	63,475,212 06	//	63,475,212 06	//
	Droits proportionnels. — Donations	en ligne directe	6,107,665 95	6,107,665 95	//	6,107,665 95	//
		entre époux	52,782 55	52,782 55	//	52,782 55	//
		en ligne collatérale	839,651 67	839,651 67	//	839,651 67	//
		entre personnes non parentes et en faveur d'établissements publics	539,154 53	539,154 53	//	539,154 53	//
	Droits proportionnels. — Successions.	en ligne directe	7,414,492 50	7,414,492 50	//	7,414,492 50	//
		entre époux	3,148,700 32	3,148,700 32	//	3,148,700 32	//
		en ligne collatérale	10,230,025 85	10,230,025 85	//	10,230,025 85	//
		entre personnes non parentes et en faveur d'établissements publics	2,168,852 85	2,168,852 85	//	2,168,852 85	//
		Baux et antichrèses	1,476,485 20	1,476,485 20	//	1,476,485 20	//
		Adjudications au rabais et marchés	650,247 58	650,247 58	//	650,247 58	//
	Droits proportionnels. — Actes divers.	Obligations	7,434,885 39	7,434,885 39	//	7,434,885 39	//
		Cautionnements	779,925 74	779,925 74	//	779,925 74	//
		Libérations	3,403,414 25	3,403,414 25	//	3,403,414 25	//
		Condamnations, collocations et liquidations	1,691,019 42	1,691,019 42	//	1,691,019 42	//
	Droits fixes.	Actes civils et administratifs	5,549,722 24	5,549,722 24	//	5,549,722 24	//
		—— judiciaires	3,884,338 33	3,884,338 33	//	3,884,338 33	//
		—— extrajudiciaires	8,453,008 06	8,453,008 06	//	8,453,008 06	//
		—— de l'état civil	2,751 10	2,751 10	//	2,751 10	//
	Droits et demi-droits en sus		959,707 91	959,707 91	//	959,707 91	//
TOTAL de l'enregistrement, (*y compris le décime pour franc.*) (*).			134,773,175 37	134,773,175 37	//	134,773,175 37	//
Greffes (*y compris le décime pour franc*)			3,988,360 24	3,998,360 24	//	3,988,360 24	//
Hypothèques (*idem*)			1,624,454 11	1,624,454 11	//	1,624,454 11	//
Amendes autres que celles attribuées aux communes et hospices (*idem*)			3,323,888 43	3,323,888 43	//	3,323,888 43	//
Décime pour franc.	des amendes attribuées aux communes et hospices		52,692 30	52,692 30	//	52,692 30	//
	des attributions des greffiers sur les droits de greffe		104,438 88	104,438 88	//	104,438 88	//
Droit du sceau attribué au Trésor. (*Loi du 17 août 1828.*)			49,106 17	49,106 17	//	49,106 17	//
Passe-ports et permis de port d'armes de chasse			1,488,979 00	1,488,979 00	//	1,488,979 00	//
Moitié des salaires pour la transcription hypothécaire des actes de mutation			234,528 17	234,528 17	//	234,528 17	//
Recouvrements de frais de justice			503,062 72	503,062 72	//	503,062 72	//
Recouvrements de frais de poursuites et d'instances			32,187 71	32,187 71	//	32,187 71	//
			146,174,873 10	146,174,873 10	//	146,174,873 10	//
Timbre..	Timbre sujet au décime pour franc, *le décime y compris*		71,231 91	71,231 91	//	71,231 91	//
	Timbre non sujet au décime pour franc		28,125,319 82	28,125,319 82	//	28,125,319 82	//
Revenus et prix de vente de Domaines.	Pêche. (*Baux et licences.*)		363,876 20	363,876 20	//	363,876 20	//
	Revenus de domaines		390,404 40	390,404 40	//	390,404 40	//
	Dommages-intérêts adjugés à l'État		75,670 41	75,670 41	//	75,670 41	//
	Rentes. (*Arrérages et transferts.*)		77,284 38	77,284 38	//	77,284 38	//
	Prix de ventes de mobilier et créances exigibles		307,891 63	307,891 63	//	307,891 63	//
	Épaves, déshérences et biens vacants		155,715 65	155,715 65	//	155,715 65	//
	Biens vendus en exécution des lois des 25 ventôse an 12 et antér.res		2,151,461 10	2,151,461 10	//	2,151,461 10	//
	Biens des communes. (*Loi du 20 mars 1813.*)		26,772 23	26,772 23	//	26,772 23	//
	Recettes accidentelles		71,808 07	71,808 07	//	71,808 07	//
Domaines et bois engagés ou échangés			505,417 13	505,417 13	//	505,417 13	//
			178,497,726 03	178,497,726 03	//	178,497,726 03	//

(*) Voir, *pages 576 à 597, le développement par nature d'actes et de mutations.*

EXERCICE 1832.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.			DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS au 1er janvier 1833.	RESTE À RECOUVRER sur les droits constatés.
Enregistrement.	Droits proportionnels. — Ventes...	de meubles	7,519,339f 76c	7,517,939f 76c	1,400f c
		d'immeubles	70,423,379 02	70,324,379 02	99,000
	Droits proportionnels. — Donations	en ligne directe	5,850,189 97	5,850,189 97	100
		entre époux	57,523 88	57,423 88	100
		en ligne collatérale	1,027,290 24	1,027,190 24	100
		entre personnes non parentes	699,249 98	688,649 98	10,600
	Droits proportionnels. — Successions	en ligne directe	9,336,423 12	9,336,223 12	200
		entre époux	3,870,487 68	3,869,987 68	500
		en ligne collatérale	13,645,713 55	13,643,313 55	2,400
		entre personnes non parentes	5,066,890 06	5,066,590 06	300
	Droits proportionnels. — Actes divers	Baux et antichrèses	1,460,388 57	1,458,988 57	1,400
		Adjudications au rabais et marchés	625,155 98	624,855 98	300
		Obligations	6,134,254 59	6,134,054 59	200
		Cautionnements	1,586,156 52	1,586,156 52	//
		Libérations	3,555,728 56	3,555,628 56	100
		Condamnations, collocations et liquidations	1,411,846 52	1,411,846 52	//
	Droits fixes.	Actes civils et administratifs	5,945,085 20	5,945,085 20	//
		—— judiciaires	4,025,633 59	4,025,633 59	//
		—— extrajudiciaires	7,709,792 30	7,709,792 30	//
		—— de l'état civil	2,374 90	2,374 90	//
	Droits et demi-droits en sus		1,271,719 53	1,238,419 53	33,300
TOTAL de l'enregistrement, *y compris le décime pour franc*			151,224,723 52	151,074,723 52	150,000
Greffes (*y compris le décime pour franc*)			4,057,844 48	4,057,844 48	//
Hypothèques (*idem*)			1,575,732 80	1,573,732 80	2,000
Amendes autres que celles attribuées aux communes et hospices (*idem*)			3,266,952 91	3,101,952 91	165,000
Décime pour franc....	des amendes attribuées aux communes et hospices		85,383 86	75,383 86	10,000
	des attributions des greffiers sur les droits de greffe		103,668 79	103,668 79	//
Droit du sceau attribué au trésor. (*Loi du 17 août 1828.*)			55,564 66	55,564 66	//
Passe-ports et permis de port d'armes de chasse			1,706,296 00	1,706,296 00	//
Moitié des salaires pour la transcription hypothécaire des actes de mutation			265,075 46	265,075 46	//
Recouvrements de frais de justice			1,187,707 24	987,707 24	200,000
Recouvrements de frais de poursuites et d'instances			61,610 50	51,610 50	10,000
			163,590,560 22	163,053,560 22	537,000
Timbre..	Timbre sujet au décime pour franc, *le décime y compris*		73,781 31	73,781 31	//
	Timbre non sujet au décime pour franc		28,855,715 99	28,855,215 99	500
Revenus et prix de vente de domaines.	Pêche. (*Baux et licences.*)		516,007 04	426,007 04	90,000
	Revenus de domaines		458,600 76	378,600 76	80,000
	Dommages-intérêts adjugés à l'État		123,504 00	103,504 00	20,000
	Rentes. (*Arrérages et transferts.*)		71,951 20	61,951 20	10,000
	Prix de ventes de mobilier et créances exigibles		127,226 19	117,226 19	10,000
	Épaves, déshérences et biens vacants		343,014 22	328,014 22	15,000
	Biens vendus en exécution des lois des 25 ventôse an 12 et antérieures		1,834,575 18	1,734,575 18	100,000
	Biens des communes. (*Loi du 20 mars 1813.*) Revenus et prix de vente		29,097 03	24,097 03	5,000
	Recettes accidentelles		89,661 44	79,661 44	10,000
Domaines et bois engagés ou échangés			4,106,988 21	3,606,988 21	500,000
			200,220,682 79	198,843,182 79	1,377,500

Voir, *le tableau par département, pages 598 à 605,* le développement par nature d'actes et de mutations, sera publié dans le compte de l'année 1833.

SUITE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

DOUANES ET SELS.

EXERCICE 1831.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.			DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Antérieurement au 1er janvier 1832.	Pendant l'année 1832.	TOTAL au 1er janvier 1833.	RESTE à recouvrer sur les droits constatés.
Droits de douanes.		à l'importation	91,822,327 32	91,822,327 32	//	91,822,327 32	//
		à l'exportation	1,180,793 39	1,180,793 39	//	1,180,793 39	//
	au transit	sur les denrées et produits naturels	30,898 16	30,898 16	//	30,898 16	//
		sur les marchandises non prohibées	60,181 00	60,181 00	//	60,181 00	//
		sur les marchandises prohibées	2,642 63	2,642 63	//	2,642 63	//
	à la réexportation des entrepôts		70,179 96	70,179 96	//	70,179 96	//
	à la réimportation des marchandises invendues à l'étranger		665 59	665 59	//	665 59	//
	à l'entrée des voitures de voyageurs.	Quart des consignations reçues en garantie de leur réexportation	35,153 09	35,153 09	//	35,153 09	//
		Trois-quarts des mêmes consignations lorsque la réexportation n'a pas lieu dans les délais prescrits					
	pour magasinage et dépôt		30,848 29	30,848 29	//	30,848 29	//
Droits de navigation.		Francisation de navires	4,630 50	4,630 50	//	4,630 50	//
		Transfert de propriété des navires	2,200 61	2,200 61	//	2,200 61	//
	Entrée des navires.	Tarif général	3,955 80	3,955 80	//	3,955 80	//
		Demi-droit de tonnage au bureau de Fécamp	1,432,129 90	1,432,129 90	//	1,432,129 90	//
		Tarif spécial	4,228 67	4,228 67	//	4,288 67	//
	Sortie de navires.	Expédition	180,413 59	180,413 59	//	180,413 59	//
		Congés des bâtiments français	64,666 80	64,666 80	//	64,666 80	//
		Passeports des bâtiments étrangers	92,786 10	92,786 10	//	92,786 10	//
	Droits d'acquits, permis et certificats relatifs aux cargaisons des navires		7,597 70	7,597 70	//	7,597 70	//
	Taxes locales.	pour l'entretien de certains ports et magasins de sauvetage	192,188 75	162,188 75	//	162,188 75	//
		pour subvenir aux travaux d'achèvement du port du Havre	9,321 63	9,321 63	//	9,321 63	//
		——— d'amélioration du port de Boulogne	322,954 06	322,954 06	//	322,954 06	//
		——— du bassin de la Sèvre-Niortaise	30,655 31	30,655 31	//	30,655 31	//
Droits et produits accessoires.		Timbre des expéditions	206 66	206 66	//	206 66	//
		Droit de sortie qui étaient dus aux colonies françaises, perçus par supplément	281,215 10	284,215 10	//	281,215 10	//
		Décime revenant au trésor sur les amendes, doubles droits et transactions	1,166 63	1,166 63	//	1,166 63	//
		Indemnités reçues des fabricants de soude pour subvenir aux frais d'exercice des fabriques	5,874 18	5,874 18	//	5,874 18	//
		Recettes accidentelles	44,625 00	44,625 00	//	44,625 00	
			45,491 30	45,491 30	//	45,491 30	//
			95,929,997 72	95,929,997 72	//	95,929,997 72	//
Taxe de consommation des sels			55,876,699 16	55,876,699 16	//	55,876,699 16	//
(Voir, *pages 608 à 623, le développement par nature de valeurs et de marchandises.*)			151,806,696 88	151,806,696 88	//	151,806,696 88	//

EXERCICE 1832.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.			DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS au 1er janvier 1833.	RESTE À RECOUVRER sur les droits constatés.
Droits de douanes.		à l'importation	100,897,987 52	100,897,987 52	//
		à l'exportation	1,421,476 59	1,421,476 59	//
	au transit	sur les marchandises non prohibées	34,847 07	34,847 07	//
		sur les objets prohibés	2,324 86	2,324 86	//
	à la réexportation des entrepôts		85,216 91	85,216 91	//
	à la réimportation des marchandises invendues à l'étranger		365 65	365 65	//
	à l'entrée des voitures de voyageurs.	quart des consignations reçues en garantie de leur réexport.on	30,453 63	30,453 63	//
		trois quarts des mêmes consignations lorsque la réexportation n'a pas lieu dans les délais prescrits	42,428 38	42,428 38	//
Droits de navigation.		Francisation des navires	1,594 86	1,594 86	//
		Transfert de propriété des navires	3,933 21	3,933 21	//
	Entrée des navires.	Droit et demi-droit de tonnage	1,635,045 88	1,635 045 88	//
		Demi-droit de tonnage au bureau de Fécamp	6,634 47	6,634 47	//
		Droit spécial sur les bâtiments américains et mexicains	259,984 25	259,984 25	//
	Sortie de navires.	Congés des bâtiments français	103,529 80	103,529 80	//
		Passeports des bâtiments étrangers	9,463 30	9,463 30	//
	Expédition pour entrée et sortie des navires		88,687 50	88,687 50	//
	Droits d'acquits, permis et certificats relatifs aux cargaisons des navires		187,432 58	187,432 58	//
	Taxes locales.	pour l'entretien du magasin de sauvetage de Quillebeuf	7,456 96	7,456 96	//
		——— du bassin à flot de La Rochelle	5,780 32	5,780 32	//
		pour subvenir aux travaux d'achèvement du port du Havre	496,210 96	496.210 96	//
		——— d'amélior.on du port de Boulogne	31,578 58	31,578 58	//
		——— du bassin de la Sèvre niortaise	182 17	182 17	//
		——— du port de Bordeaux	95,263 03	95,263 03	//
Droits et produits accessoires.		Timbre des expéditions	304,138 56	304,138 56	//
		Droits de sortie qui étaient dus aux colonies françaises, perçus par supplément	656 69	656 69	//
		Droit de magasinage et de dépôt	4,784 17	4,784 17	//
		Décime revenant au trésor sur les amendes, doubles droits et transactions	18,141 16	18,141 16	//
		Indemnités reçues des fabricans de soude pour subvenir aux frais d'exercice des fabriques	43,875 00	43,875 00	//
		Recettes accidentelles	16,177 53	16,177 53	//
			105,835,651 59	105,835,651 59	//
Taxe de consommation des sels			53,857,945 62	53,857,945 62	//
(Voir *le tableau par principalité, pages 624 à 629;* le développement, par nature de valeurs et de marchandises, sera publié dans le compte de 1833.)			159,693,597 21	159,693,597 21	//

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Boissons, Droits divers, Tabacs et Poudres.

EXERCICE 1831.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS PENDANT l'année 1832.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS TOTAL au 1er janvier 1833.	RESTE à RECOUVRER sur les droits constatés.
Boissons.					
Droit de circulation sur les vins, cidres, poirés, hydromels, &c.	3,282,400 69	3,269,985 91	12,414 78	3,282,400 69	//
Droit de 15 centimes par expédition	438,027 10	437,904 30	122 80	438,027 10	//
Droit de détail et de consommation sur les vins, cidres, poirés, hydromels, eaux-de-vie et liqueurs	43,516,117 59	41,246,264 02	2,269,853 57	43,516,117 59	//
Droit d'entrée sur les vins, cidres, poirés, hydromels, eaux-de-vie et liqueur	9,347,127 17	8,998,597 17	348,530 00	9,347,127 17	//
Droit de fabrication sur les bières	6,857,938 67	6,627,057 25	230,881 42	6,857,938 67	//
Droits divers.					
Licences accordées aux distillateurs, brasseurs, bouilleurs, &c.	2,830,266 40	2,718,795 46	111,470 94	2,830,266 40	//
Voitures publiques, estampilles et 10.e du prix de transport des marchandises.	4,946,559 41	4,448,666 14	497,893 27	4,946,559 41	//
Cartes	455,592 41	384,337 37	71,255 04	455,592 41	//
Sels. (*Droits perçus à l'extraction dans les départements de l'intérieur.*)	7,440,805 18	7,149,756 58	291,048 60	7,440,805 18	//
Garantie des matières d'or et d'argent et argues royales	932,632 84	932,632 84	//	932,632 84	//
Navigation et péages sur les rivières et canaux	3,350,349 61	3,346,944 77	3,404 84	3,350,349 61	//
Péages sur les ponts	336,492 89	336,492 89	//	336,492 89	//
Timbres des expéditions et quittances délivrées	2,138,191 50	2,135,968 20	2,223 30	2,138,191 50	//
TOTAL des droits perçus d'après les tarifs (*a*)	85,872,501 46	82,033,402 90	3,839,098 56	85,872,501 46	//
Bacs, passages d'eau, ponts affermés, &c.	1,035,403 00	990,250 95	45,152 05	1,035,403 00	//
Dixième du produit des octrois	4,123,212 40	3,742,328 89	380,883 51	4,123,212 40	//
Amendes de la régie. (*Portion du Trésor.*)	74,070 03	74,070 03	//	74,070 03	//
Prélèvement sur les communes pour frais de casernement	1,053,111 80	1,007,148 02	45,963 78	1,053,111 80	//
Intérêts de débets et autres recettes extraordinaires	191,291 17	181,302 53	9,988 64	191,291 17	//
Recouvrements d'avances pour divers services.					
Sur les communes { Abonnement pour traitement des employés des octrois	373,778 77	369,154 62	4,624 15	373,778 77	//
Sur les communes { ——— pour frais d'exercice dans l'intérieur des villes	201,071 04	164,181 09	36,889 95	201,071 04	//
Sur les communes { ——— pour frais d'impressions, &c.	55,961 26	48,551 08	7,410 18	55,961 26	//
Sur les fabricants de cartes	122,637 60	122,615 80	21 80	122,637 60	//
Sur les employés, pour prix d'instruments	4,529 54	4,517 20	12 34	4,529 54	//
Sur les cultivateurs de tabacs	127,123 66	127,123 66	//	127,123 66	//
	93,234,691 73	88,864,646 77	4,370,044 96	93,234,691 73	//
PRODUIT de la vente des tabacs	66,087,347 05	66,086,844 33	502 72	66,087,347 05	//
PRODUIT de la vente des poudres	3,513,239 82	3,511,869 54	1,370 28	3,513,239 82	//
	162,835,278 60	158,463,360 64	4,371,917 96	162,835,278 60	//

(*a*) Voir *le développement par nature de valeurs et quantités, page 633 et suivantes.*

EXERCICE 1832.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS au 1er janvier 1833.	RESTE À RECOUVRER sur les droits constatés.
Boissons.			
Droit de circulation sur les vins, cidres, poirés, hydromels, eaux-de-vie et liqueurs	3,770,593 45	3,723,010 59	47,582 86
Droit de 15 centimes par expédition	514,704 60	514,662 80	41 80
Droit de détail et de consommation sur les vins, cidres, poirés, hydromels, eaux-de-vie et liqueurs.	43,088,372 99	41,262,286 23	1,826,086 76
Droit d'entrée sur les vins, cidres, poirés, hydromels, eaux-de-vie et liqueurs	11,756,330 38	11,106,490 93	649,839 45
Droit de fabrication sur les bières	6,521,017 72	6,337,705 00	183,312 72
Droits divers.			
Licences accordées aux distillateurs, brasseurs, bouilleurs, &c.	2,787,073 35	2,678,064 38	109,008 97
Voitures publiques, estampilles et 10.e du prix de transport des marchandises	4,862,956 75	4,427,350 18	435,606 57
Cartes	480,126 85	412,597 77	67,529 08
Sels. (*Droits perçus à l'extraction dans les départements de l'intérieur.*)	6,576,970 95	6,362,342 99	214,627 96
Garantie des matières d'or et d'argent et argues royales	1,143,496 14	1,143,496 14	//
Navigation sur les rivières et canaux	3,735,104 08	3,733,258 52	1,845 56
Péages sur les ponts	343,126 22	343,126 22	//
Timbres des expéditions et quittances délivrées	2,296,442 70	2,294,132 10	2,310 60
TOTAL des droits perçus d'après les tarifs	87,876,316 18	84,338,523 85	3,537,792 33
Bacs, passages d'eau, ponts affermés, &c.	1,272 460 30	1,123,072 13	149,388 17
Dixième du produit des octrois	3,896,074 68	3,339,826 73	556,247 95
Amendes de la régie. (*Portion du Trésor.*)	120,529 01	120,529 01	//
Prélèvement sur les communes pour frais de casernement	1,345.774 35	1,216,685 29	129,089 06
Intérêts de débets et autres recettes extraordinaires	615,407 02	554 302 07	61,104 95
Recouvrements d'avances pour divers services.			
Sur les communes { Abonnement pour traitement des employés des octrois	408,251 92	403,023 37	5,228 55
Sur les communes { ——— pour frais d'exercice dans l'intérieur des villes	215,580 89	161,262 14	54,318 75
Sur les communes { ——— pour frais d'impressions	70,754 52	61,878 76	8,875 76
Sur les fabricans de cartes	121,733 63	121,733 63	//
Sur les employés, pour prix d'instruments, &c.	4,615 37	4,555 07	60 30
Sur les cultivateurs de tabacs	121,422 61	121,422 61	//
	96,068,920 48	91,566,814 66	4,502,105 82
PRODUIT de la vente des tabacs	67,509,026 74	67,487,299 55	21,727 19
PRODUIT de la vente des poudres	3,426,471 13	3,424,471 01	2,000 12
	167,004,418 35	162,478,585 22 (*b*)	4,525,833 13

(*b*) Voir *le tableau par département, pages 662 à 669.* Le développement par nature de valeurs et quantités sera publié dans le compte de 1833.

SUITE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

PRODUITS DES POSTES.

EXERCICE 1831.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS PENDANT l'année 1832.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS TOTAL au 1er janvier 1833.	RESTE à RECOUVRER sur les droits constatés.
Produit de la taxe des lettres	28,671,670 00	28,671,597 90	72 10	28,671,670 00	//
Produit du service rural	1,401,960 93	1,401,960 93	//	1,401,960 93	//
Droit de 5 p.r o/o sur les articles d'argent	900,896 54	900,888 64	7 90	900,896 54	//
Produit des places dans les malles-postes	1,781,345 68	1,781,345 68	//	1,781,345 68	//
Produit des offices étrangers	566,403 24	305,209 83	261,193 41	566,403 24	//
Recettes extraordinaires	18,043 40	18,043 40	//	18,043 40	//
	33,340,319 79	33,079,046 38	261,273 41	33,340,319 79	//

(Voir, *pages 673 à 681, le développement par nature de produits.*)

EXERCICE 1832.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS au 1er janvier 1833.	RESTE À RECOUVRER sur les droits constatés.
Produit de la taxe des lettres	29,672,793 64	29,672,522 44	271 20
—— du service rural	1,437,236 46	1,437,236 46	//
Droit de 5 p.r o/o sur les articles d'argent	914,115 49	914,115 49	//
Produit des places dans les malles-postes	1,562,238 91	1,562,238 91	//
Produit des offices étrangers	557,561 40	222,372 54	335,188 86
Recettes extraordinaires	13,540 05	13,540 05	//
	34,157,485 95	33,822,025 89	335,460 06

(Voir *le tableau par département, pages 682 à 685*. Le développement par nature de produits sera publié dans le compte de 1833).

SUITE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

COUPES DE BOIS.

EXERCICE 1831.

PRODUIT PRINCIPAL.		NOMBRE d'hectares.	NOMBRE d'arbres.	
Coupes de l'ordinaire 1831 qui ont été mises en vente		26,865	273,284	
A déduire : coupes restées invendues		7,609	83,548	
RESTE pour coupes adjugées (1)		19,256	189,736	
Fournitures extraordinaires faites au ministère de la guerre pour l'armement de diverses places fortes. (*Ordonnance royale du 24 décembre 1830.*)	Arbres	13,390	20,066	
	Fagots et piquets	6,676		
			209,802	
Les coupes ont été adjugées au prix moyen de 748f 32c l'hectare, et ont produit pour le Trésor une ressource de				14,408,318f 65c (Voir le développement par arrondissement forestier, page 691.)
Cette ressource représente les ventes faites depuis le 1er janvier jusqu'au 1er avril 1831, montant à			797,975 82	
(Voir le compte des finances de l'année 1831, page 43.)				
Et les ventes effectuées du 1er octobre au 31 décembre 1831, qui sont de			13,610,342 83	
TOTAL ÉGAL aux recettes réalisées au profit du budget de 1831			14,408,318 65	14,408,318f 65c

PRODUITS ACCESSOIRES.		
Ces produits ont été recouvrés par les receveurs de l'enregistrement, et se rattachent, comme le principal des adjudications, aux ventes faites pendant l'année 1831.		
Ils se subdivisent ainsi qu'il suit :		
Portions du prix principal et décime pour franc payés en numéraire sur les adjudications des coupes de bois faites en 1831	1,568,714 56	
Prix de ventes de plants d'arbres, de chablis et délivrances en nature aux usagers, revenus de bois affermés à des usines, adjudications des glandées, pâturages, &c.	542,224 88	
Vacations des arpenteurs dans les bois de l'État, remboursées par les adjudicataires	64,705 00	2,274,566 83
Frais de poursuites et d'instances concernant les forêts, recouvrés	88,172 07	
Recettes accidentelles	10,750 32	
TOTAL du produit des coupes de bois de l'exercice 1831		16,682,885 48

Ces recettes ont été réalisées pendant les années ci-après :

	ANNÉE 1831.	ANNÉE 1832.	TOTAL.
Principal	10,264,683f 66c	4,143,634f 99c	14,408,318 65
Produits accessoires	2,052,093 34	222,473 49	2,274,566 83
(Voir *le développement, pages 690 à 693.*)	12,316,777 00	4,366,108 48	16,682,885 48

(1) La période de l'ordinaire 1831 a été modifiée conformément au nouveau mode de compter, adopté par l'administration des forêts. (Voir les explications pages 688.)

EXERCICE 1832.

PRODUIT PRINCIPAL.	NOMBRE d'hectares.	NOMBRE d'arbres.	
Coupes de l'ordinaire 1832 qui ont été mises en vente	28,947	272,215	
A déduire : coupes restées invendues	3,240	45,464	
RESTE pour coupes adjugées	25,707	226,751	
Les coupes ont été adjugées au prix moyen de 702f 02c l'hectare et ont produit pour le Trésor une ressource de			18,048,462f 02c (Voir le développement par arrondissement forestier, page 695.)
Cette ressource représente les ventes faites depuis le 1er janvier 1832 jusqu'au 31 décembre suivant, dont le montant était à réaliser par les receveurs		18,048,452 02	
Les recouvrements effectués pendant l'année 1832 ne s'étant élevés qu'à		17,418,701 74	ci 17,418,701f 74c
Il est resté à recouvrer au 1er janvier 1833. (Voir le développement par arrondissement forestier, page 697.)		629,750 28	

PRODUITS ACCESSOIRES.		
Ces produits ont été recouvrés par les receveurs de l'enregistrement, et se rattachent, comme le principal des adjudications, aux ventes faites pendant l'année 1832.		
Ils se subdivisent ainsi qu'il suit :		
Portions du prix principal et décime pour franc payés en numéraire sur les adjudications des coupes de bois faites en 1832	1,788,727 20	
Prix de ventes de plants d'arbres, de chablis, délivrances aux usagers, bois affermés ou affectés à des usines, adjudications de glandées, pâturages, &c.	540,620 60	
Vacations des arpenteurs dans les bois de l'État	102,118 13	2,842,492 12
Frais de poursuites et d'instances concernant les forêts, recouvrés	348,366 35	
Produit de droits de chasse dans les forêts de l'État	49,489 07	
Recettes accidentelles	13,170 77	
TOTAL des recouvrements effectués sur le produit des coupes de bois de l'exercice 1832 au 1er janvier 1833		20,261,193 86

(Voir *le développement, pages 694 à 697.*)

SUITE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

SALINES ET MINES DE SEL DE L'EST.

EXERCICE 1831.

RECETTE.

Vente de sel fossile en blocs pour la saturation, et égrugé	103,837 05
Vente de sel raffiné à l'intérieur et à l'étranger	3,749,196 39
Recettes de diverses origines	963,617 68
TOTAL de la Recette	4,816,651 12

DÉPENSE.

Frais généraux		1,814,635 72
Frais d'exploitation		2,234,207 46
Prélèvements autorisés par l'art. 2 de l'ordonnance du 17 janvier 1830		100,000 00
Diminution sur les valeurs mobilières constatées à l'inventaire de 1831		30,960 65
TOTAL de la Dépense		4,179,803 83
Répartition du bénéfice de l'exploitation pour l'année 1831. — Trésor public	452,635 47	636,847 29
Répartition du bénéfice de l'exploitation pour l'année 1831. — Actionnaires	184,211 82	
TOTAL égal à celui de la Recette		4,816,651 12

RÉSULTAT POUR LE TRÉSOR.

Prix fixe du bail	1,200,000f 00c
Part dans le bénéfice de l'exploitation	452,635 47
Montant brut du produit acquis au Trésor et porté en recette au budget de l'exercice 1831	1,652,635 47

(Voir *les Développements, pages 701 et suivantes.*)

EXERCICE 1832.

RECETTE.

Vente de sel fossile en blocs pour la saturation, et égrugé	103,616 77
Vente de sel raffiné à l'intérieur et à l'étranger	3,102,111 39
Recettes de diverses origines	1,395,672 53
Augmentation sur les valeurs mobilières	281,058 11
TOTAL de la Recette	4,882,458 80

DÉPENSE.

Frais généraux		1,917,575 45
Frais d'exploitation		2,521,823 65
Remise du 5e du bénéfice brut alloué à la compagnie sur le sel de mer		5,873 44
Prélèvements autorisés par l'art. 2 de l'ordonnance du 17 janvier 1830		100,000 00
TOTAL de la Dépense		4,545,272 54
Répartition du bénéfice présumé de l'exploitation de l'année 1832. — Trésor public	227,889 70	337,186 26
Répartition du bénéfice présumé de l'exploitation de l'année 1832. — Actionnaires	109,296 56	
TOTAL égal à celui de la Recette		4,882,458 80

RÉSULTAT POUR LE TRÉSOR.

Prix fixe du bail	1,200,000f 00c
Part dans le bénéfice présumé de l'exploitation	227,889 70
Mont.t brut du produit probable revenant au Trésor et porté en recette au budget de l'exer.ce 1832	1,427,889 70

(Voir *les Développements, page 718.*)

SUITE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

FERME DES JEUX.

EXERCICE 1831.

	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS			RESTE À RECOUVRER sur les droits constatés.
		ANTÉRIEUREMENT au 1er janv. 1832.	PENDANT l'année 1832.	TOTAL au 1er janv. 1833.	
Produit de la ferme des jeux	5,500,000. 00.	4,583,333 32	916,666 68	5,500,000 00	"

EXERCICE 1832.

	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS au 1er janvier 1833.	RESTE À RECOUVRER sur les droits constatés.
Produit de la ferme des jeux	5,500,000 00	5,041,666 66	458,333 34

BÉNÉFICE DE LA LOTERIE ROYALE.

EXERCICE 1831.

DÉSIGNATION DES ROUES.	PRODUIT des MISES.	LOTS GAGNANTS acquittés (*à déduire*).	PRODUIT NET des recouvremens au 1.er janvier 1833.
Roue de Paris	11,709,935 95	8,038,382 10	3,671,553 85
— de Lille	5,962,926 25	3,991,855 75	1,971,070 50
— de Strasbourg	3,820,813 25	2,857,660 35	963,152 90
— de Lyon	5,339,443 10	4,110,088 20	1,229,354 90
— de Bordeaux	3,878,732 20	2,725,414 50	1,153,317 70
	30,711,850 75	21,723,400 90	8,988,449 85
Recettes accidentelles et extraordinaires			5,513 91
Total du produit net recouvré pendant l'année 1831			8,993,963 76

(Voir *le développement, pages 598 à 603, du compte des finances de l'année 1831.*)

EXERCICE 1832.

DÉSIGNATION DES ROUES.	PRODUIT des MISES.	LOTS GAGNANTS acquittés (*à déduire*).	PRODUIT NET des recouvrements au 1er janvier 1832.
Roue de Paris	12,919,384 10	7,472,684 70	5,446,699 40
— de Lille	5,171,701 80	3,996,308 05	1,175,393 75
— de Strasbourg	4,108,835 80	2,866,854 05	1,241,981 75
— de Lyon	6,021,040 00	3,867,761 90	2,153,278 10
— de Bordeaux	4,244,280 10	3,159,104 40	1,085,175 70
	32,465,241 80	21,362,713 10	11,102,528 70
Recettes accidentelles et extraordinaires			3,602 76
Total du produit net recouvré pendant l'année 1832			11,106,131 46

(Voir *le développement, pages 720 à 725.*)

SUITE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

BÉNÉFICE SUR LA FABRICATION DES MONNAIES ET DES MÉDAILLES.

EXERCICE 1831.

RECETTES BRUTES.	MATIÈRES D'OR.	MATIÈRES D'ARGENT.	TOTAL.
Retenues sur les matières apportées aux changes	144,520 90	3,141,750 47	3,286,271. 37
Droit d'essai	18 00	16 80	34 80
Bénéfice résultant de l'emploi des tolérances en faible dans la fabrication	36,915 42	44,706 10	81,621 52
Prime pour l'affinage et la refonte des anciennes pièces	//	328,912 31	328,912 31
Recettes extraordinaires	6 22	2,597 27	2,603 49
TOTAL des Recettes brutes	181,460 54	3,517,982 95	3,699,443 49
Prélèvements sur les Recettes brutes.			
Déchets alloués aux directeurs	99,347 55	1,042,141 35	1,141,488 90
Frais de fabrication payés aux directeurs	44,865 33	2,084,051 73	2,128,917 06
Perte résultant de l'emploi des tolérances en fort dans la fabrication	1,142 70	19,258 22	20,400 92
TOTAL des Prélèvements	145,355 58	3,145,451 30	3,290,806 88
RÉSULTAT :			
Recettes brutes	181,460 54	3,517,982 95	3,699,443 49
Prélèvements sur les recettes brutes	145,355 58	3,145,451 30	3,290,806 88
BÉNÉFICE sur la fabrication	36,104 96	372,531 65	408,636 61

Le Bénéfice ci-dessus a été porté en recette au budget de l'exercice 1831, savoir :

Pendant l'année 1831, pour	390,634 71
——— 1832, pour	18,001 90
SOMME PAREILLE	408,636 61

(Voir *les développements sur la fabrication des monnaies, pages 734 à 741.*)

EXERCICE 1832.

MONNAIES. *RECETTES BRUTES.*	MATIÈRES D'OR.	MATIÈRES D'ARGENT.	TOTAL.
Retenues sur les matières apportées aux changes	5,761 10	2,080,841 42	2,086,602 52
Droit d'essai	129 00	30 40	159 40
Bénéfice résultant de l'emploi des tolérances en faible dans la fabrication	1,262 45	17,584 39	18,846 84
Prime pour l'affinage des anciennes espèces	//	496,175 62	496,175 62
Recettes extraordinaires	//	67 53	67 53
TOTAL des Recettes brutes	7,152 55	2,594,699 36	2,601,851 91
Prélèvements sur les Recettes brutes.			
Déchets alloués aux directeurs	3,975 64	693,613 80	697,589 44
Frais de fabrication payés aux directeurs	1,785 46	1,387,227 62	1,389,013 08
Perte résultant de l'emploi des tolérances en fort dans la fabrication	234 21	14,410 07	14,644 28
TOTAL des Prélèvements	5,995 31	2,095,251 49	2,101,246 80
RÉSULTAT :			
Recettes brutes	7,152 55	2,594,699 36	2,601,851 91
Prélèvements sur les recettes brutes	5,995 31	2,095,251 49	2,101,246 80
BÉNÉFICE sur la fabrication	1,157 24	499,447 87	500,605 11

MÉDAILLES.

Produit de la vente des médailles fabriquées depuis l'ordonnance royale du 24 mai 1832	179,765 10
Prélèvements des frais de fabrication, y compris la valeur de la matière des médailles vendues	161,146 36
BÉNÉFICE sur la fabrication des médailles	18,618 74

RÉCAPITULATION.

Bénéfice sur la fabrication des monnaies	500,605 11
Bénéfice sur la fabrication des médailles	18,618 74
TOTAL	519,223 85

(Voir *les Développements sur la fabrication des monnaies et des médailles, pages 735 et suivantes.*)

SUITE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

PRODUITS DIVERS.

EXERCICE 1831.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ANTÉRIEUREMENT à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.			RESTE à recouvrer sur les droits constatés
		OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1832.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1832 — Recette.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1832 — Annulation de recette.	MONTANT net des recettes.	
Produits de Revenus publics.						
Produit des mines. — Redevances fixes et proportionnelles des mines	237,278 42	175,982 23	61,296 19	"	237,278 42	"
Produit des mines. — Produits extraordinaires	3,500 00	3,500 00	"	"	3,500 00	"
Produit des mines. — Droit fixe de permission d'usine	500 00	500 00	"	"	500 00	"
Fonds avancés par divers propriétaires pour dépenses cadastrales	51,855 11	51,855 11	"	"	51,855 11	"
Produit de la vente de terrains affecté, par la loi du 13 mai 1825, à des constructions qui étaient à faire par le ministère de la guerre	145,614 99	145,614 99	"	"	145,614 99	"
Produit de la vente de 4 hôtels affecté, par la loi du 21 mai 1826, à des constructions faites par les ministères de la justice, de la guerre et des finances	67,376 51	67,376 51	"	"	67,376 51	"
Droit de vérification des poids et mesures	922,765 25	575,305 75	347,459 50	"	922,765 25	"
Dixième du produit net de l'octroi dans l'île de Corse	10,764 96	10,764 96	"	"	10,764 96	"
Recettes sur divers débets poursuivis par l'agence judiciaire et non compris dans l'actif de l'administration des finances	61,049 47	61,049 47	"	"	61,049 47	"
Recettes sur débets de comptables, non compris dans l'actif de l'administration des finances	6,634 55	6,634 55	"	"	6,634 55	"
Recettes provenant de débets et accroissements de débets constatés à la charge de divers comptables des finances, par suite d'arrêts de la cour des comptes et de vérifications administratives	69,240 65	69,240 65	"	"	69,240 65	"
Contingent du département de la Dordogne et de la ville de Bergerac dans le déficit du pont de cette ville	13,653 70	13,653 70	"	"	13,653 70	"
Versem.t des communes pour leur contingent dans le service rural des postes. (*Loi du 3 juin 1829*)	854,934 51	855,476 73	"	542 22	854,934 51	"
Produit de la moitié de la retenue de 3 p. o/o exercée au profit de la caisse des invalides de la marine. (*Loi du 2 août 1829*)	579,000 00	579,000 00	"	"	579,000 00	"
Produit des expéditions délivrées aux archives du royaume	1,252 00	1,252 00	"	"	1,252 00	"
Pensions et rétributions des élèves des écoles militaires (*Loi du 16 octobre 1831.*)	347,690 34	284,520 38	63,169 96	"	347,690 34	"
Intérêts bonifiés au trésor sur prêts au commerce, y compris 340 francs recouvrés sur poursuites de l'agence judiciaire du trésor. (*Loi du 17 octobre 1830.*)	103,865 03	103,865 03	"	"	103,865 03	"
Intérêts bonifiés au trésor sur le prix de la vente des bois de l'État. (*Loi du 25 mars 1831.*)	588,563 41	588,563 41	"	"	588,563 41	"
Produit du visa de passe-ports et légalisation d'actes au ministère des affaires étrangères	40,876 00	40,876 00	"	"	40,876 00	"
Prix de la vente de bois d'arbres adjugés au ministère de la guerre	5,001 52	5,001 52	"	"	5,001 52	"
A reporter	4,111,416 42	3,640,032 99	471,925 65	542 22	4,111,416 42	"

EXERCICE 1832.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENS EFFECTUÉS PENDANT L'ANNÉE 1832.			RESTE à RECOUVRER sur les droits constatés.
		Recette.	Annulation de recette.	Montant net des recettes.	
Produits de revenus publics.					
Produit des mines. — Redevances fixes et proportionnelles des mines	164,541 52	164,541 52	"	164,541 52	"
Produit des mines. — Produits extraordinaires	2,825 00	2,825 00	"	2,825 00	"
Produit des mines. — Droit fixe de permission d'usine	150 00	150 00	"	150 00	"
Fonds avancés par divers propriétaires pour dépenses cadastrales	34,270 88	34,270 88	"	34,270 88	"
Produit de la vente de terrains affecté, par la loi du 13 mai 1825, à des constructions qui étaient à faire par le ministère de la guerre	87,729 27	87,729 27	"	87,729 27	"
Produit de la vente de quatre hôtels affecté, par la loi du 21 mai 1826, à des constructions faites par les ministères de la justice, de la guerre et des finances	212,710 94	212,710 94	"	212,710 94	"
Droit de la vérification des poids et mesures	422,222 44	422,222 44	"	422,222 44	"
Dixième du produit net de l'octroi dans l'île de Corse	9,910 01	9,910 01	"	9,910 01	"
Recettes sur divers débets poursuivis par l'agence judiciaire et non compris dans l'actif de l'administration des finances	71,388 31	71,388 31	"	71,388 31	"
Recettes sur les débets de comptables non compris dans l'actif de l'administration des finances	27,753 58	27,753 58	"	27,753 58	"
Recettes provenant de débets et accroissements de débets constatés à la charge de divers comptables des finances, par suite d'arrêts de la cour des comptes et de vérifications administratives	16,151 29	16,151 29	"	16,151 29	"
Contingent du département de la Dordogne et de la ville de Bergerac dans le déficit du pont de cette ville	6,825 00	6,825 00	"	6,825 00	"
Versements des communes pour leur contingent dans le service rural des postes. (*Loi du 3 juin 1829*)	952,623 41	952,721 63	98 22	952,623 41	"
Produit de la moitié de la retenue de 3 p. o/o exercée au profit de la caisse des invalides de la marine. (*Loi du 2 août 1829.*)	540,000 00	540,000 00	"	540,000 00	"
Produit des expéditions délivrées aux archives du royaume	1,427 00	1,427 00	"	1,427 00	"
Pensions et rétributions des élèves des écoles militaires (*Loi du 16 octobre 1831.*)	475,822 18	475,822 18	"	475,822 18	"
Intérêts bonifiés au trésor sur prêts au commerce, y compris 21,879t 04c recouvrés sur les poursuites de l'agence judiciaire du trésor. (*Loi du 17 octobre 1830.*)	435,068 35	435,068 35	"	435,068 35	"
Remboursements de frais judiciaires pour prêts au commerce	91 75	91 75	"	91 75	"
Intérêts bonifiés au trésor sur le prix de la vente des bois de l'État. (*Loi du 25 mars 1831.*)	564,027 83	564,027 83	"	564,027 83	"
Produit de visa de passeports et légalisation d'actes au ministère des affaires étrangères	40,538 00	40,538 00	"	40,538 00	"
Prix de la vente de débris d'arbres adjugés au ministère de la guerre	2,551 28	2,551 28	"	2,551 28	"
Produit de la vente d'objets provenant du cordon sanitaire	2,746 35	2,746 35	"	2,746 35	"
Produit de la vente des médailles et des matières de toute nature provenant de l'ancienne monnaie des médailles	169,774 96	170,182 53	407 57	169,774 96	"
Recettes applicables aux dépenses de l'hôtel des invalides de la guerre	1,881,116 69	3,684,385 13	1,803,268 44	1,881,116 69	"
Remboursements d'obligations souscrites par diverses villes, en remplacement de l'impôt sur les boissons	43,415 31	43,415 31	"	43,415 31	"
Intérêts bonifiés au trésor sur avances faites à diverses villes	113,677 22	113,677 22	"	113,677 22	"
Produit de réalisation d'annuités provenant de l'ancienne caisse du sceau des titres	9,627 46	9,627 46	"	9,627 46	"
A reporter	6,288,986 03	8,092,760 26	1,803,774 23	6,288,986 03	"

SUITE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite des *PRODUITS DIVERS.*

*Suite de l'*EXERCICE 1831.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.				RESTE à recouvrer sur les droits constatés.
		OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1832.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1832. Recette.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1832. Annulation de recette.	MONTANT net des recettes.	
Report d'autre part	4,111,416 42	3,640,032 99	471,925 65	542 22	4,111,416 42	//
PRODUITS DIVERS PROVENANT DES MINISTÈRES. (Ordonnance du 14 Septembre 1822. V. *page 64.*)						
Prix de vente d'objets mobiliers et immobiliers	1,007,539 43	1,011,288 10	//	3,748 67	1,007,539 43	//
Prix de vente d'objets provenant de canaux soumissionnés, et reversements de fonds résultant de ce service	89,929 06	100,305 91	//	10,376 85	89,929 06	//
Prix de denrées et d'objets sortant des magasins du Gouvernement	15,463 71	89,234 82	//	73,771 11	15,463 71	//
Prix de vente de chevaux de réforme	9,350 90	9,350 90	//	//	9,350 90	//
Produit de loyers de maisons et de vente de terrains appartenant à l'État	5,311 08	5,311 08	//	//	5,311 08	//
Produit de vente de cartes du dépôt de la marine	15,268 47	15,268 47	//	//	15,268 47	//
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères	216,514 68	352,938 60	126,246 05	262,669 97	216,514 68	//
Remboursements de prix de journées d'hôpitaux	2,770 69	23,496 02	//	20,725 33	2,770 69	//
Remplacement d'effets perdus ou dégradés par des militaires	17,035 39	17,556 44	//	521 05	17,035 39	//
Produit des vacances d'emplois	155,438 80	151,542 00	3,896 80	//	155,438 80	//
Produit de compensations de valeurs données en payement de dépenses publiques	530,652 97	150 00	530,502 97	//	530,652 97	//
Remplacement de moins-value de mobilier	6,833 70	6,833 70	//	//	6,833 70	//
Indemnités pour remplacement de militaires	205,990 39	206,077 75	//	87 36	205,990 39	//
PRODUITS EXTRAORDINAIRES.						
Intérêt de la créance sur l'Espagne	2,289,084 00	1,150,910 00	1,138,174 00	//	2,289,084 00	//
Bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations	8,000,000 00	8,000,000 00	//	//	8,000,000 00	//
Produit de la contribution imposée au Portugal	784,443 20	784,443 20	//	//	784,443 20	//
Produit de coupes de bois appartenant en usufruit au roi Charles X	612,111 10	612,111 10	//	//	612,111 10	//
Subsides du Bey de Tripoli	260,000 00	260,000 00	//	//	260,000 00	//
Droits de la pêche du corail sur les côtes d'Alger	50,000 00	50,000 00	//	//	50,000 00	//
Produits et revenus locaux d'Alger. (V. *le Développement, page 462.*)	788,697 19	815,677 19	//	26,980 00	788,697 19	//
RECETTES DE DIVERSES ORIGINES.						
Retenues sur traitements et pensions	75,556 16	75,016 40	642,01	102 25	75,556 16	//
Fonds de non-valeurs restés sans emploi	12,783 92	12,783 92	//	//	12,783 92	//
Capital des inscriptions de rentes créées pour le service de l'arriéré	121,548 51	121,548 51	//	//	121,548 51	//
Intérêts de capitaux appartenant à l'État	3 636 00	3,635 00	//	//	3,635 00	//
Recettes à divers titres	62,984 33	61,055 57	2,615 40	686 64	62,984 33	//
Dons volontaires appartenant à l'État	12,886 50	12,886 50	//	//	12,886 50	//
Indemnité payée par le Gouvernement brésilien, en vertu de la convention du 21 août 1828	15,632 75	15,632 75	//	//	15,632 75	//
AMENDES ET CONFISCATIONS.						
Amendes de police simple et de police correctionnelle	526,922 96	526,922 96	//	//	526,922 96	//
Amendes et confiscations pour contraventions aux lois de douanes	1,146,10 89	1,146,101 89	//	//	1,146,101 89	//
Amendes et confisc. pour contrav. aux lois sur les contrib. indirectes	262,150 76	262,150 76	//	//	262,150 76	//
Ressources locales extraordinaires pour dépenses départementales	1,121,614 11	583,891 03	537,723 08	//	1,121,614 11	//
TOTAL	22,535,668 07	20,124,153 56	2,811,725 96	400,211 45	22 535,668 07	//
			2,411,514 51			

(Voir *le développement par département, pages 758 et 761.*)

*Suite de l'*EXERCICE 1832.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS PENDANT L'ANNÉE 1832.			RESTE à RECOUVRER sur les droits constatés.
		Recette.	Annulation de recette.	Montant net des recettes.	
Report d'autre part	6,288,986 03	8,092,760 26	1,803,774 23	6,288,986 03	//
PRODUITS DIVERS PROVENANT DES MINISTÈRES. (Ordonnance du 14 septembre 1822. V. *page 65.*)					
Prix de vente d'objets mobiliers et immobiliers	1,036,185 58	1,039,047 70	2,862 12	1,036,185 58	//
Prix de vente d'objets provenant de canaux soumissionnés et reversements de fonds résultant de ce service	129,372 72	129,372 72	//	129,372 72	//
Prix de denrées et d'objets sortant des magasins du Gouvernement	853,830 44	932,955 15	79,124 71	853,830 44	//
Prix de vente de chevaux de réforme	1,155 50	1,155 50	//	1,155 50	//
Produit de loyers de maisons et de vente de terrains appartenant à l'État	4,173 25	4,173 25	//	4,173 25	//
Produit de vente de cartes du dépôt de la guerre	6,493 90	6,493 90	//	6,493 90	//
—— de la marine	12,963 50	12,963 50	//	12,963 50	//
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères	402,976 59	2,036,938 25	1,633,961 66	402,976 59	//
Remboursements de prix de journées d'hôpitaux	18,665 61	39,032 49	20,366 88	18,665 61	//
Remplacement d'effets perdus ou dégradés par des militaires	91,730 58	92,208 06	477 48	91,730 58	//
Produit des vacances d'emplois	108,653 46	108,653 46	//	108,653 46	//
Remplacement de moins-value de mobilier	7,529 70	7,572 60	42 90	7,529 70	//
Indemnités pour remplacement de militaires	188,371 89	188,786 89	415 00	188,371 89	//
PRODUITS EXTRAORDINAIRES.					
Intérêt de la créance sur l'Espagne	2,237,373 00	1,125,247 00	//	1,125,247 00	1,112,126 00
Produit de coupes de bois appartenant en usufruit au roi Charles X	120,767 22	120,767 22	//	120,767 22	//
Subsides du Bey de Tripoli	30,200 00	30,200 00	//	30,200 00	//
Droits de la pêche du corail sur les côtes d'Alger	30,444 09	30,444 09	//	30,444 09	//
Produits et revenus locaux d'Alger. (V. *le Développement*, page 464.)	1,641,701 99	1,641,701 99	//	1,641,701 99	//
Contribution correctionnelle imposée sur les villes de Bélida et de Coleah	10,400 00	10,400 00	//	10.400 00	//
Recouvrements sur prêts au commerce, y compris 167,352f 40c recouvrés sur les poursuites de l'agence judiciaire du trésor. (*Loi du 17 octobre 1830.*)	3,351,768 37	3,361,768 37	29,702 24	3,351,768 37	//
Remboursement de frais de liquidation de l'indemnité affectée aux colons de S-Domingue	1,752,376 43	1,752,376 43	//	1,752,376 43	//
Recouvrements d'avances faites à diverses villes	1,060,000 00	1,060,000 00	//	1,060,000 00	//
Produit de l'Inde	384,120 90	599,496 86	215,375 96	384,120 90	//
RECETTES DE DIVERSES ORIGINES.					
Retenues sur traitements et pensions	53,263 40	53,463 40	//	53,263 40	//
Fonds de non-valeurs restés sans emploi	6,949 53	6,949 53	//	6,949 53	//
Capital des inscriptions de rentes créées pour le service de l'arriéré	75,432 38	75,432 38	//	75,432 38	//
Intérêts de capitaux appartenant à l'État	3,740 00	3,740 00	//	3,740 00	//
Recettes à divers titres	50,373 51	51,741 54	1,368 03	50,373 51	//
Dons volontaires appartenant à l'État	4,091 88	4,091 88	//	4,091 88	//
Indemnité payée par le gouvt brésilien, en vertu de la convention du 21 août 1828	4,648 95	4,648 95	//	4,648 95	//
Recettes provenant de l'application au budget du montant de diverses valeurs pour le service de l'arriéré	74,946 45	74,946 45	//	74,946 45	//
Somme versée pour être répartie entre 4 soldats blessés au siége d'Anvers	2,000 00	2,000 00	//	2,000 00	//
AMENDES ET CONFISCATIONS.					
Amendes de police simple et de police correctionnelle	753,803 98	753,803 98	//	753,803 98	//
Amendes et confiscations pour contraventions aux lois de douanes	1,492,633 09	1,492,633 09	//	1,492,633 09	//
Amendes et confiscations pour contrav. aux lois sur les contrib. indirectes	477,037 43	477,037 43	//	477,037 43	//
Ressources locales extraordinaires pour dépenses départementales	1,435,228 53	1,435,228 53	//	1,435,228 53	//
TOTAL	24,204,389 88	26,879,935 09	3,787,671 21	23,092,263 88	1,112,126 00
		23,092,263 88			

(Voir *les développements par département, pages 762 à 765.*)

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

DÉVELOPPEMENT par Ministère, des Produits versés au Trésor, en exécution de l'Article 3 de l'Ordonnance royale du 14 Septembre 1822.

EXERCICE 1831.

DÉSIGNATION DES MINISTÈRES ET DES PRODUITS.	MONTANT DES SOMMES VERSÉES antérieurement au 1er janvier 1832.	PENDANT L'ANNÉE 1832. Recette.	PENDANT L'ANNÉE 1832. Annulations de recette.	TOTAL AU 1er JANVIER 1833. Par nature de produits.	TOTAL AU 1er JANVIER 1833. Par ministère.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.					
Prix de vente d'objets mobiliers et immobiliers	87 10	//	//	87 10	884 67
Reversements de fonds sur les dépenses du ministère	4,292 38	//	3,494 81	797 57	
	4,379 48	//	3,494 81	884 67	
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.					
Reversements de fonds sur les dépenses du ministère	318 53	//	280 00	38 53	38 53
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES.					
Prix de vente d'objets mobiliers et immobiliers	330 67	//	//	330 67	787 73
Prix de denrées et d'objets sortant des magasins du Gouvernement	91 81	//	//	91 81	
Reversements de fonds sur les dépenses du ministère	365 25	//	//	365 25	
	787 73	//	//	787 73	
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.					
Prix de vente d'objets mobiliers et immobiliers	78,510 09	//	//	78,510 09	221,276 71
——— prov. des canaux soumiss. et reversem. de fonds résult. de ce serv.	100,305 91	//	10,376 85	89,929 06	
Produit de loyers de maisons et de vente de terrains appartenant à l'État	4,234 54	//	//	4,234 54	
Reversements de fonds sur les dépenses du ministère	48,603 02	//	//	48,603 02	
	231,653 56	//	10,376 85	221,276 71	
MINISTÈRE DE LA GUERRE.					
Prix de vente d'objets mobiliers et immobiliers	443,504 81	//	3,525 70	439,979 11	1,318,583 34
Prix de denrées et d'objets sortant des magasins du Gouvernement	63,911 15	//	59,601 15	4,310 00	
Prix de vente de chevaux de réforme	9,350 90	//	//	9,350 90	
Produits de loyers de maisons et de ventes de terrains appartenant à l'État	1,076 54	//	//	1,076 54	
Reversements de fonds sur les dépenses du ministère	192,787 93	//	83,713 64	109,074 29	
Remboursements de prix de journées d'hôpitaux	18,209 87	//	15,439 18	2,770 69	
Remplacement d'effets perdus ou dégradés par des militaires	17,556 44	//	521 05	17,035 39	
Produit de compensations de valeurs données en payement de dépenses publiques	150 00	522,012 33	//	522,162 33	
Remplacement de moins-value de mobilier	6,833 70	//	//	6,833 70	
Indemnités de remplacement de militaires	206,077 75	//	87 36	205,990 39	
	959,459 09	522,012 33	162,888 08	1,318,583 34	
		359,124 25			
MINISTÈRE DE LA MARINE.					
Prix de vente d'objets mobiliers et immobiliers	301,753 04	//	222 97	301,530 07	374,738 96
Prix de denrées et d'objets sortant des magasins du Gouvernement	25,231 86	//	14,169 96	11,061 90	
Produit de vente de cartes du dépôt de la marine	15,268 47	//	//	15,268 47	
Reversements de fonds sur les dépenses du ministère	85,982 55	//	47,594 67	38,387 88	
Remboursements de prix de journées d'hôpitaux	5,286 15	//	5,286 15	//	
Produit de compensations de valeurs données en payement de dépenses publiques	//	8,490 64	//	8,490 64	
	433,522 07	8,490 64	67,273 75	374,738 96	
		58,783 11			
MINISTÈRE DES FINANCES.					
Prix de vente d'objets mobiliers et immobiliers	187,102 39	//	//	187,102 39	361,789 33
Reversements de fonds sur les dépenses du ministère	20,588 94	//	1,340 80	19,248 14	
Produit de vacances d'emplois	151,542 00	3,896 80	//	155,438 80	
	359,233 33	3,896 80	1,340 80	361,789 33	
		2,556 00			
					2,278,099 57

EXERCICE 1832.

DÉSIGNATION DES MINISTÈRES ET DES PRODUITS.	MONTANT DES SOMMES VERSÉES PENDANT L'ANNÉE 1832. RECETTE.	ANNULATIONS de recette.	TOTAL AU 1er JANVIER 1833. Par nature de produits.	TOTAL AU 1er JANVIER 1833. Par ministère.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.				
Prix de vente d'objets mobiliers et immobiliers	906 66	//	906 66	7,614 47
Reversements de fonds sur les dépenses du ministère	9,427 15	2,719 34	6,707 81	
	10,333 81	2,719 34	7,614 47	
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.				
Produit de loyers de maisons et de vente de terrains appartenant à l'État	1,524 47	//	1,524 47	1,677 65
Reversements de fonds sur les dépenses du ministère	1,403 18	1,250 00	153 18	
	2,927 65	1,250 00	1,677 65	
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES.				
Prix de vente d'objets mobiliers et immobiliers	1,137 03	//	1,137 03	1,733 23
Reversements de fonds sur les dépenses du ministère	875 36	279 16	596 20	
	2,012 39	279 16	1,733 23	
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.				
Prix de vente d'objets mobiliers et immobiliers	96,930 41	//	96,930 41	108,438 45
Produit de loyers de maisons et vente de terrains appartenant à l'État	92 25	//	92 25	
Reversements de fonds sur les dépenses du ministère	490,446 12	479,030 33	11,415 79	
	587,468 78	479,030 33	108,438 45	
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.				
Prix de vente d'objets mobiliers et immobiliers	39,564 62	//	39,564 62	173,729 23
——— proven. des canaux soumiss. et reversem. de fonds résult. de ce service	129,372 72	//	129,372 72	
Produit de loyers de maisons et de vente de terrains appartenant à l'État	578 04	//	578 04	
Reversements de fonds sur les dépenses du ministère	13,138 81	8,924 96	4,213 85	
	182,654 19	8,924 96	173,729 23	
MINISTÈRE DE LA GUERRE.				
Prix de vente d'objets mobiliers et immobiliers	575,014 42	510 53	574,503 89	1,834,808 62
Prix de denrées et d'objets sortant des magasins du Gouvernement	871,719 27	79,124 71	792,594 56	
Prix de vente des chevaux de réforme	1,155 50	//	1,155 50	
Produit de loyers des maisons et de vente de terrains appartenant à l'État	1,978 49	//	1,978 49	
Reversements de fonds sur les dépenses du ministère	1,066,066 91	913,542 63	152,524 28	
Remboursements de prix de journées d'hôpitaux	33,630 77	15,704 94	17,925 83	
Remplacement d'effets perdus ou dégradés par des militaires	92,208 06	477 48	91,730 58	
Produit de vente de cartes du dépôt de la guerre	6,493 90	//	6,493 90	
Remplacement de moins-value de mobilier	7,572 60	42 90	7,529 70	
Indemnités de remplacement de militaires	188,786 89	415 00	188,371 89	
	2,844,626 81	1,009,818 19	1,834,808 62	
MINISTÈRE DE LA MARINE.				
Prix de vente d'objets mobiliers et immobiliers	235,953 17	2,351 59	233,601 58	515,478 58
Prix de denrées et d'objets sortant des magasins du Gouvernement	61,235 88	//	61,235 88	
Produit de vente de cartes du dépôt de la marine	12,963 50	//	12,963 50	
Reversements de fonds sur les dépenses du ministère	426,942 27	220,004 43	206,937 84	
Remboursements de prix de journées d'hôpitaux	5,401 72	4,661 94	739 78	
	742,496 54	227,017 96	515,478 58	
MINISTÈRE DES FINANCES.				
Prix de vente d'objets mobiliers et immobiliers	89,541 39	//	89,541 39	218,622 49
Reversements de fonds sur les dépenses du ministère	28,638 45	8,210 81	20,427 64	
Produit de vacances d'emplois	198,653 46	//	108,653 46	
	226,833 30	8,210 81	218,622 49	
				2,862,102 72

SUITE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.

EXERCICE 1831.

DÉSIGNATION DES RESSOURCES.	DROITS CONSTATÉS au profit du trésor.	VERSEMENTS EFFECTUÉS AU TRÉSOR, antérieurement au 1er janvier 1832.	pendant l'année 1832.	TOTAL au 1er janvier 1833.	RESTE À RÉALISER par le trésor sur les droits constatés.
30 centimes ajoutés temporairement à la contribution foncière par l'article 1er de la loi du 18 avril 1831. (*Voir* le développement, pages 542 et 543.)	46,442,589 85	42,572,205 58	3,870,384 27	46,442,589 85	"
Produit des rentes 5 pour o/o négociées le 19 avril 1831, sur celles qui ont été accordées au Gouvernement par les lois des 5 janvier et 25 mars 1831. (*Voir* le tableau, pages 438 et 439.)	120,000,014 00	105,816,360 00	14,183,654 00	120,000,014 00	"
Produit de l'emprunt national, au pair, autorisé par la loi du 21 avril 1831. (*Voir* le tableau pages 440 et 441.)	21,422,400 00	21,147,052 87	275,347 13	21,422,400 00	"
Produit de l'aliénation des bois de l'État autorisée par la loi du 25 mars 1831. (*Voir* le tableau, page 456.)	22,703,215 00	20,659,224 50	2,043,990 50	22,703,215 00	"
Produit des retenues proportionnelles sur les traitements et remises, autorisées par la loi du 18 avril 1831. (*Voir* le tableau, page 68.)	6,485,337 84	5,560,301 44	925,036 40	6,485,337 84	"
Emprunt de 150 millions négocié le 8 août 1832. (*Portion nécessaire pour compléter les moyens extraordinaires attribués à l'exercice 1831.*) (*Voir* le tableau, pages 442 et 443.)	139,874,371 00	"	139,874,371 00	139,874,371 00	"
	356,927,927 69	195,755,144 39	161,172,783 30	356,927,927 69	"

(Voir *le développement par département, pages 768 et 769.*)

EXERCICE 1832.

DÉSIGNATION DES RESSOURCES.	DROITS CONSTATÉS au profit du trésor.	VERSEMENTS EFFECTUÉS au trésor.	RESTE À RÉALISER par le trésor sur les droits constatés.
Produit de l'aliénation des bois de l'État, autorisée par la loi du 25 mars 1831. (*Voir* le tableau, page 456.)	35,376,385 00	33,811,910 00	1,564,475 00
Produit des retenues proportionnelles sur les traitements et remises, autorisées par la loi du 16 décembre 1831. (*Voir* le tableau, page 68.)	3,274,220 90	3,274,220 90	"
Emprunt de 150 millions négocié le 8 août 1832. (*Portion restant applicable à l'exercice 1832.*) (*Voir* le tableau, pages 442 et 443.)	10,125,629 00	10,125,629 00	"
Moyens extraordinaires restant à la disposition du gouvernement (*Voir* page 264.)	29,497,986 00	"	29,497,986 00
	78,274,220 90	47,211,759 90	31,062,461 00

Voir *le développement par département, pages 770 et 771.*

SUITE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

État des Recettes faites par anticipation sur l'exercice 1833.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.		Droits constatés à la charge des redevables de l'Etat.	Recouvrements effectués pendant l'année 1832.	Reste à recouvrer au 1er janvier 1833.
Droits sur les boissons.	Droit de circulation sur les vins, cidres, poirés, hydromels, eaux-de-vie et liqu.	71 94	71 94	//
	Droit de détail et de consommation sur les vins, cidres, poirés, hydromels, etc.	4.076 36	4,076 36	//
	Droit d'entrée sur les vins, cidres, poirés, hydromels, eaux-de-vie et liqueurs...	2,811 04	2,811 04	//
	Droit de fabrication sur les bières.....	245 13	245 13	//
Diverses taxes indirectes.	Licences accordées aux distillateurs, brasseurs, bouilleurs, etc.....	5,102 44	5,102 44	//
	Voitures publiques, estampilles et 10e du prix de transport des marchandises..	231 83	231 83	//
	Navigation sur les rivières et canaux non soumissionnés.....	// 40	// 40	//
	Bacs, passages d'eau, ponts affermés, etc.....	500 75	500 75	//
	Pêche, francs-bords et recettes accessoires des canaux non-soumissionnés.....	862 00	862 00	//
	Timbre de toute espèce.....	70 15	70 15	//
	Cartes à jouer.....	3 00	3 00	//
	Dixième du prix des octrois.....	290 63	290 63	//
	Prélèvement sur les communes pour frais de casernement.....	800 01	800 01	//
	Intérêts de débets et autres recettes extraordinaires.....	188 41	188 41	//
	Frais d'impressions, transports, etc.....	987 75	987 75	//
	Indemnités pour suite d'exercices.....	20 88	20 88	//
Produit de la vente des tabacs.....		1,172 13	1,172 13	//
		17,434 85	17,434 85	//
Produit de l'Inde.....		378,375 96	378,375 96	//
		395,810 81	395,810 81	//

DÉVELOPPEMENT des Retenues proportionnelles sur les traitements et remises.

MINISTÈRES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS QUI ONT SUPPORTÉ LES RETENUES.	Exercice 1831.	Exercice 1832.
Chambre des Pairs.....	34,968 54	16,110 41
——— des députés.....	7,525 58	2,732 67
Ministère de la justice.....	620,120 14	307,147 63
——— des affaires étrangères.....	587,773 42	291,844 23
——— de l'instruction publique et des cultes.....	416,262 50	136,865 58
——— de l'intérieur.....	55,062 16	28,177 39
——— du commerce et des travaux publics.....	613,676 71	302,699 99
——— de la guerre.....	1,100,219 99	546,474 19
——— de la marine.....	160,485 87	74,340 05
——— des finances.....	2,755,116 48	1,498,927 79
Imprimerie royale.....	5,839 98	2,905 60
Direction générale des poudres.....	9,286 73	4,817 80
Hôtel royal des invalides de la guerre.....	15,053 32	5,452 56
Caisse des invalides de la marine.....	47,592 91	55,725 01
Ancienne liste civile.....	56,353 51	//
	6,485,337 84	3,274,220 90

PRODUITS spéciaux affectés à la construction des Ponts, Canaux et Travaux divers soumissionnés.

DÉSIGNATION DES PONTS, CANAUX ET TRAVAUX DIVERS.	MONTANT DES TERMES DES SOUMISSIONS, échus antérieurement au 1er janvier 1832.	pendant l'année 1832.	TOTAL au 1er janvier 1833.	OBSERVATIONS.
PONTS. (*Loi du 5 août 1821.*)				
Pont du Petit-Vey (*Calvados*).....	300,000 00	//	300,000 00	
—— de la Roche de Glun (*Drôme*).....	800,000 00	//	800,000 00	
—— de Montrejeau (*Haute-Garonne*).....	200,000 00	//	200,000 00	
—— de Souillac (*Lot*).....	500,000 00	//	500,000 00	
—— de Pensaguel (*Haute-Garonne*).....	150,000 00	//	150,000 00	
—— de Bergerac (*Dordogne*).....	600,000 00	//	600,000 00	
—— d'Aiguillon (*Lot-et-Garonne*).....	480,000 00	//	480,000 00	
—— d'Agen (*Lot-et-Garonne*).....	1,000,000 00	//	1,000,000 00	
—— de Coëmont (*Sarthe*).....	320,000 00	//	320,000 00	
—— de Moissac (*Tarn-et-Garonne*).....	500,000 00	//	500,000 00	
—— de Laval (*Mayenne*).....	200,000 00	//	200,000 00	
CANAUX. (*Lois des 5 août 1821 et 14 août 1822.*)				
Canal des Ardennes.....	8,000,000 00	//	8,000,000 00	
—— de la Somme.....	6,600,000 00	//	6,600,000 00	
—— latéral de l'Oise.....	3,000,000 00	//	3,000,000 00	
—— du Rhône au Rhin.....	10,000,000 00	//	10,000,000 00	
—— de la rivière d'Isle.....	2,500,000 00	//	2,500,000 00	
—— de Bretagne.....	33,300,000 00	2,700,000. 00.	36,000,000 00	
—— de Berry.....	12,000,000 00	//	12,000,000 00	
—— latéral de la Loire.....	12,000,000 00	//	12,000,000 00	
—— du Nivernais.....	8,000,000 00	//	8,000,000 00	
—— de Bourgogne.....	23,180,000 00	1,820,000. 00.	25,000,000 00	
—— d'Arles à Bouc.....	5,500,000 00	//	5,500,000 00	
TRAVAUX DIVERS.	129,130,000 00	4,520,000. 00.	133,650,000 00	
Trav. du port de Dunkerque. (*Loi du 20 juin 1821*).....	1,940,000 00	//	1,940,000 00	
Canal de Saint-Maur. (*Loi du 27 avril 1822.*).....	655,200 00	//	655,200 00	
Navig. du Tarn entre Alby et Gaillac. (*Loi du 14 août 1822.*).	800,000 00	//	800,000 00	
Travaux du port du Havre (*Loi du 28 juin 1829*).....	700,000 00	350,000. 00.	1,050,000 00	
——— de Boulogne (*Idem*).....	450,000 00	200,000. 00.	650,000 00	
——— de Granville (*Loi du 29 juillet 1829*).....	600,000 00	//	600,000 00	
——— des quais et port de Rouen. (*Loi du 31 mars 1831*).....	//	385,000. 00.	385,000 00	
TOTAUX.....	134,275,200 00	5,455,000 00	139,730,200 00	

SUITE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

DÉVELOPPEMENT des Recettes effectuées pendant les années 1831 et 1832, sur l'Exercice 1831.

DÉPARTEMENTS.	CONTRIBUTIONS directes.	ENREGISTREMENT, timbre et domaines.	DOUANES et SELS.	BOISSONS, droits divers, tabacs et poudres.	POSTES.	COUPES DE BOIS.	SALINES et MINES DE SEL de l'Est.	PRODUITS de LA FERME des jeux.	BÉNÉFICE de LA LOTERIE royale.	BÉNÉFICE sur LA FABRICATION des monnaies.	PRODUITS DIVERS.	RESSOURCES extraordinaires	TOTAL GÉNÉRAL DES RECETTES sur les contributions et revenus publics.	OBSERVATIONS.
Ain	2,886,637f 60c	1,395,681f 68c	149,008f 63c	990,509f 75c	144,611f 71c	104,888f 80c	//	//	40,674f 70c	//	54,010f 59c	492,018f 65c	6,258,042f 11c	
Aisne	6,511,120 96	3,010,109 91	10,723 68	2,206,314 26	398,531 80	435,033 75	//	//	57,042 05	//	125,972 06	977,219 29	13,732,067 76	
Allier	2,755,075 76	1,256,284 06	//	773,423 41	185,044 73	125,732 70	//	//	//	//	70,803 12	1,277,681 59	6,444,045 37	
Alpes (Basses)	1,327,254 22	545,194 26	32,288 28	419,748 54	67,124 29	473 96	//	//	//	//	24,211 04	212,622 62	2,628,917 21	
Alpes (Hautes)	1,063,909 33	494,028 25	47,997 93	427,149 08	58,449 98	17,107 77	//	//	//	//	13,411 37	185,098 60	2,307,152 31	
Ardèche	2,152,599 76	1,391,630 11	//	772,103 83	154,616 37	9,225 62	//	//	//	//	123,333 32	393,662 38	4,997,171 39	
Ardennes	3,080,751 38	1,402,934 99	336,768 12	1,563,740 68	273,688 75	588,125 82	//	//	20,809 35	//	195,615 97	613,445 25	8,075,880 31	
Ariége	1,533,940 98	666,503 15	11,843 15	468,666 50	83,633 11	20,523 62	//	//	//	//	12,675 16	194,909 58	2,992,695 25	
Aube	3,191,379 30	1,636,904 60	//	1,022,911 43	242,194 95	382,525 46	//	//	23,694 50	//	92,868 69	1,584,106 88	8,176,585 81	
Aude	3,647,186 26	1,180,249 08	2,679,268 61	670,388 46	195,974 15	105,656 76	//	//	//	//	37,957 26	646,120 90	9,162,801 48	
Aveyron	3,170,702 22	1,385,446 52	//	627,682 22	127,294 14	470 25	//	//	//	//	30,590 48	479,631 27	5,821,817 10	
Bouches-du-Rhône	4,972,945 45	3,094,448 22	25,813,063 08	3,333,008 45	866,803 11	181 53	//	//	460,034 80	32,760f 56c	123,281 73	566,397 26	39,262,854 19	
Calvados	8,011,811 90	3,621,901 78	2,937,969 68	2,277,791 21	479,576 27	102,469 63	//	//	124,989 35	//	89,216 93	1,297,829 46	18,943,556 21	
Cantal	2,309,626 19	1,085,632 75	//	627,564 44	99,066 53	8,888 01	//	//	//	//	14,181 56	367,368 21	4,512,327 69	
Charente	3,905,050 24	1,529,401 13	//	761,860 28	176,136 01	97,725 33	//	//	//	//	44,874 38	593,341 62	7,108,388 99	
Charente-Infér	5,402,318 65	1,849,939 17	4,225,926 79	1,371,166 86	305,221 77	32 22	//	//	59,962 30	4,919 59	69,822 89	875,949 90	14,165,260 14	
Cher	2,315,939 98	1,049,708 07	//	741,631 87	128,180 25	166,115 94	//	//	16,727 95	//	43,847 37	846,861 71	5,309,013 14	
Corrèze	1,926,514 38	1,043,765 81	//	684,027 12	102,572 02	44 10	//	//	//	//	20,352 37	290,527 30	4,067,803 10	
Corse	522,126 62	237,900 52	225,056 23	//	48,665 16	2,266 60	//	//	//	//	33,561 99	96,100 38	1,165,677 50	
Côte-d'Or	5,588,831 60	2,149,756 93	//	1,663,274 29	363,222 47	846,591 54	//	//	31,108 55	//	128,598 56	1,709,475 84	12,480,859 78	
Côtes-du-Nord	3,714,172 84	1,225,685 27	846,436 69	3,337,509 69	187,663 90	18 94	//	//	//	//	71,864 62	876,298 53	10,259,670 48	
Creuse	1,628,854 85	1,063,670 48	//	606,195 85	85,094 34	73 67	//	//	//	//	20,368 69	329,430 34	3,733,688 22	
Dordogne	4,432,927 34	1,605,857 19	//	1,027,700 31	180,637 01	2,170 25	//	//	//	//	57,839 22	673,357 22	7,980,488 54	
Doubs	2,810,423 85	1,225,905 71	324,025 11	1,719,189 80	263,314 36	345,033 13	//	//	41,182 90	//	133,121 59	748,497 36	7,610,693 81	
Drôme	2,851,397 18	1,515,183 45	//	948,854 44	195,524 89	20,034 82	//	//	//	//	34,768 81	447,393 30	6,013,156 89	
Eure	6,852,171 28	3,328,179 73	//	1,831,997 63	345,911 55	307,405 62	//	//	23,691 75	//	59,417 33	1,081,446 74	13,830,221 63	
Eure-et-Loir	4,513,332 00	2,077,329 31	//	1,623,073 95	205,008 73	173,730 02	//	//	//	//	38,756 23	732,397 57	9,363,627 81	
Finistère	3,419,816 39	1,163,455 72	1,935,725 23	3,887,181 75	299,668 71	44,226 26	//	//	44,914 65	//	231,148 57	645,355 80	11,671,493 08	
Gard	4,060,197 49	1,851,898 59	2,892,111 77	1,694,381 99	322,359 00	4,599 00	//	//	47,737 60	//	92,776 00	895,734 77	11,861,796 28	
Garonne (Haute)	5,291,219 90	2,423,661 26	1,832,534 28	1,751,042 48	542,355 22	127,100 70	//	//	165,676 58	23,839 13	71,068 47	949,706 75	13,178,204 77	
Gers	3,461,276 24	1,255,360 29	//	453,844 75	131,526 14	40,105 26	//	//	//	//	33,050 65	602,203 76	5,977,367 09	
Gironde	7,876,346 42	3,719,032 46	15,499,365 77	2,488,441 30	1,058,362 96	20 60	//	//	645,952 95	15,751 45	119,158 18	1,572,116 03	32,994,548 12	
Hérault	4,856,066 72	1,878,605 85	2,561,207 31	1,540,501 59	444,806 88	813 29	//	//	75,798 60	//	47,947 12	907,072 59	12,312,819 95	
Ille-et-Vilaine	4,253,337 66	1,679,268 74	989,208 03	3,048,970 80	347,394 87	121,341 83	//	//	102,770 00	//	81,818 38	921,663 31	11,545,773 62	
Indre	2,365,949 63	1,028,606 58	//	632,144 21	135,670 32	138,691 41	//	//	//	//	54,560 06	963,376 76	5,318,998 97	
Indre-et-Loire	3,658,291 65	1,852,099 88	//	1,159,583 76	251,643 92	41,426 62	//	//	47,200 75	//	35,570 14	719,308 85	7,765,125 57	
Isère	5,420,890 92	2,966,271 35	160,885 96	1,919,739 01	333,333 48	151,129 80	//	//	125,296 15	//	129,883 82	1,144,442 23	12,351,872 72	
Jura	2,954,334 89	1,295,355 60	40,447 72	1,918,745 06	204,127 69	558,410 55	//	//	10,602 55	//	77,312 48	473,610 75	7,512,947 29	
Landes	1,778,248 60	538,595 03	//	847,148 39	113,716 68	626 02	//	//	//	//	33,089 93	274,556 26	3,585,980 91	
Loir-et-Cher	2,808,050 71	1,339,434 44	//	915,587 44	163,392 02	228,343 97	//	//	//	//	75,924 40	437,417 30	5,968,150 28	
Loire	3,580,500 57	1,694,197 38	//	1,628,146 90	281,996 58	30 90	//	//	23,307 20	//	100,826 33	610,632 25	7,919,638 11	
Loire (Haute)	2,201,168 18	1,134,170 18	//	518,963 64	89,698 37	6,522 50	//	//	//	//	24,593 98	344,615 06	4,319,731 91	
Loire-Inférieure	4,237,696 96	1,757,373 18	16,555,396 64	2,717,648 20	426,023 80	57,762 25	//	//	161,918 15	33,341 38	66,558 94	1,027,235 21	27,040,954 71	
Loiret	4,268,932 06	2,064,434 65	3,245,202 10	1,873,824 56	319,500 52	363,752 72	//	//	92,909 05	//	78,087 28	1,694,641 87	14,001,284 81	
Lot	2,782,526 31	868,535 69	//	557,088 75	106,531 40	//	//	//	//	//	23,060 39	417,944 99	4,755,687 53	
Lot-et-Garonne	4,330,619 15	1,649,408 69	//	937,238 82	202,507 05	957 10	//	//	//	//	23,501 27	697,295 89	7,841,527 97	
Lozère	1,215,248 30	546,828 55	//	230,740 42	51,364 18	33 80	//	//	//	//	12,904 69	199,256 87	2,256,376 81	
Maine-et-Loire	5,417,826 44	1,849,613 72	//	2,143,540 34	296,094 91	216,414 76	//	//	113,670 85	//	114,316 09	952,549 35	11,104,026 46	

SUITE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du *DÉVELOPPEMENT des Recettes effectuées pendant les années 1831 et 1832, sur l'Exercice 1831.*

DÉPARTEMENTS.	CONTRIBUTIONS directes.	ENREGISTREMENT, timbre et domaines.	DOUANES et SELS.	BOISSONS, droits divers, tabacs et poudres.	POSTES.	COUPES DE BOIS.	SALINES et MINES DE SEL de l'Est.	PRODUIT de LA FERME des jeux.	BÉNÉFICE de LA LOTERIE royale.	BÉNÉFICE sur LA FABRICATION des monnaies.	PRODUITS DIVERS.	RESSOURCES extraordinaires.	TOTAL GÉNÉRAL DES RECETTES sur les contributions et revenus publics.	OBSERVATIONS.
Manche	6,824,580f 20c	2,578,008f 75c	1,714,868f 90c	2,425,460f 72c	317,838f 98c	21,444f 35c	//	//	34,623f 75c	//	92,686f 04c	1,136,314c 82c	15,145,826f 51c	
Marne	4,782,520 61	2,408,038 61	//	1,899,150 69	379,959 80	754,514 17	//	//	48,400 05	//	189,371 01	2,767,681 44	13,229,636 38	
Marne (Haute)	3,131,295 82	1,201,218 42	//	862,038 81	196,827 25	431,518 05	//	//	//	//	323,458 04	642,237 22	6,788,593 61	
Mayenne	3,205,547 49	1,056,562 74	//	1,452,072 31	136,008 73	227 48	//	//	//	//	36,310 65	7,099,482 28	6,686,211 68	
Meurthe	3,989,948 43	1,978,184 44	//	5,988,008 79	356,547 51	909,473 74	//	//	63,865 20	//	101,329 05	3,666,151 77	17,053,508 93	
Meuse	3,506,901 77	1,436,632 46	23,156 38	1,192,570 59	220,501 93	538,154 71	//	//	//	//	128,042 46	2,025,583 62	9,071,543 92	
Morbihan	3,090,810 72	867,133 03	1,140,100 60	2,744,762 03	180,709 48	28,808 96	//	//	87,152 90	//	58,638 18	632,001 58	8,830,117 48	
Moselle	3,960,467 65	1,938,552 81	2,111,142 93	2,102,506 53	346,266 87	576,166 25	//	//	71,122 85	//	191,017 93	2,296,367 79	13,593,611 61	
Nièvre	2,914,868 37	1,458,243 60	//	1,014,633 30	195,988 18	47,974 31	//	//	//	//	43,833 10	581,215 65	6,256,756 51	
Nord	10,563,921 66	4,776,027 76	11,477,487 32	6,385,013 61	855,697 10	899,878 34	//	//	427,244 50	39,225f 83c	859,549 43	2,526,179 18	38,810,224 73	
Oise	6,176,026 80	3,532,016 41	//	1,948,879 30	297,664 46	561,655 41	//	//	26,192 90	//	73,985 58	1,383,875 98	14,000,296 84	
Orne	4,938,492 07	2,329,892 79	//	1,173,731 91	257,620 11	630,033 64	//	//	8,918	//	55,036 84	1,020,856 01	10,414,581 37	
Pas-de-Calais	7,119,230 92	3,462,714 29	1,905,084 52	3,875,962 77	530,777 80	231,650 29	//	//	327,204 10	//	194,163 15	1,166,584 82	18,813,372 66	
Puy-de-Dôme	5,256,465 97	2,584,456 78	//	1,057,365 49	290,990 98	15,232 50	//	//	22,452 90	//	44,281 23	785,950 42	10,057,196 27	
Pyrénées (Basses)	2,431,317 45	1,353,672 84	1,199,115 39	2,130,778 63	374,918 28	18,563 22	//	//	76,307 25	8,453 17	120,414 30	394,061 87	8,107,602 40	
Pyrénées (Hautes)	1,378,127 63	835,839 37	2,760 15	577,882 25	99,280 58	2,872 19	//	//	2,938 95	//	19,965 20	198,390 06	3,118,056 38	
Pyrénées-Orient	1,453,261 12	498,375 64	287,880 17	415,181 37	104,815 86	6,781 39	//	//	34,104 00	10,606 01	75,107 79	296,385 37	3,182,498 72	
Rhin (Bas)	4,942,622 58	2,671,286 64	2,507,399 10	1,680,986 91	465,452 53	474,620 69	//	//	217,262 20	18,545 67	140,428 93	1,668,807 61	14,787,412 86	
Rhin (Haut)	3,920,239 57	1,825,270 08	755,205 58	1,590,616 19	365,566 72	266,581 80	//	//	108,082 70	//	107,724 16	838,561 61	9,777,848 41	
Rhône	6,315,761 14	3,817,448 61	7,211,670 59	4,264,364 85	1,253,006 29	13 05	//	//	647,641 40	28,625 43	317,478 76	2,044,693 74	25,900,703 86	
Saone (Haute)	3,308,650 54	1,201,897 36	//	2,185,763 51	207,847 13	75,690 58	//	//	//	//	53,071 73	828,732 58	7,861,653 43	
Saone-et-Loire	5,870,295 81	2,362,375 50	//	958,006 49	343,978 60	488,836 53	//	//	33,878 15	//	81,500 70	1,347,181 81	11,486,053 59	
Sarthe	4,773,593 91	2,066,205 35	//	1,671,490 04	238,362 22	576,446 13	//	//	42,374 95	//	52,806 61	1,116,928 44	10,538,207 65	
Seine	26,487,644 62	25,140,947 45	3,338,130 52	22,404,800 35	8,827,155 36	579 08	//	//	6,297,420 75	135,334 78	759,163 66	2,201,012 37	95,592,188 94	
Seine-Inférieure	11,776,155 22	6,093,161 23	31,280,893 70	6,154,429 20	1,152,754 49	820,444 36	//	//	234,694 31	45,375 43	356,620 88	2,262,453 01	60,176,981 83	
Seine-et-Marne	6,035,057 41	2,709,564 10	//	2,228,900 17	346,771 24	218,557 63	//	//	26,134 15	//	70,288 21	1,253,481 90	12,888,754 81	
Seine-et-Oise	8,091,871 14	4,342,843 90	//	4,117,417 90	594,043 50	147,956 15	//	//	177,688 40	//	265,709 92	5,298,903 80	23,036,434 71	
Sèvres (Deux)	3,087,442 97	938,173 41	//	818,639 00	137,006 43	22,699 93	//	//	//	//	98,907 93	644,606 23	5,747,475 90	
Somme	6,994,693 32	3,119,252 57	1,557,895 33	2,515,573 90	396,400 62	78,792 39	//	//	87,261 30	//	155,745 92	1,279,232 90	16,184,848 25	
Tarn	3,668,828 20	1,266,615 74	//	685,175 44	135,778 83	131,260 88	//	//	//	//	26,229 05	529,566 96	6,443,455 10	
Tarn-et-Garonne	3,361,056 03	1,141,762 80	//	691,511 58	138,899 43	549 05	//	//	//	//	29,918 97	744,817 36	6,108,515 22	
Var	3,356,527 22	1,323,136 69	1,092,617 42	2,013,703 15	295,359 79	9,688 52	//	//	46,620 95	//	472,894 49	599,679 46	9,210,227 69	
Vaucluse	2,248,254 00	1,269,508 84	//	1,305,035 74	208,353 55	7,581 20	//	//	76,104 75	//	49,669 26	317,641 26	5,482,148 60	
Vendée	3,163,032 93	866,974 86	849,961 15	1,023,295 80	141,496 01	55,567 74	//	//	//	//	33,331 43	537,643 88	6,671,303 80	
Vienne	2,708,420 33	1,435,158 88	//	873,100 92	176,645 86	62,059 37	//	//	45,954 90	//	40,499 13	670,422 62	6,012,261 71	
Vienne (Haute)	2,239,233 67	1,286,533 39	//	976,902 12	202,437 95	//	//	//	//	11,858 18	44,683 80	341,958 31	5,103,607 42	
Vosges	2,859,130 20	1,352,728 11	//	1,023,028 79	185,816 85	985,892 62	//	//	//	//	73,674 18	685,586 74	7,165,857 49	
Yonne	4,141,210 68	1,906,436 82	//	1,044,549 24	240,300 11	450,796 55	//	//	//	//	169,152 44	3,392,478 59	11,344,924 43	
Armée de Morée	//	//	//	//	5,595 55	//	//	//	//	//	12,487 23	8,133 64	26,216 42	
Armée d'Afrique	//	//	//	//	36,808 55	//	//	//	//	//	933,856 51	64,251 85	1,034,916 91	
Armée du Nord	//	//	//	//	16,150 96	//	//	//	//	//	4,872 15	50,571 76	71,594 87	
Trésor public. *A ajouter*	//	//	//	//	80 20	168,537 03	1,652,635f 47c	5,500,000f 00c	//	//	12,285,281 54	270,841,332 98	287,050,790 81	
Trésor public. *A déduire*	//	560,567 00	1,153 66	//	//	//	//	//	2,835,355 75	//	//	//		
	367,391,053 48	178,497,726 03	151,806,696 88	162,835,278 60	33,340,319 79	16,682,885 48	1,652,635 47	5,500,000 00	8,993,963 79	408,636 61	22,535,668 07	356,927,927 69	1,306,572,791 89	

SUITE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

DÉVELOPPEMENT des Recettes effectuée pendant l'année 1832, sur l'Exercice 1832.

DÉPARTEMENTS.	CONTRIBUTIONS directes.	ENREGISTREMENT, timbre et domaines.	DOUANES et SELS.	BOISSONS, droits divers, tabacs et poudres.	POSTES.	COUPES DE BOIS.	SALINES et MINES DE SEL de l'Est.	PRODUITS de LA FERME des jeux.	BÉNÉFICE de LA LOTERIE royale.	BÉNÉFICE sur LA FABRICATION des monnaies et des médailles.	PRODUITS DIVERS.	RESSOURCES extraordinaires.	TOTAL GÉNÉRAL DES RECETTES sur les contributions et revenus publics.	OBSERVATIONS.
Ain	2,516,573f 02c	1,613,430f 96c	222,278f 59c	992,861f 79c	144,566f 43c	148,454f 66c	//	//	44,331f 75c	//	77,164f 31c	15,140f 31c	5,774,801f 82c	
Aisne	5,742,573 86	4,277,322 28	10,466 22	2,156,873 38	420,399 90	275,554 12	//	//	47,408 10	//	163,511 80	3,135,491 65	16,229,601 31	
Allier	2,270,773 13	1,641,362 85	//	757,265 82	185,459 93	156,294 38	//	//	//	//	31,742 08	497,846 60	5,540,744 79	
Alpes (Basses-)	1,121,393 35	584,217 87	28,673 50	425,612 36	68,047 21	3,014 83	//	//	//	//	25,106 41	9,726 58	2,265,792 11	
Alpes (Hautes-)	900,579 92	511,662 89	41,727 60	398,487 35	54,086 69	8,601 66	//	//	//	//	95,274 22	9,783 55	2,020,203 88	
Ardèche	1,753,085 60	1,479,735 19	//	776,302 78	152,834 80	11,735 26	//	//	//	//	71,344 58	9,569 05	4,254,607 26	
Ardennes	2,664,211 89	1,860,385 02	337,735 86	1,562,398 38	288,857 97	737,060 37	//	//	30,661 80	//	233,814 08	1,807,610 23	9,522,735 60	
Ariége	1,222,308 83	681,832 02	11,007 91	477,053 25	83,059 92	31,001 37	//	//	//	//	19,497 78	8,954 85	2,534,715 93	
Aube	2,863,066 85	1,837,873 45	//	1,035,501 59	238,359 18	551,801 51	//	//	25,983 35	//	43,348 67	96,999 35	6,692,933 95	
Aude	2,938,730 09	1,392,975 41	2,182,803 71	691,244 03	201,619 08	135,753 88	//	//	//	//	50,327 40	248,513 53	7,841,967 13	
Aveyron	2,492,816 40	1,383,247 32	//	639,111 59	128,304 16	4,829 78	//	//	//	//	27,754 11	387,056 11	5,063,119 47	
Bouches-du-Rhône	4,193,706 05	2,727,077 13	30,785,703 29	3,412,476 30	944,120 17	1,259 67	//	//	589,838 05	26,748 59	145,931 46	41,361 47	42,868,162 18	
Calvados	7,002,029 75	3,884,251 56	3,133,042 20	2,417,968 51	489,713 87	77,166 26	//	//	133,188 05	//	172,010 68	27,291 71	17,336,662 59	
Cantal	2,036,068 22	1,136,941 68	//	626,575 33	101,185 94	14,570 18	//	//	//	//	28,576 04	9,608 89	3,953,526 28	
Charente	3,238,154 94	1,658,495 33	//	806,881 71	177,123 33	24,457 73	//	//	//	//	110,778 59	399,154 67	6,415,046 30	
Charente-Inférieure	3,978,598 74	1,926,732 92	4,196,458 38	1,318,957 37	303,461 93	133 45	//	//	46,977 80	19,590 25	105,019 46	28,491 11	11,924,421 41	
Cher	1,838,359 82	1,094,276 85	//	749,515 30	133,755 09	156,896 40	//	//	29,441 35	//	90,919 13	704,451 52	4,797,615 46	
Corrèze	1,533,585 79	1,032,357 79	//	694,607 84	97,532 14	197 05	//	//	//	//	17,153 62	9,321 88	3,384,756 11	
Corse	358,387 45	239,482 05	262,269 24	//	49,528 26	6,974 81	//	//	//	//	44,548 46	15,813 13	977,003 40	
Côte-d'Or	5,018,926 63	2,506,694 11	//	1,699,634 92	371,492 59	1,378,158 49	//	//	65,025 25	//	146,846 70	2,124,208 80	13,310,987 51	
Côtes-du-Nord	3,053,139 40	1,371,554 57	903,994 05	3,458,899 57	188,752 93	27 80	//	//	//	//	74,664 77	15,015 45	9,066,048 54	
Creuse	1,226,196 89	1,106,439 11	//	605,642 25	88,904 22	26,761 17	//	//	//	//	28,558 23	139,335 45	3,221,837 32	
Dordogne	3,497,266 53	1,684,854 78	//	1,055,103 03	174,829 46	2,928 10	//	//	//	//	47,927 30	15,849 42	6,478,758 62	
Doubs	2,467,638 68	1,473,414 35	157,397 27	1,633,309 47	278,885 57	581,526 34	//	//	56,380 30	//	248,683 44	356,718 32	7,253,953 74	
Drôme	2,364,734 42	1,614,485 97	//	978,381 67	200,799 30	25,448 75	//	//	//	//	80,692 60	401,938 82	5,666,481 53	
Eure	5,820,655 10	3,305,246 28	//	1,888,049 38	356,897 41	372,975 56	//	//	22,143 35	//	87,480 10	17,229 74	11,870,676 92	
Eure-et-Loir	4,079,037 71	2,332,341 55	//	1,633,681 51	208,785 98	229,214 75	//	//	//	//	56,570 51	1,032,309 42	9,571,941 43	
Finistère	2,770,381 08	1,247,382 80	1,814,936 12	3,924,601 69	307,557 49	15,206 42	//	//	36,320 10	//	339,661 51	30,243 69	10,486,290 90	
Gard	3,248,598 97	2,091,869 17	2,933,069 61	1,734,602 37	338,295 88	21,542 52	//	//	54,962 40	//	71,929 33	192,716 70	10,687,586 95	
Garonne (Haute-)	4,221,975 13	2,626,068 23	1,945,143 21	1,765,109 96	536,964 74	102,656 46	//	//	147,834 15	19,291 11	124,009 97	1,368,262 82	12,857,315 78	
Gers	2,652,098 54	1,267,943 51	//	478,206 46	128,076 17	31,324 48	//	//	//	//	26,231 89	10,099 54	4,593,980 59	
Gironde	6,120,748 39	4,096,933 23	14,821,272 71	2,623,988 30	1,038,613 83	191 10	//	//	605,154 35	11,026 30	169,345 57	50,224 44	29,537,498 22	
Hérault	4,229,699 66	2,135,532 26	2,420,819 96	1,635,051 20	458,215 89	4,333 57	//	//	62,237 05	//	58,654 79	28,611 49	11,033,155 87	
Ille-et-Vilaine	3,682,592 69	1,792,840 25	1,170,107 44	3,195,071 43	342,483 63	112,173 66	//	//	92,521 50	//	63,054 76	35,344 07	10,486,789 43	
Indre	1,669,670 98	1,222,849 38	//	628,488 84	132,405 77	228,082 76	//	//	//	//	22,122 85	18,441 52	3,922,062 10	
Indre-et-Loire	2,974,905 70	1,972,143 98	//	1,195,129 44	260,634 44	189,567 62	//	//	50,999 10	//	38,559 44	20,801 59	6,702,741 31	
Isère	4,639,939 78	3,269,469 79	277,632 47	1,982,530 64	345,513 79	129,340 30	//	//	153,094 10	//	140,559 51	30,165 63	10,968,246 01	
Jura	2,477,321 91	1,503,964 05	39,990 18	1,878,522 87	204,730 41	684,070 10	//	//	33,693 90	//	90,803 28	317,946 62	7,231,043 32	
Landes	1,448,224 97	617,910 02	//	864,802 43	111,149 35	1,397 53	//	//	//	//	22,059 26	9,334 12	3,074,877 68	
Loire-et-Cher	2,401,005 05	1,430,346 37	//	969,306 81	171,038 52	413,313 87	//	//	//	//	30,261 66	10,799 60	5,426,071 88	
Loire	2,883,947 59	1,897,288 09	//	1,767,164 69	294,844 15	362 38	//	//	55,619 35	//	84,539 28	11,073 19	6,994,838 72	
Loire (Haute-)	1,676,532 67	1,204,389 23	//	525,698 23	89,422 05	6,720 66	//	//	//	//	22,817 15	8,151 04	3,533,731 03	
Loire-Inférieure	3,275,483 05	1,995,471 57	13,944,831 17	2,942,861 33	433,602 63	591 07	//	//	152,527 55	116,020 26	117,617 59	29,701 19	23,008,707 41	
Loiret	3,405,342 87	2,169,022 78	2,886,369 35	1,905,644 09	335,126 36	524,489 14	//	//	101,452 35	//	45,871 88	23,618 83	11,397,137 65	
Lot	2,046,363 73	952,089 65	//	522,203 68	100,854 67	//	//	//	//	//	63,222 85	11,368 37	3,696,102 95	
Lot-et-Garonne	3,495,689 17	1,724,228 54	//	930,478 21	188,019 28	958 25	//	//	//	//	27,910 41	17,040 77	6,384,324 63	
Lozère	934,070 39	575,018 91	//	237,755 12	51,086 00	217 42	//	//	//	//	11,736 69	7,067 47	1,816,952 00	
Maine-et-Loire	4,405,193 98	2,112,663 65	//	2,281,231 13	303,298 72	118,734 85	//	//	108,773 10	//	57,918 63	895,483 05	10,283,297 11	

SUITE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du *DÉVELOPPEMENT des Recettes effectuées pendant l'année 1832, sur l'Exercice 1832.*

DÉPARTEMENTS.	CONTRIBUTIONS directes.	ENREGISTREMENT, timbre et domaines.	DOUANES et SELS.	BOISSONS, droits divers, tabacs et poudres.	POSTES.	COUPES DE BOIS.	SALINES et MINES DE SEL de l'Est.	PRODUITS de LA FERME des jeux.	BÉNÉFICE de LA LOTERIE royale.	BÉNÉFICE sur LA FABRICATION des monnaies et des médailles.	PRODUITS DIVERS.	RESSOURCES extraordinaires.	TOTAL GÉNÉRAL DES RECETTES sur les contributions et revenus publics.	OBSERVATIONS.
Manche	5,847,182f 73c	2,578,469f 30c	1,740,966f 48c	2,611,401f 05c	321,052f 42c	221f 45c	//	//	50,029f 85c	//	168,954f 06c	1,150,541f 78c	14,468,819f 12c	
Marne	4,091,885 24	2,858,133 08	//	1,947,344 79	392,599 40	1,019,322 85	//	//	37,952 90	//	197,473 05	1,111,623 43	11,656,334 74	
Marne (Haute-)	2,670,283 38	4,393,926 92	//	885,299 88	198,414 93	439,722 31	//	//	//	//	119,409 52	146,038 68	8,853,095 62	
Mayenne	2,804,370 45	1,166,092 04	//	1,569,147 24	145,421 60	//	//	//	//	//	22,726 50	9,364 30	5,717,122 13	
Meurthe	3,418,638 44	2,425,113 66	//	4,864,613 23	362,438 25	1,026,644 38	//	//	98,288 55	//	135,396 98	1,386,707 02	13,717,840 51	
Meuse	2,950,050 39	2,476,923 11	24,528 37	1,194,379 37	230,246 09	979,370 37	//	//	//	//	97,348 16	23,552 49	7,976,398 35	
Morbihan	2,740,084 68	971,974 81	1,158,474 15	2,813,979 04	182,890 65	6,923 97	//	//	97,608 75	//	66,940 16	23,769 88	8,062,646 09	
Moselle	3,581,475 58	2,359,545 89	1,934,230 14	2,030,591 35	360,948 22	576,127 47	//	//	99,083 65	//	269,215 04	711,881 37	11,923,098 71	
Nièvre	2,473,996 33	1,520,509 88	//	1,002,174 25	204,588 37	322,319 18	//	//	//	//	595.634 28	336,931 50	6,456,153 79	
Nord	9,693.822 70	5,300,643 09	13,484,200 19	6,252,409 37	928,942 45	719,035 76	//	//	356,060 50	90,730f 91c	505,293 90	2,637,508 79	39,978,647 66	
Oise	5,225,914 70	3,757,362 94	//	1,897,230 18	321,241 47	777,787 35	//	//	25.326 80	//	50,169 52	297,221 50	12,352,254 46	
Orne	4,194,362 26	2,592.244 40	//	1,267,084 90	258,576 08	548,108 31	//	//	9,996 95	//	59,766 71	918,684 64	9,848,824 25	
Pas-de Calais	6,768,776 80	3,732,626 87	2,364,167 28	3,742.839 79	529,460 38	277,348 68	//	//	255,150 15	//	272,739 94	37,571 68	18,000,681 57	
Puy-de-Dôme	4,126,794 01	2,662,624 71	//	957,417 83	287.377 82	16,503 28	//	//	22,045 95	//	80,960 67	225,764 23	8,379,488 50	
Pyrénées (Basses-)	1,833,267 94	1,391,672 03	1,227,998 17	2,079,647 42	355,890 89	18,413 72	//	//	71,386 70	14,960 90	145,786 93	54,779 10	7,193,803 80	
Pyrénées (Hautes-)	1,087,840 20	800,198 37	2,604 29	592,853 23	99,685 86	10,014 22	//	//	3,707 35	//	47,294 68	80,293 56	2,724,491 76	
Pyrénées-Orientales	1,130,621 32	508,388 41	414,937 33	398,464 44	102,873 16	9,786 13	//	//	41,582 25	26,585 03	119,589 18	16,964 63	2,769,791 88	
Rhin (Bas-)	4,184,849 13	3,167,366 91	2,238,535 28	1,734,001 47	479,237 60	581,119 62	//	//	228,803 40	73,938 14	304,820 92	1,416,186 99	14,408,859 46	
Rhin (Haut-)	3,301,147 73	2,248,956 02	805,432 35	1,617,420 77	381,904 28	420,738 35	//	//	184,468 80	//	185,689 71	226,970 60	9,372,728 61	
Rhône	5,137,088 43	4,312,958 64	7,742,100 69	4,435,079 57	1,295,362 62	33 30	//	//	721,081 15	69,399 42	137,698 48	46,931 27	23,897,733 57	
Saone (Haute-)	2,823,509 42	1,470 677 45	//	1,414,060 48	206,661 02	258,675 97	//	//	//	//	54.173 69	166,308 91	6,394,066 94	
Saone-et-Loire	4,839,746 32	2,658,725 31	//	2,320,677 29	352,294 47	533,380 31	//	//	32,772 95	//	56,692 24	293,783 33	11,088,072 22	
Sarthe	4,052,299 14	2,160,548 01	//	1,723,036 44	244,964 48	298,567 72	//	//	36,016 00	//	80,740 46	172,842 00	8,769,014 25	
Seine	21,276,796 74	24,697,406 55	2,852,855 70	20,631,262 90	8,665,115 86	421 74	//	//	9,314,010 31	161,708 11	1,081,887 02	59,350 69	88,740,815 62	
Seine-Inférieure	10,298,275 81	6,650,460 86	35,194,708 65	6,146.207 11	1,212,326 59	763,358 03	//	//	246,798 30	29,671 33	367,401 10	924,598 69	61,833,806 47	
Seine-et-Marne	5,307,084 19	3,111,311 41	//	2,208,707 75	370,498 88	302,549 86	//	//	28,379 65	//	87,758 14	2,901,771 60	14,318,061 48	
Seine-et-Oise	7,203,590 72	4,848,081 86	//	4.156,643 06	655,581 08	441,383 80	//	//	309,126 75	//	168,307 81	802,427 09	18,585.142 17	
Sèvres (Deux-)	2,541,183 03	1,110.933 01	//	879,792 67	138,843 62	77,763 37	//	//	//	//	46,793 79	545,868 42	5.341,177 91	
Somme	6,344.017 86	3,209,312 96	1,630,277 92	2,396,364 52	411,325 81	218,701 65	//	//	96,452 05	//	103,150 76	177,984 46	14,587,587 99	
Tarn	2,956,138 00	1,421,103 47	//	696,484 25	137,145 20	120,862 69	//	//	//	//	44,931 42	548,862 42	5,925,527 45	
Tarn-et-Garonne	2,780,467 24	1,197,296 13	//	731,848 13	132,215 88	44,281 30	//	//	//	//	32,555 73	1,324,375 83	6,243,040 24	
Var	2,891,777 56	1,507,155 10	1,520,420 32	1,976,043 12	298,605 58	26,806 36	//	//	64,727 10	//	286,550 70	52,959 40	8,625,045 24	
Vaucluse	1,934,190 78	1,552,711 07	//	1,307,573 63	221,904 01	4,753 25	//	//	101,711 55	//	54,261 74	43,507 01	5,220,613 04	
Vendée	2,493,180 89	1,057,400 29	829,429 86	1,072,450 47	144,200 95	11,765 68	//	//	//	//	17,578 09	11,942 80	5,637,949 03	
Vienne	2,052,835 51	1,533,835 59	//	898,152 80	174,699 85	61,700 81	//	//	37,895 95	//	100,558 88	312,451 69	5,172,131 08	
Vienne (Haute-)	1,617,256 00	1,307,847 89	//	1,049,147 98	201,793 62	//	//	//	//	55,526 97	28,814 41	18.824 04	4,279,210 91	
Vosges	2,501,768 06	1,682,898 68	//	1,029,949 26	187,102 63	1,113,783 51	//	//	//	//	86,987 45	861,084 18	7,463,573 77	
Yonne	3,528,645 75	2,155,629 32	//	1,065,958 79	256,370 86	674,824 62	//	//	//	//	114377 24	885,600 52	8,681,407 10	
							//			//				
Armée de Morée	//	//	//	//	4,808 55	//		//	//		33,561 25	4,083 85	42,453 65	
Armée d'Afrique	//	//	//	//	44,807 17	//	//	//	//	//	1,822,638 52	27,651 15	1,895,096 84	
Armée du Nord	//	//	//	//	15,663 95	//	//	//	//	//	7,005 23	8,815 57	31,484 75	
Brigade d'Ancône	//	//	//	//	1,936 41	//	//	//	//	//	441 57	668 47	3,046 45	
Trésor public { à ajouter.	//	//	//	//	//	//	1,427,889 78	5,041,666 66	//	//	11,140,025 81	11,515,482 99	24,718,110 69	
Trésor public { à déduire.	//	//	//	//	80 00	//	//	//	4,210,901 00	195,973 47	//	//		
	307,557,600 84	198,843,182 79	159,693,597 21	162,478,585 22	33,821,436 24	20,261,193 86	1,427,889 78	5,041,666 66	11,106,131 46	519,223 85	23,354,836 27	47,211,759 90	971,317,104 00	

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

DÉVELOPPEMENT des Recettes effectuées pendant l'année 1832, sur l'Exercice 1833.

DÉPARTEMENTS.	BOISSONS, droits divers, tabacs et poudres.	PRODUITS divers.	TOTAL.	DÉPARTEMENTS.	BOISSONS, droits divers, tabacs et poudres.	PRODUITS divers.	TOTAL.
Ain	1,197f 18c	//	1,197f 18c	Manche	7f 48c	//	7f 48c
Aisne	184 05	//	184 05	Marne	25 99	//	25 99
Allier	56 76	//	56 76	Marne (Haute-)	1 10	//	1 10
Alpes (Basses-)	//	//	//	Mayenne	//	//	//
Alpes (Hautes-)	//	//	//	Meurthe	719 69	//	719 69
Ardèche	//	//	//	Meuse	80 26	//	80 26
Ardennes	103 87	//	103 87	Morbihan	55 85	//	55 85
Ariége	6 33	//	6 33	Moselle	2,516 56	//	2,516 56
Aube	45 43	//	45 43	Nièvre	649 04	//	649 04
Aude	//	//	//	Nord	4,400 76	//	4,400 76
Aveyron	29 23	//	29 23	Oise	346 51	//	346 51
Bouches-du-Rhône	123 69	//	123 69	Orne	111 61	//	111 61
Calvados	15 27	//	15 27	Pas-de-Calais	138 17	//	138 17
Cantal	496 68	//	496 68	Puy-de-Dôme	21 31	//	21 31
Charente	00 43	//	00 43	Pyrénées (Basses-)	4 45	//	4 45
Charente-Infér	2 85	//	2 85	Pyrénées (Hautes-)	//	//	//
Cher	5 77	//	5 77	Pyrénées-Orient	8 25	//	8 25
Corrèze	42 68	//	42 68	Rhin (Bas-)	79 90	//	79 90
Corse	//	//	//	Rhin (Haut-)	25 52	//	25 52
Côte-d'Or	38 63	//	38 63	Rhône	528 83	//	520 83
Côtes-du-Nord	29 87	//	29 87	Saone (Haute-)	17 83	//	17 83
Creuse	00 60	//	00 60	Saone-et-Loire	13 16	//	13 16
Dordogne	00 76	//	00 76	Sarthe	00 04	//	00 04
Doubs	33 07	//	33 07	Seine	228 47	//	228 47
Drôme	2 00	//	2 00	Seine-Inférieure	1,872 73	//	1,872 73
Eure	9 50	//	9 50	Seine-et-Marne	834 66	//	834 66
Eure-et-Loir	14 06	//	14 06	Seine-et-Oise	223 53	//	223 53
Finistère	16 64	//	16 64	Sèvres (Deux-)	16 76	//	16 76
Gard	2 38	//	2 38	Somme	74 60	//	74 60
Garonne (Haute-)	4 87	//	4 87	Tarn	17 15	//	17 15
Gers	19 80	//	19 80	Tarn-et-Garonne	1 46	//	1 46
Gironde	60 98	//	60 98	Var	121 44	//	121 44
Hérault	1,060 26	//	1,060 26	Vaucluse	10 22	//	10 22
Ille-et-Vilaine	13 94	//	13 94	Vendée	2 58	//	2 58
Indre	124 03	//	124 03	Vienne	11 52	//	11 52
Indre-et-Loire	2 64	//	2 64	Vienne (Haute-)	5 50	//	5 50
Isère	//	//	//	Vosges	40 11	//	40 11
Jura	18 81	//	18 81	Yonne	1 18	//	1 18
Landes	00 94	//	00 94				
Loire-et-Cher	24 73	//	24 73				
Loire	2 47	//	2 47	Trésor public		378,375f 96c	378,375 96
Loire (Haute-)	6 70	//	6 70				
Loire-Inférieure	129 74	//	129 74				
Loiret	172 66	//	172 66				
Lot	//		//				
Lot-et-Garonne	00 26		00 26				
Lozère	6 95		6 95				
Maine-et-Loire	113 12		113 12	TOTAUX	17,434 85	378,375 96	395,810 81

COMPTE

DES

DÉPENSES PUBLIQUES,

POUR L'ANNÉE 1832.

NOTE

Sur le Compte des Dépenses publiques.

Dans le compte des contributions et revenus publics, qui précède, on a détaillé par branche principale de revenus les différentes ressources dont se compose le budget des recettes de l'État. Dans le compte des dépenses publiques qui suit, on fait connaître, par division principale de services, les diverses natures de dépenses représentant les besoins généraux de l'État. Ces deux comptes servent ainsi de développement au compte des budgets qui a pour destination de retracer l'exécution des lois annuelles de finances en opposant les recettes réalisées aux évaluations qui les ont prévues, et les dépenses effectuées, aux crédits qui les ont autorisées.

Les dépenses de chaque exercice sont classées dans le compte des dépenses publiques, selon les distributions législatives du budget, SAVOIR :

Dette publique comprenant les rentes perpétuelles, le fonds d'amortissement, la dette viagère, les pensions, les intérêts des cautionnements et de la dette flottante.

Dotations, titre sous lequel sont réunis la liste civile, les dépenses des deux Chambres, et le supplément à la dotation de la Légion d'honneur.

Dépenses générales des services publics, divisées par département ministériel.

Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus présentant la distinction de chaque nature d'impôts.

Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes indiquant les revenus auxquels s'appliquent les dépenses de cette espèce.

Les tableaux du compte des dépenses publiques formés, d'après ces divisions principales, énoncent les dépenses par chapitre spécial du budget. Pour les détails par article, ainsi que pour les développements administratifs que comporte chaque nature de service, il est nécessaire de se reporter aux comptes que, comme ordonnateurs, les Ministres publient à chaque session des Chambres pour justifier l'emploi des fonds mis à leur disposition par la loi de finances.

Chacun de ces tableaux fait connaître :

1° Les dépenses résultant des services faits, c'est-à-dire, les droits constatés à la charge de l'État et au profit de ses créanciers.

2° Les payements effectués sur les ordonnances des Ministres avec la distinction de l'année pendant laquelle ils ont eu lieu.

3° Les annulations de payements constatées pour fonds reversés dans les caisses du Trésor public d'après les ordres des Ministres, pour remboursements d'avances concernant d'autres ministères, et pour changements d'imputation dont la cour des Comptes est appelée à reconnaître la régularité.

4° Enfin les dépenses qui sont restées à payer, soit à la clôture de l'expiré, soit à l'expiration de la première année de l'exercice courant.

Le compte des dépenses publiques fait connaître les agents administratifs qui liquident les droits au profit des créanciers de l'État, et les comptables qui effectuent le payement de ces droits.

Il est précédé d'un tableau général qui récapitule les développements placés à la suite pour chaque branche de service, et dont on va résumer les résultats par exercice.

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1831.

Les dépenses ordonnancées par les Ministres, à la charge de cet exercice, se sont élevées à 1,220,886,400 69.

SAVOIR :

Dette inscrite		298,609,279 73
Fonds d'amortissement		43,093,621 00
Liste civile		17,910,847 43
Chambre des Pairs		700,000 00
Chambre des Députés		630,000 00
Légion d'honneur		3,476,299 00
Dettes de l'ancienne liste civile		2,998,399 46
Dépenses générales des services publics		681,079,816 15
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts		120,160,872 62
Remboursements, restitutions, non-valeurs et primes		52,227;265 30
TOTAL		1,220,886,400 69
Sur cette somme il a été payé par le Trésor public antérieurement au 1er janvier 1832	1,057,140,518 24	
Pendant l'année 1832	163,429,719 03	
A déduire, les annulations résultant des reversements de fonds, des recouvrements d'avances et des changements d'imputation	5,959,262 80	
	157,470,456 23	
		1,214,610,974 47
DÉPENSES restant à payer à la clôture de l'exercice 1831		6,275,426 22

SAVOIR :

Dépenses départementales à imputer sur les fonds spéciaux qui leur ont été affectés et qui sont reportés en somme égale, avec la même destination, de l'exercice 1831 à l'exercice 1833. (*Voir* page 233)	4,827,708 82	6,275,426 22
Dépenses générales qui seront payées sur les crédits des budgets des exercices courants, en exécution de l'ordonnance royale du 14 septembre 1822	1,447,717 40	

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1832.

Les dépenses constatées par les Ministres sur cet exercice, et dont ils ont déjà ordonnancé la plus grande partie, montent à 1,190,748,226 fr. 21 cent.

SAVOIR :

Dette inscrite	304,711,867 33
Fonds d'amortissement	43,276,560 00
Liste civile	13,000,000 00
Chambre des Pairs	608,000 00
Chambre des Députés	565,333 00
Légion d'honneur	3,371,084 00
Dépenses générales des services publics	649,684,311 03
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts	115,196,731 17
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	60,334,339 68
TOTAL	1,190,748,226 21

Les payements faits par le Trésor public jusqu'au 1er janvier 1833 ne s'élèvent qu'à 1,018,718,231 26.

SAVOIR :

Payements antérieurs au 1er janvier 1832		4,909,340 45	
Payements de l'année 1832	1,016,122,704 75		
A déduire, les annulations résultant des reversements de fonds, des recouvrements d'avances et des changements d'imputation	2,313,813 94		
		1,013,808,890 81	
			1,018,718,231 26
Il restait par conséquent à payer au 1er janvier 1833			172,029,994 95

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1833.

Les payements faits sur cet exercice se rapportent à des services dont quelques parties se soldent par anticipation avant l'ouverture de l'exercice, comme le semestre au 22 décembre de la dette viagère, le trimestre payable à la même époque des pensions civiles et ecclésiastiques, les dépenses de la solde pour la guerre et la marine, les envois de fonds pour les services militaires aux colonies, &c. Ces divers payements s'élèvent ensemble à 3,582,499 fr. 20 cent.

DÉPENSES DES PONTS, CANAUX ET TRAVAUX DIVERS SOUMISSIONNÉS.

Les dépenses de cette nature, constatées jusqu'au 1er janvier 1833, montent à 139,394,950f 01c
Elles sont imputables sur le produit des emprunts faits aux compagnies soumissionnaires des ponts, canaux et travaux divers adjugés en vertu de diverses lois spéciales, ci..... 139,394,950 01

Il a été payé par le Trésor public antérieurement au 1er janvier 1832..... 132,024,960 19
Pendant l'année 1832..... 6,898,111 81
138,923,072 00

Et les dépenses restant à payer au 1er janvier sont de..... 471,878 01

D'après les résultats qui viennent d'être exposés, les payements de toute nature effectués sur les dépenses publiques pendant l'année 1832 s'élèvent à une somme totale de 1,181,759,958 05.

SAVOIR :

	EXERCICE 1831.	EXERCICE 1832.	EXERCICE 1833.
Dette inscrite.....	25,588,653 46	275,190,179 89	1,679,280 36
Fonds d'amortissement.....	//	43,276,560 00	//
Liste civile.....	//	13,000,000 00	//
Chambre des Pairs.....	16,666 67	608,000 00	//
Chambre des Députés.....	//	565,333 00	//
Légion d'honneur.....	3,476,299 00	1,550,000 00	//
Dettes de l'ancienne liste-civile.....	771,795 37	//	//
Dépenses générales des services publics.....	97,982,156 55	531,360,653 93	1,903,168 92
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts.	13,918,274 73	101,348,593 61	//
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	15,716,610 45	46,909,570 38	49 92
	157,470,456 23	1,013,808,890 81	3,582,499 20

Payements sur le service spécial des ponts, canaux et travaux divers soumissionnés.....	1,174,861,846 24
	6,898,111 81
TOTAL.....	1,181,759,958 05

Ces payements sont portés en dépense dans le tableau général des opérations de l'administration

des finances pendant l'année 1832 (page 19), et ils se trouvent développés par département, pages 27 et 29.

Trois tableaux, développés par département et par branche de service, font connaître, savoir:

Le premier, l'ensemble des payements effectués pendant les années 1830, 1831 et 1832, sur l'exercice 1831, tels qu'ils sont portés dans le compte réglementaire et définitif du budget de cet exercice (page 230).

Le second, le montant des payements effectués sur l'exercice 1832, pendant les années 1831 et 1832, et employés dans la situation provisoire de cet exercice arrêtée au 1er janvier 1833 [page 290].

Et enfin le troisième, les payements faits par anticipation pendant l'année 1832, sur l'exercice 1833. Voir (page 297).

TABLEAU indiquant les Agents administratifs qui liquident les droits au profit des créanciers de l'État, et les Comptables qui effectuent le payement de ces droits.

DÉPENSES ET SERVICES.	AGENTS ADMINISTRATIFS QUI LIQUIDENT LES DROITS au profit des créanciers de l'État.	COMPTABLES QUI EFFECTUENT LE PAYEMENT des droits liquidés.
Liste civile	Somme fixe déterminée par la loi	Payeurs du Trésor.
Chambre des Pairs	Administration centrale des finances	*Idem.*
Chambre des Députés	*Idem*	*Idem.*
Légion d'Honneur	*Idem*	*Idem.*
Dette perpétuelle	*Idem*	*Idem.*
Fonds d'amortissement	*Idem*	*Idem.*
Intérêts de cautionnements	*Idem*	*Idem.*
Dette flottante	*Idem*	Receveurs des finances et caissier du Trésor.
Dette viagère	*Idem*	Payeurs du Trésor.
Pensions	*Idem*	*Idem.*
DÉPENSES DES MINISTÈRES.		
Justice	Administration centrale du ministère et préfets des départements.	Payeurs du Trésor et receveurs de l'enregistrement.
Affaires étrangères	Administration centrale du ministère	Payeurs du Trésor.
Instruction publique	Administration centrale du ministère et préfets des départements.	*Idem.*
Intérieur et cultes	*Idem*	*Idem.*
Commerce et travaux publics	*Idem*, agents du service des ponts et chaussées et préfets des départements.	*Idem.*
Guerre	Administration centrale du ministère, intendances militaires et directeurs des services spéciaux.	*Idem.*
Marine	Administration centrale du ministère et administration locale dans les ports.	*Idem.*
Finances	Administration centrale des finances et préfets des départements.	Payeurs, receveurs généraux et caissier du Trésor.
FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS.		
Contributions directes	Administration centrale des finances et préfets des départements.	Receveurs des finances et payeurs du Trésor.
Enregistrement, timbre et domaines	——— et directeurs des départements	Receveurs de l'enregistrement et payeurs du Trésor.
Forêts	——— et agents forestiers	Receveurs des finances et payeurs du Trésor.
Douanes	——— et directeurs des douanes	——— des douanes et payeurs du Trésor.
Contributions indirectes	——— et directeurs locaux	——— des contribut. indirectes et payeurs du Trésor.
Tabacs	——— *idem*	*Idem.*
Postes	——— et inspecteurs locaux	Directeurs des postes et payeurs du Trésor.
Loterie	——— *idem*	Receveurs de la loterie et payeurs du Trésor.
Salines de l'Est	——— *idem*	Payeurs du Trésor.
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
Restitutions sur les contributions directes	Administration centrale, préfets et directeurs des départements.	Receveurs généraux des finances et payeurs du du Trésor.
Restitutions de sommes indûment reçues	Administration centrale des finances, et agents liquidateurs des divers impôts.	Receveurs des finances.
Restitutions de produits d'amendes et confiscations.	Administration *idem*.	*Idem.*
Primes à l'exportation des marchandises	——— et directeurs des douanes	Receveurs des douanes.
Escompte sur le droit de consommation des sels.	——— *idem*	*Idem.*

DÉPENSES PUBLIQUES.

ÉTAT GÉNÉRAL DES DROITS CONSTATÉS, des Payements effectués, et des Restes à payer sur les Exercices 1831, 1832 et 1833, au 1er Janvier 1833.

PAGES de renvoi des états de développements.	NATURE DES DÉPENSES.	DROITS CONSTATÉS AU PROFIT DES CRÉANCIERS DE L'ÉTAT, au 1er Janvier 1833.				PAYEMENTS EFFECTUÉS.			RESTE À PAYER sur les dépenses à la clôture de l'exercice.	OBSERVATIONS.
		antérieurement au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Droits constatés.	Opérations de l'année 1832. Annulation de droits constatés.	TOTAL au 1er janvier 1833.	antérieurement au 1er janvier 1832.	pendant l'année 1832.	TOTAL au 1er janvier 1833.		
					EXERCICE 1831.					
92	Dette consolidée	206,946,813. 00	298,890 10	//	207,245,703 10	199,850,168 90	7,395,534 20	207,245,703 10	//	
92	Emprunt national. (Intérêt des obligations du Trésor remises aux souscripteurs de cet emprunt.)	500,000 00	//	83,622 50	416,377 50	309,012 50	107,365 00	416,377 50	//	
92	Fonds d'amortissement	43,093,621. 00	//	//	43,093,621. 00	43,093,621 00	//	43,093,621 00	//	
92	Intérêts de cautionnements	9,179,151. 90	//	//	9,179151 90	9,179,151 90	//	9,179,151 90	//	
92	Dette flottante	15,410,000. 00	//	2,044 25	15,407,955 75	12,466,919 13	2,941,036 62	15,407,955 75	//	
92	Dette viagère	6,550,000. 00	//	199,062 24	6,350,937 76	5,799,094 70	551,843 06	6,350,937 76	//	
92	Pensions	60,650,000. 00	//	640,846 28	60,009,153 72	45,192,175 63	14,592,874 58	59,785,050 21	224,103 51	
92	Liste civile	17,910,847. 43	//	//	17,910,847. 43	17,910,847 43	//	17,910,847 43	//	
92	Chambre des Pairs	700,000. 00	//	//	700,000. 00	683,333 33	16,666 67	700,000 00	//	
92	Chambre des Députés	630,000. 00	//	//	630,000. 00	630,000 00	//	630,000 00	//	
92	Légion d'honneur	3,211,945. 00	264,354 00	//	3,476,299 00	//	3,476,299 00	3,476,299 00	//	
92	Dettes de l'ancienne liste civile	3,000,000. 00	//	1,600 54	2,998,399 46	2,186,978 06	771,795 37	2,958,773 43	39,626 03	
94	Dépenses générales des services publics. Justice	19,679,254. 00	//	//	19,562,431. 19	18,271,440 88	1,285,474 45	19,556,915 33	5,515 86	
96	Affaires étrangères	8,910,000. 00	//	116,822. 81	8,627,954. 57	6,534,703 55	2,091,628 66	8,626,332 21	1,622 36	
98	Instruction publique et cultes	37,579,700. 00	//	281,045. 43	37,114,688 18	26,397,526 74	10,568,399 83	36,965,926 57	148,761 61	
100	Intérieur	10,138,000. 00	//	465,011. 82	9,617,089 69	8,870,431 46	740,559 83	9,610,991 29	6,098 40	
102 et 104	Commerce et travaux publics	124,644,577. 00	//	520,910. 31	124,361,223 92	92,872,532 66	26,942,637 50	119,815,170 16	4,546,053 76	
106	Guerre	391,491,000. 00	//	283,353 08	387,043,880 62	348,193,822 52	38,431,031 80	386,624,854 32	419,026 30	
108	Marine	71,120,800. 00	711,737. 56	4,447,119 38	71,832,537 56	59,035,758 33	12,326,514 38	71,362,272 71	470,264 85	
110	Finances	23,070,571. 00	//	//	22,920,010 42	17,040,222 77	5,595,910 10	22,636,132 87	283,877 55	
112	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus	120,571,961. 39	//	150,560 58	120,160,872 62	106,226,517 37	13,918,274 73	120,144,792 10	16,080 52	
114	Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	50,649,100. 73	1,578,164 57	411,088 77	52,227,265 30	36,396,259 38	15,716,610 45	52,112,869,83	114,395 47	
		1,225,637,342. 45	2,853,146 23	7,604,087 99	1,220,886,400 69	1,057,140,518 24	157,470,456 23	1,214,610,974 47	6,275,426 22	
			4,750,941 76							

DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite de l'*ÉTAT GÉNÉRAL DES DROITS CONSTATÉS, des Payements effectués, et des Restes à payer sur les Exercices* 1831, 1832 *et* 1833, *au* 1er Janvier 1833.

PAGES de renvoi des états de développements.	NATURE DES DÉPENSES.	DROITS CONSTATÉS AU PROFIT DES CRÉANCIERS DE L'ÉTAT, au 1er Janvier 1833. — antérieurement au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. — Droits constatés.	Annulation de droits constatés.	TOTAL au 1er janvier 1833.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — antérieurement au 1er janvier 1832.	pendant l'année 1832.	TOTAL au 1er janvier 1833.	RESTE À PAYER sur les dépenses au 1er janvier 1833.	OBSERVATIONS.
					EXERCICE 1832.					
93	Dette consolidée	"	215,022,168 00	"	215,022,168 00	"	207,623,318 85	207,623,318 85	7,398,849 15	
93	Emprunt national. (Intérêts des obligations du Trésor remises aux souscripteurs de cet emprunt.)	"	748,505 00	"	748,505 00	"	748,505 00	748,505 00	"	
93	Fonds d'amortissement	"	43,276,560 00	"	43,276,560 00	"	43,276,560 00	43,276,560 00	"	
93	Intérêts de cautionnements	"	8,995,549 77	"	8,995,549 77	"	8,995,549 77	8,995,549 77	"	
93	Dette flottante	"	14,750,000 00	"	14,750,000 00	"	11,030,101 65	11,030,101 65	3,719,898 35	
93	Dette viagère	871,936 90	5,808,109 94	"	6,680,046 84	871,936 90	4,561,063 91	5,433,000 81	1,247,046 03	
93	Pensions	1,103,392 15	57,412,205 57	"	58,515,597 72	1,103,392 15	42,231,640 71	43,335,032 86	15,180,564 86	
93	Liste civile	"	13,000,000 00	"	13,000,000 00	"	13,000,000 00	13,000,000 00	"	
93	Chambre des Pairs	"	608,000 00	"	608,000 00	"	608,000 00	608,000 00	"	
93	Chambre des Députés	"	565,333 00	"	565,333 00	"	565,333 00	565,333 00	"	
93	Légion d'honneur	"	3,371,084 00	"	3,371,084 00	"	1,550,000 00	1,550,000 00	1,821,084 00	
95	Dépenses générales des services publics. — Justice	"	18,999,619 58	"	18,999,619 58	"	17,684,551 68	17,684,551 68	1,315,067 90	
97	Affaires étrangères	"	7,237,800 00	"	7,237,800 00	"	5,640,823 46	5,640,823 46	1,596,976 54	
99	Instruction publique	"	3,004,950 00	"	3,004,950 00	"	1,918,045 41	1,918,045 41	1,086,904 59	
101	Intérieur et cultes	"	46,272,297 00	"	46,272,297 00	"	34,101,530 24	34,101,530 24	12,170,766 76	
103 et 105	Commerce et travaux publics	"	141,670,894 00	"	141,670,894 00	"	101,748,313 35	101,748,313 35	39,922,580 65	
107	Guerre	101,804 18	341,279,404 54	"	341,381,208 72	101,804 18	303,294,170 18	303,395,974 36	37,985,234 36	
109	Marine	2,010,173 30	63,464,793 70	"	65,474,967 00	2,010,173 30	48,978,962 70	50,989,136 00	14,485,831 00	
111	Finances	814,033 92	24,828,540 81	"	25,642,574 73	814,033 92	17,994,256 91	18,808,290 83	6,834,283 90	
113	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus	8,000 00	115,188,731 17	"	115,196,731 17	8,000 00	101,348,593 61	101,356,593 61	13,840,137 56	
115	Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	"	60,334,339 68	"	60,334,339 68	"	46,909,570 38	46,909,570 38	13,424,769 30	
		4,909,340 45	1,185,838,885 76	"	1,190,748,226 21	4,909,340 45	1,013,808,890 81	1,018,718,231 26	172,029,994 95	

SUITE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite de l'*ÉTAT GÉNÉRAL DES DROITS CONSTATÉS, des Payements effectués et des Restes à payer sur les Exercices* 1831, 1832 *et* 1833, *au* 1er Janvier 1833.

PAGES de renvoi des états de développements.	NATURE DES DÉPENSES.	DROITS CONSTATÉS AU PROFIT DES CRÉANCIERS DE L'ÉTAT, au 1er Janvier 1833.				PAYEMENTS EFFECTUÉS.			RESTE À PAYER sur les dépenses au 1er janvier 1833.	OBSERVATIONS.
		antérieurement au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Droits constatés.	Opérations de l'année 1832. Annulation de droits constatés.	TOTAL au 1er janvier 1833.	antérieurement au 1er janvier 1832.	pendant l'année 1832.	TOTAL au 1er janvier 1833.		
					EXERCICE 1833.					
116	Dette inscrite	"	1,679,280 36	"	1,679,280 36	"	1,679,280 36	1,679,280 36	"	
	Dépenses générales des services publics	"	1,997,825 59	"	1,997,825 59	"	1,903,218 84	1,903,218 84	94,606 75	
		"	3,677,105 95	"	3,677,105 95	"	3,582,499 20	3,582,499 20	94,606 75	
					PONTS, CANAUX ET TRAVAUX DIVERS.					
117	Dépenses sur le service spécial des ponts, canaux et travaux divers soumissionnés	132,721,218 50	6,673,731 51	"	139,394,950 01	132,024,960 19	6,898,111 81	138,923,072 00	471,878 01	
					RÉCAPITULATION.					
	EXERCICE 1831	1,225,637,342 45	"	4,750,941 76	1,220,886,400 69	1,057,140,518 24	157,470,456 23	1,214,610,974 47	6,275,426 22	
	—— 1832	4,909,340 45	1,185,838,885 76	"	1,190,748,226 21	4,909,340 45	1,013,808,890 81	1,018,718,231 26	172,029,994 95	
	—— 1833	"	3,677,105 95	"	3,677,105 95	"	3,582,499 20	3,582,499 20	94,606 75	
	PONTS, canaux et travaux divers soumissionnés	132,721,218 50	6,673,731 51	"	139,394,950 01	132,024,960 19	6,898,111 81	138,923,072 00	471,878 01	
		1,363,267,901 40	1,196,189,723 22	4,750,941 76	2,554,706,682 86	1,194,074,818 88	1,181,759,958 05	2,375,834,776 93	178,871,905 93	
			1,191,438,781 46							

SUITE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

DETTE PUBLIQUE. — DOTATIONS.

EXERCICE 1831.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Payements.	Opérations de l'année 1832. Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
DETTE PUBLIQUE						
Dette consolidée — 5 p. o/o	167,248,936 60	165,235,537 90	2,013,398 70	//	167,248,936 60	//
Dette consolidée — 4 1/2 p. o/o	1,028,202 50	1,026,064 00	2,138 50	//	1,028,202 50	//
Dette consolidée — 4 p. o/o	3,134,330 00	3,096,492 50	37,837 50	//	3,134,330 00	//
Dette consolidée — 3 p. o/o	35,834,234 00	30,492,074 50	5,342,159 50	//	35,834,234 00	//
Emprunt national au pair. (*Intérêts des obligations du trésor remises aux souscripteurs de cet emprunt,*)	416 377 50	309,012 50	107,365 00	//	416;377 50	//
Fonds d'amortissement	43,093,621 00	43,093,621 00	//	//	43,093,621 00	//
Cautionnements (Intérêts de)	9,179,151 90	9,179,151 90	250,995 04	250,995 06	9,179,151 90	//
Dette flottante	15,407,955 75	12,466,919 13	2,944,711 79	3,675 17	15,407,955 75	//
Dette viagère	6,350,937 76	5,799,094 70	551,843 06	//	6,350,937 76	//
Pensions — de la Pairie	1,902,244 30	1,728,672 15	173,572 15	//	1,902,244 30	//
Pensions — Civiles	1,727,428 28	1,697,102 84	30,325 44	//	1,727,428 28	//
Pensions — A titre de récompenses nationales	879,269 65	400,000 00	479,269 65	//	879,269 65	//
Pensions — Militaires	44,412,139 23	32,355,235 77	12,056,903 46	//	44,412,139 23	//
Pensions — Ecclésiastiques	4,831,272 50	4,804,219 57	27,052 93	//	4,831,272 50	//
Pensions — de Donataires	1,503,464 98	988,704 80	514,760 18	//	1,503,464 98	//
Pensions — de l'ancienne Liste civile	2,100,000 00	990,646 04	892,223 59	//	1,882,869 63	217,130 37
Pensions — Subvention aux fonds de retraite des ministères	2,653,334 78	2,227,594 46	418,967 18	200 30	2,646,361 64	6,973 14
	341,702,900 73	315,890,143 76	25,843,523 69	254,870 23	341,478,797 22	224,103 51
			25,588,653 46			
DOTATIONS.						
Liste civile	17,910,847 43	17,910,847 43	//	//	17,910,847 43	//
Chambre des Pairs	700,000 00	683,333 33	16,666 67	//	700,000 00	//
Chambre des Députés	630,000 00	630,000 00	//	//	630,000 00	//
Légion d'honneur (Supplément à sa dotation)	3,476,299 00	//	3,476,299 00	//	3,476,299 00	//
Dettes de l'ancienne Liste civile. (*Loi du 15 mars 1831*)	2,998,399 46	2,186,978 06	771,795. 37	//	2,958,773 43	39,626 03
	25,715,545 89	21,411,158 82	4,264,761 04	//	25,675,919 86	37,626 03
			4,264,761 04			

EXERCICE 1832.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Payements.	Opérations de l'année 1832. Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses au 1er janvier 1833.
DETTE PUBLIQUE.						
Dette consolidée. — 5 p. o/o	175,411,557 00	//	173,314,920 02	//	173,314,920 02	2,096,636 68
Dette consolidée. — 4 1/2 p. o/o	1,027,696 00	//	1,023,016 50	//	1,023,016 50	4,679 50
Dette consolidée. — 4 p. o/o	3,127,641 00	//	3,111,913 59	//	3,111,913 50	15,727 50
Dette consolidée. — 3 p. o/o	35,455,274 00	//	30,173,460 83	//	30,173,468 83	5,281,805 17
Emprunt national au pair. (*Intérêts des obligations du trésor remises aux souscripteurs de cet emprunt.*)	748,505 00	//	748,505 00	//	748,505 00	//
Fonds d'amortissement	43,276,560 00	//	43,276,560 00	//	43,276,560 00	//
Cautionnements (Intérêts de)	8,995,549 77	//	8,995,661 19	111 42	8,995,549 77	//
Dette flottante	14,750,000 00	//	11,134,533 18	104,431 53	11,030,101 65	3,719,898 35
Dette viagère	6,680,046 84	871,936 90	4,561,063 91	//	5,433,000 81	1,247,046 03
Pensions — de la Pairie	1,521,358 25	//	1,145,024 91	//	1,145,024 91	376,333 34
Pensions — Civiles	1,765,992 47	424,184 53	1,188,821 10	//	1,613,005 63	152,986 84
Pensions — à titre de récompense nationale.	630,000 00	//	431,571 01	//	431,571 01	198,428 99
Pensions — Militaires	45,297,620 35	//	32,417,654 09	//	32,417,654 09	12,879,966 26
Pensions — Ecclésiastiques	4,851,678 23	679,207 62	3,711,905 43	//	4,391,113 05	460,565 18
Pensions — de donataires	1,494,294 42	//	946,099 21	//	946,099 21	548,195 21
Pensions — de l'ancienne Liste civile	100,000 00	//	6,026 29	//	6,026 29	93,973 71
Pensions — Subvention aux fonds de retraite des ministères	2,854,654 00	//	2,384,538 67	//	2,384,538 67	470,115 33
	347,988,427 33	1,975,329 05	318,571,282 84	104,542 95	320,442,068 94	27,546,358 39
			318,466,739 89			
DOTATIONS.						
Liste civile	13,000,000 00	//	13,000,000 00	//	13,000.000 06	//
Chambre des Pairs	608,000 00	//	608,000 00	//	608,000 00	//
Chambre des Députés	565,333 00	//	565,333 00	//	565,333 00	//
Légion d'honneur. (Supplément à sa dotation.)	3,371,084 00	//	1,550,000 00	//	1,550,000 00	1,821,084 00
	17,544,417 00	//	15,723,333 00	//	15,723,333 00	1,821,084 00
			15,723,333 00			

SUITE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

EXERCICE 1831.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Payements.	Opérations de l'année 1832. Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Administration centrale. (*Personnel.*)	455,184 97	455,184 97	//	//	455,184 97	//
——— (*Matériel*)	99,624 57	77,335 48	22,322 44	33 35	99,624 57	//
Conseil d'état	483,794 41	448,788 91	35,005 50	//	483,794 41	//
Cour de cassation	968,925 04	967,933 40	705 81	//	968,639 21	285 83
Cours royales	4,354,161 97	4,070,871 44	283,082 56	427 00	4,353,527 00	634 97
Cours d'assises	218,975 00	169,825 00	49,150 00	//	218,975 00	//
Tribunaux de première instance	5,522,328 87	5,095,945 51	425,426 45	1,182 47	5,520,189 49	2,139 38
——— de commerce	176,696 31	156,475 27	20,172 19	//	176,647 46	48 85
——— de police	62,398 36	54,079 74	6,967 22	//	61,946 96	451 40
Justices de paix	3,073,885 14	2,642,965 83	429,195 32	231 44	3,071,929 71	1,955 43
Frais de justice criminelle	3,443,769 48	3,447,373 03	813 00	4,416 55	3,443,769 48	//
Fonds de subvention à la caisse des retraites du ministère de la justice	639,300 00	639,300 00	//	//	639,300 00	//
Secours temporaires à d'anciens magistrats, à leurs veuves et orphelins ; indemnités pour le Journal des savants	35,542 16	18,946 88	16,595 28	//	35,542 16	//
Timbres et cachets à l'usage des cours et tribunaux	27,844 91	25,515 42	2,329 49	//	27,844 91	//
	19,562,431 19	18,271,440 88	1,291,765 26	6,290 81	19,556,915 33	5,515 86
			1,285,474 45			

EXERCICE 1832.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Payements.	Opérations de l'année 1832. Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses au 1er janvier 1833.
Administration centrale. (*Personnel.*)	430,533 00	//	425,356 21	//	425,356 21	5,176 79
Administration centrale. (*Matériel.*)	100,000 00	//	88,307 79	//	88,307 79	11,692 21
Conseil d'état	447,300 00	//	419,950 98	2,000 00	417,950 98	29,349 02
Cour de cassation	851,967 00	//	841,991 71	//	841,991 71	9,975 29
Cours royales	4,160,887 00	//	3,878,521 57	//	3,878,521 57	282,365 43
Cours d'assises	177,333 00	//	139,930 00	//	139,930 00	37,403 00
Tribunaux de première instance	5,543,910 00	//	5,098,180 95	//	5,098,180 95	445,729 05
——— de commerce	176,700 00	//	156,830 79	//	156,830 79	19,869 21
——— de police	62,400 00	//	54,533 04	//	54,533 04	7,866 96
Justices de paix	3,102,670 00	//	2,655,521 13	//	2,655,521 13	447,148 87
Frais de justice criminelle	3,674,919 58	//	3,673,737 52	//	3,673,737 52	1,182 06
Fonds de subvention à la caisse des retraites du ministère de la justice	226,000 00	//	226,000 00	//	226,000 00	//
Secours tempor.es à d'anciens magistrats, à leurs veuves et orphelins ; indemn.s pour le Journal des savants	45,000 00	//	27,689 99	//	27,689 99	17,310 01
	18,999,619 58	//	17,686,551 68	2,000 00	17,684,551 68	1,315,067 90
			17,684,551 68			

SUITE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

DÉPENSES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

EXERCICE 1831.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Administration centrale. (*Personnel*)	564,595 90	555,926 61	8,669 29	//	564,595 90	//
Administration centrale. (*Matériel*)	169,774 80	126,519 38	43,255 42	//	169,774 80	//
TRAITEMENTS DES AGENTS DU SERVICE EXTÉRIEUR.						
Traitements des agents politiques et consulaires	3,900,336 60	2,884,663 10	1,016,674 48	1,410 00	3,899,927 58	409 02
Traitements des agents en inactivité	97,547 21	70,772 21	26,775 00	//	97,547 21	//
SERVICE ACCESSOIRE. (Dépenses variables.)						
Frais d'établissement des agents politiques et consulaires	468,666 56	386,666 59	81,999 97	//	468,666 56	//
Frais de voyage et frais de courriers	899,792 24	596,529 67	303,262 57	//	899,792 24	//
Frais de service des résidences politiques et consulaires	900,000 00	661,529 81	237,407 94	//	898,937 75	1,062 25
Présents diplomatiques	149,939 15	138,781 75	11,157 40	//	149,939 15	//
Indemnités et secours	77,716 24	53,921 24	23,691 11	//	77,612 35	103 89
Dépenses secrètes	1,200,000 00	900,000 00	300,000 00	//	1,200,000 00	//
Missions extraordinaires	199,585 87	159,393 19	40,145 48	//	199,538 67	47 20
	8,627,954 57	6,534,703 55	2,093,038 66	1,410 00	8,626,332 21	1,622 36
			2,091,628 66			

EXERCICE 1832.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et DÉPENSES présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses au 1er janvier 1833.
Administration centrale. (*Personnel.*)	546,467	//	526,714 03	//	526,714 03	19,752 97
Administration centrale. (*Matériel.*)	150,000	//	95,038 31	//	95,038 31	54,961 69
Traitements des agents politiques et consulaires	3,766,667	//	2,849,872 13	13,791 24	2,836,080 89	930,586 11
Traitements des agents en inactivité	110,000	//	65,235 00	//	65,225 00	44,775 00
Frais d'établissement	284,666	//	282,195 92	//	282,175 92	2,490 08
Frais de voyage et de courriers	800,000	//	591,718 69	//	591,718 69	208,281 31
Frais de service	700,000	//	467,276 96	650 00	466,626 96	233,373 04
Présents diplomatiques	50,000	//	22,383 45	//	22,383 45	27,616 55
Indemnités et secours	80,000.	//	44,366 37	//	44,366 37	35,633 63
Dépenses secrètes	650,000	//	650,000 00	//	650,000 00	//
Missions extraordinaires et dépenses imprévues	100,000	//	60,493 84	//	60,493 84	39,506 16
	7,237,800.	//	5,655,264 70	14,441 24	5,640,823 46	1,596,976 54
			5,640,823 46.			

SUITE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES.

EXERCICE 1831.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Administration centrale. (Personnel.)	230,500 07	228,435 82	2,064 25	//	230,500 07	//
Administration centrale. (Matériel.)	23,065 21	16,192 22	6,872 99	//	23,065 21	//
CULTE CATHOLIQUE.						
Traitements et indemnités fixes du clergé catholique.	27,450,292 13	20,386,535 10	7,047,150 96	285 35	27,433,400 71	16,891 42
Bourses des séminaires	1,152,472 16	849,342 18	303,129 98	//	1,152,472 16	//
Dépenses diocésaines	2,931,666 02	1,458,823 38	1,361,486 08	//	2,820,309 46	111,356 56
Secours	1,968,777 75	1,156,145 63	801,208 47	//	1,957,354 10	11,423 65
Dépenses diverses	196,729 55	144,831 84	50,397 71	//	195,229 55	1,500 00
CULTES NON CATHOLIQUES.						
Dépenses des cultes protestants	749,859 24	533,078 34	216,670 27	98 22	749,650 39	208 85
Dépenses du culte israélite	63,299 73	46,304 99	16,502 77	//	62,807 76	491 97
INSTRUCTION PUBLIQUE.						
Colléges royaux et bourses royales	1,664,162 52	1,344,649 86	319,271 25	95 59	1,663,825 52	337 00
Instruction primaire	683,863 80	233,187 38	444,124 26	//	677,311 64	6,552 16
	37,114,688 18	26,397,526 74	10,568,878 99	479 16	36,965,926 57	148,761 61
			10,568,399 83			

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

EXERCICE 1832.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et DÉPENSES présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses au 1er janvier 1833.
Colléges royaux et bourses royales	1,587,950	//	1,304,144 82	//	1,304,144 82	283,805 18
Instruction primaire	1,000,000	//	377,732 13	//	377,732 13	622,267 87
Établissements scientifiques ou littéraires	395,000	//	224,637 16	//	224,637 16	170,362 84
Encouragèments et souscriptions	22,000	//	11,531 30	//	11,531 30	10,468 70
	3,004,950	//	1,918,045 41	//	1,918,045 41	1,086,904 59
			1,918,045 41			

SUITE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

EXERCICE 1831.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. — Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
SERVICES ORDINAIRES.						
Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	236,576 98	225,029 10	11,547 88	//	236,576 98	//
Pensions et indemnités temporaires aux employés supprimés.	10,230 25	6,764 50	3,465 75	//	10,230 25	//
Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	84,291 39	62,038 07	22,253 32	//	84,291 39	//
Administration générale des gardes nationales	147,820 61	134,719 60	13,101 01	//	147,820 61	//
Lignes télégraphiques	696,867 98	643,717 22	53,150 76	//	696,867 98	//
Dépenses secrètes	1,500,000 00	1,500,000 00	//	//	1,500,000 00	//
SERVICES EXTRAORDINAIRES.						
Indemnités et secours accordés, à titre de récompense, aux blessés et aux familles des victimes des journées de juillet 1830	1,197,064 28	1,437,224 30	236,934 31	478,950 33	1,195,208 28	1,856 00
Indemnités pour dommages occasionnés aux propriétés dans les journées de juillet	2,000,000 00	1,953,338 34	43,981 76	//	1,997,320 10	2,679 90
Secours aux réfugiés Espagnols, Portugais et autres	1,875,121 64	1,423,600 33	450,038 81	80 00	1,873,559 14	1,562 50
Dépenses secrètes et besoins urgents non prévus. (*Loi du 22 avril 1831.*)	1,469,646 94	1,450,000 00	19,646 94	//	1,469,646 94	//
Dépenses pour besoins d'intérêt général et imprévus. (*Loi du 6 novembre 1831.*)	399,469 62	34,000 00	372,251 77	6,782 15	399,469 62	//
	9,617,089 69	8,870,431 46	1,226,372 31	485,812 48	9,610,991 29	6,098 40
			740,559 83			

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.

EXERCICE 1832.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. et DÉPENSES présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. — Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses au 1er janvier 1833.
SERVICE DE L'INTÉRIEUR.						
Services ordinaires. — Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale	371,000	//	365,323 57	//	365,323 57	5,676 43
Services ordinaires. — Pensions et indemnités aux employés supprimés.	13,000	//	9,448 75	//	9,448 75	3,551 25
Services ordinaires. — Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	168,000	//	128,223 92	//	128,223 92	39,776 08
Services ordinaires. — Lignes télégraphiques	740,000	//	655,131 56	//	655,131 56	84,868 44
Services ordinaires. — Dépenses secrètes	1,500,000	//	1,500,000 00	//	1,500,000 00	//
Services extraordinaires. — Secours aux réfugiés espagnols, portugais et autres	4,274,525	//	2,918,562 13	//	2,918,562 13	1,355,962 87
Services extraordinaires. — Dépenses des services civils en Alger (1)	549,600	//	545,453 95	//	545,453 95	4,146 05
Services extraordinaires. — Besoins d'intérêt général et imprévus. (*Loi du 6 novembre 1831.*)	2,000,000	//	1,108,559 99	//	1,108,559 99	891,440 01
Services extraordinaires. — Dépenses secrètes extraordinaires	2,500,000	//	2,100,000 00	//	2,100,000 00	400,000 00
Services extraordinaires. — Indemnités et secours aux victimes des journées de juillet 1830	100,000	//	200 00	//	200 00	99,800 00
	12,216,125	//	9,330,903 87	//	9,330,903 87	2,885,221 13
			9,330,903 87			
SERVICE DES CULTES.						
Administration centrale. (*Personnel.*)	212,000	//	204,115 84	//	204,115 84	7,884 16
Administration centrale. (*Matériel.*)	31,000	//	11,903 24	//	11,903 24	19,096 76
Culte catholique. — Traitements et indemnités fixes du clergé catholique	27,516,967	//	20,411,917 59	//	20,411,917 59	7,105,049 41
Culte catholique. — Bourses des séminaires	1,100,000	//	752,322 33	//	752,322 33	347,677 67
Culte catholique. — Dépenses diocésaines	2,196,667	//	1,193,377 60	//	1,193,377 60	1,003,289 40
Culte catholique. — Secours	1,982,300	//	1,451,746 74	//	1,451,746 74	530,553 26
Culte catholique. — Dépenses diverses	202,238	//	152,085 83	//	152,085 83	50,152 17
Cultes non catholiques. — Dépenses des cultes protestants	750,000	//	545,782 58	//	545,782 58	204,217 42
Cultes non catholiques. — Dépense du culte israélite	65,000	//	47,374 62	//	47,374 62	17,625 38
	34,056,172	//	24,770,626 37	//	24,770,626 37	9,285,545 63
			24,770,626 37			
RÉCAPITULATION.						
Service de l'intérieur	12,216,125	//	9,330,903 87	//	9,330,903 87	2,885,221 13
Service des cultes	34,056,172	//	24,770,626 37	//	24,770,626 37	9,285,545 63
	46,272,297	//	34,101,530 24	//	34,101,530 24	12,170,766 76

(1) Dépenses du premier semestre de l'année 1832. (*Voir le compte spécial d'Alger, page 465.*)

SUITE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

DÉPENSES DU MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

EXERCICE 1831.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Payements.	Opérations de l'année 1832. Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
ADMINISTRATION CENTRALE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	724,940 96	704,172 00	20,768 96	//	724,940 96	//
Pensions et indemnités temporaires aux anciens employés supprimés. (*Loi du 1er mai 1822.*)	86,201 61	65,499 12	23,702 49	//	89,201 61	//
Matériel et dépenses diverses des bureaux	203,367 09	163,522 83	35,764 09	//	199,286 92	4,080 17
Bureau du commerce et des colonies	112,838 99	105,575 19	7,263 80	//	112,838 99	//
PONTS ET CHAUSSÉES ET MINES.						
Administration centrale	237,956 50	232,789 59	5,166 91	//	237,956 50	//
Routes royales, ponts, navigation, bacs, ports maritimes et services particuliers	27,209,948 71	21,595,408 67	5,591,152 20	8,892 36	27,177,668 51	32,280 20
Personnel du corps des ponts et chaussées	2,867,370 30	2,503,904 51	364,383 00	2,055 16	2,866,232 35	1,137 95
Mines	450,691 13	345,585 48	105,105 65	//	450,691 13	//
Contributions pour travaux sur fonds particuliers	9,858,065 65	9,465,755 64	389,320 42	//	9,855,076 06	2,989 59
TRAVAUX PUBLICS D'ARCHITECTURE.						
Entretien des bâtiments et édifices publics	301,499 06	108,481 74	191,228 03	//	299,709 77	1,789 29
Nouvelle salle de la Chambre des députés	1,015,796 27	677,794 00	322,206 00	//	1,000,000	15,796 27
Église de la Madeleine	394,791 63	182,871 65	211,919 98	//	394,791 63	//
Arc de triomphe de l'Étoile	461,820 30	259,323 71	202,496 59	//	461,820 30	//
Achèvement des monuments de Paris	601,888 72	329,654 57	255,056 88	//	584,711 45	17,177 27
Construction des maisons centrales de détention	590,530 57	443,390 10	146,007 84	//	589,397 94	1,132 63
Travaux d'intérêt général dans les départements	219,859 44	113,512 96	106,346 48	//	219,859 44	//
SCIENCES, BELLES-LETTRES ET BEAUX-ARTS.						
Établissements scientifiques ou littéraires	1,459,551 35	1,286,901 22	169,142 69	//	1,456,043 91	3,507 44
Établissements des beaux-arts, monuments	405,372 36	353,168 41	52,083 95	//	405,252 36	120
Encouragements et souscriptions	429,126 96	396,086 38	31,944 58	//	428,030 96	1,096
HARAS.						
Haras, dépôts d'étalons, primes	1,734,462 42	1,394,852 28	338,710 14	//	1,733,562 42	900
AGRICULTURE, COMMERCE, &c.						
Écoles vétérinaires et encouragements à l'agriculture	307,993 92	179,552 68	128,441 24	//	307,993 92	//
Commerce et manufacture	379,909 02	333,497 26	46,411 76	//	379,909 02	//
Encouragements aux pêches maritimes	3,746,319 06	2,698,948 10	1,046,975 68	//	3,745,923 78	395 28
Établissements d'utilité publique	95,059 49	65,098 92	29,956 41	//	95,055 33	4 16
Établissements de bienfaisance	236,786 99	218,594 56	18,192 43	//	236,786 99	//
Sociétés de charité maternelle	100,000 01	88,266 67	11,733 34	//	100,000 01	//
Poids et mesures	732,655 70	506,067 04	213,936 01	309 45	719,693 60	12,962 10
A reporter	34,967,804 21	44,818,275 28	10,065,417 55	11,256 97	54,872,435 86	95,368 35

EXERCICE 1832.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et DÉPENSES présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Payements.	Opérations de l'année 1832. Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses au 1er janvier 1833.
ADMINISTRATION CENTRALE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	712,000	//	701,916 50	//	701,916 50	10,083 50
Pensions et indemnités temporaires aux employés supprimés	78,526	//	58,926 41	//	58,926 41	19,599 59
Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	182,000	//	122,313 41	//	122,313 41	59,686 59
PONTS ET CHAUSSÉES ET MINES.						
Administration centrale	212,666	//	202,712 32	//	202,712 32	9,953 68
Routes royales, ponts, navigation, bacs, ports maritimes, &c.	27,458,000	//	21,039,116 24	3,000	21,036,116 24	6,421,883 76
Personnel du corps des ponts et chaussées	2,849,066	//	2,473,673 42	//	2,473,673 42	375,392 58
Mines	400,666	//	316,054 92	//	316,054 92	84,611 08
Contributions pour travaux sur fonds particuliers	10,400,000	//	9,870,014 12	//	9,870,014 12	529,985 88
BÂTIMENTS CIVILS ET MONUMENTS PUBLICS.						
Entretien des bâtiments et édifices publics	300,000	//	146,021 07	//	146,021 07	153,978 93
Nouvelle salle de la Chambre des Députés	670,000	//	543,111 44	//	543,111 44	126,888 56
Achèvement des monuments et édifices de la capitale	900,000	//	475,188 30	//	475,188 30	424,811 70
Construction des maisons centrales de détention	700,000	//	344,458 88	//	344,458 88	355,541 12
Travaux d'intérêt général dans les départements	270,000	//	133,269 73	//	133,269 73	136,730 27
SCIENCES, BELLES-LETTRES ET BEAUX-ARTS.						
Établissements scientifiques et littéraires	1,111,000	//	1,046,669 61	//	1,046,669 61	64,330 39
Établissements des beaux-arts, monuments	380,000	//	341,406 59	//	341,406 59	38,593 41
Encouragements et souscriptions	394,000	//	338,414 65	//	338,414 65	55,585 35
HARAS.						
Haras, dépôts d'étalons, primes	1,650,000	//	1,032,153 39	//	1,032,153 39	617,846 61
AGRICULTURE, COMMERCE ET MANUFACTURES.						
Écoles vétérinaires et encouragements à l'agriculture	419,000	//	164,894 46	//	164,894 46	254,105 54
Commerce et manufactures	380,000	//	337,793 01	//	337,793 01	42,206 99
Établissements sanitaires	50,000	//	34,352 14	//	34,352 14	15,647 86
Encouragements aux pêches maritimes	3,650,000	//	2,685,001 19	//	2,685,001 19	964,998 81
Service de la vérification des poids et mesures	720,000	//	472,684 86	//	472,604 86	247,395 14
A reporter	53,886,924	//	42,880,066 66	3,000	42,877,066 66	11,009,857 34

SUITE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite des *DÉPENSES DU MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.*

*Suite de l'*EXERCICE 1831.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. — Payements.	Opérations de l'année 1832. — Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	54,967,804 21	44,818,275 28	10,065,417 55	11,256 97	54,872,435 86	95,368 35
VERSEMENT DE LA VILLE DE PARIS SUR LE FONDS DES JEUX.						
Hospice royal des Quinze-Vingts	209,998 42	199.511 92	10,486 50	//	209,998 42	//
Secours aux colons	992,283 29	855,993 05	136,290 24	//	992,283 29	//
Secours généraux aux bureaux de bienfaisance et autres	395,141 25	288,063 60	100,118 69	//	388,182 29	6,958 96
Subventions aux théâtres royaux	1,399,996 58	1,347,308 01	52,688 57	//	1,399,996 58	//
DÉPENSES DÉPARTEMENTALES.						
Dépenses fixes ou communes à plusieurs départements.	11,630,630	10,140,745 35	905,292 16	367 83	11,045,669 68	584,960 32
Dépenses variables spéciales à chaque département	24,474,584	17,562,873 22	6,247,611 15	26,638 24	23,783,846 13	690,737 87
Dépenses sur le produit des ressources éventuelles des départements	1,270,175	278,943 78	821,931 06	//	1,100,874 84	169,300 16
Dépenses extraordinaires départementales sur le produit des centimes facultatifs	16,940,989	8,531,300 20	5,445,688 48	234 75	13,976,753 93	2,964,235 07
SECOURS SPÉCIAUX.						
Secours spéciaux pour pertes résultant d'incendie, de grêle, inondations et autres cas fortuits ou motives par divers accidents (1 centime additionnel spécial)	1,957,534	875,443 64	1,060,341 61	228	1,935,557 25	21,976 75
SERVICES EXTRAORDINAIRES.						
Canaux et navigation, supplément aux fonds d'emprunt	7,998,548 77	6,642,867 22	1,346,902 23	1,399 86	7,988,369 59	10,179 18
Ateliers de charité et secours	994,600 20	871,991 19	120,749 01	//	992,740 20	1,860
Travaux et dépenses des cérémonies et fêtes dans la capitale, en commémoration des journées de juillet 1830	449,981 83	327,453 60	122,526 73	//	449,980 33	1 50
Mesures sanitaires	303,327 28	113,862 60	188,989 08	//	302,851 68	475 60
Supplément pour travaux de routes royales	166,120 64	1,200 00	164,920 64	//	166,120 64	//
Supplément pour travaux de routes départementales.	54,514 47	//	54,514 47	//	54,514 47	//
Subvention pour contribuer à des dépenses d'utilité communale	154,994 98	16,700 00	138,294 98	//	154,994 98	//
	124,361,223 92	92,872,532 66	26,982,763 15	40,125 65	119,815,170 16	4,546,053 76
			26,942,637 50			

Suite de L'EXERCICE 1832.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits, et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. — Payements.	Opérations de l'année 1832. — Annulations de payements.	TOTAL des payements. au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses au 1er janvier 1833.
Report	53,886,924	//	42,880,066 66	3,000 00	42,877,066 66	11,009,857 34
DÉPENSES SPÉCIALES SUR LE VERSEMENT DE LA VILLE DE PARIS.						
Établissements de bienfaisance	473,000	//	424,453 36	//	424,453 36	48,546 64
Secours aux colons de Saint-Domingue, etc.	1,000,000	//	847,065 61	//	847,065 61	152,934 39
Secours généraux aux bureaux de bienfaisance, etc.	271,000	//	174,450 18	//	174,450 18	96,549 82
Secours aux sociétés de charité maternelle	100,000	//	92,116 66	//	92,116 66	7,883 34
Achèvement de l'arc de triomphe, du monument de la Madeleine et du bâtiment des sourds-muets	762,000	//	220,022 22	//	220,022 22	541.977 78
Subventions aux théâtres royaux, etc.	1,300,000	//	1,182,084 44	//	1,182,084 44	117,915 56
DÉPENSES DÉPARTEMENTALES.						
Dépenses fixes et communes à plusieurs départements.	11,040,345	//	10,041,621 91	//	10,041,621 91	998,723 09
Dépenses variables, spéciales à chaque département, etc.	25,534,283	//	17,528.722 82	//	17,528,722 82	8,005,560 18
Dépenses variables sur le produit des ressources éventuelles	1,673,407	//	690,719 57	//	690,719 57	982,687 43
Dépenses extraordinaires sur le produit des centimes facultatifs	20,040,406	//	9,719,442 66	//	9,719,442 66	10,320,963 34
SECOURS SPÉCIAUX.						
Secours spéciaux pour pertes résultant d'incendies, etc.	1,913,529	//	660,729 75	//	660,729 75	1,252,799 25
SERVICES EXTRAORDINAIRES.						
Canaux et navigation, supplément aux fonds d'emprunt	11,000,000	//	8,527,052 82	//	8,527,052 82	2,472,947 18
Dépenses pour mesures sanitaires	385,000	//	166,372 21	//	166,372 21	218,627 79
Supplément pour travaux de routes royales	1,833,000	//	1,489,216 59	//	1,489,216 59	343,783 41
Subvention pour travaux aux routes départementales.	3,445,000	//	3,056,204 65	//	3,056,204 65	388,795 35
Subvention pour travaux d'intérêt public	500,000	//	176,000 00	//	176,000 00	324,000 00
Subvention pour travaux d'utilité communale	4,837,000	//	2,868,674 25	//	2,868,674 25	1,968,325 75
Secours au commerce et à l'industrie	216,000	//	210,000 00	//	210,000 00	6,000 00
Dépenses relatives aux épidémies	1,400,000	//	793,693 79	//	793,693 79	606,306 21
Acquisition du gymnase de Versailles	60,000	//	2,603 20	//	2,603 20	57,396 80
Indemnités et secours aux victimes des journées de juillet 1830	//	//	200 00	200 00	//	//
	141,670,894	//	101,751,513 35	3,200 00	101,748.313 35	39,922,580 65
			101,748,313 35			

SUITE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.

EXERCICE 1831.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Dépenses de l'administration centrale. (Personnel)..	1,541,993 22	1,512,969 25	29,023 97	//	1,541,993 22	//
Idem..... (Matériel).....	570,958 23	426,790 72	146,861 08	2,693 57	570,958 23	//
Traitements des états-majors.....	18,850,411 46	17,381,207 09	1,669,176 23	199,971 86	18,850,411 46	//
Dépenses de la gendarmerie.....	19,294,609 18	17,939,932 77	1,357,710 72	3,034 31	19,294,609 18	//
Recrutement.....	485,111 75	388,183 07	96,181 68	//	484,364 75	747 [illegible]
SOLDE ET ENTRETIEN DES TROUPES.						
Solde d'activité et abonnem. payables comme solde...	123,812,394 04	117,864,116 33	6,166,160 29	217,882 58	123,812,394 04	//
Subsistances militaires et chauffage.....	66,828,861 79	61,751,987 98	6,819,268 51	2,133,852 97	66,437,403 52	391,458 [illegible]
Habillement, campement et harnachement.....	25,724,007 77	22,822,586 22	3,401,669 31	500,903 61	25,723,351 92	655 [illegible]
Lits militaires.....	7,541,393 92	5,537,646 02	1,999,593 75	7,559 82	7,529,679 95	11,713 [illegible]
Hôpitaux.....	14,250,013 86	11,757,842 38	2,561,894 09	69,722 61	14,250,013 86	//
Service des marches et transports.....	12,416,484 05	10,523,638 57	1,994,817 76	102,030 81	12,416,425 52	58 [illegible]
Justice militaire.....	305,985 80	230,876 00	80,663 97	5,569 17	305,970 80	15 [illegible]
Remontes de la cavalerie.....	8,768,684 18	7,804,947 49	992,743 90	29,053 04	8,768,638 35	45 [illegible]
Artillerie. (Matériel.).....	52,203,631 96	48,826,060 53	3,676,901 87	302,579 40	52,200,383 00	3,248 [illegible]
Génie. (Matériel.).....	20,858,951 95	13,094,684 77	7,754,730 65	1,546 36	20,847,869 06	11,082 [illegible]
Dépenses des écoles militaires.....	1,631,599 22	1,279,139 81	352,459 41	//	1,631,599 22	//
Dotation de l'Ordre de S.t-Louis et du Mérite milit.re.	362,083 47	236,503 48	126,573 84	993 85	362,083 47	//
Subvention à la dotation des invalides de la guerre...	1,500,000 00	1,500,000 00	//	//	1,500,000 00	//
Dépenses temporaires.....	8,276,462 13	6,370,908 10	1,905,998 27	444 24	8,276,462 13	//
Dépenses diverses et imprévues (1).....	1,099,392 42	877,826 57	349,116 64	127,550 79	1,099,392 42	//
Arriéré.....	720,850 22	65,975 37	654,874 85	//	720,850 22	//
	387,043,880 62	348,193,822 52	42,136,420 79	3,705,388 99	386,624,854 32	419,026 [illegible]
			38,431,031 80			

(1) Dans ce chapitre se trouvent les dépenses relatives aux services civils d'Alger. (Voir le compte spécial d'Alger, page 463.)

EXERCICE 1832.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits, et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1.er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses au 1er janvier 1833.
Administration centrale..... (Personnel).	1,514,667 00	//	1,500,333 81	//	1,500,333 81	14,333 19
Idem..... (Matériel)..	556,500 00	//	403,750 35	//	403,750 35	152,749 65
États-majors.....	18,247,000 00	//	16,615,889 53	//	16,615,889 53	1,631,110 47
Gendarmerie.....	18,622,000 00	//	17,081,302 60	//	17,081,302 60	1,540,697 40
Recrutement.....	439,000 00	//	301,531 78	//	301,531 78	137,468 22
SOLDE ET ENTRETIEN DES TROUPES.						
Solde d'activité et abonnem. payables comme la solde.	118,399,348 00	101,782 68	111,709,474 23	686,628 17	111,124,628 74	7,274,719 26
Subsistances militaires et chauffage.....	70,309,500 00	//	64,011,180 72	18,482 16	63,992,698 56	6,316,801 44
Habillement, campement et harnachement.....	17,423,960 00	//	13,590,915 18	253,940 86	13,336,974 32	4,086,985 68
Lits militaires.....	8,004,000 00	//	6,590,273 44	4,531 00	6,585,742 44	1,418,257 56
Hôpitaux.....	14,766,000 00	//	12,152,881 11	3,550, 56	12,149,330 55	2,616,669 45
Services des marches et transports.....	8,002,000 00	21 50	6,959,544 49	272,680 93	6,686,885 06	1,315,114 94
Justice militaire.....	340,000 00	//	274,364 01	//	274,364 01	65,635 99
Remontes générales.....	3,174,000 00	//	2,264,353 90	//	2,264,353 90	909,646 10
Matériel de l'artillerie.....	22,195,000 00	//	19,179,571 15	427 49	19,179,143 66	3,015,856 34
Armement de la garde nationale.....	8,100,000 00	//	8,043,424 00	//	8,043,424 00	56,576 00
Matériel du génie.....	16,152,000 00	//	11,425,528 62	//	11,425,528 62	4,726,471 38
Écoles militaires.....	1,893,000 00	//	1,413,522 80	//	1,413,522 80	470,477 20
Dépenses temporaires.....	7,463,000 00	//	5,730,161 98	//	5,730,161 98	1,732,838 02
Hôtel royal des invalides de la guerre.....	3,050,000 00	//	3,377,609 16	500,000 00	2,877,609 16	172,390 84
Dépenses diverses et imprévues (1).....	1,135,000 00	//	931,982 00	//	931,982 00	203,018 00
Arriéré.....	1,595,233 72	//	1,476,816 49	//	1,476,816 49	118,417 23
	341,381,208 72	101,804 18	305,034 11 35	1,740,241 17	303,395,974 36	37,985,234 36
			303,294,170 18			

(1) Dans ce chapitre se trouvent les dépenses relatives aux services civils d'Alger pour le deuxième semestre de l'année 1832 (Voir le compte spécial d'Alger, page 465.)

SUITE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA MARINE.

EXERCICE 1831.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Payements.	Opérations de l'année 1832. Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
SERVICE DE LA MARINE.						
Administration centrale	729,079 26	685,729 56	43,349 70	//	729,079 26	//
Solde à terre, solde à la mer et dépenses assimilées à la solde	23,611,394 60	19,744,502 38	3,812,842 09	184,568 30	23,372,776 17	238,618 43
Hôpitaux	1,095,710 24	742,256 68	530,906 53	179,036 27	1,094,126 94	1,583 30
Vivres	8,192,830 40	6,994,637 38	1,825,938 59	650,531 87	8,170,080 10	22,750 30
Constructions, armements et approvisionnements	23,601,147 35	18,987,429 76	4,653,625 51	62,190 28	23,578,864 99	22,281 36
Artillerie	2,758,675 70	1,816,488 04	955,901 46	20,773 18	2,751,616 32	7,059 38
Travaux hydrauliques et bâtiments civils	3,977,259 58	3,335,159 06	643,922 74	6,655 07	3,972,426 73	4,822 85
Transport par mer	290,426 51	270,853 56	20,401 24	1,026 53	290,228 27	198 24
Chiourmes	293,724 44	255,238 33	38,448 60	//	293,686 93	37 51
Dépenses diverses	719,508 55	573,468 70	161,107 12	22,930 04	711,645 78	7,862 76
SERVICE DES COLONIES.						
Dépenses des services militaires dans les colonies	6,562,790 94	5,629,958 88	988,690 99	220,908 65	6,397,741 22	165,049 72
	71,832,537 56	59,035,758 33	13,675,134 57	1,348,620 19	71,362,272 71	470,264 85
			12,326,514 38			

EXERCICE 1832.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits, et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Payements.	Opérations de l'année 1832. Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses au 1er janvier 1833.
SERVICE DE LA MARINE.						
Administration centrale	682,767 00	//	643,404 65	87 08	643,317 57	39,449 43
Solde à terre, solde à la mer, et dépenses assimilées à la solde	20,704,800 00	128,173 30	16,339,598 17	7,850 83	16,459,920 64	4,244,879 36
Hôpitaux	1,074,000 00	//	732,361 48	130,552 91	601,808 57	472,191 43
Vivres	7,379,600 00	//	5,364,349 67	8,517, 84	5,355,831 83	2,023,768 17
Constructions, armements et approvisionnements	21,727,400 00	//	16,356,906 36	16,381 75	16,340,524 61	5,386,875 39
Artillerie	2,243,900 00	//	1,643,569 54	817 95	1,642,751 59	601,148 41
Travaux hydrauliques, etc	3,573,700 00	//	2,947,311 82	27 20	2,947,284 62	626,415 38
Transport par mer	146,400 00	//	129,940 62	//	129,940 62	16,459 38
Chiourmes	305,200 00	//	206,205 02	//	206,205 02	98,994 98
Dépenses diverses	637,200 00	//	399,913 50	1,487 19	398,426 31	238,773 69
SERVICE DES COLONIES.						
Dépenses des services militaires aux colonies	7,000,000 00	1,882,000 00	4,499,381 70	118,257 08	6,263,124 62	736,875 38
	65,474,967 00	2,010,173 30	49,262,942 53	283,979 83	50,989,136 00	14,485,831 00
			48,978,962 70			

SUITE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

DÉPENSES DU MINISTÈRE DES FINANCES.

EXERCICE 1831.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. — Payements.	Opérations de l'année 1832. — Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
SERVICES DIVERS.						
Cour des comptes	1,249,000 00	1,248,632 35	367 65	//	1,249,000 00	//
Administration centrale. — Personnel	6,244,783 59	6,083,941 49	161,788 51	2,124 12	6,243,605 88	1,177 71
Administration centrale. — Matériel et dépenses diverses	853,955 79	555,413 47	300,157 37	1,645 05	853,925 79	30 00
Frais de liquidation de l'indemnité aux anciens propriétaires dépossédés	98,060 25	83,969 69	14,023 90	//	97,993 59	66 66
Frais de liquidation de l'indemnité aux anciens colons de Saint-Domingue	197,754 28	161,784 47	37,499 81	2,030 00	197,254 28	500 00
Service des monnaies. — Service administratif dans les départements.	289,291 38	269,177 18	61,471 30	41,357 10	289,291 38	//
Service des monnaies. — Frais de refonte d'anciennes monnaies	853,436 06	521,718 90	331,717 49	// 33	853,436 06	//
Cadastre. — Fonds commun	1,016,119 00	425,333 99	531,537 13	8,009 41	948,861 71	67,257 29
Cadastre. — Centimes facultatifs votés par les conseils généraux	4,725,093 00	2,241,331 91	2,274,544 95	5,629 75	4,510,247 11	214,845 89
SERVICE DE TRÉSORERIE.						
Frais de service et de trésorerie	3,166,235 48	2,316,044 27	864,334 13	14,152 92	3,166,235 48	//
Bonifications d'intérêts aux receveurs des finances sur les anticipations de recouvrements des contributions directes	1,930,090 12	1,241,497 34	688,592 78	//	1,930,090 12	//
Taxations aux receveurs des finances sur l'encaissement des revenus indirects	1,191,316 06	887,585 38	303,734 88	4 20	1,191,316 06	//
Traitements et frais de service des payeurs	1,104,875 41	1,003,792 33	101,083 08	//	1,104,875 41	//
SERVICES SPÉCIAUX.						
Constructions à l'hôtel des postes	//	//	21,366 80	21,366 80	//	//
Dépenses d'entretien et de conservation de l'ancienne liste civile	//	//	1,099 98	1,099 98	//	//
	22,920,010 42	17,040,222 77	5,693,329 76	97,419 66	22,636,132 87	283,877 55
			5,595,910 10			

EXERCICE 1832.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits, et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. — Payements.	Opérations de l'année 1832. — Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses au 1er janvier 1833.
SERVICES DIVERS.						
Cour des comptes	1,143,683 91	//	1,143,683 91	//	1,143,683 91	//
Administration centrale. — Personnel	5,867,750 00	//	5,685,393 14	//	5,685,393 14	182,356 86
Administration centrale. — Matériel	819,000 00	//	510,505 08	//	510,505 08	308,494 92
Frais de liquidation de l'indemnité accordée aux anciens propriétaires dépossédés	80,333 00	//	49,028 38	//	49,028 38	31,304 62
Frais de liquidation de l'indemnité des anciens colons de Saint-Domingue	168,000 00	//	125,246 54	//	125,246 54	42,753 46
Service des monnaies. — Service administratif dans les départem.s	367,180 00	//	277,076 65	//	277,076 65	90,103 35
Service des monnaies. — Refonte	1,134,571 01	//	928,513 40	//	928,513 40	206,057 61
Cadastre. — Fonds commun	1,021,719 00	//	257,581 00	//	257,581 00	764,138 00
Cadastre. — Centimes facultatifs	4,770,705 00	//	2,220,854 52	//	2,220,854 52	2,549,850 48
SERVICE DE TRÉSORERIE.						
Frais de service et de trésorerie	2,822,627 81	//	2,148,888 49	21,485 49	2,127,403 00	695,224 81
Traitements fixes et taxations des receveurs des finances	2,585,000 09	//	1,980,511 15	//	1,980,511 15	604,488 85
Taxations aux mêmes pour l'encaissement des revenus indirects	900,000 00	//	783,929 47	//	783,929 47	116,070 53
Remises aux mêmes sur produits divers et coupes de bois	75,000 00	//	23,950 66	//	23,950 66	51,049 34
Bonifications aux mêmes sur les anticipations de recouvrements des contributions directes	1,800,000 00	//	850,524 86	//	850,524 86	949,475 14
Traitements et frais de service des payeurs	953,333 00	//	876,117 19	//	876,117 19	77,215 81
SERVICES SPÉCIAUX.						
Constructions à l'hôtel des postes	1,133,672 00	814,033 92	153,937 96	//	967,971 88	165,700 12
Dépenses concernant la liquidation de l'ancienne liste civile	//	//	85,789 51	85,789 51	//	//
	25,642,574 73	814,033 92	18,101,531 91	107,275 00	18,808,290 83	6,834,283 90
			17,994,256 91			

SUITE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS.

EXERCICE 1831.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Payements.	Opérations de l'année 1832. Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
CONTRIBUTIONS DIRECTES.						
Service administratif dans les départements	4,069,054 44	2,968,550 09	1,100,504 35	//	4,069,054 44	//
Perception dans les départements	14,945,466 45	11,125,241 40	3,820,225 05	//	14,945,466 45	//
ENREGISTREMENT ET DOMAINES.						
Service administratif dans les départements	9,126,655 49	8,807,826 47	313,531 90	//	9,121,358 37	5 297 12
Timbre	734,492 54	698,948 71	35,430 61	//	734,379 32	113 22
FORÊTS.						
Service administratif dans les départements	3,242,267 00	2,163,394 52	1,078,872 48	//	3,242,267 00	//
Avances recouvrables	649,200 05	279,717 94	405,972 64	16,490 73	649,200 05	//
Frais d'aliénation des bois de l'État	676,473 67	293,341 27	383,132 40	//	676,473 67	//
DOUANES.						
Service administratif dans les départements	23,128,424 56	20,719,922 77	2,408,557 09	55 30	23,128,424 56	//
CONTRIBUTIONS INDIRECTES.						
Service administratif dans les départements	19,848,911 66	18,446,725 63	1,404,485 63	2,299, 60	19,848,911 66	//
Poudres à feu	1,866,964 22	1,854,600 68	12,363 54	//	1,866,964 22	//
TABACS.						
Exploitation des tabacs	21,402,897 65	20,386,081 57	1,016,816 08	//	21,402,897 65	//
POSTES.						
Service administratif dans les départements	5,403,398 12	4,937,920 41	458,212 92	//	5,396,133 33	7,264 79
Transport des dépêches	10,020,700 00	8,959,724 22	1,059,219 91	//	10,018,944 13	1,755 87
Service rural	2,990,629 18	2,721,239 32	268,351 36	//	2,989,590 68	1,038 50
LOTERIE.						
Service administratif dans les départements	293,641 63	267,136 72	26,504 91	//	293,641 63	//
Frais de perception	1,496,736 51	1,496,736 51	//	//	1,496,736 51	//
Salines de l'Est	205,010 86	104,727 35	99,472 49	//	204,399 84	611 02
Remises aux receveurs des finances sur produits divers et coupes de bois	59,948 59	14,481 79	45,466 80	//	59,948 59	//
	120,160,872 62	106,226,517 37	13,937,120 36	18,845 63	120,144,792 10	16,080 52
			13,918,274 73			

EXERCICE 1832.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Payements.	Opérations de l'année 1832. Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
CONTRIBUTIONS DIRECTES.						
Service administratif dans les départements	3.216,172 00	//	2,653,975 35	//	2,653,975 35	562,196 65
Perception dans les départements	12,054,990 00	//	8,798,436 58	//	8,798,436 58	3,256,553 42
ENREGISTREMENT, TIMBRE ET DOMAINES.						
Service administratif et de perception dans les départements	9,484,767 00	//	9,256,621 19	//	9,256,621 19	228.145 81
Timbre	754,414 00	//	727,445 26	//	727,345 26	26,968 74
FORÊTS.						
Service administratif et de surveillance dans les départements	3,156,807 00	//	2,018,034 57	//	2,018,034 57	1,138,772 43
Avances recouvrables	514,500 00	//	210,292 83	//	210,292 83	304,207 17
Frais d'aliénation des bois de l'État	570,003 00	//	560,873 82	58,133, 75	502,740 07	67,262 93
DOUANES.						
Service administratif et de perception dans les départements	23201,031 00	//	20,487,524 02	//	20,487,524 02	2,713,506 98
CONTRIBUTIONS INDIRECTES.						
Service administratif et de perception dans les départements	19,492,933 00	//	17,771,287 02	//	17,771,287 02	1,721,645 98
Poudres à feu	1,912,300 00	8,000 00	1,807,301 50	//	1,815,301 50	96,998 50
Tabacs.						
Exploitation des tabacs	21,313,000 00	//	19,704,795 67	//	19,704,795 67	1,608,204 33
POSTES.						
Service administratif et de perception dans les départements	5,456,945 00	//	4,926,672 45	//	4,926,672 45	530,272 55
Transport des dépêches	8,907,910 00	//	7,685,947 82	//	7,685,947 82	1,221,962 18
Service rural	3,092,600 00	//	2,854,249 28	//	2,854,249 28	238,350 72
LOTERIE.						
Service administratif dans les départements	297.898 45	//	267,818 87	//	267,818 87	30,079 58
Frais de perception	1,578,160 72	//	1,578,160 72	//	1,578,160 72	//
Salines et mines de sel de l'Est	192,300 00	//	97,290 41	//	97,290 41	95,009 59
	115,196,731 17	8,000 00	101,406,727 36	58,133 75	101,356,593 61	13,840,137 56
			101,348,593 61			

SUITE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.

EXERCICE 1831.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Payements.	Opérations de l'année 1832. Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
RESTITUTIONS SUR LES CONTRIBUTIONS DIRECTES.						
Non-valeurs des contributions foncière et mobilière.	2,306,647 00	15,746 54	2,176,504 99	//	2,192,251 53	114,395 47
——— de la contrib. additionnelle sur les bois des communes	1,763 72	//	1,763 72	//	1,763 72	//
Non-valeurs de la contribution personnelle	1,380,265 82	//	1,380,265 82	//	1,380,265 82	//
——— des portes et fenêtres	1,235,050 04	9,849 43	1,225,200 61	//	1,235,050 04	//
——— des patentes et attribut. aux communes	3,400,044 29	50,279 40	3,349,764 89	//	3,400,044 29	//
Décharges et réductions imputables sur le produit des réimpositions	1,104,964 91	1,104,312 66	652 25	//	1,104,964 91	//
Restitutions sur le produit des centimes addit. imposées pour dépenses ordin. et extraord. des communes	19,992,207 17	15,708,488 20	4,283,718 97	//	19,992,207 17	//
Non-valeurs extraord. sur patentes	206,835 95	6,601 73	200,234 22	//	206,835 95	//
RESTITUTIONS DE SOMMES INDÛMENT REÇUES.						
Enregistrement et domaines	1,264,312 74	1,264,312 74	//	//	1,264,312 74	//
Forêts	35,982 15	25,528 15	10,454 00	//	35,982 15	//
Douanes	129,527 82	109,406 98	20,120 84	//	129,527 82	//
Contributions indirectes	67,052 04	38,546 62	28,505 42	//	67,052 04	//
Postes	17,645 41	15,967 51	1,677 90	//	17,645 41	//
Produits divers	262,847 89	71,719 40	191,128 49	//	262,847 89	//
RESTITUTIONS DE PRODUITS D'AMENDES ET CONFISCATIONS.						
Enregistrement	878,848 05	878,848 05	//	//	878,848 05	//
Douanes	1,146,073 44	1,098,242 08	47,831 36	//	1,146,073 44	//
Contributions indirectes	262,150 76	212,855 25	49,295 51	//	262,150 76	//
Postes	5,428 44	3,621 85	1,806 59	//	5,428 44	//
Primes à l'exportation des marchandises	16,476,870 21	13,744,462 56	2,732,407 65	//	16,476,870 21	//
Escompte sur le droit de consommation des sels et sur les droits de douanes	2,052,747 45	2,037,470 23	15,277 22	//	2,052,747 45	//
	52,227,265 30	36,396,259 38	15,716,610 45	//	52,112,869 83	114,395 47
			15,716,610 45			

EXERCICE 1832.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1832.	Opérations de l'année 1832. Payements.	Opérations de l'année 1832. Annulations de payements.	TOTAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
RESTITUTIONS SUR LES CONTRIBUTIONS DIRECTES.						
Non-valeurs des contributions foncière, personnelle et mobilière	1,945,540 25	//	20,368 72	//	20,368 72	1,925,171 53
Non-valeurs des portes et fenêtres	1,100,004 55	//	4,811 93	//	4,811 93	1,095,192 62
——— des patentes et attributions aux communes	3,145,511 01	//	39,670 84	//	39,670 84	3,105,840 17
Décharges et réductions imputables sur le produit des réimpositions	2,707,394 41	//	1,779,670 22	//	1,779,670 22	927,724 19
Restitutions sur le produit des centimes additionnels imposés pour dépenses ordinaires et extraordinaires des communes	20,161,328 78	//	16,380,645 68	//	16,380,645 68	3,780,683 10
Non-valeurs extraordinaires sur patentes	90,000 00	//	535 93	//	535 93	89,464 07
RESTITUTIONS DE SOMMES INDÛMENT REÇUES.						
Enregistrement et domaines	1,824,010 40	//	1,756,688 43	//	1,756,688 43	67,321 97
Forêts	18,811 79	//	6,688 29	//	6,688 29	12,123 50
Douanes	159,157 20	//	157,838 45	//	157,838 45	1,318 75
Contributions indirectes	56,382 02	//	56,382 02	//	56,382 02	//
Postes	16,500 00	//	13,719 26	//	13,719 26	2,780 74
Produits divers	910,699 27	//	881,011 91	//	881,011 91	29,687 36
RESTITUTIONS DE PRODUITS D'AMENDES ET CONFISCATIONS.						
Enregistrement	724,338 78	//	724,338 78	//	724,338 78	//
Douanes	1,492,633 00	//	1,372,218 61	//	1,372,218 61	120,414 39
Contributions indirectes	477,037 00	//	424,402 80	//	424,402 80	52,634 20
Postes	4,991 22	//	3,529 67	//	3,529 67	1,461 55
Primes à l'exportation des marchandises	23,320,000 00	//	21,112,848 24	//	21,112,848 24	2,207,151 76
Escompte sur le droit de consommation des sels et sur les droits de douanes	2,180,000 00	//	2,174,200 60	//	2,174,200 60	5,799 40
	60,334,339 68	//	46,909,570 38	//	46,909,570 38	13,424,769 30
			46,909,570 38			

SUITE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

PAYEMENS effectués par anticipation, sur l'Exercice 1833.

NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES PAYEMENTS par CHAPITRE.	MONTANT DES PAYEMENTS par service.
DETTE PUBLIQUE.		
Dette viagère	719,002 78	
Pensions : civiles	372,054 86	1,679,280 36
Pensions : ecclésiastiques	588,222 72	
	960,277 58	
MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
Solde et entretien des troupes		21,567 81
MINISTÈRE DE LA MARINE.		
Solde à terre, solde à la mer et dépenses assimilées à la solde	46,633 05	
Dépenses des services militaires aux colonies	1,834,146 06	1,880,779 11
MINISTÈRE DES FINANCES.		
Frais de service et de trésorerie		822 00
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.		
Restitutions sur les contributions directes (fonds de réimposition)		49 92
		3,582,499 20

DÉPENSES sur le service spécial des Ponts, Canaux et travaux divers soumissionnés.

DÉSIGNATION DES PONTS, CANAUX ET TRAVAUX DIVERS.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits.	PAYEMENTS EFFECTUÉS antérieurement au 1er janvier 1832.	PAYEMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1832.	PAYEMENTS EFFECTUÉS TOTAL au 1er janvier 1833.	RESTE À PAYER au 1er janvier 1833.
(Lois des 5 Août 1821 et 14 Août 1822.)					
PONTS.					
Pont du Petit-Vey (*Calvados*)	300,000 00	300,000 00	//	300,000 00	//
—— de la Roche de Glun (*Drôme*)	800,000 00	800,000 00	//	800,000 00	//
—— de Montrejeau (*Haute-Garonne*)	200,000 00	200,000 00	//	200,000 00	//
—— de Souillac (*Lot*)	500,000 00	500,000 00	//	500,000 00	//
—— de Pensaguel (*Haute-Garonne*)	150,000 00	150,000 00	//	150,000 00	//
—— de Bergerac (*Dordogne*)	600,000 00	600,000 00	//	600,000 00	//
—— d'Aiguillon (*Lot-et-Garonne*)	480,000 00	480,000 00	//	480,000 00	//
—— d'Agen (*Lot-et-Garonne*)	1,000,000 00	1,000,000 00	//	1,000,000 00	//
—— de Coëmont (*Sarthe*)	320,000 00	320,000 00	//	320,000 00	//
—— de Moissac (*Tarn-et-Garonne*)	500,000 00	500,000 00	//	500,000 00	//
—— de Laval (*Mayenne*)	200,000 00	200,000 00	//	200,000 00	//
CANAUX.					
Canal des Ardennes	8,000,000 00	8,000,000 00	//	8,000,000 00	//
—— de la Somme	6,600,000 00	6,600,000 00	//	6,600,000 00	//
—— latéral de l'Oise	3,000,000 00	2,999,335 13	193 97	2,999,529 10	470 90
—— du Rhône au Rhin	10,000,000 00	10,000,000 00	//	10,000,000 00	//
—— de la rivière d'Isle	2,500,000 00	2,500,000 00	//	2,500,000 00	//
—— de Bretagne	36,000,000 00	33,322,979 28	2,503,992 43	35,826,971 71	173,028 29
—— de Berry	12,000,000 00	10,648,136 17	1,169,879 42	11,818,015 59	181,984 41
—— latéral à la Loire	12,000,000 00	11,999,761 22	128 76	11,999,889 98	110 02
—— du Nivernais	8,000,000 00	7,999,602 81	397 19	8,000,000 00	//
—— de Bourgogne	24,989,000 02	22,521,136 36	2,373,166 86	24,894,303 22	94,696 80
—— d'Arles à Bouc	5,500,000 00	5,499,753 22	246 78	5,500,000 00	//
TRAVAUX DIVERS					
Travaux du port de Dunkerque. (*Loi du 20 juin 1821.*)	1,940,000 00	1,940,000 00	//	1,940,000 00	//
Canal de Saint-Maur. (*Loi du 27 avril 1822.*)	655,200 00	655,200 00	//	655,200 00	//
Navigation du Tarn entre Alby et Gaillac. (*Loi du 14 août 1822.*)	800,000 00	800,000 00	//	800,000 00	//
Travaux du port du Havre (*Loi du 28 juin 1829*)	1,050,000 00	697,000 00	350,456 40	1,047,456 40	2,543 60
Travaux du port de Boulogne (*Idem*)	538,913 13	296,056 00	242,750 00	538,806 00	107 13
Travaux du port de Granville (*Loi du 29 juillet 1829.*)	600,000 00	496,000 00	104,000 00	600,000 00	//
Travaux des quais et ports de Rouen. (*Loi du 31 mars 1831*)	171,836 86	//	152,900 00	152,900 00	18,936 86
	139,394,950 01	132,024,960 19	6,898,111 81	138,923,072 00	471,878 01

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

DÉVELOPPEMENT des Annulations de payements constatées pendant l'année 1832, sur les Dépenses des Ministères.

EXERCICE 1831.

MINISTÈRES.	MOTIFS DES ANNULATIONS.			
	FONDS REVERSÉS dans les caisses du trésor public sur les ordonnances des ministres.	REMBOURSEMENTS d'avances faites par des ministères pour le compte d'autres ministères.	CHANGEMENTS d'imputation.	TOTAL.
Justice	6,214 15	//	76 66	6,290 81
Affaires étrangères	1,410 00	//	//	1,410 00
Instruction publique et cultes	279 16	//	200 00	479 16
Intérieur	479,030 33	//	6,782 15	485,812 48
Commerce et travaux publics	5,883 58	//	34,242 07	40,125 65
Guerre	1,116,370 98	384,928 73	2,204,089 28	3,705,388 99
Marine	258,775 87	846,216 46	243,627 86	1,348,620 19
Finances — dette publique	254,866 23	//	4	254,870 23
Finances — services divers	20,322 71	//	77,096 95	97,419 66
Finances — frais de régie, &c.	2,354 90	//	16,490 72	18,845 62
Finances — remboursements et restitutions	//	//	//	//
	2,145,507 91	1,231,145 19	2,582,609 69	5,959,262 80

EXERCICE 1832.

MINISTÈRES.	MOTIFS DES ANNULATIONS.			
	FONDS REVERSÉS dans les caisses du trésor public sur les ordonnances des ministres.	REMBOURSEMENTS d'avances faites par des ministères pour le compte d'autres ministères.	CHANGEMENTS d'imputation.	TOTAL.
Justice	//	2,000 00	//	2,000 00
Affaires étrangères	13,791 24	650 00	//	14,441 24
Instruction publique	//	//	//	//
Intérieur et cultes	//	//	//	//
Commerce et travaux publics	3,000 00	//	200 00	3,200 00
Guerre	//	1,094,569 54	645,671 63	1,740,241 17
Marine	15,954 57	131,530 19	136,495 07	283,979 83
Finances — dette publique	104,431 53	//	111 42	104,542 95
Finances — services publics	21,485 49	//	85,789 51	107,275 00
Finances — frais de régie, &c.	//	//	58,133 75	58,133 75
Finances — remboursements et restitutions	//	//	//	//
	158,662 83	1,228,749 73	926,401 38	2,313,813 94

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

DÉVELOPPEMENT des Payements effectués, pendant les années 1830, 1831 et 1832, sur l'Exercice 1831.

DÉPARTEMENTS.	DETTE publique et dotations.	DÉPENSES GÉNÉRALES DES SERVICES PUBLICS								FRAIS DE RÉGIE, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	REMBOURSEMENTS et restitutions, non-valeurs et primes.	TOTAL GÉNÉRAL des PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les dépenses publiques.	OBSERVATIONS.
		JUSTICE.	AFFAIRES étrangères.	INSTRUCTION publique et cultes.	INTÉRIEUR.	COMMERCE et travaux publics.	GUERRE.	MARINE.	FINANCES.				
Ain	749,886 59	122,936 92	//	421,582 25	//	606,650 00	1,537,507 51	138 44	114,268 66	1,083,644 78	320,522 18	4,957,137 93	
Aisne	1,571,504 66	154,295 23	//	414,557 68	226 50	1,372,850 74	4,666,534 84	662 29	177,698 22	1,241,415 05	765,191 04	10,364,936 25	
Allier	553,581 90	107,905 94	//	333,386 87	10,407 90	1,088,269 44	1,099,346 69	616 39	102,582 43	639,224 11	223,924 26	4,159,245 93	
Alpes (Basses)	345,526 19	111,816 88	//	327,133 60	//	430,582 47	661,913 08	19 84	85,615 41	585,180 56	93,123 13	2,640,911 16	
Alpes (Hautes)	278,010 69	79,929 68	//	326,288 34	//	568,504 35	2,861,986 52	123 91	61,541 26	401,586 47	71,652 57	4,649,623 79	
Ardèche	379,118 34	110,917 54	//	480,920 60	//	652,342 56	330,210 29	2,067 57	99,002 86	418,519 56	240,958 85	2,714,058 17	
Ardennes	1,224,365 79	118,158 20	//	283,644 75	//	1,779 871 47	6,570,714 12	8,922 56	155,707 31	1,465,087 76	368,226 82	11,974,698 78	
Ariége	311,876 49	90,786 68	//	295,517 26	1,932 35	510,279 08	510,464 37	209 53	67,464 55	490,428 00	150,329 27	2,429,287 58	
Aube	888,823 25	127,488 79	//	326,107 02	46 50	1,182,551 52	681,576 24	250 29	133,004 14	757,321 21	278,286 49	4,375,455 45	
Aude	569,452 45	122,114 81	//	364,401 33	1,313 30	719,283 44	1,846,626 13	255 32	146,744 15	660,006 00	375,199 78	4,805,396 71	
Aveyron	462,534 02	152,474 88	//	713,879 11	61 65	811,818 77	408,819 69	917 59	124,089 00	570,356 24	264,821 50	3,509,772 45	
Bouches-du-Rhône	1,790,126 83	293,215 48	//	349,568 36	110,771 62	1,723,236 72	9,748,491 79	1,610 68	304,916 66	2,604,654 36	8,622,594 15	25,549,186 65	
Calvados	1,733,808 17	332,261 96	//	731,963 82	459 50	1,722,967 90	2,179,158 98	1,023 29	169,071 75	1,606,888 65	635,571 01	9,113,175 03	
Cantal	370,151 63	113,024 72	//	370,896 32	371 25	639,051 24	621,334 15	415 65	81,165 14	397,282 17	244,338 44	2,838,030 71	
Charente	839,598 19	122,799 13	//	318,183 09	976 50	949,855 46	417,030 63	484,232 91	120,784 77	662,879 61	315,544 24	4,231,704 53	
Charente-Inférieure	910,111 87	165,212 69	//	368,348 08	//	1,795,729 40	2,452,764 62	3,235,533 14	199,504 19	1,552,268 76	563,149 39	11,242,624 14	
Cher	481,435 40	215,638 49	//	346,141 05	126,466 25	1,426,899 66	553,551 07	576 05	114,526 97	478,316 65	173,717 90	3,917,269 49	
Corrèze	391,173 43	96,976 59	//	340,617 57	122,478 35	643,744 82	375,947 85	517 50	74,341 85	371,726 65	145,915 83	2,563,442 44	
Corse	300,868 37	332,143 51	//	427,596 77	14,676 45	537,217 00	2,759,461 96	690 46	45,625 33	470,907 82	60,339 75	4,949,527 42	
Côte-d'Or	1,646,413 38	250,314 34	//	538,835 09	25,255 95	1,378,528 69	3,075,100 10	674 65	177,684 88	1,147,517 98	405,560 45	8,645,885 51	
Côtes-du-Nord	824,159 28	152,646 02	//	499,429 51	6,660 00	1,249,840 91	1,313,475 38	3,673 02	140,108 18	964,993 93	242,916 36	5,397,902 59	
Creuse	361,425 06	91,793 80	//	176,965 19	//	504,611 29	738,592 32	113 06	65,943 27	369,108 69	122,253 96	2,410,806 64	
Dordogne	863,703 84	153,780 07	//	382,401 83	262,995 17	1,362,083 81	1,515,747 06	626 82	139,607 48	673,220 76	353,675 27	5,707,842 11	
Doubs	1,286,483 73	228,652 70	//	472,281 70	808 95	1,661,659 04	7,681,758 85	325 50	125,877 94	1,509,219 83	236,395 55	13,203,463 79	
Drôme	707,669 07	118,579 61	//	367,253 35	504 00	666,803 71	1,772,076 16	2,923 89	122,146 69	510,455 22	343,549 45	4,611,961 15	
Eure	943,019 05	158,542 39	//	501,059 15	//	1,335,753 05	1,591,884 58	893 30	145,328 36	935,662 44	411,489 88	6,023,632 20	
Eure et-Loire	820,877 57	108,236 37	//	341,601 37	//	764,929 94	740,315 20	1,460 85	137,752 38	641,283 61	363,960 54	3,920,417 83	
Finistère	1,019.735 39	151,128 24	//	375.995 47	61,473 56	802,874 20	2,629,479 66	15,308,874 59	174.927 25	2,105,049 47	216,853 10	22,846,390 93	
Gard	680,774 68	266,457 93	//	401,517 28	9,191 50	984,658 31	2,580,092 79	2,995 95	112,952 01	929,405 17	408,310 90	6,376,356 52	
Garonne (Haute)	1,827,909 49	323,789 41	//	516,309 71	14,187 90	1,072,037 88	4,902,360 07	307,450 04	212,820 17	1,856,974 37	530,996 22	11,564,835 26	
Gers	594,921 51	117,682 02	//	437,454 51	589 00	750,934 36	855,151 14	60 60	124,319 28	469,846 21	308,600 67	3,659,559 30	
Gironde	4,184,324 33	439,787 68	//	599,836 49	113,740 55	2,400,459 59	3,107,178 58	1,344,084 10	345,501 75	3,251,566 57	2,173,334 65	17,959,814 29	
Hérault	1,159,936 17	289,715 67	//	380,924 63	12,520 05	1,050,519 68	5,172,114 52	150,297 02	108,536 64	1,119,179 93	544,575 98	9,988,319 69	
Ille-et-Vilaine	1,703,802 38	368,786 67	//	608,776 09	164,630 70	1,526,525 60	5,165,456 23	869,014 40	156,810 96	2,515,049 52	309,896 35	13,388,748 90	
Indre	415,383 12	100,953 32	//	134,462 11	1,445 51	706,833 45	641,180 30	204 86	95,307 29	454,492 94	223,542 05	2,773,804 95	
Indre-et-Loire	1,310,622 92	96,807 36	//	338,323 70	57,606 59	775,300 96	2,248,125 32	1,103 66	112,865 35	943,813 44	386,992 55	6,271,561 85	
Isère	1,228,988 31	294,745 32	//	526,924 39	3,551 45	1,121,286 32	4,555,391 27	494,710 79	199,466 97	1,550,420 87	577,619 24	10,553,104 93	
Jura	1,056,802 51	124,639 91	//	380,945 87	//	558,490 48	857,945 12	399 04	137,779 34	1,010,892 24	215,086 66	4,342,981 17	
Landes	408,256 98	94,050 91	//	284,171 15	574 50	832,486 22	357,397 71	317 47	78,119 53	381,728 65	139,597 67	2,576,700 79	
Loir-et-Cher	614,763 21	88,551 06	//	340,588 03	1,806 50	685,142 11	648,920 22	270 74	106,939 90	482,619 76	218,889 25	3,188,490 78	
Loire	419,850 89	103,418 61	//	316,450 59	298 90	1,044,018 47	1,002,394 11	1,352 40	123,423 31	559,185 50	375,237 89	3,945,630 69	
Loire (Haute)	362,512 17	105,941 03	//	396,511 80	459 00	555,071 61	458,619 09	63 28	78,766 42	357,924 22	208,511 44	2,524,380 06	
Loire-Inférieure	1,429.927 01	148,587 64	//	312,465 08	13,833 80	1,202,727 40	3,581,702 64	1,085,956 35	262,148 13	1,957,452 79	845,883 55	10,880,684 39	
Loiret	1,202,313 70	249,373 33	//	380,826 03	3,546 50	924,922 66	1,043,478 18	1,326 34	141,025 63	823,861 13	499,411 91	5,270,185 41	
Lot	420 842 87	104,317 25	//	475,170 60	138 00	710,856 23	383,956 81	4,969 40	78,327 98	2,622,467 70	259,461 56	5,060,508 40	
Lot-et-Garonne	698,969 09	212,191 95	//	383,237 86	2,529 75	1,235,317 72	631,474 41	119 87	128,232 90	2,382,432 65	350,203 67	6,024 709 87	
Lozère	165,952 47	91,992 24	//	312,627 47	//	468,001 03	307,576 90	61 03	51,111 70	245,077 59	131,470 26	1,777,870 69	

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *DÉVELOPPEMENT des Payements effectués, pendant les années 1830, 1831 et 1832, sur l'Exercice 1831.*

DÉPARTEMENTS.	DETTE publique et dotations.	DÉPENSES GÉNÉRALES DES SERVICES PUBLICS								FRAIS DE RÉGIE, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	REMBOURSEMENTS et restitutions, non-valeurs et primes.	TOTAL GÉNÉRAL des PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les dépenses publiques.	OBSERVATIONS.
		JUSTICE.	AFFAIRES étrangères.	INSTRUCTION publique et cultes.	INTÉRIEUR.	COMMERCE et travaux pubics.	GUERRE.	MARINE.	FINANCES.				
Maine-et-Loire	1,113,302 07	277,767 68	//	485,456 91	1,795 50	1,696,408 05	4,558,686 [illegible]	1,540 56	158,938 27	795,714 09	390,645 93	9,480,255 73	
Manche	1,429,009 30	179,405 45	//	720,962 09	69 00	1,478,014 78	2,703,977 [illegible]	3,072,375 16	123,017 97	1,609,744 41	601,524 63	11,918,100 12	
Marne	1,541,920 22	151,062 53	//	599,624 71	13,684 30	1,324,048 42	3,460,811 [illegible]	1,233 71	202,628 14	1,128,024 34	575 947 82	8,998,985 42	
Marne (Haute)	954,263 62	161,939 23	//	343,168 34	250 00	731,437 17	1,017,561 [illegible]	77 76	115,805 96	611,897 57	168,471 16	4,044,873 04	
Mayenne	746,920 67	95,716 61	//	290,039 39	38,965 00	694,627 98	1,149,481 [illegible]	3,239 01	104,651 98	493,990 12	174,296 84	3,791,930 71	
Meurthe	2,518,311 15	276,853 93	//	571,719 71	//	963,570 09	7,570,079 [illegible]	261 52	161,167 29	1,303,527 36	264,452 59	13,629,943 02	
Meuse	1,710,876 83	127,435 84	//	412,021 51	658 10	685,733 17	4,374,431 [illegible]	57 02	187,977 05	949,569 39	211,209 12	8,659,971 41	
Morbihan	986,946 79	130,162 17	//	416,673 26	8,000 00	1,000,718 29	4,152,497 [illegible]	3,486,256 88	191,861 20	1,368,903 92	191,064 83	11,933,084 84	
Moselle	2,479,985 13	257,922 02	//	550,722 61	20,190 60	847,345 53	18,737,136 [illegible]	658 42	186,203 62	2,017,912 87	348,778 94	25,446,856 16	
Nièvre	466,745 28	99,357 73	//	280,595 05	820 50	2,946,097 93	678,671 [illegible]	2,097,312 55	106,980 76	599,226 97	221,473 60	7,497,281 65	
Nord	3,862,975 79	409,996 98	//	658,389 47	51,068 53	2,712,152 94	19,917,577 [illegible]	198,339 13	470,832 16	8,481,722 30	1,847,258 37	38,611,312 78	
Oise	1,330,715 63	136,030 98	//	355,564 05	231 00	1,504,989 85	1,545,094 [illegible]	169 11	175,199 81	886,461 05	727,,04 28	6,661,959 91	
Orne	916,006 84	142,084 59	//	504,396 58	24,547 80	998,097 09	936,088 [illegible]	4,887 79	141,199 77	765,366 03	328,375 21	4,761,050 02	
Pas-de-Calais	1,705,351 78	193,071 08	//	704,754 20	3,707 10	1,309,364 99	7,495,648 [illegible]	735 51	209,409 19	2,459.797 28	887,421 32	14.969,261 43	
Puy-de-Dôme	885,354 78	305,202 88	//	513,329 52	98,239 40	1,108,508 92	1,405,250 [illegible]	3,498 08	198,947 55	890,150 29	409,395 09	5,817,877 27	
Pyrénées (Basses)	1,529,309 08	241,574 31	//	451,622 85	46,949 01	909,085 36	3,579,053 [illegible]	544,858 27	175,633 99	1,527,264 93	615,608 03	9,620,959 76	
Pyrénées (Hautes)	353,413 46	94,738 13	//	272,211 47	933 70	507,657 32	670,375 [illegible]	175 04	73,488 28	428,711 78	88,752 72	2,490,477 47	
Pyrénées-Orientales	413,577 96	85,583 68	//	192,800 87	7,484 46	492,421 18	3,846,564 [illegible]	218 31	101,483 10	702,081 12	148,019 27	5,990,234 58	
Rhin (Bas)	2,324,492 31	168,220 36	//	586,874 19	20,322 77	2,403,301 51	20,275,308 [illegible]	639 10	219,477 64	4,440,328 09	802,441 32	31,241,405 93	
Rhin (Haut)	1,272,710 29	229,310 04	//	377,219 85	98 50	1,072,642 27	3,750,417 [illegible]	72 08	135,194 62	1,564,797 70	534,948 72	8,937,411 80	
Rhône	2,116,710 54	351,124 90	//	441,474 86	204,108 78	1,567,701 91	10,543,973 [illegible]	3,381 64	249,141 66	2,282,632 98	1,041,118 55	18,801,371 63	
Saone (Haute)	1,480,272 52	103,428 93	//	340,600 21	276 00	529,012 30	1,433,235 [illegible]	1,978 27	123,903 78	716,147 17	156,856 41	4,845,711 44	
Saone-et-Loire	1,168,731 59	152,239 52	//	459,433 57	130,836 11	1,309,075 85	1,625,467 [illegible]	1,591 40	230,535 36	816,368 56	397,823 34	6,292,102 59	
Sarthe	779,576 23	118,241 84	//	458,731 49	138 00	848,121 06	1,375,360 [illegible]	365 90	144,926 92	737,256 05	320,184 40	4,782,902 37	
Seine	48,046 56	328,477 40	//	//	//	//	//	//	185,549 85	7,844,467 57	7,437,010 25	15,843,551 63	
Seine-Inférieure	2,242,019 04	435,596 10	//	654,329 30	15,138 55	3,471,936 70	2,142,418 [illegible]	203,978 35	389,200 45	3,304,705 55	2,326,449 08	15,185,772 10	
Seine-et-Marne	1,349,170 58	151,221 25	//	349,252 35	823 50	1,283,621 27	2,758,673 [illegible]	1,922 01	172,076 74	850,705 32	659,884 63	7,577,351 18	
Seine-et-Oise	3,053,575 86	215,319 51	//	670,304 69	529 50	2,082,239 87	4,270,429 [illegible]	1,894 78	207,411 26	1,455,290 36	936,718 37	12,893,713 32	
Sèvres (Deux)	559,981 36	107,257 91	//	250,082 20	//	687,719 91	2,704,694 [illegible]	1,714 97	102,225 82	481,189 45	216,040 97	5,110,846 70	
Somme	1,788,597 20	304,062 74	//	578,562 40	228 00	1,415,989 36	2,718,538 [illegible]	473 38	227,089 04	1,330,735 76	739,910 15	9,099,183 65	
Tarn	546,415 22	126,808 34	//	508,611 17	276 00	770,324 16	1,666,814 [illegible]	967 45	101,266 64	484,810 06	312,771 55	4,513,064 89	
Tarn-et-Garonne	484,052 08	98.824 34	//	335,603 57	5,076 56	723,180 34	579,654 [illegible]	669 89	81,424 00	420,006 48	357,560 18	3,086,052 28	
Var	1,245,523 30	131,246 43	//	286,970 28	18,041 66	676,893 51	5,136,527 [illegible]	14,763,059 52	151,884 95	1,555,950 04	275,440 63	24,241,537 70	
Vaucluse	707,608 53	103,105 90	//	263,762 16	18,213 96	509,974 12	1,582,189 [illegible]	3,777 55	77,995 09	607,653 51	165,480 91	4.040,760 74	
Vendée	435,012 56	99,326 72	//	378,678 37	800 00	922,799 49	1,805,830 [illegible]	601 44	141,113 77	822,535 16	207,187 53	4,813.885 75	
Vienne	941,728 04	266,569 60	//	348,133 49	56,120 15	571,944 33	1,755,149 [illegible]	288 65	133,393 81	542,353 72	246,417 50	4.862,098 48	
Vienne (Haute)	574,135 19	222,000 06	//	289,598 31	46,990 75	900,457 25	1,220,977 [illegible]	1,721 92	132,801 49	480,809 41	197,521 02	4,067,013 24	
Vosges	964,488 58	134,722 66	//	411,046 56	//	605,216 28	821,961 [illegible]	1,440 83	125,603 99	804,182 73	158,168 10	4,026,851 80	
Yonne	946,287 94	145,809 20	//	404,087 97	27,619 80	1,021,660 24	705,908 [illegible]	2,783 56	179,320 06	791,660 53	429,529 44	4,654,667 72	
Armée de Morée	//	//	//	//	//	//	1,605,680 [illegible]	//	//	//	//	1,605,680 75	
Armée d'Afrique	1,212 24	//	//	//	//	//	9,141,388 [illegible]	//	//	//	//	9,142,601 16	
Armée du Nord	//	//	//	//	//	//	5,541,679 [illegible]	//	286,196 27	//	//	5,827,875 42	
Trésor public	274.663,086 50	4,252,534 77	8,626,332 21	1,524,437 07	7,599,282 75	27,036,678 61	113,831,236 [illegible]	23,629,947 76	9,491,487 23	11,560,542 49	675,523 40	482,891,109 58	
	367,154,717 08	19,556,915 33	8,626,332 21	36,965,926 57	9,610,991 29	119,815,170 16	386,624,854 [illegible]	71,362,272 71	22,636,132 87	120,144,792 10	52,112,869 83	1,214,610,974 47	

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

DÉVELOPPEMENT des Payements effectués, pendant les années 1831 et 1832, sur l'Exercice 1832.

DÉPARTEMENTS.	DETTE PUBLIQUE et dotations.	DÉPENSES GÉNÉRALES DES SERVICES PUBLICS.								FRAIS DE RÉGIE, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	REMBOURSEMENTS et restitutions, non-valeurs et primes.	TOTAL GÉNÉRAL des payements effectués sur les dépenses publiques	OBSERVATIONS.
		JUSTICE.	AFFAIRES ÉTRANGÈRES.	INSTRUCTION PUBLIQUE.	INTÉRIEUR et cultes.	COMMERCE et travaux publics.	GUERRE.	MARINE.	FINANCES.				
Ain	608,522f 64c	115,040f 61c	"	350f 00c	318,174f 22c	478.423f 35	534,261f 99c	583f 15c	83,252f 10c	900,695f 46c	229,330f 19c	3,268,633f 71c	
Aisne	1,342,645 73	142,997 40	"	3,980 00	289,402 58	1,045,565 85	2,486,471 33	690 22	169,063 06	1,080,137 06	691,387 57	7,252,340 80	
Allier	423,112 08	102.845 40	"	27,700 00	243,412 34	972,422 76	809.397 66	828 51	71,535 75	480,872 04	132.572 35	3,264.698 89	
Alpes-Basses	302,307 22	104,381 45	"	"	233,951 93	423,106 49	619,545 99	94 24	61,211 53	508,180 06	69,034 62	2,321,813 53	
Alpes-Hautes	232,423 17	73,202 50	"	1,470 00	185,944 88	477,204 56	1,327,632 03	391 52	41,239 26	342,045 05	42,885 01	2,724,437 98	
Ardèche	304,277 50	105,862 86	"	29,298 66	296,123 09	483.199 93	312,062 74	1,049 49	64,724 74	340,476 55	177,694 02	2,114,769 58	
Ardennes	1,009,540 26	105,948 87	"	505 00	206,741 18	1.191,015 53	3,888,953 13	15,892 02	142,624 88	1,329,282 73	269,584 36	8,160,087 96	
Ariége	267,215 72	82,911 16	"	1,500 00	209.949 62	379,459 99	356,964 15	363 17	36,183 24	391,776 86	71,490 71	1,797,814 62	
Aube	767,123 16	114,035 25	"	1,130 00	231,400 58	1,000,743 78	444,384 34	1,253 69	112,005 09	592,117 05	179,132 86	3,443.325 80	
Aude	518,359 20	110,617 56	"	985 00	277,108 53	574,917 06	943,719 99	1,128 90	95,675 45	526,854 88	269,949 81	3,319,316 38	
Aveyron	388,313 42	144,625 18	2.	35,187 75	540,113 46	683,622 26	287,064 25	2,299 98	94,093 32	463,988 25	130,804 86	2,770,112 73	
Bouches-du-Rhône	1,689,450 59	274 090 30	"	30,125 00	362,115 80	1,801,363 31	9,978,023 23	528 04	244,111 49	2,491,627 18	12,195,886 91	29.067,321 85	
Calvados	1,515,501 77	301,639 15	"	36,678 39	526 626 99	1,390,792 68	1,479.604 40	1,335 19	132,655 68	1,367,175 04	482,870 47	7,214.879 76	
Cantal	317,915 28	103,488 33	"	625 00	266,377 86	588,184 98	633.390 28	1,302 00	79.865 32	329,479 06	128,783 84	2,449,411 95	
Charente	696,114 88	110,279 04	"	185 00	186,429 31	689,664 90	425,793 11	270,430 20	112,080 43	540,673 11	209.379 43	3,241,029 41	
Charente-Inférieure	747,661 88	154,396 93	"	"	253,780 21	1,380,810 61	2,010,548 54	2,637,406 60	147,463 41	1,273,553 02	369,118 05	8,974.739 25	
Cher	419,771 26	182,571 37	"	46,156 67	253,963 38	1,507,841 08	914,407 76	1,369 84	88,207 44	374,854 67	95.792 99	3,884,936 46	
Corrèze	307,700 68	91,116 40	"	270 00	294,028 03	568,624 34	260,728 44	1,226 84	72.427 94	296,971 15	79.744 47	1.972,838 29	
Corse	239,708 27	275,553 77	"	10,207 00	306,999 17	393.744 86	2,355,676 86	317 99	39,161 83	388,080 53	35,537 18	4,044.987 46	
Côtes-d'Or	1,397,205 48	222,445 43	"	42,437 25	343,943 52	1,429,291 66	2,604,512 83	3,049 93	160,323 96	994,771 11	277,303 25	7,475,284 42	
Côtes-du-Nord	680,127 74	134,430 70	"	2,300 00	375,246 10	1,460,208 78	1,089.242 01	2,161 58	103.468 08	834,960 30	169,532 81	4.851,678 10	
Creuze	294,964 86	84,451 80	"	"	131,010 17	384,098 78	608,160 84	211 92	52,826 39	300,534 11	91,769 98	1,948,028 85	
Dordogne	708,609 10	137,190 21	"	1,500 00	374,481 46	1,211,789 66	1,263,354 44	2,142 00	111,383 33	551,007 28	179,999 92	4,541.457 34	
Doubs	1,031,486 66	195,575 56	"	28,173 25	328,688 68	1,116,601 10	3780.492 98	1,158 96	102,836 56	1,302,464 72	149,821 96	8,037,300 43	
Drôme	595,908 27	108,932 23	"	1,060 00	256,239 05	532,734 31	1,701,182 18	4,111 15	69,137 49	408,661 04	268,195 19	3,946,160 93	
Eure	821,119 83	149,886 89	"	2,000 00	351,247 48	907,146 38	1,116,038 93	2,178 42	109.389 40	739,352 70	273,515 80	4.471,895 81	
Eure-et-Loir	698,065 69	100,825 20	"	2,200 00	251,334 79	587,607 40	518,426 74	1,604 30	128.139 93	521,381 85	305,894 43	3,115,480 53	
Finistère	895,437 89	138,657 09	"	7,438 00	309,441 80	678,673 15	2,271,060 50	11,470,344 19	96,612 49	1,934,469 42	128,907 94	17,931,042 47	
Gard	580,750 05	243,909 07	"	32,210 00	294,005 58	820,440 14	2,471,444 01	5,879 67	92,433 94	732,982 12	291,833 61	5,565,888 19	
Garonne (Haute)	1,611,103 01	288,742 59	"	34,955 00	387,903 27	785,947 14	4,664,997 31	174,680 23	150,298 96	1,562,224 17	305,139 00	9,965.990 68	
Gers	490,071 29	108,249 58	"	100 00	333,447 48	680,782 61	672,999 58	341 74	53,883 44	361,634 04	137,895 70	2,839 405 46	
Gironde	4,070,733 55	383,566 10	"	37,815 00	561,276 93	1,886,758 15	2,238,173 31	948,344 43	210,357 80	2,769,548 87	2,641.497 96	15,748,072 10	
Hérault	1,004,877 50	241,084 31	"	34,385 00	286,644 26	877,459 06	4,068,931 35	48,253 64	113,302 38	941,198 63	420,888 14	8,037,024 27	
Ille-et-Vilaine	1,516,265 23	320,127 61	"	48,950 00	508,851 76	1,166,803 23	4153,186 78	787,988 32	94,038 74	2,086,475 32	242,855 82	10,025,542 81	
Indre	345,691 38	89,838 76	"	3,570 00	165,433 45	609,940 19	426,122 77	415 76	52,067 13	336,307 85	126,411 13	2,155,798 42	
Indre-et-Loire	1,218,264 08	86,912 91	"	23,244 25	363,623 46	682,906 80	2,618,862 07	4,345 66	85,222 47	762,849 95	211,795 28	6,058,026 93	
Isère	1,012,372 53	258,819 00	"	39,096 00	390,675 48	955,737 04	4548,254 48	203,562 99	126,006 56	1,312,432 68	442,354 89	9.289,311 65	
Jura	840,084 09	106,248 09	"	382 50	265,668 86	540,828 72	559,237 43	1,365 49	105,652 24	840,913 61	132,487 35	3,392,868 38	
Landes	363,079 87	84,850 81	"	"	195,535 38	615,839 01	292,246 85	395 39	61,985 47	317,520 20	57.357 60	1,988,810 58	
Loir-et-Cher	545,956 64	100,485 36	"	50 00	248,808 23	564,662 21	926,909 90	571 46	84,434 25	375,479 17	143,847 09	2,991,204 31	
Loire	343,294 54	91,140 63	"	"	246,324 30	694,542 77	753,017 54	3.240 49	80,929 97	447,135 00	318,970 63	2,978,595 87	
Loire (Haute)	324,493 77	98,581 62	"	1,725 00	275,740 02	355,067 15	532,113 09	1,121 94	49,367 58	278,150 80	120,011 68	2.036,372 65	
Loire-Inférieure	1,332,586 40	137,486 10	"	49,090 00	220,101 67	1,300,980 37	3,082,651 04	778,619 23	219,004 44	1,743,868 31	969,432 71	9,833,830 27	
Loiret	1,094,675 03	218,341 44	"	39,954 25	237,930 09	869,604 52	1,459,107 52	2,061 52	107,570 06	655,205 73	347,305 04	5,031,155 20	
Lot	353,414 04	98,640 31	"	31,968 44	400,929 46	594,012 11	358,320 99	3,715 92	49,272 91	2,129,964 62	123,983 52	4,144,222 32	
Lot-et-Garonne	603,594 42	191,177 56	"	"	275,598 64	1,086,455 79	382,880 01	232 09	85,553 77	2,230,986 86	195,852 02	5,052,331 16	
Lozère	137,137 54	78,930 73	"	900 00	217,452 25	416,168 30	349,168 54	211 58	39,031 54	203,866 43	68,244 06	1,511,110 97	
Maine-et Loire	896,011 97	239,078 98	"	32,102 00	330,882 75	1,411,953 50	4730,460 09	2,854 27	86,073 29	615,332 66	218,754 99	8,563,504 50	

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement des payements effectués, pendant les années 1831 et 1832, sur l'Exercice 1832.*

DÉPARTEMENTS.	DETTE PUBLIQUE et dotations.	DÉPENSES GÉNÉRALES DES SERVICES PUBLICS. — JUSTICE.	AFFAIRES ÉTRANGÈRES.	INSTRUCTION PUBLIQUE.	INTÉRIEUR et cultes.	COMMERCE et travaux publics.	GUERRE.	MARINE.	FINANCES.	FRAIS DE RÉGIE, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	REMBOURSEMENTS et restitutions, non-valeurs et primes.	TOTAL GÉNÉRAL des payements effectués sur les dépenses publiques.	OBSERVATIONS.
Manche	1,223,471f 87c	163,387f 87c	//	150f 00c	524,729f 47c	1,102,800f 08c	2,118,148f 72c	5,588,084f 19c	141,594f 39c	1,386,055f 35c	414,974f 63c	9,663,396f 57c	
Marne	1,323,309 83	132,515 16	//	27,650 00	351,364 63	1,121,985 40	2,943,465 69	3,282 27	135,429 20	938,993 40	367,077 55	7,345,073 13	
Marne (Haute)	799,113 69	93,237 50	//	214 00	250,059 47	617,636 67	817,132 57	366 84	84,200 58	498,428 92	93,048 33	3,253,438 57	
Mayenne	624,188 69	92,637 41	//	2,130 00	230,385 51	615,488 15	725,112 66	6,640 30	61,926 62	366,400 35	119,420 12	2,838,529 81	
Meurthe	2,097,762 19	242,275 89	//	40,690 00	377,415 22	813,889 83	4,795,138 75	1,657 26	124,572 28	1,010,140 53	186,128 60	9,689,670 55	
Meuse	1,316,090 03	108,248 63	//	5,500 00	276,967 39	621,701 81	4,486,376 51	599 73	95,285 91	734,806 10	127,883 34	7,773,459 45	
Morbihan	768,551 24	123,756 41	//	40,925 00	283,470 06	1,435,982 62	3,678,529 60	2,696,098 07	98,050 35	1,174,225 44	141,320 72	10,440,909 51	
Moselle	2,145,595 81	224,419 94	//	42,350 00	381,028 22	855,361 85	12,679,549 84	1,057 03	124,624 56	1,729,316 49	261,232 58	18,444,536 32	
Nièvre	359,205 69	94,420 24	//	1,350 00	207,957 50	2,618,765 60	791,707 82	1,185,951 86	95,350 33	492,828 56	153,136 61	6,000,674 21	
Nord	3,443,347 34	357,989 28	//	33,956 65	509,072 53	2,169,347 65	18,308,426 71	150,067 97	439,849 13	8,365,508 87	1,704,270 12	35,481,836 25	
Oise	1,120,240 13	122,341 28	//	4,745 00	270,722 65	1,359,220 35	1,040,623 25	1,384 44	86,141 68	696,806 36	480,590 96	5,182,816 10	
Orne	777,675 19	139,869 01	//	30 00	410,014 24	656,139 68	841,963 09	9,921 96	110,902 50	577,851 88	190,922 54	3,715,290 09	
Pas-de-Calais	1,467,379 04	170,448 06	//	//	504,217 59	1,171,226 70	5,732,213 84	901 86	190,374 21	2,550,852 35	682,018 85	12,469,632 50	
Puy-de-Dôme	727,079 65	271,656 77	//	30,450 00	431,830 36	833,912 98	1,386,923 73	1,253 45	170,317 86	700,886 67	253,685 14	4,807,996 61	
Pyrénées (Basses)	1,485,047 65	213,329 98	//	24,012 00	358,911 21	793,692 42	2,991,047 18	377,866 90	113,604 33	1,315,785 93	310,366 90	7,983,664 50	
Pyrénées (Hautes)	322,763 22	81,458 62	//	//	196,054 11	372,906 88	432,553 07	184 76	68,201 32	330,472 91	49,222 17	1,853,817 06	
Pyrénées-Orientales	302,647 49	76,999 55	//	1,845 00	152,581 98	360,486 55	3,225,477 65	997 91	121,258 54	600,854 57	98,191 39	4,941,340 63	
Rhin (Bas)	1,923,374 19	165,458 82	//	39,512 50	442,978 57	2,360,559 72	11,570,319 72	1,195 87	201,152 58	3,448,536 88	867,354 23	21,018,443 08	
Rhin (Haut)	1,015,072 19	214 758 93	//	//	280,736 11	1,476,896 40	3,122,327 37	883 08	125,076 09	1,333,912 66	467,929 64	8,037,592 47	
Rhône	2,134,055 55	341,031 21	//	42,591 88	667,516 27	1,371,727 33	9,680,081 22	7,481 97	262,107 68	2,073,607 21	799,997 91	17,380,198 23	
Saone (Haute)	970,502 57	100,835 02	//	1,765 00	224,791 13	507,339 23	1,675,328 02	1,289 76	117,559 08	473,574 41	82,299 33	4,155,283 55	
Saone-et-Loire	1,125,978 18	142,914 62	//	5,269 00	433,604 36	1,185,182 42	661,606 37	2,040 71	158,181 82	727,641 47	238,052 88	4,680,471 83	
Sarthe	670,377 17	106,281 36	//	100 00	320,649 18	717,247 63	1,167,363 48	1,533 47	83,478 14	536,220 79	233,523 48	3,836,774 70	
Seine	25,410 42	382,482 46	//	//	//	//	//	//	104,323 61	6,383,371 50	5,925,400 27	12,820,988 26	
Seine-Inférieure	2,129,185 89	419,562 51	//	31,900 00	412,194 83	2,597,896 39	2,182,145 15	230,818 08	259,876 23	2,860,862 24	2,568,634 50	13,693,075 82	
Seine-et-Marne	1,185,505 11	128,337 34	//	5,525 00	248,284 60	1,148,458 90	2,239,499 68	2,023 55	144,160 79	753,060 54	615,822 41	6,470,677 92	
Seine-et-Oise	2,657,281 17	159,154 64	//	77,836 86	330,585 06	1,879,258 06	3,940,246 76	5,588 89	146,462 25	1,274,824 82	837,090 26	11,308,328 77	
Sèvres (Deux)	449,002 20	100,100 50	//	//	170,729 66	677,958 45	3,644,872 56	4,094 55	68,422 33	379,597 43	135,854 75	5,630,632 43	
Somme	1,591,178 75	261,721 41	//	39,213 33	388,405 40	1,124,355 99	1,573,298 56	986 31	125,536 39	1,047,150 42	541,793 74	6,693,640 30	
Tarn	481,907 27	115,134 31	//	672 21	366,413 11	714,658 72	735,344 16	1,488 21	64,968 67	385,550 63	161,700 89	3,027,838 18	
Tarn-et-Garonne	428,117 59	94,554 53	//	250 00	259,657 49	642,944 04	985,872 80	1,052 64	57,288 98	345,454 81	153,543 53	2,968,336 41	
Var	1.074,193 49	119,048 31	//	//	211,379 32	472,041 80	4,228,683 04	9,273,975 89	87,412 95	1,366,423 88	169,410 83	17,002,569 51	
Vaucluse	604,263 75	97,800 97	//	32,100 00	185,100 61	438,888 12	1,740,834 20	9,317 15	63,260 31	485,105 09	85,311 32	3,741,981 52	
Vendée	337,946 93	95,567 35	//	26,046 50	225,549 27	711,483 38	1,437,902 19	1,505 52	69,363 28	685,683 24	157,971 44	3,749,019 10	
Vienne	864,261 43	234 022 52	//	28,600 00	411,893 17	528,530 35	1,007,501 88	772 27	88,481 96	441,198 83	150,355 64	3,695,618 05	
Vienne (Haute)	474,187 95	197,176 79	//	27,950 00	207,125 43	861,519 47	927,619 63	3,267 06	127,566 49	392,789 11	101,499 96	3,320,701 89	
Vosges	755,369 97	129,733 84	//	12,430 00	274,477 73	539,200 28	824,461 86	495 16	120,456 34	599,061 60	141,103 08	3,396,789 86	
Yonne	809,771 54	130,884 45	//	160 00	295,926 03	964,036 42	599,279 45	2,025 09	131,338 49	595,547 58	261,995 77	3,790,964 82	
Brigade d'Ancône	//	//	//	//	//	//	722,048 19	//	14,476 40	//	//	736,524 59	
Armée de Morée	//	//	//	//	//	//	1,783,045 74	//	28,020 00	//	//	1,811,065 74	
Armée d'Afrique	1,974 25	2	//	//	621,277 05	//	11,788,053 04	//	57,704 93	//	//	12,469,009 27	
Armée du Nord	//	//	//	//	//	//	4,203,068 31	//	120,323 42	//	//	4,323,391 73	
Trésor public	256,307,768 47	3,806,987 99	5,640,823 46	566,766 07	6,994,364 19	22,051,836 74	79,650,573 97	17,017,317 91	8,951,421 30	8,992,684 49	1,356,594 77	411,337,139 36	
	336,165,401 94	17,684,551 68	5,640,823 46	1,918,045 41	34,101,530 24	101,748,313 35	301,395,974 36	50,989,136 00	18,808,290 83	101,356,593 61	46,909,570 38	1,018,718,231 26	

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

DÉVELOPPEMENT des Payements effectués, pendant l'annee 1832, sur l'Exercice 1833.

DÉPARTEMENTS.	DETTE PUBLIQUE.	DÉPENSES GÉNÉRALES DES SERVICES PUBLICS.			REMBOURSEMENTS et restitutions, non-valeurs et primes.	TOTAL.
		Guerre.	Marine.	Finances.		
Ain	6,175 00f	//	//	//	//	6,175f 00c
Aisne	//	//	//	//	//	//
Allier	8,286 48	//	//	//	//	8,286 48
Alpes (Basses)	5,504 43	//	//	//	//	5,504 43
Alpes (Hautes)	//	//	//	//	//	//
Ardèche	3,500 50	//	//	//	//	3,500 50
Ardennes	5,813 05	//	//	//	//	5,813 05
Ariége	2,274 00	//	//	//	//	2,274 00
Aube	16,247 48	1,312f 40c	//	//	//	17,559 88
Aude	8,796 35	//	//	//	//	8,796 35
Aveyron	9,570 00	//	//	//	//	9,570 00
Bouches-du-Rhône	20,262 50	//	//	//	//	20,262 50
Calvados	22,452 96	//	//	//	//	22,452 96
Cantal	6,999 23	//	//	//	//	6,999 23
Charente	//	//	//	//	//	//
Charente-Inférieure	3,807 50	//	717f 50c	//	//	4,525 00
Cher	10,727 00	49 00	//	//	//	10,776 00
Corrèze	1,538 50	//	//	//	//	1,538 50
Corse	3,477 52	//	//	//	//	3,477 52
Côte-d'Or	21,704 48	//	//	//	//	21,704 48
Côtes-du-Nord	4,839 90	//	//	//	//	4,839 90
Creuse	2,341 50	//	//	//	//	2,341 50
Dordogne	10,875 00	//	//	//	//	10,875 00
Doubs	17,511 50	//	//	//	//	17,511 50
Drôme	11,426 55	//	//	//	//	11,426 55
Eure	14,443 10	//	//	//	//	14,443 10
Eure-et-Loir	//	//	//	//	//	//
Finistère	//	//	1,343,494 95	//	//	1,343,494 95
Gard	7,329 50	//	//	//	//	7,329 50
Garonne (Haute)	31,890 69	//	//	//	//	31,890 69
Gers	7,263 50	//	//	//	//	7,263 50
Gironde	34,345 00	//	//	//	//	34,345 00
Hérault	11,933 00	//	//	//	//	11,933 00
Ille-et-Vilaine	13,197 55	//	//	//	//	13,197 55
Indre	2,221 50	//	//	//	//	2,221 50
Indre-et-Loire	20,498 50	//	//	//	//	20,498 50
Isère	13,689 00	//	//	//	//	13,689 00
Jura	8,408 00	//	//	//	//	8,408 00
Landes	5,663 00	//	//	//	//	5,663 00
Loir-et-Cher	8,471 50	//	//	//	//	8,471 50
Loire	2,122 50	//	//	//	49 92	2,172 42
Loire (Haute)	15,571 18	//	//	//	//	15,571 18
Loire-Inférieure	15,621 02	//	//	//	//	15,621 02
Loiret	14,817 73	//	//	//	//	14,817 73
Lot	13,931 16	//	90 75	//	//	14,021 91
Lot-et-Garonne	14,225 10	//	//	//	//	14,225 10
Lozère	5,441 00	//	//	//	//	5,441 00
Maine-et-Loire	7,620f 00c	//	//	//	//	7,620f 00c
Manche	//	//	//	//	//	//
Marne	//	20,098f 90c	//	//	//	20,098 90
Marne (Haute)	//	//	//	//	//	//
Mayenne	//	//	//	//	//	//
Meurthe	34,723 76	//	//	//	//	34,723 76
Meuse	6,833 50	//	//	//	//	6,833 50
Morbihan	7,009 50	//	//	//	//	7,009 50
Moselle	19,698 30	//	//	//	//	19,698 30
Nièvre	6,909 97	//	23f 10c	//	//	6,933 07
Nord	36,372 11	//	//	//	//	36,372 11
Oise	11,175 00	//	//	//	//	11,175 00
Orne	7,846 50	//	//	//	//	7,846 50
Pas-de-Calais	//	//	//	//	//	//
Puy-de-Dôme	14,142 17	//	//	//	//	14,142 17
Pyrénées (Basses)	5,849 50	//	//	//	//	5,849 50
Pyrénées (Hautes)	//	//	//	//	//	//
Pyrénées-Orientales	8,120 51	//	//	//	//	8,120 51
Rhin (Bas)	15,533 50	//	//	//	//	15,533 50
Rhin (Haut)	//	//	//	//	//	//
Rhône	46,259 54	//	30 80	//	//	46,290 34
Saone (Haute)	6,715 06	//	//	//	//	6,715 06
Saone-et-Loire	13,397 73	//	//	//	//	13,397 73
Sarthe	12,156 00	//	//	//	//	12,156 00
Seine	//	//	//	//	//	//
Seine-Inférieure	26,604 03	//	//	//	//	26,604 03
Seine et-Marne	10,430 19	//	//	//	//	10,430 19
Seine-et-Oise	41,917 00	//	//	//	//	41,917 00
Sevres (Deux)	4,164 45	//	//	//	//	4,164 45
Somme	//	//	//	//	//	//
Tarn	//	//	//	//	//	//
Tarn-et-Garonne	8,744 00	//	//	//	//	8,744 00
Var	2,980 50	//	17,706 56	//	//	20,687 06
Vaucluse	9,821 50	//	//	//	//	9,821 50
Vendée	1,335 00	//	//	//	//	1,335 00
Vienne	13,769 44	//	//	//	//	13,769 44
Vienne (Haute)	21,976 15	//	//	//	//	21,976 15
Vosges	9,192 33	//	//	//	//	9,192 33
Yonne	4,665 50	107 51	//	//	//	4,773 01
Armée de Morée	//	//	//	//	//	//
Armée d'Afrique	//	//	//	//	//	//
Armée du Nord	//	//	//	822 00	//	822 00
Brigade d'Ancône	//	//	//	//	//	//
Trésor public	798,102 66	//	518,715 45	//	//	1,316,818 11
TOTAUX	1,679,280 36	21,567 81	1,880,779 11	822 00	49 92	3,582,499 20

COMPTE DE TRÉSORERIE

POUR L'ANNÉE 1832.

NOTE

Sur le Compte de Trésorerie.

Le compte des opérations de trésorerie faites par l'administration des finances, pendant l'année 1832, expose les mouvements de fonds, les émissions et les remboursements d'effets à payer, et les recettes et les dépenses en compte courant, qui ont eu lieu pour maintenir l'équilibre entre les ressources et les besoins de l'État pendant le cours de l'année 1832, et pour assurer sur tous les points l'acquittement ponctuel des dépenses publiques.

Les résultats de ces opérations expliquent les modifications qu'a éprouvées la situation de l'administration des finances pendant l'année 1832, et démontrent ainsi l'exactitude de tous les articles de son actif et de son passif au 1er janvier 1833.

L'état général qui suit la présente note comprend, pour les services des budgets et des fonds spéciaux, un excédant des recettes sur les payements, de..... 43,246,267^f^ 87^c^

Mais il a été fait recette, aux budgets des exercices 1831 et 1832, du produit de la négociation de rentes 5 p. o/o, qui a eu lieu le 8 août 1832, et dont le montant a été constaté dans le service de trésorerie à titre de créance active. 150,000,000^f^ 00^c^

Les rentrées opérées sur cet emprunt au 1er janvier 1833 n'étaient que de..... 62,293,137 50

Il reste à réaliser..... 87,706,862 50

D'un autre côté, les recettes constatées au budget de l'exercice 1831, sur le produit de l'emprunt de 120 millions, négocié le 19 avril 1831, comprennent la portion de cet emprunt dont l'ex-caissier central a été constitué en débet, et qui a formé accroissement aux créances à recouvrer par le trésor..... 6,265,814 00

Somme totale à réaliser au 1er janvier 1833, sur les ressources constatées au crédit des budgets..... 93,972,676 50 | 93,972,676 50

En déduisant de cette somme l'excédant de recette ci-dessus, on trouve qu'au lieu de ce résultat, le service des budgets et des fonds spéciaux présente en réalité, pendant l'année 1832, un excédant de dépense, de..... 50,726,408 63

Il a été pourvu à cet excédant de dépense,

1° Par une augmentation de la dette flottante (*voir* la situation générale des finances, page 301), de..... 39,671,941 06

2° Par des recouvrements de créances actives qui se sont élevés à..... 3,953,028 32

3° Par un prélèvement sur les valeurs qui existaient en caisse et en portefeuille, au 1er janvier 1832, pour..... 7,101,439 25

SOMME PAREILLE..... 50,726,408 63

L'augmentation de 39,671,941f 06c que la dette flottante de l'administration des finances a éprouvée en 1832, s'applique aux articles ci-après :

Traites et Mandats.

Emission		183,107,419f 01c	
Remboursements		168,329,131 05	
Excédant d'émission		4,778,287 96	4,778,287f 96c
Fonds des Correspondants.			
Recette		1,766,615,502 39	
Dépense		1,729,229,270 86	
Excédant de recette		37,386,231 53	37,386,231 53
			42,164,519 49
A DÉDUIRE : Bons royaux créés par le Caissier du trésor.			
Emission	292,250,372f 98c		
Remboursements	293,163,391 85		
Excédant de remboursement	913,018 87	913,018 87	
Service de la Liquidation de l'ancienne Liste civile.			
Recette	49,232 42		
Dépense	85,789 51		
Excédant de dépense	36,557 09	36,557 09	
Service des Cautionnements.			
Cautionnements reçus	18,366,595 52		
Cautionnements remboursés	19,909,597 99		
Excédant de dépense	1,543,002 47	1,543,002 47	
			2,492,578 43
RESTE en augmentation de la dette flottante			39,671,941f 06c

Les fonds qui ont été versés au trésor public par la banque de France, à titre d'avances, et qui s'élèvent à 239,681,776f 11c, ont accru momentanément la dette flottante du trésor; mais comme le montant en a été réintégré à la banque pendant l'année 1832, cette opération n'a apporté en définitive aucun changement à la situation de la dette flottante.

Les recouvrements de créances actives, opérés pendant l'année 1832, se composent ainsi qu'il suit :

Avances relatives aux divers services des ministères, aux créances administratives, aux débets de comptables et créances litigieuses, savoir :

Avances constatées, déduction faite de 6,265,814 francs pour le débet Kesner, dont le montant a été porté ci-dessus en déduction des recettes constatées aux budgets 31,766,687f 12c

Recouvrements opérés, y compris 1,736,579 francs reçus en atténuation de la créance sur l'Espagne 36,086,239f 08c

Excédant des recouvrements 4,319,551f 96c

Report.....		4,319,551f 96c
A DÉDUIRE :		
Avances faites pour le compte du trésor de la couronne, et qui sont à recouvrer sur la nouvelle liste civile, en exécution de la disposition transitoire de la loi du 2 mars 1832.		
Avances effectuées.....	371,720 55	
Recouvrements opérés.....	5,530 24	
Excédant de dépense.....	366,190 31	
Remboursements de cautionnements à des titulaires français dans les départements séparés de la France.....	333 33	
	366,523 64	366,523 64
RESTE pour recouvrement de créances actives.....		3,953,028f 32c

Indépendamment des opérations ci-dessus, le mouvement des créances actives présente encore le virement d'écritures qu'a nécessité le transport à un compte spécial, de la somme de 371,051 francs, montant des distributions d'argent faites aux troupes pendant les journées de juillet, dont la dépense n'a pas été allouée par les chambres sur l'exercice 1830. Ce virement n'a produit aucun résultat qui ait affecté la situation du service de trésorerie pendant l'anné 1832.

Le prélèvement effectué sur les valeurs de caisse et de portefeuille a été de.....	7,101,439f 25c	
Ces valeurs s'élevaient au 1er janvier 1832, à.....		95,216,391f 85c
Les mouvements de fonds qui ont eu lieu pendant l'année 1832, entre les caisses des comptables des finances, ont produit une recette de		2,161,194,697 50
ENSEMBLE.....		2,256,411,089 35
La dépense que ces mouvements de fonds ont occasionnée, a été de.....	2,161,350,772f 91c	
Les valeurs de caisse et de portefeuille, au 1er janvier 1833, s'élèvent à.....	87,958,877 19	
TOTAL.....	2,249,309,650 10	2,249,309,650 10
Reste pour le prélèvement sur les valeurs de caisse et de portefeuille dont il a été fait ressource pendant l'année 1832.....		7,101,439 25

Le tableau général des opérations de trésorerie, pendant l'année 1832, indique les états de développements auxquels il est nécessaire de se reporter pour les détails qui étaient à publier sur chaque nature de service.

Ces états de développements, par opération, sont suivis de quatre tableaux détaillés, par département.

Le premier compare le montant des recettes et des payements effectués dans chaque département pour le service des budgets, et fait ressortir de cette comparaison les excédants de recette dont le trésor a pu disposer pour l'ensemble du service, ou l'insuffisance locale de ressources à laquelle il a dû pourvoir par des virements entre les caisses des comptables.

Le second tableau développe, par classe de comptables, les mouvements de fonds, en recette et en dépense, qui ont eu lieu pendant l'année 1832 entre tous les comptables de l'administration des finances, et présente le résumé des excédants de fonds reçus ou envoyés.

Le troisième contient le détail, également par classe de comptables, des valeurs de caisse et de portefeuille qui existaient entre les mains des comptables des finances, à l'époque du 1er janvier 1833.

Enfin le quatrième tableau explique de quelle manière s'est fait matériellement le service de trésorerie dans chaque département, en indiquant à cet effet, d'une part, les excédants réalisés sur le service des budgets, sur les opérations qui affectent la dette flottante ou les créances actives du trésor, et sur les mouvements de fonds entre les caisses des finances, et, d'autre part, les modifications que les besoins ou les ressources du service local ont apportées au solde effectif dont les comptables demeurent dépositaires.

Un dernier état de développement termine le compte de trésorerie; il présente le relevé nominatif des débets de comptables constatés ou recouvrés pendant l'année 1832.

SERVICE DE TRÉSORERIE.

État général des Recettes et des Payements de l'Année 1832.

Valeurs en caisse et en portefeuille au 1er janvier 1832.

PAGES DES ÉTATS de développement.			Numéraire.	Effets à recevoir.	TOTAL.		
157.	Comptables dépositaires des valeurs.	Receveurs de l'enregistr.t, du timbre et des domaines.	175,705 45	//	175,705 45		
		——— des douanes et sels	1,907,433 59	3,258,594 03	5,166,027 62		
		——— des contributions indirectes	83,130 94	//	83,130 94		
		Directeurs des postes	555,728 12	12,816 04	568,544 16		
		Receveurs de la loterie	225,717 43	//	225,717 43		
		Directeurs de la fabrication des monnaies	790,804 44	//	790,804 44		
		Receveurs généraux des finances	14,062,234 02	8,449,294 68	22,511,528 70		
		Caissier du Trésor public	13,814,381 52	36,190,502 41	50,004,883 93		
		Payeurs du Trésor public	7,234,643 12	1,200,800 00	8,435,443 12		
			38,849,778 63	49,112,007 16	87,961,785 79		
		Caissier du Trésor public. (Matières d'or et d'argent à convertir en espèces.)			7,254,606 06		95,216,391 85

RECETTE.

RECETTES EN AUGMENTATION DE LA DETTE FLOTTANTE DU TRÉSOR.

138.	Émission d'effets à payer, par le caissier du Trésor.	Bons du Trésor	292,250,372 98			
		Traites et mandats	34,348,218 62	475,357,791 99		
	par les comptables extérieurs. — Traites et mandats	148,759,200 39				
142.	Fonds reçus de la banque en compte courant			239,681,776 11		
144.	Recettes de fonds particuliers des receveurs généraux		440,951,281 90			
Idem.	——— des autres comptables des finances		28,880,466 76	469,831,748 66		
145 et 146	Recettes pour le compte des correspondants du Trésor			493,709,137 70		2,500,070,898 43
147.	——— des receveurs généraux		801,696,155 58			
Idem.	——— des payeurs		1,378,460 45	803,074,616 03		
148.	Recettes de cautionnements de comptables entrés en fonctions			18,366,595 52		
152.	——— relatives à la liquidation de l'ancienne Liste civile			49,232 42		

RECETTES EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES ACTIVES DU TRÉSOR.

149.	Recouvremens d'avances pour divers services	25,393,335 42			
151.	——— de créances administratives	7,435,118 31			
174.	——— de débets de comptables et de créances litigieuses	1,521,206 35	36,086,239 08		
//	——— en atténuation de la créance sur l'Espagne	1,736,579 00			
//	——— sur la créance constatée à la charge des adjudicataires de l'emprunt de 150 millions, adjugé le 8 août 1832		62,293,137 50		98,755,957 81
153.	——— pour le compte du Trésor de la Couronne		5,530 24		
//	——— pour réduction sur l'excédant de dépense de l'exercice 1830. (Voir ci-contre à la dépense).		371,051 00		

MOUVEMENTS DE FONDS.

	Fonds reçus par les receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines	652,512 97		
	——— des douanes	13,856,609 80		
	——— des contributions indirectes	9,737,375 02		
154 et 161	——— les directeurs des postes	4,032,766 51		
	——— les receveurs de la loterie	1,605,522 54		2,161,194,697 50
	——— les directeurs de la fabrication des monnaies	354,745 50		
	——— les receveurs généraux	493,673,618 89		
	——— le caissier du Trésor	609,930,543 25		
	——— les payeurs du Trésor	1,027,353,003 02		

SERVICE DES BUDGETS ET DES FONDS SPÉCIAUX.

156.	Excédant des recettes sur les payements de l'année		43,246,267 87
	TOTAL		4,898,484,213 47

DÉPENSE.

PAYEMENTS EN ATTÉNUATION DE LA DETTE FLOTTANTE DU TRÉSOR.

PAGES DES ÉTATS de développement.					
139	Remboursem.s d'effets à payer, émis par le caissier du Trésor.	Bons du Trésor	293,163,391 85		
		Traites et mandats	32,965,596 44	471,492,522 90	
	émis par les comptables extérieurs. — Traites et mandats	145,363,534 61			
//	Fonds remboursés à la banque en compte courant			239,681,776 11	
144	Remboursements de fonds particuliers des receveurs généraux		422,328,734 27		
Idem	——— des autres comptables des finances		28,162,527 11	450,491,261 38	
145 et 146	Dépenses pour le compte des correspondants du Trésor			478,943,647 57	2,460,398,957 37
147	——— des receveurs généraux		798,415,830 62		
Idem	——— des payeurs		1,378,531 29	799,794,361 91	
148	Remboursements de cautionnements à des comptables sortis de fonctions			19,909,597 99	
152	Dépenses relatives à la liquidation de l'ancienne liste civile			85,789 51	

PAYEMENTS EN AUGMENTATION DES CRÉANCES ACTIVES DU TRÉSOR.

149	Avances pour divers services	25,377,273 29		
150	Créances administratives	5,875,870 04	38,032,501 12	
171	Débets de comptables et créances litigieuses	6,779,357 79		
153	Payements pour le compte du Trésor de la Couronne (*loi du 2 mars 1832*)		371,720 55	
//	Remboursements de cautionnements à des titulaires des départements séparés de la France		333 33	188,775,606 00
//	Créance constatée à la charge de la compagnie adjudicataire de l'emprunt négocié le 8 août 1832		150,000,000 00	
//	Distributions d'argent faites aux troupes pendant les journées de juillet 1830. (Dépense non allouée sur le budget de l'exercice 1830. Voir ci-contre à la recette.)		371,051 00	

MOUVEMENTS DE FONDS.

	Fonds envoyés par les receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines		191,063,237 26	
	——— des douanes		126,039,977 05	
	——— des contributions indirectes		140,051,800 47	
155 et 160	——— les directeurs des postes		23,246,760 83	
	——— les receveurs de la loterie		15,140,077 58	2,161,350,772 91
	——— les directeurs de la fabrication des monnaies		1,207,751 07	
	——— les receveurs généraux		1,021,167,033 22	
	——— le caissier du Trésor		625,946,483 17	
	——— les payeurs du Trésor		17,487,652 26	

Valeurs en caisse et en portefeuille au 1er janvier 1833.

			Numéraire.	Effets à recevoir.	TOTAL.		
157 et 164	Comptables dépositaires des valeurs.	Receveurs de l'enregistr.t, du timbre et des domaines	198,023 58	//	198,023 58		
		——— des douanes et sels	2,149,268 11	3,081,849 26	5,231,117 37		
		——— des contributions indirectes	97,917 21	//	97,917 21		
		Directeurs des postes	533,235 47	10,813 86	544,049 33		
		Receveurs de la loterie	159,219 87	//	159,219 87		
		Directeurs de la fabrication des monnaies	868,048 94	//	868,048 94		
		Receveurs généraux des finances	11,325,298 19	8,986,156 41	20,311,454 60		
		Caissier du Trésor public	4,489,388 34	41,042,270 78	45,531,659 12		
		Payeurs du Trésor public	9,786,371 05	2,075,400 00	11,861,771 05		
			29,606,770 76	55,196,490 31	84,803,261 07		87,958,877 19
		Directeurs de la fabrication des monnaies (matières d'or et d'argent à convertir en espèces)			3,155,616 12		
		TOTAL					4,898,484,213 47

SUITE DU SERVICE DE TRÉSORERIE.

ÉTAT présentant le mouvement des Effets à payer pendant l'année 1832.

DÉSIGNATION DES EFFETS.		EFFETS ÉMIS.
ÉMIS par le caissier du trésor.	Bons du trésor. (*Voir le développement ci-dessous.*)	292,250,372f 98c
	Traites du caissier du trésor sur lui-même	6,889,849 95
	Mandats du caissier du trésor sur les receveurs généraux	27,458,368 67
ÉMIS par les comptables extérieurs.	Traites tirées sur le trésor par les receveurs généraux et autres correspondants	130,336,098 03
	Mandats des receveurs généraux sur leurs collègues	13,467,279 14
	Mandats des payeurs sur leurs préposés	534,248 92
	Traites du payeur de l'armée d'Afrique sur les receveurs généraux	4.421,574 30
		475,357,791,99

DÉSIGNATION DES EFFETS.		EFFETS REMBOURSÉS.
ÉMIS par le caissier du trésor.	Bons du trésor (*Voir le développement ci-dessous.*)	293,163,391f 85c
	Traites du caissier sur lui-même	5,424,414 63
	Mandats du caissier du trésor sur les receveurs généraux	27,541,181 81
ÉMIS par les comptables extérieurs.	Traites tirées sur le trésor par les receveurs généraux et autres correspondants	127,431,822 41
	Mandats des receveurs généraux sur leurs collègues	13,445,223 68
	Mandats des payeurs sur leurs préposés	525,129 48
	Traites du payeur de l'armée d'Afrique sur les receveurs généraux	3,961,359 04
		471,492,522 90

DÉVELOPPEMENT sur les Bons du Trésor émis et remboursés pendant l'année 1832.

Solde des bons restant en circulation et à payer le 31 décembre 1831	à la caisse des dépôts	15,261,507f 45c		178,838,862f 55c
	à divers particuliers	142,338,730 10		
	à la Banque de France	21,238,625 00		
BONS ÉMIS pendant chaque mois.	Janvier 1832	20,730,922 80		
	Février	22,501,484 40		
	Mars	23,206,275 50		
	Avril	19,166,423 60		
	Mai	29,614,350 85		
	Juin	20,192,507 95		
	Juillet	18,263,244 70		292,250,372 98
	Août	21,551,868 35		
	Septembre	16,827,228 00		
	Octobre	16,960,201 45		
	Novembre	33,234,838 85		
	Décembre	50,001,026 53		
			471,109,235 53	

BONS REMBOURSÉS aux porteurs pendant chaque mois.	Janvier 1832	43,487,636f 59c		293,163,391 85
	Février	31,158,406 39		
	Mars	24,760,019 56		
	Avril	10,504,578 45		
	Mai	34,390,661 30		
	Juin	21,276,930 71		
	Juillet	13,868,896 80		
	Août	18,505,634 45		
	Septembre	16,133,716 60		
	Octobre	15,150,396 70		
	Novembre	38,863,665 90		
	Décembre	25,062,848 40		
Solde des bons restant en circulation et à payer le 31 décembre 1832 (*Voir le tableau qui est à la page suivante.*)	à la caisse des dépôts	18,314,877 60		177,945,843 68
	à divers particuliers	126,269,093 10		
	à la Banque de France	33,361,872 98		
			471,109,235 53	

		CAPITAL.	INTÉRÊTS attachés aux bons.	TOTAL.
MONTANT par taux d'intérêt des bons émis pendant l'année.	à 2 1/2 p. 0/0	63,059,368f 20c	403,394f 50c	63,462,762f 70c
	à 3 1/2 //	117,577,225 55	2,088,339 70	119,665,565 25
	à 4 //	2,000,000 00	11,333 30	2,011,333 30
	à 4 1/2 //	80,305,114 80	3,616,223 95	83,921,338 75
	Sans intérêts	23,189,372 98	//	23,189,372 98
		286,131,081 53	6,119,291 45	292,250,372 98

		CRÉATIONS autorisées.	BONS CRÉÉS pendant l'année.	À DÉDUIRE : Bons non employés et annulés.	RESTE pour émission réelle.
Dates des ordonnances de création.	31 décembre 1831	60,000,000f 00c	60,000,000f 00c	25,000,000f 00c	35,000,000f 00c
	16 février 1832	60,000,000 00	60,000,000 00	//	60,000,000 00
	18 mars	35,000,000 00	35,000,000 00	35,000,000 00	//
	30 avril	50,000,000 00	50,000,000 00	//	50,000,000 00
	6 juillet	50,000,000 00	50,000,000 00	//	50,000,000 00
	17 septembre	50,000,000 00	50,000,000 00	//	50,000,000 00
	27 novembre	47,250,372 98	47,250,372 98	//	47,250,372 98
		352,250,372 98	352,250,372 98	60,000,000 00	292,250,372 98

SUITE DU SERVICE DE TRÉSORERIE.

DÉVELOPPEMENT, par Classe, par Parties prenantes et par Taux d'intérêt, des Bons du Trésor émis pendant l'année 1832.

		CAPITAL.	INTÉRÊTS.	TOTAL DES BONS ÉMIS.
Émis contre espèces à divers	à 2 1/2 p. o/o	61,870,118f 20c	394,059f 30c	224,911,911f 95c
	3 1/2	79,654,381 80	1,408,409 50	
	4 1/2	78,069,329 45	3,515,613 70	
Adressés aux receveurs généraux pour être remis à des particuliers qui leur en ont fait la demande	2 1/2	189,250 00	1,249 35	4,483,542 90
	3 1/2	1,922,843 75	33,804 20	
	4 1/2	2,235,785 35	100,610 25	
Adressés au payeur général de l'armée du Nord pour le service des dépenses	2 1/2	1,000,000 00	8,085 85	1,808,085 85
	Sans intérêts	800,000 00	//	
Remis à la Banque de France	4 p. o/o	2,000,000 00	11,333 30	24,400,706 28
	en compte court.	22,389,372 98	//	
Remis à la caisse des dépôts et consignations	à 3 1/2 p. o/o taux fixé pour l'année	36,000,000 00	646,126 00	36,646,126 00
		286,131,081 53	6,119,291 45	292,250,372 98

Conditions qui ont réglé l'émission des bons pendant l'année 1832 :

- à 2 1/2 p. o/o pour ceux ayant moins de six mois.
- à 3 1/2 // pour ceux de six mois et au-dessus.
- à 4 1/2 // pour ceux d'un an et au-dessus.
- à 4 p. o/o pour ceux négociés à la Banque de France en 1831 et renouvelés en 1832.

LOI du 21 Avril 1832.

Les Bons du Trésor en circulation ne pourront excéder 250 milllions.

ÉTAT présentant, de cinq en cinq jours, le montant des Bons du Trésor qui restaient en circulation et à payer, pendant l'année 1832.

Janvier 1832	1.er	178,858,862f 55c	Juillet	1.er	148,692,594f 65c
	5	167,865,085 32		5	149,446,078 25
	10	163,351,083 81		10	150,238,533 45
	15	160,715,470 86		15	150,782,272 40
	20	158,611,579 96		20	151,412,698 90
	25	157,489,613 86		25	152,771,527 35
Février	1.er	156,102,148 76	Août	1.er	153,086,942 55
	5	153,704,271 97		5	153,641,258 00
	10	153,238,268 07		10	154,906,873 00
	15	153,503,208 62		15	154,896,675 55
	20	151,772,210 29		20	154,695,279 60
	25	148,481,448 33		25	155,518,016 10
Mars	1.er	147,445,226 77	Septembre	1.er	156,133,176 45
	5	148,158,805 76		5	155,724,123 60
	10	149,020,576 73		10	157,786,799 65
	15	150,809,077 57		15	157,296,717 35
	20	146,595,053 86		20	157,557,449 50
	25	143,308,974 06		25	156,809,388 35
Avril	1.er	145,891,482 71	Octobre	1.er	156,826,687 85
	5	148,786,969 21		5	157,684,211 70
	10	151,109,140 76		10	157,817,667 75
	15	151,554,671 01		15	158,113,013 20
	20	152,852,196 76		20	158,155,575 60
	25	153,935,382 66		25	157,964,778 75
Mai	1.er	154,553,327 86	Novembre	1.er	158,636,462 64
	5	152,170,699 36		5	158,294,617 85
	10	151,306,196 61		10	155,810,803 05
	15	148,381,956 11		15	154,912,896 80
	20	146,779,602 96		20	153,589,060 80
	25	146,645,554 61		25	153,176,691 80
Juin	1.er	149,777,017 41	Décembre	1.er	153,007,665 55
	5	149,331,724 96		5	153,406,500 80
	10	148,574,994 06		10	154,862,230 60
	15	148,980,400 00		15	153,861,553 10
	20	149,579,010 95		20	155,323,025 35
	25	149,291,528 95		25	155,358,414 65
				31	177,945,843 68

Le maximum des bons en circulation a été, au 1er janvier 1832, de 178,858,862 55

Et le minimum, à la date du 1er mars 1832, de 143,308,974 06

La moyenne générale des bons en circulation a été, pendant l'année 1832, de 154,036,698 00

Suite du SERVICE DE TRÉSORERIE.

ÉTAT présentant, de cinq en cinq jours, la situation du Compte des Avances faites au Trésor par la Banque de France, depuis le 11 février jusqu'au 31 Décembre 1832.

		AVANCES de LA BANQUE.
FÉVRIER 1832	11	//
	16	//
	21	//
	27	//
MARS	1er	//
	6	//
	12	//
	17	//
	22	2,272,930 65
	27	16,253,918 16
AVRIL	2	25,429,037 99
	7	27,317,950 95
	12	26,308,842 76
	17	26,327,214 15
	23	26,500,650 62
	28	27,189,769 09
MAI	1er	25,643,904 81
	7	29,901,807 98
	12	32,112,542 35
	17	34,413,179 94
	22	35,365,841 40
	28	34,315,344 44
JUIN	1er	32,690,278 60
	6	33,216,857 06
	11	33,411,362 27
	16	30,870,447 45
	21	29,099,585 31
	26	32,088,660 81
JUILLET	2	37,165,943 53
	7	35,612,121 49
	12	34,366,578 36
	17	32,689,071 12
	23	34,509,283 41
	30	35,503,451 12
AOUT 1832	1er	35,652,107 09
	6	37,433,240 38
	11	27,762,845 91
	16	11,812,623 87
	21	4,660,481 69
	27	1,908,644 64
SEPTEMBRE	1er	5,111,584 56
	6	5,003,313 54
	11	1,220,315 42
	17	//
	22	//
	27	2,678,811 00
OCTOBRE	1er	10,653,110 19
	6	15,640,828 55
	11	10,405,342 49
	16	11,449,030 26
	22	12,805,831 25
	27	15,310,943 48
NOVEMBRE	2	18,218,112 77
	7	21,703,108 83
	12	26,962,760 36
	17	30,273,451 08
	22	31,242,734 15
	27	30,996,804 77
DÉCEMBRE	1er	33,160,275 70
	6	29,768,010 97
	11	26,038,491 61
	17	22,960,105 85
	22	22,974,542 64
	27	22,469,691 64
	31	22,389,372 98

Le terme moyen des avances faites par la banque, depuis le 22 mars jusqu'au 31 décembre, a été de 23,144,616

Ces mêmes avances réparties sur l'année entière, représentent, d'après les intérêts payés, un emprunt de 18,724,900

OBSERVATIONS.

Les avances de la Banque avaient lieu précédemment au moyen de bons à des échéances fixes, que le Trésor négociait à cet établissement aux conditions réglées par des traités particuliers.

Mais ce mode d'emprunt ne permettait pas au trésor d'employer à la réduction de sa dette envers la Banque, les fonds que des rentrées plus abondantes ou plus accelérées qu'on ne les avait prévues, ou des dépenses non réclamées, pouvaient amener dans ses caisses, puisqu'il n'avait pas la faculté d'anticiper le payement de ses bons.

L'administration s'était depuis longtemps préoccupée de cet inconvénient. Le ministre des finances a réussi à le faire cesser au commencement de l'année 1832, en adoptant, du consentement de la Banque, de nouvelles dispositions par suite desquelles cet établissement a ouvert au Trésor, un compte courant avec intérêts qui reçoit chaque jour les avances successives de la Banque, et tous les cinq jours au crédit, les sommes qui lui ont été versées pendant cette période.

L'adoption de ce compte donne au Trésor la faculté d'appliquer tous les cinq jours, à la réduction de sa dette, les sommes que les besoins de son service ne réclament pas immédiatement.

Les articles non remplis de cet état, indiquent les jours où la Banque n'était pas en avance envers le Trésor.

SUITE DU SERVICE DE TRÉSORERIE.

ÉTAT présentant le mouvement des Fonds particuliers des Comptables des Finances pendant l'année 1832.

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.	FONDS REÇUS.	FONDS REMBOURSÉS.
Receveurs généraux	440,951,281 90	422,328,734 27
Receveurs des revenus indirects. — Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines	11,998 46	11,024 77
Receveurs des revenus indirects. — des douanes et sels	88,650 74	87,205 41
Receveurs des revenus indirects. — des contributions indirectes	32,281 63	53,609 20
Receveurs des revenus indirects. — de la loterie	26,660 96	26,730 23
Directeurs de la fabrication des monnaies	28,645,043 76	27,932,018 50
Payeurs du Trésor royal	75,831 21	51,939 00
	469,831,748 66	450,491,261 38
RÉSULTAT du mouvement de l'année. — Excédant de Fonds reçus	19,340,487 28	

ÉTAT présentant le mouvement des Fonds des Correspondants du Trésor, pendant l'année 1832.

CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.	RECETTES.	PAYEMENTS.
Communes et établissements publics *l/c* de fonds placés au Trésor — Ville de Paris	20,066,845 23	4,085,000 00
Communes et établissements publics *l/c* de fonds placés au Trésor — Départements	32,624,251 93	29,170,198 26
Divers corps de troupes de la guerre et de la marine *l/c* de fonds déposés	6,262,393 55	4,874,093 55
Caisse des invalides de la marine	6,286,092 80	7,066,703 57
Caisse des dépôts et consignations *s/c* courant	26,711,682 61	28,147,297 94
DIVERS SERVICES PUBLICS.		
Instruction publique	658,573 35	592,716 49
Imprimerie royale	663,009 12	524,439 25
Direction générale des poudres et salpêtres	170,000 00	"
Compagnie des salines et mines de sel de l'Est	7,185,557 91	8,525,370 53
Ministère de la marine *s/c* de fonds coloniaux	1,658,728 70	2,349,307 79
—— du commerce et des travaux publics *s/c* de ressources éventuelles pour dépenses départementales	2,177,301 51	1,972,951 61
—— *s/c* du produit de la taxe des brevets d'invention	151,533 60	128,036 51
Hôtel des invalides de la guerre	"	38,345 75
ÉTABLISSEMENTS PARTICULIERS (FONDS DÉPOSÉS AU TRÉSOR.)		
Caisse des employés et artisans	141,501 64	140,000 00
Caisses d'épargne et de prévoyance *l/c* de fonds placés au Trésor — Ville de Paris	1,649,498 68	"
Caisses d'épargne et de prévoyance *l/c* de fonds placés au Trésor — Départements	1,061,926 07	83,400 00
Tontine du pacte social	50,465 38	85,000 00
—— d'épargnes	1,303,262 22	1,250,000 00
Ministère du commerce et des travaux publics *s/c* de fondations anglaises	41,453 65	26,645 76
—— écossaises	22,255 36	23,397 53
—— irlandaises	63 307 50	80,000 00
FONDS À REMBOURSER À DIVERS.		
Ex-receveurs généraux *l/c* d'avances à leur rembourser	1,275,599 81	915,078 97
Ex-receveurs des revenus indirects *l/c* d'avances à leur rembourser	47 22	417 33
Maîtres des postes *l/c* d'avances de frais de voyages de la Cour, à leur rembourser	33,437 85	841 50
Caisse des dépôts et consignations *s/c* de recettes à lui verser pour divers services spéciaux	1,643,944 25	1,667,029 28
Divers *l/c* d'arrérages de rentes départementales non réclamés	21,729 00	19,996 00
—— *l/c* de reconnaissances de liquidation	"	69,080 75
Divers soumissionnaires de produits de la ville d'Alger *l/c* de cautionnements en garantie	74,170 40	12,275 00
—— négociants et manufacturiers *l/c* de valeurs diverses pour prêts au commerce	85 05	164,441 31
Divers souscripteurs de l'emprunt national *l/c* de fonds en dépôt	"	4,500 00
Comptoir d'escompte de la ville de Nantes	174,982 42	512,857 42
Payeurs en Espagne *l/c* de garantie	320 00	8,320 00
Héritiers Lafond *l/c* de recouvrements à régulariser	"	12,200 00
Borelli, ex-receveur général de la Lozère	"	6,272 09
Rotschild frères *l/c* du service d'Ancône	262,161 32	262,161 32
Jonas Hagermann *s/c* du service d'Ancône	768,204 53	666,646 26
Divers *l/c* de lots et primes sur annuités	"	4,250 00
—— *l/c* d'annuités à rembourser	"	1,160 00
—— *l/c* de mandats sur la Banque pour le payement des rentes, à rembourser	"	747 70
—— *l/c* de versements à régulariser sur prêts au commerce et à l'industrie	"	12,500 00
A reporter	113,204,323 56	93,503,679 47

SUITE DU SERVICE

Suite de l'*ÉTAT présentant le mouvement des Fonds des Correspondants du Trésor, pendant l'année 1832.*

SUITE DES CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.	RECETTES.	PAYEMENTS.
Report	113,204,323 56	93,503,679 47
COMPTES DE DIVERS AVEC LES RECEVEURS DES REVENUS INDIRECTS.		
Compagnie des salines et mines de sel de l'Est *s/c* de vente de sel dans le pays de Gex	39,278 17	39,278 17
Caisse des dépôts et consignations *s/c* intermédiaire avec les receveurs de l'enregistrement	522,311 62	543,429 60
Divers *l/c* de dépôts de valeurs à rembourser par les directeurs des postes	18,251,466 08	18,137,420 87
—— *l/c* de valeurs versées en garantie de droits de douanes	49,248,892 06	49,194,650 22
—— *l/c* de fonds en dépôt chez les receveurs des douanes	11,803,462 79	11,753,272 13
—— chez les directeurs des postes	66,594 82	52,496 64
Receveurs des douanes *l/c* de masse d'habillement des brigades	1,421,112 07	1,449,560 61
—— *l/c* de saisies à juger ou à répartir	1,516,999 87	1,531,410 08
—— *l/c* de primes pour saisies de tabacs, et arrestations de fraudeurs	42,571 27	42,063 88
Receveurs des contributions indirectes *l/c* de consignations à juger ou à répartir	1,430,333 23	1,399,350 42
Villes et communes *l/c* avec les receveurs des contributions indirectes (*Service des Octrois*)	2,968,005 95	2,968,526 71
Retenues sur le prix des livraisons de tabacs exotiques pour indemnités aux experts	//	// 01
Maison d'éducation de la légion d'honneur à Saint-Denis *s/c* avec le receveur des contributions indirectes	70,970 77	70,970 77
Communes et établissemens publics *l/c* avec les receveurs de l'enregistrement	134,716 70	154,253 51
Divers particuliers *l/c* avec les receveurs de l'enregistrement	10,646 63	11,758 67
Receveurs de l'enregistrement *l/c* de frais de délimitation des forêts de l'état recouvrés sur les riverains	2,682 09	2,667 13
Divers *l/c* de matières versées aux changes des monnaies pour être fabriquées	138,652,329 03	143,212,477 28
Directeurs de la fabrication des monnaies *l/c* intermédiaire de conversion de matières à fabriquer	144,123,341 46	144,123,341 46
Retenues pour frais de coins et coussinets sur les matières versées aux changes par le commerce	18,929 24	21,391 65
Divers *l/c* de retenues pour frais d'affinage d'or et d'argent	20,567 85	20,567 85
Retenues pour frais de viroles brisées pour la fabrication des pièces de 5 francs	6,703 28	6,453 89
DIVERS CORRESPONDANTS.		
Légion d'honneur	472 87	401 04
Caisse des dépôts et consignations *s/c* de fonds à reverser au crédit du ministère de la guerre	1,657 47	//
Ministères *l/c* de services d'estafettes	121,772 09	92,901 25
Maitres des postes *l/c* de services d'estafettes	92,901 25	96,437 45
—— *l/c* du produit de 25 centimes perçus à leur profit sur les messageries	11,869 18	49,316 40
Directeurs des monnaies *l/c* intermédiaire de frais de fabrication	195,973 47	191,322 44
Divers négocians et manufacturiers *l/c* de frais judiciaires pour prêts au commerce	423 32	3,885 37
Divers souscripteurs de l'emprunt national *l/c* intermédiaire de conversion de récépissés	3,644,500 00	3,644,500 00
Receveurs généraux *l/c* intermédiaire de dépôts antérieurs au 1er juin 1816	114,889 79	93,611 11
Ancienne caisse du sceau des titres *s/c* d'annuités et d'obligations à recouvrer au 31 décembre 1831	//	28,359 82
Budgets *l/c* de recouvrements à faire pour prêts aux communes en vertu de la loi du 8 septembre 1830	195,443 34	628,078 64
Ex-trésorier de l'ancienne liste civile	7,253 04	//
Compte particulier du trésor de la Couronne	//	6,963 14
Hôtel royal des invalides de la guerre *s/c* intermédiaire de liquidation	5,614,389 84	3,614,389 84
Trésorier des invalides de la guerre *s/c* de liquidation	1,757,150 18	1,757,150 18
Divers correspondants	394,203 32	477,339 87
	493,709,137 70	478,943,647 57
EXCÉDANT de Recette	14,765,490 13	

DE TRÉSORERIE.

ÉTAT présentant le mouvement des Fonds des Correspondants des Comptables des Finances, pendant l'Année 1832.

CORRESPONDANTS DES RECEVEURS GÉNÉRAUX.	RECETTES.	PAYEMENTS.
Receveurs particuliers d'arrondissement *l/c* avec les receveurs généraux	576,297,770 11	573,497,805 90
Percepteurs *l/c* courant avec les receveurs particuliers	3,579,854 21	4,365,391 75
Divers comptables *l/c* de mandats des receveurs généraux	84,144,597 02	83,883,096 89
Départements *l/c* de produits éventuels affectés à divers services locaux	7,338,901 62	7,287,182 74
Communes et établissements publics *l/c* de produit de coupes extraordinaires de bois	9,340,198 50	7,192,630 63
Adjudicataires de coupes extraordinaires de bois des communes et établissements publics *l/c* d'obligations	7,211,865 96	9,322,341 45
Caisse des dépôts et consignations *s/c* courant	22,135,625 66	22,280,661 03
Légion d'honneur *s/c* courant	6,955,764 82	6,885,132 02
Intendant du trésor de la couronne	48 50	12 13
Grande aumônerie de France *s/c* de payements à vérifier	//	85 00
Trésorier des invalides de la marine	6,767,481 71	6,505,618 75
Divers *l/c* de fournitures de l'imprimerie royale	340,442 14	354,915 02
—— *l/c* d'effets à payer	8,153,598 29	8,179,189 29
—— *l/c* d'effets à recouvrer	//	35,656 87
—— *l/c* d'achats de rentes sur l'État	38,656,563 21	37,621,867 43
—— *l/c* de ventes de rentes sur l'État	25,631,350 40	25,715,959 70
Officiers et employés militaires *l/c* de retenues applicables aux contributions directes	46,253 87	46,377 99
Adjudicataires des travaux publics *l/c* de dépôt en diverses valeurs	289,500 00	289,500 00
—— en numéraire	232,740 08	225,287 25
Adjudicataires de coupes de bois des communes et établissements *l/c* d'obligations en souffrance	10,167 97	4,990 90
Receveur particulier de Bastia *s/c* de caisse de réserve	1,736,786 18	1,830,092 21
Divers comptables *l/c* intermédiaire de mouvements de fonds avec les receveurs généraux	1,289,034 03	1,418,848 30
Divers correspondants	1,537,311 30	1,473,187 37
CORRESPONDANTS DES PAYEURS.	801,696,155 58	798,415,830 62
Établissements publics *l/c* de retenues exercées à leur profit	1,378,303 68	1,378,303 68
Divers comptables *l/c* intermédiaire de mouvements de fonds avec les payeurs	156 77	227 61
	803,074,616 03	799,794,361 91
EXCÉDANT de Recette	3,280,254 12	

SUITE DU SERVICE DE TRÉSORERIE.

ÉTAT présentant le Mouvement des Cautionnements pendant l'année 1832.

DÉSIGNATION DES TITULAIRES.	CAUTIONNEMENTS reçus.	CAUTIONNEMENTS remboursés.
Agents de change	1,704,000 00	1,373,500 00
Avoués	674,200 00	622,032 81
Caissiers et payeurs	855,000 00	424,000 01
Commissaires-priseurs	445,800 00	330,600 00
Douanes	337,150 00	330,650 98
Contributions indirectes	1,166,657 69	2,394,935 06
Enregistrement	839,574 00	771,950 69
Gardes du commerce	6,000 00	6,000 00
Greffiers des tribunaux	176,500 00	196,300 00
Greffiers de paix	425,164 00	369,600 00
Huissiers	457,920 00	445,148 47
Loterie	315,400 00	428,438 05
Notaires	2,050,980 00	1,800,056 38
Percepteurs	2,025,838 23	3,204,313 76
Postes	530,617 72	214,236 97
Receveurs communaux	429,080 89	569,164 70
Receveurs généraux	2,686,727 00	4,555,298 38
Receveurs particuliers	899,694 20	885,600 42
Sécrétaires des écoles de droit	//	16,000 00
Divers	1,643,976 79	139,697 60
Débitants de tabacs	457,550 00	638,932 22
Octrois	238,765 00	193,141 49
	18,366,595 52	19,909,597 99
EXCÉDANT des cautionnements remboursés	1,543,002 47	

ÉTAT présentant le Mouvement des Avances pour divers services, pendant l'année 1832.

DÉSIGNATION DES AVANCES.	AVANCES CONSTATÉES.	AVANCES RECOUVRÉES.
AVANCES DES RECEVEURS DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES.		
Frais de saisies immobilières	30,627 55	29,400 48
Frais de saisies de marchandises étrangères, dans l'intérieur	//	//
Frais judiciaires	50,850 95	52,442 95
Frais de régie de l'administration des forêts, acquittés pour le compte des payeurs	3,844,766 79	3,855,445 52
Frais relatifs aux domaines et bois engagés	8,388 33	12,373 72
AVANCES DES RECEVEURS DES DOUANES.		
Appointements des préposés, à payer par les contrôleurs des brigades (compte intermédiaire)	16,992,455 02	17,000,786 64
Appointements non payés par les contrôleurs des brigades	2,569 84	2,558 65
Pensions de retraites acquittées pour le compte des receveurs des finances	1,830,769 38	1,827,520 74
Fonds de masse d'habillement des brigades	50,597 11	52,718 32
Frais de saisies	109,603 81	117,804 88
Parts de saisies	211,486 87	218,345 82
Primes d'arrestation de fraudeurs	6,229 99	6,286 45
Établissement des actes de francisation	646 00	503 55
Plombage, estampillage et marque de bestiaux	45,648 89	42,534 85
Remboursements de consignations	155,375 59	154,932 52
Divers services	176,782 36	178,984 12
AVANCES DES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.		
Frais judiciaires	1,475,904 14	1,443,340 27
AVANCES DES DIRECTEURS DES POSTES.		
Timbre de reconnaissances de valeurs et divers services	257,358 25	258,643 95
Traitements à régulariser	10 00	895 00
Service des voyages de la Cour	124,819 85	124,819 85
Frais de poursuites	2,382 57	2,126 04
AVANCES DES PAYEURS.		
Avance faite à Lyon par le payeur du Rhône sur ordres spéciaux du ministre de la guerre	//	10,000 00
Divers services	//	871 10
	25,377,273 29	25,393,335 42

SUITE DU SERVICE

ÉTAT des Créances administratives constatées pendant l'année 1832.

MOTIFS DES CRÉANCES.		MONTANT DES CRÉANCES constatées.
SOUMISSIONNAIRES DES PONTS ET CANAUX ET DE DIVERS TRAVAUX.		
Termes échus pendant l'année 1832 sur les engagements des soumissionnaires, savoir :		
André et Cottier. — Canaux de Bretagne	2,700,000f	
Hagermann. — Canal de Bourgogne	1,820,000	
Homberg. — Port du Havre	350,000	5,455,000f 00c
Barbet et autres. — Port et quai de Rouen	385,000	
Caisse des dépôts et consignations. — Port de Boulogne	200,000	
VILLES ET COMMUNES.		
Obligations souscrites par diverses villes au profit du Trésor, en payement de droits sur les boissons, exercices 1831, et payables pendant les années ci-après, savoir :		

	ANNÉES 1832.	1833.	1834.	1835.	1836.	1838.	1839.	TOTAL.	
Ville de Bordeaux	"	"	"	"	"	80,544	80,543 97	161,087 97	
—— d'Auch	4,295 04	4,295 04	4,295 04	"	"	"	"	12,885 12	
—— de Limoux	"	6,000 00	3,000 00	3,000 00	2,916 67	"	"	14,916 67	
Diverses communes du départemt de la Gironde.	907 00	1,664 74	759 84	759 84	"	"	"	4,090 58	
	5,202 04	11,959 78	8,054 04	3,759 84	2,916 67	80,544	80,543 97	192,980 34	192,980 34
COMPAGNIE DES SALINES ET MINES DE SEL DE L'EST.									
Versement à faire au Trésor public par la compagnie des salines et mines de sel de l'Est, de la part revenant au Trésor, dans le bénéfice de l'exploitation des salines et mines de sel de l'Est, pendant l'année 1832									227,889 70
									5,875,870 04

DE TRÉSORERIE.

ÉTAT des Recettes effectuées sur Créances administratives pendant l'année 1832.

DÉSIGNATION DES DÉBITEURS.	MOTIFS DES RECETTES.		MONTANT DES RECETTES effectuées.
Ville de Paris	Recette faite par le caissier du Trésor public, d'un versement effectué en juin, à sa caisse, par la ville de Paris, en remboursement de l'avance à elle faite, en 1831, pour achat de grains. (*Ordonnance royale du 17 janvier 1831.*)	200,000f	
	Recette faite par le caissier du trésor public, d'un versement effectué en juin à sa caisse par ladite ville, à valoir sur le prêt de 2,000,000 fr. à elle fait sur le crédit de 5,000,000 alloué par la loi du 8 septembre 1830	500,000	700,000 00
Ville de Saint-Étienne	Recette par le receveur général de la Loire, d'un versement effectué en septembre à sa caisse par la ville de Saint-Étienne, à valoir sur le prêt qui lui a été fait sur le crédit de 5,000,000 ouvert par la loi précitée		20,000 00
Ville de Nantes	Recette faite par le receveur général de la Loire-Inférieure, d'un versement effectué à sa caisse par la ville de Nantes, en décembre, à valoir sur le prêt qui lui a été fait par l'ancienne caisse d'amortissement pour reconstruction de la salle de spectacle		29,186 53
Ville de Rouen	Recette faite par le receveur général de la Seine-Inférieure, d'un versement effectué à sa caisse, en décembre, par la ville de Rouen, en remboursement du prêt qui lui a été fait sur le crédit de 1 million ouvert au budget de 1831, pour travaux de charité		40,000 00
Villes et communes	1° Recettes de versements effectués dans les caisses du trésor, par les villes et communes ci-après, à valoir sur les obligations souscrites par elles en remplacement de droits sur les boissons, savoir : Ville de Châteauroux 1,721 27 ; Ville d'Auch 4,295 04 ; Diverses communes du département de la Gironde 37,399 00	43,415 31	
	2° Recettes provenant de renouvellement et d'annulation d'obligations souscrites par les villes et communes ci-après, savoir : Ville de Narbonne 11,563 29 ; Diverses communes du département de la Gironde 2,500 04	14,063 33	57,478 64
Divers négociants et manufacturiers de la capitale	1° Recette provenant de l'imputation d'un versement effectué à la caisse du trésor public, en août 1831, en remboursement d'avances faites à divers négociants et manufacturiers, sur le crédit de 5,000,000 ouvert par la loi du 8 septembre 1831	10,600 00	
	2° Recette provenant du transport au compte des créances litigieuses de la somme de 91,000 fr. restant à recouvrer sur le montant des avances faites en vertu de la loi précitée	91,000 00	101,600 00
Compagnie des salines et mines de sel de l'Est	Recette provenant de l'application qui a été faite au budget de l'exercice 1831, par le débit du compte courant de la compagnie des salines et mines de sel de l'Est, du montant de la part revenant au trésor dans le bénéfice de l'exploitation des salines et mines de sel de l'Est, pendant l'année 1831, et dont le compte avait été provisoirement débité sur le livre des créances administratives, en décembre 1831		452,635 47
Adjudicataires des anciens hôtels des finances	Recette provenant du rétablissement au crédit du sieur Adam, adjudicataire de l'ancien hôtel du Grand-livre, d'une somme de 63 fr. 77 cent. dont *s/c* a été débité de trop pour intérêts mis à sa charge, en septembre 1831		63 77
Soumissionnaires des ponts et canaux et divers travaux	Recette de versements effectués dans les caisses du trésor par les soumissionnaires, à valoir sur leurs engagements, savoir : André et Cottier — Canaux de Bretagne 3,148,838 00 ; Hagermann — Canal de Bourgogne 1,950,315 90 ; Homberg — Port du Havre 350,000 00 ; Barbet et autres — Port et quai de Rouen 385,000 00 ; Caisse des dépôts et consignations — Port de Boulogne 200,000 00		6,034,153 90
	TOTAL		7,435,118 31

SUITE DU SERVICE DE TRÉSORERIE.

ÉTAT des Recettes et des Dépenses relatives à la liquidation de l'ancienne Liste civile, qui ont été constatées pendant l'année 1832.

RECETTES.

Recettes faites par le trésorier provisoire de l'ancienne liste civile, du 1er janvier au 1er avril 1832		8,597 88
Recettes de diverses natures faites par les comptables du trésor public, savoir:		
Produit de vente de mobilier des maisons civile et militaire	26,663 65	
Réalisation de traites d'adjudicataires de coupes de bois	8,282 50	
Reversements de fonds, recouvrements d'avances et réalisation de divers produits	5,688 39	
		40,634 54
		49,232 42

DÉPENSES.

Payements effectués par les payeurs du trésor, en vertu des crédits provisoires ouverts par ordonnances royales, au ministre des finances, sur les fonds provenant de l'actif de l'ancienne liste civile, savoir:

Crédit de 5,000 fr. par mois, à partir du 1er avril 1832, spécialement affecté aux dépenses du personnel et du matériel des bureaux chargés de la liquidation de l'ancienne liste civile. (*Ordonnance royale du 9 avril 1832.*)	
Payements effectués	41,159 19
Crédit de 50,000 fr. destiné exclusivement à acquitter, en cas d'urgence, les engagements contractés à la charge de l'ancienne liste civile. (*Ordonnance royale du 23 août 1832.*)	
Payements effectués	44,630 32
	85 789 51

ÉTAT des Recettes et des Dépenses relatives au Trésor de la Couronne, qui ont été constatées pendant l'année 1832. (Exécution de la disposition transitoire de la loi du 2 Mars 1832.)

RECETTES.

Fonds de subvention fournis par le trésor de la couronne, à l'ancienne monnaie des médailles, pour les dépenses du personnel, pendant les mois de Janvier et Février 1832	5,530f 24c

DÉPENSES.

Payements faits par les Payeurs du trésor, pendant les mois de Janvier et Février 1832, sur les mandats délivrés antérieurement à l'année 1832, pour les dépenses d'entretien et de conservation de l'ancienne liste (*service des écuries*)	5,099 98
Fonds remis les 4 et 16 Janvier 1832, par le caissier central du trésor public, au trésorier provisoire de l'ancienne liste civile, pour subvenir aux dépenses d'entretien et de conservation	369,787 24
Annulation de recettes constatées en 1831, au compte du trésor de la couronne et qui concernent le domaine privé de Charles X.	833 33
TOTAL	371,720 55

SUITE DU SERVICE DE TRÉSORERIE.

ÉTAT présentant le Mouvement des Fonds entre les Comptables des finances pendant l'Année 1832. (*Voir* le Développement, pages 160 à 163.)

FONDS REÇUS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	COMPTABLES par qui les fonds ont été envoyés.	MONTANT des fonds reçus.	
RECEVEURS de l'enregistrement, du timbre et des domaines	Receveurs généraux	181,590f 00c	652,512f 97c
	Leurs collègues	470,922 97	
RECEVEURS des douanes	Receveurs généraux	5,864,459 95	13,856,609 80
	Caissier du Trésor	2,450,000 00	
	Leurs collègues	5,542,149 85	
RECEVEURS des contributions indirectes	Receveurs généraux	9,206,024 00	9,735,375 02
	Leurs collègues	529,351 02	
DIRECTEURS des postes	Receveurs généraux	2,656,803 65	4,032,766 51
	Caissier du Trésor	1,050,000 00	
	Leurs collègues	325,962 86	
RECEVEURS de la loterie	Receveurs généraux	765,470 00	1,605,522 54
	Leurs collègues	840,052 54	
DIRECTEURS de la fabrication des monnaies	Leurs collègues	354,745 50	354,745 50
RECEVEURS GÉNÉRAUX	Receveurs de l'enregistrement	157,225,172 27	493,673,618 89
	——— des douanes	75,081,777 99	
	——— des contributions indirectes	115,427,645 17	
	Directeurs des postes	16,997,293 06	
	Receveurs de la loterie	5,398,697 56	
	Directeurs de la fabrication des monnaies	466,770 28	
	Caissier du Trésor	101,458,908 65	
	Payeurs	4,193,452 00	
	Leurs collègues	17,423,901 91	
CAISSIER DU TRÉSOR	Receveurs de l'enregistrement	29,511,696 50	609,930,543 25
	——— des douanes (numéraire)	90,000 00	
	——— (Traites de douanes)	45,326,049 21	
	——— des contributions indirectes (numéraire)	19,010,773 18	
	——— (Obligations des salines)	5,084,031 10	
	Directeurs des postes	5,923,504 91	
	Receveurs de la loterie	8,901,327 48	
	Directeurs de la fabrication des monnaies	386,235 29	
	Receveurs généraux	438,475,040 51	
	Payeurs	2,927,520 71	
	Ancien caissier du Trésor	54,294,364 36	
PAYEURS DU TRÉSOR	Receveurs généraux	548,730,653 12	1,027,353,003 02
	——— de l'enregist. (Service des forêts)	3,855,445 52	
	Caissier du Trésor	464,630,971 50	
	Leurs collègues	10,135,932 88	
	TOTAUX de la Recette	2,161,194,697 50	2,161,194,697 50

FONDS ENVOYÉS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	MONTANT des fonds envoyés.	
RECEVEURS de l'enregistrement, du timbre et des domaines	Receveurs généraux	157,225,172f 27c	191,063,237f 26c
	Caissier du Trésor	29,511,696 50	
	Payeurs. (Service des forêts.)	3,855,445 52	
	Leurs collègues	470,922 97	
RECEVEURS des douanes	Receveurs généraux	75,081,777 99	126,039,977 05
	Caissier du Trésor (numéraire)	90,000 00	
	——— (Traites de douanes)	45,326,049 21	
	Leurs collègues	5,542,149 85	
RECEVEURS des contributions indirectes	Receveurs généraux	115,427,645 17	140,051,800 47
	Caissier du Trésor (numéraire)	19,010,773 18	
	——— (Obligations des salines)	5,084,031 10	
	Leurs collègues	529,351 02	
DIRECTEURS des postes	Receveurs généraux	16,997,293 06	23,246,760 83
	Caissier du Trésor	5,923,504 91	
	Leurs collègues	325,962 86	
RECEVEURS de la loterie	Receveurs généraux	5,398,697 56	15,140,077 58
	Caissier du Trésor	8,901,327 48	
	Leurs collègues	840,052 54	
DIRECTEURS de la fabrication des monnaies	Receveurs généraux	466,770 28	1,207,751 07
	Caissier du Trésor	386,235 29	
	Leurs collègues	354,745 50	
RECEVEURS GÉNÉRAUX	Receveurs de l'enregistrement	181,590 00	1,021,167,033 22
	——— des douanes	5,864,459 95	
	——— des contributions indirectes	9,206,024 00	
	Directeurs des postes	2,656,803 65	
	Receveurs de la loterie	765,470 00	
	Caissier du Trésor	436,240,187 37	
	Payeurs	548,828,596 34	
	Leurs collègues	17,423,901 91	
CAISSIER DU TRÉSOR	Receveurs généraux	103,373,319 72	625,946,483 17
	——— des douanes	2,450,000 00	
	Directeurs des postes	1,050,000 00	
	Payeurs	464,778,799 09	
	Nouveau caissier du Trésor	54,294,364 36	
PAYEURS DU TRÉSOR	Receveurs généraux	4,193,540 06	17,487,652 26
	Caissier du Trésor	2,653,368 25	
	Leurs collègues	10,640,743 95	
	TOTAUX de la Dépense	2,161,350,772 91	2,161,350,772 91

SUITE DU SERVICE DE TRÉSORERIE.

ETAT présentant le Mouvement des Fonds des Budgets pendant l'année 1832.

SERVICES ET EXERCICES.	RECETTES.	PAYEMENTS.	EXCÉDANT de Recette.	EXCÉDANT de Payement.
BUDGETS.				
Budget de l'exercice 1831	248,100,293f 85c	157,470,456f 23c	90,629,837 62	//
——— 1832	971,055,121 26	1,013,808,890 81	//	42,753,769 55
——— 1833	395,810 81	3,582,499 20	//	3,186,688 39
	1,219,551,225 92	1,174,861,846 24	90,629,837 62	45,940,457 94
Service spécial des ponts, canaux et travaux divers soumissionnés	5,455,000 00	6,898,111 81	//	1,443,111 81
	1,225,006,225 92	1,181,759,958 05	90,629,837 62	47,383,569 75
Excédant de recette			(a) 43,246,267 87	

(a) Cet excédant se divise ainsi qu'il suit :

Excédant de recette sur le service des budgets	44,689,379f 68c
Excédant de payement sur le service spécial des ponts, canaux, etc. *(A déduire)*	1,443,111 81
SOMME PAREILLE	43,246,267 87

ETAT des Valeurs de Caisse et de Portefeuille au commencement et à la fin de l'année 1832.

DÉSIGNATION DES VALEURS ET DES COMPTABLES.	AU 1er janvier 1832.	AU 1er janvier 1833.	DIFFÉRENCE AU 1er JANVIER 1833. Augmentation.	Diminution.
NUMÉRAIRE.				
Receveurs de l'enregistrement et des domaines	175,705 45	198,023 58	22,318 13	//
——— des douanes	1,907,433 59	2,149,268 11	241,834 52	//
——— des contributions indirectes	83,130 94	97,917 21	14,786 27	//
Directeurs des postes	555,728 12	533,235 47	//	22,492 65
Receveurs de la loterie	225,717 43	159,219 87	//	66,497 56
Directeurs de la fabrication des monnaies	790,804 44	868,048 94	77,244 50	//
Receveurs généraux	14,062,234 02	11,325,298 19	//	2,736,935 83
Caissier du Trésor public	13,814,381 52	4,489,388 34	//	9,324,993 18
Payeurs du Trésor	7,234,643 12	9,786,371 05	2,551,727 93	//
	38,849,778 63	29,606,770 76	2,907,911 35	12,150,919 22
			9,243,007 87	
MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT À CONVERTIR EN ESPÈCES.				
Directeurs de la fabrication des monnaies	7,254,606 06	3,155,616 12	//	4,098,989 94
	7,254,606 06	3,155,616 12	//	4,098,989 94
EFFETS À RECEVOIR.				
Receveurs des douanes	3,258,594 03	3,081,849 26	//	176,744 77
Directeurs des postes	12,816 04	10,813 86	//	2,002 18
Receveurs généraux des finances	8,449,294 68	8,986,156 41	536,861 73	//
Caissier du Trésor	36,190,502 41	41,042,270 78	4,851,768 37	//
Payeurs du Trésor	1,200,800 00	2,075,400 00	874,600 00	//
	49,112,007 16	55,196,490 31	6,263,230 10	178,746 95
			6,084,483 15	
RÉCAPITULATION.				
Numéraire	38,849,778 63	29,606,770 76	//	9,243,007 87
Matières d'or et d'argent à convertir en espèces	7,254,606 06	3,155,616 12	//	4,098,989 94
Effets à recevoir	49,112,007 16	55,196,490 31	6,084,483 15	//
	95,216,391 85	87,958,877 19	6,084,483 15	13,341,997 81
Diminution, pendant l'année 1832, sur les valeurs de caisse et de portefeuille, dont les comptables des finances étaient dépositaires au 1er janvier de la même année				7,257,514 66
Mais cette diminution n'est réellement que de 7,101,439f 25c, par le résultat des mouvements de fonds qui ont eu lieu, pendant l'année 1832, entre tous les comptables des finances. (*Voir* pages 154 et 155.)				
En effet,				
Les fonds envoyés se sont élevés à	2,161,350,772 91			
Les fonds reçus n'ont été que de	2,161,194,697 50			
EXCÉDANT des envois	156,075 41			
Représentant des fonds en route, non encore parvenus à leur destination au 1er janvier 1832, qui balancent la diminution de pareille somme qu'a éprouvée l'encaisse des comptables par lesquels les envois ont été faits, ci				156,075 41
DIMINUTION effective des valeurs de caisse et de portefeuille pendant l'année 1832				7,101,439 25

SUITE DU SERVICE DE TRÉSORERIE.

TABLEAU présentant, pour le Service des Budgets dans chaque département, les Excédants de Recette dont le Trésor a disposé, ou les Excédants de Dépense auxquels il a dû pourvoir.

DÉPARTEMENTS.	RECETTES sur LES CONTRIBUTIONS et revenus publics.	PAYEMENTS sur LES DÉPENSES publiques.	EXCÉDANT de RECETTES.	EXCÉDANT de PAYEMENTS.	OBSERVATIONS.
Ain	6,301,725 85	4,073,962 48	2,227,763 37	//	Voir le développement, pages 26 à 29.
Aisne	17,105,441 42	8,807,762 99	8,297,678 43	//	
Allier	6,198,870 17	4,010,397 55	2,188,472 62	//	
Alpes (Basses)	2,533,466 74	2,810,265 16	//	276,798 42	
Alpes (Hautes)	2,181,925 72	3,351,013 89	//	1,169,088 17	
Ardèche	4,785,093 53	2,688,708 56	2,096,384 97	//	
Ardennes	10,233,092 28	9,728,736 72	504,355 56	//	
Ariége	2,989,801 18	2,339,416 15	650,385 03	//	
Aube	7,495,559 07	4,190,784 43	3,304,774 64	//	
Aude	8,871,422 40	4,139,703 60	4,731,718 80	//	
Aveyron	5,959,568 35	3,592,059 77	2,367,508 58	//	
Bouches-du-Rhône	44,047,228 98	32,527,823 82	11,519,405 16	//	
Calvados	18,506,382 65	9,076,848 87	9,429,533 78	//	
Cantal	4,287,493 46	3,058,651 78	1,228,841 68	//	
Charente	7,551,907 57	4,208,322 08	3,343,585 49	//	
Charente-Inférieure	14,054,458 84	11,083,026 30	2,971,432 54	//	
Cher	5,384,110 31	5,739,923 99	//	355,813 68	
Corrèze	3,972,135 15	2,461,016 06	1,511,119 09	//	
Corse	1,159,512 18	4,738,393 46	//	3,578,881 28	
Côte-d'Or	14,187,328 46	11,300,338 07	2,886,990 39	//	
Côtes-du-Nord	9,660,742 43	6,541,966 64	3,118,775 79	//	
Creuse	3,733,113 87	2,387,368 76	1,345,745 11	//	
Dordogne	7,931,193 44	5,492,538 83	2,438,654 61	//	
Doubs	7,626,724 11	9,266,391 82	//	1,639,667 71	
Drôme	6,308,167 43	4,762,381 16	1,545,786 27	//	
Eure	13,346,687 37	5,654,713 07	7,691,974 30	//	
Eure-et-Loir	10,255,648 50	3,836,285 43	6,419,363 07	//	
Finistère	11,228,671 95	21,210,002 16	//	9,981,330 21	
Gard	11,948,785 50	6,643,998 47	5,304,787 03	//	
Garonne (Haute)	14,153,178 07	11,572,709 39	2,580,468 68	//	
Gers	5,966,597 26	3,612,006 49	2,354,590 77	//	
Gironde	32,108,498 84	18,289,993 82	13,818,505 02	//	
Hérault	12,287,520 62	9,398,297 13	2,889,223 49	//	
Ille-et-Vilaine	11,458,125 41	12,886,771 86	//	1,428,646 45	
Indre	4,896,232 23	2,749,449 84	2,146,782 39	//	
Indre-et-Loire	7,469,118 16	6,992,715 60	476,402 56	//	
Isère	12,334,065 09	10,935,139 89	1,398,925 20	//	
Jura	7,865,669 78	4,168,595 14	3,697,074 64	//	
Landes	3,534,862 50	2,573,304 92	961,557 58	//	
Loir-et-Cher	5,935,535 07	3,685,156 41	2,250,378 66	//	
Loire	7,990,230 76	3,754,476 82	4,235,753 94	//	
Loire (Haute)	4,201,250 64	2,525,276 36	1,675,974 28	//	
Loire-Inférieure	24,494,464 38	12,184,513 43	12,309,950 95	//	
Loiret	12,491,792 39	5,952,955 92	6,538,836 47	//	
Lot	4,560,616 24	4,822,556 26	//	261,940 02	
Lot-et-Garonne	7,820,148 78	6,014,875 32	1,805,273 46	//	
Lozère	2,178,999 65	1,887,971 56	291,028 09	//	
Maine-et-Loire	11,648,379 41	10,207,178 91	1,441,200 50	//	
Manche	15,535,389 70	11,723,141 72	3,812,247 98	//	
Marne	14,581,568 36	8,686,523 43	5,895,044 93	//	
Marne (Haute)	9,478,904 88	4,175,445 42	5,303,459 46	//	
Mayenne	6,302,613 74	3,586,537 73	2,716,076 01	//	
Meurthe	14,703,457 00	11,421,763 94	3,281,693 06	//	
Meuse	9,203,680 25	9,117,113 23	86,567 02	//	
Morbihan	8,453,830 15	12,831,799 93	//	4,377,969 78	
Moselle	12,649,999 39	20,790,531 10	//	8,140,531 71	
Nièvre	6,538,047 55	7,290,955 97	//	752,908 42	
Nord	41,952,667 34	39,924,335 65	2,028,331 69	//	
Oise	13,512,607 89	6,415,548 28	7,097,059 61	//	
Orne	10,820,433 78	4,828,874 95	5,991,558 83	//	
Pas-de-Calais	18,759,663 81	14,788,606 30	3,971,057 51	//	
Puy-de-Dôme	9,987,658 03	5,906,762 70	4,080,895 33	//	
Pyrénées (Basses)	7,831,190 76	9,333,187 99	//	1,501,997 23	
Pyrénées (Hautes)	3,117,046 39	2,394,359 31	722,687 08	//	
Pyrénées-Orientales	3,292,322 22	5,587,932 87	//	2,295,610 65	
Rhin (Bas)	15,457,250 44	23,888,744 61	//	8,431,494 17	
Rhin (Haut)	10,240,780 89	9,857,567 09	383,213 80	//	
Rhône	25,740,498 31	22,905,093 84	2,835,404 47	//	
Saone (Haute)	7,174,142 01	5,038,577 43	2,135,564 58	//	
Saone-et-Loire	12,546,001 01	5,901,282 03	6,644,718 98	//	
Sarthe	9,557,878 37	4,762,528 32	4,795,350 05	//	
Seine	96,882,043 70	15,827,190 31	81,054,853 39	//	
Seine-Inférieure	64,911,018 24	17,234,619 45	47,676,398 79	//	
Seine-et-Marne	15,371,760 84	7,457,083 81	7,914,677 03	//	
Seine-et-Oise	19,917,627 84	13,353,407 84	6,564,220 00	//	
Sèvres (Deux)	6,089,380 18	6,576,373 80	//	486,993 62	
Somme	15,426,444 80	8,308,746 69	7,117,698 11	//	
Tarn	6,822,039 00	3,920,769 96	2,901,269 04	//	
Tarn-et-Garonne	7,252,054 75	3,674,331 51	3,577,723 24	//	
Var	9,315,123 75	20,121,514 52	//	10,806,390 77	
Vaucluse	5,834,886 14	4,406,596 29	1,428,289 85	//	
Vendée	6,602,599 40	4,679,427 50	1,923,171 90	//	
Vienne	5,981,606 38	4,407,905 69	1,573,700 69	//	
Vienne (Haute)	5,100,792 60	4,004,622 95	1,096,169 65	//	
Vosges	8,731,876 93	4,314,303 26	4,417,573 67	//	
Yonne	9,827,391 17	4,857,297 27	4,970,093 90	//	
Payeur en Morée	48,264 09	1,962,954 78	//	1,914,750 69	
—— en Afrique	1,980,511 01	13,222,331 59	//	11,241,820 58	
—— à Ancône	1,022,940 46	736,524 59	286,415 87	//	
—— de l'armée du Nord	41,183 32	4,649,277 10	//	4,608,093 78	
Trésor public à Paris	187,167,564 86	452,950,718 16	//	265,783,153 30	
	1,225,006,225 92	1,181,759,958 05	382,280,148 51	339,033,880 64	
Excédant de recette du service des budgets pendant l'année 1832. (*Voir* page 136)			43,246,267 87		

SUITE DU SERVICE DE TRÉSORERIE.

DÉVELOPPEMENT, par département, des Fonds envoyés et des Fonds reçus par les Comptables des finances, pendant l'année 1832.

DÉPARTEMENTS.	COMPTABLES QUI ONT ENVOYÉ LES FONDS.									TOTAL.
	Receveurs de l'enregistrement.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Directeurs des postes.	Receveurs de la loterie.	Directeurs de la fabrication des monnaies.	Receveurs généraux.	Caissier central du Trésor.	Payeurs du Trésor.	
Ain	1,508,662	135,225	862,368	185,220	39,829	//	6,147,318	//	//	8,878,626
Aisne	4,086,599	46,140	1,875,221	301,860	49,203	//	16,637,812	//	39,528	23,036,367
Allier	1,553,739	//	664,269	132,043	//	//	6,229,581	//	//	8,579,633
Alpes (Basses)	513,815	10,641	336,820	55,319	//	//	2,389,643	//	22,194	3,328,435
Alpes (Hautes)	463,711	11,924	331,380	15,438	//	//	2,686,145	//	17	3,508,616
Ardèche	1,359,545	//	688,088	213,089	//	//	4,472,618	//	//	6,733,341
Ardennes	1,914,178	200,727	1,329,312	121,207	37,342	//	11,373,169	//	45,814	15,021,751
Ariége	618,123	12,230	414,885	91,391	//	//	2,512,340	//	8,174	3,657,145
Aube	1,767,568	//	886,867	119,513	22,490	//	7,443,415	//	18,832	10,258,688
Aude	1,295,884	1,977,642	603,720	178,815	//	//	8,513,040	//	//	12,569,103
Aveyron	1,244,893	//	528,433	147,070	//	//	5,147,935	//	//	7,068,331
Bouches-du-Rh	2,574,060	17,748,702	2,775,578	557,971	744,972	59,265	30,759,421	//	288,618	55,508,591
Calvados	3,697,203	2,616,549	2,154,022	425,137	152,971	//	12,687,184	//	//	21,733,068
Cantal	1,040,230	//	556,508	39,064	//	//	3,616,635	//	1,321	5,253,759
Charente	1,551,156	//	590,654	184,406	//	//	7,426,093	//	//	9,752,311
Charente-Infér	1,804,339	3,439,785	1,155,277	221,992	51,515	25,556	12,929,680	//	//	19,628,147
Cher	1,024,365	//	695,222	138,257	29,660	//	6,185,584	//	//	8,073,089
Corrèze	950,135	//	641,299	69,590	//	//	3,460,246	//	//	5,121,271
Corse	136,487	156,532	//	7,066	//	//	5,067,132	//	50,033	5,417,221
Côte-d'Or	2,552,693	//	1,350,558	294,849	51,249	//	14,564,400	//	//	18,813,752
Côtes-du-Nord	1,261,621	601,648	3,177,912	225,663	//	//	10,609,656	//	//	15,876,502
Creuse	1,023,620	//	508,016	57,718	//	//	3,449,965	//	//	5,039,320
Dordogne	1,546,053	//	939,808	207,635	//	//	7,847,808	//	//	10,541,306
Doubs	1,453,578	139,830	1,536,241	127,504	70,588	//	7,205,264	//	//	10,533,009
Drôme	1,505,260	//	866,320	169,303	//	//	6,096,122	//	//	8,637,006
Eure	3,166,353	//	1,695,242	299,795	23,574	//	13,475,633	//	6,088	18,666,688
Eure-et-Loir	2,226,136	//	1,483,282	192,728	//	//	9,802,106	//	//	13,704,253
Finistère	1,215,753	1,045,787	3,326,808	150,076	36,950	//	20,351,354	//	//	26,126,730
Gard	1,978,972	2,661,153	1,614,030	256,418	70,896	//	11,395,286	//	1,609	17,978,368
Garonne (Haute)	2,490,666	1,848,759	1,289,430	150,106	149,415	23,378	14,615,041	//	5,397	20,572,195
Gers	1,164,910	//	396,572	150,099	//	//	5,859,040	//	//	7,570,622
Gironde	3,991,350	11,698,251	1,996,051	493,827	735,731	13,107	64,073,155	//	//	83,001,476
Hérault	1,997,150	1,795,946	1,352,243	353,047	72,806	//	10.889,028	//	//	16,460,221
Ille-et-Vilaine	1,660,993	785,414	2,624,153	243,586	102,588	//	11,618,038	//	//	17,034,774
Indre	1,149,425	//	541,775	122,505	//	//	4,857,939	//	791	6,672,436
Indre-et-Loire	1,876,891	//	741,731	261,072	73,910	//	9,476,346	//	//	12,429,953
Isère	3,137,182	45,824	1,825,705	218,076	174,101	//	12,031,278	//	//	17,432,168
Jura	1,588,398	38,836	1,731,892	194,766	33,915	//	7,558,727	//	//	11,146,536
Landes	544,483	//	742,725	144,427	//	//	3,765,142	//	//	5,196,779
Loir-et-Cher	1,370,603	//	859,747	142,526	//	//	5,848,526	//	//	8,221,403
Loire	1,795,150	//	1,636,757	280,520	58,080	//	6,766,495	//	1,421	10,538,424
Loire (Haute)	1,098,341	//	466,381	76,318	//	//	4,296,491	//	2,776	5,940,309
Loire-Inférieure	1,889,522	12,258,931	2,747,464	201,267	170,296	82,547	25,612,253	//	//	42,962,281
Loiret	2,065,426	2,729,593	1,676,530	267,500	97,365	//	14,634,750	//	//	21,471,167
Lot	851,643	//	236,665	137,418	//	//	5,075,044	//	//	6,300,772
Lot-et-Garonne	1,600,370	//	433,813	249,866	//	//	7,864,458	//	//	10,148,508
Lozère	507,120	//	174,031	49,542	//	//	2,214,230	//	//	2,944,925
Maine-et-Loire	2,003,705	//	2,072,864	203,551	126,045	//	12,340,939	//	//	16,747,106
Manche	2,408,307	1,010,465	2,328,164	319,685	54,025	//	14,069,576	//	130,019	20,320,245
Marne	2,808,828	//	1,546,998	281,822	36,066	//	14,762,623	//	61	19,436,400
Marne (Haute)	4,319,042	//	757,851	138,005	//	//	7,265,915	//	//	12,480,813
Mayenne	1,074,056	//	1,441,016	157,399	//	//	6,882,581	//	//	9,555,054
Meurthe	2,500,602	//	4,763,151	103,893	133,996	//	13,949,300	//	//	21,450,945
Meuse	2,478,142	21,903	1,037,688	69,016	//	//	10,989,698	//	220,033	14,816,482
Morbihan	889,267	621,224	2,554,031	86,279	113,638	//	12,003,583	//	23,264	16,291,289
Moselle	2,356,514	1,357,145	1,825,612	33,566	100,767	//	20,904,819	//	173	26,578,599

DÉPARTEMENTS.	COMPTABLES QUI ONT REÇU LES FONDS.									TOTAL.
	Receveurs de l'enregistrement.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Directeurs des postes.	Receveurs de la loterie.	Directeurs de la fabrication des monnaies.	Receveurs généraux.	Caissier central du Trésor.	Payeurs du Trésor.	
Ain	//	401,155	7,218	17,530	1,009	//	2,858,145	//	2,811,737	6,096,796
Aisne	//	281,629	3,454	10,497	7,007	//	6,497,276	//	6,760,388	13,560,455
Allier	//	//	3,845	28,542	//	//	2,484,540	//	3,217,966	5,734,895
Alpes (Basses)	3,300	229,070	2,212	27,013	//	//	952,409	//	2,165,548	3,379,554
Alpes (Hautes)	//	98,214	1,424	64,404	//	//	998,774	//	2,923,780	4,086,598
Ardèche	//	//	6,503	4,971	//	//	2,374,325	//	2,055,622	4,441,423
Ardennes	//	625,173	3,777	131,837	11,260	//	4,473,681	//	7,983,944	13,229,674
Ariége	4,500	140,301	826	3,064	//	//	1,158,755	//	1,790,486	3,097,933
Aube	//	//	3,680	7,219	1,700	//	3,477,897	//	3,289,488	6,779,986
Aude	//	441	4,100	1,614	//	//	4,393,665	//	3,158,574	7,558,397
Aveyron	//	//	4,684	1,256	//	//	1,952,687	//	2,776,456	4,735,085
Bouches-du-Rh	//	1,223,696	267,185	19,252	231,855	5,173	23,424,475	//	16,257,910	41,429,549
Calvados	//	17,301	6,476	7,598	39,823	//	9,425,171	//	6,873,715	16,370,085
Cantal	//	//	3,467	30,959	//	//	1,675,269	//	2,466,180	4,175,877
Charente	19,174	//	2,119	858	//	//	2,664,382	//	3,266,594	5,953,129
Charente-Infér	//	161,889	3,945	17,865	10,230	4,628	6,721,568	//	8,953,112	15,873,240
Cher	//	//	2,897	4,163	2,350	//	2,093,321	//	5,146,086	7,248,817
Corrèze	//	//	2,837	11,329	//	//	1,675,075	//	1,990,055	3,679,297
Corse	38,990	147,064	//	73,349	//	//	2,410,718	//	4,157,816	6,827,939
Côte-d'Or	10,000	//	13,233	15,905	7,415	//	5,662,454	//	9,915,395	15,624,404
Côtes-du-Nord	//	16,585	3,639	5,400	//	//	5,699,673	//	5,371,920	11,097,219
Creuse	3,310	//	8,682	29,130	//	//	1,678,594	//	1,945,898	3,665,616
Dordogne	//	//	4,950	17,228	//	//	2,795,487	//	4,529,820	7,347,487
Doubs	//	740,744	2,052	67,884	27,000	//	3,237,032	//	7,574,076	11,648,790
Drôme	//	//	2,644	9,893	//	//	2,656,264	//	3,979,481	6,648,282
Eure	7,700	//	2,408	9,141	2,860	//	5,734,466	//	4,448,215	10,204,791
Eure-et-Loir	//	//	3,665	9,912	//	//	4,249,835	//	2,786,748	7,050,162
Finistère	//	136,126	12,527	202,006	4,062	//	13,720,843	//	18,930,668	33,006,235
Gard	//	1,628	5,194	12,230	21,646	//	7,013,780	//	5,356,428	12,410,909
Garonne (Haute)	//	88,163	4,665	193,846	27,770	4,434	7,125,889	//	9,446,283	16,891,053
Gers	//	//	2,987	4,513	//	//	1,883,600	//	2,836,653	4,727,754
Gironde	1,100	275,817	3,807	45,229	229,090	2,807	23,724,221	//	11,762,857	36,044,931
Hérault	400	11,291	5,702	4,310	23,720	//	6,349,373	//	7,865,937	14,260,435
Ille-et-Vilaine	//	57,161	774,655	13,301	24,960	//	6,602,591	//	10,382,132	17,854,802
Indre	1,500	//	3,462	3,751	//	//	2,139,933	//	2,094,941	4,243,589
Indre-et-Loire	6,885	//	1,745	2,625	38,610	//	3,657,946	//	5,778,041	9,485,854
Isère	//	407,021	7,665	25,957	52,986	//	5,759,963	//	8,712,230	14,965,824
Jura	20,210	280,432	7,644	3,282	4,400	//	3,421,203	//	3,033,874	6,771,046
Landes	1,560	//	1,655	896	//	//	1,639,259	//	2,047,443	3,690,815
Loir-et-Cher	19,300	//	1,298	4,116	//	//	2,818,028	//	2,964,594	5,807,338
Loire	10,866	//	12,026	2,000	11,100	//	3,903,386	//	2,814,499	6,753,818
Loire (Haute)	//	//	4,769	8,078	//	//	1,727,440	//	1,960,068	3,700,357
Loire-Inférieure	//	306,973	5,458	25,724	39,656	6,259	20,220,828	//	8,864,773	29,469,673
Loiret	//	1	5,446	15,072	10,210	//	9,370,897	//	4,647,370	14,048,999
Lot	//	//	1,602,938	4,945	//	//	1,974,767	//	2,394,444	9,977,096
Lot-et-Garonne	938	//	1,390,712	1,916	//	//	3,112,693	//	3,321,729	7,827,988
Lozère	480	//	1,185	2,214	//	//	749,000	//	1,563,505	2,316,385
Maine-et-Loire	//	//	5,648	47 988	27,770	//	5,361,125	//	9,131,272	14,573,804
Manche	//	27,507	12,386	13,537	8,975	//	6,827,148	//	9,586,206	16,475,762
Marne	23,521	//	3,349	20,047	10,574	//	5,713,885	//	7,152,905	12,924,283
Marne (Haute)	15,899	//	6,812	9,922	//	//	2,823,353	//	3,445,142	6,301,130
Mayenne	//	//	9,909	4,485	//	//	3,136,286	//	2,934,505	6,085,187
Meurthe	//	//	4,698	82,472	53,361	//	5,447,203	//	10,144,702	15,732,438
Meuse	3,565	192,823	3,286	106,109	//	//	4,260,550	//	8,256,441	12,822,777
Morbihan	//	255,104	3,823	62,304	23,607	//	4,709,447	//	11,291,391	16,345,680
Moselle	10,101	618,164	5,641	227,159	20,952	//	7,226,246	//	18,623,493	26,731,759

DÉPARTEMENTS.	COMPTABLES QUI ONT ENVOYÉ LES FONDS.									TOTAL.
	Receveurs de l'enregistrement.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Directeurs des postes.	Receveurs de la loterie.	Directeurs de la fabrication des monnaies.	Receveurs généraux.	Caissier central du Trésor.	Payeurs du Trésor.	
Nièvre	1,460,802	//	863,613	191,482	//	*//	6,534,867	//	//	9,050,765
Nord	5,274,261	11,815,209	4,560,042	394,516	395,993	102,860	47,853,758	//	680,102	71,076,741
Oise	3,679,541	//	1,718,994	222,018	23,324	//	13,074,532	//	//	18,718,412
Orne	2,509,026	//	1,111,958	224,100	9,140	//	10,295,427	//	//	14,149,651
Pas-de-Calais	3,663,959	1,877,703	2,787,254	218,530	282,910	//	18,349,162	//	//	27,179,518
Puy-de-Dôme	2,488,054	//	837,113	131,458	27,870	//	9,511,985	//	//	12,996,481
Pyrénées (Basses)	1,281,555	577,494	1,868,238	141,474	68,870	23,363	9,271,823	//	4,914	13,237,733
Pyrénées (Hautes)	734,172	2,015	514,185	81,948	3,440	//	3,449,828	//	//	4,785,591
Pyrénées-Orient.	454,838	206,314	347,328	23,590	38,092	32,737	3,164,243	//	13,572	4,280,718
Rhin (Bas)	3,088,312	1,257,940	741,386	113,125	257,394	30,087	21,744,390	//	//	27,232,645
Rhin (Haut)	2,148,015	266,140	1,449,768	215,321	186,689	//	9,951,908	//	10	14,217,851
Rhône	4,108,515	7,157,747	3,489,470	554,872	802,979	58,215	29,394,639	//	//	45,566,440
Saone (Haute)	1,388,855	//	1,282,250	159,987	//	//	7,467,151	//	//	10,298,244
Saone-et-Loire	2,555,543	//	2,115,669	393,895	35,974	//	15,421,184	//	261	20,522,528
Sarthe	2,078,066	//	1,543,443	276,006	41,077	//	8,891,622	//	11	12,830,228
Seine	24,471,915	2,524,126	19,039,945	5,968,710	8,475,823	673,752	27,149,540	//	//	88,303,813
Seine-Inférieure	6,508,453	32,411,755	5,395,569	1,014,432	255,203	45,617	61,263,670	//	//	106,894,701
Seine-et-Marne	2,959,356	//	2,005,257	237,318	26,473	//	15,005,167	//	//	20.233,572
Seine-et-Oise	4,601,717	//	3,746,310	410,402	276,719	//	23,589,155	//	//	32,624,305
Sèvres (Deux)	1,026,996	//	767,837	151,272	//	//	6,554,548	//	//	8,500,653
Somme	3,048,805	1,352,134	2,088,860	345,003	107,234	//	15,654,831	//	//	22,596,869
Tarn	1,324,385	//	665,001	165,961	//	//	6,411,682	//	//	8,507,030
Tarn-et-Garonne	1,107,198	//	646,750	142,666	//	//	7,270,842	//	//	9,167,456
Var	1,559,333	1,000,585	1,771,208	154,952	71,602	//	10,195,024	//	9,097,041	23,849,747
Vaucluse	1,457,188	//	1,188,116	126,158	109,453	//	5,632,920	//	//	8,513,836
Vendée	961,294	573,989	935,636	179,954	//	//	6,263,572	//	//	8,914,447
Vienne	1,442,479	//	769,948	147,895	29,818	//	6,189,526	//	18	8,579,684
Vienne (Haute)	1,206,298	//	926,388	159,812	//	37,261	5,000,355	//	//	7,330,116
Vosges	1,716,109	//	860,640	170,642	//	//	10,342,932	//	//	13,090,323
Yonne	2,105,338	//	875,105	213,428	//	//	9,796,996	//	//	12,990,869
Payeur en Morée	//	//	//	//	//	//	//	//	191,208	191,208
——— en Afrique	//	//	//	//	//	//	//	//	146,866	146,866
——— de l'armée du Nord	//	//	//	//	//	//	//	//	4,409,473	4,409,473
Brigade française à Ancône	//	//	//	//	//	//	//	//	250,783	250,783
Caisse centrale du trésor	//	//	//	//	//	//	//	625,838,294	//	625,838,294
Payeur central du trésor	//	//	//	//	//	//	//	//	1,827,394	1,827,394
	191,063,237	126,039,977	140,242,502	23,246,760	15,140,077	1,207,751	1,021,404,930	625,838,294	17,487,828	2,161,671,360
Virements de compte à ajouter.	//	//	//	//	//	//	//	108,188	//	320,587
Virements de compte à déduire.	//	//	190,702	//	//	//	237,896	//	176	
	191,063,237	126,039,977	140,051,800	23,246,760	15,140,077	1,207,751	1,021,167,033	625,946,483	17,487,652	2,161,350,772

DÉPARTEMENTS.	COMPTABLES QUI ONT REÇU LES FONDS.									TOTAL.
	Receveurs de l'enregistrement.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Directeurs des postes.	Receveurs de la loterie.	Directeurs de la fabrication des monnaies.	Receveurs généraux.	Caisse centrale du Trésor.	Payeurs du Trésor.	
Nièvre	//	//	4,516	7,250	//	//	2,762,787	//	6,518,279	9,292,833
Nord	//	868,911	3,647,012	129,668	96,242	14,328	29,094,076	//	29,479,310	63,329,551
Oise	//	//	4,992	7,282	1,604	//	5,849,498	//	4,920,664	10,784,042
Orne	7,700	//	1,868	6,057	//	//	4,954,743	//	3,852,403	8,822,772
Pas-de-Calais	3,540	63,477	461,307	69,513	53,410	//	10,159,457	//	10,995,190	21,805,896
Puy-de-Dôme	//	//	12,732	50,341	9,200	//	3,800,128	//	4,654,954	8,527,356
Pyrénées (Basses)	//	283,913	2,462	51,755	4,470	2,520	6,144,149	//	7,458,889	13,948,161
Pyrénées (Hautes)	2,200	33,576	776	3,552	//	//	1,526,818	//	1,918,960	3,485,885
Pyrénées-Orient.	600	178,807	651	40,391	//	2,748	1,132,706	//	4,695,883	6,051,787
Rhin (Bas)	252,265	177,623	1,077,130	262,683	72,910	7,634	6,221,794	//	18,968,923	27,040,962
Rhin (Haut)	6,800	297,597	1,613	125,069	23,780	//	4,565,450	//	7,767,833	12,788,145
Rhône	//	9,413	5,624	26,323	212,806	8,442	17,403,090	//	19,472,087	37,137,789
Saone (Haute)	//	//	2,587	5,840	//	//	3,417,767	//	4,334,667	7,760,863
Saone-et-Loire	//	//	6,872	1,378	14,000	//	6,586,842	//	4,688,522	11,297,616
Sarthe	//	//	948	12,575	8,290	//	4,363,388	//	3,858,720	8,243,922
Seine	104,563	4,833,204	10,486	1,090,044	15,000	277,881	1,128,927	//	//	7,460,107
Seine-Inférieure	//	53,840	13,717	11,042	39,553	12,849	42,703,710	//	10,471,940	53,306,635
Seine-et-Marne	//	//	8,153	18,321	2,200	//	6,186,661	//	5,888,057	12,103,394
Seine-et-Oise	//	//	6,093	39,514	//	//	9,937,213	//	10,704,410	20,687,231
Sèvres (Deux)	//	//	5,391	24,439	//	//	2,255,970	//	5,913,150	8,198,952
Somme	//	11,019	3,812	5,476	29,730	//	8,563,262	//	6,228,158	14,841,459
Tarn	//	//	4,986	2,276	//	//	2,396,396	//	3,230,671	5,634,331
Tarn-et-Garonne	//	//	712	2,264	//	//	2,035,673	//	2,946,205	4,984,855
Var	11,500	219,024	139,062	176,723	14,130	//	5,290,936	//	27,360,154	33,211,532
Vaucluse	//	//	6,937	33,600	27,580	//	3,044,555	//	3,768,953	6,881,626
Vendée	//	84,712	3,513	12,777	//	//	2,855,594	//	3,731,697	6,688,297
Vienne	//	//	2,247	6,128	4,650	//	3,203,887	//	3,697,649	6,914,562
Vienne (Haute)	//	//	6,014	12,592	//	5,037	2,500,121	//	3,371,668	5,895,434
Vosges	56,504	//	6,796	10,593	//	//	3,601,023	//	3,528,845	7,203,762
Yonne	3,600	//	3,305	9,416	//	//	3,915,098	//	3,823,763	7,755,183
Payeur en Morée	//	//	//	//	//	//	//	//	1,950,204	1,950,204
——— en Afrique	//	//	//	//	//	//	//	//	7,498,114	7,498,114
——— de l'armée du Nord	//	//	//	//	//	//	//	//	11,984,531	11,984,531
Brigade française à Ancône	//	//	//	//	//	//	//	//	224,512	224,512
Caisse centrale du trésor	//	//	//	//	//	//	//	609,871,794	//	609,871,794
Payeur central du trésor	//	//	//	//	//	//	//	//	451,438,206	451,438,206
	652,512	13,856,609	9,735,375	4,032,766	1,605,522	354,745	493,448,585	609,871,794	1,027,287,651	2,160,845,563
Virements de compte à ajouter.	//	//	//	//	//	//	225,033	58,748	65,351	349,134
	652,512	13,856,609	9,735,375	4,032,766	1,605,522	354,745	493,673,618	609,930,543	1,027,353,003	2,161,194,697

(*Voir* les tableaux pages 28 et 29, 154 et 155.)

RÉSUMÉ des Mouvements des fonds qui ont eu lieu entre les Comptables des finances, pendant l'année 1832.

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.	FONDS ENVOYÉS.	FONDS REÇUS.	EXCÉDANT des fonds envoyés.	EXCÉDANT des fonds reçus.
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines	191,063,237	652,512	190,410,724	//
——— des douanes	126,039,977	13,856,609	112,183,367	//
——— des contributions indirectes	140,051,800	9,735,375	130,316,425	//
Directeurs des postes	23,246,760	4,032,766	19,213,994	//
Receveurs de la loterie	15,140,077	1,605,522	13,534,555	//
Directeurs de la fabrication des monnaies	1,207,751	354,745	853,005	//
Receveurs généraux	1,021,167,033	493,673,618	527,493,414	//
Caisse centrale du Trésor	625,946,483	609,930,543	16,015,939	//
Payeurs du Trésor	17,487,652	1,027,353,003	//	1,009,865,350
	2,161,350,772	2,161,194,697	1,010,021,426	1,009,865,350
Envois de l'année 1832, non encore parvenus à leur destination au 1er janvier 1833	//	156,075	//	156,075
	2,161,350,772	2,161,350,772	1,010,021,426	1,010,021,426

DÉVELOPPEMENT des Valeurs de Caisse et de Portefeuille existant chez les Comptables des finances au 1er janvier 1833.

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	RECEVEURS DES DOUANES et sels.	RECEVEURS des contributions indirectes.	DIRECTEURS des postes.	RECEVEURS de LA LOTERIE.	RECEVEURS GÉNÉRAUX des finances.	PAYEURS du TRÉSOR PUBLIC	TOTAUX.
Ain	1.289	57,375	1	4,047	302	100,484	356	163,856
Aisne	1,988	25,393	46	6,821	1,253	141,152	46,151	222,808
Allier	1.201	"	34	3,569	"	93,062	1,339	99,208
Alpes (Basses)	380	6,738	"	2,204	"	55,443	5,492	70,259
Alpes (Hautes)	78	1,635	"	1,524	"	78,451	715	82,406
Ardèche	928	"	"	3,346	"	72,566	109	76,951
Ardennes	853	68,540	33	5,036	293	116,031	146,165	336,954
Ariége	363	13,665	20	2,462	"	63,750	4,507	84,768
Aube	1,495	"	5	1,831	333	182,630	1	186,298
Aude	3,465	13,853	7	2,592	"	125,803	1,069	146,790
Aveyron	2,381	"	2	3,492	"	119,108	"	124,983
Bouches-du-Rhône	1,526	1,201,973	6,134	8,089	4,219	1,098,895	179,878	2,500,716
Calvados	1,735	99,219	"	6,597	897	346,892	8,106	463,449
Cantal	1,152	"	97	1,421	"	157,002	2,996	162,670
Charente	664	"	"	4,075	"	100,440	1,635	106,816
Charente-Inférieure	3,760	81,457	5	7,285	347	430,512	18,053	541,421
Cher	320	"	260	2,539	146	332,201	15,802	351,270
Corrèze	998	"	"	3,442	"	37,478	3,864	45,784
Corse	1,674	25,612	"	2,019	"	140,661	"	169,967
Côte-d'Or	3,658	"	110	7,155	1,014	436,361	155	448,455
Côtes-du-Nord	627	37,403	"	4,726	"	83,716	3,156	129,630
Creuse	521	"	"	1,485	"	87,096	7,101	96,205
Dordogne	950	"	53	5,456	"	67,327	1,768	75,555
Doubs	2,031	83,051	"	4,840	735	442,094	86,987	619,742
Drôme	982	"	93	5,175	"	169,218	3,937	179,407
Eure	1,503	"	9	6,646	1,376	121,625	2,937	134,099
Eure-et-Loir	741	"	"	3,982	"	"	43,752	48,476
Finistère	453	73,211	2,226	8,495	520	1,414,609	81,280	1,580,797
Gard	1,727	13,393	"	5,409	1.219	116,079	738	138,568
Garonne (Haute)	15,720	15,115	135	7,489	6,790	624,820	411	670,483
Gers	1,250	"	7	1,811	"	56,557	819	60,443
Gironde	1,388	684,647	5,053	15,857	3,365	367,896	33,285	1,111,493
Hérault	1,625	33,375	"	5,506	1,340	172,589	2,758	217,196
Ille-et-Vilaine	740	48,004	223	7,641	1,512	206.136	27,643	291,901
Indre	2,769	"	147	2,388	"	40,592	1,620	47,519
Indre-et-Loire	1,102	"	298	5,652	598	156,279	6,020	169,952
Isère	4,546	50,758	719	8,043	1,085	181,739	17,493	264,387
Jura	710	36,402	4	5,153	1,091	156,077	8,095	207,534
Landes	469	"	14	2,736	"	71,046	106	74,373
Loir-et-Cher	816	"	"	5,613	"	164,646	1,877	172,953
Loire	1,026	"	3	4,924	182	126,755	398	133,289
Loire (Haute)	1,255	"	"	1,936	"	205,864	370	209,427
Loire-Inférieure	1,344	223,905	4,353	3,622	1,310	526,514	2,357	763,408
Loiret	4,471	44,436	6,585	4,902	3,349	215,301	1	279,048
Lot	748	"	20,295	3,050	"	41,831	16,325	82,251
Lot-et-Garonne	3,135	"	4,578	2,264	"	32,079	785	42,843
Lozère	286	"	"	1,211	"	16,453	12,357	30,309
Maine-et-Loire	935	"	16	9,378	587	166,542	5,311	182,772
Manche	1,874	103,194	2	6,028	443	108,698	1,778	222,019
Marne	1,887	"	32	3,969	480	290,000	6,383	302,753
Marne (Haute)	717	"	99	4,998	"	506,147	9,780	521,742
Mayenne	1,850	"	324	2,489	"	162,885	939	168,488
Meurthe	963	"	1,004	10,255	1,215	524,949	168,520	706,908
Meuse	1,989	3,397	15	4,737	"	361,863	9,835	381,840
Morbihan	681	80,213	1,875	6,052	979	300,377	14,448	404,629
Moselle	3,053	150,294	"	12.863	1,296	256,232	488,124	911,864
Nièvre	2,042	"	108	5,439	"	78,794	135,044	221,428
Nord	1,160	463,361	136	18,276	1,957	1,064,290	154,624	1,704,067
Oise	2,358	"	1,445	5,852	623	534,872	7,243	552,396
Orne	2,073	"	"	4,314	70	224,212	3,012	233,682
Pas-de-Calais	4,017	113,455	36,347	11,748	1,161	101,761	177,878	446,370
Puy-de-Dôme	1,685	"	"	5,300	576	95,490	5,380	108,433

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	RECEVEURS DES DOUANES et sels.	RECEVEURS des contributions indirectes.	DIRECTEURS des postes.	RECEVEURS de la loterie.	RECEVEURS GÉNÉRAUX des finances.	PAYEURS du TRÉSOR PUBLIC	TOTAUX.
Pyrénées (Basses)	649	60,485	71	4,762	617	140,700	1,439	208,726
Pyrénées (Hautes)	812	4,057	"	2,347	2	109,702	1,773	118,696
Pyrénées Orientales	2,202	51,201	"	2,068	273	209,032	24,747	289,527
Rhin (Bas)	4,982	134,727	1	11,583	2,213	449,098	395,625	998,231
Rhin (Haut)	1,942	69,228	"	4,833	1,158	291,470	10,999	379,633
Rhône	2,096	5,163	57	6,758	9,582	762,847	82,099	868,604
Saone (Haute)	506	"	38	4,409	"	235,727	828	241,510
Saone-et-Loire	2,640	"	57	5,495	668	290,916	630	300,409
Sarthe	814	"	"	3,680	133	145,279	9,008	158,916
Seine	47,810	90,090	98	92,594	85,165	"	"	315,759
Seine-Inférieure	3,184	828,737	2,655	8,339	7,742	1,255,734	5,434	2,111,828
Seine-et-Marne	4,642	"	313	7,011	514	43,551	3,457	59,490
Seine-et-Oise	1,966	"	435	10,651	2,822	229,550	28,692	274,118
Sèvres (Deux)	1,095	"	"	4,965	"	130,907	4,124	141,093
Somme	1,954	33,863	29	5,404	1,524	34,029	6,146	82,952
Tarn	979	"	"	4,182	"	75,998	"	81,161
Tarn-et-Garonne	1,440	"	39	2,616	"	160,171	466	164,733
Var	915	68,307	406	6,191	967	108,057	2,609,116	2,793,963
Vaucluse	304	"	"	5,444	1,116	76,511	72,367	155,744
Vendée	784	32,167	"	6,577	"	50,199	27,479	117,209
Vienne	1,235	"	133	4,607	2,038	82,784	30,918	121,717
Vienne (Haute)	689	"	"	3,759	"	51,630	"	56,080
Vosges	1,405	"	22	3,747	"	331,748	5,173	342,096
Yonne	2,810	"	323	4,727	"	174,802	9,625	192,289
	198,023	5,231,117	97,917	544,049	159,219	20,311,454	5,319,252	31,861,034

Caissier central du Trésor à Paris.

Numéraire			4,489,388
Valeurs de porte-feuille			41,042,270
			45,531,659

Directeurs de la fabrication des monnaies.

	NUMÉRAIRE.	MATIÈRES RESTANT dans les travaux.	TOTAL.	
Marseille	4,406	"	4,406	
La Rochelle	2,565	537,222	539,788	
Toulouse	16,216	198,308	214,525	
Bordeaux	"	70,716	70,716	
Nantes	918	246,709	247,628	
Lille	700,021	492,786	1,192,808	
Baïonne	13,355	79,516	92,871	
Perpignan	27,121	236,258	263,379	
Strasbourg	9,152	580,076	589,229	
Lyon	7.795	281,162	288,958	
Paris	59,551	"	59,551	
Rouen	1,276	203,559	204,836	
Limoges	25,666	229,299	254,966	
	868,048	3,155,616	4,023,665	4,023,665

Payeurs du Trésor.

A l'armée du Nord		3.571,307	
En Morée		374,134	6,542,519
En Afrique		2,359,494	
A Ancône		237,582	
TOTAL (*Voir* pages 137 et 157)			87,958,877

Valeurs en route. (*Envois non encore parvenus à leur destination.*)

Envois du caissier du trésor aux receveurs généraux des finances	2,453,564	2,678,714	
——— aux payeurs du trésor	225,150		
Envois des receveurs généraux des finances au caissier du trésor	5.990,816	6,102,926	9,425,487
——— aux payeurs	112,110		
Envois des payeurs du trésor au caissier du trésor	137,786		
——— aux receveurs généraux	88	63, 846	
——— à leurs collègues	505,971		
TOTAL GÉNÉRAL			97,384,364

SUITE DU SERVICE DE TRÉSORERIE.

RÉSUME, par département, des Opérations de Trésorerie de l'Administration des finances, pendant l'année 1832.

DÉPARTEMENTS.	RECETTE. Prélèvement fait par les comptables sur les valeurs de caisse et de porte-feuille qui se trouvaient entre leurs mains au commencement de l'année.	RECETTE. Excédants de recette réalisés par les comptables — sur le service des budgets.	RECETTE. Excédants de recette réalisés par les comptables — sur le service de trésorerie.	RECETTE. Excédants de recette réalisés par les comptables — sur les mouvements de fonds.	RECETTE. TOTAL de la recette.	DÉPENSE. Excédans de dépense effectués par les comptables — sur le service des budgets.	DÉPENSE. Excédans de dépense effectués par les comptables — sur le service de trésorerie.	DÉPENSE. Excédans de dépense effectués par les comptables — sur les mouvements de fonds.	DÉPENSE. Portion des excédants de recette, non employée pendant l'année, et qui a été ajoutée aux valeurs de caisse et de porte-feuille, dont les comptables sont restés dépositaires.	DÉPENSE. TOTAL de la dépense, égal à celui de la recette.	OBSERVATIONS.
Ain	9,459 56	2,227,763 37	544,607 05	//	2,781,829 98	//	//	2,781,829 98	//	2,781,829 98	
Aisne	147,131 79	8,297,678 43	1,031,102 32	//	9,475,912 54	//	//	9,475,912 54	//	9,475,912 54	
Allier	//	2,188,472 62	693,258 91	//	2,881,731 53	//	//	2,844,737 88	36,993 65	2,881,731 53	
Alpes (Basses)	//	//	238,072 57	51,118 38	289,190 95	176,798 42	//	//	12,392 53	289,190 95	
Alpes (Hautes)	12,270 08	//	578,836 01	577,982 08	1,169,088 17	1,169,088 17	//	//	//	1,169,088 17	
Ardèche	24,297 58	2,096,384 97	171,235 87	//	2,291,918 42	//	//	2,291,918 42	//	2,291,918 42	
Ardennes	48,028 41	504,355 56	1,239,693 63	//	1,792,077 60	//	//	1,792,077 60	//	1,792,077 60	
Ariége	4,872 59	650,385 03	//	//	655,257 62	//	96,045 71	559,211 91	//	655,257 62	
Aube	73,594 53	3,304,774 64	100,332 79	//	3,478,701 96	//	//	3,478,701 96	//	3,478,701 96	
Aude	//	4,731,718 80	285,679 19	//	5,017,397 99	//	//	5,010,706 80	6,691 19	5,017,397 99	
Aveyron	//	2,367,508 58	7,643 60	//	2,375,152 18	//	//	2,331,246 90	41,905 28	2,375,152 18	
Bouches-du-Rhône	//	11,519,405 16	3,129,472 75	//	14,648,877 91	//	//	14,079,041 81	569,836 10	14,648,877 91	
Calvados	//	9,429,533 78	//	//	9,429,533 78	//	//	5,362,983 11	179,402 25	9,429,533 78	
Cantal	//	1,228,841 68	//	//	1,228,841 68	//	3,887,148 42	1,077,882 56	4,933 44	1,228,841 68	
Charente	44,460 62	3,343,585 49	411,135 64	//	3,799,181 75	//	146,025 68	3,799,181 75	//	3,799,181 75	
Charente-Inférieure	//	2,971,432 54	1,028,154 01	//	3,999,586 55	//	//	3,754,907 58	244,678 97	3,999,586 55	
Cher	//	//	1,199,054 97	//	1,199,054 97	355,813 68	//	824,272 00	18,969 29	1,199,054 97	
Correze	//	1,511,119 09	//	//	1,511,119 09	//	66,922 45	1,441,973 60	2,223 04	1,511,119 09	
Corse	//	//	2,215,285 35	1,410,717 62	3,626,002 97	3,578,881 28	//	//	47,121 69	3,626,002 97	
Côte-d'Or	259,835 52	2,886,990 39	42,522 47	//	3,189,348 38	//	//	3,189,348 38	//	3,189,348 38	
Côtes-du-Nord	3,508 41	3,118,775 79	1,656,998 25	//	4,779,282 45	//	//	4,779,282 45	//	4,779,282 45	
Creuse	15,578 16	1,345,745 11	12,380 96	//	1,373,704 23	//	//	1,373,704 23	//	1,373,704 23	
Dordogne	11,384 15	2,438,654 61	743,780 60	//	3,193,819 36	//	//	3,193,819 36	//	3,193,819 36	
Doubs	//	//	595,711 67	1,115,781 68	1,711,493 35	1,639,667 71	//	//	71,825 64	1,711,493 35	
Drôme	10,257 09	1,545,786 27	432,680 70	//	1,988,724 06	//	//	1,988,724 06	//	1,988,724 06	
Eure	43,912 28	7,691,974 30	726,010 66	//	8,461,897 24	//	//	8,461,897 24	//	8,461,897 24	
Eure-et-Loir	//	6,419,363 07	235,756 11	//	6,655,119 18	//	//	6,654,091 60	1,027 58	6,655,119 18	
Finistère	//	//	3,157,926 21	6,879,504 95	10,037,431 16	3,981,330 21	//	//	56,100 95	10,037,431 16	
Gard	27,109 25	5,304,787 03	235,562 35	//	5,567,458 63	//	//	5,567,458 63	//	5,567,458 63	
Garonne (Haute)	277,845 15	2,580,468 68	822,828 22	//	3,681,142 05	//	//	3,681,142 05	//	3,681,142 05	
Gers	40,600 46	2,354,590 77	447,677 46	//	2,842,868 69	//	//	2,842,868 69	//	2,842,868 69	
Gironde	388,704 96	13,818,505 02	32,749,334 71	//	46,956,544 69	//	//	46,956,544 69	//	46,956,544 69	
Hérault	//	2,889,223 49	//	//	2,889,223 49	//	663,373 47	2,199,786 82	26,063 20	2,889,223 49	
Ille-et-Vilaine	//	//	651,783 90	820,028 07	1,471,811 97	1,428,646 45	//	//	43,165 52	1,471,811 97	
Indre	53,794 87	2,146,782 39	228,269 52	//	2,428,846 78	//	//	2,428,846 78	//	2,428,846 78	
Indre-et-Loire	//	476,402 56	2,505,733 94	//	2,982,136 50	//	//	2,944,099 21	38,037 29	2,982,136 50	
Isère	139,488 68	1,398,925 20	927,930 16	//	2,466,344 04	//	//	2,466,344 04	//	2,466,344 04	
Jura	95,010 94	3,697,074 64	583,403 73	//	4,375,489 31	//	//	4,375,489 31	//	4,375,489 31	
Landes	//	961,557 58	562,213 52	//	1,523,771 10	//	//	1,505,964 59	17,806 51	1,523,771 10	
Loir-et-Cher	//	2,250,378 66	208,599 04	//	2,458,977 70	//	//	2,414,065 54	44,912 16	2,458,977 70	
Loire	//	4,235,753 94	//	//	4,235,753 94	//	429,116 97	3,784,606 53	22,030 44	4,235,753 94	
Loire (Haute)	//	1,675,974 28	567,371 54	//	2,243,345 82	//	//	2,239,952 48	3,393 34	2,243,345 82	
Loire-Inférieure	//	12,309,950 95	1,250,914 77	//	13,560,865 72	//	//	13,492,608 20	68,257 52	13,560,865 72	
Loiret	61,145 75	6,538,839 47	822,186 05	//	7,422,168 27	//	//	7,422,168 27	//	7,422,168 27	
Lot	15,133 74	//	570,482 93	//	585,616 67	261,940 02	//	323,676 65	//	585,616 67	
Lot-et-Garonne	36,470 64	1,805,273 46	478,775 99	//	2,320,520 09	//	//	2,320,520 09	//	2,320,520 09	
Lozère	1,074 14	291,028 09	336 43	//	628,539 46	//	//	628,539 46	//	628,539 46	
Maine-et-Loire	20,613 68	1,441,200 50	711,485 96	//	2,173,302 14	//	//	2,173,302 14	//	2,173,302 14	
Manche	31,797 08	3,812,247 98	437 48	//	3,844,482 54	//	//	3,844,482 54	//	3,844,482 54	
Marne	6,614 66	5,895,044 93	610,456 66	//	6,512,116 25	//	//	6,512,116 25	//	6,512,116 25	

Ce tableau résume l'ensemble des opérations de la gestion 1832, sans avoir égard aux distances, aux époques et aux circonstances variables du service de trésorerie pendant le cours de l'année. On ne doit donc considérer ses résultats que comme offrant seulement un contrôle de l'exactitude des différentes parties du compte des finances.

Il fait connaître, pour chaque département, les augmentations ou les diminutions qu'ont éprouvées les soldes en caisse des comptables du Trésor, par le résultat des opérations de l'année, et les excédants de recette ou de dépense qu'ont produits, soit le recouvrement des impôts, comparé au payement des ordonnances des ministres, soit les mouvements de fonds nécessités par les besoins habituels ou extraordinaires du service.

La diminution de l'encaisse des comptables, au commencement de l'année 1832, ou l'augmentation de cet encaisse, à la fin de la même année, sont prouvées par la comparaison des deux développements des soldes en caisse au 1er janvier 1832 et 1833, publiés, le premier, page 142 du compte des finances de l'année 1831 et le second page 164 du présent compte.

Les excédants de recette ou de dépense, résultant du service des budgets, sont extraits du développement spécial, pages 158 et 159.

On obtient ceux qui proviennent des opérations de trésorerie, en rapprochant les recettes et les dépenses de cette nature, développées par département dans l'état annexé, pages 26 à 29, au tableau général des opérations de toute nature effectuées pendant l'année 1832.

Enfin les excédants relatifs aux envois de fonds des comptables entre eux, se trouvent justifiés par la comparaison des fonds envoyés et des fonds reçus, développés dans le tableau, pages 160 et 161.

DÉPARTEMENTS.	RECETTE. Prélèvement fait par les comptables sur les valeurs de caisse et de porte-feuille qui se trouvaient entre leurs mains au commencement de l'année.	RECETTE. Excédants de recette réalisés par les comptables — sur le service des budgets.	RECETTE. Excédants de recette réalisés par les comptables — sur le service de trésorerie.	RECETTE. Excédants de recette réalisés par les comptables — sur les mouvements de fonds.	RECETTE. TOTAL de la recette.	DÉPENSE. Excédants de dépense effectués par les comptables — sur le service des budgets.	DÉPENSE. Excédants de dépense effectués par les comptables — sur le service de trésorerie.	DÉPENSE. Excédants de dépense effectués par les comptables — sur les mouvements de fonds.	DÉPENSE. Portion des excédants de recette, non employée pendant l'année, et qui a été ajoutée aux valeurs de caisse et de portefeuille, dont les comptables sont restés dépositaires.	DÉPENSE. TOTAL de la dépense, égal à celui de la recette.	OBSERVATIONS.
Marne (Haute)	265,759 17	5,303,459 46	610,464 44	//	6,179,683 07	//	//	6,179,683 07	//	6,179,683 07	
Mayenne	//	2,716,076 01	798,297 16	//	3,514,373 17	//	//	3,469,866 90	44,506 27	3,514,373 17	
Meurthe	249,491 15	3,281,693 06	2,187,322 22	//	5,718,506 43	//	//	5,718,506 43	//	5,718,506 43	
Meuse	174,906 78	86,567 02	1,732,231 16	//	1,993,704 96	//	//	1,993,704 96	//	1,993,704 96	
Morbihan	//	//	4,351,901 56	54,390 73	4,406,292 29	4,377,969 78	//	//	28,322 51	4,406,292 29	
Moselle	187,723 16	//	7,799,647 85	153,160 70	8,140,531 71	8,140,531 71	//	//	//	8,140,531 71	
Nièvre	36,118 16	//	474,721 53	242,068 73	752,908 42	752,908 42	//	//	//	752,908 42	
Nord	55,819 46	2,028,331 69	5,663,041 56	//	7,747,192 71	//	//	7,747,192 71	//	7,747,192 71	
Oise	497,035 10	7,097,059 61	340,274 44	//	7,934,369 85	//	//	7,934,369 85	//	7,934,369 85	
Orne	//	5,991,558 83	//	//	5,991,558 83	//	552,410 07	5,326,879 91	112,268 85	5,991,558 83	
Pas-de-Calais	//	3,971,057 51	1,519,461 64	//	5,490,519 15	//	//	5,373,625 18	116,893 97	5,490,519 15	
Puy-de-Dôme	140,719 23	4,080,895 33	247,510 35	//	4,469,124 91	//	//	4,469,124 91	//	4,469,124 91	
Pyrénées (Basses)	24,790 54	//	766,779 32	710,427 37	1,501,997 23	1,501,997 23	//	//	//	1,501,997 23	
Pyrénées (Hautes)	//	722,687 08	604,193 15	//	1,326,880 23	//	//	1,299,705 86	27,174 37	1,326,880 23	
Pyrénées-Orientales	//	//	532,489 08	1,771,069 23	2,303,558 31	2,295,610 65	//	//	7,947 66	2,303,558 31	
Rhin (Bas)	532,118 14	//	8,091,059 08	//	8,623,177 22	8,431,494 17	//	191,683 05	//	8,623,177 22	
Rhin (Haut)	//	383,213 80	1,109,165 64	//	1,492,379 44	//	//	1,429,708 90	62,670 54	1,492,379 44	
Rhône	//	2,835,404 47	5,986,008 92	//	8,821,413 39	//	//	8,428,651 30	392,762 09	8,821,413 39	
Saône (Haute)	//	2,135,564 58	429,303 34	//	2,564,867 92	//	//	2,537,381 12	27,486 80	2,564,867 92	
Saône-et-Loire	27,984 90	6,644,718 98	2,552,208 48	//	9,224,912 36	//	//	9,224,912 36	//	9,224,912 36	
Sarthe	//	4,795,350 05	//	//	4,795,350 05	//	202,004 62	4,586,305 98	7,039 45	4,795,350 05	
Seine	2,784,394 45	81,054,853 39	//	//	83,839,247 84	//	2,995,541 91	80,843,705 93	//	83,839,247 84	
Seine-Inférieure	1,275,997 23	47,676,398 79	4,635,650 55	//	53,588,046 57	//	//	53,588,046 57	//	53,588,046 57	
Seine-et-Marne	39,869 29	7,914,677 03	175,631 58	//	8,130,177 90	//	//	8,130,177 90	//	8,130,177 90	
Seine-et-Oise	136,576 70	6,564,220 00	5,236,276 81	//	11,937,073 51	//	//	11,937,073 51	//	11,937,073 51	
Sèvres (Deux)	27,197 45	//	761,498 39	//	788,695 84	486,993 62	//	301,702 22	//	788,695 84	
Somme	56,650 38	7,117,698 11	581,061 99	//	7,755,410 48	//	//	7,755,410 48	//	7,755,410 48	
Tarn	28,139 27	2,901,269 04	//	//	2,929,408 31	//	56,709 28	2,872,699 03	//	2,929,408 31	
Tarn-et Garonne	1,030 64	3,577,723 24	603,848 65	//	4,182,602 53	//	//	4,182,602 53	//	4,182,602 53	
Var	//	//	1,459,903 69	9,361,785 01	10,821,688 70	10,806,390 77	//	//	15,297 93	10,821,688 70	
Vaucluse	//	1,428,289 85	286,018 19	//	1,714,308 04	//	//	1,632,210 27	82,097 77	1,714,308 04	
Vendée	//	1,923,171 90	314,073 87	//	2,237,245 77	//	//	2,226,149 98	11,095 79	2,237,245 77	
Vienne	//	1,573,700 69	102,519 16	//	1,676,219 85	//	//	1,665,125 73	11,094 12	1,676,219 85	
Vienne (Haute)	37,402 47	1,096,169 65	301,109 57	//	1,434,681 69	//	//	1,434,681 69	//	1,434,681 69	
Vosges	60,470 97	4,417,573 67	1,408,518 84	//	5,886,563 48	//	//	5,886,563 48	//	5,886,563 48	
Yonne	125,487 40	4,970,093 90	140,104 67	//	5,235,685 97	//	//	5,235,685 97	//	5,235,685 97	
Payeur en Morée	178,829 31	//	//	1,758,995 32	1,937,824 63	1,914,750 69	23,073 94	//	//	1,937,824 63	
—— en Afrique	//	//	4,324,594 82	7,351,248 49	11,675,843 31	11,241,820 58	//	//	434,022 73	11,675,843 31	
—— de l'armée du Nord	//	//	//	7,575,058 26	7,575,058 26	4,608,093 78	78,776 23	//	2,888,188 25	7,575,058 26	
—— à Ancône	//	286,415 87	//	//	286,415 87	//	22,562 79	26,270 79	237,582 29	286,415 87	
Trésor public à Paris	4,473,224 81	//	//	434,314,033 22	438,787,258 03	265,783,153 30	173,004,104 73	//	//	438,787,258 03	
	13,321,733 63	382,280,148 51	131,876,109 15	474,147,369 84	1,001,625,361 13	339,033,880 64	182,223,816 27	474,303,445 25	6,064,218 97	1,001,625,361 13	

RÉSULTAT GÉNÉRAL.

	EXCÉDANTS, PAR DÉPARTEMENTS, des recettes.	EXCÉDANTS, PAR DÉPARTEMENTS, des dépenses.	EXCÉDANTS DÉFINITIFS des recettes.	EXCÉDANTS DÉFINITIFS des dépenses.
Service des budgets	382,280,148 51	339,033,880 64	43,246,267 87	//
Service de trésorerie	131,876,109 15	182,223,816 27	//	50,347,707 12
Mouvements de fonds entre les comptables	474,147,369 84	474,303,445 25	//	156,075 41
Valeurs de caisse et de porte-feuille	13,321,733 63	6,064,218 97	7,257,514 66	//
	1,001,625,361 13	1,001,625,361 13	50,503,782 53	50,503,782 53

Recette en augmentation de la dette flottante 39,671,941f 06c
Dépense en accroissement des créances actives 90,019,648 18

SOMME PAREILLE 50,347,707 12

SUITE DU SERVICE DE TRÉSORERIE.

DÉVELOPPEMENT des Débets et des Créances litigieuses, constatés pendant l'Année 1832.

DÉSIGNATION DES DÉBITEURS.	MOTIFS DES DÉBETS.	MONTANT DES DÉBETS et accroissements de débets.	
RECEVEURS GÉNÉRAUX.			
Rivals ..... ex-recr gén. du départt de l'Aude.....	Intérêts liquidés.....	1,010 58	
Duchatenet..... *idem*..... du Bas-Rhin.....	Forcements en recette.....	4,584 79	289,161 78
Crépy..... *idem*..... de l'Yonne.....	Reliquat de compte régularisé (principal et intérêts) pendant l'année.....	283,566 41	
RECEVEURS DE L'ENREGISTREMENT, DU TIMBRE ET DES DOMAINES.			
Defermon..... ex-recev.r de l'enreg.t à Brécey. (Manche)..	Déficit de caisse et intérêts.....	1,531 34	
Lambert (Pierre). *idem*..... à Oisemont... (Somme)....	Déficit de caisse.....	1,819 37	
Dupuy..... *idem*..... à Mirepoix.... (Ariége).....	*Idem*.....	1,434 85	
Guinet..... *idem*..... à Aix..... (B.-du-Rhône)	*Idem*.....	6,910 28	
Correch ..... *idem*..... à Laferté-Vidame.. (Eure-et-Loir)	*Idem*.....	931 91	
Baudron ..... *idem*..... à Arpajon .... (Seine-et-Oise)	*Idem*.....	1,797 66	
Desbans..... *idem*..... à Rumigny ... (Ardennes)...	*Idem*..... et intérêts.....	1,281 93	
Wignier ..... *idem*..... à Vihiers..... (Maine-et-Loire)	Intérêts liquidés.....	67 22	19,662 82
Tabournel..... *idem*..... à Saint-Afrique (Aveyron)...	*Idem*.....	42 97	
Nicolas ..... *idem*..... à Grisolles.... (Tarn-et-Gar.)	*Idem*.....	48 30	
Lodin-Lalaire .... *idem*..... à Vieux-Marché (Côtes-du-N.)	*Idem*.....	" 87	
Lesieur ..... *idem*..... à Clermont... (Meuse).....	Déficit de caisse.....	2,339 62	
Lesbros..... *idem*..... à Veynes..... (Alpes-Hautes)	*Idem*..... et intérêts.....	84 10	
Delatour..... *idem*..... à Tessy..... (Manche)....	Déficit de caisse	1,360 35	
Dame Guiraudet.. distributrice de papier timbré à Paris (Seine).	Intérêts liquidés.....	12 05	
RECEVEURS DES DOUANES.			
Feautrier..... ex rec.r princip. à Isigny..... (Calvados)...	Intérêts liquidés.....		4 31
RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.			
Polier..... ex-recr à cheval au Blanc..... (Indre).....	Déficit de caisse.....	2,601 11	
Lelièvre..... ex-recr d'octroi. à Bayeux..... (Calvados)...	*Idem*.....	28 22	
Pellegrin..... ex-rec.r bural. et débit. de tabac à St-Clair (Lyon)	*Idem*.....	644 46	
Durandin..... entreposeur... à Espalion.... (Aveyron)...	Vol fait à la caisse du comptable.....	837 11	
Bahié ..... ex-rec.r d'octroi à Vitré..... (Ille-et-Vilaine)	Déficit de caisse.....	117 70	
Debeaux de Plovier ex-recr princip. à Valence .... (Drôme)....	*Idem*.....	2,543 30	
Leroy ..... ex-recr d'octroi à la barrière de Vaug. (Paris)	Déficit de caisse, frais et intérêts.....	661 41	
Marie dit Aumont. ex-recr à pied. à Saint-Leu... (Seine-et-Oise)	Déficit de caisse.....	3,088 06	
Trouillet..... ex-receveur... à Ampuis..... (Rhône).....	Frais et intérêts.....	25 19	
Duval-K'moda.... ex-recr ambt à pied. à Douarnenez. (Finistère)...	Déficit de caisse.....	2,412 49	
Chevillard..... ex-rec.r du droit d'ent. à Lons-le-Sauln. (Jura).....	*Idem*.....	223 00	
Charrier ..... commis à chev. à Lamothe-S-Héraye (Deux-Sèvres)	*Idem*..... et intérêts.....	549 09	
Guérineau..... recr particulier. à Watten..... (Nord).....	*Idem*..... et frais.....	4,704 52	
	A reporter.....	.....	308,828 91

Suite du *DÉVELOPPEMENT des Débets et des Créances litigieuses, constatés pendant l'Année 1832.*

DÉSIGNATION DES DÉBITEURS.	MOTIFS DES DÉBETS.	MONTANT DES DÉBETS et accroissements de débets.	
Suite des RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.	*Report*.....	.....	308,828 91
James ..... ex-recr des contributions indirectes à Breteuil (Eure)	Intérêts et frais.....	162 20	
Hébrard..... ex-buraliste... à Bernis..... (Gard).....	Déficit de caisse et frais.....	151 49	
Bertrandet..... ex-entreposeur. à Briançon.... (Alpes-Hautes)	Intérêts liquidés.....	92 24	28,996 65
Desmier-Dolbreuse, ex-receveur des droits de navigation, à Châteauneuf (Charente).	*Idem*.....	8 26	
Lenfant..... ex-recr aml.t à pied. à St-Laurent... (Jura).....	*Idem*.....	54 23	
Hürstel ..... ex-recr princip. à Schelestadt.. (Bas-Rhin)...	Déficit de caisse.....	4,145 32	
Ginel..... ex-recr buraliste à Tassin ..... (Rhône).....	*Idem*.....	264 11	
Peltot ..... ex-recr à cheval à Laferté-s.-Jouarre (Seine-et-M.)..	Intérêts liquidés.....	36 20	
Aubry..... ex-contrôlr recr à Ligny..... (Meuse).....	Forcement en recette et frais.....	456 58	
Lafont..... ex-recr à cheval à Craponne... (Loire-Haute).	Intérêts liquidés.....	25 01	
Sarpy ..... ex-recr d'octroi au Pont Juvénal, à Montpellier..... (Hérault).....	Déficit de caisse.....	352 98	
De Poléon..... ex-recr princip. à Versailles... (Seine-et-Oise)	*Idem*.....	210 48	
Foing ..... ex-recr buraliste à Pontarlier... (Côte-d'Or)..	*Idem*.....	201 49	
Espinasse..... ex-rec. des cont. ind. à Pierrefonds.. (Cantal).....	Intérêts et frais.....	62 00	
Poullet..... ex-recr particul. à Auxonne.... (Côte-d'Or)..	Déficit de caisse.....	4338 40	
DIRECTEURS DES POSTES.			
Ballin ..... ex-dir.r des postes à Aubenas.... (Ardèche)....	Déficit de caisse.....	1,278 19	
Gauthier..... *idem*..... à Lons-le-Sauln. (Jura).....	*Idem*.....	5,222 10	
Bisson..... *idem*..... à la Motte-Achard. (Vendée)....	*Idem*.....	187 08	
Hébert ..... *idem*..... à Caen..... (Calvados)...	*Idem*..... et intérêts.....	112 15	
Gendrot ..... *idem*..... à Vitré..... (Ille-et-Vilaine)	Intérêts liquidés.....	8 40	
Quintard..... *idem*..... à Beauvais.... (Oise).....	*Idem*.....	2 86	
Mayer..... *idem*..... à Héricourt... (Saone-Haute).	Déficit de caisse.....	997 39	
Dlle Joiseau..... ex-directrice des postes à Guérande... (Loire-Infér.).	*Idem*..... et intérêts.....	847 24	
De Lebellier..... *idem*..... à Montebourg. (Manche)....	*Idem*..... *idem*.....	590 85	
De Pinchon..... *idem*..... à Brionne .... (Eure).....	Déficit de caisse.....	328 06	
De Baliste..... *idem*..... à la Ciotat.... (B.-du-Rhône)	*Idem*.....	942 61	19,512 42
De Pradelle..... *idem*..... à Saint-Céré .. (Lot).....	*Idem*.....	3,185 82	
Morel..... *idem*..... à Marennes... (Charente-Inf.)	*Idem*.....	381 43	
De Dezé..... *idem*..... à Belleville.... (Seine).....	*Idem*.....	2,057 73	
De Féa..... *idem*..... à Darney..... (Vosges).....	*Idem*.....	2,394 01	
De Labussière.... *idem*..... à Belesme .... (Orne).....	Intérêts liquidés.....	35 75	
De Valentin ..... *idem*..... à Arbois..... (Jura).....	*Idem*.....	48 95	
De Coursenon.... *idem*..... à Civray ..... (Vienne)....	Forcement en recette.....	6 10	
De Auzou..... *idem*..... à Basqueville . (Seine-Infér.).	Intérêts liquidés.....	198 20	
Ve Chesnet..... *idem*..... à Locminé.... (Morbihan)..	Déficit de caisse.....	9 45	
De Gros-Jean .... *idem*..... à Châtre-les-Dombes (Ain).....	*Idem*.....	678 05	
	A reporter.....	.....	357,337 98

Suite du *Développement* des *Débets et des Créances litigieuses constatés pendant l'Année 1832.*

DÉSIGNATION DES DÉBITEURS.	MOTIFS DES DÉBETS.	MONTANT DES DÉBETS et accroissements de débets.	
Report.....	.....		357,337 98
RECEVEURS DE LA LOTERIE.			
Dufour..... ex-rec.r de la loterie. à Orléans.... (Loiret).....	Déficit de caisse.....	1,798 05	
D.me Bressy..... *idem*..... à Avignon.... (Vaucluse)...	*Idem*.....	817 55	
V.e Durieux..... *idem*..... à Châlons.... (Marne).....	Intérêts liquidés.....	40 86	
Dons..... *idem*..... à Castres..... (Tarn).....	*Idem*.....	1 20	
Grené..... *idem*..... à Abbeville... (Somme)....	*Idem*.....	2 94	
Duchesne..... *idem*..... à Brest..... (Finistère)...	*Idem*.....	27 25	
Bayet..... *idem*..... à Châlons.... (Saone-et-L.re).	Déficit de caisse.....	1,058 04	
Mailhat..... *idem*..... à Périgueux... (Dordogne)..	*Idem*.....	18 77	
Jourdan..... *idem*..... à Aubagne.... (B.-du-Rhône).	*Idem*.....	268 84	
Marin..... *idem*..... à Tarare..... (Rhône).....	*Idem*.....	14 41	
Power..... *idem*..... à Dunkerque.. (Nord).....	*Idem*.....	1,827 31	
Bougard..... *idem*..... à Montereau.. (Seine-et-M.).	Intérêts liquidés.....	// 49	
V.e Despiès..... *idem*..... à Carcassonne. (Aude).....	*Idem*.....	3 73	
D.lle O'Héguerty.. *idem*..... à Paris..... (Seine).....	Déficit de caisse et intérêts.....	4,212 39	
V.e Fort..... *idem*..... à Cahors..... (Lot).....	Intérêts liquidés.....	1 91	
D.me Aubert..... *idem*..... à Paris..... (Seine).....	Déficit de caisse et intérêts.....	4,857 89	
Guilbert..... *idem*..... à Vire..... (Calvados)...	*Idem*.....	165 06	
D.me Martin..... *idem*..... à Paris ..... (Seine).....	*Idem*.....	2,321 97	
D.me Fabrot..... *idem*..... à Montbrison.. (Loire).....	Intérêts liquidés.....	1 96	
V.e Léger..... *idem*..... à Tonnerre... (Yonne).....	*Idem*.....	// 47	
Lefèvre..... *idem*..... à Paris..... (Seine).....	*Idem*.....	252 32	
Gourbillon-Diancourt.. *idem*..... *idem*..... (*Idem*).....	*Idem*.....	374 28	
D.e Destrées..... *idem*..... *idem*..... (*Idem*).....	Déficit de caisse.....	2,453 27	
Michaux..... *idem*..... à Pont-Audemer. (Eure).....	Intérêts liquidés.....	23 05	
D.lle Miard..... *idem*..... à Paris..... (Seine).....	Déficit de caisse.....	7,860 76	61,473 48
Delbauve..... *idem*..... à Sèvres..... (Seine-et-Oise)	Intérêts.....	1,037 11	
Castelverd..... *idem*..... à Paris..... (Seine).....	Déficit de caisse et intérêts.....	2,672 78	
D.e De Poléon.... *idem*..... *idem*..... (*Idem*).....	*Idem*.....	4,224 10	
D.lle Fillemin..... *idem*..... à Amboise.... (Indre-et-Loire)	Déficit de caisse.....	524 59	
V.e Sanger..... *idem*..... à Fontaineb... (Seine-et-M.).	Intérêts liquidés.....	57 37	
V.e Naigeon..... *idem*..... à Dijon..... (Côte-d'Or)..	*Idem*.....	8 65	
D.e Avignon..... *idem*..... à Paris..... (Seine).....	Déficit de caisse.....	4,702 51	
Huet..... *idem*..... *idem*..... (*Idem*).....	Intérêts liquidés.....	15 12	
Trautmann..... *idem*..... à Neufbrissac.. (Bas-Rhin)...	*Idem*.....	2 58	
Emerard..... *idem*..... à Charenton.. (Seine).....	Intérêts liquidés.....	6 50	
Devergelle..... *idem*..... à Nantes..... (Loire-Infér.).	*Idem*.....	29 50	
Joly..... *idem*..... à Bayeux..... (Calvados)...	*Idem*.....	3 20	
V.e Voyer..... *idem*..... à Aix..... (B.-du-Rhône)	Reliquat de compte.....	18 12	
Delaunay..... *idem*..... à Belleville... (Seine).....	*Idem*.....	2 47	
D.e Meunier..... *idem*..... à Metz..... (Moselle).....	Déficit de caisse.....	616 61	
V.e Baudry..... *idem*..... à Paris..... (Seine).....	*Idem*.....	4,157 06	
D.e Vatry..... *idem*..... *idem*..... (*Idem*).....	*Idem*.....	2,933 31	
D.e Demoy..... *idem*..... *idem*..... (*Idem*).....	*Idem*.....	3,354 02	
D.lle Saintonge.... *idem*..... à Laferté-s.-Jouarre (Seine-et-M.).	Forcement en recette.....	54 88	
D.lle Bonjeau..... *idem*..... à Paris..... (Seine).....	Déficit de caisse.....	4,156 05	
D.e Gautruche.... *idem*..... à Dourdan.... (Seine-et-Oise)	*Idem*.....	597 19	
D.e Raymond..... *idem*..... à Paris..... (Seine).....	*Idem*.....	3,890 24	
Chardin..... *idem*..... *idem*..... (*Idem*).....	Intérêts liquidés.....	4 75	
Kesner, ex-caissier central du Trésor public.....			6,267,083 33
Divers manufacturiers et négociants de la capitale (avances à eux faites sur le crédit de 5 millions ouvert par la loi du 8 7.bre 1830)..			93,463 00
TOTAL GÉNÉRAL..			6,779,357 79

SUITE DU SERVICE DE TRÉSORERIE.

Développement des *Recettes faites pendant l'Année 1832, en atténuation de Débets et de Créances litigieuses.*

DÉSIGNATION DES DÉBITEURS.	MONTANT DES RECETTES.	
RECETTES PROVENANT DE VERSEMENTS DANS LES CAISSES DU TRÉSOR.		
RECEVEURS GÉNÉRAUX.		
Petit-Jean, ex-receveur général de la Meurthe..	55f 00c	
Rivals..... *idem* de l'Aude.....	6,800 20	
Bricogne..... *idem* des Bouches-du-Rhône..	32,056 27	357,852 45
Duchatenet..... *idem* du Bas-Rhin.....	35,374 57	
Crépy..... *idem* de l'Yonne.....	283,566 41	
RECEVEURS DE L'ENREGISTREMENT, DU TIMBRE ET DES DOMAINES.		
Cornebise fils, employé de Brunemont à Paris...	9,000 00	
Belland, ex-directeur, et Thibault, garde-magasin du timbre à Blois. (Loir-et-Cher.)	450 75	
Defermon..... ex-recev. à Bercey. (Manche)	1,531 34	
Bernier..... *idem* à Chéroy..... (Yonne).	1,574 64	
Léonard..... *idem* à Vasselonne. (Bas-Rhin).	1,612 50	
Desbans..... *idem* à Rumigny. (Ardennes).	1,281 93	
Gaillard..... *idem* à Donnemarie.. (R.-H.).	2,527 31	
Georges..... *idem* à Rosheim. (Rhin-Bas).	1,670 66	
Wignier..... *idem* à Vihiers. (Maine-et-L.).	4,702 40	35,155 55
Tabournel..... *idem* à Saint-Afrique (Aveyron)	3,445 43	
Nicolas..... *idem* à Grisolles (Tarn-et-Gar.)	1,711 80	
Pachins..... *idem* à Ginestas..... (Aude).	2,220 36	
Lodin-Lalaire... *idem* à Vieux-marché (C.-du-N)	53 86	
Lesieur..... *idem* à Clermont... (Meuse).	2,339 62	
Lesbros..... *idem* à Veynes. (Alpes-Hautes)	84 10	
Delatour.....	439 50	
D.e Guiraudet, distribut.ce de papier timbré (Paris)	509 35	
A reporter.....		393,008 00

DÉSIGNATION DES DÉBITEURS.	MONTANT DES RECETTES.	
Report.....		393,008 00
RECEVEURS DES DOUANES.		
Feautrier, ex-receveur principal à Isigny..... (Calvados).		34 31
RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.		
Vignon, ex-receveur au Fort de Scarpe. (Nord).	3f 53c	
Polier..... *idem* au Blanc..... (Indre).	313 58	
Favre..... *idem* à Huy.....(Ourthe)..	90 28	
Pellegrin..... *idem* à Saint-Clair.. (Rhône).	644 46	
Ficat..... *idem* à Arles.. (B.-du-Rhône).	62 70	
Debeaux de Plovier, *idem* à Valence.. (Drôme).	259 65	
Leroy..... *idem* à Vaugirard... (Seine).	384 15	
Tronillet..... *idem* à Ampuis.... (Rhône).	327 81	
Duval K'moda... *idem* à Douarnenez (Finistère)	59 82	
Chevillard..... *idem* à Lons-le-Saulnier. (Jura)	38 00	
James..... *idem* à Breteuil..... (Eure).	2,038 46	
Desmier Dolbreuse, *idem* à Châteauneuf. (Char.)	125 76	
Lenfant..... *idem* à Saint-Laurent. (Jura).	2,194 42	19,775 18
Aubry..... *idem* à Ligny..... (Meuse).	61 17	
Hürstel..... *idem* à Schelestadt. (B.-Rhin).	479 25	
Peltot..... *idem* à la Ferté-s.-Jouarre. (S.-et-M.).	1,265 81	
Degraindorge.... *idem* à Saint-Georges. (Eure).	124 73	
Lafont..... *idem* à Craponne.. (Loire-H.).	1,166 45	
Foing..... *idem* à Pontarlier. (Côte-d'Or).	201 49	
Espinasse..... *idem* à Pierrefonds. (Cantal).	62 00	
Poullet, receveur princip. à Auxonne (Côte-d'Or)	1,338 40	
Guérineau..... *idem* à Watten..... (Nord).	4,311 10	
Bertrandet, ex-entrepos. à Briançon. (Alpes-H.).	2,835 96	
Durandin..... *idem* à Espalion.. (Aveyron).	837 11	
Charrier, commis à cheval à Lamothe-Ste-Héraye	549 09	
A reporter.....		412,817 49

SUITE DU SERVICE DE TRÉSORERIE.

Suite du *DÉVELOPPEMENT des Recettes faites pendant l'Année 1832, en atténuation de Débets et de Créances litigieuses.*

DÉSIGNATION DES DÉBITEURS.	MONTANT DES RECETTES.	
Report		412,817f 49
DIRECTEURS DES POSTES.		
Ballin, ex-direct. des postes à Aubenas (Ardèche)	139 35	
Fornalier.... *idem* à Dieu-le-Fit. (Drôme)....	// 30	
Gauthier.... *idem* à Lons-le-Saulnier. (Jura)..	332 66	
Elion..... *idem* à Combeau-Fontaine. (S.-H).	2 00	
Nicot..... *idem* à Rouvray. (Côte-d'Or).....	643 08	
Hébert..... *idem* à Caen. (Calvados).....	4,507 47	
Gendrot..... *idem* à Vitré. (Ille-et-Vilaine)....	104 25	
Quintard.... *idem* à Beauvais. (Oise).....	114 21	
Picard-Deshayes, *idem* à Brest. (Finistère).....	2 71	
D.lle Joiseau, ex-direct. à Guérande. (Loire-Inf.).	847 24	
D.e Lebellier.. *idem* à Montboug. (Manche)...	590 85	13,168 65
D.e Baliste.... *idem* à La Ciotat. (Bouch.-du-R.)	617 29	
D.e Pradelle... *idem* à Saint-Céré. (Lot).....	634 91	
D.e Morel..... *idem* à Marennes. (Char.-Infér.).	89 90	
D.e Dezé..... *idem* à Belleville. (Seine).....	24 67	
D.e Féa..... *idem* à Darney. (Vosges).....	1,066 20	
D.e Labussière. *idem* à Belesme. (Orne).....	753 07	
D.e Valentin.. *idem* à Arbois. (Jura).....	969 74	
D.e Coursenon. *idem* à Civray. (Vienne).....	839 98	
D.e Duffoure.. *idem* à Pau. (Pyrénées-Basses)...	38 12	
D.e Auzou.... *idem* à Bricqueville. (Seine-Inf.).	850 65	
RECEVEURS DE LA LOTERIE.		
Durieux, ex recev. de la loterie, à Châlons. (M.).	1,170 55	
Dons..... *idem* à Castres. (Tarn)..... ...	16 28	
Grené..... *idem* à Abbeville. (Somme).....	84 26	
Duchesne.... *idem* à Brest. (Finistère).....	807 40	
Lagnel..... *idem* à Pamiers. (Ariége).....	3 96	
Chardin..... *idem* à Paris. (Seine).....	4 75	
Boujard..... *idem* à Mons. (Seine-et-Marne)...	// 49	
V.e Despies, ex-receveuse à Carcassonne (Aude).	50 78	
D'O'Héguerty, *idem* à Paris. (Seine).....	4,212 39	
A reporter.....		425,986 14

DÉSIGNATION DES DÉBITEURS.	MONTANT DES RECETTES.	
Report.....		425,986f 14
Suite des RECEVEURS DE LA LOTERIE.		
V.e Fort, ex-receveuse à Cahors. (Lot).....	33 29	
D.e Aubert..... *idem* à Paris. (Seine).....	4,857 89	
D.e Martin..... *idem* à Paris. (Seine).....	2,321 97	
D.e Fabrot..... *idem* à Montbrison. (Loire)...	29 62	
V.e Léger..... *idem* à Tonnerre. (Yonne)...	6 58	25,917 58
D.e Lefèvre..... *idem* à Paris. (Seine).....	3,252 32	
D.e Gourbillon Dinancourt, *idem* à Paris. (Seine).	4,091 68	
D.e Michaux.... *idem* à Pont-Audemer. (Eure).	927 35	
V.e de Castelverd. *idem* à Paris. (Seine).....	2,672 78	
V.e Sauger..... *idem* à Fontainebleau. (S.-et-M.)	1,307 69	
V.e Naigeon.... *idem* à Dijon. (Côte-d'Or)....	8 65	
V.e Trautmann.. *idem* à Neufbrissac.....	2 58	
D.lle Émerard... *idem* à Charenton. (Seine)...	6 50	
D.e Devergelle.. *idem* à Nantes. (Loire-Infér.)..	29 50	
D.e Joly..... *idem* à Bayeux. (Calvados)....	3 20	
D.lle Huet..... *idem* à Paris. (Seine).....	15 12	
Kesner, ex-caissier central du Trésor public.....		1,049,310 38
DIVERS NÉGOCIANTS.		
D.e Vaubadon.....	475 35	19,725 35
Desmonts.....	19,250 00	
TOTAL des recettes provenant de versements..		1,520,939 45
RECETTES PROVENANT DE RÉDUCTIONS DE DÉBETS.		
Marchant, ex-receveur d'octroi à la barrière Montmartre (Paris).....	119 63	
Posson.....*idem* de la Villette. (Paris)..	120 92	266 90
Devergues Lafond, ex-receveur des contributions indirectes à Arbois. (Jura).....	26 35	
TOTAL GÉNÉRAL.....		1,521,206 35

COMPTE DES BUDGETS

POUR L'ANNÉE 1832.

NOTE

Sur le Compte des Budgets.

Le compte des budgets fait connaître la situation financière de l'État sur les exercices dont le règlement définitif n'a pas encore été présenté à la législature; il compare, à cet effet, les évaluations des produits avec les droits établis et recouvrés sur les redevables, et les crédits accordés aux ministres avec les services faits et avec les payements effectués.

Ces comptes rapprochent ainsi les prévisions législatives des opérations réalisées en recette et en dépense, et déterminent les non-valeurs sur les revenus ou les excédants de recouvrements, et les crédits sans emploi à annuler, ou les compléments de crédits nécessaires pour couvrir les excédants des dépenses.

Ils se composent pour l'année 1832,

1° *Du compte définitif du budget de l'exercice 1831;*

2° *De la situation provisoire du budget de l'exercice 1832;*

3° *De l'état des recettes et des payements effectués par anticipation sur l'exercice 1833.*

Ainsi que le démontre le tableau général qui précède les états détaillés du compte des budgets, ce compte trouve sa justification et le contrôle de ses résultats dans les autres parties du compte général des finances, où ces mêmes résultats se reproduisent.

En effet, les recettes et les payements portés dans ce tableau général, comme ayant été effectués en 1832, sont ceux que l'on publie dans le *Compte des opérations de l'année*, pages 14 à 19; les opérations qui ont eu lieu depuis le commencement de chacun des exercices jusqu'au 31 décembre 1832 se retrouvent, les recouvrements au compte des *contributions et revenus publics*, pages 40 et 41; les payements, au *Compte des dépenses publiques*, pages 90 et 91; l'excédant de recette provenant des recouvrements et des payements faits sur les budgets pendant l'année 1832 est ajouté dans le *Compte de trésorerie*, pages 136 et 137, aux autres ressources de ce service; enfin, dans la *Situation générale des finances*, pages 306 et 307, on porte au passif l'excédant de recette provenant des recouvrements et des payements faits jusqu'au 31 décembre 1832, sur les budgets des exercices 1832 et 1833, excédant de recette qui exprime les ressources réalisées par le Trésor public au-delà des charges qu'il avait acquittées.

Le compte général des budgets repose, en conséquence, sur la garantie des opérations matérielles du Trésor et sur la situation générale des finances, en même temps qu'il est contrôlé, conformément à l'ordonnance du 9 juillet 1826, par les *Déclarations générales* émanées de la Cour des comptes, pour attester, d'après ses arrêts, l'exactitude des comptes présentés à la législature.

COMPTE DES BUDGETS.

ÉTAT GÉNÉRAL, au 1er Janvier 1833, des Budgets des Exercices 1831, 1832 et 1833.

RECETTE.

EXERCICES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués au 1er janvier 1833.	RESTE À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET de l'exercice 1831....	1,214,610,975 00	1,214,610,975 00	//
——— 1832....	1,155,339,805 89	1,066,155,315 74	89,184,490 15
——— 1833....	5,223,518 81	5,223,518 81	//
	2,375,174,299 70	2,285,989,809 55	89,184,490 15

DÉVELOPPEMENT des Recouvrements.

EXERCICES.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS antérieurement au 1er janvier 1832.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1832.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS total.	CENTIMES ajoutés.	CENTIMES déduits.	FONDS TRANSPORTÉS à des exercices subséquents.	FONDS REPORTÉS des exercices antérieurs.	TOTAUX DES RECETTES portées au compte du budget au 31 décembre 1832.
BUDGET de l'exercice 1831.	1,058,472,498 04	248,100,293 85	1,306,572,791 89	0 11	//	95,767,703	3,805,886	1,214,610,975 00
——— 1832.	//	971,055,121 26	971,055,121 26	2 48	//	//	95,100,192	1,066,155,315 74
——— 1833.	//	395,810 81	395,810 81	//	//	//	4,827,708	5,223,518 81
	1,058,472,498 04	1,219,551,225 92	2,278,023,723 96	2 59	//	95,767,703	103,733,786 (a)	2,285,989,809 55

RÉSULTAT des Recouvrements et des Payements de l'année 1832.

EXERCICES.	RECOUVREMENTS.	PAYEMENTS.	EXCÉDANT de RECETTE.	EXCÉDANT de PAYEMENT.
BUDGET de l'exercice 1831....	248,100,293 85	157,470,456 23	90,629,837 62	//
——— 1832....	971,055,121 26	1,013,808,890 81	//	42,753,769 55
——— 1833....	395,810 81	3,582,499 20	//	3,186,688 39
	1,219,551,225 92	1,174,861,846 24	90,629,837 62	45,940,457 94
	EXCÉDANT de recette. (*Voir* page 156.).		44,689,379 68	

(a) Y compris 7,966,083f transportés, savoir:
A l'exercice 1831, Fonds reportés de l'exercice 1829..... 3,805,886
A l'exercice 1832, Fonds reportés de l'exercice 1830..... 4,160,197
Somme égale 7,966,083

DÉPENSE.

EXERCICES.	DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS effectués au 1er janvier 1833.	RESTE A PAYER sur LES DROITS constates.
BUDGET de l'exercice 1831....	1,214,610,975 00	1,214,610,975 00	//
——— 1832....	1,190,748,226 21	1,018,718,231 26	172,029,994 95
——— 1833....	3,677,105 95	3,582,499 20	94,606 75
	2,409,036,307 16	2,236,911,705 46	172,124,601 70

DÉVELOPPEMENT des Payements.

EXERCICES.	PAYEMENTS EFFECTUÉS antérieurement au 1er janvier 1832.	PAYEMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1832.	PAYEMENTS EFFECTUÉS total.	CENTIMES ajoutés.	CENTIMES déduits.	TOTAUX DES PAYEMENTS portés au compte des budgets au 31 décembre 1832.
BUDGET de l'exercice 1831....	1,057,140,518 24	157,470,456 23	1,214,610,974 47	0 53	//	1,214,610,975 00
——— 1832....	4,909,340 45	1,013,808,890 81	1,018,718,231 26	//	//	1,018,718,231 26
——— 1833....	//	3,582,499 20	3,582,499 20	//	//	3,582,499 20
	1,062,049,858 69	1,174,861,846 24	2,236,911,704 93	0 53	//	2,236,911,705 46

RÉSULTAT des Recouvrements et des Payements au 31 Décembre 1832.

EXERCICES.	RECOUVREMENTS.	PAYEMENTS.	EXCÉDANT de RECETTE.	EXCÉDANT de PAYEMENT.
BUDGET de l'exercice 1831....	1,214,610,975 00	1,214,610,975 00	//	//
——— 1832....	1,066,155,315 74	1,018,718,231 26	47,437,084 48	//
——— 1833....	5,223,518 81	3,582,499 20	1,641,019 61	//
	2,285,989,809 55	2,236,911,705 46	49,078,104 09	//
	EXCÉDANT de recette. (*Voir* pages 306 et 307).		49,078,104 09	

COMPTE DÉFINITIF

DU BUDGET DE L'EXERCICE 1831

AU 1er JANVIER 1833.

NOTE

Sur le Compte définitif du Budget de l'exercice 1831.

Le budget de l'exercice 1831 a été voté par la loi du 16 octobre 1831, qui a annulé les crédits provisoires montant à 825 millions, précédemment ouverts aux ministres par les lois des 12 décembre 1830, 18 avril et 18 août 1831.

Les dépenses ont été fixées,

Pour les services ordinaires, à.....	946,618,735.	
Pour les services extraordinaires, à.....	225,573,700.	
TOTAL.....	1,172,192,435.	1,172,192,435.

L'évaluation des ressources a été réglée comme il suit :

Les contributions directes, assises d'après les dispositions de la loi spéciale du 26 mars 1831 qui a substitué l'impôt de quotité à l'impôt de répartition pour les contributions personnelle et des portes et fenêtres, ont été évaluées par la loi du 18 avril suivant, y compris 1,177,000 francs montant de la taxe additionnelle sur les bois des communes et établissements publics, à..... 362,186,054

Les produits et revenus indirects, diminués pour les droits sur les boissons, d'une somme de 16,200,000 francs par suite des changements que la loi du 12 décembre 1830 a introduits dans le tarif de ces droits, ont eu pour base de leurs évaluations les recettes effectuées pendant les six premiers mois de l'année 1831 et les six derniers mois de la gestion 1830; le budget a présumé qu'ils devaient procurer au Trésor une ressource de..... 532,250,000.

Celle des coupes de bois a été évaluée à..... 25,104,000.

Enfin, les produits divers, augmentés d'une recette spéciale de 8 millions provenant des bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations, ont été compris au Budget, pour..... 28,400,840.

L'évaluation des recettes ordinaires de l'exercice 1831 a été ainsi portée à une somme totale de..... 947,940,894.

A ces recettes, la loi de finances a ajouté les voies et moyens extraordinaires ci-après :

Trente centimes temporaires imposés additionnellement au

A reporter.....	947,940,894.	1,172,192,435.

Reports.....		947,940,894.	1,172,192,435.
principal de la contribution foncière en exécution de la loi du 18 avril 1831.....	46,438,808.		
Crédit de 3 millions de rente représentant par évaluation, la somme que l'on a supposé devoir rester sans affectation sur les 30 millions de rentes 3 p. o/o de l'indemnité des émigrés. (*Loi du 5 janvier 1831.*).....	54,000,000.		
Émission d'obligations du Trésor, aliénation de bois de l'État et négociation de rentes 5 p. o/o. (*Loi du 25 mars 1831.*).....	200,000,000.		
Crédit en rentes 5 p. o/o ouvert par la loi du 18 avril 1831, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour produire un capital de..	50,000,000.		
Retenues proportionnelles sur les traitements à partir du 1er mai 1831. (*Loi du 18 avril 1831.*)	6,000,000.		
		356,438,808.	
Les ressources ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1831 ont en conséquence été fixées à.....		1,304,379,702.	1,304,379,702.
Et comparées avec les dépenses autorisées, elles ont présenté un excédant présumé de recette, de.....			132,187,267.

Mais indépendamment des crédits dont les ministres ont pu disposer d'après la loi du 16 octobre 1831 pour les dépenses comprises au Budget général de l'exercice 1831, de nouveaux crédits extraordinaires montant à 48,109,848 francs, leur ont été accordés sur cet exercice par des lois spéciales rendue pendant la session de 1831 et dont le détail suit :

Loi du 28 septembre 1831. Crédit extraordinaire pour faire face aux dépenses résultant des mesures sanitaires autorisées par la loi du 3 mars précédent. (*Ministère du commerce et des travaux publics.*)..... 1,000,000.

Loi du 6 novembre. Fonds de 18 millions mis à la disposition du Gouvernement, avec la destination suivante :

Ministère du commerce et des travaux publics.		
Pour supplément au crédit des routes royales.....	2,000,000.	
Pour concourir avec les fonds départementaux, aux travaux des routes et ouvrages d'art à la charge des départements.....	3,500,000.	
Pour subvention aux entreprises de travaux d'intérêt public à exécuter par voie de concessions de péages.....	500,000.	13,000,000.
A distribuer aux villes, pour contribuer à des travaux d'utilité communale.....	5,000,000.	
Pour secours au commerce et à l'industrie.....	2,000,000.	
Ministère de l'intérieur.		
Pour subvenir aux besoins d'intérêt général et imprévus.....		5,000,000.
A reporter.....		19,000,000.

Report..... 19,000,000

Loi du 14 novembre. Continuation des travaux de la nouvelle salle des séances de la Chambre des députés..... 500,000

Loi du 24 novembre. Supplément au crédit de 460,000 francs ouvert au ministre des finances par la loi du 13 décembre 1830, pour pensions et secours à titre de récompenses nationales..... 200,000

Loi du 23 décembre. Nouveau crédit ouvert au ministre de l'intérieur, pour secours aux étrangers réfugiés en France par suite d'événements politiques..... 500,000

Loi du 23 décembre. Nouveau secours accordé aux pensionnaires de l'ancienne Liste civile..... 600,000

Loi du 7 février 1832. Crédit complémentaire au ministre du commerce, pour le payement des primes d'encouragement à la pêche de la morue et à la pêche de la baleine..... 1,000,000

Loi du 28 février. Crédit supplémentaire pour régulariser les dépenses extraordinaires de la guerre non comprises dans le Budget de cet exercice, dépenses qui ont eu pour objet la mobilisation et l'entretien de l'armée du Nord..... 4,946,000.

La répression des troubles dans les départements de l'Ouest et du Midi et à Lyon..... 2,602,000.

Et les mesures sanitaires contre l'invasion du choléra-morbus..... 351,000.

7,899,000

Loi du 2 mars. Cette loi, qui a réglé la Liste civile du Roi des Français, statue, par sa disposition transitoire, que les sommes excédant l'allocation annuelle fixée à 12 millions, qui auraient été touchées par le Roi jusqu'au premier janvier 1832, lui demeureront définitivement acquises. Ces sommes s'élèvent pour l'exercice 1831 à 17,910,848 francs et représentent le crédit ouvert, sur cet exercice, à la dotation en numéraire de la Liste civile, laquelle n'avait été portée que *pour mémoire* dans le Budget arrêté par la loi du 16 octobre 1831..... 17,910,848

Loi du 21 avril. Crédit extraordinaire de 500,000 francs accordé au ministère de l'intérieur, comme supplément à la somme de 1,500,000 francs, allouée par le Budget et par la loi du 23 décembre 1831, pour secours aux étrangers réfugiés en France par suite d'événements politiques, et pour indemnités de route à répartir entre les Polonais sans ressources, afin de faciliter leur voyage jusqu'à la frontière du Royaume..... 500,000

TOTAL des crédits extraordinaires que des lois spéciales ont ouverts aux ministres pendant la session de 1831. (*Voir* le tableau placé à la suite de la présente note.)..... 48,109,848

Les prévisions du Budget primitif de l'exercice 1831 doivent encore être modifiées pour les deux causes suivantes :

1.° La loi du 31 janvier 1833 sur le règlement définitif de l'exercice 1829 a transporté au

Budget de l'exercice 1831 pour y conserver la même destination, la portion non employée, montant à 3,805,886 francs, des fonds spéciaux affectés aux dépenses variables des départements, aux opérations cadastrales et aux non-valeurs des contributions directes. (*Voir* page 148 du compte des finances de l'année 1830.) Cette somme doit en conséquence être ajoutée tant à la recette qu'à la dépense présumée du Budget de l'exercice 1831.

2.° Le Budget comprend divers services spéciaux dont les ressources et les besoins, énoncés d'abord par approximation pour des sommes égales, se règlent sur le produit réel des recettes applicables à ces services. Le tableau qui suit la présente note (pages 194 et 195) fait connaître la nature de ces services, ainsi que les modifications à apporter aux évaluations et aux crédits qui y sont relatifs. Il résulte de ce tableau que les fixations primitives du Budget doivent être augmentées en recette et en dépense de 3,728,924 francs.

D'après cet exposé, les évaluations de recette de l'exercice 1831 qui avaient été portées au Budget, ainsi qu'on l'a vu plus haut pour.....	1,304,379,702	
S'accroissent des fonds reportés de l'exercice 1829.....	3,805,886	
De l'augmentation des recettes affectées à des services spéciaux.	3,728,924	
Et montent à.....	1,311,914,512	1,311,914,512
Les crédits primitifs étaient fixés à.....	1,172,192,435	
Les crédits extraordinaires, accordés par des lois spéciales sont de.....	48,109,848	
Ceux qui s'appliquent à des fonds départementaux non employés sur l'exercice 1829, de.....	3,805,886	
Et enfin, l'augmentation de crédits résultant de la réalisation des recettes attribuées à des dépenses spéciales est de.....	3,728,924	
Les dépenses prévues pour l'exercice 1831 s'élèvent par conséquent en totalité à.....	1,227,837,093	1,227,837,093
Comparées aux ressources présumées, il ressort un excédant de recette qui, au lieu de celui de 132,187,267 francs établi par la loi du 16 octobre 1831, n'est plus que de.....		84,077,419

On vient de résumer l'ensemble des dispositions législatives qui ont successivement déterminé les évaluations de ressources et les autorisations de dépenses du Budget de l'exercice 1831 ; l'on va maintenant établir les différentes comparaisons nécessaires pour opposer ces prévisions aux faits réalisés, et pour présenter ainsi la situation définitive de cet exercice telle qu'elle est établie dans le projet de loi de règlement.

Comparaison des Évaluations avec les Recettes constatées et réalisées.

Recettes ordinaires.

Les recettes ordinaires ont été évaluées, y compris les 3,805,886 fr. reportés de l'exercice 1829, et les 3,728,924 fr. provenant des ressources spéciales, à.....		955,475,704
Les droits constatés à la charge des redevables de l'État, et qui se trouvaient entièrement réalisés à l'époque de la clôture de l'exercice 1831, sont de.....		953,450,750
Sur plusieurs branches de revenus, les évaluations ont excédé les recettes de.....	14,147,395	
Et sur d'autres les recettes ont excédé les évaluations, de.....	12,122,441	
En résultat, sur l'ensemble de l'exercice, les évaluations ont été supérieures aux droits recouvrés, de.....	2,024,954	2,024,954

Les branches de revenus qui ont présenté des insuffisances de recettes comparativement aux évaluations sont celles qui suivent :

Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques, &c.....	494,127	
Revenus et prix de ventes de domaines.....	1,088,116	
Domaines et bois engagés ou échangés.....	92,583	
Coupes de bois.....	8,421,115	
Diverses taxes indirectes.....	919,919	14,147,395
Vente de tabacs.....	1,063,653	
——— de poudres.....	447,760	
Produit des postes.....	999,680	
Salines et mines de sel de l'Est.....	147,365	
Produit des amendes attribuées à divers.....	473,077	

L'excédant des recettes sur les évaluations s'applique aux produits ci-après :

Contributions directes.....	866,041	
Droit de timbre.....	1,231,552	
Droit de douanes et de navigation.....	2,479,998	
Droit de consommation des sels.....	3,084,699	12,122,441
Droits sur les boissons.....	539,611	
Loterie.....	993,964	
Produits divers.....	2,926,576	
Somme pareille.....		2,024,954

Ressources extraordinaires.

Les ressources extraordinaires ont été évaluées à		356,438,808
Leur réalisation a procuré au trésor une recette de 356,927,928 francs savoir :		
Produit des 30 centimes ajoutés temporairement à la contribution foncière	46,442,590f	
Produit des retenues proportionnelles sur les traitements et remises	6,485,338	
Bois de l'État aliénés pendant l'année 1831	22,703,215	
Emprunt national au pair	21,422,400	
Emprunt en rentes négociées le 10 avril 1831	120,000,014	
Idem le 8 août 1832. (Portion des 150 millions, nécessaire pour compléter les moyens extraordinaires attribués à l'exercice 1831)	139,874,371	
		356,927,928
L'évaluation a été par conséquent excédée,		
Sur les 30 centimes de la contribution foncière, de	3,782	
Sur les retenues proportionnelles, de	485,338	
		489,120

Les tableaux du compte définitif des recettes de l'exercice 1831 indiquent sommairement les causes des différences qui viennent d'être résumées, et ces explications s'appuient elles-mêmes sur des développements formés par branche de revenus, pour faire connaître les valeurs, matières ou quantités auxquelles les tarifs ont été appliquées et les perceptions qui en sont résultées au profit du trésor public.

Comparaison des Crédits avec les Dépenses.

Les crédits ordinaires et extraordinaires accordés aux ministres s'élèvent ensemble à	1,227,837,093
Les dépenses liquidées à la charge de l'exercice 1831, tant pour les services ordinaires que pour les services extraordinaires, montent à	1,220,886,400
Il en résulte que sur l'ensemble de l'exercice 1831 les dépenses faites sont restées inférieures aux crédits accordés, de	6,950,693
Mais comme les dépenses constatées n'ont pas été soldées en totalité, et qu'à l'époque de la clôture de cet exercice il en est resté à payer pour une somme de	6,275,425
Les crédits à annuler sur l'exercice 1831 s'élèvent en définitive à	13,226,118

Mais pour apprécier la situation réelle des crédits de l'exercice 1831, il est nécessaire de considérer isolément les différents services auxquels ils ont été attribués, et cet examen fait ressortir les résultats suivants :

1° Crédits non consommés par les dépenses et qui sont à annuler.

Rentes 5 p. o/o	89,696	
Emprunt national (intérêt des obligations du trésor)	83,623	
Dette viagère	199,062	
Pensions militaires	587,861	
——— ecclésiastiques	128,727	
——— de donataires dépossédés	1,535	
———de l'ancienne liste civile	217,130	
Dette de l'ancienne liste civile	41,227	
Dépenses du ministère de la justice	118,134	
——— des affaires étrangères	283,459	
——— de l'instruction publique et des cultes	613,773	
——— de l'intérieur	239,009	
——— du commerce et des travaux publics	865,602	
——— de la guerre	1,860,433	
——— de la marine	1,612,524	
——— des finances	206,953	
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts	1,863,948	
Remboursements et restitutions	735,586	
		9,748,282

2° Crédits à transporter à l'exercice 1832 pour subvenir aux dépenses extraordinaires autorisées par les lois des 28 septembre, 16 octobre et 6 novembre 1831, qui n'ont pu être effectuées sur l'exercice 1831, transport autorisé par diverses dispositions législatives, et notamment par l'article 21 de la loi du 21 avril 1832, portant fixation du Budget de l'exercice 1832, savoir :

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.

Indemnités et secours accordés à titre de récompenses nationales et aux orphelins de juillet	300,000.	4,900,000
Dépenses pour besoins d'intérêt général et imprévus	4,600,000.	

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

Mesures sanitaires	685,000.	13,300,000
Supplément pour travaux de routes royales	1,833,000.	
——— départementales	3,445,000.	
Subvention pour contribuer à des dépenses d'utilité communale.	4,837,000.	
Subvention aux entreprises d'intérêt public à exécuter par voie de concession de péage	500,000.	
Secours au commerce et à l'industrie	2,000,000.	
		18,200,000
A reporter		27,948,282

Report.....		27,948,282

3° Crédit à transporter à l'exercice 1833 pour conserver aux dépenses, ci-après, non soldées sur l'exercice 1831, les fonds qui leur étaient spécialement affectés dans le budget de ce dernier exercice, savoir :

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

Dépenses fixes des départements.....	584,960	
——— variables.....	690,738	
——— sur ressources locales des départements.....	169,300	4,431,210
——— sur centimes facultatifs.....	2,964,235	
Secours spéciaux aux départements.....	21,977	

MINISTÈRE DES FINANCES.

Dépenses cadastrales.....	282,103	396,498
Non-valeurs sur la contribution foncière et mobilière.....	114,395	
		4,827,708
TOTAL des crédits à annuler ou à transporter. (*Voir* ci-après, page 232, le développement par ministère).....		32,775,990

4° Crédits complémentaires ou extraordinaires à accorder pour les services qui suivent :

Dette perpétuelle.....	388,586	
Intérêts de cautionnements.....	179,152	
——— de la dette flottante.....	407,956	
Pensions de la pairie et de l'ancien sénat.....	72,244	
——— civiles.....	7,428	
——— accordées à titre de récompenses nationales.....	219,270	
Subvention aux fonds de retraites des ministères.....	29,050	
Dépenses de la Chambre des députés.....	70,000	
Supplément à la dotation de la Légion d'honneur.....	264,354	
Frais de justice criminelle.....	143,769	
Frais de voyages et frais de courriers pour les affaires étrangères.....	299,792	
Dépenses des ponts et chaussées.....	34,669	
——— des mines.....	16,691	
Achèvements des monuments de Paris.....	29,711	
Dépenses des états-majors de la guerre.....	661,412	
Solde et entretien des troupes de terre.....	5,982,269	
Justice militaire.....	44,971	
Dépenses de l'arriéré de la guerre.....	720,850	
Diverses dépenses de la guerre.....	53,785	
Administration centrale de la marine.....	12,079	
Dépenses de la solde de la marine.....	1,578,276	
——— Dépenses des services militaires aux colonies.....	197,741	
Service des monnaies.....	6,691	
Frais de service et de trésorerie.....	166,236	
Dépenses relatives aux contributions directes.....	36,793	
——— à l'enregistrement.....	184,558	
——— aux forêts.....	119,441	
——— aux tabacs.....	89,898	
——— aux postes.....	336,431	
A reporter.....	12,354,103	32,775,990

Reports.....	12,354,103	32,775,990
Non-valeurs sur les contributions directes.....	466,152	
Primes de douanes à l'exportation des marchandises.....	6,476,870	
Escompte sur le droit de consommation des sels.....	252,747	
		19,549,872
En déduisant ce dernier résultat du précédent on retrouve, sur l'ensemble de l'exercice, l'excédant de crédit qui a été établi ci-dessus pour.....		13,226,118

Des explications sommaires font connaître, pour chaque ministère, par chapitre législatif, les opérations qui ont donné lieu aux excédants de crédit ou de dépenses, dont on vient de présenter le relevé. Ce sont les comptes publiés par les ministres à chaque session des chambres, qu'il faut consulter pour les détails par article de dépense, ainsi que pour tous les éclaircissements administratifs que comporte l'emploi fait par eux, sous leur responsabilité, des crédits portés aux budgets.

Comparaison des Dépenses avec les Payements.

Les dépenses de toute nature constatées sur l'exercice 1831 se sont élevées, ainsi qu'on l'a vu ci-dessus, à.....	1,220,886,400
Les payements effectués pour ces dépenses, d'après les ordonnances des ministres, ont été de.....	1,214,610,975
Il est par conséquent resté à payer à l'époque de la clôture de l'exercice, une somme de.....	6,275,425
Mais il faut en déduire les dépenses départementales et cadastrales, ainsi que les non-valeurs des contributions directes, qui, d'après le régime spécial auquel ces dépenses sont soumises, seront imputées sur la portion, en somme égale, des crédits de l'exercice 1831 dont la loi de règlement propose le transport au budget de 1833, ci.....	4,827,708
Reste pour les dépenses des services généraux de l'exercice 1831 qui, aux termes de l'ordonnance royale du 14 septembre 1822, devront être soldées sur les budgets des exercices courants, ci.....	1,447,717

Ces dépenses sont applicables aux ministères ci-après :

Ministère de la justice.....	5,516
——— des affaires étrangères.....	1,622
——— de l'instruction publique.....	148,761
——— de l'intérieur et des cultes.....	6,099
——— du commerce et des travaux publics.....	114,843
——— de la guerre.....	419,026
——— de la marine.....	470,266
——— des finances.....	281,584
SOMME PAREILLE.....	1,447,717

Résultat général.

Les ressources ordinaires de l'exercice 1831 ont produit.....		953,450,750
Les dépenses des services ordinaires se sont élevées à	976,936,650	
Les fonds départementaux à transporter à l'exercice 1833 ont été de.....	4,827,708	
		981,764,358
Il y a eu par conséquent sur le service ordinaire une insuffisance de ressources de.....		28,313,608
Les 30 centimes ajoutés temporairement à la contribution foncière, les retenues proportionnelles sur les traitements et remises et la réalisation des 304 millions provenant d'emprunts législatifs, de ventes de bois de l'État, ont procuré au trésor une ressource extraordinaire de.....		356,927,928
Les dépenses des services extraordinaires autorisés par les lois des 28 septembre, 16 octobre, 6 novembre et 23 décembre 1831, 28 février et 21 avril 1832, ont été de.....		237,674,325
Le service extraordinaire fait en conséquence ressortir un excédant de ressources de.....		119,253,603
Les deux services réunis présentent,		
Une recette de.....		1,310,378,678
Une dépense de.....		1,219,438,683
Et un excédant total de recette de.....		90,939,995

Cet excédant de recette a été attribué par la loi du 21 avril 1832 au budget de l'exercice 1832 où il ne se trouve prévu que pour 70,498,267 francs.

En résumé, le projet de loi pour le règlement définitif du budget de l'exercice 1831 propose d'arrêter les dépenses à..... 1,220,886,400

Le reste à payer, sur les services généraux, à..... 6,275,425

Les payements à.....		1,214,610,975
Les ressources de l'exercice à.....	1,310,378,678	
Le prélèvement à faire sur ces ressources pour les fonds départementaux à transporter à l'exercice 1833, à.....	4,827,708	
Les recettes applicables à l'exercice 1831, à.....	1,305,550,970	1,305,550,970
Et enfin l'excédant de recette lequel est réduit à 86,239,995 francs par le prélèvement d'une somme de 4,700,000 francs, pour couvrir le Trésor de la perte résultant du déficit Kesner, à.....		90,939,995

Crédits accordés sur l'Exercice 1831 par des Lois spéciales.

MINISTÈRES.	DATES DES LOIS.	OBJETS DES CRÉDITS.		MONTANT des CRÉDITS.
Liste civile..	2 mars 1832.....	Allocation des sommes touchées par le Roi jusqu'au 1er janvier 1832. (*Exécution de la disposition transitoire de la loi du 2 mars 1832.*).....		17,910,848
Intérieur et cultes.	23 décembre 1831.	Secours aux étrangers réfugiés en France.....	500,000	6,000,000
	21 avril 1832.....	Secours aux étrangers réfugiés, et indemnités de route aux Polonais.	500,000	
	6 novembre 1831.	Besoins d'intérêt général et imprévus.....	5,000,000	
Commerce et travaux publics.	14 novembre 1831.	Travaux de la nouvelle chambre des Députés.....	500,000	15,500,000
	7 février 1832....	Encouragements à la pêche de la morue et de la baleine.....	1,000,000	
	28 septembre 1831.	Mesures sanitaires.....	1,000,000	
	6 novembre.....	Supplément au crédit des routes royales.....	2,000,000	
		Travaux des routes et ouvrages d'art à la charge des départements..	3,500,000	
		Subvention aux entreprises de travaux d'intérêt public à exécuter par voie de concession de péages.....	500,000	
		Travaux d'utilité communale.....	5,000,000	
		Secours au commerce et à l'industrie.....	2,000,000	
Guerre.....	28 février 1832..	Mobilisation et entretien de l'armée du Nord.....	4,946,000	7,899,000
		Répression des troubles dans l'Ouest, dans le Midi et à Lyon....	2,602,000	
		Mesures contre l'invasion du choléra-morbus.....	351,000	
Finances....	24 novembre 1831.	Pensions et secours à titre de récompenses nationales.....	200,000	800,000
	23 décembre.....	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile.....	600,000	
				48,109,848

TABLEAU des Modifications que les Évaluations et les Crédits du Budget de l'Exercice 1831 ont éprouvées pour divers services spéciaux, ou pour des services votés par des lois spéciales.

ÉVALUATIONS DES RECETTES.

DÉSIGNATION DES PRODUITS	ÉVALUATIONS portées au Budget.	MODIFICATIONS résultant de la réalisation des ressources affectées à des dépenses spéciales. A ajouter.	A déduire.	ÉVALUATIONS rectifiées.	RESSOURCES provenant des fonds reportés de l'exercice 1829 pour les dépenses départementales.	ÉVALUATIONS rectifiées portées dans la situation définitive de l'exercice 1831.
Contributions directes	362,186,054f	(a) 4,338,958f	//	366,525,012f	//	366,525,012f
Enregistrement, timbre et domaines	178,941,000	//	//	178,941,000	//	178,941,000
Coupes de bois	25,104,000	//	//	25,104,000	//	25,104,000
Douanes et sels	146,242,000	//	//	146,242,000	//	146,242,000
Contributions indirectes	164,727,000	//	//	164,727,000	//	164,727,000
Postes	34,340,000	//	//	34,340,000	//	34,340,000
Loterie	8,000,000	//	//	8,000,000	//	8,000,000
Recettes diverses	28,100,840	(b) 281,713	(c) 891,747f	27,790,806	//	27,790,806
Ressources extraordinaires	356,438,808	//	//	356,438,808	//	356,438,808
Fonds non employés au 31 décembre 1830 sur les crédits affectés à diverses dépenses spéciales de l'exercice 1829. (*Loi du 31 janvier 1833.*)	//	//	//	//	(k) 3,805,886f	3,805,886
	1,304,379,702	4,620,671	891,747	1,308,108,626	3,805,886	1,311,914,512
		3,728,924				

(a) Plus value des rôles mis en recouvrement pour des impositions spéciales, savoir :

Contribution foncière		342,903f
——— personnelle		1,449,040
——— mobilière		1,056,682
——— portes et fenêtres		866,036
——— patentes		263,324
Fonds pour frais de premier avertissement aux contribuables		360,973
		4,338,958

(b) Plus value des ressources locales extraordinaires pour dépenses départementales — 229,858
Fonds avancés par des propriétaires pour dépenses cadastrales — 51,855
281,713

(c) Produits d'amendes, saisies et confiscations attribuées à divers :
Les produits de cette nature n'étant portés au budget que pour ordre en recette et en dépense, les évaluations sont réduites au montant des recettes réalisées.

Amendes en matière de douanes	453,898
——— des contributions indirectes	437,849
	891,747

(d) Augmentation de crédit résultant de la plus value des rôles mis en recouvrement pour les contributions directes :

Dépenses fixes des départements	2,869	605,501
Dépenses variables des départements	602,154	
Secours pour grêle, incendies, &c.	478	
Dépenses sur les ressources éventuelles des départements		229,858
		835,359

(e) Cadastre. — Crédit résultant des avances faites par divers propriétaires.
(f) Cadastre — Réductions de crédit provenant de la moins value des rôles.
(g) Service administratif des contributions directes, plus value des rôles.
(h) Restitutions et non-valeurs sur contributions directes, plus value des rôles.
(i) Restitutions sur les contributions directes, moins value des rôles — 12,276
Restitutions de produits d'amendes attribuées à divers.
Ce crédit résultant des recettes réalisées se trouve affecté d'une réduction égale à celle qui porte sur les évaluations de cette nature de produits. (Voir la note *c* ci-dessus.)

Sur les douanes	453,898	891,747
Sur les contributions indirectes	437,849	
		904,023

(k) Ces fonds sont applicables aux dépenses ci-après :

Ministère du commerce et des travaux publics.	Dépenses variables des départements	1,213,324	3,585,553
	——— extraordinaires	2,204,572	
	——— sur les ressources locales	148,561	
	Secours pour grêle, incendies, &c.	19,096	
Ministère des finances. — Dépenses cadastrales			166,165
Remboursements et restitutions. — Non-valeurs sur contributions foncière, personnelle et mobilière			54,168
			3,805,886

(l) Voir page 193 le développement de ces crédits.

CRÉDITS OUVERTS AUX MINISTRES.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	CRÉDITS portés au budget.	MODIFICATIONS résultant de la réalisation des ressources affectées à des dépenses spéciales. A ajouter.	A déduire.	CRÉDITS rectifiés.	CRÉDITS résultant des fonds transportés de l'exercice 1829 pour les dépenses départementales.	CRÉDITS accordés par des lois spéciales (l).	CRÉDITS rectifiés portés dans la situation définitive de l'exercice 1831.
Dette publique	340,682,746f	//	//	340,682,746f	//	800,000f	341,482,746f
Dotations	7,471,945	//	//	7,471,945	//	17,910,848	25,382,793
Ministère de la justice	19,531,280	//	//	19,531,280	//	//	19,531,280
——— des affaires étrangères	8,610,000	//	//	8,610,000	//	//	8,610,000
——— de l'instruction publique et des cultes	37,579,700	//	//	37,579,700	//	//	37,579,700
——— de l'intérieur	8,750,000	//	//	8,750,000	//	6,000,000	14,750,000
——— du commerce et des travaux publics	118,410,000	(d) 835,359f	//	119,245,359	3,585,553f	15,500,000	138,330,912
——— de la guerre	373,123,000	//	//	373,123,000	//	7,899,000	381,022,000
——— de la marine et des colonies	71,186,700	//	//	71,186,700	//	//	71,186,700
——— des finances	23,211,050	(e) 51,855	(f) 476,808f	22,786,097	166,165	//	22,952,262
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus	120,846,554	(g) 395,065	//	121,241,619	//	//	121,241,619
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	42,789,460	(h) 3,827,476	(i) 904,023	45,712,913	54,168	//	45,767,081
	1,172,192,435	5,109,755	1,380,831	1,175,921,359	(k) 3,805,886	48,109,848	1,227,837,093
		3,728,924					

BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

Compte définitif des Recettes au 1er Janvier 1833.

PAGES DES ÉTATS de développement des recettes.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATION DES RECETTES. — RECETTES ordinaires.	RECETTES extraordinaires. (*Lois des 5 janvier, 25 mars, 18 et 21 avril 1831.*)	TOTAL.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTE À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits constatés. — Excédant des évaluations.	Excédant des droits constatés.	RÉSULTATS pour LE RÈGLEMENT définitif du budget.	OBSERVATIONS.
42	Contributions directes. (*a*) — Foncière	245,218,457f		245,218,457f	245,236,671f	367,391,053f	//	//	866,041f (*b*)	367,391,053f	(*a*) Le produit des contributions directes a été évalué par le budget, à ... 362,180,054 Mais pour les impositions affectées à des dépenses spéciales qui se règlent d'après les recettes réalisées, cette évaluation doit être augmentée de la plus value résultant des rôles mis en recouvrement ... 4,338,958 366,523,012 (Voir le tableau de développement des contributions directes, page 540 et 541). (*b*) Contribution foncière. Impositions de propriétés sorties du domaine de l'État et impositions des communes en litige avec la Prusse, et qui ont été réunies au département de la Moselle, en exécution de la convention du 23 octobre 1829 ... 18,214 Mobilière. Impositions des communes réunies à la Moselle ... 198 Portes et fenêtres. Insuffisance dans les évaluations du budget ... 1,378,097 Patentes. Augmentation du nombre des patentables ... 276,982 1,773,491 A déduire : Somme dont les rôles sont restés inférieurs aux prévisions de la loi, pour la contribution personnelle ... 907,348 *Idem*, pour la contribution additionnelle des bois des communes ... 102 907,450 866,041
	Personnelle	24,139,040		24,139,040	23,231,692						
	Mobilière	36,721,682		36,721,682	36,721,880						
	Portes et fenêtres	30,356,036		30,356,036	31,834,133						
	Patentes	27,901,824		27,901,824	28,178,806						
	Fonds pour frais de premier avertissement	1,010,973		1,010,973	1,010,973						
	Contribution additionnelle à celle assise sur les bois des communes et des établissements publics. (*Exécution de l'art. 106 du Code forestier.*)	1,177,000		1,177,000	1,176,898						
44	Enregistrem.nt, timbre et domaines. — Droits d'enregistrement, de greffes, d'hypothèques et de perceptions diverses	146,669,000	//	146,669,000	146,174,873	146,174,873	//	494,127f (*c*)	//	146,174,873	(*c*) Produits pour lesquels les recettes sont restées inférieures aux prévisions du budget. Droits de successions ... 1,400,205. Actes divers ... 1,016,042. Produit des amendes ... 739,112. 3,155,359 Produits qui ont excédé les évaluations portées au budget. Droits de vente ... 1,318,448. Donations ... 832,421. Droits de greffes ... 158,360. Perceptions diverses ... 352,003. à déduire .. 2,661,232 Reste en excédant des évaluations ... 494,127 (Voir page 576, le tableau de développement, par nature d'actes, des recettes que les divers droits d'enregistrement ont procurées au trésor pour l'exercice 1831.)
	Droit de timbre	26,965,000	//	26,965,000	28,196,552	28,196,552	//	//	1,231,552 (*d*)	28,196,552	(*d*) Cet excédant des recettes constatées est le résultat de la cessation des abus qui s'étaient introduits dans l'exécution des lois sur le timbre.
	Revenus et prix de vente de domaines	4,709,000	//	4,709,000	3,620,884	3,620,884	//	1,088,116 (*e*)	//	3,620,884	(*e*) Les recettes sont restées inférieures aux évaluations par l'effet de la diminution, 1° des revenus des biens des sénatoreries qui ont été aliénés, 2° des ventes d'objets mobiliers hors de service, 3° des ventes de domaines appartenant à l'État.
	Domaines et bois engagés ou échangés	598,000	//	598,000	505,417	505,417	//	92,583 (*f*)	//	505,417	(*f*) Il s'est élevé, relativement à ces produits, des contestations qui en ont entravé la réalisation.
	A reporter	545,466,012		545,466,012	545,888,779	545,888,779	//	1,674,826	2,097,593	545,888,779	

SUITE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

Suite du *COMPTE DÉFINITIF des Recettes au 1er Janvier 1833.*

PAGES DES ÉTATS de développement des recettes.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATION DES RECETTES. RECETTES ordinaires.	RECETTES extraordinaires. (*Lois des 5 janvier, 25 mars, 18 et 21 avril 1831.*)	TOTAL.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTE À RECOUVRER sur les droits constatés, à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits constatés. Excédant des évaluations.	Excédant des droits constatés.	RÉSULTATS pour LE RÈGLEMENT définitif du budget.
	Report.....	545,466,012f	//	545,466,012f	545,888,779f	545,888,779f	//	1,674,826f	2,097,593f	545,888,779f
52	Coupes de bois — Principal des adjudications.....	22,000,000	//	22,000,000	14,408,318	14,408,318	//	7,591,682 (a)	//	14,408,318
	Coupes de bois — Décime et produits accessoires.....	3,104,000	//	3,104,000	2,274,567	2,274,567	//	829,433 (a)	//	2,274,567
46	Douanes et sels — Droits de douanes, de navigation et recettes accidentelles.....	93 450,000	//	93,450,000	95,929,998	95,929,998	//	//	2,479,998 (b)	95 929,998
	Douanes et sels — Droit de consommation des sels.....	52,792,000	//	52,792,000	55,876,699	55,876,699	//	//	3,084,699 (c)	55,876,699
48	Boissons, tabacs et poudres — Boissons et droit de fabrication des bières....	62,902,000	//	62,902,000	63,441,611	63,441,611	//	//	539,611 (d)	63,441,611
	Boissons, tabacs et poudres — Droits divers et recouvrements d'avances pour divers services.....	30,713,000	//	30,713,000	29,793,081	29,793,081	//	919,919 (e)	//	29,793,081
	Boissons, tabacs et poudres — Produit de la vente des tabacs.....	67,151,000	//	67,151,000	66,087,347	66,087,347	//	1,063,653 (f)	//	66,087,347
	Boissons, tabacs et poudres — Produit de la vente des poudres à feu.....	3,961,000	//	3,961,000	3,513,240	3,513,240	//	447,760 (g)	//	3,513,240
50	Postes.....	34,340,000	//	34,340,000	33,340,320	33,340,320	//	999,680 (h)	//	33,340,320
56	Loterie.....	8,000,000	//	8,000,000	8,993,964	8,993,964	//	//	993,964 (i)	8,993,964
	A reporter.....	923,879,012	//	923,879,012	919,547,924	919,547,924	//	13,526,953	9,195,865	919,547,924

OBSERVATIONS.

(*a*) Diminution sur la quantité d'hectares vendus, et réduction du prix moyen des ventes.
Cette diminution s'est encore accrue par l'effet de l'aliénation des bois de l'État qui a eu lieu en exécution de la loi du 25 mars 1831.

(*b*) Les droits de douanes à l'importation ont présenté, comparativement aux évaluations du budget, une augmentation de 5,024,868 fr. qui porte spécialement sur les droits perçus à l'entrée des marchandises ci-après :

Sucre brut de colonies françaises		4,721,142f
Soies		183,068
Diverses marchandises		120,658
Ensemble		5,024,868

Cette augmentation est atténuée par les diminutions qu'ont éprouvées,

1° Les droits à l'importation des laines	878,610	
les suifs bruts	205,001	2,016,540
des grains froment	932,929	2,544,870
2° Les droits de douanes à l'exportation, les droits de navigation, et les divers produits accessoires des douanes	528,330	
		2,479,998

(Voir page 608, le tableau de développement des droits constatés et perçus en matière de douanes.)

(*c*) Achats faits en 1831 par le commerce qui avait suspendu les approvisionnements pendant les cinq derniers mois de 1830. (Voir page 622, le tableau de développement de ce droit.)

(*d*) L'accroissement du produit des droits sur les boissons, comparativement aux évaluations de la loi, provient d'une plus grande consommation, d'améliorations introduites dans le service, et enfin, de ce que les circonstances sont devenues plus favorables à la perception des droits; il en est résulté un excédant des recettes réalisées sur celles portées au budget, de..... 938,673
La consommation des bières, ayant au contraire éprouvé une diminution par l'effet de l'influence de la saison, les recettes des droits sur cette denrée sont restées inférieures à leur évaluation de..... 419,062
Reste pareil à l'excédant, ci-contre..... 539611

(Voir le tableau de développement page 633).

(*e*) La diminution dans les approvisionnements des sels à l'intérieur et le ralentissement dans les affaires commerciales ont occasionné, à l'égard des produits ci-après, une réduction de recette comparativement aux évaluations; savoir :

Voitures publiques		16,440
Licences		69,734
Sels		228,196
Garantie des matières d'or et d'argent		79,367
Navigation et péages sur les rivières et canaux		661,753
10e du produit des octrois		26,787
Recouvrements d'avances sur les communes		114,897
Perceptions diverses		9,930
		1,209,104

D'autres produits ont présenté un excédant de recouvrements sur les évaluations, savoir :

Cartes	26,592	
Prélèvement sur les communes pour frais de casernement	192,111	
Timbre	19,191	289,185
Recettes extraordinaires	61,291	
Reste pour excédant des évaluations		919,919

(*f*) Les ventes ne se sont pas élevées au produit présumé par le budget. (Voir page 639).

(*g*) Il y a eu moins de consommation de poudre pour la chasse et pour les travaux des mines et carrières. (Voir page 639.)

(*h*) Produits dont les recettes constatées ont été inférieures aux évaluations.

Taxe des lettres	758,330	
Produits des offices étrangers	36,597	1,070,538
des malles-postes et paquebots	273,654	
Recettes diverses	1,957	
Produits pour lesquels les recettes ont été supérieures aux évaluations,		
Service rural	53,961	70,818
Droit de 5 p. 0/0 sur les envois d'argent	16,857	
		999,680

(Voir le tableau de développement du produit des postes, page 673.)

(*i*) Les chances variables du produit de la loterie ne permettent pas d'assigner une cause précise à ce résultat.

SUITE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

Suite du *COMPTE DÉFINITIF des Recettes au 1er Janvier 1833.*

PAGES DES ÉTATS de développement des recettes.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATION DES RECETTES. RECETTES ordinaires.	RECETTES extraordinaires. (*Lois des 5 janvier, 25 mars, 18 et 21 avril 1831.*)	TOTAL.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTE À RECOUVRER sur les droits constatés, à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits constatés. Excédant des évaluations.	Excédant des droits constatés.	RÉSULTATS pour LE RÈGLEMENT définitif du budget.	*OBSERVATIONS.*
	Report.....	923,879,012	//	923,879,012	919,547,924	919,547,924	//	13,526,953	9,195,865	919,547,924	
54	Salines et mines de sel de l'Est.....	1,800,000	//	1,800,000	1,652,635	1,652,635	//	147,365 (*a*)	//	1,652,635	
56	Versement au trésor par la ville de Paris. (Produit des jeux)...	5,500,000	//	5,500,000	5,500,000	5,500,000	//	//	//	5,500,000	
58	Produits divers. Bénéfice sur la fabrication des monnaies.....	6,671,855 (*b*)	//	6,671,855	408,637	408,637	//	//	2,926,576 (*c*)	9,598,431	
60	Produits divers. Recettes sur divers revenus publics.....				4,111,416						
62	Produits divers. Produits divers provenant des ministères.....				2,278,099	9,189,794					
62	Produits divers. Recettes de diverses origines.....				2,800,279						
62	Intérêts de la créance sur l'Espagne.....	2,289,084	//	2,289,084	2,289,084	2,289,084	//	//	//	2,289,084	
62	Bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations au 31 décembre 1830.....	8,000,000	//	8,000,000	8,000,000	8,000,000	//	//	//	8,000,000	
62	Produits d'amendes, saisies et confiscations attribuées à divers. (*e*) Amendes de police simple et de police correctionnelle.....	1,000,000	//	1,000,000	526,923	526,923	//	473,077 (*d*)	//	526,923	
62	Produits d'amendes, saisies et confiscations attribuées à divers. (*e*) Amendes en matière de douanes.....	1,146,102	//	1,146,102	1,146,102	1,146,102	//	//	//	1,146,102	
62	Produits d'amendes, saisies et confiscations attribuées à divers. (*e*) Amendes en matière de contributions indirectes	262,151	//	262,151	262,151	262,151	//	//	//	262,151	
62	Ressources locales extraordinaires pour dépenses départementales.	1,121,614 (*f*)	//	1,121,614	1,121,614	1,121,614	//	//	//	1,121,614	
	A reporter.....	951,669,818	//	951,669,818	949,644,864	949,644,864	//	14,147,395	12,122,441	949,644,864	

(*a*) Le prix du bail, fixé originairement à 1,800,000 fr., n'avait été porté dans le projet de budget de l'exercice 1831, attendu la réduction qu'il a été reconnu devoir éprouver, qu'à 1,200,000 fr.; mais cette réduction n'a pas été maintenue dans la loi de finances, et le prix du bail a été rétabli pour la somme primitive de..... 1,800,000
Sur laquelle il n'a pu toutefois être recouvré, d'après les nouvelles conventions arrêtées avec la compagnie, que..... 1,200,000
L'évaluation excède en conséquence les recouvrements de..... 600,000
Mais cet excédant se trouve réduit de la part attribuée au trésor dans le bénéfice qu'a procuré l'exploitation pendant l'année 1831. (Voir page 711)..... 452,635
Et ne s'élève plus, en conséquence, qu'à..... 147,365

(*b*) Ces produits sont portés au budget pour..... 6,620,000
Il est nécessaire d'y ajouter les fonds avancés par divers propriétaires pour dépenses cadastrales, et du montant desquels les crédits affectés aux dépenses de cette nature sont également augmentés..... 51,855
6,671,855

(*c*) Cet excédant se compose ainsi qu'il suit :
1° Recettes qui sont restées inférieures aux prévisions du budget.
Débets non compris dans l'actif de l'administration..... 363,071
Versements des communes pour leur contingent dans le service rural.. 45,063
Pensions des élèves des écoles militaires..... 21,371
Recettes diverses..... 715,140
1,144,637
2° Produits qui ont excédé les prévisions du budget.
Bénéfice sur la fabrication des monnaies..... 288,637
Produits divers provenant des ministères..... 98,094
Produits des mines..... 31,278
Produit de la vente de terrain affecté à des constructions pour le compte du ministère de la guerre (loi du 13 mars 1825)..... 145,615
Produit de la vente de quatre hôtels affecté à des constructions à faire par différents ministères (loi du 21 mai 1826)..... 67,377
Capital des inscriptions de rentes pour le service de l'arriéré..... 121,349
Droit de vérification des poids et mesures..... 22,609
Produit de la moitié de la retenue de 3 p. % exercée au profit de la caisse des invalides de la marine..... 39,000
814,159
Reste pour excédant des évaluations..... 330,498
3° Recettes extraordinaires qui n'ont pas été prévues au budget.
Intérêts sur les prêts au commerce..... 103,863
—— sur le prix de la vente des bois de l'État..... 588,563
Produit de la contribution imposée au Portugal..... 784,443
Produit de coupes de bois appartenant en usufruit au roi Charles X.... 612,111
Subsides du Bey de Tripoli..... 260,000
Droits de la pêche de corail sur les côtes d'Alger..... 50,000
3,257,074
Produits et revenus d'Alger..... 788,697
Dons volontaires faits à l'État..... 12,886
Produit du visa des passe-ports..... 40,876
Indemnité payée par le gouvernement brésilien..... 15,633
2,926,576

(*d*) Ce produit, entièrement éventuel, ne peut être évalué exactement dans le budget.

(*e*) Les recettes sur produits d'amendes et confiscations en matière de douanes et de contributions indirectes avaient été évaluées par la loi de finances à..... 2,300,000
Les produits de cette nature n'étant portés au budget que pour ordre en recette et en dépense, les évaluations sont réduites au montant des recettes réalisées :
Amendes en matière de douanes..... 453,898
—— de contributions indirectes..... 437,849
891,747
1,408,253

(*f*) Ces produits sont portés au budget pour..... 891,756
A ajouter, la plus-value des recettes qui se balance par une augmentation égale au crédit dont le ministère de l'intérieur dispose pour les dépenses imputables sur les ressources de cette origine, ci..... 229,858
1,121,614

SUITE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

Suite du *COMPTE DÉFINITIF des Recettes au 1er Janvier 1833.*

PAGES DES ÉTATS de développement des recettes.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATION DES RECETTES. — RECETTES ordinaires.	ÉVALUATION DES RECETTES. — RECETTES extraordinaires. (*Lois des 5 janvier, 25 mars, 18 et 21 avril 1831.*)	ÉVALUATION DES RECETTES. — TOTAL.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTE À RECOUVRER sur les droits constatés, à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits constatés. — Excédant des évaluations.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits constatés. — Excédant des droits constatés.	RÉSULTATS pour LE RÈGLEMENT définitif du budget.	*OBSERVATIONS.*
	Report.....	951,669,818f	//	951,669,818f	949,641,864f	949,644,864f	//	14,147,395f	12,122,441f	949,644,864f	
	RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.										
66	Produit des 30 centimes ajoutés temporairement au principal de la contribution foncière. (*Article 1er de la loi du 18 avril 1831.*).	//	46,438,808f	46,438,808	46,442,590	46,442,590	//	//	(a) 3,782	46,442,590	(a) Insuffisance dans les évaluations du budget. (Voir les tableaux page 537.)
66	Produit des retenues proportionnelles sur les traitements. (*Article 10 de la loi du 18 avril 1831.*).....	//	6,000,000	6,000,000	6,485,338	6,485,338	//	//	(b) 485,338	6,485,338	(b) *Idem*..... (Voir le tableau de développement, page 68.)
	Moyens extraordinaires. — *Moyens accordés.* — Crédit de 3 millions de rentes, ouvert par la loi du 5 janvier 1831. (*Restitution à l'Etat du fonds commun de l'indemnité des émigrés et condamnés.*)..... 54,000,000f										
	Crédit ouvert par la loi du 25 mars 1831. (*Obligations du trésor, aliénation de bois de l'Etat et négociation de rentes 5 p. o/o*).... 200,000,000										
	Crédit en rentes 5 p. o/o, ouvert par la loi du 18 avril 1831..... 50,000,000										
	304,000,000										
	Moyens réalisés. — Produit de l'aliénation des bois de l'État, autorisé par la loi du 25 mars 1831. (Ventes faites pendant l'année 1831.)... 22,703,215										
66	Produit de l'emprunt national au pair, autorisé par la loi du 21 avril 1831..... 21,422,400f	//	304,000,000	304,000,000	304,000,000	304,000,000	//	//	//	(c) 304,000,000	
	Produit des rentes 5 p. o/o, négociées sur celles qui ont été accordées au Gouvernement par diverses lois : Emprunt du 10 avril 1831.. 120,000,014 — Emprunt de 150 millions, du 8 août 1832. (Portion nécessaire pour compléter les moyens extraordinaires attribués à l'exercice 1831.) 139,874,371 — 281,296,785										
	304,000,000										
	FONDS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1829.	951,669,818	356,438,808	1,308,108,626	1,306,572,792	1,306,572,792	//	14,147,395	12,611,561	1,306,572,792	Voir la note explicative qui précède les tableaux du compte définitif de l'exercice 1831.
	Recette à l'exercice 1831, des fonds non employés au 31 décembre 1830 sur les crédits affectés à diverses dépenses spéciales de l'exercice 1829.....	3,805,886	//	3,805,886	3,805,886	3,805,886	//	//	//	(d) 3,805,886	(e) Évaluations du budget primitif. (Loi du 16 octobre 1831.)..... 1,304,379,702. A AJOUTER: 1° Modifications résultant de la réalisation des recettes affectées à des dépenses spéciales. 3,728,924. 2° Fonds départementaux reportés de l'exercice 1829. (Loi du 31 janvier 1833.)..... 3,805,886. 1,311,914,512.
		955,475,704	356,438,808	1,311,914,512 (e)	1,310,378,678	1,310,378,678	//	14,147,395	12,611,561	1,310,378,678	Voir pages 194 et 195 le tableau des modifications aux évaluations du budget.
								1,535,834			

(c) Voir le tableau page 66 du compte des contributions et revenus publics, le compte de l'aliénation des bois de l'État, page 446, et le compte des emprunts législatifs, 432.

(d) Les fonds ainsi transportés à l'exercice 1831, par la loi du 31 janvier 1833, étaient applicables aux dépenses ci-après:

Dépenses variables des départements	3,566,417.
Secours pour grêle, incendies, etc.	19,096.
Dépenses cadastrales	166,165.
Non-valeurs sur les contributions foncière, personnelle et mobilière	54,168.
	3,805,886.

SUITE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

COMPTE DÉFINITIF des Dépenses au 1er Janvier 1833.

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. SERVICES ordinaires.	SERVICES extraordinaires.	TOTAL des crédits.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	COMPARAISON des CRÉDITS AVEC LES DÉPENSES. CRÉDITS non consommés par les dépenses.	DÉPENSES excédant les crédits et autorisées par des ordonnances royales.	DÉPENSES NON PAYÉES à imputer sur les crédits de l'exercice courant.	RÉSULTATS pour LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET. CRÉDITS à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	CRÉDITS définitifs de l'exercice 1831.
DETTE PUBLIQUE.											
Rentes 3 p. o/o	35,455,274	//	35,455,274	35,834,234	35,834,234	//	(a) 378,960	//	//	378,960	35,834,234
—— 4 p. o/o	3,125,210	//	3,125,210	3,134,330	3,134,330	//	(b) 9,120	//	//	9,120	3,134,330
—— 4 1/2 pour o/o	1,027,696	//	1,027,696	1,028,202	1,028,202	//	(b) 506	//	//	506	1,028,202
—— 5 p. o/o	167,338,633	//	167,338,633	167,248,937	167,248,937	(c) 89,696	//	//	89,696	//	167,248,937
Fonds d'amortissement	43,093,621	//	43,093,621	43,093,621	43,093,621	//	//	//	//	//	43,093,621
Emprnt national (Intér. des oblig. du Trés., remises aux sousc. de cet emprunt)	500,000	//	500,000	416,377	416,377	(d) 83,623	//	//	83,623	//	416,377
Cautionnements	9,000,000	//	9,000,000	9,179,152	9,179,152	//	(e) 179,152	//	//	179,152	9,179,152
Dette flottante	15,000,000	//	15,000,000	15,407,956	15,407,956	//	(f) 407,956	//	//	407,956	15,407,956
Dette viagère	6,550,000	//	6,550,000	6,350,938	6,350,938	(g) 199,062.	//	//	199,062	//	6,350,938
Pensions. de la pairie	1,830,000	//	1,830,000	1,902,244	1,902,244	//	(h) 72,244	//	//	72,244	1,902,244
Pensions. civiles	1,720,000	//	1,720,000	1,727,428	1,727,428	//	(h) 7,428	//	//	7,428	1,727,428
Pensions. à titre de récompenses nationales	660,000	//	660,000	879,270	879,270	//	(h) 219,270	//	//	219,270	879,270
Pensions. militaires	45,000,000	//	45,000,000	44,412,139	44,412,139	(h) 587,861	//	//	587,861	//	44,412,139
Pensions. ecclésiastiques	4,960,000	//	4,960,000	4,831,273	4,831,273	(h) 128,727	//	//	128,727	//	4,831,273
Pensions. de donataires	1,505,000	//	1,505,000	1,503,465	1,503,465	(h) 1,535	//	//	1,535	//	1,503,465
Pensions. de l'ancienne liste civile (*Lois des 15 mars et 23 décembre 1831*)	2,100,000	//	2,100,000	2,100,000	1,882,870	//	//	217,130	217,130	//	1,882,870
Subventions aux fonds de retraite des ministères	2,617,312	//	2,617,312	2,653,335	2,646,362	//	(j) 36,023	6,973	//	29,050	2,646,362
	341,482,746	//	341,482,746 (k)	341,702,901	341,478,798	1,090,504	1,310,659	224,103	1,307,634	1,303,686	341,478,798
						220,155			3,948		
DOTATIONS.											
Liste civile	17,910,848	//	17,910,848	17,910,848	17,910,848	//	//	//	//	//	17,910,848
Chambre des Pairs	700,000	//	700,000	700,000	700,000	//	//	//	//	//	700,000
Chambre des Députés	560,000	//	560,000	630,000	630,000	//	(l) 70,000	//	//	70,000	630,000
Légion d'honneur. (Supplément à sa dotation.)	3,211,945	//	3,211,945	3,476,299	3,476,299	//	(m) 264,354	//	//	264,354	3,476,299
Dettes de l'ancienne liste civile. (*Loi du 15 mars 1831.*)	//	3,000,000	3,000,000	2,998,399	2,958,773	1,601	(n) //	39,626	41,227	//	2,958,773
	22,382,793	3,000,000	25,382,793 (o)	25,715,546	25,675,920	1,601	334,354	39,626	41,227	334,354	25,675,920
						332,753			293,127		

OBSERVATIONS.

(*a*) Ce crédit représente, principalement pour les rentes affectées à l'indemnité des émigrés l'excédant des arrérages acquittés sur ceux dont le payement était prévu au budget.

(*b*) Rappel d'arrérages non payés sur l'exercice 1830.

(*c*) Le crédit a été basé sur les rentes inscrites au 1er janvier 1831, augmenté d'un semestre des rentes provenant de l'emprunt de 120 millions, et réduit de l'annulation au profit de l'État de la rente possédée par la caisse du sceau des titres, et de la radiation présumée des rentes à racheter par la caisse des dépôts et consignations avec les fonds de l'ancien domaine extraordinaire. Il se modifie des opérations de l'année 1831, qui ont accru ou atténué la dette de cette nature. (Voir pages 356 et suivante du Compte de l'année 1831.) La dépense prévue au budget s'est trouvée diminuée des arrérages non réclamés après le délai de 5 ans, de l'excédant des rachats faits par la caisse des dépôts et consignations avec les fonds du domaine extraordinaire, des annulations opérées pour divers motifs, et enfin des parties de rentes qui restaient à solder à l'époque de la clôture de l'exercice 1831. D'une autre part, les prévisions du budget ont été excédées pour les rentes délivrées en payement de l'arriéré antérieur à 1810, pour le rappel des arrérages restant dus sur les exercices 1830 et antérieurs, et enfin pour le rétablissement des parties de rentes d'abord non réclamées par les titulaires, et dont le Trésor a dû ensuite faire solder les semestres échus.

(*d*) Le crédit affecté au payement des intérêts de l'emprunt national représente un semestre calculé sur un capital de 20 millions, montant présumé des obligations remises aux souscripteurs, et qui n'auraient pas été converties en rentes. L'annulation du crédit exprimé, soit les intérêts non soldés, soit les arrérages des rentes dont le payement a été imputé sur le crédit accordé pour les rentes 5 p. o/o.

(*e*) Le budget ne présente en dépense que les intérêts applicables aux divers exercices payés pendant l'année 1831. Ces payements sont supérieurs au crédit alloué.

(*f*) L'excédant de dépense pour lequel il est demandé un complément de crédit s'explique par l'accroissement des dépenses publiques de l'année 1831 qui ont excédé les recettes sur les contributions et revenus d'une somme de 83,556,707 fr. à laquelle il a fallu pourvoir en grande partie par une augmentation de la dette flottante. (Voir pages 113 et 114 du Compte des finances de l'année 1831.)

(*g*) Extinctions connues en excédant de celles que le budget avait prévues, et arrérages restant à solder sur les exercices suivants, déduction faite du rappel de ceux qui ont été payés pour les exercices clos.

(*h*) Il est resté disponible sur les crédits affectés aux différentes natures de pensions, une somme de 526,310 fr. Cet excédant de crédit résulte des causes suivantes :

Les crédits accordés ont excédé ou n'ont pas atteint le montant des pensions inscrites dont le budget de 1831 pouvait avoir éventuellement à supporter les arrérages, et les prévisions de ce budget n'ont pas été réalisées relativement aux nouvelles inscriptions, ainsi qu'aux extinctions de pensions présumées pour l'exercice 1830. D'une autre part, les crédits de cet exercice ont dû subvenir au payement d'arrérages qui étaient restés à solder sur les exercices clos; et enfin il faut encore avoir égard aux arrérages propres à ce même exercice qui, n'ayant pas été acquittés, retomberont à la charge des exercices subséquents.

(*j*) Admission à la retraite, à partir du 1er juillet 1831, de divers agents des administrations de finances, et particulièrement des contributions indirectes, dont les pensions ne devaient primitivement être liquidées que le 1er janvier suivant.

(*k*) Les crédits ouverts par le budget sont de. 340,682,746
A ajouter les suppléments de crédits accordés par la loi du 24 novembre 1831, pour pensions à titre de récompenses nationales. 200,000
Et par la loi du 23 décembre suivant, pour secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile. ..... 600,000 } 800,000
341,482,746

(*l*) Augmentation de crédit votée par la Chambre des Députés dans sa séance du 28 novembre 1831.

(*m*) Complément de la dotation affectée aux traitements des sous-officiers et soldats nommés légionnaires depuis 1822.

(*n*) Portion de crédit non employée.

(*o*) Les crédits alloués sont de. 7,471,945
A ajouter pour la liste civile le crédit résultant des dispositions de l'article transitoire de la loi du 2 avril 1832. 17,910,848
25,382,793

SUITE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

Suite du *COMPTE DÉFINITIF des Dépenses, au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. SERVICES ordinaires.	SERVICES extraordinaires.	TOTAL des crédits.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	COMPARAISON des CRÉDITS AVEC LES DÉPENSES. CRÉDITS non consommés par les dépenses.	DÉPENSES excédant les crédits et autorisées par des ordonnances royales.	DÉPENSES NON PAYÉES a imputer sur les crédits de l'exercice courant.	RÉSULTATS pour LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET. CRÉDITS à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	CRÉDITS définitifs de l'exercice 1831.	OBSERVATIONS.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.												
Administration centrale. (Personnel.)	456,000	//	456,000	455,185	455,185	(a) 815	//	//	815	//	455,185	(a) Économies réalisées.
Administration centrale. (Matériel.)	100,000	//	100,000	99,625	99,625	(a) 375	//	//	375	//	99,625	
Conseil d'état	486,300	//	486,300	483,794	483,794	(a) 2,506	//	//	2,506	//	483,794	
Cour de cassation	973,300	//	973,300	968,925	968,639	(b) 4,375	//	286	4,661	//	968,639	(b) Produit de vacances d'emploi.
Cours royales	4,382,500	//	4,382,500	4,354,162	4,353,527	(c) 28,338	//	635	28,973	//	4,353,527	(c) Produit de vacances de places et de privations de traitement encourues dans les cas prévus par les lois et règlements.
Cours d'assises	223,200	//	223,200	218,975	218,975	(d) 4,225	//	//	4,225	//	218,975	(d) Indemnités non allouées par suite de maladie de quelques conseillers délégués pour présider les assises, ou parce que plusieurs sessions n'ont pas eu lieu à défaut d'affaires.
Tribunaux de première instance	5,553,910	//	5,553,910	5,522,329	5,520,190	(e) 31,581	//	2,139	33,720	//	5,520,190	(e) Produit de vacances de places et de privations de traitement.
Tribunaux de commerce	176,700	//	176,700	176,696	176,647	(f) 4	//	49	53	//	176,647	(f) Fractions de centimes négligés.
Tribunaux de police	62,400	//	62,400	62,399	61,947	(f) 1	//	452	453	//	61,947	
Justices de paix	3,102,670	//	3,102,670	3,073,885	3,071,930	(g) 28,785	//	1,955	30,740	//	3,071,930	(g) Non emploi de crédit provenant de vacances de places, de privations de traitement, et de l'application de la loi sur le cumul d'une pension avec un traitement.
Frais de justice criminelle	3,300,000	//	3,300,0000	3,443,769	3,443,769	//	(i) 143,769	//	//	143,769	3,443,769	
Fonds de subvention à la caisse des retraites du ministère de la justice	639,300	//	639,300	639,300	639,300	//	//	//	//	//	639,300	
Secours temporaires à d'anciens magistrats, à leurs veuves et orphelins; indemnité pour le Journal des savants	45,000	//	45,000	35,542	35,542	(h) 9,458	//	//	9,458	//	35,542	(h) Économies obtenues.
Timbres et cachets à l'usage des cours et tribunaux	30,000	//	30,000	27,845	27,845	(h) 2,155	//	//	2,155	//	27,845	(i) Excédant de dépense auquel ont donné lieu les nombreuses procédures pour crimes et délits politiques.
	19,531,280	//	19,531,280	19,562,431	19,556,915	112,618	143,769.	5,516	118,134	143,769	19,556,915	
						31,151			25,635			

SUITE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

Suite du *COMPTE DÉFINITIF des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. — SERVICES ordinaires.	SERVICES extraordinaires.	TOTAL des CRÉDITS.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	COMPARAISON des CRÉDITS AVEC LES DÉPENSES. — CRÉDITS non consommés par les dépenses.	DÉPENSES excédant les crédits et autorisées par des ordonnances royales.	DÉPENSES NON PAYÉES à imputer sur les crédits de l'exercice courant.	RÉSULTATS pour LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET. — CRÉDITS à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	CRÉDITS définitifs de l'exercice 1831.	OBSERVATIONS.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.												
Administration centrale. (Personnel.)	566,000	//	566,000	564,596	564,596	(a) 1,404	//	//	1,404	//	564,596	(a) Économies réalisées sur les prévisions du budget.
Administration centrale. (Matériel.)	170,000	//	170,000	169,775	169,775	(a) 225	//	//	225	//	169,775	(b) Cet excédant de crédit résulte de la vacance de quelques postes politiques et consulaires et de la bonification produite par les congés.
Traitements des agents du service extérieur. — Traitements des agents politiques et consulaires	4,144,000	//	4,144,000	3,900,337	3,899,928	(b) 243,663	//	409	244,072	//	3,899,928	(c) Crédit demeuré sans emploi par suite d'un moins grand nombre de mutations dans le personnel des agents qu'on ne l'avait prévu en établissant le budget.
Traitements des agents en inactivité	100,000	//	100,000	97,547	97,547	(a) 2,453	//	//	2,453	//	97,547	(d) L'activité de la correspondance par courriers a nécessité cet excédant de dépense qui a été provisoirement autorisé par ordonnance royale en date du 16 mars 1832.
Service accessoire. (Dépenses variables.) — Frais d'établissement des agents politiques et consulaires	500,000	//	500,000	468,667	468,667	(c) 31,333	//	//	31,333	//	468,667	
Frais de voyage et frais de courriers	600,000	//	600,000	899,792	899,792	//	(a) 299,792	//	//	299,792	899,792	
Frais de service des résidences politiques et consulaires	900,000	//	900,000	900,000.	898,938	//	//	1,062	1,062	//	898,938	
Présents diplomatiques	150,000	//	150,000	149,939	149,939	(c) 61	//	//	61	//	149,939	
Indemnités et secours	80,000	//	80,000	77,716	77,612	(c) 2,284	//	104	2,388	//	77,612	
Dépenses secrètes	700,000	500,000	1,200,000	1,200,000.	1,200,000	//	//	//	//	//	1,200,000	
Missions extraordinaires	200,000	//	200,000	199,586	199,539	(a) 414	//	47	461	//	199,539	
	8,110,000	500,000	8,610,000	8,627,955	8,626,333	281,837	299,792	1,622	283,439	299,792	8,626,333	
						17,955			16,353			

SUITE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

Suite du *COMPTE DÉFINITIF des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. — SERVICES ordinaires.	CRÉDITS ACCORDÉS. — SERVICES extraordinaires.	CRÉDITS ACCORDÉS. — TOTAL des CRÉDITS.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	COMPARAISON des CRÉDITS AVEC LES DÉPENSES. — CRÉDITS non consommés par les dépenses.		COMPARAISON — DÉPENSES excédant les crédits et autorisées par des ordonnances royales.	DÉPENSES NON PAYÉES à imputer sur les crédits de l'exercice courant.	RÉSULTATS pour LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET. — CRÉDITS à annuler.	RÉSULTATS — CRÉDITS complémentaires à accorder.	RÉSULTATS — CRÉDITS définitifs de l'exercice 1831.	OBSERVATIONS.
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES.													
Administration centrale. (Personnel.)	231,000	//	231,000	230,500	230,500	(a)	500	//	//	500	//	230,500	
Administration centrale. (Matériel.)	31,000	//	31,000	23,065	23,065	(b)	7,935	//	//	7,935	//	23,065	
Culte catholique. — Traitements et indemnités fixes du clergé catholique	27,520,000	//	27,520,000	27,450,292	27,433,401	(c)	69,708	//	16,891	86,599	//	27,433,401	
Culte catholique. — Bourses des séminaires	1,200,000	//	1,200,000	1,152,472	1,152,472	(d)	47,528	//	//	47,528	//	1,152,472	
Culte catholique. — Dépenses diocésaines	3,030,000	//	3,030,000	2,931,666	2,820,309	(e)	98,334	//	111,357	209,691	//	2,820,309	
Culte catholique. — Secours	2,082,300	//	2,082,300	1,968,778	1,957,354	(f)	113,522	//	11,424	124,946	//	1,957,354	
Culte catholique. — Dépenses diverses	295,400	//	295,400	196,730	195,230	(g)	98,670	//	1,500	100,170	//	195,230	
Cultes non catholiques. — Dépenses des cultes protestants	750,000	//	750,000	749,859	749,650	(h)	141	//	209	350	//	749,650	
Cultes non catholiques. — Dépenses du culte israélite	65,000	//	65,000	63,300	62,808	(i)	1,700	//	492	2,192	//	62,808	
Instruction publique. — Colléges royaux et bourses royales	1,675,000	//	1,675,000	1,664,162	1,663,826	(j)	10,838	//	336	11,174	//	1,663,826	
Instruction publique. — Instruction primaire	700,000	//	700,000	683,864	677,312	(k)	16,136	//	6,552	22,688	//	677,312	
	37,579,700	//	37,579,700	37,114,688	36,965,927		465,012	//	148,761	613,773	//	36,965,927	
							465,012			613,773			

(a) Économie par suppression d'un emploi vers la fin de l'année.

(b) Il y a eu peu de dépenses à faire en 1831 pour les bâtiments de l'hôtel rue des Saints-Pères et pour le mobilier.

(c) Les vacances dans les évêchés ont produit une économie de.. 136,353 00
Mais les traitements des membres des chapitres et du clergé paroissial ont excédé les crédits de.. 66,647 00
Reste en économie sur la dépense totale du chapitre.. 69,708 00

Le grand nombre des traitements ecclésiastiques, les ordinations, les décès, et par suite les extinctions de pensions déduites des traitements ne permettent au budget qu'une évaluation soumise à beaucoup de chances.

(d) Il y a eu des vacances parmi les bourziers, et les circonstances ont rendu difficile la rentrée des élèves dans quelques séminaires.

(e) Les mêmes circonstances ont retardé les travaux dans quelques diocèses, notamment pour plusieurs séminaires.

(f) La prolongation du provisoire a retardé l'allocation des crédits définitifs pour secours dans les départements, ainsi que la réunion des renseignements pour leur application à la fin de l'année. Ces secours ne pouvaient plus être régulièrement imputés que sur l'exercice 1832.

(g) Cet excédant de crédit provient de quelques vacances d'emploi dans le chapitre royal de Saint-Denis et de ce qu'il n'y a pas eu de frais d'établissement ou d'institution d'évêques à payer en 1831.

(h) Vacances de quelques emplois.

(i) *Idem.*

(j) Vacances dans les bourses.

(k) Économie produite par le défaut de renseignements en temps utile.

SUITE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

Suite du *COMPTE DÉFINITIF des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. SERVICES ordinaires.	SERVICES extraordinaires.	TOTAL des crédits.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	COMPARAISON des CRÉDITS AVEC LES DÉPENSES. CRÉDITS non consommés par les dépenses.	DÉPENSES excédant les crédits et autorisées par des ordonnances royales.	DÉPENSES NON PAYÉES à imputer sur les crédits de l'exercice courant.	RÉSULTATS pour LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET. CRÉDITS à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	CRÉDITS définitifs de l'exercice 1831.	OBSERVATIONS.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.												
SERVICES ORDINAIRES.												
Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale	249,000	"	249,000	236,577	236,577	(a) 12,423	"	"	12,423	"	236,577	
Pensions et indemnités temporaires aux employés supprimés	10,500	"	10,500	10,230	10,230	(b) 270	"	"	270	"	10,230	
Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	85,500	"	85,500	84,291	84,291	(c) 1,209	"	"	1,209	"	84,291	
Administration générale des gardes nationales	150,000	"	150,000	147,821	147,821	(d) 2,179	"	"	2,179	"	147,821	
Lignes télégraphiques	755,000	"	755,000	696,868	696,868	(e) 58,132	"	"	58,132	"	696,868	
Dépenses secrètes	1,500,000	"	1,500,000	1,500,000	1,500,000	"	"	"	"	"	1,500,000	
SERVICES EXTRAORDINAIRES.												
Indemnité et secours accordés, à titre de récompense, aux blessés et aux familles des victimes des journées de juillet 1830	"	1,500,000	1,500,000	1,197,064	1,195,208	(f) 302,936	"	(j) 1,856	304,792	"	1,195,208	
Indemnités pour dommages occasionnés aux propriétés dans ces journées	"	2,000,000	2,000,000	2,000,000	1,997,320	"	"	(k) 2,680	2,680	"	1,997,320	
Secours aux réfugiés espagnols, portugais et autres (y compris 500,000 fr. votés par la loi du 23 décembre 1831 et 500,000 francs par la loi du 21 avril 1832)	"	2,000,000	2,000,000	1,875,122	1,873,559	(g) 124,878	"	(l) 1,563	126,441	"	1,873,559	
Dépenses secrètes et besoins urgents non prévus. (Crédit extraordinaire accordé par la loi du 22 avril 1831.)	"	1,500,000	1,500,000	1,469,647	1,469,647	(h) 30,353	"	"	30,353	"	1,469,647	
Dépenses pour besoins d'intérêt général et imprévus. (*Loi du 6 nov. 1831.*)	"	5,000,000	5,000,000	399,470	399,470	(i) 4,600,530	"	"	4,600,530	"	399,470	
	2,750,000	12,000,000	14,750,000 (m)	9,617,090	9,610,991	5,132,910	"	6,099	5,139,009	"	9,610,991	
						5,132,910			5,139,009			

(a) Dont 12,000 fr. qui avaient été alloués pour frais de premier établissement de M. Casimir Périer, et que ce ministre n'a pas voulu recevoir; le surplus est une légère économie obtenue.

(b) Reste libre par suite de mutation.

(c) Légère économie réalisée sur les dépenses.

(d) Résultat de liquidations.

(e) Cette somme figure en non consommation, parce que le crédit de 90,000f, qui avait été compris au budget pour le nouvel embranchement d'Avignon à Montpellier n'a pu être dépensé entièrement en 1831. La portion dépensée en 1832 (40,000f environ), ne pouvant être payée que sur cet exercice, a été l'objet d'un crédit complémentaire accordé sur 1832 par ordonnance royale du 27 déc. 1832. Le surplus (18,000f environ) représente un reste libre par suite d'une trop forte évaluation des mêmes dépenses.

(f) Cette somme provient de reversements effectués par le trésorier de la ville de Paris pour fonds mis à sa disposition et restés libres, et en remboursement d'arrérages de pensions à titre de récompenses nationales; sur cette somme, 300,000 fr. sont reportés à 1832.

(g) Excédant de crédit resté libre par suite de l'éventualité de la masse de secours à accorder.

(h) Excédant demeuré libre après le compte rendu au Roi.

(i) Sur cette somme, 4,600,000f sont reportés à 1832 (ordonnance royale du 25 mai 1832). Les 530 fr. restant proviennent d'une légère économie obtenue.

(j) Somme due à divers dans le département de la Seine.

(k) Indépendamment de ces 2,680 fr., une somme de 1,665,505 reste due, et sera comprise au budget de 1833.

(l) Cette somme est due à des fonctionnaires ou à des établissements particuliers qui en ont fait l'avance.

(m) Les crédits portés au budget pour..... 8,750,000
sont augmentés, 1° du montant des suppléments de crédits accordés par les lois des 23 décembre 1831 et 21 avril 1832 pour secours aux étrangers réfugiés en France de. 1,000,000
Et par la loi du 6 novembre 1831, pour besoins d'intérêt général et imprévus..... 5,000,000 } 6,000,000
14,750,000

SUITE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

Suite du *COMPTE DÉFINITIF des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. SERVICES ordinaires.	SERVICES extraordinaires.	TOTAL des crédits.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	COMPARAISON des CRÉDITS AVEC LES DÉPENSES. CRÉDITS non consommés par les dépenses.	DÉPENSES excédant les crédits et autorisées par des ordonnances royales.	DÉPENSES NON PAYÉES à imputer sur les crédits de l'exercice courant.	RÉSULTATS pour LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET. CRÉDITS à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	CRÉDITS définitifs de l'exercice 1831.	OBSERVATIONS.
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.												
ADMINISTRATION CENTRALE.												
Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale	725,000	"	725,000	724,941	724,941	(a) 59	"	"	59	"	724,941	(a) Économie obtenue.
Pensions et indemnités temporaires aux employés supprimés. (*Loi du 1er mai 1822.*)	89,500	"	89,500	89,202	89,202	(b) 298	"	"	298	"	89,202	(b) Pension suspendue et boni résultant de décompte.
Matériel et dépenses diverses des bureaux	199,500	"	199,500	203,367	199,287	"	(c) 3,867	4,080	213	"	199,287	(c) Menus frais de bureau et dépenses d'entretien du mobilier du ministère.
Conseil supérieur du commerce et des colonies	113,000	"	113,000	112,839	112,839	(a) 161	"	"	161	"	112,839	(d) Par suite des besoins des services compris dans ce chapitre, un crédit supplémentaire de 97,000 francs avait été ouvert par l'ordonnance royale du 20 juin 1832. Cet excédant de dépense a été couvert, et bien au delà, par l'économie obtenue sur le chapitre *Contributions pour travaux sur fonds particuliers* (Voir note *g*); néanmoins, l'excédant de dépense imputé sur ce supplément de crédits ne s'est élevé qu'à 66,949 francs.
PONTS ET CHAUSSÉES ET MINES.												
Administration centrale	238,000	"	238,000	237,957	237,957	(a) 43	"	"	43	"	237,957	(e) Économie résultant de mouvements dans le personnel.
Routes royales, ponts, navigation, bacs, ports maritimes et secours particuliers	27,143,000	"	27,143,000	27,209,949	27,177,669	"	(d) 66,949	32,280	"	34,669	27,177,669	(f) Les besoins de ce service ont nécessité un crédit supplémentaire de 18 000 francs accordé par l'ordonnance royale précitée du 20 juin 1832. Cet excédant est également couvert par l'économie obtenue sur le chapitre *Contributions sur fonds particuliers*. (Voir les observations *d* et *g*); néanmoins l'excédant de dépense, imputé sur ce crédit supplémentaire, ne s'est élevé qu'à 16,691 francs.
Personnel du corps des ponts et chaussées	2,870,000	"	2,870,000	2,867,370	2,866,232	(e) 2,630	"	1,138	3,768	"	2,866,232	(g) L'économie obtenue est réduite à 108,294 francs, d'après les observations *d* et *f*. Elle résulte de travaux qui n'ont pu être conduits avec l'activité qu'on avait espérée.
Mines	434,000	"	434,000	450,691	450,691	"	(f) 16,691	"	"	16,691	450,691	(h) Travaux d'entretien faits au palais de justice.
Contribution pour travaux sur fonds particuliers	10,050,000	"	10,050,000	9,858,066	9,855,076	(g) 191,934	"	2,990	194,924	"	9,855,076	(i) Travaux de charpente à la salle des séances, et couverture de la coupole.
TRAVAUX PUBLICS D'ARCHITECTURE.												
Entretien des bâtiments et édifices publics	300,000	"	300,000	301,499	299,710	"	(h) 1,499	1,789	290	"	299,710	(j) Économie portant sur l'ensemble des travaux faits à ce monument.
Nouvelle salle de la Chambre des Députés	1,000,000	"	1,000,000	1,015,796	1,000,000	"	(i) 15,796	15,796	"	"	1,000,000	(k) *Idem*, et dont la plus grande partie (34,222 francs), suivant l'ordonnance royale du 16 août 1832, a été appliquée à l'insuffisance du crédit du chapitre *Travaux d'achèvement ou d'agrandissement des monuments de la capitale*, etc. (Voir la note *l*).
Église de la Madeleine	400,000	"	400,000	394,792	394,792	(j) 5,208	"	"	5,208	"	394,792	(l) Cet excédant doit être atténué des 34,222 francs mentionnés à l'observation précédente, qui se trouve ainsi réduite à 12,665 francs, provenant de travaux restant dus pour travaux au Panthéon.
Arc de triomphe de l'Étoile	500,000	"	500,000	461,820	461,820	(k) 38,180	"	"	38,180	"	461,820	(m) Cette somme était, pour la presque totalité, destinée à solder les constructions de la maison de détention de Rennes; des difficultés ont retardé ce payement. Aujourd'hui les bâtiments sont cédés au ministère de la guerre pour une caserne d'artillerie, et ce ministère est chargé de solder ces dépenses.
Achèvement des monuments de Paris	555,000	"	555,000	601,889	584,711	"	(l) 46,889	17,178	"	29,711	584,711	(n) L'observation précédente peut aussi s'appliquer à ces 50,141.
Construction des maisons centrales de détention	750,000	"	750,000	590,531	589,398	(m) 159,469	"	1,133	160,602	"	589,398	(o) Travaux d'entretien faits aux bâtiments des archives du royaume.
Travaux d'intérêt général dans les départements	270,000	"	270,000	219,859	219,859	(n) 50,141	"	"	50,141	"	219,859	(p) Cet excédant s'applique à l'ensemble des dépenses.
SCIENCES, BELLES-LETTRES ET BEAUX-ARTS.												
Établissements scientifiques et littéraires	1,458,000	"	1,458,000	1,459,551	1,456,044	"	(o) 1,551	3,507	1,956	"	1,456,044	(q) Économie portant sur les divers services, mais plus particulièrement sur ceux des établissements dont la suppression, prévue au commencement de l'exercice, a été consommée depuis.
Établissements des beaux-arts, monuments	406,000	"	406,000	405,372	405,252	(a) 618	"	120	748	"	405,252	
Encouragements et souscriptions	429,000	"	429,000	429,127	428,031	"	(p) 127	1,096	969	"	428,031	
HARAS.												
Haras, dépôts d'étalons, primes	1,800,000	"	1,800,000	1,734,462	1,733,562	(q) 65,538	"	900	66,438	"	1,733,562	
A reporter	49,730,000	"	49,730,000	49,369,080	49,287,073	514,289	153,369	82,007	523,998	81,071	49,287,073	

SUITE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

Suite du *COMPTE DÉFINITIF des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. — SERVICES ordinaires.	SERVICES extraordinaires.	TOTAL des crédits.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	COMPARAISON des CRÉDITS AVEC LES DÉPENSES. — CRÉDITS non consommés par les dépenses.	DÉPENSES excédant les crédits et autorisées par des ordonnees royales.	DÉPENSES NON PAYÉES à imputer sur les crédits de l'exercice courant.	RÉSULTATS pour LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET. — CRÉDITS à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	CRÉDITS définitifs de l'exercice 1831.	OBSERVATIONS.
Suite du MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.												
Report.....	49,730,000	//	49,730,000	49,369,080	49,287,073	514,289	153,369	82,007	523,998	81,071	49,287,073	
AGRICULTURE, COMMERCE, &c.												
Écoles vétérinaires et encouragements à l'agriculture.....	309,000	//	309,000	307,994	307,994	(a) 1,006	//	//	1,006	//	307,994	
Commerce et manufactures.....	380,000	//	380,000	379,909	379,909	(a) 91	//	//	91	//	379,909	
Encouragements aux pêches maritimes.....	4,000,000	//	4,000,000	3,746,319	3,745,924	(b) 253,681	//	395	254,076	//	3,745,924	
Établissements d'utilité publique.....	120,000	//	120,000	95,059	95,055	(a) 24,941	//	4	24,945	//	95,055	
Établissements de bienfaisance.....	238,000	//	238,000	236,787	236,787	(a) 1,213	//	//	1,213	//	236,787	
Sociétés de charité maternelle.....	100,000	//	100,000	100,000	100,000	//	//	//	//	//	100,000	
Poids et mesures.....	730,000	//	730,000	732,656	719,694	//	(c) 2,656	12,962	10,306	//	719,694	
VERSEMENT DE LA VILLE DE PARIS SUR LE FONDS DES JEUX.												
Hospice royal des Quinze-Vingts.....	210,000	//	210,000	209,999	209,999	(a) 1	//	//	1	//	209,999	
Secours aux colons.....	1,000,000	//	1,000,000	992,283	992,283	(d) 7,717	//	//	7,717	//	992,283	
Secours généraux aux bureaux de bienfaisance et autres.....	390,000	//	390,000	395,141	388,182	//	(e) 5,141	6,959	1,818	//	388,182	
Subventions aux théâtres royaux.....	1,400,000	//	1,400,000	1,399,997	1,399,997	(a) 3	//	//	3	//	1,399,997	
DÉPENSES DÉPARTEMENTALES.												
Dépenses fixes ou communes.....	11,630,630	//	11,630,630	11,630,630	11,045,670	//	//	584,960	584,960	//	11,045,670	
Dépenses variables spéciales.....	24,474,584	//	24,474,584	24,474,584	23,783,846	//	//	690,738	690,738	//	23,783,846	
Dépenses variables imputables sur le produit des ressources éventuelles des départements.....	1,270,175	//	1,270,175	1,270,175	1,100,875	//	//	169,300	169,300	//	1,100,875	
Dépenses départementales extraordinaires imputables sur les cent. facultatifs.	16,940,989	//	16,940,989	16,940,989	13,976,754	//	//	2,964,235	2,964,235	//	13,976,754	
SECOURS SPÉCIAUX.												
Secours spéciaux pour pertes résultant d'incendies, de grêle et autres cas fortuits ou motivés par divers accidents.....	1,957,534	//	1,957,534	1,957,534	1,935,557	//	//	21,977	21,977	//	1,935,557	
SERVICES EXTRAORDINAIRES.												
Canaux et navigation, supplément aux fonds d'emprunt.....	//	8,000,000	8,000,000	7,998,549	7,988,370	(a) 1,451	//	10,179	11,630	//	7,988,370	
Ateliers de charité et secours.....	//	1,000,000	1,000,000	994,600	992,740	(a) 5,400	//	1,860	7,260	//	992,740	
Travaux et dépenses des cérémonies et fêtes dans la Capitale en commémoration des journées de juillet 1830.....	//	450,000	450,000	449,982	449,980	(a) 18	//	2	20	//	449,980	
Mesures sanitaires. (*Loi du 28 septembre 1831.*).....	//	1,000,000	1,000,000	303,327	302,852	(f) 696,673	//	475	697,148	//	302,852	
Supplément pour travaux de routes royales (*Loi du 6 novembre 1831.*).....	//	2,000,000	2,000,000	166,121	166,121	(g) 1,833,879	//	//	1,833,879	//	166,121	
——— départementales. (*Idem.*).....	//	3,500,000	3,500,000	54,514	54,514	(h) 3,445,486	//	//	3,445,486	//	54,514	
Subvention aux entreprises d'intérêt public à exécuter par voie de concession de péage. (*Idem.*).....	//	500,000	500,000	//	//	(i) 500,000	//	//	500,000	//	//	
Subvention pour contribuer à des dépenses d'utilité communale. (*Idem.*)..	//	5,000,000	5,000,000	154,995	154,995	(j) 4,845,005	//	//	4,845,005	//	154,995	
Secours au commerce et à l'industrie. (*Idem.*).....	//	2,000,000	2,000,000	//	//	(k) 2,000,000	//	//	2,000,000	//	//	
TOTAUX.....	114,880,912	23,450,000	138,330,912	124,361,224	119,815,171	14,130,854	161,166	4,546,053	(l) 18,596,812	81,071	119,815,171	
						13,969,688			18,515,741			

(a) Économie obtenue sur l'ensemble des services de ce chapitre.

(b) Le tarif des primes étant fixé par les lois et règlements, cette portion de crédit restée libre résulte du nombre ou de l'importance des expéditions.

(c) Réordonnancement de créances des exercices clos, sans lequel les dépenses de l'exercice eussent laissé un crédit disponible.

(d) Somme restée libre principalement par suite de mutations survenues dans le nombre des colons secourus.

(e) Créance qui restait due pour dépenses imprévues de l'établissement des sourds-muets.

(f) Sur cette somme, celle de 685,000 francs est reportée à l'exercice 1832; la différence forme une économie.

(g) *Idem*..... de 1,833,000 fr..... *idem.*

(h) *Idem*..... de 3,445,000..... *idem.*

(i) Reporté en totalité à l'exercice 1832.

(j) Sur cette somme celle de 4,837,000 est reportée à l'exercice 1832; la différence forme économie.

(k) Reporté en totalité à l'exercice 1832.

(l) Crédits à transporter à l'exercice 1832.

Mesures sanitaires.....	685,000
Supplément pour travaux de routes royales.....	1,833,000
Idem départementales.....	3,445,000
Subvention pour dépenses d'utilité communale.....	4,837,000
Idem aux entreprises d'intérêt public à exécuter par voie de concession de péage.....	500,000
Secours au commerce et à l'industrie.....	2,000,000
	13,300,000

Crédits non employés aux dépenses départementales à transporter à l'exercice 1832.

Dépenses fixes.....	584,960	
Idem variables.....	690,738	
Idem sur ressources locales.....	169,300	4,431,210
Idem sur centimes facultatifs.....	2,964,235	
Secours spéciaux.....	21,977	
CRÉDITS à annuler définitivement.....		865,602
		18,596,812

SUITE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

Suite du *COMPTE DÉFINITIF des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. SERVICES ordinaires.	SERVICES extraordinaires.	TOTAL des crédits.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	COMPARAISON des CRÉDITS AVEC LES DÉPENSES. CRÉDITS non consommés par les dépenses.	DÉPENSES excédant les crédits et autorisées par des ordons royales.	DÉPENSES NON PAYÉES à imputer sur les crédits de l'exercice courant.	RÉSULTATS pour LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET. CRÉDITS à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	CRÉDITS définitifs de l'exercice 1831.	DÉVELOPPEMENT DES CRÉDITS DÉFINITIFS. SERVICE ordinaire.	SERVICE extraordinaire.	CRÉDIT spécial ouvert par la loi du 28 février 1832.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
MINISTÈRE DE LA GUERRE.																
Administration centrale. (Personnel.)	1,542,000	//	1,542,000	1,541,993	1,541,993	7	//	//	7	//	1,541,993	1,541,993	//	//	1,541,993	Voir à la page suivante les développements et observations.
Administration centrale. (Matériel.)	489,000	41,000	530,000	570,958	570,958	//	40,958	//	//	40,958	570,958	488,990	81,968	//	570,958	
États-majors	16,570,000	1,619,000	18,189,000	18,850,412	18,850,412	//	661,412	//	//	661,412	18,850,412	17,175,583	849,048	825,781	18,850,412	
Gendarmerie	15,622,000	3,734,000	19,356,000	19,294,609	19,294,609	61,391	//	//	61,391	//	19,294,609	15,613,146	3,651,529	29,934	19,294,609	
Recrutement	481,000	//	481,000	485,112	484,365	//	4,112	747	//	3,365	484,365	484,365	//	//	484,365	
Solde et entretien des troupes	116,793,000	127,394,000	244,187,000	250,573,156	250,169,269	//	6,386,156	403,887	//	5,982,269	250,169,269	120,757,868	122,619,368	6,792,033	250,169,269	
Justice militaire	224,000	37,000	261,000	305,986	305,971	//	44,986	15	//	44,971	305,971	223,643	82,328	//	305,971	
Remontes de la cavalerie	1,621,000	7,401,000	9,022,000	8,768,684	8,768,639	253,316	//	45	253,361	//	8,768,639	1,618,943	7,149,696	//	8,768,639	
Matériel de l'artillerie	7,750,000	44,456,000	52,206,000	52,203,632	52,200,383	2,368		3,249	5,617	//	52,200,383	7,748,138	44,452,245	//	52,200,383	
Matériel du génie	8,325,000	13,934,000	22,259,000	20,858,952	20,847,869	1,400,048	//	11,083	1,411,131	//	20,847,869	8,299,755	12,478,621	69,493	20,847,869	
Écoles militaires	1,722,000	//	1,722,000	1,631,599	1,631,599	90,401	//	//	90,401	//	1,631,599	1,631,599	//	//	1,631,599	
Ordre de Saint-Louis et du Mérite militaire	400,000	//	400,000	362,083	362,083	37,917	//	//	37,917	//	362,083	362,083	//	//	362,083	
Subvention à la dotation des invalides	1,500,000	//	1,500,000	1,500,000	1,500,000	//	//	//	//	//	1,500,000	1,500,000	//	//	1,500,000	
Dépenses temporaires	4,267,000	4,000,000	8,267,000	8,276,462	8,276,462	//	9,462	//	//	9,462	8,276,462	4,198,888	4,077,574	//	8,276,462	
Dépenses diverses et imprévues	//	1,100,000	1,100,000	1,099,392	1,099,392	608	//	//	608	//	1,099,392	250	1,099,142	//	1,099,392	
Arriéré	//	//	//	720,850	720,850	//	720,850	//	//	720,850	720,850	720,850	//	//	720,850	
	177,306,000	203,716,000	381,022,000 (A)	387,043,880	386,624,854	1,846,056	7,867,936	419,026	1,860,433	7,463,287	386,624,854	182,366,094	196,541,519	7,717,241	386,624,854	
						6,021,880			5,602,854				204,258,760			
Développement des Dépenses de la solde et de l'entretien des troupes.																
Solde et abonnements payables comme la solde	123,189,000	123,812,394	123,812,394	//	623,394	//	//	//	623,394	123,812,394						
Subsistances militaires et chauffage	63,017,000	66,828,862	66,437,404	//	3,811,862	391,458	//	3,420,404	66,437,404							
Habillement, campement et harnachement	25,702,000	25,724,008	25,723,352	//	22,008	656	//	21,352	25,723,352							
Lits militaires	7,295,600	7,541,394	7,529,680	//	245,794	11,714	//	234,080	7,529,680							
Hôpitaux	13,784,400	14,250,014	14,250,014	//	465,614	//	//	465,614	14,250,014							
Service de marche et transports	11,199,000	12,416,484	12,416,425	//	1,217,484	59	//	1,217,425	12,416,425							
	244,187,000	250,573,156	250,169,269	//	6,386,156	403,887	//	5,982,269	250,169,269							

(A) Les crédits portés au budget s'élèvent à..... 373,123,000
A ajouter le crédit supplémentaire accordé par la loi du 28 février 1832. 7,899,000
381,022,000

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

Suite du *COMPTE DÉFINITIF des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

Suite du MINISTÈRE DE LA GUERRE.

SERVICES PRÉVUS AU BUDGET.

SERVICES.	CRÉDITS.	DROITS CONSTATÉS AU PROFIT DES CRÉANCIERS DE L'ÉTAT. Service ordinaire.	Arriéré et exercices clos	Service extraordinaire.	TOTAL.	EXCÉDANT de DÉPENSES.	de CRÉDITS.
Administration centrale. (Personnel)	1,542,000	1,541,993	//	//	1,541,993	//	7
Administration centrale. (Matériel)	530,000	488,990	//	81,968	570,958	(a) 40,958	//
États-majors	17,360,000	17,175,583	//	849,048	18,024,631	(b) 664,631	//
Gendarmerie	19,326,000	15,613,146	//	3,651,529	19,264,675	//	61,325
Recrutement	481,000.	484,833	279	//	485,112	(c) 4,112	//
Solde et entretien des troupes	237,237,000	120,540,799	488,098	122,751,913	243,780,810	(d) 6,543,810	//
Justice militaire	261,000	223,633	25	82,328	305,986	(e) 44,986	//
Remontes de la cavalerie	9,022,000	1,618,989	//	7,149,695	8,768,684	//	253,316
Matériel de l'artillerie	52,206,000	7,707,723	40,415	44,455,494	52,203.632	//	2,368
Matériel du génie	22,169,000	8,218,300	91,412	12,479,747	20,789,459	//	1,379,541
Écoles militaires	1,722,000	1,631,599	//	//	1,631,599	//	90,401
Ordre de St-Louis et du mérite militaire	400,000	362,083	//	//	362,083	//	37,917
Subvon à la dotaon des invalides de la guerre	1,500,000	1,500,000	//	//	1,500,000	//	//
Dépenses temporaires	8,267,000	4,198,888	//	4,077,574	8,276,462	(f) 9,462	//
Dépenses diverses et imprévues	1,100,000	//	250	1,099,142	1,099,392	//	608
Arriéré antérieur au 1er janvier 1816	//	//	720,850	//	720,850	(g) 720,850	//
	373,123,000	181,306,559	1,341,329	196,678,438	379,326,326	8,028,809	1,825,483
		182,647,888				6,203,326	

SERVICES NON PRÉVUS AU BUDGET.

Crédit ouvert par la loi du 28 février 1832 7,899,000

Les droits constatés s'élèvent à la somme de 7,717,554f, applicable aux divers services et dans les proportions ci-après;

SAVOIR :	MOBILISATION de l'armée du Nord.	RÉPRESSION des troubles dans l'Ouest, le Midi et à Lyon.	MESURES sanitaires contre l'invasion du cholera-morbus.	TOTAL.	
États-majors	703,528	122,253	//	825,781	
Gendarmerie	27,132	2,802	//	29,934	
Solde et entretien des troupes	3,779,642	2,668,803	343,900	6,792,345	
Matériel du génie	69,494	//	//	69,194	
	4,579,796	2,793,858	343,900	7,717,554	7,717,554
EXCÉDANT de crédit					181,446

Ce restant libre est particulièrement applicable à des fournitures faites par les communes belges, et qui avaient été comprises dans les évaluations primitives comme devant recevoir leur imputation sur le crédit ouvert par la loi du 28 février 1832.

CAUSES DES EXCÉDANTS DE DÉPENSE.

(a) Augmentation des dépenses du matériel (Fournitures de bureau, frais d'impression, &c.), en raison de l'accroissement des travaux de l'administration centrale et des développements donnés à l'effectif de l'armée		40,958
(b) Promotion de deux lieutenants-généraux à la dignité de maréchal de France; report à ce chapitre du traitement des officiers de recrutement classés dans le budget, au chap. VI (*Solde d'activité*); rappel de solde de congé, en exécution de l'ordonnance royale du 23 août 1831, à divers officiers généraux proscrits en 1815; augmentation du personnel des états-majors en Afrique et en Morée, en raison des besoins du service.		664,631
(c) Élévation de 6,000 à 30,620 du nombre prévu des enrôlés volontaires, compensation faite du non emploi d'une partie du fonds d'indemnités aux officiers chargés du recrutement dans les départements	3,833	4,112
Rappels d'exercices clos	279	
(d) Solde et première mise de petit équipement des enrôlés volontaires, en excédant des prévisions du budget; gratification d'entrée en campagne et solde de route aux officiers des corps de remplacement, envoyés en Afrique et en Morée; réduction sur le produit des congés de semestre, attendu l'obligation imposée par les circonstances, de maintenir constamment la plus grande partie des hommes sous les drapeaux, compensation faite de quelques modifications dans les dépenses, notamment par suite du report fait au chapit. III, du traitement des officiers de recrutement	845,077	
Insuffisance des allocations du budget pour les vivres et les fourrages, la ration de pain étant revenue à 4c 80, et celle des fourrages à 2f 75, au-delà des prévisions, compensation faite de diverses réductions, tant sur le personnel des subsistances militaires que sur les approvisionnements de siége, le chauffage et l'éclairage	3,721,768	
Remplacement d'effets de harnachement au-delà des prévisions du budget, compensation faite des diminutions de dépenses réalisées sur le service de l'habillement	8,261	
Surcroît d'indemnité de logement aux habitants, et frais de confection de châlits sur tréteaux en fer, pour suppléer à l'insuffisance des moyens de couchage sur divers points	239,401	6,543,810
Accroissement du nombre de journées de traitement de malades dans les hôpitaux, et réduction du produit des congés sur le personnel de santé	556,569	
Augmentation des mouvements de troupes qui n'avaient été prévus au budget que pour les mutations habituelles de garnison; transports extraordinaires de matériel et de gros bagages; frais de passage et de nourriture à bord des bâtiments de l'État, pour le renouvellement des troupes d'occupation en Afrique et en Morée	684,636	
Rappels d'exercices clos, y compris 437,623f 37 pour solde des dépenses de 1830, relatives à l'affrètement de bâtiments chargés des approvisionnements destinés au service des troupes de l'armée expéditionnaire d'Afrique. (*V.* le Compte définitif de la guerre, pour 1830, pag. 201)	488,098	
(e) Frais extraordinaires des conseils de guerre; gratifications à la gendarmerie et à des agents civils, pour arrestations de déserteurs et de jeunes soldats insoumis, compensation faite de réductions obtenues sur les dépenses des ateliers de condamnés au boulet	44,961	44,986
Rappels d'exercices clos	25	
(f) Accroissement du nombre des officiers supérieurs et autres, admis à la solde de congé, compensation faite d'extinctions imprévues. (Traitements de réforme et secours)		9,462
(g) Créances de l'arriéré antérieur à 1816, acquittées sur les fonds de l'exercice 1831, conformém[t] aux dispositions de l'ord.ce du 27 oct. 1814		720,850
TOTAL des augmentations		8,028,809
Mais les crédits affectés aux chap, 1er, 4, 8, 9, 10, 11, 12 et 15, présentent des restants libres dont la réunion forme un total de		1,825,483
L'EXCÉDANT de dépense sur les services prévus au budget se réduit à		6,203,326

RÉSULTAT GÉNÉRAL.

Les services prévus au budget présentent un excédant de dépense de	6,203,326
Les services non prévus offrent au contraire un excédant de crédit montant à	181,446
EXCÉDANT définitif de dépense	6,021,880
Si l'on en déduit les dépenses liquidées, mais non payées avant la clôture du compte	419,026
Il ne reste à couvrir, par un crédit complémentaire, que	5,602,854
Ce crédit avait été évalué, dans la situation présente, à la dernière session, à	10,544,000
DIFFÉRENCE en moins	4,941,146

Ce résultat, moins la somme de 419,026f dont le payement n'a pu être effectué à défaut de réclamation avant la clôture de l'exercice, mais qui est susceptible de reparaître dans les comptes ultérieurs, à titre de *rappel sur exercice clos*, provient principalement: 1° de rejets opérés par la liquidation; 2° de ce que le produit des incomplets a dépassé les évaluations qui en avaient été faites; 3° enfin de ce que les formalités inhérentes aux expropriations pour cause d'utilité publique se sont opposées à ce qu'il puisse être fait emploi d'une somme de 1,364,252f 84c, sur les fonds destinés, en vertu de la loi de finances du 16 octobre 1831, aux acquisitions nécessaires pour la défense de Paris, somme dont l'abandon n'est fait sur 1831, que sous la réserve d'augmenter, jusqu'à due concurrence, l'allocation de l'exercice sur lequel la dépense devra définitivement porter, après l'accomplissement de toutes les formalités légales.

SUITE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

Suite du *COMPTE DÉFINITIF des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. SERVICES ordinaires.	SERVICES extraordinaires.	TOTAL des crédits.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	COMPARAISON DES CRÉDITS AVEC LES DÉPENSES. Crédits non consommés par les dépenses.	Dépenses excédant les crédits, et autorisées par des ordonnances royales.	DÉPENSES NON PAYÉES, à imputer sur les crédits de l'exercice courant.	RÉSULTATS POUR LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET. Crédits à annuler.	Crédits complémentaires à accorder.	Crédits définitifs de l'exercice 1831.
MINISTÈRE DE LA MARINE.											
SERVICE. — MARINE.											
Administration centrale (*Personnel et Matériel*)	717,000	//	717,000	729,079	729,079	//	12,079	//	//	12,079	729,079
Solde à terre, solde à la mer et dépenses assimilées à la solde	18,423,900	3,370,600	21,794,500	23,611,395	23,372,776	//	1,816,895	238,619	//	1,578,276	23,372,776
Hôpitaux	994,500	161,200	1,155,700	1,095,710	1,094,127	59,990	//	1,583	61,573	//	1,094,127
Vivres	5,924,400	2,702,700	8,627,100	8,192,830	8,170,080	434,270	//	22,750	457,020	//	8,170,080
Constructions, armements et approvisionnements	20,809,500	2,860,800	23,670,300	23,601,147	23,578,865	69,153	//	22,282	91,435	//	23,578,865
Artillerie	2,274,800	483,400	2,758,200	2,758,676	2,751,616	//	476	7,060	6,584	//	2,751,616
Travaux hydrauliques et bâtimens civils	4,000,000	//	4,000,000	3,977,250	3,972,427	22,750	//	4,823	27,573	//	3,972,427
Transports par mer	200,000	828,000	1,028,000	290,427	290,228	737,573	//	199	737,772	//	290,228
Chiourmes	325,000	//	325,000	293,724.	293,687	31,276	//	37	31,313	//	293,687
Dépenses diverses	710,900	200,000	910,900	719,509	711,646	191,391	//	7,863	199,254	//	711,646
	54,380,000	10,606,700	64,986,700	65,269,747	64,964,531	1,546,403	1,829,450	305,216	1,612,524	1,590,355	64,964,531
SERVICE. — COLONIES.											
Dépenses des services militaires aux colonies	6,000,000	200,000.	6,200,000	6,562,791	6,397,741	//	362,791	165,050	//	197,741	6,397,741
	60,380,000	10,806,700.	71,186,700 (a)	71,832,538. (b)	71,362,272	1,546,403	2,192,241	470,266	1,612,524	1,788,096	71,362,272
							645,838			175,572	

OBSERVATIONS.

(a) En 1831, deux budgets furent successivement faits, l'un pour le service ordinaire, l'autre pour le service extraordinaire.

Le budget du service extraordinaire, calculé sur l'intégralité des dépenses, fut atténué de toutes les sommes portées au budget ordinaire, qui parurent susceptibles d'être appliquées à ce service.

Mais le budget ordinaire étant alors imprimé, il ne fut pas possible d'opérer le transport de ces crédits d'un budget dans l'autre.

Ce que le budget n'avait pas fait, la loi de finances du 16 octobre 1831 ne le fit pas davantage.

En sorte que le service ordinaire, comprenant 2,843,000 fr. pour le service extraordinaire, fut réglé à ..... 60,380,000fr.

Et le service extraordinaire, alors constitué par les seules différences, à 10,806,700

TOTAL 71,186,700

Mais avant de rendre le compte définitif de l'exercice, le Ministre de la marine a cru devoir faire cesser cette confusion des crédits, et il en est résulté que les crédits ordinaires et extraordinaires se trouvent maintenant répartis dans ses comptes de la manière suivante, savoir :

	SERVICES ordinaires.	SERVICES extraordin.	TOTAL.
PERSONNEL.			
Administration centrale. (Personnel et matériel)	717,000	//	717,000
Solde à terre, solde à la mer et dépenses y assimilées	17,250,300	4,544,200	21,794,500
Hôpitaux	921,900	233,800	1,155,700
Vivres	5,655,400	2,971,700	8,627,100
MATÉRIEL.			
Constructions, armements et approvisionnements	19,628,000	4,042,300	23,670,300
Artillerie	2,128,500	629,700	2,758,200
Travaux hydrauliques et bâtimens civils	4,000,000	//	4,000,000
Transports par mer	200,000	828,000	1,028 000
Chiourmes	325,000	//	325,000
Dépenses diverses	710,900	200,000	910,900
SERVICE DES COLONIES.			
Dépenses des services militaires aux colonies	6,000,000	200,000	6,200,000
	57,537,000	13,649,700	71,186,700

(b) Les dépenses absolues de l'exercice 1831 sont de 71,832,538 00

Le crédit ordinaire réduit, ainsi qu'on l'a expliqué ci-dessus, était de 57,537,000 00

Dépense faite en dehors du crédit ordinaire 14,295,538 00

Cet excédant s'applique :

au service ordinaire	dépenses propres à l'exercice	620,740 00	620,740 00
	dépenses des exercices arriérés et clos	//	958,255 00
au service extraordinaire		12,716,543 00	12,716,543 00
Dépenses propres à l'exercice		13,337,283 00	//
Dépense totale pareille		//	14,295,538 00

L'excédant d'ordinaire montant, toutes compensations faites, à 620,740,00, est venu de l'impossibilité où l'on a été d'embarquer et de maintenir sur les armements extraordinaires autant d'hommes des équipages de ligne que le budget l'avait présumé.

Le service extraordinaire motivé par l'expédition de Lisbonne, l'occupation des ports de la Morée et d'Alger, le retour des troupes de l'expédition de Madagascar et les mouvements de troupes dans la Méditerranée, l'est aussi par l'armement et l'habillement des ouvriers de la marine, organisés en gardes nationales, et par les dispositions relatives à l'extraction et au transport des obélisques de Luxor.

On n'a point à expliquer la dépense des exercices clos, qui résulte du règlement des comptes antérieurs.

SUITE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

Suite du *COMPTE DÉFINITIF des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. — SERVICES ordinaires.	CRÉDITS ACCORDÉS. — SERVICES extraordinaires.	CRÉDITS ACCORDÉS. — TOTAL des crédits.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	COMPARAISON DES CRÉDITS AVEC LES DÉPENSES. — Crédits non consommés par les dépenses.	COMPARAISON DES CRÉDITS AVEC LES DÉPENSES. — Dépenses excédant les crédits et autorisées par des ordonnances royales.	DÉPENSES NON PAYÉES à imputer sur les crédits de l'exercice courant.	RÉSULTATS POUR LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET. — Crédits à annuler.	RÉSULTATS POUR LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET. — Crédits complémentaires à accorder.	RÉSULTATS POUR LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET. — Crédits définitifs de l'exercice 1831.	OBSERVATIONS.
MINISTÈRE DES FINANCES.												
Cour des comptes	1,249,000f	//	1,249,000f	1,249,000f	1,249,000	//	//	//	//	//	1,249,000f	
Administration centrale. (*Personnel*)	6,295,450	//	6,295,450	6,244,784	6,243,606	(a) 50,666f	//	1,178f	51,844f	//	6,243,606	(a) Économies résultant de suppressions d'emplois.
——— Matériel et dépenses diverses	854,000	//	854,000	853,956	853,926	(b) 44	//	30	74	//	853,926	(b) Fraction de crédit non employée.
Frais de liquidation de l'indemnité accordée aux anciens propriétaires dépossédés	130,000	//	130,000	98,060	97,994	(c) 31,940	//	66	32,006	//	97,994	(c) Suppression d'emplois 11,900 francs. Économies sur les frais d'impressions et fournitures de bureau 21,040 francs.
Frais de liquidation de l'indemnité des anciens colons de Saint-Domingue	200,000	//	200,000	197,754	197,254	(d) 2,246	//	500	2,746	//	197,254	(d) Économies sur les rétributions pour travaux à la tâche, frais d'impressions et fournitures de bureaux.
Service des monnaies. — Service administratif dans les départements	282,600	//	282,600	289,291	289,291	//	(e) 6,691f	//	//	6,691	289,291	(e) Supplément de traitements aux essayeurs de la monnaie.
Service des monnaies. — Frais de refonte d'anciennes monnaies	880,000	//	880,000	853,436	853,436	(f) 26,564	//	//	26,564	//	853,436	(f) Les frais de la refonte n'ont pas atteint les prévisions du budget.
Cadastre	5,741,212	//	5,741,212	5,741,212	5,459,109	//	//	282,103	282,103	//	5,459,109	(g) Les frais de service de trésorerie de l'intérieur et ceux des armées d'Afrique et de Morée avaient laissé un crédit disponible de 232,210 fr. Mais les frais de même nature de l'armée du nord, qui n'avaient pu être prévus, s'étant élevés à 398,446 francs, il en est résulté un excédant de dépense.
Service de trésorerie. — Frais de service et de trésorerie	3,000,000	//	3,000,000	3,166,236	3,166,236	//	(g) 166,236	//	//	166,236	3,166,236	
Service de trésorerie. — Bonifications d'intérêts aux receveurs des finances sur les anticipations de recouvrements des contributions directes	2,000,000	//	2,000,000	1,930,090	1,930,090	(h) 69,910	//	//	69,910	//	1,930,090	(h) Les bonifications liquidées au profit des receveurs n'ont pas atteint le crédit accordé.
Service de trésorerie. — Taxations aux mêmes pour l'encaissement des revenus indirects	1,200,000	//	1,200,000	1,191,316	1,191,316	(i) 8,684	//	//	8,684	//	1,191,316	(i) Les produits réalisés étant restés inférieurs aux prévisions du budget, les taxations à allouer aux receveurs des finances pour l'encaissement de ces produits ont également éprouvé une réduction.
Service de trésorerie. — Traitements et frais de service des payeurs	1,120,000	//	1,120,000	1,104,875	1,104,875	(j) 15,125	//	//	15,125	//	1,104,875	(j) Fonds réservé sur le crédit affecté au service des payeurs, et qui n'a pas été employé.
	22,952,262	//	22,952,262	22,920,010	22,636,133	205,179	172,927	283,877	489,056	172,927	22,636,133	
						32,252			316,129.			

SUITE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

Suite du *COMPTE DÉFINITIF des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. SERVICES ordinaires.	SERVICES extraordinaires.	TOTAL des crédits.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	COMPARAISON DES CRÉDITS AVEC LES DÉPENSES. Crédits non consommés par les dépenses.	Dépenses excédant les crédits et autorisées par des ordonnances royales.	DÉPENSES NON PAYÉES à imputer sur les crédits de l'exercice courant.	RÉSULTATS POUR LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET. Crédits à annuler.	Crédits complémentaires à accorder.	Crédits définitifs de l'exercice 1831.	OBSERVATIONS.
FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPOTS ET REVENUS.												
CONTRIBUTIONS DIRECTES.												
Service administratif dans les départements	4,144,092f	//	4,144,092f	4,069,054f	4,069,054f	(a) 75,038f	//	//	75,038f	//	4,069,054f	(a) Reste disponible sur les crédits accordés pour les frais de recensement et les dépenses de la commission des patentes, vacances d'emplois dans les directions, et non emploi sur le fonds de secours.
Frais de perception dans les départements	14,908,673	//	14,908,673	14,945,466	14,945,466	//	(b) 36,793	//	//	36,793f	14,945,466	(b) Insuffisance du crédit accordé pour les remises des receveurs et percepteurs.
ENREGISTREMENT, TIMBRE ET DOMAINES.												
Service administratif et de perception dans les départements	8,936,800	//	8,936,800	9,126,655	9,121,358	//	(c) 189,855	5,297	//	184,558	9,121,358	(c) Cet excédant se compose principalement de l'augmentation sur la contribution foncière de domaines de l'État régis par l'administration; de la réunion à ces domaines de propriétés de l'ancienne liste civile, de frais de procédure en matière de domaines engagés, de délits forestiers et dans l'intérêt des communes, des remises sur amendes de roulage et confection de nouveaux registres; il est atténué du montant de la réduction qu'ont éprouvée les traitements et remises des préposés par suite de vacances d'emploi et de l'abaissement des produits et de diminution des frais de vente et de poursuites en matière criminelle et de police.
Timbre	770,950	//	770,950	734,493	734,379	(d) 36,457	//	114	36,571f	//	734,379	(d) Approvisionnement moins considérable de papier à timbrer; vacances d'emploi, économies sur les frais d'entretien des bâtiments du timbre, diminution sur les menues dépenses.
FORÊTS.												
Service administratif et de surveillance dans les départements	3,167,500	//	3,167,500	3,242,267	3,242,267	//	(e) 74,767	//	//	74,767	3,242,267	(e) Dépenses pour travaux d'améliorations exécutés en 1830, et qui, n'ayant pu être acquittées sur cet exercice, sont venues accroître les dépenses de l'exercice 1831. Cet excédant est atténué du montant des crédits non employés sur les dépenses du matériel.
Avances recouvrables. (Frais divers, communs aux bois de l'État et à ceux des communes)	615,000	//	615,000	649,200	649,200	//	(f) 34,200	//	//	34,200	649,200	(f) Cet excédant provient de l'augmentation des dépenses de frais de poursuites et d'instance qui ont dépassé le crédit accordé d'environ 134,000f. Mais cette dernière somme se trouve réduite des crédits restés libres sur les frais d'arpentage et d'adjudication des bois des communes.
Frais pour l'aliénation des bois de l'État	666,000	//	666,000	676,474	676,474	//	(g) 10,474	//	//	10,474	676,474	(g) Les frais d'estimation ont excédé les crédits portés au budget; mais cet excédant se trouve en partie atténué par les crédits restés disponibles sur les frais d'arpentage et d'estimation, ainsi que sur les remises.
DOUANES.												
Service administratif et de perception dans les départements	23,232,258	//	23,232,258	23,128,425	23,128,425	(h) 103,833	//	//	103,833	//	23,128,425	(h) Économies résultant de suppression d'emplois et de réductions de traitements opérées afin de pourvoir aux augmentations de forces reconnues nécessaires au service des brigades, par l'ordonnance royale du 30 décembre 1829. Crédits restés disponibles sur les dépenses du matériel et les indemnités de pilotage.
CONTRIBUTIONS INDIRECTES.												
Service administratif et de perception dans les départements	20,815,500	//	20,815,500	19,848,912	19,848,912	(i) 966,588	//	//	966,588	//	19,848,912	(i) Non emploi sur les crédits des remises, taxations et primes revenant aux receveurs, les produits n'ayant pas atteint le taux d'après lequel le crédit avait été calculé. Économie sur les remises des entreposeurs, résultant de la prompte mise à exécution de l'ordonnance qui a réuni les entrepôts aux recettes principales et particulières; diminution sur les frais d'impression.
Poudres à feu	2,383,000	//	2,383,000	1,866,964	1,866,964	(j) 516,036	//	//	516,036	//	1,866,964	(j) Réduction sur les achats et les frais de transport des poudres, par l'effet de la diminution des ventes.
TABACS.												
Exploitation des tabacs	21,313,000	//	21,313,000	21,402,898	21,402,898	//	(k) 89,898	//	//	89,898	21,402,898	(k) Indemnités aux experts chargés du classement des tabacs indigènes, déduction faite d'un reste disponible sur le crédit applicable à l'exploitation des tabacs.
POSTES.												
Service administratif et de perception dans les départements	5,222,885	//	5,222,885	5,403,398	5,396,133	//	(l) 180,513	7,265	//	173,248	5,396,133	(l) Insuffisance de crédit sur les remises et les frais de transport.
Transport des dépêches	9,855,761	//	9,855,761	10,020,700	10,018,944	//	(l) 164,939	1,756	//	163,183	10,018,944	(m) Les frais de ce service sont restés inférieurs au montant des crédits du budget.
Service rural. (*Loi du 3 juin 1829.*)	3,030,500	//	3,030,500	2,990,629	2,989,591	(m) 39,871	//	1,038	40,909	//	2,989,591	(n) L'élévation du minimum des mises et la suppression de la loterie dans vingt-huit départements ont occasionné une diminution dans la consommation en papier filigrané, registres, imprimés, etc., ainsi que dans les frais de perception.
LOTERIE.												
Service administratif dans les départements	374,700	//	374,700	293,642	293,642	(n) 81,058	//	//	81,058	//	293,642	(o) Les remises des receveurs sur les produits divers et les coupes de bois n'ont point atteint le montant du crédit qui leur était affecté.
Frais de perception. (Remises aux receveurs.)	1,500,000	//	1,500,000	1,496,736	1,496,736	(o) 3,264	//	//	3,264	//	1,496,736	
Salines et mines de sel de l'Est	205,000	//	205,000	205,011	204,400	//	11	611	600	//	204,400	
Remises aux receveurs des finances sur produits divers et coupes de bois	100,000	//	100,000	59,949	59,949	(o) 40,051	//	//	40,051	//	59,949	
	121,241,619	//	121,241,619	120,160,873	120,144,792	1,862,196	781,450	16,081	1,863,948	767,121	120,144,792	
						1,080,746			1,096,827			

SUITE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

Suite du *COMPTE DÉFINITIF des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. — SERVICES ordinaires.	SERVICES extraordinaires.	TOTAL des crédits.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	COMPARAISON DES CRÉDITS AVEC LES DÉPENSES. — Crédits non consommés par les dépenses.	Dépenses excédant les crédits et autorisées par des ordonnances royales.	DÉPENSES NON PAYÉES à imputer sur les crédits de l'exercice courant.	RÉSULTATS POUR LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET. — Crédits à annuler.	Crédits complémentaires à accorder.	Crédits définitifs de l'exercice 1831.
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.											
Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes. — Non-valeurs des contributions foncière et mobilière				2,306,647	2,192,252	"	(a) 464,388	(b) 114,395			2,192,252
Idem de la contribution additionnelle des bois des communes				1,764	1,764	"	(c) 1,764	"			1,764
Idem de la contribution personnelle				1,380,266	1,380,266	(d) 18,998	"	"			1,380,266
——— des portes et fenêtres				1,235,050	1,235,050	(e) 10,304	"	"			1,235,050
——— des patentes, et attributions aux communes	29,221,828.	"	29,221,828	3,400,044	3,400,044	(f) 19,137	"	"	174,596	466,152	3,400,044
Décharges et réductions imputables sur le produit des réimpositions				1,104,965	1,104,965	(g) 1,040	"	"			1,104,965
Restitutions sur le produit des centimes additionnels imposés pour dépenses ordinaires et extraordinaires des communes				19,992,207	19,992,207	(f) 9,834	"	"			19,992,207
Non-valeurs extraordinaires sur patentes				206,836	206,836	(h) 888	"	"			206,836
Restitutions des sommes indûment reçues sur les produits — de l'enregistrement et des domaines				1,264,313	1,264,313			"			1,264,313
des forêts				35,982	35,982			"			35 982
des douanes				129,528	129,528			"			129,528
des contributions indirectes	1,915,000	"	1,915,000	67,052	67,052	(i) 137,632	"	"	137,632	"	67,052
des postes				17,645	17,645			"			17,645
divers				262,848	(j)262.848			"			262,848
Restitutions de produits d'amendes et confiscations — de l'enregistrement				878,848	878,848			"			878,848
des douanes				1,146,073	1,146,073			"			1,146,073
des contributions indirectes	2,830,253	"	2,830,253	262,151	262,151	(i) 537.753	"	"	537.753	"	262,151
des postes				5,428	5,428			"			5,428
Primes à l'exportation des marchandises	10,000,000	"	10,000,000	16,476,870	16,476,870	"	(k) 6,476,870	"		6,476,870	16,476,870
Escompte sur le droit de consommation des sels	1,800,000	"	1,800,000	2,052,747	2,052,747	"	252,747	"		252,747	2,052,747
	45,767,081	"	45,767,081	52,227,264	52,112,869	735.586	7,195,769	114,395	849.981	7,195,769	52,112,869
						6,460,183			6,345,788		

OBSERVATIONS.

(a) Degrèvements et non-valeurs sur les 30 centimes ajoutés temporairement au principal de la contribution foncière, par la loi du 18 avril 1831.

(b) Cette somme est transportée à l'exercice 1833, pour y demeurer affectée aux mêmes dépenses. (Voir le résultat général, page 233.)

(c) Cette dépense n'a pas été prévue au budget.

(d) Fonds restés sans emploi sur les crédits affectés à ces dépenses.

(e) *Idem.*

(f) Attributions non réclamées en temps utile par les communes.

(g) Ordonnances de réimposition dont le remboursement n'a pas été réclamé par les parties prenantes avant la clôture de l'exercice 1831.

(h) Ordonnances de non valeurs dont le payement n'a également pas été réclamé avant la clôture de l'exercice.

(i) Ces dépenses ne pouvant être prévues au budget que par approximation, les crédits qui les autorisent sont subordonnés au montant définitif des remboursements et restitutions.

(j) Les remboursements et restitutions de cette nature sont ceux qui suivent :

Restitutions de prix de coupes de bois	26,250
Restitutions à la caisse des dépôts et consignations du produit de successions de militaires	1,700
Restitutions de dépôts et consignations faites au Trésor ou à l'ancienne caisse d'amortissement	74,719
Dépenses relatives aux redevances des mines	15,959
Payements du service de l'arriéré antérieur au 1er janvier 1816. — 1re série	30,286
2e série	30,770 } 49,895
Intérêts	19,105 }
	100,181
Restitutions de sommes indûment portées en recette aux budgets	29,749
Restitution de trop versé sur débets	595
Restitutions pour divers motifs	13,693
	262,848

(k) Le montant des primes à l'exportation ne peut être évalué exactement lors de la présentation du budget, et cet excédant de dépense ne pouvait être prévu.

Les primes payées s'appliquent aux marchandises ci-après :

Mélasses	518,415
Sucres raffinés	11,639,348
Tissus de laine pure et mélangée et fil de laine	2,460,881
Cotons filés	73,062
Tissus de coton	913,381
Savons	362,508
Acides nitriques et sulfuriques	30,239
Soufres raffinés	38,710
Meubles d'acajou et feuilles de placage	1,535
Chapeaux de paille, d'écorce et de sparterie	24,414
Plomb ouvré	22,369
Cuivre et laiton ouvré	2,825
Peaux apprêtées	32,889
Viandes salées	126,072
Sel ammoniac	684
Beurre	28,338
	16,476,870

SUITE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

Suite du *COMPTE DÉFINITIF des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. SERVICES ordinaires.	SERVICES extraordinaires.	TOTAL des crédits.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	COMPARAISON DES CRÉDITS AVEC LES DÉPENSES. Crédits non consommés par les dépenses.	Dépenses excédant les crédits et autorisées par des ordonnances royales.	DÉPENSES NON PAYÉES à imputer sur les crédits de l'exercice courant.	RÉSULTATS POUR LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET. Crédits à annuler.	Crédits complémentaires à accorder.	Crédits définitifs de l'exercice 1831.	OBSERVATIONS.
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DES DÉPENSES.												
Dette publique	341,482,746	//	341,482,746	341,702,901	341,478,798	1,090,504	1,310,659	224,103	1,307,634	1,303,686	341,478,798	
Dotations	22,382,793	3,000,000	25,382,793	25,715,546	25,675,920	1,601	334,354	39,626	41,227	334,354	25,675,920	
Ministère de la justice	19,531,280	//	19,531,280	19,562,431	19,556,915	112,618	143,769	5,516	118,134	143,769	19,556,915	
—— des affaires étrangères	8,110,000	500,000	8,610,000	8,627,955	8,626,333	281,837	299,792	1,622	283,459	299,792	8,626,333	
—— de l'instruction publique et des cultes	37,579,700	//	37,579,700	37,114,688	36,965,927	465,012	//	148,761	613,773	//	36,965,927	
—— de l'intérieur	2,750,000	12,000,000	14,750,000	9,617,090	9,610,991	5,132,910	//	6,099	5,139,009	//	9,610,991	
—— du commerce et des travaux publics	114,880,912	23,450,000	138,330,912	124,361,224	119,815,171	14,130,854	161,166	4,546,053	18,596,812	81,071	119,815,171	
—— de la guerre	177,306,000	203,716,000	381,022,000	387,043,880	386,624,854	1,846,056	7,867,936	419,026	1,860,433	7,463,287	386,624,854	
—— de la marine	60,380,000	10,806,700	71,186,700	71,832,538	71,362,272	1,546,403	2,192,241	470,266	1,612,524	1,788,096	71,362,272	
—— des finances	22,952,262	//	22,952,262	22,920,010	22,636,133	205,179	172,927	283,877	489,056	172,927	22,636,133	
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus	121,241,619	//	121,241,619	120,160,873	120,144,792	1,862,196	781,450	16,081	1,863,948	767,121	120,144,792	
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	45,767,081	//	45,767,081	52,227,264	52,112,869	735,586	7,195,769	114,393	849,981	7,195,769	52,112,869	
	974,364,393	253,472,700	1,227,837,093	1,220,886,400	(a) 1,214,610,975	27,410,756	20,460,063	6,275,425	(c) 32,775,990	19,549,872	1,214,610,975	
						6,950,693			13,226,118			

(a) Dépenses ordinaires 976,936,650
Dépenses extraordinaires. (Voir le compte spécial, page 235.) 237,674,325
1,214,610,975

(b) Sur les dépenses non payées, ci 6,275,425
Il faut déduire celles qui doivent être reportées à l'exercice 1833, pour les services spéciaux, comme il est indiqué à la page , ci 4,827,708

Reste pour dépenses des services généraux de l'exercice 1831, non payés à l'époque de la clôture de cet exercice, savoir :

Dette publique	224,103	1,447,717
Dotations	39,626	
Ministère de la justice	5,516	
—— des affaires étrangères	1,622	
—— de l'instruction publique et des cultes	148,761	
—— de l'intérieur	6,099	
—— du commerce et des travaux publics	114,843	
—— de la guerre	419,026	
—— de la marine	470,266	
—— des finances	17,815	

(c) Voir à la page suivante le développement de ces crédits.

BUDGET DE L'EXERCICE 1831.

ÉTAT des Crédits de cet Exercice à annuler ou à transporter.

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS dont L'ANNULATION est proposée.	DÉVELOPPEMENT DE CES CRÉDITS.				OBSERVATIONS.
		CRÉDITS non consommés par les dépenses et à annuler définitivement.	CRÉDITS dont l'emploi doit avoir lieu ultérieurement et à transporter		TOTAL.	
			au budget de 1832 pour des dépenses spéciales.	au budget de 1833 pour des dépenses départementales.		
Dette publique.....	1,307,634	1,307,634	//	//	1,307,634	
Dotations.....	41,227	41,227	//	//	41,227	
Justice.....	118,134	118,134	//	//	118,134	
Affaires étrangères.....	283,459	283,459	//	//	283,459	
Instruction publique et cultes.....	613,773	613,773	//	//	613,773	
Intérieur.....	5,139,009	239,009	4,900,000	//	5,139,009	
Commerce et travaux publics.....	18,596,812	865,602	13,300,000	4,431,210	18,596,812	
Guerre.....	1,860,433	1,860,433	//	//	1,860,433	
Marine.....	1,612,524	1,612,524	//	//	1,612,524	
Finances.....	489,056	206,953	//	282,103	489,056	
Frais de régie et de perception.....	1,863,948	1,863,948	//	//	1,863,948	
Remboursements et restitutions.....	849,981	735,586	//	114,395	849,981	
	32,775,990	9,748,282	18,200,000	4,827,708	32,775,990	

RÉSULTAT GÉNÉRAL du Budget de l'Exercice 1831.

Les recettes réalisées s'élèvent à			1,310,378,678
De ces recettes il est nécessaire de déduire les fonds non employés à l'époque de la clôture de l'exercice 1831, sur les crédits affectés aux dépenses spéciales désignées ci-après, et qui sont à transporter, avec la même destination, au budget de l'exercice 1833, SAVOIR :			
Dépenses fixes des départements		584,960	
Dépenses variables des départements.	Dépenses variables spéciales	690,738	
	Dépenses sur le produit des ressources éventuelles	169,300	3,824,273
	Dépenses extraordinaires sur le produit des centimes facultatifs	2,964,235	
			4,827,708
Secours pour grêle, incendie, &c		21,977	
Dépenses cadastrales		282,103	
Non-valeurs sur les contributions foncière et mobilière		114,395	
RESTE pour recettes applicables à l'exercice 1831			1,305,550,970
Les payements effectués sont de			1,214,610,975
EXCÉDANT de recette			90,939,995

Les résultats ci-dessus se divisent ainsi qu'il suit, entre les services ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1831.

	SERVICE ORDINAIRE.	SERVICE EXTRAORDINAIRE.	TOTAL.
RECETTES	948,623,042	356,927,928	1,305,550,970
DÉPENSES	976,936,650	237,674,325	1,214,610,975
Excédant définitif. de recette	//	119,253,603	90,939,995
Excédant définitif. de dépense	28,313,608	//	
Prélèvement de la somme nécessaire pour couvrir le trésor de la perte résultant du déficit Kesner			4,700,000
Reste pour l'excédant de recette à transporter au budget de l'exercice 1832			86,239,995

COMPTE SPÉCIAL des Dépenses extraordinaires de l'Exercice 1831.

(Exécution des lois des 15 mars, 15 et 22 avril, 28 septembre, 16 octobre, 6 novembre et 23 décembre 1831, 28 février et 21 avril 1832).

NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES par service.	MONTANT DES DÉPENSES par ministère.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. (*Loi du 16 octobre 1831.*)		
Dépenses secrètes	.....	500,000
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
Indemnités et secours accordés, à titre de récompense, aux blessés et aux familles des victimes des journées de Juillet 1830. (*Loi du 16 octobre 1831*)	1,197,064	
Indemnités pour dommages occasionnés aux propriétaires dans ces journées. (*Même loi*)	2,000,000	
Secours aux réfugiés espagnols, portugais et autres. (*Lois des 23 décembre 1831 et 21 avril 1832*)	1,875,122	6,941,303
Dépenses secrètes et besoins urgents non prévus. (*Loi du 22 avril 1831*)	1,469,647	
Dépenses pour besoins d'intérêt général et imprévus. (*Loi du 6 novembre 1831*)	399,470	
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.		
Canaux et navigation, supplément au fonds d'emprunt	7,998,549	
Ateliers de charité et secours	994,600	
Travaux et dépenses des cérémonies et fêtes dans la capitale en commémoration des journées de Juillet 1830.	449,982	
Mesures sanitaires. (*Loi du 28 septembre 1831*)	303,327	10,122,088
Supplément pour travaux de routes royales. (*Loi du 6 novembre 1831*)	166,121	
——— départementales. (*Idem*)	54,514	
Subvention pour contribuer à des dépenses d'utilité communale. (*Idem*)	154,995	
A reporter	.....	17,563,391

NATURE DES DÉPENSES.			MONTANT DES DÉPENSES par service.	MONTANT DES DÉPENSES par ministère.
Report				17,563,391
MINISTÈRE DE LA GUERRE.				
Accroissement de l'effectif; occupation de l'Afrique et de la Morée. (*Loi du 16 octobre 1831.*)	Administration centrale. (Matériel)	81,968		
	États-majors	849,048		
	Gendarmerie	3,651,529		
	Solde et entretien des troupes	122,751,913		
	Justice militaire	82,328	196,678,438	
	Remonte de la cavalerie	7,149,695		
	Matériel de l'artillerie	44,455,494		
	Matériel du génie	12,479,747		
	Dépenses temporaires	4,077,574		204,395,992
	Dépenses diverses et imprévues	1,099,142		
Mobilisation de l'armée du Nord; répression des troubles dans l'Ouest, le Midi, et mesures sanitaires contre l'invasion du choléra-morbus. (*Loi du 28 février 1832.*)	États-majors	825,781		
	Gendarmerie	29,934	7,717,554	
	Solde et entretien des troupes	6,792,345		
	Matériel du génie	69,494		
MINISTÈRE DE LA MARINE. (*Loi du 16 octobre 1831.*)				
Expédition de Lisbonne, occupation de la Morée et d'Alger. Retour des troupes dirigées contre Madagascar; renfort des garnisons coloniales; extraction et transport des obélisques égyptiens.	Personnel — Solde	5,145,344		
	Personnel — Hôpitaux	158,524	7,776,114	
	Personnel — Vivres	2,472,246		
	Matériel naval — Constructions, armements et approvisionnements	3,889,266	4,510,725	12,716,543
	Matériel naval — Artillerie	621,459		
	Objets spéciaux — Transport par mer	89,088	184,184	
	Objets spéciaux — Dépenses diverses	95,096		
	Colonies — Dépenses des services militaires aux colonies		245,520	
MINISTÈRE DES FINANCES. (*Lois des 15 mars et 16 octobre 1831.*)				
Dettes de l'ancienne Liste civile				2,998,399
TOTAL GÉNÉRAL des dépenses extraordinaires de l'exercice 1831				237,674,325

NOTE COMPARATIVE de la Situation provisoire et de la Situation définitive du Budget de l'Exercice 1831.

D'après la situation provisoire de l'exercice 1831, publiée dans le compte général des finances de l'année 1831 (page 213), le budget de cet exercice avait paru devoir présenter un excédant de recette de..... 85,601,262

D'après la situation définitive du même exercice, insérée au présent compte (page 233, cet excédant de recette est de..... 90,939,995

DIFFÉRENCE en plus à la situation définitive..... 5,338,733

Cette augmentation s'explique ainsi qu'il suit :

1° Modifications aux recettes prévues dans la situation provisoire, sur les produits ci-après :

	Augmentations.	Diminutions.	
Contributions directes	284,311	//	
Coupes de bois	229,128	//	
Contributions indirectes. Tabacs et poudres	//	2,824,639	
Postes	//	26,149	
Produits divers	753,617	//	
Ressources locales extraordinaires pour dépenses départementales	537,723	//	
Ressources extraordinaires. Produit des 30 centimes ajoutés temporairement au principal de la contribution foncière	745	//	
Ressources extraordinaires. Produit de retenues proportionnelles	185,338	//	
	1,990,862	2,850,788	
RESTE en diminution de Recette	859,926		859,926

2° Modifications aux dépenses qui avaient été prévues dans la situation provisoire, pour les services ci-après :

	Augmentations.	Diminutions.	
Dette perpétuelle, dette viagère et pensions	//	850,788	
Dotations	223,128	//	
Dépenses de la justice	//	122,339	
——— des affaires étrangères	//	283,667	
——— de l'instruction publique et des cultes	//	613,773	
——— de l'intérieur	//	527,009	
——— du commerce et des travaux publics	//	398,196	
——— de la guerre	//	4,866,146	
——— de la marine	241,472	//	
——— des finances	//	152,335	
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus	//	427,169	
Non-valeurs sur les contributions directes	2,133,093	//	
Primes de douanes à l'exportation des marchandises	//	523,130	
Remboursements et restitutions sur divers produits	//	31,800	
	2,597,693	8,796,352	
RESTE en diminution de dépense	6,198,659		6,198,659

SOMME PAREILLE à l'augmentation de l'excédant de recette, résultant de la situation définitive de l'exercice 1831..... 5,338,733

BUDGET DE L'EXERCICE 1832.

Situation provisoire au 1er Janvier 1833.

NOTE

Sur la Situation provisoire du Budget de l'Exercice 1832.

Les dépenses de l'exercice 1832 ont été primitivement fixées ainsi qu'il suit par la loi du 21 avril 1832 :

Services ordinaires		962,971,270f	
Services extraordinaires :			
Ministère de l'intérieur	1,149,600	143,647,000	
——— du commerce et des travaux publics	11,000,000		
——— de la guerre	131,497,400		
TOTAL		1,106,618,270	1,106,618,270f

La loi promulguée pour les recettes, sous la date du même jour, les a prévues pour une somme totale de 1,116,323,058 francs ; savoir :

Recettes ordinaires		967,824,791f	
Ressources extraordinaires :			
Excédant de recette du budget de l'exercice 1831.	70,498,267f	148,498,267	
Élévation à 275 millions du crédit de 200 millions ouvert par la loi du 25 mars 1831, et à réaliser en obligations du Trésor, en rentes 5 p. o/o, et au moyen de ventes de bois	75,000,000		
Retenues proportionnelles sur les traitements et remises	3,000,000		
TOTAL		1,116,323,058	1,116,323,058

D'après ces premières dispositions, le budget de l'exercice 1832 paraissait donc devoir présenter un excédant de recette :

Sur le service ordinaire, de	4,853,521	
Sur le service extraordinaire, de	4,851,267	
ENSEMBLE	9,704,788	9,704,788

Mais ce budget a, depuis, éprouvé, principalement en dépense, d'importantes modifications qui sont l'objet d'un développement placé à la suite de la présente note, et qui vont être successivement indiquées.

Les crédits accordés aux ministres s'élevaient, comme on vient de le dire, à... 1,106,618,270f

Il convient d'en déduire la somme dont les crédits attribués aux ministres du commerce et des finances, pour des dépenses spéciales qui se neutralisent au budget, excèdent la prévision des ressources applicables à ces dépenses (différence entre la loi des recettes et la loi des dépenses, expliquée par la note ci-après, page 257). 2,210,000

RESTE..... 1,104,408,270

Les crédits affectés aux non-valeurs sur les contributions directes, aux dépenses des départements, des communes et du cadastre, ainsi qu'à la répression de la fraude en matière d'enregistrement, de douanes et de contributions indirectes, sont portés au budget d'après l'évaluation provisoirement faite des ressources qui doivent subvenir à ces dépenses; mais, en définitive, les ministres se trouvent autorisés à disposer des recettes réalisées, et les crédits primitifs sont, en conséquence, ramenés au montant desdites recettes. Il résulte des modifications que nécessite le régime particulier de ces sortes de spécialités, que les crédits compris dans la loi du 21 avril 1832, doivent être augmentés, sur certains chapitres, de..... 7,015,338f

et diminués sur d'autres chapitres, de..... 1,403,947

RESTE en augmentation..... 5,611,391 5,611,391

Les crédits afférents aux dépenses de la même nature, pour l'exercice 1830, dont l'emploi n'a pas pu avoir lieu sur les fonds de cet exercice, ont été transportés, avec la même destination, à l'exercice 1832. (*Loi de règlement du budget de l'exercice 1830*)..... 4,160,197

Total des crédits rectifiés d'après le budget primitif..... 1,114,179,858

Ils s'augmentent des crédits additionnels résultant de l'exécution de l'art. 20 de la loi du 21 avril précitée, portant que les réductions de dépenses prononcées par ladite loi n'auront leur effet qu'à partir du 1er mai 1832, et qu'en conséquence les crédits ouverts s'accroîtront d'une somme proportionnelle à ces réductions, pour le temps qui se sera écoulé depuis le 1er janvier jusqu'au 1er mai..... 2,135,291

La loi du 21 mai 1826 a autorisé, à l'hôtel des postes, diverses constructions évaluées d'abord à 1,000,000 fr., et pour lesquelles un crédit de la même somme a été ouvert au Ministre des finances. En attendant que les travaux fussent entièrement terminés, cette dépense avait été, jusqu'à présent, reportée d'exercice en exercice; mais le ministre a reconnu nécessaire d'en présenter le règlement au contrôle législatif, et le crédit primitif est, en conséquence, rattaché à l'exercice 1832 : ci..... 1,000,000

Deux lois spéciales, des 15 et 21 avril 1832, ont alloué des crédits montant à 6,620,000 francs, savoir :

Au ministre de l'intérieur et des cultes, pour dépenses secrètes, secours aux étrangers réfugiés, et payement à faire au sieur Cochrane, ci..... 4,550,000

Et au ministre du commerce et des travaux publics, pour mesures sanitaires et dépenses de la chambre des députés..... 2,070,000

A reporter..... 1,123,935,149f

Report..... 1,123,935,149f

Les lois des 28 septembre, 16 octobre et 6 novembre 1831, ont accordé aux deux derniers ministres, sur l'exercice 1831, des crédits dont la portion non employée à été transportée, avec la même affectation, à l'exercice 1832, par diverses dispositions législatives que résume le projet de loi préparé pour le règlement définitif de l'exercice 1831. (Voir page 232)..... 18,200,000

Les changements apportés aux attributions respectives des ministères, par les ordonnances royales des 11 octobre et 31 décembre 1832, ont exigé, principalement pour le service des cultes, des revirements de crédits montant à 34,420,506 fr.; mais on ne les mentionne ici que pour *mémoire*, attendu que le total des crédits du budget ne s'en trouve pas affecté.

Dans sa séance du 13 mars 1833, et d'après un projet de loi qui lui avait été présenté le 10 janvier précédent, la chambre des députés a voté, sur l'exercice 1832,

des suppléments de crédits pour.....	24,925,461f	
Et des crédits extraordinaires pour.....	28,021,870	
	52,947,331	
Depuis la présentation de cette loi, le ministre du commerce a réclamé un nouveau crédit pour la pêche de la morue et de la baleine, de.	650,000	
Le ministre de l'intérieur a demandé, pour les réfugiés étrangers...	624,525	
Et le ministre de la guerre, pour le complément des dépenses résultant de l'incorporation des jeunes soldats de la classe 1831, un supplément de crédit de.....	2,995,348	
ENSEMBLE.....	57,217,204	57,217,204

Le total des crédits accordés aux Ministres, ou soumis par eux à la sanction législative, sur l'exercice 1832, est donc, en définitive, de..... 1,199,352,353

Les prévisions de ressources du même exercice ont été fixées par la loi du 21 avril 1832, ainsi qu'on l'a vu plus haut, à..... 1,116,323,058f

Parmi ces ressources, celles qui sont attribuées à des services spéciaux que le budget énonce pour des sommes égales en recette et en dépense, doivent éprouver les changements nécessaires pour les ramener au montant des droits constatés sur les produits dont elles se composent. Il y a, en conséquence, lieu de les accroître d'une

somme de.....	6,331,531f	
Et de les réduire de celle de.....	720,140	
Reste en augmentation (Voir la modification correspondante faite pour le même motif aux crédits accordés.).....	5,611,391	5,611,391

Ces ressources s'accroissent encore des fonds départementaux de l'exercice 1830, dont la loi de règlement définitif de cet exercice prescrit le transport à l'exercice 1832, pour y conserver la même spécialité..... 4,160,197

TOTAL..... 1,126,094,646

L'évaluation des recettes ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1832 est donc employée, dans le compte qui est mis cette année sous les yeux des chambres, pour une somme totale de 1,126,094,646 francs, savoir :

Recettes ordinaires	977,596,379[f]	
Recettes extraordinaires	148,498,267	
	1,126,094,646	1,126,094,646[f]

On vient de résumer l'ensemble des dispositions législatives qui ont successivement déterminé les évaluations de ressources et les autorisations de dépenses du budget de l'exercice 1832, jusqu'à la clôture de la dernière session des chambres; l'on va maintenant établir les différentes comparaisons nécessaires pour opposer ces prévisions aux faits réalisés, et pour présenter ainsi la situation provisoire de cet exercice telle qu'elle ressort des opérations réelles qui ont été constatées jusqu'au 1er janvier 1833.

Comparaison des évaluations des recettes avec les recettes constatées.

Les évaluations des ressources ordinaires et extraordinaires montent à	1,126,094,646[f]
Les droits constatés à la charge des redevables de l'État, à	1,155,339,806
Les recettes ont par conséquent excédé les évaluations sur l'ensemble du budget de.	29,245,160

Mais pour apprécier ce dernier résultat il faut distinguer les recettes ordinaires et extraordinaires.

Recettes ordinaires.

Le budget rectifié les a évaluées à		977,596,379[f]
Elles ont produit		986,125,590
Sur plusieurs branches de revenus les évaluations ont excédé les recettes de	14,719,761	
Sur d'autres les recettes ont excédé les évaluations de	23,248,972	
Et ces deux termes font ressortir un excédant de recette de	8,529,211	8,529,211

Les branches de revenus qui ont été inférieures aux prévisions du budget sont celles qui suivent :

Contributions directes, y compris 2,125,082 francs sur les patentes	2,255,717	
Revenus et prix de vente de domaines	2,953,363	
Domaines et bois engagés ou échangés	1,153,012	
Droits de douanes et de navigation	3,774,349	
Boissons et droits de fabrication des bières	948,981	
Diverses taxes indirectes	2,502,099	
Produit de la vente des poudres à feu	753,529	
Produit des postes	132,514	
Produit des amendes en matière d'enregistrement	246,197	
	14,719,761	14,719,761
A reporter		14,719,761

Report.....		14,719,761f
L'excédant des recettes, sur les évaluations, s'applique aux produits ci-après :		
Contribution des portes et fenêtres.....	105	
Droits d'enregistrement, de greffes et d'hypothèques.....	5,132,560	
Droits de timbre.....	969,497	
Coupes de bois. (Principal des adjudications).....	2,548,452	
Idem. (Produits accessoires).....	342,492	
Droit de consommation des sels.....	2,557,946	
Produit de la vente des tabacs.....	209,027	
Loterie.....	3,106,132	
Salines et mines de sel de l'Est.....	27,890	
Produits divers.....	8,354,871	
	23,248,972	23,248,972
Somme pareille.....		8,529,211

Ressources extraordinaires.

Ces ressources ont été évaluées par le budget, à.....	148,498,267f
Elles ont été constatées au profit du trésor, pour.....	169,214,216
Insuffisance d'évaluation.....	20,715,949
Qui s'applique aux deux articles suivants :	
Retenues proportionnelles sur les traitements et remises.....	274,221
Excédant de recette du budget de l'exercice 1831 : cet excédant qui n'a été employé dans les prévisions du budget que pour 70,498,267 fr., a produit 90,939,995 fr. (voir page 233).....	20,441,728
Excédant pareil.....	20,715,949
Lequel étant réuni à celui que font ressortir les recettes ordinaires, ci.....	8,529,211
Établit, sur l'ensemble du budget, l'excédant total d'autre part, de.....	29,245,160

Comparaison des recettes constatées avec les droits recouvrés.

Les ressources constatées au profit du budget de l'exercice 1832 s'élèvent à....	1,155,339,805
Les recouvrements effectués ne montent qu'à.....	1,066,155,315
Et au 31 décembre 1832, il restait à recouvrer.....	89,184,490

SAVOIR :

Contributions directes.....	49,683,026f	
Impôts et revenus indirects.....	6,868,543	
Produits divers.....	1,570,460	
Ventes de bois de l'état.....	1,564,475	
TOTAL.....	59,686,504	
Moyens extraordinaires restant à la disposition du gouvernement.....	29,497,986	
Résultat pareil.....	89,184,490	

Comparaison des crédits avec les dépenses.

L'ensemble des crédits ordinaires et extraordinaires a mis à la disposition des ministères une somme de..... 1,199,352,353f

Les dépenses liquidées jusqu'au 1er janvier 1833 et celles que l'on présume devoir encore être faites à la charge de l'exercice 1832, montent à..... 1,190,748,226

Ces résultats ne font par conséquent ressortir qu'une insuffisance apparente de crédit, de..... 8,604,127

Mais pour apprécier la situation réelle des crédits de l'exercice 1832, il est nécessaire de considérer isolément les différents services auxquels ils ont été attribués, et cet examen fait ressortir les résultats ci-après :

1° Crédits non consommés par les dépenses et qui seront à annuler en règlement d'exercice.

Intérêts de la dette flottante de l'administration des finances.....		250,000f	
Frais de justice criminelle.....		25,080	
Traitements des agents politiques et consulaires.....		300,000	
Dépenses du ministère de l'intérieur et des cultes (divers services).	22,334	2,622,334	
——— (besoins d'intérêt général et imprévus).	2,600,000		
Dépenses du ministère du commerce et des travaux publics (divers services).....	261,000	2,345,000	
——— (Secours au commerce et à l'industrie).	1,784,000		
——— (Mesures sanitaires).....	300,000		
Dépenses de la guerre (y compris 1,880,000 fr. pour les remontes générales).		2,698,000	
Dépenses de la marine.....		250,099	
Cour des comptes.....		38,649	
Frais de trésorerie de l'administration des finances.....		540,705	
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts (y compris 800,000 fr.) pour les contributions indirectes, et 1,927,200 fr. pour le transport des dépêches).....		1,185,269	
Remboursements et restitutions sur les impôts.....		282,670	
Primes de douanes à l'exportation des marchandises.....		1,680,000	12,217,806f

2° Crédit à transporter à l'exercice 1833 pour la portion non employée au 1er janvier 1833, des fonds extraordinaires alloués au ministre du commerce, par la loi du 16 avril 1832, pour dépenses relatives aux épidémies : transport déjà autorisé par une loi spéciale et qui se trouvera compris dans la loi de règlement de l'exercice 1832..... 600,000

TOTAL des crédits à annuler..... 12,817,806

3° Crédits complémentaires à accorder pour les services qui suivent :

Arrérages des rentes 4 p. 100.....		2,431f	
Intérêts de cautionnements.....		241,610	
Dette viagère.....		480,047	
Pensions de la pairie.....	6,794	2,021,378	
——— civiles.....	105,992		
——— militaires.....	1,597,620		
——— ecclésiastiques.....	276,678		
——— de donataires.....	34,294		
A reporter.....		2,745,466	12,817,806

Report.....		2,745,466f	12,817,806f
Ministère des affaires étrangres (frais de voyages et de courriers).	100,000		
——— (Frais de service des résidences politiques et consulaires).....	50,000	150,000	
Traitements et indemnités fixes du clergé catholique.....		65,000	
Ministère de la guerre (administration centrale).....	3,500		
——— (Justice militaire).....	32,000	310,876	
——— (Dépenses de l'arriéré).....	275,376		
Frais de refonte d'anciennes monnaies.....		34,571	
Frais de perception des contributions directes dans les départements.....		22,600	
Service administratif et de perception de l'enregistrement dans les départemts.		192,095	
Service administratif des forêts et surveillance dans les départements.....	32,507	352,510	
Frais pour l'aliénation des bois de l'État.....	320,003		
Restitutions de sommes indûment reçues sur divers produits.....		310,561	
Escompte sur le droit de consommation des sels.....		30,000	4,213,679

En déduisant ce dernier résultat du précédent, on retrouve, sur l'ensemble de l'exercice, le crédit complémentaire qui a été établi d'autre part pour..... 8,604,127

Comparaison des dépenses avec les payements.

Les dépenses résultant des services ordinaires et extraordinaires, constatées au profit des créanciers de l'état, se sont élevées, ainsi que l'indique la comparaison précédente, à..... 1,190,748,226f

Les payements effectués sur ces dépenses, d'après les ordonnances des ministres, ont été de..... 1,018,718,231

Il restait par conséquent à payer, au 1er janvier 1833, une somme de..... 172,029,995

dont le tableau, page 291, contient le détail par ministère.

Résultat général.

Service ordinaire.

Les produits réalisés ou restant à recouvrer sur les différentes branches des revenus ordinaires de l'exercice 1832, montent à..... 986,125,590

Les dépenses des services ordinaires sont de..... 992,584,292

Le budget de l'exercice 1832 paraît devoir en conséquence présenter sur le service ordinaire une insuffisance de ressources, de..... 6,458,702

Service extraordinaire.

Les ressources et les moyens extraordinaires attribués à l'exercice 1832 s'élèvent à..... 169,,214,216

Les dépenses des services extraordinaires sont portées dans les comptes publiés par les ministres, pour..... 198,163,934

Le service extraordinaire ressort en conséquence pour un excédant de dépense de. 28,949,718

Services ordinaires et extraordinaires.

En réunissant les deux natures de service, la situation provisoire du budget de l'exercice 1832, établie d'après les documents recueillis jusqu'au 1er janvier 1833, présente une recette de 1,155,339,806^f^
Une dépense de..... 1,190,748,226

Et par conséquent un excédant probable de dépense (Voir page 292) de..... 35,408,420

Pour comparer ce dernier résultat avec celui que prévoyait le budget primitif de l'exercice 1832, il faut faire les rapprochements qui suivent :

L'excédant probable de recette qui ressort des tableaux annexés à la loi du 21 avril 1832 est de..... 9,704,788^f^
Il s'augmente de la somme dont les dépenses affectées à des services départementaux ont été sur-évaluées comparativement à la loi des recettes. (Voir d'autre part). 2,210,000

Et par conséquent il était réellement de..... 11,914,788

Les recettes constatées ont excédé les recettes présumées d'une somme de 29,245,160 fr., dans laquelle les fonds disponibles transportés du budget de l'exercice 1831 sont compris pour celle de 20,441,728 fr. (Voir les détails par produits, qui précèdent.)..... 29,245,160

ENSEMBLE..... 41,159,948

Mais d'une autre part, et ainsi que l'explique le développement qui se trouve à la page suivante, les dépenses liquidées à l'exercice 1832, ont été supérieures à celles que la loi du 21 avril 1832 avait autorisées, de..... 76,568,368

En définitive, et comme on vient de l'établir, il ressort de ces différents termes un excédant de dépense de..... 35,408,420

D'après la situation générale des finances (page 319), les payements effectués au 31 décembre 1832 sur le budget de l'exercice 1832 excédaient les recettes réalisées jusqu'à la même époque, de..... 43,502,913

Si l'on combine ce résultat avec les opérations de l'exercice 1832 qui restent à consommer en 1833, savoir :

Reste à recouvrer sur les recettes (page 265).....	89,184,490^f^	
Reste à payer sur les dépenses (page 291).....	172,029,994	
EXCÉDANT du reste à payer.....	82,845,504	82,845,504

on remarquera que l'avance du Trésor serait de..... 126,348,417

Mais les fonds disponibles de l'exercice 1831, transportés en recette à l'exercice 1832, y compris le produit de l'élision des centimes dans le règlement de 1831 (Voir page 318) ci..... 90,939,997

réduisent cette avance à l'excédant de dépense qui ressort de la situation de l'exercice 1832 que l'on vient de résumer, ci..... 35,408,420

DÉVELOPPEMENT comparatif des Dépenses de l'Exercice 1832, d'après la situation provisoire, avec celles qui étaient autorisées par le Budget primitif.

MINISTÈRES ET SERVICES.	DÉPENSES AUTORISÉES			MODIFICATIONS résultant des dépenses probables,		MONTANT des dépenses probables de l'exercice 1832.	RÉSULTAT, comparativement au budget primitif.	
	par le budget primitif.	depuis le budget primitif.	TOTAL.	à ajouter.	à déduire.		Augmentation de dépenses.	Diminution de dépenses.
Dette publique.....	344,854,303	638,657	345,492,960	2,745,467	250,010	347,988,427	3,134,124	//
Dotations.....	17,228,417	316,000	17,544,417	//	//	17,544,417	316,000	//
Justice.....	18,374,700	650,000	19,024,700	//	25,080	18,999,620	624,920	//
Affaires étrangères.....	6,939,700	448,100	7,387,800	150,000	300,000	7,237,800	298,100	//
Instruction publique.....	2,741,377	263,573	3,004,950	//	//	3,004,950	263,573	//
Intérieur et cultes.....	37,893,106	11,136,525	49,029,631	65,000	2,822,334	46,272,297	8,379,191	//
Commerce et travaux publics.	128,267,359	16,148,535	144,415,894	//	2,745,000	141,670,894	13,403,535	//
Guerre.....	309,030,400	34,737,933	343,768,333	310,876	2,698,000	341,381,209	32,350,809	//
Marine.....	65,172,900	552,166	65,725,066	//	250,099	65,474,967	302,067	//
Finances.....	23,949,324	2,238,034	26,187,358	34,571	579,354	25,642,575	1,693,251	//
Frais de régie des impôts.....	114,791,823	1,022,972	115,814,795	567,205	1,185,269	115,196,731	404,908	//
Remboursements et restitutions	34,936,449	2,020,000	36,956,449	340,560	282,670	37,014,339	2,077,890	//
Primes de douanes.....	10,000,000	15,000,000	25,000,000	//	1,680,000	23,320,000	13,320,000	//
	1,114,179,858	85,172,495	1,199,352,353	4,213,679	12,817,806	1,190,748,226	76,568,368	//
				8,604,127			76,568,368	

DÉVELOPPEMENT des évaluations de Ressources de l'Exercice 1832.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.		ÉVALUATIONS portées au budget.		MODIFICATIONS résultant de la réalisation des ressources affectées à des dépenses spéciales.		RESSOURCES provenant des fonds reportés de l'exercice 1830 pour les dépenses départementales.	TOTAL des évaluations portées dans la situation provisoire de l'exercice 1832.
		Ressources ordinaires.	Ressources extraordinaires.	A ajouter.	A déduire.		
Contributions directes.	Foncière	244,873,409	"	(b) 3,143,279	"	"	248,016,688
	Personnelle et mobilière	50,965,000	"	(b) 2,095,522	"	"	53,060,522
	Portes et fenêtres	26,830,000	"	(b) 400,950	"	"	27,230,950
	Patentes	29,818,500	"	"	(b) 389,810	"	29,428,690
	Fonds pour frais de premier avertissement	650,000	"	(b) 32,390	"	"	682,390
	Contribution additionnelle à celle assise sur les bois des communes et établissements publics. (*Exécution de l'article 106 du Code forestier.*)	1,077,000	"	"	"	"	1,077,000
Enregistrem.t, timbre et domaines.	Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques et perceptions diverses	158,458,000	"	"	"	"	158,458,000
	Droit de timbre	27,960,000	"	"	"	"	27,960,000
	Revenus et prix de ventes de domaines	6,547,000	"	"	"	"	6,547,000
	Domaines et bois engagés ou échangés. (*Loi du 12 mars 1820*)	5,260,000	"	"	"	"	5,260,000
Coupes de bois.	Principal des adjudications	15,500,000	"	"	"	"	15,500,000
	Décime et produits accessoires	2,500,000	"	"	"	"	2,500,000
Douanes	Droits de douanes, droits de navigation et recettes accidentelles des douanes	109,610,000	"	"	"	"	109,610,000
	Droits de consommation des sels	51,300,000	"	"	"	"	51,300,000
Contributions indirectes.	Boissons et droit de fabrication des bières	66,600,000	"	"	"	"	66,600,000
	Droits divers et recouvrements d'avances pour divers services	32,920,000	"	"	"	"	32,920,000
	Produit de la vente des tabacs	67,300,000	"	"	"	"	67,300,000
	Produit de la vente des poudres à feu	4,180,000	"	"	"	"	4,180 000
Postes		34,290,000	"	"	"	"	34,290,000
Loterie		8,000,000	"	"	"	"	8,000,000
Recettes diverses.	Salines et mines de sel de l'Est	1,400,000	"	"	"	"	1,400,000
	Versement au Trésor par la ville de Paris. (Produit des jeux.)	5,500,000	"	"	"	"	5,500,000
	Produits divers	(a) 9,938,400	"	(c) 34,271	"	"	9,972,671
	Intérêts de la créance sur l'Espagne	2,237,373	"	"	"	"	2,237,373
	Produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers — amendes de police simple et de police correctionnelle	1,000,000	"	"	"	"	1,000,000
	Produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers — amendes en matière de douanes	1,600,000	"	"	(d) 107,367	"	1,492,633
	Produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers — amendes en matière de contributions indirectes	700,000	"	"	(d) 222,963	"	477,037
	Ressources locales extraordinaires pour dépenses départementales	810,109	"	(d) 625,119	"	"	1,435,228
Moyens extraordinaires.	Affectation et transport à 1832 de l'excédant des ressources du budget de l'exercice 1831	"	70,498,267	"	"	"	70,498,267
	Élevation à 275 millions du crédit de 200 millions, ouvert par la loi du 25 mars 1831, et à réaliser en obligations du Trésor, en rentes 5 p. 0/0, et au moyen de ventes de bois	"	75,000,000	"	"	"	75,000,000
Produit de retenues proportionnelles sur les traitements		"	3 000,000	"	"	"	3,000,000
Fonds reportés de l'exercice 1830.	Recette à l'exercice 1832 des fonds non employés au 31 décembre 1831, sur les crédits affectés à diverses dépenses spéciales de l'exercice 1830	"	"	"	"	4,160,197	4,160,197
		967,824,791	148,498,267	6,331,531	729,140	4,160,197	1,126,094,646 (e)
		1,116,323,058		5,611,391			

(a) Cette somme est ainsi présentée dans le tableau annexé à la loi du 21 avril 1832.

Produits divers	6,600,000
Produits rattachés, à partir de 1832, au budget des voies et moyens	3,338,400
	9,938,400

(b) Ces modifications résultent de la plus-value des rôles mis en recouvrement, pour les contributions directes, dont le produit est affecté aux non-valeurs et aux dépenses spéciales des départements. (Voir le développement, page 561, et le tableau ci-après, des crédits rectifiés.)

(c) Fonds avancés par des propriétaires pour dépenses cadastrales.

(d) Plus-value du produit de ces ressources.

(d) Plus-value du produit de ces ressources.

(e) Les produits de cette nature n'étant portés au budget que pour ordre, en recette et en dépense, les évaluations sont réduites au montant des recettes realisées.

DÉVELOPPEMENT des Crédits accordés aux Ministres pour les Dépenses de l'Exercice 1832.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS PAR LE BUDGET. — CRÉDITS OUVERTS par la loi de finances du 21 avril 1832. — Service ordinaire.	CRÉDITS OUVERTS par la loi de finances du 21 avril 1832. — Service extraordinaire.	CRÉDIT additionnel résultant de l'exécution de l'article 20 de la loi de finances.	À DÉDUIRE : Crédits excédant les ressources spéciales affectées aux dépenses qu'ils concernent.	MODIFICATIONS RÉSULTANT de la réalisation des ressources affectées à des dépenses spéciales — à ajouter.	MODIFICATIONS RÉSULTANT de la réalisation des ressources affectées à des dépenses spéciales — à déduire.	CRÉDITS REPORTÉS de l'exercice 1830. (Fonds départementaux.)	CRÉDITS SPÉCIAUX ouverts pour des dépenses extraordinaires.	CRÉDITS SPÉCIAUX reportés de l'exercice 1831.	NOUVELLE RÉPARTITION des ATTRIBUTIONS DES MINISTÈRES. — Crédits retranchés.	NOUVELLE RÉPARTITION des ATTRIBUTIONS DES MINISTÈRES. — Crédits ajoutés.	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES accordés par diverses lois spéciales, ou soumis à la sanction législative. — Suppléments de crédits pour dépenses ordinaires	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES accordés par diverses lois spéciales, ou soumis à la sanction législative. — Crédits extraordinaires.	TOTAL DES CRÉDITS portés dans la situation provisoire de l'exercice 1832.
	DETTE PUBLIQUE.														
	Dette perpétuelle — Rentes 5 p. o/o	175,160,062	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	175,160,062
	Dette perpétuelle — 4 1/2 p. o/o	1,027,696	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,027,696
	Dette perpétuelle — 4 p. o/o	3,125,210	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,125,210
1	Dette perpétuelle — 3 p. o/o	35,455,274	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	35,455,274
	Fonds d'amortissement	43,093,621	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	182,939	"	43,276,560
2	Emprunt national. (Intérêts des obligations.)	1,000,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,000,000
3	Intérêts de capitaux de cautionnements	8,753,940	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	8,753,940
4	Dette flottante	15,000,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	15,000,000
5	Dette viagère	6,200,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	6,200,000
6	Pensions — de la Pairie	1,178,846	"	163,718	"	"	"	"	"	"	"	"	172,000	"	1,514,564
7	Pensions — civiles	1 640,000	"	20,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,660,000
8	Pensions — à titres de récompenses nationales	630,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	630,000
9	Pensions — militaires	43,700,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	43,700,000
10	Pensions — ecclésiastiques	4,573,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4,573,000
11	Pensions — de donataires	1,460,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	100,000	100,000
12	Pensions — de l'ancienne liste civile. (*Loi du 15 mars 1832.*)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,854,654
13	Subvention au fonds de retraite des ministères	2,854,654	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
		344,854,303	"	183,718	"	"	"	"	"	"	"	"	354,939	100,000	345,492,960
	DOTATIONS.														
14	Liste civile	13,000,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	13,000,000
15	Chambre des Pairs	608,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	608,000
16	Chambre des Députés	560,000	"	5,333	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	565,333
17	Légion d'honneur. (Supplément à sa dotation.)	3,060,417	"	80,667	"	"	"	"	"	"	"	"	230,000	"	3,371,084
		17,228,417	"	86,000	"	"	"	"	"	"	"	"	230,000	"	17,544,417
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.														
1	Administration centrale. (Personnel.)	417,800	"	12,733	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	430,533
2	Administration centrale. (Matériel.)	100,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	100,000
3	Conseil d'état	420,300	"	22,000	"	"	"	"	"	"	"	"	5,000	"	447,300
4	Cour de cassation	791,300	"	60,667	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	851,967
5	Cours royales	4,039,220	"	121,667	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4,160,887
6	Cours d'Assises	154,400	"	22,933	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	177,333
7	Tribunaux de première instance	5,538,910	"	5,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5,543,910
8	Tribunaux de commerce	176,700	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	176,700
9	Tribunaux de police	62,400	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	62,400
10	Justice de paix	3,102,670	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,102,670
11	Frais de justice criminelle	3,300,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	400,000	"	3,700,000
12	Fonds de subvention à la caisse des retraites du ministère de la justice	226,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	226,000
13	Secours tempor. à d'anciens magistrats, à leurs veuves et orphelins. Indem. pour le journal des savants	45,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	45,000
		18,174,700	"	245,000	"	"	"	"	"	"	"	"	405,000	"	19,024,700
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.														
1	Administration centrale. (Personnel.)	536,700	"	9,767	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	546,467
2	Administration centrale. (Matériel.)	150,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	150,000
3	Traitements des agents politiques et consulaires	3,946,000	"	120,667	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4,066,667
4	Traitements des agents politiques et consulaires — en inactivité	100,000	"	10,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	110,000
5	Frais d'établissement des agents politiques et consulaires	277,000	"	7,666	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	284,666
6	Frais de voyages et frais de courriers	400,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	300,000	"	700,000
7	Frais de service des résidences politiques et consulaires	650,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	650,000
8	Presents diplomatiques	50,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	50,000
9	Indemnités et secours	80,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	80,000
10	Dépenses secrètes	650,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	650,000
11	Missions extraordinaires	100,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	100,000
		6,939,700	"	148,100	"	"	"	"	"	"	"	"	300,000	"	7,387,800
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.														
"	Administration centrale. (Personnel.)	221,000	"	3,334	"	"	"	"	"	"	224,334	"	"	"	"
"	Administration centrale. (Matériel.)	31,000	"	"	"	"	"	"	"	"	31,000	"	"	"	"
"	Culte catholique — Traitements et indemnités fixes du clergé catholique	27,290,300	"	161,667	"	"	"	"	"	"	27,451,967	"	"	"	"
"	Culte catholique — Bourses des séminaires	1,100,000	"	"	"	"	"	"	"	"	1,100,000	"	"	"	"
"	Culte catholique — Dépenses diocésaines	2,130,000	"	66,667	"	"	"	"	"	"	2,196,667	"	"	"	"
"	Culte catholique — Secours	1,982,300	"	"	"	"	"	"	"	"	1,982,300	"	"	"	"
"	Culte catholique — Dépenses diverses	190,000	"	12,238	"	"	"	"	"	"	202,238	"	"	"	"
"	Cultes non-catholiques — Dépenses des cultes protestants	730,000	"	"	"	"	"	"	"	"	730,000	"	"	"	"
"	Cultes non-catholiques — Dépenses du culte israélite	65,000	"	"	"	"	"	"	"	"	65,000	"	"	"	"
1	Colléges royaux et bourses royales	1,568,283	"	16,667	"	"	"	"	"	"	"	"	3,000	"	1,587,950
2	Instruction primaire	1,000,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,000,000
3	Établissements scientifiques et littéraires	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	395,000	"	"	395,000
4	Encouragements et souscriptions	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	22,000	"	"	22,000
		36,327,883	"	260,573	"	"	"	"	"	"	34,003,506	417,000	3,000	"	3,004,950

Suite du *DÉVELOPPEMENT des Crédits accordés aux Ministres pour les Dépenses de l'Exercice 1832.*

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS PAR LE BUDGET. — CRÉDITS OUVERTS par la loi de finances du 21 avril 1832. — Service ordinaire.	CRÉDITS OUVERTS par la loi de finances du 21 avril 1832. — Service extraordinaire.	CRÉDIT additionnel résultant de l'exécution de l'article 20 de la loi de finances.	À DÉDUIRE : Crédits excédant les ressources spéciales affectées aux dépenses qu'ils concernent.	MODIFICATIONS résultant de la réalisation des ressources affectées à des dépenses spéciales — à ajouter.	MODIFICATIONS résultant de la réalisation des ressources affectées à des dépenses spéciales — à déduire.	CRÉDITS REPORTÉS de l'exercice 1830. (Fonds départementaux.)	CRÉDITS SPÉCIAUX ouverts pour des dépenses extraordinaires.	CRÉDITS SPÉCIAUX reportés de l'exercice 1831.	NOUVELLE RÉPARTITION des ATTRIBUTIONS DES MINISTÈRES. — Crédits retranchés.	NOUVELLE RÉPARTITION des ATTRIBUTIONS DES MINISTÈRES. — Crédits ajoutés.	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES accordés par diverses lois spéciales, ou soumis à la sanction législative. — Suppléments de crédits pour dépenses ordinaires.	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES accordés par diverses lois spéciales, ou soumis à la sanction législative. — Crédits extraordinaires.	TOTAL DES CRÉDITS portés dans la situation provisoire de l'exercice 1832.
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.														
	Services ordinaires.														
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale	358,000f	"	10,000f	"	"	"	"	"	"	"	"	12,000	"	380,000f
2	Pensions et indemnités temporaires aux employés supprimés	14,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	14,000
3	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	168,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	168,000
4	Lignes télégraphiques	700,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	40,000	"	740,000
5	Dépenses secrètes	1,500,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,500,000
	Services extraordinaires.														
6	Secours aux réfugiés espagnols, portugais et autres	"	600,000f	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	624,525	4,224,525
7	Secours au sieur Cochrane, ex-gouverneur de la Dominique	"	"	"	"	"	"	"	50,000	"	"	"	"	"	50,000
8	Dépenses des services civils en Alger	"	549,600	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	549,600
9	Dépenses pour besoins d'intérêt général et imprévus	"	"	"	"	"	"	"	4,600,000f	"	"	"	"	"	4,600,000
10	Dépenses secrètes	"	"	"	"	"	"	"	1,500,000	"	"	"	"	1,000,000	2,500,000
11	Indemnités et secours accordés à titre de récompenses nationales	"	"	"	"	"	"	"	"	300,000	"	"	"	"	300,000
	Services des Cultes.														
1	Administration centrale. (Personnel)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	224,334f	"	"	224,334
2	(Matériel et dépenses diverses)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	31,000	"	"	31,000
3	Culte catholique. Traitement et indemnités fixes du clergé catholique	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	27,451,967	"	"	27,451,967
4	Culte catholique. Bourses des séminaires	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,100,000	"	"	1,100,000
5	Culte catholique. Dépenses diocésaines	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,196,667	"	"	2,196,667
6	Culte catholique. Secours	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,982,300	"	"	1,982,300
7	Culte catholique. Dépenses diverses	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	202,238	"	"	202,238
8	Cultes non catholiques. Dépenses des cultes protestants	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	750,000	"	"	750,000
9	Cultes non catholiques. Dépenses du culte israélite	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	65,000	"	"	65,000
		2,740,000	1,149,600	10,000	"	"	"	"	4,550,000	4,900,000	"	34,003,506	52,000	1,624,525	49,029,631
	MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.														
1	Administration centrale. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale	687,000	"	25,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	712,000
2	Administration centrale. Pensions et indemnités temporaires aux employés supprimés	74,789	"	3,737	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	78,526
3	Administration centrale. Matériel et dépenses diverses des bureaux	182,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	182,000
4	Administration centrale	200,000	"	12,666	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	212,666
5	Ponts et chaussées et mines. Routes royales, ponts, navigation, bacs, ports maritimes et services particuliers	27,458,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	27,458,000
6	Ponts et chaussées et mines. Personnel du corps des ponts et chaussées	2,838,600	"	10,466	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,849,066
7	Ponts et chaussées et mines. Mines	384,000	"	16,666	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	400,666
8	Ponts et chaussées et mines. Contributions pour travaux sur fonds particuliers	10,400,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	10,400,000
9	Ponts et chaussées et mines. Entretien des bâtiments et édifices publics	300,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	300,000
10	Bâtimens civils et monuments publics. Nouvelle salle de la Chambre des Députés	600,000	"	"	"	"	"	"	70,000	"	"	"	"	"	670,000
11	Bâtimens civils et monuments publics. Achèvement des monuments et édifices de la Capitale	900,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	900,000
12	Bâtimens civils et monuments publics. Construction des maisons centrales de détention	700,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	700,000
13	Bâtimens civils et monuments publics. Construction d'intérêt général dans les départements	270,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	270,000
14	Sciences, belles-lettres, beaux-arts. Établissements scientifiques et littéraires	1,506,000	"	"	"	"	"	"	"	"	395,900f	"	"	"	1,111,000
15	Sciences, belles-lettres, beaux-arts. Établissements des beaux-arts, monuments	380,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	380,000
16	Sciences, belles-lettres, beaux-arts. Encouragements et souscriptions	422,000	"	"	"	"	"	"	"	"	22,000	"	"	"	400,000
17	Haras. Haras, dépôts d'étalons, primes	1,650,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,650,000
18	Agriculture, commerce, &c. Écoles vétérinaires et encouragements à l'agriculture	419,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	419,000
19	Agriculture, commerce, &c. Commerce et manufactures	380,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	380,000
20	Agriculture, commerce, &c. Établissements sanitaires	50,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	50,000
21	Agriculture, commerce, &c. Encouragements aux pêches maritimes	3,000,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	650,000	"	3,650,000
22	Agriculture, commerce, &c. Poids et mesures	720,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	720,000
23	Agriculture, commerce, &c. Établissements de bienfaisance	473,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	473,000
24	Dépenses spéciales sur le versement de la ville de Paris. Secours aux colons	1,000,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,000,000
25	Dépenses spéciales sur le versement de la ville de Paris. Secours généraux aux bureaux de bienfaisance, hospices, &c.	326,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	326,000
26	Dépenses spéciales sur le versement de la ville de Paris. Secours aux sociétés de charité maternelle	100,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	100,000
27	Dépenses spéciales sur le versement de la ville de Paris. Achèvement de l'arc de triomphe de l'Étoile, du monument de la Madeleine et des bâtiments des sourds et muets	762,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	762,000
28	Dépenses spéciales sur le versement de la ville de Paris. Subventions aux théâtres royaux	1,300,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,300,000
29	Dépenses départementales. Dépenses fixes ou communes	11,570,867	"	"	600,000	13,631	"	55,847	"	"	"	"	"	"	11,040,345
30	Dépenses départementales. Dépenses variables spéciales	25,843,279	"	"	1,300,000	29,333	"	961,471	"	"	"	"	"	"	25,534,283
31	Dépenses départementales. Dépenses variables imputables sur le produit des ressources éventuelles des départements	810,109	"	"	"	625,119	"	238,179	"	"	"	"	"	"	1,673,407
32	Dépenses départementales extraordinaires, imputables sur les centimes facultatifs	14,200,000	"	"	"	3,301,666	"	2,538,740	"	"	"	"	"	"	20,040,406
33	Secours spéciaux. Secours spéciaux pour pertes résultant d'incendie, de grêle, inondations et autres cas fortuits	1,987,943	"	"	100,000	"	1,127	26,711	"	"	"	"	"	"	1,913,529
34	Services extraordinaires. Canaux et navigation, supplément au fonds d'emprunt	"	11,000,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	11,000,000
35	Services extraordinaires. Mesures sanitaires. (Loi du 28 septembre 1831)	"	"	"	"	"	"	"	"	685,000	"	"	"	"	685,000
36	Services extraordinaires. Mesures sanitaires. (Loi du 15 avril 1832)	"	"	"	"	"	"	"	2,000,000	"	"	"	"	"	2,000,000
37	Services extraordinaires. Supplément pour travaux de routes royales. (Loi du 6 novembre 1831)	"	"	"	"	"	"	"	"	1,833,000	"	"	"	"	1,833,000
38	Services extraordinaires. Travaux de routes et ouvrages d'art à la charge des départements. (Loi *idem*)	"	"	"	"	"	"	"	"	3,445,000	"	"	"	"	3,445,000
39	Services extraordinaires. Subvention aux entreprises de travaux d'intérêt public. (Loi *idem*)	"	"	"	"	"	"	"	"	500,000	"	"	"	"	500,000
40	Services extraordinaires. Subvention aux travaux d'utilité communale. (Loi *idem*)	"	"	"	"	"	"	"	"	4,837,000	"	"	"	"	4,837,000
42	Services extraordinaires. Secours au commerce et à l'industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	2,000,000	"	"	"	"	2,000,000
	Services extraordinaires. Acquisition du gymnase de Versailles	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	60,000	60,000
		111,894,589	11,000,000	68,535	2,000,000	3,969,949	1,127	3,820,948	2,070,000	13,300,000	417,000	"	650,000	60,000	144,415,894

Suite du *DÉVELOPPEMENT des Crédits accordés aux Ministres pour les Dépenses de l'Exercice 1832.*

CHAPITRES spéciaux.	MINISTERES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS PAR LE BUDGET. — CRÉDITS OUVERTS par la loi de finances du 21 avril 1832. — Service ordinaire.	CRÉDITS OUVERTS par la loi de finances du 21 avril 1832. — Service extraordinaire.	CRÉDIT additionnel résultant de l'exécution de l'article 20 de la loi de finances.	À DÉDUIRE : — Crédits excédant les ressources spéciales affectées aux dépenses qu'ils concernent.	MODIFICATIONS résultant de la réalisation des ressources affectées à des dépenses spéciales. — à ajouter.	MODIFICATIONS résultant de la réalisation des ressources affectées à des dépenses spéciales. — à déduire.	CRÉDITS REPORTÉS de l'exercice 1830. (Fonds départementaux.)	CRÉDITS SPÉCIAUX ouverts pour des dépenses extraordinaires.	CRÉDITS SPÉCIAUX reportés de l'exercice 1831.	NOUVELLE RÉPARTITION des ATTRIBUTIONS DES MINISTÈRES. — Crédits retranchés.	NOUVELLE RÉPARTITION des ATTRIBUTIONS DES MINISTÈRES. — Crédits ajoutés.	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES accordés par diverses lois spéciales, ou soumis à la sanction législative. — Suppléments de crédits pour dépenses ordinaires	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES accordés par diverses lois spéciales, ou soumis à la sanction législative. — Crédits extraordinaires.	TOTAL DES CRÉDITS portés dans la situation provisoire de l'exercice 1832.
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.														
1	Administration centrale. (Personnel)	1,495,000	"	13,667	"	"	"	"	"	"	"	"	"	8,000	1,514,667
2	——— (Matériel)	489,000	9,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	31,500	3,500	553,000
3	États-majors	15,291,000	645,000	436,000	"	"	"	"	"	"	"	"	332,000	1,623,000	18,327,000
4	Gendarmerie	13,622,000	3,000,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	150,000	18,772,000
5	Recrutement	489,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	489,000
6	Solde et entretien des troupes	116,780,000	92,280,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,583,000	24,615,808	237,258,808
7	Justice militaire	224,000	37,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	15,000	32,000	308,000
8	Remontes générales	1,894,000	2,849,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	311,000	"	5,054,000
9	Matériel de l'artillerie	7,490,000	14,580,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	125,000	22,195,000
10	Armement de la garde nationale	"	8,100,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	8,100,000
11	Matériel du génie	8,325,000	6,425,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	485,000	917,000	16,152,000
12	Écoles militaires	1,974,000	"	14,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,988,000
13	Dépenses temporaires	4,321,000	3,142,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	7,463,000
14	Hôtel royal des invalides	3,139,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,139,000
15	Dépenses diverses et imprévues	"	430,400	"	"	"	"	"	"	"	"	"	127,600	117,000	675,000
"	Arriéré	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,319,858	1,319,858
"	Services civils en Afrique	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	460,000	460,000
	MINISTÈRE DE LA MARINE.	177,533,000	131,497,400	461,667	"	"	"	"	"	"	"	"	4,905,100	29,371,166	343,768,333
	Service marine.														
1	Administration centrale (Personnel)	668,700	"	14,433	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	683,133
	——— (Matériel)														
2	Solde à terre, solde à la mer et dépenses assimilées à la solde	20,455,400	"	118,033	"	"	"	"	"	"	"	"	170,000	"	20,743,433
3	Hôpitaux	1,066,400	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	9,000	"	1,075,400
4	Vivres	7,319,400	"	867	"	"	"	"	"	"	"	"	137,000	"	7,457,267
5	Constructions, armements et approvisionnements	21,649,900	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	86,000	"	21,735,900
6	Artillerie	2,234,900	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	14,000	"	2,248,900
7	Travaux hydrauliques et bâtiments civils	3,621,500	"	2,833	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,624,333
8	Transports par mer	200,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	200,000
9	Chiourmes	306,700	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	306,700
10	Dépenses diverses	650,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	650,000
	Service colonies.														
11	Dépenses des services militaires aux colonies	7,000,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	7,000,000
		65,172,900	"	136,166	"	"	"	"	"	"	"	"	416,000	"	65,725,066
	MINISTÈRE DES FINANCES.														
18	Cour des comptes	1,149,000	"	33,333	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,182,333
19	Administration centrale. (Personnel)	5,749,300	"	92,200	"	"	"	"	"	"	"	"	26,150	"	5,867,750
20	——— (Matériel et dépenses diverses)	819,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	819,000
21	Frais de liquidation de l'indemnité accordée aux anciens propriétaires dépossédés	75,000	"	5,333	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	80,333
22	——— de l'indemnité des anciens colons de Saint-Domingue	152,000	"	16,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	168,000
23	Monnaies — Service administratif dans les départements	282,600	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	84,580	367,180
24	Monnaies — Frais de refonte d'anciennes espèces	800,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	300,000	"	1,100,000
25	Cadastre — Fonds commun	1,000,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	Cadastre — Centimes facultatifs votés par les conseils généraux	5,000,000	"	"	"	34,271	522,374	280,527	"	"	"	"	"	"	5,792,424
26	Frais de trésorerie, traitements, taxations, commissions et bonifications aux receveurs généraux et particuliers des finances	8,260,000	"	233,333	"	"	"	"	"	"	"	"	"	230,000	8,723,333
27	Traitements et frais de service des payeurs	870,000	"	83,333	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	953,333
"	Constructions à l'hôtel des postes	"	"	"	"	"	"	"	1,000,000	"	"	"	"	133,672	1,133,672
		24,156,900	"	463,532	"	34,271	522,374	280,527	1,000,000	"	"	"	326,250	448,252	26,187,358

Suite du *DÉVELOPPEMENT des Crédits accordés aux Ministres pour les Dépenses de l'Exercice 1832.*

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS PAR LE BUDGET. — CRÉDITS OUVERTS par la loi de finances du 21 avril 1832. — Service ordinaire.	Service extraordinaire.	CRÉDIT additionnel résultant de l'exécution de l'article 20 de la loi de finances.	À DÉDUIRE : Crédits excédant les ressources spéciales affectées aux dépenses qu'ils concernent.	MODIFICATIONS RÉSULTANT de la réalisation des ressources affectées à des dépenses spéciales. — à ajouter.	à déduire.	CRÉDITS REPORTÉS de l'exercice 1830. (Fonds départementaux.)	CRÉDITS SPÉCIAUX ouverts pour des dépenses extraordinaires.	CRÉDITS SPÉCIAUX reportés de l'exercice 1831.	NOUVELLE RÉPARTITION des ATTRIBUTIONS DES MINISTÈRES. — Crédits retranchés.	Crédits ajoutés.	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES accordées par diverses lois spéciales, ou soumis à la sanction législative. — Suppléments de crédits pour dépenses ordinaires.	Crédits extraordinaires.	TOTAL DES CRÉDITS portés dans la situation provisoire de l'exercice 1832.
	FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS.														
	Contributions directes.														
28	Service administratif dans les départements	3,234,000	"	28,667	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,262,667
29	Frais de perception dans les départements	11,990,000	"	"	"	32,390	"	"	"	"	"	"	10,000	"	12,032,390
	Enregistrement, Timbre et Domaines.														
30	Service administratif et de perception dans les départements	8,876,800	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	415,872	"	9,292,672
31	Timbre	770,950	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	770,950
	Forêts.														
32	Service administratif et de surveillance dans les départements	3,124,300	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,124,300
33	Avances recouvrables. (Frais divers, communs aux bois de l'État et à ceux des communes.)	514,500	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	514,500
34	Frais pour l'aliénation des bois de l'État	250,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	250,000
	Douanes.														
35	Service administratif et de perception dans les départements	23,192,698	"	8,333	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	23,201,031
	Contributions indirectes.														
36	Service administratif et de perception dans les départements	19,864,600	"	28,333	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	19,892,933
37	Poudres à feu	2,312,300	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,312,200
	Tabacs.														
38	Exploitation des tabacs	21,313,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	21,313,000
	Postes.														
39	Service administratif et de perception dans les départements	5,178,775	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	312,000	"	5,490,775
40	Transport des dépêches	9,067,310	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	37,800	9,105,110
41	Service rural. (*Loi du 3 juin 1829.*)	3,030,500	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	88,000	"	3,118,500
	Loterie.														
42	Service administratif dans les départements	354,700	"	6,667	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	361,367
43	Frais de perception. (Remises aux receveurs.)	1,500,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	80,000	"	1,580,000
44	Salines et mines de sel de l'Est	185,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	7,300	"	192,300
		114,759,433	"	72,000	"	32,390	"	"	"	"	"	"	913,172	37,800	115,814,795
	REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.														
45	Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes	25,862,445	"	"	210,000	2,678,728	550,116	58,722	"	"	"	"	1,010,000	"	29,149,779
46	Remboursements de sommes indument perçues sur produits indirects et divers	2,015,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	660,000	"	2,675,000
47	Restitutions de produits d'amendes saisies et confiscations attribuées à divers	3,312,000	"	"	"	"	330,330	"	"	"	"	"	"	"	2,981,670
48	Primes à l'exportation des marchandises	10,000,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	15,000,000	"	25,000,000
49	Escompte sur droits de douanes et sels	1,800,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	350,000	"	2,150,000
		42,989,445	"	"	210,000	2,678,728	880,446	58,722	"	"	"	"	17,020,000	"	61,956,449
	RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.														
	Dette publique	344,854,303	"	183,718	"	"	"	"	"	"	"	"	354,939	100,000	345,492,960
	Dotations	17,228,417	"	86,000	"	"	"	"	"	"	"	"	230,000	"	17,544,417
	Ministère de la justice	18,374,700	"	245,000	"	"	"	"	"	"	"	"	405,000	"	19,024,700
	—— des affaires étrangères	6,939,700	"	148,100	"	"	"	"	"	"	"	"	300,000	"	7,387,800
	—— de l'instruction publique	36,327,883	"	260,573	"	"	"	"	"	"	34,003,506	417,000	3,000	"	3,004,930
	—— de l'intérieur et des cultes	2,740,000	1,149,600	10,000	"	"	"	4,350,000	4,900,000	34,003,506	"	34,003,506	52,000	1,624,525	49,029,631
	—— du commerce et des travaux publics	111,894,589	11,000,000	68,535	2,000,000	3,669,949	1,127	3,820,948	2,070,020	13,300,000	417,000	"	659,000	60,000	144,415,894
	—— de la guerre	177,533,600	131,497,400	461,667	"	"	"	"	"	"	"	"	4,905,100	29,371,166	343,768,333
	—— de la marine	65,172,900	"	136,166	"	"	"	"	"	"	"	"	416,000	"	65,725,066
	—— des finances	24,156,900	"	403,532	"	34,271	522,374	280,527	1,000,000	"	"	"	326,230	448,252	26,189,358
	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus	114,759,433	"	72,000	"	32,390	"	"	"	"	"	"	913,172	37,800	115,814,795
	Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	42,989,445	"	"	210,000	2,678,728	880,446	58,722	"	"	"	"	17,020,000	"	61,956,449
		962,571,270	143,647,000	(a) 2,135,291	(b) 2,210,000	7,015,338	1,403,947	(d) 4,160,197	(e) 7,620,000	(f) 18,200,000	34,420,506	34,420,506	25,575,461	31,641,743	1,199,352,333
		1,106,618,270				(e) 5,611,391					(g)		57,217,204		

(a) Ce crédit a été ouvert, pour chaque ministère, par des ordonnances royales datées du mois de mai, et qui sont insérées au bulletin des lois.

(b) *Voir* la note explicative placée à la suite du présent tableau.

(c) *Voir* les développements sur les contributions directes de l'exercice 1832 (page 561).

(d) Loi réglementaire du budget de l'exercice 1830.

(e) Lois des 15 et 21 avril 1832.

(f) Portion non employée sur l'exercice 1831 des crédits accordés par les lois des 28 septembre, 16 octobre et 6 novembre 1831. Ce transport, déjà autorisé, en partie, par l'art. 21 de la loi du 21 avril 1832, résulte des dispositions du projet de loi présenté pour le règlement définitif du budget de l'exercice 1831.

(g). *Voir* les ordonnances royales des 11 octobre et 31 décembre 1832, ainsi que celles qui en ont réglé l'exécution : elles sont insérées au bulletin des lois.

NOTE sur les Crédits excédant les Ressources spéciales affectées aux Dépenses qu'ils concernent. (*Voir* le tableau qui précède.)

D'après le tableau des contributions directes, à imposer pour l'exercice 1832, qui se trouve page 35 du projet de budget de cet exercice, présenté à la Chambre des Députés, le 19 août 1831, le produit des centimes affectés aux dépenses départementales et communales, ainsi qu'aux non-valeurs, était évalué comme il suit :

19 centimes pour dépenses fixes et variables des départements		37,770,947f
1 centime pour secours, en cas de grêle, &c.		1,987,945
1 centime sur les contributions foncière et mobilière, pour non-valeurs, remises et modérations.	1,787,945	
3 centimes sur la contribution personnelle pour décharges et attributions aux communes	600,000	
3 centimes sur la contribution des portes et fenêtres, pour les mêmes dépenses	810,000	25,862,445
Fonds pour non-valeurs et attributions des communes sur les patentes	3,694,500	
Fonds pour dépenses des communes	18,200,000	
Fonds de réimpositions	770,000	
ENSEMBLE		65,621,337

La Chambre a admis ces évaluations, en votant la loi distincte sur le budget des dépenses de l'exercice 1832; seulement, elle n'a pas attribué au ministère du commerce la totalité du produit des centimes applicables aux dépenses fixes des départements. Une somme de 356,800 en a été distraite au profit des fonds généraux du budget, pour réductions de dépenses prononcées par la Chambre, savoir :

Traitements des préfets		166,100
———— des secrétaires généraux supprimés	216,200	
A déduire : augmentation accordée aux conseillers de préfecture appelés à remplir les fonctions de secrétaires généraux	25,500	
RESTE	190,700	190,700
ENSEMBLE		356,800

Il est résulté de cette réduction de dépense, que les crédits ouverts aux ministres sur le produit des centimes additionnels détaillés ci-dessus, ont été énoncés, ainsi qu'il suit, au budget des dépenses de l'exercice 1832. (Voir le tableau annexé à la loi de dépenses du 21 avril 1832.)

Commerce	Dépenses fixes ou communes des départements	11,570,867	39,402,091
	Dépenses variables	25,843,279	
	Secours spéciaux aux départements	1,987,945	
Finances	Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes		25,862,445
ENSEMBLE			65,264,536
En ajoutant à cette somme la réduction votée par la Chambre, ci			356,800
On retrouve l'évaluation que le Gouvernement avait proposée			65,621,336

à la différence près de 1 franc résultant de fractions de centimes, et qui, dans le projet du Gouvernement, existait entre les ressources et les besoins prévus pour les dépenses dont il s'agit.

Après avoir voté la loi de dépenses, la Chambre a passé à la discussion de celle des recettes; les propositions du Gouvernement, relativement au mode d'assiette des contributions directes, ont été entièrement modifiées. (Voir le rapport fait à la Chambre le 3 février 1832, sur le budget des recettes.) Les contributions personnelle et mobilière, réunies ensemble, sont redevenues des impôts de répartition, ainsi que la contribution des portes et fenêtres.

Le principal de la contribution personnelle avait été évalué à	20,000,000	44,000,000
Celui de la contribution mobilière, à	24,000,000	
Les deux contributions réunies n'ont plus été portées au budget rectifié que pour un principal de		34,000,000
EN MOINS		10,000,000
Les portes et fenêtres prévues pour		27,000,000
n'ont plus dû être imposées que pour		22,000,000
EN MOINS		5,000,000

Ces amendements, qui ont affecté non-seulement le principal, mais aussi les centimes additionnels dont il est augmenté, ont eu pour résultat que la portion des contributions directes, attribuée aux dépenses départementales et aux non-valeurs, a été présentée ainsi qu'il suit dans le tableau rectifié de ces contributions, annexé au budget des recettes de l'exercice 1832.

19 centimes pour dépenses fixes et variables		35,870,947
1 centime pour secours spéciaux		1,887,945
1 centime sur les contributions foncière, personnelle et mobilière, pour les non-valeurs	1,887,945	
5 centimes sur les portes et fenêtres pour non-valeurs et frais de recensement	1,100,000	
Fonds pour non-valeurs et attributions des communes sur les patentes	3,694,500	25,652,445
Fonds pour dépenses des communes	18,200,000	
Fonds de réimpositions	770,000	
Total représentant les ressources spéciales qui devaient déterminer le montant des crédits à ouvrir aux ministres, pour les dépenses auxquelles elles sont destinées, ci		63,411,337
mais la Chambre des Députés ayant réduit les dépenses des préfectures, de		356,800
Les crédits à ouvrir ne montaient plus qu'à		63,054,537
cependant les crédits accordés ont été de		65,264,536
Différence entre les prescriptions de la loi des dépenses et de la loi des recettes, représentant les crédits ouverts aux ministres du commerce et des finances, en excédant des fonds qui devaient être mis à leur disposition, y compris la fraction de 1 fr., que présentait le projet du Gouvernement, ensemble		2,210,000

Cette différence provient des causes que l'on va expliquer :

Les 6 centimes affectés aux dépenses fixes ont été basés pour le crédit, sur un principal de 44 millions (personnelle et mobilière), tandis que, pour la recette, le principal n'a plus été que de 34 millions. Différence en moins, 10 millions, dont 6 centimes font		600,000
La même différence produit pour les 13 centimes applicables aux dépenses variables		1,300,000
Même cause pour un centime attribué aux secours spéciaux dans les départements		100,000
La loi des dépenses, d'accord avec le projet du gouvernement, a accordé, pour le ministère des finances (restitutions et non-valeurs sur les contributions directes), 1° un crédit de 600,000 francs dans l'hypothèse des 3 cent. ajoutés à la contribution personnelle assise comme impôt de quotité et sur un principal de 20 millions	600,000	
2° Un crédit de 240,000 francs sur un centime ajouté au principal de 24 millions de la contribution mobilière, également classée comme impôt de quotité, ci	240,000	
3° Un troisième crédit de 810,000 francs pour 3 centimes additionnels, au principal de 27 millions, à recouvrer par voie de quotité pour la contribution des portes et fenêtres, ci	810,000	
Total des crédits accordés par la loi des dépenses	1,650,000	

Dans la loi des recettes, les impositions destinées à former la partie correspondante du fonds de non-valeurs, ont été réglées comme il suit :

1 centime sur les contributions personnelle et mobilière, réunies ensemble à titre d'impôt de répartition, pour un principal de 34 millions, ci	340,000		
5 centimes sur le principal de 22 millions, à répartir pour les portes et fenêtres	1,100,000		
Total des impositions, d'après la loi des recettes	1,440,000	1,440,000	
Crédits accordés en excédant des impositions		210,000	210,000
Différence égale à celle qui vient d'être établie			2,210,000

Pour rectifier cette différence, dont le résultat aurait indûment atténué les fonds généraux du budget, au profit des fonds spéciaux des départements, on a réduit d'une même somme les crédits portés dans la situation provisoire de l'exercice 1832, comme ayant été ouverts par le budget aux ministres du commerce et des finances.

Quant à la différence de 1 fr. que le projet du gouvernement présentait entre les crédits et les impositions, on l'a fait disparaître en réduisant le produit des 6 centimes pour dépenses fixes.

BUDGET DE L'EXERCICE 1832.

SITUATION provisoire des Recettes au 1er Janvier 1833.

PAGES des états de développement des recettes.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.		ÉVALUATION DES RECETTES. RECETTES ordinaires.	RECETTES extraordinaires.	TOTAL.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTE à recouvrer sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédant des évaluations.	Excédant des droits recouvrés et à recouvrer.	RÉSULTATS PROVISOIRES pour le règlement du budget. Produits probables de l'exercice 1832.	OBSERVATIONS.
43	Contributions directes.	Foncière	248,016,688	//	248,016,688	247,886,334 26	307,557,600 84	49,683,026 34	(a) 130,353 74	//	247,886,334 26	(a) Diminution résultant du retranchement de la contribution afférente aux biens composant l'ancien apanage d'Orléans (*Loi du 2 mars 1832*), compensation faite des augmentations apportées au principal pour cotisation des bois sortis du domaine de l'État.
		Personnelle et mobilière	53,060,522	//	53,060,522	53,060,239 78			(b) 282 22	//	53,060,239 78	(b) Cotisation extraordinaire de 1831, dont le montant a été déduit du contingent de 1832, conformément aux dispositions de l'article 27 de la loi du 26 mars 1831.
		Portes et fenêtres	27,230,950	//	27,230,950	27,231,055 08			//	(c) 105 08	27,231,055 08	(c) Insuffisance des évaluations du budget.
		Patentes	29,428,690	//	29,428,690	27,303,608 21			(d) 2,125,081 79	//	27,303,608 21	(d) Le budget avait évalué à une somme trop forte le principal des patentes.
		Fonds pour frais de premier avertissement	682,390	//	682,390	682,389 85			0 15	//	682,389 85	(e) Cet excédant frappe presqu'en totalité sur les droits d'enregistrement et notamment sur ceux des ventes de meubles et d'immeubles et des successions.
		Contribution additionnelle à celle assise sur les bois des communes et des établissements publics (*Exécution de l'art. 106 du Code forestier.*)	1,077,000.	//	1,077,000	1,077,000 00			//	//	1,077,000 00	(f) La débite du timbre et le timbre extraordinaire ont également participé à cette augmentation, dans laquelle le timbre des journaux entre pour 134,000 francs.
45	Enregistrement timbre et domaines.	Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de perceptions diverses	158,458,000	//	158,458,000	163,590,560 22	163,053,560 22	537,000 00	//	(e) 5,132,560 22	163,590,560 22	(g) La diminution provient de ce que la vente des biens distraits de la liste civile n'a pu avoir lieu par suite des demandes d'affectation d'une grande partie de ces biens à des services publics.
		Droit de timbre	27,960,000	//	27,960,000	28,929,497 30	28,928,997 30	500 00	//	(f) 969,497 30	28,929,497 30	(h) Les difficultés élevées par les détenteurs des domaines et bois engagés ont retardé le recouvrement des sommes dont ils sont débiteurs, et d'ailleurs il y avait eu surévaluation dans le budget.
		Revenus et prix de vente de domaines	6,547,000	//	6,547,000	3,593,637 06	3,253,637 06	340,000 00	(g) 2,953,362 94	//	3,593,637 06	
		Domaines et bois engagés ou échangés	5,260,000		5,260,000	4,106,988 21	3,606,988 21	500,000 00	(h) 1,153,011 79	//	4,106,988 21	
		A reporter	557,721,240	//	557,721,240	557,461,309 97	506,400,783 63	51,060,526 34	6,362,092 63	6,102,162 60	557,461,309 97	

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1832.

Suite de la *SITUATION provisoire des Recettes au 1er Janvier 1833.*

PAGES DES ÉTATS de développement des recettes.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATION DES RECETTES. RECETTES ordinaires.	RECETTES extraordinaires.	TOTAL.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTE À RECOUVRER sur les droits constatés, à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédant des évaluations.	Excédant des droits recouvrés et à recouvrer.	RÉSULTATS PROVISOIRES pour le règlement du budget. Produits probables de l'exercice 1832.	OBSERVATIONS.
	Report	557,721,240	//	557,721,240	557,461,309 97	506,400,783 63	51,060,526 34	6,362,092 63	6,102,162 60	557,462,309 97	
53	Coupes de bois. — Principal des adjudications	15,500,000	//	15,500,000	18,048,452 02	17,418,701 74	629,750 28	//	(a) 2,548,452 02	18,048,452 02	
	Coupes de bois. — Décime et produits accessoires	2,500,000	//	2,500,000	2,842,492 12	2,842,492 12	//	//	(a) 342,492 12	2,842,492 12	
47	Douanes et sels. — Droits de douanes, de navigation et recettes accidentelles	109,610,000	//	109,610,000	105,835,651 59	105,835,651 59	//	(b) 3,774,348 41	//	105,835,651 59	
	Douanes et sels. — Droit de consommation des sels	51,300,000	//	51,300,000	53,857,945 62	53,857,945 62	//	//	(c) 2,557,945 62	53,857,945 62	
49	Boissons tabacs et poudres. — Boissons et droit de fabrication des bières	66,600,000	//	66,600,000	65,651,019 14	62,944,155 55	2,706,863 59	(d) 948,980 86	//	65,651,019 14	
	Boissons tabacs et poudres. — Droits divers et recouvrements d'avances pour divers services	32,920,000	//	32,920,000	30,417,901 34	28,622,659 11	1,795,242 23	(e) 2,502,098 66	//	30,417,901 34	
	Boissons tabacs et poudres. — Produit de la vente des tabacs	67,300,000	//	67,300,000	67,509,026 74	67,487,299 55	21,727 19	//	(f) 209,026 74	67,509,026 74	
	Boissons tabacs et poudres. — Produit de la vente des poudres à feu	4,180,000	//	4,180,000	3,426,471 13	3,424,471 01	2,000 12	(g) 753,528 87	//	3,426,471 13	
51	Postes	34,290,000	//	34,290,000	34,157,485 95	33,822,025 89	335,460 06	(h) 132,514 05	//	34,157,485 95	
57	Loterie	8,000,000		8,000,000	11,106,131 46	11,106,131 46	//	//	(i) 3,106,131 46	11,106,131 46	
	A reporter	949,921,240	//	949,921,240	950,313,887 08	893,762,317 27	56,551,569 81	14,473,563 48	14,866,210 56	950,313,887 08	

(a) Le produit des coupes de bois a excédé les prévisions du budget pour le nombre d'hectares vendus et le prix moyen des ventes.

(b) Cette diminution n'est que fictive, attendu que l'évaluation des produits de 1832, qui avait d'abord été établie sur les recouvrements de 1830, n'a été augmentée que dans la vue de plusieurs rehaussements de droits sur les sucres et les cotons, pour lesquels aucune loi n'est intervenue. Les produits de 1832, comparés à ceux de 1830, offrent en réalité une augmentation de 2,835,600 fr.

(c) Excédant provenant de ce que les consommations de l'année 1830, qui avaient été prises pour base de l'évaluation de 1832, ont été considérablement affaiblies par l'espoir d'une prochaine diminution de droits.

(d) Excédant sur le droit de circulation et le droit de détail, résultant d'une diminution dans la consommation.

(e) Diminution constatée sur les licences délivrées aux débitants de boissons, les droits sur les voitures publiques, les cartes, les sels, les matières d'or et d'argent, la navigation, &c., par suite d'une réduction dans les consommations et du ralentissement des affaires commerciales.

(f) Excédant provenant de la suppression de la remise accordée aux débitants sur le poids des quantités vendues, pour *trait de balance*.

(g) Diminution, résultant des formalités établies pour la vente des poudres, et de la destruction du gibier dans plusieurs contrées.

(h) Accroissement sur le produit de la taxe des lettres et du droit de 5 p. o/o sur les dépôts d'argent, atténué par des diminutions sur le produit des malles-postes, des offices étrangers et la taxe des lettres du service rural.

(i) Accroissement sur les recettes en mises, et réduction dans le montant des lots payés.

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1832.

Suite de la *SITUATION provisoire des Recettes au 1er Janvier 1833.*

PAGES DES ÉTATS de développement des recettes.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATION DES RECETTES. RECETTES ordinaires.	RECETTES extraordinaires.	TOTAL.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTE À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédant des évaluations.	Excédant des droits recouvrés et à recouvrer.	RÉSULTATS PROVISOIRES pour le règlement du budget. Produits probables de l'exercice 1832.	OBSERVATIONS.
	Report.....	949,921,240	"	949,921,240f	950,313,887f 08c	893,762,317f 27c	56,551,569f 81c	14,473,563f 48c	14,866,210f 56c	950,313,887f 08c	
55.	Salines et mines de sel de l'Est.....	1 400,000	"	1,400,000	1,427,889 70	1,427,889 70	"	"	(a) 27,889 70	1,427,889 70	(a) La part du trésor dans les bénéfices de l'exploitation a excédé la prévision du budget; toutefois la compagnie a élevé des réclamations qui ont fait différer la distribution des bénéfices de 1832.
57.	Versement au trésor par la ville de Paris. (Produit des jeux.).....	5,500,000	"	5,500,000	5,500,000 00	5,041,666 66	458,333 34	"	"	5,500,000 00	
61.	Produits divers. Bénéfice sur la fabrication des monnaies.	9,972,671	"	9,972,671	519,223 85	18,327,540 18	"	"	(b) 8,354,869 18	18,327,540 18	(b) Cet excédant de recette provient des produits ci-après, qui ont été versés dans les caisses du trésor pendant l'année 1832 et dont la ressource n'avait pas été prévue au budget. Produits et revenus locaux d'Alger..... 1,641,702f Recouvrements sur les prêts au commerce..... 3,351,768 Remboursements de frais de liquidation de l'indemnité affectée aux colons de Saint-Domingue..... 1,752,376 Recouvrements d'avances faites à diverses villes..... 1,060,000 Intérêts bonifiés au trésor sur le prix de la vente des bois de l'État. (Loi du 25 mars 1831.)..... 564,028 *Idem* sur les prêts au commerce..... 435,068 8,804,942 A déduire pour le résultat des augmentations et des diminutions applicables aux différents articles compris sous la dénomination de produits divers..... 450,075 8,354,867
	Recette sur divers revenus publics....				6,288,986 03						
	Produits divers provenant des ministères				2,862,102 72						
	Recettes de diverses origines.....				8,657,227 58						
63.	Intérêt de la créance sur l'Espagne.....	2,237,373	"	2,237,373	2,237,373 00	1,125,247 00	1,112,126 00	"	"	2,237,373 00	
63.	Produits d'amendes saisies et confiscations attribuées à divers. Amendes de police simple et de police correctionnelle.....	1,000,000	"	1,000,000	753,803 98	753,803 98	"	(c) 246,196 02	"	753,803 98	
	Amendes en matière de douanes.....	1,492,633	"	1,492,633	1,492,633 09	1,492,633 09	"	"	0 09	1,492,633 09	
	Amendes en matière de contributions indirectes.....	477,037	"	477,037	477,037 43	477,037 43	"	"	0 43	477,037 43	(c) Ce produit entièrement éventuel ne peut être évalué exactement dans le budget.
63.	Ressources locales extraordinaires pour dépenses départementales.....	1,435,228	"	1,435,228	1,435,228 53	1,435,228 53	"	"	0 53	1,435,228 53	
	A reporter.....	973,436,182	"	973,436,182	981,965,392 99	923,843,363 84	58,122,029 15	14,719,759 50	23,248,970 49	981,965,392 99	

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1832.

Suite de la *SITUATION provisoire des Recettes au 1er Janvier 1833.*

PAGES DES ÉTATS de développement des recettes.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATION DES RECETTES — RECETTES ordinaires.	RECETTES extraordinaires.	TOTAL.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTE À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. — Excédant des évaluations.	Excédant des droits recouvrés et à recouvrer.	RÉSULTATS PROVISOIRES pour le règlement du budget. Produits probables de l'exercice 1832.	OBSERVATIONS.
	Report.....	973,436,182f	//	973,436,182f	981,965,392f 99c	923,843,363f 84c	58,122,029f 15c	14,719,759f 50c	23,248,970f 49c	981,965,392f 99c	
	Ressources extraordinaires.										
68	Produits des retenues proportionnelles sur les traitements.....	//	3,000,000f	3,000,000	3,274,220 90	3,274,220 90	//	//	(a) 274,220 90	3,274,220 90	(a) Insuffisance dans l'évaluation du budget.
	Moyens accordés.										
	Élévation à 275 millions du crédit de 200 millions ouvert par la loi du 25 mars 1831.....75,000,000										
	Moyens réalisés ou à réaliser.										
67	Moyens extraordinaires. — Négociations de rentes 5 p. o/o (Portion de l'emprunt de 150 millions restant applicable à l'exercice 1832.)..10,125,629										
	Aliénation de bois de l'État. (Ventes faites en 1832.)..35,376,385										
	TOTAL.....45,502,014										
	Moyens extraordinaires restant à la disposition du Gouvernement.....29,497,986	//	75,000,000	75,000,000	75,000,000 00	43,937,539 00	31,062,461 00	//	//	75,000,000 00	
	75,000,000										
		973,436,182	78,000,000	1,051,436,182	1,060,239,613 89	971,055,123 74	89,184,490 15	14,719,759 50	23,523,191 39	1,060,239,613 89	
	Affectation et transport, à 1832, de l'excédant des ressources du budget de l'exercice 1831.....	//	70,498,267	(b) 70,498,267	90,939,995 00	90,939,995 00	//	//	20,441,728 00	90,939,995 00	(b) Les motifs pour lesquels l'excédant de recette de l'exercice 1831 n'a été prévu au budget de l'exercice 1832 que pour la somme de 70,498,267 fr., sont expliqués pages 221 à 223 du compte général des finances de l'année 1831. (Voir aussi le résultat général du budget de l'exercice 1831, page 233 du présent compte.)
	Fonds reportés de l'Exercice 1830.	973,436,182	148,498,267	1,121,934,449	1,151,179,608 89	1,061,995,119 74	89,184,490 15	14,719,759 50	43,964,919 39	1,151,179,608 89	
	Recette à l'exercice 1832, des fonds non employés au 31 décembre 1831, sur les crédits affectés à diverses dépenses spéciales de l'exercice 1830..	4,160,197	//	4,160,197	4,160,197 00	4,160,197 00	//	//	//	4,160,197 00	
		977,596,379	148,498,267	1,126,094,646	1,155,339,805 89	1,066,155,316 74	89,184,490 15	14,719,159 39	43,964,919 39	1,155,339,805 89	
								29,245,159 89			

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1832.

SITUATION provisoire des Dépenses au 1er Janvier 1833.

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. (Voir le tableau de développement, pages 248 et 249.)	DÉPENSES résultant des services faits et à faire. — DÉPENSES constatées.	DÉPENSES présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	RESTE À PAYER pour solder les dépenses.	RÉSULTATS PROVISOIRES pour le règlement du budget. — CRÉDITS non consommés par les dépenses, à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	DÉPENSES probables de l'exercice 1832.	OBSERVATIONS.
DETTE PUBLIQUE.										
Rentes 3 p. o/o	35,455,274	34,263,448 57	1,191,825 43	35,455,274 00	30,173,468 83	5,281,805 17	"	"	35,455,274 00	
—— 4 p. o/o	3,125,210	3,127,641 00	"	3,127,641 00	3,111,913 50	15,727 50	"	(a) 2,431 00	3,127,641 00	(a) Rappels d'arrérages non payés sur les exercices antérieurs.
—— 4 1/2 p. o/o	1,027,696	1,027,696 00	"	1,027,696 00	1,023,016 50	4,679 50	"	"	1,027,696 00	
—— 5 p. o/o	175,160,062	175,343,425 46	68,131 54	175,411,557 00	173,314,920 02	2,096,636 98	"	"	175,411,557 00	
Fonds d'amortissement	43,276,560	43,276,560 00	"	43,276,560 00	43,276,560 00	"	"	"	43,276,560 00	
Emprunt national. (Intérêts des obligations.)	1,000,000	748,505 00	"	748,505 00	748,505 00	"	"	"	748,505 00	
Cautionnements	8,753,940	8,995,549 77	"	8,995,549 77	8,995,549 77	"	"	(b) 241,609 77	8,995,549 77	(b) Ces dépenses se composent des intérêts applicables aux divers exercices, et qui ont été acquittés pendant l'année 1832; elles ont excédé le crédit alloué d'une somme à peu près égale à celle dont le crédit primitivement demandé a été réduit.
Dette flottante	15,000,000	11,032,596 62	3,717,403 38	14,750,000 00	11,030,101 65	3,719,898 35	(c) 250,000 00	"	14,750,000 00	
Dette viagère	6,200,000	6,680,046 84	"	6,680,046 84	5,433,000 81	1,247,046 03	"	(d) 480,046 84	6,680,046 84	
Pensions — de la pairie	1,514,564	1,521,358 25	"	1,521,358 25	1,145,024 91	376,333 34	"	(d) 6,794 25	1,521,358 25	(c) Les dépenses relatives à la dette flottante ne peuvent être présentées exactement qu'à l'époque de la clôture de l'exercice; elles paraissent cependant devoir rester inférieures au crédit porté au budget, du montant de l'excédant ci-contre.
Pensions — civiles	1,660,000	1,765,992 47	"	1,765,992 47	1,613,005 63	152,986 84	"	(d) 105,992 47	1,765,992 47	
Pensions — à titre de récompenses nationales	630,000	617,953 27	12,046 73	630,000 00	431,571 01	198,428 99	"	"	630,000 00	
Pensions — militaires	43,700,000	45,297,620 35	"	45,297,620 35	32,417,654 09	12,879,966 26	"	(d) 1,597,620 35	45,297,620 35	(d) La dépense que le budget de 1832 aura à supporter pour les pensions de toute nature ne pourra être présentée exactement qu'à la clôture de l'exercice, attendu que c'est seulement à cette époque que l'on connaîtra les crédits restés sans emploi par l'effet des extinctions. Il est probable que le montant de ces extinctions réduira en grande partie les crédits complémentaires qui sont maintenant présumés nécessaires.
Pensions — ecclésiastiques	4,575,000	4,851,678 23	"	4,851,678 23	4,391,113 05	460,565 18	"	(d) 276,678 23	4,851,678 23	
Pensions — des donataires	1,460,000	1,494,294 42	"	1,494,294 42	946,099 21	548,195 21	"	(d) 34,294 42	1,494,294 42	
Pensions — de l'ancienne liste civile	100,000	9,675 79	90,324 21	100,000 00	6,026 29	93,973 71	"	"	100,000 00	
Subventions aux fonds de retraite des ministères	2,854,654	2,749,664 75	104,989 25	2,854,654 00	2,384,538 67	470,115 33	"	"	2,854,654 00	
	345,492,960	342,803,706 79	5,184,720 54	347,988,427 33	320,442,068 94	27,646,358 39	250,000 00	2,745,467 33	347,988,427 33	
							2,495,467 33			
DOTATIONS.										
Liste civile	13,000,000	13,000,000 00	"	13,000,000 00	13,000,000 00	"	"	"	13,000,000 00	
Chambre des Pairs	608,000	608,000 00	"	608,000 00	608,000 00	"	"	"	608,000 00	
Chambre des Députés	565,333	565,333 00	"	565,333 00	565,333 00	"	"	"	565,333 00	
Légion d'honneur. (Supplément à sa dotation.)	3,371,084	3,141,084 00	230,000 00	3,371,084 00	1,550,000 00	1,821,084 00	"	"	3,371,084 00	
	17,544,417	17,314,417 00	230,000 00	17,544,417 00	15,723,333 00	1,821,084 00	"	"	17,544,417 00	
							"			

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1832.

Suite de la *SITUATION provisoire des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. (Voir le tableau de développement, pages 248 et 249.)	DÉPENSES résultant des services faits et à faire.			PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	RESTE À PAYER pour solder les dépenses.	RÉSULTATS PROVISOIRES pour le règlement du budget.			OBSERVATIONS.
		DÉPENSES constatées.	DÉPENSES présumées.	TOTAL.			CRÉDITS non consommés par les dépenses à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	DÉPENSES probables de l'exercice 1832.	
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.										
Administration centrale. (Personnel.)	430,533	425,517 32	5,015 68	430,533 00	425,356 21	5,176 79	"	"	430,533 00	
Administration centrale. (Matériel.)	100,000	88,807 79	11,192 21	100,000 00	88,307 79	11,692 21	"	"	100,000 00	
Conseil d'état	447,300	418,950 98	28,349 02	447,300 00	417,950 98	29,349 02	"	"	447,300 00	
Cour de cassation	851,967	841,991 71	9,975 29	851,967 00	841,991 71	9,975 29	"	"	851,967 00	
Cours royales	4,160,887	4,135,506 89	25,380 11	4,160,887 00	3,878,521 57	282,365 43	"	"	4,160,887 00	
Cours d'assises	177,333	173,375 00	3,958 00	177,333 00	139,930 00	37,403 00	"	"	177,333 00	
Tribunaux de première instance	5,543,910	5,516,072 37	27,837 63	5,543,910 00	5,098,180 95	445,729 05	"	"	5,543,910 00	
Tribunaux de commerce	176,700	176,250 00	450 00	176,700 00	156,830 79	19,869 21	"	"	176,700 00	
Tribunaux de police	62,400	61,900 00	500 00	62,400 00	54,533 04	7,866 96	"	"	62,400 00	
Justices de paix	3,102,670	3,078,996 54	23,673 46	3,102,670 00	2,655,521 13	447,148 87	"	"	3,102,670 00	
Frais de justice criminelle	3,700,000	3,673,737 52	1,182 06	3,674,919 58	3,673,737 52	1,182 06	(a) 25,080 42	"	3,674,919 58	
Fonds de subvention à la caisse des retraites du ministère de la justice	226,000	226,000 00	"	226,000 00	226,000 00	"	"	"	226,000 00	
Secours temporaires à d'anciens magistrats, à leur veuves et orphelins; indemnité pour le journal des savants	45,000	34,309 40	10,690 60	45,000 00	27,689 99	17,310 01	"	"	45,000 00	
	19,024,700	18,851,415 52	148,204 06	18,999,619 58	17,684,551 68	1,315,067 90	25,080 42	"	18,999,619 58	
							25,080 42			

(a) Il résulte de ce tableau que le service des frais de justice criminelle présente, dès à présent, un excédant de crédit de 25,080f 42c, qui sera même susceptible d'une augmentation d'environ 7,000 francs, par suite de reversements ordonnés pour cause d'irrégularité de quelques payements, et qui n'ont pu encore être effectués.

Quant aux crédits des autres services, il est certain qu'ils seront tous suffisants; il est même présumable que, sur l'ensemble, il demeurera sans emploi, de 50 à 60 mille francs; mais l'exercice n'est pas encore assez avancé pour pouvoir déterminer, même d'une manière approximative, la somme qui restera libre sur chacun d'eux, et ce ne sera qu'à la clôture définitive de l'exercice qu'il sera possible d'établir cette spécialité.

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1832.

Suite de la *SITUATION provisoire des Dépenses, au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. (Voir le tableau de développement, pages 248 et 249.)	DÉPENSES résultant des services faits et à faire. — DÉPENSES constatées.	DÉPENSES présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	RESTE À PAYER pour solder les dépenses.	RÉSULTATS PROVISOIRES pour le règlement du budget. — CRÉDITS non consommés par les dépenses à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	DÉPENSES probables de l'exercice 1832.	OBSERVATIONS.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.										
Administration centrale. (Personnel.)	546,467	531,704 24	14,762 76	546,467	526,714 03	19,752 97	"	"	546,467	
Administration centrale. (Matériel.)	150,000	97,241 81	52,758 19	150,000	95,038 31	54,961 69	"	"	150,000	
Traitements des agents du service extérieur. — Traitements des agents politiques et consulaires.	4,066,667	3,095,596 35	671,070 65	3,766,667	2,836,080 89	930,586 11	(a) 300,000	"	3,766,667	
Traitements des agents du service extérieur. — Traitements des agents en inactivité	110,000	88,286 25	21,713 75	110,000	65,225 00	44,775 00	"	"	110,000	
Service accessoire. (Dépenses variables.) — Frais d'établissement des agents politiques et consulaires	284,666	282,175 92	2,490 08	284,666	282,175 92	2,490 08	"	"	284,666	(a) Vacances probables de quelques postes, et congés accordés aux agents.
Service accessoire. (Dépenses variables.) — Frais de voyage et frais de courriers	700,000	599,519 41	200,480 59	800,000	591,718 69	208,281 31	"	(b) 100,000	800,000	(b) Les nombreuses expéditions de courriers, nécessitées par les circonstances, n'ont pas permis de renfermer la dépense dans le limites du crédit primitif, qui était de 400,000 francs. Une ordonnance royale du 17 octobre 1832 a accordé au ministre un crédit complémentaire de 300,000 francs, qui a été soumis à la sanction législative : mais les liquidations opérées depuis le 1er janvier, et la prévision des dépenses qui restent à connaître, font juger qu'un second crédit complémentaire de 100,000 francs sera probablement nécessaire sur ce chapitre.
Service accessoire. (Dépenses variables.) — Frais de service des résidences politiques et consulaires	650,000	468,852 22	231,147 78	700,000	466,626 96	233,373 04	"	(c) 50,000	700,000	
Service accessoire. (Dépenses variables.) — Présents diplomatiques	50,000	26,383 45	23,616 55	50,000	22,383 45	27,616 55	"	"	50,000	(c) Le nouveau règlement du 28 mars 1832, adopté pour les frais de service, n'ayant été reçu et exécuté par un grand nombre d'agents que dans les derniers mois de la même année, le supplément de crédit demandé est la conséquence de l'ordre de choses précédemment établi.
Service accessoire. (Dépenses variables.) — Indemnités et secours	80,000	59,348 87	20,651 13	80,000	44,366 37	35,633 63	"	"	80,000	
Dépenses secrètes	650,000	650,000 00	"	650,000	650,000 00	"	"	"	650,000	
Missions extraordinaires	100,000	62,631 34	37,368 66	100,000	60,493 84	39,506 16	"	"	100,000	
	7,387,800	5,961,739 86	1,276,060 14	7,237,800	5,640,823 46	1,596,976 54	300,000	150,000	7,237,800	
							150,000			

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1832.

Suite de la *SITUATION provisoire des Dépenses, au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. (Voir le tableau de développement, pages 248 et 249.)	DÉPENSES résultant des services faits et à faire.			PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	RESTE À PAYER pour solder les dépenses.	RÉSULTATS PROVISOIRES pour le règlement du budget.			OBSERVATIONS.
		DÉPENSES constatées.	DÉPENSES présumées.	TOTAL.			CRÉDITS non consommés par les dépenses à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	DÉPENSES probables de l'exercice 1832.	
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.										
Colléges royaux et bourses royales	1,587,950	1,439,134 59	148,815 41	1,587,950	1,304,144 82	283,805 18	"	"	1,587,950	
Instruction primaire	1,000,000	671,081 97	328,918 03	1,000,000	377,732 13	622,267 87	"	"	1,000,000	
Établissements scientifiques et littéraires	395,000	310,269 68	84,730 32	395,000	224,637 16	170,362 84	"	"	395,000	
Encouragements et souscriptions	22,000	17,387 80	4,612 20	22,000	11,531 30	10,468 70	"	"	22,000	
	3,004,950	2,437,874 04	567,075 96	3,004,950	1,918,045 41	1,086,904 59	"	"	3,004,950	
							"			

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1832.

Suite de la *SITUATION provisoire des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. (Voir le tableau de développement, pages 250 et 251.)	DÉPENSES résultant des services faits et à faire. — DÉPENSES constatées.	DÉPENSES présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	RESTE A PAYER pour solder les dépenses.	RÉSULTATS provisoires pour le règlement du budget. — CRÉDITS non consommés par les dépenses à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	DÉPENSES probables de l'exercice 1832.	OBSERVATIONS.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.										
SERVICE DE L'INTÉRIEUR.										
Services ordinaires. — Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	380,000	368,733 31	2,266 69	371,000	365,323 57	5,676 43	9,000	//	371,000	
Services ordinaires. — Pensions et indemnités aux employés supprimés.	14,000	12,764 25	235 75	13,000	9,448 75	3,551 25	1,000	//	13,000	
Services ordinaires. — Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	168,000	138,423 75	29,576 25	168,000	128,223 92	39,776 08	//	//	168,000	
Services ordinaires. — Lignes télégraphiques	740,000	672,237 70	67,762 30	740,000	655,131 56	84,868 44	//	//	740,000	
Services ordinaires. — Dépenses secrètes	1,500,000	1,500,000 00	//	1,500,000	1,500,000 00	//	//	//	1,500,000	
Services extraordinaires. — Secours aux réfugiés espagnols, portugais et autres	4,274,525	3,073,739 85	1,200,785 15	4,274,525	2,918,562 13	1,355,962 87	//	//	4,274,525	
Services extraordinaires. — Dépenses des services civils de l'occupation en Alger	549,600	545,453 95	4,146 05	549,600	545,453 95	4,146 05	//	//	549,600	
Services extraordinaires. — Besoins d'intérêt général et imprévus. (*Loi du 6 novembre 1831.*)	4,600,000	1,198,938 12	801,061 88	2,000,000	1,108,559 99	891,440 01	2,600,000	//	2,000,000	
Services extraordinaires. — Dépenses secrètes extraordinaires	2,500,000	2,100,000 00	400,000 00	2,500,000	2,100,000 00	400,000 00	//	//	2,500,000	
Services extraordinaires. — Indemnités et secours aux victimes des journées de juillet 1830	300,000	3,750 00	96,250 00	100,000	200 00	99,800 00	200,000	//	100,000	(*a*) Ces crédits sont à annuler définitivement d'après la situation des services auxquels ils étaient affectés.
	15,026,125	9,614,040 93	2,602,084 07	12,216,125	9,330,903 87	2,885,221 13	(*a*) 2,810,000	//	12,216,125	
SERVICE DES CULTES.										
Administration centrale. (Personnel.)	224.334	208,699 54	3,300 46	212,000	204,115 84	7,884 16	(*b*) 12,334	//	212,000	(*b*) Diminution de dépense résultant de la suppression de plusieurs employés, à compter du 15 septembre 1832 et de la cessation de payement de moitié du traitement du ministre de l'instruction publique et des cultes, à compter du 11 octobre 1832, date de l'ordonnance royale qui a chargé un autre ministre de l'administration des affaires des cultes.
Administration centrale. (Matériel.)	31,000	11,913 24	19,086 76	31,000	11,903 24	19,096 76	//	//	31,000	
Culte catholique. — Traitements et indemnités fixes du clergé catholique	27,451,967	22,465,599 28	5,051,367 72	27,516,967	20,411,917 59	7,105,049 41	//	(*c*) 65,000	27,516,967	
Culte catholique. — Bourses des séminaires	1,100,000	821,760 33	278,239 67	1,100,000	752,322 33	347,677 67	//	//	1,100,000	
Culte catholique. — Dépenses diocésaines	2,196,667	1,410,213 74	786,453 26	2,196,667	1,193,377 60	1,003,289 40	//	//	2,196,667	
Culte catholique. — Secours	1,982,300	1,694,560 05	287,739 95	1,982,300	1,451,746 74	530,553 26	//	//	1,982,300	
Culte catholique. — Dépenses diverses	202,238	175,935 83	26,302 17	202,238	152,085 83	50,152 17	//	//	202,238	
Cultes non catholiques. — Dépenses des cultes protestants	750,000	589,066 05	160,933 95	750,000	545,782 58	204,217 42	//	//	750,000	
Cultes non catholiques. — Dépenses du culte israélite	65,000	56,601 82	8,398 18	65,000	47,374 62	17,625 38	//	//	65,000	
	34,003,506	27,434,349 88	6,621,822 12	34,056,172	24,770,626 37	9,285,545 63	12,334	65,000	34,056,172	(*c*) Cet excédant de dépense n'était pas encore connu lors de la demande de suppléments de crédits qui a été faite à la Chambre des Députés, le 10 janvier 1833.
							52,666			
RÉCAPITULATION.										
Service de l'intérieur	15,026,125	9,614 040 93	2,602,084 07	12,216,125	9,330,903 87	2,885,221 13	2,810,000	//	12,216,125	
Service des cultes	34,003,506	27,434,349 88	6,621,822 12	34,056,172	24,770,626 37	9,285,545 63	12,334	65,000	34,056,172	
	49,029,631	37,048,390 81	9,223 906 19	46,272,297	34,101,530 24	12,170,766 76	2,822.334	65,000	46,272,297	
							2,757,334			

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1832.

Suite de la *SITUATION provisoire des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. (Voir le tableau de développement, pages 250 et 251.)	DÉPENSES résultant des services faits et à faire. — DÉPENSES constatées.	DÉPENSES présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	RESTE À PAYER pour solder les dépenses.	RÉSULTATS provisoires pour le règlement du budget. — CRÉDITS non consommés par les dépenses à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	DÉPENSES probables de l'exercice 1832.	OBSERVATIONS.
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.										
ADMINISTRATION CENTRALE.										
Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.	712,000	709,500 04	2,499 96	712,000	701,916 50	10,083 50	//	//	712,000	
Pensions et indemnités temporaires aux employés supprimés. (*Loi du 1er mai 1822.*)	78,526	77,817 18	708 82	78,526	58,926 41	19,599 59	//	//	78,526	
Matériel et dépenses diverses des bureaux	182,000	138,583 97	43,416 03	182,000	122,313 41	59,686 59	//	//	182,000	
PONTS ET CHAUSSÉES ET MINES.										
Administration centrale	212,666	205,449 92	7,216 08	212,666	202,712 32	9,953 68	//	//	212,666	
Routes royales, ponts, navigation, bacs, ports maritimes et secours particuliers	27,458,000	24,669,763 08	2,788,236 92	27,458,000	21,036,116 24	6,421,883 76	//	//	27,458,000	
Personnel du corps des ponts et chaussées	2,849,066	2,673,822 81	175,243 19	2,849,066	2,473,673 42	375,392 58	//	//	2,849,066	
Mines	400,666	349,908 43	50,757 57	400,666	316,054 92	84,611 08	//	//	400,666	
Contribution pour travaux sur fonds particuliers	10,400,000	10,293,590 41	106,409 59	10,400,000	9,870,014 12	529,985 88	//	//	10,400,000	
BATIMENTS CIVILS ET MONUMENTS PUBLICS.										
Entretien des bâtiments et édifices publics	300,000	164,315 67	135,684 33	300,000	146,021 07	153,978 93	//	//	300,000	
Nouvelle salle de la Chambre des Députés	670,000	585,312 54	84,687 46	670,000	543,111 44	126,888 56	//	//	670,000	
Achèvement de monuments ou édifices de la capitale	900,000	504.005 06	395,994 94	900,000	475,188 30	424,811 70	//	//	900,000	
Construction des maisons centrales de détention	700,000	401,934 08	298,065 92	700,000	344,458 88	355,541 12	//	//	700,000	
Travaux d'intérêt général dans les départements	270,000	181,831 20	88,168 80	270,000	133,269 73	136,730 27	//	//	270,000	
SCIENCES, BELLES-LETTRES ET BEAUX-ARTS.										
Établissements scientifiques et littéraires	1,111,000	1,070,901 03	40,098 97	1,111,000	1,046,669 61	64,330 39	//	//	1,111,000	
Établissements des beaux-arts, monuments	380,000	363,099 30	16,900 70	380,000	341,406 59	38,593 41	//	//	380,000	
Encouragements et souscriptions	400,000	357,147 15	36,852 85	394,000	338,414 65	55,585 35	(a) 6,000	//	394,000	(a) Ce crédit est annulé définitivement d'après la situation du service auquel il se rapporte.
HARAS.										
Haras, dépôts d'étalons, primes	1,650,000	1,164,586 13	485,413 87	1,650,000	1,032,153 39	617,846 61	//	//	1,650,000	
A reporter	48,673,924	43,911,568 00	4,756,356 00	48,667,924	39,182,421 00	9,485,503 00	6,000	//	48,667,924	

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1832.

Suite de la *SITUATION provisoire des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. (Voir le tableau de développement, pages 250 et 251.)	DÉPENSES résultant des services faits et à faire. — DÉPENSES constatées.	DÉPENSES présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	RESTE À PAYER pour solder les dépenses.	RÉSULTATS PROVISOIRES pour le règlement du budget. — CRÉDITS non consommés par les dépenses à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	DÉPENSES probables de l'exercice 1832.	OBSERVATIONS.
Suite du MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.										
Report	48,673,924	43,911,568 00	4,756,356 00	48,667,924	39,182,421 00	9,485,503 00	6,000 00	//	48,667,924	
AGRICULTURE, COMMERCE, ETC.										
Écoles vétérinaires et encouragements à l'agriculture	419,000	172,555 15	246,444 85	419,000	164,894 46	254,105 54	//	//	419,000	
Commerce et manufactures	380,000	353,000 61	26,999 39	380,000	337,793 01	42,206 99	//	//	380,000	
Établissements sanitaires	50,000	36,534 97	13,465 03	50,000	34,352 14	15,647 86	//	//	50,000	
Encouragements aux pêches maritimes	3,650,000	2,972,914 17	677,085 83	3,650,000	2,685,001 19	964,998 81	//	//	3,650,000	
Service de la vérification des poids et mesures	720,000	518,910 94	201,089 06	720,000	472,604 86	247,395 14	//	//	720,000	
DÉPENSES SPÉCIALES SUR LE VERSEMENT DE LA VILLE DE PARIS.										
Établissements de bienfaisance	473,000	448,804 41	24,195 59	473,000	424,453 36	48,546 64	//	//	473,000	
Secours aux colons	1,000,000	861,805 96	138,194 04	1,000,000	847,065 61	152,934 39	//	//	1,000,000	
Secours généraux aux bureaux de bienfaisance, hospices, etc.	326,000	192,458 41	78,541 59	271,000	174,450 18	96,549 81	(a) 55,000 00	//	271,000	(a) Ces crédits sont à annuler définitivement d'après la situation des services auxquels ils sont affectés.
Secours aux sociétés de charité maternelle	100,000	96,550 00	3,450 00	100,000	92,116 66	7,883 34	//	//	100,000	
Achèvement de l'arc de triomphe de l'étoile, du monument de la Madeleine et du bâtiment des sourds-muets	762,000	227,363 07	534,636 93	762,000	220,022 22	541,977 78	//	//	762,000	
Subventions aux théâtres royaux, etc	1,300,000	1,266,879 43	33,120 57	1,300,000	1,182,084 44	117,915 56	//	//	1,300,000	
DÉPENSES DÉPARTEMENTALES.										
Dépenses fixes ou communes	11,040,345	10,380,410 63	659,934 37	11,040,345	10,041,621 91	998,723 09	//	//	11,040,345	
Dépenses variables spéciales	25,534,283	19,263,556 99	6,270,726 01	25,534,283	17,528,722 82	8,005,560 18	//	//	25,534,283	
Dépenses variables imputables sur le produit des ressources éventuelles des départements	1,673,407	904,724 34	768,682 66	1,673,407	690,719 57	982,687 43	//	//	1,673,407	
Dépenses départementales extraordinaires imputables sur les centimes facultatifs	20,040,406	11,153,270 04	8,887,135 96	20,040,406	9,719,442 66	10,320,963 34	//	//	20,040,406	
SECOURS SPÉCIAUX.										
Secours spéciaux pour pertes résultant d'incendies, de grêle et autres cas fortuits ou motivés par divers accidents	1,913,529	873,960 18	1,039,568 82	1,913,529	660,729 75	1,252,799 25	//	//	1,913,529	
SERVICES EXTRAORDINAIRES.										
Canaux et navigation, supplément aux fonds d'emprunt	11,000,000	10,035,861 48	964,138 52	11,000,000	8,527,052 82	2,472,947 18	//	//	11,000,000	
Dépenses pour mesures sanitaires. (*Loi du 28 septembre 1831.*)	685,000	167,454 71	217,545 29	385,000	166,372 21	218,627 79	(a) 300,000 00	//	385,000	
Supplément pour travaux de routes royales, (*Loi du 6 nov. 1831.*),	1,833,000	1,601,891 86	231,108 14	1,833,000	1,489,216 59	343,783 41	//	//	1,833,000	
——— départementales. (*Idem.*)	3,445,000	3,257,884 71	187,115 29	3,445,000	3,056,204 65	388,795 35	//	//	3,445,000	
Subvention pour travaux d'intérêt public. (*Idem.*)	500,000	176,000 00	324,000 00	500,000	176,000 00	324,000 00	//	//	500,000	
Subvention pour travaux d'utilité communale. (*Idem.*)	4,837,000	3,140,240 71	1,696,759 29	4,837,000	2,868,674 25	1,968,325 75	//	//	4,837,000	
Secours au commerce et à l'industrie. (*Idem.*)	2,000,000	210,000 00	6,000 00	216,000	210,000 00	6,000 00	(a) 1,784,000 00	//	216,000	
Dépenses relatives aux épidémies. (*Loi du 15 avril 1832.*)	2,000,000	861,469 22	538,530 78	1,400,000	793,693 79	606,306 21	(b) 600,000 00	//	1,400,000	(b) Ces 600,000f ne sont qu'une évaluation de la portion du crédit de 2,000,000f qui ne sera pas employée sur 1832; on ne peut indiquer exactement dès-à-présent ce reste libre qui d'ailleurs, à quelque somme qu'il s'élève, pourra, d'après le principe posé dans la loi relative à ce service, être reporté à l'exercice 1833.
Acquisition du gymnase de Versailles	60,000	2,603 20	57,396 80	60,000	2,603 20	57,396 80	//	//	60,000	
	144,415,894	113,088,673 19	28,582,220 81	141,670,894	101,748,313 35	39,922,580 65	2,745,000 00	//	141,670,894	

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1832.

Suite de la *SITUATION provisoire des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. (Voir le tableau de développement, pages 252 et 253.)	DÉPENSES résultant des services faits et à faire. — DÉPENSES constatées.	DÉPENSES présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	RESTE À PAYER pour solder les dépenses.	RÉSULTATS PROVISOIRES pour le règlement du budget. — CRÉDITS non consommés par les dépenses, à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	DÉPENSES probables de l'exercice 1832.	OBSERVATIONS.
MINISTÈRE DE LA GUERRE.										
Administration centrale. (Personnel.)	1,514,667	1,513,877 80	789 20	1,514,667 00	1,500,333 81	14,333 19	//	//	1,514,667 00	
Administration centrale. (Matériel)	553,000	413,821 31	142,678 69	556,500 00	403,750 35	152,749 65	//	(a) 3,500 00	556,500 00	(a) Insuffisance des fonds affectés aux frais d'entretien du mobilier.
États-majors	18,327,000	17,799,569 03	447,430 97	18,247,000 00	16,615,889 53	1,631,110 47	(b) 80,000	//	18,247,000 00	(b) Réduction de dépense applicable aux gratifications d'entrée en campagne et à l'indemnité de rassemblement, par suite de la non réalisation de la totalité de l'effectif prévu du corps d'observation de la Meuse. (Armée du Nord.)
Gendarmerie	18,772,000	18,224,931 42	397,068 58	18,622,000 00	17,081,302 60	1,540,697 40	(c) 150,000	//	18,622,000 00	(c) Économie résultant de la non réalisation de l'effectif porté au budget.
Recrutement	489,000	324,730 61	114,269 39	439,000 00	301,531 78	137,468 22	(d) 50,000	//	439,000 00	(d) Non emploi d'une portion des fonds affectés au service de recrutement.
Solde et entretien des troupes	237,258,808	220,690,717 50	16,214,090 50	236,904,808 00	213,876,259 67	23,028,548 33	(e) 354,000	//	236,904,808 00	(e) Depuis la présentation du projet de loi relatif aux crédits supplémentaires, des réductions ont été reconnues possibles sur les évaluations primitives des services de la solde d'activité, du personnel, des subsistances, des fourrages, du chauffage et de l'habillement. Ces réductions, balancées en partie par des accroissements de dépense applicables aux vivres et au service de marche, donnent lieu d'espérer, sur l'ensemble du chap. 6, un restant disponible de 354,000 francs.
Justice militaire	308,000	278,762 17	61,237 83	340,000 00	274,364 01	65,635 99	//	(f) 32,000 00	340,000 00	(f) Accroissement de dépense applicable tant aux frais d'arrestation de déserteurs en France qu'aux ateliers de condamnés au boulet et aux frais de procédure en Afrique.
Remontes générales	5,054,000	2,268,067 77	905,932 23	3,174,000 00	2,264,353 90	909,646 10	(g) 1,880,000	//	3,174,000 00	(g) Non emploi des fonds affectés aux achats de chevaux pour l'artillerie, le génie et les équipages militaires.
Matériel de l'artillerie	22,195,000	19,479,260 67	2,715,739 33	22,195,000 00	19,179,143 66	3,015,856 34	//	//	22,195,000 00	
Armement de la garde nationale	8,100,000	8,056,424 00	43,576 00	8,100,000 00	8,043,424 00	56,576 00	//	//	8,100,000 00	
Matériel du génie	16,152,000	11,892,623 54	4,259,376 46	16,152,000 00	11,425,528 62	4,726,471 38	//	//	16,152,000 00	
Écoles militaires	1,988,000	1,463,785 33	429,214 67	1,893,000 00	1,413,522 80	479,477 20	(h) 95,000	//	1,893,000 00	(h) Réduction de dépense sur l'école de Saint-Cyr, le collége royal militaire et les gymnases militaires.
Dépenses temporaires	7,463,000	6,836,624 44	626,375 56	7,463,000 00	5,730,161 98	1,732,838 02	//	//	7,463,000 00	
Invalides de la guerre	3,139,000	2,899,138 02	150,861 98	3,050,000 00	2,877,609 16	172,390 84	(i) 89,000	//	3,050,000 00	(i) Extinctions au-delà des prévisions par suite de l'invasion du choléra-morbus.
Dépenses diverses, imprévues et secrètes	1,135,000	877,605 08	257,394 92	1,135,000 00	931,982 00	203,018 00	//	//	1,135,000 00	
Arriéré	1,319,858	1,532,174 91	63,958 81	1,595,233 72	1,476,816 49	118,417 23	//	(j) 275,375 72	1,595,233 72	(j) Montant des payements faits à des colonels français de l'ex-garde espagnole pour allocations, à titre de prélèvement, sur la valeur de l'actif laissé par les anciens corps et entré dans les magasins de l'État.
TOTAUX	343,768,333	314,552,113 60	26,829,095 12	341,381,208 72	303,395,974 36	37,985,234 36	2,698,000	310,875 72	341,381,208 72	
							2,387,124 28			

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1832.

Suite de la *SITUATION provisoire des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS (Voir le tableau de développement, pages 252 et 253.)	DÉPENSES résultant des services faits et à faire. — DÉPENSES liquidées et constatées.	DÉPENSES non encore liquidées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	RESTE A PAYER pour solder les dépenses.	RÉSULTATS PROVISOIRES pour le règlement du budget. — CRÉDITS non consommés par les dépenses, à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder	DÉPENSES probables de l'exercice 1832.	OBSERVATIONS.
MINISTÈRE DE LA MARINE.										
SERVICE. — MARINE.										
Administration centrale (*Personnel et Matériel*)	683,133	647,514 97	35,252 03	682,767	643,317 57	39,449 43	366	//	682,767	Les dépenses absolues de l'exercice 1832, évaluées avec autant d'exactitude qu'on le peut à une époque si voisine du terme de l'année, s'élèvent à.. 65,474,967f Cette somme se divise ainsi entre les services : Ordinaire..... 61,150,367f Extraordinaire..... 4,324,600 65,474,967 Le service extraordinaire, en majeure partie prévu par le budget a été appliqué à l'occupation des ports de la Morée et de ceux de l'ancienne régence d'Alger, au mouvement des troupes dans la Méditerranée, à l'expédition d'Ancône et à celles de côtes de la Hollande. Les bâtiments affectés à ces destinations ont dépassé le nombre annoncé par le budget, mais ils n'ont pas été armés toute l'année. (Voir l'état spécial du service extraordin. page 294). Les crédits ont été réglés comme il suit : Crédits accordés par la loi de finances du 21 avril 1832..... 61,269,266f Crédit ordinaire accordé par la même loi..... 4,039,800f Nouveau crédit extraordinaire soumis à la sanction législative le 10 janvier 1833.... 416,000 } 4,455,800 En tout..... 65,725,066 65,725,066 L'exercice 1832 semblerait donc avoir sur les deux crédits, un disponible de..... 250,099
Solde à terre, solde à la mer et dépenses assimilées à la solde	20,743,433	17,039,470 29	3,665,329 71	20,704,800	16,459,920 64	4,244,879 36	38,633	//	20,704,800	
Hôpitaux	1,075,400	853,547 52	220,452 48	1,074,000	601,808 57	472,191 43	1,400	//	1,074,000	
Vivres	7,457,267	6,403,525 44	976,074 56	7,379,600	5,355,831 83	2,023,768 17	77,667	//	7,379,600	
Constructions, armements et approvisionnements	21,735,900	17,879,461 29	3,847,938 71	21,727,400	16,340,524 61	5,386,875 39	8,500	//	21,727,400	
Artillerie	2,248,900	1,851,687 42	392,212 58	2,243,900	1,642,751 59	601,148 41	5,000	//	2,243,900	
Travaux hydrauliques et bâtiments civils	3,624,133	3,244,490 76	329,209 24	3,573,700	2,947,284 62	626,415 38	50,633	//	3,573,700	
Transports par mer	200,000	134,759 18	11,640 82	146,400	129,940 62	16,459 38	53,600	//	146,400	
Chiourmes	306,700	255,962 56	49,237 44	305,200	206,205 02	98,994 98	1,500	//	305,200	
Dépenses diverses	650,000	451,229 95	185,970 05	637,200	398,426 31	238,773 69	12,800	//	637,200	
SERVICE. — COLONIES.										
Dépenses des services militaires aux colonies	7,000,000	6,596,766 08	403,233 92	7,000,000	6,263,124 62	736,875 38	//	//	7,000,000	
	65,725,066	55,358,415 46	10,116,551 54 (a)	65,474,967	50,989,136 00	14,485,831 00	250,099	//	65,474,967	
							250,099			

(a) Sur cette somme il a été liquidé dans les mois de janvier et février 4,771,742 francs.

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1832.

Suite de la *SITUATION provisoire des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS (Voir le compte de développement, pages 252 et 253.)	DÉPENSES résultant des services faits et à faire. — DÉPENSES constatées.	DÉPENSES — CRÉDITS présumés.	DÉPENSES — TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	RESTE À PAYER pour solder les dépenses.	RÉSULTATS PROVISOIRES pour le règlement du budget. — CRÉDITS non consommés par les dépenses, à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	DÉPENSES probables de l'exercice 1832.	OBSERVATIONS.
MINISTÈRE DES FINANCES.										
Cour des comptes	1,182,333	1,143,683 91	//	1,143,683 91	1,143,683 91	//	(a) 38,649 09	//	1,143,683 91	(a) Fonds demeurés libres par l'effet de vacances de traitements et de réductions sur les dépenses du matériel de la cour.
Administration centrale (*Personnel*)	5,867,750	5,755,405 35	112,344 65	5,867,750 00	5,685,393 14	182,356 86	//	//	5,867,750 00	
——— Matériel et dépenses diverses	819,000	545,773 13	273,226 87	819,000 00	510,505 08	308,494 92	//	//	819,000 00	
Frais de liquidation de l'indemnité accordée aux anciens propriétaires dépossédés	80,333	49,693 38	30,639 62	80,333 00	49,028 38	31,304 62		//	80,333 00	
Frais de liquidation de l'indemnité des anciens colons de Saint-Domingue	168,000	125,546 54	42,453 46	168,000 00	125,246 54	42,753 46	//	//	168,000 00	
Service des monaies. — Service administratif dans les départements	367,180	298,474 68	68,705 32	367,180 00	277,076 65	90,103 35	//	//	367,180 00	
Service des monaies. — Frais de refonte d'ancienne monnaies	1,100,000	945,031 85	189,539 16	1,134,571 01	928,513 40	206,057 61	//	(b) 34,571 01	1,134,571 01	(b) Cet excédant de dépense provient du surcroît d'activité qu'ont éprouvé les travaux relatifs à la refonte, les versements aux monnaies, en anciennes espèces, s'étant élevés à des sommes beaucoup plus considérables qu'en 1831.
Cadastre	5,792,424	2,777,294 56	3,015,129 44	5,792,424 00	2,478,435 52	3,313,988 48	//	//	5,792,424 00	
Frais de trésorerie, traitements, taxations, commissions et bonifications aux receveurs généraux et particuliers des finances	8,723,333	5,766,319 14	2,416,308 67	8,182,627 81	5,766,319 14	2,416,308 67	(c) 540,705 19	//	8,182,627 81	(c) Ce résultat n'est présenté que très-approximativement, les dépenses réunies sous cette désignation ne seront connues d'une manière certaine qu'à l'époque de la clôture de l'exercice.
Traitements et frais de service des payeurs	953,333	951,565 76	1,767 24	953,333 00	876,117 19	77,215 81	//	//	953,333 00	
Constructions à l'hôtel des postes	1,133,672	968,405 11	165,266 89	1,133,672 00	967,971 88	165,700 12	//	//	1,133,672 00	
	26,187,358	19,327,193 41	6,315,381 32	25,642,574 73	18,808,290 83	6,834,283 90	579,354 28	34,571 01	25,642,574 73	
							544,783 27			

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1832.

Suite de la *SITUATION provisoire* *Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. (Voir le tableau de développement, pages 254 et 255.)	DÉPENSES résultant des services faits et à faire.			PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	RESTE À PAYER pour solder les dépenses.	RÉSULTATS PROVISOIRES pour le règlement du budget.			OBSERVATIONS.
		DÉPENSES constatées.	DÉPENSES présumées.	TOTAL.			CRÉDITS non consommés par les dépenses, à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	DÉPENSES probables de l'exercice 1832.	
FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPOTS ET REVENUS.										
CONTRIBUTIONS DIRECTES.										
Service administratif dans les départements	3,262,667	2,717,637 37	498,534 63	3,216,172 00	2,653,975 35	562,196 65	(a) 46,495 00	"	3,216,172 00	
Frais de perception dans les départements	12,032,390	8,625,884 75	3,429,105 25	12,054,990 00	8,798,436 58	3,256,553 42	"	(b) 22,600 00	12,054,990 00	
ENREGISTREMENT, TIMBRE ET DOMAINES.										
Service Administratif et de perception dans les départements	9,292,672	9,290,646 13	194,120 87	9,484,767 00	9,256,621 19	228,145 81	"	(c) 192,095 00	9,484,767 00	
Timbre	770,950	732,551 75	21,862 25	754,414 00	727,445 26	26,968 74	(d) 16,536 00	"	754,414 00	(a) Vacances d'emploi, fonds demeurés libres sur les frais de bureaux et les dépenses imprévues.
FORÊTS.										(b) Les crédits obtenus ont été reconnus insuffisants.
Service administratif et de surveillance dans les départements	3,124,300	2,056,773 17	1,100,033 83	3,156,807 00	2,018,034 57	1,138,772 43	"	(e) 32,507 00	3,156,807 00	(c) Cet excédant porte principalement sur les remises des comptables résultant de l'accroissement des produits (183,000), et sur les frais de poursuites et réparations des bâtiments de l'État.
Avances recouvrables. (Frais divers, communs aux bois de l'État et à ceux des communes.)	514,500	219,706 54	294,793 46	514,500 00	210,292 83	304,207 17	"	(f) 320,003 00	514,500 00	(d) Réduction d'achat de papier à timbrer, de frais d'entretien dans l'atelier du timbre et menues dépenses.
Frais pour l'aliénation des bois de l'État	250,000	71,572 94	498,430 06	570,003 00	502,740 07	67,262 93	"	"	570,003 00	(e) Dépenses pour travaux d'amélioration exécutés pendant 1831, qui, n'ayant pu être acquittés avant la clôture de cet exercice, viennent en accroissement de dépenses de l'exercice 1832.
DOUANES.										
Service administratif et de perception dans les départements	23,201,031	20,576,827 47	2,624,203 53	23,201,031 00	20,487,524 02	2,713,506 98	"	"	23,201,031 00	(f) Cet excédant porte principalement sur les escomptes pour versements par anticipation dans les caisses du Trésor du prix des adjudications, ces versements s'étant élevés à des sommes beaucoup plus considérables qu'on n'avait dû le prévoir.
CONTRIBUTIONS INDIRECTES.										
Service administratif et de perception dans les départements	19,892,933	17,849,357 41	1,643,575 59	19,492,933 00	17,771,287 01	1,721,645 98	(g) 400,000 00	"	19,492,933 00	(g) Les dépenses pour taxations et remises des receveurs n'atteindront pas les crédits portés au budget, attendu la diminution des produits sur lesquels ces dépenses avaient été calculées.
Poudres à feu	2,312,300	1,815,390 30	96,909 70	1,912,300 00	1,815,301 50	96,998 50	(h) 400,000 00	"	1,912,300 00	(h) Diminution dans les livraisons à rembourser à la direction générale des poudres.
TABACS.										
Exploitation des tabacs	21,313,000	19,963,992 03	1,349,007 97	21,313,000 00	19,704,795 67	1,608,204 33	"	"	21,313,000 00	(i) Ces dépenses ne se sont point élevées au montant des crédits portés au budget.
POSTES.										
Service administratif et de perception dans les départements	5,490,775	5,055,854 11	401,090 89	5,456,945 00	4,926,672 45	530,272 55	(i) 33,830 00	"	5,456,945 00	(j) Diminution dans les achats de papiers, 34,000; et non emploi du fonds de réserve montant à 33,000 : ces diminutions sont atténuées par des accroissements de dépenses sur les impressions et les frais de poursuites contre les fauteurs de loteries clandestines.
Transport des dépêches	9,105,110	8,152,813 61	755,096 39	8,907,910 00	7,685,947 82	1,221,962 18	(j) 197,200 00	"	8,907,910 00	
Service rural	3,118,500	2,928,613 24	163,986 76	3,092,600 00	2,854,249 28	238,350 72	(l) 25,900 00	"	3,092,600 00	
LOTERIE.										
Service administratif dans les départements	361,367	281,787 62	16,110 83	297,898 45	267,818 87	30,079 58	(j) 63,468 55	"	297,898 45	(k) Les remises des receveurs ne se sont pas élevées au montant des crédits du budget.
Frais de perception. (Remises aux receveurs.)	1,580,000	1,578,160 72	"	1,578,160 72	1,578,160 72	"	(k) 1,839 28	"	1,578,160 72	
Salines et mines de sel	192,300	120,785 91	71,514 09	192,300 00	97,290 41	95,009 59	"	"	192,300 00	
	115,814,795	102,038,355 07	13,158,376 10	115,196,731 17	101,356,593 61	13,840,137 56	1,185,268 83	567,205 00	115,196,731 17	
							618,063 83			

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1832.

Suite de la *SITUATION provisoire des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. (Voir le tableau de développement, pages 254 et 255.)	DÉPENSES résultant des services faits et à faire.			PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	RESTE À PAYER pour solder les dépenses.	RÉSULTATS PROVISOIRES pour le règlement du budget.			OBSERVATIONS.
		DÉPENSES constatées.	DÉPENSES présumées.	TOTAL.			CRÉDITS non consommés par les dépenses, à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	DÉPENSES probables de l'exercice 1832.	
REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS ET NON-VALEURS ET PRIMES.										
Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes. — Non-valeurs des contributions foncière, personnelle et mobilière	29,149,779	20,368 72	1,925,171 53	1,945,540 25	20,368 72	1,925,171 53			1,945,540 25	
Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes. — ——— des portes et fenêtres		4,811 93	1,095,192 62	1,100,004 55	4,811 93	1,095,192 62			1,100,004 55	
Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes. — ——— des patentes et attributions aux communes		39,670 84	3,105,840 17	3,145,511 01	39,670 84	3,105,840 17			3,145,511 01	
Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes. — Décharges et réductions imputables sur le produit des réimpositions		1,779,670 22	927,724 19	2,707,394 41	1,779,670 22	927,724 19	//	//	2,707,394 41	
Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes. — Restitutions sur le produit des centimes additionnels imposés pour dépenses ordinaires et extraordinaires des communes		16,380,645 68	3,780,683 10	20,161,328 78	16,380,645 68	3,780,683 10			20,161,328 78	
Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes. — Non-valeurs extraordinaires sur patentes		535 93	89,464 07	90,000 00	535 93	89,464 07			90,000 00	
Restitutions des sommes indûment reçues sur les produits — de l'enregistrement et des domaines	2,675,000	1,824,010 40	//	1,824,010 40	1,756,688 43	67,321 97			1,824,010 40	
Restitutions des sommes indûment reçues sur les produits — des forêts		9,522 17	9,289 62	18,811 79	6,688 29	12,123 50			18,811 79	
Restitutions des sommes indûment reçues sur les produits — des douanes		159,157 20	//	159,157 20	157,838 45	1,318 75			159,157 20	
Restitutions des sommes indûment reçues sur les produits — des contributions indirectes		56,177 46	204 56	56,382 02	56,382 02	//	//	(a) 310,560 68	56,382 02	(a) Ces dépenses ne peuvent être prévues que par approximation au budget, et les crédits qui les autorisent sont subordonnés au montant définitif des remboursements et restitutions.
Restitutions des sommes indûment reçues sur les produits — des postes		12,072 59	4,427 41	16,500 00	13,719 26	2,780 74			16,500 00	
Restitutions des sommes indûment reçues sur les produits — divers		881,629 76	29,069 51	910,699 27	881,011 91	29,687 36			910,699 27	
Restitutions de produits d'amendes et confiscations — de l'enregistrement	2,981,670	724,338 78	//	724,338 78	724,338 78	//			724,338 78	
Restitutions de produits d'amendes et confiscations — des douanes		1,392,218 61	100,414 39	1,492,633 00	1,372,218 61	120,414 39	(a) 282,670	//	1,492,633 00	
Restitutions de produits d'amendes et confiscations — des contributions indirectes		424,402 80	52,634 20	477,037 00	424,402 80	52,634 20			477,037 00	
Restitutions de produits d'amendes et confiscations — des postes		3,529 67	1,461 55	4,991 22	3,529 67	1,461 55			4,991 22	(b) Exportation moins considérable qu'on ne l'avait présumée lors de la demande des crédits supplémentaires.
Primes à l'exportation des marchandises	25,000,000	21,112,848 24	2,207,151 76	23,320,000 00	21,112,848 24	2,207,151 76	(b) 1,680,000	//	23,320,000 00	(c) Somme qui sera nécessaire, en sus des crédits supplémentaires demandés, et qui résulte de ce que les payements en numéraire effectués par les redevables s'élèvent à des sommes plus considérables qu'on n'avait pu le prévoir.
Escompte sur le droit de consommation des sels	2,150,000	2,174,200 60	5,799 40	2,180,000 00	2,174,200 60	5,799 40	//	(c) 30,000 00	2,180,000 00	
	61,956,449	46,999,811 60	13,334,528 08	60,334,339 68	46,909,570 38	13,424,769 30	1,962,670	340,560 68	60,334,339 68	
							1,622,109 32			

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1832.

Suite de la *SITUATION provisoire des Dépenses au 1er Janvier 1833.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS. (Voir le tableau de développement, pages 254 et 255.)	DÉPENSES résultant des services faits et à faire.			PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	RESTE À PAYER pour solder les dépenses.	RÉSULTATS PROVISOIRES pour le règlement du budget.			OBSERVATIONS.
		DÉPENSES constatées.	DÉPENSES présumées.	TOTAL.			CRÉDITS non consommés par les dépenses à annuler.	CRÉDITS complémentaires à accorder.	DÉPENSES probables de l'exercice 1832.	
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DES DÉPENSES.										
Dette publique	345,492,960	342,803,706 79	5,184,720 54	347,988,427 33	320,442,068 94	27,546,358 39	250,000 00	2,745,467 33	347,988,427 33	
Dotations	17,544,417	17,314,417 00	230,000 00	17,544,417 00	15,723,333 00	1,821,084 00	"	"	17,544,417 00	
Ministère de la justice	19,024,700	18,851,415 52	148,204 06	18,999,619 58	17,684,551 68	1,315,067 90	25,080 42	"	18,999,619 58	
—— des affaires étrangères	7,387,800	5,961,739 86	1,276,060 14	7,237,800 00	5,640,823 46	1,596,976 54	300,000 00	150,000 00	7,237,800 00	
—— de l'instruction publique	3,004,950	2,437,874 04	567,075 96	3,004,950 00	1,918,045 41	1,086,904 59	"	"	3,004,950 00	
—— de l'intérieur et des cultes	49,029,631	37,048,390 81	9,223,906 19	46,272,297 00	34,101,530 24	12,170,766 76	2,822,334 00	65,000 00	46,272,297 00	
—— du commerce et des travaux publics	144,415,894	113,088,673 19	28,582,220 81	141,670,894 00	101,748,313 35	39,922,580 65	2,745,000 00	"	141,670,894 00	
—— de la guerre	343,768,333	314,552,113 60	26,829,095 12	341,381,208 72	303,395,974 36	37,985,234 36	2,698,000 00	310,875 72	341,381,208 72	
—— de la marine	65,725,066	55,358,415 46	10,116,551 54	65,474,967 00	50,989,136 00	14,485,831 00	250,099 00	"	65,474,967 00	
—— des finances	26,187,358	19,327,193 41	6,315,381 32	25,642,574 73	18,808,290 83	6,834,283 90	579,354 28	34,571 01	25,642,574 73	
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus	115,814,795	102,038,355 07	13,158,376 10	115,196,731 17	101,356,593 61	13,840,137 56	1,185,268 83	567,205 00	115,196,731 17	
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	61,956,449	46,999,811 60	13,334,528 08	60,334,339 68	46,909,570 38	13,424,769 30	1,962,670 00	340,560 68	60,334,339 68	
	1,199,352,353	1,075,782,106 35	114,966,119 86	1,190,748,226 21	1,018,718,231 26	172,029,994 95	12,817,806 53	4,213,679 74	1,190,748,226 21	
							8,604,126 79			

RÉSULTAT GÉNÉRAL du Budget de l'Exercice 1832.

Les produits réalisés ou restant à réaliser sur les ressources ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1832, s'élèvent à 1,155,339,805 89

Les dépenses ordinaires et extraordinaires devant être de..... 1,190,748,226 21

L'ensemble du budget de l'exercice 1832 fera ressortir un excédant probable de dépense de..... 35,408,420 32

Les recettes et les dépenses probables de l'exercice 1832 se divisent ainsi qu'il suit, entre les services ordinaires et les services extraordinaires, SAVOIR :

	SERVICE ORDINAIRE.	SERVICE EXTRAORDINAIRE.	TOTAL.
RECETTES probables.....	986,125,589 99	169,214,215 90	1,155,339,805 89
DÉPENSES probables.....	992,584,292 21	198,163,934 00	1,190,748,226 21
EXCÉDANT probable de dépense...	6,458,702 22	28,949,718 10	35,408,420 32
Cette insuffisance de ressources s'augmentera de 4,700,000 francs, dont l'excédant de recette de l'exercice 1831, transporté au budget de 1832, est susceptible d'être ultérieurement réduit par suite de l'allocation d'un crédit de pareille somme à demander aux Chambres à l'effet de couvrir la perte résultant pour le Trésor, des fonds de l'exercice 1831 détournés par l'ex-caissier central Kesner, ci.....			4,700,000 00
Le budget présentera ainsi un excédant total de dépense de.....			40,108,420 32

COMPTE SPÉCIAL des Dépenses extraordinaires de l'Exercice 1832.

NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES par service.	MONTANT DES DÉPENSES par ministère.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. *(Service de l'intérieur).*		
Secours aux réfugiés espagnols, portugais et autres	4,124,525	
Secours au sieur *Cochrane*, ex-gouverneur de la Dominique	50,000	
Dépenses des services civils en Alger	549,600	
Dépenses pour besoins d'intérêt général et imprévues	2,000,000	9,424,125
Dépenses secrètes	2,500,000	
Indemnités et secours accordés à titre de récompenses nationales	100,000	
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.		
Canaux et navigation, supplément aux fonds d'emprunt	11,000,000	
Mesures sanitaires. (*Loi du 28 septembre 1831*)	385,000	
Idem. (*Loi du 15 avril 1832*)	1,400,000	
Supplément pour travaux de routes royales	1,833,000	
Travaux et ouvrages d'art à la charge des départements	3,445,000	23,676,000
Subvention aux entreprises de travaux d'intérêt public	500,000	
——— aux travaux d'utilité communale	4,837,000	
Secours au commerce et à l'industrie	216,000	
Acquisition du gymnase de Versailles	60,000	
MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
Administration centrale. (Personnel)	8,000	
Administration centrale. (Matériel)	12,500	
États-majors	2,529,667	
Gendarmerie	3,000,000	
Solde et entretien des troupes	117,015,808	
Justice militaire	116,000	
Remonte générale	1,553,000	160,739,209
Matériel de l'artillerie	14,705,000	
Armement de la garde nationale	8,100,000	
Matériel du génie	7,827,000	
Dépenses temporaires	3,142,000	
Dépenses diverses, imprévues et secrètes	1,135,000	
Arriéré	1,595,234	
A reporter		193,839,334

Accroissement de l'effectif et défense intérieure du royaume; excédant du pied de guerre sur le pied de paix en Afrique et en Morée, répression des troubles dans l'Ouest, le Midi et à Paris; mesures sanitaires contre le choléra-morbus; occupation d'Ancône; occupation de Bone; services civils en Afrique; incorporation de la classe de 1831; armée du Nord; arriéré.

Suite du *COMPTE SPÉCIAL des Dépenses extraordinaires de l'Exercice 1832.*

NATURE DES DÉPENSES.		MONTANT DES DÉPENSES par service.	MONTANT DES DÉPENSES par ministère.
Report.....		.....	193,839,334
MINISTÈRE DE LA MARINE.			
Occupation des ports de la Morée; occupation des ports de l'ancienne régence d'Alger; mouvements des troupes dans la Méditerranée; expédition d'Ancône; expédition des côtes de Hollande.	Solde.....	1,315,467	
	Hôpitaux.....	69,300	
	Vivres.....	870,133	4,324,600
	Constructions, armements et approvisionnements.....	1,907,800	
	Artillerie.....	161,900	
TOTAL GÉNÉRAL des Dépenses extraordinaires de l'exercice 1832.....		.....	198,163,934

BUDGET DE L'EXERCICE 1833.

ÉTAT des Recettes et des Payements faits, par anticipation, au 1er Janvier 1833.

BUDGET DE L'EXERCICE 1833.

ÉTAT des Recettes et des Payements faits, par anticipation, à l'époque du 1er Janvier 1833.

RECETTES.

NATURE DES RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués.	RESTE À RECOUVRER.
Droits sur les boissons	7,204 47	7,204 47	//
Diverses taxes indirectes	9,058 25	9,058 25	//
Produit de la vente des tabacs	1,172 13	1,172 13	//
	17,434 85	17,434 85	//
Produits divers (produit de l'Inde)	378,375 96	378,375 96	//
	395,810 81	395,810 81	//
Fonds reportés de l'exercice 1831.			
Recette à l'exercice 1833 des fonds non employés au 31 décembre 1832, sur les crédits affectés à diverses dépenses spéciales de l'exercice 1831	4,827,708 00	4,827,708 00	//
	5,223,518 81	5,223,518 81	//

PAYEMENTS.

NATURE DES DÉPENSES.		DÉPENSES CONSTATÉES.	PAYEMENTS EFFECTUÉS.	RESTE À PAYER sur les dépenses constatées.
DETTE publique...	Dette viagère	719,002 78	(a) 719,002 78	//
	Pensions... civiles	372,054 86	(a) 372,054 86	//
	Pensions... ecclésiastiques	588,222 72	(a) 588,222 72	//
GUERRE	Solde et entretien des troupes	21,567 81	(b) 21,567 81	//
MARINE	Solde	48,290 10	(c) 46.633 05	1,657 05
	Dépenses des services militaires aux colonies	1,927,095 76	1,834,146 06 (d)	92,949 70
FINANCES	Frais de service et de trésorerie	822 00	822 00	//
REMBOURSEMENTS et restitutions.	Restitutions sur les contributions directes. (Fonds de réimpositions)	49 92	49 92	//
		3,677,105 95	3,582,499 20	94,606 75

(a) Payements fait pendant les neuf derniers jours de décembre, sur le sémestre échu le 22 décembre 1832, qui appartiennent à l'exercice 1833.
(b) Les dépenses de la solde, en ce qui concerne les troupes, sont payables par quinzaine, à l'avance, conformément aux réglements existants.
(c) Payements faits par avances, conformément aux réglements sur la solde des équipages des bâtiments expéditionnaires.
(d) Envois faits par anticipation, en novembre et décembre 1832, des fonds destinés aux services militaires des colonies, afin qu'ils puissent parvenir à l'ouverture de l'exercice sur les points où ils doivent être employés.

SITUATION

DE

L'ADMINISTRATION DES FINANCES

AU 1er JANVIER 1833.

NOTE

Sur la Situation des Finances.

La situation de l'administration des finances présente le résultat des opérations de recette et dépense, précédemment développées, qui ont constitué le Trésor de l'État débiteur ou créancier sur chaque branche de service, et qui ont ainsi produit l'actif et le passif de l'administration des finances au 1er janvier 1833. Les divers articles qui composent cette situation sont, d'une part, les valeurs de caisse et de porte-feuille et les créances à recouvrer; de l'autre, les fonds restés libres sur les budgets, et une dette flottante, représentée par des effets à payer et des comptes courants. Ces différents articles peuvent être analysés comme il suit :

Analyse de la situation générale des finances.

La dette flottante de l'administration des finances était, au 1er janvier 1832 (voir pag 275 du compte des finances de l'année 1831), de.....		330,833,021^f^ 58^c^
Elle a éprouvé, en 1832, une augmentation de.....		39,671,941 06
dont les causes sont expliquées avec détail dans le compte spécial des opérations de trésorerie (page 132), et s'élève au 1er janvier 1833, à.....		370,504,962 64
SAVOIR :		
EFFETS à payer. — Bons royaux.....	177,945,843^f^ 68^c^	
— Traites et mandats du caissier du trésor...	7,535,219 70	
— des comptables extérieurs.....	14,680,591 94	200,161,655 32
CRÉANCES passives. — Fonds des correspondants du trésor et des comptables des finances.....	91,675,945 42	
— Fonds particuliers des comptables.....	67,242,140 47	
— Capitaux de cautionnements à rembourser.	10,938,938 80	
— Fonds appartenant à la liquidation de l'ancienne liste civile.....	486,282 63	170,343,307 32
SOMME ÉGALE.....		370,504,962 64

Le Trésor a contracté cette dette flottante,

1° Pour couvrir le déficit existant et les avances effectuées antérieurement au 1er janvier 1832, savoir :

Déficit sur le service antérieur au 1er avril 1814.....	67,304,366 56	
— sur celui des cautionnements remboursés à des titulaires de départements séparés de la France...	6,383,668 47	
Avances au gouvernement Espagnol, faites pendant les années 1823 et 1824, pour la somme de 58 millions sur laquelle il reste à recouvrer celle de.....	52,141,609 00	
Excédant de dépense du budget de l'exercice 1827, fixé par la loi du 26 juillet 1829, à.....	32,016,283 00	
Excédant de dépense du budget de l'exercice 1830, fixé par la loi de réglement, à..... 63,346,061 00		
Distributions d'argent faites aux troupes pendant les journées de juillet 1830 (dépense non allouée sur le budget de l'exercice 1830)..... 371,051 00	63,717,112 00	
Débet de l'ex-caissier central du Trésor (portion présumée irrécouvrable).....	4,700,000 00	226,263,039 03
A reporter.....		226,263,039 03

Report.....			226,263,039f 03c
2° Pour remplacer la somme à réaliser, au 1er janvier 1833, sur l'emprunt en rentes faits le 8 août 1832, et dont le produit total a dû être porté en recette aux budgets des exercices 1831 et 1832.....			87,706,862 50
3° Pour remplacer également la valeur de divers articles de son actif désigné ci-après,			
Créances restant à recouvrer sur divers débiteurs, savoir:			
Avances pour divers services..	1,096,076 58		
Créances administratives.....	2,871,083 74		
Débets et créances litigieuses (y compris la portion recouvrable du déficit Kesner).	1,569,920 63	9,035,928 47	
Avance pour le compte du trésor de la couronne.....	3,498,847 52		
Réserve en numéraire exigée par les besoins journaliers du service du trésor, et valeurs de portefeuille non échues qui se trouvaient, à la même époque entre les mains des comptables des finances (y compris 9,425,487 fr. 54 cent. pour envois de fonds non encore parvenus à leur destination).....		97,384,364 73	106,420,293 20
ENSEMBLE.....			420,390,194 73
De cette somme, il est nécessaire de déduire celle dont les recettes réalisées sur les budgets des exercices courants et sur les produits spéciaux affectés à divers travaux soumissionnés, excédaient, au 1er janvier 1833, les payements applicables au même service, savoir :			
Budgets des exercices 1831 et 1832.....		49,078,104 09	
Produits spéciaux pour canaux, ponts et travaux divers soumissionnés.....		807,128 00	49,885,232 09
RESTE ÉGAL au montant de la dette flottante, à l'époque du 1er janvier 1832.			370,504,962 64

La situation générale de l'administration des finances est appuyée d'un bilan, ou balance résumée des comptes ouverts sur le grand-livre de la comptabilité générale des finances, dans lequel les opérations de recette et de dépense, faites pendant l'année 1832, se rattachent aux résultats de la situation au 1er janvier 1832, et expliquent les augmentations et les diminutions qui ont produit la situation au 1er janvier 1833. (Voir pages 322 et 323.)

Résumé des avances du Trésor au 1er janvier 1833.

Les avances, dont le Trésor se trouvait à découvert au 1er janvier 1833, soit que la législature ne leur ait affecté aucun moyen de remboursement ou qu'elles soient seulement garanties par des gages d'une réalisation incertaine ou fort éloignée, s'élevaient, comme on l'a dit, à.. 226,263,039 00

Mais, pour connaître la consistance réelle des avances auxquelles les budgets n'ont pas pourvu, et qui demeurent provisoirement à la charge de la dette flottante, il faut ajouter à la somme de 226,263,039 fr., représentant uniquement les dépenses payées au 1er janvier 1833, celles qui restent à faire en 1833 pour solder les engagemens pris par l'État en exécution des lois antérieures; ces dernières dépenses s'élèvent à..... 45,367,555 00

La situation du Trésor, envisagée sous ce point de vue, présente donc au 1er janvier 1833, un découvert total ou une insuffisance de ressources, de..... 271,630,594 00

qui se compose des articles détaillés ci-après :

1° *Déficit sur le service antérieur au 1er avril 1814.* Ce déficit, dont le tableau, page 312, fait connaître l'origine et les variations, s'élevait primitivement à 90,304,366 francs 56 centimes. Les fonds accordés en 1818 par la loi du 25 mars 1817 (23 millions) l'ont réduit à la somme pour laquelle il figure depuis cette époque dans la situation générale des finances, ci..... 67,304,366

2° *Déficit sur le service des cautionnements remboursés à des titulaires des départements séparés de la France.* L'origine de ce déficit est également expliquée dans un développement à l'appui de la situation générale des finances (*voir* page 313). Fixé d'abord à 14,788,135 francs, réduit de 8,404,800 francs par le crédit que lui a affecté la loi du 31 mars 1822, il s'augmente chaque année des remboursements qui sont faits aux anciens titulaires des départements rétrocédés, ci..... 6,383,669

3° *Créance sur le Gouvernement espagnol.* Le remboursement de cette créance est garanti à la France par le traité conclu avec l'Espagne le 30 décembre 1828, et aux termes duquel (*voir* le développement, page 314) le Gouvernement espagnol s'est engagé à verser, chaque année, un amortissement de 2 p. o/o, qui doit s'accroître des intérêts de la portion du capital successivement racheté; mais la libération de l'Espagne, quant à cette partie de sa dette envers la France, ne devant se compléter que dans le cours de trente-un ans, le Trésor se trouve à découvert à la fin de chaque année, de la somme restant à recouvrer, et qui s'élevait, au 1er janvier 1833, à..... 52,141,609

4° *Service de l'arriéré antérieur au 1er janvier 1816.* Ce service est partagé en deux séries. La première se compose des dettes relatives au service des années de 1801 à 1810, qui se payent en rentes, conformément aux dispositions des lois des 23 septembre 1814 et 28 avril 1816. Les dépenses de la seconde série se rapportent aux années suivantes de 1810 à 1816, et se remboursent en numéraire avec les intérêts, calculés depuis le 5 mai 1816. Les sommes qui restent à payer sur ces deux natures d'arriéré, forment un véritable déficit pour le Trésor, attendu que les arrérages des rentes et les payements en numéraire, n'étant plus aujourd'hui imputables sur les ressources spéciales qui leur étaient affectées, absorberont d'une même somme celles qui sont destinées aux dépenses courantes des budgets. D'après les détails contenus au tableau page 347, le solde au 1er janvier 1833 des dépenses dont il s'agit laisse le Trésor à découvert d'une somme de..... 2,248,758

5° *Dépenses restant à payer sur les exercices clos.* Ces dépenses, détaillées au tableau pages 354 à 359 s'acquittent sur les fonds des exercices courants; et quel que soit l'effet que leur imputation produise sur les crédits accordés pour ces exercices, c'est-à-dire, soit que ces dépenses réduisent les économies obtenues ou qu'elles nécessitent de nouvelles allocations de fonds, elles n'en expriment pas moins pour le Trésor une dette qui se trouve dépourvue, au 1er janvier 1833, du gage qui lui avait d'abord été assigné, ci..... 2,769,449

6° *Arrérages restant à payer sur l'indemnité accordée par la loi du 27 avril 1825 aux anciens propriétaires dépossédés.* Il résulte des développements publiés sur cet article, pages 390 et suivantes, que les ressources nécessaires pour subvenir à l'entier payement de tous les arrérages échus sur chacun des cinquièmes de l'indemnité, ont été portées en recette aux budgets des exercices 1830 et antérieurs. Mais, au 1er janvier 1833, il restait des indemnités à liquider sur les fonds accordés, ainsi que des arrérages à payer sur les indemnités liquidées, et la dépense que cette double circonstance doit occasioner au Trésor, pendant les années 1833 et suivantes, est d'autant plus considérable qu'elle remonte à

A reporter..... 130,847,851

Report..... 130,847,851

des cinquièmes dont les termes sont plus éloignés; et, comme d'exercice en exercice, depuis 1825, les fonds de l'indemnité non employés à l'époque de la clôture de chacun de ces exercices n'ont pas été reportés, avec la même destination, à l'exercice suivant, il est évident que les budgets antérieurs à 1833 léguent aux exercices subséquents un arriéré successivemeint exigible, dont le Trésor se trouve à découvert au 1er janvier 1833. Cet arriéré, déduction faite des arrérages dont les budgets se trouvent exonérés par l'effet de l'annulation de 3 millions de rentes ordonnée par la loi du 5 janvier 1831, et de celle de 900,000 fr. proposée par le projet de loi du budget de l'exercice 1833, s'élève à..... 4,940,928

7° *Budget de l'exercice 1827.* Ce budget s'est soldé par un excédant de dépense que la loi du 26 juillet 1829 a fixé à 32,016,283 francs, et à l'extinction duquel la législature aura ultérieurement à assigner des ressources spéciales, ci..... 32,016,283

8° *Budgets des exercices 1828 et 1829.* Les budgets de ces deux exercices ne sont mentionnés ici qu'afin de rappeler que les excédants de dépense qu'ils faisaient également ressortir ont été couverts par les moyens extraordinaires résultant des rentes négociées en exécution de la loi du 19 juin 1828 (*voir* le compte de l'année 1830, pages 36 et 80)..... *Mémoire.*

9° *Budget de l'exercice 1830.* Le réglement définitif des recettes et des dépenses de l'exercice 1830, fait ressortir un excédant de dépense de la somme de 63,346,061. 00, à l'extinction duquel il devra être pourvu par des ressources spéciales..... 63,346,061

10° *Distributions d'argent faites aux troupes pendant les journées de juillet 1830.* Les payements de cette nature, qui avaient été rattachés au budget des dépenses de l'exercice 1830, mais dont l'imputation n'a pas été maintenue par la législature, constituent à cet égard le Trésor en avance d'une somme de..... 371,051

11° *Budget de l'exercice 1831.* Le budget de cet exercice présente un excédant de recette de 90,939,995 dont l'application se trouve réglée par le projet de réglement définitif. En conséquence, on porte ici pour mémoire ce budget, dont les ressources sont d'ailleurs communes avec celui de l'exercice, 1832..... *Mémoire.*

12° *Budget de l'exercice 1832.* Le budget de l'exercice 1832 présente au premier janvier 1833 un excédant des recettes sur les dépenses réalisées, qui est inscrit dans le passif de la situation générale des finances. (Voir page 319) pour..... 47,437,084^f^ 00^c^

D'après la situation provisoire de cet exercice (page 265), il restait en outre à recouvrer sur les revenus ordinaires et extraordinaires constatés en recette au profit du Trésor, une somme de..... 89,184 490 00

ensemble..... 136,621,574 00

Sur les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1832, établies à la charge de l'État et représentant pour lui des dettes exigibles de la part de ses créanciers, il restait à payer (page 291), une somme de..... 172,029,994 00

A reporter..... 231,522,174

Report.....		231,522,174
En sorte que, lorsque le Trésor, en 1833, aura réalisé les recettes et les payements encore à effectuer, il se trouvera avoir avancé, sur l'exercice 1832 (page 292), la somme de.....		35,408,420
13° *Débet de l'ex-caissier central du Trésor.* Le débet de ce comptable, qui s'élève à la somme de 6,267,083^{f} 33^{c}, se compose ainsi qu'il suit:		
Déficit sur le produit de l'emprunt de 120 millions....	6,265,814 00	
Forcement en recette sur prêts au commerce.....	1,191 05	
Frais judiciaires pour recouvrement de valeurs de portefeuille.....	78 28	
TOTAL.....	6,267,083 33	
Les recouvrements opérés en atténuation de ce débet, sont de.....	1,049,310 38	
Reste à recouvrer au 1er janvier 1833 la somme de....	5,217,772 95	
Sur laquelle les appréciations de l'agence judiciaire du Trésor laissent encore espérer la rentrée de celle de.....	517,772 95	
En sorte que le débet de l'ex-caissier central présentera, en dernier résultat, une non-valeur approximative (Voir page 519) de.....	4,700,000 00	4,700,000
Total des avances faites ou à faire exprimant le découvert du Trésor sur les services antérieurs au 1er janvier 1833.....		(1) 271,630,594

Toutefois, on doit mentionner ici, mais seulement pour mémoire, que la loi du 21 avril 1832, portant fixation du budget de l'exercice 1832, a autorisé (art. 51), le Ministre des finances à emprunter en rentes une somme de 105,704,000 francs, applicable à la diminution de la dette flottante, en remboursement du déficit antérieur au 1er avril 1814, de celui du service des cautionnements et de l'insuffisance des ressources du budget de l'exercice 1827.

La situation de l'administration des finances au 1er janvier 1833 comprend aussi le résultat, jusqu'à cette époque, des opérations relatives au budget de l'exercice 1833 ainsi qu'à l'emprunt national au pair; mais, pour les motifs exprimés ci-après, on n'a pas dû faire mention de ces opérations dans le relevé des articles composant le découvert du Trésor.

Budget de l'exercice 1833. Les recettes constatées sur cet exercice présentent, sur les payements faits par anticipation pour services urgents, un excédant de la somme de 1,641,019 francs dont le Trésor est reliquataire au 1er janvier 1833, mais qui sera immédiatement absorbée par les besoins de cet exercice.

Emprunt national au pair. Les fonds des budgets des exercices courants pourvoient au payement des intérêts de cet emprunt dont la partie convertie en rentes ne devient une dette des budgets que pour les arrérages annuels. Quant à la portion qui, en définitive, se trouvera représentée entre les mains des souscripteurs, par des obligations du Trésor, elle exprime, en capital, un remboursement que le Trésor aurait à faire ultérieurement, et pour lequel il devrait lui être assigné des ressources; mais on ne connaîtra le montant de cette dette, qui s'élève au 1er janvier 1833 à 15,763,600 francs (*voir* page 441), qu'à l'échéance des obligations, c'est-à-dire, le 1er juin 1836, parce qu'aux termes de l'art. 3 de l'ordonnance royale du 13 avril 1831, la faculté de convertir, à toute époque, leurs obligations en rentes, est conservée aux souscripteurs jusqu'au 31 mai 1836.

---

(1) Déficit et avances du Trésor. (Voir à la page suivante).....	226,263,039	261,671,462
Budget de l'exercice 1832.....	35,408,423	
Arriéré, Exercices clos et Indemnité des émigrés.....		9,959,135
		271,630,597

SITUATION DE L'ADMINISTRATIO

DES FINANCES AU 1er JANVIER 1833.

ACTIF.

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE.

PAGES des états de développement.		NUMÉRAIRE.	PORTEFEUILLE.	TOTAL.	
136, 137 et 308	Caissier du Trésor public	4,489,388 34	41,042,270 78	45,531,659 12	
	Receveurs généraux des finances	11,325,298 19	8,986,156 41	20,311,454 60	
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines	198,023 58	//	198,023 58	
	Receveurs principaux des douanes	2,149,268 11	3,081,849 26	5,231,117 37	
	Receveurs des contributions indirectes	97,917 21	//	97,917 21	84,803,261
	Directeurs des postes	533,235 47	10,813 86	544,049 33	
	Receveurs de la loterie	159,219 87	//	159,219 87	
	Directeurs de la fabrication des monnaies	868,048 94	//	868,048 94	
	Payeurs du Trésor royal	9,786,371 05	2,075,400 00	11,861,771 05	
		29,606,770 76	55,196,490 31	84,803,261 07	
137	Directeurs de la fabrication des monnaies. (*Matières d'or et d'argent à convertir en espèces.*)				3,155,[illegible]
309	Valeurs en route. (*Envois non encore parvenus à leur destination.*)				9,425,[illegible]
	TOTAL des valeurs de caisse et de portefeuille				97,384,[illegible]
	CRÉANCES ACTIVES.				
309	Avances pour divers services			1,096 076 58	
310	Créances administratives			2,871,083 74	9,035,[illegible]
311	Débets et créances litigieuses poursuivies par l'agent judiciaire du Trésor			1,569,920 63	
//	Trésor de la Couronne. (*Compte à régler en exécution de la disposition transitoire de la loi du 2 mars 1832.*)			3 498,847 52	
443	Compagnie adjudicataire de l'emprunt en rentes fait le 8 août 1832				87,706,[illegible]
	TOTAL de l'actif				194,127,[illegible]
	DÉFICIT ET AVANCES DU TRÉSOR.				
312	Sur le service antérieur au 1er avril 1814	67,304,366 56	73,688,035 03		
313	Sur le service des cautionnements remboursés à des titulaires des départements séparés de la France	6,383,668 47		157,845,927 03	
314	Créance sur le gouvernement espagnol, portée en recette aux budgets des exercices 1823 et 1824		52,141,609 00		
//	Avance du Trésor sur le budget de l'exercice 1827. (*Loi du 26 juillet 1829.*)		32,016,283 00		216,263,[illegible]
//	Avance du Trésor sur le budget de l'exercice 1830. (*Loi réglementaire*)		63,346,061 00		
//	Distributions d'argent faites aux troupes pendant les journées de juillet 1830, dépense non allouée sur l'exercice 1830		371,051 00	63,717,112 00	
519	Débet de l'ex-caissier central du Trésor (portion présumée irrécouvrable)			4,700,00000	
	TOTAL ÉGAL au passif				420,390,[illegible]

PASSIF.

EFFETS À PAYER.

PAGES des états de développement.					
138, 139 322 et 323	Émis par le caissier du Trésor.	Bons du Trésor	177,945,843 68		
		Traites du caissier du Trésor sur lui-même	5,054,762 32	185,481,063 38	
		Mandats du caissier du Trésor sur les receveurs généraux	2,480,457 38		
	Émis par les comptables extérieurs.	Traites tirées sur le Trésor par les receveurs généraux et autres correspts	13,297,770 33		200,161,655 32
		Mandats des receveurs généraux sur leurs collègues	913,486 91	14,680,591 94	
		——— des payeurs sur leurs préposés	9,119 44		
		Traites du payeur de l'armée d'Afrique sur les receveurs généraux	460,215 26		
	CRÉANCES PASSIVES.				
315 à 317	Correspondants du Trésor et des comptables des finances.	Communes et établissements publics L/C de fonds placés au Trésor	71,997,227 29		
		Divers corps de troupes de la guerre et de la marine, L/C de fonds déposés	4,143,557 28		
		Caisse des Invalides de la marine	2,890,962 69		
		——— dépôts et consignations S/C courant	3,722,179 64		
		Divers services publics	2,360,094 96		
		Établissements particuliers. (Fonds déposés au Trésor.)	9,142,251 13		
		Fonds à rembourser à divers	1,230,443 11	91,675,945 42	
		Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	7,154,848 44		
		Divers correspondants	2,724,197 33		
		Correspondants des comptables des finances	7,325,986 02		
			112,691,747 89		158,918,085 89
		A déduire : Solde débiteur des comptes des receveurs particuliers avec les receveurs généraux	21,015,802 47		
311	Fonds particuliers des comptables des finances	Receveurs généraux	66,484,285 50	67,242,140 47	
		Divers comptables	757,854 97		
313	Capitaux de cautionnements à rembourser aux titulaires français				10,938,938 80
//	Service de la liquidation de l'ancienne liste civile				486,282 63
	TOTAL de la dette flottante				370,504,962 64
	BUDGETS ET FONDS SPÉCIAUX.				
318 et 319	Fonds disponibles sur les recettes affectées aux dépenses publiques.	Budget de l'exercice 1832	47,437,084 48	49,078,104 09	
		——— 1833	1,641,019 61		49,885,232 09
		Fonds affectés à la construction des ponts, canaux et travaux divers soumissionnés		807,128 00	
	TOTAL du passif				420,390,194 73

SUITE DE LA SITUATION DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1833.

DÉVELOPPEMENT des Valeurs de portefeuille existant chez les Comptables.

DÉSIGNATION des COMPTABLES.	DÉSIGNATION DE VALEURS.	TOTAUX par NATURE.	TOTAUX par COMPTABLE.
CAISSIER du Trésor	Effets sur Paris	4,390,190 12	
	—— en retard de payement	116,665 34	
	Traites de douanes payables à Paris	1,866,757 03	
	———— sur les départements	8,005,622 65	
	Traites d'adjudicataires de coupes de bois de l'État	14,273,902 88	
	Obligations des redevables des contributions indirectes	503,106 61	41,042,270 78
	———— des salines de l'Est	2,073,184 12	
	———— des acquéreurs des bois de l'État	9,387,777 03	
	Effets provenant du sceau des titres	30,840 05	
	Rentes provenant de créances et débets	76,900 00	
	Effets divers provenant des prêts au commerce et à l'industrie	317,324 95	
RECEVEURS GÉNÉRAUX des finances.	Effets sur Paris	1,233,887 39	
	—— sur les départements	2,644,336 78	
	—— remis aux receveurs généraux par le caissier du Trésor	4,491,412 54	
	Traites de douanes sur les départements	36,095 00	8,986,156 41
	Traites d'adjudicataires de coupes de bois de l'État	47,728 53	
	Obligations des acquéreurs des bois de l'État	122,032 98	
	Effets divers	410,663 19	
RECEVEURS des douanes.	Traites de douanes payables à Paris	223,623 16	
	———— sur les départements	1,383,319 41	
	———— en souffrance	117,502 72	3,081,849 26
	Soumissions cautionnées pour garantie de droits de douanes	1,273,286 89	
	Effets divers	84,117 08	
DIRECTEURS des postes.	Effets divers	10,813 86	10,813 86
PAYEURS du Trésor	Traites du caissier du Trésor public	1,683,600 00	2,075,400 00
	Traites pour dépôts de fonds par les corps de troupes	391,800 00	
	TOTAL des valeurs de portefeuille		55,196,490 31

DÉVELOPPEMENT des Valeurs en route.

FONDS qui étaient en route au 31 décembre 1831 (*Voir* page 277 du compte de l'année 1831)			9,269,412 13
ENVOIS faits pendant l'année 1832. (*Voir* page 155)			2,161,350,772 91
TOTAL			2,170,620,185 04
ENVOIS parvenus pendant l'année 1832. (*Voir* page 154)			2,161,194,697 50
Fonds en route au 1er janvier 1833.	ENVOIS du caissier central du Trésor aux receveurs généraux des finances	2,453,564 85	9,425,487 54
	———— aux payeurs	225,150 00	
	ENVOIS des receveurs des finances au caissier du Trésor	5,990,816 09	
	———— aux payeurs	112,110 10	
	ENVOIS des payeurs du Trésor au caissier	137,786 98	
	———— aux receveurs généraux	88 06	
	———— aux payeurs	505,971 46	

DÉVELOPPEMENT des Avances pour divers services.

DÉSIGNATION DES AVANCES.		SOMMES A RECOUVRER PAR NATURE.	SOMMES A RECOUVRER PAR SERVICE.
AVANCES des receveurs de l'enregistrement.	Pour frais de saisies immobilières	39,483 91	
	—— frais judiciaires	5,567 70	
	—— frais de régie de l'administration des forêts	27,746 46	128,109 10
	—— frais relatifs aux domaines et bois engagés	55,311 03	
AVANCES des receveurs des douanes.	Pour appointements des préposés, à payer par les contrôleurs de brigades	393,957 54	
	—— appointements non payés par les contrôleurs de brigades	33 19	
	—— pensions de retraite acquittées pour le compte des receveurs des finances	219,186 84	
	—— frais de saisies	37,550 59	
	—— parts de saisies	9,325 65	717,176 20
	—— primes d'arrestations de fraudeurs	828 02	
	—— plombage, estampillage et marque de bestiaux	15,571 18	
	—— remboursement de consignations	3,327 01	
	—— divers services	37,396 18	
AVANCES des receveurs des contributions indirectes, pour frais judiciaires		208,814 86	208,814 86
AVANCES des directeurs des postes.	Pour traitements à régulariser	25,471 31	
	—— frais de poursuites	743 65	41,976 42
	—— divers services	15,761 46	
TOTAL des avances pour divers services			1,096,076 58

SUITE DE LA SITUATION DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1833.

DÉVELOPPEMENT des Créances administratives.

DÉSIGNATION DES CRÉANCES.		SOMMES À RECOUVRER.
Avance faite à la ville de Nantes par l'ancienne caisse d'amortissement pour la reconstruction de la salle de spectacle		191,865 28f
Engagements échus des soumissionnaires des canaux, ponts et travaux divers soumissionnés :		
Jonas Hagermann, soumissionnaire du canal de Bourgogne		40 90
Reste à verser par le Sr Adam, adjudicataire de l'un des anciens hôtels des finances, vendus en exécution de la loi du 10 juillet 1822		9,403 26
Prêts à diverses villes sur le crédit alloué par la loi du 8 septembre 1830, savoir :		
Ville de Paris. — Prêt de 2 millions, remboursable par quart, d'année en année, à partir du 1er janvier 1831, avec intérêt à 4 pour o/o	1,500,000f	
Ville de Saint-Étienne (Loire). — Prêt de 60,000 francs, remboursable en trois années, à partir de 1832, avec intérêt à 4 pour o/o	40,000	1,560,000 00
Ville de Limoges (Haute-Vienne). — Prêt de 20,000 francs remboursable par tiers pendant chacune des années 1832, 1833 et 1834	20,000	
Prêt de 10,000 fr. fait à la ville d'Elbeuf, sur le crédit de 1 million ouvert au budget de 1831, pour travaux de charité, remboursable par moitié, en 1836 et 1837		10,000 00
Obligations souscrites au profit du Trésor, par diverses villes et communes, en payement de droits sur les boissons. (*Voir* l'état page 150.)		
Ville de Bordeaux	730,344 26	
—— d'Issoudun	13,741 92	
—— de Châteauroux	1,721 28	
—— de Narbonne	18,767 87	871,884 60
—— de Limoux	14,916 67	
—— d'Auch	8,590 08	
Diverses communes du département de la Gironde	83,802 52	
Versement à faire par la compagnie des salines et mines de sel de l'Est, pour la part revenant au Trésor dans le bénéfice éventuel de l'exploitation pendant l'année 1832		227,889 70
TOTAL des créances administratives		2,871,083 74

DÉVELOPPEMENT des Débets et des Créances litigieuses poursuivis par l'Agence.

DÉSIGNATION DES DÉBETS ET CRÉANCES.		SOMMES A RECOUVRER.
DÉBETS.		
Receveurs généraux des finances	406,480 78	
Receveurs particuliers et percepteurs	3,600 11	
Receveurs de l'enregistrement et des domaines	95,795 13	
Receveurs des douanes	33,585 40	
Receveurs des contributions indirectes	32,939 14	1,289,350 11
Directeurs des postes	25,301 35	
Receveurs de la loterie	57,340 54	
Payeurs du Trésor	116,534 71	
Ex-caissier central du Trésor (Déduction faite de la portion du débet présumée irrécouvrable)	517,772 95	
CRÉANCES LITIGIEUSES.		
Prêts faits par le Trésor à des manufacturiers, antérieurement à 1830	152,188 52	
Prêt fait par l'ancien ministère de la police	19,573 95	
Traites en souffrance souscrites pour droits sur le sel	15,345 05	280,570 52
Avances faites à divers manufacturiers et négociants de la capitale, sur le crédit de 5 millions ouvert par la loi du 8 septembre 1830	93,463 00	
TOTAL des Débets et Créances litigieuses		1,569,920 63

DÉVELOPPEMENT des Fonds particuliers des comptables des finances.

Fonds particuliers des receveurs généraux		66,484,285 50
—— de l'enregistrement et des domaines	2,681 35	
—— des douanes	1,445 33	
—— des contributions indirectes	15,925 45	757,854 97
—— de la loterie	139 21	
—— des directeurs de la fabrication des monnaies	713,025 26	
—— des payeurs du Trésor	24,638 37	
Total des fonds particuliers		67,242,140 47

SUITE DE LA SITUATION DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1833.

DÉVELOPPEMENT sur le déficit du Service antérieur au 1er avril 1814.

A l'époque où l'établissement du gouvernement représentatif donna naissance à un nouveau système d'administration financière fondé sur des budgets votés par les Chambres et sur des comptes annuellement publiés, il fut tracé une ligne de démarcation entre l'ancien et le nouveau service. On comprit dans *le service antérieur au 1er avril 1814* toutes les opérations susceptibles de se rattacher aux régimes précédents, et l'on s'occupa d'établir l'inventaire exact des ressources et des charges que ces divers régimes avaient léguées à l'État. Le ministère des finances eut particulièrement à rechercher dans quelle situation les recettes et les dépenses effectuées avaient placé le trésor public, et cette liquidation fit ressortir un *déficit* représentant la portion des dépenses publiques acquittées au-delà des recettes réalisées sur les anciens budgets, ou, en d'autres termes, l'avance faite par le trésor, au moyen d'emprunts temporaires dont il restait débiteur envers ses correspondants et les porteurs de ses effets. Ce passif des caisses, qu'il ne faut pas confondre avec l'arriéré des ministères, fut, après quelques variations successives, définitivement arrêté à 90,304,366 fr. 56 cent.

Le premier élément de ce résultat remonte au 1er janvier 1808. L'introduction des écritures en parties doubles, qui eut lieu à cette époque dans la comptabilité du trésor, ayant donné occasion d'établir la situation matérielle des caisses, il fut dès-lors constaté que l'actif était inférieur au passif d'une somme de 25,678,837 fr. 17 cent.

Du 1er janvier 1808 au 1er avril 1814, les recettes effectuées sur les contributions et revenus publics se sont élevées aux sommes ci-après, savoir :

Produits des contributions et revenus publics désignés sous le titre de fonds généraux et spéciaux.....		7,703,108,106f 97c
Recettes extraordinaires faites dans les pays conquis.....		585,798,622 84
Fonds provenant de l'extinction, au profit du trésor, de créances devenues non exigibles en vertu des lois sur le domaine extraordinaire et la caisse d'amortissement, et de celles relatives aux délais de prescription et de déchéance.....		307,424,473 23
TOTAL des recettes.....		8,596,331,203 04
A déduire pour non-valeurs et prélèvements sur les recettes.....		217,520,299 35
MONTANT net des recettes.....		8,378,810,903 69
Les dépenses se sont composées ainsi qu'il suit :		
Payements faits pour le service des budgets et des fonds spéciaux.....	7,684,331,491f 90c	
Dépenses extraordinaires des armées, faites hors des budgets.....	704,887,178. 67.	
Avances irrécouvrables, débets et créances éteintes.....	54,217,762. 51.	
MONTANT des payements.....	8,443,436,433. 08. Ci	8,443,436,433 08
EXCÉDANT de dépenses.....		64,625,529 39
DÉFICIT existant au 1er janvier 1808.....		25,678,837 17
TOTAL du déficit au 1er avril 1814.....		90,304,366 56

Ce résultat, qui a trouvé son contrôle et son appui dans la situation matérielle des caisses du trésor, établie à la même époque, en exécution de la loi du 27 juin 1819, et publiée dans le compte des finances de l'année 1818 (pages 228 et 229), a été de nouveau vérifié par la commission chargée de l'examen des comptes ministériels pour l'année 1827. (*Voir* le procès-verbal de ses travaux, pages 33 et suivantes.)

La loi du 25 mars 1817 ayant ouvert au budget des dépenses de l'exercice 1817 un crédit de 23,000,000 fr. pour remboursement de l'ancienne dette des caisses, ci.....		23,000,000 00
L'imputation de cette somme, dont il a été fait recette en 1818, au compte du service antérieur au 1er avril 1814, par prélèvement sur les produits du budget de l'exercice 1817, a réduit le déficit du trésor à.....		67,304,366 56

DÉVELOPPEMENT sur le Service des Cautionnements.

Au 1er avril 1814, les capitaux de cautionnements versés dans les caisses publiques se trouvaient absorbés en totalité, soit par leur application aux dépenses de l'État, soit par leur conversion en rentes 5 pour cent, au nom de la caisse d'amortissement, qui ont fait ressource plus tard aux budgets des exercices 1815 et 1816, en sorte qu'à cette époque les cautionnements ne figuraient point dans le passif de l'administration des finances.

A partir du 1er avril 1814, les cautionnements dont le mouvement se reproduit au compte du service de trésorerie se divisent en capitaux de cautionnements dans les départements français, et en capitaux de cautionnements dans les départements séparés de la France. (*Voir* le compte de l'année 1824, pages 188 et 204, pour les opérations de 1824 et antérieures, et les comptes des années suivantes, pour les opérations postérieures à 1824.)

Capitaux de cautionnements dans les départements français.

D'après les comptes annuels publiés par l'administration des finances, les capitaux de cautionnements versés dans les caisses du trésor depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 1er janvier 1832, se sont élevés à la somme de...		330,201,977f 54c
Sur cette somme, il a été porté en recette,		
1° Au budget de l'exercice 1816, pour les suppléments de cautionnements créés par la loi du 28 avril 1816. (*Voir* la loi réglementaire du budget de cet exercice en date du 27 juin 1819.).....	65,104,000f	
2° Au budget de l'exercice 1820, pour cautionnements créés par la loi du 23 juin 1820. (*Voir* le compte de l'année 1821, page 172.).....	18,000	65,122,000 00
Reste pour les cautionnements dont il a été fait recette dans la dette flottante de l'administration des finances.....		265,079,977 54
Les remboursements faits aux titulaires sortis de fonctions depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 1er janvier 1832, se sont élevés à la somme de.....		252,598,036 27
Il restait par conséquent à rembourser au 1er janvier 1832 (*voir* le compte de l'année 1831, pages 275 et 418).....		12,481,941 27
Pendant l'année 1832,		
Les versements ont été de.....	18,366,595 52	
Les remboursements, de.....	19,909,597 99	
EXCÉDANT de remboursements.....	1,543,002 47	1,543,002 47
La dette du trésor sur le service des cautionnements s'élève par conséquent, envers les titulaires des départements français, au 1er janvier 1833, à la somme de.....		10,938,938 80

Laquelle représente les cautionnements d'anciens titulaires dont le remboursement se trouve momentanément suspendu jusqu'à l'apurement définitif de leur gestion, et qui cependant ont été préalablement remplacés dans les caisses du trésor par les cautionnements des nouveaux titulaires.

Capitaux de cautionnements dans les départements séparés.

Les remboursements de capitaux de cautionnements faits à des titulaires français ayant occupé des emplois dans les départements séparés de la France, et dont les fonds ont été avancés par le trésor, s'élevaient, au 1er janvier 1832, à	14,788,135 14
La loi du 27 juin 1819 avait alloué, pour les remboursements de cette nature, un crédit de 12,000,000f; mais ce crédit a été réduit, par la loi du 31 mars 1822, à.....	8,404,800 00
L'avance du trésor n'était donc plus, au 1er janvier 1832, que de..... (*Voir* le compte de l'année 1831, pages 274 et 419.)	6,383,335 14
Elle s'est accrue, pendant l'année 1832, de.....	333 33
Et s'élève, au 1er janvier 1833, à.....	6,383,668 47

SUITE DE LA SITUATION DE L'ADMINISTRATION

DÉVELOPPEMENT relatif à la Créance sur l'Espagne.

La créance sur l'Espagne comprise dans l'actif de l'administration des finances s'élevait originairement à..... 58,000,000f

Elle a été atténuée, par suite de versements effectués par l'Espagne à la caisse du Trésor, aux époques ci-après, savoir :

En 1829,	le 1er juillet.....	800,000		
En 1830,	le 2 janvier.....	812,000	2,472,722.	5,838,391
	le 1er juillet.....	824,180		
	et le 30 novembre (par anticipation).....	836,542		
En 1831,	le 9 avril (*idem.*).....	849.090		
En 1832,	le 2 janvier.....	861,826	1,736,579	
	le 2 juillet.....	874,753		

et se trouve réduite, au 1er janvier 1832, à..... 52,141,609

Cette créance provient des avances faites en 1823 et 1824 par le Trésor de France, pour les dépenses de l'armée d'occupation, et dont, aux termes des traités, le gouvernement espagnol doit le remboursement à la France; elles ont été comprises dans la dépense des budgets de ces exercices, et on en a fait en même temps figurer le montant aux budgets des recettes à titre de ressource effective.

Avances faites en 1823.....	34,000,000	58,000,000
——— en 1824.....	24,000,000	

L'occupation de l'Espagne ayant continué pendant les années suivantes, les avances du Trésor se sont accrues d'une nouvelle somme de 40,325,443 francs, qui a été prélevée sur les fonds des budgets, et qu'il n'y a pas eu lieu, par conséquent, de porter dans l'actif de l'administration des finances, savoir :

Avances faites en 1825.....	10,800,000	40,325,443
——— en 1826.....	10,800,000	
——— en 1827.....	10,000,000	
——— en 1828.....	5,272,000	
——— en 1829.....	3,453 443	

de sorte que la totalité des créances à répéter par la France au gouvernement espagnol s'élève en définitive à la somme de..... 98,325,443

Un traité conclu à Madrid le 30 décembre 1828, entre les plénipotentiaires des deux puissances, a fixé provisoirement à 80,000,000 la créance de la France. Par ce traité l'Espagne s'est engagée à payer annuellement,

1° Pour l'intérêt dudit capital, calculé à raison de 3 p. o/o, une rente de.....	2,400,000
2° Pour l'amortissement, une prime de 2 p. o/o, formant la somme de.....	1,600,000
TOTAL.....	4,000,000

avec stipulation expresse que le fonds d'amortissement s'accroîtrait successivement du montant des rentes rachetées.

Il résulte de ce mode de remboursement que le capital de 80,000,000 ne sera amorti en totalité que dans un délai de trente-un ans, c'est-à-dire, à la fin de l'année 1859, et qu'à cette époque la France aura touché,

Pour l'amortissement du capital.....	80,000,000
Pour le payement des intérêts.....	43,089,824
TOTAL.....	123,089,824

Mais la somme de 80,000,000, provisoirement fixée par le traité du 30 décembre 1828, n'a pas été reconnue définitivement par le gouvernement espagnol. Le compte que ce gouvernement a fait remettre par son ambassadeur au ministre des affaires étrangères élève des prétentions qui tendraient à réduire au-dessous de cette somme la créance de la France, et qui sont l'objet d'explications et de négociations entre les cabinets des deux puissances.

DES FINANCES AU 1er JANVIER 1833.

DÉVELOPPEMENT sur les Comptes courants.

CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.

Communes et établissements publics *L/C* de fonds placés au Trésor...	Ville de Paris.....	16,400,000 00	71,997,227 29	
	Départements.....	55,597,227 29		
Divers corps de troupes de la guerre et de la marine, *L/C* de fonds déposés.....			4,143,557 28	
Caisse des invalides de la marine.....			2,890,962 69	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* courant.....			3,722,179 64	
Divers services publics.	Instruction publique.....	398,078 18	2,360,094 96	
	Imprimerie royale.....	141,926 71		
	Direction générale des poudres et salpêtres.....	170,000 00		
	Compagnie des salines et des mines de sel de l'Est.....	450,148 33		
	Ministère de la marine, *s/c* de fonds coloniaux.....	259,235 93		
	——— du commerce et des travaux publics, *s/c* de ressources éventuelles pour dépenses départementales.....	421,582 39		
	——— *s/c* du produit de la taxe des brevets d'invention.....	519,123 42		
Établissements particuliers. (*Fonds déposés au Trésor.*)	Caisse des employés et artisans.....	25,803 50	9,142,251 13	
	Caisses d'épargne et de prévoyance, *L/C* de fonds placés au Trésor. Ville de Paris..... 6,444,518 05			
	Caisses d'épargne et de prévoyance, *L/C* de fonds placés au Trésor. Départements..... 2,080,331 96	8,524,850 01		
	Tontine du pacte social.....	9,498 16		
	——— d'épargnes.....	413,175 94		
	Ministère du commerce et des travaux publics, *s/c* de fondations anglaises.....	103,643 51		
	——— écossaises.....	14,398 64		
	——— irlandaises.....	50,881 37		
Fonds à rembourser à divers.	Ex-receveurs généraux, *L/C* d'avances à leur rembourser.....	363,603 87	1,230,443 11	
	Ex-receveurs des revenus indirects *L/C* d'avances à leur rembourser.....	695 52		
	Maîtres de postes, *L/C* d'avances de frais de voyage de la cour à leur rembourser.....	33,437 85		
	Divers, *L/C* d'arrérages de rentes départementales non réclamés.....	7,698 00		
	Divers, *L/C* de créances frappées d'oppositions.....	5,017 68		
	Divers, *L/C* de créances en litige avec le ministère de la guerre, dans le département du Haut-Rhin.....	190,037 91		
	Divers soumissionnaires de produits de la ville d'Alger, *L/C* de cautionnements en garantie.....	110,670 40		
	Divers négociants et manufacturiers, *L/C* de valeurs diverses pour prêts au commerce.....	317,324 95		
	Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de recettes à lui verser pour divers services spéciaux.....	100,398 66		
	Jonas Hagermann, *s/c* du service d'Ancône.....	101,558 27		
A reporter.....			95,486,716 10	

SUITE DE LA SITUATION DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1833.

Suite du *DÉVELOPPEMENT sur les Comptes courants.*

Suite des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.

	Report		95,486,716 10
COMPTES de divers avec les receveurs des revenus indirects.	Divers, *L/C* de valeurs versées en garantie de droits de douanes	822,587 28	
	—— *L/C* de dépôts de valeurs à rembourser par les directeurs des postes	978,038 30	
	—— *L/C* de fonds en dépôt chez les receveurs des douanes	483,177 09	
	—— chez les directeurs des postes	43,442 97	
	Receveurs des douanes, *L/C* de masse d'habillement des brigades	1,059,340 09	
	—— *L/C* de saisies à juger ou à répartir	296,084 51	
	—— *L/C* de primes pour saisies de tabacs	5,565 77	
	Receveurs des contributions indirectes, *L/C* de consignations à juger ou à répartir	229,572 76	
	Villes et communes, *L/C* avec les receveurs des revenus indirects	1,948 15	
	Communes et établissements publics, *L/C* avec les receveurs de l'enregistrement	148.886 86	7,154,848 44
	Divers particuliers, *L/C idem*	2,855 74	
	Receveurs de l'enregistrement, *L/C* de frais de délimitation des forêts de l'État recouvrés sur les riverains	4,084 54	
	Caisse des dépôts et consignations, *L/C* intermédiaire avec les receveurs de l'enregistrement	945 00	
	Divers, *L/C* de matières versées au change des monnaies pour être fabriquées	3,069,878 62	
	Retenues pour frais de coins et coussinets sur les matières versées au change par le commerce	6,239 22	
	Retenues pour frais de viroles brisées sur la fabrication des pièces de 5 francs	2,201 54	

		DÉBITEURS.	CRÉDITEURS.	
DIVERS correspondants.	Légion d'honneur	//	579 90	
	Ministères, *L/C* de services d'estafettes	35,072 36	//	
	Maîtres de postes, *L/C* de services d'estafettes	//	1,049 45	
	—— *L/C* du produit de 25 centimes perçus à leur profit sur les messageries	//	350 14	
	Directeurs des monnaies, *L/C* intermédiaire de frais de fabrication	//	195,973 47	
	Divers négociants et manufacturiers, *L/C* de frais judiciaires pour prêts au commerce	6,808 58	//	
	Receveurs généraux, *L/C* intermédiaire de remboursements de dépôts antérieurs au 1er juin 1816	4,599 38	//	
	Ancienne caisse du sceau des titres, *S/C* d'annuités et obligations à rembourser au 31 décembre 1831	//	22,354 80	
	Budgets, *L/C* de recouvrements à faire sur diverses villes	//	2,535,347 60	
	Compte particulier du trésor de la couronne	6,963 14	//	
	Divers	3,365 18	25,350 61	
		56,808 64	2,781,005 97	
		2,724,197 33		2,724,197 33
				105,365,761 87

Suite du *DÉVELOPPEMENT sur les Comptes courants.*

CORRESPONDANTS DES RECEVEURS GÉNÉRAUX.	CORRESPONDANTS. DÉBITEURS.	CRÉDITEURS.
Percepteurs *L/C* courant avec les receveurs particuliers	1,864,606 15	//
Divers comptables *L/C* de mandats des receveurs généraux	//	3,332,524 01
Départements *L/C* de produits éventuels affectés à divers services locaux	//	1,174,017 28
Communes et établissements publics *L/C* de produits de coupes extraordinaires de bois	//	6,366,829 60
Adjudicataires de coupes extraordinaires de bois des communes et établissements publics *L/C* d'obligations	6,002,209 94	//
Caisse des dépôts et consignations *S/C* courant	//	103,617 32
Légion d'honneur *S/C* courant	24,158 22	//
Trésorier des invalides de la marine	527,400 00	//
Divers *L/C* de fournitures de l'imprimerie royale	29,782 80	//
—— *L/C* d'effets à payer	//	181,806 45
—— *L/C* d'effets à recouvrer	//	12,088 10
—— *L/C* d'achats de rentes sur l'État	//	2,758,398 16
—— *L/C* de ventes de rentes sur l'État	//	484,322 09
Officiers et employés militaires *L/C* de retenues applicables aux contributions directes	//	86 12
Départements *L/C* d'effets publics	//	20,000 00
Adjudicataires de travaux publics *L/C* de dépôts en diverses valeurs	//	24,316 06
—— en numéraire	//	7,452 83
Caisse d'amortissement *S/C* d'obligations d'adjudicataires de coupes de bois	//	797 30
Adjudicataires de bois vendus pour le compte de la caisse d'amortissement	797 30	//
Receveur particulier de Bastia *S/C* de caisse de réserve	10,988 06	//
Divers comptables *L/C* intermédiaire de mouvements de fonds avec les receveurs généraux	//	1,289.034 03
—— correspondants	215,279 88	245,762 25
	8,675,222 35	16,001,051 60
SOLDE créditeur	7,325,829 25	
Receveurs particuliers d'arrondissement, *L/C* avec les receveurs généraux. (Solde débiteur)	21,015,802 47	
EXCÉDANT du Solde débiteur	13,689,073 22	

CORRESPONDANTS DES PAYEURS DU TRÉSOR.

Divers comptables *L/C* intermédiaire de mouvements de fonds avec les payeurs	//	156 77

RÉCAPITULATION.

Correspondants du trésor	//	105,365,761 87
—— des receveurs généraux	13,689,973 22	//
—— des payeurs	//	156 77
	13,689,973 22	105,365,918 64
SOLDE créditeur	91,675,945 42	

Suite de la SITUATION DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1833.

DÉVELOPPEMENT des Fonds disponibles sur les Recettes affectées aux Dépenses publiques.

SITUATION DES RECETTES ET DES PAYEMENTS AU 1er JANVIER 1833.

SERVICES ET EXERCICES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1832. (Voir *page 287 du compte des finances de 1831.*) EXCÉDANT de recette.	SITUATION AU 1er JANVIER 1832. EXCÉDANT de payement.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1832. RECETTES. (Voir *le compte des contributions et revenus publics* page 41.)	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1832. PAYEMENTS. (Voir *le compte des dépenses publiques* page 91.)	EXCÉDANT de recette.	EXCÉDANT de payement.	SITUATION AU 1er JANVIER 1833. EXCÉDANT de recette.	SITUATION AU 1er JANVIER 1833. EXCÉDANT de payement.	OBSERVATIONS.
Service des budgets. Budget de l'Exercice 1831..	5,137,867 86	"	248,100,293 85	157,470,456 23	90,629,837 62	"	95,767,705 48	"	
Service des budgets. ——— 1832..	"	749,143 45	971,055,121 26	1,013,808,890 81	"	42,753,769 55	"	43,502,913 00	
Service des budgets. ——— 1833..	"	"	395,810 81	3,582,499 20	"	3,186,688 39	"	3,186,688 39	
	5,137,867 86	749,143 45	1,219,551,225 92	1,174,861,846 24	90,629,837 62	45,940,457 94	95,767,705 48	46,689,601 39	
Service spécial des ponts, canaux et travaux divers soumissionnés.....	2,250,239 81	"	5,455,000 00	6,898,111 81	"	1,443,111 81	807,128 00	"	
	7,388, 107 67	749,143 45	1,225,006,225 92	1,181,759,958 05	90,629,837 62	47,383,569 75	96,574,833 48	46,689,601 39	(1) L'excédant de payement de 631,717,112f que présentait, sur l'exercice 1830, la situation au 1er janvier 1832 (page 287 du compte des finances de 1831), a été réuni, pendant l'année 1832, aux avances qui composent le déficit du Trésor. (Voir page 306.)
	(1) 6,638,964 22		43,246,267 87		43,246,267 87		49,885,232 09		

SITUATION DES EXERCICES AU 1er JANVIER 1833.

DÉSIGNATION DES EXERCICES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1832. (Voir page 287 *du compte des finances de 1831*) EXCÉDANT de recette.	SITUATION AU 1er JANVIER 1832. EXCÉDANT de payement.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1832. RECETTE. Recouvrements effectués.	RECETTE. A DÉDUIRE : Fonds transportés à des exercices subséquents.	RECETTE. A DÉDUIRE : Résultat de l'élision des centimes (centimes réduits).	RECETTE. À AJOUTER : Fonds reportés de l'exercice antérieur.	RECETTE. À AJOUTER : Résultat de l'élision des centimes (centimes ajoutés).	Total de la recette.	DÉPENSE. PAYEMENTS effectués.	DÉPENSE. À AJOUTER. Résultat de l'élision des centimes (centimes ajoutés).	Total de la dépense.	SITUATION AU 1er JANVIER 1833. (Voir page 307.) EXCÉDANT de recette.	SITUATION AU 1er JANVIER 1833. (Voir page 307.) EXCÉDANT de payement.	OBSERVATIONS.
Budget de l'exercice 1831.....	5,137,867 86	"	248,100,293 85	95,767,703	1 95	"	"	152,332,588 90	157,470,456 23	00 53	157,470,456 76	"	"	Voir l'observation ci-dessus.
——— 1832.....	"	749,143 45	971,055,121 26	"	"	90,939,995	2 48	1,061,995,118 74	1,013,808,890 81	"	1,013,808,890 81	47,437,084 48	"	
——— 1833.....	"	"	395,810 81	"	"	4,827,708	"	5,223,518 81	3,582,499, 20	"	3,582,499 20	1,641,019 61	"	
	5,137,867 86	749,143 45	1,219,551,225 92	95,767,703	1 95	95,767,703	2 48	1,219,551,226 45	1,174,861,846 24	00 53	1,174,861,846 77	49,078,104 09	"	

BILAN

DE

L'ADMINISTRATION DES FINANCES

AU 1er JANVIER 1833.

BILAN DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES,

Présentant la Situation au 1er Janvier 1832, les Opérations de l'année 1832, et la Situation au 1er Janvier 1833.

DÉSIGNATION DES SERVICES. (A)	SITUATION AU 1er JANVIER 1832. (*Voir* le Compte de 1831, pages 290 et 291.) ACTIF.	SITUATION AU 1er JANVIER 1832. (*Voir* le Compte de 1831, pages 290 et 291.) PASSIF.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1832. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1832. PAYEMENTS.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1832. EXCÉDANT de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1832. EXCÉDANT de payements.	SITUATION AU 1er JANVIER 1832. (*Voir* pages 306 et 307.) ACTIF.	SITUATION AU 1er JANVIER 1832. (*Voir* pages 306 et 307.) PASSIF.	*OBSERVATIONS.*
BUDGETS ET FONDS SPÉCIAUX.									(A) Le résultat du budget de l'exercice 1830 a été reporté parmi les avances qui composent le déficit du Trésor. (*Voir* au bas du présent tableau.) On a opéré sur les sommes portées ci-contre, comme recettes de l'année 1832, les modifications résultant du transport des excédants de recettes de l'exercice clos aux budgets des exercices subséquents. (*Voir* le tableau présentant la situation des exercices, pages 318 et 319.) Pour connaître les excédants réels de recettes ou de payements provenant des opérations de l'année, il est nécessaire de se reporter au compte du service de trésorerie, page 156.)
Budget de l'exercice 1831	"	5,137,867 86	152,332,588 90	157,470,456 76	"	5,137,867 86	"	"	
——— 1832	749,143 45	"	1061,995,118 74	1,013,808,890 81	48,186,227 93	"	"	47,437,084 48	
——— 1833.)	"	"	5,223,518 81	3,582,499 20	1,641,019 61	"	"	1,641,019 61	
	749,143 45	5,137,867 86	1,219,551,226 45	1,174,861,846 77	49,827,247 54	5,137,867 86	"	49,078,104 09	
Fonds affectés à la construction des ponts, canaux et travaux divers soumissionnés	"	2,250,239 81	5,455,000 00	6,898,111 81	"	1,443,111 81	"	807,128 00	
	749,143 45	7,388,107 67	1,225,006,226 45	1,181,759,958 58	49,827,247 54	6,580,979 67	"	49,885,232 09	
SERVICE DE TRÉSORERIE.									
CRÉANCES actives. — Avances, débets et créances à recouvrer	6,554,239 91	"	34,349,660 08	38,032,501 12	"	3,682,841 04	10,237,080 95	"	
CRÉANCES actives. — Avance pour le compte du Trésor de la Couronne. (*Loi du 2 mars 1832.*)	3,132,657 21	"	5,530 24	371,720 55	"	366,190 31	3,498,847 52	"	
CRÉANCES actives. — Compagnie adjudicataire de l'emprunt en rentes fait le 8 août 1822. (*Ordonnance royale du 7 juillet 1832*)	"	"	62,293,137 50	150,000,000 00	"	87,706,862 50	87,706,862 50	"	
CRÉANCES passives. — Effets à payer.. Bons royaux	"	178,858,862 55	192,250,372 98	293,163,391 85	"	913,018 87	"	177,945,843 68	
CRÉANCES passives. — Effets à payer.. Traites et mandats émis par le caissier du Trésor	"	6,152,597 52	34,348,218 62	32,965,596 44	1,382,622 18	"	"	7,535,219 70	
CRÉANCES passives. — Effets à payer.. ——— par les comptables extérieurs	"	11,284,926 16	148,759,200 39	145,363,534 61	3,395,665 78	"	"	14,680,591 94	
CRÉANCES passives. — Correspondants du Trésor et des comptables des finances	"	73,630,201 17	1,196,783,553 73	1,278,737,809 48	18,045,744 25	"	"	91,675,945 42	
CRÉANCES passives. — Fonds particuliers des comptables des finances	"	47,901,653 19	469,831,748 66	450,491,261 38	19,340,487 28	"	"	67,242,140 47	
CRÉANCES passives. — Capitaux de cautionnements à rembourser aux titulaires français	"	12,481,941 27	18,366,595 52	19,909,597 99	"	1,543,002 47	"	10,938,938 80	
CRÉANCES passives. — Liquidation de l'ancienne liste civile	"	522,839 72	49,232 42	85,789 51	"	36,557 09	"	486,282 63	
CRÉANCES passives. — Banque de France	"	"	239,681,776 11	239,681,776 11	"	"	"	"	
DEFICIT ET AVANCES DU TRÉSOR.									
DÉFICIT — sur le service antérieur au 1er avril 1814	67,304,366 56	"	"	"	"	"	67,304,366 56	"	
DÉFICIT — sur le service des cautionnements (*titulaires des départements séparés de la France*)	6,383,335 14	"	"	333 33	"	333 33	6,383,668 47	"	
Créance sur le Gouvernement espagnol, portée en recette aux budgets des exercices 1823 et 1824	53,878,188 00	"	1,736,579 00	"	1,736,579 00	"	52,141,609 00	"	
Avance du Trésor sur le budget de l'exercice 1827. (*Loi du 26 juillet 1829.*)	32,016,283 00	"	"	"	"	"	32,016,283 00	"	
——— de l'exercice 1830	63,717,112 00	"	371,051 00	"	371,051 00	"	63,346,061 00	"	
Distributions d'argent faites aux troupes pendant les journées de juillet 1830 (*dépense non allouée sur l'exercice 1830*)	"	"	"	371,051 00	"	371,051 00	371,051 00	"	
	233,735,325 27	338,221,129 25	3,823,832,882 70	3,830,934,321 95	94,099,397 03	101,200,836 28	323,005,830 00	420,390,194 73	
			7,101,439 25		7,101,439 25		97,384,364 73	"	
VALEURS de caisse et de portefeuille (*y compris les fonds en route*)	104,485,803 98	"							
	338,221,129 25	338,221,129 25					420,390,194 73	420,390,194 73	

BALANCE

DES

COMPTES DU GRAND-LIVRE

DE

LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE DES FINANCES

AU 1er JANVIER 1833.

BALANCE des Comptes du Grand-Livre de la Comptabilité générale des Finances au 1er Janvier 1833.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	DÉBIT. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	DÉBIT. PENDANT l'année 1832.	DÉBIT. TOTAL au 1er janvier 1833.	CRÉDIT. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	CRÉDIT. PENDANT l'année 1832.	CRÉDIT. TOTAL au 1er janvier 1833.	SOLDES DÉBITEURS.	SOLDES CRÉDITEURS.	*OBSERVATIONS.*
COMPTES DES REDEVABLES DES IMPÔTS ET REVENUS.									
Redevables des impôts et revenus *L/C* de droits constatés..... Ex.ce 1831.	1,000,581,926 22	1,990,865 67	1,002,572,791 89	910,849,860 67	91,722,931 22	1,002,572,791 89	//	//	
Idem..... Ex.ce 1832.	//	985,239,611 41	985,239,611 41	//	927,117,582 26	927,117,582 26	58,122,029 15	//	
Idem..... Ex.ce 1833.	//	395,810 81	395,810 81	//	395,810 81	395,810 81	//	//	
Adjudicataires des rentes 5 p. o/o vendues le 19 avril 1831. (*Loi du 25 mars 1831.*).....	120,000,014 00	//	120,000,014 00	105,816,360 00	14,183,654 00	120,000,014 00	//	//	
Acquéreurs des bois de l'État. (*Loi du 25 mars 1831.*).....	22,708,215 00	35,371,385 00	58,079,600 00	20,659,224 50	35,855,900 50	56,515,125 00	1,564,475 00	//	*Voir* le Compte des contributions et revenus publics, *pages 36 à 41.*
Souscripteurs de l'emprunt national. (*Ordonnance royale du 13 avril 1831.*).....	21,416,300 00	6,100 00	21,422,400 00	21,147,052 87	275,347 13	21,422,400 00	//	//	
Adjudicataires des rentes 5 p. o/o vendues le 8 août 1832. (*Loi des 25 mars 1831 et 21 avril 1832*).	//	150,000,000 00	150,000,000 00	//	150,000,000 00	150,000,000 00	//	//	
Divers. (Moyens extraordinaires restant à la disposition du Gouvernement au 1er janvier 1833. (*Loi du 21 avril 1832.*).....	//	29,497,986 00	29,497,986 00	//	//	//	29,497,986 00	//	
COMPTES DES CRÉANCIERS DES MINISTÈRES.									
Créanciers des ministères *L/C* de droits constatés..... Ex.ce 1831.	1,099,207,595 80	115,403,378 67	1,214,610,974 47	1,194,856,403 49	19,754,570 98	1,214,610,974 47	//	//	
——— *L/C* d'ordonnances..... Ex.ce 1831.	1,057,140,518 24	157,470,456 23	1,214,610,974 47	1,099,207,595 80	115,403,378 67	1,214,610,974 47	//	//	
——— *L/C* de droits constatés..... Ex.ce 1832.	4,939,420 14	1,059,574,159 52	1,064,513,579 66	5,328,028 00	1,185,420,198 21	1,190,748,226 21	//	126,234,646 55	
——— *L/C* d'ordonnances..... Ex.ce 1832.	4,909,340 45	1,013,808,890 81	1,018,718,231 26	4,939,420 14	1,059,574,159 52	1,064,513,579 66	//	45,795,348 40	*Voir* le Compte des dépenses publiques, *pages 86 à 91.*
——— *L/C* de droits constatés..... Ex.ce 1833.	//	3,584,156 25	3,584,156 25	//	3,677,105 95	3,677,105 95	//	92,949 70	
——— *L/C* d'ordonnances..... Ex.ce 1833.	//	3,582,499 20	3,582,499 20	//	3,584,156 25	3,584,156 25	//	1,657 05	
Créanciers du service des ponts, canaux et travaux divers soumiss. *L/C* de droits constatés...	132,132,209 09	6,851,850 49	138,984,059 58	132,721,218 50	6,673,731 51	139,394,950 01	//	410,890 43	
——— *L/C* d'ordonnances.....	132,024,960 19	6,898,111 81	138,923,072 00	132,132,209 09	6,851,850 49	138,984,059 58	//	60,987 58	
COMPTES DES COMPTABLES DES FINANCES.									
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines *L/C* de caisse et de portefeuille...	175,705 45	210,900,809 34	211,076,514 79	//	210,878,491 21	210,878,491 21	198,023 58	//	
——— des douanes et sels..... *L/C idem*.....	5,166,027 62	258,931,304 15	264,097,331 77	//	258,866,214 40	258,866,214 40	5,231,117 37	//	
——— des contributions indirectes..... *L/C idem*.....	83,130 94	183,274,417 22	183,357,548 16	//	183,259,630 95	183,259,630 95	97,917 21	//	
Directeurs des postes..... *L/C idem*.....	568,544 16	56,693,771 08	57,262,315 24	//	56,718,265 91	56,718,265 91	544,049 33	//	
Receveurs de la loterie..... *L/C idem*.....	225,717 43	34,116,905 47	34,342,622 90	//	34,183,403 03	34,183,403 03	159,219 87	//	
Directeurs de la fabrication des monnaies..... *L/C idem*.....	790,804 44	174,044,652 34	174,835,456 78	//	173,967,407 84	173,967,407 84	868,048 94	//	*Voir* l'État général, *pages 14 à 21*, et le Compte de trésorerie, *pages 136 et 137.*
——— ..... *L/C* de matières à fabriquer.....	7,254,606 06	140,738,931 55	147,993,537 61	//	144,837,921 49	144,837,921 49	3,155,616 12	//	
Receveurs généraux des finances..... *L/C* de caisse et de portefeuille....	22,511,528 70	2,379,485,856 31	2,401,997,385 01	//	2,381,685,930 41	2,381,685,930 41	20,311,454 60	//	
Caissier du Trésor..... *S/C idem*.....	50,004,883 93	1,351,961,524 40	1,401,966,408 33	//	1,356,434,749 21	1,356,434,749 21	45,531,659 12	//	
Payeurs du Trésor..... *L/C idem*.....	8,435,443 12	1,039,978,385 94	1,048,413,829 06	//	1,036,552,058 01	1,036,552,058 01	11,861,771 05	//	
Agent responsable des virements de comptes.....	//	226,229,719 39	226,229,719 39	//	226,229,719 39	226,229,719 39	//	//	
A reporter.....	3,690,276,890 98	9,626,031,539 06	13,316,308,430 04	3,627,657,373 06	9,684,104,169 35	13,311,761,542 41	177,143,367 34	172,596,479 71	

Suite de la *BALANCE des Comptes du Grand-Livre de la Comptabilité générale des finances, au 1er Janvier 1833.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	DÉBIT. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	DÉBIT. PENDANT l'année 1832.	DÉBIT. TOTAL au 1er janvier 1833.	CRÉDIT. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	CRÉDIT. PENDANT l'année 1832.	CRÉDIT. TOTAL au 1er janvier 1833.	SOLDES DÉBITEURS.	SOLDES CRÉDITEURS.	OBSERVATIONS.
Report	3,690,276,890 98	9,026,031,539 06	13,316,308,430 04	3,627,657,373 06	9,684,104,169 35	13,311,761,542 41	177,143,367 34	172,596,479 71	
COMPTES DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.									
EXERCICE 1831.									
Contributions directes	292,809,025 87	74,582,027 61	367,391,053 48	367,106,740 22	284,313 26	367,391,053 48	//	//	
Enregistrement, timbre et domaines	178,497,726 03	//	178,497,726 03	178,497,726 03	//	178,497,726 03	//	//	
Douanes et sels	151,806,696 88	//	151,806,696 88	151,806,696 88	//	151,806,696 88	//	//	
Boissons, droits divers, tabacs et poudres	158,463,360 64	4,371,917 96	162,835,278 60	162,835,278 60	//	162,835,278 60	//	//	
Produits des postes	33,079,046 38	261,273 41	33,340,319 79	33,340,319 79	//	33,340,319 79	//	//	
Coupes de bois	12,316,777 00	4,366,108 48	16,682,885 48	16,453,757 59	229,127 89	16,682,885 48	//	//	
Salines et mines de sel de l'Est	1,652,635 47	//	1,652,635 47	1,652,635 47	//	1,652,635 47	//	//	
Produit de la ferme des jeux	4,583,333 32	916,666 68	5,500,000 00	5,500,000 00	//	5,500,000 00	//	//	
Bénéfice de la loterie royale	8,993,963 79	//	8,993,963 79	8,993,963 79	//	8,993,963 79	//	//	
Bénéfice sur la fabrication des monnaies	390,634 71	18,001 90	408,636 61	390,634 71	18,001 90	408,636 61	//	//	
Produits divers	20,124,153 56	2,411,514 51	22,535,668 07	21,262,327 56	1,273,340 51	22,535,668 07	//	//	
Ressources extraordinaires	195,755,144 39	161,172,783 30	356,927,927 69	216,866,374 58	140,061,553 11	356,927,927 69	//	//	
Prélèvements sur les recettes. — Lots gagnants prélevés sur le produit de la loterie	21,723,400 90	//	21,723,400 90	21,723,400 90	//	21,723,400 90	//	//	
Prélèvements sur les recettes. — Frais de fabrication prélevés sur le produit des monnaies	3,290,806 88	//	3,290,806 88	3,290,806 88	//	3,290,806 88	//	//	
EXERCICE 1832.									
Contributions directes	//	307,557,600 84	307,557,600 84	//	357,240,627 18	357,240,627 18	//	49,683,026 34	Voir le Compte des contributions et revenus publics, *pages 36 à 67.*
Enregistrement, timbre et domaines	//	198,843,182 79	198,843,182 79	//	200,220,682 79	200,220,682 79	//	1,377,500 00	
Douanes et sels	//	159,693,597 21	159,693,597 21	//	159,693,597 21	159,693,597 21	//	//	
Boissons, droits divers, tabacs et poudres	//	162,478,585 22	162,478,585 22	//	167,004,418 35	167,004,418 35	//	4,525,833 13	
Produits des postes	//	33,822,025 89	33,822,025 89	//	34,157,485 95	34,157,485 95	//	335,460 06	
Coupes de bois	//	20,261,193 86	20,261,193 86	//	20,890,944 14	20,890,944 14	//	629,750 28	
Salines et mines de sel de l'Est	//	1,427,889 70	1,427,889 70	//	1,427,889 70	1,427,889 70	//	//	
Produit de la ferme des jeux	//	5,041,666 66	5,041,666 66	//	5,500,000 00	5,500,000 00	//	458,333 34	
Bénéfice de la loterie royale	//	11,106,131 46	11,106,131 46	//	11,106,131 46	11,106,131 46	//	//	
Bénéfice sur la fabrication des monnaies	//	519,223 85	519,223 85	//	519,223 85	519,223 85	//	//	
Produits divers	//	23,092,263 88	23,092,263 88	//	24,204,389 88	24,204,389 88	//	1,112,126 00	
Ressources extraordinaires	//	47,211,759 90	47,211,759 90	//	78,274,220 90	78,274,220 90	//	31,062,461 00	
Prélèvements sur les recettes. — Lots gagnants prélevés sur le produit de la loterie	//	21,362,713 10	21,362,713 10	//	21,362,703 10	21,362,713 10	//	//	
Prélèvements sur les recettes. — Frais de fabrication prélevés sur le produit des monnaies	//	2,262,800 73	2,262,800 73	//	2,262,800 73	2,262,800 73	//	//	
EXERCICE 1832.									
Boissons, droits divers, tabacs et poudres	//	17,434 85	17,434 85	//	17,434 85	17,434 85	//	//	
Produits divers	//	378,375 96	378,375 96	//	378,375 96	378,375 96	//	//	
Produit des emprunts faits aux soumissionnaires des ponts, canaux et travaux divers	134,275,200 00	5,455,000 00	139,730,200 00	134,275,200 00	5,455,000 00	139,730,200 00	//	//	
A reporter	4,908,038,796 80	10,874,663,278 81	15,782,702,075 61	4951,653,236 06	10,915,686,442 07	15,867,339,678 13	177,143,367 34	261,780,969 86	

Suite de la *BALANCE des Comptes du Grand-Livre de la Comptabilité générale des finances, au 1er Janvier 1833.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	DÉBIT. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	DÉBIT. PENDANT l'année 1832.	DÉBIT. TOTAL au 1er janvier 1833.	CRÉDIT. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	CRÉDIT. PENDANT l'année 1832.	CRÉDIT. TOTAL au 1er janvier 1833.	SOLDES. DÉBITEURS.	SOLDES. CRÉDITEURS.	OBSERVATIONS.
Report	4,908,038,796 80	10,874,663,278 81	15,782,702,075 61	4,951,653,236 06	19,915,686,442 07	15,867,339,678 13	177,143,367 34	261,780,969 86	
COMPTES DES DÉPENSES PUBLIQUES.									
EXERCICE 1831.									
Liste civile	17,910,847 43	//	17,910,847 43	17,910,847 43	//	17,910,847 43	//	//	
Dépenses de la Chambre des Pairs	700,000 00	//	700,000 00	683,333 33	16,666 67	700,000 00	//	//	
——— des Députés	630,000 00	//	630,000 00	630,000 00	//	630,000 00	//	//	
Supplément à la dotation de la Légion d'honneur	3,211,945 00	264,354 00	3,476,299 00	//	3,476,299 00	3,476,299 00	//	//	
Dettes de l'ancienne liste civile	2,929,603 78	29,169 65	2,958,773 43	2,186,978 06	771,795 37	2,958,773 43	//	//	
Dotation de la caisse d'amortissement	43,093,621 00	//	43,093,621 00	43,093,621 00	//	43,093,621 00	//	//	
Dette inscrite	282,977,220 47	//	282,977,220 47	260,329,603 63	22,647,616 84	282,977,220 47	//	//	
Intérêts de la dette flottante	15,313,208 37	94,747 38	15,407,955 75	12,466,919 13	2,941,036 62	15,407,955 75	//	//	
Dépenses du ministère de la justice	19,556,915 33	//	19,556,915 33	18,271,440 88	1,285,474 45	19,556,915 33	//	//	
——— des affaires étrangères	8,589,593 01	36,739 20	8,626,332 21	6,534,703 55	2,091,628 66	8,626,332 21	//	//	
——— de l'instruction publique et des cultes	36,572,707 36	393,219 21	36,965,926 57	26,397,526 74	10,568,399 83	36,965,926 57	//	//	
——— de l'intérieur	9,610,991 29	//	9,610,991 29	8,870,431 46	740,559 83	9,610,991 29	//	//	
——— du commerce et des travaux publics	116,212,910 42	3,602,259 74	119,815,170 16	92,872,532 66	26,942,637 50	119,815,170 16	//	//	
——— de la guerre	382,774,955 86	3,849,898 46	386,624,854 32	348,193,822 52	38,431,031 80	386,624,854 32	//	//	
——— de la marine	70,298,117 01	1,064,155 70	71,362,272 71	59,035,758 33	12,326,514 38	71,362,272 71	//	//	
——— des finances	21,108,904 71	1,527,228 16	22,636,132 87	17,040,222 77	5,595,910 10	22,636,132 87	//	//	
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus	117,200,153 16	2,944,638 94	120,144,792 10	106,226,517 37	13,918,274 73	120,144,792 10	//	//	
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	46,164,709 29	5,948,160 54	52,112,869 83	36,396,259 38	15,716,610 45	52,112,869 83	//	//	
EXERCICE 1832.									
Liste civile	//	13,000,000 00	13,000,000 00	//	13,000,000 00	13,000,000 00	//	//	
Dépenses de la Chambre des Pairs	//	608,000 00	608,000 00	//	608,000 00	608,000 00	//	//	
——— des Députés	//	565,333 00	565,333 00	//	565,333 00	565,333 00	//	//	
Supplément à la dotation de la Légion d'honneur	//	3,371,084 00	3,371,084 00	//	1,550,000 00	1,550,000 00	1,821,084 00	//	
Dotation de la caisse d'amortissement	//	43,276,560 00	43,276,560 00	//	43,276,560 00	43,276,560 00	//	//	
Dette inscrite	1,975,329 05	287,986,538 28	289,961,867 33	1,975,329 05	264,160,078 24	266,135,407 29	23,826,460 04	//	
Interêts de la dette flottante	//	14,750,000 00	14,750,000 00	//	11,030,101 65	11,030,101 65	3,719,898 35	//	
Dépenses du ministère de la justice	//	18,999,619 58	18,999,619 58	//	17,684,551 68	17,684,551 68	1,315,067 90	//	
——— des affaires étrangères	//	7,237,800 00	7,237,800 00	//	5,640,823 46	5,640,823 46	1,596,976 54	//	
——— de l'instruction publique	//	3,004,950 00	3,004,950 00	//	1,918,045 41	1,918,045 41	1,086,904 59	//	
——— de l'intérieur et des cultes	//	46,272,297 00	46,272,297 00	//	34,101,530 24	34,101,530 24	12,170,766 76	//	
——— du commerce et des travaux publics	//	141,670,894 00	141,670,894 00	//	101,748,313 35	101,748,313 35	39,922,580 65	//	
——— de la guerre	101,804 18	341,279,404 54	341,381,208 72	101,804 18	303,294,170 18	303,395,974 36	37,985,234 36	//	
——— de la marine	2,428,860 85	63,046,106 15	65,474,967 00	2,010,173 30	48,978,962 70	50,989,136 00	14,485,831 00	//	
——— des finances	814,033 92	24,828,540 81	25,642,574 73	814,033 92	17,994,256 91	18,808,290 83	6,834,283 90	//	
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus	8,000 00	115,188,731 17	115,196,731 17	8,000 00	101,348,593 61	101,356,593 61	13,840,137 56	//	
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	//	60,334,339 68	60,334,339 68	//	46,909,570 38	46,909,570 38	13,424,769 30		
EXERCICE 1833.									
Dette inscrite	//	1,679,280 36	1,679,280 36	//	1,679,280 36	1,679,280 36	//	//	
Dépenses du ministère de la guerre	//	21,567 81	21,567 81	//	21,567 81	21,567 81	//	//	
——— de la marine	//	1,975,385 86	1,975,385 86	//	1,880,779 11	1,880,779 11	94,606 75	//	
——— des finances	//	822 00	822 00	//	822 00	822 00	//	//	
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	//	49 92	49 92	//	49 92	49 92	//	//	
Dépenses sur le produit des emprunts faits aux soumissionnaires des ponts, canaux et travaux divers	132,721,218 50	6,673,731 51	139,394,950 01	132,024,960 19	6,898,111 81	138,923,072 00	471,878 01	//	
A reporter	6,240,944,446 79	12,090,188,885 46	18,331,133,332 25	6,145,728,054 94	12,097,446,400 12	18,243,174,455 06	349,739,847 05	261,780,969 86	

Voir le Compte des dépenses publiques, *pages 86 à 115.*

Suite de la *BALANCE des Comptes du Grand-Livre de la Comptabilité générale des finances, au 1er Janvier 1833.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	DÉBIT. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	DÉBIT. PENDANT l'année 1832.	DÉBIT. TOTAL au 1er janvier 1833.	CRÉDIT. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	CRÉDIT. PENDANT l'année 1832.	CRÉDIT. TOTAL au 1er janvier 1833.	SOLDES. DÉBITEURS.	SOLDES. CRÉDITEURS.	OBSERVATIONS.
Report	6,240,944,446 79	12,090,188,885 46	18,331,133,332 25	6,145,728,054 94	12,097,446,400 12	18,243,174,455 06	349,739,847 05	261,780,969 86	
COMPTES DU SERVICE DE TRÉSORERIE.									
EFFETS À PAYER.									
Bons royaux	"	293,163,391 85	293,163,391 85	178,858,862 55	292,250,372 98	471,109,235 53	"	177,945,843 68	
Traites et mandats à payer	"	178,329,131 05	178,329,131 05	17,437,523 68	183,107,419 01	200,544,942 69	"	22,215,811 64	
CRÉANCES ACTIVES ET PASSIVES.									
Banque de France	"	239,681,776 11	239,681,776 11	"	239,681,776 11	239,681,776 11	"	"	
Correspondants du Trésor	"	478,943,647 57	478,943,647 57	90,600,271 74	493,709,137 70	584,309,409 44	"	105,365,761 87	
——— des receveurs généraux	16,970,298 18	798,415,830 62	815,386,128 80	"	801,696,155 58	801,696,155 58	13,689,973 22	"	
——— des payeurs	"	1,378,531 29	1,378,531 29	227 61	1,378,460 45	1,378,688 06	"	156 77	
Comptables des finances *L/C* de fonds particuliers	"	450,491,261 38	450,491,261 38	47,901,653 19	469,831,748 66	517,733,401 85	"	67,242,140 47	
Divers *L/C* de capitaux de cautionnements	"	19,909,597 99	19,909,597 99	12,481,941 27	18,366,595 52	30,848,536 79	"	10,938,938 80	
Avances pour divers services des ministères	1,112,138 71	25,377,273 29	26,489,412 00	"	25,393,335 42	25,393,335 42	1,096,076 58	"	
Créances administratives	4,430,332 01	5,875,870 04	10,306,202 05	"	7,435,118 31	7,435,118 31	2,871,083 74	"	
Comptables en débet	804,936 32	6,685,894 79	7,490,831 11	"	1,501,481 00	1,501,481 00	5,989,350 11	"	
Créances litigieuses	206,832 87	93,463 00	300,295 87	"	19,725 35	19,725 35	280,570 52	"	
Trésor de la couronne *S/C* avec le Trésor public	3,132,657 21	371,720 55	3,504,377 76	"	5,530 24	5,530 24	3,498,847 52	"	
Liquidation de l'ancienne liste civile. (*Service antérieur au 1er août 1830.*)	"	85,789 51	85,789 51	522,839 72	49,232 42	572,072 14	"	486,282 63	*Voir* le Compte de trésorerie, *pages 136 et 137*, et la Situation de l'administration des finances, *pages 306 et 307*.
Compagnie adjudicataire de l'emprunt en rentes fait le 8 août 1832. (*Ordonnance royale du 7 juillet 1832.*)	"	150,000,000 00	150,000,000 00	"	62,293,137 50	62,293,137 50	87,706,862 50	"	
Comptables des finances *L/C* de mouvements de fonds entre eux	9,269,412 13	2,161,350,772 91	2,170,620,185 04	"	2,161,194,697 50	2,161,194,697 50	9,425,487 54	"	
AVANCES ET DÉFICIT DU TRÉSOR.									
Créance sur l'Espagne. (Gestions antérieures au 1er janvier 1825.)	53,878,188 00	"	53,878,188 00	"	1,736,579 00	1,736,579 00	52,141,609 00	"	
Déficit sur le service antérieur au 1er avril 1814	67,304,366 56	"	67,304,366 56	"	"	"	67,304,366 56	"	
Déficit sur le service des cautionnements. (Remboursements faits aux comptables français des départements séparés.)	6,383,335 14	333 33	6,383,668 47	"	"	"	6,383,668 47	"	
Avance du Trésor sur le budget de l'exercice 1827	32,016,283 00	"	32,016,283 00	"	"	"	32,016,283 00	"	
Avance du Trésor sur le budget de l'exercice 1830	63,717,112 00	"	63,717,112 00	"	371,051 00	371,051 00	63,346,061 00	"	
Distributions d'argent faites aux troupes pendant les journées de juillet 1830	"	371,051 00	371,051 00	"	"	"	371,051 00	"	
Créance sur l'Espagne. (Gestions postérieures au 1er janvier 1825.)	40,325,443 91	"	40,325,443 91	"	"	"	40,325,443 91	"	Cette créance ne figure pas dans la Situation de l'administration des finances. *Voir* le développement, *page 314*.
Recouvrements à faire sur l'Espagne. (Avances postérieures au 1er janvier 1825.)	"	"	"	40,325,443 91	"	40,325,443 91	"	40,325,443 91	
A reporter	6,540,495,782 83	16,900,714,221 74	23,441,210,004 57	6,533,856,818 61	16,857,467,953 87	23,391,334,772 48	736,186,581 72	686,301,349 63	

Suite de la *BALANCE des Comptes du Grand-Livre de la Comptabilité générale des finances, au 1er Janvier 1833.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	DÉBIT. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	DÉBIT. PENDANT l'année 1832.	DÉBIT. TOTAL au 1er janvier 1833.	CRÉDIT. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	CRÉDIT. PENDANT l'année 1832.	CRÉDIT. TOTAL au 1er janvier 1833.	SOLDES. DÉBITEURS.	SOLDES. CRÉDITEURS.	OBSERVATIONS.
Report	6,540,495,782 83	16,900,714,221 74	23,441,210,004 57	6,533,836,818 61	16,857,467,953 87	23,391,324,772 48	736,186,581 72	686,301,349 63	
COMPTES DES BUDGETS.									
Compte général du budget de l'exercice 1829	1,030,463,529 00	//	1,030,463,529 00	1,030,463,529 00	//	1,030,463,529 00	//	//	
BUDGET DE L'EXERCICE 1830.									
Compte général du budget de l'exercice 1830	1,031,796,054 00	//	1,031,796,054 00	1,031,796,054 00	//	1,031,796,054 00	//	//	
Crédits extraordinaires et complémentaires de l'exercice 1830	119,889,320 00	//	119,889,320 00	119,889,320 00	//	119,889,320 00	//	//	*Voir* la situation du budget de l'exercice 1830, dans le compte des finances de l'année 1831, pages 172 à 207. Les comptes de ce budget ont été reproduits sur la balance de l'année 1832, parce qu'il n'avait pas été réglé définitivement par la législature au 1er janvier de cette année.
Budget des recettes de l'exercice 1830 *s/c* d'évaluations législatives	1,020,299,082 00	//	1,020,299,082 00	1,020,299,082 00	//	1,020,299,082 00	//	//	
——— *s/c* de droits constatés	1,020,299,082 00	//	1,020,299,082 00	1,020,299,082 00	//	1,020,299,082 00	//	//	
Budget des dépenses de l'exercice 1830 *s/c* de crédits législatifs	1,095,142,115 00	//	1,095,142,115 00	1,095,142,115 00	//	1,095,142,115 00	//	//	
——— *s/c* de droits constatés	1,095,142,115 00	//	1,095,142,115 00	1,095,142,115 00	//	1,095,142,115 00	//	//	
BUDGET DE L'EXERCICE 1831.									
Compte provisoire du budget de l'exercice 1831	825,000,000 00	//	825,000,000 00	825,000,000 00	//	825,000,000 00	//	//	
Crédits provisoires pour dépenses ordinaires de l'exercice 1831	825,000,000 00	//	825,000,000 00	825,000,000 00	//	825,000,000 00	//	//	
——— extraordinaires de l'exercice 1831	194,851,271 00	//	194,851,271 00	194,851,271 00	//	194,851,271 00	//	//	
Compte général du budget de l'exercice 1831	1,161,675,110 00	52,935,865 00	1,214,610,975 00	1,169,762,239 00	44,848,736 00	1,214,610,975 00	//	//	
Crédits extraordinaires de l'exercice 1831	30,199,000 00	17,910,848 00	48,109,848 00	//	48,109,848 00	48,109,848 00	//	//	
Crédits complémentaires de l'exercice 1831	17,309,071 90	3,150,991 10	20,460,063 00	//	20,460,063 00	20,460,063 00	//	//	*Voir* le compte du budget de l'exercice 1831, pages 196 à 231.
Budget des recettes de l'exercice 1831 *s/c* d'évaluations législatives	1,165,956,353 00	140,616,439 00	1,306,572,792 00	1,164,706,457 28	141,866,334 72	1,306,572,792 00	//	//	
——— *s/c* de droits constatés	1,164,706,457 28	141,866,334 72	1,306,572,792 00	1,058,472,500 10	248,100,291 90	1,306,572,792 00	//	//	
Budget des dépenses de l'exercice 1831 *s/c* de crédits législatifs	1,194,856,403 49	19,754,571 51	1,214,610,975 00	1,209,183,181 90	5,427,793 10	1,214,610,975 00	//	//	
——— *s/c* de droits constatés	1,057,140,518 24	157,470,456 76	1,214,610,975 00	1,194,856,403 49	19,754,571 51	1,214,610,975 00	//	//	
BUDGET DE L'EXERCICE 1832.									
Crédits provisoires de l'exercice 1832	340,000,000 00	240,000,000 00	580,000,000 00	//	580,000,000 00	580,000,000 00	//	//	Le compte général du budget de l'exercice 1832 présente un excédant des dépenses autorisées sur les ressources prévues, de ..... 52,815,979f 00c Mais ce résultat doit être atténué, 1° Du montant des recettes constatées en excédant des ressources prévues ..... 8,803,431f 89c 2° Du montant des dépenses autorisées qui excèdent les dépenses constatées ..... 8,604,126 79 } 17,407,558 68 Reste pour l'excédant de dépense probable du budget de l'exercice 1832 ..... 35,408,420 32
Compte général du budget de l'exercice 1832	//	1,199,352,353 00	1,199,352,353 00	4,160,197 00	1,142,376,177 00	1,146,536,374 00	52,815,979 00	//	
Crédits supplémentaires et extraordinaires accordés par diverses lois spéciales ou soumis à la sanction législative sur l'exercice 1832	//	85,172,495 00	85,172,495 00	//	85,172,495 00	85,172,495 00	//	//	
Budget des recettes de l'exercice 1832 *s/c* d'évaluations législatives	//	1,051,436,182 00	1,051,436,182 00	//	1,060,239,613 89	1,060,239,613 89	//	8,803,431 89	
——— *s/c* de droits constatés	//	1,060,239,613 89	1,060,239,613 89	//	971,055,123 74	971,055,123 74	89,184,490 15	//	
Budget des dépenses de l'exercice 1832 *s/c* de crédits législatifs	5,328,028 00	1,185,420,198 21	1,190,748,226 21	340,000,000 00	859,352,353 00	1,199,352,353 00	//	8,604,126 79	
——— *s/c* de droits constatés	4,909,340 45	1,013,808,890 81	1,018,718,231 26	5,328,028 00	1,185,420,198 21	1,190,748,226 21	//	172,029,994 95	*Voir* le compte de ce budget, pages 258 à 292.
BUDGET DE L'EXERCICE 1833.									
Crédits provisoires de l'exercice 1833	//	340,000,000 00	340,000,000 00	//	//	//	340,000,000 00	//	
Compte général du budget de l'exercice 1833	//	//	//	//	4,827,708 00	4,827,708 00	//	4,827,708 00	
Budget des recettes de l'exercice 1833 *s/c* d'évaluations législatives	//	//	//	//	395,810 81	395,810 81	//	395,810 81	La comparaison entre la balance et la situation de l'exercice 1833, pages 296 et 297, ne peut s'établir que pour les recettes et les payements.
——— *s/c* de droits constatés	//	395,810 81	395,810 81	//	395,810 81	395,810 81	//	//	
Budget des dépenses de l'exercice 1833 *s/c* de crédits législatifs	7	3,677,105 95	3,677,105 95	//	340,000,000 00	340,000,000 00	//	336,322,894 05	
——— *s/c* de droits constatés	//	3,582,499 20	3,582,499 20	//	3,677,105 95	3,677,105 95	//	94,606 75	
A reporter	20,940,458,633 19	23,617,504,876 70	44,557,963,509 89	20,938,208,393 38	23,618,947,988 51	44,557,156,381 89	1,218,187,050 87	1,217,379,922 87	

Suite de la *BALANCE des Comptes du Grand-Livre de la Comptabilité générale des finances, au 1er Janvier 1833.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	DÉBIT. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	DÉBIT. PENDANT l'année 1832.	DÉBIT. TOTAL au 1er janvier 1833.	CRÉDIT ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	CRÉDIT PENDANT l'année 1832.	CRÉDIT TOTAL au 1er janvier 1833.	SOLDES. DÉBITEURS.	SOLDES. CRÉDITEURS.	*OBSERVATIONS.*
Report.....	20,940,458,633 19	23,617,504,876 70	44,557,963,509 89	20,938,208,393f 38c	23,618,947,988f 51c	44,557,156,381f 89c	1,218,187,050f 87c	1,217,379,922f 87c	
COMPTES DU SERVICE DES PONTS, CANAUX ET TRAVAUX DIVERS SOUMISSIONNÉS.									
Ministère du commerce et des travaux publics *s/c* des ponts, canaux et travaux divers soumissionnés.....	132,024,960 19	6,898,111 81	138,923,072 00	134,275,200 00	5,455,000 00	139,730,200 00	//	807,128 00	*Voir* le compte du service spécial des ponts, canaux et travaux divers soumissionnés, pages 428 et 429.
COMPTES DU SERVICE DE L'ARRIÉRÉ.									
Service de l'arriéré antérieur au 1er janvier 1816.....	//	1,371,624 29	1,371,614 29	2,759,758 43	860,624 34	3,620,382 77	//	2,248,758 48	*Voir* la situation du service de l'arriéré, pages 346 et 347.
Dépenses restant à payer sur le service de l'arriéré antérieur au 1er janvier 1816.....	2,759,758 43	860,624 34	3,620,382 77	//	1,371,624 29	1,371,624 29	2,248,758 48	//	
COMPTES DES EXERCICES CLOS.									
Budgets des exercices clos *L/C* de dépenses restant à payer.....	//	2,383,852 12	2,383,852 12	2,686,234 56	2,467,067 21	5,153,301 77	//	2,769,449 65	*Voir* les tableaux, pages 354 à 362.
Ministères *L/C* de dépenses restant à payer sur les exercices clos.....	2,686,234 56	2,467,067 21	5,153,301 77	//	2,383,852 12	2,383,852 12	2,769,449 65	//	
COMPTES DE DIVERS FONDS SPÉCIAUX. (*Lois des 13 et 15 mai 1825 et 21 mai 1826.*)									
Compte des fonds spéciaux créés par diverses lois.....	4,901,890 00	77,232 00	4,979,122 00	3,420,252 00	300,439 00	3,720,691 00	1,258,431 00	//	
Compte des recouvrements à faire sur divers fonds spéciaux.....	3,420,252 00	300,439 00	3,720,691 00	4,901,890 00	77,232 00	4,979,122 00	//	1,258,431 00	*Voir* les tableaux, pages 386 et 387.
Compte des dépenses autorisées sur divers fonds spéciaux.....	5,955,862 00	153,938 00	6,109,800 00	6,141,828 00	133,672 00	6,275,500 00	//	165,700 00	
Compte des payements à faire sur divers fonds spéciaux.....	6,141,828 00	133,672 00	6,275,500 00	5,955,862 00	153,938 00	6,109,800 00	165,700 00	//	
COMPTES DE LA LIQUIDATION DE L'INDEMNITÉ ACCORDÉE AUX ANCIENS PROPRIÉTAIRES DÉPOSSÉDÉS. (*Loi du 27 avril 1825*).									
Anciens propriétaires dépossédés *L/C* d'indemnité.....	24,608,338 00	512,625 00	25,120,963 00	27,000,000 00	//	27,000,000 00	//	1,879,037 00	*Voir* le compte de la liquidation de l'indemnité, pages 394 à 399.
Compte de liquidation de l'indemnité accordée aux anciens propriétaires dépossédés.....	27,000,000 00	//	27,000,00 00	25,400,815 00	255,168 00	25,655,983 00	1,344,017 00	//	
Compte de l'inscription des rentes au nom des anciens propriétaires dépossédés.....	25,400,815 00	255,168 00	25,655,983 00	24,608,338 00	512,625 00	25,120,963 00	535,020 00	//	
COMPTES DES PRÊTS AU COMMERCE. (*Loi du 17 octobre 1830.*)									
Compte des prêts au commerce et à l'industrie.....	29,811,329 00	//	29,811,329 00	6,939,077 51	3,351,768 37	10,290,845 88	19,520,483 12	//	
Compte des recouvrements sur prêts au commerce.....	6,939,077 51	3,351,768 37	10,290,845 88	29,811,329 00	//	29,811,329 00	//	19,520,483 12	
Caissier du Trésor *s/c* d'engagements pour prêts au commerce.....	25,297,486 35	6,687 70	25,304,174 05	3,476,930 87	5,552,651 62	9,029,582 49	16,274,591 56	//	
Compte des recouvrements à faire sur engagements pour prêts au commerce. (Capital prété)..	2,110,769 12	2,847,381 72	4,958,150 84	23,851,354 00	//	23,851,354 00	//	18,893,203 16	*Voir* le compte des prêts au commerce, pages 405 à 408.
——————————— (Intérêts bonifiés au Trésor).	117,434 65	421,614 31	539,048 96	1,446,132 35	6,687 70	1,452,820 05	//	913,771 09	
——————————— sur intérêts et frais pour prêts au commerce.....	1,379 47	571 90	1,951 37	4,726 00	8,407 28	13,133 28	//	11,181 91	
Divers négociants et manufacturiers *L/C* d'engagements pour prêts au commerce.....	1,279,696 00	2,471,730 20	3,751,426 20	30,968 90	188,074 61	219,043 51	3,532,382 69	//	
——————————— *L/C* d'intérêts et frais pour prêts au commerce.....	4,726 00	8,407 28	13,133 28	1,379 47	571 90	1,951 37	11,181 91	//	
COMPTES DES DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES DU TRÉSOR PUBLIC.									
Agent judiciaire du Trésor *s/c* de débets et créances à recouvrer.....	57,544,717 83	9,610,543 69	67,155,261 52	//	2,020,371 14	2,020,371 14	65,134,890 38	//	*Voir* le compte des débets et créances litigieuses du Trésor public, pages 516 à 519.
Compte des débets et créances poursuivies par l'agent judiciaire du Trésor.....	//	2,020,371 14	2,020,371 14	57,544,717 83	9,610,543 69	67,155,261 52	//	65,134,890 38	
A reporter.....	21,298,465,187 30	23,653,658,306 78	44,952,123,494 08	21,298,465,187 30	23,653,658,306 78	44,952,123,494 08	1,330,981,956 66	1,330,981,956 66	

Suite de la *BALANCE des Comptes du Grand-Livre de la Comptabilité générale des Finances au 1er Janvier 1833.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	DÉBIT. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	DÉBIT. PENDANT l'année 1832.	DÉBIT. TOTAL au 1er janvier 1833.	CRÉDIT. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	CRÉDIT. PENDANT l'année 1832.	CRÉDIT. TOTAL au 1er janvier 1833.	SOLDES. DÉBITEURS.	SOLDES. CRÉDITEURS.	*OBSERVATIONS.*
Report.....	21,298,465,187f 30c	23,653,658,306f 78c	44,952,123,494 08	21,298,465,187f 30c	23,653,658,306f 78c	44,952,123,494f 08c	1,330,981,956f 66c	1,330,981,956f 66c	
COMPTES DES VALEURS INACTIVES EN DÉPOT AU TRÉSOR PUBLIC.									
Caissier du Trésor *s/c* de valeurs inactives en dépôt.....	38,880,689 71	9,083,635 84	47,964,325 55	//	11,490,169 84	11,490,169 84	36,474,155 71	//	Comptes d'ordre dont les résultats ne se reproduisent pas dans les tableaux du compte des finances.
Divers *l/c* de valeurs inactives en dépôt à la caisse du Trésor.....	//	11,490,169 84	11,490,169 84	38,880,689 71	9,083,635 84	47,964,325 55	//	36,474,155 71	
COMPTES DES CRÉANCES PASSIVES PORTÉES EN RECETTE AUX BUDGETS.									
Compte des remboursements à faire sur des créances passives portées en recette aux budgets.	//	74,946 45	74,946 45	//	//	//	74,946 45	//	*Idem.*
Divers *l/c* de créances passives portées en recette aux budgets.....	//	//	//	//	74,946 45	74,946 45	//	74,946 45	
COMPTES DES RENTES INSCRITES POUR L'EMPRUNT DE 120 MILLIONS. (*Loi du 25 mars 1831 et Ordonnance royale du 27.*)									
Rente inscrite au nom du Trésor pour l'emprunt de 120 millions.....	7,142,858 00	//	7,142,858 00	6,357,808 00	785,050 00	7,142,858 00	//	//	*Voir* le compte de l'emprunt de 120 millions, pages 438 et 439.
Rentes à transférer aux adjudicataires de l'emprunt de 120 millions.....	6,357,808 00	785,050 00	7,142,858 00	7,142,858 00	//	7,142,858 00	//	//	
COMPTES DE L'EMPRUNT NATIONAL. (*Loi du 25 mars 1831 et Ordonnance royale du 13 avril.*)									
Compte de l'emprunt national.....	21,147,052 87	275,347 13	21,422,400 00	18,922,100 00	2,441,700 00	21,363,800 00	58,600 00	//	*Voir* le compte de l'emprunt national au pair, pages 440 et 441.
Versements sur l'emprunt national.....	18,922,100 00	2,441,700 00	21,363,800 00	21,147,052 87	275,347 13	21,422,400 00	//	58,600 00	
Obligations du Trésor pour l'emprunt national.....	15,534,700 00	1,646,300 00	17,181,000 00	15,534,700 00	1,646,300 00	17,181,000 00	//	//	
Rentes inscrites pour l'emprunt national.....	3,660,600 00	1,998,200 00	5,658,800 00	3,660,600 00	1,998,200 00	5,658,800 00	//	//	
COMPTES DES RENTES INSCRITES POUR L'EMPRUNT DE 150 MILLIONS. (*Lois des 25 mars 1831 et 21 avril 1832, et ordonnance royale du 7 juillet 1832.*)									
Rente inscrite au nom du Trésor pour l'emprunt des 150 millions.....	//	7,614,213 00	7,614,213 00	//	2,419,738 00	2,419,738 00	5,194,475 00	//	*Voir* le compte de l'emprunt de 150 millions, pages 442 et 443.
Rentes à transférer aux adjudicataires de l'emprunt de 150 millions.....	//	2,419,738 00	2,419,738 00	//	7,614,213 00	7,614,213 00	//	5,194,475 00	
TOTAUX.....	21,410,110,995 88	23,691,487,607 04	45,101,598,602 92	21,410,110,995 88	23,691,487,607 04	45,101,598,602 92	1,372,784,133 82	1,372,784,133 82	

DEUXIÈME PARTIE.

COMPTES SPÉCIAUX.

SERVICE DE L'ARRIÉRÉ

ANTÉRIEUR AU 1er JANVIER 1816.

SITUATION GÉNÉRALE

AU 1er JANVIER 1833.

NOTE

Sur le Compte de l'arriéré antérieur au 1er Janvier 1816.

Le Compte rendu par le Ministre des finances, pour l'année 1824, contient (pages 92 et suivantes) un *Compte du service de l'arriéré*, qui fait connaître le montant primitif de la dette par ministère, les payements effectués depuis 1814, tant en numéraire qu'en différentes valeurs, et les dépenses restant à payer sur les deux séries, *au 1er janvier 1825*, époque à partir de laquelle les crédits spéciaux de l'arriéré ont été fermés, en vertu de l'ordonnance royale du 27 octobre 1824, et où les payements restant à effectuer ont dû être imputés sur les crédits des exercices courants.

Il est résulté de ce compte :

D'une part, que les restes à payer au 1er janvier 1825 s'élevaient,

Pour la 1re série (de 1801 à 1810) à.....	F. 5,115,820
Pour la 2e série (de 1810 à 1816) à.....	F 4,754,593
Total.....	9,870,413

Et, d'une autre part, que la somme restée sans emploi sur les ressources spéciales affectée au remboursement des reconnaissances de liquidation, montait, à la même époque, à la somme de 5,319,701 francs 51 cent. qui a été transportée, à titre de ressources extraordinaires, au budget de l'exercice 1824, par la loi de réglement du 21 juin 1826.

Les comptes de finances publiés depuis l'année 1824 ont continué de présenter distinctement une situation du service de l'arriéré qui rappelle le reste à payer résultant du compte précédent, et qui constate les modifications provenant des admissions, réductions ou rejets de créances, postérieurs au 1er janvier 1825 ; les payements successivement effectués avec imputation sur les budgets courants ; enfin les dépenses restant à payer à la fin de l'année.

Mais, ainsi qu'on l'a déjà expliqué dans le compte des finances de l'an née 1829 (page 142), le commissions de finances avaient fait observer que ce reste à payer n'offrait pas l'expression exacte des charges que l'État aurait à supporter, pour l'entier acquittement de l'arriéré, dont le montant était susceptible de s'accroître, soit par l'effet des liquidations qui étaient encore en instance dans les ministères soit par les pourvois qui pourraient faire revivre des créances rejetées, soit, enfin, par les réclamations qui viendraient à être présentées pour des créances non liquidées à l'époque du 1er avril 1823, et auxquelles on aurait indûment appliqué la déchéance prononcée par la loi du 17 août 1822. On avait en conséquence demandé que des mesures fussent prises pour que l'état complet de la dette arriérée pût être incessamment présenté, et pour que les Chambres fussent ainsi mises à portée d'en arrêter les résultats définitifs.

Pour atteindre ce but, les Ministres, dès l'année 1829, ont jugé d'abord nécessaire de donner une impulsion rapide aux liquidations qui étaient arrêtées, à défaut de justifications suffisantes, et ils sont parvenus à connaître et à constater, dans leurs comptes respectifs, la somme qui restait effectivement à payer sur toutes les créances soumises à leur examen. Les travaux relatifs à la révision des créances par le comité spécial qui en est chargé, et au jugement des pourvois formés devant le Conseil d'état, ont reçu de même une accélération nouvelle ; et, d'un autre côté, pour que le solde réel de la dette pût être incessamment connu et fixé, il a été proposé aux Chambres, selon le vœu qu'elles en avaient émis à la session de 1829, de déterminer un nouveau délai, passé lequel toutes les créances, liquidées ou non

liquidées, dont le titre de payement n'aurait pas été retiré par les ayant-droit, seraient irrévocablement frappées de déchéance.

Le tableau ci-après est la récapitulation des situations de l'arriéré, établies dans la même forme, par les différents ministères, et qui sont publiées dans leurs comptes, au 31 décembre 1832.

Ce résumé général présente les résultats suivants :

Les dépenses restant à payer au 1er janvier 1825 s'élevaient, comme on l'a dit précédemment, à 9,870,413 fr. : cette somme a dû être diminuée de 197,761 fr. 75 cent. par les motifs indiqués dans l'état général, et elle s'est trouvée ainsi réduite à..... *F.* 9,672,651. 25.

Les modifications résultant des réclamations et liquidations survenues, depuis cette époque jusqu'au 31 décembre 1832, ont amené, savoir :

1° Des admissions de créances pour une somme de.....	4,869,064 75	
2° Des rejets ou réductions pour.....	4,381,227 48	
3° Et une augmentation définitive sur le solde primitif, de.....	487,837 27	487,837 27
Ce qui l'a élevé à.....		10,160,488 52

Les payements effectués du 1er janvier 1825 au 31 décembre 1832, avec imputation sur les exercices de 1824 à 1832, se sont élevés, en capital, selon le détail qui en est présenté par ministère, par exercice et par série d'arriéré, à..... *F.* 7,911,730 04

En sorte que les dépenses restant à payer au 1er janvier 1833 ne sont plus que de..... *F.* 2,248,758 48

Ce résultat ne peut plus désormais s'accroître que par les deux causes suivantes, dont il ne dépend pas de l'administration d'apprécier exactement ni d'arrêter les effets :

1° L'issue des pourvois pendants au conseil d'État à l'époque du 1er janvier 1833, pourrait faire admettre des créances rejetées par le comité de révision, et non comprises, par ce motif, dans le solde de 2,248,758 francs.

2° Des créances également déduites de l'arriéré, faute d'avoir été réclamées dans les délais fixés par la loi du 17 août 1822, seraient cependant susceptibles d'être admises en liquidation, sur les demandes ultérieures des parties, conformément à la jurisprudence du Conseil d'état, qui n'a rendu passibles de la déchéance que les créances liquidées, et non réclamées au 1er avril 1823.

Il ne sera possible d'évaluer sur des bases certaines les accroissements que ces circonstances pourraient apporter au montant actuel de la dette arriérée, qu'après l'expiration des délais de rigueur fixés pour les pourvois au Conseil d'état, et pour les dernières justifications à produire par les créanciers retardataires.

Relativement à ces justifications, la loi réglementaire du budget de l'exercice 1828, en date du 29 janvier 1831, contient les dispositions suivantes :

ART. 8. « Toute créance portant sur l'arriéré antérieur à 1816, et dont le titulaire ou les ayant-» cause n'auront pas fourni, avant le 1er janvier 1832, les justifications nécessaires pour la délivrance » du titre de payement, sera définitivement éteinte et amortie au profit de l'État. »

ART. 10. « Les dispositions de l'article précédent ne seront pas applicables aux créances dont » l'ordonnancement et le payement n'auraient pu être effectués dans les délais déterminés, par le fait » de l'administration ou par suite de pourvois formés devant le Conseil d'état.

« Tout créancier aura le droit de se faire délivrer, par le ministère compétent, un bulletin énonçant la » date de sa demande et les pièces produites à l'appui. »

SERVICE DE L'ARRIÉRÉ ANTÉRIEUR AU 1er JANVIER 1816.

SITUATION au 1er Janvier 1833.

MINISTÈRES.	DÉPENSES qui restaient à payer au 1er janvier 1825. (A)	MODIFICATIONS RÉSULTANT DE CRÉANCES ADMISES, RÉDUITES OU REJETÉES, depuis le 1er janvier 1825 jusqu'au 31 décembre 1832. — Créances admises. (B) — Créances auxquelles on avait indûment appliqué la déchéance.	Liquidations ordonnées par suite de pourvois au Conseil d'état.	Créances d'étrangers qui ont justifié de leur naturalité.	TOTAL.	Créances rejetées ou réduites. (B)	DÉPENSES qui restaient définitivement à payer.	PAYEMENTS EFFECTUÉS — du 1er janvier 1825 au 31 décembre 1831.	pendant l'année 1832.	TOTAL.	DÉPENSES restant À PAYER au 1er janvier 1833.
1re SÉRIE. — ARRIÉRÉ DE 1801 À 1810.											
Justice	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Affaires étrangères	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Commerce et travaux publics	128,478 00	//	//	//	//	20,851 00	107,627 00	30,054 74	1,316 21	31,370 95	76,256 05
Guerre	4,198,600 15	263,729 00	744,459 02	4,218 89	1,012,406 91	3,252,105 43	1,958,901 63	1,828,902 12	24,843 89	1,853,746 01	105,155 62
Marine	465,469 79	71,271 55	35,108 17	//	106,379 72	158,521 03	413,328 48	200,632 48	//	200,632 48	212,696 00
Finances	213,171 00	//	//	//	//	//	213,171 00	97,212 66	50,285 58	147,498 24	65,672 76
	5,005,718 94	335,000 55	779,567 19	4,218 89	1,118,786 63	3,431,477 46	2,693,028 11	2,156,802 00	76,445 68	2,233,247 68	459,780 43
2e SÉRIE. — ARRIÉRÉ DE 1810 À 1816.											
Justice	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Affaires étrangères	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Intérieur	//	//	73,488 92	//	73,488 92	//	73,488 92	//	73,488 92	73,488 92	//
Commerce et travaux publics	416,576 00	//	//	//	//	25,772 00	390,804 00	256,984 76	20,134 72	277,119 48	113,684 52
Guerre	3,326,295 59	2,107,721 43	1,445,154 84	92,729 76	3,645,606 03	874,461 25	6,097,440 37	3,735,827 82	1,178,141 42	4,913,969 24	1,183,471 13
Marine	179,058 25	28,015 17	3,168 00	//	31,183 17	49,516 77	160,724 65	33,413 59	//	33,413 59	127,311 06
Finances	745,002 47	//	//	//	//	//	745,002 47	357,077 58	23,413 55	380,491 13	364,511 34
	4,666,932 31	2,135,736 60	1,521,811 76	92,729 76	3,750,278 12	949,750 02	7,467,460 41	4,383,303 75	1,295,178 61	5,678,482 36	1,788,978 05
RÉCAPITULATION.											
1re SÉRIE	5,005,718 94	335,000 55	779,567 19	4,218 89	1,118,786 63	3,431,477 46	2,693,028 11	2,156,802 00	76,445 68	2,233,247 68	459,780 43
2e SÉRIE	4,666,932 31	2,135,736 60	1,521,811 76	92,729 76	3,750,278 12	949,750 02	7,467,460 41	4,383,303 75	1,295,178 61	5,678,482 36	1,788,978 05
	9,672,651 25	2,470,737 15	2,301,378 95	96,948 65	4,869,064 75	4,381,227 48	10,160,488 52	6,540,105 75	1,371,624 29	7,911,730 04	2,248,758 48

(A) Ce reste à payer diffère de celui qui a été publié dans le compte des finances de l'année 1824, d'une somme de 197,761 fr. 75 cent. provenant de réductions opérées depuis cette époque par les ministères ci-après;

1re série..	Marine	110,101, 21.	110,101. 06.
	Guerre (fract. ajoutée)	15.	
2e série..	Justice	515. 00.	87,660. 69.
	Affaires étrangères	7,334. 00.	
	Guerre	1. 41.	
	Marine	47,562. 75.	
	Finances	32,247. 53.	
	SOMME égale		197,761. 75.

(B) *Voir*, à la page suivante, le développement des créances admises et des créances rejetées ou réduites pendant l'année 1832.

SUITE DU SERVICE DE L'ARRIÉRÉ

DÉVELOPPEMENT des Créances admises et des Créances rejetées ou réduites pendant l'année 1832.

MINISTÈRES.	CRÉANCES ADMISES.				CRÉANCES REJETÉES ou réduites.
	CRÉANCES auxquelles on avait indûment appliqué la déchéance.	LIQUIDATIONS ordonnées par suite de pourvois au Conseil d'état.	CRÉANCES d'étrangers qui ont justifié de leur naturalité.	TOTAL.	
1re SÉRIE. — ARRIÉRÉ DE 1801 A 1810.					
Intérieur	//	//	//	//	//
Commerce et travaux publics	//	//	//	//	//
Guerre	//	//	//	//	//
Marine	//	//	//	//	1,653 19
Finances	//	//	//	//	//
	//	//	//	//	1,653 19
2e SÉRIE. — ARRIÉRÉ DE 1810 A 1816.					
Intérieur	//	73,488 92	//	73,488 92	//
Commerce et travaux publics	//	//	//	//	//
Guerre	//	831,260 08	323 12	831,583 20	41,294 59
Marine	//	//	//	//	1,500 00
Finances	//	//	//	//	//
	//	904,749 00	323 12	905,072 12	42,794 59
RÉCAPITULATION.					
1re SÉRIE	//	//	//	//	1,653 19
2e SÉRIE	//	904,749 00	323 12	905,072 12	42,794 59
	//	904,749 00	323 12	905,072 12	44,447 78
				860,624 34	

ANTÉRIEUR AU 1er JANVIER 1816.

DÉVELOPPEMENT des Exercices courants sur les Crédits desquels ont été imputés les Payements effectués pendant l'année 1832.

EXERCICES ET MINISTÈRES.	CAPITAUX.			INTÉRÊTS sur LA 2e SÉRIE.	TOTAL.
	1re SÉRIE.	2e SÉRIE.	TOTAL.		
BUDGET DE L'EXERCICE 1831.					
Intérieur	//	//	//	//	//
Commerce et travaux publics	592 42	9,094 15	9,686 57	2,711 48	12,398 05
Guerre	20,984 94	369,488 73	390,473 67	264,371 93	654,845 60
Marine	//	//	//	//	//
Finances	50,285 58	22,863 55	73,149 13	16,568 67	89,717 80
	71,862 94	401,446 43	473,309 37	283,652 08	756,961 45
BUDGET DE L'EXERCICE 1832.					
Intérieur	//	73,488 92	73,488 92	//	73,488 92
Commerce et travaux publics	723 79	11,040 57	11,764 36	4,432 48	16,196 84
Guerre	3,858 95	808,652 69	812,511 64	664,304 85	1,476,816 49
Marine	//	//	//	//	//
Finances	//	550 00	550 00	161 71	711 71
	4,582 74	893,732 18	898,314 92	668,899 04	1,567,213 96
RÉCAPITULATION.					
BUDGET DE L'EXERCICE 1831	71,862 94	401,446 43	473,309 37	283,652 08	756,961 45
——— 1832	4,582 74	893,732 18	898,314 92	668,899 04	1,567,213 96
	76,445 68	1,295,178 61	1,371,624 29	952,551 12	2,324,175 41

Suite du SERVICE DE L'ARRIÉRÉ ANTÉRIEUR AU 1er JANVIER 1816.

DÉVELOPPEMENT des Exercices courants sur lesquels les Payements effectués depuis le 1er janvier 1825 jusqu'au 1er janvier 1833 ont été imputés, conformément aux dispositions de l'Ordonnance royale du 27 Octobre 1824.

EXERCICES ET MINISTÈRES.	CAPITAUX. 1re SÉRIE.	CAPITAUX. 2e SÉRIE.	CAPITAUX. TOTAL.	INTÉRÊTS sur LA 2e SÉRIE.	TOTAL.
BUDGETS DES EXERCICES 1830 ET ANTÉRIEURS. (*Voir* le développement par ministère et par exercice dans le compte des finances de 1831, pages 314 à 318.)					
Commerce et travaux publics	27,002 74	251,140 53	278,143 27	85,665 57	363,808 84
Guerre	1,827,968 15	3,698,163 23	5,526,131 38	1,774,800 39	7,300,931 77
Marine	200,632 48	33,413 59	234,046 07	14,322 32	248,368 39
Finances	97,212 66	353,142 63	450,355 29	183,047 69	633,402 98
	2,152,816 03	4,335,859 98	6,488,676 01	2,057,835 97	8,546,511 98
BUDGET DE L'EXERCICE 1831.					
Commerce et travaux publics	3,644 42	14,938 38	18,582 80	4,491 05	23,073 85
Guerre	21,918 91	407,153 32	429,072 23	291,748 74	720,820 97
Marine	//	//	//	//	//
Finances	50,285 58	26,798 50	77,084 08	17,783 66	94,867 74
	75,848 91	448,890 20	524,739 11	314,023 45	838,762 56
BUDGET DE L'EXERCICE 1832.					
Intérieur	//	73,488 92	73,488 92	//	73,488 92
Commerce et travaux publics	723 79	11,040 57	11,764 36	4,432 48	16,196 84
Guerre	3,858 95	808,652 69	812,511 64	664,304 85	1,476,816 49
Marine	//	//	//	//	//
Finances	//	550 00	550 00	161 71	711 71
	4,582 74	893,732 18	898 314 92	668,899 04	1,567,213 96
RÉCAPITULATION.					
BUDGETS DE L'EXERCICE 1830 et antérieurs	2,152,816 03	4,335,859 98	6,488,676 01	2,057,835 97	8,546,511 98
——— 1831	75,848 91	448,890 20	524,739 11	314,023 45	838,762 56
——— 1832	4,582 74	893,732 18	898,314 92	668,899 04	1,567,213 96
	2,233,247 68	5,678,482 36	7,911,730 04	3,040,758 46	10,952,488 50

DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

(Exécution de l'article 2 de l'Ordonnance royale du 23 décembre 1829.)

TABLEAU GÉNÉRAL, par Ministère et par Exercice, indiquant les Créances qui restaient à payer à l'époque de la clôture de chacun des Exercices définitivement réglés, les modifications apportées depuis à ces Créances, les Payements effectués jusqu'au 1er Janvier 1833, et enfin les Créances restant à payer à la même époque.

NOTE

Sur le Tableau général des Dépenses des Exercices clos.

L'ORDONNANCE royale du 23 décembre 1829, imprimée au Compte des finances de l'année 1829, avec le rapport au Roi qui en expose les motifs (*voir* pages 7 à 15), porte :

ART. 2. « Nos Ministres publieront désormais, dans leurs Comptes annuels, des états qui rappelleront, jusqu'à leur entier apurement, les dépenses restant à payer à l'époque de la clôture de » chaque exercice, et qui feront connaître les payements effectués depuis sur ces reliquats, avec imputation sur les crédits des budgets courants.

» Ces états seront récapitulés dans le Compte général des finances. »

Pour satisfaire aux dispositions de cet article, les Ministres annexent au Compte qu'ils publient, pour chaque session législative, un tableau général des dépenses restant à payer à la fin de l'année sur tous les exercices clos.

La récapitulation de ces divers états est l'objet du tableau qui suit, et dont on va exposer les résultats.

Les dépenses qui restaient à payer sur les exercices 1830 et antérieurs, à l'époque de la clôture de chacun de ces exercices, s'élevaient d'après les lois de réglement (voir page 358), à. 13,826,113^{f} 66^{c}

Depuis la même époque jusqu'au 1er janvier 1833, ce solde a éprouvé diverses modifications, soit pour des créances dont la connaissance incomplète ou tardive n'avait pas permis d'en mettre le montant à la charge de l'exercice qu'elles concernent, soit pour des créances non réclamées par les intéressés, ou réduites d'après de nouvelles informations parvenues aux ministères. Il résulte de ces modifications, dont les causes sont expliquées dans les Comptes récapitulatifs des Ministres, que les dépenses annoncées dans les lois de réglement comme restant à solder sur le budget des exercices suivants, ont depuis la clôture de chaque exercice, dû être

augmentées de.....	7,255,658 00	
réduites de.....	404,604 24	
RESTE en augmentation (voir page 358).....	6,851,053 76	6,851,053 76
et qu'en définitive elles s'élèvent au 1er janvier 1833 (voir page 358), à		20,677,167 42

Les payements effectués en acquit de ces créances avec imputation sur les crédits des exercices courants, montent (voir page 359), à 19,365,569^{f} 14^{c},

SAVOIR :

Payements effectués antérieurement au 1er janvier 1832....		17,085,733 74	
Payements de l'année 1832			
Sur les crédits de l'Exercice 1831....	1,797,416 72	2,279,835 40	
Sur les crédits de l'Exercice 1832...	482,418 68		
		19,365,569 14	19,365,569 14

Les créances restant à payer au 1er janvier 1833, pour solder la totalité des dépenses des exercices 1830 et antérieurs, sont en conséquence de..... 1,311,598 28

Cette somme est augmentée des dépenses de l'exercice 1831, qui d'après

A reporter..... 1,311,598 28

Report.....	1,311,598 28
les résultats définitifs que l'on publie dans le présent Compte (page 359), n'étaient pas encore payées à l'époque de la clôture des crédits de cet exercice, compensation faite des admissions de créances et des payements qui ont eu lieu depuis l'établissement de ces résultats, ci.....	1,457,851 37
L'ensemble des dépenses restant à solder au 1er janvier 1833, pour le complet apurement de tous les services généraux de l'État, sur les exercices 1831 et antérieurs, se trouve en conséquence porté à.....	2,769,449 65

SAVOIR :

Exercices 1824 et antérieurs.....	219,469 68
Exercice 1825.....	41,722 06
1826.....	59,986 88
1827.....	161,686 85
1828.....	39,369 89
1829.....	397,337 31
1830.....	392,025 61
1831.....	1,457,851 37
	2,769 449 65

La loi réglementaire du Budget définitif de l'exercice 1828, en date du 29 janvier 1831, a prescrit, relativement à ces créances, des dispositions de déchéance que l'on rapporte textuellement ci après.

ART. 9. « Seront prescrites et définitivement éteintes au profit de l'État, sans préjudice des déchéances prononcées par les lois antérieures ou consenties par des marchés ou conventions, toutes » créances qui, n'ayant pas été acquittées avant la clôture des crédits de l'exercice auquel elles appartiennent, n'auraient pu, à défaut de justifications suffisantes, être liquidées, ordonnancées et » payées dans un délai de cinq années, à partir de l'ouverture de l'exercice, pour les créanciers domiciliés en Europe, et de six années pour les créanciers résidant hors du territoire européen.

» Le montant des créances frappées d'opposition sera, à l'époque de la clôture des payements, » versé à la caisse des dépôts et consignations.

» Le terme de prescription des créances portant sur les exercices 1830 et antérieurs est fixé au » 31 décembre 1834 pour les créanciers domiciliés en Europe, et au 31 décembre 1835 pour les » créanciers résidant hors du territoire européen. »

ART. 10. « Les dispositions de l'article précédent ne seront pas applicables aux créances dont » l'ordonnancement et le payement n'auraient pu être effectués dans les délais déterminés, par le » fait de l'administration ou par suite de pourvois formés devant le Conseil d'état.

» Tout créancier aura le droit de se faire délivrer, par le ministère compétent, un bulletin énonçant la date de sa demande et les pièces remises à l'appui. »

Il résulte de ces dispositions qu'à l'expiration des délais de rigueur fixés pour l'entier et définitif apurement des exercices clos, il y aura lieu de déduire du montant des dépenses restant à solder, celles qui, dans les cas déterminés par la loi, se trouveront éteintes au profit de l'État, par l'effet de la déchéance qu'elle prononce.

TABLEAU général, par Ministère et par Exercice, indiquant, 1° les Créances qui restaient à payer à la clôture de chaque Exercice; 2° les Modifications apportées depuis à ces Créances; 3° les Payements effectués jusqu'au 1er Janvier 1833, 4° et les Créances restant à payer à la même époque.

MINISTÈRES ET EXERCICES.		CRÉANCES QUI RESTAIENT à payer à l'époque de la clôture de chaque exercice, suivant le compte rendu.	MODIFICATIONS OPÉRÉES depuis la clôture de chaque exercice. Augmentations.	MODIFICATIONS OPÉRÉES depuis la clôture de chaque exercice. Diminutions.	MONTANT RÉEL ET DÉFINITIF des créances qui restaient à payer sur chaque exercice à l'époque de sa clôture.	PAYEMENTS EFFECTUÉS, ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	PAYEMENTS EFFECTUÉS, PENDANT L'ANNÉE 1832, sur les crédits de l'exercice 1831.	PAYEMENTS EFFECTUÉS, PENDANT L'ANNÉE 1832, sur les crédits de l'exercice 1832.	PAYEMENTS EFFECTUÉS, PENDANT L'ANNÉE 1832, TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS, TOTAL GÉNÉRAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE A PAYER au 1er janvier 1833.	OBSERVATIONS.
Exercices 1824 et antérieurs.	Justice	14,162 96	//	119 98	14,042 98	3,548 84	//	//	//	3,548 84	10,494 14	
	Affaires étrangères	11,994 76	139,031 28	//	151,026 04	148,271 04	//	//	//	148,271 04	2,755 00	
	Instruction publique et cultes	255,330 27	176,621 13	//	431,951 40	302,837 18	8,222 65	//	8,222 65	311,059 83	120,891 57	
	Commerce et travaux publics	407,378 48	313,774 39	2,303 97	718,848 90	632,342 59	//	5,277 17	5,277 17	637,619 76	81,229 14	
	Guerre	6,193,050 21	318,955 89	90,129 74	6,421,876 36	6,414,555 08	3,221 45	//	3,221 45	6,417,776 53	4,099 83	
	Marine	1,786,231 41	100,786 85	29,278 42	1,857,739 84	1,853,097 74	4,642 10	//	4,642 10	1,857,739 84	//	
	Finances	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
		8,668,148 09	1,049,169 54	121,832 11	9,595,485 52	9,354,652 47	16,086 20	5,277 17	21,363 37	9,376,015 84	219,469 68	
			927,337 43									
Exercice 1825.	Justice	2,000 83	//	250 22	1,750 61	791 51	//	//	//	791 51	959 10	
	Affaires étrangères	7,037 65	822 34	//	7,859 99	4,932 34	//	//	//	4,932 34	2,927 65	
	Instruction publique et cultes	77,656 28	139,033 73	//	216,690 01	188,214 87	138 91	//	138 91	188,353 78	28,336 23	
	Commerce et travaux publics	28,357 85	50,243 98	26 43	78,575 40	71,107 92	//	1,166 15	1,166 15	72,274 07	6,301 33	
	Guerre	75,409 11	143,704 09	//	219,113 20	215,716 10	199 35	//	199 35	215,915 45	3,197 75	
	Marine	416,300 21	5,603 22	157,570 71	264,332 72	259,878 29	4,454 43	//	4,454 43	264,332 72	//	
	Finances	//	22,272 09	//	22,272 09	22,272 09	//	//	//	22,272 09	//	
		606,761 93	361,679 45	157,847 36	810,594 02	762,913 12	4,792 69	1,166 15	5,958 84	768,871 96	41,722 06	
			203,832 09									
Exercice 1826.	Justice	2,754 74	//	31 39	2,723 35	909 04	//	//	//	909 04	1,814 31	
	Affaires étrangères	//	13,536 64	//	13,536 64	13,536 64	//	//	//	13,536 64	//	
	Instruction publique et cultes	101,304 03	42,409 79	//	143,713 82	113,238 38	//	2,946 69	2,946 69	116,185 07	27,528 75	
	Commerce et travaux publics	104,975 99	115,898 50	//	220,874 49	186,277 47	2 13	6,149 89	6,152 02	192,429 49	28,445 00	
	Guerre	24,233 24	750,318 88	//	774,552 12	772,153 95	199 35	//	199 35	772,353 30	2,198 82	
	Marine	148,464 76	77,671 42	//	226,136 18	223,642 52	2,493 66	//	2,493 66	226,136 18	//	
	Finances	//	8,815 05	//	8,815 05	8,364 31	450 74	//	450 74	8,815 05	//	
		381,732 76	1,008,650 28	31 39	1,390,351 65	1,318,122 31	3,145 88	9,096 58	12,242 46	1,330,364 77	59,986 88	
			1,008,618 89									
Exercice 1827.	Justice	2,914 76	//	//	2,914 76	1,042 69	//	//	//	1,042 69	1,872 07	
	Affaires étrangères	3,906 85	//	//	3,906 85	3,906 85	//	//	//	3,906 85	//	
	Instruction publique et cultes	67,711 46	74,656 36	//	142,367 82	92,215 00	17,716 25	350 00	18,066 25	110,281 25	32,086 57	
	Commerce et travaux publics	143,253 43	230,459 55	//	373,712 98	245,295 10	3 71	831 79	835 50	246,130 60	127,582 38	
	Guerre	5,244 69	1,062,540 43	//	1,067,785 12	1,067,365 32	355 93	//	355 93	1,067,721 25	63 87	
	Marine	138,544 09	210,664 08	//	349,208 17	345,729 00	3,397 21	//	3,397 21	349,126 21	81 96	
	Finances	//	7,141 21	//	7,141 21	4,469 52	2,671 69	//	2,671 69	7,141 21	//	
		361,575 28	1,585,461 63	//	1,947,036 91	1,760,023 48	24,144 79	1,181 79	25,326 58	1,785,350 06	161,686 85	
			1,585,461 63									

Suite du *TABLEAU général, par Ministère et par Exercice, indiquant, 1° les Créances qui restaient à payer à la clôture de chaque Exercice; 2° les Modifications apportées depuis à ces Créances; 3° les Payements effectués jusqu'au 1er Janvier 1833; 4° et les Créances restant à payer à la même époque.*

MINISTÈRES ET EXERCICES.	CRÉANCES QUI RESTAIENT à payer à l'époque de la clôture de chaque exercice, suivant le compte rendu.	MODIFICATIONS OPÉRÉES depuis la clôture de chaque exercice.		MONTANT RÉEL ET DÉFINITIF des créances qui restaient à payer sur chaque exercice, à l'époque de sa clôture.	PAYEMENTS EFFECTUÉS,				RESTE A PAYER au 1er janvier 1833.	OBSERVATIONS.
		Augmentations.	Diminutions.		ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	PENDANT L'ANNÉE 1832, sur les crédits de l'exercice 1831.	PENDANT L'ANNÉE 1832, sur les crédits de l'exercice 1832.	PENDANT L'ANNÉE 1832, TOTAL.	TOTAL GÉNÉRAL des payements au 1er janvier 1833.	
Exercice 1828....										
Justice	2,921 58	//	//	2,921 58	560 58	537 10	//	537 10	1,097 68	1,823 90	
Affaires étrangères	//	73,888 39	//	73,888 39	68,888 39	3,000 00	2,000 00	5,000 00	73,888 39	//	
Instruction publique et cultes	105,830 59	20,276 46	//	126,107 05	101,916 40	446 13	//	446 13	102,362 53	23,744 52	
Commerce et travaux publics	47,585 58	176,648 52	//	224,234 10	202,108 86	4,190 51	8,584 70	12,775 21	214,884 07	9,350 03	
Guerre	26,760 00	1,054,422 22	//	1,081,182 22	1,077,090 14	1,548 74	//	1,548 74	1,078,638 88	2,543 34	
Marine	640,523 86	94,597 08	459 00	734,661 94	723,039 91	11,622 03	//	11,622 03	734,661 94	//	
Finances	14,796 00	16,735 01	//	31,531 01	28,420 42	1,175 49	27 00	1,202 49	29,622 91	1,908 10	
	838,417 61	1,436,567 68	459 00	2,274,526 29	2,202,024 70	22,520 00	10,611 70	33,131 70	2,235,156 40	39,369 89	
		1,436,108 68									
Exercice 1829....										
Justice	3,313 69	//	//	3,313 69	900 47	182 92	//	182 92	1,083 39	2,230 30	
Affaires étrangères	540 33	39,955 77	21 95	40,474 15	38,574 15	1,900 00	//	1,900 00	40,474 15	//	
Instruction publique et cultes	110,649 20	219,794 07	//	330,443 27	241,772 45	50,203 38	3,807 40	54,010 78	298,783 23	31,660 04	
Commerce et travaux publics	264,535 75	325,677 06	24 75	590,188 06	246,040 99	19,020 08	103,377 83	122,397 91	368,438 90	221,749 16	
Guerre	114,010 62	429,966 49	//	553,977 11	549,310 39	1,445 60	//	1,445 60	550,755 99	3,221 12	
Marine	696,186 95	26,112 28	100,000 00	622,299 23	518,421 12	29,876 94	//	29,876 94	548,298 06	74,001 17	
Finances	90,407 40	23,095 03	//	113,502 43	36,735 23	2,104 55	10,187 13	12,291 68	49,026 91	64,475 52	
	1,289,643 94	1,064,600 70	100,046 70	2,254,197 94	1,634,754 80	104,733 47	117,372 36	222,105 83	1,856,860 63	397,337 31	
		964,554									
Exercice 1830....										
Justice	9,235 76	//	//	9,235 76	//	820 73	//	820 73	820 73	8,415 03	
Affaires étrangères	1,900 00	18,642 49	1,900 00	18,642 49	//	14,312 49	4,330 00	18,642 49	18,642 49	//	
Instruction publique et cultes	109,755 18	104,294 35	//	214,049 53	51,618 13	81,140 54	20,203 78	101,344 32	152,962 45	61,087 08	
Intérieur	//	21,189 18	//	21,189 18	//	//	12,963 75	12,963 75	12,963 75	8,225 43	
Commerce et travaux publics	151,906 67	338,669 23	22,487 68	468,088 22	//	//	284,001 35	284,001 35	284,001 35	184,086 87	
Guerre	552,113 17	127,140 45	//	679,253 62	//	613,508 40	//	613,508 40	613,508 40	65,745 22	
Marine	779,390 95	124,109 28	//	903,500 23	//	901,768 91	//	901,768 91	901,768 91	1,731 32	
Finances	75,532 32	15,483 74	//	91,016 06	1,624 73	10,442 62	16,214 05	26,656 67	28,281 40	62,734 66	
	1,679,834 05	749,528 72	24,387 68	2,404,975 09	53,242 86	1,621,993 69	337,712 93	1,959,706 62	2,012,949 48	392,025 61	
		725,141 04									
Exercice 1831...										
Justice	5,515 86	//	//	5,515 86	//	//	//	//	//	5,515 86	
Affaires étrangères	1,622 36	95,389 36	//	97,011 72	//	//	49,796 54	49,796 54	49,796 54	47,215 18	
Instruction publique et cultes	148,761 61	300 00	//	149,061 61	//	//	41,836 00	41,836 00	41,836 00	107,225 61	
Intérieur	6,098 40	//	//	6,098 40	//	//	//	//	//	6,098 40	
Commerce et travaux publics	114,843 59	2,985 48	//	117,829 07	//	//	//	//	//	117,829 07	
Guerre	419,026 30	//	//	419,026 30	//	//	//	//	//	419,026 30	
Marine	470,265 85	//	//	470,265 85	//	//	//	//	//	470,265 85	
Finances	281,584 45	15,474 85	//	297,059 20	//	//	12,384 18	12,384 18	12,384 18	284,675 10	
	1,447,718 40	114,149 69	//	1,561,868 09	//	//	104,016 72	104,016 72	104,016 72	1,457,851 37	
		114,149 69									

Suite du *TABLEAU général, par Ministère et par Exercice, indiquant, 1° les Créances qui restaient à payer à la clôture de chaque Exercice; 2° les Modifications apportées à ces Créances; 3° les Payements effectués jusqu'au 1er Janvier 1833; 4° et les Créances restant à payer à la même époque.*

MINISTÈRES ET EXERCICES.	CRÉANCES QUI RESTAIENT à payer à l'époque de la clôture de chaque exercice, suivant le compte rendu.	MODIFICATIONS OPÉRÉES depuis la clôture de chaque exercice. Diminutions.	MODIFICATIONS OPÉRÉES depuis la clôture de chaque exercice. Augmentations.	MONTANT RÉEL ET DÉFINITIF des créances qui restaient à payer sur chaque exercice, à l'époque de sa clôture.	PAYEMENTS EFFECTUÉS, ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1832.	PAYEMENTS EFFECTUÉS, PENDANT L'ANNÉE 1832, sur les crédits de l'exercice 1831.	PAYEMENTS EFFECTUÉS, PENDANT L'ANNÉE 1832, sur les crédits de l'exercice 1832.	PAYEMENTS EFFECTUÉS, PENDANT L'ANNÉE 1832, TOTAL.	TOTAL GÉNÉRAL des payements au 1er janvier 1833.	RESTE À PAYER au 1er janvier 1833.	OBSERVATIONS.
RÉCAPITULATION PAR MINISTÈRE.											
Justice	42,820 18	//	401 59	42,418 59	7,753 13	1,540 75	//	1,540 75	9,293 88	33,124 71	
Affaires étrangères	27,001 95	381,266 27	1,921 95	406,346 27	278,109 41	19,212 49	56,126 54	75,339 03	353,448 44	52,897 83	
Instruction publique et cultes	976,998 62	777,385 89	//	1,754,384 51	1,094,812 41	157,867 86	69,143 87	227,011 73	1,321,824 14	432,560 37	
Intérieur	6,098 40	21,189 18	//	27,287 58	//	//	12,963 75	12,963 75	12,963 75	14,323 83	
Commerce et travaux publics	1,262,837 34	1,554,356 71	24,842 83	2,792,351 22	1,583,172 93	23,216 43	409,388 88	432,605 31	2,015,778 24	776,572 98	
Guerre	7,419,847 34	3,887,048 45	90,129 74	11,216,766 05	10,096,190 98	620,478 82	//	620,478 82	10,716,669 80	500,096 25	
Marine	5,075,908 08	639,544 21	287,308 13	5,428,144 16	3,923,808 58	958,255 28	//	958,255 28	4,882,063 86	546,080 30	
Finances	462,320 15	109,016 98	//	571,337 13	101,886 30	16,845 09	38,812 36	55,657 45	157,543 75	413,793 38	
	15,273,832 06	7,369,807 69	404,604 24	22,239,035 51	17,085,733 74	1,797,416 72	586,435 40	2,383,852 12	19,469,585 86	2,769,449 65	
		6,965,203 45									
RÉCAPITULATION PAR EXERCICE.											
Exercices 1824 et antérieurs	8,668,148 09	1,049,169 54	121,832 11	9,595,485 52	9,354,652 47	16,086 20	5,277 17	21,363 37	9,376,015 84	219,469 68	
—— 1825	606,761 93	361,679 45	157,847 36	810,594 02	762,913 12	4,792 69	1,166 15	5,958 84	768,871 96	41,722 06	
—— 1826	381,732 76	1,008,650 28	31 39	1,390,351 65	1,318,122 31	3,145 88	9,096 58	12,242 46	1,330,364 77	59,986 88	
—— 1827	361,575 28	1,585,461 63	//	1,947,036 91	1,760,023 48	24,144 79	1,181 79	25,326 58	1,785,350 06	161,686 85	
—— 1828	838,417 61	1,436,567 68	459 00	2,274,526 29	2,202,024 70	22,520 00	10,611 70	33,131 70	2,235,156 40	39,369 89	
—— 1829	1,289,643 94	1,064,600 70	100,046 70	2,254,197 94	1,634,754 80	104,733 47	117,372 36	222,105 83	1,856,860 63	397,337 31	
—— 1830	1,679,834 05	749,528 72	24,387 68	2,404,975 09	53,242 86	1,621,993 69	337,712 93	1,959,706 62	2,012,949 48	392,025 61	
	13,826,113 66	7,255,658 00	404,604 24	20,677,167 42	17,085,733 74	1,797,416 72	482,418 68	2,279,835 40	19,365,569 14	(A) 1,311,598 28	
—— 1831	1,447,718 40	114,149 69	//	1,561,868 09	//	//	104,016 72	104,016 72	104,016 72	(B) 1,457,851 37	
	15,273,832 06	7,369,807 69	404,604 24	22,239,035 51	17,085,733 74	1,797,416 72	586,435 40	2,383,852 12	19,469,585 86	2,769,449 65	
		6,965,203 45									

(A) Les créances portant sur les exercices 1830 et antérieurs encourront la déchéance le 31 décembre 1834, pour les créanciers domiciliés en Europe, et le 31 décembre 1835 pour les créanciers domiciliés hors du territoire européen. (Article 9 de la loi du 29 janvier 1831.)

(B) Ces créances encourront la déchéance le 31 décembre 1835 pour les créanciers domiciliés en Europe, et le 31 décembre 1836 pour les créanciers domiciliés hors du territoire européen. (Même loi.)

Suite de DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

DÉVELOPPEMENT des Créances admises et des Créances réduites pendant l'année 1832.

MINISTÈRES ET SERVICES.		CRÉANCES admises.	CRÉANCES réduites.	OBSERVATIONS.
Exercices 1824 et antérieurs.	Justice	//	//	
	Affaires étrangères	//	//	
	Instruction publique et cultes	9,169 62	//	
	Intérieur	//	//	
	Commerce et travaux publics	6,102 62	578 00	
	Guerre	3,221 45	//	
	Marine	4,642 10	//	
	Finances	//	//	
		23,135 79	578 00	
		22,557 79		
Exercice 1825.	Justice	//	//	
	Affaires étrangères	//	//	
	Instruction publique et cultes	100 00	//	
	Intérieur	//	//	
	Commerce et travaux publics	400 00	//	
	Guerre	199 35	//	
	Marine	4454 43	//	
	Finances	//	//	
		5,153 78	//	
		5,153 78		
Exercice 1826.	Justice	//	//	
	Affaires étrangères	//	//	
	Instruction publique et cultes	2,869 79	//	
	Intérieur	//	//	
	Commerce et travaux publics	6,090 39	//	
	Guerre	199 35	//	
	Marine	2,493 66	//	
	Finances	//	//	
		11,653 19	//	
		11,653 19		
Exercice 1827.	Justice	//	//	
	Affaires étrangères	//	//	
	Instruction publique et cultes	17,478 75	//	
	Intérieur	//	//	
	Commerce et travaux publics	681 79	//	
	Guerre	355 93	//	
	Marine	3,397 21	//	
	Finances	2,671 69	//	
		24,585 37	//	
		24,585 37		

MINISTÈRES ET EXERCICES.		CRÉANCES admises.	CRÉANCES réduites.	OBSERVATIONS.
Exercice 1828.	Justice	//	//	
	Affaires étrangères	5,000 00	//	
	Instruction publique et cultes	100 00	//	
	Intérieur	//	//	
	Commerce et travaux publics	8,124 89	//	
	Guerre	1,548 74	//	
	Marine	11,622 03	//	
	Finances	1,154 54	//	
		27,550 20	//	
		27,550 20		
Exercice 1829.	Justice	//	//	
	Affaires étrangères	//	//	
	Instruction publique et cultes	50,672 39	//	
	Intérieur	//	//	
	Commerce et travaux publics	132,346 86	//	
	Guerre	1,158 40	//	
	Marine	2,417 14	100,000 00	
	Finances	3,296 29	//	
		189,891 08	100,000 00	
		89,891 08		
Exercice 1830.	Justice	//	//	
	Affaires étrangères	18,642 49	1,900 00	
	Instruction publique et cultes	102,961 02	//	
	Intérieur	21,189 18	//	
	Commerce et travaux publics	338,669 23	22,467 68	
	Guerre	127,140 45	//	
	Marine	124,109 28	//	
	Finances	15,483 74	//	
		748,195 39	24,387 68	
		723,807 71		
Exercice 1831.	Justice	//	//	
	Affaires étrangères	95,389 36	//	
	Instruction publique et cultes	300 00	//	
	Intérieur	//	//	
	Commerce et travaux publics	2,985 48	//	
	Guerre	//	//	
	Marine	//	//	
	Finances	15,474 85	//	
		114,149 69	//	
		114,149 69		

DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

Suite du *DÉVELOPPEMENT des Créances admises et des Créances réduites pendant l'année 1832.*

MINISTÈRES ET EXERCICES.	CRÉANCES admises	CRÉANCES réduites.	OBSERVATIONS.
RÉCAPITULATION PAR MINISTÈRE.			
Justice	"	"	
Affaires étrangères	119,031 85	1,900 00	
Instruction publique et cultes	183,651 57	"	
Intérieur	21,189 18	"	
Commerce et travaux publics	495,401 26	23,065 68	
Guerre	133,823 67	"	
Marine	153,135 85	100,000 00	
Finances	38,081 11	"	
	1,144,314 49	124,965 68	
	1,019,348 81		
RÉCAPITULATION PAR EXERCICE.			
Exercices 1824 et antérieurs	23,135 79	578 00	
——— 1825	5,153 78	"	
——— 1826	11,653 19	"	
——— 1827	24,585 37	"	
——— 1828	27,550 20	"	
——— 1829	189,891 08	100,000 00	
——— 1830	748,195 39	24,387 68	
——— 1831	114,149 69	"	
	1,144,314 49	124,965 68	
	1,019,348 81		

RECETTES DES EXERCICES CLOS.

(Exécution de l'article 3 de l'Ordonnance royale du 23 Décembre 1829.)

TABLEAU des Droits constatés et perçus sur les Contributions et Revenus publics de l'Exercice 1831, et des Recettes provenant des exercices clos, qui ont été effectuées pendant l'année 1832.

NOTE

Sur les Recettes des Exercices clos.

Aux termes de l'ordonnance royale du 23 décembre 1829, le ministre des finances doit comprendre, chaque année, dans son Compte général, l'état des recettes effectuées sur les restes à recouvrer à l'expiration de chaque exercice, et dont l'application aura été faite aux exercices suivants.

Le rapport au Roi qui a proposé cette ordonnance, et qui est inséré au compte de 1829 (pag. 7 et suivantes), s'explique ainsi relativement à l'état des recettes que l'on vient de rappeler :

« Ce développement serait fourni par le ministre des finances, lorsqu'à l'époque du réglement » des exercices quelques produits seraient restés à réaliser à la charge des redevables de l'État. La » régularité du service de la perception et sa marche facile réduiront ce dernier cas à de rares » exceptions, &c. »

Quelques explications feront reconnaître qu'en effet l'administration des finances n'a pas été jusqu'à présent dans le cas de fournir le développement dont le principe est posé dans l'ordonnance du 23 décembre 1829.

Les *Contributions directes* sont toujours recouvrées en totalité dans la seconde année de l'exercice auquel elles se rapportent, les règlements imposant aux comptables l'obligation de solder de leurs fonds personnels la portion des rôles qui pourrait rester à rentrer à l'échéance des derniers termes fixés pour la perception de cette branche de revenus.

Jusqu'ici les produits de l'*Enregistrement*, du *Timbre* et des *Domaines* avaient toujours été appliqués à l'exercice qui prend son nom de l'année pendant laquelle on les recouvre, quelle que fût l'époque où ils étaient devenus exigibles; mais cette règle, qui explique l'identité remarquée dans les comptes entre les droits constatés à la charge des redevables et les recouvrements opérés, a cessé d'être suivie à partir de l'exercice 1832, et l'on y a substitué celle qui a été tracée par les ordonnances royales des 10 décembre 1823 et 23 décembre 1829. En conséquence, et d'après un arrêté du ministre des finances du 9 septembre 1830, les comptes présentent tous les droits et produits qui ont été constatés pendant la première année de l'exercice. Ceux de ces droits qui n'auront pu être recouvrés à la clôture de l'exercice seront ou déduits comme non-valeurs, s'ils sont irrécouvrables par suite de l'insolvabilité des redevables, ou reportés à l'exercice suivant, s'ils sont mis à la charge des comptables pour cause de négligence, ou s'ils sont susceptibles d'être recouvrés sur les parties. Le report à l'exercice suivant des droits recouvrables provenant de l'exercice clos sera présenté distinctement dans les comptes annuels des finances.

Les *Droits sur les boissons et les diverses taxes indirectes* ne sont pas non plus intégralement soldés pendant le cours de l'exercice auquel ils se rattachent, et l'on suit à leur égard une marche analogue à celle qui vient d'être expliquée dans le paragraphe précédent. Sur les sommes restant à payer par les redevables à la clôture d'un exercice, la portion reconnue irrécouvrable est admise en non-valeur, et l'administration fait transporter le surplus à l'année suivante, pour être recouvré par

les comptables sous leur responsabilité personnelle, concurremment avec les droits liquidés au profit de l'exercice courant.

Enfin, d'après leur nature ou la législation qui les régit, les autres produits attribués au Budget de l'état (*Douanes, Postes, Coupes de bois, Salines, Loterie, Monnaies* et *Recettes accidentelles*), se réalisent au moment même de la liquidation des droits acquis au Trésor, ou du moins leur recouvrement ne donne jamais lieu à des apurements tardifs dont la durée dépasse celle de l'exercice.

Il résulte de ces explications que les tableaux annexés aux lois du règlement des exercices clos ne peuvent point présenter de solde à recouvrer sur les droits constatés qui composent les ressources de chacun de ces exercices.

Aussi ces lois règlementaires ne renferment-elles à cet égard que la seule disposition suivante :

« Les sommes qui pourraient provenir encore des ressources affectées à l'exercice..... seront por-
» tées en recette au compte de l'exercice courant, au moment où les recouvremens seront effectués. »

Dans cet état de choses, et pour satisfaire aux dispositions de l'article 3 de l'ordonnance royale du 23 décembre 1829, en se conformant aux règles observées pour chaque nature d'impôts, l'administration des finances publie, à la suite de la présente note, un tableau qui présente, pour les droits constatés et perçus sur les contributions et revenus publics de l'exercice 1831,

1° Les droits qui restaient à recouvrer sur les exercices 1830 et antérieurs au 1er janvier 1831;

2° Les droits constatés pendant l'exercice 1831;

3° Les décharges accordées sur les droits constatés et les restes à recouvrer;

4° Les recouvrements effectués pendant l'exercice 1831;

5° Et enfin les droits restant à recouvrer à la clôture de l'exercice 1831, qui ont été transportés à l'exercice 1832.

RECETTES DES EXERCICES CLOS.

TABLEAU des Droits constatés et perçus sur les Contributions et Revenus de l'Exercice 1831.

CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS RESTANT À RECOUVRER sur l'exercice 1830 au 31 décembre 1831.	DROITS CONSTATÉS pendant l'exercice 1831.	TOTAL.	*A DÉDUIRE.* DÉCHARGES ACCORDÉES sur les droits constatés et les restes à recouvrer.	RESTE pour DROITS CONSTATÉS à recouvrer pendant l'exercice 1831.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'exercice 1831.	DROITS À RECOUVRER à la clôture de l'exercice 1831, et qui ont été transportés à l'exercice 1832.	*OBSERVATIONS.*
Contributions directes	"	367,391,053 48	367,391,053 48	"	367,391,053 48	367,391,053 48	"	(A) Les deux sommes restant à recouvrer sur les boissons et tabacs, ensemble 1,116,137f 04c, se divisent ainsi qu'il suit :
Enregistrement et timbre	"	174,371,424 83	174,371,424 83	"	174,371,424 83	174,371,424 83	"	A la charge des contribuables..... 792,938f 83c
Domaines	"	4,126,301 20	4,126,301 20	"	4,126,301 20	4,126,301 20	"	A la charge des communes, savoir :
Douanes et sels	"	151,806,696 88	151,806,696 88	"	151,806,696 88	151,806,696 88	"	Au moyen de centimes additionnels aux contributions directes, et dont les rôles sont mis en recouvrement en 1832..... 225,583 73
Boissons et diverses taxes indirectes	2,205,417 93	93,877,709 49	96,083,127 42	1,705,158 75	94,377,968 67	93,234,691 73	(A) 1,143,276 94	Sur les fonds des caisses municipales ou au moyen de centimes additionnels dont les rôles sont à émettre..... 147,614 48
Tabacs	23,681 51	66,087,587 05	66,111,268 56	1,061 41	66,110,207 15	66,087,347 05	22,860 10	1,166,137 04
Poudres	"	3,513,239 82	3,513,239 82	"	3,513,239 82	3,513,239 82	"	
Postes	16,552 51	33,323,767 28	33,340,319 79	"	33,340,319 79	33,340,319 79	"	
Coupes de bois. (*Prix principal des adjudications, décime et produits accessoires.*)	"	16,682,885 48	16,682,885 48	"	16,682,885 48	16,682,885 48	"	
Salines et mines de sel de l'Est	"	1,652,635 47	1,652,635 47	"	1,652,635 47	1,652,635 47	"	
Produit de la ferme des jeux	"	5,500,000 00	5,500,000 00	"	5,500,000 00	5,500,000 00	"	
Bénéfice de la loterie royale	"	8,993,963 79	8,993,963 79	"	8,993,963 79	8,993,963 79	"	
Bénéfice sur la fabrication des monnaies	"	408,636 61	408,636 61	"	408,636 61	408,636 61	"	
Produits divers	"	22,535,668 07	22,535,668 07	"	22,535,668 07	22,535,668 07	"	
Ressources extraordinaires	"	356,927,927 69	356,927,927 69	"	356,927,927 69	356,927,927 69	"	
	2,245,651 95	1,307,199,497 14	1,309,445,149 09	1,706,220 16	1,307,738,928 93	1,306,572,791 89	1,166,137 04	

COMPTE

DE

L'ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE

POUR L'ANNÉE 1832.

NOTE

Sur le Compte de l'ancien Domaine extraordinaire pour l'année 1832.

Le domaine extraordinaire a été réuni, par la loi du 15 mai 1818, au domaine de l'État, et l'administration de l'enregistrement a été chargée de poursuivre le recouvrement des créances qui en dépendaient, de percevoir les revenus, et de mettre en vente les biens-fonds et maisons non affectés à des dotations. Le produit de ces recouvrements et de ces ventes a dû être versé à la caisse des dépôts et consignations, et employé à des achats de rentes au grand-livre.

La loi du 26 juillet 1821, après avoir accordé des pensions sur le grand-livre aux donataires dépossédés en tout ou en partie de leurs dotations, a statué que les rentes acquises avec les produits du domaine extraordinaire seraient et demeureraient immédiatement éteintes.

Cette même loi a affecté le solde en caisse au 31 décembre 1820, et les revenus à percevoir dans le courant de l'année 1821, au payement de ce qui restait dû sur les indemnités qui avaient été autorisées tant par la loi du 15 mai 1818, ci-dessus rappelée, que par l'ordonnance royale du 1er avril 1820, et à l'acquittement, pour l'année 1821, au profit des donataires et pensionnaires y désignés, d'une somme équivalente auxdites indemnités.

L'administration de l'enregistrement a périodiquement rendu compte des opérations qui ont été effectuées, en exécution de ces dispositions, depuis l'origine jusqu'au 1er janvier 1831. (Voir *pages 350 à 364* du Compte général des finances pour l'année 1830.)

Les Comptes qu'elle a publiés jusqu'à cette dernière année, ont présenté le tableau complet et détaillé de toutes les créances actives du domaine extraordinaire à l'époque où, par la loi du 15 mai 1818, il a été réuni au domaine de l'État. La plus grande partie de ces créances se trouvant éteintes au 1er janvier 1831, soit qu'elles aient été recouvrées ou portées en non-valeurs, il a paru inutile d'en reproduire le détail dans le compte des années suivantes, où l'on s'est borné à rappeler celles dont la rentrée devait se continuer par les soins de l'administration.

C'est d'après cette règle que le compte de l'année 1831 a été établi. (Voir *pages 336 à 342* du Compte général des finances pour l'année 1831.)

Le Compte qui est rendu pour 1832, rédigé dans la même forme que le précédent, fait connaître :

1° Les créances qui restaient à recouvrer au 31 décembre 1831, les recettes obtenues ainsi que les non-valeurs constatées, pendant l'année 1832, et la nouvelle situation de ces créances à la fin de la même année;

2° L'état des diverses recettes provenant de l'actif de l'ancien domaine extraordinaire, dont le montant a été versé à la caisse des dépôts et consignations, pour être employé par elle en achats de rentes à amortir immédiatement en exécution de l'article 7 de la loi du 26 juillet 1821;

3° Les indemnités arriérées payées pendant l'année 1832 aux donataires dépossédés, et la situation au 1er janvier 1833, du fonds spécial affecté au payement de ces indemnités par la loi précitée;

4° Enfin, l'état des immeubles faisant partie de la dotation de l'ancien domaine extraordinaire, qui restaient à aliéner au 1er janvier 1833, avec l'indication des circonstances qui sont relatives à leur mise en vente.

Les opérations exposées dans ces différens tableaux peuvent se résumer ainsi qu'il suit:

1° Les créances à réaliser au 1er janvier 1832 montaient à 2,320,836f 53c; en 1832 elles se sont accrues de 201,465f 69c; il en a été recouvré pour 605,897f 91c, admis en non-valeur pour 2,963f 41c; et, au 1er janvier 1833, les créances présentaient encore un actif de 1,913,440f 90c.

2° Les fonds qui restaient à employer au 1er janvier 1832, s'élevaient à..... 24,995f 28c

Les recettes faites en 1832 proviennent :

1° De la réalisation de créances qui restaient à recouvrer au commencement de ladite année, ci.....	605,897f 91c	
2° De revenus de biens de toute nature, ci.....	45,474 43	
3° Du produit de ventes d'immeubles, ci.....	2,152 00	
4° D'intérêts de créances et de prix de ventes, ci.....	82,730 97	738,207 35
5° Enfin du produit de dotations ayant fait retour à l'État, pour.....	1,952 04	
TOTAL.....		763,202 63

Les dépenses effectuées pendant la même année consistent en achats, par la caisse des dépôts et consignations, de rentes 5 p. o/o qui ont été immédiatement amorties, conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1821; elles s'élèvent à..... 738,299 00

Et les fonds restant à employer, au 1er janvier 1833, à de semblables achats de rentes, sont de..... 24,903 63

3° Le solde disponible, au 1er janvier 1832, des *fonds affectés au payement des indemnités arriérées*, était de.....	214,305f 99c	
Ils se sont accrus, par suite de l'annulation d'indemnités précédemment allouées, de.....	125 00	214,430 99

Les indemnités payées pendant l'année 1832, ont été de..... 11,255 56

et les fonds non employés au 1er janvier 1833 s'élèvent à..... 203,175 43

4° Le capital présumé des immeubles qui restaient à aliéner au 1er janvier 1833, était de..... 1,123,838 00

COMPTE DE L'ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE, POUR L'ANNÉE 1832.

(Lois des 15 mai 1818 et 26 juillet 1831.)

SITUATION au 1er Janvier 1833 des Créances actives restant à recouvrer.

DÉSIGNATION DES CRÉANCES.	CRÉANCES qui restaient à recouvrer au 1er janvier 1832. (*Voir* le Compte général des finances de l'année 1831, *Pages 338 et 339.*)	CRÉANCES constatées pendant l'année 1832.	TOTAL des créances.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1832.	CRÉANCES tombées en non-valeurs.	CRÉANCES restant à recouvrer au 1er janvier 1833.	*OBSERVATIONS.*
Obligations des acquéreurs de laines d'Espagne. — Damseaux-Renoz et sa femme	72,000f 00c	//	72,000f 00c	//	//	72,000f 00c	Créance contestée par le gouvernement de la Belgique : le ministre des affaires étrangères a été prié d'intervenir.
Obligations des acquéreurs de laines d'Espagne. — Romain, Gillot et Dumont	5,400 00	//	5,400 00	//	//	5,400 00	Les débiteurs sont en faillite.
Obligations des acquéreurs de laines d'Espagne. — Delarue fils et divers souscripteurs de billets à son profit	1,677 85	//	1,677 85	77f 43c	1,600f 42c	//	Le recouvrement opéré est le produit d'un concordat signé avec l'un des débiteurs, qui a payé 8 p. %. Le surplus a été mis en surséance indéfinie. (*Décision du ministre des finances du 20 septembre 1830 et 13 avril 1831.*)
Sommes remises en 1810 aux ex-préfets de Rome et de l'Ombrone, pour dots à des militaires	4,800 00	//	4,800 00	//	//	4,800 00	On s'occupe de la liquidation de cette affaire.
Prêt au duc de Monteleone	100,000 00	//	100,000 00	//	//	100,000 00	Ce prêt n'est remboursable, aux termes du décret qui l'a autorisé, qu'après que le débiteur aura recouvré ses biens en Amérique, et tous ses efforts pour y parvenir ont été inutiles jusqu'à ce jour.
Créance sur M. Grammont	37,456 88	//	37,456 88	//	//	37,456 88	Mort en faillite. Il n'y a pas encore eu de distribution de deniers.
Prêt à la ville de Paris	1,929,468 02	//	1,929,468 02	540,000 00	//	1,389,468 02	Reste d'une créance plus considérable que la ville acquitte par cinquième, d'année en année; elle devra avoir complété sa libération dans deux ans.
Prêt à la ville de Bordeaux	70,000 00	//	70,000 00	60,000 00	//	10,000 00	Reste d'une créance de 420,000 francs, il y a contestation pour les 10,000 fr. restant à payer.
Prêts aux propriétaires de vignobles de la Gironde. — Ducru	83,221 00	//	83,221 00	//	//	83,221 00	Créance contestée; des poursuites ont été ordonnées.
Prêts aux propriétaires de vignobles de la Gironde. — Chevalier Lynch	12,895 57	//	12,895 57	//	//	12,895 57	Le débiteur a obtenu des délais La créance est garantie par une inscription hypothécaire.
Prêts aux propriétaires de vignobles de la Gironde. — Veuve Boireau	337 50	//	337 50	104 30	//	233 20	Peu solvable.
Prêts aux propriétaires de vignobles de la Gironde. — Jean Campaigne (Héritiers)	1,119 24	//	1,119 24	//	//	1,119 24	Peu solvable. Il a été pris inscription sur le seul immeuble que possèdent les héritiers.
Prêts aux propriétaires de vignobles de la Gironde. — Périguey (déduction faite de 38 fr. 92 cent. remboursés en 1831)	64 56	//	64 56	64 56	//	//	Il avait été remboursé en 1831 une somme de 100 fr., savoir sur le capital 87 fr. 69 cent et sur les intérêts dûs, 12 fr. 31 c. On a appliqué par erreur aux intérêts 51f 23c Il y a par conséquent eu lieu de déduire 38 fr. 92 c. du capital restant à recouvrer au 1er janvier 1832, lequel était porté sur le compte de l'année 1831, pour 103 fr. 48 cent., ce qui le réduit à 64 fr. 58 cent qui sont soldés au moyen du versement ci-contre. (*Voir* page 340 du compte de l'année 1831.)
Prêts aux propriétaires de vignobles de la Gironde. — Civrac père	707 08	//	707 08	//	707 08	//	Surséance indéfinie pour cause d'insolvabilité. (*Décision du ministre des finances du 7 août 1832.*)
Prêts aux propriétaires de vignobles de la Gironde. — Chicard	655 91	//	655 91	//	655 91	//	*Idem.* (*Décision du ministre du 21 janvier 1833.*)
Revenus de biens de toute nature dans le département du Bas-Rhin	//	4,618f 70c	4,618 70	4,618 70	//	//	Produit de coupes recouvré par le Trésor et reversé par lui.
——— des Côtes du Nord	1,032 92	351 99	1,384 91	1,032 92	//	351 99	
Prix de vente d'immeubles dans le même département	//	196,495 00	196,495 00	//	//	196,495 00	
	2,320,836 53	201,465 69	2,522,302 22	605,897 91	2,963 41	1,913,440 90	
				608,861 32			

SUITE DU COMPTE DE L'ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE, POUR L'ANNÉE 1832.

(Lois des 15 mai 1818 et 26 juillet 1821.)

ÉTAT des Recettes et des Dépenses faites pendant l'année 1832 sur les Fonds spéciaux provenant de l'ancien domaine extraordinaire, et Situation de ces Fonds au 1er Janvier 1833.

RECETTES.

FONDS affectés à des Achats de rentes destinées à être immédiatement amorties.

Fonds qui restaient à employer au 1er janvier 1832, savoir :			
Fonds existant à la caisse des dépôts et consignations		413f 82c	
Fonds provenant de recettes faites par les receveurs de l'enregistrement et des domaines, en novembre et décembre 1831 et qui n'ont pu être versés à cette caisse que postérieurement au 1er janvier 1832		24,581 46	
Recettes faites en 1832 sur les créances qui restaient à recouvrer au commencement de ladite année. (Voir *le tableau qui précède*) ; savoir :			24,995f 28c
Recettes réalisées par les receveurs de l'enregistrement	601,279 21f		
Recette provenant de coupes de bois faites dans le département du Bas-Rhin et dont le versement a eu lieu à la caisse des dépôts et consignations, en vertu d'une ordonnance de restitution, délivrée par le ministre des finances	4,618 70	605,897 91	
Recettes faites par les receveurs de l'enregistrement, de revenus de biens de toute nature dans les départements ci-après :			
Côtes-du-Nord	4,181 04		
Gard (Salines de Peccais)	40,000 00		
Nord	459 39	45,474 43	
Deux-Sèvres (Thouars)	810 00		
Vendée	24 00		
Produit de vente d'immeubles dans les départements ci-après :			
Côtes-du-Nord	888 00	2,152 00	
Vendée	1,264 00		
Recettes faites par les receveurs de l'enregistrement, d'intérêts de créances et prix de ventes, savoir :			
Créance sur la ville de Paris	76,050 00		
——— sur la ville de Bordeaux	6,311 09		
——— sur M. Lynch	361 79	82,730 97	
——— sur M. Periguey	0 69		
——— sur prix de vente dans le département des Côtes-du-Nord	7 40		
Produit de dotations ayant fait retour à l'État		1,952 04	
RECETTES de l'année 1832		738,207 35	738,207 35
TOTAL			763,202 63

FONDS affectés au payement des indemnités arriérées.

Fonds disponibles existant à la caisse des dépôts et consignations, le 1er janvier 1832		214,305f 99c
A ajouter : Pour annulations d'indemnités qui avaient été ordonnancées au profit de donataires dont le décès a depuis été connu		125 00
		214,430 99

DÉPENSES.

immédiatement amorties. (Art. 7 de la loi du 26 juillet 1821.)

Rentes achetées par la caisse des dépôts et consignations, pendant l'année 1832 et qui ont été immédiatement amorties, savoir :					
164f de rentes 5 p. % jouissance du 22 septembre 1831, au cours de 95f 25c et 1/8 p. % de courtage					3,128f 11c
1,125	*Idem*	97 00	*Idem*		21,852 28
4,643	*Idem* jouissance du 22 mars 1832	95 40	*Idem*		
3,125	*Idem*	95 45	*Idem*		161,996 58
707	*Idem*	95 82 1/2	*Idem*		
50	*Idem*	95 37 1/2	*Idem*		954 94
302	*Idem*	97 05	*Idem*		5,869 15
48	*Idem*	99 00	*Idem*		951 59
5,000	*Idem*	98 75	*Idem*		
2,596	*Idem*	98 80	*Idem*		150,234 52
11,585	*Idem* jouissance du 22 septembre 1832	97 25	*Idem*		225,609 91
250	*Idem*	96 10	*Idem*		
807	*Idem*	96 15	*Idem*		20,349 02
4,092	*Idem*	98 35	*Idem*		
520	*Idem*	98 45	*Idem*		147,352 90
2,865	*Idem*	98 50	*Idem*		
37,879 de rentes 5 p. % (*Voir* le compte de la dette inscrite, page 479), au prix d'achat de				738,299 00	738,299f 00c
Fonds restant à employer en achat de rentes, au 1er janvier 1833, savoir :					
Fonds provenant de recettes faites par les receveurs de l'enregistrement et des domaines, en novembre et décembre 1832, qui n'ont pu être versés à cette caisse que postérieurement au 1er janvier 1833				24,903 77	
A DÉDUIRE pour avances faites par la caisse des dépôts et consignations				0 14	
RESTE				24,903 63	24,903 63
TOTAL					763,202 63

arriérées. (Art. 8 de la loi du 26 juillet 1821.)

Indemnités payées à un donataire de 4e classe	4,250f 00c	
Idem à cinq donataires de 6e classe	5,312 50	11,255f 56c
Restitution de dividendes à huit donataires de 6e classe. (2e semestre de 1809.)	1,693 06	
Fonds disponibles existant à la caisse des dépôts et consignations, le 1er janvier 1833		203,175 43
		214,430 99

SUITE DU COMPTE DE L'ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE.

SITUATION des Immeubles provenant du Domaine extraordinaire, qui restaient à aliéner au 1er Janvier 1833.

NOMS DES DÉPARTEMENTS.	DÉSIGNATION DES BIENS.	REVENU ANNUEL.	CAPITAL PRÉSUMÉ.	*OBSERVATIONS.*
Côtes-du-Nord.....	Pièces de terres et rentes convenancières.....	1,620f 50c	32,410f	Le capital présumé de ces biens basé sur le revenu annuel, était porté en 1831 (voir page 342 du Compte des finances de 1831), pour 127,000 fr. Mais le produit des ventes excédera de beaucoup cette somme, puisque les adjudications faites en 1832, s'élèvent déjà à 196,495 f. (voir page 372), et qu'il en reste encore à aliéner pour une valeur présumée de 32,410 fr. Les ventes continuent.
Gard.....	Salines de Peccais.....	40,000 00	750,000	Une première tentative faite pour parvenir à la vente n'a pas eu de succès. Une seconde adjudication aura lieu en 1833.
Nord.....	Biens ruraux.....	461 39	9,228	Les ordres pour l'aliénation ont été transmis au directeur des domaines du département des Côtes-du-Nord.
Deux-Sèvres.....	Château de Thouars...	810 00	16,200	La concession sur estimation a été demandée par la ville de Thouars; des experts ont été désignés pour procéder à l'estimation de cette propriété.
Bas-Rhin.....	Bois provenant du comte de Sickingen.....	//	316,000	La vente de ces bois, dont on ne peut porter ici le revenu annuel, même approximatif, attendu qu'ils ne sont pas soumis à un aménagement fixe, est suspendue, par suite d'un procès intenté au domaine par les héritiers de M. de Sickingen.
	TOTAL du capital présumé.....		1,123,838	

COMPTE,

AU 1er JANVIER 1833,

DES FONDS SPÉCIAUX

CRÉÉS PAR LES LOIS DES 13 ET 15 MAI 1825 ET 21 MAI 1826.

NOTE.

Les lois des 13 et 15 mai 1825 et 21 mai 1826 ont créé divers fonds spéciaux, destinés à subvenir à des dépenses de constructions pour le service de plusieurs ministères.

On a fait connaître dans le compte des finances de l'année 1831 (*pages 344 à 351*) les résultats de la réalisation de ces fonds, ainsi que de leur emploi, à l'époque du 1er janvier 1832; on reproduit ci-après les mêmes résultats modifiés par les recettes et les dépenses qui ont été constatées pendant l'année 1832.

Cet exposé est suivi des tableaux présentant la situation de chacun de ces fonds au 1er janvier 1833.

Fonds destiné à des Constructions pour le Ministère de la guerre.
(Loi du 13 mai 1825.)

La loi du 13 mai 1825 qui a autorisé l'aliénation des terrains et bâtiments du parc de Grenelle et de Bellechasse, dépendant du ministère de la guerre, en avait affecté le produit à des achats de terrains et à des constructions nécessaires pour l'établissement,

1° D'une caserne d'infanterie,
2° D'un nouveau quartier de cavalerie,
3° De nouveaux magasins de chauffage et de fourrages.

La réalisation des produits de la vente a commencé à s'effectuer en 1826, mais d'abord, pour des sommes peu importantes, relativement aux dépenses auxquelles les produits étaient affectés.

D'un autre coté, les constructions ont été entreprises immédiatement sans attendre la réalisation, par le Trésor, du montant des adjudications, et les dépenses qui en sont résultées, s'élevant en totalité à 2,471,999 francs, ont été comprises dans le règlement définitif du budget de l'exercice 1827 (*page 102 du Compte des finances de 1828*) et le crédit en a été alloué au ministère de la guerre par les lois des 6 août 1828 et 26 juillet 1829.

Les adjudications qui avaient eu lieu dans l'ordre ci-après, ont produit en principal, une somme de 1,179,925 francs; savoir :

L'adjudication faite le 20 juin 1826 au sieur Fayard, de deux hangards, ci.....	24,625^f^
Celle faite le 1er août suivant, au sieur Matheus, des bâtiments de la caserne de Grenelle, ci.....	66,800.
Et enfin celle du 4 juin 1828, en plusieurs lots du domaine de Bellechasse, ci.....	1,088,500.
Ensemble.....	1,179,925.

Le montant des deux premières adjudications (91,425 francs) a été versé dans les caisses du Trésor en 1826 et 1827, mais la dernière n'étant payable que par cinquième, d'année en année, dont le premier terme exigible le 4 septembre 1828, a produit en intérêts revenant au Trésor, jusqu'au 31 décembre 1831, une somme de.... 65,642.
Cette somme s'est accrue, en 1832, des intérêts dus par les acquéreurs auxquels il a été accordé des délais de payement..... 37,930. } 103,572.

Le total des adjudications en principal et en intérêts, au 31 décembre 1832 est en conséquence de.....	1,283,497.
A reporter.....	1,283,497.

Report.....		1,283,497f
Il a été recouvré jusqu'à la même époque,		
Sur la première adjudication.....	24,625f	
Sur la deuxième.....	66,800.	
Sur le principal et les intérêts réunis de la troisième.....	943,299.	
Ensemble.....	1,034,724.	
Cette somme est employée en recette dans les comptes généraux des finances de l'année 1830, aux produits divers de l'exercice 1829 (*page 34*), pour. ...	633,032.	
De l'année 1831, aux produits divers de l'exercice 1830 (*page 50*), pour...	168,348.	
Et de l'année 1832, aux produits divers de l'exercice 1831 (*page 60*), pour.....	145,615.	
De l'exercice 1832 (*page 61*), pour.....	87,729.	
TOTAL des recouvrements effectués jusqu'au 31 décembre 1832....	1,034,724. ci.	1,034,724.
Il restait à recouvrer, au 31 décembre 1832.....		248,773.
Il résulte de ce qui précède, que les recettes réalisées par le Trésor, en exécution de la loi du 13 mai 1825, s'élevaient, à l'époque du 31 décembre 1832, à.....		1,034,724.
Les dépenses à.....		2,471,999.
et que les dépenses excédaient en conséquence les recettes de.....		1,437,275.
Mais que cet excédant devait s'atténuer ultérieurement par l'effet du recouvrement successif des sommes dont les acquéreurs étaient encore reliquataires envers le Trésor, de...		248,773.
et s'élèver définitivement à.....		1,188,502.

Fonds pour les Travaux des Ports du Havre et de Cherbourg. (Loi du 15 mai 1825).

Aux termes de la loi du 15 mai 1825, les terrains et édifices situés dans l'enceinte de la ville du Havre et reconnus inutiles au service de la marine, ont dû être aliénés, et leur produit appliqué à l'achèvement du bassin à flot de Cherbourg et à l'installation d'un petit arsenal militaire au Havre.

D'après les évaluations portées dans le compte spécial que le ministère de la marine a publié en 1828, des recettes et des dépenses de ce service, le produit présumé de la vente de ces terrains et bâtiments devait être de..... 1,464,961

Sur lesquels il avait été recouvré,		
Jusqu'au 31 décembre 1827.....	823,377.	
En 1828.....	170,454.	
Ensemble. (*Voir* page 124 du Compte des finances de 1828)...	993,831.	
En 1829, il n'a point été fait de recouvrement.....	"	
En 1830, il a été recouvré (*voir le compte de cette année*, page 35).....	285,041.	
En 1831 et 1832, aucun recouvrement n'a été effectué.	"	
TOTAL des recouvrements au 31 décembre 1832.	1,278,872 ci	1,278,872.
Il resterait donc à recouvrer à cette dernière époque et en adoptant les évaluations ci-dessus.....		186,089f

Les payements effectués sont de..... 1,474,151^f

A l'époque où les dépenses se sont élevées à cette somme, les recouvrements sur le produit des ventes ne montaient (*voir* d'autre part) qu'à..... 993,831.

il en est résulté un excédant de dépense, de..... 480,320.

qui a été couvert par un prélèvement sur les fonds généraux du budget : ce prélèvement a été porté en dépense dans le règlement définitif du Budget de l'exercice 1827, prononcé par la loi du 26 juillet 1829 (page 102 du Compte des finances de l'année 1828).

Mais au moyen des recouvrements opérés en 1830, et qui sont portés ci-dessus, pour..... 285,041.

L'excédant de dépense ne serait plus que de..... 195,279.

D'après des renseignements que la direction générale de l'enregistrement et des domaines avait fournis, cet excédant de dépense paraissait devoir être couvert par le prix des portions de terrains qui restaient à aliéner au 1er janvier 1832 et dont la valeur s'élevait à plus de..... 380,000.

La loi du 22 avril 1832 ayant autorisé la cession à la ville du Havre d'un terrain estimé..... 120,739.

Les ressources qui devaient résulter de ces aliénations se trouvent réduites à environ..... 260,000. 260,000.

Et l'excédant définitif de recette en faveur du Trésor ne serait plus que de..... 65,000.

au lieu de 185,000 francs, somme à laquelle il était évalué en 1831.

Il a été donné des ordres pour la délimitation des terrains cédés en exécution de la loi précitée et pour la mise en vente de ceux qui restent dans le domaine de l'État.

Fonds affectés à de nouvelles Constructions dans différents Ministères.

(Loi du 21 Mai 1826.)

La loi du 21 mai 1826 a autorisé l'aliénation des immeubles ci-après, appartenant à l'État; savoir:

Hôtel situé rue de l'Université, n.° 94;
Hôtel rue de Choiseul, n.° 2;
Deux hôtels rue Sainte-Avoye, n.° 44 et impasse Pecquey.

Le prix de la vente de ces immeubles était destiné à couvrir des dépenses de constructions aux ministères de la justice et de la guerre et à l'hôtel des postes.

Les hôtels qui ont été vendus sont ceux qui suivent :

1° Les deux hôtels de la rue Sainte-Avoye et impasse Pecquey, lesquels ont été adjugés pour une somme de 1,005,600 fr., payable par quart, de 6 mois en 6 mois, ci..... 1,005,600.

Les acquéreurs ont eu en outre à payer pour intérêts mis à leur charge, 1° jusqu'au 31 décembre 1831..... 179,600.
2° Pendant l'année 1832, pour délais de payement..... 22,840. } 202,440.

La somme à verser au Trésor s'élevait en conséquence, au 31 décembre 1832, à.... 1,208,040.

Report..... 1,208,040f

2° L'hôtel rue de Choiseul, adjugé le 13 avril 1830, pour 900,000 fr. payables par cinquièmes, le 13 juillet de chaque année, à partir de 1830, ci..... 900,000.

Intérêts calculés à la charge de l'acquéreur, 1° jusqu'au 31 décembre 1831 à..... 32,251.
2° Du 1er janvier 1832 au 31 décembre suivant..... 16,462. } 48,713.

Ensemble..... 948,713, ci. 948,713.

TOTAL des adjudications faites, y compris les intérêts revenant au Trésor jusqu'au 31 décembre 1832..... 2,156,753.

L'hôtel de la rue de l'Université n'a pas encore été mis en vente.

Il a été recouvré jusqu'au 31 décembre 1832, sur le prix de la vente des deux hôtels rue Sainte-Avoye..... 754,413.

Et ces recouvremens ont été appliqués aux Budgets

De l'ex.ce 1827. (*Voir* le compte des finances de l'année 1828, pag. 32), p.r			329,641.
De l'ex.ce 1828. (*Voir*	*idem*	année 1829, pag. 42), p.r	159,709.
De l'ex.ce 1829. (*Voir*	*idem*	année 1830, pag. 34), p.r	111,853.
De l'ex.ce 1830. (*Voir*	*idem*	année 1831, pag. 25), p.r	65,500.
Et de l'ex.ce 1832. (*Voir*	*idem*	année 1832, pag. 61), p.r	87,710.

Ensemble..... 754,413.

Les sommes que les acquéreurs avaient à payer au 31 décembre 1832, étant de..... 1,208,040.

Il restait à recouvrer à la même époque..... 453,627.

Ce solde devrait être recouvré depuis longtemps, le payement du prix de la vente ayant été stipulé par quart, de six en six mois, à partir de l'entrée en jouissance; mais il ne pourra être entièrement réalisé pour le Trésor, que lorsque la direction générale de l'enregistrement et des domaines aura obtenu la radiation des inscriptions prises par les créanciers des acquéreurs, et pour laquelle elle est en instance.

Sur le prix de la vente de l'hôtel de la rue de Choiseul,

Il a été recouvré en 1830.....	460,306.	
En 1831.....	67,376.	
Et en 1832.....	125,000.	
Ensemble.....	652,682.	652,682.

Ces recettes sont employées dans les comptes des finances aux produits divers, exercices 1830, 1821 et 1832. (*Voir* pages 50 et 51 du compte de 1831 et 61 du compte de 1832).

Les sommes qui étaient à payer au 31 décembre 1832, par les adjudicataires, étant de..... 948,713.

Il restait à recouvrer, à la même époque..... 296,031.

Les recouvrements effectués sur les domaines vendus en exécution de la loi du 21 mai 1826, s'élèvent en conséquence, au 31 décembre 1832, à..... 1,407,095.

Les payements faits pour les dépenses auxquelles les produits ci-dessus étaient affectés, s'élevaient au 1er janvier 1833, savoir :

Ministère de la justice, à	495,678f
Ministère de la guerre	700,000.
Hôtel des postes	967,972.
TOTAL	2,163,650.

Les deux premières dépenses se trouvaient acquittées en totalité dès l'année 1828, et elles ont été comprises dans le Budget définitif de l'exercice 1827, réglé par la loi de 26 juillet 1829 (*Voir* le Compte des finances de l'année 1828, page 102).

Quant aux dépenses de constructions à l'hôtel des postes, elles ont été reconnues devoir excéder le crédit d'un million qui leur a été affecté par la loi du 21 mai 1826, d'une somme de 133,672 francs pour laquelle un crédit supplémentaire a été demandé aux Chambres, le 10 janvier 1833, sur l'exercice 1832 auquel la totalité des dépenses a été transportée.

Les payements faits pour ces travaux, jusqu'au 31 décembre 1832, se sont élevés à 967,972 francs; savoir :

Année 1826	1,038f
—— 1827	77,628.
—— 1828	136,870.
—— 1829	204,722.
—— 1830	180,959.
—— 1831	212,817.
—— 1832	153,938.
	967,972.

Les fonds réalisés par le Trésor en vertu de la loi du 21 mai 1826 s'élevaient, au 31 décembre 1832, à 1,407,095f

Les payements effectués sur les dépenses autorisées par la même loi, étaient, comme on vient de le dire, de 2,163,650.

et excédaient en conséquence les recettes de 756,555.

Mais cet excédant de payements est susceptible de s'accroître du montant des dépenses de constructions des postes qui restent à solder par le Trésor 165,700.

Ensemble 922,255.

et de s'atténuer des recouvrements que le Trésor a encore à effectuer sur le prix de la vente des deux hôtels de la rue Saint-Avoye, ci 453,627f

Et de l'hôtel de la rue de Choiseul, ci 296,031. ci 749,658,

L'EXCÉDANT de dépense se trouvera en conséquence réduit à 172,597.

RÉSULTAT GÉNÉRAL.

Les recettes effectuées par le Trésor public, jusqu'au 31 décembre 1832, sur les produits spécifiés dans la présente note, se sont élevées, savoir :

Sur le prix de la vente des terrains et bâtiments de Grenelle et Bellechasse, à	1,034,724f
A reporter	1,034,724.

Report.....		1,034,724f
Sur le prix de la vente des terrains et édifices du Havre, à.....		1,278,872.
——————— des hôtels situés rues Saint-Avoye et de Choiseuil.....		1,407,095.
TOTAL des recouvrements effectués.....		3,720,691.
Les payements acquittés sur les dépenses autorisées par les lois précitées ont été, pour les constructions du ministère de la guerre, de.....	2,471,999.	
Pour les travaux des ports du Hâvre et de Cherbourg, de.....	1,474,151.	
Pour les nouvelles constructions dans différents ministères, de.....	2,163,650.	
	6,109,800. ci	6,109,800.
Excédant de payements.....		2,389,109.
dont l'application a eu lieu au compte des fonds spéciaux pour.....	480,320.	
et aux budgets des exercices 1827 à 1832, pour.....	1,908,789.	
	2,389,109.	
Mais cet excédant de payements s'accroîtra des dépenses de constructions des postes, qui, ainsi qu'on l'a dit ci-dessus, restent à solder par le Trésor, ci.....		165,700.
Ensemble.....		2,554,809.
et s'atténuera des recouvrements que le Trésor a encore à opérer,		
1° Sur le prix de la vente du domaine de Bellechasse, pour.....	248,773.	
2° Sur les ventes à faire de terrains de la ville du Hâvre, pour.....	260,000.	
3° Sur le produit de la vente des hôtels situés rues Saint-Avoye et de Choiseul.....	749,658.	
	1,258,431 ci	1,258,431.
L'excédant définitif des dépenses sera en conséquence de.....		1,296,378.

ÉTAT N° 1.

COMPTE DES FONDS SPÉCIAUX CRÉÉS PAR DIVERSES LOIS.

NATURE et destination des Fonds spéciaux.

LOIS QUI ONT CRÉÉ les fonds spéciaux.	PRODUITS COMPOSANT LES RESSOURCES DES FONDS SPÉCIAUX.	DÉPENSES AUXQUELLES LES FONDS SPÉCIAUX ONT ÉTÉ AFFECTÉS.	SITUATION DES FONDS SPÉCIAUX. RECETTES.	SITUATION DES FONDS SPÉCIAUX. DÉPENSES.	*OBSERVATIONS.*
Loi du 13 mai 1825.....	Produit de l'aliénation des terrains et bâtiments du parc de Grenelle et de Bellechasse, dépendant du ministère de la guerre.	Dépenses d'achat de terrains et de constructions nécessaires pour l'établissement, 1° d'une caserne d'infanterie..... 2° d'un nouveau quartier de cavalerie..... 3° de nouveaux magasins de fourrage et de chauffage....	1,283,497.	2,471,999.	
Loi du 15 mai 1825.....	Terrains et édifices situés dans la ville du Havre, et reconnus inutiles au service de la marine.....	Dépenses d'achèvement du bassin à flot du port de Cherbourg et d'installation du petit arsenal militaire au Havre.....	1,538,872.	1,474,151.	
Loi du 21 mai 1826.....	Produit de la vente, 1° d'un hôtel situé rue de l'Université; 2° de l'hôtel de la rue de Choiseul; 3° de deux hôtels rue Sainte-Avoye et impasse Pecquey.	Dépenses de constructions nécessaires, 1° pour les bureaux du ministère de la justice..... 2° pour les nouveaux bâtiments du ministère de la guerre. 3° *Idem* l'hôtel des postes (finances).....	(a) 2,156,753.	2,329,350.	(a) Hôtels rue Sainte-Avoye et impasse Pecquey (principal et intérêts pour délais de payement)..... 1,208,040. Hôtel de la rue de Choiseul (*idem*)..... 948,713. L'hôtel de la rue de l'Université, évalué à 100,000 fr., n'a pas été mis en vente..... *Mémoire.* 2,156,753.
			4,979,122.	6,275,500.	
		EXCÉDANT de la dépense.....	1,296,378.		

ÉTAT N° 2.

SUITE DU COMPTE DES FONDS SPÉCIAUX CRÉÉS PAR DIVERSES LOIS.

SITUATION des Recettes au 1er Janvier 1833.

DÉSIGNATION DES PRODUITS QUI ÉTAIENT À RECOUVRER.	RECETTES CONSTATÉES au profit du trésor.	RECETTES EFFECTUÉES.	RESTE À RECOUVRER.	RECETTES portées au compte des fonds spéciaux.	APPLICATION DES RECETTES RÉALISÉES. RECETTES PORTÉES AU BUDGET. (Produits divers.) Exercice 1827.	Exercice 1828.	Exercice 1829.	Exercice 1830.	Exercice 1831.	Exercice 1832.	TOTAL.	*OBSERVATIONS.*
Produit de la vente des terrains de Grenelle et de Bellechasse	1,283,497	1,034,724	248,773	//	//	//	633,032	168,348	145,615	87,729	1,034,724	
——— des terrains et édifices du Havre	1,538,872	1,278,872	260,000	993,831	//	//	//	285,041	//	//	1,278,872	
——— de l'hôtel de la rue de Choiseul	948,713	652,682	296,031	//	//	//	//	460,306	67,376	125,000	652,682	
——— des deux hôtels rue Sainte-Avoye et impasse Pecquey	1,208,040	754,413	453,627	//	329,641	159,709	111,853	65,500	//	87,710	754,413	
	(a) 4,979,122	3,720,691	(c) 1,258,431	(d) 993,831	329,641	159,709	744,885	979,195	212,991	300,439	3,720,691.	
							(b) 2,726,860					

ÉTAT N° 3.

SITUATION des Dépenses au 1er Janvier 1833.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	DÉPENSES CONSTATÉES.	DÉPENSES PAYÉES.	DÉPENSES RESTANT à payer.	APPLICATION DES DÉPENSES PAYÉES. DÉPENSES portées au compte des fonds spéciaux.	DÉPENSES PORTÉES AU BUDGET. Exercice 1827.	Exercices 1828, 1829, 1830 et 1831.	Exercice 1832.	TOTAL.
Constructions pour le ministère de la guerre. { Caserne d'infanterie. Nouveau quartier de cavalerie. Magasins de chauffage et fourrages.	2,471,999	2,471,999	//	//	2,471,999	//	//	2,471,999
Achèvement du bassin de Cherbourg et installation du petit arsenal militaire du Havre	1,474,151	1,474,151	//	1,474,151	//	//	//	1,474,151
Constructions pour les bureaux du ministère de la justice	495,678	495,678	//	//	495,678	//	//	495,678
——— de nouveaux bâtiments du ministère de la guerre	700,000	700,000	//	//	700,000	//	//	700,000
——— à l'hôtel des postes	1,133,672	967,972	165,700	//	//	//	(e) 967,972	967,972
	(a) 6,275,500	6,109,800	(c) 165,700	(d) 1,474,151	3,667,677	//	967,972	6,109,800
					(a) 4,635,649			

OBSERVATIONS.

(a) Les recettes constatées sont de 4,979,122
Les dépenses constatées, de 6,275,500
Excédant des dépenses constatées 1,296,378

(b) Les recettes portées au budget sont de 2,726,860
Les dépenses de 4,035,649
Excédant de dépense 1,308,789

(c) Les restes à recouvrer s'élèvent à 1,258,431
Les restes à payer 165,700
Excédant des restes à recouvrer 1,092,731

Mais la totalité des restes à recouvrer ne rentrera au Trésor qu'à de longs termes, attendu les délais accordés aux adjudicataires pour leur libération.
La totalité des dépenses sera acquittée en 1833.

(d) Les recettes portées aux fonds spéciaux sont de 993,831
Les dépenses de 1,474,151
Excédant des dépenses 480,320

Cet excédant de dépense a été couvert par un prélèvement sur les fonds généraux qui est compris dans le règlement définitif du Budget de l'exercice 1827. (*Loi du 20 juillet 1829.*)

(e) Antérieurement à l'année 1832. (Compte de l'administration des finances de l'année 1831), page 351 814,034
En 1832 153,938
967,972

COMPTE

AU 1er JANVIER 1833,

DE LA LIQUIDATION DE L'INDEMNITÉ

ACCORDÉE

AUX ANCIENS PROPRIÉTAIRES DÉPOSSÉDÉS.

(Loi du 27 Avril 1825.)

NOTE

Sur la Liquidation de l'Indemnité accordée par la Loi du 27 Avril 1825.

La loi du 27 avril 1825 avait affecté au payement de l'indemnité due aux anciens propriétaires de biens-fonds confisqués et aliénés, en exécution des lois sur les émigrés, déportés et condamnés révolutionnairement, une somme de 30 millions de rentes au capital d'un milliard (1).

La liquidation en était attribuée, sous la surveillance du ministre des finances, à une commission spéciale dont les décisions pouvaient être attaquées devant le Roi, en son Conseil d'état, par les ayant-droit. La même faculté était réservée au ministre des finances.

En conséquence, les allocations ne pouvaient et ne peuvent encore être considérées comme définitives, qu'après adhésion des parties et du ministre aux décisions de la commission, ou après la confirmation ou la modification de ces décisions par ordonnances royales.

Les rentes représentatives du milliard devaient être inscrites au grand-livre de la *Dette publique* par cinquième, d'année en année, à compter du 22 juin 1825, à l'exception toutefois des rentes de 250 francs et au-dessous, dont les arrérages couraient intégralement à partir de ladite époque.

Il est résulté de cette exception que les imputations faites sur le crédit de 6 millions de rentes, affecté au premier cinquième, se sont trouvées augmentées des sommes dont les derniers ont été dégrevés.

La liquidation du milliard dont l'État avait fait le sacrifice envers l'émigration devait donner lieu à deux opérations distinctes. La première était réglée par la loi précitée; la seconde devait être l'objet d'une loi nouvelle applicable aux sommes qui, restées libres après le jugement de toutes les demandes primitives, auraient formé le fonds de réserve appelé généralement le *fonds commun*, et qui étaient destinées à réparer les inégalités résultant de l'application des bases fixées par les deux premiers paragraphes de l'article 2 de la loi du 27 avril 1825.

Ces dernières dispositions ont été changées par la loi du 5 janvier 1831, qui a restitué à l'État la propriété du fonds de réserve dont il s'agit.

---

(1) Le Compte des finances de l'année 1831 (pages 270 à 277), indique les époques auxquelles a été inscrit le crédit de 30 millions de rentes ouvert au ministre des finances, par la loi du 27 avril 1825, ainsi que la répartition qui a été faite des fonds affectés au service des rentes de l'indemnité, entre les différents budgets des exercices pendant lesquels les cinquièmes sont venus à échéance.

	CAPITAL.	RENTES.
Il en est résulté que le crédit général affecté au payement de l'indemnité et s'élevant comme il a été dit, à.....	1,000,000,000f	30,000,000f
A été réduit par approximation de.....	100,000,000	3,000,000
Et ramené ainsi à.....	900,000,000	27,000,000
Depuis, et lors de la présentation du projet de budget de l'exercice 1833, on reconnut, après avoir supputé la dépense que devaient occasionner les liquidations restant à opérer, qu'il y avait lieu de proposer une nouvelle réduction de crédit, de.....	30,000,000	900,000
Ainsi le crédit général ne se trouve plus être que de.....	870,000,000	29,100,000
La commission de liquidation a été dissoute le 31 décembre dernier, conformément à l'article 16 de la loi du 21 avril 1832, après avoir prononcé sur toutes les demandes présentées en temps utile aux préfectures, et après avoir ainsi satisfait à tous les droits acquis.		
Le nombre de ces demandes était de..... 30,804		
Il en a été rejeté..... 6,519		
RESTE..... 23,285		
Le montant des allocations auxquelles ces 23,285 demandes ont donné lieu, ne s'élève qu'à.....	864,230,778	25,926,923
Différence qui pourrait amener, en faveur du Trésor, sur le crédit général, une nouvelle réduction de.....	5,769,222	173,077
Toutefois le chiffre de cette différence ne peut pas être considéré comme définitif, puisqu'il existe un assez grand nombre de pourvois portés au conseil d'État, tant par les parties que par le Ministre des finances, contre les décisions rendues jusques et y compris le 31 décembre dernier. Ce ne sera qu'après qu'il aura été statué sur ces pourvois et sur ceux que les délais permettent encore d'introduire, qu'on pourra connaître d'une manière certaine, le montant total de la dépense résultant de la liquidation de l'indemnité des émigrés.		

	CAPITAL.	RENTES.			
Sur le montant des allocations faites par la commission, ci.....	864,230,778	25,926,923			
Le Ministre des finances avait autorisé au *1er janvier 1833*, l'inscription au grand livre de la dette publique d'une somme de 855,195,913, en capital, et de 25,655,983, en rente, représentant les liquidations consenties par les parties ou devenues définitives, soit par l'expiration des délais d'appel, soit par la promulgation d'ordonnances royales rendues sur pourvoi au conseil d'état, ci.....	855,195,913	25,655,983			
DIFFÉRENCE.....	9,034,865	270,940	ci	9,034,865	270,940
A reporter				14,804.087	444,017

	CAPITAL.	RENTES.
Report.....	14,804,087f	444,017f

Cette différence provient :

1° Des sommes allouées pendant les derniers mois de l'année 1832, et dont les indemnisés n'ont pas encore réclamé l'inscription; 2° des décisions en appel au conseil d'État.

	CAPITAL.	RENTES.		
Sur le montant des liquidations dont l'inscription a été autorisée, ci.....	855,195,913	25,655,983		
Il en a été inscrit au grand livre de la dette publique, pour.....	837,365,433	25,120,963		
RESTE à inscrire.....	17,830,480	535,020	ci 17,830,480	535,020

Cette dernière différence représente, 1° le montant des liquidations dont l'inscription est arrêtée par des oppositions formées au nom de tiers créanciers, en exécution de l'article 18 de la loi du 27 avril 1825; 2° le montant des autorisations qui n'avaient pas encore été suivies d'exécution par les bureaux compétents.

TOTAL des sommes restant à employer au 1er janvier 1833, sur le crédit général réduit.....	32,634,567	979,037

Ainsi qu'on l'a fait observer dans les comptes des finances des années précédentes, et ainsi que le démontrent les explications qui précèdent, les opérations relatives à l'inscription et au payement des portions d'indemnité liquidées n'ont pas pu et ne pouvaient pas être entièrement terminées pendant le cours de l'exercice qui a profité des fonds affectés à chaque cinquième.

Il en est résulté que chaque budget, à l'époque de son règlement définitif, a présenté, entre ses ressources et ses charges, relativement au service de l'indemnité, une différence provenant des demandes non liquidées, des liquidations non inscrites, des inscriptions non ordonnancées, et enfin des ordonnances non payées. Ces reliquats qui, depuis 1825, se sont successivement accumulés à chaque règlement de budget, ont constitué un arriéré progressif que les budgets des exercices clos ont légué aux budgets des exercices subséquents. Cet arriéré s'élevait, au 1er janvier 1832. (Voir le tableau, page 361 du compte de 1831), à..... 24,125,994f

Il a été diminué pendant l'année 1832, pour les arrérages des indemnités inscrites sur les divers cinquièmes, de..... 2,313,963.

RESTE..... 21,812,031.

Report.....		21,812,031.
Et augmenté,		
1° Du résultat de la régularisation des inscriptions faites intégralement sur le premier cinquième.....	1,649,860f	
2° Des arrérages que les liquidations non encore inscrites mettent à la charge du budget de l'exercice 1832, ci.....	979,037.	2,628,897.
TOTAL.....		24,440,928.
Mais il faut déduire de ce dernier résultat, les arrérages dont les budgets se trouvent exonérés par l'effet de l'annulation des 3,900,000 francs de rentes, selon le détail fourni page 369.....		19,500,000.
Et, en définitive, la somme restant à payer par le trésor, au 1er janvier 1833, n'est plus que de.....		4,940,928.

INDEMNITÉ ACCORDÉE PAR LA LOI DU 27 AVRIL 1825.

SITUATION du Crédit, des Liquidations et des inscriptions au 1er Janvier 1833.

	CAPITAL.	RENTES.
1° SITUATION DU CRÉDIT.		
Crédit accordé par la loi du 27 avril 1825	1,000,000,000	30,000,000
Réduction prescrite par l'article 2 de la loi du 5 janvier 1831	100,000,000	3,000,000
RESTE	900,000,000	27,000,000
Nouvelle réduction proposée aux chambres par le projet de budget de l'exercice 1833	30,000,000	900,000
RESTE pour crédit à employer	870,000,000	26,100,000
Liquidations sur lesquelles il a été statué par la commission chargée d'appliquer les dispositions de la loi du 27 avril 1825	864,230,778	25,926,923
RESTE à employer sur le crédit maintenu	5,769,222	173,077
2° SITUATION DES LIQUIDATIONS.		
Liquidations arrêtées par la commission	864,230,778	25,926,923
Liquidations dont l'inscription a été autorisée par le ministre des finances	855,195,913	25,655,983
RESTE pour liquidations dont l'inscription n'a pas encore été autorisée	9,034,865	270,940
3° SITUATION DES INSCRIPTIONS.		
Liquidations dont l'inscription a été autorisée par le Ministre	855,195,913	25,655,983
Liquidations dont l'inscription a eu lieu	837,365,433	25,120,963
RESTE à inscrire sur les liquidations autorisées	17,830,480	535,020

DÉVELOPPEMENT, par année, des Liquidations dont l'inscription a été autorisée par le Ministre, et de celles qui ont été inscrites jusqu'au 1er Janvier 1833.

ANNÉES.	CAPITAL.		RENTES.	
	LIQUIDATIONS dont l'inscription a été autorisée.	LIQUIDATIONS inscrites.	LIQUIDATIONS dont l'inscription a été autorisée.	LIQUIDATIONS inscrites.
Année 1825	12,082,966f 67c	8,650,766f 67c	362,489f	259,523f
— 1826	416,424,033. 33	128,633,433. 33	12,492,721	3,859,603
— 1827	200,951,600. 00	197,791,633. 33	6,028,548	5,933,749
— 1828	112,688,633. 33	200,230,500. 00	3,380,659	6,006,915
— 1829	62,161,766. 67	194,265,366. 67	1,864,853	5,827,961
— 1830	24,619,000. 00	57,747,200. 00	738,570	1,732,416
— 1831	17,761,583. 31	32,939,033. 00	532,975	988,171
— 1832	8,506,330. 09	17,087,500. 00	255,168	512,625
	855,195,913. 40 (A)	837,365,433. 00 (A)	25,655,983	25,120,963

(A) Capital des liquidations dont l'inscription a été autorisée par le Ministre..... 855,195,913f
Capital nominal des rentes inscrites..... 855,199.433
DIFFÉRENCE..... 3,520

Cette différence provient de ce que les allocations de la commission sont fixées en *capital*, et que le payement de l'indemnité, par le Trésor, est fait en *rentes*. Or, comme aucune rente à porter au Grand-livre ne peut, d'après les réglements de la dette publique, être représentée en centimes; il en résulte que toutes les fois que le capital, ou une fraction du capital alloué, est au-dessous de 33 francs 34 centimes, il est accordé 1 franc, et que l'allocation faite sur le milliard se trouve fictivement augmentée, tandis qu'elle est exactement prélevée sur le crédit de 30 millions.

INDEMNITÉ ACCORDÉE PAR LA LOI DU 27 AVRIL 1825.

SITUATION comparative, au 1er Janvier 1833, du Crédit, des Liquidations et des Inscriptions.

CINQUIÈMES.	ÉPOQUES DE JOUISSANCE.	CRÉDIT ACCORDÉ.			LIQUIDATIONS		INSCRIPTIONS.	RESTE AU 1er JANVIER 1833.				OBSERVATIONS.
		CRÉDIT primitif. (Loi du 27 avril 1825.)	RÉDUCTIONS. (Loi du 5 janvier 1831, et projet de budget de 1833.)	RESTE pour crédit à employer.	ARRÊTÉES par la commission.	dont l'inscription a été autorisée par le Ministre.	LIQUIDATIONS qui ont été inscrites. (B)	À EMPLOYER sur le crédit réduit.	À AUTORISER par le Ministre sur les liquidations arrêtées par la commission.	À INSCRIRE sur les liquidations autorisées par le Ministre.	TOTAL du solde disponible sur chaque cinquième.	
SITUATION EN CAPITAL.												
1er	22 juin 1825	200,000,000f	(A) "	200,000,000f			198,714,000f				12,86,000f	
2e	——1826	200,000,000	32,500,000f	167,500,000			160,028,666				7,471,334	
3e	——1827	200,000,000	32,500,000	167,500,000	864,230,778f	855,195,913f	159,924,233	5,769,222f	9,034,865f	17,830,480f	7,575,767	
4e	——1828	200,000,000	32,500,000	167,500,000			159,732,967				7,767,033	
5e	——1829	200,000,000	32,500,000	167,500,000			158,965,567				8,534,433	
		1,000,000,000	130,000,000	870,000,000	864,230,778	855,195,913	837,365,433	5,769,222	9,034,865	17,830,480	32,634,567	
								32,634,567				
SITUATION EN RENTES.												
1er	22 juin 1825	6,000,000f	"	6,000,000f			5,961,420				38,580	
2e	——1826	6,000,000	975,000f	5,025,000			4,800,860				224,140	
3e	——1827	6,000,000	975,000	5,025,000	25,926,923	25,655,983	4,797,727	173,077	270,940	535,020	227,273	
4e	——1828	6,000,000	975,000	5,025,000			4,791,989				233,011	
5e	——1829	6,000,000	975,000	5,025,000			4,768,967				256,033	
		30.000,000	3,900,000	26,100,000	25,926,923	25,655,983	25,120,963	173,077	270,940	535,020	979,037	
								979,037				

(A) Aux termes du paragraphe III de l'article 5 de la loi du 27 avril 1825, les liquidations donnant droit à des inscriptions de 25 francs et au-dessous, ont été imputées intégralement sur le premier cinquième. Ces inscriptions s'élevaient au 1er janvier 1833, en capital, à 38,526,000 francs, et en rentes à 1,155,780 francs. Il en est résulté que les quatre derniers cinquièmes présentaient comme disponible, une somme de crédit égale à celle dont le premier cinquième était grevé pour les inscriptions qu'ils auraient supportées sans l'exception admise par la loi. Dans cette situation, le Ministre des finances a décidé que l'annulation des trois millions de rentes prescrite par l'article 2 de la loi du 5 janvier 1831 au lieu d'être opérée proportionnellement sur chacun des cinq cinquièmes, affecterait seulement les quatre derniers. La même règle sera suivie pour la nouvelle annulation de 900,000 francs, proposée dans le projet de budget de l'exercice 1833. Il est à remarquer qu'en procédant de cette manière, on est encore resté au-dessous des charges exceptionnelles appliquées au premier cinquième, puisque, divisée par cinquième, l'annulation de 3,900,000 francs n'eût réduit le crédit de ce cinquième que de 780,000 francs, tandis qu'en réalité les inscriptions intégrales l'ont atténué de 924,624 francs.

(B) La différence entre chaque cinquième a pour cause, indépendamment des inscriptions intégrales imputées au premier cinquième, les oppositions mises à la délivrance de rentes déjà en partie inscrites.

INDEMNITÉ ACCORDÉE PAR LA LOI DU 27 AVRIL 1825.

ÉTAT présentant l'imputation, par exercice, des arrérages des rentes restant à inscrire au 1er Janvier 1833.

CINQUIÈMES.	ÉPOQUES de JOUISSANCE.	SOLDE DISPONIBLE sur chaque cinquième au 1er janvier 1833, d'après les crédits ouverts par la loi. (*Voir* le tableau précédent.)	MONTANT DES ARRÉRAGES RESTANT A PAYER AU 1er JANVIER 1833, ET INDICATION DES EXERCICES QUI AURAIENT DÛ ORIGINAIREMENT EN SUPPORTER LA DÉPENSE d'après les époques de jouissance.								
			1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.	TOTAL.
1.er	22 juin 1825.	38,580	19,290	38,580	38,580	38,580	38,580	38,580	38,580	38,580	289,350
2.e	—— 1826.	224,140	"	112,070	224,140	224,140	224,140	224,140	224,140	224,140	1,456,910
3.e	—— 1827.	227,273	"	"	113,637	227,273	227,273	227,273	227,273	227,273	1,250,002
4.e	—— 1828.	233,011	"	"	"	116,506	233,011	233,011	233,011	233,011	1,048,550
5.e	—— 1829.	256,033	"	"	"	"	128,017	256,033	256,033	256,033	896,116
		979,037	19,290	150,650.	376,357	606,499	851,021	979,037	979,037	979,037	4,940,928

OBSERVATIONS.

Les arrérages restant à payer au 1er janvier 1832, s'élevaient, d'après le compte des finances de l'année 1831 (page 361), à..... 24,125,994

A DÉDUIRE :

Les arrérages dont le compte de l'indemnité a été libéré par les inscriptions faites pendant l'année 1832, savoir :

Exercice 1825.....	60,373	
—— 1826.....	165,707	
—— 1827.....	256,229	
—— 1828.....	350,494	2,313,963
—— 1829.....	455,910	
—— 1330.....	512,625	
—— 1831.....	512,625	

RESTE..... 21,812,031

A AJOUTER :

1° Le résultat de la régularisation des inscriptions faites intégralement sur le premier cinquième (voir la note page 390)..... 1,649,860

2° Les arrérages que les rentes non encore inscrites mettent à la charge de l'exercice 1832... 979,037 2,628,897

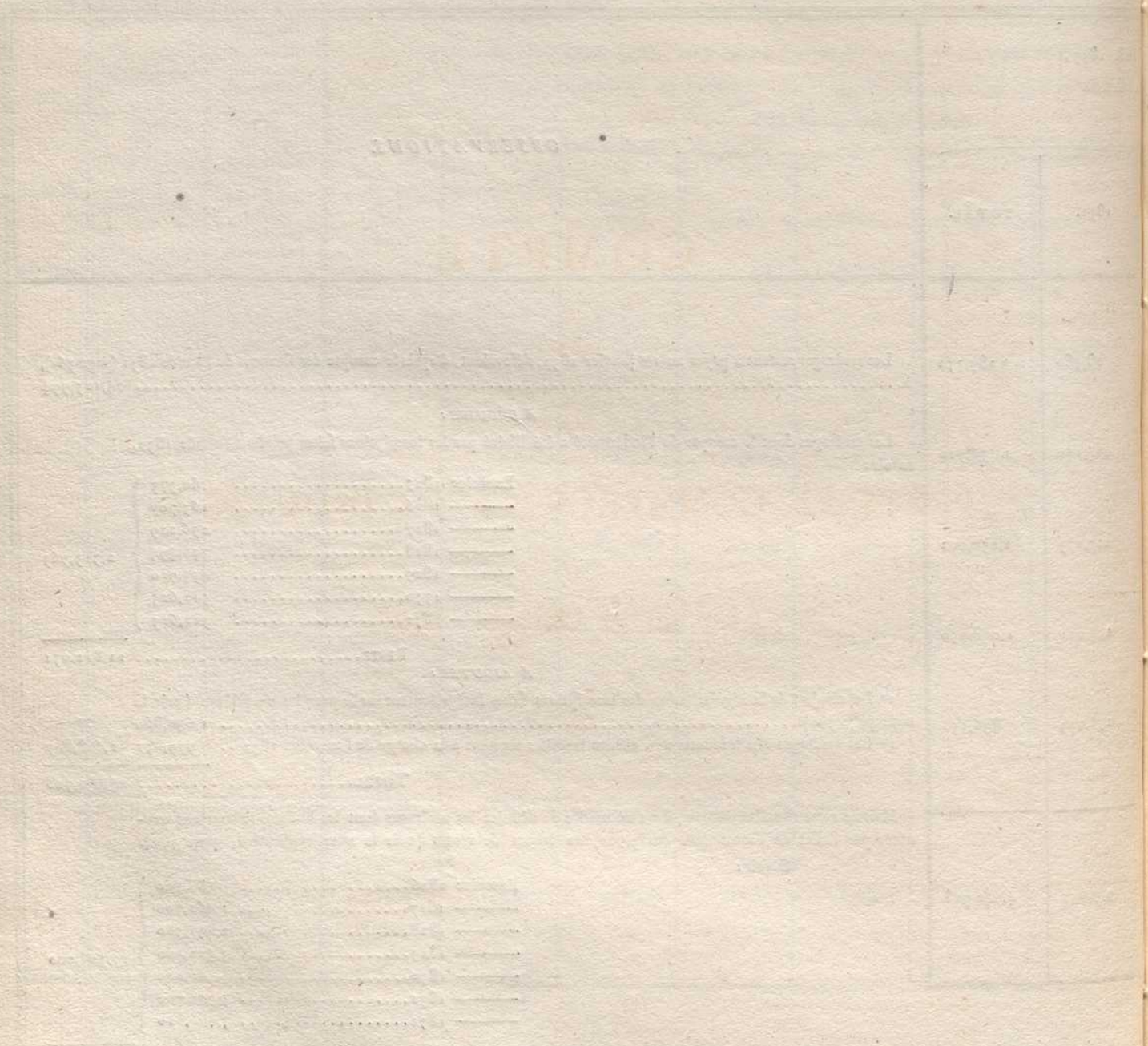
TOTAL..... 24,440,928

Mais de cette dernière somme, il est nécessaire de déduire les arrérages dont les budgets se trouvent exonérés par l'effet de l'annulation des 3,900,000 francs de rentes (voir la note explicative, page 390).

Savoir :

Exercice 1826.....	487,500	
—— 1827.....	1,462,500	
—— 1828.....	2,437,500	
—— 1829.....	3,412,500	19,500,000
—— 1830.....	3,900,000	
—— 1831.....	3,900,000	
—— 1832.....	3,900,000	

Et, en définitive, l'arriéré du Trésor n'est plus au 1er janvier 1833, que de..... 4,940,928



COMPTE

AU 1er JANVIER 1833,

DES

PRÊTS AU COMMERCE ET A L'INDUSTRIE.

(Loi du 17 Octobre 1830.)

NOTE

Sur les Prêts au Commerce et à l'Industrie.

Il a été rendu compte en 1830 de l'exécution de la loi du 17 octobre 1830, qui a ouvert au ministre des finances, un crédit de 30 millions pour prêts et avances à faire au commerce et à l'industrie. Les tableaux que contient, à cet égard, le Compte des finances de l'année 1830 (pages 280 à 311) ont présenté le détail, par département, par commune et par nature de commerce ou d'industrie, des prêts autorisés, ordonnancés et payés, des délais accordés aux emprunteurs, et des garanties stipulées au profit du Trésor. Des documents analogues publiés dans le compte de l'année 1831 (pages 366 à 373) ont fait connaître le mouvement des prêts, pendant ladite année, ainsi que leur situation au 1er janvier 1832. Enfin, des tableaux placés à la suite de la présente note, reproduisent les résultats de l'opération, arrêtés au 1er janvier 1833, et qui se résument ainsi :

Les prêts autorisés se sont élevés au montant du crédit accordé par la loi du 17 octobre 1830, ci..... 30,000,000^f^ 00^c^

Le montant des prêts accordés a été

Pour Paris de.....	14,498,432.	29,811,329. 00.
Pour les départements de.....	15,312,897.	

Il y a eu lieu en conséquence d'annuler sur le crédit une somme de..... 188,671. 00.

L'avance faite par le Trésor a été portée en dépense au budget de l'exercice 1830, pour la somme de..... 29,811,329. 00.
et les Chambres ont pu ainsi, par la loi réglementaire de cet exercice, statuer sur l'emploi du crédit spécial que la loi du 17 octobre 1830 avait mis à la disposition du ministre des finances.

Les recouvrements réalisés par le Trésor, sur les prêts au commerce, s'élevaient au 1er janvier 1833, à la somme de 10,290,845 francs 88 centimes, dont il a été fait recette au budget de l'exercice 1830 (*voir* page 185 du compte de 1831),

pour.....	6,939,077. 51.	10,290,845. 88.
et au budget de l'exercice 1832 (voir page 63 du présent compte), pour.....	3,351,768. 37.	

L'avance du Trésor, dont la rentrée successive profitera aux budgets des exercices ultérieurs, n'est donc plus au 1er janvier 1833, que de..... 19,520,483. 12.

Les intérêts liquidés au profit du Trésor, pour raison des prêts effectués, se sont élevés, jusqu'au 1er janvier 1833, à..... 1,476,700^f^ 68^c^

Les recouvrements obtenus sont de..... 562,078. 38.

Les intérêts restant à recouvrer, et dont la réalisation accroîtra également les recettes des exercices suivants, montaient, à l'époque du 1er janvier 1833, à..... 914,622. 30.

Ces derniers recouvrements ont été portés en recette, savoir :

Au crédit des frais de service et de négociation de l'exercice 1830 (voir page 94 du compte de l'année 1831) où les 23,145 francs font partie des 57,250 francs 82 centimes déduits des payements de cette nature, ci..... 23,145. 00.

Aux produits divers du budget de l'exercice 1831 (voir page 51 du même compte), ci..... 103,865. 03.

Aux produits divers du budget de l'exercice 1832 (voir page 61 du présent compte), ci..... 435,068. 35.

SOMME PAREILLE..... 562,078. 38.

Enfin, les sommes restant à rembourser au Trésor au 1er janvier 1833, et qui s'élevaient,

Pour le capital des prêts, à..... 19,520,483. 12.

Et pour les intérêts, à..... 914,622. 30.

ENSEMBLE..... 20,435,105. 42.

Sont représentées de la manière suivante :

1° Portefeuille de la caisse centrale du Trésor public.	Engagements.....	16,274,591^f^ 56^c^	16,591,916. 51.
	Effets de commerce.....	317,324. 95.	
2° Valeurs en souffrance à l'agence judiciaire du Trésor.	Engagements.....	3,533,953. 90.	3,783,178. 68.
	Effets de commerce.....	249,224. 78.	

TOTAL..... 20,375,095 19.

Dont il y a lieu de déduire les valeurs souscrites par des emprunteurs, pour complément de garantie et en excédant des prêts qui leur ont été effectués..... 700,754. 86.

RESTE..... 19,674,340. 33.

3° Solde débiteur du comité d'escompte créé par l'ordonnance royale du 26 octobre 1830. (Solde des 1,700,000 francs remis à ce comité par le Trésor), ci.. 760,965. 09.

TOTAL ÉGAL au solde à recouvrer par le Trésor.... 20,435,305. 42.

COMPTE DES PRÊTS AU COMMERCE ET A L'INDUSTRIE.

ÉTAT GÉNÉRAL des Prêts effectués au Commerce et à l'Industrie, en exécution de la Loi du 17 Octobre 1830.

NOMBRE d'établissements.	BRANCHES DE COMMERCE OU D'INDUSTRIE.	PRÊTS AUTORISÉS. jusqu'au 31 déc. 1830. (*Voir* le compte des finances de 1831, p. 366 et 367.)	MONTANT DÉFINITIF DES PRÊTS ACCORDÉS			ORDONNANCES délivrées par le Ministre.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances
			à Paris.	dans les départements.	TOTAL.		
9.	Comptoirs d'escompte.....	4,249,500f	1,700,000f	2,659,500f	4,359,500f	4,359,500f	4,359,500f
23.	Banquiers, négocians, armateurs..	6,624,000.	4,560,000.	2,080,000.	6,640,000.	6,640,000.	6,640,000.
134.	Fabricants de fils et tissus de toute espèce.....	7,129,400.	611,400	6,461,500.	7,072,900.	7,072,900.	7,072,900.
19.	Commerce de chiffons, fabricants de papiers.....	954,000.	145,000	799,000.	944,000.	944,000.	944,000.
91.	Fondeurs en caractères, imprimeurs, libraires, marchands d'estampes.	2,777,832.	2,652,832.	124,997.	2,777,829.	2,777,829.	2,777,829.
28.	Fabricants de produits chimiques, raffineurs, corroyeurs.....	2,311,000.	1,567,000	644,000.	2,211,000.	2,211,000.	2,211,000.
20.	Fabricants de porcelaines, poteries et verreries.....	563,900.	105,000.	418,900.	523,900.	523,900.	523,900.
30.	Maîtres de forges, fabricants et négocians en métaux.....	1,744,200.	349,200.	1,240,000.	1,589,200.	1,589,200.	1,589,200.
24.	Mécaniciens, horlogers, fabricants de bronzes, &c.....	526,800.	418,800.	105,000.	523,800.	523,800.	523,800.
31.	Architectes, entrepreneurs, ouvriers en bâtiments.....	1,287,168	931,000.	444,000.	1,375,000.	1,375,000.	1,375,000.
19.	Ébénistes, tapisssiers, décorateurs, carossiers, &c.....	616,200.	588,200.	20,000.	608,200.	608,200.	608,200.
17.	Commerçants en blés, vins, bois, charbons et autres objets de consommation.....	1,216,000.	870,000.	316,000.	1,186,000.	1,186,000.	1,186,000.
445.		30,000,000.	14,498,432.	15,312,897.	29,811,329.	29,811,329.	29,811,329.

RÉSULTAT.

Les Prêts autorisés se sont élevés à.....	30,000,000f
Les Prêts accordés n'ont été que de.....	29,811,329.
Et le crédit ouvert par la loi du 17 octobre 1830 a été réduit de.....	188,671.

SUITE DU COMPTE DES PRÊTS AU COMMERCE.

SITUATION du Trésor public sur les Prêts au Commerce, à l'époque du 1er Janvier 1833.

PRÊTS EFFECTUÉS.

Fonds prêtés au commerce et à l'industrie, en 1830	20,372,457.	
En 1831	7,738,872.	28,111,329f 00c
Fonds remis en 1830 au comité créé par l'ordonnance royale du 26 octobre 1830, pour l'escompte des effets sur Paris et sur les départements, que, d'après ses statuts, la Banque ne peut admettre		1,700,000. 00.
TOTAL des prêts dont il a été fait dépense au budget de l'exercice 1830. (Voir page 200 du compte de l'année 1831)		29,811,329. 00.

RECOUVREMENTS SUR LES PRÊTS.

Fonds que les emprunteurs ont matériellement remboursés au Trésor public		3,534,000. 00.
Réalisation par le Trésor, à l'époque de leur échéance, d'engagements souscrits en garantie de prêts		4,456,068. 49.
Versements faits par les emprunteurs à valoir sur les premiers termes de leurs engagements		63,352. 20.
Réalisation d'effets divers remis au Trésor en remboursement de prêts		1,087,607. 03.
Recouvrements sur les fonds remis au comité d'escompte créé par l'ordonnance royale du 26 octobre 1830, savoir :		
Réalisation d'effets de commerce remis par le comité, déduction faite des fonds qui lui ont été reversés, et des intérêts calculés à sa charge jusqu'au 31 décembre 1830.	382,246. 38.	
Versements en numéraire effectués au Trésor par le même comité	553,788. 53.	936,034. 91.
Recette sur les engagements à l'ordre du caissier et les effets divers non payés à leur échéance, qui ont été remis à l'agence pour en poursuivre le recouvrement, savoir :		
Sur les engagements	196,881. 30.	
Sur les effets divers	16,901. 95.	213,783. 25.
TOTAL des recouvrements		10,290,845. 88.

RÉSULTAT.

Les Prêts effectués ont été de	29,811,329. 00.
Les Recouvrements réalisés sur les prêts sont de	10,290,845. 88.
RESTE à recouvrer au 1er janvier 1833	19,520,483. 12.

SITUATION du Trésor public sur les Intérêts calculés à son profit pour les Prêts au commerce, au 1er Janvier 1833.

INTÉRÊTS A RECOUVRER.

Intérêts calculés au profit du Trésor sur les prêts au commerce, tant d'après les délais primitivement accordés pour le remboursement de ces prêts, que pour prolongation d'échéance, retard de payement, et règlement de compte	1,476,700f 68c

RECOUVREMENTS EFFECTUÉS SUR LES INTÉRÊTS.

Intérêts recouvrés à l'échéance des engagements souscrits pour le capital des prêts	469,306. 48.
Intérêts recouvrés sur les engagements et autres valeurs non payées à leur échéance, et remis à l'agence judiciaire du Trésor	22,864. 38.
Recouvrements d'intérêts réglés en compte courant	46,762. 52.
Intérêts précomptés au comité d'escompte sur les versements faits par lui en déduction des fonds qui ont été mis à sa disposition	23,145. 00.
MONTANT des intérêts recouvrés	562,078. 38.

RÉSULTAT.

Les intérêts qui étaient à recouvrer sont de	1,476,700. 68.
Les recouvrements opérés, de	562,078. 38.
Les intérêts restant à recouvrer sont de	914,622. 30.

Nota. Le tableau complet des intérêts que les prêts au commerce auront procurés au Trésor ne pourra être publié qu'à l'expiration des derniers termes de remboursement accordés aux emprunteurs. Le présent tableau ne fait encore connaître que les intérêts calculés d'après les délais primitifs, et dont plusieurs ont été prolongés et doivent donner lieu à de nouveaux décomptes. Le Trésor aura également des intérêts à réclamer de ses débiteurs pour les retards de payement qu'ils lui feront éprouver sur les engagements tombés en souffrance. Enfin le décompte définitif des intérêts à solder par le comité d'escompte, depuis le 31 décembre 1830, date du premier règlement, a été ajourné jusqu'à la liquidation définitive de ce comité.

Suit la situation du comité d'escompte créé par l'ordonnance royale du 26 octobre 1830.

Suite du COMPTE DES PRÊTS AU COMMERCE ET A L'INDUSTRIE.

SITUATION, au 1er Janvier 1833, du Comité d'escompte créé par l'Ordonnance royale du 26 Octobre 1820.

Les fonds remis par le Trésor public au comité créé par l'ordonnance royale du 26 octobre 1830, pour l'escompte des effets de commerce, que d'après ses statuts, la banque ne peut, admettre, se sont élevés à.....		1,700,000f 00c
Les intérêts calculés sur cette avance jusqu'au 31 décembre 1830, ont été de.....		23,145. 00.
Il a été reversé au comité sur les recouvrements d'effets remis par lui au Trésor.....		60,527. 00.
TOTAL des fonds dont le comité devait compte au Trésor.....		1,783,672. 00.
Sur cette somme il a été recouvré par le Trésor,		
1° en effets de commerce remis par le comité d'escompte, et qui ont été réalisés..	468,918f 38c	
2° En numéraire, pour versements effectués par le même comité.....	553,788. 53.	
TOTAL des recouvrements effectués par le Trésor.....	1,022,706. 91.	ci 1,022,706. 91.
Solde restant dû par le comité d'escompte, à l'époque du 1er janvier 1833, et sauf règlement ultérieur des intérêts, depuis le 31 décembre 1830, ci.....		760,965. 09.

COMPTE

DU SERVICE SPÉCIAL

DES PONTS, CANAUX ET TRAVAUX DIVERS

SOUMISSIONNÉS,

AU 1er JANVIER 1833.

NOTE

Sur le Service spécial des Ponts, Canaux et Travaux divers soumissionnés.

Les lois des 10 avril et 13 mai 1818, 20 juin et 5 août 1821, 17 avril et 14 août 1822, ont autorisé le Gouvernement à emprunter, soit à diverses compagnies soumissionnaires, soit à la caisse des dépôts et consignations, les fonds nécessaires pour subvenir à la construction de plusieurs ponts et canaux, à l'achèvement des travaux du port de Dunkerque, ainsi que du canal de Saint-Maur.

Les lois des 28 juin 1829, 29 juillet 1829 et 31 mars 1831, ont également réglé les dispositions que nécessitaient les travaux à faire dans les ports du Havre, de Boulogne et de Granville, et pour les quais et le port de Rouen.

L'emploi de ces diverses ressources spéciales, non comprises au budget général de l'État, a été délégué au Ministre de l'intérieur.

Trois tableaux sont placés à la suite de la présente note.

Le premier fait connaître la date des lois qui ont autorisé les emprunts, le nom des soumissionnaires, l'objet des travaux ou entreprises, le montant des emprunts, le taux annuel des intérêts, de la prime et de l'amortissement résultant des engagements contractés par le Trésor avec les prêteurs, le point de départ et la durée de l'amortissement, les charges que les fonds généraux du budget ont annuellement supportées pour le service des emprunts, et, enfin, l'explication des circonstances et des stipulations particulières à chacun d'eux.

Le second tableau contient le développement, par année, des fonds de cette origine qui ont été versés dans les caisses du Trésor public.

Le troisième expose et compare entre eux les différents termes qui composent l'ensemble de la situation du service spécial dont il s'agit, c'est-à-dire, les soumissions, les termes échus, les versements effectués, les dépenses constatées, les ordonnances payées, et enfin, le solde restant au 1er janvier 1833, à verser, à dépenser et à payer.

Les résultats de ce dernier tableau se lient à ceux des autres parties du compte des finances, savoir :

Au *Compte des Contributions et Revenus publics*, page 69, pour les recettes réalisées par le Trésor sur le montant des soumissions ;

Au *Compte des Dépenses publiques*, page 117, pour les payements effectués sur les ordonnnaces du Ministre du commerce et des travaux publics ;

Au *Compte de Trésorerie*, page 156, pour la différence entre les recettes et les payements de l'année 1832;

Et à la *Situation générale des finances*, page 319, pour les fonds restant à employer au 1er janvier 1833.

Ces différents résultats se résument ainsi qu'il suit :

Les soumissions souscrites par les prêteurs s'élevaient à.....		142,430,200f 00c
Les versements effectués d'après les termes échus de ces soumissions ont été de.....		139,730,159 10
Il reste à verser au Trésor.....		2,700,040 90
Sur les emprunts faits et montant, comme il vient d'être dit, à.....		142,430,200 00
Les dépenses constatées pour les services liquidés, ont été de.....		139,394,950 01
Il reste par conséquent à dépenser.....		3,085,249 99
Les dépenses liquidées, ci.....		139,394,950 01
rapprochées des dépenses payées, qui sont de.....		138,923,072 00
présentent un reste à payer de.....		471,878 01
Enfin, les termes échus à verser par les soumissionnaires s'étant élevés à.....		139,730,200 00
Et les payements effectués sur les dépenses constatées n'ayant été que de....		138,923,072 00
Le service des ponts et canaux a laissé disponible au profit du service de trésorerie une somme de.....		807,128 00

Ce dernier terme, qui est porté au passif de l'administration des finances se justifie par le rapprochement des opérations de l'année 1832, savoir :

La dette de l'administration des finances était au 1er janvier 1832 (voir pages 275 et 379 *du Compte des finances de 1831*) de.....		2,250,239f 81c
La recette de l'année 1832 a été (voir pages 16 et 150 *du présent Compte des finances*) de.....	5,455,000 00	
Les payements (voir pages 17 et 117) de.....	6,898,111 81	
EXCÉDANT de payement en 1832 (voir page 156).....	1,443,111 81	1,443,111 81
SOMME égale à celle ci-dessus.....		807,128 00

Le Compte publié par le ministère de l'intérieur présente, relativement aux dépenses faites, tous les développements administratifs que comporte le service spécial dont on vient d'analyser les principaux résultats.

ÉTAT N° 1.

COMPTE DES PONTS ET CANAUX SOUMISSIONNÉS.

TABLEAU de la Dette contractée par divers traités, sous l'autorisation de lois spéciales.

DATES DES LOIS de sanction.	NOMS DES SOUMISSIONNAIRES.	OBJETS DES TRAVAUX OU ENTREPRISES.	MONTANT des emprunts.	TAUX ANNUEL des INTÉRÊTS.	TAUX ANNUEL de LA PRIME.	TAUX ANNUEL de L'AMORTISSEMENT.	AMORTISSEMENT. POINT de départ.	AMORTISSEMENT. DURÉE.
10 avril 1818...	Balguérie et compagnie..	Pont de Bordeaux.....	2,000,000f	//	//	//	1er mai 1822...	99 ans.....
13 mai 1818...	*Idem*.....	Pont de Libourne.....	1,500,000	6 p. %	2 p. %	2 p. %	1er janvier 1832.	20 ans 1/2 environ
		A reporter....	3,500.000					

ANNÉES.	POUR INTÉRÊTS pendant la durée des versements.	ENTRE LA FIN DES VERSEMENTS et l'achèvement complet des travaux. Pour intérêts.	Pour primes.	PENDANT LA DURÉE DE L'AMORTISSEMENT. Application de l'annuité aux intérêts décroissans.	à la prime.	à l'amortissement progressif.	Montant de l'annuité.	TOTAUX.
1823	//	//	//	//	//	//	//	21,540f 62c
1824	//	//	//	//	//	//	//	23,483 92
1825	//	//	//	//	//	//	//	25,180 37
1826	//	//	//	//	//	//	//	20,630 60
1827	//	//	//	//	//	//	//	22,377 35
1828	//	//	//	//	//	//	//	16,384 87
1829	//	//	//	//	//	//	//	11,603 22
1830	//	//	//	//	//	//	//	7,271 00
1831	//	//	//	//	//	//	//	14,931 52
1832	//	//	//	//	//	//	//	19,686 25
	//	//	//	//	//	//	//	183,089 72

SOMMES PAYÉES ANNUELLEMENT

La compagnie a prêté 2 millions, moyennant la concession d'un péage à percevoir pendant 99 ans; mais il a été stipulé que lorsque ce péage n'atteindrait pas 190,000 francs, le Gouvernement tiendrait compte de la moitié de la différence; et qu'au contraire, lorsqu'il excéderait 250,000 francs, le Gouvernement recevrait la moitié de l'excédant. Les 2 millions ont été versés dans la caisse du receveur général, pour le compte du département.

Les sommes portées ci-contre sont celles payées par l'État, pour différence en moins entre 190,000 francs et le produit réel : on voit par l'explication ci-dessus que ces sommes ne sont pas susceptibles d'être divisées en intérêts, prime et amortissement.

On fait remarquer qu'un dixième du produit brut du péage est versé dans une caisse particulière pour subvenir aux dépenses d'entretien et de réparation du pont.

1822	//	//	//	//	//	//	//	119,363 01
1823	//	//	//	//	//	//	//	225,000 00
1824	//	//	//	//	//	//	//	146,945 03
1825	//	//	//	//	//	//	//	141.050 00
1826	//	//	//	//	//	//	//	140,145 25
1827	//	//	//	//	//	//	//	139,629 78
1818	//	//	//	//	//	//	//	125,650 29
1829	//	//	//	//	//	//	//	114,744 94
1830	//	//	//	//	//	//	//	118,165 06
1831	//	//	//	//	//	//	//	121,513 75
1832	//	//	//	//	//	//	//	117,349 60
	//	//	//	//	//	//	//	1,509,556 71

Les intérêts courus jusqu'au 1er janvier 1822 s'élevaient à 91,377 fr. 28 cent., qui ont été imputés jusqu'à concurrence de 44,363 fr. 1 cent. sur les fonds du Trésor, exercice 1822; le surplus avait été payé sur les fonds empruntés, lesquels ont été versés dans la caisse du receveur général pour le compte du département.

A partir du 1er janvier 1822, la compagnie a dû toucher annuellement 150,000 fr. pour intérêts, prime et amortissement. Il lui a été concédé un droit de péage sur le pont et au passage de l'île. Le Gouvernement s'est engagé à compléter les 150,000 fr. dans le cas où le péage ne les produirait pas. C'est pour l'exécution de cette condition que les sommes ci-contre ont été payées. Par l'effet de l'imputation sur les intérêts, la prime et l'amortissement, de l'annuité de 150,000 fr. produite par le concours des deux natures de fonds, il ne restait dû, au 31 décembre 1831, sur le capital emprunté, que 986,280 fr. 44 cent.

DATES DES LOIS de sanction.	NOMS DES SOUMISSIONNAIRES.	OBJETS DES TRAVAUX OU ENTREPRISES.	MONTANT des emprunts.	TAUX ANNUEL des INTÉRÊTS.	TAUX ANNUEL de LA PRIME.	TAUX ANNUEL de L'AMORTISSEMENT.	AMORTISSEMENT. POINT de départ.	AMORTISSEMENT. DURÉE.
		Report....	3,500,000f					
20 juin 1821...	Caisse des dépts et consignS	Port de Dunkerque.....	1,940,000	5 p. %	//	//	1er janvier 1828.	8 ans.....
		A reporter....	5,440,000					

ANNÉES.	SOMMES PAYÉES ANNUELLEMENT — POUR INTÉRÊTS pendant la durée des versements.	ENTRE LA FIN DES VERSEMENTS et l'achèvement complet des travaux. — Pour intérêts.	Pour primes.	PENDANT LA DURÉE DE L'AMORTISSEMENT. Application de l'annuité — aux intérêts décroissants.	à la prime.	à l'amortissement progressif.	Montant de l'annuité.	TOTAUX.
1822	17,958f 90c	//	//	//	//	//	//	17,958f 90c
1823	30,502 49	//	//	//	//	//	//	30,502 49
1824	49,416 01	//	//	//	//	//	//	49,416 01
1825	81,813 59	//	//	//	//	//	//	81,813 59
1826	92,876 72	//	//	//	//	//	//	92,876 72
1827	96,993 39	//	//	//	//	//	//	96,993 39
1828	//	//	//	//	//	//	215,000f 00c	215,000 00
1829	//	//	//	//	//	//	215,000 00	215,000 00
1830	//	//	//	//	//	//	215,000 00	215,000 00
1831	//	//	//	//	//	//	215,000 00	215,000 00
1832	//	//	//	//	//	//	215,000 00	215,000 00
	369,561. 10	//	//	//	//	//	1,075,000 00	1,444,561 10

La loi du 20 juin 1821 a autorisé l'emprunt de 3 millions, par l'émission de trois mille actions de 1,000 fr. chacune, et elle porte que, pour le remboursement de ces actions et le service des intérêts, il sera alloué annuellement au budget de l'État 215,000 fr., au budget du département, 40,000 fr., et à celui de la ville de Dunkerque, pareille somme de 40,000 francs.

La création des actions a été ajournée et remplacée, sur la proposition de M. le Ministre des finances, par un prêt fait par la caisse des dépôts et consignations, au fur et à mesure des besoins, moyennant un intérêt de 5 p. o/o.

Cette disposition a permis d'employer les fonds alloués chaque année dans les divers budgets indiqués ci-dessus, concurremment avec les fonds d'emprunt, à l'exécution des travaux, sauf le prélèvement de la somme nécessaire pour le payement des intérêts, et par suite il n'a été emprunté que 1,940,000 fr. au lieu de 3 millions.

On ne peut diviser, entre l'intérêt et l'amortissement, les 215,000 fr. payés annuellement par l'État, à partir de 1828, attendu que les fonds du département et de la ville sont imputables sur ces deux parties de la dette, par confusion avec ceux de l'État : mais on va rétablir ici, par masse, la portion de ces divers fonds réunis, appliquée aux intérêts, et celle qui est venue en déduction du capital.

ANNÉES des payemens.	SOMMES PAYÉES sur les divers fonds.	RÉPARTITION DES SOMMES PAYÉES entre — l'intérêt et frais de commission.	l'amortissement.	TOTAL.
1828	285,000f 00c	89,328f 65c	195,671f 35c	285,000f 00c
1829	295,000 00	76,897 96	218,102 04	295,000 00
1830	265,000 00	64,944 74	200,055 26	265,000 00
1831	295,000 00	55,853 76	239,146 24	295,000 00
1832	255,000 00	45,397 83	209,602 17	255,000 00
	1,395,000 00	332,422 94	1,062,577 06	1,395,000 00

La ville de Dunkerque n'a pas payé son contingent pour 1831 et 1832. Il a été pris des mesures pour faire cesser ce retard, fondé sur des motifs inadmissibles.

DATES DES LOIS de sanction.	NOMS DES SOUMISSIONNAIRES.	OBJETS DES TRAVAUX OU ENTREPRISES.	MONTANT des emprunts.	TAUX ANNUEL des intérêts.	TAUX ANNUEL de la prime.	TAUX ANNUEL de l'amortissement.	AMORTISSEMENT. point de départ.	AMORTISSEMENT. durée.
		Report....	5,440,000f					
5 août 1821....	Balguerie et compagnie..	Pont de Bergerac, Agen, Aiguillon, Moissac, Coëmont.....	2,900,000	6 p. %	2 p. %	2 p. %	1er janvier 1827.	20 ans 1/2.....
5 août 1821....	Sartoris (*Urbain*).....	Pont de Montréjeau, de la Roche de Glun, Petit-Vey, Souillac.....	1,800,000	6 p. %	2 p. %	2 p. %	5 août 1826....	*Idem*.....
5 août 1821....	Dubois, Fresnay et autres actionnaires.	Pont de Laval.....	200,000	6 p. %	2 p. %	4 p. %	1er janvier 1824.	Indéterminée, en raison de l'éventualité du péage
		A reporter....	10,340,000					

SOMMES PAYÉES ANNUELLEMENT

ANNÉES.	POUR INTÉRÊTS pendant la durée des versements.	ENTRE LA FIN DES VERSEMENTS et l'achèvement complet des travaux. Pour intérêts.	Pour primes.	PENDANT LA DURÉE DE L'AMORTISSEMENT. Application de l'annuité aux intérêts décroissants.	à la prime.	à l'amortissement progressif.	Montant de l'annuité.	TOTAUX.
1822	48,450f 00c	"	"	"	"	"	"	48,450f 00c
1823	80,700 00	"	"	"	"	"	"	80,700 00
1824	119,250 00	"	"	"	"	"	"	119,250 00
1825	150,900 00	"	"	"	"	"	"	150,900 00
1826	167,400 00	"	"	"	"	"	"	167,400 00
1827	"	"	"	173,130f 00c	57,710f 00c	59,160f 00c	290,000f 00c	290,000 00
1828	"	"	"	169,509 42	56,503 13	63,987 45	290,000 00	290,000 00
1829	"	"	"	165,593 38	55,197 79	69,208 83	290,000 00	290,000 00
1830	"	"	"	161,357 80	53,785 93	74,856 27	290,000 00	290,000 00
1831	"	"	"	156,776 60	52,258 86	80,964 54	290,000 00	290,000 00
1832	"	"	"	151,821 56	50,607 19	87,571 25	290,000 00	290,000 00
	566,700 00	"	"	978,188 76	326,062 90	435,748 34	1,740,000 00	2,306,700 00

Sur la somme payée pour interêts pendant la construction du pont de Bergerac, il a été remboursé, à titre de contingent dans ces intérêts,
1° Par le département..... 22,850f
2° Par la ville de Bergerac..... 13,500

Ces sommes ont été affectées aux travaux, ce qui a réduit d'autant la somme à fournir par le Trésor, en supplém[t] de l'emprunt, pour l'achèvem[t] de ce pont.

Le péage à percevoir sur le pont de Bergerac a été évalué à 63,000 francs, et il a été convenu que lorsqu'il n'atteindrait pas cette somme, la moitié de la différence serait supportée par le département et la ville de Bergerac, qui, d'après cette disposition, ont eu à verser au Trésor,

en 1827.....	13,529 08f	80,422 14f
en 1828.....	13,323 82	
en 1829.....	13,365 54	
en 1830.....	13,903 70	
en 1831.....	13,150 00	
en 1832.....	13,150 00	

Déduisant cette somme de celle payée par le Trésor pendant ces années, qui est de..... 1,740,000 00

on trouve que le Trésor n'a réellement supporté que..... 1,659,577 86

1822	21,300 00	"	"	"	"	"	"	21,300 00
1823	53,700 00	"	"	"	"	"	"	53,700 00
1824	86,400 00	"	"	"	"	"	"	86,400 00
1825	96,000 00	"	"	"	"	"	"	96,000 00
1826	99,150 00	"	"	"	"	"	"	99,150 00
1827	"	"	"	107,460 00	35,820 00	36,720 00	180,000 00	180,000 00
1828	"	"	"	105,212 74	35,070 91	39,716 35	180,000 00	180,000 00
1829	"	"	"	102,782 10	34,260 70	42,957 20	180,000 00	180,000 00
1830	"	"	"	100,178 12	33,359 37	46,461 51	180,000 00	180,000 00
1831	"	"	"	97,309 62	32,436 53	50,253 85	180,000 00	180,000 00
1832	"	"	"	94,234 07	31,411 36	54,354 57	180,000 00	180,000 00
	356,550 00	"	"	607,176 65	202,358 87	270,464 48	1,080,000 00	1,436,550 00
1822	4,108 68	"	"	"	"	"	"	4,108 68
1823	8,618 47	"	"	"	"	"	"	8,618 47
1824	"	"	"	"	"	"	"	11,852 91
1825	"	"	"	"	"	"	"	5,687 46
1826	"	"	"	"	"	"	"	5,774 75
1827	"	"	"	"	"	"	"	5,928 86
1828	"	"	"	"	"	"	"	5,006 09
1829	"	"	"	"	"	"	"	6,933 60
1830	"	"	"	"	"	"	"	6,813 73
1831	"	"	"	"	"	"	"	7,810 05
1832	"	"	"	"	"	"	"	7,992 25
	"	"	"	"	"	"	"	76,526 85

La compagnie perçoit le péage affecté au service de l'intérêt de la prime et de l'amortissement; lorsque ce péage ne produit pas 24,000 francs nets de tous frais de perception, l'État doit compléter les 24,000 francs. C'est ce qui a donné lieu au payement des sommes imputées sur les exercices 1824 à 1832 (sauf 2,869 fr. 48 cent. payés sur les fonds de 1824, pour intérêts des trois derniers mois de 1823).

Par suite de la répartition annuelle des 24,000 fr., formée chaque année par le produit du péage et le contingent du Trésor, entre l'intérêt, la prime et l'amortissement, il ne restait plus à amortir, au 31 décembre 1832, que 101,000 francs.

DATES DES LOIS de sanction.	NOMS DES SOUMISSIONNAIRES.	OBJETS DES TRAVAUX OU ENTREPRISES.	MONTANT des emprunts.	TAUX ANNUEL des INTÉRÊTS.	TAUX ANNUEL de LA PRIME.	TAUX ANNUEL de L'AMORTISSEMENT.	AMORTISSEMENT. POINT de départ.	AMORTISSEMENT. DURÉE.
		Report	10,340,000f					
5 août 1821....	Sartoris (*Urbain*)	Pont de Pinsaguel.....	150,000	6 p. %	2 p. %	2 p. %	1er juillet 1826..	20 ans 1/2.....
Idem.....	Humann et compagnie..	Canal du Rhône au Rhin....	10,000,000	6 p. %	1 p. % pendant un an, 2 p. % ensuite entre la fin des versemens et l'achèvement des trav., plus 15,000 fr. pour frais d'administration.	2 p. %	L'achèvement des travaux.	24 ans.....
Idem.....	Sartoris (*Urbain*).....	Canaux de la Somme et de Manicamp.	6,600,000	6 p. %	1/2 p. %	1 p. %	*Idem*.....	33 ans environ..
Idem.....	*Idem*	Canal des Ardennes.....	8,000,000	6 p. %	1 p. %	1 p. %	*Idem*	*Idem*.....
		A reporter	35,090,000					

SOMMES PAYÉES ANNUELLEMENT

ANNÉES.	POUR INTÉRÊTS pendant la durée des versements.	ENTRE LA FIN DES VERSEMENTS et l'achèvement complet des travaux. Pour intérêts.	Pour primes.	PENDANT LA DURÉE DE L'AMORTISSEMENT. Application de l'annuité aux intérêts décroissants.	à la prime.	à l'amortissement progressif.	Montant de l'annuité.	TOTAUX.
1824	5,250f	//	//	//	//	//	//	5,250f
1825	8,500	//	//	//	//	//	//	8,500
1826	6,750	//	//	2,250f 00c	750f 00c	750f 00c	3,750f	10,500
1827	//	//	//	8,909 10	2,969 70	3,121 20	15,000	15,000
1828	//	//	//	8,718 08	2,906 03	3,375 89	15,000	15,000
1829	//	//	//	8,511 48	2,837 16	3,651 36	15,000	15,000
1830	//	//	//	8.288 01	2,762 67	3,949 32	15,000	15,000
1831	//	//	//	8,046 32	2,682 10	4,271 58	15,000	15,000
1832	//	//	//	7,784 90	2,594 97	4,620 13	15,000	15,000
	20,500	//	//	52,507 89	17,502 63	23,739 48	93,750	114,250

Le payement de l'annuité n'ayant commencé à courir que le 1er juillet 1826, il n'a été payé sur 1826 que trois mois d'amortissement échus le 1er octobre.

1822	131,702	//	//	//	//	//	//	131,702
1823	206,108	//	//	//	//	//	//	206,108
1824	299,688	//	//	//	//	//	//	299,688
1825	393,288	//	//	//	//	//	//	393,288
1826	486,888	//	//	//	//	//	//	486,888
1827	279,296	297,300	57,500	//	//	//	//	634,096
1828	//	600,000	165,000	//	//	//	//	765,000
1829	//	600,000	215,000	//	//	//	//	815,000
1830	//	600,000	215,000	//	//	//	//	815,000
1831	//	600,000	215,000	//	//	//	//	815,000
1832	//	600,000	215,000	//	//	//	//	815,000
	(*a*) 1,796,970	(*b*) 3,297,300	1,782,500	//	//	//	//	6,176,770

(*a*) Y compris les frais d'aministration jusqu'à la fin des versements.
(*b*) *Idem* depuis la fin des versemens.

1822	16,500	//	//	//	//	//	//	16,500
1823	82,500	//	//	//	//	//	//	82,500
1824	148,500	//	//	//	//	//	//	148,500
1825	214,500	//	//	//	//	//	//	214,500
1826	280,500	//	//	//	//	//	//	280,500
1827	495,000	//	//	//	//	//	//	(*a*) 495,000
1828	//	396,000	33,000	//	//	//	//	429,000
1829	//	396,000	33,000	//	//	//	//	429,000
1830	//	396,000	33,000	//	//	//	//	429,000
1831	//	396,000	33,000	//	//	//	//	429,000
1832	//	396,000	33,000	//	//	//	//	429,000
	1,237,500	1,980,000	165,000	//	//	//	//	3,382,500

(*a*) Y compris le complément d'intérêts antérieurs, par suite des mesures concertées avec le Trésor.

1822	20,000	//	//	//	//	//	//	20,000
1823	100,000	//	//	//	//	//	//	100,000
1824	180,000	//	//	//	//	//	//	180,000
1825	260,000	//	//	//	//	//	//	260,000
1826	340,000	//	//	//	//	//	//	340,000
1827	600,000	//	//	//	//	//	//	(*a*) 600,000
1828	//	480,000	80,000	//	//	//	//	560,000
1829	//	480,000	80,000	//	//	//	//	560,000
1830	//	480,000	80,000	//	//	//	//	560,000
1831	//	480,000	80,000	//	//	//	//	560,000
1832	//	480,000	80,000	//	//	//	//	560,000
	1,500,000	2,400,000	400,000	//	//	//	//	4,300,000

(*a*) Y compris le complément d'intérêts antérieurs, par suite des mesures concertées avec le Trésor.

DATES DES LOIS de sanction.	NOMS DES SOUMISSIONNAIRES.	OBJETS DES TRAVAUX OU ENTREPRISES.	MONTANT des emprunts.	TAUX ANNUEL des INTÉRÊTS.	TAUX ANNUEL de LA PRIME.	TAUX ANNUEL de L'AMORTISSEMENT.	AMORTISSEMENT. POINT de départ.	AMORTISSEMENT. DURÉE.
		Report	35,090,000					
5 août 1821...	Froidefond de Belle-Isle et compagnie.	Navigation de l'Isle.....	2,500,000	Indéterminé.	Indéterminé.	Indéterminé.	Dès le premier versement.	Jusqu'en 1845..
5 août 1821 et ordonnance royale du 13 juillet 1825.	Sartoris (*Urbain*).....	Navigation de l'Oise.....	3,000,000	6 p. %	1/2 p. %	1 p. %	Achèvement des des travaux.	33 ans environ..
14 août 1822...	Hagerman (*Jonas*).....	Canal de Bourgogne.....	25,000,000	5 10 p. %	1/2 p. %	1 p. %	1er octobre 1832.	35 ans 1/2.....
Idem.....	Odier (*Gabriel*) et compagnie.	Canal d'Arles à Bouc.....	5,500,000	5 12 p. %	1/2 p. %	1 p. %	1er octobre 1828.	*Idem*.....
		A reporter.....	71,090,000					

SOMMES PAYÉES ANNUELLEMENT

ANNÉES.	POUR INTÉRÊTS pendant la durée des versements.	ENTRE LA FIN DES VERSEMENTS et l'achèvement complet des travaux. Pour intérêts.	Pour primes.	PENDANT LA DURÉE DE L'AMORTISSEMENT. Application de l'annuité aux intérêts décroissants.	à la prime.	à l'amortissement progressif.	Montant de l'annuité.	TOTAUX.
1822	//	//	//	//	//	//	//	37,500 00
1823	//	//	//	//	//	//	//	87,500 00
1824	//	//	//	//	//	//	//	137,500 00
1825	//	//	//	//	//	//	//	187,500 00
1826	//	//	//	//	//	//	//	237,500 00
1827	//	//	//	//	//	//	//	250,000 00
1828	//	//	//	//	//	//	//	250,000 00
1829	//	//	//	//	//	//	//	250,000 00
1830	//	//	//	//	//	//	//	250,000 00
1831	//	//	//	//	//	//	//	250,000 00
1832	//	//	//	//	//	//	//	250,000 00
	//	//	//	//	//	//	//	2,187,500 00

On paye annuellement à la compagnie, et on lui payera jusqu'en 1845, à titre d'intérêt et d'amortissement, 1/10 des fonds fournis par elle. Il ne peut y avoir division entre l'intérêt et l'amortissement qui se trouvent confondus dans une somme annuelle, réglée à forfait, pour un temps déterminé.

1826	6,750 00	//	//	//	//	//	//	6,750 00
1827	40,500 00	//	//	//	//	//	//	40,500 00
1828	76,500 00	//	//	//	//	//	//	76,500 00
1829	112,500 00	//	//	//	//	//	//	112,500 00
1830	148,500 00	//	//	//	//	//	//	148,500 00
1831	87,750 00	90,000	7,500	//	//	//	//	185,250 00
1832	//	180,000	15,000	//	//	//	//	195,000 00
	472,500 00	270,000	22,500	//	//	//	//	765,000 00

1823	77,775 00	//	//	//	//	//	//	77,775 00
1824	202,215 00	//	//	//	//	//	//	202,215 00
1825	326,655 00	//	//	//	//	//	//	326,655 00
1826	451,095 00	//	//	//	//	//	//	451,095 00
1827	575,535 00	//	//	//	//	//	//	575,535 00
1828	699,975 00	//	//	//	//	//	//	699,975 00
1829	824,415 00	//	//	//	//	//	//	824,415 00
1830	948,855 00	//	//	//	//	//	//	948,855 00
1831	1,073,295 00	//	//	//	//	//	//	1,073,295 00
1832	1,197,553 40	//	//	//	//	//	//	1,197,553 40
	6,377,368 40	//	//	//	//	//	//	6,377,368 40

1823	28,160 00	//	//	//	//	//	//	28,160 00
1824	73,216 00	//	//	//	//	//	//	73,216 00
1825	118,272 00	//	//	//	//	//	//	118,272 00
1826	163,328 00	//	//	//	//	//	//	163,328 00
1827	208,384 00	//	//	//	//	//	//	208,384 00
1828	253,440 00	//	//	//	//	//	//	253,440 00
2829	//	//	//	280,896 00	27,500	55,704 00	364,100	364,100 00
1830	//	//	//	278,007 45	27,500	58,592 55	364,100	364,100 00
1831	//	//	//	274,969 10	27,500	61,630 90	364,100	364,100 00
1832	//	//	//	271,773 20	27,500	64,826 80	364,100	364,100 00
	844,800 00	//	//	1,105,645 75	110,000	240,754 25	1,456,400	2,301,200 00

DATES DES LOIS de sanction.	NOMS DES SOUMISSIONNAIRES.	OBJETS DES TRAVAUX OU ENTREPRISES.	MONTANT des emprunts.	TAUX ANNUEL des intérêts.	TAUX ANNUEL de la prime.	TAUX ANNUEL de l'amortissement.	AMORTISSEMENT. point de départ.	AMORTISSEMENT. durée.
		Report	71,090,000f					
14 août 1822. .	André, Cottier, etc. . . .	Canaux de Bretagne.....	36,000,000	5 62 p.%	1/2 p. %	1 p. %	1er octobre 1832.	34 ans.....
Idem.....	*Idem*.....	Canal du Nivernais.....	8,000,000	5 23 p.%	1/2 p. %	1 p.%	1er octobre 1829.	35 ans.....
Idem.....	*Idem*.....	Canal de Berry.....	12,000,000	5 31 p.%	1/2 p. %	1 p.%	1er octobre 1830.	*Idem*.....
Idem.....	*Idem*.....	Canal latéral à la Loire.....	12,000,000	5 17 p.%	1/2 p. %	1 p. %	*Idem*.....	36 ans.....
		A reporter.....	139,090,000					

SOMMES PAYÉES ANNUELLEMENT

ANNÉES.	POUR INTÉRÊTS pendant la durée des versements.	ENTRE LA FIN DES VERSEMENTS et l'achèvement complet des travaux. Pour intérêts.	Pour primes.	PENDANT LA DURÉE DE L'AMORTISSEMENT. Application de l'annuité aux intérêts décroissants.	à la prime.	à l'amortissement progressif.	Montant de l'annuité.	TOTAUX.
1823	101,160 00	//	//	//	//	//	//	101,160 00
1824	303,480 00	//	//	//	//	//	//	303,480 00
1825	505,800 00	//	//	//	//	//	//	505,800 00
1826	708,120 00	//	//	//	//	//	//	708,120 00
1827	910,440 00	//	//	//	//	//	//	910,440 00
1828	1,112,760 00	//	//	//	//	//	//	1,112,760 00
18 9	1,315,080 00	//	//	//	//	//	//	1,315,080 00
1830	1,517,400 00	//	//	//	//	//	//	1,517,400 00
1831	1,719,720 00	//	//	//	//	//	//	1,719,720 00
1832	1,922,040 00	//	//	//	//	//	//	1,922,040 00
	10,116,000 00	//	//	//	//	//	//	10,116,000 00

Voir pour l'emploi de l'annuité de 2,563,200 fr. à partir de 1833, le tableau annexé à l'ordonnance royale du 12 mars 1823, Bulletin nº 602 *bis*.

1823	30,171 43	//	//	//	//	//	//	30,171 43
1824	90,514 29	//	//	//	//	//	//	90,514 29
1825	150,857 14	//	//	//	//	//	//	150,857 14
1826	211,200 00	//	//	//	//	//	//	211,200 00
1827	271,642 86	//	//	//	//	//	//	271,642 86
1828	331,785 71	//	//	//	//	//	//	331,785 71
1829	392,228 57	//	//	//	//	//	//	392,228 57
1830	//	//	//	421,344	40,000	81,056	542,400	542,400 00
1831	//	//	//	417,008	40,000	85,392	542,400	542,400 00
1832	//	//	//	412,440	40,000	89,960	542,400	542,400 00
	1,478,400 00	//	//	1,250,792	120,000	256,408	1,627,200	3,105,600 00

Voir pour la continuation de l'emploi de l'annuité, à partir de 1833, le tableau annexé à l'ordonnance royale du 12 mars 1823, Bulletin nº 602 *bis*.

1823	39,825 co	//	//	//	//	//	//	39,825 00
1824	119,475 00	//	//	//	//	//	//	119,475 00
1825	199,125 00	//	//	//	//	//	//	199,125 00
1826	278 775 00	//	//	//	//	//	//	278,775 00
1827	358,425 00	//	//	//	//	//	//	358,425 00
1828	438,075 00	//	//	//	//	//	//	438,075 00
1829	517,725 00	//	//	//	//	//	//	517,725 00
1830	597,375 00	//	//	//	//	//	//	597,375 00
1831	//	//	//	635,607	60,000	121,593	817,200	817,200 00
1832	//	//	//	629,064	60,000	128,136	817,200	817,200 00
	2,548.800 00	//	//	1,264,671	120,000	249,729	1,634,400	4,183,200 00

Voir pour la continuation de l'emploi de l'annuité, à partir de 1833, le tableau annexé à l'ordonnance royale du 12 mars 1823, Bulletin nº 602 *bis*.

1823	38,775 00	//	//	//	//	//	//	38,775 00
1824	116,325 00	//	//	//	//	//	//	116,325 00
1825	193,875 00	//	//	//	//	//	//	193,875 00
1826	271,425 00	//	//	//	//	//	//	271,425 00
1827	348.975 00	//	//	//	//	//	//	348,975 00
1828	426,525 00	//	//	//	//	//	//	426,525 00
1829	504,075 00	//	//	//	//	//	//	504,075 00
1830	581,625 00	//	//	//	//	//	//	581,625 00
1831	//	//	//	618,849	60,000	121,551	800,400	800,400 00
1832	//	//	//	612,484	60,000	127,916	800,400	800,400 00
	2,481,600 00	//	//	1,231,333	120,000	249,467	1,600,800	4,082,400 00

Voir pour la continuation de l'emploi de l'annuité, à partir de 1833, le tableau annexé à l'ordonnance royale du 12 mars 1823, Bulletin nº 602 *bis*.

DATES DES LOIS de sanction.	NOMS DES SOUMISSIONNAIRES.	OBJETS DES TRAVAUX OU ENTREPRISES.	MONTANT des emprunts.	TAUX ANNUEL des INTÉRÊTS.	TAUX ANNUEL de LA PRIME.	TAUX ANNUEL de L'AMORTISSEMENT.	AMORTISSEMENT. POINT de départ.	AMORTISSEMENT. DURÉE.
		Report	139,090,000					
14 août 1822 et ordonnance royale du 6 septembre 1825.	Caisse des dépôts et consignations.	Navigation du Tarn entre Gaillac et Alby.	800,000f	5 p. %	//	1 p. %	1829.....	Indéterminé...
29 juillet 1829..	*Idem*.....	Achèvement du môle et approfondissement du port de Granville.	600,000	5 p. %	//	100,000f par an.	Achèvement des des travaux.	6 ans.....
28 juin 1829...	Homberg et compagnie..	Grands travaux du port du Havre.	2,800,000	6 p. %	//	Indéterminé.	1er octobre 1837.	Indéterminé...
Idem.....	Caisse des dépôts et consignations.	Travaux d'amélioration du port de Boulogne.	1,600,000	5 p. %	//	*Idem*.	Achèvement des des travaux.	*Idem*.....
31 mars 1831..	Barçet et autres.....	Travaux de perfectionnement à exécuter au port et aux quais de Rouen.	385,000	6 1/4	//	*Idem*.	31 janvier 1835.	5 ans.....
		TOTAL des emprunts (Voir la note page 427)...	145,275,000					

SOMMES PAYÉES ANNUELLEMENT

ANNÉES.	POUR INTÉRÊTS pendant la durée des versements.	ENTRE LA FIN DES VERSEMENTS et l'achèvement complet des travaux. Pour intérêts.	Pour primes.	PENDANT LA DURÉE DE L'AMORTISSEMENT. Application de l'annuité aux intérêts décroissants.	à la prime.	à l'amortissement progressif.	Montant de l'annuité.	TOTAUX.
1826	12,043 84	//	//	//	//	//	//	12,043 84
1827	16,530 79	//	//	//	//	//	//	16,530 79
1828	28,872 60	//	//	//	//	//	//	28,872 60
1829	//	//	//	38,986 30	//	8,000 00	46,986 30	46,986 30
1830	//	//	//	37,584 09	//	10,415 91	48,000 00	48,000 00
1831	//	//	//	36,869 88	//	11,130 12	48,000 00	48,000 00
1832	//	//	//	36,379 14	//	11,620 86	48,000 00	48,000 00
	57,447 23	//	//	149,819 41	//	41,166 89	190,986 30	248,433 53

Une ordonnance royale, du 6 septembre 1825, a autorisé la caisse des dépôts et consignations à faire l'avance des 800,000 fr., moyennant un intérêt de 5 p. %. Le remboursement doit se faire au moyen du payement annuel d'un p. % sur la somme empruntée.
La caisse des dépôts et consignations a conservé la faculté de réclamer le remboursement de tout ce qui lui serait dû, en prévenant l'administration un an d'avance. Le cas arrivant, il faudrait recourir à l'emprunt, avec concurrence et publicité, autorisé par la loi.

Une ordonnance royale, du 27 janvier 1830, a autorisé la caisse des dépôts et consignations à fournir, moyennant un intérêt de 5 p. %, la somme de 600,000 fr. qu'elle a versée au Trésor en 1830 et 1831.
L'intérêt de cet impôt est payé par la ville de Granville.
L'amortissement aura lieu après l'achèvement des travaux, au moyen d'un crédit annuel de 100,000 francs à comprendre au budget de l'État, qui rembourse le capital seulement.

Les intérêts ne sont pas payés à la compagnie pendant les huit années que doivent durer les versements : le compte est réglé chaque trimestre et le résultat, en faveur des prêteurs, est ajouté à leur avoir, comme accroissement du capital produisant également intérêts. Par l'effet de cette accumulation, la compagnie, qui avait versé 1,050,000 fr. au 31 décembre 1832, se trouvait, à cette époque, créancière de 1,158,222 fr. 56 cent.
A partir de l'expiration du trimestre qui suivra le dernier versement (1er octobre 1837), le droit spécial établi par la loi sera abandonné aux prêteurs pour opérer l'amortissement du capital et de l'intérêt composé.

1830	3,534 25	//	//	//	//	//	//	//	3,534 25
1831	19,304 67	//	//	//	//	//	//	//	19,304 67
1832	27,929 83	//	//	//	//	//	//	//	27,929 83
	50,768 75	//	//	//	//	//	//	//	50,768 75

Une ordonnance royale, du 15 octobre 1829, porte que la caisse des dépôts et consignations fournira les 1,600,000 fr. dont l'emprunt a été autorisé pour les travaux d'amélioration du port de Boulogne, moyennant un intérêt de 5 p. % par an.
La loi a affecté aux charges de l'emprunt un contingent de 25,000 fr. à fournir annuellement par la ville; 95,000 fr. compris chaque année au budget de l'État, et un droit spécial évalué 35,000 fr.
L'administration n'étant obligée envers la caisse des dépôts et consignations, pendant la durée des travaux, qu'au payement des intérêts, la portion des ressources indiquées ci-dessus, qui excède les intérêts, est affectée chaque année aux travaux, concurremment avec les fonds de l'emprunt, ce qui évitera de porter celui-ci à 1,600,000 fr.
Les sommes versées en 1830, 1831 et 1832 ne s'élèvent qu'à 650,000 fr., sur lesquels portent les intérets payés sur les fonds de ces trois exercices.

La loi du 31 mars 1831 a autorisé l'emprunt de 840,000 fr.
Une soumission de fournir 385,000 fr., présentée par M. Barbet et autres capitalistes, a été acceptée par décision de M. le ministre du commerce et des travaux publics, du 10 mars 1832.
La loi précitée a affecté aux travaux, et ensuite aux charges de l'emprunt, une annuité de 16,000 fr. à fournir par la ville de Rouen; 25,000 fr. à comprendre annuellement au budget de l'État, et un droit de navigation évalué à 69,000 fr., que la ville devra compléter si la recette est au-dessous de cette somme, jusqu'en 1839.
Aux termes de la soumission susrelatée, l'amortissement commencera à partir du 31 juillet 1834, et, jusque-là, les ressources ci-dessus rappelées seront employées aux travaux concurremment avec les fonds empruntés.
Les interêts étant payables par semestre, à partir du 31 juillet 1832, il n'a rien été payé pour cet objet sur les fonds de 1832.

Suite du COMPTE DES PONTS, CANAUX ET TRAVAUX DIVERS SOUMISSIONNÉS.

TABLEAU des Versements effectués dans les caisses du Trésor sur les Emprunts faits à des Compagnies ou à des Établissements publics.

LOIS qui ont autorisé les EMPRUNTS.	NOMS DES COMPAGNIES soumissionnaires.	DÉSIGNATION des PONTS, CANAUX et travaux divers soumissionnés.	MONTANT des SOUMISSIONS.	DÉVELOPPEMENT, PAR ANNÉE, DES VERSEMENTS EFFECTUÉS.										VERSEMENTS restant à effectuer au 1er janvier 1833.	TOTAL par COMPAGNIE soumissionnaire	OBSERVATIONS.
				1821.	1822.	1823.	1824.	1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.			
Loi du 5 août 1821.	Urbain Sartoris	Pont du Petit-Vey	300,000	30,000	150,000	90,000	30,000	//	//	//	//	//	//	//	//	//	19,550,000	Le montant des soumissions comprises au présent tableau se subdivise ainsi :
		—— de la Roche-de-Glun	800,000	100,000	180,000	130,000	160,003	159,999	69,998	//	//	//	//	//	//	//		Ponts 5,050,000
		—— de Montrejeau	200,000	40,000	85,000	55,000	20,000	//	//	//	//	//	//	//	//	//		Canaux, en y comprenant la navigation du Tarn 129,400,200
		—— de Souillac	500,000	100,000	210,000	140,000	50,000	//	//	//	//	//	//	//	//	//		Travaux divers 7,980,000
		—— de Pensaguel	150,000	//	//	100,000	50,000	//	//	//	//	//	//	//	//	//		TOTAL 142,430,200
		Canal des Ardennes	8,000,000	333,333	1,333,333	1,341,687	1,325,027	1,333,300	1,333,340	999,980	//	//	//	//	//	//		Pour comparer ce résultat avec les emprunts détaillés au tableau précédent, n° 2, il est nécessaire :
		—— de la Somme	6,600,000	275,000	1,100,000	1,102,047	1,097,158	1,100,866	1,100,005	824,984	//	//	//	//	//	//		1° D'en déduire la somme de 655,200f, produit d'une concession d'eau faite au sieur Dageville, et dont le montant est employé à l'achèvement du canal de S.-Maur : les fonds de cette origine n'exprimant pas une dette contractée par l'État et qu'il ait à rembourser 655,200
		—— latéral de l'Oise	3,000,000	//	//	//	//	//	603,000	603,500	595,000	603,500	595,000	//	//	//		
		Pont de Bergerac	600,000	90,000	120,000	120,000	120,000	100,000	50,000	//	//	//	//	//	//	//	2,900,000	
		—— d'Aiguillon	480,000	40,000	70,000	80,000	130,000	110,000	50,000	//	//	//	//	//	//	//		
Idem	Balguerie et compagnie	—— d'Agen	1,000,000	100,000	180,000	200,000	200,000	200,000	120,000	//	//	//	//	//	//	//		
		—— de Coëmont	320,000	70,000	100,000	100,000	50,000	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
		—— de Moissac	500,000	60,000	130,000	130,000	180,000	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
Idem	Dubois-Fresnay et compag.	Pont de Laval	200,000	35,000	98,275	62,860	3,865	//	//	//	//	//	//	//	//	//	200,000	
Idem	Humann et compagnie	Canal du Rhône au Rhin	10,000,000	780,000	1,560,000	1,560,000	1,560,000	1,560,000	1,560,000	1,420,000	//	//	//	//	//	//	10,000,000	
Idem	Froidefond de Bellisle et c.e	—— de la rivière d'Isle	2,500,000	250,000	500,000	500,000	500,000	500,000	250,000	//	//	//	//	//	//	//	2,500,000	
		Canal de Bretagne	36,000,000	//	1,800,000	3,519,390	2,780,610	3,600,000	3,600,000	3,600,000	3,600,000	3,600,000	3,600,000	3,600,000	2,700,000	//		
Loi du 14 août 1822.	André et Cottier	—— de Berry	12,000,000	//	750,000	1,467,835	1,157,165	1,500,000	1,500,000	1,500,000	1,500,000	1,500,000	1,125,000	//	//	//	68,000,000	
		—— latéral de la Loire	12,000,000	//	750,000	1,468,477	1,156,523	1,500,000	1,500,000	1,500,000	1,500,000	1,500,000	1,125,000	//	//	//		
		—— du Nivernais	8,000,000	//	571,429	1,118,455	881,545	1,142,857	1,142,857	1,142,957	1,142,757	857,143	//	//	//	//		
Idem	Jonas Hagermann	—— de Bourgogne	25,000,000	//	610,000	2,440,000	2,718,460	2,370,758	2,398,259	2,398,921	2,314,354	2,441,001	2,437,833	2,471,219	2,399,154	(A) 41	25,000,000	
Idem	G.el Odier et compagnie	—— d'Arles à Bouc	5,500,000	//	220,000	893,640	877,136	902,986	882,314	920,924	803,000	//	//	//	//	//	5,500,000	
Loi du 20 juin 1821.	Caisse des dépôts et consign.s	Port de Dunkerque	1,940,000	100,000	500,000	//	600,000	600,000	140,000	//	//	//	//	//	//	//	1,940,000	
Loi du 14 août 1822.		Navigation du Tarn entre Alby et Gaillac	800,000	//	//	//	//	200,000	30,000	210,000	290,000	70,000	//	//	//	//		
Loi du 28 juin 1829.		Port de Boulogne	1,600,000	//	//	//	//	//	//	//	//	//	300,000	150,000	200,000	(B) 950,000	3,000,000	
Loi du 29 juill. 1829.		—— de Granville	600,000	//	//	//	//	//	//	//	//	//	300,000	300,000	//	//		
Loi du 17 avril 1822.	Dageville	Canal de Saint-Maur	655,200	//	163,800	163,800	327,600	//	//	//	//	//	//	//	//	//	655,200	
Loi du 28 juin 1829.	Homberg et compagnie	Port du Havre	2,800,000	//	//	//	//	//	//	//	//	//	350,000	350,000	350,000	(C) 1,750,000	2,800,000	
Loi du 31 mars 1831.	Barbet et autres	Quais et port de Rouen	385,000	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	385,000	//	385,000	
			142,430,200	2,403,333	11,181,837	16,783,191	15,975,092	16,880,706	16,329,773	15,121,266	11,745,111	10,571,644	9,832,833	6,871,219	6,034,154	2,700,041	142,430,200	
											139,730,159.							

Reste 141,775,000

2° Et d'y ajouter les deux emprunts contractés pour les ponts de Bordeaux et de Libourne ; ces emprunts représentent des fonds départementaux dont le remboursement n'est pas à la charge du trésor, qui a seulement garanti le service annuel des intérêts, primes et amortissement, et qui ne participent à cette dépense que pour la différence résultant de la moins-value des droits de péage. (V. page 413) 3,500,000

TOTAL égal au montant de l'emprunt détaillé par le tableau n° 2 145,275,000

(A) A verser en 1833.

(B) Il n'y a point de termes fixes pour ces versements, ils s'effectuent au fur et à mesure des besoins.

(C) Cette somme est à verser de trois mois en trois mois par termes égaux de 87,500 francs du 1er janvier 1833 au 1er janvier 1838.

[ÉTAT N° 3.]

Suite du COMPTE DES PONTS, CANAUX ET TRAVAUX DIVERS SOUMISSIONNÉS.

SITUATION générale au 1er Janvier 1833.

DÉSIGNATION des PONTS, CANAUX et travaux divers soumissionnés.	NOMS des SOUMISSIONNAIRES.	MONTANT des SOUMISSIONS.	MONTANT des TERMES ÉCHUS sur les soumissions.	VERSEMENTS EFFECTUÉS par les soumissionnaires au 1er janvier 1833.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits.	PAYEMENTS EFFECTUÉS au 1er janvier 1833.	RESTE A VERSER sur LE MONTANT des soumissions.	RESTE A VERSER sur le montant des termes échus.	RESTE À DÉPENSER sur le montant des soumissions.	RESTE À PAYER sur les dépenses constatées.	COMPARAISON DES RECETTES AVEC LES PAYEMENTS. Excédant de recette.	COMPARAISON DES RECETTES AVEC LES PAYEMENTS. Excédant de payement.	OBSERVATIONS.
PONTS.													
(Loi du 5 août 1821.)													
Pont du Petit-Vey (Calvados)	Urbain Sartoris.	300,000f	300,000f	300,000f 00c	300,000f 00c	300,000f 00c	//	//	//	//	//	//	(A) Voir pour la réalisation des soumissions, le tableau n° 2, où se trouvent détaillées les stipulations particulières à chaque emprunt.
—— de la Roche-de-Glun (Drôme)	*Idem.*	800,000	800,000	800,000 00	800,000 00	800,000 00	//	//	//	//	//	//	
—— de Montrejeau (Haute-Garonne)	*Idem.*	200,000	200,000	200,000 00	200,000 00	200,000 00	//	//	//	//	//	//	
—— de Souillac (Lot)	*Idem.*	500,000	500,000	500,000 00	500,000 00	500,000 00	//	//	//	//	//	//	
—— de Pensaguel (Haute-Garonne)	*Idem.*	150,000	150,000	150,000 00	150,000 00	150,000 00	//	//	//	//	//	//	
—— de Bergerac (Dordogne)	Balguerie et compagnie.	600,000	600,000	600,000 00	600,000 00	600,000 00	//	//	//	//	//	//	
—— d'Aiguillon (Lot-et-Garonne)	*Idem.*	480,000	480,000	480,000 00	480,000 00	480,000 00	//	//	//	//	//	//	
—— d'Agen (Lot-et-Garonne)	*Idem.*	1,000,000	1,000,000	1,000,000 00	1,000,000 00	1,000,000 00	//	//	//	//	//	//	
—— de Coëmont (Sarthe)	*Idem.*	320,000	320,000	320,000 00	320,000 00	320,000 00	//	//	//	//	//	//	
—— de Moissac (Tarn-et-Garonne)	*Idem.*	500,000	500,000	500,000 00	500,000 00	500,000 00	//	//	//	//	//	//	
—— de Laval (Mayenne)	Dubois-Fresnay et compag.	200,000	200,000	200,000 00	200,000 00	200,000 00	//	//	//	//	//	//	
CANAUX.													
(Loi du 5 août 1821.)													
Canal des Ardennes	Urbain Sartoris.	8,000,000	8,000,000	8,000,000 00	8,000,000 00	8,000,000 00	//	//	//	//	//	//	
—— de la Somme	*Idem.*	6,600,000	6,600,000	6,600,000 00	6,600,000 00	6,600,000 00	//	//	//	//	//	//	
—— latéral de l'Oise	*Idem.*	3,000,000	3,000,000	3,000,000 00	3,000,000 00	2,999,529 10	//	//	//	//	//	//	
—— du Rhône au Rhin	Humann et compagnie.	10,000,000	10,000,000	10,000,000 00	10,000,000 00	10,000,000 00	//	//	//	//	//	//	
—— de la rivière d'Isle	Froidefond de Bellisle et ce.	2,500,000	2,500,000	2,500,000 00	2,500,000 00	2,500,000 00	//	//	//	//	//	//	
(Loi du 14 août 1822.)													
Canal de Bretagne	André et Cottier.	36,000,000	36,000,000	36,000,000 00	36,000,000 00	35,826,971 71	//	//	//	173,028 29	173,028 29	//	
—— de Berry	*Idem.*	12,000,000	12,000,000	12,000,000 00	12,000,000 00	11,818,015 59	//	//	//	181,984 41	181,984 41	//	
—— latéral de la Loire	*Idem.*	12,000,000	12,000,000	12,000,000 00	12,000,000 00	11,999,889 98	//	//	//	110 02	110 02	//	
—— du Nivernais	*Idem.*	8,000,000	8,000,000	8,000,000 00	8,000,000 00	8,000,000 00	//	//	//	//	//	//	
—— de Bourgogne	Jonas Hagermann.	25,000,000	25,000,000	24,999,959 10	24,989,000 02	24,894,303 22	40f 90c	40f 90c	10,999f 98c	94,696 80	105,696 78	//	
—— d'Arles à Bouc	G.el Odier et compagnie.	5,500,000	5,500,000	5,500,000 00	5,500,000 00	5,500,000 00	//	//	//	//	//	//	
		133,650,000	133,650,000	133,649,959 10	133,639,000 02	133,188,709 60	40 90	40 90	10,999 98	450,290 42	461,290 40	//	
TRAVAUX DIVERS.													
Travaux du port de Dunkerque. (*Loi du 20 juin 1821.*)		1,940,000	1,940,000	1,940,000 00	1,940,000 00	1,940,000 00	//	//	//	//	//	//	
Canal de Saint-Maur. (*Loi du 17 avril 1822.*)		655,200	655,200	655,200 00	655,200 00	655,200 00	//	//	//	//	//	//	
Navigation du Tarn entre Alby et Gaillac. (*Loi du 14 août 1822.*)		800,000	800,000	800,000 00	800,000 00	800,000 00	//	//	//	//	//	//	
Travaux du port du Havre. (*Loi du 28 juin 1829.*)		2,800,000	1,050,000	1,050,000 00	1,050,000 00	1,047,456 40	1,750,000 00	//	1,750,000 00	2,543 60	2,543 60	//	
—— du port de Boulogne. (*Idem.*)		1,600,000	650,000	650,000 00	538,913 13	538,806 00	950,000 00	//	1,061,086 87	107 13	111,194 00	//	
—— du port de Granville. (*Loi du 29 juillet 1829.*)		600,000	600,000	600,000 00	600,000 00	600,000 00	//	//	//	//	//	//	
—— des quais et port de Rouen. (*Loi du 31 mars 1831.*)		385,000	385,000	385,000 00	171,836 86	152,900 00	//	//	213,163 14	18,936 86	232,100 00	//	
		142,430,200 (A)	139,730,200	139,730,159 10	139,394,950 01	138,923,072 00	2,700,040 90	40 90	3,035,249 99	471,878 01	807,128 00	//	
											807,128 00		

COMPTE

DES

NÉGOCIATIONS DE RENTES

ET

DES EMPRUNTS LÉGISLATIFS

QUI ONT EU LIEU DEPUIS LE 1er AVRIL 1814 JUSQU'AU 1er JANVIER 1833.

NOTE

Sur les Négociations de Rentes et les emprunts législatifs qui ont eu lieu depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 1er janvier 1833.

Les tableaux qui suivent ont pour objet de faire connaître les négociations de rentes et les emprunts législatifs qui ont eu lieu depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 1er janvier 1833.

Le premier de ces tableaux indique les lois qui ont autorisé les emprunts, la nature, l'origine et le montant des rentes aliénées, l'époque, le mode, le taux et le produit des négociations, ainsi que l'affectation des ressources qui en sont provenues.

Trois autres tableaux, faisant suite aux publications semblables des comptes précédents, développent les deux emprunts de l'année 1831 dont les opérations ont été terminées en 1832, et le nouvel emprunt adjugé le 8 août 1832.

Les résultats de ces trois derniers développements se reproduisent, pour le capital réalisé par le Trésor, au *compte des contributions et revenus* et au *compte des budgets*, à titre de recette extraordinaire, et, pour l'inscription des rentes adjugées, au compte de la *dette inscrite*.

Les emprunts dont le tableau général présente l'exposé sont ceux qui suivent :

ORIGINE DES RENTES.

RENTES 5 POUR 0/0.

Rentes appartenant au Trésor à divers titres.

Rentes déposées à la caisse d'amortissement et aliénées pendant les cent jours de 1815, ci.....	4,169,755^f^	
Rentes affectées au remboursement des créances algériennes. (*Loi du 24 juillet 1820.*).....	401,942	7,500,697^f^
Rentes rachetées sur la place, en 1818.....	2,929,000	

Rentes créées par le Trésor pour différents services.

Remboursements des créances étrangères inscrites en exécution des conventions des 20 novembre 1815 et 25 avril 1818.....	18,929,377^f^	
Dépenses des exercices 1816, 1817 et suivants, et payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814, ainsi que par les conventions du 20 novembre 1815.....	52,600,000	
Remboursement des reconnaissances de liquidation données en payement des dépenses du service de l'arriéré du 1er janvier 1810 au 1er janvier 1816.....	20 409,292	110,695,740
Moyens extraordinaires attribués à l'exercice 1823.....	4,000,000	
Idem..... à l'exercice 1831.....	7,142,858	
Idem..... aux exercices 1831 et 1832....	7,614,213	
TOTAL des rentes 5 p. 0/0.....		118,196,437

RENTES 4 POUR 0/0.

Moyens extraordinaires attribués aux exercices 1828 et 1829.....	3,134,950
TOTAL des rentes négociées.....	121,331,387

Les rentes 5 p. 0/0 ont été aliénées au cours moyen de 73^f^ 04^c^, et ont produit au Trésor une res-

source extraordinaire de..... 1,726,623,934f
Les rentes 4 p. o/o ont été adjugées au prix de 102f 07c 1/2, pour la somme de 80,000,005

ENSEMBLE..... 1,806,623,939

A ajouter :

L'emprunt national souscrit au pair, et pour valeur duquel il a été remis, par le Trésor, des obligations payables à cinq années d'échéance et échangeables, à toute époque, contre des rentes 5 p. o/o..... 21,422,400

TOTAL, en capitaux, des moyens extraordinaires que les diverses négociations de rentes et les emprunts législatifs ont procurés au Trésor, du 1er avril 1814 au au 1er janvier 1833..... 1,828,046,339

Ces négociations et emprunts ont eu lieu pendant les années suivantes :

Année 1815.....	35,863,200f	1,828,046,339
—— 1816.....	69,763,000	
—— 1817.....	352,989,035	
—— 1818.....	362,909,400	
—— 1821.....	221,118,304	
—— 1823.....	413,980,981	
—— 1830.....	80,000,005	
—— 1831.....	141,422,414	
—— 1832.....	150,000,000	

Aux termes des lois qui les ont autorisés, le produit des emprunts a été appliqué comme il suit :

Service de l'arriéré antérieur au 1er janvier 1810. (Créances algériennes.) ci.... 7,000,000f
Service de l'arriéré du 1er janvier 1810 au 1er janvier 1816. (Remboursement des reconnaissances de liquidation.)..... 350,000,000
Remplacement dans l'actif du Trésor, de la valeur des rentes rachetées sur la place, en 1818..... 40,579,604

Services des budgets.	Exercice 1815.....	35,863,200f	1,430,466,735
	—— 1816.....	69,763,000	
	—— 1817.....	352,989,035	
	—— 1818.....	462,909,400	
	—— 1819.....	32,921,318	
	—— 1821.....	4,123,790	
	—— 1822.....	16,493,592	
	—— 1823.....	71,640,000	
	—— 1824.....	12,340.981	
	—— 1828.....	50,512,682	
	—— 1829.....	29,487,323	
	—— 1831.....	281,296,785	
	—— 1832.....	10,125,629	

TOTAL..... 1,828,046,339

Indépendamment de ces emprunts en rentes, il en a été contracté plusieurs autres, depuis l'année 1821, à des conditions particulières, réglées par des lois spéciales. Ces derniers emprunts, montant ensemble à 142,430,200 francs, n'ont pas fait ressource au budget de l'État, leur produit ayant été exclusivement affecté à la construction de ponts, canaux et travaux divers soumissionnés par différentes compagnies, et dont la dépense n'est exprimée dans les budgets annuels que pour le payement des intérêts, des primes et de l'amortissement. (Voir pages 410 et suivantes.)

TABLEAU GÉNÉRAL des négociations de rentes des emprunts législatifs qui ont eu lieu depuis le 1er Avril 1814 jusqu'au 1er Janvier 1833.

ÉPOQUES DES NÉGOCIATIONS ou des emprunts.	LOIS QUI ONT AUTORISÉ LES NÉGOCIATIONS ET LES EMPRUNTS, et origine des rentes aliénées.	NATURE des rentes	MONTANT DES RENTES aliénées.
Mai et juin 1815	Rentes appartenant à la caisse d'amortissement	5 p. o/o	3,500,000f
Du 1er mai 1816 au 1er av. 1817.	Crédit de 6 millions de rentes, accordé par l'article 117 de la loi du 28 avril 1816	5 p. o/o	6,000,000
Année 1817	Rentes appartenant à la caisse d'amortissement	5 p. o/o	669,755
Années 1817 et 1818	Rentes accordées par la loi du 25 mars 1817, pour le service de 1817 et années suivantes	5 p. o/o	30,000,000
9 mai 1818	Portion du crédit de 16,600,000 francs de rentes, accordé par les lois des 6 et 15 mai 1818, pour le service de l'année 1818	5 p. o/o	14,925,500
9 octobre 1818	Portion du crédit de 24 millions, accordé par la loi du 6 mai 1818, pour le payement des sommes dues aux puissances alliées	5 p. o/o	12,313,433
Juin 1821	Rentes affectées, par la loi du 24 juillet 1820, au remboursement des créances algériennes. (Prélèvement fait sur le crédit en rentes accordé par la loi du 15 mai 1818, pour le service de l'arriéré antérieur au 1er janvier 1810.)	5 p. o/o	401,942
9 août 1821	Complément du crédit de 16,600,000 francs, accordé par les lois des 6 et 15 mai 1818, pour le service de l'année 1818 — 1,674,500f Prélèvement, sur le crédit de 24 millions, accordé par la loi du 6 mai 1818, pour le payement des sommes dues aux puissances alliées — 6,615,944 Rentes achetées sur la place en 1818 — 2,929,000 Portion du crédit de 3,884,328 francs, accordé par la loi du 8 mars 1821, pour le remboursement du premier cinquième des reconnaissances de liquidation — 1,294,776	5 p. o/o	12,514,220
10 juillet 1823	Portion disponible du crédit de 3,884,328 francs de rentes, accordé par la loi du 8 mars 1821, et affecté au payement du premier cinquième des reconnaissances de liquidation — 2,589,552f Crédit ouvert par la loi du 1er mai 1822, pour le remboursement du deuxième cinquième des reconnaissances de liquidation — 3,418,958 Crédit accordé par la loi du 17 août 1822, pour complément des deux premiers cinquièmes des reconnaissances de liquidation — 1,139,653 Second crédit accordé par la même loi pour le remboursement des trois derniers cinquièmes des reconnaissances de liquidation — 11,966,353 Crédit ouvert par la loi du 17 mars 1823, pour les dépenses extraordinaires de l'exercice 1823 — 4,000,000	5 p. o/o	23,114,516
A reporter			103,439,136

TAUX des négociations.	MODES DES NÉGOCIATIONS.	PRODUIT des EMPRUNTS.	AFFECTATION DES RESSOURCES PROVENANT DES EMPRUNTS.	OBSERVATIONS.
51f 23c	Négociées à divers	35,863,200f	Budget de l'exercice 1815	Voir la loi du 27 juin 1819, qui a réglé le budget de cet exercice.
57. 26 (Prix moyen.)	Rentes vendues sur la place et à l'étranger	69,763,000	Budget de l'exercice 1816	*Idem.*
59. 16 (Prix moyen.)	Rentes vendues sur la place	7,924,035	Budget de l'exercice 1817	*Idem.*
57 51. (Prix moyen.)	Rentes vendues à des compagnies françaises et étrangères et sur la place	345,065,000	Budget de l'exercice 1817	*Idem.*
66. 50	Rentes négociées à divers, par souscription	197,969,400	Budget de l'exercice 1818	Voir la loi du 28 mai 1820, qui a réglé le budget de cet exercice.
67. 00	Rentes vendues aux maisons Hope et compagnie, et Baring frères et compagnie	165,000,000	Budget de l'exercice 1818	*Idem.*
87. 07	Rentes négociées sur la place	7,000,000	Service de l'arriéré antérieur au 1er janvier 1810	Voir le compte des finances de l'année 1821 (Page 30.)
85. 55	Rentes adjugées aux maisons Hottinguer et compagnie, Baguenault et compagnie, Delessert et compagnie	214,118,304	Budget de l'exercice 1818. (Complément des 265 millions de ressources qui lui ont été attribuées) — 100,000,000f Budget de l'exercice 1819. (Ressources transportées de l'exercice 1818 à l'exercice 1819.) — 32,921,318 Remplacement, dans l'actif du Trésor, de la valeur des rentes achetées sur la place, en 1818 — 40,579,604 Service de l'arriéré, du 1er janv. 1810, au 1er janvier 1816. (Remboursement des reconnaissances de liquidation.) — 20,000,000 Budget de l'exercice 1821. (Portion du bénéfice réalisé sur la négociation) — 4,123,790 Budget de l'exercice 1822. (Complément du bénéfice.) — 16,493,592 214,118,304	Voir la loi du 28 mai 1820, qui a réglé le budget de cet exercice. Voir les lois des 28 mai 1820 et 23 avril 1821, qui ont réglé les budgets de ces exercices. Voir le compte des finances de l'année 1821. Voir le compte des finances de l'année 1825. (Page 100.) Voir la loi du 8 avril 1823, qui a réglé le budget de cet exercice. Voir la loi du 13 juillet 1824, qui a réglé le budget de cet exercice.
89. 55	Rentes adjugées à la maison Rothschild frères	413,980,981	Service de l'arriéré, du 1er janvier 1810 au 1er janvier 1816. (Remboursement des reconnaissances de liquidation.) — 330,000,000f Budget de l'exercice 1823. (Ressources extraordinaires attribuées à cet exercice.) — 71,640,000 Budget de l'exercice 1824. (Complément du bénéfice réalisé sur la négociation.) — 12,340,981 413,980,981	Voir le compte des finances de l'année 1825. (Page 100.) Voir la loi du 21 mai 1825, qui a réglé le budget de cet exercice. *Idem.*
A reporter		1,456,623,920		

ÉPOQUES DES NÉGOCIATIONS ou des emprunts.	LOIS QUI ONT AUTORISÉ LES NÉGOCIATIONS ET LES EMPRUNTS, et origine des rentes aliénées.	NATURE des rentes.	MONTANT DES RENTES aliénées.
	Report.....	.....	103,439,366f
12 janvier 1830.....	Crédit de 4 millions de rentes, accordé par la loi du 19 juin 1828, pour les dépenses extraordinaires des exercices 1828 et 1829.....	4 p. o/o	3,134,950
19 avril 1831	Rentes créées en conformité des dispositions de la loi du 25 mars 1831, qui accorde au Gouvernement un crédit de 200 millions, à réaliser, soit par des alienations de bois de l'État, soit par des émissions d'obligations du Trésor ou des négociations de rentes.....	5 p. o/o	7,142,858
8 août 1832.....	Rentes créées pour l'emploi, jusqu'à concurrence de 150 millions, des moyens extraordinaires en ventes de bois de l'État, obligations du Trésor et négociations de rentes, mis à la disposition du Gouvernement, pour les besoins des exercices 1831 et 1832, par les lois des 5 janvier, 25 mars et 18 avril 1831 et 21 avril 1832.....	5 p. o/o	7,614,213
	TOTAL des Rentes négociées (*A*). { Rentes 5 p. o/o..... 118,196,437f ; —— 4 p. o/o..... 3,134,950	.....	121,331,387

Indépendamment des divers emprunts détaillés ci-dessus, une ordonnance royale du 19 avril 1831, sanctionnée par la loi du 21 du même mois, a versements offerts à titre de prêt national, par divers particuliers, qui avaient proposé de souscrire, au pair, l'emprunt de 120 millions négocié en contre des obligations du Trésor, payables en numéraire à l'échéance de cinq années (1er juin 1836), et que les porteurs peuvent jusques là au pair. L'emprunt national, clos le 20 février 1832, a produit au Trésor une ressource de.....

TOTAL du produit des négociations et des emprunts en rentes.....

(Voir pour l'application de cette ressource la note qui précède, page 433.)

Il faut encore ajouter au montant de ces emprunts ceux qui ont été faits à différentes compagnies, en vertu de lois spéciales, pour la construction de ponts, canaux et travaux divers soumissionnés par elles, et dont les fonds généraux du budget n'ont pas supporté la dépense. Les emprunts de cette nature, qui mettent seulement à la charge du Trésor, selon les stipulations propres a chacun d'eux, le payement annuel des intérêts, des primes et de l'amortissement, sont détaillés dans le Compte spécial que l'on en publie, pages 410 à 429. Ils ont été réalisés aux époques ci-après :

Année 1821.....	2,403,333f	
—— 1822.....	11,181,837	
—— 1823.....	16,783,191	
—— 1824.....	15,975,092	
—— 1825.....	16,880,706	
—— 1826.....	16,329,773	139,730,159f
—— 1827.....	15,121,266	
—— 1828.....	11,745,111	
—— 1829.....	10,571,644	
—— 1830.....	9,832,833	
—— 1831.....	6,871,219	
—— 1832.....	6,034,154	
Versements restant à effectuer postérieurement au 1er janvier 1833.	2,700,041	
	ENSEMBLE..... 142,430,200	142,430,200
TOTAL GÉNÉRAL des emprunts que le Trésor a faits, à divers titres, depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 1er janvier 1833.....		1,970,476,539

TAUX des négociations.	MODES DES NÉGOCIATIONS.	PRODUIT des EMPRUNTS.	AFFECTATION DES RESSOURCES PROVENANT DES EMPRUNTS.	OBSERVATIONS.
	Report.....	1,456,623,920f		
102f 07c	Rentes adjugées à la maison Rothschild frères.....	80,000,005	Budget de l'exercice 1828..... 50,512,682f —— 1829..... 29,487,323 80,000,005	Voir la loi du 29 janvier 1831, qui a réglé le budget de cet exercice. Voir la loi du 31 janvier 1833, qui a réglé le budget de cet exercice.
84. 00	Compagnie formée de divers banquiers et receveurs généraux dénommés dans l'ordonnance royale du 19 avril 1831, insérée au Moniteur du 21 du même mois.....	120,000,014	Budget de l'exercice 1831..... 120,000,014	Voir ci-après, page 438, le tableau de développement de cet emprunt.
98. 50	Rentes adjugées aux maisons Rothschild, Davilliers et Hottinguer.....	150,000,000	Budget de l'exercice 1831..... 139,874,371 —— 1832..... 10,125,629 150,000,000	Voir ci-après, page 442, le tableau de développement de cet emprunt.
	Produit des négocons { Rentes 5 p. o/o... 1,726,623,934f ; —— 4 p. o/o... 80,000,005	1,806,623,939	Taux moyen.. 73,04 pour les rentes 5 p. o/o. Taux unique.. 102,07 1/2 pour les rentes 4 p. o/o.	
	autorisé le ministre des finances à admettre les rentes le 19 avril 1831 ; les versements ont eu lieu échanger, à toute époque, contre des rentes 5 p. o/o	21,422,400	Budget de l'exercice 1831.....	Voir ci-après, page 440, le tableau de développement de cet emprunt.
	.....	1,828,046,339		

(*A*) D'après le compte de la dette inscrite (page 487), les rentes négociées s'élèvent :

en 5 p. o/o, à.....	110,695,740f	113,830,690f
en 4 p. o/o, à.....	3,134,950	
A ajouter : les rentes 5 p. o/o que le Trésor possédait à divers titres, et dont la négociation n'a pas formé accroissement à la dette de l'État (voir page 432).....		7,500,697
TOTAL ÉGAL à celui du présent tableau.....		121,331,387

EMPRUNT DE 120,000,014f NÉGOCIÉ LE 19 AVRIL 1831.

SITUATION définitive au 1er Janvier 1833.

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.	NÉGOCIATION DES RENTES.	APPLICATION DU PRODUIT DE LA NÉGOCIATION.	TERMES ACCORDÉS POUR LA RÉALISATION DE L'EMPRUNT. Échéances.	Sommes.	INSCRIPTIONS DE RENTES par termes de versements.	*OBSERVATIONS.*
La loi du 5 janvier 1831 a autorisé le ministre des finances à faire inscrire au grand-livre de la dette publique la somme de 3 millions de rentes, représentant, par évaluation, celle que l'on a présumée devoir rester sans emploi sur le crédit de 30 millions de rentes, affecté par la loi du 27 avril 1825, à l'indemnité accordée aux anciens propriétaires dépossédés. Ces rentes devaient être réalisées à l'époque et aux conditions qui concilieraient le mieux les intérêts du Trésor et la facilité des négociations, et le produit en était attribué aux besoins de l'État.	La négociation a eu lieu le 19 avril 1831.	La somme de 120,000,014 fr. a été portée en recette au budget de l'exercice 1831 avec imputation sur les 304 millions de moyens extraordinaires attribués à cet exercice par les lois des 5 janvier, 25 mars et 18 avril 1831. (*Voir* page 202).	6 mai 1831.....	11,995,200f	714,000f	
Cette loi a été suivie de celle du 25 mars 1831 qui a autorisé (art. 1er) le ministre des finances à créer et à émettre, pour les besoins ordinaires et extraordinaires des exercices 1830 et 1831, des obligations du Trésor, portant intérêts, remboursables à l'échéance de cinq années, à dater de 1833. La négociation desdits effets ne devait point excéder 200 millions en capital.	Ces rentes ont été adjugées à une compagnie dénommée dans le procès-verbal d'adjudication et dans une ordonnance royale en date du même jour.		6 juin.....	11,995,200	714,000	
La même loi (art. 2) autorise le ministre des finances à aliéner des bois de l'État jusqu'à concurrence de 4 millions de revenu net, dont elle affecte le produit au remboursement des obligations du Trésor.	Les rentes ont été négociées au cours de 84 francs.		6 juillet.....	11,995,200	714,000	
Enfin, l'article 6 de la loi du 25 mars 1831 s'exprime ainsi qu'il suit :	La somme de rentes à inscrire au grand-livre a été de..... 7,142,858f		6 août.....	11,995,200	714,000	
» Le ministre des finances est, au besoin, autorisé à faire inscrire au grand-livre de la dette publique, » avec jouissance du 22 mars 1831, la somme de rentes cinq pour cent qui deviendrait nécessaire » pour réaliser tout ou partie des 200 millions dont le crédit est ouvert par la présente loi, et à suppléer, » soit à la vente de tout ou partie des bois de l'État, soit aux obligations qui ne seraient point émises.	Et le capital à verser au Trésor, y compris un appoint, de... 120,000,014		6 septembre.....	11,995,200	714,000	
« Ces rentes inscrites seront disponibles pour les besoins du Trésor, mais ne pourront être définiti- « vement aliénées qu'avec publicité et concurrence, dans les formes suivies pour les adjudications des « emprunts, ainsi qu'aux conditions qui concilieront le mieux les intérêts du Trésor avec la facilité « des négociations.			6 octobre.....	11,995,200	714,000	
« Dans aucun cas, les ressources à créer ne pourront dépasser la somme de 200 millions. »			6 novembre.....	11,995,200	714,000	
Les dispositions législatives qui viennent d'être rappelées, ont été suivies de l'ordonnance royale ci-après, en date du 27 mars 1831.			6 décembre.....	11,995,200	714,000	
« Art. 1er. Notre ministre secrétaire d'état des finances est autorisé à procéder à la vente, avec publicité « et concurrence, et sur soumissions cachetées, de la somme de rentes nécessaire pour produire un « capital de 120 millions. Cette vente aura lieu en rentes cinq pour cent, portant jouissance du 22 mars « 1831; elle sera faite à la compagnie qui offrira le prix le plus élevé des rentes à inscrire. »			6 janvier 1832	11,995,200	714,000	
			6 février.....	11,995,200	714,000	
			Appoint.....	48,014	2,858	
				120,000,014	7,142,858	

EMPRUNT NATIONAL AU PAIR.

SITUATION au 1er Janvier 1833.

DISPOSITIONS LEGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

ORDONNANCE du Roi du 13 Avril 1831.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS;

Sur le compte qui nous a été rendu de la proposition faite à notre Ministre des finances, par le bureau de la souscription nationale, ouverte pour l'emprunt de 120 millions, et tendant à ce qu'il soit offert aux souscripteurs en échange des sommes que la brièveté du temps n'aura pas permis d'appliquer audit emprunt, des obligations du Trésor public à cinq ans d'échéance, portant intérêt à 5 pour 0/0, et échangeables à la volonté des porteurs contre des rentes 5 pour 0/0 au pair;

Considérant que les engagements pris par le Gouvernement dans l'annonce de l'emprunt ne lui permettent pas d'en différer l'époque;

Considérant, en outre, que les dépenses extraordinaires auxquelles le Trésor doit pourvoir dans l'intérêt de la patrie, exigent des ressources supérieures au montant de l'emprunt, en attendant la réalisation entière des voies et moyens mis à la disposition du Gouvernement par les lois des 5 janvier 1831 et 25 mars dernier;

Voulant répondre aux intentions généreuses et patriotiques qui ont dicté des offres éminemment utiles au pays et au crédit public;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1er. Le Ministre des finances est autorisé à admettre, jusqu'à concurrence de 80 millions, les versemens qui lui seront offerts à titre de prêt national.

ART. 2. Les versements seront reçus à Paris, à la caisse centrale du Trésor public, et dans les départements, chez les receveurs généraux et particuliers. Ils seront admis pour toutes sommes, depuis le minimum de deux cents francs. Au-dessus de ce minimum, les sommes devront être arrondies par 100 francs.

ART. 3. En échange de leurs versements, les déposants recevront, à leur volonté, soit des obligations du Trésor à ordre ou au porteur, payables dans cinq années (1er juin 1836) et portant un intérêt de 5 pour 0/0 l'an, à partir du 22 mars 1831, soit une rente de 5 pour 0/0 nominative ou au porteur, laquelle sera inscrite au grand-livre de la dette publique avec la même jouissance, au pair de 100 francs pour 5 francs de rente; les porteurs d'obligations auront le droit d'en exiger le remboursement en numéraire à leur échéance, ou de les échanger à toute époque jusqu'au 31 mai 1836 contre des rentes au pair.

ART. 4. Les intérêts des obligations seront, comme les rentes, payés par semestre, les 22 mars et 22 septembre de chaque année.

EXTRAIT de la Loi du 21 Avril 1831.

ART. 4. « Dans le cas où la souscription nationale, ouverte pour soumissionner au pair l'emprunt de 120 millions, ne serait pas « complétée, le Ministre des finances est autorisé à délivrer contre les versements qui seront faits au Trésor, par suite de cette souscrip- « tion, des obligations du Trésor portant intérêt à 5 pour 0/0, échangeables à la volonté des porteurs contre des rentes 5 pour 0/0 « au pair. »

L'échéance desdites obligations ne pourra excéder cinq ans.

AVIS inséré au Moniteur du 27 janvier 1832.

« MM. les souscripteurs dans l'emprunt au pair, qui n'ont pas encore soldé le montant de leurs soumissions, sont prévenus que, « passé le 20 février prochain, il ne sera plus reçu aucun versement sur cet emprunt ni à la caisse centrale de Paris, ni aux caisses « des receveurs généraux et particuliers dans les départements. »

SITUATION DES VERSEMENTS ET DES CONVERSIONS D'OBLIGATIONS EN RENTES.

Souscriptions et Versements.

				OPÉRATIONS EFFECTUÉES antérieurement au 1er janvier 1832	pendant l'année 1832.	TOTAL au 1er janvier 1833
MONTANT des souscriptions				21,416,300 00	6,100f 00c	21,422,400f
VERSEMENTS effectués au Trésor.	A la caisse du Trésor		8,069,265f	21,147,052 87	275,347 13	21,422,400
	Chez les receveurs des finances		13,334,135			
	Chez les payeurs d'armée		19,000			
RESTE à verser au Trésor						//

Conversion des récépissés en Obligations ou en Rentes.

			RENTES.	CAPITAL.				
MONTANT des récépissés délivrés aux souscripteurs en échange de leurs versements						21,147,052 87	275,347 13	21,422,400
RÉCÉPISSÉS convertis.	en obligations du Trésor				17,177,000f			
	en rentes. Rentes nominatives	directes	133,155f	2,663,100f				
		départementales	50,535	1,010,700				
	Rentes au porteur		25,450	509,000				
			209,140	4,182,800	4,182,800			
MONTANT des récépissés convertis					21,359,800	18,922,100 00	2,437,700 00	21,359,800
RÉCÉPISSÉS restant à convertir								62,600

Conversion des Obligations en Rentes.

			RENTES.	CAPITAL.				
MONTANT des obligations remises aux souscripteurs contre leurs récépissés de versements						15,534,700 00	1,642,300 00	17,177,000
Obligations converties en rentes.	Rentes nominatives	directes	57,065f	1,141,300f				
		départementales	12,485	249,700				
	Rentes au porteur		4,250	85,000				
			73,800	1,476,000		273,200 00	1,202,800 00	1,476,000
OBLIGATIONS non encore converties en rentes								15,701,000

Résumé de la situation.

VERSEMENTS restant à faire au Trésor			//
RÉCÉPISSÉS de versements non encore convertis en obligations ou en rentes		62,600f	15,763,600f
OBLIGATIONS du Trésor non encore converties en rentes		15,701,000	
RENTES remises aux souscripteurs	en échange de récépissés	4,182,800	5,568,800
	en échange d'obligations	1,476,000	
TOTAL ÉGAL au montant des souscriptions définitives			21,422,400

EMPRUNT DE 150,000,000

Situation au

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

Les lois des 5 janvier, 25 mars et 18 avril 1831, dont les dispositions, applicables aux négociations de rentes, sont rapportées textuellement dans le tableau qui précède (page 438), ont mis les moyens extraordinaires ci-après à la disposition du gouvernement, pour les besoins des exercices 1831 et 1832, savoir :

Loi du 5 janvier : Crédit de 3 millions de rentes provenant de la restitution à l'État du fonds commun des émigrés et condamnés (par évaluation)	54,000,000
Loi du 25 mars : Crédit de 200 millions (obligations du Trésor, aliénation de bois de l'État, et négociations de rentes 5 p. o/o	200,000,000
Loi du 18 avril : Crédit en rentes 5 p. o/o pour produire un capital de	50,000,000
TOTAL	304,000,000

Sur ces moyens extraordinaires, il a d'abord été réalisé en 1831 :

1° Le produit de la négociation de 7,142,858 de rentes 5 p. o/o faite le 19 avril 1831 (voir le tableau spécial de cet emprunt, page 438)	120,000,014	
2° Le produit de l'emprunt national au pair autorisé par la loi du 21 avril 1831 (voir page 440)	21,422,400	
3° Enfin, le produit des aliénations de bois de l'État qui ont eu lieu pendant l'année 1831 (voir page 448)	22,703,215	
ENSEMBLE	164,125,629	164,125,629
Les moyens extraordinaires restant à la disposition du gouvernement s'élevaient, par conséquent, au 1er janvier 1832, à		139,874,371
Ils se sont accrus par l'effet des dispositions de la loi sur le budget de l'exercice 1832 (21 avril 1832), qui a élevé à 275 millions, le crédit de 200 millions accordé par la loi précitée du 25 mars 1831, d'une somme de		75,000,000
Et ont été ainsi portés à		214,874,371
Sur cette somme le produit des bois de l'état à aliéner pendant l'année 1832 ayant été évalué à		35,000,000
Le gouvernement avait à se procurer des ressources pour la différence de		179,874,371

Il a en conséquence été rendu, sous la date du 7 juillet 1832, une ordonnance royale contenant les dispositions suivantes :

« Art. 1er. Notre ministre secrétaire d'état des finances est autorisé à procéder à la vente avec concurrence et publicité, et sur soumissions cachetées, de « la somme de rentes nécessaire pour produire un capital de cent cinquante millions. Cette vente aura lieu en rentes 5 p. o/o, portant jouissance du 22 mars « 1832. Elle sera faite à la compagnie qui offrira le prix le plus élevé des rentes à inscrire, sauf la réserve du minimum établi par le ministre.

« Art. 2. Conformement à l'art. 7 de la loi du 25 mars 1831, et à l'article 12 de la loi du 18 avril suivant, la dotation de la caisse d'amortissement « sera accrue, à partir du 16 novembre prochain, d'une somme égale au centième du capital nominal des rentes qui seront négociées en vertu de l'art. 1er « ci-dessus. »

Cette ordonnance royale a été suivie d'un arrêté d'exécution pris sous la même date, par le ministre des finances, et qui se trouve au Moniteur du 8 juillet 1832.

NÉGOCIATION DES RENTES.

La négociation a eu lieu le 8 août 1832.
Les rentes ont été adjugées à une compagnie dénommée dans le procès-verbal d'adjudication en date du même jour. (Voir le Moniteur du 9 août.)
Elles sont ont été négociées au cours de 98 fr. 50 cent.
La somme de rentes à inscrire au grand-livre a été de 7,614,213, et le capital à verser au Trésor de 150,000,000 fr.

APPLICATION DU PRODUIT DE LA NÉGOCIATION.

Le produit de l'emprunt a été appliqué ainsi qu'il suit :

Budget de l'Exercice 1831.	
Pour compléter avec les autres ressources les 304 millions de moyens extraordinaires accordés sur cet exercice. (Voir page 202)	139,874,371
Budget de l'Exercice 1832.	
Pour la différence imputable sur 75 millions de ressources extraordinaires affectées à cet exercice ci	10,125,629
	150,000,000

NÉGOCIÉ LE 8 AOUT 1832.

1er Janvier 1833.

SITUATION DES VERSEMENTS ET DES INSCRIPTIONS DE RENTES.

ÉCHÉANCE DES TERMES de versements.	VERSEMENTS. SOMMES à verser.	VERSEMENTS effectués.	VERSEMENTS RESTE à verser.	INSCRIPTION DES RENTES. RENTES à inscrire.	RENTES inscrites.	RESTE à inscrire.	OBSERVATIONS.
2 PREMIERS TERMES. (*Fonds de garantie.*)							
1er 15 septembre 1832.	7,499,790	7,499,790 00	"	380,700	102,400	278,300	
2e 15 octobre *id.*...	7,499,790	7,499,790 00	"	380,700	102,400	278,300	
14 DERNIERS TERMES.	14,999,580	14,999,580 00	"	761,400	204,800	556,600	
3e 15 novembre 1832.	7,499,790	7,499,297 50	492 50	380,700	322,950	57,750	
4e 15 décembre *id.*...	7,499,790	7,494,372 50	5,417 50	380,700	253,075	127,625	
5e 15 janvier 1833..	7,499,790	2,033,040 00	5,466,750 00	380,700	102,550	278,150	
6e 15 février *id.*...	7,499,790	2,020,727 50	5,479,062 50	380,700	102,550	278,150	
7e 15 mars *id.*...	10,499,706	2,824,192 00	7,675,514 00	532,980	143,360	389,620	
8e 15 avril *id.*...	10,499,706	2,824,192 00	7,675,514 00	532,980	143,360	389,620	
9e 15 mai *id.*...	10,499,706	2,824,192 00	7,675,514 00	532,980	143,360	389,620	
10e 15 juin *id.*...	10,499,706	2,824,192 00	7,675,514 00	532,980	143,360	389,620	
11e 15 juillet *id.*...	10,499,706	2,824,192 00	7,675,514 00	532,980	143,360	389,620	
12e 15 août *id.*...	10,499,706	2,824,192 00	7,675,514 00	532,980	143,360	389,620	
13e 15 septembre *id.*...	10,499,706	2,824,192 00	7,675,514 00	532,980	143,360	389,620	
14e 15 octobre *id.*...	10,499,706	2,824,192 00	7,675,514 00	532,980	143,360	389,620	
15e 15 novembre *id.*...	10,499,706	2,824,192 00	7,675,514 00	532,980	143,360	389,620	
16e 15 décembre *id.*...	10,499,706	2,824,192 00	7,675,514 00	532,980	143,360	389,620	
Appoint.....	4,200	4,200 00		213	213	"	
	135,000,420	47,293,557 50	87,706,862 50	6,852,813	2,214,938	4,637,875	
Report du fonds de garantie.....	14,999,580	14,999,580 00	"	761,400	204,800	556,600	
	150,000,000	62,293,137 50	87,706,862 50	7,614,213	2,419,738	5,194,475	
		150,000,000			7,614,213		

COMPTE

DE L'ALIÉNATION DES BOIS DE L'ÉTAT

AU 1er JANVIER 1833.

(Loi du 25 Mars 1831.)

NOTE

Sur l'aliénation des Bois de l'État. (Loi du 25 Mars 1831.)

L'aliénation des bois de l'État, autorisée par la loi du 25 mars 1831, a donné, pendant le cours de l'année 1832, des résultats qui ont dépassé les espérances qu'il avait été permis jusque-là d'en concevoir.

Le compte qui a été présenté aux Chambres l'année dernière, en vertu de l'article 6 de la loi précitée, a fait connaître d'une manière détaillée quelles avaient été les précautions prises par l'administration des forêts à l'effet d'assurer le succès de cette opération.

Le progrès des ventes a été aussi rapide qu'avantageux : car, en 1831 et dans l'espace de neuf mois, le Trésor a réalisé plus de 22 millions, et dans le cours de 1832, les adjudications de cette seule année ont dépassé le chiffre de 35 millions.

A aucune époque il n'avait été possible d'obtenir, en une seule année, une somme d'aliénation aussi considérable. En effet, dans le cours des cinq ans pendant lesquels eurent lieu les aliénations ordonnées par la loi de 1817, le maximum des ventes annuelles s'était arrêté à 18 millions, et l'on vient de voir qu'en 1832 le produit a été du double.

Non seulement les ventes ont été plus rapides, mais elles ont été aussi plus profitables.

La moyenne du prix de l'hectare, pour l'époque qu'on vient de rappeler, a été de..... 675 fr.
Aujourd'hui, ce prix moyen est de..... 870

Ainsi une masse plus considérable de capitaux s'est portée sur la propriété forestière. Le Gouvernement en a doublement profité : d'une part, en vendant à des prix plus élevés, de l'autre, en appelant cette nature de propriété à sa véritable destination par le classement qui s'est en général opéré dans les mains de grands propriétaires. En un mot, l'État a trouvé, dans cette opération, le double avantage de réaliser à un prix élevé les bois mis en vente, et de les placer dans des mains qui garantissent la conservation de cette partie de la richesse publique.

Il avait été désigné pour l'aliénation		275,915 hectares.
Mais quelques bois non compris dans la première nomenclature ont été mis en vente sur la demande des particuliers, et ont ajouté au premier contingent		2,421
TOTAL		278,336
Il a été vendu depuis le 13 avril 1831 jusqu'au 1er janvier 1832	24,729 hect.	67,432
Et du 1er janvier 1832 au 31 décembre suivant	42,703	
Il en reste ainsi		210,904 hectares.

Les ventes de 1831 ont produit		22,703,215 fr.
Celles de 1832		35,376,385
TOTAL		58,079,600
Les bois vendus avaient été estimés		54,631,197
Ce qui présente, sur l'estimation, un excédant de		3,448,403
Ces bois produisaient à l'État un revenu de		1,961,187 fr.
Par suite des ventes aujourd'hui consommées, le Trésor éprouvera sur les frais de surveillance une économie de		85,619
Et l'impôt lui procurera une somme annuelle de		157,580

Le tableau ci-après présente, par conservation forestière et par département, le détail de ces divers résultats, qui sont développés par *commune* et par *corps de bois* sur un registre tenu à la comptabilité générale des finances.

COMPTE de l'Aliénation des Bois de l'État au 1er Janvier 1833.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'HECTARES désignés pour l'aliénation.	NOMBRE D'HECTARES VENDUS EN 1831.	NOMBRE D'HECTARES VENDUS EN 1832.	NOMBRE D'HECTARES TOTAL.	NOMBRE D'HECTARES RESTANTS.	ESTIMATION DES BOIS VENDUS. en 1831.	ESTIMATION DES BOIS VENDUS. en 1832.	MONTANT DES VENTES en 1831.	MONTANT DES VENTES en 1832.	TOTAL.	PRIX MOYEN PAR HECTARES des bois vendus en 1831.	PRIX MOYEN PAR HECTARES des bois vendus en 1832.	ÉVALUATION du revenu des BOIS VENDUS.	ÉCONOMIE obtenue sur les frais de surveillance pour les bois vendus.	CONTRIBUTION foncière assise sur ces bois.	*OBSERVATIONS.*
CONSERVATION DE PARIS (1re).																
Eure-et-Loir	1,525f 00c	//	929f 55c	929f 55c	595f 45c	//	1,010,000f	//	1,019,000f	1,019,000f	//	1,096f	35,781f 68c	1,450f 00c	3,862 80	Le contingent assigné à la conservation de Paris a été promptement aliéné, à l'exception de quelques grandes masses situées dans les départements d'Eure-et-Loir, de l'Oise et de Seine-et-Marne. Le succès des premières ventes avait autorisé l'administration à tenir les estimations élevées : mais la vente des masses n'ayant pu s'effectuer au prix qu'on en attendait, les bois seront divisés par lots pour appeler une plus grande concurrence. (A) Déduction faite de 5,000 fr. pour bois vendu en 1831, mais qui, n'ayant pas été soldé par l'acquéreur, a été remis en adjudication pendant l'année 1832.
Loiret	1,273 00	545f 73c	//	545 73	727 27	651,000f	//	936,000f	//	936,000	1,714f	//	32,290 00	980 00	1,872 38	
Oise	2,533 00	176 98	130 97	307 95	2,225 05	344,550	285,000	351,550	279,400	630,950	1,986	2,064	20,202 83	518 90	1,899 32	
Seine	0 54	//	0 54	0 54	//	//	2,600	//	3,100	3,100	//	5,530	58 00	//	//	
Seine-et-Marne	4,457 00	144 38	1,148 11	1,292 49	3,164 51	283,600	2,743,650	290,000	2,879,250	3,169,250	2,014	2,508	109,083 35	3,417 46	10,767 62	
Seine-et-Oise	3,982 28	2,439 28	304 87	2,744 15	1238 13	3,380,171	703,230	(A) 3,861,905	764,860	4,626,765	1,585	2,492	147,329 25	5,063 28	16,153 04	
CONSERVATION DE TROYES (2e).																
Aube	4,558 00	1,001 83	85 64	1,087 47	3,470 53	928,615	77,000	1,106,400	83,400	1,189,800	1,104	969	47,038 79	1,130	3,405 14	Bien que le commerce des fers ait éprouvé un léger mouvement de hausse, les aliénations ont continué avec lenteur dans ces trois départements. L'abondance des coupes communales en exploitation suffit d'ailleurs pour nuire aux acquisitions de fonds et superficie.
Marne (Haute)	3,488 00	120 61	176 67	297 28	3,190 72	85,600	143,200	90,350	133,800	224,150	746	755	7,993 20	302	386 87	
Yonne	12,141 00	2,817 33	647 19	3,464 52	8,676 48	2,520,550	768,000	2,727,600	868,700	3,596,300	968	1,342	147,665 99	3,466	10,282 07	
CONSERVATION DE ROUEN.																
Calvados	1,500 00	//	//	//	1,500 00	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	Les ventes vont s'ouvrir dans ces deux départements.
Eure	1,619 00	//	//	//	1,619 00	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Manche	2,433 83	//	2,249 47	2,249 47	184 36	//	1,596,980	//	1,795,000	1,795,000	//	797	40,525 00	2,170 00	2,796 54	Les aliénations ont embrassé tout ce qu'il y avait de bois dans le département de la Manche, et au moment où les acquéreurs seront libérés, les agents seront supprimés.
Seine-Inférieure	1,637 00	//	871 23	871 23	765 77	//	611,400	//	865,100	865,100	//	993	22,664 00	820 00	523 85	
CONSERVATION DE DOUAI.																
Aisne	7,144 00	//	1,951 23	1,951 23	5,192 77	//	2,879,400	//	3,113,000	3,113,000	//	1,595	97,826 50	3,895 00	8,301 42	Les ventes ont eu beaucoup de succès dans l'Aisne et le Nord ainsi qu'on l'avait prévu. Elles vont se continuer, et la faculté de défricher va livrer à l'agriculture des terres que la richesse du pays fécondera. (A) L'administration n'était pas encore informée du montant de la contribution assise sur les bois vendus dans ce département.
Nord	6,000 00	//	1,544 06	1,544 06	4,455 94	//	1,853,380	//	2,552,825	2,552,825	//	1,653	76,954 50	3,420 00	(A)	
Pas-de-Calais	3,267 00	//	//	//	3,267 00	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Somme	480 00	//	80 43	80 43	399 57	//	149,700	//	152,475	152,475	//	1,905	4,537 00	166 00	420 31	

Suite du *COMPTE de l'Aliénation des Bois de l'État au 1er Janvier 1833.*

DEPARTEMENTS.	NOMBRE D'HECTARES					ESTIMATION DES BOIS VENDUS		MONTANT DES VENTES		PRIX MOYEN PAR HECTARES des bois vendus		ÉVALUATION du revenu des BOIS VENDUS.	ÉCONOMIE obtenue sur les frais de surveillance pour les bois vendus.	CONTRIBUTION foncière assise sur ces bois.	*OBSERVATIONS.*
	désignés pour l'aliénation.	VENDUS EN 1831.	VENDUS EN 1832.	TOTAL.	RESTANTS.	en 1831.	en 1832.	en 1831.	en 1832.	TOTAL	en 1831.	en 1832.			
CONSERVATION DE CHÂLONS.															
Ardennes	8,991f	46f 65c	1,767f 39c	1,814f 04c	7,176f 96c	30,000f	1,639,700f	35,550f	1,784,700f	1,820,250f	756f	1,010f	64,732f 84c	2,312f	4,613f 75c
Marne	4,536	1,549 22	850 31	2,399 53	2,136 47	1,880,700	1,114,000	2,032,100	1,088,500	3,120,600	1,311	1,280	121,919 39	2,369	10,912 36
Meuse	14,255	1,367 31	//	1,367 31	12,887 69	1,176,200	//	1,372,900	//	1,372,900	1,004	//	50,105 01	1,351	3,311 74
CONSERVATION DE NANCY.															
Meurthe	16,236	2,429 47	1,181 60	3,611 07	12,624 93	2,468,561	1,358,226	2,724,215	1,367,900	4,092,115	1,121	1,157	132,130 85	4,017	7,103 96
Moselle	12,480	1,684 58	1,051 70	2,736 28	9,743 72	1,125,450	1,014,693	1,352,875	1,063,100	2,415,975	803	1,010	84,816 58	2,506	4,341 66
Vosges	5,549	245 67	784 93	1,030 60	4,518 40	220,000	718,000	231,575	846,100	1,077,675	941	1,077	35,254 43	700	1,057 29
CONSERVATION DE COLMAR.															
Doubs	1,517	//	479 36	479 36	1,037 64	//	318,000	//	329,000	329,000	//	687	12,879 00	//	913 01
Rhin (Bas)	5,922	405 23	911 86	1,317 09	4,604 91	541,925	1,560,600	679,860	1,367,925	2,047,785	1,678	1,499	66,122 93	1,988	2,432 01
Rhin (Haut)	3,095	129 74	217 40	347 14	2,747 86	78,000	191,700	89,000	203,400	292,400	684	937	10,308 50	624	915 54
CONSERVATION DE DIJON.															
Côte-d'Or	20,013	1,108 31	1,538 28	2,646 59	17,366 41	553,600	2,410,000	601,900	2,096,050	2,697,950	543	1,362	101,059 35	2,784	7,680 66
Jura	2,673	8 19	407 04	415 23	2,257 77	4,500	398,500	5,000	302,900	307,900	625	744	11,666 00	500	845 71
Saone (Haute)	3,593	//	184 13	184 13	3,408 87	//	258,000	//	280,900	280,900	//	1,526	10,051 00	190	(A)
Saone-et-Loire	12,235	665 03	264 98	930 01	11,304 99	290,750	83,000	319,250	147,400	466,650	480	556	17,473 57	1,462	1,740 27

Les bois du département des Ardennes se sont vendus plus de 1,000 francs l'hectare.
Ceux de la Marne dépassent de beaucoup ce taux.

Les ventes de la Meurthe ont également réussi, le prix de vente moyen de l'hectare est de 1,100 francs.
Il est moins élevé dans la Moselle, mais le défrichement y est aussi moins praticable pour les bois vendus.
L'existence des droits d'usage nombreux continue à ralentir l'aliénation dans les Vosges.

Le prix moyen de l'hectare dépasse 1,500 francs dans le Bas-Rhin.

Les ventes de 1831 dans le cercle de la conservation de Dijon avaient échoué devant des spéculateurs qui voulaient forcer l'administration à réduire les estimations. Ils se sont représentés en 1832 et l'administration a soutenu ses prix, de telle sorte que les acquisitions faites constituent des placements à 3 p. o/o. Les plus beaux bois de la Côte-d'Or ont été achetés par des capitalistes genevois.
(A) Même observation qu'au département du Nord.

Suite du *COMPTE de l'Aliénation des Bois de l'État au 1er Janvier 1833.*

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'HECTARES					ESTIMATION DES BOIS VENDUS		MONTANT DES VENTES		PRIX MOYEN PAR HECTARE des bois vendus		ÉVALUATION du revenu des	ÉCONOMIE obtenue sur les frais de surveillance pour	CONTRIBUTION foncière assise	OBSERVATIONS.
	désignés pour l'aliénation.	VENDUS EN		TOTAL.	RESTANS.	en 1831.	en 1832.	en 1831.	en 1832.	TOTAL.	en 1831.	en 1832.	BOIS VENDUS.	les bois vendus.	sur ces bois.	
		1831.	1832.												
CONSERVATION DE BOURGES.															
Allier	7,298f 00c	855f 38c	719f 10c	1,574 48c	5,723f 52c	596,000f	453,200f	771,000f	486,400f	1,257,400f	902f	676	47,198 00f	2,523f	1,945f 19c	Les ventes dans ces départements se sont continuées avec lenteur; le pays n'est pas riche; les bois abondent. Les aliénations de la Nièvre ne donneront des résultats qu'en 1833; le prix des bois était trop désavantageux pour qu'on pût se presser d'aliéner.
Cher	4,049 00	898 20	1,706 69	2,604 89	1,444 11	379,000	709,800	427,850	686,500	1,114,350	476	402	43,971 43	3,298	2,834 61	
Indre	2,135 00	875 67	27 87	903 54	1,231 46	523,000	9,300	639,050	9,575	648,625	729	342	23,929 10	764	2,468 55	
Nièvre	8,250 00	254 07	269 14	523 21	7,726 79	139,900	336,000	155,250	321,175	476,425	611	1,193	17,350 98	630	643 45	
CONSERVATION DE NIORT.															
Charente	1,171 00	//	683 09	683 09	487 91	//	402,000	//	387,350	387,350	//	567	12,642 00	936	1,127 52	Les forêts vendues reposent sur des terrains qui seront livrés à l'agriculture; ces forêts étaient généralement peu peuplées.
Charente-Inférieure	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Sèvres (Deux)	1,683 00	120 49	925 57	1,046 06	636,904	74,400	511,500	78,200	534,500	612,700	651	577	22,073 85	1,575	2,307 12	
Vendée	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Vienne	2,388 00	445 42	693 49	1,138 91	1,249 09	164,500	253,000	217,300	294,800	512,100	488	425	17,781 62	1,300	1,589 29	
CONSERVATION DU MANS.															
Indre-et-Loire	42 00	5 85	//	5 85	36 15	3,800	//	4,050	//	40,050	692	//	193 05	10	18 53	Les ventes dans ces deux départements ont continué à se porter sur des bois mal peuplés et sans valeur; le sol en sera défriché, et c'était l'élément principal de l'aliénation, car la superficie n'était généralement couverte que de bruyères, et c'est ce qui explique le terme moyen du prix de l'hectare.
Loir-et-Cher	1,545 00	//	//	//	1,545 00	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Maine-et-Loire	1,614 00	//	1,609 51	1,609 51	4 49	//	773,500	//	872,400	872,400	//	542	27,210 00	1,730	2,857 37	
Mayenne	191 52	191 52	//	191 52	//	139,189	//	171,300	//	171,300	894	//	5,881 57	325	564 78	
Orne	10,699 00	1,186 71	4,157 57	5,344 28	5,354 72	222,000	861,879	257,950	904,625	1,162,575	217	217	31,588 70	4,444	3,400 15	
Sarthe	1,558 00	480 36	729 45	1,209 81	348 19	248,250	170,595	301,210	156,680	457,890	627	217	18,086 58	977	1,411 32	
CONSERVATION DE TOULOUSE.															
Ariége	2,140 00	//	//	//	2,140 00	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	Les bois n'ont pas toujours été avantageusement vendus dans le Midi; les débouchés manquent, et les besoins sont satisfaits par l'importation des bois étrangers.
Aude	6,078 00	699 87	806 81	1,506 68	4,571 32	28,100	214,000	36,750	235,000	271,750	52	291	8,852 05	1,742	1,649 64	
Garonne (Haute)	4,616 00	170 63	1,906 61	2,077 24	2,538 76	20,000	1,907,000	26,400	1,333,700	1,360,100	154	699	44,948 10	4,249	11,141 83	
Pyrénées-Orientales	900 00	//	97 19	97 19	802 81	//	15,550	//	4,565	4,565	//	46	190 60	150	68 44	
Tarn	4,536 00	//	1,487 76	1,487 76	3,048 24	//	825,000	//	685,750	685,750	//	461	24,886 14	2,103	1,325 52	
Tarn-et-Garonne	3,107 00	501 92	1,284 89	1,786 81	1,320 19	178,000	1,471,300	193,775	1,378,550	1,572,325	386	1,073	34,281 81	3,120	6,824 44	

Suite du *COMPTE de l'Aliénation des Bois de l'État, au 1er Janvier 1833.*

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'HECTARES désignés pour l'aliénation.	NOMBRE D'HECTARES VENDUS EN 1831.	NOMBRE D'HECTARES VENDUS EN 1832.	NOMBRE D'HECTARES TOTAL.	NOMBRE D'HECTARES RESTANTS.	ESTIMATION DES BOIS VENDUS en 1832.	ESTIMATION DES BOIS VENDUS en 1831.	MONTANT DES VENTES en 1831.	MONTANT DES VENTES en 1832.	VENTES TOTAL.	PRIX MOYEN PAR HECTARE des bois vendus en 1831.	PRIX MOYEN PAR HECTARE des bois vendus en 1832.	ÉVALUATION du revenu des BOIS VENDUS.	ÉCONOMIE obtenue sur les frais de surveillance pour les bois vendus.	CONTRIBUTION foncière assise sur ces bois.	*OBSERVATIONS.*
CONSERVATION DE GRENOBLE.																
Ain	398f 00c	"	"	"	398f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Alpes (Hautes)	510 00	"	"	"	510 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Drôme	6,609 00	"	744f 49c	744f 49c	5,864 51	"	366,800f	"	388,975f	388,975f	"	523f	11,129f 04c	624f	1,369 96	Ces ventes s'appliquent à des bois d'un produit presque nul pour l'État.
Isère	2,794 00	190f 02c	"	190 02	2,603 98	147,000f	"	155,750f	"	155,750	819f	"	4,382 00	234	425 13	
Loire	82 77	82 77	"	82 77	"	34,000	"	73,000	"	73,000	883	"	1,800 00	250	315 90	
Rhône	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
CONSERVATION DE RENNES.																
Côtes-du-Nord	413 22	413 22	"	413 22	"	85,000	"	150,500	"	150,500	364	"	4,530 00	420	278 46	L'administration avait projeté des ventes auxquelles il a été sursis à raison des circonstances politiques.
Finistère	1,494 00	"	"	"	1,494 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ille-et-Vilaine	986 00	"	"	"	986 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Loire-Inférieure	50 45	50 45	"	50 45	"	111,778	"	125,550	"	125,500	2,511	"	4,720 00	80	132 91	
Morbihan	813 00	"	"	"	813 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
CONSERVATION DE CLERMONT.																
Cantal	1,547 00	"	"	"	1,547 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Corrèze	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Creuse	1,883 00	287 44	503 73	791 17	1,091 83	57,300	145,500	71,250	131,900	203,150	247	261	7,752 11	1,644	622 59	Les ventes de 1832 se sont appliquées à des bois d'un mince produit; les bois ont été divisés par petits lots, à la portée des fortunes du pays.
Loire (Haute)	219 00	"	"	"	219 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Puy-de-Dôme	2,309 00	"	819 42	819 42	1,489 58	"	430,600	"	443,150	443,150	"	541	15,576 39	1,184	616 65	
Vienne (Haute)	12 00	"	9 00	9 00	3 00	"	3,500	"	3,000	3,000	"	333	124 00	20	9 99	
CONSERVATION DE BORDEAUX.																
Dordogne	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Gironde	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Lot	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Lot-et-Garonne	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
CONSERVATION DE PAU.																
Gers	1,567 00	101 30	"	101 30	1,465 70	25,000	"	35,000	"	35,000	345	"	1,116 80	600	113 99	
Landes	32 37	32 37	"	32 27	"	3,100	"	4,050	"	4,050	125	"	170 40	70	17 55	
Pyrénées (Basses)	1,196 00	"	596 81	596 81	599 19	"	81,325	"	31,425	31,425	"	52	1,124 00	"	24 75	
Pyrénées (Hautes)	1,728 00	"	253 60	253 60	1,474 40	"	180,000	"	70,700	70,700	"	279	2,817 00	560	358 44	

Suite du *COMPTE de l'Aliénation des Bois de l'État au 1er Janvier 1833.*

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'HECTARES désignés pour l'aliénation.	NOMBRE D'HECTARES VENDUS EN 1831.	NOMBRE D'HECTARES VENDUS EN 1832.	NOMBRE D'HECTARES TOTAL.	NOMBRE D'HECTARES RESTANTS.	ESTIMATION DES BOIS VENDUS en 1831.	ESTIMATION DES BOIS VENDUS en 1832.	MONTANT DES VENTES en 1831.	MONTANT DES VENTES en 1832.	MONTANT DES VENTES TOTAL.	PRIX MOYEN PAR HECTARE des bois vendus en 1831.	PRIX MOYEN PAR HECTARE des bois vendus en 1832.	ÉVALUATION du revenu des BOIS VENDUS.	ÉCONOMIE obtenue sur les frais de surveillance pour les bois vendus.	CONTRIBUTION foncière assise sur ces bois.	*OBSERVATIONS.*
CONSERVATION DE MONTPELLIER.																
Ardèche	612f	//	//	//	612l 00c	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Aveyron	9,912	//	1,271f 50c	1,271f 50c	8,640 50	//	525,900f	//	391,630f	391,630f	//	308f	9,644f 01c	777f 00c	1,484 41	Les bois vendus donnaient et ne pouvaient donner que de minces produits. Le sol n'a de prix que par le produit des pâturages.
Gard	1,888	//	911 65	911 65	976 35	//	294,100	//	171,400	171,400	//	188	6,032 00	880 00	1,010 19	
Hérault	1,255	//	//	//	1,255 00	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Lozère	1,280	//	//	//	1,280 00	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
CONSERVATION D'AIX.																
Alpes (Basses)	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Bouches-du-Rhône	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	Même observation que ci-dessus.
Var	5,143 00	//	425 26	425 26	4,717 74	//	33,600	//	32,125	32,585	//	75	1,002 20	299 00	122 32	
Vaucluse	469 00	//	304 04	304 04	164 96	//	25,200	//	32,725	32,725	//	107	361 34	500 00	(A) //	(A) Ces bois avaient été aliénés et imposés en 1820; mais la vente ayant été annulée faute de payement, les contributions annuelles sont restées à la charge des communes.
CONSERVATION DE BASTIA.																
Corse	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
TOTAUX	278,336 98	24,729 20	42,703 18	67,432 38	210,904 60	19,743,089	34,888,108	(B) 22,703,215	35,376,385	58,079,600	919	828 (870)	1,961,817 41	85,619 64	157,580 07	(B) Même observation qu'au département de Seine-et-Oise.

COMPTE,

AU 1er JANVIER 1833,

DES

RECETTES ET DES DÉPENSES LOCALES D'ALGER

SUR LES EXERCICES 1831 ET 1832.

58.

NOTE

Sur les Recettes et Dépenses locales d'Alger.

Les deux tableaux qui suivent ont pour objet de faire connaître, relativement aux exercices 1831 et 1832, d'une part, les recettes qu'ont procurées les divers impôts et revenus locaux de la régence d'Alger et des autres territoires occupés en Afrique par les troupes françaises; d'autre part, les dépenses qui ont été occasionnées par le service local des mêmes pays.

Ces opérations sont comprises au budget général de l'État, les recettes sous le titre de *produits divers*, les dépenses sous la désignation des Ministères auxquels ont été accordés les crédits nécessaires pour les ordonnancer; mais il a paru utile d'en insérer un développement particulier au compte général des finances, afin que l'on pût en apprécier la nature et l'importance.

Toutefois, il n'y a aucun rapprochement à établir entre le montant des unes et des autres, attendu que les recettes n'ont pas d'affectation spéciale, et que les services locaux viennent se confondre, dans les comptes, avec les autres dépenses qu'exige l'occupation d'Alger et qui s'imputent sur les crédits généraux du budget.

Le tableau de l'exercice 1832 ne présente que les opérations faites jusqu'au 31 décembre 1832. Les résultats de cet exercice seront complétés dans le compte des finances de l'année 1833.

Il a été pourvu aux dépenses du 1er semestre 1832 sur les crédits du Ministre de l'intérieur, conformément aux dispositions de l'Ordonnance royale du 1er décembre 1831, qui attribuait à ce Ministre, alors président du conseil, la direction de tous les services civils, judiciaires et financiers en Alger; mais c'est le Ministre de la guerre, devenu président du conseil, qui a fait acquitter les dépenses du second semestre de 1832, en exécution des Ordonnances royales subséquentes des 12 mai et 19 septembre de la même année. (*Voir* le texte de ces Ordonnances au Bulletin des lois.)

COMPTE DES RECETTES ET DÉPENSES LOCALES D'ALGER.

EXERCICE 1831.

DÉSIGNATION DES RECETTES.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS antérieurement au 1er janv. 1832.	PENDANT l'année 1832.	TOTAL au 1er janvier 1833. par article.	TOTAL au 1er janvier 1833. par chapitre.
Domaines et revenus publics	273,434 37	//	273,434 37	273,434 37
Douanes et octrois	439,084 82	//	439,084 82	439,084 82
Droits affermés.. Introduction des blés	16,733 30	//	16,733 30	42,666 64
Droits affermés.. Monopoles des cuirs	25,933 34	//	25,933 34	
Vente de blé provenant de la réserve de la ville	22,122 77	//	22,122 77	22,122 77
Produits civils différents titres. Produits de greffe	3,927 96	//	3,927 96	
Produits civils différents titres. Patentes de santé	4,004 63	//	4,004 63	
Produits civils différents titres. Amendes de police	432 00	//	432 00	11,388 59
Produits civils différents titres. Recette provenant de redevances des corailleurs	2,484 00	//	2,484 00	
Produits civils différents titres. Vente d'une balancelle hors de service	540 00	//	540 00	
(A) Les recettes effectuées antérieurement au 1er janvier 1832 s'élevaient à (*Voir* le Compte des finances de l'année 1831, page 62) 815,677f 19c				
Mais pendant l'année 1833, il a été reconnu qu'une somme de 26,980 fr. y avait été comprise à tort, ci à déduire 26,980 00				
RESTE 788,697 19				
(*Voir* le Compte des contributions et revenus publics, page 62)	788,697 19 (A)	//	788,697 19	788,697 19

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	PAYEMENTS EFFECTUÉS antérieurement au 1er janv. 1832.	PENDANT l'année 1832.	TOTAL au 1er janvier 1833. par article.	TOTAL au 1er janvier 1833. par chapitre.
Ire SECTION. — *Intérieur.*				
Service ordinaire. Traitement et frais de bureau du commissaire du roi et de son adjoint	16,005 47	//	16,005 47	
Service ordinaire. Frais de bureau du secrétaire général du comité du gouvernement	3,833 33	400 00	4,233 33	
Service ordinaire. Personnel de l'intendance civile	3,986 09	4,461 66	8,447 75	44,635 85
Service ordinaire. Traitement d'un agent diplomatique	5,999 98	2,000 00	7,999 98	
Service ordinaire. Personnel des ponts et chaussées	5,836 11	2,113 21	7,949 32	
Municipalités. Personnel de l'administration municipale	2,756 61	14,337 30	17,094 01	
Municipalités. Dépenses de la prison civile	533 18	1,867 19	2,400 37	
Municipalités. Entretien des fontaines, éclairage, pavage et loyer de maisons	24,763 74	16,370 87	41,134 61	
Municipalités. Traitement de l'aga des arabes	41,970 93	6,221 71	48,192 64	440,509 26
Municipalités. Construction d'un lazaret, d'un abattoir, de six moulins à vent; travaux extraordinaires	64,713 12	66,237 87	130,950 99	
Municipalités. Achats de blé et transports	148,074 38	//	148,074 38	
Municipalités. Dépenses diverses, extraordinaires et imprévues	154 40	52,507 86	52,662 26	
Police générale.. Personnel	50,424 78	3,713 59	54,138 37	54,138 37
Bureau sanitaire.. Dépenses du bureau sanitaire	8,553 48	896 80	9,450 28	9,450 28
Dépenses d'Oran. Personnel de l'administration civile	//	5,372 72	5,372 72	
Dépenses d'Oran. Dépenses du bureau sanitaire	//	1,526 22	1,526 22	8,587 90
Dépenses d'Oran. —— du capitaine du port	//	476 43	476 43	
Dépenses d'Oran. —— diverses	//	1,212 53	1,212 53	
IIe SECTION. — *Justice.*				
Cour de justice.. Traitements des membres du tribunal et employés de la justice	25,824 48	3,472 61	29,297 09	29,390 59
Menues dépenses. Unique	//	93 50	93 50	
IIIe SECTION. — *Finances.*				
Frais de bureau du membre du comité chargé des finances	//	3,500 13	3,500 13	3,500 13
Domaines. Personnel	3,885 00	27,318 58	31,203 58	
Domaines. Régie des immeubles du domaine des établissements et corporations	//	17,492 66	17,492 66	49,046 83
Domaines. Redevances à divers titres	//	350 59	350 59	
Douanes. Personnel	3,886 57	36,990 06	40,876 63	44,554 02
Douanes. Frais d'administration et menues dépenses	//	3,677 39	3,677 39	
Dépenses extraordinaires.				
Solde des préposés pour recevoir les armes des araks, de soldats arabes, de guides de gardes d'avant-postes, de Turcs, d'interprètes	7,321 00	//	7,321 00	
Déblayement des magasins de la Génina	762 60	//	762 60	
Nolisement de bâtiments pour transporter des Turcs à Alexandrie	3,888 00	//	3,888 00	26,019 76
Rachat de Français naufragés et transport d'un nègre	2,337 78	//	2,337 78	
Avance faite au dey de Titéry	10,440 00	//	10,440 00	
Fournitures de barnous	1,270 38	//	1,270 38	
(*Voir* le Compte des dépenses publiques, page 106.)	437,221 41	272,611 58	709,832 99	709,832 99

Suite du COMPTE DES RECETTES ET DES DÉPENSES LOCALES D'ALGER.

EXERCICE 1832 (au 1er janvier 1833).

DÉSIGNATION DES RECETTES.	MONTANT DES RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1832. Par article.	Par chapitre.
Domaines et revenus publics. — Domaines	731,393 42	
Patentes de santé	6,093 00	
Amendes de police	2,151 00	752,685 51
Produit de greffe	5,620 24	
—— du Moniteur algérien	1,152 85	
Vente de blés provenant de la réserve de la ville	6,275 00	
Douanes et octrois	887,795 48	887,795 48
Produits civils divers	1,221 00	1,221 00
(*Voir* le Compte des contributions et revenus publics, page 63.)	1,641,701 99	1,641,701 99

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	MONTANT DES PAYEMENTS EFFECTUÉS, pendant l'année 1832, sur les crédits du ministère de l'intérieur (1er semestre.)	sur les crédits du ministère de la guerre. (2e semestre.)	TOTAL par article.	TOTAL par chapitre.
Justice — Cour de justice, tribunal de paix et de police correctionnelle	24,362 50	18,929 44	43,291 94	43,650 19
Justice — Menues dépenses	//	358 25	358 25	
Intérieur — Dépenses de l'administration centrale	35,516 91	25,097 10	60,614 01	
Intérieur — Imprimerie	2,512 62	3,008 08	5,520 70	
Intérieur — Instruction publique et cultes	100 00	950 71	1,050 71	
Intérieur — Dépenses municipales	24,195 55	25,057 51	49,253 06	
Intérieur — Hospices civils	//	10,911 66	10,911 66	
Intérieur — Personnel des bureaux sanitaires	5,101 94	8,844 08	13,946 02	269,316 77
Intérieur — Police civile et municipale	35,269 61	22,438 64	57,708 25	
Intérieur — Conseil de santé	6,015 64	//	6,015 64	
Intérieur — Haute police	44,294 73	11,892 26	56,186 99	
Intérieur — Dépenses diverses	6,375 41	1,734 32	8,109 73	
Travaux publics — Personnel des ponts et chaussées	16,304 30	14,238 45	30,542 75	
Travaux publics — Travaux civils	15,601 13	29,568 23	45,169 36	
Travaux publics — —— maritimes	//	33,443 27	33,443 27	
Travaux publics — —— neufs	223,108 75	//	223,108 75	395,827 23
Travaux publics — Entretien de travaux divers	9,908 00	20,512 50	30,420 50	
Travaux publics — Dépenses imprévues	//	33,142 50	33,142 50	
Finances — Personnel des domaines et revenus publics	23,309 87	10,949 84	34,259 71	
Finances — Personnel des douanes	20,404 92	22,852 62	43,257 54	82,273 40
Finances — Dépenses imprévues	//	4,756 15	4,756 15	
Dépenses d'Oran.				
Administration civile	30,171 35	//	30,171 35	
Travaux publics	9,064 65	//	9,064 65	39,236 00
Dépenses de Bône.				
Administration civile	12,458 02	//	12,458 02	
Travaux publics	1,378 05	//	1,378 05	13,836 07
(*a*) *Voir* le Compte des dépenses publiques, pag. 101.) (*b*) *Idem*, pag. 107.)	545,453 95 (*a*)	298,685 61 (*b*)	844,139 56	844,139 56

COMPTE

DE LA DETTE INSCRITE

POUR L'ANNÉE 1832.

NOTE

Sur le Compte de la Dette inscrite pour l'année 1832.

Le Compte de la dette inscrite présente la situation au commencement et à la fin de l'année, ainsi que le mouvement pendant l'année, des différentes natures de dettes, savoir :

Rentes perpétuelles,
Rentes viagères,
Pensions,
Cautionnements (*capitaux et intérêts*).

Les tableaux dont ce compte se compose font connaître :

Pour les *rentes perpétuelles :* leur origine, c'est-à-dire, les services pour lesquels elles ont été créées, leur emploi, la date des lois qui en ont autorisé l'inscription, le montant et l'affectation des crédits ouverts par la législature, la situation actuelle de ces crédits, les rachats opérés par la Caisse d'amortissement en capital et en intérêts, le coût de ces rachats, leurs cours moyen, les rentes transférées au compte de la caisse d'amortissement ou annulées au profit de l'État, les mouvements qui ont eu lieu pendant l'année dans la propriété des rentes pour transferts par ventes, partages, jugements et décès, le tableau du cours moyen des rentes, d'après les bulletins journaliers de la bourse, pendant chacun des mois de l'année, et enfin le classement par catégories de propriétaires, avec la distinction des rentes immobilisées ou mobilisées, de celles dont le Trésor avait à payer les arrérages au 1er janvier 1833.

Pour les *rentes viagères :* la situation de chaque classe de rentes selon qu'elles sont constituées sur une, deux, trois ou quatre têtes; les rétablissements des parties qui, ayant négligé de réclamer le paiement de leurs arrérages, ont été relevées de la déchéance qu'elles avaient encourue; les mutations effectuées entre les différentes classes par suite de décès et qui, sans libérer définitivement l'État, ont eu néanmoins pour effet de réduire le nombre des rentiers au profit desquels il doit successivement servir les arrérages, et, enfin, les extinctions absolues, produites par les décès, applicables aux rentes qui n'ont été instituées ou qui ne reposaient plus que sur une seule tête.

Pour les *pensions :* leurs différentes natures, les lois qui en ont autorisé l'inscription, la situation des crédits que ces lois ont accordés, les nouvelles pensions liquidées et inscrites, et enfin celles qui ont été éteintes pour cause de décès.

Pour les *capitaux de cautionnements :* les cautionnements restant dus par l'État, ceux qui ont été reçus ou remboursés pendant l'année, l'indication des classes de titulaires des emplois, et enfin la situation du Trésor au 1er janvier 1833, relativement, soit au solde dont il demeure débiteur sur les cautionnements fournis par des comptables qui exercent leurs fonctions en France, soit au solde dont il est en avance pour les cautionnements concernant les anciens départements séparés de la France.

Pour les *intérêts de cautionnements :* les intérêts calculés au profit des titulaires, ceux qui leur ont été payés par le Trésor, et les sommes restant dues tant aux comptables et agents qui sont en activité qu'à ceux dont les fonctions ont cessé.

Les principaux résultats des tableaux du Compte de la dette inscrite se résument ainsi qu'il suit, au 1er janvier 1833 :

Capital nominal de la Dette perpétuelle.

Rentes 5 p. o/o	3,577,930,040f
—— 3 p. o/o	1,181,842,466
—— 4 1/2 p. o/o	22,837,688
—— 4 p. o/o	78,130,250
	4,860,740,444

Arrérages annuels à payer par le Trésor.

Dette perpétuelle	5 p. o/o	178,896,502f	218,504,682f
	3 p. o/o	35,455,274	
	4 1/2 p. o/o	1,027,696	
	4 p. o/o	3,125,210	
Rentes viagères	1re classe ou rente sur 1 tête	4,626,812	6,137,357
	2e *idem* sur 2 têtes	1,402,883	
	3e *idem* sur 3 têtes	81,384	
	4e *idem* sur 4 têtes	26,278	
Pensions	de l'ancien Sénat et de la Pairie	1,564,000	56,736,874
	civiles	1,733,400	
	ecclésiastiques	4,662,469	
	militaires	46,683,221	
	Donataires	1,480,084	
	Pour récompenses nationales	613,700	
			281,378,913

Capitaux de Cautionnements dus par le Trésor.

Titulaires en activité	204,123,071 26	229,789,701 47
Titulaires qui ont cessé leurs fonctions	24,912,941 16	
Anciens titulaires des départements séparés de la France	753,689 05	

Intérêts de cautionnements restant dus par le Trésor.

Sur l'année 1828	173,880 28	9,603,084 01
—— 1829	194,804 73	
—— 1830	260,198 45	
—— 1831	326,742 47	
—— 1832	8,647,458 08	

Rentes rachetées par la Caisse d'amortissement.

		EN INTÉRÊTS.	EN CAPITAL.	COÛTS des rachats.
1° Rentes dont les arrérages lui sont payés par le Trésor.	5 p. o/o	44,308,611f	886,172,220f	730,046,093f 17c
	3 p. o/o	3,873,006	129,100,199	86,638,506 96
	4 1/2 p. o/o	55,478	1,232,844	1,063,473 93
	4 p. o/o	236,062	5,901,550	4,764,970 27
		48,473,157	1,022,406,813	822,513,044 33
2° Rentes annulées au profit de l'État.	3 p. o/o	16,003,286	533,442,866	387,139,873 36
	4 1/2 p. o/o	7,068	157,066	156,007 36
	4 p. o/o	9,740	243,500	242,561 46
		16,020,094	533,843,432	387,538,442 18
3° TOTAL des rentes rachetées		64,493,251	1,556,250,245	1,210,051,486 51

COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

TABLEAU GÉNÉRAL des Opérations de la Dette inscrite, pendant l'année 1832.

NATURE DE LA DETTE.	MONTANT DES INSCRIPTIONS.				NOMBRE DE PARTIES.				OBSERVATIONS.
	SITUATION au 1.er janvier 1832.	MOUVEMENS pendant l'année 1832. Augmentations.	MOUVEMENS pendant l'année 1832. Diminutions.	SITUATION au 1.er janvier 1833.	SITUATION au 1.er janvier 1832.	MOUVEMENTS pendant l'année 1832. Augmentations.	MOUVEMENTS pendant l'année 1832. Diminutions.	SITUATION au 1.er janvier 1833.	
RENTES PERPÉTUELLES — 5 p. o/o. (*Lois diverses.*)	174,376,383	(A) 7,618,094	(B) 3,097,975	178,896,502	174,229	5,494	//	179,723	(A) Inscription provenant de l'emprunt de 150 millions. (*Lois des 5 janvier, 25 mars, 18 avril 1831 et 21 avril 1832.*) (Ordonnance royale du 7 juillet 1832.) 7,614,213f
3 p. o/o. (*Lois des 27 avril et 1.er mai 1825.*)	35,455,274	//	//	35,455,274	39,211	//	3,019	36,192	Rentes remises en payement du service de l'arriéré antérieur au 1.er janvier 1810 3,772
4 1/2 p. o/o. (*Loi du 1.er mai 1825.*)	1,027,696	//	//	1,027,696	531	26	//	557	Rétablissement d'une rente dont l'État avait la jouissance temporaire. (*Décision ministérielle du 14 novembre 1832.*) 109
4 p. o/o. (*Loi du 19 juin 1828.*)	3,125,210	//	//	3,125,210	1,194	52	//	1,246	7,618,094
	213,984,563	7,618,094	3,097,975	218,504,682	215,165	5,572	3,019	217,718	
		4,520,119				2,553			
RENTES VIAGÈRES — 1re classe ou rente sur 1 tête	4,937,242	68,984	379,414	4,626,812	23,212	292	1,717	21,787	(B) Annulation de rentes rachetées par la caisse des dépôts et consignations avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire. (*Loi du 26 juillet 1821.*) 37,879f
2e *idem* sur 2 têtes	1,491,303	12,735	101,155	1,402,883	9,156	56	593	8,619	Extinction d'usufruit d'une rente qui appartenait à l'Etat 104
3e *idem* sur 3 têtes	87,674	168	6,458	81,384	485	1	39	447	Annulation (*en exécution de l'article 50 de la loi du 21 avril 1832*) de rentes provenant, savoir :
4e *idem* sur 4 têtes	28,106	//	1,828	26,278	125	//	6	119	De la dotation des invalides de la guerre 45,116f Et de successions non réclamées desdits invalides 14,876 } 59,992
	6,544,325	(C) 81,887	(D) 488,855	6,137,357	32,978	349	2,355	30,972	Annulation des 3 millions de rentes formant le fonds commun de l'indemnité des émigrés, demeuré sans application. (*Ordonnance royale du 29 octobre 1832, et décision ministérielle du 12 novembre suivant*). 3,000,000
		406,968				2,006			3,097,975
PENSIONS — de la Pairie et de l'ancien Sénat	1,851,000	18,000	305,000	1,564,000	146	3	21	128	(C) Rétablissements au profit des rentiers relevés de la déchéance qu'ils avaient encourue 7,144f
civiles	1,827,484	41,056	135,140	1,733,400	2,703	37	250	2,490	Mutations de classes par suite de décès 35,758 } 74,743
ecclésiastiques	5,134,627	2,897	475,055	4,662,469	22,987	12	2,113	20,886	*Idem* résultant de partages, successions, &c. 38,985 }
militaires	46,550,255	2,771,010	2,638,044	46,683,221	129,217	3,332	5,538	127,011	81,887
donataires	1,500,901	33,450	54,267	1,480,084	2,983	70	101	2,952	(D) Extinctions résultant de décès notifiés ou présumés 414,112
Récompenses nationales	600,950	43,050	30,300	613,700	1,408	76	76	1,408	Mutations de classes par suite de décès 34,007 } 74,743
	57,465,217	(E) 2,909,463	(F) 3,637,806	56,736,874	159,444	3,530	8,099	154,875	*Idem* résultant de partages, successions, &c. 40,736 }
		728,343				4,569			488,855
CAUTIONNEMENTS — Capitaux — Départements français	230,577,730 89	(G) 24,143,266 33	(H) 25,684,984 80	229,036,012 42	//	//	//	//	(E) Pensions inscrites pour nouvelles concessions 2,855,276
Capitaux — Départements séparés de la France	754,022 38	//	(I) 333 33	753,689 05	//	//	//	//	*Idem* pour rétablissements 16,247
Intérêts	9,600,883 89	(K) 9,168,206 83	(L) 9,166,006 71	9,603,084 01	//	//	//	//	*Idem* par suite de reversion 34,972
									Idem pour cause de réunions ou divisions 2,968
									2,909,463
									(F) Pensions éteintes par suite de décès notifiés 2,596,880
									Idem de décès présumés 536,505
									Idem de suppressions 501,453
									Idem pour cause de réunions ou divisions 2,968
									3,637,806
									(G) Rétablissement de cautionnements qui avaient été prélevés en atténuation de débets 399 13
									Cautionnements versés au Trésor 18,366,196 39
									Rétablissements de versements antér.rs au 1.er avril 1814. 1,284 00
									Applications et changements de classes 5,775,386 81
									24,143,266 33
									(H) Remboursemens effectués par le Trésor en 1832 19,909,597 99
									Applications et changements de classes 5,775,386 81
									25,684,984 80
									(I) Cautionnement remboursé par le Trésor.
									(K) Intérêts portés au crédit des titulaires.
									(L) Annulations et réductions d'intérêts calculés au crédit des titulaires 170,456 94
									Intérêts payés par le Trésor 8,995,549 77
									9,166,006 71

Suite du COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

RENTES 5 p. o/o.

SITUATION AU 1er AVRIL 1814.

Les rentes 5 pour o/o s'élevaient au 1er avril 1814, à..... 63,307,637^f

Le tableau de développement de cette dette a été annexé (pages 85 et 86) à la proposition du budget de l'exercice 1814. On croit utile de reproduire ici ce document :

1° ANCIENNE DETTE PUBLIQUE.

L'ancienne dette était estimée s'élever au 1er août 1793 :

En dette constituée sur l'hôtel-de-ville, sur les pays d'état, le clergé, &c., à la somme annuelle de.....	75,810,000	
En dette flottante pour les effets au porteur, et actions des compagnies dont l'inscription était ordonnée....	20,707,000	
En dette à liquider pour le remboursement des charges.....	31,286,000	
Le total de l'ancienne dette perpétuelle était donc de la somme de		127,803,000

2° ACCROISSEMENT DE LA DETTE DE 1793 À L'AN 8.

Intérêts d'emprunts forcés en assignats.....	8,650,000^f	
Dettes des communes et des départements, dont l'inscription au grand-livre fut ordonnée.	8,000,000	
Dettes des émigrés remboursables en rentes.....	7,500,000	46,913,000
Conversions de rentes viagères en rentes perpétuelles.....	12,000,000	
Payements en inscriptions.....	10,763,000	
Les rentes intégrales paraissaient donc devoir s'élever à.....		174,716,000

3° CONSOLIDATION DE LA DETTE INTÉGRALE.

La loi du 24 frimaire an 6 ayant ordonné la réduction des deux tiers de la dette publique et la consolidation du tiers, il aurait dû être consolidé pour une somme totale de..... 58,716,000

Mais les inscriptions étaient admises en payement de domaines nationaux ; les rentes des émigrés, celles des mainmortables

Suite des RENTES 5 p. o/o.

Suite de la SITUATION AU 1er AVRIL 1814.

ont été confisquées et annulées, en sorte que les sommes inscrites pour le tiers consolidé de la dette intégrale, ne se sont élevées, en y comprenant l'échange des bons deux-tiers, qu'à..... 40,216,000^f

4° DETTE INSCRITE POUR LES PAYS RÉUNIS À LA FRANCE.

Belgique.....	4,000,000^f	
Départements de la rive gauche du Rhin.....	408,000	
Piémont.....	1,090,000	6,086,000
Ligurie.....	353,000	
Parme et Plaisance.....	62,000	
Divers.....	173,000	

5° ACCROISSEMENT DE LA DETTE DE L'AN 8 À L'ANNÉE 1814.

Création en payement d'arriérés. (*Lois des 29 ventôse an 9, 21 floréal an 10, 4 germinal an 11, 15 septembre 1807 et 15 janvier 1810*).

Arriérés antérieurs.....	5,663,000^f		
Idem de l'an 5 à l'an 9.....	4,591,000	11,254,000	
Idem de l'an 10 à l'année 1809. (*Loi du 20 mars 1813*).....	1,000,000		
Pour le service courant. (*Lois des 24 avril 1806 et 15 janvier, et décret du 3 février 1810*).			17,005,637
Au profit de la caisse d'amortissement en échange de bons.....	5,000,000	5,750,000.	
Au profit du domaine extraordinaire en échange de valeurs.....	750,000		
Pour appoints négligés et diverses causes.....		1,637	
TOTAL des cinq pour cent consolidés, formant la dette de l'État au 1er avril 1814.....			63,307,637

Les mêmes résultats pour le montant de la dette antérieure au 1er avril 1814, ont depuis été constatés, en 1826, par la commission d'examen des comptes des ministres, nommée le 16 décembre 1826, en exécution de l'ordonnance du 12 novembre précédent. Il résulte du tableau arrêté par cette commission, et qui est annexé (pages 230 et 231) au compte de

Suite du COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

Suite des RENTES 5 p. o/o.

Suite de la SITUATION AU 1er AVRIL 1814.

l'administration des finances publié pour l'année 1826, que la dette en rentes 5 pour o/o antérieure au 1er avril 1814, a été successivement réglée par les lois désignées ci-après :

DATES DES LOIS.	MOTIFS ET EMPLOI DES CRÉDITS.		MONTANT DES CRÉDITS primitivement accordés.
Lois des 30 vendémiaire, 24 frimaire an 6 et 12 brumaire an 7	Liquidation et consolidation de l'ancienne dette		42,954,903f
Loi du 30 ventôse an 9	Payement d'arriéré antérieur à l'an 9, 1/3 provisoire, et bons 2/3	6,200,000f	
Loi du 21 floréal an 10	Liquidation de l'ancienne dette, et 1/3 provisoire	5,500,000	13,700,000
Loi du 4 germinal an 11	Supplément pour l'inscription du tiers provisoire	2,000,000	
Loi du 24 avril 1806	Création au profit de la caisse d'amortissement		3,000,000
Loi du 15 septembre 1807	Supplément applicable à toutes les parties de la dette		2,000,000
Loi du 15 janvier 1810	*Idem*		4,000,000
	Inscription de la dette du Piémont		537,000
Loi du 15 juillet 1811	Complément de crédit pour toutes les parties de la dette		1,028,514
Décret du 16 février 1813	Restitution à la caisse d'amortissement		173,000
Loi du 20 mars 1813	Payement d'arriéré antérieur à 1810		1,000,000
	TOTAL		68,393,417
	A DÉDUIRE :		
	Réductions sur les crédits pour diverses causes (dans le tableau de la commission, arrêté comme on vient de le dire, au 1er janvier 1827, ces réductions sont portées pour une somme totale de 6,811,705 francs; mais elles comprennent pour 1,725,925 francs d'annulations constatées du 1er avril 1818 au 1er janvier 1827)		5,085,780
	RESTE égal au montant de la dette développée d'autre part		63,307,637

Suite des RENTES 5 p. o/o.

ACCROISSEMENTS DU 1er AVRIL 1814 AU 1er JANVIER 1832.

Du 1er avril 1814 au 1er janvier 1832, les rentes 5 pour o/o se sont accrues pour les causes et en exécution des lois ci-après, d'une somme de 146,347,116 fr., savoir :

AFFECTATION DES CRÉDITS EN RENTES OUVERTS AU GOUVERNEMENT.	DATES DES LOIS QUI ONT OUVERT LES CRÉDITS.			MONTANT DES CRÉDITS.
Ancienne dette constituée	Crédits primitivement ouverts par les lois relatées ci-contre			174,173
Remboursements aux communes du prix de leurs biens vendus	Loi du 20 mars 1813. (Crédit illimité)			2,632,127
Dépenses du service de l'arriéré, du 1er janvier 1810 au 1er janvier 1816	Loi du 23 septembre 1814	3,416,297		
	Loi du 28 avril 1816	5,366,920		
	A DÉDUIRE :	8,783,217		
	Pour rectifications et annulation d'inscriptions	5,588		
	RESTE	8,777,629	ci. 8,777,629	
Arriéré antérieur au 1er janvier 1810	Loi du 15 mai 1818	2,000,000		
	Loi du 17 août 1822	400,000		
	A DÉDUIRE :	2,400,000		
	Pour rentes restant à inscrire	275,458		
	RESTE	2,124,542	ci. 2,124,542	
Dettes contractées par le Roi	Loi du 21 décembre 1814	1,500,000		
	A DÉDUIRE :			
	Pour rentes restant à inscrire	346		
	RESTE	1,499,654	ci. 1,499,654	
Créances étrangères inscrites en exécution des conventions des 20 novembre 1815 et 25 avril 1818	Loi du 23 décembre 1815.			
	Les crédits ouverts par cette loi se composaient ainsi qu'il suit :			
	Art. 1er. Rente donnée en garantie de la régularité des payements aux alliés	7,000,000		
	Art. 2. Rente affectée à la liquidation des créances anglaises	3,500,000		
	Art. 3. Rente affectée à la liquidation des sujets des autres puissances	3,500,000		
	A reporter	14,000,000		15,208,125

Suite du COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

Suite des RENTES 5 P. 0/0.

Suite des ACCROISSEMENTS DU 1er AVRIL 1814 AU 1er JANVIER 1832.

		Report.....	14,000,000	15,208,125
Créances étrangères inscrites en exécution des conventions des 20 novembre 1815 et 25 avril 1818 (*Suite des*).....	Art. 4. Rente inscrite en exécution de la convention avec les comtes de Bentheim et Steinfurt.....	34,000		
	Art. 5. Rente pour suppléer à l'insuffisance de celles ci-dessus.....	2,000,000		
			16,034,000	
	Sur ces crédits il a été annulé par la loi du 14 juillet 1819:			
	1° L'intégralité du crédit en rentes ouvert par l'article 1er de la loi ci-dessus.....	7,000,000.		
	2° Sur le crédit de l'article 2.....	745,838.		
	3° Pour restitution de trop liquidé...	2,492.		
	RÉDUCTION des crédits....	7,748,330.	ci 7,748,330	
	RESTE sur ces crédits.....		8,285,670	
	Loi du 6 mai 1818.....	16,040,000.		
	A DÉDUIRE:			
	Pour restitution de trop liquidé.....	10,860.		
			16,029,140	43,244,187
	Même loi.....	24,000,000.		
	A DÉDUIRE:			
	Annulation par la loi du 14 juillet 1819 de la portion de ce crédit qui n'a pas été employée.....	5,070,623.		
			18,929,377	
Rentes mises à la disposition du Gouvernement, pour les dépenses des exercices 1816, 1817 et suivants, et pour le payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	Loi du 28 avril 1816.....		6,000,000	
	Loi du 25 mars 1817.....		30,000,000	52,600,000
	Loi du 6 mai 1818.....		600,000	
	Loi du 15 *idem*.....		16,000,000	
Remboursements de reconnaissances de liquidation.....	Loi du 8 mars 1821 (1er cinquième).....		3,884,328	
	Loi du 18 mai 1822 (2e cinquième).....		3,418,958	20,409,292
	Loi du 17 août *idem* (3 derniers cinquièmes).....		13,106,006	
Rente de la Légion d'honneur.....	Loi du 31 juillet 1821.....			240,000
Avance du Trésor pour remboursements de cautionnements.....	Idem.....			2,654
	A reporter.....			131,704,258

Suite des RENTES 5 P. 0/0.

Suite des ACCROISSEMENTS DU 1er AVRIL 1814 AU 1er JANVIER 1832.

	Report.....		131,704,258
Moyens de crédit pour les dépenses extraordinaires, du budget de 1823.....	Loi du 17 mars 1823.....		4,000,000
Rentes mises à la disposition du Gouvernement.	Loi du 5 janvier 1831.....		3,000,000
Rentes émises pour les besoins extraordinaires de l'exercice 1831.....	Loi du 25 mars 1831.....		7,142,858
Emprunt national au pair. (Échange des obligations du Trésor remises aux souscripteurs de cet emprunt.....	Lois des 25 mars et 18 avril 1831.....		500,000
	TOTAL des Accroissements, du 1er avril 1814 au 1er janvier 1832.		146,347,116

DÉCROISSEMENTS DU 1er AVRIL 1814 AU 1er JANVIER 1832.

Les décroissements que les rentes 5 p. 0/0 ont éprouvés du 1er avril 1814 au 1er janvier 1832, s'élèvent à 35,278,370 fr.; ils proviennent des causes ci-après:

Amortissement de rentes admises pendant les années 1814, 1815 et 1817, en payement de domaines nationaux.		1,812
Annulation, en 1817, de deux rentes inscrites au nom du prince de Salm.....		173,000
Annulation, en 1818, de deux inscriptions au nom du prince de Carignan.....		100,000
Rentes annulées pendant les années 1817 et 1820, par suite d'abandon au profit de l'État.....		117
Rentes annulées, en 1821, sur celles que la loi du 24 juillet 1820 avait accordées au Trésor pour le remboursement des créances algériennes.....		41,658
Annulation de rentes rachetées, en exécution de la loi du 26 juillet 1821, avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire; savoir:		
Année 1821.....	1,068,574f	
—— 1822.....	406,808	
—— 1823.....	14,098	
—— 1824.....	52,553	
—— 1825.....	36,260	
—— 1826.....	10,603	1,744,084
—— 1827.....	3,038	
—— 1828.....	4,144	
—— 1829.....	34,543	
—— 1830.....	33,923	
—— 1831.....	79,540	
A reporter.....		2,060,671

Suite du COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

Suite des RENTES 5 p. o/o.

Suite des DÉCROISSEMENTS DU 1er AVRIL 1814 AU 1er JANVIER 1832.

Report.....		2,060,671
Annulation, par suite d'extinction, de rentes appartenant à l'État.....		11,566
Rentes converties, pendant l'année 1825, en exécution de l'art. 4 de la loi du 1er mai 1825; savoir :		
En rentes 3 p. o/o.....	30,574,116	31,723,956
En rentes 4 1/2 p. o/o.....	1,149,840	
Annulation, en exécution de la loi du 17 août 1828, de deux inscriptions de rentes appartenant à la caisse du sceau des titres.....		100,000
——— pendant l'année 1828, pour cause d'émigration des titulaires.....		913
——— pendant les années 1828 et 1829, pour déchéance encourue. (*Loi du 17 avril 1822*).....		29,756
——— en exécution de la loi du 28 mai 1829, de la rente inscrite au nom de la Chambre des Pairs...		1,330,818
——— en exécution de l'article 13 de la loi du 29 janvier 1831, de la rente appartenant à l'ancienne caisse du sceau des titres.....		20,690
TOTAL des décroissements, du 1er avril 1814 au 1er janvier 1832.....		35,278,370

SITUATION AU 1er JANVIER 1832.

Il résulte des détails qui précèdent, que les rentes 5 p. o/o s'élevaient au 1er avril 1814. (Voir p. 473 et 474), à.	63,307,637
Et que du 1er avril 1814 au 1er janvier 1832, de nouveaux crédits en rentes ont été accordés au Gouvernement pour une somme (*Voir* page 477) de.....	146,347,116
TOTAL des rentes primitivement inscrites.....	209,654,753
De cette somme il faut déduire le montant des décroissements qui ont eu lieu du 1er avril 1814 au 1er janvier 1832, et qui s'élèvent à.....	35,278,370
RESTE pour le montant des rentes inscrites au grand-livre de la dette publique, à l'époque du 1er janvier 1832. (*Voir* page 401 du Compte des finances publié pour l'année 1831).....	174,376,383

Suite des RENTES 5 p. o/o.

MOUVEMENTS DES RENTES PENDANT L'ANNÉE 1832.

Les mouvements que les rentes 5 p. o/o ont éprouvés pendant l'année 1832, sont ceux qui suivent :

ACCROISSEMENT.

Inscription de la rente nécessaire pour produire au Trésor le capital d'un emprunt de 150 millions. (*Lois des 5 janvier, 25 mars, 18 avril 1831 et 21 avril 1832, Ordonnance royale du 7 juillet 1832*).....		7,614,213f
Rentes remises en payement du service de l'arriéré antérieur au 1er janvier 1810.....		3,772
Rétablissement d'une rente dont l'État avait la jouissance temporaire. (*Décision ministérielle du 14 novembre 1832.*)..		109
TOTAL.....		7,618,094

DÉCROISSEMENT.

Annulation de rentes rachetées par la caisse des dépôts et consignations avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire. (*Loi du 26 juillet 1821*) (Voir le compte de l'ancien domaine extraordinaire page 375).....		37,879f
Extinction d'usufruit de rentes qui appartenaient à l'État.....		104
Annulation, en exécution de l'art. 50 de la loi du 21 avril 1832, de rentes provenant; savoir :		
De la dotation des invalides de la guerre.....	45,116	59,992
De successions non réclamées desdits invalides.....	14,876	
Annulation des 3 millions de rentes formant le fonds commun de l'indemnité des émigrés, demeuré sans application. (*Ordonnance royale du 29 octobre 1832, et décision ministérielle du 12 novembre suivant*).....		3,000,000
TOTAL.....		3,097,975

SITUATION AU 1er JANVIER 1833.

Rentes inscrites au 1er avril 1814.....			63,307,637
Accroissements.	du 1er avril 1814 au 1er janvier 1832.....	146,347,116	153,965,210
	pendant l'année 1832.....	7,618,094	
ENSEMBLE.....			217,272,847
Décroissements.	du 1er avril au 1814 au 1er janvier 1832.....	35,278,370	38,376,345
	pendant l'année 1832.....	3,097,975	
Rentes inscrites au 1er janvier 1833.....			178,896,502
On a vu ci-dessus, que sur le crédit accordé au Gouvernement pour l'arriéré antérieur au 1er janvier 1810, il restait à inscrire au 1er janvier 1832. (Voir page 475).....			275,458
L'inscription qui a eu lieu en 1832 ayant été (Voir ci-dessus) de.....			3,772
LE reste disponible au 1er janvier 1833 est de.....			271,686

Suite du COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

Suite des RENTES 5 p. o/o.

EMPLOI DES RENTES INSCRITES DU 1er AVRIL 1814 AU 1er JANVIER 1833.

Si l'on considère la situation des rentes 5 p. o/o, sous le rapport de l'emploi qui a été fait de ces rentes, on obtient les résultats ci-après :

Les rentes inscrites du 1er avril 1814, au 1er janvier 1833, se sont élevées; savoir :

Du 1er avril 1814, au 1er janvier 1832. (Voir page 477)	146,347,116
Pendant l'année 1832. (*Voir* page 479)	7,618,094
TOTAL	153,965,210

Ces rentes ont été employées de la manière suivante :

Rentes négociées pour divers motifs (Voir le Compte des emprunts, page 432) :

Remboursement des créances étrangères inscrites en exécution des conventions des 20 novembre 1815 et 25 avril 1818 :			
Négociation du 9 octobre 1818	12,313,433f	18,929,377	
——— du 9 août 1821	6,615,944		
Dépenses des exercices 1816, 1817 et suivants, et payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814, et les conventions du 20 novembre 1815 :			
Négociation du 1er mai 1816 au 1er avril 1817	6,000,000f	52,600,000	
——— faites en 1817 et 1818	30,000,000		
——— du 9 mai 1818	14,925,500		
——— du 9 août 1821	1,674,500		
Remboursement des reconnaissances de liquidation données en payement des dépenses du service de l'arriéré du 1er janvier 1810 au 1er janvier 1816 :			110,695,740
Négociation du 9 août 1821	1,294,776f	20,409,292	
——— du 10 juillet 1823	19,114,516		
Moyens extraordinaires attribués à l'exercice 1823 :			
Négociation du 10 juillet 1823		4,000,000	
Idem ——— à l'exercice 1831 :			
Négociation du 19 avril 1831		7,142,858	
Idem ——— aux exercices 1831 et 1832 :			
Négociation du 8 août 1832		7,614,213	
A reporter			110,695,740

Suite des RENTES 5 p. o/o.

Suite de l'EMPLOI DES RENTES INSCRITES DU 1er AVRIL 1814 AU 1er JANVIER 1833.

Report		110,695,740f
Rentes remises en nature à divers.		
Rentes données en payement de l'ancienne dette constituée	174,173	
Rentes remises aux communes en remboursement du prix de leurs biens. (Loi du 20 mars 1813.)	2,632,127	
Rentes données en payement du service de l'arriéré du 1er janvier 1810 au 1er janvier 1816. (Lois des 23 septembre 1814 et 28 avril 1816)	8,777,629	
Rentes données en payement des ordonnances délivrées par les ministres pour les dépenses du service de l'arriéré antérieur au 1er janvier 1810. (L'émission de ces rentes a été imputée sur le crédit de 2,400,000 fr., ouvert pour les dépenses de cette nature, et sur lequel un prélèvement de 443,600 fr. avait eu lieu pour le remboursement des créances algériennes.)	1,684,714	
Rentes remises en payement des dettes contractées par le roi Louis XVIII. (Loi du 21 décembre 1814.)	1,499,654	
Idem ——— des créances étrangères inscrites en exécution des conventions des 20 novembre 1815 et 25 avril 1818	24,314,810	
Rentes employées au remboursement des créances algériennes (Loi du 24 juillet 1820.). Ces rentes ont été prélevées sur le crédit de 2,400,000 fr., accordé par les lois des 15 mai 1818 et 17 août 1822, pour le payement des dépenses de l'arriéré antérieur au 1er janvier 1810. Sur ces 443,600 fr. de rentes, 401,942 ont été négociés (voir page 434), et le surplus de 41,658 fr. a été annulé au compte des rentes 5 p. o/o (voir page 477)	443,600	43,269,470
Rente remise à la Légion d'honneur en remboursement de ses biens vendus (Loi du 31 juillet 1821)	240,000	
Rente inscrite en remboursement de cautionnements à des Français anciens comptables en Westphalie (Même loi.)	2,654	
Rente 5 p. o/o créée en remplacement de la rente 3 p. o/o annulée, en exécution de la loi du 5 janvier 1831, sur le fonds de l'indemnité des émigrés (Cette rente a été elle-même annulée en 1832 (voir page 479)	3,000,000	
Rentes à échanger contre les obligations souscrites pour l'emprunt national au pair (Loi du 25 mars 1831).	500,000	
Rétablissement d'une rente dont le Trésor avait la jouissance temporaire	109	
SOMME ÉGALE au montant des rentes inscrites du 1er avril 1814 au 1er janvier 1833		153,965,210

Ces rentes représentent, au pair, un capital de 3,079,304,200 francs.

Suite du COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

Suite des RENTES 5 p. o/o.

DÉVELOPPEMENT SUR LES RENTES INSCRITES AU GRAND-LIVRE DES 5 p. o/o
À L'ÉPOQUE DU 1er JANVIER 1833.

D'après les résultats qui précèdent, les rentes 5 p. o/o inscrites au grand-livre de la dette publique, s'élevaient, au 1er janvier 1833 (voir page 479) à 178,896,502f

Ce résultat se divise ainsi qu'il suit :

1° Rentes inscrites ou transférées au nom des ayant-droit, et dont le trésor avait à servir les arrérages à l'époque du 1er janvier 1833 (Voir le développement par catégories de propriétaires, page 488)..... 173,421,332f

2° Rentes inscrites au nom du Trésor pour divers services publics, ou emprunts législatifs, et qui, au 1er janvier 1833, restaient à transférer au profit de ceux qui devaient ultérieurement en acquérir la jouissance; savoir :

Solde de la rente mise à la disposition du Trésor, en vertu des conventions du 20 novembre 1815, à l'effet d'opérer la restitution des inscriptions provenant de la dette étrangère de la Belgique, des quatre départements de la rive gauche du Rhin, du Piémont et de Parme, ci..... 63,635f

Rente accordée par les lois des 25 mars et 18 avril 1831, pour l'emprunt national au pair :

Cette rente a été inscrite au nom du Trésor, pour.....	500,000f		
Les rentes transférées au nom des souscripteurs, en échange, soit de leurs récépissés de versements, soit des obligations du Trésor qui leur avaient été remises, ne se sont élevées qu'à.....	282,940		
Et les rentes qui, au 1er janvier 1833, restaient à transférer du compte du Trésor à celui des souscripteurs, montaient à.....	217,060	ci	217,060

Rentes créées en exécution des lois des 5 janvier, 25 mars, 18 avril 1831, et 21 avril 1832, et de l'Ordonnance royale du 7 juillet 1832, pour l'emprunt de 150 millions.

La somme de rentes adjugée le 8 août 1832, en exécution de ces lois, a été de.....	7,614,213		
Les rentes transférées au nom des souscripteurs, à l'époque du 1er janvier 1833, ne s'étant élevées qu'à.....	2,419,738		
Le compte du Trésor restait créancier sur les rentes de cette origine, de.....	5,194,475	ci	5,194,475
TOTAL des rentes provisoirement inscrites au nom du Trésor, conformément aux lois qui les ont accordées, mais dont le Trésor n'avait pas encore à servir les arrérages à l'époque du 1er janvier 1833 (Voir page 488).....		ci	5,475,170
TOTAL GÉNÉRAL des rentes inscrites au grand-livre des 5 p. o/o à l'époque du 1er janvier 1833....			178,896,502

RENTES 3 p. o/o.

SITUATION DES RENTES DE CETTE NATURE
AU 1er JANVIER 1833.

1° Rentes 3 p. o/o provenant de la conversion des rentes 5 p. o/o. (*Loi du 1er mai 1825.*)			
Les rentes 5 p. o/o converties s'élevaient en arrérages à.....	30,574,116f		
Il a été déduit, pour la différence résultant de la conversion en 3 p. o/o, conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi précitée.....	6,115,081		
RESTE en rentes 3 p. o/o.....	24,459,035	ci.	24,459,035f
2° Rentes 3 p. o/o provenant du crédit ouvert au Ministre des finances par l'article 6 de la loi du 27 avril 1825, pour la liquidation de l'indemnité accordée aux anciens propriétaires dépossédés.....	30,000,000		
Mais sur ce crédit il y a lieu de déduire les 3,000,000 de rentes qui, en exécution de l'article 2 de la loi du 5 janvier 1831 et de l'ordonnance royale du 26 mars 1831, ont dû être provisoirement rayées du Grand-livre de la dette publique et annulées au profit de l'Etat; ladite somme de 3,000,000 de rentes représentant par évaluation celles que l'on a présumé devoir rester sans emploi sur le crédit de 30,000,000.....	3,000,000		
RESTE.....	27,000,000	ci.	27,000,000
ENSEMBLE.....			51,459,035

A DÉDUIRE :

Rentes rejetées pour erreurs de liquidation.....	475	
Rentes rachetées par la caisse d'amortissement, du 22 juin 1825 au 22 juin 1830, et annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 1er mai 1825.....	16,003,286	
(Les arrérages des rentes rachetées depuis cette époque sont payés par le Trésor et profitent au fonds d'amortissement.)		16,003,761
RESTE au compte d'inscription des rentes 3 p. o/o.....		35,455,274
Représentant un capital de.....		1,181,842,466

Sur les 30 millions de rentes successivement inscrits par cinquièmes en exécution de la loi du 27 avril 1825, déduction faite de la somme de 3,000,000 de rentes susmentionnée, laquelle a été prélevée par égale portion dans les 2.e, 3.e, 4.e et 5.e cinquièmes de l'indemnité, en vertu de l'ordonnance royale du 26 mars 1831, ci..... 27,000,000

Il a été transféré au nom des indemnisés liquidés, savoir :

Année 1825.....	259,523	
—— 1826.....	3,859,603	
—— 1827.....	5,933,749	
—— 1828.....	6,006,915	
—— 1829.....	5,827,961	
—— 1830.....	1,732,416	
—— 1831.....	988,171	
—— 1832.....	512,625	
		25,120,963
RESTE à transférer au 1er janvier 1833.....		1,879,037

(Voir, pour le développement de ces derniers résultats, le *Compte spécial de la liquidation de l'indemnité accordée par la loi du 27 avril 1825, page 395*).

Nota. D'après le projet de Budget de l'exercice 1833, le crédit de 27 millions éprouverait une nouvelle réduction de 900,000 fr. et les rentes restant à transférer ne s'élèveraient plus qu'à 979,037 fr.; mais cette annulation ne peut être opérée sur les livres de la dette inscrite que lorsqu'elle aura été sanctionnée par la loi.

SUITE DU COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

RENTES 4 1/2 p. 0/0.

SITUATION DES RENTES DE CETTE NATURE

AU 1er JANVIER 1833.

Rentes provenant de la conversion des 5 p. 0/0. (*Loi du 1er mai 1825.*)	
Ces rentes s'élevaient en arrérages à.....	1,149,840
Il a été déduit pour la différence résultant de la conversion en 4 1/2 p. 0/0, conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi précitée.....	115,076
RESTE en rentes 4 1/2 p. 0/0.....	1,034,764
A DÉDUIRE :	
Les rentes rachetées par la caisse d'amortissement jusqu'au 22 juin 1830 et qui ont été annulées en exécution de l'art. 2 de la loi du 1er mai 1825.....	7,068
RESTE au compte d'inscription des rentes 4 1/2 p. 0/0.....	1,027,696
REPRÉSENTANT un capital de.....	22,837,688

RENTES 4 p. 0/0.

SITUATION DES RENTES DE CETTE NATURE

AU 1er JANVIER 1833.

Crédit de 4,000,000 fr. de rentes ouvert au Ministre des finances par la loi du 19 juin 1828, pour les dépenses extraordinaires des exercices 1828 et 1829. (*Voir le tableau, pages 80 et 81 du Compte des finances de l'année 1830.*)		
Sur le crédit de 4,000,000 fr., ci.....		4,000,000
Il n'a été négocié que 3,134,950 fr., somme de rentes nécessaire pour produire, au cours de 102 fr. 75 cent., le capital de 80,000,000 fr. affecté par la loi précitée aux budgets des exercices 1828 et 1829, ci.....		3,134,950
Reste disponible ajouté au fonds d'amortissement, conformément aux dispositions de l'article 3 de la même loi..		865,050
Sur les rentes négociées, il a été inscrit au profit des adjudicataires, au fur et à mesure de leurs versements ;		
SAVOIR :		
Année 1830.....	2,711,400f	
—— 1831.....	406,020	
—— 1832.....	17,530	
TOTAL égal au montant des rentes négociées.....		3,134,950
De cette somme il est nécessaire de déduire les rentes rachetées par la caisse d'amortissement jusqu'au 22 juin 1830 et qui ont été annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 1er mai 1825.....		9,740
RESTE au compte d'inscription des rentes 4 p. 0/0.....		3,125,210
REPRÉSENTANT un capital de.....		78,130,250

Suite du COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

TABLEAU RÉCAPITULATIF des Rentes créées depuis le 1er Avril 1814, jusqu'au 1er Janvier 1833, indiquant l'emploi qui a été fait de ces rentes.

NATURE DES RENTES CRÉÉES.	MONTANT ET EMPLOI DES RENTES CRÉÉES.			
	RENTES négociées.	RENTES remises à divers.	TOTAL.	
Rentes 5 p. o/o.	110,695,740	43,269,470	153,965,210	Voir page 481.
Rentes 3 p. o/o.	//	25,120,963	25,120,963	——— 483.
Rentes 4 p. o/o.	3,134,950	//	3,134,950	——— 485.
	(a) 113,830,690	68,390,433	182,221,123	

(a) Voir le compte des emprunts page 436.

DÉVELOPPEMENTS sur l'emploi des Rentes.

RENTES NÉGOCIÉES.

ANNÉES des négociations.	FONDS NÉGOCIÉS. 5 pour o/o.	FONDS NÉGOCIÉS. 4 pour o/o.
1816	6,000,000	//
1817	30,000,000	//
1818	27,238,933	//
1821	9,585,220	//
1823	23,114,516	//
1830	//	3,134,950
1831	7,142,858	//
1832	7,614,213	//
	110,695,740	3,134,950
	113,830,690	

APPLICATION DES RENTES NÉGOCIÉES.			
Service de l'arriéré, du 1er janvier 1810 au 1er janvier 1816.			
Remboursement des reconnaissances de liquidation			20,409,292
Service des Budgets. (Compléments de ressources.)			
Invasions de 1814 et 1815.	Exercice 1816	6,000,000	
	——— 1817	30,000,000	71,529,377
	——— 1818	35,529,377	
	——— 1819		
Guerre d'Espagne et affaires du Levant.	——— 1823	4,000,000	
	——— 1828	3,134,950	7,134,950
	——— 1829		
Dépenses extraordinaires de 1831 à 1832.	——— 1831	.....	14,757,071
	——— 1832		
			113,830,690

RENTES REMISES EN NATURE.

SERVICES POUR LESQUELS LES RENTES ONT ÉTÉ CRÉÉES.	5 POUR o/o.	3 POUR o/o.
Ancienne dette constituée	174,173	//
Remboursement des biens des communes	2,632,127	//
Arriéré antérieur au 1er janvier 1810	1,684,714	//
Arriéré du 1er janvier 1810 au 1er janvier 1816	8,777,629	//
Créances algériennes	443,600	//
Créances étrangères inscrites en exécution des conventions avec les puissances alliées	24,314,810	//
Dettes du roi Louis XVIII	1,499,654	//
Remplacement de biens de la Légion d'honneur	240,000	//
Remboursement de cautionnements	2,654	//
Rétablissemeut d'une rente dont le Trésor avait la jouissance temporaire	109	//
Échange des obligations du Trésor pour l'emprunt national au pair	500,000	//
Rente inscrite au nom du Trésor sur le fonds de l'indemnité accordée aux anciens propriétaires dépossédés	3,000,000	//
Rentes remises aux anciens propriétaires dépossédés. (Loi du 27 avril 1825.)	//	25,120,963
	43,269,470	25,120,963
	68,390,433	

SUITE DU COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

ÉTAT indiquant le Classement, par Catégories, des Propriétaires de Rentes perpétuelles inscrites au 1er Janvier 1833.

DÉSIGNATION DES PROPRIÉTAIRES.	5 p. o/o.	3 p. o/o.	4 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	TOTAUX.
RENTES IMMOBILISÉES (1).					
Caisse d'amortissement *s/c* de rentes non transférables	44,293,269	3,872,170	55,478	234,962	48,455,879
Majorats et dotations reversibles au domaine de l'État	646,180	"	"	"	646,180
Majorats sur demandes	666,483	9,000	"	"	675,483
Compte d'accroissement de majorats	231,247	1,207	"	"	232,454
Immobilisations provisoires	159,249	11,990	"	"	171,239
Légion d'honneur	6,759,345	"	"	"	6,759,345
Université royale. (*Fonds de dotation.*)	522,519	"	"	"	522,519
Invalides de la marine	4,242,571	"	"	"	4,242,571
Fonds de retraites	1,394,649	4,664	"	1,018	1,400,331
Cautionnements. (*Immobilisations temporaires pour garanties.*)	520,553	180,362	9,841	15,360	726,119
Établissements publics et religieux. (*Département de la Seine.*)	2,275,787	96,342	"	"	2,372,129
Inscriptions départementales (*pour établissements publics et religieux*)	7,733,060	49,155	"	"	7,782,215
Banque de France. (*Fonds de réserve.*)	485,031	"	"	"	485,031
Divers *L/C* de créances antérieures à 1807, proven. de la liquid. de l'anc. caisse d'amortissement.	3,735	"	"	"	3,735
	69,933,678	4,224,890	65,322	251,340	74,475,230
RENTES MOBILISÉES.					
Caisse des dépôts et consignations	2,601,819	297,244	19,322	525,600	3,443,985
Banque de France. (*Fonds disponibles.*)	2,141,722	307,285	"	3,000.	2,452,007
Caisse d'épargnes et tontines	1,566,808	"	"	"	1,566,808
Compagnies diverses d'assurances	614,617	565,490	"	450.	1,180,557
Inscriptions départementales. (*Divers.*)	8,597,358	1,186,959	57,110	37,592	9,879,019
Société hollandaise (dite *Woombergh, Stoop et compagnie*)	455,103	"	"	"	455,103
Capitalistes, banquiers et agens de change	1,095,754	3,939,349	"	354,845	5,389,948
Propriétaires divers (2)	85,514,573	21,625,870	885,942	1,562,683	109,589,068
Rentes au porteur	899,900	1,429,150	"	389,700	2,718,750
	103,487,654	29,351,347	962,374	2,873,870	136,675,245
RENTES RESTANT À TRANSFÉRER.					
Rentes inscrites au nom du Trésor et restant à transférer au profit de divers (3)	5,475,170	1,879,037	"	"	7,354,207
RÉSUMÉ.					
RENTES immobilisées	69,933,678	4,224,890	65,322	251,340	74,475,230
RENTES mobilisées	103,487,654	29,351,347	962,374	2,873,870	136,675,245
	173,421,332	33,576,237	1,027,696.	3,125,210	211,150,475
RENTES restant à transférer au profit de divers	5,475,170	1,879,037	"	"	7,354,207
	178,896,502	35,455,274	1,027,696.	3,125,210.	218,504,682

OBSERVATIONS.

(1) Il n'y a de rentes immobilisées définitivement que celles qui sont rachetées par la caisse d'amortissement avec les fonds de sa dotation ; ces rentes, au 1.er janvier 1833, s'élèvent ensemble à..... 48,455,879f
qui, réunis aux..... 44,616,463
de sa dotation annuelle, forment, au 1er janv. 1833, une puissance d'amortissement de la dette de. 93,072,342

Mais, comme cette puissance n'agit que sur les fonds publics qui se présentent journellement sur la place, on a cru nécessaire de distraire des rentes mobiles auxquelles s'applique l'action de l'amortissement, celles qui sont immobilisées momentanément par quelque cause particulière ; telles que l'emploi en majorats, les fonds de retraites, les dotations spéciales des invalides de la marine, &c. &c.

(2) Parmi les rentes, au nom de divers propriétaires, qui sont indiquées ici comme mobiles, on ne se dissimule pas qu'il y en a encore une certaine partie qui ne prend point part à l'action de la caisse d'amortissement : ce sont celles qui s'appliquent à des constitutions dotales, à des fonds de mineurs ou de propriétaires absents, ou à tout autre emploi qui ne permet pas qu'il en soit immédiatement disposé ; mais il serait trop difficile d'arbitrer, même approximativement, le montant des rentes de cette nature.

(3) Les rentes inscrites au nom du Trésor public sont, 1° pour les 5 p. o/o, le solde des 762,341 francs qui devaient servir en exécution des conventions du 20 novembre 1815, à satisfaire aux réclamations des propriétaires de rentes provenant de la dette de la Belgique, des quatre départements de la rive gauche du Rhin, du Piémont et de Parme ; le solde des rentes restant à transférer, au 1er janvier 1833, au nom des souscripteurs dans l'emprunt national au pair ; et le solde des rentes restant à inscrire à la même époque, sur l'emprunt de 150 millions ; 2° enfin pour les 3 p. o/o, le solde des rentes restant à inscrire au 1er janvier 1833, sur l'indemnité des émigrés. Ces deux espèces de rentes devant, aux termes des lois de leurs constitutions, être inscrites au Trésor, pour être en suite transférées aux ayant-droit au fur et à mesure de la justification de leurs titres, tant que les transferts ne sont pas réclamés, elles doivent rester inscrites au nom du Trésor.

SUITE DU COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

TABLEAU du Mouvement dans la propriété des Rentes perpétuelles pendant chaque mois de l'année 1832.

DÉSIGNATION DES MOIS.	RENTES 5 POUR o/o.				RENTES 3 POUR o/o.				RENTES 4 1/2 POUR o/o.				RENTES 4 POUR o/o.				OBSERVATIONS.
	MUTATIONS, DIVISIONS OU RÉUNIONS.		TRANSFERTS.		MUTATIONS, DIVISIONS OU RÉUNIONS.		TRANSFERTS.		MUTATIONS, DIVISIONS OU RÉUNIONS.		TRANSFERTS.		MUTATIONS, DIVISIONS OU RÉUNIONS.		TRANSFERTS,		
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	
Janvier	1,149	788,535f	10,792	7,375,871f	323	107,769f	4,097	2,323,799f	6	17,590f	12	10,249f	1	17,530f	137	285,303f	
Février	1,492	1,929,366	11,173	6,939,588	361	197,229	3,300	2,075,899	1	189	15	9,487	9	7,800	109	125,619	
Mars	705	1,159,318	9,932	8,662,137	252	263,839	4,015	4,277,330	3	2,366	10	20,807	5	96,583	144	129,773	
Avril	764	513,294	8,318	7,531,959	191	92,048	3,076	3,342,864	"	"	11	22,121	7	1,958	115	142,979	
Mai	697	524,810	9,359	5,864,527	271	143,429	3,603	2,951,284	1	540	19	8,724	1	2,000	109	110,657	
Juin	557	617,656	8,164	7,881,103	282	562,714	2,909	3,655,663	"	"	40	39,631	4	7,230	121	233,986	
Juillet	898	695,693	8,510	6,898,780	343	496,854	2,421	2,759,874	8	15,168	15	15,573	2	5,040	74	311,491	
Août	610	1,972,811	11,537	7,996,026	225	139,474	2,913	4,157,481	4	12,656	18	47,025	4	1,391	50	248,055	
Septembre	564	2,000,800	9,943	6,742,578	212	87,830	2,603	3,973,043	"	"	11	3,987	1	550	67	214,489	
Octobre	890	761,138	10,059	5,851,613	197	416,630	2,444	2,119,894	9	3,643	17	22,192	2	2,900	94	212,028	
Novembre	579	3,483,866	7,601	4,168,991	173	116,107	2,142	2,787,355	2	760	21	38,036	1	100	96	138,816	
Décembre	490	636,937	10,008	5,849,118	223	292,746	3,286	3,367,416	1	800	78	30,773	1	4,080	88	104,890	
	9,395	15,084,224	115,396	81,762,291	3,053.	2,916,669.	36,809	38,691,902.	35	53,712	267	268,605	38	147,162	1,204	2,258,086	

SUITE DU COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

TABLEAU des Rachats de la Caisse d'amortissement, au 1er Janvier 1833.

RENTES 5 p. o/o.

ÉPOQUES DES RACHATS.	RENTES RACHETÉES ET TRANSFÉRÉES AU COMPTE de la caisse d'amortissement, en intérêts.	RENTES RACHETÉES ET TRANSFÉRÉES AU COMPTE de la caisse d'amortissement, en capital.	COÛT DES RENTES rachetées.	COURS moyen DES RENTES rachetées.
Année 1816	1,782,765f	35,655,300f	20,439,724f 42c	57f 33c
—— 1817	3,322,114	66,442,280	43,084,946 66	64 85
—— 1818	3,675,642	73,512,840	51,832,333 85	70 51
—— 1819	4,854,776	97,095,520	67,094,882 00	69 10
—— 1820	4,871,085	97,421,700	73,583,386 69	75 53
—— 1821	4,541,262	90,825,240	77,603,426 45	85 44
—— 1822	4,496,321	89,926,420	80,836,284 53	89 89
—— 1823	4,368,056	87,361,120	75,839,022 22	86 81
—— 1824	3,864,222	77,284,440	77,928,109 49	100 83
—— 1825	1,293,864	25,877,280	26,671,963 24	103 07
—— 1826	//	//	//	//
—— 1827	//	//	//	//
—— 1828	//	//	//	//
—— 1829	//	//	//	//
—— 1830	868,142	17,362,840	16,249,434 61	93 59
—— 1831	3,156,807	63,136,140	56,530,523 15	89 54
—— 1832	3,213,555	64,271,100	62,352,055 86	97 01
	(a) 44,308,611	886,172,220	730.046,093 17	
Développement des rachats de l'année 1832. Janvier	261,621	5,232,420	5,000,756 40	95 57
Février	250,345	5,006,900	4,852,957 18	96 93
Mars	272,337	5,446,740	5,268,806 07	96 73
Avril	264,221	5,284 420	5,104,544 83	96 60
Mai	268,471	5,369,420	5,185,271 75	96 57
Juin	263,959	5,279,180	5,148,725 69	97 53
Juillet	258,084	5,161,680	5,040,966 92	97 66
Août	265,306	5,306,120	5,255,571 08	99 05
Septembre	260,535	5,210,700	5,057,501 76	97 06
Octobre	296,187	5,923,740	5,687,439 23	96 01
Novembre	270,240	5,404,800	5,192,346 32	96 07
Décembre	282,249	5,644,980	5,557,168 63	98 44
	3,213,555	64,271,100	62,352,055 86	97 01

(a) Ce résultat comparé avec le montant des rentes de cette nature porté au compte de la caisse d'amortissement dans le tableau des rentes par catégories de propriétaires (page 488), présente une différence en plus de 15,342. Cette différence provient de ce qu'au 31 décembre 1832, époque de la clôture des registres de la dette inscrite, cette direction n'avait inscrit qu'une partie des rentes rachetées par la caisse d'amortissement dans les derniers jours de décembre 1832, et que cette caisse a comprises en totalité dans ses écritures arrêtées à la même époque, d'après lesquelles le présent tableau a été établi.

RENTES 3 p. o/o.

ÉPOQUES DES RACHATS.	RENTES RACHETÉES ET ANNULÉES, en intérêts.	RENTES RACHETÉES ET ANNULÉES, en capital.	RENTES RACHETÉES ET TRANSFÉRÉES AU COMPTE de la caisse d'amortissement, en intérêts.	RENTES RACHETÉES ET TRANSFÉRÉES AU COMPTE de la caisse d'amortissement, en capital.	COÛT DES RENTES rachetées.	COURS moyen DES RENTES rachetées.
Antérieurement au 21 juin 1825	//	//	433,097f	14,436,567f	10,819,374f 01c	71f 51c
Du 22 juin 1825 au 31 décembre 1825	1,702,525f	56,750,833f	//	//	40,083,249 72	71 51
Année 1826	3,508,701	116,956,700	//	//	77,709,481 70	66 64
—— 1827	3,303,540	110,118,000	//	//	77,538,617 35	70 41
—— 1828	3,242,483	108,082,767	//	//	77,382,901 71	71 60
—— 1829	2,907,829	96,927,633	//	//	77,509,912 30	79 97
—— 1830	1,338,208	44,606,933	1,030,990	34,366,333	61,606,036 17	78 01
—— 1831	//	//	1,312,787	43,759,566	26,204,698 41	59 88
—— 1832	//	//	1,096,132	36,537,733	24,924,108 95	68 22
	16,003,286	533,442,866	(a) 3,873,006	129,100,199	473,778,380 32	
Développement des rachats de l'année 1832. Janvier	//	//	95,168	3,172,267	2,083,683 43	65 68
Février	//	//	89,673	2,989,100	1,985,564 16	66 43
Mars	//	//	95,934	3,197,800	2,202,711 18	68 88
Avril	//	//	89,786	2,992,867	2,094,750 53	69 99
Mai	//	//	94,067	3,135,567	2,185,796 32	69 71
Juin	//	//	87,483	2,916,100	2,000,803 24	68 61
Juillet	//	//	89,866	2,995,533	2,019,566 58	67 42
Août	//	//	93,952	3,131,733	2,162,690 14	69 06
Septembre	//	//	92,718	3,090,600	2,133,649 68	69 04
Octobre	//	//	100,384	3,346,133	2,269,119 20	67 81
Novembre	//	//	94,363	3,145,433	2,122,715 34	67 49
Décembre	//	//	72,738	2,424,600	1,663,059 15	68 60
	//	//	1,096,132	36,537,733	24,924,108 95	68 22

(a) Même observation qu'au tableau précédent pour une différence de 836 francs.

SUITE DU COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

Suite du *TABLEAU des Rachats de la Caisse d'amortissement, au 1er Janvier 1833.*

ÉPOQUES DES RACHATS.	RENTES RACHETÉES ET ANNULÉES, en intérêts.	RENTES RACHETÉES ET ANNULÉES, en capital.	RENTES RACHETÉES ET TRANSFÉRÉES AU COMPTE de la caisse d'amortissement, en intérêts.	RENTES RACHETÉES ET TRANSFÉRÉES AU COMPTE de la caisse d'amortissement, en capital.	COÛT DES RENTES rachetées.	COURS MOYEN des rachats.
RENTES 4 1/2 p. o/o.						
Année 1828	5,527f	122,922f	//	//	121,818f 54c	99f 18c
—— 1829	//	//	//	//	//	//
—— 1830	1,541	34,244	4,463f	99,178f	120,618 91	90 30
—— 1831	//	//	24,204	537,866	443,974 29	82 54
—— 1832	//	//	26,811	595,800	533,069 55	89 37
	7,068	157,066	55,478	1,232,844	1,219,481 29	
Développement des rachats de l'année 1832. Janvier	//	//	4,769	105,978	94,403 07	89 08
Février	//	//	2,599	57,756	51,593 33	89 33
Mars	//	//	385	8,555	7,530 04	88 01
Avril	//	//	557	12,378	11,016 22	89 00
Mai	//	//	757	16,822	15,140 00	90 00
Juin	//	//	5,882	130,711	117,320 65	89 76
Juillet	//	//	873	19,400	17,133 65	88 32
Août	//	//	1,750	38,889	35,027 76	90 07
Septembre	//	//	1,787	39,711	35,518 99	89 44
Octobre	//	//	4,217	93,711	83,732 31	89 35
Novembre	//	//	2,290	50,889	45,668 54	89 74
Décembre	//	//	945	21,000	18,984 99	90 40
	//	//	26,811	595,800	533,069 55	89 37
RENTES 4 p. o/o.						
Année 1830	9,740	243,500	65,315	1,632,875	1,678,922 16	89 48
—— 1831	//	//	87,093	2,177,325	1,625,091 10	74 64
—— 1832	//	//	83,654	2,091,350	1,703,518 47	81 47
	9,740	243,500	(a) 236,062	5,901,550	5,007,531 73	
Développement des rachats de l'année 1832. Janvier	//	//	6,787	169,675	136,421 24	80 40
Février	//	//	6,224	155,600	126,119 86	81 05
Mars	//	//	6,341	158,525	128,654 36	81 16
Avril	//	//	7,249	181,225	149,969 65	82 75
Mai	//	//	7,898	197,450	161,841 62	81 97
Juin	//	//	6,925	173,125	141,075 00	81 48
Juillet	//	//	4,805	120,125	97,347 50	81 04
Août	//	//	7,972	199,300	164,842 75	82 71
Septembre	//	//	4,700	117,500	95,263 75	81 08
Octobre	//	//	10,590	264,750	212,903 98	80 42
Novembre	//	//	8,008	200,200	161,274 17	80 56
Décembre	//	//	6,155	153,875	127,804 59	83 06
	//	//	83,654	2,091,350	1,703,518 47	81 47

(a) Même observation qu'au tableau des rentes 5 p. o/o (page 492), pour une différence de 1,100 francs.

RENTES RACHETÉES PAR LA CAISSE D'AMORTISSEMENT AU 1er JANVIER 1833.

FONDS RACHETÉS.	RACHATS DE L'ANNÉE 1832. En intérêts.	RACHATS DE L'ANNÉE 1832. En capital.	RACHATS DE L'ANNÉE 1832. Coût des rachats.	RACHATS AU 1er JANVIER 1833. En intérêts.	RACHATS AU 1er JANVIER 1833. En capital.	RACHATS AU 1er JANVIER 1833. Coût des rachats.
RENTES DONT LES ARRÉRAGES LUI SONT PAYÉS PAR LE TRÉSOR.						
5 p. o/o	3,213,555	64,271,100	62,352,055 86	44,308,611	886,172,220	730,046,093 17
3 p. o/o	1,096,132	36,537,733	24,924,108 95	3,873,006	129,100,199	86,638,506 96
4 1/2 p. o/o	26,811	595,800	533,069 55	55,478	1,232,844	1,063,473 93
4 p. o/o	83,654	2,091,350	1,703,518 47	236,062	5,901,550	4,764,970 27
	4,420,152	103,495,983	89,512,752 83	48,473,157	1,022,406,813	822,513,044 33
RENTES ANNULÉES AU PROFIT DE L'ÉTAT.						
3 p. o/o	1	//	//	16,003,286	533,442,866	387,439,873 36
4 1/2 p. o/o	//	//	//	7,068	157,066	156,007 36
4 p. o/o	//	//	//	9,740	243,500	242,561 46
	//	//	//	16,020,094	533,843,432	387,538,442 18
RÉCAPITULATION.						
5 p. o/o	3,213,555	64,271,100	62,352,055 86	44,308,611	886,172,220	730,046,093 17
3 p. o/o	1,096,132	36,537,733	24,924,108 95	19,876,292	662,543,065	473,778,380 32
4 1/2 p. o/o	26,811	595,800	533,069 55	62,546	1,389,910	1,219,481 29
4 p. o/o	83,654	2,091,350	1,703,518 47	245,802	6,145,050	5,007,531 73
TOTAL des Rentes rachetées	4,420,152	103,495,983	89,512,752 83	64,493,251	1,556,250,245	1,210,051,486 51

SUITE DU COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

TABLEAU du Cours moyen des Rentes perpétuelles, d'après les Bulletins journaliers de la Bourse, au 1er Janvier 1833.

DÉVELOPPEMENT DU COURS MOYEN, PAR ANNÉE.		DÉVELOPPEMENT, PAR MOIS, DU COURS MOYEN DE L'ANNÉE 1832.		
ANNÉES.	COURS MOYEN.	ÉPOQUES DE JOUISSANCE.	MOIS.	COURS MOYEN.
RENTES 5 p. 0/0.				
Année 1814	62f 43c	22 septembre 1831	Janvier	95f 30c
—— 1815	63 41		Février	97 00
—— 1816	59 25		Mars	97 90
—— 1817	63 90	22 mars 1832	Mars	96 43
—— 1818	70 65		Avril	96 47
—— 1819	68 34		Mai	96 41
—— 1820	75 08		Juin	97 52
—— 1821	83 73		Juillet	97 58
—— 1822	89 64		Août	99 04
—— 1823	85 02		Septembre	99 35
—— 1824	100 50	22 septembre 1832	Septembre	96 51
—— 1825	99 44		Octobre	96 00
—— 1826	98 24		Novembre	96 05
—— 1827	101 14		Décembre	98 42
—— 1828	104 76	Cours moyen de l'année 1832		97 00
—— 1829	108 65			
—— 1830	98 97			
—— 1831	89 40			
—— 1832	97 00			
RENTES 3 p. 0/0.				
Année 1825	68 62	22 décembre 1831	Janvier	65 57
—— 1826	67 11		Février	66 36
—— 1827	69 92		Mars	68 57
—— 1828	71 43		Avril	69 84
—— 1829	80 05		Mai	69 50
—— 1830	70 78		Juin	70 11
—— 1831	60 59	22 juin 1832	Juin	68 26
—— 1832	68 30		Juillet	67 46
			Août	69 44
			Septembre	68 91
			Octobre	67 64
			Novembre	67 48
			Décembre	68 33
		22 décembre 1832	Décembre	68 69
		Cours moyen de l'année 1832		68 30

DÉVELOPPEMENT, DU COURS MOYEN, PAR ANNÉE.		DÉVELOPPEMENT, PAR MOIS, DU COURS MOYEN DE L'ANNÉE 1832.		
ANNÉES.	COURS MOYEN.	ÉPOQUES DE JOUISSANCE.	MOIS.	COURS MOYEN.
RENTES 4 1/2 p. 0/0.				
Année 1825	102 42	22 septembre 1831	Janvier	89 00
—— 1826	93 17		Février	89 21
—— 1827	91 60		Mars	//
—— 1828	97 05	22 mars 1832	Mars	88 27
—— 1829	103 13		Avril	89 00
—— 1830	100 30		Mai	89 63
—— 1831	81 00		Juin	89 79
—— 1832	89 38		Juillet	88 21
			Août	90 54
			Septembre	91 50
		22 septembre 1832	Septembre	89 00
			Octobre	89 45
			Novembre	89 68
			Décembre	90 33
		Cours moyen de l'année 1832		89 38
RENTES 4 p. 0/0.				
Année 1830	91 96	22 septembre 1831	Janvier	80 32
—— 1831	74 71		Février	80 91
—— 1832	81 50		Mars	82 00
		22 mars 1832	Mars	80 98
			Avril	82 73
			Mai	82 08
			Juin	81 64
			Juillet	81 04
			Août	82 52
			Septembre	82 70
		22 septembre 1832	Septembre	80 71
			Octobre	80 42
			Novembre	81 45
			Décembre	81 99
		Cours moyen de l'année 1832		81 50

SUITE DU COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

RENTES VIAGÈRES.

CLASSES.	SITUATION au 1er janvier 1832.	MOUVEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1832. AUGMENTATIONS. Rétablissements. (A)	Mutations de classes par suite de décès. (B)	Mutations résultant de partages, successions et autres causes. (C)	TOTAL.	DIMINUTIONS. Extinctions résultant de décès notifiés ou présumés. (D)	Mutations de classes par suite de décès.	Mutations résultant de partages, successions et autres causes. (F)	TOTAL.	SITUATION au 1er janvier 1833.	*OBSERVATIONS.*
MONTANT DES RENTES.											
1re classe, sur 1 tête	4,937,242	4,954	34,594	29,436	68,984	348,012	1,904	29,498	379,414	4,626,812	
2e *idem*,... sur 2 têtes	1,491,303	2,122	1,164	9,449	12,735	60,606	29,361	11,188	101,155	1,402,883	
3e *idem*,... sur 3 têtes	87,674	68	//	100	168	3,716	2,742	//	6,458	81,384	
4e *idem*,... sur 4 têtes	28,106	//	//	//	//	1,778	//	50	1,828	26,278	
	6,544,325	7,144	35,758	38,985	81,887	414,112	34,007	40,736	488,855	6,137,357	
			74,743				74,743				
NOMBRE DE PARTIES.											
1re classe, sur 1 tête	23,212	58	115	119	292	1,555	7	155	1,717	21,787	
2e *idem*,.. sur 2 têtes	9,156	13	5	38	56	418	128	47	593	8,619	
3e *idem*,.. sur 3 têtes	485	1	//	//	1	30	9	//	39	447	
4e *idem*,.. sur 4 têtes	125	//	//	//	//	6	//	//	6	119	
	32,978	72	120	157	349	2,009	144	202	2,355	30,972	
			277				346				

(A) Rétablissement, sur les états de payement, de rentes dont les arrérages avaient cessé d'être réclamés pendant trois années consécutives, et qui, aux termes du décret du 8 ventôse an 13, ont été rejetées du Grand-livre comme éteintes, et portées au compte des extinctions présumées. Ces rétablissements sont toujours l'objet d'un examen approfondi et de décisions spéciales.

(B) Cette colonne comprend les rentes qui passent, à la mort d'une ou plusieurs des têtes sur lesquelles elles reposent, à celles des classes qui sont composées du nombre de têtes survivantes, sans qu'il résulte de cette opération un accroissement de la dette, seulement cette dette ne repose plus que sur un nombre réduit de rentiers vivants.

(C) Dans cette colonne figurent les mutations résultant de partages, successions et autres causes qui, en changeant la personne du rentier ayant droit à la jouissance, ne changent pas la nature de la rente, puisqu'aucune extinction n'est survenue dans les têtes sur lesquelles cette jouissance repose. Le nombre des mutations par décès est inférieur à celui des mutations résultant de partages, successions et autres causes; il faut remarquer que dans ces dernières se trouvent compris les transferts de propriété qui sont opérés par des ventes; bien que cette nature de rente soit moins susceptible de transfert que les rentes perpétuelles, cependant celles qui sont assises sur plusieurs têtes, et notamment les rentes génevoises, offrent encore à des vieillards des chances de durée plus grandes que celles de leur vie; de là la multiplicité des ventes, lesquelles, jointes aux divisions par succession, ou réunion dans une même main d'une rente viagère possédée par plusieurs, viennent rendre cette nature de mutations plus multipliée que celles qui arrivent par décès, en observant que les parties ne notifient souvent le décès que lorsque celui de la dernière tête est arrivé.

Toutes les extinctions de la quatrième classe ne forment pas une augmentation du nombre des parties de la troisième, et successivement jusqu'à la classe de rentes sur une seule tête. La plupart des rentiers viagers négligent de faire connaître les décès à mesure qu'ils ont lieu, et les lois des 24 frimaire an 6 et 22 floréal an 7 ne les obligent à présenter que le certificat de vie de l'une des têtes sur lesquelles la rente est assise; le Trésor peut ne connaître en conséquence tous les décès que lorsque la dernière tête vient à décéder. L'extinction totale au profit du Trésor peut donc aussi s'appliquer à une rente encore inscrite sur deux, trois ou quatre têtes; ces diverses circonstances rendent difficile de suivre avec une précision rigoureuse le mouvement de chaque classe. Celui qu'indique le tableau ci-dessus n'offre que le résultat des notifications de décès parvenus à la connaissance du Trésor. Il faut observer néanmoins qu'il ne peut y avoir aucun préjudice pour l'État, puisque le Trésor demeure débiteur de la rente tant qu'il reste une tête vivante, et qu'au moment du décès de la dernière, le rentier ne pourrait plus qu'à l'aide d'un faux en toucher les arrérages.

(D) Les extinctions qui sont portées dans cette colonne se divisent comme il suit :

Extinctions définitives résultant de décès notifiés	302,723f
Extinctions présumées. (*En exécution du décret du 8 ventôse an 13, mentionné ci-contre.*)	111,389.
SOMME ÉGALE	414,112.

(E) Colonne correspondante à celle (B).

(F) *Idem* (C).

SUITE DU COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

SITUATION des Crédits accordés pour l'inscription des Pensions, au 1er janvier 1833.

NATURE DES PENSIONS et DÉSIGNATION DES CRÉDITS.	LOIS qui ont ouvert les crédits.	CRÉDITS ACCORDÉS PAR LES LOIS, autérieurement au 1er janvier 1832.	pendant l'année 1832. Augmentation.	pendant l'année 1832. Diminution.	Montant au 1er janvier 1833.	INSCRIPTION DES PENSIONS Pensions inscrites antérieurement au 1er janvier 1832.	opérations pendant 1832. Pensions inscrites.	opérations pendant 1832. Pensions annulées.	Pensions imputables sur les crédits au 1er janvier 1833.	RESTE disponible sur les crédits au 1er janvier 1833.	OBSERVATIONS.
PENSIONS DE LA PAIRIE ET DE L'ANCIEN SÉNAT.											
Crédit indeterminé; les pensions sont liquidées d'après les règles que la loi a fixées	28 mai 1819	1,851,000	"	(a) 287,000	1,564,000	1,851,000	18,000	305,000	1,564,000	"	(a) Les crédits affectés aux pensions de cette nature n'étant pas déterminés par les lois, les modifications que ces crédits éprouvent résultent des pensions inscrites ou annulées pendant l'année.
PENSIONS CIVILES.											
Crédit permanent de 3,000,000, réduit, en 1818, à 2,450,000 fr., et augmenté, depuis 1819, des 14/20 des 550,000 fr. accordés temporairement aux fonds de retenue des ministères et administrations	25 mars 1817 (*art. 30*) 15 mai 1818 (*art. 17*)	2,807,500	(b) 27,500	"	2,835,000	1,827,484	41,056	135,140	1,733,400	1,101,600	(b) Quatorzième vingtième des 550,000 francs accordés temporairement aux fonds de retenue.
PENSIONS ECCLÉSIASTIQUES.											(c) Crédit annuellement accordé.
Crédit indéterminé; les pensions sont liquidées d'après les règles que les lois ont fixées	Diverses lois	5,134,627	"	(a) 472,158	4,662,469	5,134,627	2,897	475,055	4,662,469	"	
PENSIONS MILITAIRES.											
Crédits de 1829 et années antérieures	25 mars 1817 14 juillet 1819 (*art. 1, 2 et 5*) 19 juillet 1820 (*art. 1er*) 20 juin 1827 (*art. 1er, 2 et 5*)	66,971,305	"	"	66,971,305	66,938,932	16,513	1,149	66,954,296	17,009	
Crédit de 1830	14 juillet 1819 (*art. 5*) 20 juin 1827 (*art. 1er, 2 et 5*)	700,000	"	"	700,000	646.831	54,132	3,958	697,005	2,995	
Crédit de 1831	Mêmes lois	700,000	"	"	700,000	148,250	523,686	81,654	590,282	109,718	
Crédit de 1832	*Idem*	"	(c) 700,000	"	700,000	"	622,335	109.467	512,868	187,132	
Crédit spécial ouvert pour l'inscription au Trésor, à partir du 1er janvier 1827, des trait.ns d'inactivité convertis en pensions, jusqu'à l'extinction de cette dépense au budget de la guerre	20 juin 1827 (*art. 3*)	1,800,000	"	"	1,800,000	1,502,556	195,000	1,704	1,695,852	104,148	
Crédit extraordinaire	15 mars 1831 (*art. 3.*)	2,000,000	"	"	2,000,000	834.201	1,350,297	191,856	1,992,642	7,358	
		72,171,305	700,000	"	72,871,305	70,070,770	2,761,963	389,788	72,442,945	428,360	
PENSIONS DE DONATAIRES.											
Crédit indéterminé; les nouvelles concessions résultent de reversibilité dont les conditions sont réglées par la loi	26 juillet 1821	1,500,901	"	(a) 20,817	1,480,084	1,500,901	33.450	54,267	1,480,084	"	
PENSIONS POUR RÉCOMPENSES NATIONALES.											
Crédit spécial	13 décembre 1830 (*art. 7*) 24 novembre 1831 (*art. 1er*)	660,000	"	"	660,000	621,200	43,050	14,750	649,500	10,500	

RÉCAPITULATION.

Nature des pensions	Pensions de la pairie et de l'ancien sénat	1,851,000	"	287,000	1,564,000	1,851,000	18,000	305,000	1,564,000	"
	civiles	2,807,500	27,500	"	2,835,000	1,827,484	41,056	135,140	1,733,400	1,101,600
	ecclésiastiques	5,134,627	"	472,158	4,662,469	5,134,627	2,897	475,055	4,662,469	"
	militaires	72,171,305	700,000	"	72,871,305	70,070,770	2,761,963	389,788	72,442,945	428,360
	de donataires	1,500,901	"	20,817	1,480,084	1,500,901	33,450	54,267	1.480,084	"
	pour récompenses nationales	660,000	"	"	660,000	621,200	43,050	14,750	649,500	10,500
		84,125,333	727,500	779,975	84,072,858	81,005,982	2,900,416	1,374,000	82,532,398	1,540,460
			Diminution 52,475.				1,526,416			

SUITE DU COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

SITUATION des Pensions au 1er Janvier 1833.

NATURE DES PENSIONS.	SITUATION au 1er janvier 1832.	OPÉRATIONS PENDANT L'ANNÉE 1832. ACCROISSEMENTS qui affectent les crédits d'inscription.	ACCROISSEMENTS qui n'affectent pas les crédits d'inscription.	ACCROISSEMENTS TOTAL.	DÉCROISSEMENTS qui affectent les crédits d'inscription.	DÉCROISSEMENTS qui n'affectent pas les crédits d'inscription.	DÉCROISSEMENTS TOTAL.	SITUATION au 1er janvier 1833.	NOMBRE DE PARTIES. SITUATION au 1er janvier 1832.	MOUVEMENTS pendant l'année 1832. Accroissement.	MOUVEMENTS pendant l'année 1832. Décroissement.	SITUATION au 1er janvier 1833.
PENSIONS DE LA PAIRIE.												
1re série, composée des anciens sénateurs devenus pairs de France, et des pairs de France nommés depuis l'institution de la pairie	1,491,000	//	//	//	263,000	//	263,000	1,228,000	104	//	17	87
2e série, composée des anciens sénateurs non pairs de France, et veuves	360,000	18,000	//	18,000	42,000	//	42,000	336,000	42	3	4	41
	1,851,000	18,000	//	18,000	305,000	//	305,000	1,564,000	146	3	21	128
PENSIONS CIVILES.												
Anciennes	170,004	377	//	377	19,166	//	19,166	151,215	1,723	2	181	1,544
Nouvelles	1,637,480	40,679	//	40,679	115,974	//	115,974	1,582,185	980	35	69	946
	1,807,484	41,056	//	41,056	135,140	//	135,140	1,733,400	2,703	37	250	2,490
PENSIONS ECCLESIAST'QUES.												
Anciennes	5,118,858	2,897	//	2,897	473,988	//	473,988	4,647,767	22,978	12	2,112	20,878
Nouvelles	15,769	//	//	//	1,067	//	1,067	14,702	9	//	1	8
	5,134,627	2,897	//	2,897	475,055	//	475,055	4,662,469	22,987	12	2,113	20,886
PENSIONS MILITAIRES.												
1re classe	19,622,357	1,871,323	915	1,872,238	351,693	1,079,682	1,431,375	20,063,220	13,324	834	826	13,332
2e classe	23,787,144	437,040	3,042	440,082	19,345	999,411	1,018,756	23,208,870	102,361	1,292	3,896	99,757
Vétérans	125,656	//	2,522	2,522	//	3,566	3,566	124,612	474	7	16	463
Veuves	3,014,698	453,600	2,568	456,168	18,750	165,597	184,347	3,286,519	13,058	1,199	800	13,457
	46,550,255	2,761,963	9,047	2,771,010	389,788	2,248,256	2,638,044	46,683,221	129,217	3,332	5,538	127,011
Pensions de donataires	1,500,901	33,450	//	33,450	54,267	//	54,267	1,480,084	2,983	70	101	2,952
Pensions pour récompenses nationales	600,950	43,050	//	43,050	14,750	15,550	30,300	613,700	1,408	76	76	1,408

RÉCAPITULATION PAR NATURE.

Pensions de la pairie et de l'ancien sénat	1,851,000	18,000	//	18,000	305,000	//	305,000	1,564,000	146	3	21	128
——— civiles	1,827,484	41,056	//	41,056	135,140	//	135,140	1,733,400	2,703	37	250	2,490
——— ecclésiastiques	5,134,627	2,897	//	2,897	475,055	//	475,055	4,662,469	22,987	12	2,113	20,886
——— militaires	46,550,255	2,761,963	9,047	2,771,010	389,788	2,248,256	2,638,044	46,683,221	129,217	3,332	5,538	127,011
——— de donataires	1,500,901	33,450	//	33,450	54,267	//	54,267	1,480,084	2,983	70	101	2,952
——— pour récompenses nationales	600,950	43,050	//	43,050	14,750	15,550	30,300	613,700	1,408	76	76	1,408
	57,465,217	2,900,416	9,047	2,909,463	1,374,000	2,263,806	3,637,806	56,736,874	159,444	3,530	8,099	154,875
		Diminution 728,343								Dimin.on 4,569		

MOTIFS DES ACCROISSEMENTS.

PENSIONS DE LA PAIRIE.

18,000 nouvelles concessions en vertu d'ordonn. royales.

PENSIONS CIVILES.

41,056 = 31,479 nouvelles concessions. + 9,577 rétablissements en vertu de décisions ministérielles.

PENSIONS ECCLÉSIASTIQUES.

2,897 = 534 nouvelles concessions. + 2,363 rétablissements.

PENSIONS MILITAIRES.

2,771,010 = 2,761,963 nouvelles concessions. + 4,057 rétablissements. + 2,522 reversions (*Loi du 14 juillet 1819*). + 2,468 réunions (*Décret du 27 février 1811*.)

PENSIONS DE DONATAIRES.

33,450 = 250 nouvelles concessions. + 250 rétablissements. + 32,450 reversions sur des veuves et enfants. + 500 divisions.

PENSIONS POUR RÉCOMPENSES NATIONALES.

43,050 nouvelles concessions.

MOTIFS DES DÉCROISSEMENTS.

PENSIONS DE LA PAIRIE.

305,000 = 184,000 décès notifiés. + 73,000 démission des titulaires. + 48,000 renonciation de 4 pairs.

PENSIONS CIVILES.

135,140 = 109,818 décès notifiés. + 25,289 décès présumés (*Arrêté du 15 floréal an 12*) + 33 rejet pour cause de réunion.

PENSIONS ECCLÉSIASTIQUES.

475,055 = 325,770 décès notifiés. + 149,018 décès présumés. + 267 abandon de la part du titulaire.

PENSIONS MILITAIRES.

2,638,044 = 1,912,125 décès notifiés. + 361,348 décès présumés. + 3,564 remise en activité des titulaires. + 351,420 rejets pour cause de concessions plus fortes. + 150 condamnation à une peine infamante. + 200 double emploi. + 500 maintien en activité. + 6,202 secours éteints à la vingtième année des titulaires. + 100 le titulaire n'y ayant pas droit. + 2,435 rejets pour cause de réunion.

PENSIONS DE DONATAIRES.

54,267 = 52,017 décès notifiés. + 850 décès présumés. + 500 rejets pour cause de réunion.

PENSIONS POUR RÉCOMPENSES NATIONALES.

30,300 = 12,250 décès notifiés. + 9,800 secours éteints à la dix-huitième année des titulaires. + 5,250 secours éteints à la septième année, les titulaires étant susceptibles d'obtenir des pensions plus fortes. + 400 concessions plus fortes. + 2,600 les titulaires n'y ayant pas droit.

D'après la situation des crédits d'inscription (*voir le tableau précédent*), les pensions imputées sur les crédits jusqu'au 1er janvier 1833, s'élèvent à 82,32,398

D'après le présent tableau, les pensions restant encore inscrites à la même époque, ne s'élèvent qu'à 56,736,874

DIFFÉRENCE en plus au tableau des crédits d'inscription 25,795,524

Cette différence représente les pensions éteintes pour cause de décès des titulaires ou rejetées pour divers motifs, et dont l'annulation n'a pas dû faire retour aux crédits sur lesquels ces pensions avaient été originairement et régulièrement imputées; savoir :

Pensions militaires	25,759,724
Pensions pour récompenses nationales	35,800
Somme égale	25,795,524

SUITE DU COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

CAPITAUX de Cautionnements en numéraire, au 1er Janvier 1833.

DÉPARTEMENTS FRANÇAIS.										DÉPARTEMENTS SÉPARÉS DE LA FRANCE.				TOTAL GÉNÉRAL des capitaux de cautionnements dus au 1er janvier 1833.
CLASSES des titulaires.	CAPITAUX dus au 1er janvier 1832.	CRÉDITS DONNÉS AUX TITULAIRES pendant l'année 1832.					DÉBITS DONNÉS AUX TITULAIRES, pendant l'année 1832.			CAPITAUX dus au 1er janvier 1833.	CLASSES des titulaires.	CAPITAUX dus au 1er janvier 1832.	DÉBITS donnés aux TITULAIRES pendant l'année 1832.	CAPITAUX dus au 1er janvier 1833.	
		Pour recettes effectives.		Versements antérieurs au 1er avril 1814.	Applications et changements de classes.	Totaux des crédits.	Remboursem.s en numéraire.	Applications et changements de classes.	Totaux des débits.				Remboursements effectifs en numéraire.		
		Rectifications.	Numéraire.												
Agents de change	14 058,592 17	(A) //	1,704,000 00	//	4,000 00	1,708,000 00	1,373,500 00	4,000 00	1,377,500f 00c	14,389,092f 17c	Agents de change	//	//	//	14,389,092f 17c
Avoués	11,380,109 55	//	674,200 00	600 00	//	674,800 00	622,032 81	//	622,032 81	11,432,876 74	Avoués	2,026f 96c	//	2,026 96	11,434,903 70
Caissiers et payeurs	5,286,465 41	//	855,000 00	//	138,000 00	993,000 00	424,000 01	174,000 00	598,000 01	5,681,465 40	Caissiers et payeurs	//	//	//	5,681,465 40
Commissaires-priseurs	4,607,959 11	//	445,800 00	//	//	445,800 00	330,600 00	//	330,600 00	4,723,159 11	Commissaires-priseurs	//	//	//	4,723,159 11
Douanes	2,769,769 52	//	337,150 00	//	482,000 00	819,150 00	330,850 96	481,700 00	812,550 98	2,776,568 54	Douanes	32,984 88	//	32,984 88	2,809,553 42
Contributions indirectes	22,986,600 24	244 86	1,166,412 83	//	7,240 00	1,173,897 69	2,394,935 06	900 00	2,395,835 06	21,764,662 87	Contributions indirectes	118,211 85	333 33	117,878 52	21,882,541 39
Enregistrement	13,228,261 64	//	839,574 00	//	1,487,200 00	2,326,774 00	771,950 69	1,488,800 00	2,260,750 69	13,294,284 95	Enregistrement	138,855 83	//	138,855 83	13,433,140 78
Gardes du commerce	66,000 00	//	6,000 00	//	//	6,000 00	6,000 00	//	6,000 00	66,000 00	Gardes du commerce	//	//	//	66,000 00
Greffiers des tribunaux	2,777,245 29	//	176,500 00	//	6,650 00	183,150 00	196,300 00	4,000 00	200,300 00	2,760,095 29	Greffiers des tribunaux	4,000 00	//	4,000 00	2,764,095 29
Greffiers de paix	4,765,466 24	//	425,164 00	//	2,400 00	427,564 00	369,600 00	5,650 00	375 250 00	4,817,780 24	Greffiers de paix	1,566 34	//	1,566 34	4,819,346 58
Huissiers	8,220,696 54	//	457,920 00	250 00	1,500 00	459,670 00	445,148 47	2,100 00	447,248 47	8,233,118 07	Huissiers	4,401 06	//	4,401 06	8,237,519 13
Loterie	3,910,345 48	//	315,400 00	//	//	315,400 00	428,438 05	//	428,438 05	3,797,307 43	Loterie	24,202 42	//	24,202 42	3,821,509 85
Notaires	35,304,820 45	//	2,050,980 00	434 00	34,300 00	2,085,714 00	1,800,056 38	36,700 00	1,836,756 38	35,553,778 07	Notaires	2,634 00	//	2,634 00	35,556,412 07
Percepteurs	31,994,296 89	//	2,025,838 23	//	714,168 26	2,740,006 49	3,204,313 76	746,744 48	3,951,058 24	30,783,245 14	Percepteurs	165,326 76	//	165,326 76	30,948,571 90
Postes	2,557,034 07	154 27	530,463 45	//	81,650 00	612,267 72	214,236 97	81,650 00	295,886 97	2,873,414 82	Postes	8,727 74	//	8,727 74	2,882,142 56
Receveurs communaux	7,356,171 52	//	429,080 89	//	85,727 55	514,808 44	569,164 70	79,351 33	648,516 03	7,222,463 93	Receveurs communaux	10,327 70	//	10,327 70	7,232,791 63
Receveurs généraux	30,201,695 28	//	2,686,727 00	//	1,966,780 00	4,653,507 00	4,555,298 38	1,861,214 00	6,416,512 38	28,438,689 90	Receveurs généraux	//	//	//	28,438,689 90
Receveurs particuliers	17,115,095 09	//	899,694 20	//	713,109 00	1,612,803 20	885,600 42	752,275 00	1,637,875 42	17,090,022 87	Receveurs particuliers	251 46	//	251 46	17,090,274 33
Secrétaires des écoles de droit	88,000 00	//	//	//	//	//	16,000 00	//	16,000 00	72,000 00	Secrétaires des écoles de droit	//	//	//	72,000 00
Divers	1,235,790 72	//	1,643,976 79	//	25,100 00	1,669,076 79	139,697 60	25,100 00	164,797 60	2,740,069 91	Divers	1,902 00	//	1,902 00	2,741,971 91
Débitants de tabacs	8,920,024 15	//	457,550 00	//	5,350 00	462,900 00	638,932 22	7,700 00	646,632 22	8,736,291 93	Préposés aux tabacs	221,617 23	//	221,617 23	8,957,909 16
Octrois	1,747,291 53	//	238,765 00	//	20,212 00	258,977 00	193,141 49	23,502 00	216,643 49	1,789,625 04	Octrois	16,986 15	//	16,986 15	1,806,611 19
	230,577,730 89	399 13	18,366,196 39	1,284 00	5,775,386 81	24,143,266 33	19,909,597 99	5,775,386 81	25,684,984 80	229,036,012 42		754,022 38	333 33	753,689 05	229,789,701 47
			18,366,595 52												

(A) Rétablissement de cautionnements qui avaient été prélevés en atténuation de débets..... 399f 13c

SITUATION du Trésor au 1er janvier 1833.

CAUTIONNEMENTS DES DÉPARTEMENTS FRANÇAIS.

SOLDE dont le Trésor était débiteur au 1er janvier 1832. (*Voir* le Compte des finances de l'année 1831, page 418.)			12 481,94f 27
OPÉRATIONS de l'année 1832. — Recette		18,366,595 52	
OPÉRATIONS de l'année 1832. — Remboursements		19,909,597 99	
OPÉRATIONS de l'année 1832. — Excédant des remboursements sur les recettes		1,543,002 47	1,543,002 47
SOLDE débiteur du Trésor au 1er janvier 1833. (*Voir* page 307.)			10,938,938 80

CAUTIONNEMENTS DES DÉPARTEMENTS SÉPARÉS DE LA FRANCE.

SOLDE dont le Trésor était créancier au 1er janvier 1832. (*Voir* le Compte des finances de l'année 1831, page 419.)	6,383,335 14	*Voir* page 313 les explications données sur les causes de cette situation.
REMBOURSEMENTS effectués pendant l'année 1832	333 33	
SOLDE créancier ou avance du Trésor au 1er janvier 1833. (*Voir* page 306.)	6,383,668 47	

SUITE DU COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

INTÉRÊTS de Cautionnements en numéraire, au 1er Janvier 1833.

CLASSES DES TITULAIRES.	INTÉRÊTS DUS au 1er janvier 1832.	CRÉDITS DONNÉS aux titulaires pendant l'année 1832 pour intérêts à 4 pour cent.	DÉBITS DONNÉS AUX TITULAIRES PENDANT L'ANNÉE 1832. Pour annulations et réductions.	Pour paiemens en numéraire.	TOTAUX des débits.	INTÉRÊTS DUS au 1er janvier 1833.	*OBSERVATIONS.*
Agents de change	540,825f 57c	571,338 63	3,289f 03c	546,261f 12c	549,550f 15c	562,614f 05c	
Avoués	490,832 96	454,435 59	7,400 10	463,322 69	470.722 79	474,545 76	
Caissiers et payeurs	202,189 26	210,477 44	3.538 21	207.794 07	211,332 28	201,334 42	
Commissaires-priseurs	195,938 71	187,896 44	3,880 18	184,613 22	188,493 40	195,341 75	
Douanes	116,360 96	113,251 57	2,300 49	119,548 95	121,849 44	107,763 09	
Contributions indirectes	952,207 10	886,103 83	11,751 90	935,519 59	947,271 49	891,039 44	
Enregistrement	583,405 43	533,378 37	10,591 40	501,712 79	512,304 19	604,479 61	
Gardes du commerce	2,521 62	2,616 98	//	2,714 46	2,714 46	2,424 14	
Greffiers des tribunaux	111,237 53	111,322 61	1,577 00	107,076 35	108,653 35	113,906 79	
Greffiers de paix	194,236 93	193,100 10	2,807 65	195,523 36	198,331 01	189,006 02	
Huissiers	459,631 67	330,851 86	31,149 52	307,844 57	338,994 09	451,489 44	
Loterie	153,108 66	155,717 50	2,542 69	168,334 11	170,876 80	137,949 36	
Notaires	1,444,686 42	1,408,612 08	22,942 99	1,398,552 06	1,421,495 05	1,431,803 45	
Percepteurs	1,431,256 69	1,254,303 56	27,894 18	1,210,722 00	1.238,616 18	1,446,944 07	
Postes	109,248 86	107,389 11	2,275 84	80,655 18	82,931 02	133,706 95	
Receveurs communaux	268,908 23	294,250 07	8,171 11	268,442 21	276,613 32	286,544 98	
Receveurs généraux	1,168,832 77	1,164,155 90	7,235 95	1,135,768 12	1,143,004 07	1,189,984 60	
Receveurs particuliers	630,838 39	677,276 69	347 99	685,867 94	686,215 93	621,899 15	
Secrétaires des écoles de droit	2,682 73	3,225 41	//	960 00	960 00	4,948 14	
Divers	46,360 85	74,112 10	783 85	46,607 50	47,391 35	73,081 60	
Préposés aux tabacs	423,713 56	361,922 03	18.402 82	364,454 04	382,856 86	402,778 73	
Octrois	71,858 99	72,468 96	1,574 04	63,255 44	64,829 48	79,498 47	
TOTAUX	9,600,883 89	9,168,206 83	170,456 94	8,995,549 77	9,166,006 71	9,603,084 01	173,880 28 d'intérêts portant sur l'année 1828. 194,804 73 *idem* 1829. 260,198 45 *idem* 1830. 326,742 47 *idem* 1831. 8,647,438 08 *idem* 1832.

RÉSULTAT comparatif du Crédit législatif et des Paiemens effectués.

Le crédit alloué par la loi de finances du 21 avril 1832, pour le service des intérêts de cautionnements de l'année 1832, est de	8,733,940f 00c	
La somme des intérêts acquittés pendant l'année 1832, imputable sur le crédit ci-dessus, est de	8,995,549 77	
EXCÉDANT de dépenses pour lequel il sera demandé un crédit supplémentaire par la loi de règlement du budget de 1832	241,609 77	(*Voir* page 267.)

SUITE DU COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

SITUATION, au 1er janvier 1833, des Titulaires de Cautionnements en numéraire.

CLASSES DES TITULAIRES.	TITULAIRES EN ACTIVITÉ. — CAPITAUX dus au 1er janvier 1832.	MOUVEMENTS pendant l'année 1832 (1). — À DÉDUIRE : Cautionnements de titulaires qui ont cessé leurs fonctions	MOUVEMENTS pendant l'année 1832 (1). — À AJOUTER : Cautionnements des nouveaux titulaires entrés en fonctions	TITULAIRES EN ACTIVITÉ. — CAPITAUX dus au 1er janvier 1833.	TITULAIRES QUI ONT CESSÉ LEURS FONCTIONS DANS LES DÉPARTEMENTS FRANÇAIS. — CAPITAUX dus au 1er janvier 1832.	MOUVEMENTS pendant l'année 1832 (1). — À AJOUTER : Cautionnements de titulaires qui ont cessé leurs fonctions.	MOUVEMENTS pendant l'année 1832 (1). — À DÉDUIRE : Cautionnements remboursés.	TITULAIRES QUI ONT CESSÉ LEURS FONCTIONS DANS LES DÉPARTEMENTS FRANÇAIS. — CAPITAUX dus au 1er janvier 1833.	TITULAIRES DES DÉPARTEMENTS SÉPARÉS DE LA FRANCE. — CAPITAUX dus au 1er janvier 1832.	REMBOURSEMENTS effectués en 1832.	CAPITAUX dus au 1er janvier 1833.	OBSERVATIONS.
Agens de change et courtiers	12,676,000f 00c	1,704,000f 00c	1,704,000f 00c	12,676,000f 00c	1,382,592f 17c	1,704,000f 00c	1,373,500f 00c	1,713,092f 17c	//	//	//	(1) Dans ces colonnes sont comprises les suppressions et les créations d'emplois qui ont eu lieu en 1832.
Avoués	10,737,600 00	647,800 00	674,800 00	10,737,600 00	642,509 55	674,800 00	622,032 81	695,276 74	2,026f 96c	//	2,026f 96c	
Caissiers et payeurs	3,324,330 00	319,000 00	819,000 00	3,824,330 00	1,962,135 41	319,000 00	424,000 01	1,857,135 40	//	//	//	
Commissaires-priseurs	4,380,000 00	445,800 00	445,800 00	4,380,000 00	227,959 11	445,800 00	330,600 00	343,159 11	//	//	//	
Douanes	2,280,000 00	337,450 00	337,450 00	2,280,000 00	489,769 52	337,450 00	330,650 98	496,568 54	32,984 88	//	32,984 88	
Contributions indirectes	18,520,000 00	1,172,997 69	1,172,997 69	18,520,000 00	4,466,600 24	1,172,997 69	2,394,935 06	3,244,662 87	118,211 85	333 33	117,878 52	
Enregistrement	12,316,080 00	837,974 00	837,974 00	12,316,080 00	912,181 64	837,974 00	771,950 69	978,204 95	138,855 83	//	138,855 83	
Gardes du commerce	66,000 00	6,000 00	6,000 00	66,000 00	//	6,000 00	6,000 00	//	//	//	//	
Greffiers des tribunaux	2,631,500 00	179,150 00	179,150 00	2,631,500 00	145,745 29	179,150 00	196,300 00	128,595 29	4,000 00	//	4,000 00	
Greffiers de paix	4,474,683 00	421,914 00	421,914 00	4,474,683 00	290,783 24	421,914 00	369,600 00	343,097 24	1,566 34	//	1,566 34	
Huissiers	7,060,800 00	457,570 00	457,570 00	7,060,800 00	1,159,896 54	457,570 00	445,148 47	1,172,318 07	4,401 06	//	4,401 06	
Loterie	3,230,000 00	315,400 00	315,400 00	3,230,000 00	680,345 48	315,400 00	428,438 05	567,307 43	24,202 42	//	24,202 42	
Notaires	34,761,200 00	2,049,014 00	2,049,014 00	34,761,200 00	543,620 45	2,049,014 00	1,800,056 38	792,578 07	2,634 00	//	2,634 00	
Percepteurs	25,436,178 00	1,993,262 01	1,993,262 01	25,436,178 00	6,558,118 89	1,993,262 01	3,204,313 76	5,347,067 14	165,326 76	//	165,326 76	
Postes	1,850,500 00	530,617 72	530,617 72	1,850,500 00	706,534 07	530,617 72	214,236 97	1,022,914 82	8,727 74	//	8,727 74	
Receveurs communaux	5,232,545 00	435,457 11	435,457 11	5,232,545 00	2,123,626 52	435,457 11	569,164 70	1,989,918 93	10,327 70	//	10,327 70	
Receveurs généraux	27,931,999 26	4,061,034 00	2,792,293 00	26,663,258 26	2,269,696 02	4,061,034 00	4,555,298 38	1,775,431 64	//	//	//	
Receveurs particuliers	16,395,397 00	860,528 20	860,528 20	16,395,397 00	719,698 09	860,528 20	885,600 42	694,625 87	251 46	//	251 46	
Secrétaires des écoles de droit	56,000 00	//	//	56,000 00	32,000 00	//	16,000 00	16,000 00	//	//	//	
Divers	1,080,000 00	623,976 79	1,643,976 79	2,100,000 00	155,790 72	623,976 79	139,697 60	640,069 91	1,902 00	//	1,902 00	
Débitants de tabacs	8,031,000 00	455,200 00	455,200 00	8,031,000 00	889,024 15	455,200 00	638,932 22	705,291 93	221,617 23	//	221,617 23	
Octrois	1,400,000 00	235,475 00	235,475 00	1,400,000 00	347,291 53	235,475 00	193,141 49	389,625 04	16,986 15	//	16,986 15	
	203,871,812 26	18,116,620 52	18367,879 52	204,123,071 26	26,705,918 63	18.116,620 52	19,909,597 99	24,912,941 16	754,022 38	333 33	753,686 05	
		251,259 00				1,792,977 47						

RÉSUMÉ au 1er Janvier 1833.

Titulaires en activité	204,123,071f 26c	229,036,012f 42c
Titulaires qui ont cessé leurs fonctions dans les départements français	24,912,941 16	
Titulaires des départements séparés de la France	753,689 05	
	229,789,701 47	

Nota. Voir, pour l'emploi de ces capitaux, le développement qui se trouve à la page suivante.

SUITE DU COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

DÉVELOPPEMENT sur l'Emploi qui a été fait des Capitaux de Cautionnements inscrits au Trésor, à l'époque du 1er Janvier 1833.

TITULAIRES DES DÉPARTEMENTS FRANÇAIS.

Les capitaux de cautionnements dus aux titulaires des départements français s'élèvent, au 1er janvier 1833, à.... 229,036,012 42

SAVOIR :

Titulaires en activité	204,123,071 26	
Titulaires ayant cessé leurs fonctions	24,912,941 16	
	229,036,012 42	

Cette somme se compose ainsi :

1° Capitaux inscrits à l'ancienne caisse d'amortissement au 1er avril 1814. (*Voir* le compte de l'année 1824, p. 184.)		152,365,725 49
2° Suppléments de cautionnements créés par la loi du 28 avril 1816, et portés en recette au budget de l'exercice 1816. (*Voir* le compte de 1824, page 190.)	65,104,000 00	
3° Cautionnements créés par la loi du 23 juin 1820, et portés en recette au budget de 1820. (*Voir* le compte de 1824, page 190.)	18,000 00	
		65,122,000 00
4° Cautionnements existants au Trésor, suivant la situation de l'administration des finances, au 1er janvier 1833. (*Voir* page 307.)		10,938,938 80
5° Cautionnements versés dans les caisses du Trésor antérieurement au 1er avril 1814, mais qui n'ont été inscrits que postérieurement à cette époque		586,584 85

SAVOIR :

Du 1er avril 1814 au 1er janvier 1824 (compte de 1824, page 190), déduction faite de 2,200 francs, montant d'un débit donné aux titulaires pour rectification. (*Voir* le compte de 1828, page 270.)	561,624 13	
Pendant l'année 1824. (Compte de 1824, page 204.)	8,266 97	
——— 1825. (——— de 1825, ——— 190.)	3,818 25	
——— 1826. (——— de 1826, ——— 240.)	3,108 00	
——— 1827. (——— de 1827, ——— 252.)	2,367 00	
——— 1828. (——— de 1828, ——— 270.)	1,401 00	
——— 1829. (——— de 1829, ——— 366.)	1,064 00	
——— 1830. (——— de 1830, ——— 334.)	2,351 00	
——— 1831. (——— de 1831, ——— 418.)	1,300 50	
——— 1832. (——— de 1832, ——— 504.)	1,284 00	
	586,584 85	

6° Cautionnements fournis dans les départements séparés de la France et qui ont été appliqués, postérieurement au 1er avril 1814, à la garantie de nouvelles fonctions à exercer en France		22,763 28

SAVOIR :

Pendant l'année 1824. (Compte de 1824, page 205.)	4,400 00	
——— 1825. (——— de 1825, ——— 191.)	9,196 28	
——— 1826. (——— de 1826, ——— 241.)	2,667 00	
——— 1827. (——— de 1827, ——— 253.)	2,400 00	
——— 1828. (——— de 1828, ——— 271.)	1,800 00	
——— 1831. (——— de 1831, ——— 419.)	2,000 00	
	22,763 28	

SOMME ÉGALE	229,036,012 42

TITULAIRES DES DÉPARTEMENTS SÉPARÉS DE LA FRANCE.

Les capitaux de cautionnements dus aux titulaires des départements séparés de la France s'élèvent, au 1er janvier 1833, à F. 754,022. 38.

Les cautionnements inscrits en leur nom à l'ancienne caisse d'amortissement étaient, au 1er avril 1814, de (*Voir* le compte de l'année 1824, page 184.)			44,568,123f 24c
Sur cette somme il a été remboursé :			
1° En rentes ou par annulation, à des titulaires étrangers. (*Voir* le compte de 1824, page 189.)	29,005,202f 44c		
À DÉDUIRE :			
Pour rétablissement au crédit des titulaires du montant de remboursements effectués en rentes. (*Voir* le compte de 1829, page 367.)	300 00		
Pour montant de radiations faites d'après la convention du 18 avril 1818 : (*Voir* le compte de 1826, page 241.)	400 00	1,700 00	
(——— de 1828, ——— 271.)	1,300 00		
		2,000 00	
RESTE	29,003,202 44		
2° En numéraire, du 1er avril 1814 au 1er janvier 1833	14,788,468 47		
Il a été en outre porté au débit des titulaires une somme de 22,763f 28c pour affectation à de nouvelles fonctions, de cautionnements fournis primitivement dans les départements séparés de la France (*Voir* ci-contre le développement de cette somme.), ci	22,763 28		
TOTAL des remboursements	43,814,434 19	ci.	43,814,434 19
RESTE à rembourser au 1er janvier 1833			753,689 05
Les remboursements en numéraire qui se sont élevés à la somme ci-dessus de			14,788,468 47
et pour lesquels la loi du 27 juin 1819 avait alloué un crédit de 12 millions, n'ont été définitivement passés en dépense que pour la somme de 8,404,800 fr. à laquelle la loi du 31 mars 1822 a réduit le crédit primitif (*Voir* le compte de 1830, page 206.), ci			8,404,800 00
RESTE la somme de			6,383,668 47

dont le Trésor est à découvert sur le service des cautionnements (*voir*, page 306, la situation de l'administration des finances, au 1er janvier 1833.)

COMPTE

DES

DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES DU TRÉSOR PUBLIC

AU 1er JANVIER 1833.

NOTE

Sur le Compte des Débets et Créances litigieuses du Trésor public.

Le Compte des débets et créances litigieuses du Trésor public, dressé jusqu'à présent en conformité des dispositions de l'arrêté du Ministre des finances du 14 décembre 1826, a été établi cette année en exécution de l'arrêté du 9 octobre 1832, relatif à la comptabilité et au contrôle des débets et créances poursuivies par l'agent judiciare du Trésor.

L'état n° 1 fait connaître, 1° la situation au 1er janvier 1832, telle qu'elle a été établie dans le Compte des finances de 1831; 2° le mouvement en accroissements et en atténuations, pendant l'année 1832, de tous les articles du Compte des débets et créances; 3° et enfin la situation au 1er janvier 1833.

Cet état est divisé en trois parties.

Dans la première on a compris les débets et créances litigieuses qui figurent dans l'actif du Trésor, sous le titre d'avances, débets et créances à recouvrer.

La seconde, qui concerne les prêts et avances faits au commerce et à l'industrie, en exécution de la loi du 17 octobre 1830, représente la portion de ces prêts qui était tombée en litige, à l'époque du 1er janvier 1833; elle se compose des valeurs formant le gage du Trésor, qui n'ayant pas été acquittées à leur échéance, ont été remises par le caissier central à l'agent judiciaire pour en poursuivre le recouvrement.

La troisième partie comprend les débets et créances de toute nature qui ne font pas partie de l'actif du Trésor, et dont la recette est appliquée aux produits divers du budget.

On voit que, dans le cours de l'année 1832, il est survenu 335 affaires nouvelles s'élevant ensemble à 9,610,543 francs 69 centimes,

Et qu'il en a été terminé 194, s'élevant, savoir :

En versements effectués dans les caisses du Trésor, à.....	1,809,827f 85c
En réductions ou régularisations, à.....	210,543. 29.
Total des atténuations.....	2,020,371. 14.

En sorte que le nombre des affaires en instance, qui n'était, au 1er janvier 1832, que de 1,024, est de 1,165 au 1er janvier 1833. Les prêts et avances résultant de la loi du 17 octobre 1830, présentent une réduction de 59 sur le nombre des comptes; cette réduction n'apparaît cette année que parce qu'en 1831 on avait supputé les comptes par le nombre des titres ou valeurs renvoyés à l'agence judiciaire, tandis que ces titres et valeurs sont actuellement réunis par individu dans les 133 comptes ouverts à la section 35.

Relativement aux débets et créances, les *accroissements* sont justifiés par des arrêts de la Cour des comptes, des liquidations d'intérêts, des états de situation formés sur les écritures appuyées de pièces justificatives, ou par des bordereaux de débets notifiés par les ministères.

Les *versements* effectués dans les caisses du Trésor public sont constatés par les talons des récépissés délivrés aux parties versantes et par les écritures de la comptabilité géné-

rale des finances ; ils ont été notifiés à la direction du contentieux par des bordereaux mensuels certifiés du directeur de la comptabilité.

Les *réductions et régularisations* sont justifiées par des ordonnances du Roi, des arrêts de la Cour des comptes et des décisions ministérielles.

Les créances qui ont été reconnues caduques dans le cours de 1832, ne pouvant être déclarées telles que sur l'avis du comité des finances, approuvé par le Ministre, et par ordonnance du Roi, et ces formalités n'ayant pu être remplies que postérieurement à l'année 1832, le résultat des déclarations de caducité qui seront prononcées à cet égard, ne figurera que dans le Compte de l'année suivante.

L'état n° 2 fait connaître la portion des débets comprise ou non comprise dans l'actif de l'administration des finances, au 1er janvier 1833, et le résumé sommaire de l'appréciation des créances, à la même époque, par l'agence judiciaire du Trésor.

Les motifs de l'appréciation de chaque créance sont consignés sur des états détaillés dressés par nature de créances, et classés par section.

La masse de débets et créances, au 1er janvier 1833, résultant de 1,165 affaires et montant à la somme de 65,134,890 francs 38 centimes, a été appréciée et classée comme suit :

1° En créances bonnes.....	4,215,330^f^	98^c^
2° En créances d'un recouvrement douteux.....	9,878,560.	74.
3° En créances mauvaises ou irrecouvrables.....	51,040,998.	66.
Somme égale.....	65,134,890.	38.

Le travail d'appréciation présente, aussi exactement qu'il est possible, la valeur actuelle des débets et créances.

On a compris dans la classe des *créances bonnes* celles qui reposent sur des gages certains et celles qui concernent des débiteurs solvables.

Les créances d'un *recouvrement douteux* sont celles sur lesquelles il n'existe pas de garantie suffisante, ou qui donnent lieu à des contestations avec les débiteurs.

Ces créances produiront, sans doute, des recouvrements importans ; mais, dans l'état actuel des affaires, il n'est pas possible d'arbitrer la quotité des rentrées qui pourront être obtenues.

Les créances classées comme *mauvaises* sont celles qui ne présentent plus de ressources pour le Trésor public, parce que l'actif des débiteurs est épuisé, et qu'il ne reste plus qu'à constater régulièrement l'insolvabilité des redevables.

On renouvelle ici l'observatiou consignée dans les comptes antérieurs, que la masse des *créances mauvaises* ne doit pas être considérée comme une perte réelle pour le Trésor public, attendu qu'elle ne résulte, en grande partie, que de liquidations faites en l'absence des pièces comptables, que les héritiers des débiteurs décédés insolvables, ou les débiteurs eux-mêmes, en fuite ou en faillite, n'avaient aucun intérêt à produire.

ÉTAT n° I.

COMPTE DES DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES DU TRÉSOR PUBLIC,

Présentant la Situation des Débets au 1er Janvier 1832, les Accroissements et les Atténuations qui ont eu lieu pendant l'année 1832, et la Situation des Débets au 1er Janvier 1833.

SECTIONS.	DÉSIGNATION DES SECTIONS.	MONTANT DES DÉBETS au 1er janvier 1832.	ACCROISSEMENT pendant l'année 1832.	TOTAL.	ATTÉNUATIONS: VERSEMENTS effectués dans les caisses du Trésor.	ATTÉNUATIONS: RÉDUCTIONS prononcées par ordonnances du Roi, arrêts de la cour des comptes, jugements, &c.	PENDANT L'ANNÉE 1832: DÉCLARATIONS de caducité prononcées par ordonnance du Roi.	PENDANT L'ANNÉE 1832: TOTAL des atténuations.	MONTANT DES DÉBETS au 1er janvier 1833.	MOUVEMENTS DANS LE NOMBRE DES COMPTES DE DÉBETS: Comptes au 1er janv. 1832.	Accroissements de l'année.	TOTAL.	Atténuations de l'année.	Comptes au 1er janv. 1833.	OBSERVATIONS.
6	Receveurs généraux depuis l'an 4	7,185,831 79	290,745 32	7,476,577 11	364,490 55	//	//	364,490 55	7,112,086 56	29	1	30	4	26	
7	Receveurs particuliers et percepteurs	54,906 11	//	54,906 11	//	//	//	//	54,906 11	13	//	13	1	12	
29	Receveurs de l'enregistrement et des domaines	323,491 54	60,816 93	384,308 47	51,562 01	364 84	//	51,926 85	332,381 62	44	16	60	11	49	
31	Receveurs des douanes	624,326 19	364 31	624,690 50	394 31	//	//	394 31	624,296 19	9	//	9	1	8	
33	Receveurs des contributions indirectes	169,724 13	28,996 65	198,720 78	19,775 18	266 90	//	20,042 08	178,678 70	45	20	65	17	48	
32	Directeurs des postes	107,468 52	19,512 42	126,980 94	13,227 67	//	//	13,227 67	113,753 27	37	14	51	10	41	
30	Receveurs des loteries	746,132 63	61,473 48	807,606 11	25,917 58	//	//	25,917 58	781,688 53	17	36	53	25	28	
5	Payeurs des départements et divisions militaires	2,702,933 02	//	2,702,933 02	4,290 00	//	//	4,290 00	2,698,643 02	12	//	12	//	12	
36	Caissier central du Trésor	//	6,267,083 33	6,267,083 33	1,049,310 38	//	//	1,049,310 38	5,217,772 95	//	1	1	//	1	
		11,914,813 93	6,728,992 44	18,643,806 37	1,528,967 68	631 74	//	1,529,599 42	17,114,206 95	206	88	294	69	225	
19	Prêts faits à divers négociants, antérieurement à 1818	1,778,669 71	//	1,778,669 71	19,725 35	//	//	19,725 35	1,758,944 36	5	//	5	//	5	
37	Prêts à divers manufacturiers. (*Loi du 8 septembre 1830.*)	//	93,463 00	93,463 00	//	//	//	//	93,463 00	//	5	5	//	5	
	TOTAL	13,693,483 63	(B) 6,822,455 44	20,515,939 08	1,548,693 03	631 74	//	1,549,324 77	18,966,614 31	211	93	304	69	235	
35	Prêts au commerce et à l'industrie. (*Loi du 17 octobre 1830.*) (A) — Engagements	1,248,727 10	2,473,310 84	3,722,037 94	188,084 04	//	//	188,084 04	3,533,953 90						
	Valeurs de garantie	259,332 25	54,704 13	314,036 38	1,147 40	63,664 20	//	64,811 60	249,224 78						
	Frais judiciaires	3,346 53	6,779 24	10,125 77	515 07	//	//	515 07	9,610 70	192	//	192	59	133	
	TOTAL	1,511,405 88	2,534,794 21	4,046,200 09	189,746 51	63,664 20	//	253,410 71	3,792,789 38						
1	Directeurs et trésoriers des monnaies	1,939,899 90	//	1,939,899 90	1,266 00	//	//	1,266 00	1,938,633 90	2	//	2	//	2	
2	Receveurs et préposés des économats	8,998 61	//	8,998 61	//	//	//	//	8,998 61	2	//	2	//	2	
3	Receveurs des finances, domaines et bois	4,518,226 88	1,206 15	4,519,433 03	2,129 63	//	//	2,129 63	4,517,303 40	11	1	12	1	11	
4	Receveurs de district, de 1791 à l'an 4	65,040 29	//	65,040 29	//	//	//	//	65,040 29	2	//	2	//	2	
8	Comptables divers	4,333,419 18	//	4,333,419 18	273 00	//	//	273 00	4,333,146 18	4	//	4	//	4	
9	Comptables des colonies	75,583 30	//	75,583 30	100 00	//	//	100 00	75,483 30	3	//	3	//	3	
10	Créances de l'ancienne liste civile (antérieurement à 1814)	94,397 12	//	94,397 12	//	//	//	//	94,397 12	2	//	2	//	2	
11	Entrepreneurs et fournisseurs	27,074,629 37	82,279 66	27,156,909 03	17,263 22	14,617 65	//	31,880 88	27,125,028 15	59	3	62	2	60	
12	Comptables de la marine, trésoriers et consuls	442,827 85	//	442,827 85	//	//	//	//	442,827 85	3	//	3	//	3	
13	Officiers et sous-officiers	739,506 08	101,093 16	840,599 24	16,912 03	54,176 56	//	71,088 59	769,510 65	203	182	385	32	353	
14	Gardes-magasins	1,137,058 10	//	1,137,058 10	8,852 00	44,880 07	//	53,732 07	1,083,326 03	45	//	45	2	43	
17	Économes des hôpitaux militaires	23,323 63	//	23,323 63	//	//	//	//	23,323 63	3	//	3	//	3	
18	Agens et préposés des fourrages, hôpitaux, étapes	788,665 06	9,018 15	797,683 21	8,522 33	32,504 93	//	41,027 26	756,655 95	47	6	53	6	47	
20	Boulangers, de 1789 à 1792	1,157 26	//	1,157 26	//	//	//	//	1,157 26	2	//	2	//	2	
21	Meuniers, de 1792 à l'an 5	2,467 99	//	2,467 99	//	//	//	//	2,467 99	2	//	2	//	2	
22	Entrepreneurs des travaux du génie	30,835 12	17,004 79	47,839 91	843 37	//	//	843 37	46,996 54	2	2	4	//	4	
23	Pensionnaires de l'État (remboursement d'arrérages)	44,055 47	10,842 06	54,897 53	7,122 82	//	//	7,122 82	47,774 71	21	7	28	6	22	
24	Directeurs des postes (anciennes affaires)	17,881 44	6 70	17,888 14	698 93	5 93	//	704 86	17,183 28	20	//	20	3	17	
27	Effets divers (douanes, adjudicataires de coupes de bois, &c.)	231,595 01	//	231,595 01	4,746 75	//	//	4,746 75	226,848 26	28	//	28	//	28	
28	Débiteurs divers	727,680 30	12,700 21	740,380 51	693 73	62 20	//	755 93	739,624 58	72	10	82	2	80	
34	Effets provenant de la caisse du sceau des titres	42,580 35	19,143 16	61,723 51	1,964 50	//	//	1,964 50	59,759 01	88	31	119	12	107	
	TOTAL des divers débiteurs	42,339,828 31	253,294 04	42,593,122 35	71,388 31	146,247 35	//	217,635 66	42,375,486 69	621	242	863	66	797	
	REPORT des débets des comptables des finances et des prêts faits à divers négociants et manufacturiers	13,693,483 64	6,822,455 44	20,515,939 08	1,548,693 03	631 74	//	1,548,324 77	18,966,614 31	211	93	304	69	235	
	REPORT des prêts au commerce et à l'industrie. (*Loi du 17 octobre 1830.*)	1,511,405 88	2,534,794 21	4,046,200 09	189,746 51	63,664 20	//	253,410 71	3,792,789 38	192	//	192	59	133	
	TOTAL GÉNÉRAL	57,544,717 83	9,610,543 69	67,155,261 52	(C) 1,809,827 85	210,543 29	//	2,020,371 14	65,134,890 38	1,024	335	1,359	194	1,165	

(A) Voir le Compte des prêts au commerce (*page 403*).

(B) Sur cette somme de 6,822,455f 44c, celle de 6,779.357f 79c a été constatée dans l'actif de l'administration des finances, savoir :

Débets de comptables 6,685,894f 79c
Créances litigieuses 93,463 00
} 6,779,357f 79c

(Voir le compte du service de trésorerie page 172).

Le surplus de 43,097f 65c, représentant des débets provenant de vérifications de régie, et qui n'ont point fait déficit dans les caisses du Trésor, n'a pas été constaté dans l'actif, ci 43,097f 65

Somme pareille 6,822,455 44c

(C) Ces versements ont été constatés en recette, savoir :

1° Aux comptes de débets et créances compris dans l'actif de l'administration des finances. (Voir le compte du service de trésorerie, page 174), pour 1,520,939f 45c

2° Au compte des frais judiciaires pour prêts au commerce. (page 146), pour 423 32

3° Au compte des produits divers de l'exercice 1832. (Voir le compte des contributions et revenus publics (pages 61 et 63), pour 288,465f 08c, savoir :

Recettes sur débets de comptables non compris dans l'actif de l'administration des finances 27,753f 58c
Recettes sur divers débets poursuivis par l'agence judiciaire et non compris dans l'actif 71,388 31
Recouvrements sur prêts au commerce 167,352 40
Intérêts bonifiés au Trésor sur prêts au commerce. 21,879 04
Remboursements de frais judiciaires pour prêts au commerce 91 75
} 288,465 08

Somme égale 1,809,827 85

ÉTAT n° 2.

SUITE DU COMPTE DES DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES DU TRÉSOR PUBLIC.

SITUATION ET APPRÉCIATIONS des Créances au 1er Janvier 1833.

SECTIONS.	DÉSIGNATION DES SECTIONS.	NOMBRE DE COMPTES.	SITUATION DANS LES ÉCRITURES DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE DES FINANCES.			APPRÉCIATIONS DE L'AGENCE JUDICIAIRE.				OBSERVATIONS.
			Débets compris dans l'actif de l'administration des finances.	Débets non compris dans l'actif de l'administration des finances.	TOTAL.	Créances bonnes.	Créances douteuses.	Créances mauvaises.	TOTAL.	
6	Receveurs généraux depuis l'an 4	26	406,480 78	6,705,605 78	7,112,086 56	440,908 36	352,445 70	6,318,732 50	7,112,086 56	La différence qui existe entre les *débets compris dans l'actif de l'administration des finances* et les *créances* estimées *bonnes* par l'agence judiciaire du Trésor, résulte du mouvement qu'opèrent sur la masse des créances les appréciations de l'agence judiciaire, dont les bases essentiellement variables font rentrer chaque année dans les créances bonnes des créances précédemment jugées mauvaises ou douteuses, ou rejettent dans les créances douteuses et mauvaises des créances qui avaient d'abord été présumées bonnes, tandis que les débets compris dans l'actif de l'administration des finances n'en peuvent sortir que par suite de versements matériels effectués dans les caisses du Trésor, ou d'imputation sur les crédits des Budgets, en vertu d'ordonnances et décisions qui doivent être ultérieurement soumises à la sanction législative. *Voir*, pour la portion de débets comprise dans l'actif, et montant à 6,269,920 63, la *Situation de l'administration des finances*, p. 306 et 311.
7	Receveurs particuliers et percepteurs	12	3,600 11	51,306 00	54,906 11	446 37	8,488 39	45,971 35	54,906 11	
29	Receveurs de l'enregistrement et des domaines	49	95,795 13	236,586 49	332,381 62	46,187 33	22,977 98	263,216 31	332,381 62	
31	Receveurs des douanes	8	33,585 40	590,710 79	624,296 19	20,403 22	5,000 00	598,892 97	624,296 19	
33	Receveurs des contributions indirectes	48	32,939 14	145,739 56	178,678 70	23,286 13	597 95	154,794 62	178,678 70	
32	Directeurs des postes	41	25,301 35	88,451 92	113,753 27	17,702 48	23,414 42	72,636 37	113,753 27	
30	Receveurs des loteries	28	57,340 54	724,347 99	781,688 53	60,493 76	3,481 93	717,712 84	781,688 53	
5	Payeurs des départements et divisions militaires	12	116,534 71	2,582,108 31	2,698,643 02	112,000. 00.	85,501 47	2,501,141 55	2,698,643 02	
36	Caissier central du Trésor	1	5,217,772 95	//	5,217,772 95	441,500 00	100,000 00	4,676,272 95	5,217,772 95	
19	Prêts faits à divers négociants, antérieurement à 1818	225	5,989,350 11	11,124,856 84	17,114,206 95	1,162,927 65	601,907 84	15,349,371 46	17,114,206 95	
28	Prêts à divers manufacturiers. (*Loi du 8 septembre 1830.*)	5	187,107 52	1,571,836 84	1,758,944 36	35,750 00	340,000 00	1,383,194 36	1,758,944 36	
		5	93,463 00	//	93,463 00	15,450 00	78,013 00	//	93 463 00	
	TOTAL	235	6,269,920 63	12,696,693 68	18,966,614 31	1,214,127 65	1,019,920 84	16,732,565 82	18,966,614. 31	
35	Prêts au commerce et à l'industrie. (*Loi du 17 octobre 1830*)	133	//	3,792,789 38	3,792,789 38	1,313,931 46	1,922,735 92	556,122 00	3,792,789 38	
1	Directeurs et trésoriers des monnaies	2	//	1,938,633 90	1,938,633 90	14,092 85	3,000 00	1,921,541 05	1,938,633 90	
2	Receveurs et préposés des économats	2	//	8,998 61	8,998 61	7,008 32	//	1,990 29	8,998 61	
3	Receveurs des finances, domaines et bois	11	//	4,517,303 40	4,517,303 40	23,584 82	176,100 00	4,317,618 58	4,517,303 40	
4	Receveurs de district, de 1791 à l'an 4	2	//	65,040 29	65,040 29	//	10,000 00	55,040 29	65,040 29	
8	Comptables divers	4	//	4,333,146 18	4,333,146 18	270,000 00	13,000 00	4,050,146 18	4,333,146 18	
9	Comptables des colonies	3	//	75,483 30	75,483 30	100 00	200 00	75,183 30	75,483 30	
10	Créances de l'ancienne liste civile (antérieurement à 1814)	2	//	94,397 12	94,397 12	//	4 000 00	90,397 12	94,397 12	
11	Entrepreneurs et fournisseurs	60	//	27,125,028 15	27,125,028 15	1,107,200 97	5,299,810 18	20,718,017 00	27,125,028 15	
12	Comptables de la marine, trésoriers et consuls	3	//	442,827 85	442,827 85	//	11,703 00	431,124 85	442,827 85	
13	Officiers et sous-officiers	353	//	769,510 65	769,510 65	167,754 54	132,356 99	469,399 12	769,510 65	
14	Gardes-magasins	43	//	1,083,326 03	1,083,326 03	15,752 21	721,877 89	345,695 93	1,083,326 03	
17	Économes des hôpitaux militaires	3	//	23,323 63	23,323 63	//	//	23,323 63	23,323 63	
18	Agens et préposés des fourrages, hôpitaux, étapes	47	//	756,655 95	756,655 95	4,609 77	205,096 27	546,949 91	756,655 95	
20	Boulangers, de 1789 à 1792	2	//	1,157 26	1,157 26	//	400 00	757 26	1,157 26	
21	Meuniers, de 1792 à l'an 5	2	//	2,467 99	2,467 99	//	131 04	2,336 95	2,467 99	
22	Entrepreneurs des travaux du génie	4	//	46,996 54	46,996 54	545 01	46,237 07	214 46	46,996 54	
23	Pensionnaires de l'État (remboursement d'arrérages)	22	//	47,774 71	47,774 71	12,832 27	24,024 11	10,918 33	47,774 71	
24	Directeurs des postes (affaires anciennes)	17	//	17,183 28	17,183 28	845 88	6,465 49	9,871 91	17,183 28	
27	Effets divers (douanes, adjudicataires de coupes de bois, &c.)	28	//	226,848 26	226,848 26	15,326 88	51,562 33	159 959 05	226,848 26	
28	Débiteurs divers	80	//	739,624 58	739,624 58	14,193 15	207,300 80	517,730 63	739,624 58	
34	Effets provenant de la caisse du sceau des titres	107	//	59,759 01	59,759 01	33,125 20	22,538 81	4.095 00	59,759 01	
	TOTAL des divers débiteurs	797	//	42,375,486 69	42,375,486 69	1,687,271 87	6,935,903 98	33,752,310 84	42,375,486 69	
	REPORT des débets des comptables des finances et des prêts faits à divers négociants et manufacturiers	235	6,269,920 63	12,696,693 68	18,966,614 31	1,214,127 65	1,019,920 84	16,732,565 82	18,966,614 31	
	REPORT des prêts au commerce et à l'industrie. (*Loi du 17 octobre 1830*)	133	//	3,792,789 38	3,792,789 38	1,313,931 46	1,922,735 92	556,122 00	3,792,789 38	
	TOTAL GÉNÉRAL	1,165	6,269,920 63	58,864,969 75	65,134,890 38	4,215,330 98	9,878,560 74	51,040.998 66	65,134,890 38	

TROISIÈME PARTIE.

DÉVELOPPEMENTS

SUR

LES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS

DÉVELOPPEMENTS

SUR LES CONTRIBUTIONS DIRECTES.

EXERCICES 1831 et 1832.

NOTE

Sur les Contributions directes.

La loi de finances règle, chaque année, les contributions directes à imposer en principal et en centimes additionnels. Bases de l'impôt direct en 1831 et 1832.

En 1831, il y a eu cinq contributions directes, dont deux de répartition, la foncière et la mobilière, et trois de quotité, la personnelle, les portes et fenêtres et les patentes (*Voir* page 438 du compte des finances de l'année 1831, les explications publiées sur les contributions directes de l'exercice 1831.)

En 1832, la contribution personnelle a cessé d'être impôt de quotité, et a été réunie, comme précédemment, à la contribution mobilière; la contribution des portes et fenêtres est redevenue aussi impôt de répartition, en sorte qu'il n'y a eu, en 1832, que quatre contributions directes; trois de répartition, la foncière, la personnelle et mobilière et les portes et fenêtres, et une de quotité, les patentes.

Le principal de la contribution foncière n'a éprouvé d'autres variations que celles résultant des augmentations ou des diminutions partielles de matière imposable; ces variations ont consisté dans la cotisation de biens sortis du domaine de l'État ou réunis à la France par suite de la démarcation définitive entre la France et la Prusse, et dans le dégrèvement de la contribution afférente à des propriétés qui ont cessé d'être imposables.

Les augmentations n'étant que de.....	5,639f
et la diminution étant de.....	7,205
il y a eu, en définitive, une différence en moins de.....	1,566
Le Principal qui, pour 1831, avait figuré au budget des recettes pour.....	154,796,025
n'a donc plus été pour 1832 que de.....	154,794,459
Différence pareille.....	1,566

En 1831, le principal des contributions personnelle et mobilière a été de 38,086,000 fr., dont 24,000,000 fr. pour la contribution mobilière, et 14,086,000 fr. pour la contribution personnelle.

Pour 1832, le contingent en principal des deux contributions, réunies en une, a été fixé à 34,000,000 fr.

La diminution de 4,086,000 fr. a profité à tous les départements dont les contingents ont été réglés par la loi du 21 avril 1832, savoir : un tiers au centime le franc du montant des taxes personnelles

de 1831, un tiers d'après les contingents mobiliers de 1830, et un tiers d'après les valeurs locatives d'habitation, dont le tableau est annexé à la loi du 18 avril 1831. Sur les 34,000,000 fr., 11,483,181 fr. ont été absorbés par les cotes personnelles dont le nombre s'est élevé à 5,924,050 fr.; le surplus a été réparti en taxes mobilières. La cote personnelle n'a été, en terme moyen, que d'un franc 94 centimes, les conseils généraux ayant fixé le prix de la journée de travail avec beaucoup de modération, dans la vue de soulager les habitants peu aisés.

La contribution des portes et fenêtres avait produit, en 1831, 25,194,000 fr. en principal : pour 1832, le contingent général a été ramené à 22,000,000 fr. par suite de la réduction de la taxe afférente aux maisons à 1, 2, 3, 4 et 5 ouvertures, et d'un dégrèvement de 1,126,053 fr. auquel tous les départements ont participé.

Le produit des patentes, déduction faite de 8 centimes pour non-valeurs, a été évalué au budget de 1831 à 22,458,000 fr.; il a été porté au budget de 1832 à 24,288,000 fr. Cette dernière évaluation avait été motivée sur l'article 26 de la loi du 26 mars 1831, qui donne le moyen d'établir plus exactement la valeur locative des maisons, ateliers et boutiques des patentables.

En 1831, il a été ajouté aux contributions foncière, personnelle et mobilière,

17 centimes sans affectation spéciale;
18 centimes pour dépenses fixes, variables et fonds commun des départements;
2 centimes pour secours, non-valeurs et dégrèvements.

A la contribution des portes et fenêtres :

17 centimes sans affectation spéciale;
2 centimes pour frais de recensement;
3 centimes pour décharges et attributions aux communes;

A la contribution des patentes :

4 centimes sans affectation spéciale;
5 centimes pour non-valeurs et attributions aux communes.

Il a été ajouté, en outre, au principal de la contribution foncière :

30 centimes extraordinaires,

Et à la contribution personnelle :

1 centime pour secours en cas de grêle, incendie;
2 centimes pour frais de recensement;
3 centimes pour décharges et attributions aux communes.

Pour 1832, les centimes sans affectation spéciale ont été réduits de 17 à 16.

Les centimes pour dépenses fixes, variables et fonds commun des départements, ont été portés à 19.

Les centimes pour secours, non-valeurs et dégrèvements, ont été de 2 pour les contributions foncière, personnelle et mobilière.

Il a été ajouté à la contribution des portes et fenêtres 5 centimes pour décharges, non-valeurs et frais de recensement, et aux patentes, 5 centimes aussi, comme en 1830, pour non-valeurs et attributions aux communes.

La contribution foncière a cessé de supporter les 30 centimes extraordinaires.

La loi du 21 avril 1832, avait fixé le principal de la contribution foncière à...	154,794,459f
Celui de la personnelle et mobilière, à.....	34,000,000
Celui des portes et fenêtres, à.....	22,000,000
Les rôles ont donné pour la première.....	154,682,080
Pour la seconde.....	33,999,756
Pour la troisième.....	22,000,090

La diminution sur la contribution foncière provient du retranchement de la contribution afférente aux biens composant l'ancien apanage d'Orléans, qui, d'après la loi du 2 mars 1832 sur la liste civile, ont cessé d'être imposables, en entrant dans la dotation de la couronne.

La diminution de 243fr. 24c. sur la contribution personnelle et mobilière, se trouve couverte 1° par une réimposition qui aura lieu en 1833, dans le département de la Somme, pour réparer une erreur commise dans le sous-répartement de 1832; 2° par des rôles supplémentaires qui ont été établis en 1831, dans les départements du Doubs et de la Somme, en vertu de la loi du 26 mars 1831 (article 27), qui permet d'assigner à des contribuables omis, des cotisations extraordinaires, dont le montant vient en déduction du contingent des communes pour l'année suivante. Ces cotisasions s'élèvent à 168 fr. 14 c. En y ajoutant la réimposition faite sur le département de la Somme, qui est de 75 fr. 10 c., on trouve la somme 243 fr. 24 c., montant de la différence dont il s'agit.

L'augmentation sur la contribution des portes et fenêtres provient d'un rôle supplémentaire qui a été établi en 1832, dans le département de l'Isère, en vertu de l'article 38 de la loi du 21 avril 1832. Cette somme se trouvant en plus dans les rôles de 1832, sera imposée en moins dans ceux de 1833.

La contribution des patentes, qui avait été estimée pouvoir produire en 1832, 24,288,000 fr., ne s'est élevée qu'à 22,261,242 fr. 95 c, l'invasion du choléra ayant arrêté sur plusieurs points les spéculations industrielles et commerciales, et n'ayant pas permis à l'administration de réaliser les améliorations qu'elle avait espéré obtenir.

L'on publie à la suite de la présente note, des tableaux qui vont être sommairement analysés.

Rôles de l'exercice 1831.

La loi spéciale du 26 mars 1831 a fixé le contingent des contributions foncière et mobilière à payer par chaque département, tant pour le principal que pour les centimes additionnels qui sont votés par la législature, ces deux contributions étant les seules pour lesquelles le mode de répartition ait été maintenu en 1831; quant aux contributions personnelle et des portes et fenêtres, établies pour cette fois, sous la forme d'impôt de quotité, et à la contribution des patentes, elles n'ont été portées dans la loi précitée que par évaluation pour le principal et les impositions accessoires. La même loi n'a pu également énoncer que, pour des sommes approximatives, les centimes ordinaires ou accidentels que les départements et les communes sont autorisés à s'imposer avec affectation spéciale à leurs dépenses. Enfin, le montant des impositions destinées à couvrir les non-valeurs et quelques parties des frais de perception, a varié selon l'importance du principal et des centimes spéciaux relatifs à chaque nature principale de contribution. Le produit des cinq contributions n'a donc pu être réellement connu que lorsque les rôles ont été dressés et mis en recouvrement. Il devient en conséquence nécessaire d'apporter aux résultats des tableaux annexés à la

loi de finances, des modifications qui ramènent les évaluations du budget, au montant exact des rôles, quant aux impositions qui, ayant une destination spéciale, doivent être portées au budget pour des sommes égales en recette et en dépense, modifications sur lesquelles les Chambres sont appelées à statuer par le projet de loi sur le réglement définitif de l'exercice 1831.

L'administration des finances publie, à cet effet,

1° Un premier tableau définitif des rôles mis en recouvrement pour les contributions directes de l'exercice 1831. Ce tableau, rédigé selon les divisions adoptées pour celui qui est annexé à la loi du 26 mars 1831, permet ainsi d'opposer les faits réalisés aux faits qui avaient été prévus ;

2° Un second tableau qui compare, pour chaque contribution, en distinguant le principal et les divers centimes additionnels, les évaluations de la loi avec les rôles arrêtés par les préfets.

Il résulte de ce dernier tableau que les rôles ont excédé les évaluations de 5,208,782 fr., savoir :

Foncière	361,119[f]
Idem (30 centimes temporaires.)	3,782
Personnelle	541,691
Mobilière	1,056,880
Portes et fenêtres	2,344,133
Patentes	540,306
Fonds de frais de premier avertissement	360,973
	5,208,884
A déduire pour un résultat en sens inverse sur la contribution additionnelle des bois des commmnes et établissemens publics	102
RESTE pour excédant des rôles	5,208,782

Cet excédant des rôles provient ;

1° Des impositions affectées aux dépenses générales du budget de l'exercice 1831 et dont la plus value vient en augmentation des ressources prévues pour cet exercice (y compris 3,782 fr. sur les 30 centimes ajoutés à la foncière), ci . . . . . 869,824[f]

2° Des impositions variables attribuées aux dépenses des départements et des communes, aux frais de perception, aux non-valeurs et aux remboursements sur le fonds des réimpositions, services spéciaux dont les besoins sont portés au budget, pour l'exercice 1831, en somme égale au montant des ressources réalisées 4,338,958

TOTAL PAREIL 5,208,782

Six autres tableaux, placés à la suite des précédents, présentent le développement par département, par contribution, par nature et affectation d'impositions, des rôles définitifs qui ont été rendus exécutoires pour l'exercice 1831, et dont l'état général se trouve aux pages 42 et 66 du Compte des contributions et revenus publics. Ces derniers tableaux se résument ainsi qu'il suit :

NATURE des IMPOSITIONS.	CONTRIBUTIONS					
	foncière.	personnelle.	mobilière.	Portes et fenêtres.	Patentes.	TOTAL.
Impositions affectées aux dépenses générales.						
Principal	154,808,909 93	14,086,718 09	24,000,169 14	25,194,230 17	22,718,503 08	240,808,530 41
Trente centimes votés temporairement pour ressources extraordinaires	46,442,589 85	//	//	//	//	46,442,589 85
Centimes additionnels généraux sans affectation spéciale	26,320,655 09	2,555,934 14	4,080,028 75	4,363,866 24	1,002,478 77	38,322,962 99
Impositions affectées à des dépenses spéciales.	227,572,154 87	16,642,652 23	28,080,197 89	29,558,096 41	23,720,981 85	325,574,083 25
Fonds pour dépenses départementales	44,997,042 57	3,795,818 66	6,294,609 68	443,927 37	558,538 94	56,089,937 22
Fonds pour frais de recensement	//	300,695 78	//	513,395 95	//	814,091 73
Fonds pour dépenses des communes	16,836,738 92	1,093,261 52	1,726,302 13	73,358 81	272,379 22	20,002,040 60
Fonds de non-valeurs	1,548,089 12	1,399,263 64	240,001 60	1,245,354 39	3,626,905 91	8,059,614 66
Fonds de réimpositions	725,236 00	//	380,768 74	//	//	1,106,004 74
	291,679,261 48	23,231,691 83	36,721,880 04	31,834,132 93	28,178,805 92	411,645,772 20
Contribution additionnelle assise sur les bois des communes et établissements publics, pour les frais d'administration de ces bois						1,176,897 98
Frais de premier avertissement aux contribuables						1,010,973 15
					TOTAL	413,833,643 33

Rôles de l'exercice 1832.

L'évaluation des contributions directes de l'exercice 1832 a été établie au budget par la loi des recettes du 21 avril 1832, comme on vient de l'expliquer pour l'exercice 1831, si ce n'est que la contribution personnelle a cessé d'être impôt de quotité, et s'est trouvée de nouveau réunie à la contribution mobilière, et que la contribution des portes et fenêtres est redevenue aussi impôt de répartition. La loi a en conséquence fixé le contingent des trois contributions recouvrées d'après ce mode, et n'a porté que par évaluation la contribution des patentes, la seule qui soit demeurée soumise aux règles de l'impôt de quotité.

Les tableaux semblables à ceux de l'exercice 1831, qui sont publiés pour l'exercice 1832, font ressortir les résultats suivants :

Les rôles mis en recouvrement jusqu'au 1er janvier 1833 ont excédé de 3,026,718 fr. les prévisions du budget, savoir :

Foncière	3,012,925^f^
Personnelle et mobilière	2,095,240
Portes et fenêtres	401,055
Fonds de frais de premier avertissement	32,390
	5,541,610
A déduire, pour la contribution des patentes, les rôles de cette contribution ayant été inférieurs à l'évaluation	2,514,892
RESTE pour excédant des rôles	3,026,718

Cet excédant provient;

1° Des impositions affectées aux dépenses générales du budget et dont la moins-value réduit les ressources prévues pour cet exercice, de..... 2,255,612[f]

2° Des impositions attribuées à des dépenses spéciales et qui ont augmenté les ressources destinées aux départements, aux communes et aux non-valeurs, de..... 5,282,330

SOMME PAREILLE..... 3,026,718

Le tableau dont on vient d'extraire cette comparaison, résume, ainsi qu'il suit, les rôles des contributions directes de l'exercice 1832.

NATURE des IMPOSITIONS.	CONTRIBUTIONS				
	foncière.	personnelle et mobilière.	Portes et fenêtres.	Patentes.	TOTAL.
Impositions affectées aux dépenses générales.					
Principal.....	154,682,081 83	33,999,756 76	22,000,090 81	22,261,242 95	232,943,171 35
Centimes additionnels généraux sans affectation spéciale.....	24,749,137 31	5,439,960 86	3,520,014 52	967,675 40	34,676,788 09
	179,431,218 14	39,439,717 62	25,520,105 33	23,228,918 35	267,619,959 44
Impositions affectées à des dépenses spéciales.					
Fonds pour dépenses départementales.....	49,085,868 43	9,547,626 05	498,613 50	648,113 21	59,780,221 19
Fonds pour dépenses des communes.....	16,814,272 33	2,953,658 81	112,331 70	281,065 94	20,161,328 78
Fonds de non-valeurs.....	1,546,820 70	339,997 55	1,100,004 55	3,145,510 71	6,132,333 51
Fonds de réimpositions.....	1,008,154 66	779,239 75	//	//	1,787,394 41
	247,886,334 26	53,060,239 78	27,231,055 08	27,303,608 21	355,481,237 33
Contribution additionnelle assise sur les bois des communes et établissements publics, pour les frais d'administration de ces bois.....					1,077,000 00
Frais de premier avertissement aux contribuables.....					682,389 85
				TOTAL.....	357,240,627 18

Il est à observer, toutefois, que le produit réel des contributions directes de l'exercice 1832 ne sera définitivement connu qu'en 1833, lors de la mise en recouvrement, pendant les premiers mois de cette année, des rôles complémentaires des patentes. De même que pour l'exercice 1831, on publie, pour l'exercice 1832, des états qui développent, par département, par contribution et par nature d'imposition, les rôles mis en recouvrement jusqu'au 1er janvier 1833. Ces développements sont reproduits à l'appui des résultats du tableau général compris, *page* 43, dans le Compte des contributions et revenus publics.

Recouvrements sur 1831 et 1832.

Les recouvrements effectués pendant l'année 1832, sur les contributions directes des exercices 1831 et 1832 se sont élevés à 386,010,013^{f} 63^{c}, savoir :

Sur l'exercice 1831	Contributions ordinaires (*Voir* page 42)	74,582,028^{f}	78,452,412^{f}
	Centimes extraord^{res} (*Voir* page 66)...	3,870,384	
Sur l'exercice 1832 (*Voir* page 43).....			307,557,601
Somme égale.....			386,010,013

Au 1er janvier 1833, les contributions directes de l'*exercice 1831* étaient rentrées intégralement au Trésor; au moyen d'une avance de 3,075,000 (1) que les receveurs des finances ont faite au trésor de leurs deniers personnels, en exécution des réglements sur la matière.

D'un autre côté, il restait à recouvrer sur les rôles de l'*exercice 1832*..... 49,683,026^{f}

Cette somme représente 1 douzième 2/3 des rôles de l'exercice 1832;

Et comme le dernier douzième du montant de ces rôles n'était point exigible au 1er janvier 1833, ci..... 29,770,052

L'arriéré sur cet exercice se trouve ainsi réduit à.... 19,912,974

Représentant 2/3 de douzième.

L'arriéré sur les recouvrements des rôles de 1831, à l'époque du 1er janvier 1832, était de de 43,704,972^{f} représentant 1 douzième 1/4 (2) du montant de ces rôles;

En sorte que l'arriéré de l'exercice 1832, comparé avec celui de 1831, présente une diminution d'environ un demi douzième.

Frais de poursuite.

Les frais de poursuites pendant l'année 1832, se sont élevés à 1,224,334^{f} (*Voir* pages 257 et 573) pour 386,010,013^{f} de recette, ce qui donne une proportion de 3^{f} 17^{c} pour mille francs; ces frais proviennent des actes dont le détail suit;

Garnisons collectives.....	416,332	1,224,334
Id. individuelles.....	83,231	
Commandements.....	427,584	
Saisies.....	231,080	
Ventes.....	48,659	
Actes conservatoires.....	17,448	
En 1831, ces frais n'ont monté qu'à		898,389

et représentaient une proportion de 2^{f} 38^{c} pour mille francs, comparativement aux recettes.

Il y a donc eu pendant l'année 1832 un accroissement de frais de.... 325,945

Cette augmentation doit être principalement attribuée à la nécessité où s'est trouvée l'administration de vaincre les résistances qu'elle a rencontrées dans un certain nombre de départements du Midi et de l'Ouest; tout fait espérer qu'en 1833, la proportion des frais de poursuites sera moins élevée.

Dégrèvements accordés sur les contributions directes.

On croit utile de faire suivre l'exposé des différents résultats qui précèdent, de l'indication des dé-

(1) L'avance faite par les receveurs des finances pour solder les rôles de l'*exercice 1830*, n'avait été que 1,393,000 francs.

(2) Par suite d'une erreur d'imputation, le compte des finances a fait ressortir, *page 445*, un arriéré de 1 douzième 3/4 sur les contributions de cet exercice, lorsque cet arriéré n'était réellement que d'un douzième 1/4.

grèvements successivement accordés sur les contributions directes depuis l'année 1818 et qui sont l'objet du tableau spécial publié ci-après *page* 574.

Pendant l'année 1817 il a été perçu sur les quatre contributions directes, en principal et en centimes additionnels réunis, et appliqué au budget définitif des recettes de cet exercice réglé par la loi du 27 juin 1819, une somme de..... 358,341,667f

Les centimes additionnels perçus pour le Trésor, pendant cette année, étaient ceux qui suivent :

Sur la foncière.....	50 cent.
Sur la personnelle et mobilière.....	100 cent.
Sur les portes et fenêtres.....	100 cent.
Sur les patentes.....	5 cent.

Les centimes de perception ne sont entrés dans les budgets qu'à partir de 1818; ils se sont élevés pour 1817 (voir page 39 du compte général des finances pour l'année 1818), à une somme de..... 17,477,048

Les quatre contributions directes ont donné au budget de 1817 une somme totale de..... 375,818,715

qui doit être prise pour point de comparaison de leur produit aux budgets des exercices suivants :

1° *Dégrèvement de 1818.*

La loi du 15 mai 1818 n'a maintenu, en centimes additionnels, au budget de cet exercice,

Sur la contribution foncière, que.....	50 cent.
Sur la personnelle et mobilière.....	50 cent.
Sur les portes et fenêtres.....	100 cent.
Sur les patentes.....	5 cent.

Elle a accordé conséquemment pour 1818, sur la contribution personnelle et mobilière, une réduction de 50 centimes montant à..... 13,580,627f

2° *Dégrèvement de 1819.*

La loi du 17 juillet 1819 a accordé un dégrèvement, à partir de cette année :

1° Sur le principal de la contribution foncière.....4,590,098	6,885,147	
Sur les centimes additionnels.....2,295,049		
2° Sur les centimes additionnels de la même contribution, une réduction de 5 centimes montant à.....	8,640 000	
Dégrèvement sur la contribution foncière.....	15,525,147	
3° Sur les centimes additionnels des portes et fenêtres, une réduction de 40 centimes montant à.....	5,125,000	
TOTAL du dégrèvement de 1819.....	20,650,147	ci 20,650,147

3° *Dégrèvement de 1821.*

Les dégrèvements et réductions résultant de la loi du 31 juillet 1821 portent sur la contribution foncière et s'élèvent à 27,351,136,

SAVOIR :

1° Sur le principal..... 13,529,124	19,617,230	
Sur les centimes additionnels..... 6,088,106		
A reporter.....	19,671,230	34,230,774

Report.....	19,617,230^{f}	34,230,774^{f}
2° Sur les mêmes centimes additionnels, une réduction de 5 centimes montant à.....	7,733,906	
TOTAL du dégrèvement de 1821...	27,351,136	ci 27,351,136

4° *Dégrèvement de 1826 accordé en exécution de l'article 5 de la loi du 1er mai 1825 et de l'ordonnance royale du 23 septembre suivant;* savoir :

Sur les centimes additionnels de la contribuiton foncière, 3 centimes montant à.....	4,642,728	
Sur les centimes additionnels de la contribution personnelle et mobilière, 3 centimes.....	814,831	
Sur les centimes additionnels de la contribution des portes et fenêtres, 6 centimes.....	768,748	
TOTAL du dégrèvement de 1826...	6,226,307	ci 6,226,307

5° *Dégrèvement de 1827;* savoir :

Sur les centimes additionnels de la contribution foncière, 6 centimes, montant à.....	9,285,457	
Sur les centimes additionnels de la contribution personnelle et mobilière, 16 centimes.....	4,345,763	
Sur les centimes additionnels de la contribution des portes et fenêtres, 39 centimes.....	4,996,862	
TOTAL du dégrèvement de 1827....	18,628,082	ci 18,628,082
TOTAL des dégrèvements accordés depuis 1818.....		86,436,299

SAVOIR :

Sur le principal de la contribution foncière..... 18,119,222	56,804,468	
Sur les centimes additionnels de ladite contribution.. 38,685,246		
Sur les centimes additionnels de la contribution personnelle et mobilière.....	18,741,221	
Sur les centimes additionnels de la contribution des portes et des fenêtres.....	10,890,610	
TOTAL égal....	86,436,299	
En 1817, il a été imposé et perçu pour centimes de perception...	17,477,048	
En 1827, par l'effet des dégrèvements successivement accordés et d'une nouvelle circonscription des perceptions faite en 1824, il n'a été imposé et perçu que.....	12,048,000	
Il en résulte pour les contribuables un dégrèvement complémentaire de.....	5,429,048	ci 5,429,048
TOTAL général des dégrèvements accordés (*Voir* page 574)...		91,865,347

CONTRIBUTIONS DIRECTES DE L'EXERCICE 1831.

Développement des Rôles mis en Recouvrement.

NATURE DES IMPOSITIONS.	FONCIÈRE.		PERSONNELLE.		CONTRIBUTIONS: MOBILIÈRE.		PORTES ET FENÊTRES.		PATENTES.		TOTAUX: PAR NATURE de contributions.	TOTAUX: PAR AFFECTATION de contributions.	OBSERVATIONS.
	Nombre de centimes additionnels.		Nombre de centimes additionnels.		Nombre de centimes additionnels.		Nombre de centimes additionnels.		Nombre de centimes additionnels.				
FONDS POUR DÉPENSES GÉNÉRALES.													
Principal de toutes les contributions	.....	154,808,909f 93c	.....	14,086,718f 09c	.....	24,000,169f 14c	.....	25,194,230f 17c	.....	22,718,503f 08c	246,808,530f 41c		
Contribution additionnelle assise sur les bois des communes et établissements publics	.....	1,176,897 98	.....	//	.....	//	.....	//	.....	//	1,176,897 98	280,308,391f 38c	
Centimes additionnels généraux sans affectation spéciale	17	26,320,655 09	17	2,555,934 14	17	4,080,028 75	17	4,363,866 24	4	1,002,478 77	38,322,962 99		
FONDS POUR DÉPENSES DÉPARTEMENTALES.													
Centimes pour dépenses fixes, communes à plusieurs départements	6	9,288,535 56	6	902,084 02	6	1,440,010 37	.....	//	.....	//	11,630,629 95		
——— pour dépenses variables des départements	7 1/2	11,610,669 44	7 1/2	1,127,605 02	7 1/2	1,800,012 97	.....	//	.....	//	14,538,287 43		
——— pour fonds commun des mêmes départements	4 1/2	6,966,401 66	4 1/2	676,561 01	4 1/2	1,080,007 79	.....	//	.....	//	8,722,972 46	51,566,745 38	
——— pour secours, grêle, incendie et autres cas fortuits	1	1,548,089 12	1	150,347 69	1	240,001 60	.....	//	.....	//	1,938,438 41		
——— facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	.....	11,060,154 95	.....	939,218 92	.....	1,734,376 95	.....	443,927 37	.....	558,538 94	14,736,417 13		
FONDS POUR DÉPENSES CADASTRALES.													
Centimes pour les dépenses du cadastre votés par les conseils généraux des départements	.....	4,523,191 84	.....	//	.....	//	.....	//	.....	//	4,523,191 84	4,523,191 84	
FONDS POUR DÉPENSES DES COMMUNES.													
Centimes pour dépenses ordinaires	.....	7,744,911 12	.....	726,000 45	.....	1,160,032 83	.....	//	.....	//	9,630,944 40	20,002,040 60	
——— pour dépenses extraordinaires	.....	9,091,827 80	.....	367,261 07	.....	566,269 30	.....	73,358 81	.....	272,379 22	10,371,096 20		
FONDS POUR FRAIS DE RECENSEMENT.													
Centimes imposés additionnellement aux contributions personnelle et des portes et fenêtres	.....	//	2	300,695 78	.....	//	2	513,395 95	.....	//	814,091 73	814,091 73	
FONDS POUR FRAIS DE PERCEPTION.													
Frais de premier avertissement aux contribuables	.....	//	.....	//	.....	//	.....	//	.....	//	1,010,973 15	1,010,973 15	
FONDS DE NON-VALEURS.													
Foncière et mobilière. — 2/3 de centime à la disposition du ministre des finances pour fonds commun de non-valeurs	2/3	1,032,059 40	.....	//	2/3	160,001 07	.....	//	.....	//	1,192,060 47		
Foncière et mobilière. — 1/3 de centime à la disposition des préfets	1/3	516,029 72	.....	//	1/3	80,000 53	.....	907,209 29	.....	//	596,030 25		
Personnelle et portes et fenêtres. — Décharges	.....	//	3	1,266,896 39	.....	//	3	338,145 10	.....	//	2,174,105 68		
Personnelle et portes et fenêtres. — Attributions aux communes	.....	//	.....	132,367 25	.....	//	.....	//	.....	//	470,512 35	8,059,614 66	
Patentes. — Centimes pour non-valeurs, dégrèvements et attributions aux communes. — Non-valeurs et dégrèvements ordinaires	.....	//	.....	//	.....	//	.....	//	5	1,850,914 41	1,850,914 41		
Patentes. — Centimes pour non-valeurs, dégrèvements et attributions aux communes. — Attributions aux communes	.....	//	.....	//	.....	//	.....	//	.....	1,568,267 27	1,568,267 27		
Patentes. — Fonds de non-valeurs extraordinaires pour cessation de commerce	.....	//	.....	//	.....	//	.....	//	.....	207,724 23	207,724 23		
Fonds de réimpositions	.....	725,236 00	.....	//	.....	380,768 74	.....	//	.....	//	1,106,004 74	1,106,004 74	
	37	246,413,569 61	41	23,231,691 83	37	36,721,880 04	22	31,834,132 93	9	28,178,805 92	367,391,053 48	367,391,053 48	413,833,643f 33c
Centimes votés temporairement pour ressources extraordinaires	30	46,442,589 85	.....	//	.....	//	.....	//	.....	//	46,442,589 85	46,442,589 85	

SUITE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES DE L'EXERCICE 1831.

COMPARAISON des Impositions autorisées par la loi de finances du 16 Octobre 1831, avec les Rôles qui ont été mis en recouvrement.

NATURE DES IMPOSITIONS.	IMPOSITIONS autorisées par la loi de finances.	RÔLES mis en recouvrement.	DIFFÉRENCES AUX RÔLES. En plus.	DIFFÉRENCES AUX RÔLES. En moins.	MOTIFS DES DIFFÉRENCES.
Contribution foncière. — Principal	154,796,025	154,808,909 93	(a) 12,884 93	//	
17 centimes additionnels sans affectation spéciale	26,315,324	26,320,655 09	(a) 5,331 09	//	
18 centimes pour dépenses départementales, fixes et variables	27,863,284	27,865,606 66	(a) 2,322 66	//	
1 centime pour secours, grêle, incendie et autres cas fortuits	1,547,960	1,548,089 12	(c) 129 12	//	
1 centime pour non-valeurs et dégrèvements	1,547,960	1,548,089 12	(c) 129 12	//	
Centimes facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	11,460,000	11,060,154 95	//	(b) 399,845 05	
——— dépenses du cadastre	5,000,000	4,523,191 84	//	(b) 476,808 16	
Centimes pour dépenses ordinaires et extraordinaires des communes	15,875,000	16,836,738 92	(d) 961,738 92	//	(a) Impositions de propriétés sorties du domaine de l'État, et impositions des communes en litige avec la Prusse, qui ont été réunies au département de la Moselle, en exécution de la convention du 23 octobre 1829.
Fonds de réimpositions	470,000	725,236 00	(d) 255,236 00	//	
	244,875,553	245,236,671 63	1,237,771 84	876,653 21	
			361,118 63		
Contribution additionnelle assise sur les bois des communes et établissements publics	1,177,000	1,176,897 98	//	(b) 102 02	
30 centimes vosés temporairement pour ressources extraordinaires	46,478,808	46,442,589 85	3,781 85	//	(b) Les prévisions approximatives de la loi de finances ont excédé les rôles.
Contribution personnelle. — Principal. (Réduit d'après les décomptes définitifs de la contribution, de la somme nécessaire pour former les fonds de non-valeurs et d'attributions aux communes)	15,000,000	14,086,718 09	//	(b) 913,281 91	
17 centimes additionnels sans affectation spéciale	2,550,000	2,555,934 14	(a) 5,934 14	//	
18 centimes pour dépenses départementales, fixes et variables	2,700,000	2,706,252 05	(a) 6,252 05	//	(c) Augmentation résultant de l'accroissement du principal.
1 centime pour secours, grêle, incendie et autres cas fortuits	150,000	150,347 69	(a) 347 69	//	
2 centimes pour frais de recensement	300,000	300,695 78	(a) 695 78	//	
Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution — aux réductions et décharges	450,000	1,399,263 64	(g) 949,263 64	//	
Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution — aux attributions des communes	770,000	939,218 92	(a) 169,218 92	//	(d) Insuffisance dans les évaluations de la loi de finances.
Centimes facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	770,000	1,093,261 52	(a) 323,261 52	//	
Centimes pour dépenses ordinaires et extraordinaires des communes	22,690,000	23,231,691 83	1,454,973 74	913,281 91	
			541,691 83		
Contribution mobilière. — Principal	24,000,000	24,000,169 14	(e) 169 14	//	(e) Impositions des communes en litige avec la Prusse, et qui ont été réunies au département de la Moselle.
17 centimes additionnels sans affectation spéciale	4,080,000	4,080,028 75	(e) 28 75	//	
18 centimes pour dépenses départementales, fixes et variables	4,320,000	4,320,031 13	(e) 31 13	//	
1 centime pour secours, grêle et incendie et autres cas fortuits	240,000	240,001 60	(e) 1 60	//	
1 centime pour non-valeurs et dégrèvements	240,000	240,001 60	(e) 1 60	//	
Centimes facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	1,230,000	1,734,576 95	(f) 504,576 95	//	(f) Insuffisance dans les prévisions de la loi de finances.
Centimes pour dépenses ordinaires et extraordinaires des communes	1,255,000	1,726,302 13	(f) 471,302 13	//	
Fonds de réimpositions	300,000	380,768 74	(f) 80,768 74	//	
	35,665,000	36,721,880 04	1,056,880 04	//	
			1,056,880 04		
Contribution des portes et fenêtres. — Principal. (Réduit comme à la contribution personnelle.)	24,000,000	25,194,230 17	(f) 1,194,230 17	//	(g) Le produit des centimes votés par les conseils généraux a excédé la somme qui avait été prévue, par approximation, dans la loi de finances.
17 centimes additionnels sans affectation spéciale	4,080,000	4,363,866 24	(f) 283,866 24	//	
2 centimes pour frais de recensement	480,000	513,395 95	(f) 33,395 95	//	
Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution — aux réductions et décharges	720,000	1,245,354 39	(f) 525,354 39	//	(h) Insuffisance dans les évaluations de la loi de finances.
Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution — aux attributions des communes	180,000	443,927 37	(f) 263,927 37	//	
Centimes facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	30,000	73,358 81	(f) 43,358 81	//	
Centimes pour dépenses extraordinaires des communes	29,490,000	31,834,132 93	2,344,132 93	//	
			2,344,132 93		
Contribution des patentes. — Principal. (Réduit comme ci-dessus.)	22,458,000	22,718,503 08	(f) 260,503 08	//	(i) Les prévisions approximatives de la loi de finances ont excédé le produit réel des centimes de cette nature.
4 centimes additionnels sans affectation spéciale	986,000	1,002,478 77	(f) 16,478 77	//	
Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution — aux réductions et décharges	3,204,500	3,419,181 68	(h) 214,681 68	//	
Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution — aux attributions des communes			//	(i) 12,275 77	
Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution — aux dégrèvements extraordinaires pour cessation de commerce	220,000	207,724 23	(g) 58,538 94	//	(k) Le produit des fonds de cette origine a excédé l'évaluation de la loi de finances.
Centimes facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	500,000	558,538 94	(f) 2,379 22	//	
Centimes pour dépenses extraordinaires des communes	270,000	272,379 22	552,581 69	12,275 77	
	27,638,500	28,178,805 92	540,305 92		
Frais de premier avertissement	650,000	1,010,973 15	(k) 360,973 15	//	

SUITE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES DE L'EXERCICE 1831.

RÉSUMÉ de la Comparaison des Impositions autorisées par la loi du 16 Octobre 1831, avec les Rôles qui ont été mis en recouvrement.

NATURE DES IMPOSITIONS.	ÉVALUATIONS des IMPOSITIONS d'après la loi de finances.	PRODUIT des IMPOSITIONS d'après les rôles.	DIFFÉRENCES AUX RÔLES. EN PLUS.	DIFFÉRENCES AUX RÔLES. EN MOINS.	OBSERVATIONS.
Impositions affectées aux dépenses générales. — Principal — Foncière	154,796,025	154,808,909 93	12,884 93	//	
Contribution additionnelle assise sur les bois des communes et établissements publics	1,177,000	1,176,897 93	//	102 02	
Personnelle	15,000,000	14,086,718 09	//	913,281 91	
Mobilière	24,000,000	24,000,169 14	169 14	//	
Portes et fenêtres	24,000,000	25,194,230 17	1,194,230 17	//	
Patentes	22,458,000	22,718,503 08	260,503 08	//	
Centimes additionnels. — Foncière	26,315,324	26,320,655 09	5,331 09	//	
Personnelle	2,550,000	2,555,934 14	5,934 14	//	
Mobilière	4,080,000	4,080,028 75	28 75	//	
Portes et fenêtres	4,080,000	4,363,866 24	283,866 24	//	
Patentes	986,000	1,002,478 77	16,478 77	//	
TOTAL	279,442,349	280,308,391 38	1,779,426 31	913,383 93	
			En plus.... 866,042 38		
30 centimes votés temporairement pour ressources extraordinaires	46,438,808	46,442,589 85	3,781 85	//	
Impositions affectées à des dépenses spéciales. — Fonds pour dépenses départementales. — Centimes additionnels pour dépenses départementales fixes et communes à plusieurs départements	11,627,761	11,630,629 95	2,868 95	//	
——— pour dépenses variables des départements	14,534,702	14,538,287 43	3,585 43	//	
——— pour fonds commun des mêmes départements	8,720,821	8,722,972 46	2,151 46	//	
——— pour secours en cas de grêle, incendie, &c.	1,937,960	1,938,438 41	478 41	//	
Centimes facultatifs votés par les conseils généraux pour dépenses départementales	14,140,000	14,736,417 13	596,417 13	476,808 16	
——— pour dépenses cadastrales	5,000,000	4,523,191 84	//	//	
Fonds pour frais de recensement	780,000	814,091 73	34,091 73	//	
Fonds pour dépenses des communes. — Centimes pour dépenses ordinaires et extraordinaires des communes	18,200,000	20,002,040 60	1,802,040 60	//	
Fonds pour frais de perception. — Frais de premier avertissement aux contribuables	650,000	1,010,973 15	360,973 15	//	
Fonds de non-valeurs. — Fonds de non-valeurs des contributions foncière, personnelle et mobilière	1,787,960	1,788,090 72	130 72	//	
——— de la contribution personnelle et de celle des portes et fenêtres	1,170,000	2,644,618 03	1,474,618 03	//	
Fonds de non-valeurs des patentes. — 13 centimes pour non-valeurs, dégrèvements et attributions aux communes. — Dégrèvements et non-valeurs ordinaires	3,204,500	3,419,181 68	214,681 68	//	
Attributions aux communes	220,000	207,724 23	//	12,275 77	
Fonds de non-valeurs extraordinaires pour cessation de commerce	770,000	1,106,004 74	336,004 74	//	
Fonds de réimpositions					
TOTAL	82,743,704	87,082,662 10	4,828,042 03	489,083 93	
			En plus.... 4,338,958 10		
REPORT des impositions affectées aux dépenses générales	279,442,349	280,308,391 38	866,042 38	//	
——— des 30 centimes votés temporairement pour ressources extraordinaires	46,438,808	46,442,589 85	3,781 85	//	
——— des impositions affectées à des dépenses spéciales	82,743,704	87,082,662 10	4,338,958 10	//	
TOTAL GÉNÉRAL	408,624,861	413,833,643 33	5,208,782 33	//	
			5,208,782 33		

SUITE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES DE L'EXERCICE 1831.

ÉTAT présentant les modifications que les évaluations de Recettes portées au Budget pour les Contributions directes de l'Exercice 1831, doivent éprouver d'après les Rôles qui ont été mis en recouvrement.

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS.	ÉVALUATIONS des recettes d'après le budget.	MODIFICATIONS résultant des rôles pour les impositions affectées à des dépenses spéciales. à ajouter.	MODIFICATIONS à déduire.	ÉVALUATIONS rectifiées.	RÔLES mis en recouvrement.	DIFFÉRENCES pour le budget comparativement aux rôles. Augmentation de recettes.	DIFFÉRENCES Diminution de recettes.	OBSERVATIONS.
Foncière	244,875 554 00	342,902 61	//	245,218,456 61	245,236,671 63	(A) 18,215 02	//	(A) Impositions de propriétés sorties du domaine de l'État et impositions des communes en litige avec la Prusse, qui ont été réunies au département de la Moselle, en exécution de la convention du 23 octobre 1829.
Contribution additionnelle assise sur les bois des communes, &c.	1,177,000 00	//	//	1,177,000 00	1,176,897 98	//	(D) 102 02	(B) Impositions des communes réunies à la Moselle (comme ci-dessus).
Personnelle	22,690,000 00	1.449,039 60	//	24,139,039 60	23,231,691 83	//	(E) 907,347 77	(C) Augmentation du nombre des patentables.
Mobilière	35,665,000 00	1,056,682 15	//	36,721,682 15	36,721,880 04	(B) 197 89	//	(D) La contribution foncière des bois des communes dans le département de la Haute-Vienne étant annuellement passée en non-valeurs, il n'a point été établi de rôles pour cette nature de contribution.
Portes et fenêtres	29,490,000 00	866,036 52	//	30,356,036 52	31,834.132 95	(B) 1,478,096 41	//	(E) Les évaluations de la loi de finances ont excédé le montant des rôles mis en recouvrement.
Patentes	27,638.500 00	263,324 07	//	27,901,824 07	28,178,805 92	(C) 276,981 85	//	
Fonds pour frais de premier avertissement aux contribuables	650,000 00	360.973 15	//	1,010,973 15	1,010,973 15	//	//	
	362,186,054 00	4,338,958 10	//	366,525,012 10	367,391,053 48	1,773,491 17	907,449 79	
		4,338,958 10				Augmentation 866,041 38		
30 centimes votés temporairement pour ressources extraordinaires	46,438,808 00	//	//	46,438,808 00	46,442,589 85	3,781 85	//	

ÉTAT présentant les modifications que les Crédits ouverts au Budget pour les Dépenses spéciales relatives aux Contributions directes de l'Exercice 1831, doivent éprouver d'après les Rôles qui ont été mis en recouvrement.

MINISTÈRES QUI ORDONNANCENT LES DÉPENSES.	DÉSIGNATIONS SOUS LESQUELLES LES DÉPENSES SONT PORTÉES AU BUDGET.		CRÉDITS ouverts par le budget.	MODIFICATIONS résultant des rôles mis en recouvrement. A ajouter.	MODIFICATIONS A déduire.	CRÉDITS rectifiés.	OBSERVATIONS.
Ministère du commerce et des travaux publics (A)	Dépenses départementales	fixes	11,627,761 00	2,868 95	//	11,630,629 95	(A) Indépendamment des ressources provenant des contributions directes, le ministre du commerce dispose encore, pour ses dépenses de l'exercice 1831 (*Voir* pages 200 et 202),
		variables	23,255,523 00	5,736 89	//	23,261,259 89	1° Des fonds non employés sur l'exercice 1829 reportés à l'exercice 1831 par la loi du 31 janvier 1833; savoir :
		extraordinaires	14,140,000 00	596,417 13	//	14,736,417 13	Dépenses variables des départements.. 1,213,324 00
	Secours spéciaux		1,937,960 00	478 41	//	1,938,438 41	——— extraordinaires..... 2,204,572 00
	Dépenses du cadastre		5,000,000 00	//	476,808 16	4,523,191 84	Secours pour grêle, incendies, &c... 19,096 00
	Frais de régie, de perception et d'exploitation des Impôts et Revenus.						Ressources locales extraordinaires.... 148,561 00 — 3,585,553 00
	Frais de recensement		780,000 00	34,091 73	//	814,091 73	2° Des ressources locales extraordinaires des départements réalisées en 1831 et en 1832..... 1,121,614 00
	Frais de premier avertissement		650,000 00	360,973 15	//	1,010,973 15	4,707,167 00
	Restitutions et Non-valeurs sur les Contributions directes.						
	Remises, modérations et non-valeurs sur la contribution foncière		1,547,960 00	129 12	//	1,548 089 12	(B) Il faut ajouter également pour le ministre des finances, savoir :
	Dégrèvements et attributions aux communes sur la contribution personnelle		450,000 00	949,263 64	//	1,399,263 64	1° Les fonds reportés de l'exercice 1829, comme ci-dessus, pour les dépenses cadastrales, ci..... 166,165 00
	Remises, modérations et non-valeurs sur la contribution mobilière		240,000 00	1 60	//	240,001 60	Et les non-valeurs sur les contributions foncière, personnelle et mobilière..... 54,168 00 — 220,333 00
	Dégrèvements et attributions aux communes sur la contribution des portes et fenêtres		720,000 00	525,354 39	//	1,245,354 39	2° Les fonds avancés par des propriétaires pour les dépenses cadastrales..... 51,855 00
	13 centimes pour non-valeurs, dégrèvements et attributions aux communes sur patentes	dégrèvements et non-valeurs ordinaires	3,204,500 00	214,681 68	//	3,419,181 68	272,188 00
		attributions aux communes					
	Fonds de non-valeurs extraordinaires pour cessation de commerce		220,000 00	//	12,275 77	207,724 23	
	Décharges et réductions imputables sur le produit des réimpositions		770,000 00	336,004 74	//	1,106,004 74	
	Restitutions sur le produit des centimes additionnels imposés pour dépenses ordinaires et extraordinaires des communes		18,200,000 00	1,802,040 60	//	20,002,040 60	
			82,743,704 00	4,828,042 03	489,083 93	87,082,662 10	
				A ajouter. 4,338,958 10			

SUITE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES DE L'EXERCICE 1831.

DÉVELOPPEMENT des Rôles par nature de Contributions, au 1er Janvier 1833.

DÉPARTEMENTS.	MONTANT DES RÔLES DES CONTRIBUTIONS							30 CENTIMES votés temporairement pour ressources extraordinaires.
	FONCIÈRE, y compris la contribution additionnelle pour les frais d'administration des bois des communes et établissements publics.	PERSONNELLE.	MOBILIÈRE.	des PORTES et fenêtres.	PATENTES.	FRAIS de premier avertissement.	TOTAL.	
Ain	2,046.000	236,106	214,839	248,208	129,795	11,686	2,886,627	366,987
Aisne	4,545,185	389,269	552,361	635,921	369,858	18,524	6,511,120	823,590
Allier	2,047.940	187,657	223,543	189,559	99,657	6,716	2,755,075	394.302
Alpes (Basses)	954,015	123,996	92,077	99,044	53,163	4,956	1,327,254	182,926
Alpes (Hautes)	775,460	92,290	59,469	89,571	43,238	3,877	1,063,909	150,234
Ardèche	1,485,773	209,865	152,862	163,101	132,192	8,804	2,152,599	265,422
Ardennes	2,026,087	223,115	269,304	280,600	271,159	10,484	3,080,751	373,719
Ariége	968,702	156,670	157,487	153,475	90,490	7,114	1,533,940	177,992
Aube	2,264,147	218,869	235,417	253,356	207,892	11,695	3,191,379	420,228
Aude	2,759,729	208,146	268,635	210,465	191,803	8,406	3,647,186	522,009
Aveyron	2,310,382	232,308	239,121	277,116	100,857	10,915	3,170,702	431,428
Bouches-du-Rhône	2,331,264	297,128	859,808	690,862	784.683	9,197	4.972,945	456,366
Calvados	5,842,472	374,561	777,235	641,392	359,156	16,992	8,011,811	122,995
Cantal	1,778,437	157,710	171,749	117,185	78,501	6,040	2,309,626	333,476
Charente	2,849,896	273,071	317,264	270,809	180,545	13,462	3,905,050	537,341
Charente-Inférieure	3,813,490	366,648	470,475	401,825	331,414	18,464	5,402,318	715,281
Cher	1,624,580	173,883	205,053	157,939	146,965	7,516	2,315.939	300,281
Corrèze	1,361,352	167,476	166,591	161,476	63,310	6,306	1,926,514	256,963
Corse	316,644	//	98,744	56,304	46,561	3,871	522,126	51,014
Côte-d'Or	4,034,151	325,728	440,293	374.735	399.174	14,747	5,588,831	770,676
Côtes-du-Nord	2,658,895	295,356	362,279	243,525	139,527	14,589	3,714,172	505,231
Creuse	1,155,272	166,576	136,175	111,263	52,899	6,667	1,628,854	215,129
Dordogne	3,330,966	316,555	342,468	277,884	151,741	13,311	4,432,927	632,613
Doubs	1,873.543	245,175	242,155	260,926	179,576	9,046	2,810,423	359,328
Drôme	2,018,005	241,095	218,250	235,878	129,128	9,039	2,851,397	361,487
Eure	4.914.755	333,459	560,465	710,509	316,904	16,076	6,852,171	938,988
Eure-et-Loir	3,459,113	229,244	336,143	295,517	180,976	12,336	4,513,332	647,409
Finistère	2,155,032	270,286	434,468	322,737	227,357	9,933	3,419,816	426,426
Gard	2,766,668	272,835	422,610	303,965	283,304	10,813	4,060,197	534,353
Garonne (Haute)	3,581,074	367,371	496,290	483,996	349,496	12,990	5,291,219	674,157
Gers	2,561,973	251,479	264,216	229,184	144.415	10,006	3,461,276	492,516
Gironde	4.679,421	438,209	973.444	712,246	1,055,781	17,244	7.876,346	867,464
Hérault	3,412,431	272,395	489,865	331,173	339,783	10,417	4,856,066	681,023
Ille-et-Vilaine	2.913,091	317,861	479,164	317,715	211,193	14,310	4,253,337	574,124
Indre	1,673,682	185,121	220,309	143,412	135,524	7,898	2,365,949	299,125
Indre-et-Loire	2,555,889	241,971	347,651	281,850	220,488	10,439	3,658,291	473,495
Isère	3,895,260	382,461	406,219	395,013	324,561	17,174	5,420,890	714,808
Jura	2,126,117	213,278	245,384	235,015	123,815	10,724	2,954,334	397,602
Landes	1,180,284	148,866	146,658	204.642	92,838	4,958	1,778,248	226,128
Loir-et-Cher	2,052,143	179,910	222,122	189,470	156,039	8,366	2,808,050	390,416
Loire	2,362,512	251,391	377,244	354,184	225,634	9,534	3,580,500	430,963
Loire (Haute)	1,618,995	163,671	176,277	166,455	67,303	8,465	2,201,168	306,179
Loire-Inférieure	2,484,084	316,380	593,648	374,488	456,770	12,324	4,237,696	477,311
Loiret	2,984,838	222,284	391,508	373,161	286,744	10,393	4,268,932	574,103
Lot	2,032,714	242,995	219,145	201,488	76,140	10,042	2,782,526	376,844
Lot-et-Garonne	3,309,177	265,495	354,861	243,762	146,038	11,283	4,330,619	628,266
Lozère	927,020	81,815	78,021	84,548	39.732	4,110	1,215,248	177,114
Maine-et-Loire	3,984,227	289,994	474,864	409,661	246,211	12,877	5,417,826	757,204
Manche	5,071,990	411,660	634.987	493,025	194,048	18,868	6,824.580	1,005,125
Marne	3,123,865	324,204	388,886	486,003	444,366	15,195	4,782,520	545,13
Marne (Haute)	2,204,527	229,997	228,865	231,095	026,730	10,079	3.131,295	415,244
Mayenne	2,431,953	191,891	275,183	179,079	117,782	9,656	3,205,547	466,943
Meurthe	2,673,306	301,411	341,544	379,885	279,624	14,175	3,989,948	515,031
Meuse	2,433,168	270.800	275,975	261,813	252,498	12,644	3,506,901	454,727
Morbihan	2,221,991	217,426	303,615	199,981	137,745	10,050	3,090,810	435,096
Moselle	2,652,823	280,205	346,623	409 933	257,266	13,615	3,960,467	498,104
Nièvre	2,094,790	217,653	262,645	179,183	152,375	8,220	2.914,868	382,194
Nord	6,754,761	524.270	1,113,795	1,321,397	819,225	30,472	10,563,921	1,227,143
Oise	4,495,249	344,276	461,992	567,920	288,400	18,187	6,176,026	811,080
Orne	3,644,475	321,690	421,104	356,644	180,648	13,928	4,938,492	698,052
Pas-de-Calais	4,879,772	386,978	644,500	733,270	453,173	21,535	7,119,230	892,743
Puy-de-Dôme	3,770,069	400,362	531,928	372,031	163,719	18,355	5,256,465	708,287
Pyrénées (Basses)	1,440,158	270,686	226,836	337,948	146,082	9,605	2,431,317	260,953
Pyrénées (Hautes)	889,063	152,870	92,777	151,560	85,030	6,822	1,378,127	171,126
Pyrénées-Orientales	1,070,874	105,822	90,903	100,678	80,291	4,691	1,453,261	210,248
Rhin (Bas)	2,931,805	411,109	505,355	718.967	357,244	18,140	4.942,622	563,383
Rhin (Haut)	2,518,710	309,800	317,229	450,454	310,195	13,849	3.920,239	467,021
Rhône	3,236.960	364,631	839,638	674,961	1,188,644	10,924	6,315,761	629,852
Saone (Haute)	2,344.858	257,692	207,734	276,257	210,842	11,264	3,308,650	443,800
Saone-et-Loire	4,398,283	372,273	478,890	370,621	234,960	15,266	5,870,295	855,574
Sarthe	3.480,986	284,115	440,328	333,129	222,483	12,549	4,773,593	653,331
Seine	10,870,310	867.835	5,296,830	2,844,904	6,599,946	11,817	27,187,644	2,060,584
Seine-Inférieure	7,298,334	475,479	1,570,091	1,096,971	1,316,191	18,885	11.776,155	1,404.779
Seine-et-Marne	4,605,351	264,928	454,804	361,489	333,866	14,617	6,035,057	847,689
Seine-et-Oise	5,554,155	411,191	824,059	731,003	550,954	20,506	8,091,871	1,008,833
Sèvres (Deux)	2,329,679	193,922	239,984	180.261	132,674	10,920	3,087,442	437,636
Somme	4,819,522	359,418	653,355	776,008	361,156	21,141	6,994,693	919,710
Tarn	2,656,577	253,339	310,345	265,366	173,887	9,312	3,668,828	491,634
Tarn-et-Garonne	2,562,798	196,444	273,235	205,898	114,667	8,011	3,361,056	492,642
Var	2,149.437	279,140	317,951	300,348	299,558	10,090	3,356,527	420,488
Vaucluse	1,370,369	199,934	178,035	290,024	201,909	7,981	2,248,254	267,816
Vendée	2,425,531	212,132	229,905	170,198	114,786	10,479	3,163,032	469,200
Vienne	1,926,697	212,243	186,713	241,349	131,513	9,902	2,708,420	362,824
Vienne (Haute)	1,454,264	180.059	211,664	217,350	169.616	6,278	2,239,233	273,367
Vosges	1,911,627	273,563	201,528	295.528	164,801	12,080	2,859,130	354,446
Yonne	2,911,557	286,183	357,781	304,857	265,342	15,488	4,141,210	527,670
	246,413,569	23,231,691	36,721,880	31,834,132	28,178,805	1,010,973	367,391,053	46,442,589
							413,833,643	

SUITE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES de l'Exercice 1831.

CONTRIBUTION FONCIÈRE.

DÉVELOPPEMENT des Rôles mis en Recouvrement.

DÉPARTEMENTS.	IMPOSITIONS RÉGLÉES D'APRÈS LA LOI.					IMPOSITIONS FACULTATIVES.						TOTAL.
	PRINCIPAL.	17 CENTIMES additionnels sans affectation spéciale.	18 CENTIMES pour dépenses départementales fixes et variables.	2 CENTIMES pour secours, non-valeurs et dégrèvements.	CONTRIBUTION additionnelle sur les bois des communes et établissements publics pour les frais d'administrat.n de ces bois.	CENTIMES FACULTATIFS pour dépenses d'utilité départementale		CENTIMES facultatifs pour dépenses du cadastre.	CENTIMES pour dépenses communales		FONDS de réimpositions.	
						ordinaires.	extraordinaires.		ordinaires.	extraordinaires.		
Ain	1,223,290	207,959	220,192	24,465	15,142	61,164	36,698	48,931	61,164	145,860	1,131	2,046,000
Aisne	2,745,300	466,701	494,154	54,906	8,661	137,263	54,906	54,906	137,479	385,343	5,563	4,545,185
Allier	1,314,360	223,440	236,585	26,287	691	65,718	//	39,430	65,903	72,098	3,425	2,047,940
Alpes (Basses)	609,755	103,658	109,755	12,195	4,684	30,487	//	30,487	30,487	22,372	131	954,015
Alpes (Hautes)	500,783	85,133	90,140	10,015	10,022	25,039	//	15,023	25,039	14,076	188	775,460
Ardèche	884,741	150,405	159,253	17,694	2,630	44,237	35,389	44,237	44,237	101,754	1,192	1,485,773
Ardennes	1,245,797	211,785	224,243	24,915	37,277	62,289	//	62,289	62,457	91,805	3,225	2,026,087
Ariège	593,307	100,862	106,795	11,866	2,466	29,665	29,665	17,799	29,815	45,702	758	968,702
Aube	1,400,760	238,220	252,136	28,015	34,283	70,038	//	56,030	70,038	110,686	3,938	2,264,147
Aude	1,740,033	295,805	313,205	34,800	1,147	87,001	43,500	69,601	87,806	80,569	6,257	2,759,729
Aveyron	1,438,095	244,476	258,857	28,761	1,961	71,904	71,904	57,523	71,904	64,551	442	2,310,382
Bouches-du-Rh.	1,521,223	258,607	273,820	30,424	2,066	76,061	//	30,424	76,193	46,465	15,978	2,331,264
Calvados	3,743,318	636,364	673,797	74,866	566	187,165	112,299	37,433	186,758	177,493	12,410	5,842,472
Cantal	1,111,589	188,970	200,086	22,231	3,662	55,579	33,347	33,347	55,675	72,196	1,751	1,778,417
Charente	1,791,139	304,493	322,405	35,822	89	89,556	71,645	53,734	89,714	88,893	2,401	2,849,896
Charente-Inférr.	2,384,270	405,325	429,168	47,685	241	119,213	71,528	71,528	116,267	163,743	4,519	3,813,490
Cher	1,000,939	170,159	180,169	20,018	2,969	50,046	50,046	50,046	50,046	49,008	1,128	1,624,580
Corrèze	856,544	145,612	154,177	17,130	136	42,827	34,261	25,696	42,875	41,730	360	1,361,352
Corse (Ile de)	170,055	28,909	30,610	3,401	//	34,011	17,004	//	8,502	23,970	179	316,644
Côte-d'Or	2,568,921	437,321	462,405	51,378	84,418	128,446	//	77,067	128,446	92,842	2,903	4,034,151
Côtes-du-Nord	1,684,104	286,297	303,138	33,682	//	84,205	84,205	50,523	84,205	46,624	1,908	2,658,895
Creuse	717,099	121,907	129,077	14,341	446	35,854	35,854	21,512	35,854	43,048	272	1,155,272
Dordogne	2,108,710	358,480	379,567	42,174	//	105,435	105,435	63,261	105,435	60,366	2,099	3,330,966
Doubs	1,197,928	203,647	215,628	23,958	57,589	59,896	//	47,917	60,021	5,889	1,068	1,873,543
Drôme	1,204,953	204,842	216,891	24,099	7,043	60,247	//	60,247	60,651	177,201	1,828	2,018,005
Eure	3,129,961	532,093	563,392	62,599	880	156,498	156,498	62,599	156,498	90,483	3,252	4,914,755
Eure-et-Loir	2,158,002	366,860	388,440	43,160	284	107,900	64,740	64,740	107,900	155,363	1,722	3,459,113
Finistère	1,421,423	241,641	255,856	28,428	//	71,071	//	56,856	71,071	6,988	1,694	2,155,052
Gard	1,781,177	302,800	320,611	35,623	14,700	89,058	//	35,623	89,058	93,541	4,472	2,766,668
Garonne (Haute)	2,247,190	382,022	404,494	44,943	10,532	112,359	89,887	52,434	112,885	117,735	6,589	3,581,074
Gers	1,641,721	279,100	295,500	32,834	1,576	82,086	32,834	49,251	82,302	63,375	1,381	2,561,973
Gironde	2,891,547	491,636	520,478	57,830	463	144,577	101,204	86,746	144,577	217,513	22,846	4,679,421
Hérault	2,270,079	385,946	408,614	45,401	6,729	79,452	//	34,051	114,027	65,465	2,663	3,412,431
Ille-et-Vilaine	1,913,749	325,337	344,474	38,274	50	95,687	//	57,412	95,687	41,049	1,368	2,913,091
Indre	997,083	169,504	179,475	19,941	604	49,854	49,854	49,854	49,954	104,653	2,904	1,671,682
Indre-et-Loire	1,578,316	268,313	284,097	31,566	25	78,915	31,566	47,349	79,003	154,578	2,156	2,555,889
Isère	2,382,693	406,344	428,884	47,653	10,963	95,307	47,653	95,307	119,174	249,953	11,323	3,895,260
Jura	1,325,342	225,308	238,561	26,506	57,791	66,267	//	56,640	66,283	30,557	29,858	2,126,117
Landes	753,761	128,139	135,677	15,075	3,316	37,688	37,688	22,612	37,688	8,077	560	1,180,284
Loir-et-Cher	1,301,389	221,244	234,250	26,027	2,206	65,069	32,534	39,041	65,069	63,734	1,576	2,052,143
Loire	1,436,546	244,212	258,578	28,730	735	71,827	43,096	71,827	73,201	127,537	6,220	2,362,512
Loire (Haute)	1,020,597	174,371	181,707	20,411	606	30,617	20,411	30,617	51,369	85,801	480	1,618,997
Loire-Inférieure	1,591,039	270,476	286,387	31,820	103	79,551	79,551	31,820	79,551	29,144	4,636	2,484,084
Loiret	1,913,678	325,325	344,462	38,273	723	95,683	//	57,410	96,079	100,172	13,029	2,981,833
Lot	1,236,149	213,545	226,106	25,122	//	62,807	75,368	37,684	62,807	71,844	1,277	2,032,714
Lot-et-Garonne	2,094,221	356,114	376,959	41,884	1,478	104,711	104,711	62,826	104,711	58,112	3,447	3,309,177
Lozère	590,381	100,364	106,268	11,807	63	29,519	//	17,711	29,519	41,000	385	927,020
Maine-et-Loire	2,524,015	429,082	454,322	50,480	440	126,200	50,480	75,720	126,200	143,788	3,496	3,984,227
Manche	3,350,419	569,571	603,075	67,008	60	167,520	//	//	169,049	140,318	4,967	5,071,990
Marne	1,817,106	308,908	327,079	36,342	20,721	90,855	90,855	90,855	90,855	248,369	1,917	3,123,865
Marne (Haute)	1,384,147	235,336	249,146	27,682	74,875	69,207	41,524	41,524	67,750	10,704	2,627	2,204,527
Mayenne	1,556,478	264,601	280,166	31,129	393	77,823	62,259	54,476	78,420	21,602	4,601	2,431,953
Meurthe	1,716,810	291,857	309,026	34,336	55,934	85,840	//	51,504	85,840	39,512	2,644	2,673,306
Meuse	1,515,757	257,678	272,836	30,315	120,700	60,630	//	75,787	75,787	22,639	1,034	2,433,168
Morbihan	1,450,320	246,554	261,057	29,006	//	72,516	//	72,516	72,516	14,168	3,336	2,221,991
Moselle	1,660,348	282,259	298,862	33,206	60,647	83,017	//	66,413	83,186	84,003	877	2,652,823
Nièvre	1,273,981	216,583	229,316	25,479	21,351	63,699	76,438	38,219	63,885	80,208	5,626	2,094,790
Nord	4,090,478	695,381	736,286	81,809	3,054	204,523	81,809	102,261	204,630	541,311	13,213	6,754,761
Oise	2,703,602	459,612	486,648	54,072	4,693	135,180	54,072	81,108	135,464	375,118	5,677	4,495,249
Orne	2,326,840	395,562	418,831	46,536	522	116,342	69,805	69,805	116,398	79,222	4,608	3,644,475
Pas-de-Calais	2,975,812	505,888	535,646	59,516	2,491	148,790	//	59,516	148,910	438,303	4,897	4,879,772
Puy-de-Dôme	2,360,957	401,362	424,972	47,219	1,864	118,047	70,828	118,047	118,087	107,439	1,242	3,770,069
Pyrénées (Basses)	869,846	147,873	156,572	17,396	9,860	43,492	34,793	43,492	43,236	73,037	555	1,440,158
Pyrénées (Hautes)	570,420	96,980	102,675	11,408	10,784	28,521	//	28,521	28,541	11,063	150	889,065
Pyrénées-Orient.	700,828	119,140	126,149	14,016	2,084	35,041	//	21,024	35,199	15,684	1,705	1,070,874
Rhin (Bas)	1,877,943	319,257	338,029	37,558	61,594	93,897	18,779	56,338	93,965	34,321	1,019	2,931,805
Rhin (Haut)	1,556,737	264,645	280,212	31,134	89,936	77,836	23,351	62,269	77,910	49,861	4,814	2,518,710
Rhône	2,099,509	356,916	377,911	41,990	26	104,975	//	20,995	105,855	119,841	8,938	3,236,960
Saone (Haute)	1,479,334	251,486	266,280	29,586	96,116	73,966	14,793	59,173	72,613	568	939	2,344,858
Saone et-Loire	2,851,916	484,840	513,344	57,038	23,281	142,595	//	85,557	142,763	94,417	2,527	4,398,283
Sarthe	2,177,773	370,221	391,999	43,555	346	108,888	108,888	65,333	108,918	101,915	3,147	3,480,986
Seine	6,868,616	1,167,664	1,236,350	137,372	65	343,430	274,744	68,686	343,430	83,513	346,436	10,870,110
Seine-Inférieure	4,682,597	796,041	842,867	93,651	900	234,129	140,477	23,412	234,387	201,472	48,395	7,298,334
Seine-et-Marne	2,825,632	480,357	508,613	56,512	4,192	141,281	//	84,768	141,281	354,657	8,052	4,605,351
Seine-et-Oise	3,362,777	571,672	605,299	67,255	1,196	168,138	100,883	33,627	168,273	465,393	9,637	5,554,155
Sevres (Deux)	1,458,786	247,993	262,581	29,175	144	72,939	36,469	72,939	73,069	74,615	964	2,329,679
Somme	3,065,701	521,169	551,826	61,314	2,839	114,963	//	91,971	153,555	243,145	13,037	4,819,522
Tarn	1,638,780	278,592	294,980	32,775	1,671	81,939	81,939	49,163	82,038	111,926	2,772	2,656,577
Tarn-et-Garonne	1,642,140	279,163	295,585	32,842	316	82,107	32,842	49,264	82,107	65,702	725	2,562,798
Var	1,401,628	238,276	252,293	28,032	4,706	70,081	//	56,065	70,251	22,684	5,418	2,149,437
Vaucluse	892,723	151,762	160,690	17,854	2,467	44,636	//	26,781	44,728	27,663	1,061	1,370,369
Vendée	1,564,003	265,880	281,520	31,280	//	78,200	//	78,200	78,240	47,641	565	2,425,531
Vienne	1,209,413	205,600	217,694	24,188	201	60,470	//	60,470	60,470	86,942	1,246	1,926,697
Vienne (Haute)	911,225	154,908	164,020	18,224	//	45,561	45,561	27,336	45,561	40,872	992	1,454,264
Vosges	1,181,489	200,853	212,668	23,629	63,693	59,074	59,074	47,259	59,074	3,998	813	1,911,627
Yonne	1,758,949	299,020	316,611	35,178	40,719	87,947	//	70,357	87,947	213,196	1,628	2,911,557
									7,634,184	3,425,970		
											7,744,911	9,091,827
	154,808,909	26,320,655	27,865,606	3,096,178	1,176,897				11,060,154		4,523,191	16,836,738
	213,268,247								33,145,321			

DÉPARTEMENTS.	TOTAL.
	725,236
	246,413,569

SUITE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES DE L'EXERCICE 1831.

CONTRIBUTION PERSONNELLE.

DÉVELOPPEMENT des Rôles mis en recouvrement.

DÉPARTEMENTS.	IMPOSITIONS RÉGLÉES D'APRÈS LA LOI.							IMPOSITIONS FACULTATIVES				TOTAL.
	PRINCIPAL réduit d'après les décomptes de la contribution, pour former les fonds de non-valeurs et d'attributions aux communes.	17 CENTIMES additionnels sans affectation spéciale.	18 CENTIMES pour dépenses départementales, fixes et variables.	1 CENTIME pour secours, grêle, incendie et autres cas fortuits.	2 CENTIMES pour frais de recensement.	FONDS AFFECTÉS D'APRÈS LES DÉCOMPTES de la contribution, savoir : Aux décharges imputables sur le produit des 3 centimes.	FONDS AFFECTÉS D'APRÈS LES DÉCOMPTES de la contribution, savoir : Aux attributions aux communes. (Reste libre sur le produit des 3 centimes après le payement des décharges).	CENTIMES FACULTATIFS pour dépenses d'utilité départementale. Ordinaires.	CENTIMES FACULTATIFS pour dépenses d'utilité départementale. Extraordinaires.	CENTIMES pour DÉPENSES DES COMMUNES. Ordinaires.	CENTIMES pour DÉPENSES DES COMMUNES. Extraordinaires.	
Ain	147,927	25,315	26,804	1,489	2,978	3,942	2,411	7,445	4,467	7,445	6,779	236,106
Aisne	241,612	41,952	44,420	2,468	4,936	9,830	2,795	12,341	4,936	12,341	11,645	389,269
Allier	120,295	21,127	22,369	1,242	2,485	6,595	1,114	6,213	//	6,213	//	187,657
Alpes (Basses)	81,989	13,867	14,683	815	1,631	1,485	1,447	4,078	//	4,078	818	123,996
Alpes (Hautes)	60,267	10,329	10,936	607	1,215	1,066	1,249	3,038	//	3,038	543	92,290
Ardèche	125,699	22,475	23,798	1,322	2,644	9,172	1,305	6,610	5,288	6,610	4,938	209,863
Ardennes	142,961	24,793	26,251	1,458	2,916	4,923	2,333	7,292	//	7,292	2,891	223,115
Ariège	96,336	16,678	27,659	981	1,962	3,541	1,173	4,905	4,905	4,905	3,622	156,670
Aube	140,952	24,248	25,674	1,426	2,852	3,911	2,051	7,131	//	7,131	3,488	218,869
Aude	124,940	22,683	24,017	1,334	2,668	11,174	1,319	6,671	3,335	6,671	3,329	208,146
Aveyron	140,167	24,730	26,185	1,454	2,909	8,144	1,528	7,273	7,273	7,274	5,363	232,308
Bouch.-du-Rhône	191,054	34,252	36,267	2,014	4,029	13,733	2,744	//	//	10,074	2,956	297,128
Calvados	235,232	40,680	43,073	2,392	4,785	8,524	2,708	11,964	7,178	11,929	6,083	374,561
Cantal	95,721	16,891	17,884	993	1,987	5,871	748	4,968	2,980	4,968	4,695	157,710
Charente	160,787	29,509	31,340	1,741	3,482	17,449	1,101	8,705	6,964	8,705	3,192	273,071
Charente-Inférieure	221,680	39,742	42,079	2,337	4,675	17,002	2,109	11,688	7,013	11,170	7,148	366,648
Cher	104,723	18,807	19,913	1,106	2,212	8,760	467	5,531	5,531	5,531	1,297	173,885
Corrèze	104,356	18,062	19,124	1,062	2,124	3,985	1,094	5,312	4,249	5,312	2,790	167,476
Corse (Ile de)	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Côte d'Or	216,955	37,780	40,003	2,222	4,444	8,662	3,289	//	//	11,112	1,257	325,728
Côtes-du-Nord	181,804	32,836	34,768	1,931	3,863	16,597	542	5,252	5,252	9,644	2,862	295,356
Creuse	104,139	17,850	18,900	1,050	2,100	2,456	1,559	5,250	5,250	5,250	2,767	166,576
Dordogne	177,320	34,055	36,058	2,003	4,006	28,476	536	10,016	10,016	10,016	4,049	316,553
Doubs	143,178	27,567	29,188	1,621	3,243	22,001	1,845	8,107	//	8,108	314	245,475
Drôme	153,667	27,122	28,718	1,595	3,190	9,117	1,548	//	//	7,977	8,157	241,095
Eure	209,100	35,979	38,095	2,116	4,232	6,189	2,701	10,582	10,582	10,582	3,299	333,450
Eure-et-Loir	140,566	24,711	26,164	1,453	2,907	7,638	1,515	7,267	4,360	7,267	5,391	229,244
Finistère	168,965	30,357	32,142	1,785	3,571	13,889	1,973	8,928	//	8,928	643	270,286
Gard	169,300	30,432	32,222	1,790	3,580	13,179	1,906	8,950	//	8,950	2,521	272,838
Garonne (Haute)	181,380	39,744	42,082	2,337	4,675	58,656	769	11,689	9,351	11,690	4,992	367,371
Gers	159,621	27,942	29,585	1,643	3,287	7,801	1,873	8,218	3,287	8,219	//	251,479
Gironde	242,889	46,509	49,245	2,735	5,471	37,718	1,187	13,679	9,575	13,679	15,515	438,209
Hérault	165,032	31,355	33,194	1,844	3,688	23,960	953	//	//	9,220	3,145	272,395
Ille-et-Vilaine	194,782	36,480	38,626	2,145	4,291	25,993	251	6,433	//	6,433	2,423	317,861
Indre	114,439	19,877	21,046	1,169	2,338	5,067	928	5,846	3,507	5,846	5,053	185,121
Indre-et-Loire	145,716	25,702	27,214	1,511	3,023	8,680	1,331	7,559	3,023	7,559	10,647	241,971
Isère	205,927	41,764	44,221	2,456	4,913	46,304	813	14,740	//	12,283	9,036	382,461
Jura	149,234	25,590	27,096	1,505	3,010	3,578	2,237	//	//	//	1,023	213,278
Landes	86,100	16,169	17,120	951	1,902	11,558	311	4,755	4,755	4,755	484	148,866
Loir-et-Cher	111,854	19,673	20,830	1,157	2,314	6,174	1,167	5,786	2,893	5,786	2,273	179,010
Loire	132,104	26,890	28,472	1,581	3,163	30,469	348	7,908	4,744	7,909	7,797	251,391
Loire (Haute)	105,497	17,974	19,031	1,057	2,114	1,247	2,157	3,171	2,114	5,286	4,017	163,671
Loire-Inférieure	163,971	34,210	36,223	2,012	4,024	42,989	316	10,062	10,062	10,062	2,445	316,380
Loiret	142,497	25,330	26,820	1,490	2,980	9,704	1,270	//	//	7,450	4,741	222,284
Lot	143,816	25,926	27,451	1,525	3,050	12,572	698	7,625	9,150	7,625	3,552	242,995
Lot-et-Garonne	162,454	28,633	30,290	1,682	3,365	9,888	984	8,413	8,413	8,413	2,953	265,495
Lozère	52,657	9,028	9,559	531	1,062	1,176	869	2,655	//	2,655	1,619	81,815
Maine-et-Loire	180,476	31,661	33,524	1,862	3,724	9,773	1,583	9,312	3,724	9,312	5,027	289,984
Manche	248,636	45,643	48,327	2,684	5,369	26,471	1,434	13,424	//	13,424	6,243	411,660
Marne	193,526	33,987	35,987	1,999	3,998	10,363	2,036	9,996	9,996	9,996	12,316	324,204
Marne (Haute)	148,674	25,330	26,821	1,490	2,980	1,453	3,347	7,450	4,470	7,278	700	229,097
Mayenne	116,530	20,943	22,176	1,232	2,464	6,457	913	6,160	4,928	6,159	925	191,891
Meurthe	201,569	34,921	36,976	2,054	4,108	7,065	2,950	//	//	10,271	1,424	301,411
Meuse	178,204	30,485	32,278	1,793	3,586	2,791	3,710	7,173	//	8,966	1,810	270,800
Morbihan	137,096	24,366	25,799	1,433	2,866	9,647	885	7,166	//	7,166	998	217,426
Moselle	183,658	31,520	33,374	1,854	3,708	3,912	3,403	9,270	//	9,270	231	280,205
Nièvre	134,081	23,074	24,432	1,357	2,714	3,845	1,878	6,786	8,144	6,786	4,551	217,653
Nord	319,502	56,464	59,786	3,321	6,642	18,923	3,683	16,607	6,642	16,607	16,089	524,270
Oise	212,364	36,733	38,894	2,160	4,321	7,997	2,198	10,803	4,321	10,803	13,677	314,276
Orne	195,517	34,952	37,008	2,056	4,112	14,607	1,646	10,280	6,168	10,280	5,062	321,690
Pas-de-Calais	249,165	43,498	46,056	2,558	5,117	11,605	2,776	//	//	12,793	13,407	386,978
Puy-de-Dôme	235,452	43,318	45,866	2,548	5,096	25,762	1,243	12,740	7,644	12,740	7,948	400,362
Pyrénées (Basses)	172,540	30,005	31,771	1,765	3,530	6,818	2,441	7,092	//	8,766	5,955	270,686
Pyrénées (Hautes)	98,730	17,163	18,173	1,009	2,019	3,950	1,309	5,048	//	5,048	418	152,870
Pyrénées-Orient.	62,446	11,857	12,555	697	1,395	9,147	250	3,487	//	3,487	497	105,822
Rhin (Bas)	235,220	45,730	48,409	2,689	5,378	40,666	1,025	13,447	2,689	13,232	2,530	411,109
Rhin (Haut)	192,557	34,341	36,361	2,020	4,040	13,952	1,558	10,100	3,029	10,100	1,737	309,800
Rhône	187,640	40,319	42,691	2,371	4,743	55,891	756	11,858	//	11,858	6,500	364,631
Saone (Haute)	178,372	30,850	32,665	1,814	3,629	5,775	2,769	//	1,814	//	//	257,692
Saone-et-Loire	233,437	41,492	43,933	2,440	4,881	16,246	1,712	12,203	//	12,203	3,720	372,273
Sarthe	175,975	30,435	32,225	1,790	3,580	6,650	1,777	8,931	8,951	8,951	4,825	284,115
Seine	466,232	94,335	99,884	5,549	11,098	105,316	12	27,745	22,196	27,745	3,717	863,835
Seine-Inférieure	283,905	52,198	55,480	3,082	6,164	29,953	1,610	15,411	9,246	15,411	815	475,479
Seine-et-Marne	165,568	28,586	30,267	1,681	3,363	5,113	2,516	8,407	//	8,407	11,017	264,928
Seine-et-Oise	247,353	43,414	45,968	2,553	5,107	13,169	2,516	12,768	7,661	12,768	17,909	411,191
Sèvres (Deux)	122,350	21,936	23,226	1,290	2,580	9,307	1,251	//	3,226	6,455	2,301	193,922
Somme	226,418	41,042	43,455	2,414	4,828	20,476	1,781	//	//	12,071	6,930	359,418
Tarn	147,771	27,009	28,598	1,588	3,177	15,316	560	7,944	7,944	7,944	5,483	253,339
Tarn-et-Garonne	96,188	21,670	22,945	1,274	2,549	35,077	31	8,923	//	6,373	1,410	196,444
Var	167,700	31,283	33,123	1,840	3,680	21,437	401	9,200	//	9,200	1,272	279,140
Vaucluse	118,048	23,639	25,029	1,390	2,781	24,491	685	//	//	3,117	751	199,934
Vendée	135,775	23,629	25,019	1,389	2,779	5,611	1,781	//	6,949	6,949	2,245	212,132
Vienne	122,710	23,182	24,757	1,375	2,750	18,323	635	6,877	//	6,877	4,553	212,243
Vienne (Haute)	95,157	19,604	20,757	1,153	2,306	23,637	144	5,766	5,766	5,766	//	180,059
Vosges	174,035	29,767	31,519	1,751	3,502	3,075	3,248	8,755	8,755	8,755	398	273,563
Yonne	184,143	31,407	33,254	1,847	3,694	2,948	3,200	9,237	//	9,237	7,211	286,183
	14,086,718	2,555,934	2,706,252	150,347	300,695	1,266,896	132,367	624,477	314,741	726,000	367,261	
						1,399,263		939,218		1,093,261		23,231,691
			21,199,211						2,032,480			

SUITE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES DE L'EXERCICE 1831.

CONTRIBUTION MOBILIÈRE.

DÉVELOPPEMENT des Rôles mis en Recouvrement.

DÉPARTEMENTS	IMPOSITIONS RÉGLÉES D'APRÈS LA LOI.				IMPOSITIONS FACULTATIVES.					TOTAL.
	PRINCIPAL.	17 CENTIMES additionnels sans affectation spéciale.	18 CENTIMES pour dépenses départementales fixes et variables.	2 CENTIMES pour secours, non-valeurs et dégrèvemt.	CENTIMES FACULTATIFS pour dépenses d'utilité départementale, ordinaires.	CENTIMES FACULTATIFS pour dépenses d'utilité départementale, extraordinaires.	CENTIMES pour dépenses communales, ordinaires.	CENTIMES pour dépenses communales, extraordinaires.	FONDS de réimpositions.	
Ain	139,570	23,726	25,122	2,791	6,978	4,187	6,978	4,002	1,482	214,839
Aisne	356,860	60,666	64,234	7,137	17,843	7,137	17,843	13,592	7,048	552,361
Allier	146,630	24,927	26,393	2,932	7,331	//	7,331	6,318	1,679	223,543
Alpes (Basses)	61,850	10,514	11,133	1,237	3,092	//	3,092	790	368	92,076
Alpes (Hautes)	40,150	6,823	7,227	803	2,007	//	2,007	324	125	59,459
Ardèche	97,900	16,643	17,622	1,958	4,895	3,916	4,895	4,149	883	152,861
Ardennes	180,600	30,702	32,508	3,612	9,030	//	9,030	2,921	901	269,304
Ariége	100,100	17,017	18,018	2,002	5,005	5,005	5,077	4,291	972	157,487
Aube	156,460	26,598	28,162	3,129	7,823	//	7,823	3,618	1,803	235,417
Aude	173,320	29,464	31,197	3,466	8,666	4,333	8,666	3,373	6,148	268,634
Aveyron	152,860	25,986	27,514	3,057	7,643	7,643	7,643	5,596	1,177	239,122
Bouches-du-Rhône	574,600	97,682	103,428	11,492	28,730	//	28,740	5,312	9,824	859,806
Calvados	500,740	85,125	90,133	10,014	25,037	15,022	24,949	15,219	10,993	777,233
Cantal	109,540	18,621	19,717	2,190	5,477	3,286	5,477	5,389	2,049	171,741
Charente	205,200	34,884	36,936	4,104	10,260	8,208	10,260	3,620	3,791	317,264
Charente-Inférre	306,560	52,115	55,180	6,131	15,328	9,196	14,590	7,987	3,385	470,477
Cher	131,700	22,389	23,705	2,633	6,585	6,585	6,584	1,927	2,942	205,051
Corrèze	107,850	18,334	19,413	2,157	5,392	4,314	5,392	3,043	694	166,591
Corse	55,500	9,435	9,990	1,110	11,100	5,550	2,775	824	2,460	98,744
Côte-d'Or	296,140	50,343	53,305	5,922	14,807	//	14,807	1,465	3,502	440,293
Côtes-du-Nord	241,600	41,072	43,488	4,832	6,826	6,826	12,080	4,046	1,506	362,177
Creuse	87,505	14,875	15,750	1,750	4,375	4,375	4,375	2,183	784	136,173
Dordogne	217,790	37,024	39,202	4,355	10,889	10,889	10,889	4,161	7,166	342,465
Doubs	162,820	27,679	29,307	3,256	8,141	//	8,141	387	2,421	242,151
Drôme	142,700	24,259	25,686	2,854	7,135	//	7,143	6,969	1,503	218,257
Eure	361,640	61,478	65,095	7,232	18,082	18,082	18,082	6,068	4,704	566,461
Eure-et-Loir	217,320	36,944	39,117	4,346	10,866	6,519	10,866	8,005	2,157	336,143
Finistère	290,540	49,391	52,297	5,810	14,527	//	14,527	917	6,456	434,468
Gard	281,835	47,911	50,730	5,636	14,091	//	14,091	3,607	4,705	422,609
Garonne (Haute)	321,010	54,571	57,781	6,420	16,050	12,840	16,062	6,046	5,506	496,290
Gers	171,170	29,098	30,810	3,423	8,558	3,423	8,558	6,875	2,297	264,210
Gironde	626,240	103,060	109,123	12,124	30,312	21,218	30,312	31,267	29,785	973,441
Hérault	330,140	56,123	59,425	6,602	11,554	//	16,531	2,423	7,063	489,286
Ille-et-Vilaine	329,300	55,981	59,274	6,585	10,031	//	10,043	3,554	4,393	479,161
Indre	141,570	24,066	25,482	2,831	7,078	4,247	7,078	6,766	1,188	220,306
Indre-et-Loire	219,630	37,337	39,533	4,392	10,981	4,392	10,981	16,591	3,812	347,651
Isère	265,001	45,050	47,700	5,300	15,900	//	13,250	10,213	3,804	406,218
Jura	164,700	27,999	29,646	3,294	8,235	//	8,235	1,114	2,161	245,384
Landes	95,614	16,254	17,210	1,912	4,780	4,780	4,780	396	929	146,676
Loir-et-Cher	145,190	24,682	26,134	2,903	7,259	3,629	7,259	2,892	2,170	222,122
Loire	240,000	40,800	43,200	4,800	12,000	7,200	12,000	10,566	6,678	377,244
Loire (Haute)	116,600	19,822	20,988	2,332	3,498	2,332	5,830	4,222	652	176,274
Loire-Inférieure	383,950	65,271	69,111	7,679	19,197	19,197	19,197	3,657	6,387	593,649
Loiret	258,620	43,965	46,552	5,172	12,930	//	12,931	6,761	4,574	391,505
Lot	136,980	23,286	24,656	2,739	6,849	8,218	6,849	7,526	2,039	219,143
Lot-et-Garonne	224,580	38,178	40,424	4,491	11,229	11,229	11,229	3,582	9,917	354,861
Lozère	51,700	8,788	9,305	1,033	2,584	//	2,584	1,580	442	78,021
Maine-et-Loire	311,960	53,033	56,152	6,239	15,597	6,239	15,597	8,028	2,015	474,864
Manche	419,370	71,292	75,486	8,387	20,968	//	20,968	9,702	8,810	634,987
Marne	242,270	41,185	43,608	4,845	12,113	12,113	12,113	15,363	5,272	388,886
Marne (Haute)	151,410	25,739	27,253	3,028	7,570	4,542	7,443	641	1,235	228,865
Mayenne	180,330	30,656	32,459	3,606	9,016	7,213	9,016	1,163	1,721	275,183
Meurthe	229,600	39,032	41,328	4,592	11,480	//	11,480	1,551	2,481	341,544
Meuse	186,960	31,783	33,652	3,739	7,478	//	9,348	2,119	895	275,975
Morbihan	204,000	34,680	36,720	4,080	10,200	//	9,200	1,140	3,593	303,615
Moselle	234,510	39,866	42,211	4,690	11,725	//	11,725	292	1,600	346,623
Nièvre	167,360	28,451	30,124	3,347	8,368	10,041	8,368	5,143	1,441	262,645
Nord	718,190	122,092	129,274	14,363	35,909	14,363	35,909	32,822	10,869	1,113,795
Oise	298,254	50,703	53,685	5,965	14,912	5,965	14,920	14,065	3,519	461,992
Orne	273,740	46,535	49,273	5,474	13,687	8,212	13,687	6,911	3,782	421,104
Pas-de-Calais	422,000	71,740	75,960	8,440	21,100	//	21,112	18,544	5,604	644,500
Puy-de-Dôme	343,890	58,461	61,900	6,877	17,194	10,316	17,194	10,447	5,646	531,928
Pyrénées (Basses)	150,886	25,650	27,159	3,017	6,486	//	7,490	4,726	1,418	226,836
Pyrénées (Hautes)	62,700	10,659	11,286	1,254	3,135	//	3,135	217	191	92,777
Pyrénées-Orient.	61,200	10,404	11,016	1,224	3,060	//	3,060	121	817	90,903
Rhin (Bas)	339,000	57,630	61,020	6,780	16,950	3,390	13,670	2,424	4,490	505,355
Rhin (Haut)	209,990	35,698	37,798	4,199	10,499	3,149	10,499	1,540	3,854	317,229
Rhône	559,000	95,030	100,620	11,180	27,950	//	27,950	10,903	7,004	839,638
Saone (Haute)	139,440	23,704	25,099	2,788	6,972	1,394	6,864	53	1,417	207,734
Saone-et-Loire	319,950	54,391	57,591	6,399	15,997	//	15,997	4,366	4,196	478,890
Sarthe	282,430	48,013	50,837	5,648	14,121	14,121	14,121	7,125	3,999	440,328
Seine	3,491,230	593,509	628,421	69,824	174,561	139,649	149,569	7,492	42,571	5,296,830
Seine-Inférieure	1,002,350	170,399	180,423	20,047	50,117	30,070	50,195	47,772	18,715	1,570,291
Seine-et-Marne	293,400	49,877	52,812	5,868	14,669	//	14,669	15,961	7,546	454,804
Seine-et-Oise	522,180	88,770	93,992	10,443	26,109	15,663	26,109	29,995	10,793	824,059
Sèvres (Deux)	157,950	26,851	28,431	3,159	7,897	3,948	7,917	2,614	1,214	239,984
Somme	435,812	74,088	78,446	8,716	16,343	//	21,495	11,208	7,243	653,355
Tarn	198,190	33,692	35,674	3,963	9,909	9,909	9,909	6,445	2,651	310,345
Tarn-et-Garonne	177,400	30,158	31,932	3,548	12,418	//	8,870	7,193	1,716	273,235
Var	212,800	36,176	38,304	4,256	10,640	//	10,639	1,177	3,958	317,951
Vaucluse	121,640	20,678	21,895	2,432	6,082	//	2,964	471	1,870	178,035
Vendée	153,960	26,173	27,712	3,079	//	7,698	7,698	2,431	1,152	229,905
Vienne	123,500	20,995	22,230	2,470	6,175	//	6,175	4,087	1,080	186,713
Vienne (Haute)	134,070	22,791	24,132	2,681	6,703	6,703	6,703	4,223	3,654	211,664
Vosges	131,900	22,423	23,742	2,638	6,595	6,595	6,595	369	671	201,528
Yonne	235,470	40,029	42,384	4,709	11,773	//	11,773	9,050	2,590	357,781
TOTAUX	24,000,169	4,080,028	4,320,031	480,003	1,179,487	555,089	1,160,032	566,269	380,768	36,721,880
					1,734,576		1,726,302			
	32,880,232				3,841,647					

Suite des CONTRIBUTIONS DIRECTES DE L'EXERCICE 1831.

CONTRIBUTION DES PORTES ET FENÊTRES.

DÉVELOPPEMENT des Rôles mis en recouvrement.

DÉPARTEMENTS.	IMPOSITIONS RÉGLÉES D'APRÈS LA LOI.					IMPOSITIONS FACULTATIVES.		TOTAL.
	PRINCIPAL réduit d'après les décomptes définitifs de la contribution, pour former les fonds de non-valeurs et d'attributions aux communes.	17 CENTIMES additionnels sans affectation spéciale.	2 CENTIMES pour frais de recensement.	FONDS AFFECTÉS d'après les décomptes définitifs de la contribution, savoir : Aux décharges imputables sur le produit des 3 centimes.	FONDS AFFECTÉS d'après les décomptes définitifs de la contribution, savoir : Aux attributions aux communes. (Reste libre sur le produit des 3 centimes après le payement des décharges.)	CENTIMES facultatifs extraordinaires pour dépenses d'utilité départementale.	CENTIMES pour dépenses extraordinaires des communes.	
Ain	203,307f	34,574f	4,067f	1,178f	4,993f	//	87f	248,218
Aisne	499,730	87,184	10,256	21,661	6,830	10,256f	//	635,921
Allier	154,877	26,414	3,107	1,987	3,172	//	//	189,559
Alpes (Basses)	81,116	13,801	1,623	682	1,820	//	//	99,044
Alpes (Hautes)	73,380	12,481	1,468	413	1,827	//	//	89,571
Ardèche	127,583	21,938	2,580	2,798	2,538	5,161	499	163,101
Ardennes	228,991	39,080	4,597	3,410	4,379	//	141	280,600
Ariége	119,579	20,543	2,416	3,291	1,661	6,042	//	153,475
Aube	207,406	35,303	4,153	2,186	4,306	//	//	253,356
Aude	168,003	28,736	3,380	3,551	2,555	4,225	11	210,465
Aveyron	214,131	36,921	4,343	6,682	2,884	10,859	1,293	277,116
Bouches-du-Rhône	536,040	96,267	11,325	45,706	1,522	//	//	690,862
Calvados	521,415	89,144	10,487	11,553	7,141	//	1,650	641,392
Cantal	93,153	15,937	1,874	2,086	1,321	2,812	//	117,185
Charente	213,148	36,528	4,297	5,107	3,065	8,594	67	270,809
Charente-Inférieure	317,621	54,580	6,421	9,585	3,488	9,631	495	401,825
Cher	123,315	21,127	2,485	2,464	2,229	6,214	102	157,939
Corrèze	127,308	21,676	2,550	1,428	2,596	5,100	816	161,476
Corse (Ile de)	45,782	7,845	923	1,048	705	//	//	56,304
Côte-d'Or	307,009	52,214	6,142	2,565	6,784	//	20	374,736
Côtes-du-Nord	199,088	33,933	3,992	2,724	3,786	//	//	243,525
Creuse	87,430	14,893	1,752	1,046	1,760	4,380	//	111,263
Dordogne	209,752	37,162	4,371	14,036	1,369	10,930	261	277,884
Doubs	203,534	36,357	4,277	12,697	4,053	//	5	260,926
Drôme	191,399	32,868	3,866	4,690	3,053	//	//	235,878
Eure	553,632	94,964	11,172	13,923	7,815	27,930	1,070	710,509
Eure-et-Loir	234,764	40,185	4,727	5,697	3,015	7,091	35	295,517
Finistère	264,422	44,971	5,290	2,103	5,948	//	//	322,737
Gard	248,972	42,355	4,983	1,730	5,923	//	//	303,965
Garonne (Haute)	357,555	65,301	7,682	34,043	2,038	15,364	//	483,996
Gers	183,539	31,420	3,696	3,855	2,975	3,696	//	229,184
Gironde	522,314	94,467	11,113	46,236	3,810	19,449	14,855	712,246
Hérault	269,565	46,076	5,420	5,835	3,770	//	505	331,173
Ille-et-Vilaine	251,914	44,271	5,208	14,645	1,675	//	//	317,713
Indre	117,281	19,959	2,348	1,225	2,420	//	177	143,412
Indre-et-Loire	218,895	37,275	4,385	2,696	4,244	4,385	9,968	281,850
Isère	313,859	54,155	6,371	9,815	4,411	6,371	//	395,013
Jura	192,343	32,721	3,849	1,180	4,730	//	190	235,013
Landes	158,461	27,393	3,222	5,320	2,187	8,056	//	204,642
Loir-et-Cher	151,910	25,871	3,043	1,730	3,108	3,804	//	189,470
Loire	279,503	48,169	5,666	10,150	2,193	8,500	//	354,184
Loire (Haute)	134,201	22,820	2,684	746	3,317	2,684	//	166,451
Loire-Inférieure	286,061	50,128	5,897	15,189	2,468	14,743	//	374,438
Loiret	303,766	51,997	6,117	7,379	3,901	//	//	373,161
Lot	152,436	26,590	3,128	7,677	994	9,384	1,275	201,488
Lot-et-Garonne	186,323	32,590	3,834	10,470	666	9,585	291	243,762
Lozère	69,256f	11,781f	1,386f	6f3f	1,520f	//	//	84,548f
Maine-et-Loire	334,980	57,026	6,709	3,068	7,467	//	409f	409,661
Manche	372,770	68,592	8,069	41,739	1,076	//	776	493,025
Marne	372,435	63,410	7,460	3,817	7,940	18,650f	12,288	486,003
Marne (Haute)	183,654	31,425	3,697	2,312	4,404	5,545	25	231,095
Mayenne	141,423	24,157	2,842	2,167	2,777	5,684	27	179,079
Meurthe	311,139	52,934	6,227	3,183	6,399	//	//	379,885
Meuse	214,460	36,482	4,292	1,528	5,050	//	//	261,813
Morbihan	160,530	27,866	3,278	6,651	1,654	//	//	199,981
Moselle	335,626	57,093	6,716	1,792	8,499	//	204	409,933
Nièvre	146,805	24,968	2,937	565	3,907	//	//	179,183
Nord	1,058,847	181,008	21,295	20,711	17,139	21,295	1,100	1,321,397
Oise	450,386	77,860	9,160	15,695	5,658	9,160	//	567,920
Orne	280,567	48,503	5,706	9,417	3,890	8,559	//	356,644
Pas-de-Calais	579,795	101,923	11,990	32,298	5,440	//	1,821	733,270
Puy-de-Dôme	283,223	50,596	5,952	22,819	1,511	8,928	//	372,031
Pyrénées (Basses)	276,493	47,091	5,540	2,790	6,033	//	//	337,948
Pyrénées (Hautes)	123,626	21,119	2,484	2,157	2,172	//	//	151,560
Pyrénées-Orientales	81,700	14,024	1,649	2,438	834	//	30	100,678
Rhin (Bas)	585,197	100,183	11,786	14,084	7,715	//	//	718,967
Rhin (Haut)	363,425	61,987	7,292	5,459	6,686	5,469	132	450,454
Rhône	541,753	94,052	11,064	24,070	4,021	//	//	674,961
Saone (Haute)	224,248	38,181	4,492	1,863	5,226	2,246	//	276,257
Saone-et Loire	303,330	51,643	6,075	2,791	6,779	//	//	370,621
Sarthe	267,865	44,531	5,239	2,158	5,786	13,097	450	333,129
Seine	2,227,023	390,027	45,885	135,704	378	45,885	//	2,844,904
Seine-Inférieure	857,828	147,725	17,379	26,383	10,832	26,069	10,753	1,096,971
Seine-et-Marne	295,432	50,371	5,926	3,390	6,369	//	//	361,489
Seine-et-Oise	574,632	99,099	11,658	18,300	7,493	17,488	2,330	731,003
Sèvres (Deux)	147,503	25,118	2,955	1,825	2,859	//	//	180,261
Somme	595,995	107,903	12,694	56,750	1,030	//	1,723	776,098
Tarn	206,539	35,304	4,153	3,819	3,546	10,383	1,619	265,366
Tarn-et-Garonne	131,244	27,920	3,284	37,698	211	//	5,539	205,898
Var	245,561	41,818	4,919	4,845	2,964	//	239	300,348
Vaucluse	238,842	40,406	4,753	4,590	3,381	//	49	290,024
Vendée	139,319	23,714	2,789	1,254	3,106	//	14	170,198
Vienne	196,270	33,630	3,956	4,460	3,030	//	//	241,349
Vienne (Haute)	163,561	29,133	3,427	11,786	873	8,368	//	217,350
Vosges	232,425	39,558	4,653	1,667	5,587	11,634	//	295,528
Yonne	249,658	42,480	4,998	2,241	5,479	//	//	304,857
	25,194,230	4,363,866	513,395	907,209	338,145	443,927	73,358	31,834,132
				1,245,354.				
			31,316,846			517,286		

Suite des CONTRIBUTIONS DIRECTES de l'Exercice 1831.

CONTRIBUTION DES PATENTES.

DÉVELOPPEMENT des Rôles mis en Recouvrement.

DÉPARTEMENTS.	IMPOSITIONS RÉGLÉES D'APRÈS LA LOI.					IMPOSITIONS FACULTATIVES.		TOTAL.
	PRINCIPAL réduit d'après les décomptes de la contribution pour former les fonds de non-valeurs et d'attributions aux communes.	4 CENTIMES additionnels sans affectation spéciale.	FONDS AFFECTÉS d'après les décomptes de la contribution, savoir : aux décharges imputables sur le produit des 13 centimes.	aux attributions aux communes. (Reste libre sur le produit des 13 centimes après le payement des décharges.)	aux dégrèvements extraordinaires pour cessation de commerce avant le 1er janvier.	CENTIMES facultatifs extraordinaires pour dépenses d'utilité départementale.	CENTIMES pour dépenses extraordinaires des communes.	
Ain	107,461	4,763	3,144	12,273	2,154	//	//	129,795
Aisne	302,485	13,328	5,731	37,552	4,096	6,664	//	369,858
Allier	83,382	3,657	2,241	9,618	758	//	//	99,657
Alpes (Basses)	44,337	1,950	1,448	4,898	528	//	//	53,163
Alpes (Hautes)	36,075	1,586	766	4,366	443	//	//	43,238
Ardèche	102,605	4,603	6,452	9,210	2,584	4,603	2,131	132,192
Ardennes	226,737	9,944	6,674	25,748	1,886	//	167	271,159
Ariége	70,952	3,175	3,263	7,932	1,197	3,968	//	90,490
Aube	173,426	7,605	5,185	19,617	1,427	//	630	207,892
Aude	155,547	6,814	7,587	14,821	932	4,259	1,841	191,803
Aveyron	79,302	3,498	3,007	8,383	1,129	4,372	1,163	100,857
Bouches-du-Rhône	644,240	28,795	101,630	6,913	3,103	//	//	784,683
Calvados	300,766	13,144	11,428	31,457	1,398	//	960	359,156
Cantal	62,991	2,803	3,905	5,441	1,257	2,102	//	78,501
Charente	143,474	6,389	11,135	11,340	1,749	6,389	67	180,545
Charente-Inférieure	262,620	11,808	11,614	26,055	9 688	8,856	769	331,414
Cher	115,145	5,152	5,324	11,545	3,238	6,440	117	146,965
Corrèze	50,913	2,241	1,369	5,993	552	2,241	//	63,310
Corse (Ile de)	38,484	1,708	1,210	4,398	759	//	//	46,561
Côte-d'Or	329,809	14,645	11,355	36,955	6,398	//	11	399,174
Côtes-du-Nord	114,778	5,063	3,649	13,060	1,399	//	1,575	139,527
Creuse	42,018	1,856	1,307	4,700	696	2,320	//	52,899
Dordogne	119,472	5,318	11,529	8,000	618	6,648	153	151,741
Doubs	147,124	6,522	6,326	15,142	2,419	//	1,841	179,576
Drôme	107,684	4,738	3,874	11,434	1,396	//	//	129,128
Eure	248,951	11,016	7,799	28,852	3,572	13,770	2,941	316,904
Eure-et-Loir	146,695	6,459	4,048	17,315	1,498	4,844	114	180,976
Finistère	180,866	8,151	13,093	12,785	7,210	//	5,250	227,357
Gard	236,225	10,870	15,498	18,360	1,355	//	993	283,304
Garonne (Haute)	281,788	12,271	20,112	20,114	102	12,271	2,835	349,496
Gers	118,854	5,185	5,912	11,623	247	2,592	//	144,415
Gironde	808,334	35,445	92,203	25,065	4,828	31,014	58,889	1,055,781
Hérault	280,487	12,336	20,333	19,614	3,410	//	3,600	339,783
Ille-et-Vilaine	175,652	7,715	10,005	15,604	1,271	//	945	211,193
Indre	112,373	4,957	3,561	12,946	1,365	//	320	135,524
Indre-et-Loire	167,000	7,401	2,993	20,668	3,620	3,700	15,103	220,486
Isère	265,072	11,695	13,717	24,537	3,690	5,847	//	324,561
Jura	102,241	4,540	3,582	11,527	1,848	//	73	123,815
Landes	73,548	3,252	2,833	7,811	1,172	4,065	155	92,838
Loir-et-Cher	127,863	5,597	4,325	14,042	712	3,498	//	156,039
Loire	184,330	8,058	13,892	12,710	597	6,043	//	225,634
Loire (Haute)	55,504	2,425	1,149	6,723	288	1,212	//	67,303
Loire-Inférieure	362,293	15,806	42,333	9,705	573	19,757	6,300	456,770
Loiret	236,891	10,395	7,815	26,368	1,808	//	3,465	286,744
Lot	59,326	2,634	3,797	4,774	1,253	3,951	401	76,140
Lot-et-Garonne	115,767	5,119	10,341	7,805	470	6,399	135	146,038
Lozère	33,331	1,458	1,235	3,550	157	//	//	39,732
Maine-et-Loire	204,929	9,005	6,173	23,066	2,217	//	817	246,211
Manche	161,668	7,057	6,088	17,143	361	//	1,729	194,048
Marne	330,513	14,721	16,058	31,363	8,501	18,401	24,807	344,366
Marne Haute	183,378	8,097	5,155	22,346	1679	6,073	//	226,730
Mayenne	94,755	4,168	3,360	10,235	1,083	4,169	9	117,782
Meurthe	231,806	10,261	7,297	25,913	4,345	//	//	279,624
Meuse	208,491	9,266	6,631	23,275	4,832	//	//	252,498
Morbihan	113,938	5,035	4,480	11,901	1,864	//	525	137,745
Moselle	214,128	9,394	6,824	23,639	2,007	//	1,272	257,266
Nièvre	126,686	5,591	3,795	14,913	1,388	//	//	152,375
Nord	662,543	29,097	18,449	75,719	7,106	14,548	11,759	819,225
Oise	235,887	10,391	6,658	26,917	3,350	5,195	//	288,400
Orne	146,793	6,451	3,986	17,088	1,489	4,838	//	180,648
Pas-de-Calais	373,484	16,409	12,523	40,997	3,734	//	6,024	453,173
Puy-de-Dôme	131,900	5,790	8,809	10,193	1,107	4,343	1,575	163,719
Pyrénées (Basses)	119,227	5,216	2,956	14,035	706	//	3,939	146,082
Pyrénées (Hautes)	70,823	3,120	3,132	7,223	730	//	//	85,030
Pyrénées-Orientales	67,095	2,945	4,567	5,108	555	//	17	80,291
Rhin (Bas)	294,799	12,955	16,392	25,884	3,012	//	4,200	357,244
Rhin (Haut)	250,991	11,062	7,164	28,601	3,623	4,136	4,615	310,195
Rhone	993,483	43,377	121,793	23,159	216	//	6,615	1,188,644
Saône (Haute)	172,616	7,666	7,340	18,563	2,738	1,917	//	210,842
Saône-et-Loire	194,820	8,622	7,204	21,520	2,792	//	//	234,960
Sarthe	177,314	7,786	5,596	19,731	1,739	9,732	582	222,483
Seine	5,234,794	232,745	860,913	13,386	475	32,745	24,885	6,599,946
Seine-Inférieure	1,025,458	45,185	60,369	87,396	12,900	33,889	51,192	1,316,391
Seine-et-Marne	278,657	12,251	7,221	32,452	3,283	//	//	333,866
Seine-et-Oise	441,353	19,620	17,004	46,094	10,579	14,715	1,587	550,954
Sevres (Deux)	111,411	4,868	3,934	11,893	564	//	//	132,674
Somme	301,803	13,232	16,609	27,056	1,882	//	4,572	365,156
Tarn	137,205	6,002	7,476	11,977	901	7,502	2,820	173,887
Tarn-et-Garonne	92,175	4,065	4,217	8,880	1,447	//	3,881	114,667
Var	246,097	10,986	6,681	28,411	7,213	//	168	299,558
Vaucluse	164,853	7,342	9,308	14,145	4,437	//	1,821	201,909
Vendée	93,960	2,543	2,945	10,938	641	3,754	2	114,786
Vienne	108,594	4,755	4,018	11,607	2,467	70	//	131,513
Vienne (Haute)	134,506	5,951	13,293	7,340	1,085	7,439	//	169,616
Vosges	128,916	5,782	3,969	15,292	3,613	7,228	//	164,801
Yonne	221,395	9,737	8,557	23,478	2,173	//	//	265,342
	22,718,503	1,002,478	1,850,914	1,568,267	207,724	558,538	272,379	28,178,805
			3,419,181					
			27,347,887			830,918		

CONTRIBUTIONS DIRECTES DE L'EXERCICE 1832.

DÉVELOPPEMENT des Rôles mis en recouvrement au 1er Janvier 1833.

NATURE DES IMPOSITIONS.	CONTRIBUTIONS.								TOTAUX.		OBSERVATIONS.
	FONCIÈRE.		PERSONNELLE et mobilière.		PORTES ET FENÊTRES.		PATENTES.		PAR NATURE de contributions.	PAR AFFECTATION de contributions.	
	Nombre de centimes additionnels.		Nombre de centimes additionnels.		Nombre de centimes additionnels.		Nombre de centimes additionnels.				
FONDS POUR DÉPENSES GÉNÉRALES.											(a) Y compris 110,523 de rôles mis en recouvrement pendant 1833.
Principal de toutes les contributions	.....	154,682,080 83	.....	33,999,756 76	.....	22,000,090 81	.....	22,261,242 95	232,943,171 35		
Contribution additionnelle assise sur les bois des communes et établissements publics	.....	(a) 1,077,000 00	.....	//	.....	//	.....	//	1,077,000 00	268,696,959 44	
Centimes additionnels généraux sans affectation spéciale	16	24,749,137 31	16	5,439,960 80	16	3,520,014 52	4	967,675 40	34,676,788 09		
FONDS POUR DÉPENSES DÉPARTEMENTALES.											
Fonds à employer par le Ministre du commerce et des travaux publics. — Centimes pour dépenses fixes, communes à plusieurs départements	6	9,301,312 73	6	2,039,985 48	.....	//	.....	//	11,341,298 21		
Centimes pour dépenses variables des départements	8	12,401,750 31	8	2,719,980 63	.....	//	.....	//	15,121,730 94		
Centimes pour fonds commun des mêmes départements	5	7,751,093 94	5	1,699,987 90	.....	//	.....	//	9,451,081 84	55,302,595 61	
Centime pour secours, grêle, incendie et autres cas fortuits	1	1,546,820 70	1	339,997 54	.....	//	.....	//	1,886,818 26		
Centimes facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	.....	13,607,265 17	.....	2,747,674 48	.....	498,613 50	.....	648,113 21	17,501,666 36		
Fonds à employer par le Ministre des finances. — Centimes pour les dépenses du cadastre, votés par les conseils généraux des départements	.....	4,477,625 58	.....	//	.....	//	.....	//	4,477,625 58	4,477,625 58	
FONDS POUR DÉPENSES DES COMMUNES.											
Centimes pour dépenses ordinaires	.....	7753,466 62	.....	1,694,599 83	.....	//	.....	//	9,448,066 45	20,161,328,78	
Centimes pour dépenses extraordinaires	.....	9,060,805 71	.....	1,259,058 98	.....	112,331 70	.....	281,065 94	10,713,262 33		
FONDS DE NON-VALEURS.											
Foncière, personnelle et mobilière. — 2/3 de centime à la disposition du ministre des finances pour fonds commun de non-valeurs	2/3	1,031,213 79	2/3	226,665 03	.....	//	.....	//	1,257,878 82		
1/3 de centime à la disposition des préfets	1/3	515,606 91	1/3	113,332 52	.....	//	.....	//	628,939 43		
Portes et fenêtres. — Décharges, non-valeurs et frais de recensement	.....	//	.....	//	5	1,100,004 55	.....	//	1,100,004 55	6,132,333 51	
Patentes. — Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution. — aux réductions et décharges	.....	//	.....	//	.....	//	5	3,145,510 71	3,145,510 71		
Fonds de réimpositions	.....	1,008,154 66	.....	779,239 78	.....	//	.....	//	1,787,394 41	1,787,394 41	
	37	248,963,334 26	37	53,060,239 78	21	27,231,055 08	9	27,303,608 21	356,558,237 33	356,558,237 33	
Fonds pour frais de premier avertissement aux contribuables										682,389 85	
										357,240,627 18	

SUITE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES DE L'EXERCICE 1832.

COMPARAISON des Impositions autorisées par la loi de finances avec les Rôles qui ont été mis en recouvrement au 1er janvier 1833.

NATURE DES IMPOSITIONS.	IMPOSITIONS autorisées par la loi de finances.	RÔLES mis en recouvrement.	DIFFÉRENCES AUX RÔLES en plus.	DIFFÉRENCES AUX RÔLES en moins.	MOTIFS DES DIFFÉRENCES.
Contribution foncière. — Principal	154 794,459 00	154,682,680 83	//	(a) 112,378 17	(a) Diminutions résultant du retranchement de la contribution afférente aux biens composant l'ancien apanage d'Orléans (*loi du 2 mars 1832*), compensation faite des augmentations apportées au principal pour cotisation des bois sortis du domaine de l'État.
16 centimes additionnels sans affectation spéciale	24,767,113 00	24,749,137 31	//	(a) 17,975 69	
19 centimes pour dépenses départementales fixes et variables	29,410,947 00	29,454,156 98	(b) 43,209 98	//	
1 centime pour secours, grêle, incendie et autres cas fortuits	1,547,945 00	1,546,820 70	//	(a) 1,124 30	
1 centime pour non-valeurs et dégrèvements	1,547,945 00	1,546,820 70	//	(a) 1,124 30	
Centimes facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	11,400,000 00	13,607,265 17	(c) 2,147,265 17	//	
Centimes facultatifs pour dépenses du cadastre	5,000,000 00	4,477,625 58	//	(d) 522,374 42	(b) Cotisation aux charges départementales, des biens faisant partie de la dotation de la Couronne. (*Loi du 2 mars 1832.*)
Centimes pour dépenses ordinaires et extraordinaires des communes	15,875,000 00	16,814,272 33	(c) 939,272 33	//	
Fonds de réimpositions	470,000 00	1,008,154 66	(c) 538,154 66	//	
	244,873,409 00	247,886,334 26	3,667,902 14	654,976 88	
			3,012,925 26		(c) Même motif que ci-dessus et insuffisance des prévisions de la loi de finances.
Contribution additionnelle assise sur les bois des communes et établissements publics	1,077,000 00	(f) 1,077,000 00	//	//	
Contribution personnelle et mobilière. — Principal	34,000,000 00	33,999,756 76	//	(g) 243 24	(d) Les prévisions approximatives de la loi de finances ont excédé le produit des centimes de cette nature.
16 centimes additionnels sans affectation spéciale	5,440,000 00	5,439,960 86	//	(g) 39 14	
19 centimes pour dépenses départementales fixes et variables	6,460,000 00	6,459,954 01	//	(g) 45 99	
1 centime pour secours, grêle, incendie et autres cas fortuits	340,000 00	339,997 56	//	(g) 2 44	
1 centime pour non-valeurs et dégrèvements	340,000 00	339,997 55	//	(g) 2 45	(e) Insuffisance des évaluations de la loi de finances.
Centimes facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	2,060,000 00	2,747,674 48	(e) 687,674 48	//	
Centimes pour dépenses ordinaires et extraordinaires des communes	2,025,000 00	2,953,658 81	(e) 928,658 81	//	
Fonds de réimpositions	300,000 00	779,239 75	(e) 479,239 75	//	
	50,965,000 00	53,060,239 78	2,095,573 04	333 26	(f) Y compris 110,523 francs de rôles mis en recouvrement pendant l'année 1833.
			2,095,239 78		
Contribution des portes et fenêtres. — Principal	22,000,000 00	22,000,090 81	(e) 90 81	//	(g) Cotisations extraordinaires de 1831, dont le montant a été déduit du contingent de 1832, conformément aux dispositions de l'article 27 de la loi du 26 mars 1831.
16 centimes additionnels sans affectation spéciale	3,520,000 00	3,520,014 52	(e) 14 52	//	
5 centimes pour décharges, non-valeurs et recensement	1,100,000 00	1,100,004 55	(e) 4 55	//	
Centimes facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	180,000 00	498,613 50	(e) 318,613 50	//	
Centimes pour dépenses extraordinaires des communes	30,000 00	112,331 70	(e) 82,331 70	//	
	26,830,000 00	27,231,055 08	401,055 08	//	(h) Les évaluations de la loi de finances ont excédé le montant des rôles.
			401,055 08		
Contribution des patentes. — Principal. (*Réduit d'après les décomptes de la contribution, de la somme nécessaire pour former les fonds de non-valeurs et d'attributions aux communes.*)	24,288,000 00	22,261,242 95	//	(h) 2,026,757 05	
4 centimes additionnels sans affectation spéciale	1,066,000 00	967,675 40	//	(h) 98,324 60	
Fonds affectés d'après les décomptes de la contribution, aux réductions et décharges; aux attributions des communes; aux dégrèvements extraordinaires pour cessation de commerce	3,694,500 00	3,145,510 71	//	(d) 548,989 29	
Centimes facultatifs pour dépenses d'utilité départementale	500,000 00	648,113 21	(e) 148,113 21	//	
Centimes pour dépenses extraordinaires des communes	270,000 00	281,065 94	(e) 11,065 94	//	
	29,818,500 00	27,303,608 21	159,179 15	2,674,070 94	
			2,514,891 79		
Frais de premier avertissement	650,000 00	682,389 85	(g) 32,389 85	//	

SUITE DES CONTRIBUTIONS

RÉSUMÉ de la Comparaison des Impositions autorisées par la loi

DIRECTES DE L'EXERCICE 1832.

de finances, avec les Rôles qui ont été mis en recouvrement au 1 er Janvier 1833.

NATURE DES IMPOSITIONS.	ÉVALUATIONS des IMPOSITIONS d'après la loi de finances.	PRODUIT des IMPOSITIONS d'après les rôles.	DIFFÉRENCES AUX RÔLES en plus.	DIFFÉRENCES AUX RÔLES en moins.	OBSERVATIONS.
Impositions affectées aux dépenses générales. — Principal. — Foncière	154,794,459 00	154,682,080 83	//	112,378 17	(A) Y compris 110,523 francs de rôles mis en recouvrement pendant l'année 1833.
Contribution additionnelle assise sur les bois des communes et établissements publics	1,077,000 00	(A) 1,077,000 00	//	//	
Personnelle et mobilière	34,000,000 00	33,999,756 76	//	243 24	
Portes et fenêtres	22,000,000 00	22,000,090 81	90 81	//	
Patentes	24,288,000 00	22,261,242 95	//	2,026,757 05	
Centimes addition.ls généraux sans affectation spéciale. — Foncière	24,767,113 00	24,749,137 31	//	17,975 69	
Personnelle et mobilière	5,440,000 00	5,439,960 86	//	39 14	
Portes et fenêtres	3,520,000 00	3,520,014 52	14 52	//	
Patentes	1,066,000 00	967,675 40	//	98,324 60	
TOTAL	270,952,572 00	268,696,959 44	105 33	2,255,717 89	
			En moins 2,255,612 56		
Impositions affectées à des dépenses spéciales. — Fonds pour dépenses départementales. — Centimes additionnels pour dépenses fixes et communes à plusieurs départements	11,327,667 00	11,341,298 21	13,631 21	//	
——— pour dépenses variables des départements	15,103,557 00	15,121,730 94	18,173 94	//	
——— pour fonds commun des mêmes départements	9,439,723 00	9,451,081 84	11,358 84	//	
——— pour secours en cas de grêle, incendie, &c	1,887,945 00	1,886,818 26	//	1,126 74	
Centimes facultatifs votés par les conseils généraux, pour dépenses départementales	14,200,000 00	17,501,666 36	3,301,666 36	//	
——— pour dépenses cadastrales	5,000,000 00	4,477,625 58	//	522,374 42	
Fonds pour dépenses des communes. — Centimes pour dépenses ordinaires et extraordinaires des communes	18,200,000 00	20,161,328 78	1,961,328 78	//	
Fonds pour frais de perception. — Frais de premier avertissement aux contribuables	650,000 00	682,389 85	32,389 85	//	
Fonds de non-valeurs. — Fonds de non-valeurs des contributions foncière, personnelle et mobilière	1,887,945 00	1,886,818 25	//	1,126 75	
——— des portes et fenêtres, pour décharges et non-valeurs, &	1,100,000 00	1,100,004 55	4 55	//	
Fonds de non-valeurs des patentes. — 13 centimes pour non-valeurs, dégrèvements et attributions aux communes — Dégrèvements et non-valeurs ordinaires	3,464,500 00	3,145,510 71	//	3 18,989 29	
Attributions aux communes	230,000 00	//	//	230,000 00	
Fonds de non-valeurs extraordinaires pour cessation de commerce	770,000 00	1,787,394 41	1,017,394 41	//	
Fonds de réimpositions	83,261,337 00	88,543,667 74	6,355,947 94	1,073,617 20	
TOTAL			En plus 5,282,330 74		
REPORT des impositions affectées aux dépenses générales	270,952,572 00	268,696,959 44	//	2,255,612 56	
——— des impositions affectées à des dépenses spéciales	83,261,337 00	88,543,667 74	5,282,330 74	//	
TOTAL GÉNÉRAL	354,213,909 00	357,240,627 18	5,282,330 74	2,255,612 56	
			En plus 3,026,718 18		

SUITE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES DE L'EXERCICE 1832.

ÉTAT présentant les modifications que les évaluations de Recettes portées au Budget pour les Contributions directes de l'Exercice 1832 doivent éprouver d'après les Rôles qui ont été mis en recouvrement au 1er Janvier 1833.

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS.	ÉVALUATIONS des recettes d'après le budget.	MODIFICATIONS résultant des rôles pour les impositions affectées à des dépenses spéciales. A ajouter.	MODIFICATIONS résultant des rôles pour les impositions affectées à des dépenses spéciales. A déduire.	ÉVALUATIONS rectifiées.	RÔLES mis en recouvrement.	DIFFÉRENCES pour le budget comparativement aux rôles. Augmentation de recettes.	DIFFÉRENCES pour le budget comparativement aux rôles. Diminution de recettes.	OBSERVATIONS
Foncière	244,873,409	3 143,279 12	//	248,016,688 12	247,886,334 26	//	(A) 130,353 86	(A) Diminution résultant du retranchement de la contribution afférente aux biens composant l'ancien apanage d'Orléans (*loi du 2 mars 1832*), compensation faite des augmentations apportées au principal pour cotisation des bois sortis du domaine de l'État.
Contribution additionnelle assise sur les bois des communes, &c	1,077,000	//	//	1,077,000 00	(E) 1,077,000 00	//	//	(B) Cotisations extraordinaires de 1831, dont le montant a été déduit du contingent de 1832 (*Art. 27 de la loi du 26 mars 1831.*)
Personnelle et mobilière	50,965,000	2,095,522 16	//	53,060,522 16	53,060,239 78	//	(B) 282 38	(C) Les évaluations de la loi de finances ont excédé le montant des rôles.
Portes et fenêtres	26,830,000	400,949 75	//	27,230,949 75	27,231,055 08	(D) 105 33	//	(D) Insuffisance dans les évaluations de la loi de finances.
Patentes	29,818,500	//	389,810 14	29,428,689 86	27,303,608 21	//	(C) 2,125,081 65	(E) Y compris 110,525 fr. de rôles mis en recouvrement pendant l'année 1833.
Fonds pour frais de premier avertissement aux contribuables	650,000	32,389. 85.	//	682,389 85	682,389 85	//	//	
	354,213,909	5,672,140 88	389,810 14	359,496,239 74	357,240,627 18	105 33	2,255,717 89	
		A ajouter 5,282,330 74				Diminution 2,255,612 56		

ÉTAT présentant les modifications que les Crédits ouverts au Budget pour les Dépenses spéciales relatives aux Contributions directes de l'Exercice 1832, doivent éprouver d'après les Rôles qui ont été mis en recouvrement au 1er Janvier 1833.

DÉSIGNATIONS DES MINISTÈRES ET DES CHAPITRES DE DÉPENSES DU BUDGET.	CRÉDITS OUVERTS PAR LE BUDGET. MONTANT des crédits.	CRÉDITS OUVERTS PAR LE BUDGET. A DÉDUIRE. Différences existant entre la loi des recettes et la loi des dépenses.	CRÉDITS OUVERTS PAR LE BUDGET. NET des crédits.	MODIFICATIONS résultant des rôles mis en recouvrement. A ajouter.	MODIFICATIONS résultant des rôles mis en recouvrement. A déduire.	CRÉDITS rectifiés.
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS (C).						
Dépenses départementales : fixes	(A) 11,570,867	600,000	10,970,867	13,631 21	//	10,984,498 21
Dépenses départementales : variables	25,843,279	1,300,000	24,543,279	29,532 78	//	24,572,811 78
Dépenses départementales : extraordinaires	14,200,000	//	14,200,000	3,301,666 36	//	17,501,666 36
Secours spéciaux	1,987,945	100,000	1,887,945	//	1,126 74	1,886,818 26
MINISTÈRE DES FINANCES (D).						
Dépenses du cadastre	5,000,000	//	5,000,000	//	522,374 42	4,477,625 58
Frais de Régie, de Perception et d'Exploitation des Impôts et Revenus.						
Frais de premier avertissement	650,000	//	650,000	32,389 85	//	682,389 85
Restitutions et Non-valeurs sur les Contributions directes.						
Remises et modérations sur la contribution foncière	1,547,945	//	1,547,945	//	1,124 30	1,546,820 70
Remises et modérations sur la contribution personnelle et mobilière	340,000	//	340,000	//	2 45	339,997 55
Décharges, non-valeurs et frais de recensement sur la contribution des portes et fenêtres	1,100,000	//	1,100,000	4 55	//	1,100,004 55
Décharges et réductions sur la contribution des patentes	3,464,500	//	3,464,500	//	318,989 29	3,145,510 71
Non-valeurs extraordinaires sur patentes pour cessation de commerce	230,000	//	230,000	//	230,000 00	//
Restitutions sur le produit des centimes additionnels imposés pour dépenses ordinaires et extraordinaires des communes	18,200,000	//	18,200,000	1,961,328 78	//	20,161,328 78
Décharges et réductions imputables sur le produit des réimpositions	770,000	//	770,000	1,017,394 41	//	1,787,394 41
Fonds de réserve	210,000	210,000	//	//	//	//
	85,114,536	(B) 2,210,000	82,904,536	6,355,947 94	1,073,617 20	88,186,866 74
				A ajouter 5,282,330 74		

OBSERVATIONS.

(A) La loi n'a pas mis à la disposition du ministre du commerce le produit total des centimes imposés pour les dépenses fixes. Le crédit demandé par le ministre a éprouvé une réduction de 356,800f savoir :

Sur le traitement des préfets		166,100
—— des secrétaires généraux supprimés	216,200	
Dont il faut déduire l'augmentation accordée aux conseillers de préfecture, chargés des fonctions de secrétaires généraux, montant à	25,500	
Reste en réduction	190,700	190,700
Somme pareille		356,800

(B) Le budget de l'exercice 1832 a été voté par deux lois séparées ayant la même date (*21 avril 1832*). Il est résulté du changement apporté par la Chambre des Députés au mode d'assiette des contributions directes, que l'évaluation des impositions applicables aux *Dépenses départementales* et aux *non-valeurs*, ne s'est plus trouvée en rapport avec les crédits qui étaient déjà votés pour ces dépenses, et qui n'eussent été accordés que pour une somme inférieure de 2,210,000 fr. au montant des impositions, si lors de la discussion de la loi des dépenses, la Chambre eût pu apprécier les résultats de la loi des recettes. (Voir la note page 256.)

(C) Indépendamment des ressources provenant des contributions directes, le ministre du commerce et des travaux publics dispose encore pour ses dépenses de l'exercice 1832, (Voir pages 262 et 264),

1° Des fonds non employés sur l'exercice 1830 reportés à l'exercice 1832, par la loi réglementaire; savoir :		
Dépenses fixes des départements	55,847	
Dépenses variables *idem*	3,738,390	3,820,948 00
Secours pour grêle, incendies, &c	26,711	
2° Des ressources locales extraordinaires des départements réalisées en 1832		1,435,228 53
		5,256,176 53

(D) Il faut également ajouter pour le ministre des finances;

1° Les fonds reportés de l'exce 1830, comme ci-dessus, pour les dépses cadastles	280,527	339,249 00
et les non-valeurs sur les contributions foncière, personnelle et mobilière	58,722	
2° Les fonds avancés par des propriétaires pour les dépenses cadastrales		34,270 88
		373,519 88

SUITE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES DE L'EXERCICE 1832.

DÉVELOPPEMENT des Rôles et des Recouvrements au 1er Janvier 1833.

DÉPARTEMENTS.	MONTANT DES RÔLES DES CONTRIBUTIONS							
	FONCIÈRE, y compris la contribution additionnelle pour les frais d'administration des bois des communes et établissements publics.	PERSONNELLE et mobilière.	des portes et fenêtres.	PATENTES.	FRAIS de premier avertissement.	TOTAL.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1832.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1833
Ain	2,020,771	400,288	211,866	128,121	8,293	2,779,340	2,516,573	252,767
Aisne	4,584,461	805,575	545,750	379,764	14,743	6,330,295	5,742,573	587,721
Allier	2,061,518	329,101	156,937	96,024	4,607	2,648,188	2,270,773	377,415
Alpes (Basses)	973,590	179,064	78,394	52,424	3,187	1,286,660	1,221,393	165,267
Alpes (Hautes)	799,760	126,331	71,874	42,143	2,620	1,042,729	900,579	142,149
Ardèche	1,482,216	342,651	126,643	119,227	5,385	2,076,124	1,753,085	323,038
Ardennes	2,035,806	414,612	232,881	261,063	7,250	2,951,615	2,664,211	287,403
Ariége	978,705	268,350	129,674	89,337	4,673	1,470,741	1,222,308	248,433
Aube	2,318,965	421,884	208,483	201,396	8,637	3,159,366	2,863,066	296,299
Aude	2,774,270	433,269	174,740	188,100	5,312	3,575,733	2,938,730	637,003
Aveyron	2,325,310	422,450	219,240	101,169	7,069	3,075,240	2,492,816	582,424
Bouches-du-Rhône	2,458,280	1,033,452	628,958	737,589	5,938	4,864,219	4,193,706	670,513
Calvados	5,863,379	1,008,279	549,847	348,554	10,655	7,780,716	7,002,029	778,686
Cantal	1,782,289	288,713	92,380	78,831	3,745	2,245,960	2,036,068	209,892
Charente	2,897,926	502,380	220,928	172,749	9,155	3,803,140	3,238,154	564,985
Charente-Inférieure	3,818,174	731,956	335,839	320,078	13,193	5,219,242	3,978,598	1,240,643
Cher	1,635,013	319,955	130,147	142,582	5,522	2,233,221	1,838,359	394,861
Corrèze	1,366,347	271,266	126,369	60,934	4,013	1,828,930	1,533,585	295,344
Corse	334,452	106,655	44,409	49,429	3,592	538,539	358,387	180,152
Côte-d'Or	4,112,504	670,331	322,959	381,643	10,156	5,497,595	5,018,926	478,668
Côtes-du-Nord	2,596,281	558,879	184,283	133,040	9,785	3,482,271	3,053,139	429,131
Creuse	1,170,156	247,160	85,050	50,769	4,374	1,557,511	1,226,196	331,314
Dordogne	3,352,300	557,013	209,611	143,328	8,733	4,271,007	3,497,266	773,190
Doubs	1,892,676	411,316	225,544	172,952	6,363	2,708,852	2,467,638	241,214
Drôme	2,029,547	424,016	191,785	131,926	6,052	2,783,328	2,364,734	418,593
Eure	4,945,299	744,527	604,990	303,974	10,826	6,609,618	5,820,655	788,962
Eure-et-Loir	3,572,266	527,867	250,260	178,374	8,312	4,537,081	4,079,037	458,044
Finistère	2,204,015	618,862	260,755	210,105	6,678	3,300,416	2,770,381	530,035
Gard	2,799,338	591,195	265,718	266,288	7,201	3,929,741	3,248,598	681,142
Garonne (Haute)	3,564,096	740,671	421,125	330,565	8,685	5,065,143	4,221,975	843,168
Gers	2,554,515	449,468	185,472	141,221	6,670	3,337,348	2,652,098	685,250
Gironde	4,731,553	1,242,464	628,148	999,565	11,483	7,613,215	6,120,748	1,492,467
Hérault	3,541,588	684,553	282,848	321,979	6,802	4,837,771	4,229,699	608,072
Ille-et-Vilaine	2,912,150	717,610	258,724	205,806	9,427	4,103,719	3,682,592	421,127
Indre	1,691,167	355,081	117,821	132,970	5,557	2,302,597	1,669,671	632,927
Indre-et-Loire	2,573,275	487,274	230,636	211,620	6,971	3,509,779	2,974,905	534,873
Isère	3,902,997	712,268	329,359	325,601	11,324	5,281,551	4,639,939	641,611
Jura	2,116,453	294,662	192,788	118,590	7,382	2,829,877	2,477,321	352,555
Landes	1,198,787	251,778	172,242	86,791	2,299	1,712,898	1,448,224	264,673
Loir-et-Cher	2,042,522	368,438	159,350	150,781	5,863	2,726,955	2,401,005	325,950
Loire	2,430,330	583,416	304,834	265,176	5,802	3,589,559	2,883,947	705,611
Loire (Haute)	1,596,948	279,947	126,566	65,568	5,381	2,074,412	1,676,532	397,879
Loire-Inférieure	2,467,213	804,317	322,810	434,449	8,380	4,037,171	3,275,483	761,688
Loiret	3,050,286	600,568	322,388	276,198	7,257	4,256,698	3,405,342	851,355
Lot	2,026,989	405,871	157,331	73,999	6,406	2,670,598	2,046,363	624,234
Lot-et-Garonne	3,339,743	556,596	192,424	141,349	7,724	4,237,837	3,495,689	742,148
Lozère	932,144	131,767	66,297	38,119	2,643	1,171,372	934,070	237,301
Maine-et-Loire	3,939,742	638,103	343,640	256,242	9,094	5,206,822	4,405,193	801,628
Manche	5,113,053	881,162	403,229	187,152	11,545	6,596,143	5,847,182	748,961
Marne	3,129,586	642,014	411,060	411,732	10,075	4,604,469	4,091,885	512,584
Marne (Haute)	2,196,617	394,084	182,493	218,622	6,975	2,998,793	2,670,283	328,509
Mayenne	2,480,766	434,548	144,167	119,047	6,507	3,185,037	2,804,370	380,667
Meurthe	2,719,293	580,514	320,166	263,373	9,590	3,892,937	3,418,638	474,299
Meuse	2,457,884	441,918	211,222	234,573	8,715	3,354,313	2,950,050	404,263
Morbihan	2,236,372	475,792	155,364	134,517	6,738	3,008,784	2,740,084	268,700
Moselle	2,749,605	548,179	357,912	253,228	8,777	3,917,704	3,581,475	336,229
Nièvre	2,149,090	348,903	144,645	151,045	5,712	2,849,397	2,473,996	375,401
Nord	6,855,743	1,563,859	1,187,632	818,336	20,552	10,446,123	9,693,822	752,300
Oise	4,536,200	717,432	479,972	283,410	11,749	6,028,765	5,225,914	802,851
Orne	3,604,478	622,776	284,228	170,823	8,886	4,691,192	4,194,362	496,830
Pas-de-Calais	5,033,008	969,150	638,154	457,549	13,882	7,111,744	6,768,776	342,967
Puy-de-Dôme	3,770,019	796,863	302,312	151,730	12,629	5,033,574	4,126,794	906,780
Pyrénées (Basses)	1,387,008	446,226	277,602	244,197	6,016	2,261,050	1,833,267	427,782
Pyrénées (Hautes)	896,017	220,049	118,519	80,967	4,539	1,320,093	1,087,840	232,252
Pyrénées-Orientales	1,093,358	185,185	80,243	78,656	3,030	1,440,483	1,130,621	309,862
Rhin (Bas)	2,946,895	819,029	655,820	349,229	12,860	4,783,834	4,184,849	598,985
Rhin (Haut)	2,533,584	582,985	404,861	299,679	9,682	3,830,792	3,301,147	529,644
Rhône	3,243,086	1,137,528	610,732	1,144,723	6,539	6,142,610	5,137,088	1,005,521
Saône (Haute)	2,400,033	417,271	226,548	207,887	7,711	3,259,451	2,823,509	435,941
Saône-et-Loire	4,419,742	695,749	309,155	230,677	10,385	5,665,709	4,839,746	825,963
Sarthe	3,484,205	606,049	266,724	214,066	8,210	4,579,256	4,052,299	526,957
Seine	11,155,559	5,651,115	2,681,830	7,349,986	9,153	25,847,643	21,276,796	4,570,847
Seine-Inférieure	7,401,966	1,797,031	1,006,963	1,320,979	11,166	11,538,107	10,298,275	1,239,831
Seine-et-Marne	4,671,260	693,055	306,301	319,867	11,571	6,002,055	5,307,084	694,971
Seine-et-Oise	5,717,429	1,112,754	649,109	535,625	13,603	8,028,522	7,203,590	824,931
Sèvres (Deux)	2,375,273	398,157	147,499	130,042	7,787	3,058,759	2,541,183	517,576
Somme	4,903,050	871,080	667,579	368,358	14,863	6,824,931	6,344,017	480,913
Tarn	2,631,593	472,332	216,929	177,104	6,102	3,504,062	2,956,138	547,924
Tarn-et-Garonne	2,574,374	422,636	170,387	106,737	5,111	3,279,246	2,780,467	498,779
Var	2,178,258	502,403	255,436	279,228	6,443	3,221,770	2,891,777	329,993
Vaucluse	1,385,500	385,535	246,534	179,954	5,140	2,202,665	1,934,190	268,474
Vendée	2,426,656	379,414	134,819	115,648	7,763	3,064,303	2,493,180	571,122
Vienne	1,919,487	347,040	196,141	125,993	7,270	2,595,932	2,052,835	543,097
Vienne (Haute)	1,482,203	335,959	184,716	157,678	4,142	2,164,699	1,617,256	547,443
Vosges	1,928,092	413,267	242,686	154,537	8,274	2,746,858	2,501,768	245,090
Yonne	2,958,818	538,904	250,228	257,698	10,386	4,016,036	3,528,645	487,390
	248,963,334	53,060,239	27,231,055	27,303,608	682,389	357,240,627	307,557,600	49,683,026

SUITE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES de l'Exercice 1832.

CONTRIBUTION FONCIÈRE.

DÉVELOPPEMENT des Rôles mis en Recouvrement.

DÉPARTEMENTS.	IMPOSITIONS RÉGLÉES D'APRÈS LA LOI.					IMPOSITIONS FACULTATIVES.						TOTAL.
						CENTIMES FACULTATIFS pour dépenses d'utilité départementale,		CENTIMES facultatifs pour dépenses du cadastre.	CENTIMES pour dépenses communales,		FONDS de réimpositions.	
	PRINCIPAL.	16 CENTIMES additionnels sans affectation spéciale.	19 CENTIMES pour dépenses départementales fixes et variables.	2 CENTIMES pour secours, non-valeurs et dégrèvements.	CONTRIBUTION additionnelle sur les bois des communes et établissements publics pour les frais d'administration de ces bois.	ordinaires.	extraordinaires.		ordinaires et frais d'experts.	extraord^res, non-valeur et frais de confection des rôles.		
Ain	1,223,290	195,726	232,425	24,465	13,866	48,931	48,931	48,931	61,164	122,478	560	2,020,077
Aisne	2,645,935	423,348	520,239	52,918	7,814	136,905	109,524	109,524	137,019	430,675	10,567	4,584,461
Allier	1,314,645	210,343	249,782	26,292	633	78,878	//	39,439	66,263	72,425	2,814	2,061,516
Alpes (Basses)	609,755	97,560	115,853	12,195	4,289	30,487	15,437	30,487	30,487	26,641	396	973,396
Alpes (Hautes)	500,756	80,120	95,143	10,015	9,178	25,037	15,022	20,030	25,037	19,323	94	799,760
Ardèche	884,729	141,556	168,098	17,694	2,408	44,236	55,389	35,389	44,236	86,744	1,734	1,482,210
Ardennes	1,246,041	199,366	236,747	24,920	34,135	62,302	21,867	62,302	62,302	84,720	1,100	2,035,860
Ariége	593,307	94,929	112,728	11,866	2,259	29,665	42,350	17,799	29,689	43,863	248	978,705
Aube	1,402,784	224,445	266,529	28,055	31,394	70,139	95,173	56,111	70,199	71,922	2,210	2,318,961
Aude	1,740,263	278,442	330,649	34,805	1,050	87,013	66,384	69,610	87,213	72,932	5,906	2,774,277
Aveyron	1,438,961	230,233	273,402	28,779	1,778	71,948	96,047	57,558	71,948	52,471	2,181	2,325,150
Bouches-du-Rh.	1,521,223	243,395	289,032	30,424	1,892	76,061	118,184	30,424	76,085	51,944	19,614	2,458,280
Calvados	3,743,318	598,930	711,230	74,866	519	187,165	172,299	28,074	186,812	146,795	13,366	5,863,379
Cantal	1,111,589	177,854	211,201	22,231	3,353	55,579	53,347	33,347	55,593	57,225	866	1,782,206
Charente	1,791,807	286,689	380,443	35,836	81	89,590	101,672	89,590	89,928	70,414	1,872	2,897,021
Charente-Infér.	2,384,270	381,483	453,011	47,685	221	119,213	95,370	71,528	116,207	137,892	11,291	3,818,175
Cher	1,002,066	160,330	190,392	20,041	2,657	50,103	60,123	50,103	50,103	48,082	1,009	1,635,013
Corrèze	856,544	137,047	162,743	17,130	125	42,827	38,544	34,261	42,859	34,161	102	1,366,347
Corse (Ile de)	170,047	27,207	32,308	3,400	//	34,009	34,009	//	8,502	20,426	4,540	334,451
Côte-d'Or	2,572,740	411,638	488,820	51,454	77,300	128,637	34,118	102,909	128,777	112,836	3,172	4,112,501
Cotes-du-Nord	1,684,285	269,485	320,014	33,685	//	84,214	//	84,214	85,144	32,828	2,410	2,596,281
Creuse	717,447	114,791	136,314	14,348	468	35,872	55,876	21,523	35,968	37,328	276	1,170,151
Dordogne	2,108,740	337,398	400,660	42,174	//	105,437	137,068	63,262	105,437	50,167	1,954	3,352,300
Doubs	1,198,045	191,687	227,628	23,960	52,735	59,902	24,433	46,921	60,000	3,372	2,988	1,892,670
Drôme	1,205,781	192,924	229,098	24,115	6,449	60,289	12,057	60,289	60,345	177,280	917	2,029,547
Eure	3,129,935	500,789	594,587	62,598	806	156,496	203,445	62,578	156,496	73,076	4,368	4,945,899
Eure-et Loir	2,160,175	345,628	410,433	43,203	217	108,008	129,610	76,606	108,008	187,449	3,926	3,572,268
Finistère	1,421,423	227,427	270,070	28,428	//	71,071	31,061	71,071	71,071	6,298	6,092	2,204,011
Gard	1,781,464	285,034	338,478	35,629	13,460	89,073	17,814	26,721	89,128	121,542	991	2,799,335
Garonne (Haute)	2,249,323	359,891	427,371	44,986	9,745	112,466	89,972	56,233	112,466	100,068	1,571	3,564,092
Gers	1,641,818	262,690	311,945	32,836	1,443	82,090	82,090	//	82,090	54,433	3,076	2,554,115
Gironde	2,891,884	462,701	549,458	57,837	424	144,594	101,215	86,756	144,939	246,139	45,602	4,731,553
Hérault	2,270,079	363,212	431,315	45,401	6,162	113,503	45,401	68,102	113,635	72,624	12,149	3,541,582
Ille-et-Vilaine	1,913,749	306,199	363,612	38,274	46	95,687	29,857	38,274	95,699	29,503	1,245	2,912,150
Indre	998,853	159,816	189,782	19,977	554	49,942	63,969	49,942	49,942	107,150	1,236	1,671,167
Indre-et-Loire	1,578,328	252,532	299,882	31,566	23	78,916	86,808	47,349	78,931	112,380	6,556	2,573,275
Isère	2,382,964	381,274	452,763	47,659	9,864	95,318	82,924	95,318	119,298	226,971	8,641	3,902,997
Jura	1,325,699	212,111	251,882	26,513	52,920	66,284	19,885	59,656	66,300	34,239	958	2,116,451
Landes	753,771	120,603	143,216	15,075	3,037	37,688	57,688	22,613	37,688	6,129	1,275	1,198,785
Loir-et-Cher	1,296,009	207,361	247,263	25,920	2,021	65,069	32,534	39,041	65,186	59,223	2,891	2,042,522
Loire	1,436,740	229,878	272,980	28,734	673	71,837	73,273	71,837	71,837	166,028	6,510	2,430,339
Loire (Haute)	1,020,609	163,297	193,915	20,412	555	51,030	//	30,618	51,135	64,681	692	1,596,940
Loire-Inférieure	1,591,087	254,573	302,306	31,821	26	31,821	114,574	31,821	79,554	20,993	8,632	2,467,213
Loiret	1,842,643	294,822	363,770	36,852	662	95,729	114,874	57,437	95,799	135,241	12,453	3,050,280
Lot	1,256,149	200,983	238,668	25,122	//	62,807	87,930	37,684	62,837	53,049	1,755	2,026,985
Lot-et-Garonne	2,094,221	335,075	397,901	41,884	1,353	104,711	135,529	41,884	104,711	77,238	5,233	3,339,743
Lozère	590,381	94,460	112,172	11,807	58	29,519	11,807	17,711	29,549	33,793	884	932,144
Maine-et-Loire	2,524,802	403,968	479,712	50,496	402	126,240	100,992	37,872	126,240	106,963	2,053	3,959,742
Manche	3,352,428	536,388	636,961	67,048	55	167,621	42,647	16,762	167,621	124,281	1,238	5,113,053
Marne	1,824,960	291,993	346,742	36,499	18,975	91,248	118,622	72,998	91,280	233,245	3,022	3,129,586
Marne (Haute)	1,384,326	221,492	263,022	27,686	68,550	51,916	62,290	41,529	67,778	6,674	1,352	2,196,617
Mayenne	1,556,735	249,077	295,779	31,134	360	77,836	102,564	54,485	77,956	32,290	2,544	2,480,766
Meurthe	1,720,514	275,282	326,897	34,410	51,220	86,025	34,410	68,820	86,025	33,982	1,703	2,719,293
Meuse	1,517,822	242,851	288,386	30,356	110,523	75,891	30,356	60,712	75,891	23,262	1,831	2,457,884
Morbihan	1,450,320	232,051	275,560	29,006	//	72,516	30,000	58,012	72,564	11,818	4,522	2,236,372
Moselle	1,663,329	266,134	316,032	33,266	55,536	83,166	83,166	66,533	83,166	98,539	734	2,749,605
Nièvre	1,274,374	203,899	242,131	25,487	19,552	63,718	112,665	63,718	63,718	75,378	4,445	2,149,090
Nord	4,090,478	654,476	777,190	81,809	2,797	204,523	118,214	81,809	204,553	627,327	12,561	6,855,743
Oise	2,692,933	430,872	511,661	53,859	4,296	151,277	90,244	82,867	138,126	377,374	2,668	4,536,200
Orne	2,327,862	372,458	442,293	46,557	478	116,393	81,475	38,797	116,393	59,452	2,316	3,604,478
Pas-de-Calais	2,975,812	476,129	565,404	59,516	2,221	148,790	122,008	104,153	148,886	423,455	6,630	5,033,008
Puy-de-Dôme	2,361,236	377,797	448,634	47,224	1,707	118,061	70,837	118,061	118,061	104,431	3,984	3,770,039
Pyrénées (Basses)	869,859	139,177	165,329	17,397	8,889	43,507	5,615	34,806	43,292	58,472	630	1,387,008
Pyrénées (Hautes)	570,506	91,280	108,356	11,410	9,875	28,525	5,705	28,525	28,535	12,676	581	896,017
Pyrénées-Orient.	700,818	112,132	133,157	14,016	1,908	35,041	12,829	35,041	35,045	11,971	1,387	1,093,358
Rhin (Bas)	1,879,322	300,691	357,071	37,586	56,403	93,966	37,586	56,379	91,156	31,397	2,335	2,946,895
Rhin (Haut)	1,557,072	249,131	295,843	31,141	82,356	77,853	23,356	62,282	77,953	65,919	10,673	2,533,584
Rhône	2,099,509	335,921	398,906	41,990	23	104,975	20,995	20,995	105,400	109,396	4,973	3,243,086
Saône (Haute)	1,479,494	236,719	281,103	29,589	88,015	73,974	65,097	73,974	71,460	20	583	2,400,033
Saône-et-Loire	2,852,963	456,474	542,063	57,059	21,226	142,648	34,462	85,588	142,648	79,513	5,095	4,419,742
Sarthe	2,178,631	348,580	413,939	43,572	317	108,931	108,931	54,465	109,441	114,132	3,261	3,484,205
Seine	6,870,194	1,099,231	1,317,106	137,403	60	316,607	227,285	46,214	346,609	133,649	581,197	11,155,559
Seine-Inférieure	4,682,946	749,271	889,759	93,658	824	234,147	199,025	23,414	234,167	244,856	49,894	7,401,966
Seine-et-Marne	2,826,218	452,194	536,981	56,524	3,839	141,341	43,335	70,670	141,343	390,720	8,101	4,671,260
Seine-et-Oise	3,364,160	538,265	639,727	67,283	1,095	173,612	145,631	34,722	173,780	537,650	21,492	5,717,429
Sèvres (Deux)	1,459,869	233,579	277,371	29,197	132	72,993	109,490	43,796	73,663	73,757	1,419	2,375,273
Somme	3,065,882	490,541	582,517	61,317	2,599	185,629	2	76,647	153,294	264,746	19,873	4,903,050
Tarn	1,639,450	262,312	311,495	32,789	1,530	81,972	114,761	16,394	81,972	86,537	2,377	2,631,593
Tarn-et-Garonne	1,645,319	263,251	312,610	32,906	289	82,265	55,994	49,359	82,265	48,690	1,420	2,574,374
Var	1,401,683	224,269	266,319	28,033	4,309	70,084	28,033	56,067	70,084	25,924	3,449	2,178,258
Vaucluse	892,723	142,835	169,617	17,854	2,259	44,636	17,854	26,781	44,636	24,993	1,309	1,385,500
Vendée	1,564,003	250,240	297,160	31,280	//	78,200	40,000	46,920	78,200	39,980	671	2,426,656
Vienne	1,210,305	193,647	229,956	24,205	184	60,514	//	60,514	60,586	77,709	1,862	1,919,487
Vienne (Haute)	911,223	145,795	173,132	18,224	//	45,561	75,561	27,336	45,561	37,910	1,896	1,482,203
Vosges	1,182,084	189,133	224,596	23,641	58,316	59,104	79,104	47,283	59,104	4,433	1,291	1,928,092
Yonne	1,764,205	282,276	335,194	35,284	37,287	88,210	52,926	79,389	88,266	194,660	1,717	2,958,818
						7,737,648	5,869,616		7,753,466	9,060,805		
	154,682,080	24,749,137	29,454,156	3,093,641	1,077,000	13,607,265		4,477,625	16,814,272		1,008,154	248,963,334
	213,056,016					35,907,317						

SUITE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES de l'Exercice 1832.

CONTRIBUTION PERSONNELLE ET MOBILIÈRE.

DÉVELOPPEMENT des Rôles mis en recouvrement.

DÉPARTEMENTS.	IMPOSITIONS RÉGLÉES D'APRÈS LA LOI.				IMPOSITIONS FACULTATIVES.					TOTAL.
					CENTIMES FACULTATIFS pour dépenses d'utilité départementale,		CENTIMES pour dépenses communales,		FONDS de réimpositions.	
	PRINCIPAL.	16 CENTIMES additionnels sans affectation spéciale.	19 CENTIMES additionnels pour dépenses fixes et variables.	2 CENTIMES additionnels pour secours, non-valeurs et dégrèvemens.	ordinaires.	extraordinaires.	ordinaires et frais d'experts.	extraordinaires, non-valeurs et frais de confection des rôles.		
Ain	255,800	40,928	48,602	5,116	10,232	10,232	12,790	14,512	2,076	400,488
Aisne	502,200	80,352	95,418	10,044	25,110	20,088	25,110	38,118	9,135	805,573
Allier	222,800	35,648	42,332	4,456	//	//	11,140	9,739	2,986	329,101
Alpes (Basses)	117,000	18,720	22,230	2,340	5,850	2,962	5,850	3,541	571	179,064
Alpes (Hautes)	83,300	13,328	15,827	1,666	4,165	2,499	4,165	653	728	126,331
Ardèche	213,600	34,176	40,584	4,272	10,680	8,544	10,680	16,891	3,223	342,651
Ardennes	273,800	43,808	52,022	5,476	13,690	4,805	13,690	6,193	1,126	414,612
Ariége	166,300	26,608	31,597	3,326	8,315	11,871	8,355	7,240	4,737	268,350
Aube	278,200	44,512	52,858	5,564	13,910	4,965	13,910	6,195	1,769	421,884
Aude	277,800	41,448	52,782	5,556	13,890	10,596	13,901	6,478	7,816	433,269
Aveyron	267,700	42,832	50,863	5,354	13,385	17,868	13,409	7,924	3,115	422,450
Bouches-du-Rhône	645,600	103,296	122,664	12,912	32,280	50,156	32,308	9,728	24,507	1,033,451
Calvados	652,700	104,432	124,013	13,054	32,635	19,581	32,565	18,302	10,997	1,008,278
Cantal	184,500	29,520	35,055	3,690	9,225	5,535	9,225	8,900	3,063	288,713
Charente	324,600	51,936	61,674	6,492	16,230	12,984	16,230	7,322	4,911	502,386
Charente-Inférieure	471,400	75,424	89,566	9,428	23,570	18,856	21,843	13,718	8,150	731,956
Cher	201,200	32,192	38,228	4,024	10,060	12,072	10,060	6,396	5,722	319,953
Corrèze	174,400	27,904	33,136	3,488	8,720	6,976	8,736	6,779	1,127	271,466
Corse (Ile de)	55,500	8,880	10,545	1,110	11,100	11,100	2,775	652	4,993	106,655
Côte-d'Or	446,000	71,360	84,740	8,919	22,300	5,915	22,300	5,120	3,676	670,331
Côtes-du-Nord	367,500	58,800	69,825	7,350	18,375	//	18,375	7,634	11,020	558,879
Creuse	156,800	25,088	29,792	3,136	7,840	7,840	7,840	7,798	1,026	247,160
Dordogne	351,000	56,160	66,690	7,020	17,550	20,720	17,550	8,737	11,585	557,013
Doubs	272,879	43,660	51,847	5,457	13,643	5,566	13,659	575	4,025	411,311
Drôme	264,700	42,352	50,293	5,294	13,235	2,647	13,235	28,166	4,093	424,016
Eure	478,500	76,560	90,915	9,570	23,925	23,925	23,925	10,047	7,159	744,527
Eure-et-Loir	335,806	53,728	63,802	6,716	16,790	10,074	16,790	20,481	3,685	527,867
Finistère	409,100	65,456	77,729	8,182	20,455	8,939	20,455	1,397	7,148	618,862
Gard	383,100	61,296	72,789	7,662	19,155	2,426	19,155	21,800	3,810	591,193
Garonne (Haute)	459,100	73,456	87,229	9,182	22,955	18,364	22,955	11,939	35,490	740,670
Gers	286,900	45,904	54,511	5,738	14,345	14,345	14,345	9,936	3,444	449,468
Gironde	756,500	121,040	143,735	15,130	37,825	26,477	37,825	61,822	42,109	1,242,464
Hérault	446,100	71,376	84,759	8,922	22,305	6,325	22,305	6,728	15,732	684,553
Ille-et-Vilaine	448,600	71,776	85,234	8,972	22,430	6,999	22,430	5,958	45,210	717,610
Indre	210,000	33,600	39,900	4,200	10,500	13,448	10,500	30,757	2,175	355,081
Indre-et-Loire	307,300	49,168	58,387	6,146	15,365	6,146	15,365	22,432	6,964	487,274
Isère	440,900	70,544	83,771	8,818	17,636	15,342	22,045	28,507	24,703	712,268
Jura	261,100	41,776	49,609	5,222	13,055	3,916	13,055	3,923	3,006	394,662
Landes	160,000	25,600	30,400	3,200	8,000	8,000	8,000	1,067	7,510	251,778
Loir-et-Cher	238,300	38,128	45,277	4,766	11,915	5,957	11,915	8,972	3,207	368,438
Loire	347,000	55,520	65,930	6,940	17,350	10,410	17,350	35,949	26,966	583,416
Loire (Haute)	184,400	29,504	35,036	3,688	9,220	//	9,220	7,541	1,338	279,947
Loire-Inférieure	510,700	81,712	97,033	10,214	10,214	36,775	25,565	5,120	26,983	804,317
Loiret	381,700	61,072	72,523	7,634	19,085	11,451	19,085	23,780	4,237	600,568
Lot	255,400	40,864	48,526	5,108	12,770	15,324	12,790	9,249	5,840	405,171
Lot-et-Garonne	347,400	55,584	66,006	6,948	17,370	22,482	17,370	13,026	10,409	556,596
Lozère	85,000	13,600	16,150	1,700	4,250	1,700	4,250	4,496	620	131,767
Maine-et-Loire	415,500	66,480	78,945	8,310	20,775	8,310	20,775	11,040	7,967	638,103
Manche	577,600	92,416	09,744	11,552	28,880	7,352	28,880	16,880	7,857	881,162
Marne	400,800	64,128	76,152	8,016	20,040	26,052	20,040	24,893	1,893	642,014
Marne (Haute)	260,900	41,744	49,571	5,218	9,783	11,740	12,768	892	1,466	394,084
Mayenne	274,000	43,840	52,060	5,480	13,700	18,052	13,761	9,492	4,162	434,548
Meurthe	385,400	61,664	73,226	7,708	19,270	7,708	19,270	3,475	2,792	580,514
Meuse	296,700	47,472	56,373	5,934	14,835	//	14,835	4,481	1,287	441,918
Morbihan	316,000	50,560	60,040	6,320	15,800	//	14,955	2,282	9,835	475,792
Moselle	371,200	59,392	70,528	7,424	18,560	//	18,560	1,303	1,212	548,179
Nièvre	249,700	39,952	47,443	4,994	12,485	14,982	12,485	14,779	2,083	398,903
Nord	983,300	157,328	186,827	19,666	49,165	28,417	49,165	77,527	12,463	1,563,859
Oise	459,005	73,440	87,211	9,180	22,950	9,180	22,950	30,737	2 776	717,432
Orne	403,400	64,544	76,646	8,068	20,170	12,102	20,170	8,976	8,699	622,776
Pas-de-Calais	607,300	97,168	115,387	12,146	30,365	18,219	30,377	51,304	6,884	969,150
Puy-de-Dôme	488,700	78,192	92,853	9,774	24,435	14,661	24,545	16,355	47,147	796,863
Pyrénées (Basses)	289,000	46,240	54,910	5,780	14,450	1,875	14,349	17,029	2,593	446,226
Pyrénées (Hautes)	147,100	23,536	27,949	2,942	7,355	1,471	7.355	1,311	1,030	220,049
Pyrénées-Orientales	118,600	18,976	22,524	2,372	5,930	2,171	5,990	1,494	7,118	185,185
Rhin (Bas)	548,600	87,776	104,234	10,972	27,430	5,486	24,457	5,454	4.618	819,029
Rhin (Haut)	381,000	60,960	72,390	7,620	19,050	5,715	19,050	12,363	4,836	582,985
Rhône	742,600	118,816	141,094	14.852	37,130	7,426	37,160	20,377	18,073	1,137,528
Saone (Haute)	277,700	94,432	52,763	5,554	13,885	8,331	13,464	//	1,141	417,271
Saone-et-Loire	458,400	73,344	87,096	9,168	22,920	5,538	22,920	10,807	5,556	695,749
Sarthe	382,900	61,264	72,751	7,658	19,145	19,145	19,145	20,165	3,875	606,049
Seine	3,695,800	591,328	702,202	73,916	184,790	147,832	184,790	32,716	37,740	5,651,115
Seine-Inférieure	1,130,000	180,800	214,700	22,600	56,500	33,900	56.530	78,305	23,695	1,797,031
Seine-et-Marne	440,800	70,528	83,752	8,816	22,040	6,664	22,040	32,184	6,231	693,055
Seine-et-Oise	679,200	108,672	129,048	13,584	33,960	28,486	34,032	63,995	21,776	1,112,754
Sèvres (Deux)	248,300	39,728	47,177	4,966	12,415	18,622	12,415	7,499	7,033	398,157
Somme	568,071	90,891	107,933	11,361	26,983	//	28,698	24,506	12,633	871,080
Tarn	294,500	47,120	55,955	5,890	14,725	20,615	14,819	12,501	6,206	472,332
Tarn-et-Garonne	252,400	40,384	47,956	5,048	12,620	8,593	12,620	5,751	37,263	422,636
Var	328,900	52,624	62,491	6,578	16445	6,578	16,516	4,812	7,458	502,403
Vaucluse	254,300	40,688	48,317	5,086	12,715	5,086	12,715	2,881	3,747	385,535
Vendée	253,000	40,480	48,070	5,060	12,650	//	12,650	4,855	2,648	379,414
Vienne	227,900	36,464	48,301	4,558	11,395	//	11,395	8,768	3,258	347,040
Vienne (Haute)	208,500	33,360	39,615	4,170	10,425	10,425	10,425	3,889	15,150	335,959
Vosges	270,400	43,264	51,376	5,408	13,520	13,520	13,520	1,323	935	413,267
Yonne	352,100	56,336	66,899	7,042	17,605	//	17,605	19,381	1,936	538,904
	33,999,756	5,439,960	6,459,954	679,995	1,670,203	1,077,471	1,694,599	1,259,058		
						2,747,674		2,953,658	779,239	53,060,239
			46,579,666				6,480,573			

SUITE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES de l'Exercice 1832.

CONTRIBUTION DES PORTES ET FENÊTRES.

DÉVELOPPEMENT des Rôles mis en Recouvrement.

DÉPARTEMENTS.	IMPOSITIONS RÉGLÉES D'APRÈS LA LOI.			IMPOSITIONS FACULTATIVES.		TOTAL.
	PRINCIPAL.	16 CENTIMES additionnels sans affectation spéciale.	5 CENTIMES additionnels pour secours, non-valeurs et frais de recensement.	CENTIMES facultatifs pour dépenses extraordinaires d'utilité départementale.	CENTIMES facultatifs pour dépenses extraordinaires des communes.	
Ain	169,400	27,104	8,470	6,776	116	211,866
Aisne	437,600	69,856	21,830	17,464	"	545,750
Allier	129,700	20,752	6,485	"	"	156,937
Alpes (Basses)	63,200	10,112	3,160	1,601	321	78,394
Alpes (Hautes)	59,400	9,504	2,970	"	"	71,874
Ardèche	100,800	16,128	5,040	4,032	643	126,643
Ardennes	189,500	30,320	9,475	3,126	259	232,881
Ariége	100,800	16,128	5,040	7,195	511	129,674
Aube	172,300	27,568	8,615	"	"	208,483
Aude	140,000	22,400	7,000	5,340	"	174,740
Aveyron	174,000	27,840	8,700	8,700	"	219,240
Bouches-du-Rhône	519,800	83,168	25,990	"	"	628,078
Calvados	452,100	72,336	22,605	"	2,806	549,847
Cantal	74,500	11,920	3,725	2,235	"	92,380
Charente	176,700	28,272	8,835	7,068	53	220,928
Charente-Inférieure	268,600	42,976	13,430	10,744	89	335,839
Cher	101,500	16,240	5,075	6,090	1,242	130,147
Corrèze	100,500	16,080	5,025	4,020	744	126,369
Corse (Ile de)	33,900	5,424	1,695	3,390	"	44409
Côte-d'Or	265,900	42,544	13,295	"	1,220	322,959
Côtes-du-Nord	152,300	24,368	7,615	"	"	184,283
Creuse	67,500	10,800	3,375	3,375	"	85,050
Dordogne	166,100	26,576	8,305	8,305	325	209,611
Doubs	186,400	29,824	9,320	"	"	225,544
Drôme	158,500	25,360	7,925	"	"	191,785
Eure	478,700	76,592	23,935	23,935	1,828	604,990
Eure-et-Loir	201,800	32,288	10,090	6,054	28	250,260
Finistère	215,500	34,480	10,775	"	"	260,755
Gard	216,700	34,672	10,835	"	3,510	265,718
Garonne (Haute)	336,900	53,904	16,845	13,476	"	421,125
Gers	147,200	23,552	7,360	7,360	"	185,472
Gironde	486,000	77,760	24,300	17,010	23,078	628,148
Hérault	233,500	37,360	11,675	"	313	282,848
Ille-et-Vilaine	211,100	33,776	10,555	3,293	"	258,724
Indre	95,500	15,280	4,775	1,341	925	117,821
Indre-et-Loire	180,000	28,800	9,000	3,600	9,236	230,636
Isère	264,589	42,334	13,229	9,205	"	329,359
Jura	157,300	25,168	7,865	2,359	96	192,788
Landes	136,700	21,872	6,835	6,835	"	172,242
Loir-et-Cher	128,500	20,560	6,425	3,212	652	159,350
Loire	238,600	38,176	11,930	7,158	8,970	304,834
Loire (Haute)	104,600	16,736	5,230	"	"	126,566
Loire-Inférieure	251,800	40,288	12,590	19,132	"	322,810
Loiret	266,400	42,624	13,320	"	44	322,388
Lot	123,100	19,696	6,155	7,386	994	157,331
Lot-et-Garonne	150,800	24,128	7,540	9,759	196	192,424
Lozère	53,900	8,624	2,695	1,078	"	66,297
Maine-et-Loire	284,000	45,440	14,200	"	"	343,640
Manche	331,800	53,088	16,590	"	1,751	403,229
Marne	322,400	51,584	16,120	20,956	"	411.060
Marne (Haute)	145,400	23,264	7,270	6,543	16	182,493
Mayenne	115,300	18,448	5,765	4,612	42	144,167
Meurthe	264,600	42,336	13,230	"	"	320,166
Meuse	173,500	27,760	8,675	"	1,287	211,222
Morbihan	128,400	20,544	6,420	"	"	155,364
Moselle	295,700	47,312	14,785	"	115	357,912
Nièvre	119,500	19,120	5,975	"	50	144,645
Nord	955,100	152,816	47,755	27,602	4,359	1,187,632
Oise	390,200	62,432	19,510	7,830	"	479,972
Orne	229,200	36,672	11,460	6,876	20	284,228
Pas-de-Calais	513,200	82,112	25,660	15,396	1,786	638,154
Puy-de-Dôme	243,800	39,008	12,190	7,314	"	302,312
Pyrénées (Basses)	228,200	36,512	11,410	1,480	"	277,602
Pyrénées (Hautes)	97,900	15,664	4,895	"	60	118,519
Pyrénées-Orientales	66,300	10,608	3,315	"	20	80,243
Rhin (Bas)	542,500	86,720	27,100	"	"	655,820
Rhin (Haut)	330,400	52,864	16,520	4,956	121	404,861
Rhône	500,600	80,096	25,030	5,006	"	610,732
Saône (Haute)	182,700	29,232	9,135	5,481	"	226,548
Saône-et-Loire	255,500	40,880	12,775	"	"	309,155
Sarthe	211,200	33,792	10,560	10,560	612	266,724
Seine	2,179,300	348,688	108,965	43,688	1,188	2,681,830
Seine-Inférieure	774,700	123,952	38,735	32,924	36,651	1,006,963
Seine-et-Marne	253,000	40,480	12,650	"	171	306,301
Seine-et-Oise	516,100	82,576	25,805	21,788	2,839	649,109
Sèvres (Deux)	121,900	19,504	6,095	"	"	147,499
Somme	550,100	88,016	27,505	"	1,958	667,579
Tarn	168,900	27,024	8,445	11,823	737	216,929
Tarn-et-Garonne	139,200	22,272	6,960	1,955	"	170,387
Var	211,000	33,760	10,550	"	126	255,436
Vaucluse	200,400	32,064	10,020	4,008	42	246,534
Vendée	111,400	17,824	5,570	"	25	134,819
Vienne	162,100	25,936	8,105	"	"	196,141
Vienne (Haute)	146,600	23,456	7,330	7,330	"	184,716
Vosges	192,500	30,800	9,625	9,625	136	242,686
Yonne	206,800	33,088	10,340	"	"	250,228
	22,000,090	3,520,014	1,100,004	498,613	112,331	27,231,055
		26,620,109		610,945		

SUITE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES de l'Exercice 1833.

CONTRIBUTION DES PATENTES.

DÉVELOPPEMENT des Rôles mis en Recouvrement.

DÉPARTEMENTS.	IMPOSITIONS RÉGLÉES D'APRÈS LA LOI.					IMPOSITIONS FACULTATIVES.		TOTAL.
	PRINCIPAL (réduit d'après les décomptes de la contribution pour former les fonds de non-valeurs et d'attributions aux communes).	4 CENTIMES additionnels sans affectation spéciale.	FONDS AFFECTÉS D'APRÈS LES DÉCOMPTES de la contribution, savoir : aux décharges imputables sur le produit des 13 centimes.	aux attributions aux communes. (Reste libre sur le produit des 13 centimes après le payement des décharges).	aux dégrèvements extraordinaires pour cessation de commerce avant le 1er janvier.	CENTIMES facultatifs extraordinaires pour dépenses d'utilité départementales.	CENTIMES pour dépenses extraordinaires des communes, non-valeurs et frais de confection des rôles.	
Ain	104,311	4,535	14,739	//	//	4,535	//	128,121
Aisne	309,188	13,443	43,689	//	//	13,443	//	379,764
Allier	81,047	3,523	11,452	//	//	//	//	96,024
Alpes (Basses)	44,004	1,913	6,217	//	//	//	289	52,424
Alpes (Hautes)	35,570	1,546	5,026	//	//	//	//	42,143
Ardèche	95,672	4,159	13,518	//	//	4,159	1,716	119,227
Ardennes	220,084	9,568	31,098	//	//	//	311	261,063
Ariége	70,637	3,066	9,967	//	//	5,437	329	89,337
Aube	169,188	7,356	23,907	//	//	//	945	201,396
Aude	152,032	6,610	21,482	//	//	6,303	1,671	188,100
Aveyron	80,491	3,499	11,373	//	//	5,805	//	101,169
Bouches-du-Rhône	622,087	27,047	87,899	//	//	//	556	737,589
Calvados	293,450	12,758	41,465	//	//	//	879	348,554
Cantal	64,754	2,815	9,150	//	//	2,111	//	78,831
Charente	140,626	6,114	19,870	//	//	6,114	24	172,749
Charente Inférieure	252,175	10,964	35,633	//	//	10,964	10,340	320,078
Cher	122,897	4,908	15,952	//	//	7,362	1,460	142,582
Corrèze	49,610	2,156	7,010	//	//	2,156	//	60,934
Corse (Ile de)	38,214	1,661	5,399	//	//	4,153	//	49,429
Côte-d'Or	319,708	13,900	45,176	//	//	//	2,858	381,643
Côtes-du-Nord	110,960	4,824	15,680	//	//	//	1,575	133,040
Creuse	40,972	1,781	5,789	//	//	2,226	//	50,769
Dordogne	115,531	5,023	16,325	//	//	6,278	169	143,328
Doubs	144,427	6,279	20,408	//	//	//	1,837	172,952
Drôme	111,350	4,841	15,734	//	//	//	//	131,926
Eure	243,384	10,581	34,391	//	//	13,227	2,390	303,974
Eure-et-Loir	146,470	6,368	20,696	//	//	4,776	63	178,374
Finis ère	177,336	7,710	25,058	//	//	//	//	210,105
Gard	218,305	9,491	30,847	//	//	2,372	5,271	266,288
Garonne (Haute)	266,824	11,601	37,703	//	//	11,601	2,835	330,565
Gers	113,969	4,953	16,104	//	//	6,193	//	141,221
Gironde	771,154	33,528	108,967	//	//	29,338	56,576	999,565
Hérault	268,890	11,690	37,995	//	//	//	3,402	321,979
Ille-et-Vilaine	172,645	7,506	24,395	//	//	//	1,260	205,806
Indre	109,772	4,772	15,511	//	//	1,683	1,230	132,970
Indre-et-Loire	163,072	7,090	23,042	//	//	3,545	14,870	211,620
Isère	266,317	11,579	37,631	//	//	10,073	//	325,601
Jura	98,675	4,290	13,943	//	//	1,608	73	118,590
Landes	69,885	3,038	9,875	//	//	3,798	193	86,791
Loir-et-Cher	123,638	5,375	17,470	//	//	3,359	936	150,781
Loire	203,075	8,829	28,695	//	//	6,622	17,953	265,176
Loire (Haute)	55,125	2,406	7,737	//	//	//	//	65,568
Loire-Inférieure	343,984	14,955	48,606	//	//	26,903	//	434,449
Loiret	230,433	10,018	32,561	//	//	//	3,185	276,198
Lot	58,781	2,555	8,306	//	//	3,833	522	73,999
Lot-et-Garonne	112,485	4,890	15,894	//	//	7,970	107	141,349
Lozère	31,926	1,388	4,511	//	//	694	//	38,519
Maine-et-Loire	216,277	9,403	30,560	//	//	//	//	256,242
Manche	156,819	6,818	22,159	//	//	//	1,356	187,152
Marne	336,538	14,197	46,141	//	//	23,070	1,785	411,732
Marne (Haute)	177,209	7,704	25,040	//	//	8,667	//	218,622
Mayenne	94,731	4,118	13,385	//	//	6,786	24	119,047
Meurthe	218,291	9,490	30,845	//	//	4,745	//	263,373
Meuse	197,988	8,608	27,976	//	//	//	//	234,573
Morbihan	113,537	4,936	16,043	//	//	//	//	134,517
Moselle	212,680	9,246	30,052	//	//	//	1,248	253,228
Nièvre	124,223	5,201	17,553	//	//	3,996	70	151,045
Nord	661,425	28,757	93,462	//	//	20,777	13,914	818,336
Oise	234,898	10,213	33,192	//	//	5,014	92	283,410
Orne	140,319	6,100	19,827	//	//	4,575	//	170,823
Pas-de-Calais	372,011	16,174	52,566	//	//	12,130	4,667	457,549
Puy-de-Dôme	124,635	5,418	17,611	//	//	4,064	//	151,730
Pyrénées (Basses)	118,456	5,150	16,738	//	//	//	3,852	144,197
Pyrénées (Hautes)	68,332	2,970	9,655	//	//	//	8	80,967
Pyrénées-Orientales	66,381	2,886	9,379	//	//	//	18	78,666
Rhin (Bas)	291,217	12,661	41,150	//	//	//	4,200	349,229
Rhin (Haut)	249,462	10,846	35,249	//	//	4,065	55	299,679
Rhône	951,872	41,385	134,503	//	//	10,346	6,615	1,144,723
Saone (Haute)	170,764	7,424	24,129	//	//	5,168	//	207,887
Saone-et-Loire	194,700	8,465	27,511	//	//	//	//	230,677
Sarthe	172,446	7,497	24,367	//	//	9,372	382	214,066
Seine	5,168,542	224,719	730,337	//	//	224,719	1,668	6,349,986
Seine-Inférieure	1,008,127	43,831	142,452	//	//	32,873	93,694	1,320,979
Seine-et-Marne	269,902	11,735	38,136	//	//	//	293	319,867
Seine-et-Oise	433,364	18,841	61,236	//	//	19,756	2,426	535,625
Sèvres (Deux)	109,760	4,772	15,509	//	//	//	//	130,042
Somme	306,858	13,341	43,360	//	//	//	4,797	368,358
Tarn	139,550	6,067	19,719	//	//	10,618	1,149	177,104
Tarn-et-Garonne	88,898	3,865	12,561	//	//	1,411	//	106,737
Var	235,583	10,242	33,288	//	//	//	113	279,228
Vaucluse	147,647	6,419	20,863	//	//	3,209	1,815	179,954
Vendée	96,718	4,205	13,666	//	//	//	1,058	115,648
Vienne	106,342	4,623	15,027	//	//	//	//	125,993
Vienne (Haute)	127,248	5,532	17,981	//	//	6,915	//	157,678
Vosges	124,614	5,418	17,608	//	//	6,772	123	154,537
Yonne	217,507	9,456	30,734	//	//	//	//	257,698
	22,261,252	967,675	3,145,510	//	//	648,113	281,065	27,303,608
			26,374,429			929,179		

SUITE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES.

ÉTAT des Frais de poursuites en matière de Contributions directes, payés pendant l'Année 1832.

DÉPARTEMENTS.	POURSUITES ADMINISTRATIVES.		POURSUITES JUDICIAIRES.			ACTES CONSERVATOIRES.	TOTAUX.
	Garnisons collectives.	Garnisons individuelles.	Commandements.	Saisies et frais de garde.	Ventes.		
Ain	4,920	370	4,744	1,820	402	5	12,262
Aisne	3,647	412	3,865	1,351	118	45	9,439
Allier	4,063	648	3,680	1,022	92	12	9,526
Alpes (Basses)	1,885	381	1,679	279	3	3	4,231
Alpes (Hautes)	1,270	176	1,012	448	64	4	2,976
Ardèche	3,059	178	2,174	1,087	50	6	6,557
Ardennes	2,049	44	2,117	1,549	397	21	6,178
Ariége	3,566	"	5,084	615	57	"	9,323
Aube	2,309	4	2,044	424	29	9	4,810
Aude	7,298	"	4,231	2,129	192	85	13,937
Aveyron	5,345	167	8,361	4,395	728	140	19,137
Bouches-du-Rhône	7,647	881	8,114	5,627	361	363	22,995
Calvados	8,341	471	8,903	4,363	1,233	246	23,559
Cantal	3,267	658	3,904	2,168	582	26	10,608
Charente	5,912	1,438	4,722	3,584	759	58	16,476
Charente-Inférieure	10,239	1,042	12,529	10,420	3,732	761	38,725
Cher	2,749	9	2,717	813	204	30	6,524
Corrèze	3,287	62	4,562	5,883	2,908	16	16,720
Corse	1,765	3,833	381	50	"	"	6,030
Côte-d'Or	4,885	415	4,139	1,263	345	23	11,073
Côtes-du-Nord	4,063	50	1,757	236	"	8	6,115
Creuse	2,089	93	2,414	1,375	510	"	6,483
Dordogne	8,511	1,146	11,438	11,483	2,977	143	35,700
Doubs	2,102	6	3,145	1,548	103	70	6,975
Drôme	6,360	6	7,066	2,284	267	53	16,038
Eure	4,074	359	4,209	1,561	691	71	10,967
Eure-et-Loir	3,661	34	2,671	1,961	79	110	8,518
Finistère	3,484	190	2,267	673	129	107	6,853
Gard	7,661	4,737	6,170	4,351	808	137	23,866
Garonne (Haute)	8,630	436	9,839	4,391	418	112	23,828
Gers	4,324	102	7,272	5,375	2,017	35	19,126
Gironde	11,103	306	19,100	15,860	4,393	626	51,689
Hérault	7,258	12	9,509	7,169	1,241	81	25,271
Ille-et-Vilaine	5,487	142	2,516	579	13	12	8,751
Indre	4,563	383	3,580	3,217	1,231	378	13,353
Indre-et-Loire	3,500	211	3,994	3,272	1,142	49	12,170
Isère	11,513	107	14,162	3,848	427	107	30,226
Jura	2,698	118	3,143	845	175	52	7,032
Landes	3,092	2	4,007	1,892	201	15	9,210
Loir-et-Cher	3,881	286	2,910	786	38	32	7,936
Loire	6,724	9	5,451	2,226	154	20	14,586
Loire (Haute)	2,974	"	3,242	2,392	504	1	9,115
Loire-Inférieure	6,356	3,586	5,078	4,634	507	2,062	22,225
Loiret	3,612	73	3,072	930	135	181	8,006
Lot	3,906	205	4,677	3,737	798	26	13,350
Lot-et-Garonne	9,728	291	7,601	7,740	975	98	26,435
Lozère	2,563	"	2,333	1,529	345	39	6,811
Maine-et-Loire	3,415	1,440	1,271	63	"	"	6,190
Manche	8,346	116	5,865	1,856	738	102	17,026
Marne	4,049	200	3,641	1,641	345	149	10,027
Marne (Haute)	815	89	709	295	7	35	1,953
Mayenne	3,127	118	1,098	362	30	7	4,744
Meurthe	2,477	242	2,833	507	89	23	6,173
Meuse	1,394	51	1,613	683	85	88	3,916
Morbihan	5,591	414	1,829	906	17	10	8,770
Moselle	3,404	40	4,105	1,426	288	"	9,265
Nièvre	4,954	30	4,886	2,689	988	162	13,711
Nord	6,536	457	4,654	2,575	300	141	14,665
Oise	2,876	3	1,846	685	90	33	5,537
Orne	3,968	125	4,062	1,297	285	102	9,842
Pas-de-Calais	3,816	561	2,508	990	382	23	8,282
Puy-de-Dôme	12,024	13	13,165	6,128	912	176	32,420
Pyrénées (Basses)	4,320	4	5,593	3,128	505	9	13,562
Pyrénées (Hautes)	2,707	106	3,763	1,490	445	15	8,528
Pyrénées-Orientales	2,922	1,035	1,925	2,591	415	5	8,895
Rhin (Bas)	7,622	317	13,257	6,703	794	273	28,969
Rhin (Haut)	6,276	1,105	5,041	3,739	130	127	16,420
Rhône	4,608	6	7,479	4,329	379	1,250	18,052
Saone-et-Loire	6,274	64	6,102	1,911	558	38	14,949
Saone (Haute)	1,859	"	1,849	400	125	7	4,242
Sarthe	3,469	285	1,030	175	"	31	4,991
Seine	3,657	46,349	18,952	8,731	4,855	6,413	88,960
Seine-Inférieure	9,796	658	12,994	8,639	1,240	499	33,827
Seine-et-Marne	3,328	268	2,799	1,757	240	177	8,571
Seine-et-Oise	8,576	555	5,239	2,199	252	438	17,260
Sèvres (Deux)	2,852	434	2,351	566	21	12	6,237
Somme	6,744	75	3,975	667	125	46	11,634
Tarn	4,103	140	4,856	2,152	155	27	11,435
Tarn-et-Garonne	5,233	14	7,341	3,406	390	5	16,392
Var	6,196	141	5,661	2,258	124	21	14,402
Vaucluse	6,648	445	5,095	2,653	110	106	15,059
Vendée	4,388	2,615	2,495	1,066	126	4	10,696
Vienne	4,900	262	4,266	1,147	86	39	10,700
Vienne (Haute)	2,484	292	3,178	2,046	288	155	8,445
Vosges	1,637	54	1,716	485	11	15	3,920
Yonne	7,187	11	4,908	1,518	155	114	13,894
TOTAUX	416,332	83,230	427,584	231,080	48,658	17,447	1,224,333

SUITE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES.

TABLEAU des Dégrèvements accordés sur les Contributions directes depuis le 1er Avril 1814.

Exercices.	LOIS.	FONCIÈRE. Principal.	FONCIÈRE. Centimes additionnels.		FONCIÈRE. TOTAL.	PERSONNELLE ET MOBILIÈRE. Centimes additionnels.		PORTES ET FENÊTRES. Centimes additionnels.		TOTAL GÉNÉRAL.
1818	Loi du 15 mai 1818.	//	//	//	//	50c	13,580,627f	//	//	13,580,627f
1819	Loi du 17 juill. 1819.	4,590,098f	(A)	2,295,049f	15,525,147f	//	//	40c	5,125,000f	20,650,147
			5c	8,640,000						
1821	Loi du 31 juill. 1821.	13,529,124	(B)	6,088,106	27,351,136	//	//	//	//	27,351,136
			5	7,733,906						
1826	Loi du 1er mai 1825.	//	3	4,642,728	4,642,728	3	814,831	3	768,748	6,226,307
1827	Loi du 6 juill. 1826.	//	6	9,285,457	9,285,457	39	4,345,763	39	4,996,862	18,628,082
	TOTAUX.....	18,119,222		38,685,246	56,804,468		18,741,221		10,890,610	86,436,299
	Réductions sur les centimes de frais de perception résultant de dégrèvements successivement accordés.....									5,429,048
	TOTAL général (*voir* le développement de ce résultat dans la note qui précède, page 531)...									91,865,347

(A) (B) *Les lois qui ont accordé des dégrèvements n'ont point indiqué la quotité de centimes dont l'impôt était réductible.*

DÉVELOPPEMENTS

SUR L'ENREGISTREMENT, LE TIMBRE

ET LES DOMAINES.

EXERCICES 1831 ET 1832.

TABLEAU DE DÉVELOPPEMENT,

Par nature d'Actes et de Mutations, des Droits d'Enregistrement perçus pendant l'Exercice 1831.

Ce tableau offre, pour chaque nature ou espèce d'actes et de mutations, selon les divisions des tarifs, le montant des valeurs sur lesquelles les droits proportionnels d'enregistrement ont été liquidés, le nombre des actes qui ne donnent lieu qu'à des droits fixes, et le produit des droits recouvrés.

Les détails qu'il renferme font connaître la consistance de la matière imposable pour chaque partie de cette contribution publique, et donnent les moyens de combiner, sur des bases certaines, les améliorations dont les tarifs pourraient être susceptibles. On peut y puiser aussi des renseignemens sur le mouvement annuel des propriétés mobilières et immobilières, et sur le nombre et l'objet des différents actes qui ont été soumis aux droits. Enfin ils mettent à portée de reconnaître les parties sur lesquelles frappent les variations qui se font remarquer dans le produit de l'impôt pour chaque exercice.

Le tableau est divisé en trois parties principales qui sont elles-mêmes subdivisées par paragraphes.

La première partie, composée de seize paragraphes, comprend les transmissions de propriété, d'usufruit et de jouissance de meubles et d'immeubles, et les actes et jugements sujets aux droits proportionnels.

La seconde partie, formée de quatre paragraphes, présente les actes et jugements tarifés à des droits fixes.

Et la troisième, en un seul paragraphe, indique les droits et demi-droits en sus encourus pour des contraventions à la loi.

Le décime pour franc auquel les droits d'enregistrement sont assujettis, a été ajouté au total de chaque paragraphe.

On va indiquer sommairement les principaux résultats que fait ressortir le tableau dont il s'agit, et en présenter la comparaison avec ceux qui ont été publiés pour l'exercice 1830 dans le compte de 1831, pages 468 à 485.

Ire PARTIE.

Droits proportionnels.

1° *Transmissions mobilières.* Les valeurs faisant l'objet de ces transmissions, qui figurent aux paragraphes 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 du tableau, se sont élevées, en 1831, à la somme totale de..... 1,079,535,129f 19c

Elle avaient été, en 1830, de..... 1,167,357,330 71

DIMINUTION en 1831..... 87,822,201 52

D'un autre côté, le nombre d'actes ou de mutations mobilières qui, par exception, ne sont tarifés qu'à des droits fixes, et qui s'est élevé, en 1831, à..... 5,401

avait été, en 1830, de..... 5,658

DIMINUTION en 1831..... 257

Le montant des droits recouvrés en 1831 sur les *transmissions mobilières*, présente, comparativement aux recettes de 1830, une diminution de 1,250,621 fr. 98 cent., qui est le résultat de celle sur les valeurs montant, comme dessus, à 87,822,201 fr. 52 c.

2° *Transmissions immobilières.* Les valeurs des immeubles transmis à divers titres, qui figurent aux paragraphes 2 à 10 inclus du tableau, ont monté,

en 1831, à..... 2,154,150,169f 65c

Elles avaient été, en 1830, de..... 2,305,616,116 06

DIMINUTION en 1831..... 151,465,946 41

Le nombre d'actes et de mutations immobilières que la loi, par exception, n'a soumis qu'à des droits fixes, a été, en 1831, de..... 51,463

Et, en 1830, de..... 47,176

AUGMENTATION en 1831..... 4,287

La diminution sur les valeurs explique celle de 5,618,021 francs 86 centimes qui existe sur le montant des droits perçus en 1831, et il est à remarquer qu'elle frappe principalement sur les ventes.

3° *Baux et antichrèses.* Les valeurs énoncées dans ces deux espèces d'actes qui font l'objet du paragraphe 11, se sont élevées, en 1831, à..... 603,945,981f 45c
Tandis qu'en 1830 elles montaient à 613,327,487 50

DIMINUTION en 1831..... 9,381,506 05

Cette diminution dans les valeurs en a produit une sur les droits, de 6,635 fr. 64 c.

4° *Actes divers soumis aux droits proportionnels.* Ces actes consistent dans les adjudications au rabais et marchés, les obligations, les cautionnements, les libérations, les condamnations, collocations et liquidations : ils sont compris dans le tableau sous les paragraphes 12 à 16. Les valeurs qu'ils comportent sont de... 1,950,207,971f 50c
En 1830, ces valeurs s'élevaient à..... 1,926,944,527 00

AUGMENTATION en 1831..... 23,263,444 50

Par suite de cette augmentation, les droits en 1831 en présentent eux-mêmes une de 221,001 francs 89 centimes, qui porte en grande partie sur les obligations, et les jugements des tribunaux de première instance, de commerce et d'arbitrage.

IIe PARTIE.

Droits fixes.

Le nombre des actes et jugemens soumis à des droits fixes, et qui font l'objet de la IIe partie du tableau de développement, s'est élevé, en 1831, à..... 8,204,876f
Il montait, en 1830, à..... 7,890,269

DIFFÉRENCE en plus, en 1831..... 314,607

Cet accroissement du nombre des actes a produit, sur les droits recouvrés en 1831, une augmentation de 535,583 francs 20 centimes, qui porte entièrement sur les actes judiciaires et sur les actes extrajudiciaires.

IIIe PARTIE.

Droits en sus.

Les droits et demi-droits en sus pour contraventions à la loi, perçus pendant l'année 1831, sont de..... 959,707f 91c

Ils s'étaient élevés, en 1829, à..... 1,170,822 04

DIMINUTION en 1831..... 211,114 13

Cette diminution provient de la remise faite par l'ordonnance royale du 8 novembre 1830, des amendes et droits en sus précédemment encourus pour des contraventions à la loi sur l'enregistrement, à la charge d'acquitter les droits principaux dans un délai de trois mois.

RÉSULTAT GÉNÉRAL.

NATURES des ACTES ET MUTATIONS.	MONTANT DES DROITS PERÇUS en 1831.	MONTANT DES DROITS PERÇUS en 1830.	AUGMENTATION en 1831.	DIMINUTION en 1831.
Transmissions mobilières.....	13,163,824f 93c	14,414,446f 91c	//	1,250,621f 98c
Transmissions immobilières.....	87,323,845 22	92,941,867 08	//	5,618,021 86
Baux et antichrèses.....	1,476,485 20	1,483,120 84	//	6,635 64
Actes divers soumis aux droits proportionnels.....	13,959,492 38	13,738,490 49	221,001f 49c	//
Actes divers soumis aux droits fixes.....	17,889,819 73	17,354,236 53	535,583 20	//
Droits et demi-droits en sus.....	959,707 91	1,170,822 04	//	211,114 13
	134,773,175 37	141,102,983 89	756,585 09	7,086,393 61
	DIMINUTION en 1831.....		6,329,808 52	

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES ACTES ET MUTATIONS SOUMIS AUX DROITS.	QUOTITÉS DES DROITS.	VALEURS sur lesquelles LES DROITS ont été assis.	MONTANT des droits perçus.
	PREMIÈRE PARTIE. **DROITS PROPORTIONNELS.**			
	§. I.er *Transmissions entre-vifs de meubles à titre onéreux.*			
1	Ventes de meubles et récoltes sur pied.....	2f 00c p. o/o	140,431,512f 00c	2,808,630f 24c
2	Ventes de coupes de bois.....	2 00 p. o/o	39,682,437 50	793,648 75
3	Licitations et soultes de partage.....	2 00 p. o/o	1,861,019 50	37,220 39
4	Ventes de marchandises avariées sur mer.....	1 00 fixe.	1,715 actes.	1,715 00
5	Ventes publiques de marchandises (*par les courtiers de commerce*).....	0 50 p. o/o	6,854,910 00	34,274 55
6	Ventes de navires.....	1 00 fixe.	1,754 actes.	1,754 00
7	Ventes aux congrégations hospitalières.....	1 00 *idem.*	557 *Idem.*	557 00
8	Constitutions, cessions et délégations de rentes ou pensions.....	2 00 p. o/o	30,339,593 00	606,791 86
9	Cessions et délégations de rentes foncières créées avant la loi du 11 brumaire an 7.....	3 50 p. o/o	3,918,819 42	137,158 68
10	Cessions et délégations de créances à terme.....	1 00 p. o/o	149,102,902 00	1,491,029 02
11	Cessions d'actions et coupons d'actions mobilières des compagnies et sociétés d'actionnaires.....	0 50 p. o/o	844,460 00	4,222 30
12	Abandonnements pour fait d'assurance ou grosse aventure, *en temps de paix*.....	1 00 p. o/o	220,320 00	2,203 20
13	Abandonnements pour fait d'assurance ou grosse aventure, *en temps de guerre*.....	0 50 p. o/o	1,160 00	5 80
	TOTAUX. { Valeurs sur lesquelles ont porté les droits proportionnels. ..... / Nombre d'actes soumis aux droits fixes.....	..... /	373,257,133 42 / 4,026 00	5,919,210 79
	DÉCIME pour franc	.....	.....	591,921 08
	TOTAL du §. I.er.....	.....	.....	6,511,131 87
	§. II. *Transmissions entre-vifs d'immeubles à titre onéreux.*			
14	Ventes autres que celles ci-après.....	5 50 p. o/o	966,427,150 18	53,153,493 26
15	Ventes antérieures à la loi du 28 avril 1816.....	4 00 p. o/o	6,056,341 25	242,253 65
16	Licitations et soultes de partage entre cohéritiers et copropriétaires au même titre.....	4 00 p. o/o	62,146,202 75	2,485,848 11
17	Licitations et soultes de partage entre toutes autres personnes.....	5 50 p. o/o	5,791,554 55	318,535 50
18	Ventes de domaines de l'État.....	2 00 p. o/o	20,576,460 00	411,529 20
19	Ventes par les hospices et séminaires.....	3 50 p. o/o	2,905 71	101 70
20	Ventes aux congrégations hospitalières.....	1 00 fixe.	1,394 actes.	1,394 00
	A reporter. { Valeurs sur lesquelles ont porté les droits proportionnels. ..... / Nombre d'actes soumis aux droits fixes.....	..... /	1,061,000,614 44 / 1,394 00	
	A reporter.....	.....	.....	56,613,155 42

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES ACTES ET MUTATIONS SOUMIS AUX DROITS.	QUOTITÉS DES DROITS.	VALEURS sur lesquelles LES DROITS ont été assis.	MONTANT des droits perçus.
	Suite du §. II.			
	Transmissions entre-vifs d'immeubles à titre onéreux.			
	Reports { des valeurs sur lesquelles ont porté les droits proportionnels.	.....	1,061,000,614f 44c	56,613,155f 42c
	Reports { du nombre d'actes soumis aux droits fixes.....	.....	1,394 actes.	
21	Ventes aux départements, arrondissements, communes, hospices, séminaires, fabriques, congrégations religieuses, consistoires et tous autres établissements publics légalement autorisés, lorsque la valeur des biens n'excède pas 500 francs.....	1f 00c fixe.	520 *Idem.*	520 00
22	*Idem* lorsque la valeur des biens excède 500 francs.....	10 00 *idem.*	351 *Idem.*	3,510 00
23	Ventes de biens situés, soit en pays étranger, soit dans les colonies françaises.....	10 00 *idem.*	252 *Idem.*	2,520 00
24	Ventes par le propriétaire actuel des biens confisqués sur les émigrés, les déportés et les condamnés révolutionnairement, à l'ancien propriétaire ou à ses héritiers.....	3 00 *idem.*	10 *Idem.*	30 00
25	Réunions de l'usufruit à la propriété par cession lorsque le droit de transcription n'a pas été perçu lors de la transmission de la propriété.	1 50 p. o/o	7,260,250 00	108,903 75
26	Résolutions de contrats de ventes par jugements.....	4 00 p. o/o	2,505,412 50	100,216 50
27	Échanges de biens non contigus.....	2 50 p. o/o	15,499,979 60	387,499 49
28	Échanges de biens ruraux contigus.....	1 00 fixe.	43,652 actes.	43,652 00
29	Retours ou plus-values dans les échanges.....	5 50 p. o/o	8,086,019 63	444,731 08
	TOTAUX. { Valeurs sur lesquelles ont porté les droits proportionnels.	.....	1,094,352,276 17	57,704,738 24
	TOTAUX. { Nombre d'actes soumis aux droits fixes.....	.....	46,179 00	
	DÉCIME pour franc.....	.....	.....	5,770,473 82
	TOTAL du §. II.....	.....	.....	63,475,212 06
	§. III.			
	Transmissions entre-vifs, à titre gratuit, en ligne directe.			
30	Par contrats de mariage (*meubles*).....	0 62 1/2 o/o	191,576,622 40	1,197,353 89
31	*Idem* (*immeubles*).....	2 75 p. o/o	48,864,616 00	1,343,776 94
32	Hors contrats de mariage ne contenant pas partage (*meubles*).....	1 25 p. o/o	17,516,977 60	218,962 22
33	*Idem* (*immeubles*).....	4 00 p. o/o	36,751,537 75	1,470,061 51
34	Hors contrats de mariage avec partage [Articles 1075 et 1076 du Code civil] (*meubles*).....	0 25 p. o/o	24,294,492 00	60,736 23
35	*Idem* (*immeubles*).....	1 00 p. o/o	126,153,280 00	1,261,532 80
	TOTAUX.....	.....	445,157,525 75	5,552,423 59
	DÉCIME pour franc.....	.....	.....	555,242 36
	TOTAL du §. III.....	.....	.....	6,107,665 95
	§. IV.			
	Transmissions entre-vifs, à titre gratuit, entre époux.			
36	Par contrats de mariage (*meubles*).....	0 75 p. o/o	1,283,194 66	9,623 96
37	*Idem* (*immeubles*).....	3 00 p. o/o	623,501 00	18,705 03
38	Hors contrats de mariage (*meubles*).....	1 50 p. o/o	951,046 66	14,265 70
39	*Idem* (*immeubles*).....	4 50 p. o/o	119,765 56	5,389 45
	TOTAUX.....	.....	2,977,507 88	47,984 14
	DÉCIME pour franc.....	.....	.....	4,798 41
	TOTAL du §. IV.....	.....	.....	52,782 55

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES ACTES ET MUTATIONS SOUMIS AUX DROITS.	QUOTITÉS DES DROITS.	VALEURS sur lesquelles LES DROITS ont été assis.	MONTANT des droits perçus.
	§. V.			
	Transmissions entre-vifs, à titre gratuit, en ligne collatérale.			
40	Par contrats de mariage (*meubles*)	1f 25c p. o/o	6,647,496f 80c	83,093f 71c
41	*Idem* (*immeubles*)	4 00 p. o/o	3,689,089 00	147,563 56
42	Hors contrats de mariage (*meubles*)	2 50 p. o/o	4,601,904 00	115,047 60
43	*Idem* (*immeubles*)	6 50 p. o/o	6,424,843 54	417,614 83
	TOTAUX		21,363,333 34	763,319 70
	DÉCIME pour franc			76,331 97
	TOTAL du §. V			839,951 67
	§. VI.			
	Transmissions entre-vifs, à titre gratuit, entre personnes non parentes, et en faveur d'établissements publics.			
44	Par contrats de mariage (*meubles*)	1 75 p. o/o	2,706,770 28	47,368 48
45	*Idem* (*immeubles*)	5 00 p. o/o	1,514,093 00	75,704 65
46	Hors contrats de mariage (*meubles*)	3 50 p. o/o	2,886,406 57	101,024 23
47	*Idem* (*immeubles*)	8 50 p. o/o	3,099,236 70	263,435 12
48	En faveur des hospices et des pauvres (*immeubles*)	1 00 fixe.	780 actes.	780 00
49	En faveur des congrégations hospitalières (*meubles*)	1 00 *idem.*	377 *Idem.*	377 00
50	*Idem* (*immeubles*)	1 00 *idem.*	269 *Idem.*	269 00
51	En faveur des fabriques (*meubles*)	1 00 *idem.*	243 *Idem.*	243 00
52	*Idem* (*immeubles*)	1 00 *idem.*	166 *Idem.*	166 00
53	En faveur des séminaires et écoles secondaires ecclésiastiques (*meubles*)	1 00 *idem.*	4 *Idem.*	4 00
54	*Idem* (*immeubles*)	1 00 *idem.*	2 *Idem.*	2 00
55	En faveur des départements, arrondissements, communes, congrégations religieuses, consistoires et tous autres établissements publics (*immeubles*), lorsque la valeur des biens n'excède pas 500 francs en principal	1 00 *idem.*	57 *Idem.*	57 00
56	*Idem* lorsque la valeur des biens excède 500 francs	10 00 *idem.*	71 *Idem.*	710 00
	TOTAUX. Valeurs sur lesquelles ont porté les droits proportionnels		10,206,506 55	490,140 48
	TOTAUX. Nombre d'actes soumis aux droits fixes		1,969 00	
	DÉCIME pour franc			49,014 05
	TOTAL du §. VI			539,154 53
	§. VII.			
	Mutations par décès en ligne directe.			
57	De meubles	0 25 p. o/o	303,632,024 00	759,080 06
58	D'immeubles	1 00 p. o/o	598,136,767 00	5,981,367 67
	TOTAUX		901,768,791 00	6,740,447 73
	DÉCIME pour franc			674,044 77
	TOTAL du §. VII			7,414,492 50

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES ACTES ET MUTATIONS SOUMIS AUX DROITS.	QUOTITÉS DES DROITS.	VALEURS sur lesquelles LES DROITS ont été assis.	MONTANT des droits perçus.
	§. VIII. *Mutations par décès entre époux.*			
59	De meubles	1f 50c p. o/o	50,132,138f 00c	751,982f 07c
60	D'immeubles	3 00 p. o/o	70,349,092 33	2,110,472 77
	TOTAUX		120,481,230 33	2,862,454 84
	DÉCIME pour franc			286,245 48
	TOTAL du §. VIII			3,148,700 32
	§. IX. *Mutations par décès en ligne collatérale.*			
61	De meubles	2 50 p. o/o	81,372,264 80	2,034,306 62
62	D'immeubles	5 00 p. o/o	145,314,337 60	7,265,716 88
	TOTAUX		226,686,602 40	9,300,023 50
	DÉCIME pour franc			930,002 35
	TOTAL du §. IX			10,230,025 85
	§. X. *Mutations par décès entre personnes non parentes, et en faveur d'établissements publics.*			
63	Entre personnes non parentes (*meubles*)	3 50 p. o/o	18,676,658 00	653,683 03
64	*Idem* (*immeubles*)	7 00 p. o/o	18,757,734 00	1,313,041 38
65	En faveur des hospices et des pauvres (*idem*)	1 00 fixe.	3,658 actes.	3,658 00
66	En faveur des congrégations hospitalières (*meubles*)	1 00 *id.*	157 *Idem.*	157 00
67	*Idem* (*immeubles*)	1 00 *id.*	25 *Idem.*	25 00
68	En faveur des fabriques (*meubles*)	1 00 *id.*	278 *Idem.*	278 00
69	*Idem* (*immeubles*)	1 00 *id.*	185 *Idem.*	185 00
70	En faveur des séminaires et écoles secondaires ecclésiastiques (*meubles*)	1 00 *id.*	316 *Idem.*	316 00
71	*Idem* (*immeubles*)	1 00 *id.*	3 *Idem.*	3 00
72	En faveur des départements, arrondissements, communes, congrégations religieuses, consistoires et autres établissements publics légalement autorisés, lorsque la valeur des biens n'excède pas 500 francs en principal (*immeubles*)	1 00 *id.*	38 *Idem.*	38 00
73	*Idem*, lorsque la valeur des biens excède 500 francs	10 00 *id.*	30 *Idem.*	300 00
	TOTAUX. Valeurs sur lesquelles ont porté les droits proportionnels		37,434,392 00	1,971,684 41
	TOTAUX. Nombre d'actes soumis aux droits fixes		4,690 00	
	DÉCIME pour franc			197,168 44
	TOTAL du §. X			2,168,852 85
	§. XI. *Baux et antichrèses.*			
74	Baux de biens *meubles* et *immeubles* dont la durée est limitée	0 20 p. o/o	589,737,375 00	1,179,474 75
75	Baux d'immeubles à rentes perpétuelles, à vie, ou dont la durée est illimitée	5 50 p. o/o	1,722,473 45	94,736 04
	A reporter		591,459,848 45	1,274,210 79

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES ACTES ET MUTATIONS SOUMIS AUX DROITS.	QUOTITÉS DES DROITS.	VALEURS sur lesquelles LES DROITS ont été assis.	MONTANT des droits perçus.
	Suite du §. XI. *Baux et antichrèses.*			
	Report.....	.....	591,459,848f 45c	1,274,210f 79c
76	Baux de pâturages et nourriture d'animaux.....	0f 20c p. o/o	435,515 00	871 03
77	Baux d'industrie.....	0 20 p. o/o	2,205,105 00	4,410 21
78	Baux à cheptel et reconnaissances de bestiaux.....	0 20 p. o/o	3,917,835 00	7,835 67
79	Baux à nourriture de personnes dont la durée est limitée.....	0 20 p. o/o	3,534,555 00	7,069 11
80	Baux à nourriture de personnes dont la durée est illimitée.....	2 00 p. o/o	847,408 50	16,948 17
81	Antichrèses ou engagements d'immeubles.....	2 00 p. o/o	1,545,714 50	30,914 29
	TOTAUX.....	....	603,945,981 45	1,342,259 27
	DÉCIME pour franc.....	.....	.....	134,225 93
	TOTAL du §. XI.....	.....	.....	1,476,485 20
	§. XII. *Adjudications au rabais et marchés.*			
82	Adjudications au rabais et marchés (*entre particuliers*).....	1 00 p. o/o	58,628,816 00	586,288 16
83	*Idem* dont le prix doit être payé directement ou indirectement par le Trésor public.....	1 00 fixe.	4,846 actes.	4,846 00
	TOTAUX. { Valeurs sur lesquelles ont porté les droits proportionnels.	.....	58,628,816 00	591,134 16
	TOTAUX. { Nombre d'actes soumis aux droits fixes.....	.....	4,846 00	
	DÉCIME pour franc.....	.....	.....	59,113 42
	TOTAL du §. XII.....	.....	.....	650,247 58
	§. XIII. *Obligations.*			
84	Obligations de sommes, arrêtés de comptes, dépôts de sommes chez des particuliers, transactions contenant obligat. de sommes, et billets simples	1 00 p. o/o	567,555,832 00	5,675,558 32
84 *bis.*	Actes de prêts sur dépôts ou consignat. de marchand. (*Loi du 8 sept. 1830.*)	2 00 fixe.	8,383 actes.	16,766 00
85	Billets à ordre.....	0 50 p. o/o	157,398,172 00	786,990 86
86	Lettres de change.....	0 25 p. o/o	58,344.796 00	145,861 99
87	Atermoiements.....	0 50 p. o/o	24,301,280 00	121,506 40
88	Obligations à la grosse aventure ou pour retour de voyage.....	0 50 p. o/o	1,562,130 00	7,810 65
89	Brevets d'apprentissage contenant obligations de sommes et valeurs mobilières.....	0 50 p. o/o	374,110 00	1,870 55
90	Contrats ou polices d'assurance contre l'incendie.....	1 00 p. o/o	91,475 00	914 75
91	Contrats ou polices d'assurance maritime. (*Avant qu'il en ait eté fait usage en justice*).....	1 00 fixe.	245 actes.	245 00
92	*Idem*, lorsqu'il en a été fait usage en justice. (*En temps de paix*).....	1 00 p. o/o	146,220 00	1,462 20
93	*Idem*..... (*En temps de guerre*)...	0 50 p. o/o	"	"
	TOTAUX. { Valeurs sur lesquelles ont porté les droits proportionnels.	.....	809,774,015 00	6,758,986 72
	TOTAUX. { Nombre d'actes soumis aux droits fixes.....	.....	8,628 00	
	DÉCIME pour franc.....	.....	.....	675,898 67
	TOTAL du §. XIII.....	.....	.....	7,434,885 39

Numeros des articles.	DESIGNATION DES ACTES ET MUTATIONS SOUMIS AUX DROITS.	QUOTITÉS DES DROITS.	VALEURS sur lesquelles LES DROITS ont été assis.	MONTANT des droits perçus.
	§. XIV. *Cautionnements.*			
94	Cautionnements de sommes et objets mobiliers, garanties mobilières et indemnités de même nature	0f 50c p. o/o	134,091,452f 00c	670,457f 26c
95	*Idem* des personnes à représenter en justice	0 50 p. o/o	411,854 00	2,059 27
96	*Idem* des comptables envers l'État	0 25 p. o/o	253,152 00	632 88
97	*Idem* des baux à ferme ou à loyer, de pâturage et autres	0 10 p. o/o	34,351,990 00	34,351 99
98	Cautionnements relatifs aux adjudications et marchés dont le prix doit être payé par le Trésor public	1 00 fixe.	1,421 actes.	1,421 00
99	Cautionnements en immeubles des conservateurs des hypothèques	1 00 *id.*	101 *idem.*	101 00
	TOTAUX. { Valeurs sur lesquelles ont porté les droits proportionnels. / Nombre d'actes soumis aux droits fixes		169,108,448 00 / 1,522	709,023 40
	DÉCIME pour franc			70,902 34
	TOTAL du §. XIV			779,925 74
	§. XV. *Libérations.*			
100	Quittances de sommes et valeurs mobilières	0 50 p. o/o	607,331,342 00	3,036,656 71
101	Remboursements de rentes et redevances de toute nature	0 50 p. o/o	8,337,864 00	41,689 32
102	Retraits exercés en vertu de rémérés	0 50 p. o/o	1,593,560 00	7,967 80
103	Brevets d'apprentissage contenant quittance de sommes ou valeurs mobilières	0 50 p. o/o	129,724 00	648 62
104	Quittances des droits de sceau perçus par le conseil du sceau des titres	20 00 p. o/o	35,252 50	7,050 50
	TOTAUX		617,427,742 50	3,094,012 95
	DÉCIME pour franc			309,401 30
	TOTAL du § XV			3,403,414 25
	§. XVI. *Condamnations, collocations et liquidations.*			
	1° *Justices de paix.*			
105	Jugements portant condamnations ou liquidations de sommes et valeurs mobilières	0 50 p. o/o	24,927,072 00	124,635 36
106	Jugements prononçant des dommages-intérêts	2 00 p. o/o	472,640 00	9,452 80
	2.° *Conseils des prud'hommes.*			
107	Jugements portant condamnations ou liquidations de sommes et valeurs mobilières	0 50 p. o/o	295,940 00	1,479 70
108	Jugements prononçant des dommages-intérêts	2 00 p. o/o	11,100 00	222 00
	A reporter		25,706,752 00	135,789 86

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES ACTES ET MUTATIONS SOUMIS AUX DROITS.	QUOTITÉS DES DROITS.	VALEURS sur lesquelles LES DROITS ont été assis.	MONTANT des droits perçus.
*	Suite du §. XVI. *Condamnations, collocations et liquidations.*			
	Report.....	.....	25,706,752f 00c	135,789f 86c
	3° *Tribunaux de police ordinaire, de police correctionnelle, et cours criminelles.*			
109	Jugements portant condamnations ou liquidations de sommes et valeurs mobilières.....	0f 50c p. o/o	1,199,450 00	5,997 25
110	Jugements prononçant des dommages-intérêts.....	2 00 p. o/o	478,646 00	9,572 92
	4° *Tribunaux de première instance, de commerce et d'arbitrage.*			
111	Jugements portant condamnations ou liquidations de sommes et valeurs mobilières.....	0 50 p. o/o	203 749,832 00	1,018,749 16
112	Procès-verbaux d'ordre et de collocation.....	0 50 p. o/o	54,291,864 00	271,459 32
113	Jugements prononçant des dommages-intérêts.....	2 00 p. o/o	2,861,228 50	57,224 57
	5° *Cours royales.*			
114	Arrêts portant condamnations ou liquidations de sommes et valeurs mobilières.....	0 50 p. o/o	6,741,750 00	33,708 75
115	Arrêts prononçant des dommages-intérêts.....	2 00 p. o/o	239,427 50	4,788 55
	TOTAUX.....	.....	295,268,950 00	1,537,290 38
	DÉCIME pour franc.....	.....	.....	153,729 04
	TOTAL du §. XVI.....	.....	.....	1,691,019 42
	II.e PARTIE. DROITS FIXES.			
	§. I.er *Actes civils et administratifs.*			
116	Acceptations de successions, legs ou communautés.....	1 00 fixe.	4,231 actes.	4,231 00
117	Acceptations de transports ou de délégations de créances à terme.....	1 00 *idem.*	37,288 *idem.*	37,288 00
118	Actes ne contenant que l'exécution, le complément ou la consommation d'actes antérieurs enregistrés.....	1 00 *idem.*	4,469 *idem.*	4,469 00
119	Bilans.....	1 00 *idem.*	1,448 *idem.*	1,448 00
120	Brevets d'apprentissage (*sans stipulation de sommes*).....	1 00 *idem.*	704 *idem.*	704 00
121	Cahiers des charges (*par actes séparés*).....	1 00 *idem.*	15,286 *idem.*	15,286 00
122	Certificats et attestations purs et simples.....	1 00 *idem.*	56,951 *idem.*	56,951 00
	A reporter.....	.....	120,377	120,377 00

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES ACTES ET MUTATIONS SOUMIS AUX DROITS.	QUOTITÉS DES DROITS.	NOMBRE D'ACTES sur lesquels les droits ont été assis.	MONTANT des droits perçus.
	Suite du §. I.er *Actes civils et administratifs.*			
	Report	.....	120,377	120,377f
123	Certificats de vie et de résidence	1f 00c fixe.	3,710	3,710
124	Certificats de propriété	1 00 *idem.*	6,369	6,369
125	Collations d'actes et de pièces	1 00 *idem.*	11,658	11,658
126	Déclarations des titulaires de cautionnements en faveur de leurs bailleurs de fonds	1 00 *idem.*	1,361	1,361
127	Délivrances de legs purs et simples	1 00 *idem.*	12,102	12,102
128	Devis d'ouvrages et d'entreprises	1 00 *idem.*	4,603	4,603
129	Enchères ou soumissions (*par actes séparés*)	1 00 *idem.*	2,811	2,811
130	Lettres de voiture	1 00 *idem.*	1,043	1,043
131	Prestations de serment *devant l'autorité administrative*	1 00 *idem.*	840	840
132	Prises de possession en vertu d'actes enregistrés	1 00 *idem.*	118	118
133	Prisées de meubles	1 00 *idem.*	1,502	1,502
134	Procès-verbaux de destruction de marchandises avariées sur mer	1 00 *idem.*	120	120
135	Ratifications pures et simples	1 00 *idem.*	35,066	35,066
136	Renonciations à successions, legs ou communautés	1 00 *idem.*	6,220	6,220
137	Acquiescements purs et simples	2 00 *idem.*	17,137	34,274
138	Actes refaits pour cause de nullités ou autres motifs, sans aucun changement	2 00 *idem.*	185	370
139	Actes de notoriété	2 00 *idem.*	19,784	39,568
140	Autorisations pures et simples	2 00 *idem.*	5,054	10,108
141	Certificats de cautions et de cautionnements	2 00 *idem.*	6,610	13,220
142	Consentements purs et simples	2 00 *idem.*	114,150	228,300
143	Décharges pures et simples	2 00 *idem.*	66,597	133,194
144	Déclarations pures et simples en matière civile et de commerce	2 00 *idem.*	56,685	113,370
145	Dépôts d'actes et de pièces chez les officiers publics	2 00 *idem.*	41,121	82,242
146	Dépôts et consignations de sommes et effets mobiliers chez les officiers publics	2 00 *idem.*	2,961	5,922
147	Désistements purs et simples	2 00 *idem.*	16,077	32,154
148	Inventaires de meubles (*par chaque vacation*)	2 00 *idem.*	157,759	315,518
149	Lettres missives	2 00 *idem.*	13,157	26,314
150	Nominations d'experts	2 00 *idem.*	8,221	16,442
151	Procès-verbaux de contraventions et autres	2 00 *iaem.*	83,606	167,212
152	Procurations et pouvoirs	2 00 *idem.*	448,786	897,572
153	Promesses d'indemnités *indéterminées* et non susceptibles d'estimation ...	2 00 *idem.*	3,747	7,494
154	Récépissés de pièces	2 00 *idem.*	3,220	6,440
	A reporter	.....	1,272,757	2,337,614

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES ACTES ET MUTATIONS SOUMIS AUX DROITS.	QUOTITÉS DES DROITS.	NOMBRE D'ACTES sur lesquels les droits ont été assis.	MONTANT des droits perçus.
	Suite du §. I.er *Actes civils et administratifs.*			
	Report	.....	1,272,757	2,337,614f 00c
155	Reconnaissances pures et simples.....	2f 00c fixe.	5,427	10,854 00
156	Résiliements purs et simples.....	2 00 *idem.*	1,999	3,998 00
157	Révocations et rétractations.....	2 00 *idem.*	3,942	7,884 00
158	Adjudications à la folle enchère.....	3 00 *idem.*	210	630 00
159	Compromis et nominations d'arbitres.....	3 00 *idem.*	11,760	35,280 00
160	Connaissements et reconnaissances de chargemens par mer.....	3 00 *idem.*	268	804 00
161	Déclarations de command ou d'ami.....	3 00 *idem.*	1,859	5,577 00
162	Prestations de serment *devant l'autorité administrative*.....	3 00 *idem.*	761	2,283 00
163	Réunions d'usufruit à la nue propriété.....	3 00 *idem.*	9,020	27,060 00
164	Titres nouvels ou reconnaissances de rentes.....	3 00 *idem.*	15,484	46,452 00
165	Transactions.....	3 00 *idem.*	8,161	24,483 00
166	Unions et directions de créanciers.....	3 00 *idem.*	161	483 00
167	Abandonnements volontaires de biens, pour être vendus en direction...	5 00 *idem.*	176	880 00
168	Actes de société.....	5 00 *idem.*	10,077	50,385 00
169	Contrats de mariage (*pour les déclarations*).....	5 00 *idem.*	146,968	734,840 00
170	Dissolutions de société.....	5 00 *idem.*	3,096	15,480 00
171	Donations éventuelles, soit par contrats de mariage, soit autrement....	5 00 *idem.*	139,390	696,950 00
172	Partages de biens, meubles et immeubles.....	5 00 *idem.*	85,229	426,145 00
173	Reconnaissances d'enfans naturels, faites autrement que par actes de mariage.....	5 00 *idem.*	1,902	9,510 00
174	Testaments et tous autres actes de libéralité à cause de mort.....	5 00 *idem.*	77,662	388,310 00
175	Prestations de serment *devant l'autorité administrative*.....	15 00 *idem.*	1,255	18,825 00
176	Actes innommés.....	1 00 *idem.*	200,475	200,475 04
	TOTAUX.....	.....	1,998,039	5,045,202 04
	DÉCIME pour franc.....	.....	.....	504,520 20
	TOTAL du §. I.er.....	.....	.....	5,549,722 24
	§. II. *Actes judiciaires.*			
	1° *Justices de paix.*			
177	Jugements préparatoires, interlocutoires et d'instruction, et actes des juges de paix.....	1 00 fixe.	205,397	205,397 00
178	Actes d'adoption.....	1 00 *idem.*	110	110 00
	A reporter	.....	205,507	205,507 00

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES ACTES ET MUTATIONS SOUMIS AUX DROITS.	QUOTITÉS DES DROITS.	NOMBRE D'ACTES sur lesquels les droits ont été assis.	MONTANT des droits perçus.
	Suite du §. II. *Actes judiciaires.*			
	Report	.....	205,507	205,507[f]
	1° *Justices de paix.*			
179	Certificats de propriété	1[f] 00[c] fixe.	2,602	2,602
180	Jugements définitifs des juges de paix	2 00 *idem.*	51,331	102,662
181	Avis de parens	2 00 *idem.*	29,204	58,408
182	Nominations de tuteurs et curateurs	2 00 *idem.*	50,146	100,292
183	Appositions et levées de scellés (*par vacation*)	2 00 *idem.*	106,111	212,222
184	Jugements en dernier ressort des juges de paix, au-delà des limites de leur compétence	3 00 *idem.*	9,856	29,568
185	Émancipation (*par chaque émancipé*)	5 00 *idem.*	11,094	55,470
186	Actes de tutelle officieuse	50 00 *idem.*	14	700
	2° *Bureaux de paix et de conciliation.*			
187	Tous procès-verbaux de ces bureaux ne donnant pas lieu à un droit proportionnel	1 00 *idem.*	68,628	68,628
	3° *Conseils de Prud'hommes.*			
188	Jugements préparatoires, interlocutoires et d'instruction, et actes des conseils de prud'hommes	1 00 *idem.*	375	375
189	Jugements définitifs des conseils de prud'hommes	1 00 *idem.*	102	102
	4° *Tribunaux de Police ordinaire, de Police correctionnelle, et Cours criminelles.*			
190	Tous actes et jugements de ces cours et tribunaux	1 00 *idem.*	26,889	26,889
	5° *Tribunaux de première instance, de Commerce et d'Arbitrage.*			
191	Adjudications à la folle enchère	3 00 *idem.*	3,251	9,753
192	Jugements préparatoires, interlocutoires et d'instruction des tribunaux de première instance, de commerce et d'arbitrage; ceux définitifs en dernier ressort des mêmes tribunaux; actes de greffe, ordonnances sur requêtes, &c.	3 00 *idem.*	517,242	1,551,726
193	Jugements définitifs des mêmes tribunaux en premier ressort, et sur appel de jugemens de juges de paix	5 00 *idem.*	125,481	627,405
194	Jugements des mêmes tribunaux en dernier ressort, au-delà des limites de leur compétence	10 00 *idem.*	1,195	11,950
195	Expéditions des jugements interlocutoires ou préparatoires de divorce...	5 00 *idem.*	196	980
196	Jugements des tribunaux de première instance, portant interdiction, et ceux de séparation de biens entre mari et femme	15 00 *idem.*	3,011	45,165
197	Jugements en première instance, admettant une adoption	50 0 *idem*	49	2,450
198	Expéditions de jugements en première instance prononçant un divorce.	50 00 *idem.*	4	200
	A reporter	.....	1,212,288	3,113,054

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES ACTES ET MUTATIONS SOUMIS AUX DROITS.	QUOTITÉS DES DROITS.	NOMBRE D'ACTES sur lesquels les droits ont été assis.	MONTANT des droits perçus.
	Suite du §. II. *Actes judiciaires.*			
	Report.....	.....	1,212,288	3,113,054f 00c
	6° *Cours royales.*			
199	Arrêts préparatoires et interlocutoires rendus par les cours royales, actes de greffes, ordonnances sur requêtes, &c.....	5f 00c fixe.	6,290	31,450 00
200	Arrêts définitifs des cours royales.....	10 00 *idem.*	11,030	110,300 00
201	Arrêts des cours royales portant interdiction ou prononçant séparation de corps entre mari et femme.....	25 00 *idem.*	33	825 00
202	Arrêts des cours royales confirmant une adoption.....	100 00 *idem.*	53	5,300 00
203	Expéditions des arrêts des cours royales prononçant définitivement sur une demande en divorce.....	100 00 *idem.*	//	//
	7° *Cour de cassation et Conseils du Roi.*			
204	Arrêts interlocutoires ou préparatoires de la cour de cassation et des conseils du Roi.....	10 00 *idem.*	285	2,850 00
205	Arrêts définitifs de la cour de cassation et des conseils du Roi.....	25 00 *idem.*	633	15,825 00
	8.° *Actes émanés des divers tribunaux et cours, soumis au même droit fixe.*			
206	Procès-verbaux de cote et paraphe de registres.....	1 00 *idem.*	3,590	3,590 00
207	Prestations de serment à.....	1 00 *idem.*	27,509	27,509 00
208	Prestations de serment à.....	3 00 *idem.*	20,806	62,418 00
209	Prestations de serment à.....	15 00 *idem.*	3,213	48,195 00
210	Premier acte de recours en cassation ou devant les conseils du Roi.....	25 00 *idem.*	872	21,800 00
211	Actes innommés.....	1 00 *idem.*	88,100	88,100 66
	TOTAUX.....	.....	1,374,702	3,531,216 66
	DÉCIME pour franc.....	.....	.....	353,121 67
	TOTAL du §. II.....	.....	.....	3,884,338 33
	§. III. *Actes extrajudiciaires.*			
212	Assignations et tous autres exploits devant les prud'hommes.....	0 50 *idem.*	6,296	3,148 00
213	Significations d'avoués à avoués en première instance.....	0 50 *idem.*	769,408	384,704 00
214	Exploits relatifs aux procédures devant les juges de paix.....	1 00 *idem.*	1,027,518	1,027,518 00
215	Exploits en matière de simple police, police correctionnelle et criminelle.....	1 00 *idem.*	77,983	77,983 00
216	Exploits ayant pour objet le recouvrement des contributions publiques ou locales, et de toutes sommes dues à l'État ou pour mois de nourrice excédant 100 francs.....	1 00 *idem.*	46,111	46,111 00
217	Significations d'avoués à avoués devant les cours royales.....	1 00 *idem*	98,438	98,438 00
	A reporter.....	.....	2,025,754	1,637,902 00

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES ACTES ET MUTATIONS SOUMIS AUX DROITS.	QUOTITÉS DES DROITS.	NOMBRE D'ACTES sur lesquels les droits ont été assis.	MONTANT des droits perçus.
	Suite du §. III.			
	Actes extrajudiciaires.			
	Report.....	.....	2,025,754[f]	1,637,902[f] 00[c]
218	Exploits relatifs aux procédures devant les tribunaux de première instance et de commerce, et tous autres actes et exploits non désignés au présent paragraphe.....	2 00 fixe.	2,769,018	5,538,036 00
219	Exploits relatifs aux procédures devant les cours royales.....	3 00 *idem.*	16,545	49,635 00
220	Significations d'avocats à avocats à la cour de cassation ou devant les conseils du Roi.....	3 00 *idem.*	568	1,704 00
221	Exploits relatifs aux procédures en matière civile devant la cour de cassation ou les conseils du Roi.....	5 00 *idem.*	747	3 735 00
222	Déclarations et significations d'appels des jugements de juges de paix...	5 00 *idem.*	4,748	23,740 00
223	Déclarations et significations d'appels des jugements des tribunaux civils, de commerce et d'arbitrage.....	10 00 *idem.*	13,681	136,810 00
223 *bis*	Actes et jugements enregistrés en débet, et dont les droits ont été recouvrés sur les condamnés. (*Instruction n.° 607.*).....	Diverses quotités.	.....	292,990 00
	TOTAUX.....	.....	4,831,061	7,684,552 78
	DÉCIME pour franc.....	.....	.....	768,455 28
	TOTAL du §. III.....	.....	.....	8,453,008 06
	§. IV.			
	Actes de l'État civil.			
224	Expéditions d'actes de l'état civil portant reconnaissance d'enfants naturels.....	2 00 *idem.*	1,060	2,121 00
225	Expéditions d'actes de divorce.....	15 00 *idem.*	12	180 00
226	*Idem* (*lorsqu'il n'y a pas eu appel*).....	100 00 *idem.*	2	200 00
	TOTAUX.....	.....	1,074	2,501 00
	DÉCIME pour franc.....	.....	.....	250 10
	TOTAL du §. IV.....	.....	.....	2,751 10

Numéros d'ordre.	DÉSIGNATION DES ACTES ET MUTATIONS SUR LESQUELS LES DROITS ET DEMI-DROITS EN SUS ONT ÉTÉ PERÇUS.	MONTANT DES DROITS et demi-droits en sus perçus.
	TROISIÈME PARTIE.	
	§. Unique.	
	Droits et demi-droits en sus.	
1	Transmissions entre-vifs de *meubles* à titre onéreux	14,216f 57c
2	Transmissions entre-vifs d'*immeubles* à titre onéreux	181,739 72
3	Transmissions entre-vifs, *à titre gratuit*, en ligne directe	28,088 88
4	Transmissions entre-vifs, *à titre gratuit*, entre époux	1,540 71
5	Transmissions entre-vifs, *à titre gratuit*, en ligne collatérale	3,869 96
6	Transmissions entre-vifs, *à titre gratuit*, entre personnes non parentes et en faveur d'établissements publics.	4,778 80
7	Mutations *par décès* en ligne directe	157,543 00
8	Mutations *par décès* entre époux	66,128 32
9	Mutations *par décès* en ligne collatérale	172,384 07
10	Mutations *par décès* entre personnes non parentes et en faveur d'établissements publics	24,100 98
11	Baux et antichrèses	46,196 56
12	Adjudications au rabais et marchés	2,794 48
13	Obligations	4,304 02
14	Cautionnements	1,194 39
15	Libérations	792 93
16	Condamnations, collocations et liquidations	20,515 60
17	Actes civils et administratifs	61,488 21
18	Actes judiciaires	80,784 54
		872,461 74
	DÉCIME pour franc	87,246 17
	TOTAL de la troisième Partie	959,707 91

DÉSIGNATION de chaque partie.	DÉSIGNATION de chaque paragraphe.	INDICATION DU TITRE DE CHAQUE PARAGRAPHE.	MONTANT DES DROITS PERÇUS. par PARAGRAPHE.	MONTANT DES DROITS PERÇUS. par PARTIE.
		RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DES DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS PENDANT L'EXERCICE 1830.		
Ire PARTIE.	I.	Transmissions entre-vifs de *meubles* à titre onéreux.....	6,511,131f 87c	
	II.	Transmissions entre-vifs d'*immeubles* à titre onéreux.....	63,475,212 06	
	III.	Transmissions entre-vifs, *à titre gratuit*, en ligne directe...	6,107,665 95	
	IV.	Transmissions entre-vifs, *à titre gratuit*, entre époux.....	52,782 55	
	V.	Transmissions entre-vifs, *à titre gratuit*, en ligne collatérale.	839,651 67	
	VI.	Transmissions entre-vifs, *à titre gratuit*, entre personnes non parentes et en faveur d'établissemens publics.....	539,154 53	
	VII.	Mutations *par décès* en ligne directe.....	7,414,492 50	
	VIII.	Mutations *par décès* entre époux.....	3,148,700 32	
	IX.	Mutations *par décès* en ligne collatérale.....	10,230,025 85	115,923,647f 73c
	X.	Mutations *par décès* entre personnes non parentes et en faveur d'établissements publics.....	2,168,852 85	
	XI.	Baux et antichrèses.....	1,476,485 20	
	XII.	Adjudications au rabais et marchés.....	650,247 58	
	XIII.	Obligations.....	7,434,885 39	
	XIV.	Cautionnemens.....	779,925 74	
	XV.	Libérations.....	3,403,414 25	
	XVI.	Condamnations, collocations et liquidations.....	1,691,019 42	
IIe PARTIE.	I.	Actes civils et administratifs.....	5,549,722 24	
	II.	Actes judiciaires.....	3,884,338 33	
	III.	Actes extrajudiciaires.....	8,453,008 06	17,889,819 73
	IV.	Actes de l'état civil.....	2,751 10	
IIIe PARTIE.	Unique.	Droits et demi-droits en sus.....	959,707 91	959,707 91
		TOTAL égal aux produits des droits d'enregistrement constatés par les comptes de 1831, présentés à la cour des Comptes.		134,773,175 37

ENREGISTREMENT, TIMBRE ET DOMAINES. EXERCICE 1831.

DÉVELOPPEMENT des Recouvrements effectués pendant le cours de l'Exercice 1831.

DÉPARTEMENTS.	ENREGISTREMENT, y compris le décime pour franc.	DROITS DIVERS.								TIMBRE		REVENUS ET PRIX DE VENTES DE DOMAINES.									DOMAINES et bois engagés ou échangés.	TOTAL des RECETTES.	DÉPARTEMENTS.
		GREFFES, y compris le décime pour franc.	HYPOTHÈQUES, y compris le décime pour franc.	AMENDES autres que celles attribuées aux communes et hospices, y compris le décime pour franc.	DÉCIME pour franc des amendes attribuées et des attributions des greffiers sur les droits de greffe.	PASSE-PORTS et permis de port d'armes de chasse.	MOITIÉ des salaires pour la transcription hypothécaire des actes de mutation.	Recouvremens de frais de justice.	Recouvremens de frais de poursuites et d'instances.	sujet au décime pour franc, le décime compris.	non sujet au décime pour franc.	PÊCHE (baux et licences).	REVENUS de domaines.	Dommages intérêts adjugés à l'État.	RENTES (arrérages et transferts).	PRIX de vente de mobilier et créances exigibles.	ÉPAVES, déshérences et biens vacants.	BIENS vendus en exécution des loi du 5 ventôse an 12 et antérieures.	BIENS des communes. — BOIS aliénés.	RECETTES de diverses origines.			
Ain	1,084,026	25,271	16,421	15,060	1,097	16,162	1,709	5,506	87	11	205,029	12,031	2,130	309	199	5	115	10,000	//	507	//	1,395,681	Ain
Aisne	2,390,328	47,168	28,324	33,102	2,246	35,742	4,323	8,708	319	827	404,215	5,067	2,155	952	4	810	2,141	43,154	//	518	//	3,010,109	Aisne.
Allier	1,011,101	23,423	10,654	13,674	1,004	6,137	1,687	3,516	489	64	165,387	2,115	697	814	22	19	//	14,670	//	607	//	1,256,284	Allier.
Alpes (Basses)	432,379	8,300	4,023	7,709	414	9,278	741	3,130	130	29	78,620	//	35	237	//	//	62	//	//	99	//	545,194	Alpes (Basses).
Alpes (Hautes)	379,332	11,258	4,879	11,413	390	8,051	938	3,537	14	40	73,488	//	122	76	132	142	//	//	//	207	//	494,028	Alpes (Hautes)
Ardèche	1,097,481	42,150	16,511	17,576	1,308	6,689	1,600	4,353	163	//	200,931	959	208	272	17	//	262	844	//	360	//	1,391,630	Ardèche.
Ardennes	1,046,114	29,488	17,172	26,662	1,258	13,058	1,580	3,440	409	446	243,034	8,748	9,280	1,038	368	//	63	300	//	470	//	1,402,934	Ardennes.
Ariége	526,879	14,259	5,142	6,310	516	5,708	589	3,236	//	20	103,223	//	152	199	249	//	//	//	//	7	5	666,503	Ariége.
Aube	1,277,965	27,821	16,311	25,113	1,470	13,581	2,126	7,316	348	162	255,114	3,789	41	552	3,603	//	165	627	//	793	//	1,636,904	Aube.
Aude	933,341	24,403	11,471	23,531	1,136	3,817	1,529	7,140	26	280	166,441	131	5,128	857	88	//	//	443	//	481	//	1,180,249	Aude.
Aveyron	1,058,198	44,970	12,297	17,024	1,463	8,150	1,978	9,275	248	43	218,732	450	252	167	854	120	53	637	//	428	//	1,385,446	Aveyron.
Bouches-du-Rhône	1,970,656	70,288	27,423	45,119	2,265	24,620	4,361	2,377	141	944	423,535	//	23,024	6	1,014	99	175	2,608	//	495,807	//	3,094,448	Bouches-du-Rhône.
Calvados	2,748,145	116,193	42,712	61,599	3,655	22,985	8,144	8,716	67	332	564,288	2,847	5,126	639	317	316	186	18,567	//	17,057	//	3,621,901	Calvados.
Cantal	826,859	40,886	12,522	14,203	1,187	22,060	1,254	3,715	1,256	15	158,988	//	227	303	144	208	658	//	//	230	908	1,085,632	Cantal.
Charente	1,138,636	30,169	17,152	46,277	1,168	6,857	2,681	7,073	86	234	232,961	7,060	1,130	766	50	//	199	36,812	//	83	//	1,529,401	Charente.
Charente-Inférieure	1,394,943	33,677	19,785	19,263	1,440	14,709	2,993	5,158	144	548	337,520	5,092	5,342	19	1,880	269	4,837	1,099	//	1,211	//	1,849,939	Charente-Inférieure.
Cher	826,318	26,580	7,390	14,604	934	7,254	1,611	2,908	184	72	156,690	540	528	3,203	//	155	495	//	//	233	//	1,049,708	Cher.
Corrèze	777,382	29,454	9,002	8,447	1,072	5,690	1,573	3,859	27	47	173,283	593	18,262	//	119	5	//	13,851	//	1,074	//	1,043,765	Corrèze.
Corse	131,978	6,372	970	4,181	475	4,678	257	14,224	361	//	58,255	//	4,003	20	1,436	225	52	9,285	//	1,122	//	237,900	Corse.
Côte-d'Or	1,641,098	41,430	22,720	41,278	1,985	20,111	2,297	5,352	572	597	328,519	5,741	5,484	1,700	1,772	575	910	27,250	//	357	//	2,149,756	Côte-d'Or.
Côtes-du-Nord	911,736	11,403	6,855	6,788	528	8,908	1,153	3,696	37	114	189,389	//	3,835	22	371	//	220	80,452	//	168	//	1,225,685	Côtes-du-Nord.
Creuse	808,315	30,208	8,975	5,865	1,001	19,832	1,518	1,960	38	7	162,894	//	49	269	454	3	1,239	20,505	//	530	//	1,063,670	Creuse.
Dordogne	1,287,027	32,445	13,548	11,434	1,166	5,508	2,349	5,300	3	163	234,442	7,966	2,659	//	8	//	63	1,579	//	190	//	1,605,857	Dordogne.
Doubs	922,215	32,252	7,815	28,769	1,774	10,316	1,125	6,713	306	1,583	199,945	7,028	2,929	250	90	382	//	2,271	//	135	//	1,225,905	Doubs.
Drôme	1,218,183	38,138	11,553	25,706	1,270	11,483	1,491	8,237	24	27	191,454	3,910	469	587	//	519	387	1,680	//	59	//	1,515,183	Drôme.
Eure	2,564,525	84,201	43,002	78,533	4,067	28,603	8,944	8,469	272	842	492,498	6,582	850	3,349	354	//	517	1,744	//	819	//	3,328,179	Eure.
Eure-et-Loir	1,682,438	28,809	20,427	21,139	1,269	27,660	3,798	3,770	36	126	267,695	//	464	489	3,035	//	1,960	14,135	//	71	//	2,077,329	Eure-et-Loir.
Finistère	906,827	13,282	10,763	6,299	484	6,336	1,282	5,214	332	176	210,336	//	285	28	578	//	176	513	//	537	//	1,163,455	Finistère.
Gard	1,420,431	52,726	23,018	38,924	1,844	10,996	2,477	4,942	225	554	281,256	3,986	107	135	193	2,485	//	7,262	//	330	//	1,851,898	Gard.
Garonne (Haute)	1,832,313	59,498	16,329	47,785	1,936	13,524	2,535	4,163	448	562	359,944	9,843	1,842	102	378	48	//	70,504	//	1,899	//	2,423,661	Garonne (Haute).
Gers	1,037,404	22,779	8,736	5,755	739	4,522	1,393	2,901	//	54	168,384	//	1,919	4	36	165	//	//	//	564	//	1,255,360	Gers.
Gironde	2,644,688	132,894	34,931	94,824	4,364	22,015	4,921	4,644	375	2,546	710,771	20,013	14,039	50	786	3,302	1,325	21,747	//	791	//	3,719,032	Gironde.
Hérault	1,433,231	56,846	21,892	37,821	1,937	10,026	2,495	5,510	100	693	294,817	3	2,083	21	120	450	936	417	875	474	7,852	1,878,605	Hérault.
Ille-et-Vilaine	1,340,938	27,848	8,936	18,795	2,416	9,741	1,853	5,362	160	391	241,429	1,534	2,717	30	6	//	295	16,601	//	211	//	1,679,268	Ille-et-Vilaine.
Indre	761,177	27,686	12,748	24,538	1,035	7,347	1,861	3,322	109	67	174,779	//	2,529	845	1,237	1,170	334	7,231	//	584	//	1,028,666	Indre.
Indre-et-Loire	1,370,999	33,228	25,069	59,801	1,447	17,314	3,369	6,231	2	184	290,717	10,628	2,774	244	19	174	248	28,915	//	727	//	1,852,099	Indre-et-Loire.
Isère	2,346,909	85,449	31,242	45,847	2,549	29,526	3,900	6,813	388	109	402,730	1,185	7,941	501	509	//	//	//	56	611	//	2,966,271	Isère.
Jura	984,181	25,928	10,391	26,123	1,805	12,475	1,613	7,498	1,307	183	205,641	6,407	2,116	3,337	430	//	20	1,408	//	2,630	1,853	1,295,355	Jura.
Landes	402,782	11,379	3,639	5,502	678	3,530	605	4,419	26	26	98,217	6,792	173	64	40	//	377	//	//	338	//	538,595	Landes.
Loir-et-Cher	998,254	19,171	11,035	33,049	977	9,808	2,320	2,665	143	194	205,700	4,490	1,700	259	211	19	492	48,454	//	487	//	1,339,434	Loir-et-Cher.
Loire	1,347,234	43,353	16,417	21,213	1,397	12,100	1,875	1,660	169	182	207,099	3,247	3,755	//	93	//	40	34,051	//	306	//	1,694,197	Loire.
Loire (Haute)	872,939	34,532	10,746	8,806	1,065	8,564	1,641	4,126	1	2	180,794	1,250	119	124	49	//	//	9,315	//	91	//	1,134,170	Loire (Haute).
Loire-Inférieure	1,363,421	31,331	22,042	18,751	993	14,459	1,631	2,016	327	492	280,221	15,917	2,812	20	784	//	364	1,735	//	51	//	1,757,373	Loire-Inférieure.

DÉPARTEMENTS.	ENREGISTREMENT, y compris le décime pour franc.	DROITS DIVERS.								TIMBRE		REVENUS ET PRIX DE VENTES DE DOMAINES.									DOMAINES et bois engagés ou échangés.	TOTAL des RECETTES.	DÉPARTEMENTS.
		GREFFES, y compris le décime pour franc.	HYPOTHÈQUES, y compris le décime pour franc.	AMENDES autres que celles attribuées aux communes et hospices y compris le décime pour franc.	DÉCIME pour franc des amendes attribuées et des attributions des greffiers sur les droits de greffe.	PASSEPORTS et permis de port d'armes de chasse.	MOITIÉ des salaires pour la transcription hypothécaire des actes de mutation.	Recouvrements de frais de justice.	Recouvrements de frais de poursuites et d'instances.	sujet au décime pour franc, le décime compris.	non sujet au décime pour franc.	PÊCHE (baux et licences).	REVENUS de domaines.	Dommages-intérêts adjugés à l'État.	RENTES (arrérages et transferts).	PRIX de vente de mobilier et créances exigibles.	ÉPAVES, déshérences et biens vacants.	BIENS vendus en exécution des lois du 5 ventôse an 12 et antérieures.	BIENS des communes. — BOIS aliénés.	RECETTES de diverses origines.			
Loiret	1,476,951	36,318	27,069	51,917	1,366	16,053	3,586	4,108	454	498	298,705	5,295	1,240	472	//	//	652	139,404	//	330	//	2,064,434	Loiret
Lot	716,096	15,466	5,586	4,881	693	2,271	1,030	4,014	1	5	113,344	4,559	82	//	//	252	//	//	//	191	//	868,535	Lot.
Lot-et-Garonne	1,330,019	41,327	10,815	12,243	1,198	5,278	1,656	1,630	1	331	209,967	8,470	3,967	//	154	//	//	22,317	//	29	//	1,649,408	Lot-et-Garonne.
Lozère	412,352	18,759	6,976	7,071	568	2,278	770	2,233	64	5	95,537	//	28	50	102	//	//	//	//	29	//	546,828	Lozère.
Maine-et-Loire	1,432,790	22,481	13,865	13,792	836	17,787	1,793	2,205	128	320	36,529	19,201	8,094	245	//	103	390	78,969	//	78	//	1,849,613	Maine-et-Loire.
Manche	2,058,087	61,817	22,626	22,547	1,913	11,491	3,787	5,279	404	141	356,543	2,373	23,947	146	4,713	//	414	1,241	//	187	342	2,578,008	Manche.
Marne	1,892,921	38,932	22,161	70,789	2,993	23,062	2,774	9,415	391	369	322,470	4,814	2,063	2,507	1,507	//	491	6,787	//	334	3,249	2,408,038	Marne.
Marne (Haute)	903,768	19,722	9,942	42,957	1,389	14,583	1,035	5,218	673	120	190,448	356	1,797	1,458	1,135	212	17	145	//	1,041	5,194	1,201,218	Marne (Haute).
Mayenne	869,724	16,083	8,308	12,114	635	11,718	1,709	2,061	3	45	131,514	721	//	//	109	1,013	500	//	//	298	//	1,056,562	Mayenne.
Meurthe	1,506,263	28,933	15,727	37,223	1,779	23,365	1,795	8,676	1,060	894	306,629	4,204	24,045	1,957	3,827	65	2,622	6,733	//	1,138	1,238	1,978,184	Meurthe.
Meuse	1,072,782	22,453	11,904	32,557	1,926	23,987	1,191	7,405	2,284	67	238,150	6,871	1,013	8,097	335	1	444	778	//	395	3,882	1,436,632	Meuse.
Morbihan	700,544	7,457	4,770	5,496	317	4,898	753	2,949	22	351	134,580	2,195	1,688	//	158	126	485	241	//	96	//	867,133	Morbihan.
Moselle	1,333,657	30,706	15,647	29,834	1,999	19,776	1,859	9,839	766	854	276,982	9,215	12,875	1,949	6,503	1,305	36	184,517	//	210	15	1,938,552	Moselle.
Nièvre	1,089,896	41,368	16,783	25,282	1,451	6,326	2,377	3,344	179	86	235,098	3,685	6,642	5,313	547	//	4,259	13,889	//	1,704	14	1,458,243	Nièvre.
Nord	3,743,548	51,651	32,901	60,273	2,416	37,621	6,201	10,406	720	1,819	610,711	833	31,337	1,186	339	//	1,028	181,415	560	1,005	49	4,776,027	Nord.
Oise	2,531,060	47,567	29,053	34,185	1,978	33,841	5,623	5,904	221	145	398,580	4,420	881	557	45	114	//	466	//	1,066	436,503	3,532,016	Oise.
Orne	1,789,821	50,087	25,120	45,778	2,062	16,291	5,443	6,705	351	115	327,881	//	1,422	3,281	462	78	546	54,023	//	421	//	2,329,892	Orne.
Pas-de-Calais	2,892,633	37,588	28,751	24,036	2,172	54,169	5,682	8,075	676	249	375,192	682	5,059	1,044	2,361	46	//	22,744	301	493	752	3,462,714	Pas-de-Calais.
Puy-de-Dôme	1,994,223	78,541	23,835	27,434	2,577	23,722	3,250	8,140	1,153	397	397,838	1,623	768	61	40	1,097	//	19,425	//	303	//	2,584,456	Puy-de-Dôme.
Pyrénées (Basses)	995,545	46,857	13,967	14,342	1,284	11,147	1,844	4,391	129	378	248,999	515	188	46	180	3,518	2,075	7,625	1	86	550	1,353,672	Pyrénées (Basses).
Pyrénées (Hautes)	630,696	24,749	5,547	9,918	878	4,994	938	3,097	6	35	152,497	102	45	98	86	1,041	7	420	242	435	//	835,839	Pyrénées (Hautes).
Pyrénées-Orientales	379,991	8,181	4,516	4,415	440	7,174	682	2,571	605	59	81,551	//	209	72	416	//	346	3,434	//	243	3,461	498,375	Pyrénées-Orientales.
Rhin (Bas)	1,827,974	40,818	19,340	28,185	2,139	21,370	3,374	9,243	922	1,576	500,607	6,074	21,969	5,152	3,772	766	//	144,634	23,936	9,426	//	2,671,286	Rhin (Bas).
Rhin (Haut)	1,284,661	42,666	16,123	30,677	1,913	18,214	1,591	8,625	968	1,175	365,481	2,225	7,245	764	3,292	443	3,299	671	400	1,269	33,557	1,825,270	Rhin (Haut).
Rhône	2,967,678	101,874	43,535	173,899	3,432	36,277	3,637	4,680	452	1,713	464,430	5,125	4,366	750	25	1,838	3,422	//	//	272	//	3,817,448	Rhône.
Saone (Haute)	915,041	21,479	9,981	25,870	1,504	11,154	1,124	7,678	611	221	193,328	5,250	824	430	277	136	480	5,294	//	1,188	28	1,201,897	Saone (Haute).
Saone-et-Loire	1,861,716	55,235	31,214	32,991	2,042	13,767	4,327	4,288	523	144	340,232	9,900	1,401	1,826	1,649	//	23	//	//	194	896	2,362,375	Saone-et-Loire.
Sarthe	1,677,174	24,830	19,357	22,962	1,000	18,816	3,756	2,784	215	26	276,303	8,187	113	989	27	8,439	556	329	//	333	//	2,066,205	Sarthe.
Seine	17,141,365	733,216	152,543	705,067	25,118	146,019	9,268	41,990	1,487	40,409	5,236,131	10,852	37,732	2	14,306	253,610	109,667	431,571	//	1,281	//	25,091,841	Seine.
Seine-Inférieure	4,494,651	189,495	62,731	169,120	6,363	64,832	11,753	10,232	392	1,299	978,730	1,350	6,966	3,256	2,089	13,469	10	75,154	//	864	397	6,093,161	Seine-Inférieure.
Seine-et-Marne	2,021,433	45,825	31,632	55,460	2,225	30,632	5,435	9,579	1,467	70	429,072	8,091	4,525	976	78	4,923	719	53,072	//	1,777	2,564	2,709,564	Seine-et-Marne.
Seine-et-Oise	3,268,247	71,140	45,908	95,824	2,671	38,570	9,409	9,903	578	118	749,129	20,365	4,071	91	21	//	1,465	21,605	//	1,422	2,297	4,342,843	Seine-et-Oise.
Sèvres (Deux)	724,317	13,422	12,627	11,570	594	7,972	1,333	4,284	84	44	148,292	7,670	1,233	171	262	111	//	3,940	//	238	//	938,173	Sèvres (Deux).
Somme	2,416,986	49,789	31,267	66,747	2,710	35,088	5,596	8,439	323	1,393	398,249	4,032	10,228	221	671	//	494	86,238	//	774	//	3,119,252	Somme.
Tarn	1,029,167	28,594	8,843	12,186	1,021	6,712	1,524	3,519	39	23	164,714	2,239	5,515	390	334	928	9	266	400	186	//	1,266,615	Tarn.
Tarn-et-Garonne	954,286	15,539	9,866	6,734	623	4,328	1,703	3,143	//	77	129,601	8,380	1,511	179	995	//	516	4,147	//	125	//	1,141,762	Tarn-et-Garonne.
Var	1,047,001	27,369	16,522	13,522	1,038	27,278	2,563	5,205	46	498	178,731	24	2,217	9	331	//	717	83	//	175	//	1,323,136	Var.
Vaucluse	1,028,187	19,347	11,867	18,094	809	11,831	2,225	3,367	167	198	169,158	//	1,014	418	344	2,147	//	//	//	309	//	1,269,508	Vaucluse.
Vendée	701,155	8,431	6,716	5,788	668	14,065	947	2,269	193	118	120,915	4,269	148	//	1,135	15	//	//	//	136	//	866,974	Vendée.
Vienne	1,065,103	23,773	11,386	44,973	928	9,289	1,457	5,198	122	176	183,602	4,112	2,198	47	2,120	231	//	80,286	//	150	//	1,435,158	Vienne.
Vienne (Haute)	984,927	46,503	12,023	18,860	1,324	7,148	2,286	3,051	17	281	198,012	//	1,733	//	//	//	//	10,226	//	137	//	1,286,533	Vienne (Haute).
Vosges	1,015,166	18,531	11,642	35,538	1,166	15,456	1,208	8,288	2,939	242	229,566	//	1,959	7,086	199	72	631	2,887	//	152	//	1,352,728	Vosges.
Yonne	1,442,205	34,464	20,410	36,459	1,688	18,499	4,051	7,422	486	121	321,296	9,626	4,511	1,478	251	108	6	3,165	//	184	//	1,906,436	Yonne.
TOTAUX	134,773,175	3,988,360	1,624,454	3,323,885	157,133	1,488,979	234,528	503,062	32,187	71,232	28,125,319	363,876	390,404	75,670	77,284	307,891	155,715	2,218,837	26,772	71,808	505,417	178,941,811	
A AJOUTER : Pour droits de sceau attribués au Trésor par la loi du 17 août 1828. (Département de la Seine.)																						49,106	
A DÉDUIRE : Trésor public																						178,990,917	
																						493,191	
																						178,497,726	

TABLEAU des Droits et Produits constatés sur l'Enregistrement, le Timbre et les domaines de l'Exercice 1832.

L'ordonnance royale du 10 décembre 1823 a prescrit, article 2, de faire connaître dans le compte annuel des contributions et revenus publics, pour chaque contribution ou revenu ;

1° Les droits constatés à la charge des redevables de l'Etat;

2° Les recouvrements effectués sur ces droits;

3° Les recouvrements restant à faire.

L'application de cette disposition aux droits et produits dont la perception est confiée aux préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines, a souffert des retards par suite de difficultés dans l'exécution et de la nécessité de donner le temps d'employer les anciens registres, dont la suppression immédiate aurait causé une perte notable pour le Trésor.

Un arrêté du Ministre, du 9 septembre 1830, a établi les règles selon lesquelles ces préposés rempliront, à partir de l'année 1832, le vœu de l'ordonnance précitée.

Parmi les contributions et revenus publics qui se perçoivent par les receveurs de l'enregistrement et des domaines, les uns sont liquidés, constatés et recouvrés simultanément; pour les autres, il s'écoule un délai quelconque entre la liquidation et le recouvrement.

Les droits et produits de la première classe appartiennent à l'exercice qui prend son nom de l'année pendant laquelle ils sont tout à la fois constatés, liquidés et recouvrés; ceux de la seconde s'appliquent à l'exercice auquel donne son nom l'année dans le cours de laquelle ils ont été constatés et liquidés, ou sont devenus exigibles, qu'ils se recouvrent dans la même année, ou dans les neuf premiers mois de l'année suivante.

La constatation des droits et produits payables comptant résulte des registres même qui en présentent la recette; celle des droits et produits dont le payement n'est pas immédiat, résulte de sommiers sur lesquels les receveurs les consignent successivement, et où ils figurent, par nature, dans des colonnes ouvertes à cet effet. Cette consignation a lieu au fur et à mesure de la remise des titres ou de l'exigibilité des créances de l'Etat sur les redevables.

Ces sommiers sont soumis à une vérification approfondie des vérificateurs et inspecteurs chargés de la surveillance des receveurs. Ils doivent s'assurer que chaque article est porté avec exactitude sur le sommier, que les droits et produits sont exigibles, et qu'ils sont inscrits dans les colonnes qui leur sont destinées.

Les recouvrements opérés sur ces droits et produits sont inscrits sur des registres à colonnes disposés de la même manière que les sommiers, et qui sont également vérifiés par les employés supérieurs.

Au commencement de chaque trimestre, les receveurs forment un état des droits et produits constatés pendant le trimestre précédent, rappelant ceux des trimestres antérieurs. L'état du dernier trimestre est certifié par l'employé supérieur et sert de base et de justification aux comptes d'année.

Le compte de la première année de l'exercice présente les droits et produits constatés, les droits recouvrés, et ceux qui restent à recouvrer à l'expiration de cette année.

Le compte de la deuxième année de l'exercice indique, 1° le restant à recouvrer au 1er janvier sur les droits et produits constatés, 2° le montant des droits et produits tombés en non-valeur, et dont les receveurs sont déchargés ; 3° celui des produits mis à la charge de ces préposés, ou recouvrables sur les parties, à reporter à l'exercice courant ; 4° et les droits réalisés jusqu'au 30 septembre, époque de la clôture de l'exercice.

Les directeurs dans les départements arrêtent, au vu des pièces produites par les receveurs, les états des articles irrecouvrables tombés en non-valeur, et ceux des articles qui, quoique susceptibles de recouvrement, n'ont pu être apurés dans le cours de l'exercice et sont à reporter à l'exercice suivant.

L'état des articles à mettre à la charge des comptables, pour cause de négligence dans le recouvrement, est aussi dressé par les directeurs ; mais l'administration statue en premier ressort sur cette responsabilité, et ses décisions sont soumises à l'approbation du Ministre.

Ces divers états sont produits à la Cour des comptes avec les pièces à l'appui.

Telles sont les mesures ordonnées par l'arrêté du Ministre pour l'exécution de l'ordonnance du 10 décembre 1823.

Le tableau qui suit offre, pour la première année de l'exercice 1832, les résultats de ce nouveau mode de comptabilité des droits et produits constatés. Ils y sont portés pour la somme de 208,056,049 fr. 38 cent. ; les recouvrements effectués jusqu'au 31 décembre 1832 montent à 198,843,182 fr. 79 cent. ; de sorte qu'il resterait à recouvrer en 1833, 9,212,866 fr. 59 cent. ; mais il est à remarquer que parmi les droits dus à l'état, il en est dont le recouvrement ne peut s'opérer à cause de l'insolvabilité notoire des redevables ; on doit mettre en première ligne, sous ce rapport, les amendes de police rurale et municipale, et de police correctionnelle, les dommages-intérêts, ainsi que les frais de justice qui précèdent les condamnations. Ces amendes, dommages-intérêts et frais de justice frappent généralement sur des individus que leur indigence a portés à commettre les contraventions, délits ou crimes réprimés par des jugements.

Il existe aussi, dans les autres parties des recettes, mais dans une bien moins grande proportion, des débiteurs insolvables.

On a cru devoir faire, par évaluation, la distraction des pertes probables à éprouver par le Trésor sur l'exercice, afin de ne présenter, comme ressources, que ceux des droits et produits constatés qui sont susceptibles de recouvrement. Cette opération est l'objet du tableau de l'autre part, dont les résultats définitifs seront publiés dans le compte de 1833.

TABLEAU des Droits constatés, jusqu'au 1er janvier 1833, sur les Produits de l'Enregistrement, du Timbre et des Domaines de l'Exercice 1832.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.			MONTANT DES DROITS ET PRODUITS CONSTATÉS.					OBSERVATIONS.
			DROITS RECOUVRÉS en 1832. (Voir ci-après le développement par département.)	DROITS à recouvrer en 1833.	TOTAL DES DROITS dont le recouvrement paraît assuré pour le Trésor. (Voir le compte des contributions et revenus publics, page 45.)	DROITS dont le recouvrement n'est pas probable et qui tomberont en non-valeur.	TOTAL des droits constatés.	
ENREGISTREMENT	Droits proportionnels. — Ventes	de meubles	7,517,939f 76c	1,400f 00c	7,519,339f 76c	34f 40c	7,519,374f 16c	
		d'immeubles	70,324,379 02	99,000 00	70,423,379 02	164 60	70,423,543 62	
	— Donations	en ligne directe	5,850,189 97	100 00	5,850,289 97	13 02	5,850,302 99	
		entre époux	57,423 88	100 00	57,523 88	2 30	57,526 18	
		en ligne collatérale	1,027,190 24	100 00	1,027,290 24	21 00	1,027,311 24	
		entre personnes non parentes	688,649 98	10,600 00	699,249 98	64 61	699,314 59	
	— Successions	en ligne directe	9,336,223 12	200 00	9,336,423 12	28 03	9,336,451 15	
		entre époux	3,869,987 68	500 00	3,870,487 68	59 52	3,870,547 20	
		en ligne collatérale	13,643,313 55	2,400 00	13,645,713 55	45 30	13,645,758 85	
		entre personnes non parentes	5,066,590 06	300 00	5,066,890 06	22 32	5,066,912 38	
	— Actes divers	baux et antichrèses	1,458,988 57	1,400 00	1,460,388 57	10 82	1,460,399 39	
		adjudications au rabais et marchés	624,855 98	300 00	625,155 98	26 26	625,182 24	
		obligations	6,134,054 59	200 00	6,134,254 59	99 20	6,134,353 79	
		cautionnements	1,586,156 52	//	1,586,156 52	76 78	1,586,233 30	
		libérations	3,555,628 56	100 00	3,555,728 56	53 23	3,555,781 79	
		condamnations, collocations et liquidations	1,411,846 52	//	1,411,846 52	4 18	1,411,850 70	
	Droits fixes — actes civils et administratifs		5,945,085 20	//	5,945,085 20	55 00	5,945,140 20	
	— judiciaires		4,025,633 59	//	4,025,633 59	16 50	4,025,650 09	
	— extra-judiciaires		7,709,792 30	//	7,709,792 30	27 28	7,709,819 58	
	— de l'état civil		2,374 90	//	2,374 90	//	2,374 90	
	Droits et demi-droits en sus		1,238,419 53	33,300 00	1,271,719 53	3,823 49	1,275,543 02	
	TOTAL de l'Enregistrement (y compris le décime pour franc)		151,074,723 52	150,000 00	151,224,723 52	4,647 84	151,229,371 36	
GREFFES (y compris le décime pour franc)			4,057,844 48	//	4,057,844 48	48 63	4,057,893 11	
HYPOTHÈQUES (*idem*)			1,573,732 80	2,000 00	1,575,732 80	697 00	1,576,429 80	
AMENDES autres que celles attribuées aux communes et hospices (*idem*)			3,101,952 91	165,000 00	3,266,952 91	2,139,892 64	5,406,845 55	
DÉCIME pour franc. — des amendes attribuées aux communes et hospices			75,383 86	10,000 00	85,383 86	119,228 02	204,611 88	
— des attributions des greffiers sur les droits de greffe			103,668 79	//	103,668 79	0 30	103,669 09	
DROIT du sceau attribué au Trésor (*Loi du 17 août 1825*)			55,564 66	//	55,564 66	//	55,564 66	
PASSEPORTS et permis de port d'armes de chasse			1,706,296 00	//	1,706,296 00	//	1,706,296 00	
MOITIÉ des salaires pour la transcription hypothécaire des actes de mutation			265,075 46	//	265,075 46	//	265,075 46	
RECOUVREMENTS de frais de justice			987,707 24	200,000 00	1,187,707 24	2,804,278 06	3,991,985 30	
RECOUVREMENTS de frais de poursuites et d'instances			51,610 50	10,000 00	61,610 50	51,316 98	112,927 48	
			163,053,560 22	537,000 00	163,590,560 22	5,120,109 47	168,710,669 69	
TIMBRE — Timbre sujet au décime pour franc (y compris le décime pour franc)			73,781 31	//	73,781 31	46 86	73,828 17	
— Timbre non sujet au décime pour franc			28,855,215 99	500 00	28,855,715 99	42 50	28,855,758 49	
REVENUS et prix de vente de domaines. — Pêche (baux et licences)			416,007 04	90,000 00	516,007 04	3,821 28	519,828 32	
Revenus de domaines			378,600 76	80,000 00	458,600 76	5,005 48	463,606 24	
Dommages-intérêts adjugés à l'État			103,504 00	20,000 00	123,504 00	695,923 92	819,427 92	
Rentes (Arrérages et transferts)			61,951 20	10,000 00	71,951 20	35,653 86	107,605 06	
Prix de vente de mobilier et créances exigibles			117,226 19	10,000 00	127,226 19	11,600 73	138,826 92	
Épaves, deshérences et biens vacants			328,014 22	15,000 00	343,014 22	24,739 23	367,753 45	
Biens vendus en exécution des lois des 25 ventôse an 12, et antérieures			1,734,575 18	100,000 00	1,834,575 18	60,865 50	1,895,440 68	
Biens des communes (*Loi du 20 mars 1813*) revenus et prix de vente			24,097 03	5,000 00	29,097 03	100,654 50	129,751 53	
Recettes accidentelles			79,661 44	10,000 00	89,661 44	54,125 13	143,786 57	
DOMAINES et bois engagés ou échangés			3,606,988 21	500,000 00	4,106,988 21	1,722,778 13	5,829,766 34	
			198,843,182 79	1,377,500 00	200,220,682 79	7,835,366 59	208,056,049 38	

ENREGISTREMENT, TIMBRE

ET DOMAINES. Exercice 1832.

Développement des Recouvrements effectués pendant l'année 1832.

DÉPARTEMENTS.	ENREGISTREMENT, y compris le décime pour franc.	DROITS DIVERS.								TIMBRE		REVENUS ET PRIX DE VENTES DE DOMAINES.									DOMAINES et bois engagés ou échangés.	TOTAL des RECETTES.	DÉPARTEMENTS.
		GREFFES, y compris le décime pour franc.	HYPOTHÈQUES, y compris le décime pour franc.	AMENDES autres que celles attribuées aux communes et hospices, y compris le décime pour franc.	DÉCIME pour franc des amendes attribuées et des attributions des greffiers sur les droits de greffe.	PASSE-PORTS et permis de port d'armes de chasse.	MOITIÉ des salaires pour la transcription hypothécaire des actes de mutation.	Recouvrements de frais de justice.	Recouvrements de frais de poursuites et d'instances.	sujet au décime pour franc, le décime compris.	non sujet au décime pour franc.	PÊCHE (baux et licences).	REVENUS de domaines.	Dommages-intérêts adjugés à l'État.	RENTES (arrérages et transferts).	PRIX de vente de mobilier et créances exigibles.	ÉPAVES, déshérences et biens vacants.	BIENS vendus en exécution des lois du 5 ventôse an 12 et antérieures.	BIENS des communes. — BOIS aliénés.	RECETTES de diverses origines.			
Ain	1,261,086	27,669	19,008	23,327	1,192	19,150	2,108	10,755	205	12	223,384	9,537	2,800	407	170	46	115	12,000	//	453	//	1,613,430	Ain.
Aisne	3,586,700	53,981	27,261	38,142	2,864	38,994	4,922	21,177	758	476	450,100	6,064	2,451	1,527	2	451	443	38,989	//	915	1,096	4,277,322	Aisne.
Allier	1,143,642	22,306	12,507	14,925	998	6,505	1,926	8,637	119	13	176,136	1,811	134	825	7	140	//	53,484	//	90	197,150	1,641,362	Allier.
Alpes (Basses)	456,969	8,797	5,305	14,178	501	11,728	868	5,222	129	30	79,931	//	//	169	//	243	60	//	//	81	//	584,217	Alpes (Basses).
Alpes (Hautes)	387,607	12,972	5,203	15,074	486	9,674	985	3,468	227	58	75,251	//	15	130	//	8	//	//	//	498	//	511,662	Alpes (Hautes).
Ardèche	1,170,851	43,054	14,717	20,723	1,554	6,044	1,795	7,651	919	//	204,939	1,830	431	1,063	17	1,497	//	2,332	//	311	//	1,479,735	Ardèche.
Ardennes	1,459,540	33,468	15,566	31,163	1,719	17,168	2,106	12,175	256	662	267,133	7,779	9,267	1,039	441	155	577	98	//	64	//	1,860,385	Ardennes.
Ariége	531,905	13,142	4,997	15,165	758	5,872	626	5,158	433	22	101,820	//	95	1,049	494	8	//	//	//	282	//	681,832	Ariége.
Aube	1,452,764	25,528	13,752	22,666	1,772	15,640	2,210	16,549	413	130	277,733	2,619	371	861	3,597	//	78	294	//	889	//	1,837,873	Aube.
Aude	1,143,895	23,243	13,369	22,546	1,108	4,983	1,746	11,491	18	180	165,351	465	975	1,393	48	1,193	//	7	//	956	//	1,392,975	Aude.
Aveyron	1,052,792	43,554	12,902	18,995	1,561	7,437	2,140	8,094	635	80	229,843	601	229	1,125	444	//	122	836	//	875	971	1,383,247	Aveyron.
Bouches-du-Rhône	2,067,841	67,206	21,524	42,114	1,905	26,710	5,714	7,213	149	1,126	456,297	//	21,543	23	921	2,804	38	2,879	//	1,061	//	2,727,077	Bouches-du-Rhône.
Calvados	3,015,283	117,216	35,084	63,192	3,965	29,421	8,149	14,561	234	332	559,533	2,053	2,374	1,082	530	16	95	26,526	//	4,597	//	3,884,251	Calvados.
Cantal	861,977	46,199	13,167	18,269	1,340	21,670	1,418	3,389	13	13	167,844	//	338	151	66	46	361	//	//	671	//	1,136,941	Cantal.
Charente	1,297,030	28,637	21,201	13,263	2,601	8,696	2,755	8,750	101	514	241,921	1,524	995	404	50	50	1,695	28,174	//	127	//	1,658,495	Charente.
Charente-Inférieure	1,466,385	32,122	18,042	16,795	1,558	17,232	3,005	12,049	122	629	333,995	4,076	8,395	580	4,205	1,842	2,438	3,158	//	96	//	1,926,732	Charente-Inférieure.
Cher	834,835	31,949	11,558	15,423	1,192	7,278	1,552	12,878	152	130	171,838	1,279	1,001	1,804	//	164	218	//	//	1,020	//	1,094,276	Cher.
Corrèze	774,968	29,821	8,587	7,416	1,212	5,998	1,533	4,944	33	11	173,854	1,543	15,286	8	105	//	//	6,749	//	284	//	1,032,357	Corrèze.
Corse	134,467	6,948	884	4,686	642	4,280	248	15,324	33	//	57,159	//	1,360	29	813	371	134	11,538	//	253	//	239,482	Corse.
Côte-d'Or	1,941,511	39,968	22,153	51,172	2,568	31,862	2,323	13,939	3,342	674	346,718	5,233	2,852	1,508	1,217	547	919	37,932	//	511	93	2,506,694	Côte-d'Or.
Côtes-du-Nord	1,110,771	13,626	9,770	6,605	603	10,824	1,228	4,312	274	129	205,583	//	1,613	//	215	//	263	5,647	//	63	//	1,371,554	Côtes-du-Nord.
Creuse	835,711	31,905	10,806	6,216	1,011	20,180	1,843	2,961	33	16	175,620	//	//	82	509	//	30	16,622	//	2,888	//	1,106,439	Creuse.
Dordogne	1,351,131	33,579	14,304	12,510	1,334	6,383	2,493	8,739	//	74	239,736	8,091	3,856	//	8	682	221	909	//	796	//	1,684,854	Dordogne.
Doubs	1,111,467	35,020	11,641	39,601	1,930	12,241	1,458	13,512	1,937	1,938	220,403	11,840	2,341	1,211	76	90	1,002	4,677	750	271	//	1,473,414	Doubs.
Drôme	1,286,215	41,315	12,774	28,669	2,199	15,064	1,849	6,395	32	41	210,774	3,930	225	719	//	//	718	1,610	//	1,949	//	1,614,485	Drôme.
Eure	2,521,209	82,276	33,436	81,662	3,590	35,026	9,058	13,892	404	222	497,482	10,492	836	5,270	532	2,931	1,015	3,135	//	769	2,000	3,305,246	Eure.
Eure-et-Loir	1,909,234	28,402	24,361	20,991	1,412	32,285	4,150	9,914	46	91	286,732	//	259	1,281	2,910	//	556	5,600	//	499	3,639	2,332,341	Eure-et-Loir.
Finistère	983,816	14,296	9,234	8,203	665	9,278	1,915	4,484	99	227	213,774	//	531	38	497	//	60	//	//	258	//	1,247,382	Finistère.
Gard	1,614,807	59,870	22,495	39,992	1,929	12,019	2,997	10 229	2,148	865	303,623	6,002	145	84	206	577	//	12,794	//	1,078	//	2,091,869	Gard.
Garonne (Haute)	2,032,756	66,707	17,393	46,621	2,979	21,296	2,911	12,819	663	809	371,097	12,188	270	362	290	50	77	35,277	//	1,496	//	2,626,068	Garonne (Haute).
Gers	1,039,056	25,614	10,214	6,005	878	6,915	1,488	4,460	23	19	169,817	//	2,496	49	50	256	//	//	//	597	//	1,267,943	Gers.
Gironde	3,051,531	133,181	33,701	70,204	4,231	23,026	5,453	10,637	403	2,438	688,586	32,717	21,197	//	573	610	2,163	15,526	//	748	//	4,096,933	Gironde.
Hérault	1,663,086	59,422	22,546	36,217	2,308	10,902	3,089	14,124	410	642	307,768	131	1,153	148	120	219	521	9.173	2,625	420	500	2,135,512	Hérault.
Ille-et-Vilaine	1,451,335	29,003	14,683	18,564	1,712	16,201	2,028	9,438	228	483	240,414	1,732	1,409	143	//	//	3	5,333	//	124	//	1,792,840	Ille-et-Vilaine.
Indre	967,453	28,550	9,938	11,914	1,033	9,163	2,223	4,983	132	25	171,661	//	935	2,143	612	83	313	11,251	//	429	//	1,222,849	Indre.
Indre-et-Loire	1,537,177	29,719	20,904	24,932	1,313	22,041	4,008	6,322	20	178	286,687	7,907	1,249	396	19	112	226	28,542	//	349	33	1,972,143	Indre-et-Loire.
Isère	2,606,256	85,169	28,826	51,494	2,624	27,809	4,198	10,932	598	150	437,591	244	11,193	1,362	347	52	3	//	//	614	//	3,269,469	Isère.
Jura	1,172,411	28,090	11,570	28,176	2,058	13,531	1,999	12,609	912	187	210,669	11,708	2,116	3,291	320	//	28	7,685	48	483	1,066	1,503,964	Jura.
Landes	476,091	13,169	3,953	6,368	486	3,342	757	3,840	4	22	102,229	7,068	73	142	49	52	160	//	//	97	//	617,910	Landes.
Loir-et-Cher	1,135,287	17,248	11,189	16,452	1,000	13,115	2,832	5,287	72	304	210,750	3,069	235	125	133	535	2,506	7,995	//	551	751	1,430,346	Loir-et-Cher.
Loire	1,537,569	45,407	15,279	21,230	1,501	12,299	2,130	3,519	34	332	215,332	1,602	105	//	66	15	//	40,931	//	131	//	1,897,288	Loire.

Suite du *DÉVELOPPEMENT des Recouvrements effectués pendant l'année 1832.*

DÉPARTEMENTS.	ENREGISTREMENT, y compris le décime pour franc.	DROITS DIVERS. GREFFES, y compris le décime pour franc.	HYPOTHÈQUES, y compris le décime pour franc.	AMENDES autres que celles attribuées aux communes et hospices y compris le décime pour franc.	DÉCIME pour franc des amendes attribuées et des attributions des greffiers sur les droits de greffe.	PASSE-PORTS et permis de port d'armes de chasse.	MOITIÉ des salaires pour la transcription hypothécaire des actes de mutation.	Recouvrements de frais de justice.	Recouvrements de frais de poursuites et d'instances.	TIMBRE sujet au décime pour franc, le décime compris.	TIMBRE non sujet au décime pour franc.	REVENUS ET PRIX DE VENTES DE DOMAINES. PÊCHE (baux et licences).	REVENUS de domaines.	Dommages-intérêts adjugés à l'État.	RENTES (arrérages et transferts).	PRIX de vente de mobilier et créances exigibles.	ÉPAVES, déshérences et biens vacants.	BIENS vendus en exécution des lois du 5 ventôse an 12 et antérieures.	BIENS des communes. — BOIS aliénés.	RECETTES de diverses origines.	DOMAINES et bois engagés ou échangés.	TOTAL des RECETTES.	DÉPARTEMENTS.
Loire (Haute)	922,912	39,433	10,922	12,219	1,334	9,520	1,851	5,027	2	5	193,520	1,245	//	85	1	//	//	4,968	//	1,330	//	1,204,389	Loire (Haute).
Loire-Inférieure	1,619,665	25,355	12,711	13,280	1,366	14,723	1,866	5,281	271	536	276,440	12,810	2,817	29	4,194	//	1,734	2,110	//	270	//	1,995,471	Loire-Inférieure.
Loiret	1,664,804	35,928	17,109	35,633	1,619	20,003	4,261	9,216	127	369	317,842	6,856	1,658	611	//	//	6,570	45,525	//	885	//	2,169,022	Loiret.
Lot	776,543	15,185	5,750	5,882	680	4,207	1,111	6,116	//	36	125,801	8,891	6	50	//	//	//	1,190	//	631	//	952,089	Lot.
Lot-et-Garonne	1,388,078	45,092	11,908	13,861	1,454	5,656	2,062	2,805	//	229	214,816	14,113	6,417	11	60	//	50	17,477	//	122	//	1,724,228	Lot-et-Garonne.
Lozère	435,706	20,837	6,106	6,848	656	2,144	854	3,013	5	5	98,158	//	25	2	420	58	//	//	//	176	//	575,018	Lozère.
Maine-et-Loire	1,667,306	22,746	14,382	11,755	2,109	24,559	2,347	4,871	0	380	244,677	31,750	3,844	126	//	268	554	80,838	//	103	//	2,112,663	Maine-et-Loire.
Manche	2,046,167	59,544	22,071	23,981	2,180	16,325	4,020	9,017	89	83	359,616	1,339	25,330	153	1,951	//	187	1,313	//	503	4,548	2,578,469	Manche.
Marne	2,310,955	42,871	18,859	52,593	2,477	26,628	3,137	16,926	679	460	367,069	4,198	1,967	1,022	38	//	204	6,398	//	646	1,000	2,858,133	Marne.
Marne (Haute)	1,183,961	25,165	9,145	30,460	1,790	13,534	1,165	15,008	1,166	78	209,031	381	2,133	1,342	852	185	20	//	//	197	2,898,305	4,393,926	Marne (Haute).
Mayenne	971,773	15,598	9,328	9,769	694	15,100	1,908	5,166	1	92	132,081	1,071	2,312	//	112	//	//	//	//	1,078	//	1,166,092	Mayenne.
Meurthe	1,856,855	31,356	17,541	47,491	2,375	27,792	2,503	19,822	1,058	872	346,504	4,882	24,691	4,472	3,082	2,251	2,013	18,079	//	472	10,993	2,425,113	Meurthe.
Meuse	1,658,560	27,807	11,494	30,926	2,069	22,074	1,374	19,945	2,642	102	270,736	7,664	820	4,278	565	3	97	761	//	845	414,160	2,476,923	Meuse.
Morbihan	778,149	11,542	5,739	7,945	465	6,054	1,249	4,535	275	256	143,847	3,373	1,292	54	158	3	//	6,965	//	68	//	971,974	Morbihan.
Moselle	1,698,133	30,393	15,956	29,785	2,091	22,559	2,226	19,101	1,245	1,032	315,538	13,547	940	3,922	11,450	3,686	12	180,458	//	1,252	6,210	2,359,545	Moselle.
Nièvre	1,123,920	41,698	19,873	29,811	1,782	6,540	2,568	6,916	976	76	245,806	4,911	13,019	2,741	142	//	5,653	13,503	//	568	//	1,520,509	Nièvre.
Nord	4,236,897	55,837	40,884	56,025	2,736	49,139	7,430	22,136	559	1,777	652,628	443	35,708	1,257	400	250	12	135,446	//	260	810	5,300,643	Nord.
Oise	3,091,742	50,966	46,679	39,720	2,405	38,069	6,198	15,450	1,227	193	412,887	6,962	1,316	1,751	347	310	26	12,907	//	2,392	25,808	3,757,362	Oise.
Orne	2,031,875	49,605	23,736	45,201	1,934	20,210	5,852	11,031	93	95	344,763	//	1,746	3,277	397	//	286	51,361	//	185	589	2,592,244	Orne.
Pas-de-Calais	3,136,174	42,839	32,726	24,614	2,996	51,823	5,736	17,283	717	572	395,781	80	3,805	784	289	190	410	34,277	100.	1,421	//	3,752,626	Pas-de-Calais.
Puy-de-Dôme	2,044,079	76,278	22,389	27,659	2,648	23,826	3,674	13,684	3,815	614	420,047	1,848	692	263	131	920	//	19,646	//	402	//	2,662,624	Puy-de-Dôme.
Pyrénées (Basses)	1,020,224	47,379	13,261	18,594	1,336	11,084	1,908	6,549	55	169	255,122	557	214	59	300	410	482	7,869	//	1,767	4,324	1,391,672	Pyrénées (Basses).
Pyrénées (Hautes)	592,155	24,363	6,238	15,950	1,003	3,672	980	4,505	216	32	148,801	147	243	230	74	215	16	//	//	1,351	//	800,198	Pyrénées (Hautes).
Pyrénées-Orientales	375,065	9,185	4,886	6,226	671	5,528	783	7,588	807	63	84,639	//	804	436	619	1,764	4,138	5,002	//	176	//	508,388	Pyrénées-Orientales.
Rhin (Bas)	2,225,024	41,826	21,199	46,775	2,520	30,384	4,003	23,789	3,479	1,929	549,437	5,567	8,750	8,712	1,724	3,626	48	167,681	18,678	1,129	1,078	3,167,366	Rhin (Bas).
Rhin (Haut)	1,663,472	44,556	16,903	47,893	2,607	24,073	2,001	17,380	2,577	1,575	401,518	2,017	3,279	1,836	1,107	179	325	//	//	1,051	14,600	2,248,956	Rhin (Haut).
Rhône	3,484,984	93,964	31,493	134,827	3,501	40,725	4,518	16,258	219	2,006	485,482	4,699	4,285	145	25	413	//	290	//	5,117	//	4,312,958	Rhône.
Saone (Haute)	1,140,887	22,626	9,734	33,094	1,713	15,252	1,331	18,844	1,535	436	207,528	7,254	710	344	187	7,319	480	//	//	1,366	30	1,470,677	Saone (Haute).
Saone-et-Loire	2,125,591	54,030	25,514	42,917	2,613	15,457	4,795	14,750	1,102	142	351,432	12,705	1,148	4,159	967	110	474	//	//	811	//	2,658,725	Saone-et-Loire.
Sarthe	1,754,920	23,585	17,768	22,177	1,116	24,068	4,145	5,032	82	102	288,095	11,767	236	1,551	72	382	2,915	817	//	1,710	//	2,160,548	Sarthe.
Seine	17,461,992	733,290	122,911	558,542	29,133	149,446	12,660	96,194	2,902	40,339	4,900,653	8,899	56,049	22	2,940	24,485	251,230	182,728	//	7,417	//	24,641,841	Seine.
Seine-Inférieure	5,047,302	174,282	54,385	161,762	7,269	73,571	12,408	22,178	502	1,692	1,003,034	2,440	4,795	5,956	2,926	5,619	142	49,752	745	2,470	17,222	6,650,460	Seine-Inférieure.
Seine-et-Marne	2,385,796	40,933	29,598	63,938	2,459	33,232	6,086	21,486	1,041	130	467,603	11,141	800	790	253	4,012	1,529	39,115	//	1,360	//	3,111,311	Seine-et-Marne.
Seine-et-Oise	3,679,781	76,439	49,438	105,950	3,348	42,172	10,661	21,674	1,426	175	743,193	29,119	14,986	557	926	39,787	15,886	10,100	//	2,456	//	4,848,081	Seine-et-Oise.
Sèvres (Deux)	866,658	13,254	8,167	9,711	806	11,375	1,436	6,173	138	105	155,121	6,368	4,386	374	423	95	288	25,642	//	404	//	1,110,933	Sèvres (Deux).
Somme	2,568,359	55,568	32,445	47,093	1,966	37,925	5,916	14,366	281	1,636	410,824	3,468	4,953	647	460	219	1,652	18,634	//	2,893	//	3,209,312	Somme.
Tarn	1,171,666	27,985	10,077	15,464	1,201	9,872	1,707	8,489	34	40	167,349	570	5,115	197	181	//	3	378	500.	269	//	1,421,103	Tarn.
Tarn-et-Garonne	983,980	16,947	9,253	6,927	816	7,299	1,632	6,213	45	42	134,282	8,560	1,357	313	569	168	12,557	5,266	//	1,061	//	1,197,296	Tarn-et-Garonne.
Var	1,202,656	25,488	13,821	17,810	1,141	28,788	3,055	10,042	833	55	168,875	18	1,988	355	327	16	458	216	//	1,204	//	1,507,155	Var.
Vaucluse	1,268,818	21,909	15,869	18,325	1,100	24,683	2,928	8,855	153	185	185,965	//	330	252	670	2,226	//	//	//	433	//	1,552,711	Vaucluse.
Vendée	881,605	9,972	8,273	4,989	510	10,893	1,026	4,929	101	75	128,363	4,535	615	37	1,032	//	32	191	//	196	//	1,057,400	Vendée.
Vienne	1,122,221	21,899	11,040	20,722	1,209	13,372	1,820	6,028	511	75	188,042	2,492	1,267	83	624	525	60	141,551	//	287	//	1,533,835	Vienne.
Vienne (Haute)	1,005,304	46,538	10,061	15,007	1,295	8,816	2,308	4,443	24	386	201,802	//	1,919	//	//	167	//	9,499	//	273	//	1,307,847	Vienne (Haute).
Vosges	1,306,878	21,159	10,455	47,938	1,405	15,494	1,584	13,170	1,163	300	244,127	//	3,147	13,459	225	366	287	//	650	884	//	1,682,878	Vosges.
Yonne	1,658,675	35,201	19,792	31,965	2,116	19,348	3,708	19,929	319	102	338,878	11,260	3,509	4,703	16	1,128	//	3,888	//	1,085	//	2,155,629	Yonne.
TOTAUX	151,074,723	4,057,844	1,573,732.	3,101,952.	179,052	1,706,296	265,075	987,707	51,610	73,781	28,855,215	426,007	378,600	103,504	61,951	117,226	328,014	1,734,575	24,097	79,661	3,606,988	198,787,618	
A AJOUTER : Pour droits de sceau attribués au Trésor par la loi du 17 août 1828. (Département de la Seine.)																						55,564	
																						198,843,182	

DÉVELOPPEMENTS

SUR LES DOUANES ET SELS.

EXERCICES 1831 ET 1832.

TABLEAUX DE DÉVELOPPEMENT

Des Droits constatés et perçus en Matière de Douanes, pendant l'année 1831.

Les comptes des finances des trois années précédentes offraient, à l'appui des droits de douanes perçus à l'importation et à l'exportation, la nomenclature, par article du tarif, ainsi que les quantités et les valeurs des divers objets soumis à la taxe, conformément aux lois et réglements de douanes.

Cette nomenclature, qui augmentait considérablement le volume du compte général des finances, cesse de s'y trouver reproduite à partir de l'Exercice 1831 : on se borne à donner, à l'appui des recettes définitives effectuées pour l'importation et l'exportation, des résumés indiquant les valeurs et les principales classes de matières et marchandises sur lesquelles portent les droits perçus. On y a ajouté deux tableaux qui présentent, avec les grandes divisions adoptées dans les états de commerce, l'un, *les pays de provenance* des marchandises étrangères livrées à la consommation intérieure; l'autre, *les pays de destination* des marchandises françaises vendues à l'étranger.

Des développements plus étendus sur cette matière feraient désormais double emploi avec les nombreux documents contenus dans le *tableau général du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères*, lequel est publié chaque année par l'administration des douanes, et distribué aux membres des deux Chambres.

Les résultats de ce tableau général ont été puisés dans les relevés semestriels établis par les agents préposés à l'assiette et à la vérification des droits, d'après les actes de douanes, tels que les permis et les certificats de visite et de liquidation. Le résumé, qui en est présenté à l'appui des recettes portées au compte des finances, fournit ainsi, pour tous les droits constatés en matière de douanes, les justifications prescrites par les ordonnances du 10 décembre 1823 et du 23 décembre 1829.

Des états de développement des droits à l'importation et à l'exportation indiquant, pour chaque nature de marchandises, le titre de la perception, ainsi que la quotité des droits, sont produits à la Cour des comptes au soutien des comptes individuels des receveurs principaux. Au moyen de cette production, il est facile de reconnaître l'exactitude des produits de douanes, par le rapprochement des droits perçus avec les valeurs ou les quantités sur lesquelles les droits ont frappé.

Les résultats publiés à la suite de cette note se divisent en quatre parties principales, savoir :

Les droits de douanes ;
Les droits de navigation ;
Les recettes accessoires ;
La taxe de consommation des sels.

Le décime additionnel par franc, auquel la plupart de ces droits sont assujettis par les lois du 25 mai 1799 et du 28 avril 1816, a été ajouté au montant des droits perçus.

Les développements spéciaux qui s'appliquent à chacune des quatre catégories de produits ci-dessus désignés, sont terminés par une récapitulation générale où les quantités passibles des droits et le montant des perceptions sont résumés par branche principale de recette. On y trouve les résultats suivants :

1° *Pour les droits de douanes,*

Les droits à l'importation, qui se sont élevés à 91,823,481 fr., ont porté sur une valeur totale en marchandises, de..... 374,188,539^{f}

Divisée ainsi qu'il suit :

Matières nécessaires à l'industrie.. 229,797,889^{f}
Objets de consommation naturels.. 120,245,270
Objets de consommation fabriqués. 24,145,380

Les droits à l'exportation montant à..... 1,180,793^{f}
ont frappé sur une valeur totale en marchandises, de..... 455,574,481

Répartie en Produits naturels pour.... 118,187,097^{f}
Et en objets manufacturés pour.. 337,387,384
Ainsi les importations excèdent en valeurs les exportations de... 81,385,942

Le mouvement en *numéraire* présente une valeur

à l'importation de..... 220,685,405^{f}
et à l'exportation de..... 28,628,273

Les autres droits de douanes s'élèvent à 235,199 fr., dans lesquels le droit de transit entre pour 93,721.

2° *Pour les droits de navigation ;*

Les droits de navigation, qui ont produit 2,313,305 fr., proviennent :

D'un mouvement de 29,448 bâtiments français et étrangers ;
De la délivrance de 279,291 acquits, permis et certificats ;
Et de 26,161 congés ou passeports de bâtiments.

3° *Pour les recettes accessoires,*

Les recettes accessoires montant à 378,372 fr., résultent principalement des droits perçus pour le timbre de 2,179,930 expéditions de douanes.

4° Enfin, *pour la Taxe de consommation des sels,*

La taxe sur les sels s'est élevée à 55,876,699 fr. pour une consommation de 186,974,630 kil. de sel marin.

Si on ajoute à la somme ci-dessus de 55,876,699 fr. celle de 7,440,805 fr. recouvrée sur une quantité cette quantité celle de 24,914,116 kil. provenant des sels dont les droits sont perçus par les contributions indirectes (*pag.* 646), on obtient une somme totale de droits de 63,317,504 fr. pour une consommation de 211,888,746 kil. ce qui représente une consommation moyenne par individu de 6 kilog. 96 décag.

DROITS DE DOUANES DE L'EXERCICE 1831.

Tableau général des Droits recouvrés.

DÉSIGNATION DES DROITS.	MONTANT DES DROITS. (*Décime compris, pour ceux qui en sont passibles*).	TOTAL PAR NATURE de droit.
DROIT À L'IMPORTATION. (Voir le développement par classe de marchandises, page 612, et par pays de provenance, page 497).	91,823,480f 98c	91,823,480f 98
DROIT À L'EXPORTATION. (Voir le développement par classe de marchandises, page 615, et par pays de destination page 616).	1,180,793. 39	1,180,793. 39
DROIT DE TRANSIT — Sur les marchandises non prohibées. (Lois des 17 décembre 1814 et 21 avril 1818.)	91,079. 16	93,721. 79
DROIT DE TRANSIT — Sur les marchandises prohibées. (Ordonnance du 27 avril 1831.)	2,642. 63	
AUTRES DROITS DE DOUANES — Sur les marchandises réexportées d'entrepôt.	70,179. 96	141,477. 43
AUTRES DROITS DE DOUANES — Sur les marchandises françaises réimportées de l'étranger.	665. 59	
AUTRES DROITS DE DOUANES — A l'entrée des voitures de voyageurs. Quart des consignations reçues en garantie de leur réexportation.. 35,153f 09c (Montant des consignations 140,610 fr.)	66,001. 38	
AUTRES DROITS DE DOUANES — A l'entrée des voitures de voyageurs. Trois-quarts des mêmes consignations, lorsque la réexportation n'a pas eu lieu dans les délais prescrits. 30,848. 29		
AUTRES DROITS DE DOUANES — Pour magasinage et dépôt.	4,630. 50	
TOTAL des Droits de douanes.		93,239,473. 59

Suite des DROITS DE DOUANES DE L'EXERCICE 1831.

DROITS PERÇUS À L'IMPORTATION.

Développement par Classes de Marchandises.

DÉSIGNATION DES CLASSES PRINCIPALES DE MARCHANDISES.		MARCHANDISES MISES EN CONSOMMATION. Valeurs.	Droits perçus. (*Décime compris.*)
MATIERES ANIMALES...	Animaux vivants	16,282,032f	2,896,175f
	Produits et dépouilles d'animaux	56,740,317	4,146,548
	Pêches	9,264,279	174,284
	Substances animales propres à la médecine et à la parfumerie	1,453,897	87,287
	Matières dures à tailler	1,892,616	104,242
MATIÈRES VÉGÉTALES..	Farineux alimentaires	27,353,622	2,519,025
	Fruits	7,053,960	1,109,796
	Denrées coloniales	65,195 852	49,078,658
	Sucs végétaux	29,913,408	10,798,587
	Espèces végétales propres à la médecine	2,570,050	299,150
	Bois communs	14,799,737	365,896
	Bois exotiques	2,419.869	540,799
	Fruits, tiges et filaments à ouvrer	51,484.710	6,276,252
	Teintures et tannins	1,701,825	292,500
	Produits et déchets divers	1,975,230	521,457
MATIÈRES MINÉRALES..	Pierres, terres et minéraux divers	10,682,978	2,274,047
	Métaux	19,827,329	2,522,104
FABRICATIONS.....	Produits chimiques	3,994,067	1,951,683
	Teintures préparées	20,450,079	1,139,801
	Couleurs	309,757	48,805
	Compositions diverses	51,742	15,521
	Boissons	687,705	200,594
	Vitrifications	506,199	182,221
	Fils	4 025,966	239,001
	Tissus et feutres	13,761,090	2,147,739
	Papier et ses applications	605,379	54,141
	Ouvrages en matières diverses	9,184,844	1,761,453
	Marchandises diverses dont les valeurs n'ont pas été constatées	.....	46,620
TOTAL des valeurs en marchandises		374,187,539	91,794,386
OR, argent, platine et billon		220,685,405	29,095
TOTAL des valeurs et des droits à l'importation		594,873,944	91,823,481

Suite des DROITS DE DOUANES DE L'EXERCICE 1831.

Suite des DROITS PERÇUS À L'IMPORTATION.

Développement par pays de provenance.

	DÉSIGNATION DES PAYS DE PROVENANCE.	VALEURS MISES EN CONSOMMATION.						DROITS PERÇUS, décime compris.
		MATIÈRES nécessaires à l'industrie.	OBJETS de consommation		TOTAL.	NUMÉRAIRE.	TOTAL général.	
			naturels.	fabriqués.				
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
EUROPE.	Russie	4,868,453	5,062,018	39,549	9,970,020	44,450	10,014,470	961,491
	Suède	2,737,048	62,312	15,348	2,814,708	//	2,814,708	741.418
	Norwège	6,001,765	12,230	19,397	6,033,392	3,000	6,036,392	187,709
	Danemarck	38,715	12,681	494	51,890	//	51,890	21,067
	Prusse	3,880,691	1,332,783	2,928,634	8,142,108	45,835	8,187,943	1,254,893
	Villes anséatiques	1,889,642	571,983	93,300	2,554,925	92,200	2,647,125	121,007
	Hollande	1,410,307	1,502,403	152,879	3,065,589	130	3,065,719	615,698
	Belgique	21,460,073	4,697,510	10,813,810	36,971,393	22,589,856	59,561,249	5,728,385
	Angleterre (Grande-Bretagne, Royaume-Uni, Gibraltar, Malte, Iles Ioniennes)	7,999,804	1,573,737	2,594,153	12,167,694	115,661,920	127,829,614	2,356,008
	Portugal (y compris Madère, les îles du Cap-Vert et les Açores)	432,860	325,522	1,280	759,482	//	759,482	121,107
	Espagne (y compris les îles Canaries)	15,595,204	3,766,761	862,106	20,224.071	306,800	20,530,871	4,613,743
	Autriche (y compris le royaume Lombardo-Vénitien)	2,248,936	5,050	193,820	2,447,806	20,400	2,468,206	127,232
	Sardaigne (île et continent)	37,978,821	11,705,096	460,288	50,144,205	7,122,405	57,266,610	8,630,695
	Deux-Siciles	4,462,248	6,374.457	62,485	10,899,190	7,008,400	17,907,590	1,714,825
	Toscane (Modène, Parme, États-Romains, Lucques)	2,897,883	620,836	987,845	4 506,564	740,360	5,246,924	652,136
	Suisse	6,251,006	1,536,353	1,620,778	9,408,137	5,245,609	14,653,746	1,055,099
	Allemagne	11,132,841	8,394,334	2,971,972	22,499,147	6,689.984	29,189,131	2,888,837
	Grèce affranchie (y compris les îles qu'elle possède dans l'Archipel)	90,884	154,873	975	246,732	311,800	558,532	43,859
	Turquie (y compris les îles de l'Archipel)	7,597,712	1,256,462	23,351	8,887,525	4,216,760	13,094,285	840,169
AFRIQUE.	Égypte	3,878,523	32,824	1,929	3,913,276	3,043,679	6,956,955	542,679
	Alger	1,283,769	115,076	24,731	1,423,576	2,452,220	3,875,796	388,711
	États barbaresques	1,027,253	13,356	4,568	1,045,177	1,084,858	2,130,035	280,334
	Possessions anglaises (Cap de Bonne-Espérance et île Maurice)	227,438	126,981	529	354,948	37,700	392,648	114,618
	Autres comptoirs de la côte d'Afrique	99,782	1,619	160	101,561	24,000	125,561	12,771
	A reporter	145,491,478	49,257,257	23,874.381	218,623,116	176,742,366	395,365,482	34,025,391

DÉSIGNATION DES PAYS DE PAYS DE PROVENANCE.		VALEURS MISES EN CONSOMMATION.						DROITS PERÇUS, décime compris.
		MATIÈRES nécessaires à l'industrie.	OBJETS de consommation naturels.	OBJETS de consommation fabriqués.	TOTAL.	NUMÉRAIRE.	TOTAL général.	
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr
	Report.....	145,491,478	49,257,257	23,874,381	218,623,116	176,742,366	395,365,482	34,025,391
ASIE.	Indes. Possessions anglaises (y compris la Nouvelle Galles du sud).....	16,006,321	1,192,301	15,880	17,214,502	68,300	17,282,802	2,101,797
	Indes. ——— espagnoles.....	94,205	27,565	186	121,956	//	121,956	21,979
	Indes. ——— portugaises.....	//	//	//	//	//	//	//
	Indes. ——— hollandaises.....	152,437	1,415,990	5,187	1,573,614	54,700	1,628,314	806,018
	Indes. ——— françaises.....	2,165,366	343,000	3,547	2,511,913	//	2,511,913	415,494
	Chine.....	112,501	480,201	59,046	651,748	//	651,748	182,019
	Cochinchine, Philippines et les îles de l'Océanie..	41,622	84,464	34	126,120	//	126,120	40,398
AMÉRIQUE.	États-Unis.....	45,213,620	2,287,539	22,227	47,523,386	29,041,260	76,564,646	5,763,673
	Haïti.....	535,174	3,299,246	2,410	3,836,830	80,500	3,917,330	4,308,495
	Possessions anglaises (Canada, Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve, Antilles et Guyane anglaise)....	9	2,931	330	3,270	//	3,270	2,442
	Possessions espagnoles (Cuba, Porto-Ricco).....	569,982	1,211,882	6,867	1,788,731	766,000	2,554,731	1,601,249
	——— danoises (Saint-Thomas).....	333,372	46,681	519	380,572	69,695	450,267	120,742
	——— hollandaises (Saint-Eustache, Curaçao et Guyane hollandaise.....	3,987	//	//	3,987	//	3,987	703
	——— suédoises (Barthélemy).....	//	//	//	//	//	//	//
	Brésil.....	6,065,324	539,602	33,222	6,638,148	645,380	7,283,528	984,366
	Mexique.....	1,828,677	1,483,807	2,903	3,315,387	5,165,350	8,480,737	273,766
	Colombie.....	229,440	59,002	224	288,666	912,500	1,201,166	90,377
	Pérou (Bas-Pérou).....	904,086	1,453	239	905,778	2,146,290	3,052,068	117,083
	Bolivie (Haut-Pérou).....	13,513	20	//	13,533	//	13,533	14,628
	Chili.....	1,806,115	15,944	3,276	1,825,335	3,263,380	5,088,715	181,957
	Rio de la Plata (Montévidéo et Buenos-Ayres)...	2,957,975	826	7,466	2,966,267	29,200	2,995,467	103,129
COL. FRANC.	Guadeloupe.....	184,976	23,720,365	4,288	23,909,629	399,189	24,308,818	18,812,411
	Martinique.....	299,464	17,147,010	7,289	17,453,763	1,114,455	18,568,218	13,813,683
	Bourbon.....	383,285	12,351,319	7,175	12,741,779	36,200	12,777,979	7,090,903
	Sénégal.....	1,471,841	281	3,174	1,475,296	135,240	1,610,536	82,275
	Guyane française (Cayenne).....	544,828	1,029,530	4,210	1,578,568	15,400	1,593,968	815,093
	Saint-Pierre et Miquelon et Pêche française.....	2,373,037	4,235,179	185	6,608,401	//	6,608,401	6,789
ÉPAVES et sauvetages.....		15,254	11,875	81,115	108,244	//	108,244	10,001
DROITS perçus sur diverses marchandises dont les valeurs n'ont pas été constatées.....		//	//	//	//	//	//	46,620
TOTAUX.....		229,797,889	120,245,270	24,145,380	374,188,539	220,685,405	594,873,944	91,823,481

Suite des DROITS DE DOUANES DE L'EXERCICE 1831.

DROITS PERÇUS A L'EXPORTATION.

Développement par classes de Marchandises.

DÉSIGNATION DES CLASSES PRINCIPALES DE MARCHANDISES.		MARCHANDISES FRANÇAISES EXPORTÉES. Valeurs.	Droits perçus. (*Décime compris.*)
MATIÈRES ANIMALES...	Animaux vivants	6,458,831f	56,272f
	Produits et dépouilles d'animaux	11,792,537	130,415
	Pêches	1,433,860	3,944
	Substances animales propres à la médecine et à la parfumerie	204,580	717
	Matières dures à tailler	68,148	721
MATIÈRES VÉGÉTALES..	Farineux alimentaires	5,734,399	73,082
	Fruits	9,928,290	73,271
	Denrées coloniales	2,527,145	3,022
	Sucs végétaux	8,691,478	21,375
	Espèces végétales propres à la médecine	710,733	1,188
	Bois communs	2,123,033	21,769
	Bois exotiques	85,879	879
	Fruits, tiges et filaments à ouvrer	2,933,891	7,073
	Teintures et tannins	6,634,524	64,107
	Produits et déchets divers	1,398,211	62,800
MATIÈRES MINÉRALES...	Pierres, terres, et minéraux divers	3,493,137	49,203
	Métaux	3,518,844	8,251
FABRICATIONS.....	Produits chimiques	5,119,888	37,142
	Teintures préparées	264,773	1,496
	Couleurs	866,892	3,182
	Compositions diverses	21,175,006	15,819
	Boissons	45,424,468	278,530
	Vitrifications	8,401,544	79,080
	Fils	3,206,207	505
	Tissus et feutres	235,145,684	36,213
	Papiers et ses applications	8,317,036	22,670
	Ouvrages en matières diverses	59,915,463	107,892
	Marchandises diverses dont les valeurs n'ont pas été constatées	.....	10,212
	TOTAL des valeurs en marchandises	455,574,481	1,170,830
OR, argent, platine et billon		28,628,273	9,963
	TOTAL des valeurs et des droits à l'exportation	484,202,754	1,180,793

Suite des DROITS DE DOUANES DE L'EXERCICE 1831.

Suite des DROITS PERÇUS A L'EXPORTATION.

Développement par pays de destination.

DÉSIGNATION DES PAYS DE DESTINATION.		VALEURS EXPORTÉES.					DROITS PERÇUS. (*Décime compris.*)
		PRODUITS naturels.	OBJETS manufacturés.	TOTAL.	NUMÉRAIRE.	TOTAL général.	
EUROPE	Russie	2,625,156f	3,012,739f	5,637,895	//	5,637,895f	44,071f
	Suède	509,891	381,008	890,899	//	890,899	6,558
	Norvége	718,347	305,114	1,023,461	//	1,023,461	4,206
	Danemarck	1,165,394	301,832	1,467,226	//	1,467,226	9,400
	Prusse	4,119,885	2,230,424	6,350,309	17,360	6,367,669	35,223
	Villes anséatiques	5,719,879	2,106,817	7,826,696	//	7,826,696	60,619
	Hollande	3,284,491	3,859,830	7,144,321	//	7,144,321	28,688
	Belgique	7,528,002	13,709,813	21,237,815	1,707,200	22,945,015	97,515
	Angleterre (Grande-Bretagne, Royaume-Uni, Gibraltar Malte, Iles-Ioniennes)	32,098,153	35,220,979	67,319,132	12,488,378	79,807,510	328,016
	Portugal (y compris Madère, les Iles du Cap-vert et les Açores.)	150,655	940,793	1,091,448	43,000	1,134,448	7,369
	Espagne (y compris les Canaries)	5,616,880	30,408,907	36,025,787	1,162,200	37,187,987	70,964
	Autriche (y compris le royaume Lombardo-Vénitien)	870,277	2,607,034	3,477,311	11,000	3,488,311	12,247
	Sardaigne (île et continent)	6,249,090	18,011,059	24,260,149	2,432,200	26,692,349	70,001
	Deux-Siciles	915,220	4,493,732	5,408,952	231,000	5,639,952	5,706
	Toscane (Modène, Parme, États-Romains, Lucques)	1,560,510	6,378,276	7,938,786	105,400	8,044,186	13,154
	Suisse	6,946,605	20,594,988	27,541,593	4,207,855	31,749,448	78,395
	Allemagne	3,896,621	25,904,993	29,801,614	4,276,880	34,078,494	46,424
	Grèce affranchie (y compris les îles qu'elle possède dans l'Archipel.)	66,430	233,591	300,021	62,400	362,421	985
	Turquie (y compris les îles de l'Archipel.)	317,757	8,160,699	8,478,456	708,400	9,186,856	9,442
AFRIQUE	Égypte	255,795	1,463,743	1,719,538	35,600	1,755,138	5,981
	Alger	1,821,264	2,989,436	4,810,700	220,800	5,031,500	14,318
	États-Barbaresques	58,442	856,042	914,484	201,200	1,115,684	2,050
	Possessions anglaises (Cap de Bonne-Espérance et île Maurice	705,651	582,733	1,288,384	30,000	1,318,384	7,917
	Autres comptoirs de la Côte-d'Afrique	17,585	50,630	68,215	//	68,215	418
	A reporter	87,217,980	184,805,212	272,023,192	27,640,873	299,964,065	959,067

DÉSIGNATION DES PAYS DE DESTINATION.		VALEURS EXPORTÉES.					DROITS PERÇUS. (*décime compris*).
		PRODUITS naturels.	OBJETS manufacturés.	TOTAL.	NUMÉRAIRE.	TOTAL général.	
Report		87,217,980f	184,805,212f	272,033,192	27,940,873f	399,964,065f	959,667f
ASIE	Indes. Possessions anglaises (y compris la nouvelle Galles du Sud)	981,039	819,522	1,800,561	118,000	1,918,561	11,794
	Indes. Possessions espagnoles	20,946	120,040	140,986	//	140,986	284
	Indes. ——— portugaises	//	1,250	1,250	//	1,250	4
	Indes. ——— hollandaises	28,147	129,586	157,733	//	157,733	396
	Indes. ——— françaises	29,931	63,009	92,940	316,200	409,140	44
	Chine	1,061	29,223	30,284	30,000	60,284	52
	Cochinchine, Philippines et les îles de l'Océanie	2,007	130	2,137	//	2,137	//
AMÉRIQUE	États-Unis	12,355,856	97,824,640	110,180,496	171,200	110,351,696	126,377
	Haïti	317,465	2,395,778	2,713,243	15,600	2,728,843	5,343
	Possessions anglaises (Canada, Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve, Antilles et Guyanne anglaise)	8,558	16,041	24,599	//	24,599	91
	Possessions espagnoles (Cuba, Porto-Rico)	852,275	4,057,328	4,909,603	//	4,909,603	12,254
	——— danoises (Saint-Thomas)	431,732	1,161,343	1,593,075	//	1,593,075	6,347
	——— hollandaises (Saint-Eustache, Curaçao et Guyanne hollandaise)	720	14	734	//	734	11
	——— suédoises (Barthélemy)	3,092	1,468	4,560	//	4,560	63
	Brésil	1,173,204	3,845,081	5,018,285	//	5,018,285	15,237
	Mexique	1,194,228	15,747,133	16,941,361	//	16,941,361	22,496
	Colombie	58,355	441,348	499,703	//	499,003	1,314
	Pérou (Bas-Pérou)	136,685	1,044,920	1,181,605	//	1,181,605	1,660
	Bolivie (Haut-Pérou)	//	//	//	//	//	//
	Chili	259,611	1,512,951	1,772,562	//	1,772,562	2,221
	Rio de la Plata (Montévidéo et Buénos-Ayres)	509,460	2,123,637	2,633,097	//	2,633,097	4,926
COLONIES FRANÇAISES	Guadeloupe	4,744,177	8,073,138	12,817,315	3,400	12,820,715	//
	Martinique	5,380,755	8,268,635	13,649,390	15,600	13,664,990	//
	Bourbon	1,434,902	2,274,717	3,709,619	17,400	3,727,019	//
	Sénégal	400,275	1,128,636	1,528,911	//	1,528,911	//
	Guyanne française (Cayenne)	468,860	1,284,549	1,753,409	//	1,753,409	//
	Saint-Pierre et Miquelon et pêche française	175,776	218,055	393,831	//	393,831	//
DROITS perçus sur diverses marchandises dont les valeurs n'ont pas été constatées		//	//	//	//	//	10,212
TOTAUX		118,187,097	337,387,384	455,574,481	28,628,273	484,202,754	1,180,793

DROITS DE NAVIGATION DE L'EXERCICE 1831.

DÉVELOPPEMENT des Droits perçus.

DÉSIGNATION DES DROITS.		NOMBRE de bâtiments.	TONNAGE total des bâtiments.	QUOTITÉ DU DROIT par tonneau.	QUOTITÉ DU DROIT par bâtiment.	MONTANT DES DROITS, décime compris.	TOTAL par nature DE DROIT.
DROIT de FRANCISATION.	Bâtiments au-dessous de 100 tonneaux.....	681	10,663	0f 09c	.....	(1) 1,065f 41c	2,200f 61c
	——— de 100 tonneaux inclus à 200 exclus.....	22	.....	.....	18f	435 60	
	——— de 200 tonneaux inclus à 300 exclus.....	13	.....	.....	24	343 20	
	——— de 300 tonneaux inclus à 400 exclus.....	7	.....	.....	30	231 00	
	——— de 400 tonneaux inclus à 500 exclus.....	2	.....	.....	36	79 20	
	——— de 500 tonneaux inclus à 600 exclus.....	1	.....	.....	42	46 20	
	TOTAL..... ...	726					

(1) La différence en plus de 9 fr. 78 cent. provient d'un complément de 5 fr. 2 cent. sur une perception de 1830, à la douane de Calais, et de forcement du décime.

		NOMBRE des endossements.	TONNAGE total des bâtiments.	QUOTITÉ DU DROIT pour chaque endossement et par tonneau.	QUOTITÉ DU DROIT par endossement.		
DROIT DE TRANSFERT.	Bâtiments au-dessous de 100 tonneaux.....	1,128	21,395	0f 6c	.....	(2) 1,429 88	3,955 80
	——— de 100 tonneaux et au-dessus.....	382	.....	.....	6f	(3) 2,525 92	
	TOTAL..... ..	1,510					

(2) La différence en plus de 17 fr. 50 cent. résulte de 12 fr. 21 cent. perçus en trop à la douane de Boulogne, et de forcement du décime.

(3) Trop perçu à la douane de Nantes, 6 cent., et à celle de Baïonne, 4 fr. 66 cent.

A reporter..... 6,156 41

DÉSIGNATION DES DROITS.	NOMBRE de BÂTIMENTS.	TONNAGE total des BÂTIMENTS.	QUOTITÉ DU DROIT par tonneau.	MONTANT DES DROITS, décime compris.	TOTAL PAR NATURE du droit.
Report.....	.....	.....	.....	.....	6,156f 41c
DROIT et DEMI-DROIT de TONNAGE des BÂTIMENTS. — français... — au-dessus de 30 tonneaux, venant — d'un port français situé dans la même mer, ou petit cabotage.....	7,821	551,803	0f 22c 1/2	136,582f 07c	
	454	32,501	0. 15 *	5,367. 25	
d'un port français situé dans une autre mer, ou grand cabotage.....	532	68,812	0. 30	(1) 22,761. 07	
	123	20,813	0. 20 *	4,580. 43	
des colonies ou comptoirs français dans les Deux-Indes.....	241	60,212	0. 45	29,809. 24	
	165	41,967	0. 30 *	13,850. 76	
de tout tonnage, venant des ports d'Angleterre ou des possessions de ce royaume en Europe.	1,390	49,480	3. 75	204,113. 51	
	93	3,397	2. 50 *	9,343. 14	
— pour lesquels il n'y a pas de tarification exceptionnelle.....	2,222	199,497	3. 75	822,936. 13	
	303	42,313	2. 50 *	116,361. 95	1,436,358. 57
— étrangers.. — soumis aux mêmes droits que les bâtiments français.....	1	50	0. 22 1/2	12. 38	
	91	5,471	3. 75	22,572. 73	
	209	11,694	2. 50 *	32,161. 42	
— smogleurs de 30 tonneaux et au-dessus.....	763	6,437	1. 25	8,854. 20	
— anglais de 80 tonneaux et audessous, servant à l'expédition des huîtres pour l'étranger (dans les ports de la Manche).....	28	1,193	1. 25	1,641. 53	
— à destination de l'étranger, en relâche forcée..... — sur lest....	11	410	0. 25	113. 00	
— chargés....	30	1,940	0. 50	1,069. 09	
demi-droit de tonnage perçu au port de Fécamp, dont le produit est affecté à l'établissement d'une nouvelle écluse ..... — sur les bâtiments français..	52	3,831	–	357. 84	
— sur les bâtiments étrangers.	25	2,815	–	3,870. 83	
TOTAL.....	14,554	1,104,636			
DROIT SPÉCIAL sur les navires américains et autres (non passible du décime).	31	7,246	5. 00	36,231. 86	180,413. 59
	152	44,734	3. 25 **	(2) 144,181. 73	
TOTAL.....	183	51,980			
A reporter.....					1,622,928. 57

* Simple droit de tonnage perçu dans les ports de Marans, du Hâvre, de Fécamp et de Boulogne, où la perception du demi-droit est suspendue temporairement.

** La réduction du droit de 5 fr. résulte du prélèvement du complément du droit de péage établi au Hâvre.

(1) La différence en plus de 53 fr. 11 cent. provient de 47 fr. 19 cent. de trop perçu à la douane de Granville et de forcement du décime.

(2) La différence en moins résulte d'un prélèvement fait à la douane du Hâvre de la somme de 1,204 f. 31 cent., portée à l'article des taxes locales pour droit de péage sur trois bâtiments américains qui avaient acquitté les droits de navigation dans d'autres ports, ou qui ont été assujettis à un second droit de péage par suite de relâche.

DÉSIGNATION DES DROITS.				NOMBRE de BÂTIMENTS.	QUOTITÉ DU DROIT par bâtiment.	MONTANT DES DROITS décime compris.	TOTAL par nature DE DROIT.
Report.....				.....	.....	.....	1,622,928f 57c
DROIT D'EXPÉDITION pour entrée et sortie des bâtiments.	français..	de 150 tonneaux inclus et au-dessous..	pour entrée et sortie.....	10,054	2f 00c	22,118f 80c	
			pour première sortie (bâtiments nouvellement construits).....	118	1. 00	129. 80	
			pour dernière entrée (bâtiments à dépecer)....	10	1. 00	11. 00	
		de 150 tonneaux exclus à 300 inclus..	pour entrée et sortie.....	643	6. 00	4,243. 80	
			pour première sortie (bâtiments nouvellement construits).....	24	3. 00	79. 20	
			pour dernière entrée (bâtiments à dépecer)....	1	3. 00	3. 30	
		au-dessus de 300 tonneaux.....	pour entrée et sortie.....	134	15. 00	2,211. 00	
			pour première sortie (bâtiments nouvellement construits).....	11	7. 50	90. 75	
			pour dernière entrée (bâtiments à dépecer).....	2	7. 50	16. 50	
	étrangers.	pour lesquels il n'y a pas de tarification exceptionnelle...	de 200 tonneaux et au-dessous..... pour entrée et sortie.....	998	18. 00	19,760. 40	64,666. 80
			de 200 tonneaux et au-dessous..... pour entrée ou pour sortie seulement.....	4	9. 00	39. 60	
			au-dessus de 200 tonneaux..... pour entrée et sortie.....	254	36. 00	10,058. 40	
			au-dessus de 200 tonneaux..... pour entrée ou pour sortie seulement.....	13	18. 00	257. 40	
		assujettis aux mêmes droits que les bâtiments français (*anglais, américains, espagnols, mexicains*).	de 150 tonneaux inclus et au-dessous.. pour entrée et sortie.....	1,474	2. 00	3,242. 80	
			de 150 tonneaux inclus et au-dessous.. pour entrée ou pour sortie seulement.....	3	1. 00	3. 30	
			de 150 tonneaux exclus à 300 inclus.. pour entrée et sortie.....	145	6. 00	957. 00	
			de 150 tonneaux exclus à 300 inclus.. pour entrée ou pour sortie seulement.....	10	3. 00	33. 00	
			au-dessus de 300 tonneaux..... pour entrée et sortie.....	84	15. 00	1,386. 00	
			au-dessus de 300 tonneaux..... pour entrée ou pour sortie seulement.....	3	7. 50	24. 75	
			TOTAL.....	13,985			
			A reporter.....				1,687,595. 37

DÉSIGNATION DES DROITS.			NOMBRE de CONGÉS.	QUOTITÉ DU DROIT par congé.	MONTANT DES DROITS décime compris.	TOTAL PAR NATURE de droit.
Report						1,687,595f 37c
DROIT DE CONGÉ des bâtiments français.	de 30 tonneaux et au-dessus		12,035	6f 00c	79,431f 00c	
	au-dessous de 30 tonneaux	pontés	2,461	3 00	8,121 30	92,786 10
		non pontés	4,758	1 00	5,233 80	
	TOTAL		19,254			

DÉSIGNATION DES DROITS.	NOMBRE de passe-ports.	QUOTITÉ du droit par passe-port.	MONTANT DES DROITS décime compris.	TOTAL PAR NATURE de droit.
DROIT DE PASSE-PORT des bâtiments étrangers	6,907	1f 00c	7,597 70	7,597 70

DÉSIGNATION DES DROITS.			NOMBRE d'actes.	QUOTITÉ du droit par acte.	MONTANT DES DROITS décime compris.	TOTAL PAR NATURE de droit.
DROITS D'ACQUIS, PERMIS ET CERTIFICATS relatifs aux cargaisons des bâtiments.	français		240,802	0f 50c	132,441 45	
	étrangers	pour lesquels il n'y a pas de tarification exceptionnelle	15,597	1 00	17,156 70	162,188 75
		assujettis aux mêmes droits que les bâtiments français	22,892	0 50	12,590 60	
	TOTAL		279,291			

DÉSIGNATION DES DROITS.		MONTANT DES DROITS décime compris.	TOTAL PAR NATURE de droit.
TAXES LOCALES	Taxe perçue à la Rochelle pour l'entretien du bassin à flot	4,168 51	
	Taxe perçue à Honfleur et à Rouen pour l'entretien du magasin de sauvetage à Quillebœuf	5,153 12	
	Droit de péage perçu à Boulogne, pour subvenir à l'amélioration du port	30,655 31	363,137 66
	Droit de péage perçu au Havre pour subvenir à l'achèvement du port	322,954 06	
	Droit de péage perçu à Marans, pour subvenir à l'amélioration de la Sèvre-Niortaise	206 66	
TOTAL des droits de navigation			2,313,305 58

RECETTES ACCESSOIRES DE DOUANES. — Exercice 1831.

Développement par nature de recettes.

DÉSIGNATION DES DROITS.		NOMBRE d'expéditions.	MONTANT DES DROITS perçus.	TOTAL PAR NATURE de droit.
Droit de timbre des expéditions..	à 75c.	176,726	132,544f 50c	281,215f 10c
	à 25	242,524	60,631 00	
	à 5	1,760,664	88,033 20	
	Complément de 40c sur les manifestes à l'entrée	16	6 40	
	Total	2,179,930		

		VALEURS des marchandises.	QUOTITÉ du droit.		
Droit de sortie des colonies françaises sur les marchandises prises sous voile	de Bourbon et du Sénégal	28,232f 50c	2 p. o/o	564 88	1,166 63
	de Martinique et de la Guadeloupe	59,430 00	1 p. o/o	594 30	
	de Cayenne	1,424 00	1/2 p. o/o	7 45	
	Total	89,086 50			
Décime par franc revenant au trésor sur les amendes, doubles droits et transactions				5,874 18	5,874 18
Indemnités reçues des fabricants de soude pour subvenir aux frais d'exercice des fabriques				44,625 00	44,625 00
Recettes accidentelles				45,491 30	45,491 30
Total des droits accessoires					378,372 21

TAXE DE CONSOMMATION DES SELS. — Exercice 1831.

		QUANTITÉS LIVRÉES à la consommation. (Poids net).	QUOTITÉ DU DROIT par 100 kilog. (1)	MONTANT de LA TAXE sans décime.	TOTAL.
		kil.			
Perceptions effectuées dans les bureaux des douanes	du continent	186,015,938	30f 00c	55,804,797f 15c	55,876,699f 16c
	de l'île de Corse	958,692	7 50	71,902 01	
	Total	186,974,630			

(1) Déduction faite de la remise de 5 p. o/o accordée pour tout déchet, par l'article 22 du décret du 11 juin 1806.

DOUANES ET SELS DE L'EXERCICE 1831.

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE des Droits recouvrés.

DÉSIGNATION DES DROITS.			VALEURS ET QUANTITÉS.	MONTANT des DROITS PERÇUS.	TOTAL PAR NATURE de droit.
DROITS DE DOUANES.	A l'importation	Matières nécessaires à l'industrie	229,797,889f	30,850,630f 40c	
		Objets de consommation — Naturels	120,245,270	56,637,033. 30	
		Objets de consommation — Fabriqués	24,145,380	4,260,102. 28	
		Droits perçus sur des marchandises dont les valeurs n'ont pas été comprises dans le tableau général du commerce	.....	46,620. 00	
		TOTAL des valeurs et des droits — en marchandises	374,188,539	91,794,385. 98	91,823,480f 98c
		TOTAL des valeurs et des droits — en numéraire	220,685,405	29,095. 00	
		TOTAUX	594,873,944	91,823,480. 98	
	A l'exportation	Produits naturels	118,187,097	849,892. 20	
		Objets manufacturés	337,387,394	310,726. 19	
		Droits perçus sur des marchandises dont les valeurs n'ont pas été comprises dans le tableau général du commerce	.....	10,212. 00	
		TOTAL des valeurs et des droits — en marchandises	455,574,481	1,170,830. 39	1,180,793. 39
		TOTAL des valeurs et des droits — en numéraire	28,628,273	9,963. 00	
		TOTAUX	484,202,754	1,180,793. 39	
	au transit		.....	93,721. 79	93,721. 79
	autres droits de douanes		.....	141,477. 43	141,477. 43
	TOTAL des droits de douanes		.....	.....	93,239,473. 59
DROITS de NAVIGATION.			Bâtiments.		
	Droit de francisation des bâtiments		726	2,200. 61	
	Droit de transfert des navires. (1510 endossements)		"	3,955. 80	
	Droit et demi-droit de tonnage des bâtiments		14,554	1,436,358. 57	
	Droit spécial sur les navires américains et autres		183	180,413. 59	
	Droit d'expédition pour entrée et sortie des navires		13,985	64,666. 80	
	TOTAL		29,448		2,313,305. 58
			Congés et actes.		
	Droits de congé et de passeport des bâtiments		26,161	100,383. 80	
	Droits d'acquits, permis et certificats relatifs aux cargaisons des navires		279,291	162,188. 75	
	Taxes locales pour l'entretien de certains ports et magasins de sauvetage		"	363,137. 66	
RECETTES ACCESSOIRES.			Expéditions.		
	Droit de timbre des expéditions		2,179,930	281,215. 10	
			Valeurs.		
	Droit de sortie des colonies françaises sur les marchandises prises sous voile		89,086f 50c	1,166. 63	378,372. 21
	Recettes accidentelles		"	95,990. 48	
TAXE DE CONSOMMATION DES SELS			Quantités.		95,931,151. 38
			186,974,630 kil.	55,876,699. 16	55,876,699. 16
TOTAL GÉNÉRAL					151,807,850. 54

DOUANES ET SELS DE L'EXERCICE 1832.

DÉVELOPPEMENT des Recouvrements effectués pendant l'année 1832.

DIRECTIONS et BUREAUX PRINCIPAUX.		DROITS DE DOUANES					DROITS DE NAVIGATION								RECETTES ACCESSOIRES.			TOTAL des DROITS de douanes, de navigation, et des recettes accessoires.	TAXE de consommation des sels.	TOTAL GÉNÉRAL des recettes.	BUREAUX PRINCIPAUX.
		À L'IMPORTATION.	À L'EXPORTATION.	AU TRANSIT.	sur les marchandises réexportées d'entrepôts ou revenant de l'étranger.	QUART et trois quarts des consignations faites en garantie de la réexportation des voitures de voyageurs.	FRANCISATION et transfert de propriété des navires.	À L'ENTRÉE DES NAVIRES. Droit et demi-droit de tonnage perçus à l'entrée des navires français et étrangers.	À L'ENTRÉE DES NAVIRES. Droit spécial sur les navires américains et mexicains.	À LA SORTIE. Congé des bâtiments français.	DES NAVIRES. Passe-ports des bâtiments étrangers.	Expédition pour entrée et sortie des navires.	Acquits, permis et certificats relatifs aux cargaisons des navires.	TAXES locales pour l'entretien de certains ports et magasins de sauvetage.	DROIT de timbre.	DROITS de sortie qui étaient dus aux colonies françaises, perçus par supplément et droit de magasinage.	DÉCIME par franc sur les amendes et doubles-droits, indemnités reçues des fabricants de soudes, et recettes accidentelles.				
BAÏONNE	Bedous	185,904	5,862	148	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,400	132	25	193,473	59	193,532	Bedous.
	Saint-Jean-Pied-de-Port.	71,925	1,979	279	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,972	75	121	76,353	3,700	80,054	Saint-Jean-Pied-de-Port.
	Baïonne	325,622	25,197	7,106	2,371	//	96	10,379	//	1,452	211	811	4,545	//	4,699	289	1,837	384,621	569,789	954,410	Baïonne.
BORDEAUX	La Teste	//	//	//	//	//	16	19	//	134	//	4	147	//	324	//	10	655	83,586	84,242	La Teste.
	Pauillac	280	50	//	//	//	9	53	//	72	//	8	116	//	654	//	100	1,346	47,981	49,328	Pauillac.
	Bordeaux	9,542,000	224,457	1,007	6,754	395	866	181,187	12,315	10,992	540	11,239	37,855	95,263	14,380	141	1,139	10,140,538	3,011,854	13,152,392	Bordeaux.
	Libourne	940	830	//	//	//	22	1,274	//	1,489	//	182	1,463	//	1,581	//	//	7,785	1,443,907	1,451,693	Libourne.
	Blaye	25,749	223	//	//	//	16	2,780	//	401	7	137	215	//	603	//	10	30,138	53,478	83,616	Blaye.
LA ROCHELLE	La Tremblade	216	2	//	//	//	8	604	//	607	1	66	612	//	765	//	20	2,994	134,133	137,127	La Tremblade.
	Marennes	1,568	572	//	//	//	6	478	//	1,826	42	41	1,029	//	1,075	//	56	6,698	110,951	117,649	Marennes.
	Château-d'Oleron	118	162	//	//	//	//	776	//	1,038	11	70	1,713	//	713	//	//	4,604	652	5,256	Château-d'Oleron.
	Rochefort	43,356	26	//	//	//	9	19,934	//	356	30	822	1,097	//	657	5.	//	66,296	192,658	258,955	Rochefort.
	Charente	46,536	39,651	//	//	//	40	17,574	//	1,382	46	222	1,412	//	980	//	11	107,857	2,339,446	2,447,304	Charente.
	La Rochelle	134,287	6,736	//	1	//	24	42,219	5,631	1,736	67	1,719	4,083	5,780	3,345	//	3	205,496	510,513	716,009	La Rochelle.
	Saint-Martin	4,544	1,049	//	//	//	11	8,932	//	1,846	22	479	2,896	//	1,749	//	3	21,535	8,560	30,096	Saint-Martin.
	Marans	//	220	//	//	//	18	364	//	605	//	61	719	182	333	//	//	2,505	481,553	484,058	Marans.
	Luçon	59	//	//	//	//	//	195	//	488	//	28	923	//	775	//	//	2,471	39,373	41,844	Luçon.
	Les Sables-d'Olonne	64	//	//	//	//	6	828	//	386	//	85	501	//	1,295	//	//	3,168	670,576	673,744	Les Sables-d'Olonne.
	Saint-Gilles	106	1	//	//	//	9	1,118	//	280	1	77	264	//	725	//	10	2,594	106,317	108,911	Saint-Gilles.
NANTES	Noirmoutier	17	151	//	//	//	6	75	//	349	8	50	1,925	//	378	//	//	2,964	1,964	4,928	Noirmoutier.
	Bourgneuf	//	2	//	//	//	15	106	//	394	//	19	2,088	//	1,444	//	38	4,111	159,779	163,890	Bourgneuf.
	Paimbœuf	6,466	493	//	//	//	12	21,240	2,261	173	29	704	520	//	691	9	1	32,604	219	32,824	Paimbœuf.
	Nantes	8,121,556	19,931	505	1,107	//	576	83,650	//	5,614	103	4,500	12,876	//	8,991	37	114	8,259,464	4,287,442	12,546,907	Nantes.
	Guérande	3,458	859	//	//	//	21	1,873	//	1,136	69	171	1,981	//	5,121	//	2	14,696	1,186,512	1,201,208	Guérande.
LORIENT	Redon	118,670	260	//	//	//	23	4,337	//	644	5	310	1,234	//	539	//	5	126,031	37,183	163,214	Redon.
	Vannes	389	36	//	//	//	63	1,003	//	339	4	50	1,190	//	2,818	//	//	5,896	966,001	971,897	Vannes.
	Lorient	49,590	140	//	//	//	137	18,110	//	1,613	31	936	4,144	//	2,299	3	9	77,017	109,558	186,576	Lorient.
BREST	Quimper	9,069	16	//	//	//	31	6,808	//	1,963	14	437	3,033	//	2,364	//	72	23,810	375,865	399,676	Quimper.
	Brest	97,572	335	//	12	//	50	32,628	//	1,547	29	1,625	3,781	//	2,376	98	71	140,129	616,275	756,405	Brest.
	Roscoff	15,861	462	//	38	//	5	8,230	//	542	83	316	1,057	//	733	//	//	27,350	96,576	123,927	Roscoff.
	Morlaix	77,085	438	//	28	//	47	13,312	1,410	1,252	47	739	2,336	//	1,173	//	//	97,891	437,035	534,926	Morlaix.
SAINT-MALO	Tréguier	7,302	169	//	//	46	40	4,816	//	687	8	312	1,165	//	640	//	//	15,188	279,123	294,312	Tréguier.
	Le Légué	199,316	965	//	2	//	66	12,475	//	794	45	684	1,219	//	1,324	//	5	216,899	392,782	609,681	Le Légué.
	Saint-Malo	274,559	14,562	//	50	410	17	34,754	//	2,227	97	1,351	4,065	//	2,750	84	18	335,134	671,758	1,006,893	Saint-Malo.
CHERBOURG	Avranches	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,000	//	29	1,029	298,324	299,354	Avranches.
	Granville	83,941	11,717	//	25	158	68	23,356	//	1,091	136	1,036	1,657	//	2,529	//	324	126,044	665,813	791,857	Granville.
	Cherbourg	116,791	25,262	//	286	25	109	55,959	//	1,830	412	1,951	3,281	//	2,595	//	686	209,212	440,542	649,754	Cherbourg.
	Caen	472,084	9,873	//	1	//	116	41,502	//	2,953	85	2,107	3,957	//	2,319	//	5,484	540,486	1,675,963	2,216,450	Caen.

DIRECTIONS et BUREAUX PRINCIPAUX.		DROITS DE DOUANES					DROITS DE NAVIGATION								RECETTES ACCESSOIRES.			TOTAL des DROITS de douanes, de navigation, et des recettes accessoires.	TAXE de consommation des sels.	TOTAL GÉNÉRAL des recettes.	BUREAUX PRINCIPAUX.
		À L'IMPORTATION.	À L'EXPORTATION.	AU TRANSIT.	sur les marchandises réexportées d'entrepôts ou revenant de l'étranger.	QUART et trois quarts des consignations faites en garantie de la réexportation des voitures de voyageurs.	FRANCISATION et transfert de propriété des navires.	À L'ENTRÉE DES NAVIRES. Droit et demi-droit de tonnage perçus à l'entrée des navires français et étrangers.	À L'ENTRÉE DES NAVIRES. Droit spécial sur les navires américains et mexicains.	À LA SORTIE DES NAVIRES. Congé des bâtimens français.	Passe-ports des bâtimens étrangers.	EXPÉDITION pour entrée et sortie des navires.	Acquits, permis et certificats relatifs aux cargaisons des navires.	TAXES locales pour l'entretien de certains ports et magasins de sauvetage.	DROIT de timbre.	DROITS de sortie qui étaient dus aux colonies françaises, perçus par supplément, et droit de magasinage.	DÉCIME par franc sur les amendes et doubles-droits, indemnités reçues des fabricants de soudes, et recettes accidentelles.				
ROUEN	Honfleur	553,170	41,128	//	9,908	25	135	50,477	//	479	160	1,485	1,107	17	2,409	7	7	660,518	256,073	916,591	Honfleur.
	Rouen	5,028,676	47,465	74	20	//	262	78,193	//	2,275	266	5,330	7,893	7,439	5,199	104	3,054	5,186,237	2,355,371	7,541,609	Rouen.
	Le Havre	25,532,848	56,329	8,328	3,884	7,086	670	239,969	231,556	6,450	828	15,730	21,154	496,210	14,204	2,148	2,592	26,639.994	307,540	26,947,535	Le Havre.
ABBEVILLE	Dieppe	269,783	5,947	//	30	8,207	133	62,284	//	3,424	169	2,449	2,055	//	2,997	45	220	357,750	347,813	705,563	Dieppe.
	S.-Valery-s.-Somme	162,799	20	//	1	//	22	10,348	1,052	312	19	719	746	//	624	21	//	176,688	655,941	832,630	Saint-Valery-sur-Somme.
	Abbeville	//	298	//	//	//	12	360	//	94	//	59	337	//	337	//	//	1,499	796,148	797,647	Abbeville.
BOULOGNE	Boulogne	194,550	2,754	4	54	4,958	63	31,536	//	822	455	1,807	2,369	31,578	1,700	56	52	272,764	183,995	456,760	Boulogne.
	Calais	1,363,065	54,751	1,059	339	41,274	27	159,356	//	685	888	3,869	8,454	//	3,401	718	297	1,638,190	269,216	1,907,407	Calais.
DUNKERQUE	Dunkerque	4,618,593	41,147	22	8,122	250	127	176,603	2,333	5,136	586	7,782	8,737	//	7,020	//	231	4,876,917	2,948,951	7,825,869	Dunkerque.
	Cassel	12,740	235	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	790	//	11	13,777	//	13,777	Cassel.
	Hazebrouck	55	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,625	//	4	1,685	//	1,685	Hazebrouck.
	Armentières	167,341	12,455	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	3,957	//	6	183,760	//	183,760	Armentières.
	Halluin	1,141,998	14,921	//	//	250	//	//	//	//	//	//	//	//	5,384	//	100	1,162,654	//	1,162,654	Halluin.
	Lille	1,723,570	18,188	1,279	4	//	//	//	//	//	//	//	//	//	10,007	56	3,188	1,756.295	//	1,756.295	Lille.
	Baisieux	208,090	6,072	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	5,796	//	615	220,575	//	220,575	Baisieux.
VALENCIENNES	Condé	1,503,411	6,021	9	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	3,974	2	262	1,513,681	49	1,513,730	Condé.
	Valenciennes	47,733	11,695	26	5	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2,672	28	291	62,453	//	62,453	Valenciennes.
	Blanc-Misseron	308,161	2,342	268	//	233	//	//	//	//	//	//	//	//	3,150	54	229	314,440	//	314,440	Blanc-Misseron.
	Landrecies	17	762	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	677	//	99	1,556	//	1,556	Landrecies.
	Maubeuge	133,555	10,841	//	//	41	//	//	//	//	//	//	//	//	3,235	//	92	147,766	//	147,766	Maubeuge.
	Avesnes	272,954	2,260	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	4,263	//	129	279,607	26	279,634	Avesnes.
CHARLEVILLE	Aubenton	7,634	1,126	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,542	//	79	10,382	83	10,466	Aubenton.
	Rocroy	49,387	4,396	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,315	63	98	55,261	93	55,354	Rocroy.
	Givet	103,660	16,530	36	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,119	//	31	121,379	86	121,466	Givet.
	Charleville	11,275	4,937	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	3,722	//	48	19,982	1	19,984	Charleville.
	Sedan	132,997	1,654	105	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	5,877	//	283	140,519	11	140,930	Sedan.
THIONVILLE	Montmédy	21,519	1,040	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,863	//	71	24,496	32	24,528	Montmédy.
	Longwy	52,987	2,044	354	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,610	//	44	57,041	33	57,074	Longwy.
	Thionville	65,188	41,416	2	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,552	//	257	108,418	331	108,749	Thionville.
	Sierck	972,543	990	1,000	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2,929	//	155	977,618	12	977,630	Sierck.
	Bouzonville	80,511	2,937	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,152	//	68	84,670	103	84,773	Bouzonville.
	Boulay	//	2,670	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	183	//	//	2,853	//	2,853	Boulay.
	Forbach	542,884	1,152	213	//	662	//	//	//	//	//	//	//	//	2,597	161	72	547,743	106	547,849	Forbach.
	Sarguemines	129,807	4,178	144	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2,224	//	76	136,432	71	136,503	Sarguemines.
	Bitche	16,880	304	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,222	//	37	18,453	341	18,794	Bitche.
STRASBOURG	Schelestadt	29,885	376	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	525	//	13	30,800	16	30,817	Schelestadt.
	Strasbourg	1,741,178	32,377	1,171	41	6,176	//	//	//	//	//	//	//	//	9,411	145	167	1,790,670	666	1,791,337	Strasbourg.
	Wissembourg	404,431	3,109	413	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	4,174	//	68	412,196	4,183	416,380	Wissembourg.
	Colmar	67,847	1,233	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,299	//	112	70,493	25	70,519	Colmar.
	Saint-Louis	661,522	26,283	1,394	25	400	//	//	//	//	//	//	//	//	7,316	57	661	697,661	3,225	700,886	Saint-Louis.
	Belfort	23,066	6,176	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,506	//	1,479	32,228	1,798	34,026	Belfort.

DIRECTIONS et BUREAUX PRINCIPAUX.		DROITS DE DOUANES.					DROITS DE NAVIGATION.								RECETTES ACCESSOIRES			TOTAL des DROITS de douanes, de navigation et des recettes accessoires.	TAXE de consommation des sels.	TOTAL GÉNÉRAL des recettes.	BUREAUX PRINCIPAUX.
		À L'IMPORTATION.	À L'EXPORTATION.	AU TRANSIT.	sur les marchandises réexportées d'entrepôts ou revenant de l'étranger.	QUART et trois quarts des consignations faites en garantie de la réexportation des voitures de voyageurs.	FRANCISATION et transfert de propriété des navires.	À L'ENTRÉE DES NAVIRES. Droit et demi-droit de tonnage perçus à l'entrée des navires français et étrangers.	À L'ENTRÉE DES NAVIRES. Droit spécial sur les navires américains et mexicains.	À LA SORTIE DES NAVIRES. Congés des bâtimens français.	À LA SORTIE DES NAVIRES. Passe-ports des bâtiments étrangers.	EXPÉDITION pour entrée et sortie des navires.	Acquits, permis et certificats relatifs aux cargaisons des navires.	TAXES locales pour l'entretien de certains ports et magasins de sauvetage.	DROIT de timbre.	DROITS de sortie qui étaient dus aux colonies françaises, perçus pour supplément et droit de magasinage.	DÉCIME par franc sur les amendes et doubles-droits, indemnités reçues des fabricants de soudes et recettes accidentelles.				
Besançon	Montbéliard	15,480	2,388	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,345	//	172	19,387	835	20,223	Montbéliard.
	Morteau	14,237	7,904	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	769	//	244	23,156	216	23,373	Morteau.
	Pontarlier	96,595	13,821	147	23	769	//	//	//	//	//	//	//	//	1,984	//	202	113,544	256	113,800	Pontarlier.
	Les Rousses	30,232	6,550	136	//	152	//	//	//	//	//	//	//	//	2,535	//	361	39,969	21	39,990	Les Rousses.
Belley	Nantua	90,964	24,487	97	4	588	//	//	//	//	//	//	//	//	2,491	3	181	118,818	14	118,833	Nantua.
	Seyssel	5,507	2,525	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	770	//	33	8,837	//	8,837	Seyssel.
	Belley	93,291	627	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	665	//	22	94,607	//	94,607	Belley.
	La Tour-du-Pin	//	8,260	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	466	//	//	8,726	//	8,726	La Tour-du-Pin.
	Pont-de-Beauvoisin	188,527	6,710	288	//	86	//	//	//	//	//	//	//	//	2,765	108	8	198,495	//	198,495	Pont-de-Beauvoisin.
Lyon	Lyon	1,486,634	19,233	2,174	30	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2,844	//	3,823	1,514,740	6,227,360	7,742,100	Lyon.
Grenoble	Pontcharra	9,122	667	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	904	//	3	10,697	//	10,697	Pontcharra.
	Chapareillan	48,172	5,935	7	//	15	//	//	//	//	//	//	//	//	1,030	//	9	55,170	//	55,170	Chapareillan.
	Bourg-d'Oisans	3,726	74	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	737	//	3	4,542	//	4,542	Bourg-d'Oisans.
	Briançon	35,540	4,963	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,204	//	19	41,727	//	41,727	Briançon.
Digne	Barcelonnette	11,772	1,559	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	890	//	40	14,262	11	14,274	Barcelonnette.
	Entrevaux	12,375	1,131	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	838	//	53	14,399	//	14,399	Entrevaux.
	S.t-Laurent-du-Var	95,830	4,234	//	//	125	//	//	//	//	//	//	12	//	2,921	//	81	103,205	6	103,212	Saint-Laurent-du-Var.
	Cannes	220,108	4,420	//	7	//	15	8,429	//	1,083	106	979	1,669	//	1,889	//	3	238,713	149,229	387,943	Cannes.
Toulon	Saint-Raphaël	22,360	1,787	//	//	//	29	6,063	//	513	228	919	1,014	//	1,209	//	//	34,146	34,547	68,693	Saint-Raphaël.
	Les Salins d'Hyères	20	1,894	//	//	//	//	3,379	//	316	227	475	618	//	816	//	3,000	10,750	335,366	346,116	Les Salins d'Hyères.
	Toulon	510,862	13,043	//	115	//	150	40,986	735	3,417	231	3,275	3,222	//	2,793	//	1,587	580,420	34,033	614,454	Toulon.
Marseille	La Ciotat	12,967	36	//	//	//	13	1,043	//	138	53	142	521	//	312	//	//	15,230	3,203	18,433	La Ciotat.
	Marseille	27,493,186	215,722	8,412	51,757	512	752	1,909	//	16,317	2,104	59	2	//	31,122	80	26,012	27,847,952	1,098,231	28,946,184	Marseille.
	Les Martigues	17,161	691	//	//	//	86	2,735	//	781	69	438	1,044	//	1,374	//	30	24,413	841,865	866,278	Les Martigues.
	Arles	136,466	1,001	//	//	//	115	10,006	//	3,065	3	1,309	2,213	//	1,265	//	//	155,385	799,420	954,806	Arles.
Montpellier	Aigues-mortes	124,181	//	//	//	//	//	2,027	//	651	11	360	637	//	941	//	19	128,829	2,804,239	2,933,069	Aigues-mortes.
	Cette	452,003	58,940	124	553	//	38	66,056	2,687	2,566	320	3,385	5,011	//	3,246	//	30	594,959	1,121,945	1,716,904	Cette.
	Agde	234,569	1,558	407	//	//	61	8,298	//	1,335	53	839	1,403	//	1,499	//	//	250,017	453,898	703,915	Agde.
Perpignan	Narbonne	123,190	681	//	//	//	55	1,031	//	779	42	181	872	//	1,769	//	8	128,613	2,054,190	2,182,803	Narbonne.
	Perpignan	81,414	1,771	//	//	//	3	1,887	//	643	195	279	842	//	1,592	317	52	88,999	144,989	233,989	Perpignan.
	Céret	133,973	1,532	418	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,238	//	95	137,258	116	137,375	Céret.
	Bourg-Madame	36,929	4,550	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2,026	//	35	43,541	31	43,572	Bourg-Madame.
Saint-Gaudens	Tarascon	2,615	2,102	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	769	//	8	5,496	//	5,496	Tarascon.
	Saint-Girons	3,790	1,079	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	631	4	4	5,510	//	5,510	Saint-Girons.
	Bagnères	29,248	7,623	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	759	235	5	37,871	13	37,885	Bagnères.
	Argelez	235	2,222	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	125	//	1	2,585	19	2,604	Argelez.
Entrepôts des Sels.	Toulouse	363,654	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	253	//	15	363,923	1,543,335	1,907,258	Toulouse.
	Orléans	2	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	275	//	//	277	2,886,091	2,886,369	Orléans.
Paris	Douanes	164,455	98,013	//	61	//	//	//	//	//	//	//	//	//	3,387	87	5,865	271,871	//	271,871	Paris. Douanes.
	Sels	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	421	//	10,500	10,921	2,570,062	2,580,984	Paris. Sels.
Bastia	Bastia	77,171	4,769	//	6	//	25	10,407	//	1,074	143	1,689	2,716	//	1,582	51	120	99,757	59,957	159,715	Bastia.
	Ile-Rousse	14,307	270	//	//	//	7	1,934	//	270	14	324	531	//	289	//	4	17,954	16,449	34,403	Ile-Rousse.
	Ajaccio	9,756	3,466	//	//	//	8	13,379	//	497	86	1,416	1,129	//	651	//	//	30,335	37,814	68,150	Ajaccio.
TOTAUX		100,897,987	1,421,476	37,171	85,582	72,881	5,528	1,641,680	259,984	103,519	9,463	88,687	187,432	636,472	304,138	5,440	78,193	105,835,651	53,857,945	159,963,597	

DÉVELOPPEMENTS

SUR

LES BOISSONS, TABACS ET POUDRES.

EXERCICES 1831 ET 1832.

TABLEAU DE DÉVELOPPEMENT

Des Droits constatés ou perçus en matière de Contributions indirectes pendant l'Exercice 1831.

Les Comptes des préposés à la perception des contributions indirectes ne présentent que d'une manière sommaire le produit des droits établis sur chaque espèce d'objet ou de consommation; mais on a publié, à l'appui des résultats définitifs de chaque exercice, le détail et les quantités des diverses matières imposées, en suivant les divisions portées dans les tarifs.

Les éléments que renferme l'état ci-joint, pour l'exercice 1831, ont été puisés dans des relevés qui sont formés par les agents préposés à l'assiette des droits et remis à la Cour avec les comptes rendus par les receveurs. Ces éléments font connaître la consistance de la matière imposable, et peuvent servir à faire apporter aux tarifs les modifications qui seraient reconnues nécessaires dans l'intérêt de l'État et des contribuables. Ils offrent encore des renseignements utiles sur l'accroissement ou la décroissance des consommations, et sur le mouvement de quelques industries dont l'exploitation est soumise à l'impôt indirect.

Les résultats qui ont été recueillis sur ces divers objets se divisent en trois parties principales :

La première partie comprend les droits *sur les boissons.*

La deuxième partie réunit, sous le titre de *droits divers*, la perception de plusieurs taxes indirectes.

La troisième partie fait connaître le produit de la vente des *tabacs* et de celle des *poudres.*

Le *décime pour franc* auquel la plupart des droits sont assujettis, par les lois des 28 avril 1816 et 25 mars 1817, a été ajouté au montant des droits constatés.

Le tableau est terminé par une récapitulation générale qui présente pour résultat une somme égale aux produits dont la perception a été opérée pendant l'exercice 1831, conformément aux tarifs des contributions indirectes. Les autres produits qui sont compris dans le tableau de la page 48 parmi les *droits divers* et les *recouvrements d'avances,* sont perçus par des procédés différents qui ne résultent pas d'une application analogue de taxes; et, comme ils ne comportent point les mêmes détails, l'on s'est borné à les comprendre sommairement dans la récapitulation placée à la fin du présent état.

On va analyser ces résultats dans l'ordre où le développement les présente, en faisant ressortir l'augmentation ou la diminution des produits de 1831, comparativement à ceux de l'année précédente. . . . . .

Droits sur les Vins, Cidres, Poirés, Hydromels, Alcools et autres spiritueux.

L'interruption que le service a continué d'éprouver pendant l'année 1831, dans les départements où il avait déjà été interrompu, en 1830, a exigé une application nouvelle des dispositions de la loi du 17 octobre de cette dernière année, d'après lesquelles les droits non perçus durant la suspension du service, doivent rester à la charge des communes qui sont tenues d'en payer le montant selon *le mode d'abonnement déterminé par l'article 73 de la loi du 28 avril 1816*, ou au moyen d'un *vote spécial et immédiat de centimes additionnels aux contributions foncière, personnelle et mobilière.*

Pendant l'année 1831 quelques villes et communes ont encore été autorisées à se libérer des droits liquidés à leur charge par des obligations ou annuités payables à des époques fixes.

On voit par les états qui sont annexés au tableau de développement (page 654);

1° Que le montant net des droits non perçus en 1831 pour cause d'interruption de service et de ceux qui ont été liquidés antérieurement s'élevaient à 1,844,510 fr. 89 c.;

2° Que le total des rôles émis par addition aux contributions directes en paiement de ces droits, était de 672,247 fr. 46 cent.;

3° Et que les obligations souscrites pendant l'année 1831 et antérieurement montent ensemble à la somme de 910,719 fr. 27 cent,

Le tableau de développement fait connaître, eu outre, que la quantité de vins, cidres, &c., qui a été frappée par les droits, s'élève, SAVOIR :

Pour le droit de circulation à.....	3,776,958 hect.		
Pour le droit de détail et de consommation à.	5,029,036		
Pour la taxe unique perçue aux entrées de Paris à.....	801,225	(*Pag.* 641)	13,983,461 hect.
Et pour le droit d'entrée et la taxe en remplacement du droit d'entrée, de détail et de circulation dont la perception a lieu dans les autres villes du royaume, à....	4,376,242		

Mais pour établir exactement les consommations sur lesquelles ont porté les droits du Trésor, il convient de faire subir à ce résultat les modifications suivantes :

1° Il y a lieu d'une part de retrancher la quantité d'après laquelle a été constatée la perception du droit d'entrée et qui figure déjà parmi les matières soumises, soit au droit de circulation, soit à celui de détail et de consommation, ci..... 3,932,920

Ce qui le réduit à..... 10,050,541

2° En second lieu on doit ajouter la quantité qui correspond aux droits compris dans le tableau de développement, *sans énonciation de matières*, et qui résulte des abonnements consentis avec

A reporter..... 10,050,541

Report..... 10,050,541 hect.

les débitants, les communes et les corporations, ainsi que des droits mis à la charge des communes par suite d'interruption de service, ci, par évaluation..... 2,327,423

On trouve alors que les consommations réelles qui ont été atteintes par les droits constatés, en 1831, sont de..... 12,377,964

Le même tableau, publié dans le Compte de 1831, offre, pour l'année 1830, une consommation de..... 15,432,500 (1)

Il y a donc eu, en 1831, une diminution de..... 3,054,536 hect.

Cet affaiblissement dans la consommation, la réduction apportée aux tarifs par la loi du 12 décembre 1830, et la suppression du droit d'entrée dans les communes d'une population de 1500 à 4000 ames, expliquent la diminution de 34,968,675 fr. que les droits ont éprouvée, laquelle eût été plus considérable, si la valeur vénale des boissons, d'après laquelle le droit de détail est perçu, n'avait pas été plus élevée en 1831 qu'en 1830; cette diminution porte sur les droits et natures de liquides indiqués ci-après :

		DIMINUTION.
Droit de circulation	Vins	3,599,181f
	Cidres, poirés, &c.	224,780
Droit de 15 centimes par expédition		104,110
Droit de détail et de consommation	Vins	23,239,897
	Cidres, poirés, &c.	1,655,605
	Alcool	4,163,579
Taxe unique établie à Paris	Vins	2,486,338
	Cidres, poirés, &c.	7,139
	Alcool	817,642
Droit d'entrée	Vins	4,281,504
	Cidres, poirés, &c.	541,388
	Alcool	218,374
Décime		3,629,475
		34,864,902

(1) Quantité portée dans le tableau de développement de 1830..... 14,615,156 hect.

A ajouter; la quantité correspondante aux droits compris dans ce tableau *sans énonciation de matières*..... 817,344

TOTAL..... 15,432,500

Droit sur les Bières.

Le droit perçu à la *fabrication des bières* a porté, en 1831, sur une quantité (*page* 644) de..... 3,034,168 hect.

Les quantités frappées du droit se sont élevées, d'après le Compte de 1830, à..... 2,980,622

d'où il est résulté une augmentation sur les quantités de..... 53,546

Le produit du droit, en 1831, a été inférieur de 1,579,732 francs au produit de 1830; cette diminution a été la suite naturelle de la réduction qui a été apportée dans le tarif des droits à percevoir par la loi du 12 décembre 1830.

Droit de licence.

1e Partie. DROITS DIVERS

Les licences applicables à la vente des *boissons*, celles qui sont délivrées aux entrepreneurs de *voitures publiques, à service régulier*, aux fabricants de *cartes*, etc., présentent, tant sur le nombre de licences que sur le produit des droits, les résultats suivants :

	LICENCES.	PRODUIT.
Débitants de boissons, marchands en gros, &c.....	272,693	2,862,260f
Entrepreneurs de voitures publiques.....	5,272	21,934
Fabricants de cartes, &c.....	153	8,382
TOTAUX.....	278,118	2,892,576
Le tableau de 1830 présentait, en résultat, sur ces trois natures de licences.....	309,262	3,194,201
DIMINUTION EN 1831.....	31,144	301,625

Cette diminution, qui porte principalement sur les licences accordées *pour la vente des boissons*, provient de ce qu'il y a eu, en définitive, pendant l'année 1831, un moins grand nombre de débits qu'en 1830, par suite de la réduction survenue dans la consommation, et dont on a fait ressortir les résultats à l'article des boissons.

Droits sur les Voitures publiques.

Le droit sur les voitures publiques se divise en trois parties :

La première comprend les voitures qui sont assujetties à un *service régulier ou extraordinaire*, et qui sont imposées en raison *du prix des places* qu'elles contiennent et *du prix des marchandises* qu'elles transportent. Le prix des places ou des transports sur lequel a été assis le droit pendant l'année 1831, a été de 37,455,249 francs; il

s'était élevé en 1830, à 39,372,257 francs; d'où il résulte que le capital sur lequel a été assis l'impôt, en 1831, a subi sur celui de 1830 une diminution de 1,917,008 fr.

La seconde partie ne diffère de la première que parce que le droit est perçu *par abonnement*, au lieu d'être constaté *par les exercices;* la somme reçue en 1831 a présenté aussi, comparativement à celle de 1830, une diminution de 12,529 francs.

La troisième partie fait connaître les droits qui sont établis sur les voitures destinées *à un service irrégulier*, et qui sont perçus *d'après le nombre de roues et celui des places*. Le nombre des voitures qui ont été mises en mouvement pendant l'année 1831 est de 6,962; il avait été en 1830 de 7,846. Il y a donc eu, pareillement en 1831, une diminution de 884 sur le nombre des voitures à service irrégulier.

Les voitures publiques de toute espèce sont en outre revêtues d'une estampille dont le prix est fixé à 2 francs. Le nombre de celles qui ont été soumises à cette formalité en 1831 est de 2,729; il avait été en 1830 de 3,453; il s'ensuit qu'en 1831, il a été mis en circulation 724 voitures de moins qu'en 1830.

Le total des droits qui ont été perçus, comparé à celui de 1830, présente une diminution de 295,100 francs, qui s'explique par le ralentissement que les communications et les rapports intérieurs du commerce ont continué d'éprouver pendant l'année 1831.

Droit sur les Cartes.

Le *droit sur les cartes* à jouer, rapproché du produit de 1830, offre une diminution de 46,585 fr., laquelle correspond à celle qui se fait remarquer dans la quantité de cartes consommées dont il n'a été employé, en 1831 que 2,801,105 jeux, au lieu de 3,172,962 que présentait la consommation de 1830. La différence s'applique tant aux cartes vendues dans l'intérieur de la France qu'à celles livrées pour l'exportation qui, d'après l'ordonnance royale du 7 juillet 1831, ont été, à partir de cette époque, provisoirement affranchies du droit auquel elles étaient soumises.

Droit sur les Sels.

Le droit sur les sels, qui a été perçu en 1831 et qui porte sur une quantité de 24,914,116 kil., a donné lieu à un recouvrement de 7,440,805 fr. Comparé à celui de 1830, il présente une augmentation de 80,415 francs, qui est le résultat d'une plus forte consommation. En effet, les quantités extraites des salines de l'Est et de la fontaine de Salies, celles employées par les salpêtriers, et enfin celles vendues dans le pays de Gex offrent, pour l'année 1831, un accroissement de 265,771 kilogrammes.

Si à la somme de 7,440,805 francs ci-dessus, on ajoute celle de 55,876,699 francs qui a été reçue par l'administration des douanes, et qui provient des droits qu'elle a eu à percevoir sur une quantité de 186,974,630 kil. de sel marin (*page* 610), on obtient une consommation totale de 211,888,746 kil., qui donne une consommation moyenne par individu de 6 kil. 96 décag.

Droit de garantie des matières d'Or et d'Argent.

Le droit sur *la garantie* est assis à la fois sur le poids et sur la nature des matières.

Le produit de ce droit, en 1831, comparé au produit de 1830, offre une diminution de 413,847 francs, qui provient de ce qu'il a été soumis à la marque, en 1831, une quantité de 204,320 hectogrammes de moins qu'en 1830. Cette décroissance porte à-la-fois sur les ouvrages d'or et d'argent et sur les lingots dits *de tirage*. Les ouvrages d'or et d'argent entrent dans cette diminution pour..... 191,972 hect.
et les lingots de tirage pour 12,348

ENSEMBLE..... 204,320

Argues royales.

Le produit des *argues royales*, rapproché de celui de 1830, présente une augmentation de 2,906 francs.

Les matières soumises au tirage ont éprouvé au contraire une diminution. Le poids de ces matières, pour 1831, est de 132,724 hectogrammes; en 1830, il était de 145,368 hectogrammes. La différence porte sur les lingots d'argent sur lesquels il y a eu, en 1831, un tirage moins considérable qu'en 1830, tandis que sur les lingots dorés il a été plus élevé.

Droit de Timbre.

Le *droit de timbre* sur les expéditions et quittances délivrées, comparé avec celui de 1830, offre en 1831 une diminution de 322,460 francs. Ce résultat s'explique par les diminutions que l'on a signalées sur plusieurs droits, notamment sur ceux des boissons. Ce double motif a nécessairement donné lieu à la délivrance d'un moins grand nombre d'expéditions et de quittances. Le nombre de celles qui ont été délivrées en 1831 ne s'est élevé qu'à 21,392,672, tandis qu'il avait été, en 1830, de 24,617,274.

Droit de Navigation.

La diversité des tarifs sur lesquels sont assis les *droits de navigation*, n'a pas permis d'indiquer, dans le tableau de développement, les quantités ou les objets qui ont servi de base à la perception de ces droits. On s'est borné à en faire connaître le recouvrement *par bassin*, *par rivière*, ou *par canal*.

Il est à remarquer qu'une loi rendue le 24 mars 1825 a autorisé la suspension temporaire des droits de navigation sur les rivières où il serait jugé nécessaire d'exécuter des travaux extraordinaires et le remplacement de ces droits par des droits de péages destinés aux frais des travaux.

Le tableau de développement fait connaître les rivières auxquelles ces dispositions ont été appliquées, et il indique que la perception faite pendant l'année 1831, sur les droits de navigation qui ont été convertis en droit de péage, s'est élevée à 226,214 francs; En 1830, elle n'avait été que de 159,355 francs. La différence de 66,859 francs

provient des droits de navigation perçus sur l'Allier et la Basse-Seine, dont le montant a été affecté, durant l'année 1831, à des travaux concernant la navigation, conformément à la loi précitée du 24 mars 1825.

On y voit, en outre, que la somme perçue en 1831, tant pour droits de navigation qu'à titre de droits de péages, est de..... 3,349,841f

Les mêmes produits recouvrés en 1830 se sont élevés à..... 4,288,697

En sorte que le produit des droits de navigation et celui de péages, a offert, en 1831, une diminution de..... 938,856

Droit de Péage sur les Ponts.

Les *droits de péage sur les ponts* ont produit, en 1831, une somme de 336,493 francs.

Ils s'étaient élevés, en 1830, à 408,437 francs.

La différence en moins que présente la recette de 1831 sur celle de 1830 porte principalement sur le pont de la Mulatière à Lyon, dont la démolition a eu lieu par suite de l'autorisation qui a été accordée à la compagnie du chemin de fer de Saint-Etienne à Lyon de construire à l'extrémité de l'île Perrache un nouveau pont destiné au double service du chemin de fer et de la route de Lyon à Toulouse. Par l'effet de cette concession, la perception des droits établis sur le pont de la Mulatière a dû cesser, à partir du 1er octobre 1830; mais la recette effectuée sur ces droits pendant les neuf premiers mois de l'année, n'en a pas moins figuré pour une somme de 63,529 francs dans le produit des péages de l'année 1830 avec lequel est comparée la somme réalisée sur ce même produit en 1831.

Tabacs et Poudres à feu.

Les développements fournis sur la vente des *tabacs* et sur celle des *poudres* présentent à la fois les quantités qui ont été livrées à la consommation et les prix qui en expriment les diverses qualités.

Le tableau suivant offre la comparaison des consommations et de leur produit pendant l'année 1831, avec les mêmes résultats pendant l'année 1830; savoir:

	TABACS.		POUDRES.	
	QUANTITÉS.	PRODUITS.	QUANTITÉS.	PRODUITS.
Année 1831.....	11,084,368k	65,960,007f	794,146k	3,470,817f
Année 1830.....	11,169,560	67,149,673	949,876	4,123,695
Augmentation en 1831....	"	"	"	"
Diminution *idem*.....	85,192	1,189,666	155,730	652,878

On voit par le tableau qui est de l'autre part,

1° Que la consommation des tabacs a offert une diminution sur les quantités de 85,192 kilogrammes, et sur les produits de 1,189,666 francs.

La diminution porte sur la vente des tabacs aux débitants et sur celle des tabacs exportés; elle se trouve affaiblie par l'augmentation obtenue sur les livraisons faites aux consommateurs, et dans lesquelles figurent les cigares de la Havane, dont la vente a été autorisée par ordonnance royale du 5 mai 1830 :

2° Que la consommation des poudres a présenté de même sur les quantités une diminution de 155,730 kilogrammes, et sur les produits de 652,878 francs. Cette diminution porte sur toutes les espèces de poudres, à l'exception de celle de guerre sur laquelle il a été constaté une légère augmentation.

DÉSIGNATION DES DROITS.	QUOTITÉ des DROITS.	QUANTITÉS, NOMBRES ET VALEURS sur lesquels les droits ont été assis.	DROITS RÉSULTANT de l'application des taxes.
1re PARTIE. — BOISSONS.			
VINS, CIDRES, POIRÉS, HYDROMELS, ALCOOL ET AUTRES SPIRITUEUX.			
DROIT DE CIRCULATION.			
Vins expédiés dans les départements de : 1re classe	0f 60c par hect.	hect. lit. 685,286 79	411,172 08
2e *idem*	0 80 *idem*	942,327 80	753,862 24
3e *idem*	1 00 *idem*	1,184,199 67	1,184,199 67
4e *idem*	1 20 *idem*	187,009 63	224,411 56
		2,998,823 89	2,573,645 55
Cidres, poirés, hydromels	50 *idem*	778,133 64	389,066 82
		3,776,957 53	2,962,712 37
Droits constatés à la charge des communes. (*Loi du 17 octobre 1830.*)			25,613 04
Décime et forts centimes			301,242 67
			3,289,568 08
DROIT DE 15 CENTIMES PAR EXPÉDITION.			
Acquits-à-caution, congés, &c	15c par expéd.on	timbres. 2,920,159 00	438,023 85
DROIT DE DÉTAIL ET DE CONSOMMATION.		QUANTITÉS.	
Droit de détail sur les ventes faites par les débitants, marchands en gros, &c. — Vins : au comptant	10 p. o/o de la valeur vénale.	hect. lit. 30,552 25 — 1,138,216f 60c	113,821 66
Vins : par suite d'exercices, d'achat	9f 70c *idem* (1).	2,344,892 37 — 95,849,323 84	9,297,384 41
Vins : par suite d'exercices, de cru	7f 50c *idem* (2).	156,344 85 — 3,362,778 85	252,208 42
Vins : par suite d'abonnements, individuels		—	7,799,439 05
Vins : par suite d'abonnements, collectifs (1/3 de l'abonnem.t)		—	149,608 38
Vins : par suite d'abonnements, avec les communes		—	309,046 88
		2,531,789 47 — 100,350,319 29	17,921,508 80
Cidres, poirés, hydromels : au comptant	10 p. o/o de la valeur vénale.	hect. lit. 2,577 70 — 42,502f 87c	4,250 29
Cidres, poirés, hydromels : par suite d'exercices, d'achat	9f 70c *idem* (1).	2,169,057 12 — 36,873,804 31	3,576,759 02
Cidres, poirés, hydromels : par suite d'exercices, de cru	7f 50c *idem* (2).	2,324 58 — 28,533 82	2,140 04
Cidres, poirés, hydromels : par suite d'abonnements, individuels		—	259,167 24
Cidres, poirés, hydromels : par suite d'abonnements, collectifs (2/3 de l'abonnem.t)		—	299,216 76
		2,173,959 40 — 36,944,841 00	4,141,533 35
Alcool pur et autres liquides spiritueux, par suite d'exercices chez les débitants	32f 98c par hect	hect. lit. 246,162 31	8,118,433 00
Droits constatés à la charge des communes. (*Loi du 17 octobre 1830.*)			216,564 99
Droit général de consommation. Alcool pur et autres liquides spiritueux : au comptant	34f 00c *idem*.	55,015 43	1,870,524 62
Alcool pur et autres liquides spiritueux : par suite d'exercices chez les march. en gros	34 00 *idem*.	22,109 87	751,735 58
Alcool pur et autres liquides spiritueux : par suite d'abonnements			15,579 14
		77,125 30	2,637,839 34
Droit perçu à Paris, en remplt du droit de détail. Vins	8f 00c *idem*.	765,602 30	6,124,818 40
Cidres, poirés, hydromels, &c.	4. 00. *idem*.	7,362 43	29,449 72
Eaux-de-vie, esprits et liqueurs, tant en cercles qu'en bouteilles	50. 00. *idem*.	28,259 81	1,412,990 50
		801,224 54	7,567,258 62
RÉCAPITULATION DU DROIT DE DÉTAIL ET DE CONSOMMATION.			
Droit de détail : Vins		hect. lit. 2,531,789 47	17,921,508f 80c
Droit de détail : Cidres, poirés, hydromels, &c		2,173,959 40	4,141,533 35
Droit de détail : Alcool pur et autres liquides spiritueux		246,162 31	8,118,433 00
Droit de détail : Droits constatés à la charge des communes. (*Loi du 17 octobre 1830*)			216,564 99
		4,951,911 18	30,398,040 14
Droit général de consommation		77,125 30	2,637,839 34
Droit perçu à Paris en remplacement du droit de détail		801,224 54	7,567,258 62
		5,830,261 02	40,603,138 10
Décime et forts centimes (3)			3,167,713 62
Total			43,770,851 72

(1) Déduction faite de 3 p. o/o accordés aux débitants par l'article 66 de la loi du 28 avril 1816, pour tous déchets et pour consommation de famille.
(2) Déduction faite de la remise de 25 p. o/o accordée par l'article 85 de la même loi aux propriétaires récoltants qui vendent des boissons de leur cru.
(3) Le droit de détail au comptant et celui constaté par suite d'exercices sont seuls passibles du décime.

DÉSIGNATION DES DROITS.			QUOTITÉ des DROITS.	QUANTITÉS, NOMBRES ET VALEURS sur lesquels les droits ont été assis.	DROITS RÉSULTANT de l'application des taxes.
				hect. lit.	
DROIT D'ENTRÉE.					
VINS en cercles et vendanges.....	Dans les communes de 4,000 à 6,000 ames des départements de.....	1re classe.....	0f 60c par h. (1)	201,437 12	120,862f28c
		2e *idem*.....	0. 80 *idem*...	169,219 83	135,375 87
		3e *idem*.....	1. 00 *idem*...	197,260 09	197,260 09
		4e *idem*.....	1. 20 *idem*...	22,991 40	27,589 68
	Dans les communes de 6,000 à 10,000 ames des départements de.....	1re classe.....	0. 90 *idem*...	201,067 56	180,960 81
		2e *idem*.....	1. 20 *idem*...	161,978 74	194,374 49
		3e *idem*.....	1. 50 *idem*...	198,040 02	297,060 03
		4e *idem*.....	1. 80 *idem*...	30,898 33	55,617 00
	Dans les communes de 10,000 à 15,000 ames des départements de.....	1re classe.....	1. 20 *idem*...	119,132 91	142,959 50
		2e *idem*.....	1. 60 *idem*...	121,651 25	194,642 00
		3e *idem*.....	2. 00 *idem*...	115,814 94	231,629 88
		4e *idem*.....	2. 40 *idem*...	7,318 63	17,564 72
	Dans les communes de 15,000 à 20,000 ames des départements de.....	1re classe.....	1. 50 *idem*...	141,133 32	211,699 98
		2e *idem*.....	2. 00 *idem*...	35,209 14	70,418 28
		3e *idem*.....	2. 50 *idem*...	38,754 67	96,886 68
		4e *idem*.....	3. 00 *idem*...	20,010 47	60,031 41
	Dans les communes de 20,000 à 30,000 ames des départements de.....	1re classe.....	1. 80 *idem*...	155,379 21	279,682 58
		2e *idem*.....	2. 40 *idem*...	165,924 01	398,217 63
		3e *idem*.....	3. 00 *idem*...	54,813 15	164,439 45
		4e *idem*.....	3. 60 *idem*...	41,021 14	147,676 11
	Dans les communes de 30,000 à 50,000 ames des départements de.....	1re classe.....	2. 10 *idem*...	105,405 28	221,351 09
		2e *idem*.....	2. 80 *idem*...	76,569 12	214,393 54
		3e *idem*.....	3. 50 *idem*...	32,855 01	114,992 54
		4e *idem*.....	4. 20 *idem*...	8,493 59	35,673 08
	Dans les communes de 50,000 ames et au-dessus, des départements de.....	1re classe.....	2. 40 *idem*...	155,780 41	373,872 99
		2e *idem*.....	3. 20 *idem*...	84,850 63	271,522 02
		3e *idem*.....	4. 00 *idem*...	//	//
		4e *idem*.....	4. 80 *idem*...	17,818 28	85,527 75
				2,680,828 25	4,542,281 48
CIDRES, poirés, hydromels et fruits réduits dans les proportions fixées.....	dans les communes de	4,000 à 6,000 ames.....	0f 50c par hect.	196,900 41	98,450 20
		6,000 à 10,000 *idem*.....	0. 75 *idem*...	368,305 68	276,229 26
		10,000 à 15,000 *idem*.....	1. 00 *idem*...	142,564 76	142,564 76
		15,000 à 20,000 *idem*.....	1. 25 *idem*...	123,188 67	153,985 84
		20,000 à 30,000 *idem*.....	1. 50 *idem*...	136,256 06	204,384 09
		30,000 à 50,000 *idem*.....	1. 75 *idem*...	80,274 90	140,481 08
		50,000 et au-dessus, Paris excepté.	2. 00 *idem*...	104,641 26	209,282 52
				1,152,131 74	1,225,377 75
ALCOOL pur, eaux-de-vie, esprits en bouteilles, fruits à l'eau-de-vie et liqueurs de toute espèce en cercles et en bouteilles.....	dans les communes de	4,000 à 6,000 ames.....	4f 00c par hect.	19,193 22	76,772 87
		6,000 à 10,000 *idem*.....	6. 00 *idem*...	27,052 36	162,314 19
		10,000 à 15,000 *idem*.....	8. 00 *idem*...	9,687 03	77,496 27
		15,000 à 20,000 *idem*.....	10. 00 *idem*..	13,521 71	135,217 10
		20,000 à 30,000 *idem*.....	12. 00 *idem*..	15,406 48	184,877 76
		30,000 à 50,000 *idem*.....	14. 00 *idem*..	8,023 12	112,323 63
		50,000 et au-dessus, Paris excepté.	16. 00 *idem*..	7,076 01	113,216 18
				99,959 93	862,218 00
RÉCAPITULATION DU DROIT D'ENTRÉE.					
VINS en cercles et vendanges.....			.....	2,680,828 25	4,542,281 48
CIDRES, poirés, hydromels et fruits réduits dans les proportions fixées.....			.....	1,152,131 74	1,225,377 75
ALCOOL pur, eaux-de-vie, esprits en bouteilles, fruits à l'eau-de-vie et liqueurs de toute espèce			.....	99,959 93	862,218 00
				3,932,919 92	6,629,877 23

(1) La valeur vénale des boissons a servi de base à la classification des départements et à la fixation du droit pour chaque classe.

DÉSIGNATION DES DROITS.			QUOTITÉ des DROITS.	QUANTITÉS NOMBRES ET VALEURS sur lesquels les droits ont été assis.	DROITS RÉSULTANT de l'application des taxes.
TAXE EN REMPLACEMENT DES DROITS D'ENTRÉE, DE DÉTAIL ET DE CIRCULATION.				hect. lit.	
Vins en cercles et vendanges.....	dans les communes de		0f 60c par hect.	7,533 63	4,520f 18c
			0. 85 *idem*..	19 90	16 92
			1. 00 *idem*..	3,681 80	3,681 80
		4,000 à 6,000 ames.....	1. 15 *idem*..	2 08	2 39
			1. 24 *idem*..	1,545 08	1,915 90
			1. 30 *idem*..	1,661 01	2,159 32
			1. 84 *idem*..	957 52	1,761 84
			0. 10 *idem*..	20 84	2 09
			0. 82 *idem*..	362 11	296 93
			1. 10 *idem*..	25 41	27 95
			1. 11 *idem*..	249 61	277 07
			1. 50 *idem*..	4,629 68	6,944 52
		6,000 à 10,000 *idem*.....	1. 57 *idem*..	1,951 86	3,064 42
			1. 70 *idem*..	2,659 57	4,521 27
			1. 72 *idem*..	7,428 16	12,776 44
			1. 77 *idem*..	951 14	1,683 52
			1. 87 *idem*..	5,519 46	10,321 01
			2. 04 *idem*..	7,520 30	15,341 41
			2. 77 *idem*..	11,813 09	32,722 26
			1. 12 *idem*..	1,500 22	1,680 25
			1. 15 *idem*..	739 28	850 17
			1. 32 *idem*..	213 85	282 28
			2. 25 *idem*..	9,425 05	21,206 36
		10,000 à 15,000 *idem*.....	2. 52 *idem*..	23,246 86	58,582 09
			2. 64 *idem*..	8,600 88	22,706 32
			2. 83 *idem*..	947 37	2,681 06
			3. 43 *idem*..	44 52	152 70
			4. 03 *idem*..	16,501 36	66,500 48
		15,000 à 20,000 *idem*.....	4. 95 *idem*..	1,935 37	9,580 08
			2. 75 *idem*..	22,509 48	61,901 07
			3. 32 *idem*..	6,424 07	21,327 91
		20,000 à 30,000 *idem*.....	3. 38 *idem*..	728 58	2,462 60
			4. 10 *idem*..	1,669 09	6,843 27
			6. 98 *idem*..	2,003 19	13,982 27
		30,000 à 50,000 *idem*.....	3. 71 *idem*..	67,635 30	250,927 43
			4. 00 *idem*..	63,283 98	253,135 92
			4. 12 *idem*..	45,143 32	185,990 48
		50,000 et au-dessus.....	4. 60 *idem*..	103,510 16	476,146 74
			8. 21 *idem*..	1,514 14	12,431 09
			8. 44 *idem*..	2,308 21	19,481 29
				438,416 33	1,590,889 10
Cidres, poirés, hydromels et fruits réduits dans les proportions fixées,	dans les communes de	6,000 à 10,000 ames.....	1f 25c par hect.	2 05	2 56
		10,000 à 15,000 *idem*.....	1. 88 *idem*..	6 20	11 66
			2. 88 *idem*..	48 05	138 39
		15,000 à 20,000 *idem*.....	10. 08 *idem*..	114 77	1,156 88
			2. 00 *idem*..	3 60	7 20
		20,000 à 30,000 *idem*.....	7. 63 *idem*..	6 78	51 73
			9. 13 *idem*..	9 60	87 65
		30,000 à 50,000 *idem*.....	3. 36 *idem*..	6 50	21 84
			2. 00 *idem*..	18 73	37 46
		50,000 et au-dessus.....	13. 17 *idem*..	35 23	463 98
			13. 81 *idem*..	29 20	403 25
				280 71	2,382 60

DÉSIGNATION DES DROITS.	QUOTITÉ des DROITS.	QUANTITÉS NOMBRES ET VALEURS sur lesquels les droits ont été saisis.	DROITS RÉSULTANT de l'application des taxes.
Suite de la TAXE EN REMPLACEMENT DES DROITS D'ENTRÉE, DE DÉTAIL ET DE CIRCULATION.		hect. lit.	
ALCOOL pur, eaux-de-vie, esprits en bouteilles, fruits à l'eau-de-vie et liqueurs de toute espèce en cercles et en bouteilles..... dans les communes de 4,000 à 6,000 ames.....	4f 00c par hect..	4 58	18f 32c
	38 00 *idem*...	98 22	3,732 47
	34 00 *idem*...	7 64	259 80
6,000 à 10,000 *idem*.....	38 00 *idem*...	2 87	109 02
	40 00 *idem*...	65 26	2,610 44
	8 00 *idem*...	0 50	4 00
	34 00 *idem*...	171 95	5,846 23
10,000 à 15,000 *idem*.....	35 00 *idem*...	74 28	2,599 73
	40 00 *idem*...	26 27	1,050 80
	42 00 *idem*...	501 22	21,051 20
15,000 à 20,000 *idem*.....	44 00 *idem*...	1,006 43	44,282 97
	34 00 *idem*...	168 00	5,711 83
20,000 à 30,000 *idem*.....	46 00 *idem*...	51 48	2,368 22
	14 00 *idem*...	1,158 91	16,224 73
30,000 à 50,000 *idem*.....	20 00 *idem*...	1 84	36 78
	48 00 *idem* ..	143 86	6,905 47
	16 00 *idem*...	1 40	22 40
50,000 ames et au-dessus.....	50 00 *idem*...	1,141 03	57,051 25
		4,625 74	169,885 66
Droits constatés à la charge des communes. (*Loi du 17 octobre 1830.*).....	.....	.....	278,921 14
RÉCAPITULATION DE LA TAXE EN REMPLACEMENT DES DROITS D'ENTRÉE, DE DÉTAIL ET DE CIRCULATION.		hect. lit.	
VINS en cercles et vendanges.....		438,416 33	1,590,889f 10c
CIDRES, poirés, hydromels et fruits réduits dans les proportions fixées.....		280 71	2,382 60
ALCOOL pur, eaux-de-vie, esprits en bouteilles, fruits à l'eau de-vie et liqueurs de toute espèce..		4,625 74	169,885 66
RÉCAPITULATION DU DROIT D'ENTRÉE ET DE LA TAXE EN REMPLACEMENT DES DROITS D'ENTRÉE ET DE DÉTAIL.		443,322 78	1,763,157 36
	hect. lit.		
DROIT d'entrée.....	3,932,919 92	6,629,877f 23c	
TAXE en remplacement des droits d'entrée et de détail.....	443,322 78	1,763,157 36	
DROITS constatés à la charge des communes.....		278,921 14	
	4,376,242 70	8,671,955 73	
DÉCIME et forts centimes.....		844,863 30	
TOTAL.....		9,516,819 03	
DROIT DE FABRICATION SUR LES BIÈRES.		hect. lit.	
Bières fortes.....		2 40 par hect.	2,453,069 08	5,887,365 79
Petites bières.....		0 60 *idem*....	575,504 84	345,302 90
Bières fabriquées dans les hospices.....	1re qualité.....	3 00 *idem*....	42 20	126 60
	2e *idem*.....	1 50 *idem*....	283 04	424 56
	3e *idem*.....	1 25 *idem*....	1,280 70	1,600 88
	4e *idem*.....	1 20 *idem*....	2,326 40	2,791 68
	5e *idem*.....	1 00 *idem*....	282 50	282 50
	6e *idem*.....	0 80 *idem*....	664 32	531 46
	7e *idem*.....	0 50 *idem*....	715 16	357 58
			3,034,168 24	6,238,783 95
Décime et forts centimes.....		.....	.....	624,117 40
				6,862,901 35

DÉSIGNATION DES DROITS.	QUOTITÉ des DROITS.	QUANTITÉS, NOMBRES ET VALEURS sur lesquels les droits ont été assis.	DROITS RÉSULTANT de l'application des taxes.
IIe PARTIE. — DROITS DIVERS.			
DROIT DE LICENCE.			
Débitants de boissons d'achat. — Dans les communes au-dessous de 4,000 ames	6f 00c p. lic.ce	199,391 lic.ces	1,196,346f 00
—— de 4,000 à 6,000 ames	8. 00 *idem*	10,504 *idem.*	84,032 00
—— de 6,000 à 10,000 ames	10. 00 *idem*	12,208 *idem.*	122,080 00
—— de 10,000 à 15,000 ames	12. 00 *idem*	6,253 *idem.*	75,036 00
—— de 15,000 à 20,000 ames	14. 00 *idem*	5,537 *idem.*	77,518 00
—— de 20,000 à 30,000 ames	16. 00 *idem*	6,268 *idem.*	100,288 00
—— de 30,000 à 50,000 ames	18. 00 *idem*	4,897 *idem.*	88,146 00
—— de 50,000 ames et au-dessus, Paris excepté	20. 00 *idem*	6,674 *idem.*	133,480 00
Colporteurs de boissons, à dos de bêtes de somme	6. 00 *idem*	465 *idem.*	2,790 00
Débitants de boissons de cru. — Dans les communes au-dessous de 4,000 ames (1)	4. 50 *idem*	1,371 *idtm.*	6,169 50
—— de 4,000 à 6,000 ames	6. 00 *idem*	668 *idem.*	4,008 00
—— de 6,000 à 10,000 ames	7. 50 *idem*	497 *idem.*	3,727 50
—— de 10,000 à 15,000 ames	9. 00 *idem*	240 *idem.*	2,160 00
—— de 15,000 à 20,000 ames	10. 50 *idem*	95 *idem.*	997 50
—— de 20,000 à 30,000 ames	12. 00 *idem*	139 *idem.*	1,668 00
—— de 30,000 à 50,000 ames	13. 50 *idem*	371 *idem.*	5,008 50
—— de 50,000 ames et au dessus, Paris excepté	15. 00 *idem*	15 *idem.*	225 00
Bouilleurs et distillateurs	10. 00 *idem*	3,431 *idem.*	34,310 00
Marchands de boissons en gros	50. 00 *idem*	10,700 *idem.*	535,000 00
		269,724 *idem.*	2,472,990 00
Brasseurs. — dans les départts de la 1re série établie par le tarif annexé à la loi du 28 avril 1816.	50. 00 *idem*	2,082 *idem.*	104,100 00
dans les départements de la seconde série	30. 00 *idem*	569 *idem.*	17,070 00
dans tous les autres départements	20. 00 *idem*	318 *idem.*	6,360 00
		2,969 *idem.*	127,530 00
Fabricants de cartes	50. 00 *idem*	152 *ideu.*	7,600 00
Salpêtriers	20. 00 *idem*	1 *idem.*	20 00
Entrepreneurs de voitures publiques. — Voitures d'eau	5. 00 *idem*	302 *idem.*	1,510 00
Voitures de terre. — à 4 roues	5. 00 *idem*	2,830 *idem.*	14,150 00
à 2 roues	2. 00 *idem*	2,140 *idem.*	4,280 00
		5,272 *idem.*	19,940 00
RÉCAPITULATION DU DROIT DE LICENCE.			
DÉBITANTS de boissons, bouilleurs, distillateurs et marchands en gros	269,724 lic.ces	2,472,990f 00c	
BRASSEURS	2,969 *idem.*	127,530 00	
FABRICANTS de cartes	152 *idem.*	7,600 00	
SALPÊTRIERS	1 *idem.*	20 00	
ENTREPRENEURS de voitures publiques	5,272 *idem.*	19,940 00	
	278,118 *idem.*	2,628,080 00	
DÉCIME et sorts centimes		264,496 65	
TOTAL		2,892,576 65	
DROIT SUR LES VOITURES PUBLIQUES.			
En service régulier et en service extraordinaire, exercées. — en raison du nombre de places (2)	1/10e du produit net	29,170,276f 44c	2,917,027 95
sur le transport des marchandises	1/10e *idem*	8,284,969 25	828,496 93
		37,455,248 69	3,745,524 88
En service régulier, abonnées. — de terre			265,323 82
d'eau			58,807 17
			324,130 99

(1) Déduction faite de la remise de 25 pour o/o accordée sur la vente des boissons de cru, par l'article 85 de la loi du 28 avril 1816.

(2) Déduction faite du tiers, pour les places vides (article 4 de la loi du 17 juillet 1819.)

DÉSIGNATION DES DROITS.	QUOTITÉ des DROITS.	QUANTITÉS, NOMBRES ET VALEURS sur lesquels les droits ont été assis.	DROITS RÉSULTANT de l'application des taxes.
Suite du DROIT SUR LES VOITURES PUBLIQUES.			
D'occasion et à volonté..... à 2 roues..... 2 places.....	40f 00c par an.	2,905 voitures...	116,200f 00c
4 *idem*.....	70. 00 *idem*..	798 *idem*.....	55,860 00
6 *idem*.....	90. 00 *idem*..	513 *idem*.....	46,170 00
8 *idem*.....	120. 00 *idem*..	58 *idem*.....	6,960 00
9 *idem* et plus.....	140. 00 *idem*..	34 *idem*.....	4,760 00
à 4 roues..... 4 places.....	80. 00 *idem*..	1,995 *idem*.....	159,600 00
6 *idem*.....	100. 00 *idem*..	299 *idem*.....	29,900 00
8 *idem*.....	130. 00 *idem*..	56 *idem*.....	7,280 00
9 *idem* et plus.....	150. 00 *idem*..	304 *idem*.....	45,600 00
		6,962 *idem*.....	472,330 00
Estampilles apposées aux voitures publiques.....	2. par estamp.	2,729 estampilles.	5,458 00
RÉCAPITULATION DU DROIT SUR LES VOITURES PUBLIQUES.			
En service régulier et extraordinaire, exercées..... 3,745,524f 88c			
En service régulier, abonnées..... 324,130 99			
D'occasion et à volonté..... 472,330 00			
Estampilles apposées aux voitures publiques..... 5,458 00			
4,547,443 87			
Décime et forts centimes (*le produit des estampilles excepté*)..... 454,364 66			
TOTAL..... 5,001,808 53			
DROIT SUR LES CARTES À JOUER.			
Jeux contrôlés..... Portrait français pour l'intérieur.....	0f 15c par jeu.	2,683,076 jeux.	402,461f 40
Portrait étranger pour l'intérieur.....	0. 40 *idem*...	14,036 *idem*.	5,614 40
Portrait français et étranger pour l'extérieur.....	0. 05 *idem*...	103,582 *idem*.	5,179 10
Jeux manquants..... — Passibles du double droit.....	0. 30 *idem*...	411 *idem*.	123 30
		2,801,105 *idem*.	413,378 20
Décime et forts centimes.....	.....	.....	41,338 07
			454,716 27
DROIT SUR LES SELS.			
	(1)	kilog. déc.	
Salines de l'Est.....	0f 30c par kil...	22,818,893 70	6,845,668f 20c
Fontaine de Salies (Basses-Pyrénées).....	0. 30 *idem*....	1,738,287 83	521,487 98
Sels provenant de salpêtre.....	0. 30 *idem*....	119,475 78	35,842 75
Sels vendus dans le pays de Gex.....	0. 15 1/4 *id.* (2)	237,459 00	36,212 74
		24,914,116 31	7,439,211 67
Puits affermés.....	.....	.....	1,593 51
			7,440,805 18
DROIT DE GARANTIE DES MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT.			
		hectog. gram.	
Ouvrages..... d'or.....	20f par hectog.	21,828 24 1/2	436,564 90
d'argent.....	1. 00 *idem*..	358,666 51	358,666 51
Lingots dits de tirage.....	0. 82 par kil.	132,706 90	10,881 97
		513,201 65 1/2	806,113 38
Décime et forts centimes.....	.....	.....	80,647 53
			886,760 91
ARGUES ROYALES.			
		hectog. gram.	
Lingots dorés avec filières.....	0f 50c par hect.	67,814 54	33,907 27
——— d'argent avec filières.....	0. 12 *idem*....	64,909 48	7,789 14
		132,724 02	41,696 41
Décime et forts centimes.....	.....	.....	4,175 52
			45,871 93
DROIT DE TIMBRE sur les expéditions et quittances délivrées.....	10c par timbre.	21,392,672	2,139,267 20
		Expéditions délivrées.	

(1) Déduction faite de 5 p. o/o alloués pour tous déchets par l'article 12 du décret du 11 juin 1806.

(2) Le taux de 15 1/4 représente la part réservée au Trésor dans la vente des sels qui s'opère dans le pays de Gex en conformité de l'ordonnance royale du 4 juillet 1821.

DÉSIGNATION DES DROITS.	SOMMES PERÇUES.	OBSERVATIONS.
DROIT DE NAVIGATION ET DE PÉAGE SUR LES RIVIÈRES ET CANAUX (1)		(1) On comprend sous le titre de bassins, l'espace dans lequel se réunissent les diverses rivières ou canaux sur lesquels est établie la navigation. Cette circonscription, qui est indiquée par la disposition du terrain, a été adoptée par la législation et les réglements sur la matière. On n'a présenté dans cet état que le total de la somme perçue sur chaque rivière et sur chaque canal, sans indiquer ni les quantités ou objets soumis aux droits, ni les tarifs d'après lesquels a été faite la perception; et quoique les renseignements qui sont fournis par les agents de l'administration contiennent ces indications, on a cru devoir s'abstenir d'en offrir ici les détails, qui seraient d'autant plus étendus que les tarifs sont très-multipliés, les droits très-variés, et que souvent les mêmes droits se reproduisent dans des localités différentes. Il arrive en outre que la perception n'est pas établie sur les mêmes bases par tout: elle est opérée sur les rivières d'après la dimension des bateaux, tandis que c'est d'après le tonnage ou l'espèce des marchandises transportées qu'elle a lieu sur les canaux.
DROIT DE NAVIGATION.		
Bassin de l'Adour. — sur l'Adour	23,233 f 60 c	
— la Midouze	544 82	
— la Nive	1,980 50	
Bassin de la Charente, et de la Seudre. — sur la Charente	40,016 83	
— la Boutonne	840 98	
— le canal de Brouage	2,253 92	
— la Seudre	3,174 02	
Bassin de l'Escaut et de l'Aa. — sur l'Escaut	136,003 28	
— l'Aa	28,834 81	
— la Scarpe	76,915 71	
— la Lys	7,110 16	
— la Lawe, ou canal de Béthune	1,414 74	
— la Hayne, ou canal de Mons	18,707 98	
— le canal de Neuffossé, d'Aire à Saint-Omer	15,282 48	
— —— de Watten à Calais	12,073 26	
— la Colme, de Watten à Bergues et à la frontière	6,562 54	
— le canal de Bergues à Dunkerque	2,898 44	
— —— de Bourbourg à Dunkerque	8,615 25	
Bassin de la Gironde. — sur la Dordogne	2,754 89	
— la Gironde, la Garonne et la Dordogne. (*Cabotage.*)	13,459 00	
Bassin de l'Hérault. — sur l'Hérault	150 21	
Bassin de la Loire. — sur la Loire	550,710 84	
— l'Allier	(2) 10,289 30	(2) Les droits de navigation sur l'Allier ont cessé d'être perçus à partir du 1er avril, en exécution de l'ordonnance royale du 4 avril 1831.
— le Cher	15,247 00	
— la Vienne	3,955 56	
— le Thouet	745 00	
— le Loir	3,486 67	
— la Sarthe	5,557 68	
— la Mayenne	31,574 03	
— la Sèvre-Nantaise	1,530 40	
Bassin de la Meuse. — sur la Meuse	27,615 81	
— la Sambre	2,791 80	
Bassin de la Moselle. — sur la Moselle	17,138 32	
Bassin de l'Orne. — sur l'Orne	6,869 02	
— la Toucques	991 40	
Bassin du Rhin. — sur le Rhin	42,614 72	
Bassin du Rhône. — sur le Rhône	296,668 21	
— l'Ain	2,553 05	
— la Saone	230,907 97	
— la Seille	10,584 11	
— l'Isère	3,353 64	
A reporter	1,668,011 95	

DÉSIGNATION DES DROITS.		SOMMES PERÇUES.	OBSERVATIONS.
Suite du DROIT DE NAVIGATION ET DE PÉAGE SUR LES RIVIÈRES ET CANAUX.			
Suite du DROIT DE NAVIGATION. *Report*.....		1,668,011f 95c	
BASSIN de la Seine.. ..	sur la Seine.....	365,429 08	
	l'Yonne.....	44,697 78	
	la Marne.....	35,174 56	
	l'Aisne.....	3,129 99	
	l'Oise.....	108,282 47	
	l'Eure.....	719 25	
BASSIN de la Somme...	sur la Somme.....	5,575 71	
BASSIN de la Vilaine...	sur la Vilaine.....	22,912 23	
CANAL du Centre, joignant la Loire à la Saone.....		268,390 94	
CANAL du Rhône au Rhin, depuis Besançon jusqu'à la Saone.....		(3) 66,810 07	(3) Les canaux du Rhône au Rhin, de Bourgogne, de la Somme et de Manicamp ainsi que les rivières canalisées de l'Isle et de l'Oise, font partie des canaux dont la construction a été autorisée par les lois des 5 août 1821 et 14 août 1822.
CANAL de Bourgogne..	depuis Pont-de-Pany, arrondissement de Dijon, jusqu'à la Saone..... 22,767. 45.	56,419 20	
	depuis Montbard, arrondissement de Semur, jusqu'à l'Yonne..... 33,651. 75.		
CANAL de la Somme, depuis Abbeville jusqu'à sa jonction avec le canal de Crozat.....		145,939 92	
CANAL de Manicamp, depuis Chauny jusqu'à Manicamp.....		33,238 91	
RIVIÈRE canalisée de l'Isle, depuis Périgueux jusqu'à Libourne.....		634 33	
——— de l'Oise depuis Manicamp jusqu'à Port à Pintrelles.....		(4) 17,223 64	(4) Cette somme représente le montant des droits reçus depuis le 3 novembre époque à laquelle la perception a été établie.
		2,842,590 03	
DÉCIME et forts centimes (*l'octroi de navigation du Rhin excepté*).....		281,037 53	
		3,123,627 56	
DROIT DE PÉAGE.			
BASSIN de la Garonne...	sur la Garonne.....	89,902 80	
	le Tarn.....	3,874 20	
	la Bayse.....	1,650 93	
	le Lot.....	7,030 52	
BASSIN de la Loire....	sur l'Allier.....	(5) 31,857 14	(5) Les droits de péage sur la rivière d'Allier ont été perçus à partir du 1.er avril, en exécution de l'ordonnance royale du 4 avril 1831.
BASSIN de la Seine....	sur la Basse-Seine (*de Rouen à la mer*).....	(6) 45,274 52	(6) Les droits de péage sur la Basse-Seine ont été perçus à partir du 1.er avril, en exécution de l'ordonnance royale du 31 mars 1831.
BASSIN de la Sèvre-Niortaise sur la Sèvre-Niortaise.....		26,002 02	
		205,592 13	
DÉCIME et forts centimes.....		20,621 42	
		226,213 55	
RÉCAPITULATION du Droit de navigation et de péage sur les Rivières et Canaux.			
DROIT de navigation.....	3,123,627f 56c		
——— de péage.....	226,213 55		
TOTAL.....	3,349,841 11		
DROIT DE PÉAGE SUR LES PONTS.			
PONT de Kehl sur le Rhin.....		45,852 80	
——— de Bonpas sur la Durance.....		58,290 02	
——— du Petit-Vey (Calvados).....		(7) 23,725 95	(7) Le pont de Petit-Vey et ceux qui suivent sont ceux dont la construction a été autorisée par la loi du 5 août 1821.
——— de Coëmont (Sarthe).....		16,480 30	
——— de la Roche-de-Glun (Drôme).....		46,563 25	
——— de Montrejeau (Haute-Garonne).....		(8) 11,096 96	(8) Cette somme représente le montant des droits reçus depuis le 1.er juillet, époque à laquelle la perception a été rétablie.
——— de Pinsaguel (Haute-Garonne).....		16,392 26	
——— de Moissac (Tarn-et-Garonne).....		22,570 00	
——— de Souillac (Lot).....		9,957 40	
——— de Bergerac (Dordogne).....		34,700 00	
——— d'Agen (Lot-et-Garonne).....		29,935 05	
——— d'Aiguillon (Lot-et-Garonne).....		18,928 90	
TOTAL des droits perçus sur les ponts.....		336,492 89	

DÉSIGNATION DES VENTES.	PRIX.	QUANTITÉS.	PRODUIT des VENTES.
III.e PARTIE. — TABACS ET POUDRES A FEU.		kilog. déc.	
TABACS.			
VENTES aux débitants	20f 00c le kilog.	23,417 19	468,343f 74c
	14. 00 *idem*...	26,429 37	370,011 25
	10. 00 *idem*...	253,947 39	2,539,473 91
	7. 20 *idem*...	8,406,775 84	60,528,786 05
	5. 80 *idem*...	79,498 00	461,088 40
	3. 50 *idem*...	340,940 50	1,193,291 75
	2. 80 *idem*...	497,453 00	1,392,868 40
	2. 00 *idem*...	459,186 00	918,372 00
	1. 30 *idem*...	942,022 00	1,224,628 60
		11,029,669 29	69,096,864 10
A DÉDUIRE : La remise de 5 p. o/o accordée aux débitants			3,454,800 82
			65,642,063 28
VENTES aux consommateurs	36f 50c le kilog	3,118 11	113,811 02
	20 00 *idem*...	4 00	80 00
	14 00 *idem*...	4 50	63 00
	10 00 *idem*...	9,605 97	96,059 75
	7 20 *idem*...	835 75	6,017 40
	5 80 *idem*...	30 00	174 00
	3 50 *idem*...	94 00	329 00
	2 80 *idem*...	86 00	240 80
	2 00 *idem*...	29 00	58 00
	1 30 *idem*...	16 00	20 80
		13,823 33	216,853 77
VENTES pour exportation	5f 25c le kilog.	237 00	1,244 25
	6 00 *idem*...	1,452 00	8,712 00
	8 40 *idem*...	15 50	130 20
	12 00 *idem*...	1 25	15 00
	7 20 *idem*...	9,480 50	68,259 60
	10 00 *idem*...	125 00	1,250 00
	14 00 *idem*...	1,971 00	27,594 00
		13,282 25	107,205 05
A DÉDUIRE : Pour primes accordées aux négociants			27,444 29
			79,760 76
TABACS avariés en cours de transport ayant donné lieu à payement	(1)	27,593 50	21,329 64

RÉCAPITULATION DES TABACS.

	kil. déc.	fr. c.
VENTES aux débitants	11,029,669 29	65,642,063 28
——— aux consommateurs	13,823 33	216,853 77
——— pour l'exportation	13,282 25	79 760 76
TABACS avariés en cours de transport	27,593 50	21,329 64
	11,084,368 37	65,960,007 45
Recettes extraordinaires		127,579 60
		66,087 587 05

(1) Le montant de ces avaries est réglé par des décisions spéciales, à l'appui desquelles sont établis les décomptes des tabacs avariés.

DÉSIGNATION DES VENTES.	PRIX.	QUANTITÉS.	PRODUIT des VENTES.	*OBSERVATIONS.*
POUDRES.		kilog. déc.		
Poudres vendues aux débitants et aux consommateurs — Poudre de chasse — fine	6f 00c le kilog.	327,706 87	1,966,241f 24c	
Poudres vendues aux débitants et aux consommateurs — Poudre de chasse — superfine	6 50 *idem.*	396 75	2,578 88	
	7 50 *idem.*	46,853 00	351,397 50	
Poudres vendues aux débitants et aux consommateurs — Poudre royale des princes	8 00 *idem.*	13,209 00	105,672 00	
Poudres vendues aux débitants et aux consommateurs — Poudre de guerre	8 50 *idem.*	3,240 00	27,540 00	
Poudres vendues aux débitants et aux consommateurs — Poudre de mine	3 40 *idem.*	8,211 24	27,918 22	
Ventes pour l'exportation — Poudre de chasse — ordinaire	2 50 *idem.*	382,944 68	957,361 72	
Ventes pour l'exportation — Poudre de chasse — superfine	3 50 *idem.*	3,389 50	11,863 25	
Ventes pour l'exportation — Poudre de chasse — royale	4 00 *idem.*	1,524 50	6,098 00	
	4 50 *idem.*	13 00	58 50	
Ventes pour l'exportation — Poudre de guerre	3 40 *idem.*	1,054 00	3,583 60	
Ventes pour l'exportation — Poudre de mine	2 50 *idem.*	100 00	250 00	
Ventes pour l'exportation — Poudre de commerce extérieur	1 85 *idem.*	5,490 00	10,156 50	
	0 00 *idem.*	13 00	97 25	
Poudres avariées en cours de transport		794,145 54	3,470,816 66	

Nota. Les produits de vente des poudres sont de	3,470,816	66
A ajouter : recettes extraordinaires	42,423	16
	3,513,239	82

RÉCAPITULATION générale des Droits constatés et perçus sur les Contributions indirectes de l'Exercice 1831.

DÉSIGNATION DES DROITS.	DROITS CONSTATÉS. — DROITS À RECOUVRER au 31 décemb. 1831, sur les exercices 1830 et antérieurs,	DROITS CONSTATÉS. — DROITS constatés pendant l'exercice 1831.	DROITS CONSTATÉS. — *À DÉDUIRE :* DÉCHARGES accordées sur l'exercice 1830, et sur les restes à recouvrer.	*À DÉDUIRE :* OBLIGATIONS remises par diverses villes et communes.	*À DÉDUIRE :* DROITS à recouvrer au 31 décembre 1832, qui sont transportés à l'exercice 1833.	RESTE pour droits constatés applicables à l'exercice 1831. (*Voir* page 38.)	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'exercice 1831. (*Voir* page 38.)	*OBSERVATIONS.*
Droits et Produits soumis aux Tarifs.								
Droit de circulation	118,525 69	3,289,568 08	23,506 87	89,303 50	12,882 71	3,282,400 69	3,282,400 69	
—— de 15 centimes par expédition	3 25	438,023 85	//	//	//	438,027 10	438,027 10	
—— de détail et de consommation	1,240,762 97	43,770,851 72	330,517 02	453,495 27	709,484 81	43,516,117 59	43,516,117 59	
—— d'entrée	697,821 56	9,516,819 03	311,230 20	365,920 50	190,362 72	9,347,127 17	9,347,127 17	
—— de fabrication des bières	6,368 03	6,862,901 35	3,366 48	//	7,964 23	6,857,638 67	6,857,938 67	
—— de licence	3,209 07	2,892,576 65	15,760 40	//	49,758 92	2,830,266 40	2,830,266 40	
—— sur les voitures publiques	33,617 80	5,001,808 53	56,229 39	//	32,637 53	4,946,559 41	4,946,559 41	
—— sur les cartes	2,984 23	454,716 27	32 98	//	2,975 11	455,592 41	455,592 41	
—— sur les sels	75 01	7,440,805 18	75 01	//	//	7,440,805 18	7,440,805 18	
—— de garantie des matières d'or et d'argent	//	886,760 91	//	//	//	886,760 91	886,760 91	
Argues royales	//	45,871 93	//	//	//	45,871 93	45,871 93	
Droit de timbre sur expéditions et quittances délivrées	713 00	2,139,267 20	1,003 40	//	785 30	2,138,191 50	2,138,191 50	
—— de navigation et de péage sur les rivières et canaux	1,305 54	3,349,841 11	35 08	//	761 96	3,350,349 61	3,350,349 61	
—— de péage sur les ponts	//	336,492 89	//	//	//	336,492 89	336,492 89	
	2,105,386 15	86,426,304 70	741,756 83	910,719 27	1,006,713 29	85,872,501 46	85,872,501 46	
Produit de la vente des tabacs	23,681 51	66,087,587 05	1,061 41	//	22,860 10	66,087,347 05	66,087,347 05	
—— de la vente des poudres	//	3,513,239 82	//	//	//	3,513,239 82	3,513,239 82	
Perceptions soumises à des Règles spéciales.	2,129,067 66	156,027,131 57	742,818 24	910,719 27	1,029,573 39	155,473,088 33	155,473,088 33	
Produits divers et recouvrements d'avances. (*Voir* le détail, page 48.)	100,031 78	7,451,404 79	52,682 65	//	136,563 65	7,362,190 27	7,362,190 27	
	2,229,099 44	163,478,536 36	795,500 89	910,719 27	1,166,137 04	162,835,278 60	162,835,278 60	
	165,707,635 80		2,872,357 20					

ÉTAT présentant la Situation des Produits de l'exercice 1831, sur les Contributions indirectes, avec distinction des Droits qui ont été liquidés sur les Boissons, dans divers Départements, en exécution de la Loi du 17 octobre 1830, par suite d'interruption de service.

DÉSIGNATION DES DROITS.	DROITS CONSTATÉS,		A DÉDUIRE.			OBLIGATIONS remises en payement de droits.	MONTANT NET des droits constatés.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS AU 1.er JANVIER 1833,			RESTE A RECOUVRER SUR LES DROITS CONSTATÉS,		
			DÉCHARGES ACCORDÉES					Sur	Sur les droits mis à la charge des communes,		A la charge	A la charge des communes,	
	À LA CHARGE des redevables de l'État.	À LA CHARGE des communes où la perception a été interrompue. (*Loi du 17 octobre 1830.*)	Sur les droits constatés à la charge des contribuables.	Sur les droits liquidés à la charge des communes.	dans l'exercice 1830.	dans l'exercice 1831.		les droits constatés sur les contribuables.	Par prélèvement sur les fonds des caisses municipales.	Au moyen de centimes additionnels aux contributions directes.	des contribuables.	Au moyen de centimes additionnels aux contributions directes.	Par prélèvement sur les fonds des caisses municipales, ou au moyen des rôles à émettre.
Boissons et taxes diverses	94,344,031f 32c	(*a*) 1,739,096f 10c	642,961f 31c	151,255f 97c	706,051f 74c	209,470f 37c	94,373,388c 03f	92,930,991f 28c	58,430f 45c	240,689f 36c	770,078f 73c	225,583f 73c	147,614f 48c
Tabacs	66,111,268 56	//	1,061 41	//	//	//	66,110,207 15	66,087,347 05	//	//	22,860 10	//	//
Poudres	3,513,239 82	//	//	//	//	//	3,513,239 82	3,513,239 82	//	//	//	//	//
	163,968,539 70	1,739,096 10	644,022 72	151,255 97	706,051 74	209,470 37	163,996,835 00	162,531,578 15	58,430 45	240,689 36	792,938 83	225,583 73	147,614 48
Annuités converties en rôles ou échangées. A ajouter	//	//	//	//	//	2,277 84	4,580 64	//	//	4,580 64	//	//	//
Annuités converties en rôles ou échangées. A déduire	//	//	//	//	7,080 68	//	//	//	//	//	//	//	//
Décharge accordée par suite de cet échange	//	//	//	222 20	//	//	//	//	//	//	//	//	//
			644,022 72	151,478 17	698,971 06	211,748 21			58,430 45	(*c*) 245,270 00		225,583 73	147,614 48
			795,500f 89c		(*b*) 910,719 27			162,531,578 15	303,700 45		792,938 83	373,198 21	
	165,707,635f 80c		1,706,220 16			164,001,415 64		162,835,278 60			1,166,137 04		

(*a*) Cette somme se compose :

1° De 1,217,996f 93c qui restaient à recouvrer sur 1830. (Voir le compte des finances de l'année 1831, page 563).

2° De 521,099 17 qui ont été liquidés à la charge des communes pendant l'année 1831. (Voir le détail par département, page 654).

1,739,096 10.

(*b*) On a déduit des droits constatés par suite d'interruption de service les obligations remises par diverses villes et communes, en payement des droits mis à leur charge. Le montant de ces valeurs sera porté au fur et à mesure des échéances parmi les produits divers. (Voir le détail de ces obligations page 656).

(*c*) Rôles émis en 1831 sur l'exercice 1830. (Voir le compte de 1830, page 565)..... 144,262f 47c

A déduire pour annulation sur les départements,

de l'Aude..... 4,364 15
de Lot-et-Garonne..... 16,378 69 } 20,742 84

Reste..... 123,519 63

Rôles émis en 1831 et 1832. (Voir page 655)..... 121,750 37

Total..... 245,270 00

ÉTAT des Départements dans lesquels il a été liquidé des droits sur les Boissons, à la charge des communes, où le service des contributions indirectes a été interrompu pendant l'année 1831. (Loi du 17 Octobre 1830.)

DÉPARTEMENTS.	DÉSIGNATION DES DROITS NON PERÇUS.				DÉCHARGES accordées.	MONTANT net DES DROITS constatés.	NOMS DES ARRONDISSEMENTS dans lesquels le service a été interrompu.
	DROIT de circulation.	DROIT de détail.	DROIT d'entrée.	TOTAL.			
Ardèche.....	//	//	62f 86c	62f 86c	//	62f 86c	Foix.
Aude.....	2,471f 23c	20,917f 63c	12,196 80	35,585 66	23f 40c	35,562 26	Limoux et Narbonne.
Côte-d'Or.....	//	1,258 06	12,192 49	13,450 55	//	13,450 55	Beaune.
Doubs.....	//	//	17,065 24	17,065 24	9,265 24	7,800 00	Besançon et Montbéliard.
Gers.....	656 17	5,189 14	1,678 48	7,523 79	3,368 85	4,154 94	Auch et Condom.
Gironde.....	10,732 10	124,202 53	94,346 12	229,280 75	17,530 04	211,750 71	Bordeaux, Bazas, Blaye et Libourne.
Hérault.....	7,748 11	45,789 34	55,940 73	109,478 18	9 56	109,468 62	Béziers.
Jura.....	29 46	7,407 26	//	7,436 72	//	7,436 72	Poligny.
Haute-Loire...	1,025 14	4,487 34	3,490 50	9,002 98	724 03	8,278 95	Brioude.
Lot.....	//	374 77	//	374 77	//	374 77	Cahors.
Haute-Marne...	//	//	617 26	617 26	617 26	//	Langres.
Puy-de-Dôme..	2,747 13	5,170 64	12,973 75	20,891 52	//	20,891 52	Clermont et Ambert.
Pyrénées-Or....	203 70	1,768 28	//	1,971 98	//	1,971 98	Perpignan.
Bas-Rhin.....	//	//	2,486 95	2,486 95	//	2,486 95	Strasbourg et Schlestadt.
Haut-Rhin.....	//	//	51,730 74	51,730 74	23,935 90	27,794 84	Colmar et Altkirch.
Yonne.....	//	//	14,139 22	14,139 22	//	14,139 22	Auxerre.
TOTAUX..	25,613 04	216,564 99	278,921 14	521,099 17	55,474 28	465,624 89	
Montant des droits constatés sur l'exercice 1830..	126,153 43	815,532 95	661,078 42	1,602,764 80	(a) 223,878 80	1,378,886 00	
(Voir le compte des finances de 1831, page 564.)							
TOTAUX...	151,766 47	1,032,097 94	939,999 56	2,123,863 97	279,353 08	1,844,510 89	

(a) Dans cette somme se trouve comprise celle de 96,003 fr. 89 cent. de décharges accordées pendant l'année 1832 sur l'exercice 1830, laquelle doit être ajoutée aux 127,874 fr. 91 cent. qui figurent dans le compte de 1831 (page 564), ce qui réduit à 1,378,886 francs le montant des droits constatés portés dans ce compte à 1,474,889 fr. 89 cent.

ÉTAT des Départements dans lesquels il a été émis des Rôles par addition aux Contributions directes, en remplacement des Droits non perçus sur les Boissons par suite d'interruption de service et imputables à l'Exercice 1831, (Loi du 17 octobre 1830).

DEPARTEMENTS.	MONTANT DES ROLES ÉMIS sur L'EXERCICE 1831.	MONTANT DES ROLES ÉMIS sur L'EXERCICE 1832.	MONTANT DES ROLES ÉMIS TOTAL.	NOMS DES ARRONDISSEMENTS dans lesquels les rôles ont été mis en recouvrement.
Ardèche	62f 86c	//	62f 86c	Privas.
Ariége	210 28	//	210 28	Foix.
Aude	683 65	14,201f 64c	14,885 29	Limoux et Narbonne.
Gers	979 31	8,666 75	9,646 06	Auch, Condom et Mirande.
Gironde	324 16	34,606 07	34,930. 23	Bordeaux, Bazas, Blaye et Libourne.
Hérault	//	107,791 68	107,791 68	Béziers.
Indre	4,580 64	//	4,580 64	Issoudun.
Jura	//	7,436 72	7,436 72	Poligny.
Haute-Loire	694 50	//	694 50	Le Puy,
Lot	//	808 48	808 48	Cahors.
Puy-de-Dôme	98,331 41	50,100 41	148,431 82	Clermont, Ambert, Riom et Thiers.
Pyrénées-Orientales	873 56	1,971 98	2,845 54	Perpignan.
Bas-Rhin	680 00	//	680 00	Strasbourg.
Haut-Rhin	14,330 00	//	14,330 00	Colmar.
	(a) 121,750 37	225,583 73	347,334 10	
Montant des rôles émis sur l'exercice 1830. (Voir le Compte des finances de 1831, page 565)	345,656f 40c			
A déduire; rôles annulés	20,742 84		324,913 56	
TOTAL			672,247 66	

(a) Rôles émis en 1831, sur l'exercice 1830, pour droits constatés pendant l'année 1831 ..... 15,072f 86c

Idem en 1832, sur l'exercice 1831 ..... 106,677 51

121,750 37

ÉTAT des Villes et Communes qui ont été autosisées à souscrire des Obligations en payement de droits mis à leur charge sur les Boissons, pendant l'année 1831, par suite d'interruption de service.

NOMS DES VILLES et des communes qui ont été autorisées à souscrire des obligations.	INDICATION DES ANNÉES PENDANT LESQUELLES CES OBLIGATIONS SONT PAYABLES.														TOTAL.
	1832.		1833.		1834.		1835.		1836.		1838.		1839.		
	Échéances.	Sommes.	Échéances.	Sommes.	Échéances.	Sommes.	Échéances.	Sommes.	Échéances.	Sommes.	Échéances.	Sommes.	Échéances.	Sommes.	
Narbonne	"	"	1er janv.	9,383 94	1er janv.	9,383 93	"	"	"	"	"	"	"	"	18,767 87
Limoux	"	"	1er janv.	6,000 00	1er janv.	3,000 00	1er janv.	3,000 00	1er janv.	2,916 67	"	"	"	"	14,916 67
Auch	15 mars.	2,147 52	15 mars.	2,147 52	15 mars.	2,147 52	"	"	"	"	"	"	"	"	12,885 12
	15 sept.	2,147 52	15 sept.	2,147 52	15 sept.	2,147 52	"	"	"	"	"	"	"	"	
Bordeaux	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	31 déc.	80,544 00	31 déc.	80,543 97	161,087 97
Diverses communes de l'arrondissement de Bordeaux	31 mars.	907 00	31 mars.	1,664 74	31 mars.	759 00	31 mars.	759 84	"	"	"	"	"	"	4,090 58
TOTAUX		5,202 04		21,343 72		17,437 97		3,759 84		2,916 67		80,544 00		80,543 97	211,748 21
Montant des obligations remises en 1830 (*a*)															698,971 06
TOTAL															910,719 27

(*a*) Les obligations souscrites et à souscrire sont portées dans le compte des finances de 1830 (page 566), pour une somme de 749,868 70

A DÉDUIRE : 1° Le montant des obligations à souscrire, attendu que, pour la ville d'Auch, les obligations que cette ville avait à souscrire sont comprises dans le présent état, et que pour les communes du département de la Gironde qui n'avaient pas fourni leurs engagements, il a été adopté un autre mode de payement des droits liquidés à leur charge 43,816 96

2° L'obligation remise par la ville d'Issoudun, payable le 31 décembre 1831, laquelle a été convertie en rôles de contributions directes ..... 4,580 64 } 50,857 64

3° Et enfin celles souscrites à diverses échéances par la commune de la Teste (arrondissement de Bordeaux), et qui ont été remplacées par des obligations d'une moindre somme aux mêmes échéances 2,500 04

RESTE 698,971 06

ÉTAT présentant par Département, 1° les Recouvrements effectués par prélèvement sur les fonds des Caisses municipales pour les Droits liquidés à la charge des Communes dans lesquelles le service s'est trouvé interrompu pendant l'année 1831 ; 2° le restant à recouvrer sur ces mêmes Droits, soit par prélèvement sur les fonds des Caisses municipales, soit au moyen de centimes additionnels dont les rôles sont à émettre.

DÉPARTEMENTS.	SOMMES REÇUES par prélèvement sur les fonds des caisses municipales.	RESTE À RECOUVRER par prélèvement sur les fonds des caisses municipales, ou au moyen de centimes additionn. dont les rôles sont à émettre.	*OBSERVATIONS.*
Ariège	169f 37c	//	
Aude	3,225 48	1,179f 89c	
Charente-Inférieure	234 54	466 65	
Cher	12,873 69	2,086 87	
Corrèze	261 92	//	
Côte-d'Or	244 14	14,666 03	
Doubs	7,400 00	400 00	
Gers	380 97	173 76	
Gironde	2,818 04	42,758 56	
Hérault	1,676 94	//	
Jura	3,003 67	//	
Haute-Loire	239 66	8,363 64	
Lot	7,000 58	//	
Puy-de-Dôme	262 75	33,891 18	
Bas-Rhin	1,806 95	//	
Haut-Rhin	12,700 45	764 39	
Yonne	4,131 30	42,863 51	
	58,430 45		
Montant des sommes reçues par prélèvement sur les fonds des caisses municipales en 1830. . . (Voir le compte des finances de 1831, page 567).	55,499 03	//	
TOTAUX	113,929 48	147,614 48	

BOISSONS, DROITS DIVERS. TABACS ET POUDRES. EXERCICE 1831.

DÉVELOPPEMENT des Recouvrements effectués pendant le cours de l'exercice 1831.

DÉPARTEMENTS.	BOISSONS.		DROITS DIVERS.																		DÉPARTEMENTS.
	DROITS sur les vins, cidres, poirés, eaux-de-vie et liq.ts	DROIT de fabrication sur les bières.	LICENCES de toute espèce	VOITURES publiques estampilles, et dixième du prix de transport des marchandises.	CARTES.	SELS.	GARANTIE des matières d'or et d'argent.	ARGUES royales.	NAVIGATION, lacs, &c., non soumissionnés.	DROITS de péage sur les rivières en remplacement du droit de navigation.	DROITS de péage sur les ponts et canaux soumissionnés.	DIXIÈME du produit des octrois.	TIMBRES de toute espèce	Prélèvements sur les communes pour frais de casernement.	AMENDES. (Portion du Trésor.)	RECETTES extraordinaires. (Intérêts de débets, retards de versements.)	RECOUVREM.ts sur les avances faites pour divers services.	TABACS. VENTE de tabacs, et recettes extraordinaires.	POUDRES. VENTE de poudres, et recettes extraordinaires.	TOTAL général DES RECETTES.	
Ain	312,002	4,212	24,843	28,584	//	36,212	4,818	6,192	111,475	//	//	8,420	14,758	58	720	546	2,141	405,059	30,462	990,509	Ain.
Aisne	969,586	256,330	53,165	31,926	//	//	1,415	//	74,756	//	55,664	26,505	30,939	4,989	2,333	602	25,200	634,171	38,728	2,206,314	Aisne.
Allier	320,698	8,647	19,193	12,522	1,381	//	772	//	22,111	21,380	//	14,279	12,301	5,433	194	368	1,133	309,594	23,411	773,423	Allier.
Alpes (Basses)	93,241	//	8,943	3,112	870	//	379	//	6,679	//	//	4,982	6,385	1,168	218	705	524	263,448	29,087	419,748	Alpes (Basses).
Alpes (Hautes)	134,925	1,560	11,330	2,769	1,129	//	718	//	355	//	//	7,460	7,383	8,600	66	293	963	231,628	17,964	427,149	Alpes (Hautes).
Ardèche	218,523	8,234	20,034	2,521	//	//	7	//	91,721	//	//	3,666	10,373	//	255	2,074	458	343,766	70,467	772,103	Ardèche.
Ardennes	382,451	598,075	38,966	21,435	14	//	456	//	37,082	//	//	24,538	19,851	19,131	1,104	312	24,300	366,460	29,557	1,563,740	Ardennes.
Ariége	143,704	1,723	13,970	4,361	//	1,482	109	//	726	//	//	11,925	8,117	4,396	283	567	78	255,906	21,311	468,666	Ariége.
Aube	524,000	9,730	29,076	32,663	//	//	1,580	//	7,213	//	//	11,860	22,230	//	317	1,151	1,064	359,255	22,765	1,022,911	Aube.
Aude	211,908	2,599	16,236	11,601	6,154	//	241	//	9,390	//	//	26,729	14,512	8,388	334	1,427	3,366	319,507	37,990	670,356	Aude.
Aveyron	226,026	71	22,970	7,575	//	//	563	//	5,566	//	//	8,537	14,353	//	532	1,734	369	310,513	28,868	627,682	Aveyron.
Bouches-du-Rhône	929,742	6,538	45,194	96,035	18,260	260	35,679	//	47,692	//	//	150,208	61,782	30,338	502	4,092	16,782	1,777,897	111,998	3,333,008	Bouches-du-Rhône.
Calvados	1,012,912	23,919	42,150	50,336	2,098	//	1,077	//	15,473	//	23,725	55,532	56,716	2,324	974	727	19,872	888,606	81,342	2,277,791	Calvados.
Cantal	200,785	4,102	18,450	890	35	//	1,021	//	236	//	//	6,060	8,551	1,067	127	595	5,248	358,283	22,107	627,564	Cantal.
Charente	272,180	2,715	26,886	5,436	7,746	//	489	//	18,632	//	//	17,435	19,395	4,350	112	1,302	3,481	351,251	30,443	761,860	Charente.
Charente-Inférieure	508,128	7,960	48,718	24,807	7,619	//	2,116	//	78,952	28,113	//	43,955	34,547	21,448	270	530	5,549	516,521	41,926	1,371,166	Charente-Inférieure.
Cher	301,074	4,221	20,726	10,667	2,056	//	706	//	12,544	13,663	//	10,952	13,131	2,004	114	899	1,838	329,379	17,649	741,631	Cher.
Corrèze	188,615	3,187	15,209	2,067	//	//	295	//	5,667	//	//	6,427	6,035	103	220	344	1,513	430,444	23,895	684,027	Corrèze.
Côte-d'Or	598,083	37,951	46,808	40,798	//	//	1,377	//	18,053	//	63,635	28,527	33,219	15,716	1,093	15,539	33,359	661,573	67,336	1,663,274	Côte-d'Or.
Côtes-du-Nord	920,816	17,942	31,872	5,833	//	//	821	//	10,016	//	//	18,481	21,895	520	240	523	3,601	2,277,919	27,025	3,337,509	Côtes-du-Nord.
Creuse	186,045	3,159	15,027	660	//	//	419	//	//	//	//	1,660	5,459	590	267	334	3,297	371,821	17,452	606,195	Creuse.
Dordogne	302,161	2,598	25,636	6,612	3,883	//	58	//	22,922	//	36,700	10,163	10,630	9,542	246	243	1,558	559,086	35,656	1,027,700	Dordogne.
Doubs	379,836	38,883	25,018	35,371	3,585	666,609	43,239	//	3,331	//	8,885	25,475	19,249	28,668	808	1,495	2,726	379,002	57,000	1,719,189	Doubs.
Drôme	246,436	14,336	21,154	15,452	//	//	1,270	//	64,975	//	46,563	15,394	12,746	7,619	334	1,665	1,372	443,263	56,249	948,854	Drôme.
Eure	696,915	763	25,518	29,666	//	//	242	//	89,928	//	//	23,044	32,936	702	529	748	15,315	883,260	32,423	1,831,997	Eure.
Eure-et-Loir	727,422	5,505	29,852	31,178	//	//	205	//	//	//	//	13,291	24,204	4,090	192	310	6,079	733,792	26,946	1,623,073	Eure-et-Loir.
Finistère	1,198,466	10,157	38,216	20,743	//	//	1,403	//	23,009	//	//	61,444	22,675	24,569	81	260	22,943	2,427,466	35,743	3,887,181	Finistère.
Gard	504,638	3,112	32,913	87,597	10,651	//	4,446	//	77,355	//	//	61,199	37,514	13,044	202	4,825	12,028	766,209	78,642	1,694,381	Gard.
Garonne (Haute)	541,705	16,859	36,819	113,637	12,962	973	8,489	//	44,090	7,781	27,489	82,749	30,290	21,695	1,211	23,126	7,195	729,418	44,546	1,751,042	Garonne (Haute).
Gers	107,695	1,086	10,308	6,477	4,954	//	119	//	//	//	//	9,783	5,511	1,125	314	608	2,107	273,506	30,245	453,844	Gers.
Gironde	495,640	10,076	49,963	118,547	9,883	//	10,739	//	48,967	28,862	703	92,562	33,930	18,724	845	1,880	5,321	1,469,245	92,546	2,488,441	Gironde.
Hérault	344,826	6,525	30,720	47,467	6,469	//	1,954	//	11,758	//	//	75,320	43,445	24,223	627	2,607	6,176	842,911	95,467	1,540,501	Hérault
Ille-et-Vilaine	1,345,222	19,069	42,313	25,760	4,770	//	1,753	//	29,508	//	//	53,250	32,165	29,324	739	569	21,289	1,404,542	38,691	3,048,970	Ille-et-Vilaine.
Indre	223,113	16,986	17,057	11,374	//	//	325	//	1,960	//	//	8,887	12,062	1,580	68	1,980	253	319,260	17,233	632,144	Indre.
Indre-et-Loire	464,583	9,343	24,457	16,129	3,235	1,341	1,637	//	100,520	//	//	24,524	20,310	11,552	96	303	1,112	454,936	25,501	1,150,583	Indre-et-Loire.
Isère	674,206	10,851	47,046	46,743	2,755	//	4,439	//	45,403	//	//	38,798	28,435	19,535	286	805	2,621	896,113	101,697	1,919,739	Isère.
Jura	312,715	16,967	23,234	16,269	380	896,068	192	//	5,200	//	53,004	14,628	18,970	5,253	368	745	21,933	512,055	20,754	1,918,745	Jura.
Landes	285,150	493	18,095	1,699	//	//	165	//	15,023	//	//	11,607	12,961	3,996	249	699	652	462,577	33,778	847,148	Landes.
Loir-et-Cher	333,174	1,429	21,835	18,938	//	//	510	//	62,365	//	//	16,435	20,569	6,519	301	317	5,171	410,815	17,201	915,587	Loir-et-Cher.
Loire	543,716	31,915	31,244	25,415	217	//	184	//	45,258	//	//	42,380	24,534	3,021	1,185	593	11,225	796,510	70,743	1,628,146	Loire.
Loire-Haute	194,107	9,621	15,557	4,665	//	//	539	//	8,441	//	//	7,655	9,404	1,557	603	272	792	237,740	28,004	518,963	Loire (Haute).
Loire-Inférieure	1,143,621	14,258	54,084	88,352	12,741	//	2,659	//	158,141	//	//	30,475	48,138	9,266	296	870	15,490	1,077,878	61,372	2,717,648	Loire-Inférieure.
Loiret	710,485	8,950	46,086	42,917	907	//	2,382	//	156,033	//	//	39,481	37,202	809	5,029	507	47,164	747,214	28,651	1,873,824	Loiret.
Lot	159,216	698	15,705	2,743	2,491	//	304	//	21,223	3,456	9,937	8,864	5,748	1,202	108	461	18,714	277,815	28,387	557,088	Lot.
Lot-et-Garonne	206,734	2,691	9,808	13,669	6,142	//	580	//	70,464	53,568	48,863	15,812	12,110	//	778	377	19,930	431,764	37,146	937,238	Lot-et-Garonne.
Lozère	79,390	2,405	16,601	514	//	//	295	//	46	//	//	2,050	5,425	//	362	380	208	118,545	11,307	230,740	Lozère.

DÉPARTEMENTS.	BOISSONS. DROITS sur les vins, cidres, poirés, eaux-de-vie et liq.ts	BOISSONS. DROIT de fabrication sur les bières.	DROITS DIVERS. LICENCES de toute espèce.	VOITURES publiques, estampilles et dixième du prix de transport des marchandises.	CARTES.	SELS.	GARANTIE des matières d'or et d'argent.	ARGUES royales.	NAVIGATION, bacs, &c., non soumissionnés.	DROITS de péage sur les rivières en remplacement du droit de navigation.	DROITS de péage sur les ponts et canaux soumissionnés.	DIXIÈME du produit des octrois.	TIMBRES de toute espèce	Prélèvements sur les communes pour frais de casernement.	AMENDES. (Portion du Trésor.)	RECETTES extraordinaires. (Intérêts de débets, retards de versements)	RECOUVREM.ts sur les avances faites pour divers services.	TABACS. VENTE de tabac, et recettes extraordinaires.	POUDRES. VENTE des poudres, et recettes extraordinaires.	TOTAL général DES RECETTES.	DÉPARTEMENTS.
Maine-et-Loire	827,990	12,678	30,805	41,303	3,254	//	2,196	//	124,337	//	//	39,754	34,875	20,324	193	2,204	4,239	947,015	52,369	2,143,540	Maine-et-Loire.
Manche	1,072,018	4,091	38,975	11,984	//	//	449	//	3,114	//	//	28,853	34,154	18,157	961	2,740	1,350	1,174,904	33,704	2,425,460	Manche.
Marne	898,781	112,679	57,053	41,454	//	1,179	2,405	//	15,049	//	//	43,700	39,945	6,238	1,297	1,778	12,521	633,791	31,272	1,899,150	Marne.
Marne (Haute)	359,801	17,214	18,512	13,773	//	//	512	//	1,860	//	//	9,536	16,869	1,153	393	403	3,573	390,158	28,274	862,038	Marne (Haute).
Mayenne	475,247	7,627	19,053	5,017	1,129	//	136	//	3,802	//	//	14,421	15,663	881	482	158	911	878,153	29,387	1,452,072	Mayenne.
Meurthe	585,525	69,501	44,776	34,436	10,411	4,668,571	3,601	//	6,049	//	//	33,357	30,154	26,321	3,022	785	5,216	438,892	27,385	5,988,008	Meurthe.
Meuse	495,180	111,084	28,338	16,307	//	//	2,152	//	1,074	//	//	14,296	21,056	8,700	856	528	2,114	470,236	20,644	1,192,570	Meuse.
Morbihan	971,735	11,398	33,142	3,023	//	//	443	//	7,552	//	//	28,259	24,713	16,793	299	1,652	6,404	1,618,684	20,661	2,744,762	Morbihan.
Moselle	628,026	128,500	47,593	24,732	4,273	570,000	6,009	//	28,429	//	//	54,335	26,537	39,128	1,054	622	4,496	530,318	8,447	2,102,506	Moselle.
Nièvre	401,000	6,996	26,270	16,367	//	//	469	//	82,444	//	//	11,393	14,826	2,011	322	1,461	21,780	400,230	29,058	1,614,633	Nièvre.
Nord	1,222,958	2,722,656	171,280	85,370	14,140	//	8,088	//	292,989	//	//	172,596	76,655	89,478	5,523	43,329	72,173	1,350,854	56,916	6,385,013	Nord.
Oise	891,702	27,409	35,732	40,131	//	//	1,601	//	27,625	//	//	21,330	30,409	13,525	1,167	327	2,621	826,301	28,993	1,948,879	Oise.
Orne	456,457	8,627	18,604	15,013	//	//	388	//	10	//	//	16,281	18,848	2,074	772	474	1,159	606,050	28,929	1,173,731	Orne.
Pas-de-Calais	974,001	1,034,236	101,578	43,423	2,165	//	3,213	//	69,367	//	//	86,372	51,542	62,097	8,343	500	47,295	1,355,592	36,234	3,875,962	Pas-de-Calais.
Puy-de-Dôme	328,855	17,192	19,522	6,422	3,960	49	3,941	//	18,346	//	//	19,061	10,951	8,875	155	1,037	2,139	567,032	49,821	1,057,365	Puy-de-Dôme.
Pyrénées (Basses)	575,875	1,612	26,125	32,699	6,234	521,487	620	//	33,067	//	//	26,171	24,333	9,154	1,242	492	3,130	824,045	44,484	2,130,778	Pyrénées (Basses).
Pyrénées (Hautes)	199,502	332	11,485	4,641	1,067	//	332	//	//	//	//	14,267	8,495	3,484	184	315	1,264	306,419	26,089	577,882	Pyrénées (Hautes).
Pyrénées-Orient	76,267	1,745	8,404	16,411	1,039	//	897	//	//	//	//	15,854	8,666	12,663	110	66	1,113	248,547	23,453	415,181	Pyrénées-Orientales.
Rhin (Bas)	342,789	257,341	56,152	23,889	3,250	//	5,845	//	90,539	//	//	42,850	23,343	31,800	1,292	1,500	37,510	750,922	11,959	1,680,986	Rhin (Bas).
Rhin (Haut)	493,447	86,362	32,653	44,951	2,070	//	734	//	2,727	//	//	13,309	20,518	8,223	3,251	1,390	2,803	866,127	12,043	1,590,616	Rhin (Haut).
Rhône	1,597,615	130,650	77,746	219,919	50,569	1,135	38,822	39,679	148,181	//	//	162,769	66,002	26,747	2,005	7,305	23,268	1,540,082	131,864	4,264,364	Rhône.
Saone (Haute)	306,969	11,848	20,395	16,525	//	47,010	255	//	15,298	//	//	9,077	15,872	3,300	842	2,667	4,972	487,280	15,691	958,006	Saone (Haute).
Saone-et-Loire	630,219	23,488	47,180	18,741	858	//	735	//	497,798	//	//	27,933	38,797	8,416	476	1,964	3,554	807,844	77,755	2,185,763	Saone-et-Loire.
Sarthe	625,579	2,425	24,556	22,786	//	//	209	//	8,678	//	16,480	17,217	21,361	1,779	125	265	4,540	896,382	29,103	1,671,490	Sarthe.
Seine	10,215,102	232,686	55,740	2,361,217	151,429	28,208	627,237	//	187,330	//	//	1,378,062	107,961	110,901	4,160	13,412	74,120	6,590,054	267,172	22,404,800	Seine.
Seine-Inférieure	2,647,973	53,117	115,077	145,878	3,590	//	6,640	//	22,721	49,822	//	150,120	85,643	18,775	2,478	4,318	19,011	2,755,561	73,697	6,154,429	Seine-Inférieure.
Seine-et-Marne	989,325	25,263	34,004	70,086	//	//	826	//	80,805	//	//	31,773	35,880	18,274	463	1,247	8,656	899,708	32,584	2,228,900	Seine-et-Marne.
Seine-et-Oise	1,848,780	32,676	67,243	142,391	//	//	3,001	//	217,040	//	//	55,408	50,135	21,915	779	2,234	6,520	1,660,010	9,281	4,117,417	Seine-et-Oise.
Sèvres (Deux)	404,606	8,340	18,059	10,089	3,349	//	2,361	//	1,613	515	//	20,909	18,057	4,748	94	227	936	309,661	15,066	818,639	Sèvres (Deux).
Somme	903,120	305,218	63,842	45,364	13,155	//	3,285	//	9,138	//	181,736	40,514	37,716	15,211	2,458	3,449	63,894	787,756	39,710	2,515,573	Somme.
Tarn	219,308	2,950	17,113	12,753	3,571	//	485	//	19,893	//	//	30,629	12,000	1,218	226	646	1,019	335,742	27,617	685,175	Tarn.
Tarn-et-Garonne	235,438	2,188	14,422	11,133	5,856	//	550	//	37,320	19,047	22,570	23,030	12,432	2,964	27	861	3,045	285,392	15,228	691,511	Tarn-et-Garonne.
Var	548,552	3,107	27,843	37,007	10,213	//	1,653	//	1,205	//	//	71,218	26,954	18,132	345	1,334	10,221	1,159,312	96,602	2,013,703	Var.
Vaucluse	309,393	2,513	17,111	21,421	7,366	213	6,293	//	98,087	//	//	39,144	17,557	13,355	22	1,977	3,246	704,369	62,961	1,305,035	Vaucluse.
Vendée	446,764	8,273	22,327	2,839	//	//	1,827	//	2,995	//	//	13,428	13,302	8,341	105	122	853	485,250	16,864	1,023,295	Vendée.
Vienne	407,367	4,510	20,582	8,478	3,745	//	2,286	//	8,516	//	//	22,986	16,056	4,682	98	242	2,264	346,339	24,943	873,100	Vienne.
Vienne (Haute)	372,060	11,446	24,536	14,643	4,529	//	1,056	//	//	//	//	30,119	15,180	7,493	136	1,704	3,562	463,880	26,551	976,902	Vienne (Haute).
Vosges	365,679	92,869	29,854	9,996	10,956	//	1,166	//	402	//	//	9,558	13,839	7,506	1,910	317	4,118	451,373	23,479	1,023,028	Vosges.
Yonne	356,008	6,581	27,536	29,375	//	//	618	//	3,443	//	50,922	9,888	17,823	//	232	3,893	9,902	499,112	29,210	1,044,549	Yonne.
TOTAUX	56,583,672	6,857,938	2,830,266	4,946,559	455,592	7,440,805	886,760	45,871	3,849,129	226,213	646,903	4,123,212	2,138,191	1,053,111	74,070	191,291	885,101	66,087,347	3,513,239	162,835,278	

TABLEAU

Des Droits et Produits constatés sur les Boissons, Tabacs et Poudres de l'Exercice 1832.

L'ordonnance royale du 10 décembre 1823 a prescrit, article 2, de faire connaître dans le compte annuel des contributions et revenus publics, pour chaque contribution ou revenu,

1° Les droits constatés à la charge des redevables de l'État;

2° Les recouvrements effectués sur ces droits;

3° Les recouvrements restant à faire.

Cette disposition a été appliquée à partir de l'année 1825, aux droits et produits recouvrés par les préposés des contributions indirectes, lesquels se composent, savoir :

Des droits sur les boissons et de diverses taxes indirectes;

Du produit de la vente des tabacs;

Du produit de la vente des poudres.

Les droits sur les boissons et les diverses taxes se divisent *en droits au comptant* et *en droits constatés*.

Les *droits au comptant* sont ceux qui sont perçus au moment des déclarations.

Les *droits constatés* résultent, au contraire, des visites qui sont faites chez les redevables soumis aux exercices des employés et qui ne sont payés que par suite d'états de recouvrements ou de produits.

Quant aux produits de la vente des tabacs et de celle des poudres, ils se constatent par la livraison des matières. Comme le prix de ces matières est payé au moment où elles sortent des magasins, le produit qui est réalisé en est classé dans la première des deux catégories établies ci-dessus, c'est-à-dire, parmi les droits au comptant.

Les droits qui sont désignés de la sorte appartiennent à l'exercice auquel donne son nom l'année pendant laquelle il sont à la fois constatés, liquidés et recouvrés. Il en est de même des droits constatés, à l'exception toutefois, de la portion de ces droits qui n'a point été recouvrée à l'époque du règlement de l'exercice et qui est reportée sur l'exercice suivant.

La constatation des droits au comptant résulte des registres mêmes qui en présentent la recette; celles des droits et produits, dont le recouvrement ne se fait pas immédiatement, a lieu sur des *registres-portatifs* où les redevables ont des comptes ouverts pour suivre le mouvement des matières d'après lesquelles sont calculés les droits qui sont mis à leur charge.

Les employés qui procèdent aux exercices sont chargés de la tenue de ces registres portatifs sous la surveillance des contrôleurs de ville qui répondent de la régularité des actes qui y sont inscrits. Ces registres sont en outre soumis à une vérification approfondie de la part des contrôleurs ambulants et des directeurs, sous la responsabilité desquels est placée spécialement l'assiette des droits.

A l'expiration de chaque trimestre, il est formé par les employés des états qui font connaître, pour chaque nature de droit, et par redevable, le montant des droits et produits constatés pendant le trimestre précédent. Les directeurs qui reçoivent ces états des receveurs, pour les recettes ambulantes, et des contrôleurs de ville, pour les recettes sédentaires, en font le dépouillement sur un registre spécial où sont présentés, tant en matières qu'en produits, tous les éléments de la perception.

Le recouvrement des droits constatés est confié aux receveurs particuliers; mais, avant de se livrer à

ce soin, ils inscrivent eux-mêmes le montant des droits liquidés sur un registre de comptes ouverts aux redevables.

Les recouvrements qui sont faits sur ces droits sont portés en recette sur un registre à souche, dont on détache les quittances délivrées aux contribuables. Ce registre est soumis, ainsi que les portatifs et les états de produits, à la vérification des contrôleurs et des directeurs.

Le compte annuel des receveurs principaux présente dans un premier chapitre les droits qui restaient à recouvrer sur les exercices précédents, les décharges et déductions autorisées sur ces droits, les droits non rentrés à porter en reprise sur le compte suivant, et enfin, les recouvrements faits jusqu'à la clôture de l'exercice. Il est justifié des sommes à porter en reprise dans le compte subséquent par un certificat constatant la nature et le montant de cette reprise.

Dans un second chapitre figurent les droits qui s'appliquent à la première année de l'exercice; et l'on y trouve indiquées, comme dans le chapitre qui précède, toutes les circonstances qui se rattachent à la constatation et au recouvrement de ces droits.

A l'appui de ce chapitre de la recette est produit, avec le compte annuel, un relevé général qui offre l'indication des quantités ou des objets soumis aux droits dans l'étendue de la recette principale; l'indication des taxes; enfin le montant des droits résultant de leur application aux quantités ou aux objets taxés. Ce relevé est certifié par le directeur, conforme aux registres de perception portatifs et autres documents qui ont servi de base à la perception.

Mais ces éléments ne pouvant être publiés qu'avec les résultats du règlement définitif de l'exercice auquel ils s'appliquent, on a cru devoir établir, pour la première fois, à la suite de cette note, en ce qui concerne les produits appartenant à l'exercice courant, une situation provisoire qui a pour but de faire connaître le montant des droits et produits constatés au profit de l'État, les recouvrements réalisés sur ces produits et ceux dont la réalisation peut encore être opérée pendant la seconde année de l'exercice.

Il est à remarquer que, dans cette situation, qui se compose de résultats positifs extraits des comptes des receveurs, pour leur gestion de 1832, et d'appréciations plus ou moins certaines, figurent d'abord:

Les droits qui étaient à recouvrer au 31 décembre 1832 sur les exercices 1831 et antérieurs, lesquels sont de 1,166,137 francs 4 centimes.

Les droits qui ont été constatés pendant l'année 1832, s'élevant à 166,656,281 francs 31 centimes.

La réunion de ces deux résultats offrent un total de droits constatés de 167,822,418 francs 35 cent.

On voit ensuite:

1° Que les recouvrements effectués en 1832 ont monté à la somme de 162,478,585 francs 22 cent.;

2° Que les recouvrements à opérer en 1833 sont évalués à celle de 4,525,833 francs 13 centimes;

3° Et enfin que le montant des droits dont le recouvrement est incertain, et pour lesquels il y aura lieu d'accorder des décharges aux comptables peut être calculé à environ 818,000 francs.

Si l'on ajoute cette non-valeur probable aux recouvrements effectués en 1832 et à ceux dont la réalisation ne s'opèrera qu'en 1833, on obtient un total de 167,822,418 francs 35 centimes égal à celui des droits constatés sur l'exercice.

Le tableau d'où ces résultats sont extraits est suivi d'un état qui présente, par département et par nature de droits, les recouvrements faits pendant l'année 1832.

État des Droits et Produits constatés sur les Boissons, Tabacs et Poudres de l'Exercice 1832.

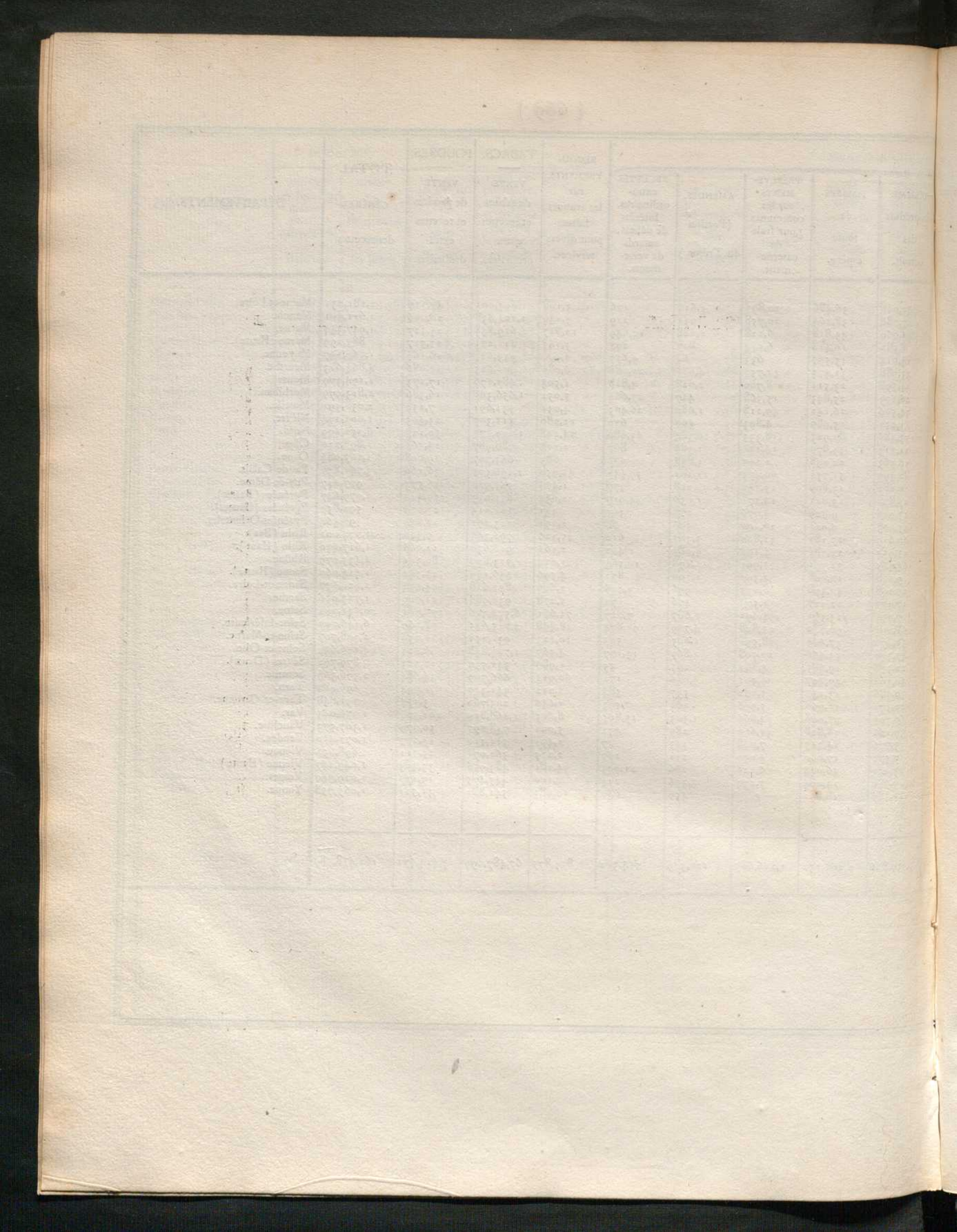
DÉSIGNATION DES DROITS ET PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS.			RECOUVREMENTS, DÉCHARGES ET NON VALEURS, APPLICABLES AUX DROITS CONSTATÉS.					OBSERVATIONS.
	DROITS qui restaient à recouvrer au 31 déc. 1832 sur les exercices 1831 et antérieurs.	DROITS constatés sur l'exercice 1832 jusqu'au 1er janvier 1833.	TOTAL des droits dont le montant est applicable à l'exercice 1832.	DROITS recouvrés en 1832. (Voir ci-après le développement par département.)	DROITS à recouvrer en 1833.	TOTAL des droits dont le recouvrement paraît assuré pour le Trésor. (Voir le compte des contributions et revenus publics, page 49.)	DROITS dont le recouvrement n'est pas probable, et pour lesquels on suppose qu'il sera accordé des décharges.	TOTAL égal au montant des droits constatés.	
BOISSONS.									
Droit de circulation sur les vins, cidres, poirés, hydromels, etc.	12,882 71	3,778,710 74	3,791,593 45	3,723,010 59	47,582 86	3,770,593 45	21,000 00	3,791,593 45	
Droit de 15 cent. par expédition	//	514,704 60	514,704 60	514,662 80	41 80	514,704 60	//	514,704 60	
Droit de détail et de consommation sur les vins, cidres, poirés, hydromels, etc.	709,484 81	42,907,888 18	43,617,372 99	41,262,286 23	1,826,086 76	43,088,372 99	529,000 00	43,617,372 99	
Droits d'entrée sur les vins, cidres, poirés, hydromels, eaux-de-vie et liqueurs.	190,362 72	11,718,967 66	11,909,330 38	11,106,490 93	649,839 45	11,756,330 38	153,000 00	11,909,330 38	
Droit de fabrication sur les bières.	7,964 23	6,517,053 49	6,525,017 72	6,337,705 00	183,312 72	6,521,017 72	4,000 00	6,525,017 72	
DROITS DIVERS.									
Licences accordées aux distillateurs, brasseurs, bouilleurs, etc.	49,758 92	2,751,314 43	2,801,073 35	2,678,064 38	109,008 97	2,787,073 35	14,000 00	2,801,073 35	
Voitures publiques, estampilles et 10e du prix de transport des marchandises.	32,637 53	4,884,319 22	4,916,956 75	4427,350 18	435,606 57	4,862,956 75	54,000 00	4,916,956 75	
Cartes.	2,075 11	478,051 74	480,126 85	412,597 77	67,529 08	480,126 85	//	480,126 85	
Sels. (Droits perçus à l'extraction dans les départements de l'intérieur)	//	6,576,970 95	6,576,970 95	6,362,342 99	214,627 96	6,576,970 95	//	6,576,970 95	
Garantie des matières d'or et d'argent et argues royales.	//	1,143,496 14	1,143,496 14	1,143,496 14	//	1,143,496 14	//	1,143,496 14	
Navigation sur les rivières et canaux.	761 96	3,734,342 12	3,735,104 08	3,733,258 52	1,845 56	3,735,104 08	//	3,735,104 08	
Péages sur les ponts.	//	343,126 22	343,126 22	//	343,126 22	//	//	343,126 22	
Timbres des expéditions et quittances délivrées.	785 30	2,295,657 40	2,296,442 70	2,294,132 10	2,310 60	2,296,442 70	//	2,296,442 70	
TOTAL des Droits perçus d'après les tarifs	1,006,713 29	87,644,602 89	88,651,316 18	84,338,523 85	3,537,792 33	87,876,316 18	775,000 00	88,651,316 18	
Bacs, passages d'eau, ponts affermés, etc.	96,309 14	1,194,151 16	1,290,460 30	1,123,072 13	149,388 17	1,272,460 30	18,000 00	1,290,460 30	
Dixième du produit des octrois.	9,860 87	3,889,213 81	3,899,074 68	3,339,826 73	556,247 95	3,896,074 68	3,000 00	3,899,074 68	
Amendes de la régie. (Portion du Trésor.)	//	120,529 01	120,529 01	120,529 01	//	120,529 01	//	120,529 01	
Prélèvement sur les communes pour frais de casernement.	10,850 44	1,351,923 91	1,362,774 35	1,216,685 29	129,089 06	1,345,774 35	17,000 00	1,362,774 35	
Intérêts de débets et autres recettes extraordinaires.	11,343 94	607,063 08	618,407 02	554,302 07	61,104 95	615,407 02	3,000 00	618,407 02	
RECOUVREMENTS D'AVANCES POUR DIVERS SERVICES.									
Sur les communes. { Abonnement pour traitement des employés de l'octroi.	//	408,251 92	408,251 92	403,023 37	5,228 55	408,251 92	//	408,251 92	
Sur les communes. { ——— pour frais d'exercice dans l'intérieur des villes.	8,145 74	207,435 15	215,580 89	161,262 14	54,318 75	215,580 89	//	215,580 89	
Sur les communes. { ——— pour frais d'impressions.	53 52	70,701 00	70,754 52	61,878 76	8,875 76	70,754 52	//	70,754 52	
Sur les fabricants de cartes.	//	121,733 63	121,733 63	121,733 63	//	121,733 63	//	121,733 63	
Sur les employés, pour prix d'instruments, etc.	//	4,615 37	4,615 37	4555 07	60 30	4,615 37	//	4,615 37	
Sur les cultivateurs de tabacs.	//	121,422 61	121,422 61	121,422 61	//	121,422 61	//	121,422 61	
	1,143,276 94	95,741,643 54	96,884,920 48	91,566,814 66	4,502,105 82	96,068,920 48	816,000 00	96,884,920 48	
Produit de la vente des tabacs	22,860 10	67,488,166 64	67,511,026 74	67,487,299 55	21,727 19	67,509,026 74	2,000 00	67,511,026 74	
Produit de la vente des poudres.	//	3,426,471 13	3,426,471 13	3,424,471 01	2,000 12	3,426,471 13	//	3,426,471 13	
TOTAL GÉNÉRAL	1,166,137 04	166,656,281 31	167,822,418 35	162,478,585 22	4,525,833 13	167,004,418 35	818,000 00	167,822,418 35	

BOISSONS, DROITS DIVERS, TABACS ET POUDRES. EXERCICE 1832.

DÉVELOPPEMENT des Recouvrements effectués pendant l'année 1832.

DÉPARTEMENTS.	BOISSONS.		DROITS DIVERS.																DÉPARTEMENTS.
	DROITS sur les vins, cidres, poirés, eaux-de-vie et liqueurs.	DROIT de fabrication sur les bières.	LICENCES de toute espèce.	VOITURES publiques, estampilles et dixième du prix de transport des marchandises.	CARTES.	SELS.	GARANTIE des matières d'or et d'argent.	ARGUES royales.	NAVIGATION, bacs, etc. non soumissionnés.	DROITS de péage sur les ponts et canaux soumissionnés.	DIXIÈME du produit des octrois.	TIMBRES de toute espèce.	PRÉLÈVEMENTS sur les communes pour frais de casernement.	AMENDES. (Portion du Trésor.)	RECETTES extraordinaires. (Intérêts de débets, retards de versements.)	RECOUVREMENTS sur les avances faites pour divers services.	TABACS. VENTE de tabacs et recettes extraordinaires.	POUDRES. VENTE de poudres et recettes extraordinaires.	TOTAL GÉNÉRAL des recettes.	
Ain	295,941	4,154	23,497	29,550	//	35,761	3,634	3,828	124,080	//	8,017	14,608	//	1,132	842	2,231	416,549	29,031	992,861	Ain.
Aisne	1,003,554	232,552	52,277	30,836	//	//	2,106	//	22,115	130,178	29,075	34,597	4,151	1,893	514	22,776	557,418	32,823	2,156,873	Aisne.
Allier	279,585	8,703	19,770	14,294	1,368	//	1,535	//	52,532	//	13,284	12,153	7,165	390	553	748	320,939	24,241	757,265	Allier.
Alpes (Basses)	90,672	//	9,337	2,950	1,076	//	496	//	7,795	//	5,036	6,061	1,381	218	153	656	275,084	24,691	425,612	Alpes (Basses).
Alpes (Hautes)	122,841	1,241	11,276	2,945	957	//	718	//	342	//	7,043	6,857	5,533	290	57	716	223,775	13,889	398,487	Alpes (Hautes).
Ardèche	211,029	7,717	19,210	1,912	//	//	12	//	89,254	//	3,431	10,371	//	139	2,849	2,240	357,644	70,488	776,302	Ardèche.
Ardennes	421,512	557,510	37,517	15,818	480	//	409	//	46,765	//	25,787	23,480	10,850	1,294	17,201	24,412	355,692	23,665	1,562,398	Ardennes.
Ariége	140,748	1,141	13,434	4,451	//	741	82	//	660	//	11,971	9,105	5,899	368	210	424	263,206	24,608	477,053	Ariége.
Aube	535,269	6,305	29,768	28,907	//	//	1,769	//	5,796	//	6,821	22,261	1,144	453	1,104	1,789	375,918	18,189	1,035,501	Aube.
Aude	205,574	2,904	13,243	11,672	7,059	//	352	//	14,370	//	26,495	15,584	16,435	458	2,058	2,937	326,268	45,829	691,244	Aude.
Aveyron	220,938	613	19,953	7,066	//	//	646	//	5,153	//	9,693	13,543	//	1,488	5,226	386	322,089	32,311	639,111	Aveyron.
Bouches-du-Rhône	891,752	4,779	41,390	90,970	18,852	163	45,623	//	38,339	//	170,668	60,823	30,135	1,457	4,661	11,307	1,879,339	122,213	3,412,476	Bouches-du-Rhône.
Calvados	1,064,319	28,196	36,699	47,206	1,864	//	1,654	//	15,410	22,566	59,157	59,429	//	1,557	41,267	25,367	941,510	71,760	2,417,968	Calvados.
Cantal	189,612	4,400	16,748	681	41	//	941	//	222	//	7,215	8,380	4,314	937	4,901	4,339	361,280	22,559	626,575	Cantal.
Charente	284,599	2,761	27,149	3,928	9,228	//	464	//	30,659	//	15,376	22,827	4,401	356	669	2,596	364,855	37,007	806,881	Charente.
Charente-Inférieure	469,166	6,075	45,681	14,380	5,067	//	2,128	//	109,613	//	43,355	37,195	7,241	454	761	6,009	534,863	36,963	1,318,957	Charente-Inférieure.
Cher	268,441	3,602	17,865	9,146	2,125	//	829	//	28,852	//	10,975	13,892	1,733	254	7,647	985	363,227	19,935	749,515	Cher.
Corrèze	169,606	1,266	13,971	1,463	//	//	314	//	6,775	//	6,826	8,186	1,038	383	5,011	1,734	445,658	32,369	694,607	Corrèze.
Côte-d'Or	612,763	37,621	41,993	31,030	71	//	1,059	//	22,485	68,687	28,005	36,901	21,678	363	17,995	32,068	687,322	59,586	1,699,634	Côte-d'Or.
Côtes-du-Nord	939,785	36,543	31,029	6,721	//	//	660	//	10,256	//	18,687	21,405	1,090	437	4,419	3,929	2,359,077	24,855	3,458,899	Côtes-du-Nord.
Creuse	173,615	3,488	14,767	779	//	//	307	//	//	//	2,287	6,559	1,258	761	3,187	3,838	378,971	15,819	605,642	Creuse.
Dordogne	303,871	2,313	26,062	5,227	4,338	//	100	//	34,461	37,443	11,801	14,810	8,705	550	4,692	1,669	559,614	39,441	1,055,103	Dordogne.
Doubs	378,849	44,405	25,070	20,062	2,593	520,536	65,724	//	3,741	12,252	25,212	22,171	35,572	1,812	19,107	2,449	403,198	50,549	1,633,309	Doubs.
Drôme	249,626	14,844	21,738	15,272	//	//	1,010	//	65,301	46,258	15,738	13,520	10,841	467	573	225	464,920	58,041	978,381	Drôme.
Eure	703,086	740	25,657	28,252	//	//	369	//	128,789	//	24,102	33,601	811	752	223	15,924	893,925	31,812	1,888,049	Eure.
Eure-et-Loir	716,806	3,477	30,560	29,568	//	//	378	//	//	//	13,325	24,822	4,314	643	111	5,826	779,894	23,954	1,633,681	Eure-et-Loir.
Finistère	1,180,059	8,365	38,633	18,242	//	//	1,466	//	23,268	//	59,906	23,413	22,397	124	277	18,671	2,494,638	35,135	3,924,601	Finistère.
Gard	488,609	3,022	32,597	87,584	8,049	//	5,904	//	77,205	//	63,855	41,927	18,578	957	2,409	6,903	800,612	96,383	1,734,602	Gard.
Garonne (Haute)	544,650	11,841	26,602	102,518	10,544	688	9,508	//	71,224	38,691	90,835	32,505	26,724	1,748	2,012	6,504	750,985	37,521	1,765,109	Garonne (Haute).
Gers	116,399	912	10,641	7,049	3,663	//	100	//	//	//	9,774	7,818	2,246	280	802	2,164	285,496	30,857	478,206	Gers.
Gironde	554,440	11,647	46,134	84,197	8,143	//	14,973	//	89,162	1,296	88,835	51,480	26,001	2,066	9,721	5,432	1,534,003	96,450	2,623,988	Gironde.
Hérault	420,446	7,198	28,800	41,787	7,159	//	2,473	//	13,231	//	76,364	47,160	37,291	1,019	2,160	3,199	868,286	78,471	1,635,051	Hérault.
Ille-et-Vilaine	1,417,896	24,300	43,137	25,995	3,681	//	1,426	//	33,412	//	52,303	32,474	26,846	1,126	335	18,834	1,489,856	23,444	3,195,071	Ille-et-Vilaine.
Indre	207,215	15,849	15,702	7,874	//	//	303	//	1,578	//	8,674	12,042	1,013	432	239	604	333,431	23,528	628,488	Indre.
Indre-et-Loire	455,760	16,673	25,208	13,607	2,358	1,399	1,657	//	111,334	//	23,418	20,869	14,111	163	261	2,073	476,546	29,686	1,195,129	Indre-et-Loire.
Isère	676,354	10,798	46,860	42,866	2,805	//	5,030	//	51,611	//	40,331	29,039	16,561	957	405	2,062	938,313	118,532	1,982,530	Isère.
Jura	332,717	15,571	22,702	13,087	45	777,052	47	//	5,662	92,324	15,669	20,678	3,982	2,000	773	21,361	533,707	21,137	1,878,522	Jura.
Landes	287,671	718	17,851	1,749	//	//	213	//	16,246	//	11,339	14,575	4,769	653	1,577	914	471,878	34,645	864,802	Landes.
Loir-et-Cher	352,870	652	20,738	15,534	82	//	486	//	70,724	//	16,408	22,195	4,195	767	1,221	5,923	440,199	17,304	969,306	Loir-et-Cher.
Loire	599,262	33,378	29,596	24,033	277	//	327	//	52,623	//	47,131	26,149	2,935	1,991	13,181	13,258	832,232	90,784	1,767,164	Loire.
Loire (Haute)	180,558	10,418	15,277	4,551	//	//	425	//	11,258	//	7,801	10,206	4,754	1,922	444	99	246,051	31,927	525,698	Loire (Haute).
Loire-Inférieure	1,192,624	10,301	56,421	80,558	12,982	//	2,501	//	173,746	//	142,746	51,582	8,250	405	2,114	17,625	1,129,123	61,877	2,942,861	Loire-Inférieure.
Loiret	712,925	8,413	44,950	31,953	891	//	2,314	//	162,557	//	34,346	37,744	2,002	529	714	48,664	782,107	35,529	1,905,644	Loiret.
Lot	117,173	418	15,740	2,256	919	//	250	//	22,820	10,375	9,680	8,859	4,755	396	768	16,544	283,244	28,000	522,203	Lot.
Lot-et-Garonne	196,743	2,566	15,741	9,750	5,446	//	522	//	123,006	49,706	16,699	14,113	//	1,227	397	19,700	440,069	34,787	930,478	Lot-et-Garonne.
Lozère	81,176	1,822	9,606	440	//	//	301	//	46	//	2,052	5,424	//	184	441	141	122,961	13,156	237,755	Lozère.

DÉPARTEMENTS.	BOISSONS. DROITS sur les vins, cidres, poirés, eaux-de-vie et liqueurs.	BOISSONS. DROIT de fabrication sur les bières.	DROITS DIVERS. LICENCES de toute espèce.	VOITURES publiques, estampilles et dixième du prix de transport des marchandises.	CARTES.	SELS.	GARANTIE des matières d'or et d'argent.	ARGUES royales.	NAVIGATION, bacs, etc. non soumissionnés.	DROIT de péage sur les ponts et canaux soumissionnés.	DIXIÈME du produit des octrois.	TIMBRES de toute espèce.	PRÉLÈVEMENTS sur les communes pour frais de casernement.	AMENDES. (Portion du Trésor.)	RECETTES extraordinaires. (Intérêts de débets, retards de versements.)	RECOUVREMENTS sur les avances faites pour divers services.	TABACS. VENTE de tabacs et recettes extraordinaires.	POUDRES. VENTE de poudres et recettes extraordinaires.	TOTAL GÉNÉRAL des recettes.	DÉPARTEMENTS.
Maine-et-Loire	928,800	11,064	33,999	25,235	3,170	//	2,733	//	129,836	//	43,090	36,486	20,893	3,614	176	3,108	993,901	45,119	2,281,231	Maine-et-Loire.
Manche	1,231,486	3,110	40,794	11,479	//	//	508	//	2,883	//	27,786	38,264	20,758	934	219	3,240	1,201,838	28,096	2,611,401	Manche.
Marne	972,817	94,362	54,348	41,952	//	834	2,713	//	15,377	//	44,960	43,818	6,228	2,288	10,649	12,817	619,848	24,327	1,947,344	Marne.
Marne (Haute)	365,502	15,126	18,129	12,543	//	//	537	//	1,860	//	8,582	16,418	6,533	827	295	3,145	412,271	23,527	885,299	Marne (Haute).
Mayenne	532,434	6,956	19,357	3,769	1,283	//	186	//	3,381	//	14,014	15,595	633	64	9,657	2,900	933,643	26,169	1,569,147	Mayenne.
Meurthe	626,958	65,957	40,009	33,298	10,857	3,524,404	3,849	//	7,419	//	33,988	31,472	32,757	4,980	21,288	6,080	401,625	19,686	4,864,613	Meurthe.
Meuse	500,349	88,574	27,715	14,712	//	//	2,432	//	972	//	14,598	23,511	8,700	2,028	4,828	1,504	487,276	17,173	1,194,379	Meuse.
Morbihan	986,969	10,098	30,848	3,200	//	//	643	//	8,861	//	26,293	25,843	15,368	447	27,664	5,052	1,656,300	16,386	2,813,979	Morbihan.
Moselle	629,452	109,921	38,969	22,684	3,504	513,657	7,467	//	32,104	//	34,506	26,142	40,218	1,680	26,405	4,031	532,691	7,152	2,030,591	Moselle.
Nièvre	380,532	5,493	25,176	14,981	//	//	319	//	83,440	//	11,231	15,080	4,893	409	622	21,280	415,307	23,405	1,002,174	Nièvre.
Nord	1,309,346	2,588,790	150,980	86,704	11,624	822	9,328	//	321,850	//	173,486	82,923	118,335	10,384	23,980	74,348	1,239,374	50,129	6,252,409	Nord.
Oise	881,747	19,101	35,753	39,291	//	//	1,445	//	32,838	//	21,313	33,870	14,149	1,384	867	2,114	788,987	24,365	1,897,230	Oise
Orne	518,200	8,172	19,324	15,178	//	//	386	//	10	//	16,563	21,098	2,245	1,848	276	883	643,797	19,098	1,267,084	Orne.
Pas-de-Calais	1,031,584	959,654	92,589	39,039	1,961	//	2,833	//	74,387	//	82,497	51,751	60,375	11,101	59,442	42,950	1,196,505	36,166	3,742,839	Pas-de-Calais.
Puy-de-Dôme	207,940	14,298	18,785	5,748	2,767	//	4,790	//	8,876	//	20,281	13,809	15,542	228	377	1,474	585,922	56,573	957,417	Puy-de-Dôme.
Pyrénées (Basses)	562,653	1,515	25,772	26,811	4,406	472,707	657	//	30,641	//	25,872	25,021	14,271	1,036	3,919	2,634	831,033	50,491	2,079,647	Pyrénées (Basses).
Pyrénées (Hautes)	192,977	300	11,553	7,419	1,433	//	335	//	//	//	13,928	9,929	4,076	277	305	321	322,214	27,779	592,853	Pyrénées (Hautes).
Pyrénées-Orientales	71,081	745	6,596	14,118	916	//	1,687	//	//	//	15,593	9,022	26,400	396	76	1,291	223,292	27,244	398,464	Pyrénées-Orientales.
Rhin (Bas)	399,499	244,016	53,189	20,602	4,075	12,589	6,548	//	65,101	//	40,619	25,181	31,800	3,387	612	25,126	792,306	9,346	1,734,001	Rhin (Bas).
Rhin (Haut)	490,075	66,480	31,403	46,952	1,459	//	650	//	2,636	//	13,922	23,281	5,191	4,087	422	2,161	916,630	12,066	1,617,420	Rhin (Haut).
Rhône	1,641,512	128,293	63,623	193,445	52,089	1,301	49,926	35,597	168,091	//	164,445	72,791	35,991	2,198	10,564	21,029	1,713,877	80,301	4,435,079	Rhône.
Saone (Haute)	323,230	12,555	20,846	14,369	//	476,206	166	//	19,087	//	9,238	17,008	3,300	1,100	872	4,596	496,140	15,341	1,414,060	Saone (Haute).
Saone-et-Loire	644,773	25,133	45,534	19,492	940	//	759	//	551,736	//	29,248	42,478	8,055	946	1,326	2,696	852,618	94,934	2,320,677	Saone-et-Loire.
Sarthe	653,214	2,155	25,233	17,133	//	//	153	//	8,034	17,090	17,477	22,227	1,500	476	172	5,278	930,988	21,900	1,723,036	Sarthe.
Seine	9,519,578	152,025	52,652	2,109,837	128,886	23,102	785,681	//	180,996	//	477,934	113,571	154,691	7,687	7,727	71,671	6,574,316	270,901	20,631,262	Seine.
Seine-Inférieure	2,593,983	53,340	91,067	133,322	2,883	//	6,351	//	76,680	//	161,002	90,840	25,828	4,719	93,874	18,498	2,715,645	78,169	6,146,207	Seine-Inférieure.
Seine-et-Marne	951,604	18,013	35,053	68,050	//	//	900	//	73,617	//	31,471	37,624	28,592	1,605	547	10,123	931,251	20,250	2,208,707	Seine-et-Marne.
Seine-et-Oise	1,797,360	23,661	65,308	132,458	//	//	4,075	//	280,481	//	47,339	53,466	20,508	2,867	13,177	4,567	1,704,848	6,523	4,156,643	Seine-et-Oise.
Sèvres (Deux)	428,387	8,084	19,417	11,026	3,362	//	2,373	//	3,164	//	22,358	19,685	4,861	265	55	1,989	342,539	12,223	879,792	Sèvres (Deux).
Somme	926,655	270,747	64,424	43,551	11,368	//	3,353	//	14,208	207,416	40,104	40,407	9,501	3,046	171	60,014	666,709	34,684	2,396,364	Somme.
Tarn	217,204	2,802	16,633	11,904	4,018	//	680	//	21,314	//	30,386	13,147	3,682	537	584	2,212	341,330	30,044	696,484	Tarn.
Tarn-et-Garonne	245,814	2,088	11,830	11,529	3,814	//	414	//	77,386	21,192	22,370	12,968	5,996	264	7,593	1,646	293,762	13,175	731,848	Tarn-et-Garonne.
Var	500,633	2,581	24,469	35,389	11,451	//	1,352	//	1,255	//	60,209	27,008	14,866	1,303	15,805	8,605	1,168,810	102,300	1,976,043	Var.
Vaucluse	282,766	2,074	16,251	17,810	5,861	175	7,084	//	100,382	//	39,166	18,828	11,669	289	432	5,002	748,797	50,979	1,307,573	Vaucluse.
Vendée	469,790	8,025	23,715	3,951	//	//	1,495	//	3,050	//	13,776	14,345	7,748	243	27	1,493	511,510	13,277	1,072,450	Vendée.
Vienne	413,995	3,450	20,967	4,086	2,837	//	2,371	//	10,993	//	27,571	17,880	4,000	211	167	2,235	362,071	25,311	898,152	Vienne.
Vienne (Haute)	382,276	9,644	22,134	8,617	4,819	//	1,610	//	//	//	23,950	16,044	6,226	266	21,993	34,181	483,958	33,423	1,049,147	Vienne (Haute)
Vosges	398,468	80,169	28,669	9,116	10,626	//	1,339	//	432	//	9,687	13,004	7,173	2,356	214	4,100	445,475	19,117	1,029,949	Vosges.
Yonne	335,660	6,883	26,316	25,796	//	//	355	//	3,802	52,287	11,387	18,891	//	459	640	10,083	341,882	31,511	1,065,958	Yonne.
TOTAUX	56,606,450	6,337,705	2,678,064	4,427,350	412,597	6,362,342	1,104,069	39,426	4,391,689	807,767	3,339,826	2,294,132	1,216,685	120,529	554,302	873,875	67,487,299	3,424,471	162,478,585	



DÉVELOPPEMENTS

SUR

LES PRODUITS DES POSTES.

EXERCICES 1831 ET 1832.

PRODUITS DES POSTES. EXERCICE 1831.

DÉVELOPPEMENT

Des Recouvrements effectués pendant le cours de l'Exercice 1831.

ARTICLES.	NATURE DES DROITS.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS SUR L'EXERCICE 1831		
		pendant l'année 1831.	pendant l'année 1832.	TOTAL.
1.	Produit de la taxe des lettres. (*Service ordinaire.*).....	28,671,597f 90c	72. 10.	28,671,670f 00c
2.	Produit de la taxe des lettres. (*Service rural.*).....	1,401,960. 93.	"	1,401,960. 93.
3.	Droit de 5 p. o/o sur les articles d'argent.....	900,888. 64.	7. 90.	900,896. 54.
4.	Produit des malles-postes.....	1,781,345. 68.	"	1,781,345. 68.
5.	Produit des transmissions réciproques de lettres entre les offices français et les offices étrangers.....	305,209. 83.	261,193f 41c	566,403. 24.
6.	Recettes extraordinaires.....	18,043. 40.	"	18,043. 40.
	TOTAUX.....	33,079,046. 38. (*a*)	261,273. 41. (*b*)	33,340,319. 79. (*c*)

(*a*) *Voir* le développement, par département, de ces recettes, au compte général des finances de l'année 1831, page 582.

(*b*) Ces recettes ont été réalisées à Paris.

(*c*) *Voir* les développements qui suivent.

TABLEAU DE DÉVELOPPEMENT

Des Droits et Produits des Postes, constatés et perçus pendant l'exercice 1831.

Les résultats publiés sur les produits des postes, pendant l'année 1831, ne présentent que sommairement les recettes effectuées sur les six articles principaux dont ils se composent; on en donne les développements, par chaque espèce de droits, dans des tableaux semblables à ceux qui ont été publiés pour l'exercice 1830, au compte des finances de l'année 1831.

Les détails exposés à la suite de cette note ont été puisés dans les éléments de comptabilité des préposés des postes, fournis à la Cour des comptes; ces éléments font connaître la nature et la consistance des divers objets soumis aux tarifs, et permettent de suivre les mouvemens annuels des différents services d'où naissent les produits de postes.

On va analyser ces résultats dans l'ordre où le développement les présente, en faisant ressortir l'augmentation ou la diminution des produits de 1831, comparativement à ceux de l'année précédente.

Le produit de la taxe se divise en deux parties principales; SAVOIR:

Le produit de la taxe des lettres.
Le produit de la taxe des journaux et imprimés.

La loi du 3 juin 1829 ayant établi une taxe supplémentaire d'un décime fixe pour les lettres recueillies ou distribuées dans les communes rurales, le produit de la taxe des lettres se subdivise pour 1831 comme pour 1830, en taxe ordinaire et en taxe supplémentaire *dite* rurale.

Les comparaisons faites sur ces deux sortes de taxe en 1831 et en 1830, offrent les résultats ci-après:

		TAXE DES LETTRES, déduction faite des non-valeurs.	TAXE SUPPLÉMENTAIRE ou rurale.	TAXE DES JOURNAUX et imprimés.	TOTAUX.
ANNÉE 1831		27,087,884.	1,401,960.	1,583,785.	30,073,629.
ANNÉE 1830		27,597,194.	935,655.	1,601,956.	30,134,805.
RÉSULTAT.	Augmentation	//	(*) 466,305.	//	//
	Diminution	509,310.	//	18.171.	61,176.

(*) Le service rural n'ayant commencé que le 1er avril 1830, il en résulte que l'on compare 12 mois de 1831 à 9 mois de 1830;

Si donc on déduit de l'augmentation effective de	466,305f
Les produits évalués des 3 premiers mois 1830, ci	311,887.
Il restera une augmentation réelle de	144,418.

La diminution de 509,310 francs sur la taxe ordinaire des lettres, qui porte entièrement sur les produits de Paris, peut être attribuée au ralentissement des relations commerciales pendant l'année 1831.

La diminution sur la taxe des journaux et imprimés aurait pu être de 1/5e des produits de 1830, soit environ 300,000 francs, puisque la loi du 14 décembre 1830 a réduit la taxe sur les journaux de 5 à 4 centimes. Cette diminution n'étant que de 18,171 francs, on en doit conclure qu'il y a eu un plus grand développement de l'industrie résultant de la presse périodique.

Les augmentations et les diminutions sont réparties ainsi qu'il suit :

	TAXE ORDINAIRE.	TAXE SUPPLÉMENTAIRE	TAXE DES JOURNAUX et imprimés.	TOTAUX.
PARIS	//	17,308.	//	17,308.
DÉPARTEMENTS	105,567.	448,997.	23,423.	577.987.
MONTANT des augmentations	105,567.	466,305.	23,423.	595,297.
DIMINUTIONS (Paris)	614,877.	//	41,594.	656,471.
RESTENT... Augmentations	//	466,305.	//	//
RESTENT... Diminutions	509,310.	//	18,171.	61,176.

L'état ci-dessous présente, sous un autre point de vue, la comparaison des produits de la taxe des lettres. On y fait figurer distinctement les produits obtenus dans les bureaux à *traitements fixes*, établis dans les principales villes, et ceux qui ont été recouvrés dans les *bureaux à remises*, qui se trouvent dans les autres localités. Le résultat de cette nouvelle comparaison fait connaître que, dans les grands bureaux, il y a eu, en 1831, une diminution sur 1830, de 1,010,630 francs, tandis que dans les bureaux inférieurs, il y a eu au contraire une augmentation de 949,454^{f}, qui paraît être l'effet de l'établissemcnt du service rural. Ce service, en facilitant la correspondance des habitants des campagnes, lui donne une extension qui est encore susceptible de s'accroître.

	MONTANT DES PRODUITS.		TOTAUX.
	Bureaux à traitements fixes.	Bureaux à remises.	
1831	19,822,905.	10,250,724.	30,073,629.
1830	20,833,535.	9,301,270.	30,134,805.
DIMINUTION	1,010,630.	//	61,176.
AUGMENTATION	//	949,454.	//

Droit de 5 p. o/o sur les articles d'argent.

Ce droit représente le vingtième de la valeur des articles d'argent déposés dans les bureaux de poste pour être payés dans d'autres bureaux.

Le nombre des reconnaissances délivrées pendant 1831, a été de 799,339. Les sommes déposées s'élèvent à de 17,990,009 fr.; ce qui porte le terme moyen de chaque remise d'argent à 25 fr. 52 cent. Il était, en 1830, de 26 fr. 61 cent.

Le droit de 5 pour o/o a donné, en 1831.....	900,896[f]
En 1830, la recette n'a été que de.....	659,876.
AUGMENTATION EN 1831.....	241,020.

Cette amélioration prouve que la confiance continue de s'attacher à ce mode sûr et facile de transporter de petites sommes sur tous les points du royaume et aux armées.

Produit des places dans les malles-postes.

Le produit des places dans les malles-postes s'est élevé, en 1831, à....	1,781,345[f]
Il était, en 1830, de.....	2,272,667.
DIMINUTION EN 1831.....	491,322.

Cette diminution se décompose ainsi qu'il suit :

Six premiers mois.....			220,895[f]
Six derniers mois.	Suppression de la route de Lyon à Strasbourg.	38,418.	270,427.
	Sur les autres routes.....	232,009.	
SOMME PAREILLE à la diminution.....			491,322.

La diminution, en 1831, qui est presque égale pendant chaque semestre, paraît être causée en grande partie par la baisse extraordinaire du prix de transport, de la part de diverses entreprises de messageries, par suite de la concurrence qui s'est élevée entre elles. Ce qui semble confirmer cette assertion, c'est que, ces diligences n'exploitant pas sur les routes de 2e section, la proportion des places occupées avec celles qui ont été mises à la disposition du public est restée stationnaire sur ces routes, soit 46 p. o/o, comme en 1830, tandis qu'elle est descendue de 75 à 56 p. o/o, sur celles de 1re section, ce qui a réduit le taux commun à 51 p. o/o, au lieu de 54 et 1/2.

Produit des places dans les paquebots de Calais à Douvres.

L'administration ayant mis ce service à l'entreprise à dater du 1er octobre 1830, ce produit n'a pas existé pour 1831.

Il avait donné, en 1830, pour neuf mois.....	29,839[f]

Décomptes avec les offices étrangers.

Les décomptes réciproques entre les administrations française et étrangères, pour le remboursement des ports de lettres jusqu'aux frontières des pays respectifs, ou pour le transit des correspondances *de* et *pour* l'Angleterre, constatent, au profit de la France, un bénéfice de..... 566,403f

Il s'était élevé en 1830, à..... 627,710.

DIMINUTION en 1831..... 61,307.

Recettes extraordinaires.

Les recettes extraordinaires qui s'étaient élevées, en 1830, à..... 19,842f

n'ont produit, en 1831 que..... 18,043.

DIMINUTION EN 1831..... 1,799.

qui porte, presqu'en totalité, sur la restitution d'appointements à remises, trop perçus et remboursés après les décomptes faits en fin d'exercice.

ARTICLE 1er. *Produit de la Taxe des lettres.*	RECETTES FAITES À PARIS. (*Seine.*)	RECETTES FAITES dans les DÉPARTEMENTS.	RECETTES FAITES TOTAL.	TOTAL DES RECETTES.
1° Produit de la taxe des lettres et chargements:				
Recette brute.				
Lettres dont la taxe est perçue dans les bureaux où elles sont distribuées.. — Lettres provenant de l'intérieur.....	4,677,766f 03c	19,205,275f 00c	23,883,041f 03c	
Lettres dont la taxe est perçue dans les bureaux où elles sont distribuées.. — Lettres venant de l'étranger ou des pays d'outre-mer.....	"	154,798. 20.	154,798. 20.	
Lettres dont la taxe est perçue dans les bureaux où elles sont distribuées.. — Lettres distribuables dans l'arrondissement des bureaux où elles ont pris naissance..	758,721 83.	177,301. 89.	936,023. 72.	
Lettres dont la taxe est perçue dans les bureaux où elles sont distribuées.. — Erreurs — dans l'application des taxes, rectifications en plus.....	"	60,075. 98.	60,075. 98.	
Lettres dont la taxe est perçue dans les bureaux où elles sont distribuées.. — Erreurs — dans le comptage des taxes, rectifications en plus.....	10,596. 76.	70,286. 17.	80,882. 93	
Lettres et journaux dont la taxe est payée d'avance au bureau d'où ils sont partis..... — Ports payés d'avance pour lettres et bijoux.	739,177. 52.	2,739,113. 40.	3,478,290. 92.	
Lettres et journaux dont la taxe est payée d'avance au bureau d'où ils sont partis..... — Ports payés d'avance pour journaux.....	1,261,122. 24.	164,691. 02.	1,425,813. 26.	
Lettres et journaux dont la taxe est payée d'avance au bureau d'où ils sont partis..... — Ports payés d'avance pour autres imprimés.	96,034. 16.	61,938. 38.	157,972. 54.	
Rectifications de comptes qui ont augmenté la charge des comptables.....	3,583. 53.	35,268. 14.	38,851. 67.	
TOTAUX de la recette brute.....	7,547,002. 07.	22,668,748. 18.	30,215,750. 25.	
Rectifications et non-valeurs à déduire.				
Non-valeurs applicables aux lettres dont la taxe est à percevoir dans les bureaux de distribution..... — Lettres prises en charge par les directeurs, qui n'ont pu être placées et qui doivent être réexpédiées sur d'autres bureaux.....	290,071. 12.	550,079. 82.	840,150. 94.	
Non-valeurs applicables aux lettres dont la taxe est à percevoir dans les bureaux de distribution..... — Lettres refusées. (*Rebuts.*).....	53,612.. 01.	387,438. 25.	441,050. 26.	
Non-valeurs applicables aux lettres dont la taxe est à percevoir dans les bureaux de distribution..... — Lettres adressées à des destinataires inconnus	24,765. 86.	74,910. 23.	99,676. 09.	
Non-valeurs applicables aux lettres dont la taxe est à percevoir dans les bureaux de distribution..... — Erreurs — dans l'application des taxes, rectifications en moins.....	28,763. 38.	59,784. 57.	88,547. 95.	
Non-valeurs applicables aux lettres dont la taxe est à percevoir dans les bureaux de distribution..... — Erreurs — dans le comptage des taxes, rectifications en moins.....	12,183. 03.	47,995. 31.	60,178. 34.	
Rectifications de comptes qui ont été portées à la décharge des comptables.....	2,964. 98.	11,511. 69.	14,476. 67.	
TOTAUX des non-valeurs.....	412,360. 38.	1,131,719. 87.	1,544,080. 25.	
REPORT du total de la Recette brute.....	7,547,002. 07.	22,668,748. 18.	30,215,750. 25.	
Produit net de la recette de la taxe des lettres et chargements..	5,777,485. 29.	21,310,398. 91.	27,087,884. 20	
2° Produit de la taxe des journaux, impressions et ouvrages périodiques.....	1,357,156. 40.	226,629. 40.	1,583,785. 80.	
TOTAUX de l'Article 1er.....	7,134,641. 69.	21,537,028. 31.	28,671,670. 00.	28,671,670f 00c

	RECETTES FAITES			TOTAL
	À PARIS (*Seine.*)	dans les DÉPARTEMENTS.	TOTAL	des Recettes.
Report de l'article 1er.....	.....	.....	.....	28,671,670f 00c
ARTICLE 2.				
Produit du Service rural.				
Recette brute.				
1° Lettres des communes de l'arrondissement pour le bureau, et de ces communes entre elles.....	//	27,569f 59c	27,569f 59c	
2° Droit fixe d'un décime sur les lettres venant des correspondances.....	59,480f 80c	983,300. 12.	1,042,780. 92.	
3° Lettres nées ou taxées au bureau pour l'arrondissement rural.....	//	252,343. 51.	252,343. 51.	
4° Journaux et imprimés affranchis de la commune pour l'arrondissement rural.....	//	6,488. 85.	6,488. 85.	
5° Produit des taxes de toute nature créées dans les distributions dépendant du bureau.....	//	182,383. 96.	182,383. 96.	
TOTAL de la Recette brute.....	59,480. 80.	1,452,086. 03.	1,511,566. 83.	
Non-valeurs à déduire.				
1° Déboursés. Lettres prises en charge par les directeurs, qui n'ont pu être placées, et qui ont été réexpédiées sur d'autres bureaux.....	4,316. 16.	27,890. 20.	32,206. 36.	
2° Rebuts. Lettres refusées.....	781. 30.	63,802. 64.	64,583. 94.	
3° Destinataires inconnus.....	553. 90.	10,143. 40.	10,697. 30.	
4° Erreurs dans l'application des taxes.....	102. 70.	2,015. 60.	2,118. 30.	
TOTAL des non-valeurs.....	5,754. 06.	103,851. 84.	109,605. 90.	
REPORT de la Recette brute....	59,480. 80.	1,452,086. 03.	1,511,566. 83.	
Reste pour le Produit net.....	53,726. 74.	1,348,234. 19.	1,401,960. 93.	1,401,960. 93.
TOTAL des Recettes faites sur les Produits (art. 1er et 2.).....				30,073,630. 93.

	RECETTES FAITES.
Report des Articles 1er et 2 (d'autre part).....	30,073,630f 93c

Article. 3.

Droit de 5 p. o/o sur les articles d'argent.

Remises en espèces qui ont donné lieu à la perception du droit.....	17,999,009f 21c	
Droit de 5 p. o/o	899,950. 46.	
Appoints.....	946. 08.	
Total du droit perçu.....	900,856. 54. ci	900,896. 54.

Article 4.

Produit des Places dans les malles-postes.

	Indication des routes. Point de départ.	Point d'arrivée.	Nombre de postes à parcourir par course.	Prix des places au complet, mises à la disposition du public.	Sommes perçues pour les places occupées.	Totaux par section.	
Routes de 1re section. Communications de Paris avec les principales villes du royaume.	Paris.....	Besançon.....	50 3/4.	180,416f 25c	101,697f 56c		
		Bordeaux.....	80 1/2.	286,177. 50.	148,891. 67.		
		Brest.....	77 3/4.	276,401. 25.	127,431. 73.		
		Caen.....	28 3/4.	102,206. 25.	34,651. 64.		
		Calais.....	36.	127,980. 00.	96,766. 05.		
		Clermont.....	49 3/4.	176,861. 25.	120,942. 43.		
		Lille.....	31 3/4.	112,871. 25.	38,731. 39.	1,358,208. 73.	
		Lyon.....	61 1/4.	268,275. 00.	228,081. 70.		
		Mézières.....	31 1/4.	111,093. 75.	25,707. 05.		
		Nantes.....	49 1/2.	175,972. 50.	96,107. 58.		
		Rouen.....	16.	52,560. 00.	24,529. 83.		
		Strasbourg.....	62.	220,410. 00.	126,411. 77.		
		Toulouse.....	93 3/4.	333,281. 25.	188,258. 33.		
			668.	2,424,506. 25.			
Routes de 2e section. Communications de quelques principales villes entre elles.	Avignon.....	Toulouse.....	46 1/2.	114,390. 00.	38,257. 61.		
	Bordeaux.....	Baïonne.....	33 1/2.	119,092. 50.	74,927. 89.		
		Toulouse.....	36.	88,560. 00.	35,693. 05.		
	Châlons.....	Nancy.....	21 3/4.	53,505. 00.	23,432. 72.		
		Marseille.....	45 1/4.	198,195. 00.	109,471. 77.		
	Lyon.....	Strasbourg.....	57 3/4.	(*) 93,555. 00.	28,947. 57.	423,136. 95.	
	Moulins.....	Lyon.....	23 3/4.	58,425. 00.	26,760. 46.		
	Toulouse.....	Baïonne.....	36 1/4.	88,965. 00.	42,374. 78.		
	Troyes.....	Mulhausen.....	38 1/2.	94,710. 00.	43,105. 95.		
	Armée du Nord..	.....	//	//	165. 15.		
			338 3/4.	909,397. 50.			
		Total du produit des places dans les malles.....				1,781,345. 68. ci	1,781,345. 68.

(*) Le service de Lyon à Strasbourg a été supprimé le 30 juin 1831.

A reporter.....	32,755,873. 15.

		RECETTES FAITES.
Report.....		32,755,873. 15.

ARTICLE. 5.

Résultat des décomptes entre les postes françaises et les offices de postes étrangères, pour les remises réciproques de lettres à la frontière.

DÉSIGNATION DES OFFICES.	SOMMES.		
Office d'Angleterre.....	294,028f 19c		
—— d'Autriche (A).....	//		
—— de Bade.....	15,820. 16.		
—— de Bavière.....	9,645. 98.		
—— de Belgique.....	7,969. 40.		
—— de Latour et Taxis.....	56,577. 57.		
—— des Pays-Bas.....	14,277. 36.		
—— de Prusse.....	35,828. 62.		
—— de Sardaigne.....	43,706. 72.		
—— de Suisse.....	88,549. 24.		
TOTAL.....	566,403. 24.	ci.....	566,403. 24.

(A) Les relations des postes françaises avec l'office d'Autriche ont constitué cette dernière puissance créancière, sur l'exercice 1831, d'une somme totale de 68,912. fr. 29 cent., qui a été remboursée à son mandataire à Paris, et dont la dépense figure au budget du ministère des finances, à l'article intitulé *Postes* (achat de lettres à l'étranger.)

ARTICLE 6.

Recettes extraordinaires.

DÉSIGNATION DES RECETTES.	SOMMES.		
Amendes imposées par les tribunaux aux fraudeurs du transport des lettres.....	9,389. 12.		
Amendes imposées par les tribunaux aux fraudeurs du droit de 25 cent.	850. 00.		
Amendes imposées par les directeurs et courriers aux postillons.....	117. 95.		
Restitutions d'appointements trop perçus.....	1,589. 76.		
Remboursement par l'office anglais du résultat du c/ du droit de tonnage.	5,303. 72.		
Forcements ordonnés par arrêts de la cour des comptes.....	//		
Droit de 5 pour cent sur le transport des espèces en fraude.....	//		
Recettes diverses.....	792. 85.		
TOTAL.....	18,043. 40.	ci.....	18,043. 40.
TOTAL des Recettes faites sur les produits des postes de l'exercice 1831.....			33,340,319. 79.

PRODUITS DES POSTES. EXERCICE 1831.

DÉVELOPPEMENT des Recouvrements effectués pendant le cours de l'exercice 1831.

DÉPARTEMENTS.	PRODUIT DE LA TAXE des lettres.	PRODUIT DU SERVICE rural.	DROIT DE 5 P.r o/o sur les articles d'argent.	PRODUIT DES PLACES dans les malles-postes et les paquebots.	PRODUIT des offices étrangers.	RECETTES extraordinaires.	TOTAL.
Ain	123,223	12,240	8,670	312	//	165	144,611
Aisne	343,226	37,334	12,718	5,056	//	195	398,531
Allier	135,007	9,214	8,278	32,529	//	15	185,044
Alpes (Basses)	57,937	5,420	3,760	//	//	4	67,124
Alpes (Hautes)	52,267	3,387	2,685	//	//	110	58,449
Ardèche	135,331	11,384	7,689	//	//	11	154,616
Ardennes	244,082	18,205	9,332	2,068	//	//	273,688
Ariége	72,280	6,384	4,964	//	//	3	83,631
Aube	179,883	22,759	6,266	33,198	//	81	242,194
Aude	170,103	12,839	7,344	5,646	//	40	195,974
Aveyron	110,889	8,878	7,443	//	//	82	127,294
Bouches-du-Rhone	781,068	10,630	10,435	64,641	//	27	866,803
Calvados	421,814	30,368	15,510	11,882	//	//	479,576
Cantal	86,463	8,331	4,270	//	//	//	99,066
Charente	152,420	11,751	7,424	4,540	//	//	176,136
Charente-Inférieure	274,300	17,849	12,966	92	//	12	305,221
Cher	113,146	7,493	6,936	604	//	//	128,180
Corrèze	79,984	7,189	5,064	10,333	//	//	102,572
Corse	45,731	1,515	1,418	//	//	//	48,665
Côte-d'Or	310,202	29,111	11,727	12,180	//	//	363,222
Côtes-du-Nord	156,934	9,026	10,037	11,663	//	2	187,663
Creuse	72,501	7,540	4,557	//	//	495	85,094
Dordogne	155,901	12,703	12,031	//	//	//	180,637
Doubs	215,960	14,517	9,009	23,475	//	351	263,314
Drôme	169,934	14,742	8,049	2,634	//	165	195,524
Eure	296,420	30,182	10,873	5,341	//	93	345,911
Eure-et-Loir	174,338	21,060	7,497	2,109	//	//	205,008
Finistère	251,698	7,139	10,333	30,497	//	//	299,668
Gard	295,046	14,626	9,649	2,816	//	220	322,359
Garonne (Haute)	427,159	15,805	12,479	86,545	//	365	542,355
Gers	109,178	10,674	8,515	3,158	//	//	131,526
Gironde	917,221	21 881	17,504	101,755	//	//	1,058,362
Hérault	412,368	13,938	9,671	8,828	//	//	444,806
Ille-et-Vilaine	300,083	12,156	13,008	22,140	//	5	347,304
Indre	116,079	8,729	5,563	5,222	//	74	135,670
Indre-et-Loire	224,551	13,221	8,860	4,790	//	220	251,643
Isère	297,500	23,617	11,729	320	//	164	333,333
Jura	174,951	15,024	8,548	5,273	//	330	204,127
Landes	89,831	8,118	6,518	9,247	//	//	113,716
Loir-et-Cher	143,433	12,153	5,437	2,202	//	165	163,390
Loire	257,551	14,933	8,026	1,473	//	11	281,996
Loire (Haute)	78,345	6,557	4,795	//	//	//	87,698
Loire-Inférieure	371,482	11,527	12,459	30,389	//	165	426,023
Loiret	286,670	18,304	9,103	5,329	//	92	319,500
Lot	80,124	6,174	8,532	11,654	//	44	106,531
Lot-et-Garonne	173,782	12,110	10,945	5,667	//	//	202,507
Lozère	44,161	4,445	2,757	//	//	//	51,364

DÉPARTEMENTS.	PRODUIT DE LA TAXE des lettres.	PRODUIT DU SERVICE rural.	DROIT DE 5 P.r o/o sur les articles d'argent.	PRODUIT DES PLACES dans les malles-postes et les paquebots.	PRODUIT des offices étrangers.	RECETTES extraordinaires.	TOTAL.
Maine-et-Loire	254,757	15,364	14,487	11,485	//	//	296,094
Manche	278,064	21,498	17,940	//	//	335	317,838
Marne	314,694	27,345	8,445	29,443	//	31	379,959
Marne (Haute)	165,939	21,175	5,962	3,737	//	11	196,827
Mayenne	115,194	7,768	7,617	5,428	//	//	136,008
Meurthe	309,116	19,745	12,080	15,358	//	247	356,547
Meuse	189,808	18,267	8,139	3,956	//	330	220,501
Morbihan	163,620	6,149	10,661	//	//	277	180,709
Moselle	296,318	20,103	12,356	16,525	//	962	346,266
Nièvre	171,037	13,547	8,688	2,686	//	26	195,988
Nord	781,594	32,607	26,105	14,218	//	1,171	855,697
Oise	259,171	30,375	6,744	1,269	//	103	297,664
Orne	217,487	22,084	10,150	7,872	//	24	257,620
Pas-de-Calais	456,188	21,332	14,716	37,827	//	713	530,777
Puy-de-Dôme	228,209	14,798	12,159	35.823	//	//	290,990
Pyrénées (Basses)	208,263	12,211	8,450	55,475	//	516	374,918
Pyrénées (Hautes)	84,681	6,526	4,549	3,497	//	24	99,280
Pyrénées-Orientales	94,550	5,738	4,318	//	//	209	104,815
Rhin (Bas)	393,345	15,824	16,596	39,565	//	120	465,452
Rhin (Haut)	311,818	16,761	10,958	25,940	//	87	365,566
Rhône	1,053,562	22,711	14,524	162,201	//	5	1,253,006
Saone (Haute)	171,826	20,831	9,648	5,540	//	//	207,847
Saone-et-Loire	300,909	24,886	14,960	3,208	//	12	343,978
Sarthe	200,204	18,371	11,098	8,327	//	270	238,362
Seine	7,459,782	62,068	77,950	653,998	566,403	6,951	8,727,155
Seine-Inférieure	1,077,311	44,749	21,487	8,666	//	539	1,152,754
Seine-et-Marne	299,305	37,741	9,164	559	//	//	346,771
Seine-et-Oise	522,764	53,223	16,805	914	//	335	594,043
Sèvres (Deux)	119,154	8,559	9,219	//	//	72	137,006
Somme	358,534	23,084	11,377	3,391	//	12	396,400
Tarn	120,187	7,866	7,514	//	//	210	135,778
Tarn-et-Garonne	118,285	6,594	7,252	6,760	//	6	138,899
Var	269,227	13,201	12,931	//	//	//	295,359
Vaucluse	175,632	9,851	6,966	15,777	//	126	208,353
Vendée	119,761	10,003	11,512	//	//	218	141,496
Vienne	152,933	9,071	7,963	6,677	//	//	176,645
Vienne (Haute)	160,194	6,566	6,474	29,202	//	//	202,437
Vosges	161,246	15,788	8,468	//	//	313	185,816
Yonne	209,848	20,974	9,203	218	//	54	240,300
Payeurs en Morée	5,416	//	179	//	//	//	5,596
Payeurs en Afrique	33,929	142	2,736	//	//	//	36,808
Armée du Nord	15,035	37	913	165	//	//	16,151
Trésor public	72	//	7	//	//	//	80
TOTAUX	28,671,670.	1,401,960.	900,896.	1,781,345.	566,403.	18,043.	33,340,319.

PRODUITS DES POSTES. EXERCICE 1832.

DÉVELOPPEMENT des Recouvrements effectués pendant l'année 1832.

DÉPARTEMENTS.	PRODUIT DE LA TAXE des lettres.	PRODUIT DU SERVICE rural.	DROIT DE 5 Pr o/o sur les articles d'argent.	PRODUIT DES PLACES dans les malles-postes.	PRODUIT des offices étrangers.	RECETTES extraordinaires.	TOTAL.
Ain	123,933	11,889	8,415	//	//	327	144,566
Aisne	381,980	39,559	12,708	5,790	//	361	420,399
Allier	131,510	9,676	7,229	27,022	//	20	185,459
Alpes (Basses)	58,269	5,743	3,768	//	//	266	68,047
Alpes (Hautes)	48,185	3,244	2,610	//	//	45	54,086
Adèche	134,090	10,992	7,631	//	//	120	152,834
Ardennes	259,100	18,592	8,777	2,360	//	26	288,857
Ariége	71,499	6,678	4,882	//	//	//	83,059
Aube	185,453	22,438	6,130	24,146	//	190	238,359
Aude	178,862	13,514	7,549	1,650	//	41	201,619
Aveyron	112,209	8,466	7,628	//	//	//	128,304
Bouches-du-Rhône	855,122	11,403	11,073	66,386	//	134	944,120
Calvados	431,818	31,320	16,678	9,869	//	26	489,713
Cantal	88,851	8,352	3,969	//	//	12	101,185
Charente	155,279	11,028	7,797	2,905	//	113	177,123
Charente-Inférieure	274,242	16,527	12,466	118	//	106	303,461
Cher	119,534	7,695	6,209	232	//	83	133,755
Corrèze	78,016	6,951	4,645	7,918	//	//	97,532
Corse	46,092	1,633	1,802	//	//	//	49,528
Côte-d'Or	317,012	30,140	11,928	12,235	//	175	371,492
Côtes-du-Nord	161,090	9,568	9,822	8,231	//	39	188,752
Creuse	76,233	8,062	4,607	//	//	//	88,904
Dordogne	150,601	12,628	11,563	//	//	35	174,829
Doubs	237,421	14,867	9,382	16,213	//	//	278,885
Drôme	174,478	14,885	9,031	2,404	//	//	200,799
Eure	305,294	34,673	10,648	5,517	//	762	356,897
Eure-et-Loir	179,435	20,968	7,160	1,213	//	8	208,785
Finistère	258,334	7,493	10,631	31,097	//	//	307,557
Gard	312,831	13,438	10,582	1,363	//	79	338,295
Garonne (Haute)	432,148	16,613	12,927	74,448	//	826	536,964
Gers	109,057	11,029	7,385	603	//	//	128,076
Gironde	910,543	22,105	17,051	88,543	//	370	1,038,613
Hérault	430,084	14,124	10,162	3,710	//	134	458,215
Ille-et-Vilaine	398,278	12,363	13,835	17,980	//	25	342,483
Indre	116,211	8,365	5,316	2,500	//	11	132,405
Indre-et-Loire	232,047	13,369	9,603	4,259	//	1,353	260,634
Isère	308,959	23,968	12,313	104	//	167	345,513
Jura	178,983	14,598	8,867	2,222	//	58	204,730
Landes	88,250	7,909	6,386	8,602	//	//	111,149
Loire-et-Cher	150,405	11,732	6,336	2,363	//	//	171,038
Loire	269,905	15,985	8,523	429	//	//	294,844
Loire (Haute)	78,857	5,834	4,730	//	//	//	89,422
Loire-Inférieure	380,324	11,893	12,249	29,134	//	//	433,602
Loiret	303,100	19,000	9,763	3,187	//	274	335,326
Lot	78,888	6,304	8,046	8,602	//	12	100,854
Lot-et-Garonne	166,302	11,326	9,381	1,008	//	//	188,019
Lozère	44,082	4,241	2,761	//	//	//	51,086
Maine-et-Loire	261,777	15,342	13,921	12,192	//	64	303,298
Manche	281,602	22,250	17,166	//	//	33	321,052
Marne	334,890	29,989	8,611	18,870	//	237	392,599
Marne (Haute)	169,756	21,933	6,011	644	//	68	198,414
Mayenne	122,383	8,299	8,190	6,524	//	24	145,421
Meurthe	321,855	19,907	12,317	8,337	//	21	362,438
Meuse	200,063	19,396	8,697	2,059	//	29	230,246
Morbihan	165,579	6,579	10,258	//	//	474	182,890
Moselle	333,289	20,095	11,952	15,610	//	//	360,948
Nièvre	179,461	14,199	8,905	1,943	//	78	204,588
Nord	850,450	34,640	27,057	15,715	//	1,078	928,942
Oise	278,859	33,115	7,630	785	//	849	321,241
Orne	221,585	21,740	9,099	6,150	//	//	258,576
Pas-de-Calais	459,821	21,122	14,110	34,240	//	165	526,460
Puy-de Dôme	232,524	14,888	11,347	28,605	//	11	287,377
Pyrénées (Basses)	299,233	11,817	9,856	34,983	//	//	355,890
Pyrénées (Hautes)	88,772	5,174	4,038	1,227	//	73	99,685
Pyrénées-Orientales	93,013	5,610	4,083	//	//	165	102,873
Rhin (Bas)	412,825	15,594	16,955	33,796	//	65	479,237
Rhin (Haut)	340,487	17,547	12,204	11,534	//	129	381,904
Rhône	1,105,211	23,028	16,948	150,083	//	44	1,295,362
Saone (Haute)	174,111	22,164	9,388	996	//	//	206,661
Saone-et-Loire	308,513	25,542	14,863	3,375	//	//	352,294
Sarthe	206,824	19,068	12,383	6,671	//	15	244,964
Seine	7,660,412	65,203	80,308	635,213	222,372	1 604	8,665,115
Seine-Inférieure	1,136,873	46,144	21,817	6,654	//	836	1,212,326
Seine-et-Marne	319,585	40,471	10,032	327	//	81	370,498
Seine-et-Oise	576,648	58,336	18,551	1,620	//	403	655,581
Sèvres (Deux)	121,258	8,548	9,020	//	//	16	138,843
Somme	374,296	23,016	11,513	2,478	//	20	411,325
Tarn	121,264	8,155	7,710	//	//	15	137,145
Tarn-et-Garonne	116,179	8,114	6,852	3,035	//	34	132,215
Var	273,550	13,213	11,794	//	//	47	298,605
Vaucluse	192,097	9,604	7,106	13,038	//	56	221,904
Vendée	121,070	10 629	12,425	//	//	75	144,200
Vienne	153,573	9,638	7,549	3,937	//	//	147,699
Vienne (Haute)	161,725	6,678	6,404	26,935	//	49	201,793
Vosges	161,993	15,631	9,037	//	//	440	187,102
Yonne	224,261	21,865	9,968	259	//	15	256,370
Payeurs en Morée	5,315	//	320	//	//	//	5,546
Payeurs en Afrique	41,633	212	2,961	//	//	//	45,078
Armée du Nord	13,974	60	1,400	//	//	//	14,435
Brigade d'Ancône	1,689	//	247	//	//	//	1,636
TOTAUX	29,672,522	1,437,236	914,115	1,562,238	222,372	13,540	33,822,025

DÉVELOPPEMENTS

SUR LES COUPES DE BOIS.

EXERCICES 1831 ET 1832.

NOTE

Sur le Produit des Coupes de bois.

Le revenu annuel des forêts se compose :

1° Du produit principal des coupes de bois payable en traites qui sont versées aux receveurs des finances;

2° Des produits accessoires qui sont recouvrés par les receveurs de l'enregistrement, savoir :

Le décime pour franc du prix principal des adjudications des coupes de bois,
La valeur des sur-mesures reconnues dans ces coupes,
Le prix de la vente des plants d'arbres et des chablis,
Les sommes payées par les usagers pour les délivrances de bois,
Les revenus des bois affermés ou affectés à des usines,
Les adjudications de glandées et de pâturages dans les bois,

3° Enfin, de recettes également versées aux receveurs de l'enregistrement, pour rembourser l'État de dépenses supportées par lui et qui sont mises à la charge des budgets, savoir :

Vacations des arpenteurs remboursées par les adjudicataires des coupes,
Frais de poursuites et d'instances relatifs aux forêts, recouvrés en vertu de jugements ou arrêts sur les condamnés pour délits dans les bois;

Précédemment les règles d'imputation suivies pour les coupes de bois, n'étaient pas les mêmes pour l'assiette du produit que pour son recouvrement.

Relativement à l'*assiette* de ce revenu, l'administration des forêts comptait par *ordinaire*, période de temps qui comprenait les ventes *faites* du 1er octobre d'une année au 1er avril de l'année suivante.

Quant à la *perception*, les receveurs des finances comptaient du produit des forêts par *exercice*, et cette période se formait pour eux des ventes *réalisées* pendant l'année qui donnait son nom audit exercice.

Mais depuis le 1er janvier 1832, conformément à de nouvelles instructions adressées par l'administration des forêts à ses agents (*voir* page 587 du compte de 1831), les coupes de bois sont vendues dans l'année où elles sont assises; en conséquence, les adjudications commencent au plus tard le 1er septembre de chaque année et se terminent au 15 décembre suivant. La date de la remise aux receveurs des finances des traites souscrites par les acquéreurs, détermine pour le trésor public, l'époque de la réalisation du produit, et comme cette remise a lieu dix jours après l'adjudication, il en résulte aujourd'hui une entière concordance entre l'*ordinaire forestier* et l'*exercice financier*.

Toutefois, la concordance de ces deux périodes n'a pu être obtenue qu'à partir de l'exercice 1832. Quant à l'exercice 1831, les comptes en demeurent établis selon les règles précédentes que l'on vient de rappeler. Seulement les ventes des derniers jours de l'année 1831, dont les traites n'ont pu être remises aux receveurs des finances qu'en 1832, ont été rattachées aux ressources de l'exercice 1832.

On publie à la suite de la présente note, les tableaux par arrondissement forestier, qui se rapportent aux ventes *faites* et aux ventes *réalisées* dont le compte des finances de l'année 1832 avait à faire connaître la situation au 1er janvier 1833.

Ces tableaux sont ceux qui vont être analysés :

1° *État des ventes de coupes de bois effectuées par les agens forestiers pour l'ordinaire de 1831.*

L'ordinaire forestier de 1831 a été modifié comme il vient d'être dit. Par l'effet du changement que nécessitait le passage d'un régime à l'autre il s'est composé, 1° des ventes faites sur l'ordinaire de 1830, du 1er janvier 1831 au 1er avril suivant, et qui ont été réalisées pendant le même temps par les receveurs des finances; 2° des ventes faites sur l'ordinaire de 1831, du 1er octobre 1831 au 31 décembre suivant, et dont les traites ont été remises aux receveurs des finances jusqu'à la même époque.

Pendant cet ordinaire exceptionnel, il a été adjugé 19,256 hectares de coupes de bois, lesquels au prix moyen de 748^{f} 32^{c} l'hectare, ont produit au Trésor une ressource de 14,239,781^{f} 62^{c} savoir :

Ventes faites du 1er janvier 1831 au 1er avril suivant.....	797,975^{f} 82^{c}
Idem..... du 1er octobre 1831 au 31 décembre suivant.....	13,441,805. 80.
	14,239,781. 62.
A quoi il faut ajouter le produit d'arbres et menus bois fournis au ministère de la guerre pour l'armement de diverses places fortes. (*Ordonnance royale du 24 décembre 1830.*).....	168,537. 03.
ENSEMBLE....	14,408,318 65.

2° *État des recettes faites par les receveurs des finances sur le produit des coupes de bois de l'exercice 1831.*

Les recettes imputées au budget de l'exercice 1831 représentent les ventes *faites* pendant l'année 1831, qui ont été *réalisées* par les receveurs généraux, tant sur l'*ordinaire* de 1830, que sur celui de 1831.

Ces recettes se sont élevées à.....	14,408,319^{f} 00^{c}
Elles s'augmentent des produits accessoires des forêts dont le détail par nature, se trouve page 52.....	2,274,567. 00.
Total des recettes réalisées au profit de l'exercice 1831.....	16,682,886. 00.

3° *État des ventes de coupes de bois effectuées par les agents forestiers pour l'ordinaire de 1832.*

Pendant l'ordinaire forestier de 1832, il a été adjugé 25,707 hectares de coupes de bois; les ventes ont eu lieu au prix moyen de 702 fr. 08 cent. l'hectare; le Trésor a eu ainsi à réaliser une ressource de 18,048,452 fr. 02 cent.

Comparativement à l'ordinaire de 1831, le nombre des hectares vendus a été excédé en 1832 de 6,451 hectares.

Le prix moyen des ventes, qui était en 1831 de 748^{f} 32^{c} n'a plus été en 1832 que d 702^{f} 08^{c}. La moins value de 46^{f} 24^{c} s'explique par les diverses circonstances qui ont atténué le produit des forêts, et principalement par les aliénations de bois, sol et superficie, qui ont lieu en exécution de la loi du 25 mars 1831.

4° *État des recettes faites par les receveurs des finances, sur le produit des coupes de bois de l'exercice 1832.*

Le produit des coupes de l'ordinaire de 1832 a été, comme on vient de le voir, de	18,048,452^{f} 00^{c}
Sur cette somme les recouvrements effectués par les receveurs généraux des finances pendant l'année 1832, ne se sont élevés qu'à.....	17,418,702. 00.
Et il est resté à recouvrer à l'époque du 1er janvier 1833.....	629,750. 00.
Aux recouvrements faits par les receveurs généraux pendant l'année 1832 sur le produit principal des coupes de bois, ci.....	17,418,702^{f} 00^{c}
Il faut ajouter les recettes accessoires des forêts détaillées par nature dans le tableau, page 53.....	2,842,492. 00.
Total des recettes réalisées sur l'exercice 1832, jusqu'au 1er janvier 1833.....	20,261,194. 00.

COUPES DE BOIS DE L'EXERCICE 1831.

DÉVELOPPEMENT des ventes de Coupes de Bois effectuées par les agents Forestiers pour l'ordinaire 1831.

ARRONDISSEMENTS FORESTIERS.	DÉPARTEMENTS	COUPES MISES EN VENTE. Nombre d'hectares.	COUPES MISES EN VENTE. Nombre d'arbres.	COUPES RESTÉES INVENDUES. Nombre d'hectares.	COUPES RESTÉES INVENDUES. Nombre d'arbres.	COUPES ADJUGÉES. Nombre d'hectares.	COUPES ADJUGÉES. Nombre d'arbres.	COUPES ADJUGÉES. MONTANT du prix principal des ventes.	TAUX, par HECTARE, du prix principal de la vente.
		h. a.		h. a.		h. a.			
1er	Eure-et-Loir	324 11	1,859	79 19	1,270	244 92	589	148,343 30	607 96
	Loiret	722 34	//	181 00	//	541 34	//	325,381 49	601 44
	Oise	720 89	1,974	259 71	890	461 18	1,084	489,536 95	1,063 49
	Seine	//	//	//	//	//	//	//	//
	Seine-et-Marne	187 69	4,149	48 26	4,149	139 43	//	192,820 25	1,387 80
	Seine-et-Oise	112 01	//	//	//	112 01	//	129,237 70	1,600 21
2e	Aube	523 44	18	61 48	//	461 96	18	344,759 52	745 68
	Marne (Haute)	738 40	655	124 84	//	613 56	655	385,659 61	629 13
	Yonne	616 26	170	108 64	//	507 62	170	396,744 41	782 53
3e	Calvados	170 52	905	//	//	170 52	905	92,402 45	543 52
	Eure	513 85	2,278	239 12	950	274 73	1,328	274,669 18	1,002 44
	Manche	43 80	//	16 00	//	27 80	//	18,863 00	698 62
	Seine-Inférieure	1,434 47	//	454 74	//	979 73	//	727,260 08	742 86
4e	Aisne	457 53	//	31 32	//	426 21	//	383,906 60	901 18
	Nord	869 51	1,004	//	//	869 51	1,004	808,316 59	930 16
	Pas-de-Calais	335 03	56	76 58	//	258 45	56	206,554 33	800 59
	Somme	73 45	//	//	//	73 45	//	48,694 35	667 04
5e	Ardennes	1,050 96	1,235	69 16	//	981 80	1,235	527,520 04	537 73
	Marne	1,019 27	//	287 82	//	731 45	//	674,828 27	923 15
	Meuse	1,095 96	3,449	238 91	//	857 05	3,449	478,689 92	558 56
6e	Meurthe	1,531 96	23,449	654 93	4,677	877 03	18,772	710,035 92	809 60
	Moselle	1,052 72	11,319	220 76	2,379	831 96	8,940	478,766 60	576 12
	Vosges	694 41	126,693	276 41	25,836	418 00	100,857	843,403 53	2,017 71
7e	Doubs	50 12	9,554	50 12	//	//	9,554	309,850 00	//
	Rhin (Bas)	990 15	21,914	340 60	12,499	649 55	9,415	395,957 49	610 10
	Rhin (Haut)	505 68	5,493	110 38	3,743	395 30	1,750	232,057 07	587 48
8e	Côte-d'Or	1,919 67	//	571 91	//	1,347 76	//	751,237 45	557 71
	Jura	902 66	9,133	174 15	9,133	728 51	//	407,162 67	559 28
	Saone (Haute)	211 21	1,009	108 63	1,009	102 58	//	64,468 80	632 03
	Saone-et-Loire	574 07	//	141 53	//	432 54	//	439,070 76	1,016 35
9e	Allier	215 52	8,904	48 45	4,641	167 07	4,263	106,696 70	638 85
	Cher	454 68	//	117 40	//	337 28	//	146,129 10	433 61
	Indre	321 06	//	99 23	//	221 83	//	124,381 60	562 80
	Nièvre	492 41	481	401 57	481	90 84	//	37,720 70	419 11
10e	Charente	283 60	//	12 82	//	270 78	//	87,427 20	323 84
	Charente-Infér.	//	//	//	//	//	//	//	//
	Sèvres (Deux)	280 86	//	228 55	//	52 31	//	19,330 40	371 73
	Vendée	85 06	2,424	19 36	//	65 70	2,424	49,643 70	748 35
	Vienne	237 13	//	111 37	//	125 76	//	54,482 40	435 85
11e	Indre-et-Loire	227 28	//	128 94	//	98 34	//	33,983 55	346 75
	Loir-et-Cher	153 67	6,064	18 76	//	134 91	6,064	201,044 03	1,500 32
	Maine-et-Loire	225 44	2,770	8 22	804	217 22	1,966	197,476 24	956 11
	Mayenne	//	//	//	//	//	//	//	//
	Orne	1,550 56	65	451 96	//	1,098 60	65	498,669 87	454 14
	Sarthe	456 52	1,800	119 65	800	336 87	1,000	510,460 02	1,515 25
12e	Ariége	58 36	450	4 00	//	54 36	450	16,463 05	304 87
	Aude	123 27	4,180	38 99	430	84 28	3,750	88,980 70	159 27
	Garonne (Haute)	263 55	198	88 74	198	174 81	//	106,858 50	614 12
	Pyrén.-Orientales	48 80	1,370	48 80	1,070	//	300	475 00	//
	Tarn	276 05	//	9 95	//	266 10	//	117,070 47	440 11
	Tarn-et-Garonne	104 68	//	104 68	//	//	//	//	//
13e	Ain	58 19	1,760	13 19	200	45 00	1,560	90,177 36	2,003 92
	Alpes (Hautes)	12 58	1,221	8 94	//	3 64	1,221	12,375 00	4,125 00
	Drôme	156 94	400	78 13	200	78 81	200	14,836 15	190 23
	Isère	123 63	1,545	9 96	//	113 67	1,545	123,383 06	1,091 86
	Loire	//	//	//	//	//	//	//	//
	Rhône	//	//	//	//	//	//	//	//
14e	Côtes-du-Nord	//	//	//	//	//	//	//	//
	Finistère	77 65	687	55 79	457	21 86	230	38,790 50	184 76
	Ille-et-Vilaine	199 46	1,287	//	1,287	199 46	//	98,086 72	492 89
	Loire-Inférieure	88 79	302	16 71	//	72 08	302	51,996 13	722 16
	Morbihan	43 98	1,403	//	998	43 98	405	25,728 41	598 32
	Cantal	1 50	430	1 50	415	//	1,015	5,075 00	//
	Corrèze	//	//	//	//	//	//	//	//
15e	Creuse	68 47	//	68 47	//	//	//	//	//
	Loire (Haute)	//	480	//	//	//	480	5,900 00	//
	Puy-de-Dôme	60 47	1,550	47 13	715	13 34	835	12,875 40	990 38
	Vienne (Haute)	//	//	//	//	//	//	//	//
16e	Dordogne	//	//	//	//	//	//	//	//
	Gironde	//	//	//	//	//	//	//	//
	Lot	//	//	//	//	//	//	//	//
	Lot-et-Garonne	9 60	//	//	//	9 60	//	816 00	90 66
	Gers	57 20	//	//	//	57 20	//	35 638 00	625 57
	Landes	//	//	//	//	//	//	//	//
17e	Pyrénées (Basses)	22 81	//	//	//	22 81	//	14,230 00	646 81
	Pyrénées (Hautes)	25 00	1,300	20 00	1,200	5 00	100	920 00	180 00
	Ardèche	39 92	1,992	14 31	1,292	25 61	700	7,163 58	286 52
	Aveyron	33 26	//	33 26	//	//	//	//	//
18e	Gard	118 74	//	82 67	//	36 07	//	3,717 92	103 25
	Hérault	27 45	//	27 45	//	//	//	//	//
	Lozère	//	//	//	//	//	//	//	//
19e	Alpes (Basses)	//	//	//	//	//	//	//	//
	Bouches-du-Rhône	//	//	//	//	//	//	//	//
	Var	142 16	900	61 66	200	80 50	700	6,771 88	84 63
	Vaucluse	196 21	//	82 01	//	114 20	//	5,983 95	52 52
20e	Corse	//	2,005	//	1,625	//	380	1,800 00	//
	TOTAUX	26,864 65	273,284	7,608 81	83,548	19,255 84	189,736	14,239,781 62	739 62

Arbres et menu-bois fourn's au ministère de la guerre, pour l'armement de diverses places fortes, en exécution de l'ordonnance royale du 24 décembre 1830, savoir:

Arbres		6,676.	
Menu-bois	Fagots et facines	1,890.	168,537 03
	Piquets en hartz	11,500.	
TOTAL GÉNÉRAL			14,408,318 65

739 62

Suite des COUPES DE BOIS DE L'EXERCICE 1831.

DÉVELOPPEMENT des Recettes faites par les Receveurs des finances sur le Produit des Coupes de bois de l'Exercice 1831.

ARRONDISSEMENTS FORESTIERS.	DÉPARTEMENTS.	RECETTES SUR LE PRIX PRINCIPAL, PAYABLE EN TRAITES, antérieurement au 1er janvier 1832.	RECETTES SUR LE PRIX PRINCIPAL, PAYABLE EN TRAITES, pendant l'année 1832.	RECETTES SUR LE PRIX PRINCIPAL, PAYABLE EN TRAITES, TOTAL au 1er janvier 1833.	RECETTES SUR LES PRODUITS ACCESSOIRES réalisés en numéraire, antérieurement au 1er janv. 1832.	RECETTES SUR LES PRODUITS ACCESSOIRES réalisés en numéraire, pendant l'année 1832.	RECETTES SUR LES PRODUITS ACCESSOIRES réalisés en numéraire, TOTAL au 1er janv. 1833.	TOTAL des recettes sur les adjudications de 1831.
1er	Eure-et-Loir	143,954	4,389	148,343	25,387	//	25,387	173,730
	Loiret	311,528	13,853	325,381	38,371	//	38,371	363,752
	Oise	384,492	105,045	489,537	60,645	11,473	72,118	561,655
	Seine	//	//	//	579	//	579	579
	Seine-et-Marne	192,820	//	192,820	24,403	1,334	25,737	218,557
	Seine-et-Oise	117,317	11,921	129,238	15,554	3,165	18,719	147,957
2e	Aube	//	344,760	344,760	36,159	1,607	37,766	382,526
	Marne (Haute)	334,683	50,977	385,660	45,858	//	45,858	431,518
	Yonne	52,922	343,822	396,744	34,177	19,875	54,052	450,796
3e	Calvados	86,034	6,368	92,402	9,430	637	10,067	102,469
	Eure	106,874	167,795	274,669	18,432	14,305	32,737	307,406
	Manche	18,863	//	18,863	2,581	//	2,581	21,444
	Seine-Inférieure	439,034	288,226	727,260	63,485	29,700	93,185	820,445
4e	Aisne	383,907	//	383,907	50,862	266	51,128	435,035
	Nord	808,313	4	808,317	90,488	1,074	91,562	899,879
	Pas-de-Calais	179,533	27,021	206,554	21,320	3,776	25,096	231,650
	Somme	48,694	//	48,694	29,971	127	30,098	78,792
5e	Ardennes	352,985	174,535	527,520	59,237	1,369	60,606	588,126
	Marne	104,619	570,209	674,828	74,484	5,202	79,686	754,514
	Meuse	11,547	467,143	478,690	51,143	8,322	59,465	538,155
6e	Meurthe	672,022	38,014	710,036	188,746	10,692	199,438	909,474
	Moselle	392,789	85,978	478,767	97,209	191	97,400	576,167
	Vosges	167,048	676,356	843,404	133,820	8,669	142,489	985,893
7e	Doubs	309,850	//	309,850	35,065	119	35,184	345,034
	Rhin (Bas)	395,957	//	395,957	77,304	1,359	78,663	474,620
	Rhin (Haut)	212,010	20,047	232,057	32,387	2,138	34,525	266,582
8e	Côte-d'Or	686,366	64,871	751,237	93,906	1,448	95,354	846,591
	Jura	407,163	//	407,163	96,590	54,657	151,247	558,410
	Saone (Haute)	55,771	8,698	64,469	10,609	613	11,222	75,691
	Saone-et-Loire	439,071	//	439,071	49,574	191	49,765	488,836
9e	Allier	102,697	4,000	106,697	18,605	431	19,036	125,733
	Cher	146,110	19	146,129	19,987	//	19,987	166,116
	Indre	124,382	//	124,382	14,310	//	14,310	138,692
	Nièvre	14,143	23,578	37,721	10,254	//	10,254	47,975
10e	Charente	17,292	70,135	87,427	10,198	100	10,298	97,725
	Charente-Inférieure	//	//	//	32	//	32	32
	Sèvres (Deux)	18,251	1,079	19,330	1,269	2,100	3,369	22,699
	Vendée	49,644	//	49,644	5,924	//	5,924	55,568
	Vienne	1,109	53,373	54,482	403	7,173	7,576	62,058
11e	Indre-et-Loire	33,984	//	33,984	7,443	//	7,443	41,427
	Loir-et-Cher	201,044	//	201,044	23,536	3,764	27,300	228,344
	Maine-et-Loire	165,211	32,265	197,476	18,939	//	18,939	216,415
	Mayenne	//	//	//	227	//	227	227
	Orne	409,890	89,580	498,670	123,492	7,871	131,363	630,033
	Sarthe	372,726	137,735	510,461	65,986	//	65,986	576,447
12e	Ariége	//	16,463	16,463	2,616	1,444	4,060	20,523
	Aude	88,981	//	88,981	16,676	//	16,676	105,657
	Garonne (Haute)	106,858	//	106,858	13,723	6,519	20,242	127,100
	Pyrénées-Orientales	475	//	475	6,096	211	6,307	6,782
	Tarn	117,070	//	117,070	14,190	//	14,190	131,260
	Tarn-et-Garonne	//	//	//	427	122	549	549
13e	Ain	90,177	//	90,177	14,648	63	14,711	104,888
	Alpes (Hautes)	12,375	//	12,375	4,733	//	4,733	17,108
	Drôme	14,836	//	14,836	5,199	//	5,199	20,035
	Isère	85,722	37,662	123,384	23,564	4,183	27,747	151,131
	Loire	//	//	//	31	//	31	31
	Rhône	//	//	//	13	//	13	13
14e	Côtes-du-Nord	//	//	//	19	//	19	19
	Finistère	38,790	//	38,790	4,233	1,203	5,436	44,226
	Ille-et-Vilaine	98,087	//	98,087	23,255	//	23,255	121,342
	Loire-Inférieure	32,348	19,648	51,996	3,801	1,965	5,766	57,762
	Morbihan	25,728	//	25,728	3,081	//	3,081	28,809
	Cantal	5,075	//	5,075	3,813	//	3,813	8,888
15e	Corrèze	//	//	//	44	//	44	44
	Creuse	//	//	//	74	//	74	74
	Loire (Haute)	//	5,900	5,900	33	590	623	6,523
	Puy-de-Dôme	12,875	//	12,875	2,002	355	2,357	15,232
	Vienne (Haute)	//	//	//	//	//	//	//
	Dordogne	//	//	//	2,170	//	2,170	2,170
16e	Gironde	//	//	//	21	//	21	21
	Lot	//	//	//	//	//	//	//
	Lot-et-Garonne	816	//	816	141	//	141	957
	Gers	35,658	//	35,658	4,447	//	4,447	40,105
17e	Landes	//	//	//	626	//	626	626
	Pyrénées (Basses)	1,230	13,000	14,230	3,033	1,300	4,333	18,563
	Pyrénées (Hautes)	290	630	920	1,654	298	1,952	2,872
	Ardèche	7,164	//	7,164	2,062	//	2,062	9,226
18e	Aveyron	//	//	//	470	//	470	470
	Gard	3,718	//	3,718	881	//	881	4,599
	Hérault	//	//	//	813	//	813	813
	Lozère	//	//	//	34	//	34	34
19e	Alpes (Basses)	//	//	//	474	//	474	474
	Bouches-du-Rhône	//	//	//	112	//	112	112
	Var	6,772	//	6,772	2,565	352	2,917	9,689
	Vaucluse	5,989	//	5,989	1,471	121	1,592	7,581
20e	Corse	1,800	//	1,800	467	//	467	2,267
		10,264,683	3,975,099	14,239,782	2,052,093	222,474	2,274,567	16,514,349
	Trésor public à Paris	//	168,537	168,537	//	//	//	168,537
	TOTAUX	10,264,683	4,143,626	14,408,319	2,052,093	222,474	2,274,567	16,682,886

COUPES DE BOIS DE L'EXERCICE 1832.

DÉVELOPPEMENT des Ventes de Coupes de Bois effectuées par les Agents forestiers pour l'ordinaire 1832.

ARRONDISSEMENTS FORESTIERS.	DÉPARTEMENTS	COUPES MISES EN VENTE. Nombre d'hectares.	COUPES MISES EN VENTE. Nombre d'arbres.	COUPES RESTÉES INVENDUES. Nombre d'hectares.	COUPES RESTÉES INVENDUES. Nombre d'arbres.	COUPES ADJUGÉES. Nombre d'hectares.	COUPES ADJUGÉES. Nombre d'arbres.	COUPES ADJUGÉES. MONTANT du prix principal des ventes.	TAUX, par HECTARE, du prix principal de la vente.
		h. a.		h. a.		h. a.			
1er	Eure-et-Loir	319 27	2,871	17 38	//	301 89	2,871	199,519f 50c	609f 70c
	Loiret	778 75	//	//	//	778 75	//	466,338 20	599 40
	Oise	756 56	1,510	8 61	//	747 95	1,510	693,058 97	926 54
	Seine	//	//	//	//	//	//	//	//
	Seine-et-Marne	200 88	//	22 99	//	177 89	//	272,278 20	1,523 42
	Seine-et-Oise	738 74	//	378 65	//	360 09	//	392,288 70	1,090 80
2e	Aube	533 79	//	//	//	533 79	//	493,220 70	925 36
	Marne (Haute)	583 65	679	20 48	//	563 17	679	379,045 20	673 19
	Yonne	621 43	289	4 00	//	617 43	289	601,678 05	976 66
3e	Calvados	150 87	//	84 20	//	66 67	//	67,999 39	1,030 28
	Eure	705 77	950	116 03	//	589 74	950	322,793 75	631 45
	Manche	//	//	//	//	//	//	//	//
	Seine-Inférieure	1,810 77	4,044	119 34	270	1,691 43	3,774	1,199,186 32	676 34
4e	Aisne	341 55	//	//	//	341 55	//	243,718 46	970 86
	Nord	911 36	1,775	15 21	//	896 15	1,775	651,242 23	726 39
	Pas-de-Calais	409 79	//	47 10	//	362 69	//	248,212 95	785 66
	Somme	110 99	//	//	//	110 99	//	183,639 28	1,864 62
5e	Ardennes	1,567 75	10	109 73	//	1,458 02	10	660,593 38	455 70
	Marne	872 67	564	47 35	//	825 32	564	917,939 33	1,112 36
	Meuse	1,251 63	12,022	75 29	1,009	1,176 34	11,013	870,053 72	750 14
6e	Meurthe	1,708 74	15,349	472 96	3,861	1,235 78	11,488	789,449 32	652 90
	Moselle	1,018 56	5,230	75 12	783	943 44	4,447	461,480 29	489 86
	Vosges	866 55	129,662	150 41	13,250	716 14	116,412	935,056 32	1,306 07
7e	Doubs	81 10	9,550	14 80	2,150	66 30	7,400	518,175 60	785 11
	Rhin (Bas)	1,138 47	11,518	211 52	3,898	926 95	7,620	468,570 83	512 76
	Rhin (Haut)	551 12	5,367	21 87	250	529 25	5,117	337,835 50	638 62
8e	Côte-d'Or	2,172 93	//	50 90	//	2,122 03	//	1,204,579 05	567 66
	Jura	1,044 99	2,225	//	//	1,044 99	2,225	555,561 54	533 10
	Saone (Haute)	310 60	1,888	7 83	//	302 77	1,888	219,302 30	731 09
	Saone-et-Loire	570 70	//	42 28	//	528 42	//	473,430 55	897 05
9e	Allier	260 27	73	17 63	73	242 64	//	138,834 17	408 74
	Cher	474 82	//	183 10	//	291 72	//	135,782 80	466 60
	Indre	484 58	619	44 04	//	440 54	619	201,672 41	458 34
	Nièvre	781 47	8,478	//	//	781 47	8,478	285,116 25	415 68
10e	Charente	219 20	//	9 51	//	209 69	//	88,835 20	425 04
	Charente-Inférieure	//	//	//	//	//	//	//	//
	Sèvres (Deux)	281 83	//	164 32	//	117 51	//	69,640 05	394 56
	Vendée	102 66	1,691	74 48	//	28 18	1,691	10,693 80	381 88
	Vienne	238 15	//	85 66	//	152 49	//	53,779 60	353 15
11e	Indre-et-Loire	243 67	557	40 84	//	202 83	557	164,844 04	821 00
	Loir-et-Cher	143 80	3,057	//	262	143 80	2,795	372,149 20	2,562 54
	Maine-et-Loire	45 69	2,214	//	//	45 69	2,214	102,037 43	2,266 88
	Mayenne	//	//	//	//	//	//	//	//
	Orne	975 70	6,174	56 37	1,460	919 33	4,714	58,725 73	379 28
	Sarthe	294 14	6,850	3 08	//	291 06	6,850	58,951 58	763 12
12e	Ariége	219 65	683	27 83	//	191 82	683	20,330f 33c	106f 42c
	Aude	93 79	4,960	32 28	340	61 51	4,620	112,525 79	1,844 67
	Garonne (Haute)	256 07	171	92 18	116	163 89	55	85,595 65	526 22
	Pyrén.-Orientales	25 50	2,720	19 60	1,090	5 90	1,630	2,387 50	404 66
	Tarn	193 34	//	//	//	193 34	//	105,678 35	547 53
	Tarn-et-Garonne	79 69	//	18 42	//	61 27	//	39,154 10	641 86
13e	Ain	108 40	3,225	//	//	108 40	3,225	122,864 38	1,137 62
	Alpes (Hautes)	7 01	1,465	1 40	1,075	5 61	390	3,165 65	633 00
	Drôme	124 88	400	25 36	300	99 52	100	17,014 90	171 85
	Isère	138 05	1,500	13 94	200	124 11	1,300	105,506 55	1,024 77
	Loire	//	//	//	//	//	//	//	//
	Rhône	//	//	//	//	//	//	//	//
14e	Côtes-du-Nord	//	//	//	//	//	//	//	//
	Finistère	74 18	//	6 38	//	67 80	//	12,865 65	177 08
	Ille-et-Vilaine	147 34	//	//	//	147 34	//	100,046 63	680 58
	Loire-Inférieure	63 39	//	9 70	//	53 69	//	//	900 83
	Morbihan	23 32	80	19 39	//	3 93	80	5,631 20	1,407 75
15e	Cantal	//	2,030	//	910	//	1,120	8,720 00	//
	Corrèze	//	//	//	//	//	//	//	//
	Creuse	97 14	//	//	//	97 14	//	23,587 66	243 16
	Loire (Haute)	//	480	//	480	//	//	6,000 00	//
	Puy-de-Dôme	35 60	1,725	12 40	500	23 20	1,225	13,523 96	587 95
	Vienne (Haute)	//	//	//	//	//	//	//	//
16e	Dordogne	//	//	//	//	//	//	//	//
	Gironde	//	//	//	//	//	//	//	//
	Lot	//	//	//	//	//	//	//	//
	Lot-et-Garonne	9 62	//	//	//	9 62	//	707 07	78 55
17e	Gers	57 20	//	//	//	57 20	//	27,779 00	483 75
	Landes	//	//	//	//	//	//	//	//
	Pyrénées (Basses)	13 39	//	//	//	13 39	//	8,900 00	684 61
	Pyrénées (Hautes)	25 00	1,250	15 00	1,200	10 00	50	600 00	74 00
18e	Ardèche	37 29	3,017	37 29	3,017	//	//	8,567 84	//
	Aveyron	24 94	//	12 74	//	12 20	//	2,385 00	198 75
	Gard	106 48	//	//	//	106 48	//	17,095 20	161 27
	Hérault	26 56	//	6 38	//	20 18	//	2,145 68	107 25
	Lozère	36 61	2,850	36 61	2,850	//	//	//	//
19e	Alpes (Basses)	//	//	//	//	//	//	//	//
	Bouches-du-Rhône	//	//	//	//	//	//	//	//
	Var	111 00	2,423	//	//	111 00	2,423	20,274 12	182 65
	Vaucluse	133 26	//	59 71	//	73 55	//	1,933 02	26 46
20e	Corse	2 00	8,020	//	6,120	2 00	1,900	6,150 00	3,075
	TOTAUX	28,946 66	272,215	3,239 69	45,464	25,706 97	226,751	18,048,452 02	702 08

SUITE DES COUPES DE BOIS DE L'EXERCICE 1832.

DÉVELOPPEMENT des Recettes faites par les Receveurs des Finances sur le Produit des Coupes de Bois de l'Exercice 1832.

ARRONDISSEMENTS FORESTIERS.	DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL DES VENTES PAYABLE EN TRAITES. Produit constaté au profit du budget de l'exercice 1832.	Recettes effectuées pendant l'année 1832.	Reste à recouvrer au 1er janvier 1833.	PRODUITS ACCESSOIRES. Recettes réalisées en numéraire pendant l'année 1832.	TOTAL des recettes faites sur les coupes de bois pendant l'année 1832.	OBSERVATIONS.
1er	Eure-et-Loir	199,519f	199,519f	//	29,695f	229,214f	
	Loiret	466,338	466,338	//	58,151	524,489	
	Oise	693,059	693,059	//	84,728	777,787	
	Seine	//	//	//	422	422	
	Seine-et-Marne	272,278	272,278	//	30,272	302,550	
	Seine-et-Oise	392,289	388,824	3,465	52,560	441,384	
2e	Aube	493,221	493,221	//	58,581	551,802	
	Marne (Haute)	379,045	379,045	//	60,677	439,722	
	Yonne	601,678	601,678	//	73,147	674,825	
3e	Calvados	67,999	67,999	//	9,167	77,166	
	Eure	322,792	322,794	//	50,182	372,976	
	Manche	//	//	//	221	221	
	Seine-Inférieure	1,199,186	662,937	536,249	100,420	763,357	
4e	Aisne	243,718	243,718	//	31,836	275,554	
	Nord	651,242	651,242	//	77,794	729,036	
	Pas-de-Calais	248,213	248,213	//	29,136	277,349	
	Somme	183,639	183,639	//	35,062	218,701	
5e	Ardennes	660,593	660,593	//	76,467	737,060	
	Marne	917,939	914,931	3,008	104,392	1,019,323	
	Meuse	870,054	870,054	//	109,317	979,371	
6e	Meurthe	789,449	789,449	//	237,195	1,026,644	
	Moselle	461,480	461,480	//	114,647	576,127	
	Vosges	935,056	935,056	//	178,727	1,113,783	
7e	Doubs	518,176	518,176	//	63,351	581,527	
	Rhin (Bas)	468,578	468,302	276	112,818	581,120	
	Rhin (Haut)	337,836	337,836	//	82,903	420,739	
8e	Côte-d'Or	1,204,579	1,204,579	//	173,579	1,378,158	
	Jura	555,562	555,562	//	128,509	684,071	
	Saone (Haute)	219,302	219,302	//	39,374	258,676	
	Saone-et-Loire	473,431	468,397	5,034	64,983	535,380	
9e	Allier	138,834	131,701	7,133	24,593	156,294	
	Cher	135,783	135,783	//	21,114	156,897	
	Indre	201,672	201,616	56	26,467	228,083	
	Nièvre	285,116	285,116	//	37,203	322,319	
10e	Charente	88,835	14,321	74,514	10,137	24,458	
	Charente-Inférieure	//	//	//	133	133	
	Sèvres (Deux)	69,640	69,640	//	8,123	77,763	
	Vendée	10,694	10,694	//	1,072	11,766	
	Vienne	53,780	53,780	//	7,921	61,701	
11e	Indre-et-Loire	164,844	164,844	//	24,724	189,568	
	Loir-et-Cher	372,149	372,149	//	41,165	413,314	
	Maine-et-Loire	102,038	102,038	//	16,697	118,735	
	Mayenne	//	//	//	//	//	
	Orne	458,726	458,726	//	89,383	548,109	
	Sarthe	258,952	258,952	//	39,616	298,568	
12e	Ariége	20,330	20,330f	//	10,671	31,001	
	Aude	112,526	112,526	//	23,228	135,754	
	Garonne (Haute)	85,596	85,596	//	17,061	102,657	
	Pyrénées-Orientales	2,387	2,387	//	7,399	9,786	
	Tarn	105,678	105,678	//	15,184	126,862	
	Tarn-et-Garonne	39,154	39,154	//	5,127	44,281	
13e	Ain	122,864	122,864	//	25,590	148,454	
	Alpes-Hautes	3,166	5,116	//	3,466	8,602	
	Drôme	17,015	17,015	//	8,434	25,449	
	Isère	105,507	105,507	//	23,834	129,341	
	Loire	//	//	//	362	362	
	Rhône	//	//	//	33	33	
14e	Côtes-du-Nord	//	//	//	28	28	
	Finistère	12,866	12,866	//	2,341	15,207	
	Ille-et-Vilaine	100,047	100,047	//	12,127	112,174	
	Loire-Inférieure	//	//	//	591	591	
	Morbihan	5,631	5,631	//	1,293	6,924	
15e	Cantal	8,720	8,720	//	5,850	24,570	
	Corrèze	//	//	//	197	197	
	Creuse	23,588	23,588	//	3,173	26,761	
	Loire (Haute)	6,000	6,000	//	721	6,721	
	Puy-de-Dôme	13,524	13,524	//	2,979	16,503	
	Vienne (Haute)	//	//	//	//	//	
16e	Dordogne	//	//	//	2,928	2,928	
	Gironde	//	//	//	191	191	
	Lot	//	//	//	//	//	
	Lot-et-Garonne	707	707	//	251	958	
17e	Gers	27,779	27,779	//	3,545	31,324	
	Landes	//	//	//	1,398	1,398	
	Pyrénées (Basses)	8,900	8,900	//	9,514	18,414	
	Pyrénées (Hautes)	600	600	//	9,414	10,014	
18e	Ardèche	8,568	8,553	15	3,182	11,735	
	Aveyron	2,385	2,350	//	2,445	4,830	
	Gard	17,095	17,095	//	4,447	21,542	
	Hérault	2,146	2,146	//	2,188	4,334	
	Lozère	//	//	//	217	217	
19e	Alpes (Basses)	//	//	//	3,015	3,015	
	Bouches-du-Rhône	//	//	//	1,260	1,260	
	Var	20,274	20,274	//	6,532	26,806	
	Vaucluse	1,933	1,933	//	2,820	4,753	
20e	Corse	6,150	6,150	//	825	6,975	
	TOTAUX	18,048,452	17,418,702	629,750	2,842,492	20,261,194	

DÉVELOPPEMENTS

SUR L'EXPLOITATION DES SALINES

ET MINES DE SÉL DE L'EST.

EXERCICES DE 1826 à 1832.

NOTE

Sur l'exploitation des Salines et Mines de sel de l'Est de 1826 à 1832.

La loi du 6 avril 1825 a autorisé la concession pour quatre-vingt-dix-neuf ans, et pour être réunies dans les mêmes mains, à titre de régie intéressée,

1° De l'exploitation des salines de Dieuze, Moyenvic, Château-Salins, Soultz, Saulnot, Arc, Salins et Montmorot, situées dans les départements de la Meurthe, du Bas-Rhin, de la Haute-Saône, du Doubs et du Jura;

2° De la mine de sel gemme existant dans les départements ci-dessus dénommés, ainsi que dans ceux de la Meuse, de la Moselle, du Haut-Rhin, des Vosges et de la Haute-Marne.

Conformément à l'ordonnance royale du 15 septembre 1825, au cahier des charges y annexé, et à l'avis inséré dans le *Moniteur* du 15 octobre suivant, cette concession fut faite à une Compagnie, moyennant le payement d'une somme de 1,800,000 fr. à titre de prix fixe du bail, et une part dans les bénéfices, fixée à 59 centièmes du produit net.

Depuis cette époque, et d'après des considérations résultant de circonstances nouvelles, ces premières conditions ont été modifiées. Par une ordonnance royale du 17 janvier 1830, il a été statué, entre autres dispositions, que, pendant une période de dix années, le prix fixe du bail serait réduit à 1,200,000 fr., et que la part de l'État dans les bénéfices de l'exploitation serait augmentée et réglée de la manière suivante :

2/3 sur les premiers 300,000 francs;

3/4 sur le produit excédant cette somme.

Quant au mode de surveillance et de comptabilité, voici comment il a été réglé et mis à exécution :

Par un article du traité passé avec la Compagnie le 10 février 1826, le gouvernement s'est réservé le droit de faire surveiller, par des agents de son choix, l'accomplissement des clauses du bail, ainsi que toutes les opérations de la Compagnie, et de prescrire les mesures relatives à la forme de ses écritures et à la reddition de ses comptes annuels.

En conséquence de cette disposition, une commission fut spécialement chargée d'examiner le compte produit par la Compagnie pour l'année 1826, et de présenter ses observations et ses vues d'amélioration tant sur la comptabilité que sur l'exploitation des Salines.

De semblables commissions ont été formées, chaque année, à l'effet de procéder aux mêmes investigations pour les comptes de 1827, 1828, 1829 et 1830.

Ces comptes ont été aussi l'objet d'un premier examen opéré sous la direction du ministère des finances et au vu des pièces justificatives. Cependant le résultat de ces vérifications n'avait pas reçu de sanction officielle, parce qu'aucun acte ne déterminait par quelle autorité et dans quelle forme les comptes de la Compagnie seraient définitivement arrêtés.

Les inconvénients qui pouvaient résulter de ce régime provisoire ont cessé par l'effet de l'ordonnance royale du 16 octobre 1832, rapportée à la suite de la présente note, et aux termes de laquelle

la régie des salines a été soumise à la juridiction de la Cour des comptes, non-seulement à partir de l'année 1832, mais encore pour toutes les années qui ont précédé, depuis 1826.

Conformément à cette disposition, la Cour a été saisie des comptes et de toutes les pièces et documents relatifs aux gestions de 1826 à 1830; la même production va lui être faite pour 1831.

L'article 3 de la même ordonnance prescrit aussi de publier, chaque année, dans le compte des finances, les résultats de l'exploitation, *tant en deniers qu'en matières;* et le compte de l'année 1832 doit en outre, reproduire les opérations de la Compagnie depuis son entrée en exercice.

Déjà il avait été en partie satisfait à cette demande par l'insertion dans le dernier compte de deux tableaux qui exposent les recettes et les dépenses effectuées par la régie des salines pendant les années 1830 et 1831, et qui font ressortir la part attribuée à l'État dans les produits de chacune de ces deux années.

Pour assurer l'exécution complète de la dernière ordonnance, on publie ci-après une série de neuf tableaux qui présentent :

1° Le développement par année des recettes et des dépenses *en deniers*, effectuées depuis 1826 jusques à 1831, et le résultat obtenu pour le trésor, pendant les six premières années de l'exploitation;

2° Le mouvement, pendant la même période, *des matières* provenant de l'extraction et de la fabrication des sels, ainsi que de la manutention de la fabrique de produits chimiques.

A l'égard de 1832, on se borne à donner la situation des recettes et des dépenses effectuées pendant l'année, avec le décompte et la répartition du bénéfice de l'exploitation. Les résultats en matières propres à cette année, n'ayant pu encore être arrêtés définitivement, ils ne figureront que dans le compte des finances de 1833.

Enfin, la mesure d'ordre qui a soumis la comptabilité des Salines à l'examen et au jugement de la Cour des comptes, a été suivie d'une décision ministérielle qui assujettit la compagnie à fournir à à la direction de la comptabilité générale des finances, à dater de 1833, un bordereau mensuel de ses recettes et de ses dépenses, en deniers et en matières, appuyé de toutes les pièces justificatives. Au moyen de cette communication périodique, les contrôles qui seront exercés sur les opérations relatives à l'exploitation des salines, reposeront sur des écritures authentiques, comme ceux qui s'appliquent à la gestion des comptables publics.

Ordonnance du Roi qui place sous la juridiction de la Cour des comptes la comptabilité de la Compagnie des Salines et des Mines de sel de l'Est, tant en matières qu'en deniers.

Paris, le 16 octobre 1832.

LOUIS-PHILIPPE, Roi des Français,

Vu la loi du 6 avril 1825 relative à la mise en régie des salines et mines de sel de l'Est;

Vu l'ordonnance royale du 15 septembre 1825, qui détermine les formes et conditions de l'adjudication, le cahier des charges y annexé, et l'article 37 du traité de régie passé avec la compagnie, le 10 janvier 1826;

Sur le rapport de notre Ministre secrétaire d'état des finances,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

La comptabilité de la Compagnie des salines et mines de sel de l'Est, tant en matières qu'en deniers, est placée sous la juridiction de notre Cour des comptes.

ART. 2.

Les comptes qui ont été présentés par la Compagnie, pour son exploitation, de 1826 à 1831, seront adressés par notre Ministre des finances à la Cour des comptes, avec toutes les pièces justificatives à l'appui, pour être soumis à son jugement.

Il en sera de même des comptes qui seront ultérieurement produits par la Compagnie; ces comptes devront être fournis au Ministre des finances dans les quatre premiers mois qui suivront l'expiration de chaque année, et l'envoi en devra être fait à la Cour des comptes avant le 1er juillet suivant.

ART. 3.

Les résultats en deniers et en matières, de l'exploitation des salines et mines de sel de l'Est, seront publiés tous les ans dans le compte général de l'administration des finances.

La situation qui sera insérée dans le compte de l'année 1832, rapportera les opérations de la Compagnie, depuis son entrée en exercice.

ART. 4.

Notre Ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi:

Le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé HUMANN.

SALINES ET MINES DE SEL DE L'EST.

Développement des Recettes et des Dépenses effectuées par la Régie des Salines et Mines de Sel sur les Exercices de 1826 à 1831.

EXERCICE 1826.

RECETTE.

Vente de sel	à l'intérieur	220,857 quint. 30 kil. vendus au prix moyen de 14f 96c 49/100	3,305,118f 98c	3,739,261f 65c
	à l'étranger	67,298 —— 52 *idem* 6 45 09/100	434,142 67	
Recettes diverses				345,401 64
Recette provenant de la fabrique de soude établie à Dieuze				377,055 24
Solde des intérêts reçus de divers				107,332 87
Remise de 3/4 pour o/o du droit sur le sel bonifiée à la compagnie par les contributions indirectes				45,846 33
Remise faite à la compagnie sur la vente des sels du Midi				13,825 23
Indemnité reçue de la direction des sels à Bade, pour la résiliation de son traité avec la compagnie				106,049 35
Retenues sur les traitements. (*Commissaires du Roi, inspecteur, contrôleurs et employés*)				14,866 45
Produit des extinctions sur les 121,635f 65c liquidés au 1er janvier 1826, en faveur des anciens employés				3,235 30
Recouvrement du prix des actions				10,000,000 00
Double droit pour perte de sel en cours de transport				16 50
TOTAL de la Recette				14,752,890 56

DÉPENSE.

Frais généraux	Prix du bail de la compagnie		1,800,000f 00c	1,991,734 38
	Dépenses administratives		75,311 77	
	Subvention à l'entretien des routes de la Meurthe et de la Moselle		44,896 00	
	Loyer, contributions et frais de garde des salines particulières		71,526 61	
Frais d'exploitation	Dépenses de toute nature dans les salines		1,221,874 81	1,241,170 96
	Dépenses extraordinaires		19,296 15	
Dépenses de toute nature pour l'exploitation de la fabrique de soude à Dieuze				269,523 94
Valeurs en inventaires au 1er janvier 1826, payées à l'ancienne compagnie de l'Est				3,212,989 57
Versé au trésor	pour remboursement à effectuer à la compagnie de l'Est. (Art. 22 du cahier des charges.)		547,398 39	3,468,880 69
	pour l'indemnité allouée à la compagnie Thonnelier. (*Idem.*)		2,921,482 30	
Acquisition de l'entrepôt de Saint-Avold				4,572 23
Cautionnement versé à la caisse des dépôts et consignations				2,500,000 00
Pensions et secours à la charge de la régie				5,715 46
Pensions des employés de Château-Salins et Saulnot, liquidées en 1826				23,150 00
Payements pour compte du trésor. (Pensions et secours; traitements et frais de tournées des commissaires du Roi.)				164,228 54
Taxation revenant à M. Carny directeur sur les bénéfices de la fabrique de soude				7,168 75
Nouveaux établissements. (Pour le sel fossile, le sel raffiné et la fabrique de soude.)				658,524 82
Diminution survenue dans les valeurs en inventaires (au 31 décembre 1826.)				466,644 68
TOTAL de la Dépenses				14,014,304 02
Intérêts du fonds social pour neuf mois, à raison de 4 pour o/o par an			300,000 00	738,586 54
Bénéfice net revenant.	au trésor public, à raison de 59/100 sur 438,586 54		258,766f 06c	438,586 54
	aux actionnaires. 41/100 *idem*		179,820 48	
				14,752,890 56

RÉSULTAT POUR LE TRÉSOR.

Prix du bail		1,800,000 00
Part dans le bénéfice de l'exploitation, suivant le décompte ci-dessus		258,766 06
Produit brut		2,058,766 06
Sur cette somme, il a été prélevé les dépenses ci-après qui sont à la charge du trésor, savoir :		
Traitements et frais de tournées des commissaires du Roi	35,512 89	166,698 19
Pensions et secours	121,635 65	
Indemnités de réforme aux ouvriers supprimés de Château-Salins et Saulnot	7,080 00	
Intérêts à 4 p. o/o sur ces divers payements	2,469 65	
Produit net pour le trésor, porté en recette au budget de l'exercice 1826. (Voir le compte des finances de l'année 1827, page 99.)		1,892,067 87

EXERCICE 1827.

RECETTE.

Vente de sel	à l'intérieur	228,622 quint. 50 kilog. vendus au prix moyen de 14f 99c 69/100	3,278,663f 96c	3,860,813f 20c
	à l'étranger	97,598 57 *idem* 5 96 47/100	582,149 24	
Recettes diverses				408,082 68
Recette provenant de la fabrique de produits chimiques établie à Dieuze				405,607 75
Intérêts reçus de divers				180,140 14
Remise de 3/4 p. o/o du droit sur le sel bonifiée à la compagnie par les contributions indirectes				46,488 74
Produit net de la vente des sels du midi				29,485 64
Prix d'une machine à vapeur vendue à la compagnie des houillères de Schœnecken				42,000 00
Retenues faites en 1826 aux employés de Château-Salins (portées mal à propos aux retraites)				707 44
Recouvrement à opérer sur les contributions payées en 1827 par les salines de Dieuze et de Moyenvic (par suite de la suppression de la saline de Château-Salins)				49,010 37
Augmentation survenue dans les valeurs en inventaire, au 31 décembre 1827				622,030 05
TOTAL de la Recette				5,614,365 41

DÉPENSE.

Frais généraux	Prix du bail de la compagnie		1,800,000f 00c	2,006,184 12
	Dépenses administratives		83,899 09	
	Subvention à l'entretien des routes de la Meurthe et de la Moselle		52,600 74	
	Loyers, contributions et frais de garde des salines particulières		69,684 29	
Frais d'exploitation	Dépenses de toute nature dans les salines		1,855,691 25	2,496,894 57
	Taxation due au directeur de la fabrique de soude sur 1826		7,168 75	
	Dépenses de la fabrique des produits chimiques en 1827		546,150 04	
	Remise due au directeur de la fabrique de soude sur le bénéfice net de 1827		2,063 01	
	Frais de timbre de divers effets provenant de l'étranger		152 95	
	Restitutions à divers traitants pour erreurs à leurs préjudice (en 1826)		2,358 61	
	Remise du prix du sel perdu par un traitant		312 50	
	Restitution au fonds de retraites des retenues faites en 1826 aux employés de la fabrique de soude		1,509 62	
	Intérêts et commissions payés à divers		81,487 84	
Dixième des dépenses à amortir sur les bénéfices de l'exploitation				140,464 43
Restitution au fonds social par suite du rapport de la commission chargée de vérifier le compte de 1826				241,043 92
TOTAL de la Dépense				4,884,587 04
Intérêts du fonds social à 4 p. o/o			400,000f 00c	759,778 37
Bénéfice revenant	au Trésor public 59/100 sur 359,778f 37c		212,269f 24c	359,778 37
	aux actionnaires. 41/100 sur *idem*		147,509 13	
				5,644,365 41

RÉSULTAT POUR LE TRÉSOR.

Prix fixe du bail		1,800,000 00
Part dans le bénéfice de l'exploitation, suivant le compte ci-dessus		212,269 24
PRODUIT brut		2,012,269 24
Sur cette somme il a été prélevé les dépenses ci-après qui sont à la charge du Trésor, savoir :		
Traitements et frais de tournées des commissaires du Roi	33,720f 00c	157,552 21
Pensions et secours	121,635 65	
Intérêts à 4 p. o/o sur ces payements	2,196 56	
PRODUIT net pour le Trésor, porté en recette au budget de l'exercice 1827 (Voir le Compte des finances de l'année 1828, page 101.)		1,854,717 03

SALINES ET MINES DE SEL DE L'EST.

Suite du *Développement des Recettes et des Dépenses effectuées par la Régie des Salines et Mines de sel de l'Est sur les Exercices de 1826 à 1831.*

EXERCICE 1828.

RECETTE.

Vente de sel	à l'intérieur.. 227,970 quint. 00 hect. vendus au prix moyen de 12f 83c 91/100	2,926,934f 95c	
	à l'étranger... 94,126 77 *idem* (A) 10 62 66/100	1,000,256 03	4,229,119f 02c
	Recettes accessoires (valeur de sacs, tonneaux et objets divers)	301,928 04	
Recettes diverses			5,587 89
Recette provenant de la fabrique de produits chimiques			544,925 99
Intérêts et commissions reçus divers			150,437 59
Remise de 3/4 p. o/o du droit sur le sel bonifiée à la compagnie par les contributions indirectes			46,853 79
Bénéfice brut sur la vente des sels de mer			40,344 71
TOTAL de la Recete			5,017,268 99

DÉPENSE.

Frais généraux	Prix du bail de la compagnie	1,800,000f 00c	
	Intérêts du fonds social à 4 p. o/o	400,000 00	
	Dépenses administratives	83,190 25	2,405,130 70
	Subvention à l'entretien des routes de la Meurthe et de la Moselle	52,937 52	
	Contributions, loyer et frais de garde des salines particulières	69,002 93	
Frais d'exploitation	Dépenses d'exploitation de la mine de Dieuze	92,135 71	
	Dépenses de toute nature dans les salines	1,751,055 91	
	Dépenses diverses	1,096 11	2,547,851 53
	Dépenses de la fabrique de produits chimiques	608,872 34	
	Intérêts et commissions payés à divers	94,691 46	
Remise du cinquième du bénéfice brut allouée à l'agent de la compagnie sur le sel de mer			8,068 94
Dixième des dépenses à amortir sur les bénéfices de l'exploitation			163,037 96
Diminution survenue dans les valeurs en inventaire au 31 décembre 1828			171,621 25
TOTAL de la Dépense			5,295,710 38
MONTANT de la Recette portée ci-dessus			5,017,268 99
Excédant de dépense			(B) 278,441 39

RÉSULTAT POUR LE TRÉSOR.

Prix fixe du bail			1,800,000 00
Sur cette somme il a été prélevé les dépenses ci-après qui sont à la charge du Trésor, savoir :			
Contributions foncières de salines supprimées (pour les années 1827 et 1828)		98,023f 50c	
Traitements et frais de tournées des commissaires du Roi		34,312 00	
Pensions et secours		116,393 00	
Intérêts à 4 p. o/o sur ces payements		2,323 36	
TOTAL		251,051 86	
Restitution de bénéfice prescrite par la commission qui a vérifié le compte de 1826		209,464 25	568,920 39
Idem par celle qui a examiné le compte de 1827		108,404 28	
PRODUIT net pour le Trésor, porté en recette au budget de l'exercice 1828. (Voir le Compte des finances de l'année 1829, page 106).			1,231,079 61

(A) En 1826 et en 1827, le prix moyen par quintal des sels vendus à l'étranger a été calculé d'après le *produit net*; c'est-à-dire déduction faite des frais du service des transports qui ne figuraient point dans les comptes de la compagnie; à partir de 1828, ces frais se trouvant compris parmi les dépenses d'exploitation, on a dû calculer le prix moyen d'après le *produit brut* : c'est ce qui explique l'augmentation des produits de 1828, comparativement à ceux des deux années précédentes.

(B) La valeur des sels en inventaire au 31 décembre 1828 ayant été affaiblie à tort d'une somme de 86,133 francs, la perte de l'exploitation s'est trouvée augmentée d'autant; mais d'après la rectification opérée dans le compte de 1829, cette perte a été réduite à la somme de 192,308 fr. 38 cent., qui a été portée aux dépenses prélevées sur le fonds social et à amortir sur les bénéfices des années subséquentes.

EXERCICE 1829.

RECETTE.

Vente de sel	à l'intérieur 235,679 quint. 00 kil. vendus au prix moyen de 13f 10c 00/000	3,087,408f 40c	
	à l'étranger 79,461 *idem* 86 11 04 98/100	878,044 91	4,242,829f 16c
	Recettes accessoires (valeur de sacs, tonneaux et objets divers	277,375 85	
Recettes diverses			4,661 42
Recettes provenant de la fabrique de produits chimiques			650,150 69
Intérêts et commissions reçus de divers			170,184 47
Remise de 3/4 p. o/o du droit sur le sel bonifiée à la compagnie par les contributions indirectes			50,233 16
Bénéfice brut sur la vente du sel de mer			27,253 65
TOTAL de la Recette			5,145,312 55

DÉPENSE.

Frais généraux	Prix du bail de la compagnie	1,200,000f 00c	
	Intérêts du fonds social à 4 p. o/o	400,000 00	
	Dépenses administratives	89,387 33	1.806,283 85
	Subvention à l'entretien des routes de la Meurthe et de la Moselle	47,931 81	
	Loyers, contributions et frais de garde des salines particulières	68,964 71	
Frais d'exploitation	Dépenses d'exploitation de la mine de Dieuze	101,764 91	
	Dépenses de toute nature dans les salines	1,609,846 54	
	Dépenses diverses	18,469 70	2,454,101 26
	Dépenses de la fabrique des produits chimiques	627,755 28	
	Intérêts et commissions payées à divers	96,264 83	
Remise du cinquième du bénéfice brut allouée à l'agent de la compagnie sur le sel de mer			5,450 73
Prélèvements autorisés par l'article 2 de l'ordonnance du 17 janvier 1830	Recomposition du capital employé à des dépenses temporaires de construction et d'amélioration	70,000 00	100,000 00
	Amortissement du capital social	30,000 00	
Diminution survenues dans les valeurs des inventaires au 31 décembre 1829			414,372 54
TOTAL de la Dépense			4,780,208 38
Répartition du bénéfice de l'exploitation de l'année 1829. Trésor public.	2/3 sur les premiers. 300,000f 00c	200,000f 00c	248,828 13
	3/4 sur l'excédant... 61,104 17	48,828 13	
Actionnaires...	1/3 sur les premiers. 300,000 00	100,000 00	116,276 04
	1/4 sur l'excédant de. 65,104 17	16,276 04	
			365,104 17
TOTAL de la Dépense égal à celui de la Recette			5,145,312 55

RÉSULTAT POUR LE TRÉSOR.

Prix fixe du bail		1,200,000 00
Part dans le bénéfice de l'exploitation, suivant le décompte ci-dessus		248,828 13
PRODUIT brut		1,448,828 13
Sur cette somme il a été prélevé les dépenses ci-après qui sont à la charge du Trésor, savoir :		
Contributions foncières des salines supprimées	49,010f 37c	
Traitements et frais de tournées des commissaires du Roi	36,334 00	210,867 31
Pensions et secours	122,363 78	
Intérêts à 4 p. c/o sur ces payements	3,159 16	
PRODUIT net pour le Trésor porté en recette au budget de l'exercice 1829. (Voir le Compte des finances de l'année 1830, page 122.).		1,237,960 82

SALINES ET MINES DE SEL DE L'EST.

Suite du *Développement des Recettes et des Dépenses effectuées par la Régie des Salines et Mines de sel de l'Est sur les Exercices de 1826 à 1831.*

EXERCICE 1830.

RECETTE.

Vente de sel fossile...	en blocs pour la saturation...	167,476 00	Quintaux vendus au prix moyen de.		0f 50c		83,738 00		
	égrugé..... à l'intérieur.	17,933 00	*Idem*.....		2 54	33/100	45,609 35	134,380f 80c	
	égrugé..... à l'étranger.	708, 75	*Idem*.....		3 97	6/100	2,817 99		
	Recettes accessoires (valeur de tonneaux, sacs et objets divers).....						2,215 46		
Vente de sel raffiné...	à l'intérieur.....	217,070 00	Quintaux vendus au prix moyen de		12f 65c	45/100	2,746,924 40		
	à l'étranger.....	89,636 70	*Idem*.....		10 68	15/100	957,456 63	3,771,597 56	
	Recettes accessoires (valeur de tonneaux, sacs et objets divers).....						67,216 53		
Recettes diverses.....								98,763 40	
Recette provenant de la fabrique de produits chimiques.....								796,623 15	
Intérêts et commissions reçus de divers.....								207,221 21	
Remise de 3/4 p. o/o du droit sur le sel bonifiée à la compagnie, par les contributions indirectes.....								46,857 85	
Bénéfice brut sur le sel de mer.....								8,573 90	
Augmentation sur les valeurs mobilières constatées à l'inventaire de 1830.....								87,346 19	
TOTAL de la Recette.....								5,151,364 06	

DÉPENSE.

Frais généraux.....	Prix du bail de la compagnie.....	1,200,000 00		
	Intérêts du fonds social à 4 p. o/o.....	400,000 00		
	Dépenses administratives.....	87,960 92	1,798,539 42	
	Subvention à l'entretien des routes de la Meurthe et de la Moselle.....	41,450 00		
	Loyers, contributions et frais de garde des salines particulières.....	69,128 50		
Frais d'exploitation...	Dépenses relatives au sel fossile.....	108,107 32		
	——— au sel raffiné.....	1,618,370 40	2,671,683 53	
	Dépenses diverses.....	10,912 57		
	Dépenses de la fabrique de produits chimiques.....	856,820 60		
	Intérêts et commissions payés à divers.....	77,472 64		
Remise du cinquième du bénéfice brut allouée à l'agent de la compagnie, sur le sel de mer.....			1,714 78	
Prélèvements autorisés par l'art. 2 de l'ordonn. du 17 janvier 1830.	Recomposition du capital employé à des dépenses temporaires de construction et d'amélioration..	70,000 00	100,000 00	
	Amortissement du capital social.....	30,000 00		
TOTAL de la Dépense à déduire de la Recette.....			4,571,937 73	
Répartition du bénéfice de l'exploitation de l'année 1830.	Trésor public. 2/3 sur les premiers 300,000f 00c.....	200,000 00	409,569 75	579,426 33
	Trésor public. 3/4 sur l'excédant de 279,426 33.....	209,569 75		
	Actionnaires. 1/3 sur les premiers 300,000 00.....	100,000 00	169,856 58	
	Actionnaires. 1/4 sur l'excédant de 279,426 33.....	69,856 58		
TOTAL de la Dépense égal à celui de la Recette.....			5,151,364 06	

RÉSULTAT POUR LE TRÉSOR.

Prix fixe du bail.....			1,200,00 00
Part dans le bénéfice de l'exploitation suivant le décompte ci-dessus.....			409,569 75
PRODUIT brut.....			1,609,569 75
Sur cette somme il a été prélevé les Dépenses ci-après, qui sont à la charge du Trésor, savoir :			
	Contributions foncières de salines supprimées.....	49,010 37	
	Traitements et frais de tournée des commissaires du Roi.....	34,887 50	213,121 55
	Pensions et secours.....	126,142 02	
	Intérêts à 4 p. o/o sur ces payements.....	3,081 66	
Produit net pour le Trésor, porté en recette au budget de l'exercice 1830. (*Voir* le compte des finances de 1831 page 180).....			1,396,448 20

EXERCICE 1831.

RECETTE.

Vente de sel fossile...	en blocs pour la saturation..	134,118 00	Quintaux vendus au prix moyen de.....		0f 50c		67,059 00		
	égrugé..... à l'intérieur.	15,570 00	*Idem*.....		2 13		33,186 35	103,837f 05c	
	égrugé..... à l'étranger,	347 76	*Idem*.....		3 96		1,379 70		
	Recettes accessoires (valeur de tonneaux, sacs et objets divers).....						2,212 00		
Vente de sel raffiné...	à l'intérieur.....	219,049 29	Quintaux vendus au prix moyen de.		12f 59c	45/100	2,759,328 95		
	à l'étranger.....	85,487 82	*Idem*.....		9 99	15/100	854,266 39	3,749,196 39	
	Recettes accessoires (valeur de tonneaux, sacs et objets divers).....						135,601 05		
Recettes diverses.....								75,530 16	
Recette provenant de la fabrique de produits chimiques.....								639,497 65	
Intérêts et commissions reçus de divers.....								182,307 46	
Remise de 3/4 p. o/o du droit sur le sel bonifiée à la compagnie, par les contributions indirectes.....								46,712 92	
Bénéfice brut sur le sel de mer.....								19,569 49	
TOTAL de la Recette.....								4,816,651 12	

DÉPENSE.

Frais généraux.....	Prix du bail de la compagnie.....	1,200,000 00		
	Intérêts du fonds social à 4 p. 9/0.....	400,000 00		
	Dépenses administratives.....	95,562 09	1,814,635 72	
	Subvention à l'entretien des routes de la Meurthe et de la Moselle.....	46,338 46		
	Loyers, contributions et frais de garde des salines particulières.....	72,735 17		
Frais d'exploitation...	Dépenses relatives au sel fossile.....	90,906 76		
	——— au sel raffiné.....	1,487,898 94	2,234,207 46	
	Dépenses diverses.....	25,771 12		
	Dépenses de la fabrique de produits chimiques.....	533,186 43		
	Intérêts et commissions payés à divers.....	92,530 32		
Remise du cinquième du bénéfice brut allouée à l'agent de la compagnie, sur le sel de mer.....			3,913 89	
Prélèvements autorisés par l'art. 2 de l'ordonn. du 17 janvier 1830.	Recomposition du capital employé à des dépenses temporaires de construction et d'amélioration.	70,000 00	100,000 00	
	Amortissement du capital social.....	30,000 00		
Diminution sur les valeurs mobilières constatées à l'inventaire de 1831.....				30,960 65
TOTAL de la Dépense.....				4,179,803 83
Répartition du bénéfice de l'exploitation de l'année 1831.	Trésor public. 2/3 sur les premiers 300,000 00.....	200,000 00	452,635 47	636,847 29
	Trésor public. 3/4 sur l'excédant de 336,847 29.....	252,635 47		
	Actionnaires. 1/4 sur les premiers 300,009 00.....	100,000 00	184,211 82	
	Actionnaires. 1/4 sur l'excédant de 336,847 29.....	84,211 82		
TOTAL égal à celui de la recette.....				4,816,651 12

RÉSULTAT POUR LE TRÉSOR.

Prix fixe du bail.....		1,200,000 00
Part dans le bénéfice de l'exploitation suivant le décompte ci-dessus.....		452,635 47
MONTANT brut du produit acquis au Trésor et porté en recette au budget de l'exercice 1831. (*Voir* page 200).....		1,652,635 47

SALINES ET MINES DE SEL DE L'EST

Résultat, pour le Trésor, de l'Exploitation des Salines et Mines de sel de l'Est pendant les Exercices de 1826 à 1831.

	ANNÉES 1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
Il revient au Trésor,	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1° Pour le prix du bail	1,800,000 00	1,800,000 00	1,800,000 00	1,200,000 00	1,200,000 00	1,200,000 00	9,000,000 00	
2° Pour sa part dans le bénéfice éventuel de l'exploitation suivant les décomptes de chaque année	258,766 06	212,269 24	//	248,828 13	409,569 75	452,635 47	1,582,068 65	
PRODUIT BRUT	2,058,766 06	2,012,269 24	1,800,000 00	1,448,828 13	1,609,569 75	1,652,635 47	10,582,068 65	
Il faut prélever sur le produit brut les dépenses ci-après qui sont à la charge du Trésor;								
SAVOIR :								
Contributions foncières de salines supprimées	//	//	98,023 50	49,010 37	49,010 37	(A) //	196,044 24	(A) A partir de l'année 1831, les dépenses à la charge du Trésor dont le prélèvement s'était jusqu'alors effectué sur le produit brut de l'exploitation, ont été imputées sur les crédits spéciaux ouverts au budget.
Traitements et frais de tournées des commissaires du Roi	35,512 89	33,720 00	34,312 00	36,334 00	34,887 50	//	174,766 39	
Pensions et secours	121,635 65	121,635 65	116,393 00	122,363 78	126,142 02	//	(B) 608,170 10	(B) Dans cette somme figure le produit des extinctions qui est spécialement affecté au payement des pensions liquidées par ordonnance du 9 juillet 1826. Ces extinctions s'élèvent, pour l'année 1826 à 3,235 30; 1827 à 9,050 35; 1828 à 15,176 86; 1829 à 25,252 35; 1830 à 33,284 45; ensemble 85,999 31
Indemnité de réforme aux ouvriers supprimés (59/100 de 12,000)	7,080 00	//	//	//	//		7,080 00	
Intérêts à 4 p. o/o sur les payements ci-dessus	2,469 65	2,196 56	2,323 36	3,159 16	3,081 66	//	13,230 39	
TOTAL des Dépenses à déduire du produit brut	166,698 19	157,552 21	251,051 86	210,867 31	213,121 55	//	999,291 12	
Restitutions sur les bénéfices de 1826 et 1827 prescrites par les commissions qui ont vérifié les comptes de la compagnie (attendu le règlement définitif des budgets des deux années ci-dessus, ces rectifications ont été opérées dans le budget de 1828); savoir :								
Restitution sur l'année 1826 209,464 25	//	//	317,868 53	//	//	//	317,868 53	
Idem sur l'année 1827 108,404 28								
TOTAL des Dépenses et des Restitutions	166,698 19	157,552 21	568,920 39	210,867 31	213,121 55	//	1,317,159 65	
PRODUIT net pour le Trésor	1,892,067 87	1,854,717 03	1,231,079 61	1,237,960 82	1,396,448 20	1,652,635 47	9,264,909 00	
TOTAL ÉGAL au produit brut	2,058,766 06	2,012,269 24	1,800,000 00	1,448,828 13	1,609,569 75	1,652,635 47	10,582,068 65	

SALINES ET MINES DE SEL DE L'EST.

Mouvement de Matières résultant de l'extraction et de la fabrication des Sels, ainsi que de la Manutention de la fabrique de Produits chimiques.

SEL FOSSILE EN BLOCS.

		QUANTITÉS RESTANT en magasin à la fin de l'année précédente.	QUANTITÉS EXTRAITES de la mine pendant l'année.	BONS DE MAGASINS et augmentations.	TOTAL DE LA RECETTE.	QUANTITÉS EMPLOYÉES à la refonte pour la saturation.	QUANTITÉS EMPLOYÉES à l'égrugeage.	DÉCHETS ET DIMINUTIONS.	TOTAL DE LA DÉPENSE.	QUANTITÉS RESTANT en magasin à la fin de l'année.	OBSERVATIONS.
		qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	
Mine de Dieuze	Année 1826	//	//	//	//	//	//	//	//	//	Les produits de la mine de Vic pendant l'année 1826 et une partie de l'année 1827, sont compris dans le sel raffiné. L'exploitation de la mine de Dieuze a commencé en 1827.
	—— 1827	.....	105,604 00	.....	105,604 00	88,829 00	.....	.....	88,829 00	16,775 00	
	—— 1828	16,775 00	162,706 00	.....	179,481 00	166,288 00	2,554 00	945 00	169,787 00	9,694 00	
	—— 1829	9,694 00	158,570 45	589 00	168,853 45	145,341 00	12,858 45	//	153,199 45	10,654 00	
	—— 1830	10,654 00	185,151 00	//	195,805 00	167,476 00	18,083 00	181 00	185,740 00	10,065 00	
	—— 1831	10,065 00	150,021 68	//	160,086 68	134,118 00	15,969 68	//	150,087 68	9,999 00	

SEL FOSSILE EGRUGÉ.

		QUANTITÉS RESTANT en magasin à la fin de l'année précédente.	PRODUIT DE L'ÉGRUGEAGE pendant l'année.	BONS DE MAGASINS et augmentations.	TOTAL DE LA RECETTE.	VENTE À L'INTÉRIEUR.	VENTE À L'ÉTRANGER.	DÉCHETS ET DIMINUTIONS.	TOTAL DE LA DÉPENSE.	QUANTITÉS RESTANT en magasin à la fin de l'année.	OBSERVATIONS.
		qx kº	qx kº		qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	
Saline de Dieuze	Année 1828	.....	2,554 00	//	2,554 00	2,411 00	9 45	//	2,420 45	133 55	L'égrugeage et la vente du sel fossile, provenant de la mine de Dieuze, n'ont commencé qu'en 1828.
	—— 1829	133 55	12,858 45	//	12,992 00	10,039 00	//	* 1,816 00	11,855 00	1,137 00	* Livrés à la fabrique de soude de Dieuze.
	—— 1830	1,137 00	18,083 00	//	19,220 00	17,933 00	708 75	//	18,641 75	578 25	
	—— 1831	578 25	15,969 68	//	16,547 93	15,570 00	347 76	//	15,917 76	630 17	

SEL RAFFINÉ.

	SELS REPRIS de l'ancienne compagnie.	QUANTITÉS RESTANT EN INVENTAIRES à la fin de l'année précédente.			SELS FORMÉS pendant l'année	BONS DE MAGASINS et augmentations.	TOTAL de LA RECETTE.	QUANTITÉS VENDUES		DÉCHETS et DIMINUTION.	TOTAL de LA DÉPENSE.	QUANTITÉ RESTANT EN INVENTAIRE A LA FIN DE L'ANNÉE.			OBSERVATIONS.
		Dans les salines.	En expédition.	TOTAL.				à l'intérieur.	à l'étranger.			Dans les salines.	En expédition.	TOTAL.	
	qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	qx kº	
Année 1826	186,593 73	.....	.....	.....	240,768 30	3,600 69	430,962 72	220,857 30	67,298 52	//	288,155 82	132,477 74	10,329 16	142,806 90	(a) Y compris 3,127 quint. livrés à la fabrique de soude.
—— 1827	.....	132,477 74	10,329 16	142,806 90	359,311 00	13,033 11	515,151 01	218,622 50	97,598 57	(a) 23,199 29	339,420 36	158,746 49	16,984 16	175,730 65	(b) Y compris 5 quint. 77 kil. pour rectification d'erreur.
—— 1828	.....	158,746 49	16,984 16	175,730 65	334,824 00	//	510,554 65	225,559 00	94,117 32	(b) 19,445 52	339,121 84	165,247 31	6,185 50	171,432 81	
—— 1829	.....	165,247 31	6,185 50	171,432 81	324,964 00	//	496,396 81	225,640 00	79,461 86	(c) 28,107 84	333,209 70	153,022 61	10,164 50	163,187 11	(c) Y compris 6,317 quint. livrés à la fabrique de soude.
—— 1830	.....	153,022 61	10,164 50	163,187 11	339,705 00	//	502,892 11	217,070 00	89,636 70	20,186 11	326,892 81	157,000 30	18,999 00	175,999 30	
—— 1831	.....	157,000 30	18,999 00	175,999 30	327,440 00	//	503,439 30	219,049 20	85,487 82	18,187 45	322,724 47	168,034 33	12,680 50	180,714 83	

SALINES ET MINES DE SEL DE L'EST.

Suite du *Mouvement de Matières résultant de l'extraction et de la fabrication des Sels, ainsi que de la Manutention de la fabrique de produits chimiques.*

DÉSIGNATION DES PRODUITS ET DES ANNÉES.	QUANTITÉS REPRISES de l'ancienne compagnie.	QUANTITÉS RESTANT en magasin à la fin de l'année précédente.	QUANTITÉS ACHETÉES pendant l'année	QUANTITÉS FABRIQUÉES pendant l'année	BONS DE MAGASINS, &c.	TOTAL de LA RECETTE.	QUANTITÉS EMPLOYÉES aux mélanges, au raffinage, à la fabrication, &c.	QUANTITÉS VENDUES.	QUANTITÉS BONIFIÉES aux acheteurs.	DÉCHETS ET PERTES de toute nature.	TOTAL de LA DÉPENSE.	QUANTITÉS RESTANT en magasin à la fin de l'année.	OBSERVATIONS.
FABRIQUE DE PRODUITS CHIMIQUES.													
Soude cristallisée — Année 1826	400k	.....	//	1,200k	//	1,600k	//	293k	//	//	293k	1,307k	
—— 1827	.....	1,307k	//	5,285	//	6,592	23k	5,946	//	//	5,969	623	
—— 1828	.....	623	//	2,032	//	2,655	//	2,511	//	//	2,511	144	
—— 1829	.....	144	//	3,413	//	3,557	//	2,807	//	//	2,807	750	
—— 1830	.....	750	//	806	//	1,556	//	1,288	//	//	1,288	268	
—— 1831	.....	268	//	2,438	//	2,706	//	2,605	//	25k	2,630	76	
Soude concrète (ou sels de soude) — Année 1826	8,200	.....	//	1,000,250	//	1,008,450	156,943	846,257	//	//	1,003,200	5,250	
—— 1827	.....	5,250	//	1,105,351	//	1,110,601	295,920	722,277	//	//	1,018,197	92,404	
—— 1828	.....	92,404	//	309,951	//	402,355	//	391,855	//	//	391,855	10,500	
—— 1829	.....	10,500	//	540,304	//	550,804	32,940	480,101	//	//	513,041	37,763	
—— 1830	.....	37,763	//	844,981	863k	883,607	309,515	453,474	//	754	763,743	119,864	
—— 1831	.....	119,864	//	488,965	//	608,829	181,261	400,726	//	//	581,987	26,842	
Sulfate de soude — Année 1826	27,450	.....	.....	675,934	10,000	713,384	688,008	1,760	//	//	689,768	23,616	
—— 1827	.....	23,616	338,820k	585,546	//	947,982	794,607	6,303	//	//	800,910	147,072	
—— 1828	.....	147,072	938,935	382,601	//	1,488,608	1,472,741	2,534	//	//	1,475,275	13,333	
—— 1829	.....	13,333	//	983,571	//	996,904	965,317	13,512	//	4,356	983,185	13,719	
—— 1830	.....	13,719	//	224,618	//	238,337	//	163,689	//	//	163,689	74,648	
—— 1831	.....	74,648	//	962,903	//	1,037,551	881,840	135,887	//	//	1,017,727	19,824	
Soude saucée — Année 1828	.....	//	//	136,859	800	137,659	//	126,059	//	//	126,059	11,600	
—— 1829	.....	11,600	//	92,644	//	104,244	//	100,473	//	30	100,503	3,741	
—— 1830	.....	3,741	//	70,732	//	74,473	//	70,078	//	//	70,078	4,395	
—— 1831	.....	4,395	//	46,505	//	50,900	375	49,305	//	//	49,680	1,220	
Soude brute — Année 1828	.....	//	//	1,691,303	71,134	1,762,437	1,510,340	76,542	//	//	1,586,882	175,555	
—— 1829	.....	175,555	//	1,837,172	//	2,012,727	1,802,778	170,513	//	//	1,973,291	39,436	
—— 1830	.....	39,436	//	2,003,148	20,000	2,062,584	1,793,900	212,494	//	//	2,006,394	56,190	
—— 1831	.....	56,190	//	1,198,256	6,551	1,260,997	1,013,400	240,174	//	//	1,253,574	7,423	
Soude de Marseille et soude incinérée — Année 1826	46,247	.....	140,583	//	//	186,830	186,830	//	//	//	186,830	//	
—— 1827	.....	//	165,439	//	//	165,439	107,403	//	//	//	107,403	58,036	
—— 1828	.....	58,036	//	//	//	58,036	58,036	//	//	//	58,036	//	
—— 1829	.....	//	//	90,206	29,400	119,606	119,606	//	//	//	119,606	//	
—— 1830	.....	//	//	60,243	//	60,243	52,445	//	//	//	52,445	7,798	
—— 1831	.....	7,798	//	73,847	//	81,645	68,100	//	//	//	68,100	13,545	

SALINES ET MINES DE SEL DE L'EST.

Suite du *Mouvement de Matières résultant de l'extraction et de la fabrication des Sels, ainsi que de la manutention de la fabrique de produits chimiques.*

FABRIQUE DE PRODUITS CHIMIQUES.

DÉSIGNATION DES PRODUITS ET DES ANNÉES.		QUANTITÉS REPRISES de l'ancienne compagnie.	QUANTITÉS RESTANT en magasin à la fin de l'année précédente.	QUANTITÉS ACHETÉES pendant l'année	QUANTITÉS FABRIQUÉES pendant l'année	BONS DE MAGASINS, &c.	TOTAL de LA RECETTE.	QUANTITÉS EMPLOYÉES aux mélanges, au raffinage, à la fabrication, &c.	QUANTITÉS VENDUES.	QUANTITÉS BONIFIÉES aux acheteurs	DÉCHETS ET PERTES de toute nature.	TOTAL de LA DÉPENSE.	QUANTITÉS RESTANT en magasin à la fin de l'année.	OBSERVATIONS.
Fondant vitreux	Année 1828	.....	"	"	332,288k	18,000k	332,288k	"	323,188k	"	"	323,188k	9,100k	
	—— 1829	.....	9,100k	"	153,430	"	162,530	"	160,412	"	"	160,412	2,118	
	—— 1830	.....	2,118	"	470,638	"	472,756	3,100k	416,930	42,069k	"	462,099	10,657	
	—— 1831	.....	10,657	"	156,370	"	167,027	"	151,309	15,718	"	167,027	"	
Potasse factice	Année 1828	.....	"	"	463	"	463	"	463	"	"	463	"	
Acide sulfurique	Année 1828	.....	"	789,503k	"	82,979	872,482	725,128	430	"	1,036k	726,594	145,888	
	—— 1829	.....	145,888	686,828	"	3,600	836,316	707,252	2,291	"	8,996	718,539	117,777	
	—— 1830	.....	117,777	1,398,590	"	"	1,516,367	1,062,519	372	"	284,088	1,246,979	269,388	
	—— 1831	.....	269,388	459,923	"	"	729,311	670,990	240	"	25,806	697,036	32,275	
Acide muriatique	Année 1828	.....	"	"	988,120	141,860	1,129,980	"	501,101	"	140,111	641,212	488,768	
	—— 1829	.....	488,768	"	720,720	"	1,209,488	"	749,659	"	419,720	1,169,379	40,109	
	—— 1830	.....	40,109	"	973,643	"	1,013,752	"	880,336	"	23,060	903,396	110,356	
	—— 1831	.....	110,356	"	614,784	"	725,140	62,544	(1) 473,636	"	13,261	549,441	175,699	(1) Y compris 86,048 kilog. donnés en échange de chlorure de chaux.
Chlorure de chaux	Année 1830	.....	"	34,407	"	"	34,407	"	34,407	"	"	34,407	"	
	—— 1831	.....	"	41,111	27,415	1,147	69,673	1,873	52,865	"	"	54,738	14,935	
Muriate de Manganèse	Année 1831	.....	"	"	1,693	"	1,693	"	1,636	"	57	1,693	"	
Eaux mères de soude	Année 1829	.....	"	"	161,664	10,708	172,372	167,392	"	"	1,569	168,961	3,411	
	—— 1830	.....	3,411	"	156,420	7,126	166,957	158,555	"	"	"	158,555	8,402	
	—— 1831	.....	8,402	"	127,920	1,948	138,270	128,880	"	"	"	128,880	9,390	
Soude en cours de fabrication. Soude brute dans le lessivoir.	Année 1829	.....	"	"	"	29,228	29,228	26,328	"	"	"	26,328	2,900	
	—— 1830	.....	2,900	"	1,982	"	4,882	1,450	"	"	"	1,450	3,432	
	—— 1831	.....	3,432	"	2,880	"	6,312	3,432	"	"	"	3,432	2,880	
Soude en cours de fabrication. Lessives	Année 1829	.....	"	"	837,200	67,600	904,800	863,200	"	"	"	863,200	41,600	
	—— 1830	.....	41,600	"	2,667,400	"	2,709,000	2,667,900	"	"	"	2,667,900	41,100	
	—— 1831	.....	41,100	"	1,687,800	"	1,728,900	1,673,700	"	"	"	1,673,700	55,200	

SALINES ET MINES DE SEL DE L'EST.

ÉTAT des Recettes et des dépenses en deniers, effectuées par la Régie des salines et mines de sel de l'Est, pendant l'année 1832.

RECETTE.

Vente de sel fossile	En blocs pour la saturation	116,047f 00c	Quintaux vendus au prix moyen de	0f 50c	58,023f 50c	
	Égrugé à l'intérieur	15,120 00	*Idem*	2 18 84/100	33,964 55	103,616f 77
	Égrugé à l'étranger	610 47	*Idem*	3 97 83/100	2,428 65	
	Recettes accessoires (valeur de tonneaux, sacs et objets divers)				9,200 07	
Vente de sel raffiné	à l'intérieur	183,606 73	Quintaux vendus au prix moyen de	12 02 24/100	2,207,409 47	
	à l'étranger	85,546 27	*Idem*	9 89 56/100	846,533 89	3,102,111 39
	Recettes accessoires (valeur de tonneaux, sacs et objets divers)				48,168 03	
Recettes diverses						34,621 69
Recette provenant de la fabrique de produits chimiques						1,113,819 32
Intérêts et commissions reçus de divers						181,125 04
Remise de 3/4 pour o/o du droit sur le sel bonifiée à la compagnie par les contributions indirectes						37,739 24
Bénéfice brut sur le sel de mer						29,367 24
Augmentation sur les valeurs mobilières						281,058 11
				TOTAL de la Recette		4,882,458 80

DÉPENSE.

Frais généraux	Prix du bail de la compagnie	1,200,000f 00c		
	Intérêt du fonds social à 4 pour o/o	400,000 00		
	Dépenses administratives	178,540 96		1,917,575 45
	Subvention à l'entretien des routes de la Meurthe et de la Moselle	69,359 06		
	Loyers, contributions et frais de garde des salines particulières	69,675 43		
Frais d'exploitation	Dépenses relatives au sel fossile	93,303 76		
	Dépenses relatives au sel raffiné	1,285,689 69		
	Dépenses diverses	19,311 32		2,521,823 65
	Dépenses de la fabrique de produits chimiques	1,045,431 71		
	Intérêts et commissions payés à divers	78,087 17		
Remise du 5e du bénéfice brut allouée à l'agent de la compagnie, sur le sel de mer				5,873 44
Prélèvements autorisés par l'art. 2 de l'ordonnance du 17 janvier 1830	Recomposition du capital employé à des dépenses temporaires de construction et d'amélioration	70,000 00		
	Amortissement du capital social	30,000 00		100,000 00
			TOTAL de la Dépense	4,545,272 54

Répartition du bénéfice de l'exploitation de l'année 1832	Trésor public	2/3 sur les premiers	300,000f 00c	200,000f 00c	227,889f 70c	
		3/4 sur l'excédant de	37,186 26	27,889 70		337,186 26
	Actionnaires	1/3 sur les premiers	300,000 00	100,000 00	109,296 56	
		1/4 sur l'excédant de	37,186 26	9,296 56		
				TOTAL égal à celui de la Recette		4,882,458 80

RÉSULTAT POUR LE TRÉSOR.

Prix fixe du bail	1,200,000 00
Part dans le bénéfice de l'exploitation de 1832 suivant le décompte ci-dessus	227,889 70
Montant brut du produit acquis au trésor pour l'année 1832. (Voir page 262)	1,427,889 70

DÉVELOPPEMENTS

SUR

LA LOTERIE DE FRANCE.

EXERCICES 1831 ET 1832.

TABLEAU DE DÉVELOPPEMENT

Des Produits de la Loterie constatés et perçus pendant l'année 1832.

Le régime de la loterie a éprouvé d'importantes modifications par l'ordonnance royale du 22 février 1829, dont l'effet a commencé à partir du 1er janvier 1830. (*Voir* page 539 du compte des finances de l'année 1830.)

Cette ordonnance contient trois dispositions principales, savoir :

1° La suppression de la loterie dans 28 départements où il existait 57 bureaux ;

2° L'élévation de 2 francs du minimum des mises précédemment fixées à 50 centimes ;

3° La réduction et la décroissance des remises allouées aux receveurs buralistes.

Les produits de la loterie, pendant l'année 1832, comparés avec ceux de l'année 1831, ont présenté les résultats suivants :

	ANNÉES		DIFFÉRENCE en 1832.	
	1831.	1832.	En plus.	En moins.
Le montant des mises a été de (*y compris les recettes extraordinaires*).	30,717,363	32,468,844	1,751,481	"
Les lots payés se sont élevés à	21,723,400	21,362,713	"	360,687
Et le produit net a été de	8,993,963	11,106,131	1,751,481	360,687

Le produit net de 1832 a ainsi été supérieur à celui de 1831, de ..... 2,112,168.

La comparaison du nombre de mises faites et du nombre de lots payés dans la même année, donne les résultats ci-après :

	NOMBRE		PROPORTION
	DE MISES faites.	DE BILLETS gagnants.	DES BILLETS GAGNANTS sur le nombre de mises.
En 1831	5,831,000	694,000	1/8ème
En 1832	5,195,000	547,000	1/9ème
DIFFÉRENCE en moins en 1832	636,000	147,000	

Il résulte de ce tableau qu'en 1832, le nombre des billets de loterie a été inférieur de 636,000 pour les mises, et de 147,000 pour les lots, au nombre de mises et de lots de l'année 1831 ; mais que la proportion des billets gagnants avec les mises est descendue d'un neuvième, au lieu d'un huitième qu'elle avait été en 1831.

Il est aussi à remarquer que le montant des lots payés en 1832, a été dans la proportion de 66 pour cent des mises, ce qui a porté le bénéfice du Trésor à *34 pour cent*, tandis que ce même bénéfice n'a été que de *28 pour cent*, terme moyen, pendant les trente années précédentes.

Les deux tableaux qui suivent développent, par roue et par département, les résultats de la comparaison du produit net de la loterie pendant les années 1831 et 1832.

Comparaison par Roue.

ROUES.	ANNÉE 1831.	ANNÉE 1832.	DIFFÉRENCE EN 1832.	
			Augmentation.	Diminution.
Paris	3,677,067	5,446,699	1,769,632	"
Lille	1,971,073	1,175,394	"	795,679
Strasbourg	963,152	1,241,982	278,830	"
Lyon	1,229,354	2,156,881	927,527	"
Bordeaux	1,153,317	1,085,175	"	68.142
	8,993,963	11,106,131	2,975,989	863,821
	Diminution en 1832		2,112,168.	

Comparaison par Département.

DÉPARTEMENTS.	ANNÉE 1831.	ANNÉE 1832.		DIFFÉRENCES EN 1832.	
		Bénéfice.	Perte.	Augmentation.	Diminution.
Ain	40,674	44,332	//	3,658	//
Aisne	57,042	47,408	//	//	9,634
Ardennes	20,809	30,662	//	9,853	//
Aube	23,693	25,983	//	2,290	//
Bouches-du-Rhône	459,969	589,838	//	129,869	//
Calvados	124,989	133,188	//	8,199	//
Charente-Inférieure	59,962	46,978	//	//	12,984
Cher	16,727	29,441	//	12,714	//
Côte-d'Or	31,108	65,025	//	33,917	//
Doubs	41,182	56,380	//	15,198	//
Eure	23,691	22,143	//	//	1,548
Finistère	44,911	36,320	//	//	8,591
Gard	47,737	54,962	//	7,225	//
Garonne (Haute)	165,676	147,834	//	//	17,842
Gironde	645,878	605,154	//	//	40,724
Hérault	75,798	62,237	//	//	13,561
Ille-et-Vilaine	102,770	92,522	//	//	10,248
Indre-et-Loire	47,200	50,999	//	3,799	//
Isère	125,296	153,094	//	27,798	//
Jura	10,602	33,694	//	23,092	//
Loire	23,307	55,619	//	32,312	//
Loire-Inférieure	161,906	152,528	//	//	9,378
Loiret	92,909	101,452	//	8,543	//
Maine-et-Loire	113,670	108,773	//	//	4,897
Manche	34,623	50,030	//	15,407	//
Marne	48,391	37,953	//	//	10,438
Meurthe	63,725	98,289	//	34,564	//
Morbihan	87,152	97,609	//	10,457	//
Moselle	71,122	99,084	//	27,962	//
Nord	427,244	356,061	//	//	71,183
Oise	26,192	25,327	//	//	865
Orne	8,830	9,997	//	1,167	//
Pas-de-Calais	327,204	255,150	//	//	72,054
Puy-de-Dôme	22,452	22,046	//	//	406
Pyrénées (Basses)	76,307	71,387	//	//	4,920
Pyrénées (Hautes)	2,938	3,707	//	769	//
Pyrénées-Orientales	34,104	41,582	//	7,478	//
Rhin (Bas)	216,309	228,803	//	12,494	//
Rhin (Haut)	108,082	184,469	//	76,387	//
Rhône	650,762	721,081	//	70,319	//
Saone-et-Loire	33,878	32,773	//	//	1,105
Sarthe	42,374	36,016	//	//	6,358
Seine	3,461,028	5,103,109	//	1,642,081	//
Seine-Inférieure	234,293	246,798	//	12,505	//
Seine-et-Marne	25,841	28,380	//	2,539	//
Seine-et-Oise	177,688	309,127	//	131,439	//
Somme	87,260	96,452	//	9,192	//
Var	46,620	64,727	//	18,107	//
Vaucluse	76,084	101,712	//	25,628	//
Vienne	45,954	37,896	//	//	8,058
TOTAUX	8,993,963	11,106,131	//	2,416,962	304,794
				2,112,168	

RECETTES DE LA LOTERIE DE FRANCE. EXERCICE 1832.

DÉVELOPPEMENT du produit des Mises, du payement des Lots, et du produit net des Recettes.

DÉPARTEMENTS.	PRODUIT DES MISES.					RECETTES ACCIDENTELLES et extraordinaires.	TOTAL.	LOTS PAYÉS, A DÉDUIRE.						RÉSULTAT par DÉPARTEMENT.	
	Roue DE PARIS.	Roue DE LILLE.	Roue DE STRASBOURG.	Roue DE LYON.	Roue DE BORDEAUX.			Roue DE PARIS.	Roue DE LILLE.	Roue DE STRASBOURG.	Roue DE LYON.	Roue DE BORDEAUX.	TOTAL.	Bénéfice.	Perte.
Ain	65,133	"	"	51,100	"	"	116,233	34,135	"	"	37,766	"	71,901	44,332	"
Aisne	49,688	37,764	"	"	"	"	87,452	17,192	22,624	"	228	"	40,044	47,408	"
Allier	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Alpes (Basses)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Alpes (Hautes)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ardèche	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ardennes	69,300	29,894	"	"	"	"	90,195	44,005	15,528	"	"	"	59,533	30,662	"
Ariége	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Aube	42,354	24,162	"	"	"	"	66,517	21,509	19,024	"	"	"	40,533	25,983	"
Aude	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Aveyron	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bouches-du-Rhône	832,363	"	"	611,025	"	18	1,443,406	473,096	"	"	380,473	"	853,568	589,838	"
Calvados	169,116	122,862	"	"	"	2	291,983	71,616	87,171	"	"	7	158,795	133,188	"
Cantal	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Charente	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Charente-Inférieure	71,861	"	"	"	46,038	"	117,898	44,013	"	"	"	26,908	70,920	46,978	"
Cher	34,032	9,537	"	"	"	"	43,569	6,880	7,247	"	"	"	14,127	29,442	"
Corrèze	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Corse (Ile de)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Côte-d'Or	70,040	"	"	81,513	"	"	151,553	38,893	1,650	"	45,985	"	86,527	65,025	"
Côtes-du-Nord	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Creuse	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Dordogne	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Doubs	93,144	"	"	58,485	"	"	151,629	56,553	"	"	38,695	"	95,249	56,380	"
Drôme	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Eure	29,605	14,542	"	"	"	"	44,146	12,418	9,585	"	"	"	22,003	22,143	"
Eure-et-Loir	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Finistère	46,574	30,969	"	"	"	"	77,543	19,027	22,196	"	"	"	41,224	36,320	"
Gard	55,839	"	"	45,062	"	2	100,903	18,676	"	"	27,264	"	45,940	54,963	"
Garonne (Haute)	170,013	"	"	"	194,941	"	364,954	100,306	"	"	54	116,760	217,120	147,834	"
Gers	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Gironde	766,026	"	"	"	898,618	20	1,664,664	426,783	"	"	"	632,727	1,059,510	605,154	"
Hérault	81,049	"	"	77,648	"	"	158,697	43,355	"	750	52,355	"	96,460	62,237	"
Ille-et-Vilaine	117,860	79,342	"	"	"	"	197,202	39,056	65,624	"	"	"	104,681	92,521	"
Indre	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Indre-et-Loire	83,687	60,865	"	"	"	1	144,553	50,932	42,607	"	15	"	93,554	50,999	"
Isère	296,275	"	"	252,581	"	"	548,857	215,584	"	"	180,178	"	395,762	153,094	"
Jura	43,470	"	"	16,983	"	"	60,453	13,762	"	"	12,998	"	26,760	33,694	"
Landes	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Loir-et-Cher	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Loire	93,032	"	"	82,864	"	"	175,895	61,817	"	"	58,458	"	120,276	55,619	"
Loire (Haute)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Loire-Inférieure	172,867	133,083	"	"	"	222	306,172	62,162	91,478	"	4	"	153,644	152,528	"
Loiret	112,182	91,545	"	"	"	9	203,736	42,997	59,167	"	120	"	102,284	101,453	"
Lot	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"

DÉPARTEMENTS.	PRODUIT DES MISES. Roue DE PARIS.	Roue DE LILLE.	Roue DE STRASBOURG.	Roue DE LYON.	Roue DE BORDEAUX.	RECETTES ACCIDENTELLES et extraordinaires.	TOTAL.	LOTS PAYÉS, A DÉDUIRE. Roue DE PARIS.	Roue DE LILLE.	Roue DE STRASBOURG.	Roue DE LYON.	Roue DE BORDEAUX.	TOTAL.	RÉSULTAT par DÉPARTEMENT. Bénéfice.	Perte.
Lot-et-Garonne	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lozère	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Maine-et-Loire	117,248	93,241	"	"	"	"	210,489	32,775	68,941	"	"	"	101,716	108,773	"
Manche	79,828	25,508	"	"	"	"	105,336	37,277	18,029	"	"	"	55,306	50,030	"
Marne	63,558	36,731	"	"	"	"	100,289	36,156	26,180	"	"	"	62,336	37,953	"
Marne (Haute)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Mayenne	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Meurthe	200,778	"	104,836	"	"	"	305,614	128,348	"	78,977	"	"	207,326	98,289	"
Meuse	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Morbihan	107,388	50,896	"	"	"	3	158,288	17,793	42,886	"	"	"	60,679	97,609	"
Moselle	144,835	"	97,857	"	"	"	242,693	75,493	"	68,112	4	"	143,609	99,084	"
Nièvre	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nord	360,159	378,999	"	"	"	159	739,317	134,876	247,215	109	247	810	383,257	356,060	"
Oise	34,530	25,510	"	"	"	"	60,039	16,365	18,347	"	"	"	34,712	25,327	"
Orne	10,827	8,186	"	"	"	3	19,016	3,294	5,725	"	"	"	9,019	9,997	"
Pas-de-Calais	300,796	260,741	"	"	"	"	561,537	130,079	175,948	"	360	"	306,387	255,150	"
Puy-de-Dôme	42,796	"	"	28,905	"	"	71,701	22,979	"	"	26,676	"	49,655	22,046	"
Pyrénées (Basses)	53,288	"	"	"	82,592	"	135,880	22,198	"	"	"	42,296	64,494	71,387	"
Pyrénées (Hautes)	"	"	"	"	5,989	"	5,989	"	"	"	"	2,281	2,281	3,707	"
Pyrénées-Orientales	41,101	"	"	29,902	"	"	71,004	15,032	"	"	14,389	"	29,422	41,582	"
Rhin (Bas)	289,145	"	260,441	"	"	544	550,129	162,634	"	158,691	"	"	321,326	228,803	"
Rhin (Haut)	221,186	"	261,156	"	"	24	482,367	126,924	"	170,974	"	"	297,898	184,469	"
Rhône	1,089,104	"	"	1,120,068	"	2,450	2,211,621	707,497	"	"	783,043	"	1,490,540	721,081	"
Saone (Haute)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saone-et-Loire	69,369	"	"	56,583	"	"	125,952	48,692	"	"	44,488	"	93,179	32,773	"
Sarthe	42,574	24,548	"	"	"	"	67,122	14,837	16,268	"	"	"	31,106	36,016	"
Seine	5,120,019	3,178,399	3,285,208	3,226,033	2,887,065	120	17,696,844	3,363,925	2,642,259	2,344,088	2,005,894	2,237,569	12,593,734	5,103,109	"
Seine-Inférieure	363,716	231,807	"	"	"	8	595,531	190,772	156,116	426	909	511	348,733	246,798	"
Seine-et-Marne	33,484	18,193	"	"	"	8	51,685	12,420	10,886	"	"	"	23,306	28,380	"
Seine et-Oise	209,131	112,476	99,337	108,156	96,084	8	625,192	90,368	56,758	44,727	45,777	78,436	316,065	309,127	"
Sèvres (Deux)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Somme	121,094	100,901	"	"	"	"	221,995	58,694	66,849	"	"	"	125,543	96,452	"
Tarn	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tarn-et-Garonne	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Var	67,920	"	"	70,084	"	"	138,004	31,629	"	"	41,648	"	73,277	64,727	"
Vaucluse	133,372	"	"	104,048	"	1	237,422	65,977	"	"	69,733	"	135,710	101,711	"
Vendée	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Vienne	36,625	"	"	"	32,953	"	69,578	10,883	"	"	"	20,799	31,682	37,896	"
Vienne (Haute)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Vosges	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Yonne	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX	12,919,384	5,171,701	4,108,835	6,021,040	4,244,280	3,602	32,468,844	7,472,684	3,996,308	2,866,854	3,867,761	3,159,104	21,362,713	11,106,131	"
Lots payés, *à déduire*	7,472,684	3,996,308	2,866,854	3,867,761	3,159,104	"	21,362,713								
Produit net	5,446,699	1,175,393	1,241,981	2,153,278	1,085,175	3,602	11,106,131							11,106,131	

DÉVELOPPEMENTS

SUR

LA FABRICATION DES MONNAIES

ET MÉDAILLES.

EXERCICES 1831 et 1832.

NOTE

Sur la Fabrication des Monnaies et sur celle des Médailles, pendant l'année 1832.

LES développements qui ont été publiés jusqu'ici s'appliquaient uniquement à la fabrication *des monnaies ;* ils comprennent aujourd'hui les résultats de la fabrication et de la vente *des médailles*, qui, d'après la loi du 2 mars 1832, ont cessé de faire partie du domaine de la couronne, et que l'ordonnance royale du 24 du même mois, a fait rentrer dans les attributions de la commission des monnaies.

1re PARTIE.

Fabrication des monnaies.

En ce qui concerne la fabrication des monnaies, ces développements ont pour objet d'exposer le mouvement des matières d'or et d'argent depuis le moment de leur entrée dans les ateliers monétaires jusqu'à celui où elles sont rendues à la circulation en espèces monnayées.

Les matières versées aux changes sont reçues par les directeurs de la fabrication des monnaies, qui les prennent en charge pour leur valeur réelle, fabriquent les espèces au titre de 900 millièmes de fin, et en appliquent le montant au payement des frais de fabrication et au remboursement des bons remis aux propriétaires des matières.

Les opérations des monnaies se divisent en deux séries principales, désignées comme il suit :

1° Compte de la fabrication ;

2° Compte en espèces.

La recette du compte de la fabrication se compose :

Compte de la fabrication.

1° Des matières versées aux changes, en échange desquelles les directeurs de la fabrication des monnaies délivrent aux parties versantes un bon remboursable à échéance, en espèces monnayées, déduction faite d'un droit proportionnel de la fabrication ;

2° Du droit proportionnel (1) retenu pour frais de fabricaion.

La dépense du compte de la fabrication se compose :

1° Des déchets accordés aux directeurs ;

2° Des délivrances d'espèces et échantillons, et des versements en numéraire faits par les directeurs en remplacement des matières qui n'ont pu être fabriquées.

Compte des espèces.

Le compte en espèces est principalement destiné à constater les versements successifs des espèces fabriquées, et le payement des bons à échéance délivrés aux propriétaires des matières.

Les produits bruts compris dans ce compte consistent en droit d'essais, en prime perçue pour l'affinage

---

(1) Ce droit se perçoit, savoir :

Sur l'or, à raison de 29 centimes par 100 francs, et sert à couvrir les frais de fabrication et les déchets dans les proportions suivantes, savoir :

9 centimes pour frais de fabrication,
et 20 centimes pour les déchets.

Sur l'argent, à raison de 1 franc 50 centimes par 100 francs, applicables, savoir :

1 franc aux frais de fabrication,
et 50 centimes aux déchets.

Ce droit étant perçu en dehors de la valeur des monnaies, les espèces fabriquées mises en circulation, représentent la valeur exacte de leur expression nominale, à la différence près du résultat des tolérances en faible ou en fort.

des espèces duodécimales, en recettes extraordinaires et en tolérances en faible; les trois premiers articles n'exigent pas d'explications; quant au dernier produit, intitulé *tolérances en faible*, il provient d'une latitude accordée aux directeurs, au moyen de laquelle une légère différence est tolérée entre le titre et le poids des espèces fabriquées, et le degré de fin et de pesanteur qu'elles devraient avoir d'après le taux légal. Toutes les fois, en effet, que les espèces n'atteignent pas, soit pour le titre soit pour le poids, le point fixé, il y a tolérance en faible et bénéfice pour le trésor, en ce que les pièces fabriquées sont livrées à la circulation pour leur valeur nominale, tandis qu'il n'est tenu compte aux directeurs que de la valeur réelle du fin contenu dans lesdites espèces.

La dépense comprend, outre les payements faits aux propriétaires de matières en remboursement de celles qu'ils ont versées aux changes, les mouvements de valeurs entre les comptables, et les payements imputables sur les produits bruts; ces derniers se composent des frais de fabrication et des tolérances en fort.

Ces tolérances ont lieu lorsque les espèces fabriquées dépassent le titre ou le poids déterminé, c'est-à-dire, dans le cas inverse de celui qui est expliqué ci-dessus pour les tolérances en faible.

Les résultats de ces deux comptes sont renfermés dans un premier tableau entre les soldes en espèces et en matières, dont les directeurs de la fabrication étaient dépositaires au commencement et à la fin de l'année 1832. Ils se trouvent rattachés aux autres parties du Compte des finances, selon la nature d'opérations à laquelle ils appartiennent, savoir : au *Compte des contributions et revenus publics*, pour les recettes et les prélèvements qui déterminent le bénéfice net revenant au Trésor sur le produit des monnaies (voir *pages* 58 *et* 59); au *Compte de trésorerie*, pour les mouvements d'espèces relatifs à la fabrication (voir *pages* 144 *et* 146), et à la *Situation générale des finances*, pour le solde de ces opérations au 1er janvier 1833 (voir *pages* 165).

Un second tableau explique les mouvements et les transformations des matières d'or et d'argent entrées aux changes et fabriquées pendant l'année 1832, en distinguant la nature de ces matières, et en faisant connaître le poids de leur fin, leur valeur réelle et leur valeur nominale.

Dans un troisième état, on indique, par hôtel de monnaies, par nature d'espèces en valeur nominale et par division de types, les pièces d'or et d'argent qui ont été fabriquées pendant l'année 1832, ainsi que le total de celles dont la fabrication a eu lieu antérieurement à cette année, depuis la loi du 7 germinal an 11 [28 mars 1803].

Enfin, deux derniers états développent, par atelier monétaire, pour les exercices 1831 et 1832, les recettes brutes attribuées au Trésor, les prélèvements qu'elles ont dû supporter, et le produit net, pour le budget, du bénéfice de la fabrication des monnaies.

Ces différents états présentent dans leur ensemble les résultats suivants :

Opérations de l'année 1832

Les anciennes espèces monnayées et les matières à divers titres, versées aux changes pendant l'année 1832, pour être converties en espèces nouvelles, se sont élevées, savoir :

Or.....	Louis fabriqués depuis 1785 provenant des particuliers.....	54,761^f 19^c^		1,983,853^f 42^c^
	Matières diverses versées par les particuliers.....	1,929,092 23		
Argent...	Écus de 6 et 3 livres provenant du Gouvernement.....	80,449,514^f 26^c^	80,942,227 18	138,755,078. 13
	Pièces de 24, 12 et 6 sous.....*idem*.....	492,712 92		
	Matières à divers titres. Écus de 6 et 3 liv. versés par les part.rs.	754,324 03	57,812,850 95	
	Matières à divers titres. Matières diverses.....*idem*.....	57,058,526 92		
TOTAL.....				140,738,931. 55

Les fabrications faites en 1832, tant avec ces matières qu'avec celles qui restaient dans les travaux au commencement de l'année, ont été, *en valeur nominale*, de 144,128,038 fr. 50 cent. (*page* 739), savoir :

Or.....	Pièces de 40 francs.....	1,057,600f 00c	2,011,000f 00c	144,128,038f 50c
	—— de 20 francs.....	953,400 00		
Argent....	Pièces de 5 francs.....	134,895,155 00	142,117,038 50	
	—— de 2 francs.....	4,815,888 00		
	—— de 1 franc.....	1,324,091 00		
	—— de 1/2 franc.....	828,470 50		
	—— de 1/4 de franc.....	253,434 00		

La conversion, en espèces, des valeurs reçues aux changes, s'élève *en valeur réelle* (voir *page* 734), à..... { or..... 2,009,926. 79 ; argent.. 142,112,033. 56 } 144,121,960. 35

Différence en plus à la valeur nominale, représentant le résultat des tolérances en faible (voir *page* 737) 6,078. 15

Les recettes et les frais qui sont résultés, pour le trésor, des fabrications faites en 1831 et 1832, et qui ont fait ressortir le produit net appliqué aux budgets des exercices 1831 et 1832, se résument ainsi qu'il suit au 31 décembre 1832 ; savoir :

	Exercice 1831.	Exercice 1832.
Retenues sur les matières apportées aux changes, droit d'essais, prime pour l'affinage des écus, bénéfices pour tolérances en faible et différences de titre et recettes extraordinaires.....	3,699,443f	2,601,852f
A déduire : Déchets et frais de fabrication alloués aux directeurs, et pertes pour tolérances en fort et différences de titre.....	3,290,807	2,101,247
RESTE en bénéfice pour le Trésor public.....	408,636	500,605

La refonte des anciennes espèces duodécimales, qui ne s'était élevée en 1831 qu'à la somme de 53,960,263 fr., a été portée en 1832 à la somme de 80,942,227 francs, et l'accroissement qu'elle a reçu pendant cette dernière année, donne lieu de croire qu'elle atteindra en 1833 la somme de 100 millions à laquelle avait été évaluée primitivement la refonte annuelle des 5 à 600 millions restant dans la circulation au 31 décembre 1829.

Refonte des anciennes espèces duodécimales.

La dépense qu'aurait dû occasionner la refonte des 80,942,227 fr., la seule dont les frais aient été supportés par l'État, a été atténuée cette année d'une somme de 851,575 fr. 08 cent., savoir : 496,175 fr. 62 cent., montant de la prime pour l'affinage des écus, fixée à 6 fr. 50 cent. par 1,000 fr. pour la monnaie de Paris, et 6 fr. pour les monnaies des départements, et 355,399 fr. 46 cent., montant du bénéfice des 4/1,000 résultant du nouveau mode d'essais (*voir* pour ces deux opérations les détails contenus dans le rapport au Roi sur l'administration des finances, du 15 mars 1830, *pages 132, 133* et *134*).

La somme de 496,175 fr. 62 cent. est portée en recette aux produits des monnaies, *page* 734 du présent Compte; mais celle de 355,399 fr. 46 cent. est venue seulement en déduction des frais de la refonte.

IIe PARTIE.

Fabrication et vente des médailles.

La fabrication et la vente des médailles qui, ainsi qu'on l'a dit ci-dessus, avaient fait partie jusqu'au 1er janvier 1832 de la dotation de la Couronne, sont rentrées à partir de cette époque dans le domaine de l'État, et ont été attribuées, à partir du 5 avril suivant à la commission des monnaies.

Le directeur de la monnaie de Paris est chargé de toutes les opérations de la fabrication et de la vente des médailles, jetons ou pièces de plaisir d'or, d'argent, de platine, de cuivre ou de bronze, et il est tenu de se conformer aux conditions établies par l'ordonnance royale du 24 mars 1832 et l'arrêté ministériel du 30 du même mois. Il doit se procurer à ses frais les matières de toute nature qui sont nécessaires à cette fabrication. Le prix brut de la matière au titre de 916 millièmes pour l'or et 950 millièmes pour l'argent, ainsi que les frais de fabrication et de déchets pour chaque nature de pièces, a été fixé conformément à un tarif arrêté par la commission des monnaies, consenti par le directeur, et approuvé par le ministre des finances; ce tarif établit en outre le prix des médailles et jetons de bronze d'après leur module.

Le prix de cette fabrication se trouvant ainsi réglé à forfait, le directeur a été dispensé de compter du *fin* contenu dans les matières d'or et d'argent qu'il emploie à cet effet. Il est seulement tenu de rendre compte des *flans* d'or et d'argent préparés pour la fabrication des médailles et dont la commission des monnaies a reconnu le titre.

Les médailles et autres pièces de toute nature sont vendues aux prix fixés par un second tarif annexé à l'ordonnance du 24 mars. La différence qui résulte de ce prix, comparé à celui qui est payé pour la valeur de la matière et le montant des frais de fabrication, constitue le bénéfice qui est porté dans le budget de l'État et dont le directeur rend compte avec le produit de ses autres recettes.

Les recettes brutes qui résultent de la vente des médailles, ainsi que les dépenses auxquelles cette exploitation, a donné lieu pour l'année 1832, sont comprises distinctement dans l'état général des opétions réalisées pendant cette année par les ateliers monétaires.

Ces recettes et ces dépenses, quoique effectuées en totalité pour le compte de l'État, appartiennent à deux périodes qu'il est essentiel de distinguer, par la raison que les époques pendant lesquelles elles ont éte réalisées, expliquent la manière dont elles sont présentées dans le compte général des finances

Les recettes et les dépenses qui ont eu lieu pendant la première de ces périodes, c'est-à dire du 1er janvier au 5 avril 1832, époque à laquelle ce nouveau service a été remis à la commission des monnaies ont fait partie de la gestion de l'agent comptable de l'ancienne monnaie des médailles.

La recette brute applicable à cette partie de la gestion annuelle, qui s'est élevée à 49,898 fr. 19 cent. a été portée dans le compte des finances aux produits divers (*page* 608), comme les payements faits pour le personnel et le matériel de cet établissement, pendant le même espace de temps, ont été imputés sur un crédit supplémentaire accordé pour l'acquittement de cette dépense. (*page* 609.)

Quant aux matières et aux médailles qui existaient dans les ateliers de l'ancienne monnaie des médailles lors de la remise du service à la commission des monnaies, le directeur de la monnaie de Paris a pris à sa charge une partie de ces matières dont il a payé la valeur, qui figure également au compte des finances (*pages* 734 et 735) avec le produit des anciennes médailles par lui vendues, pour une somme de 119,876 fr. 77 cent. qui s'établit ainsi qu'il suit; savoir :

Produit brut de la vente des médailles et matières.....	120,284^f^ 34^c^
Remise de 5 p. 0/0 à prélever sur la vente des médailles.....	407 57
RESTE.....	119,876 77

Les matières et les médailles qui n'ont pas été vendues sont restées en dépôt, soit chez le directeur de la monnaie de Paris, soit à la commission des monnaies (voir *le tableau, page* 747).

Les recettes et les dépenses qui sont résultées de la fabrication et de la vente des médailles depuis le 5 avril jusqu'au 31 décembre 1832, et qui appartiennent à la seconde période, se trouvent comprises dans la gestion du directeur de la monnaie de Paris, de même que le produit des matières et médailles reprises de l'ancienne monnaie des médailles ; ces recettes et ces dépenses figurent au compte des finances dans les contributions et revenus publics, et elles se résument de la manière suivante :

Produit des médailles fabriquées et vendues du 1er au 5 avril 1832	179,765^f^ 10^c^
Frais de fabrication	161,146. 36.
Bénéfice pour le Trésor public (voir *page* 735)	18,618. 74.

Les développements dont ces résultats ont été reconnus susceptibles se trouvent présentés dans les divers états qui font suite à ceux dressés pour la fabrication des monnaies. Ces états sont au nombre de sept.

Les deux premiers offrent le mouvement des matières entrées dans les ateliers de l'ancienne monnaie des médailles et des médailles fabriquées du 1er janvier au 5 avril 1832.

Dans les trois états qui suivent se trouvent indiquées les médailles et les matières qui ont été livrées par l'ancienne monnaies des médailles, l'emploi qui a été fait de ces matières et de ces médailles, et le produit qui en est résulté pour l'État.

Enfin, les deux derniers tableaux présentent le mouvement des médailles fabriquées et de celles vendues depuis le 5 avril jusqu'au 31 décembre 1832, et font connaître le produit réalisé sur les ventes faites pendant cette partie de l'année, en exécution de l'ordonnance royale qui a placé ce service dans les attributions de la commission des monnaies.

FABRICATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.

ÉTAT général des Opérations des Ateliers monétaires, pendant l'année 1832.

RECETTE.

Solde au 1er janvier 1832	Numéraire			790,804 44	8,045,410 50
	Matières — Or			96,339 85	
	Matières — Argent			7,158,266 21	7,254,606 06
		Exercice 1831.	Exercice 1832.		
Recettes brutes sur les produits des Monnaies	Retenues sur les matières reçues au change pour couvrir les déchets et les frais de fabrication	//	2,086,602 52		
	Bénéfice pour tolérances en faible	4,042 81	18,846 84		
	Droit d'essais	//	159 40		
	Prime pour l'affinage et la refonte des anciennes espèces	//	496,175 62		
	Recettes extraordinaires	260 90	67 53		
		4,303 71	2,601,851 91	2,606,155 62	
Recettes brutes sur les produits des médailles	Produit de la vente des médailles du 1er janvier au 5 avril 1832	//	49,898 19		
	Produit de la vente des médailles et matières reçues de l'ancienne monnaie des médailles	//	120,284 34		
	Produit de la vente des médailles fabriq. depuis l'ord. du 24 mars 1832	//	179,765 10		
		//	349,947 63	349,947 63	
Retenues proportionnelles sur traitements et remises. (Loi du 16 décembre 1831)				189 54	
Mouvemens de matières et d'espèces relatifs à la fabrication	Valeur des matières reçues au change pour être converties en espèces (1)			138,652,329 03	
	Recettes en espèces nouvellement fabriquées — Espèces d'or		2,009,926 79		
	Recettes en espèces nouvellement fabriquées — Espèces d'argent		142,112,033 56	144,121,960 35	
	Recettes en espèces pour remplacement de matières qui n'ont pu être fabriquées			1,381 11	
	Retenue de 6 cent. par kilog. de matières fabriquées sur celles provenant du commerce			18,929 24	
	Retenue de 40 francs par 200,000 pièces de 5 francs fabriquées pour frais de viroles brisées			6,703 28	
	Recette pour droit d'affinage			20,567 85	
	Dépôt à 3 clés — Échantillons adressés par les directeurs à la commission pour être déposés dans la caisse à 3 clés		84,498 00		
	Caisse à 3 clés — Valeur des échantillons reçus de la commission pour être renvoyés aux directeurs de la fabrication		135,123 75	219,621 75	
	Espèces reçues par les directeurs de la fabrication en remplacement d'échantillons envoyés à la comm.on			135,123 75	
Recettes provenant des fonds particuliers des directeurs de la fabrication				28,645,043 76	
Fonds reçus de la liste civile pour les dépenses du personnel de l'ancienne Monnaie des médailles			5,530 24		
Retenues opérées au profit de la caisse de vétérance			100 74	5,630 98	
				314,783,583 89	314,783,583 89
TOTAL					322,828,994 39

(1) *Déduction faite de 2,086,602 francs 52 centimes, montant des retenues faites au profit du Trésor.* (Voir *la recette de cette somme à l'exercice 1832, et la note du tableau, page 735, d'après laquelle la valeur des matières versées aux changes s'élève à 140,738,931 fr. 55 cent.*)

RÉSULTAT GÉNÉRAL présentant le Bénéfice sur la Fabrication des Monnaies.

(Exercice 1831.)

Recettes brutes sur les produits des monnaies	Recette faite en 1831. (*Voir* page 49 du compte des finances de cette année)	3,695,139 78	3,699,443 49
	Recette faite en 1832. (*Voir* ci-dessus)	4,303 71	
Prélèvements sur les produits des monnaies	Dépense de 1831. (*Voir* page 49 du compte des finances de cette année.)	3,304,505 07	
	A déduire : pour déchets et frais de fabrication portés en dépense par anticipation en 1831, et qui, réduits par la liquidation à la somme de 175,457 fr. 03 c., n'ont été alloués aux comptables des monnaies qu'en 1832. (*Voir* le compte des opérations de trésorerie, *page 146*.)	191,322 44	
	RESTE	3,113,182 63	3,290,806 88
	Dépense de 1832. (*Voir* ci-dessus.)	177,624 25	
Bénéfice pour le trésor public. (*Voir* le compte des contributions et revenus publics, *page 58*)			408,636 61

DÉPENSE.

		Exercice 1831.	Exercice 1832.	
Prélèvements sur les produits des monnaies	Déchets sur la fabrication	35,801 31	678,778 72	
	Frais de fabrication	139,655 72	1,211,850 33	
	Perte pour tolérances en fort	2,167 22	14,644 28	
		177,624 25	1,905,273 33	2,082,897 58
Dépenses publiques	Personnel et matériel de l'ancienne Monnaie des médailles	//	36,906 12	36,906 12
Prélèvements sur les produits des médailles	Remise de 5 p. % sur le produit de la vente des anciennes médailles	//	497 57	
	Frais de fabrication des médailles frappées depuis l'ordonnance du 24 mars 1832	//	161,146 36	
		//	161,553 93	161,553 93
Mouvemens de matières et d'espèces relatifs à la fabrication	Conversion en espèces des valeurs reçues aux changes — Espèces d'or		2,009,926 79	
	Conversion en espèces des valeurs reçues aux changes — Espèces d'argent		142,112,033 56	144,121,960 35
	Retrait de matières qui n'ont pu être fabriquées			1,381 11
	Remboursement en espèces nouvelles de la valeur des matières versées aux changes			143,212,447 28
	Payements faits sur la retenue de 6 cent. pour frais de coins			21,391 65
	Payements faits sur la retenue de 40 francs pour frais de viroles brisées			6,453 89
	Frais d'affinage			20,567 85
	Envois d'espèces à la commission des monnaies, à titre d'échantillons			84,498 00
	Dépôt — Fonds remis par la commission des monnaies à valoir sur les échantillons déposés dans la caisse à 3 clés		135,123 75	
	Caisse à 3 clés — Renvois aux directeurs de la fabrication de la valeur des échantillons en remplacement de ceux adressés pour être déposés dans la caisse à 3 clés		135,123 75	270,247 50
Remboursement des fonds particuliers des directeurs de la fabrication				27,932,018 50
Versements dans les caisses du trésor public	au caissier central du trésor		386,235 29	
	aux receveurs généraux des départemens		466,770 28	853,005 57
			318,805,329 33	318,805,329 33
Solde au 31 décembre 1832	Numéraire			868,048 94
	Matières — Or		66,182 10	
	Matières — Argent		3,089,434 02	3,155,616 12
				4,023,665 06
TOTAL				322,828,994 39

RÉSULTAT GÉNÉRAL présentant le Bénéfice sur la Fabrication des Monnaies et Médailles.

(Exercice 1832.)

Recette brute de l'année 1832, sur les produits des monnaies. (*Voir* ci-dessus)			2,601,851 91
Prélèvements constatés, pendant l'année 1832, sur les produits des monnaies. (*Voir* ci-dessus)		1,905,273 33	
A ajouter : pour déchets et frais de fabrication portés en dépense par anticipation, et qui ne seront alloués aux comptables des monnaies qu'en 1833. (*Voir* le compte des opérations de trésorerie, *page 146* du présent compte.)		195,973 47	2,101,246 80
Bénéfice pour le trésor public sur la fabrication des monnaies. (*Voir* le compte des contributions et revenus publics, *page 59*)			500,605 11
Recette brute de l'année 1832, sur les produits des médailles frappées depuis l'ordonnce du 24 mars 1832. (*V.* ci-dessus)		179,765 10	
Prélèvements constatés pendant l'année 1832 sur les produits des médailles. (*Voir* ci-dessus)		161,146 36	
Bénéfice pour le trésor public sur les produits des médailles frappées depuis l'ordonnance du 24 mars 1832. (*Voir* le compte des contributions et revenus publics, *page 59*)		18,618 74	18,618 74
TOTAL des bénéfices pour le trésor public			519,223 85

FABRICATION DES MONNAIES.

MOUVEMENT des Matières d'or et d'argent entrées aux Changes des ateliers monétaires, et de leur Fabrication, pendant l'année 1832.

ENTRÉES AUX CHANGES.		POIDS DU FIN.	VALEUR RÉELLE.	
MATIÈRES D'OR.		K. G. M.		
Matières restées dans les travaux au 1er janvier 1832		27,969,633	96,339f 85c	96,339f 85c
Matières versées aux changes pendant l'année.	Louis fabriqués depuis 1785	15,894,410	54,761 19	1,983,853 42
	Matières à divers titres	61,509,036	1,929,992 23	
		603,927,079	2,080,193 27	2,080,193 27
MATIÈRES D'ARGENT.				
Matières restées dans les travaux au 1er janvier 1832		32,212,198,232	7,158,266 21	7,158,266 21
Matières versées aux changes pendant l'année.	Écus de 6 et de 3 livres provenant du Gouvernement	362,022,817,468	80,449,514 26	138,755,078 13
	Pièces de 24, 12 et 6 sous *idem*	2,217,208,198	492,712 92	
	Matières à divers titres. Écus de 6 et 3 livres versés par les particuliers (*valeur réelle*)	754,324 03		
	Matières à divers titres. Matières diverses versées par les particuliers (*valeur réelle*)	57,058,526 92	57,812,850 95	
		656,610,055,483	145,913,344 34	145,913,344 34

Les matières versées aux changes s'élèvent, pour l'or, à		1,983,853f 42c
Et pour l'argent, à		138,755,078 13
Ensemble		140,738,931 55
Les retenues faites sur ces matières pour couvrir le trésor des déchets et des frais de fabrication (*voir* le tableau précédent), ont été de		2,086,602 52
RESTE pour valeur à rembourser aux propriétaires des matières. (*Voir* page 734)		138,652,329 03

FABRICATION.	POIDS DU FIN.	VALEUR RÉELLE.	
MATIÈRES D'OR.	k. g. m.	fr. c.	fr. c.
Délivrances d'espèces (*valeur nominale 2,011,000 fr.*)	583,527,128	2,009,926 79	2,009,926 79
Remplacement, en espèces, de matières qui n'ont pu être fabriquées	18,741	64 55	64 55
Déchets alloués aux directeurs de la fabrication	1,167,054	4,019 83	4,019 83
Matières restant dans les travaux au 31 décembre 1832	19,214,156	66,182 10	66,182 10
	603,927,079	2,080,193 27	2,080,193 27
MATIÈRES D'ARGENT.			
Délivrances d'espèces (*valeur nominale 142,117,038 fr. 50 cent.*)	639,504,157,058	142,112,033 56	142,112,033 56
Remplacement, en espèces, de matières qui n'ont pu être fabriquées	5,924,451	1,316 56	1,316 56
Déchets alloués aux directeurs	3,197,520,779	710,560 20	710,560 20
Matières restant dans les travaux au 31 décembre 1832	13,902,453,195	3,089,434 02	3,089,434 02
	656,610,055,483	145,913,344 34	145,913,344 34

La valeur *nominale* des fabrications de pièces d'or a été de	2,011,000f 00c	
La valeur *réelle*, de	2,009,926 79	
Résultat, au profit du trésor, des tolérances en faible et en fort	1,073 21	1,073f 21c
La valeur *nominale* des fabrications de pièces d'argent a été de	142,117,038 50	
La valeur *réelle*, de	142,112,033 56	
Résultat, au profit du trésor, des tolérances en faible et en fort	5,004 94	5,004 94
Ensemble		6,078 15
Le tableau qui précède présente :		
En recette, des tolérances en faible, à l'exercice 1831, pour 4,042 fr. 81 cent., et à l'exercice 1832, pour 18,846 fr. 84 cent; ensemble		22,889 65
En dépense, des tolérances en fort, à l'exercice 1831, pour 2,167 fr. 22 cent., et à l'exercice 1832, pour 14,644 fr. 28 cent., ensemble		16,811 50
Somme pareille		6,078 15

Les fabrications d'espèces d'or et d'argent sont développées, par hôtel de monnaies et par nature de pièces, dans le tableau qui suit.

FABRICATION DES MONNAIES.

TABLEAU des Espèces fabriquées selon le Système décimal, jusqu'au 31 Décembre 1832.

DÉSIGNATION DES HÔTELS DES MONNAIES.	OR. [Valeur nominale.] PIÈCES de 40 francs.	PIÈCES de 20 francs.	TOTAL de l'or.	PIÈCES de 5 francs.	PIÈCES de 2 francs.	ARGENT. [Valeur nominale.] PIÈCES de 1 franc.	PIÈCES de 1/2 franc.	PIÈCES de 1/4 de franc.	TOTAL de l'argent.	TOTAL DES FABRICATIONS en espèces d'or et d'argent faites pendant l'année 1832.	REPORT DU TOTAL des fabrications faites jusqu'au 31 décembre 1831.	TOTAL GÉNÉRAL des fabrications faites au 31 décembre 1832.
Paris	899,720	127,200	1,026,920	39,001,150	1,375,264	378,795	172,528 00	71,531 50	40,999,268 50	42,026,188 50	1,899,724,413 75	1,941,750,602 25
Bayonne	//	//	//	2,914,605	46,850	31,051	16,993 50	5,611 75	3,015,111 25	3,015,111 25	90,576,291 00	93,591,402 25
Bordeaux	//	//	//	3,149,598	151,896	34,727	20,073 00	5,072 25	3,361,358 25	3,361,358 25	81,714,354 00	85,075,712 25
La Rochelle	//	//	//	4,483,195	372,324	80,040	38,294 50	15,504 50	4,989,358 00	4,989,358 00	56,488,765 25	61,478,123 25
Lille	//	509,320	509,320	22,406,310	906,572	154,596	213,357 00	58,911 50	23,739,746 50	24,249,066 50	489,489,441 00	513,738,507 50
Limoges	//	//	//	3,562,005	76,674	36,615	14 591 00	8,804 50	3,698,689 50	3,698,689 50	85,802,432 25	89,501,121 75
Lyon	//	//	//	15,250,705	477,554	149,540	103,193 00	35,233 50	16,016,225 50	16,016,225 50	107.248,139 25	123.264,364 75
Marseille	//	//	//	6,100,050	127,780	77,883	26,110 00	//	6,331,823 00	6,331,823 00	67.508,022 00	73,839,845 00
Nantes	//	17.360	17,360	7,837,705	189,152	42,414	19,358 00	2,121 50	8,090,750 50	8,108,110 50	36,328,878 25	44,436,988 75
Perpignan	//	//	//	3,489,840	44,782	//	10,658 00	4,531 50	3,549.811 50	3,549,811 50	76.776,091 75	80,325,903 25
Rouen	157,880	299,520	457,400	14,261,960	807,770	238,302	141 831 50	33,715 00	15.483,578 50	15,940,978 50	236,016,105 75	251,957,084 25
Strasbourg	//	//	//	8,668,455	110,760	41,782	5,612 50	3,679 25	8,830,288 75	8,830,288 75	26,298,066 50	35,128,355 25
Toulouse	//	//	//	3,769,585	128,510	58,346	45,870 50	8,717 25	4,011,028 75	4,011,028 75	119,806,891 00	123 817,919 75
MONNAIES SUPPRIMÉES.												
Gênes	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	315,238 50	315,238 50
Genève	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	167,993 00	167,993 00
Rome	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	725,625 00	725,625 00
Turin	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	6,236,997 00	6,236,997 00
Utrecht	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	4,077,109 00	4,077,109 00
TOTAL des espèces fabriquées en 1832	1,057,600	953,400	2,011,000	134,895,155	4,815,888	1,324,091	828,470 50	253,434 00	142,117,038 50	144,128,038 50	3,385,300,854 25	3,529,428,892 75
Report des espèces fabriquées jusqu'au 31 décembre 1831	175,924,800	844,360,820	(a)1,020,285,620	2,263,587,775	40,108,870	42,357.885	17,863.372 50	1,097,331 75	(b)2,365,015,234 25	3,385,300,854 25		
TOTAL des espèces fabriquées au 31 décembre 1832	176,982,400	845,314,220	1,022,296,620	2,398,482,930	44,924,758	43,681,976	18,691,843 00	1,350,765 75	2,507,132,272 75	3,529,428,892 75		

(*A*) Voir l'état précédent. (Matières d'or.)
(*B*) Voir l'état précédent. (Matières d'argent.)

DIVISION DES FABRICATIONS PAR TYPES.

TYPES.												
De Napoléon Bonaparte	132,689,880	395,334,560	528,024,440	81-,952,380	24,554,454	31,362,123	13,713,364 50	247,734 00	887,830,055 50	1,415,854,495 50		
De Louis XVIII	21,579,440	367,753,620	389,333,060	601,048,050	7,374,764	4,393,242	1,852,464 00	161,589 75	614,830,109 75	1,004,163,169 75		
De Charles X	19,152,960	33,765,960	52,918,920	616,468,675	8,089,604	5,281,890	2,073,468 50	596,683 00	632,511,320 50	685,430,240 50		
De Louis-Philippe Ier	3,560,120	48,460,080	52,020,200	363,013,825	4,905,936	2,643,721	1,052,546 00	344,759 00	371,960,787 00	423,980,987 00		
TOTAUX pareils	176,982,400	845,314,220	1,022,296,620	2,398,482,930	44,924,758	43,681,976	18,691,843 00	1,350,765 75	2,507,132,272 75	3,529,428,892 75		

Note sur le Cuivre et le Billon en circulation.

De 1726 à 1794, il avait été frappé,

SAVOIR :		
En billon	300,075	29,777,012
En cuivre	10,244.394	
En métal de cloche	19,232,543	
De 1795 à 1815.		
Loi du 15 août 1795.		
Cuivre	4,385,411	27,099,059
du 24 oct. 1796. *id.*	9,927.371	
du 17 fév. 1799. *id.*	9,324,918	
du 15 septembre 1807.		
Billon	3,286,226	
En 1815, blocus de Strasb	175,133	
TOTAL		56,876,071

FABRICATION DES MONNAIES.

DÉVELOPPEMENT du Bénéfice réalisé au profit du Trésor public sur la Fabrication des Monnaies, pendant l'exercice 1831.

DÉPARTEMENTS.	HÔTELS des MONNAIES.	RECETTES BRUTES SUR LES PRODUITS DES MONNAIES.						PRÉLÈVEMENTS SUR LES PRODUITS DES MONNAIES.				BÉNÉFICE pour LE TRÉSOR PUBLIC. (*Voir* l'État, p. 58.)
		RETENUES sur les matières apportées au change.	DROIT d'essais.	BÉNÉFICE résultant de l'emploi des tolérances en faible dans la fabrication.	PRIME pour l'affinage et la refonte des anciennes espèces.	RECETTES extraordinaires.	TOTAL des recettes.	DÉCHETS.	FRAIS de fabrication.	PERTE résultant de l'emploi des tolérances en fort dans la fabrication.	TOTAL des prélèvements.	
Bouches-du-Rhône	Marseille	155,405	"	36	29,957	2,603	188,001	51,562	103,125	554	155,241	32,760
Charente-Inférieure	La Rochelle	65,573	"	259	8,856	"	74,688	21,754	43,466	4,548	69,768	4,920
Garonne (Haute)	Toulouse	102,254	"	5,488	17,871	"	125,613	33,926	67,849	"	101,775	23,838
Gironde	Bordeaux	119,991	"	539	16,712	"	137,242	39,808	79,736	1,947	121,491	15,751
Loire-Inférieure	Nantes	95,541	"	74	36,012	"	131,627	31,710	63,372	3,204	98,286	33,341
Nord	Lille	634,558	"	5,578	31,611	"	671,747	212,649	418,730	1,143	632,522	39,225
Pyrénées (Basses)	Baïonne	32,505	"	"	11,421	"	43,926	10,788	21,547	3,138	35,473	8,453
Pyrénées-Orientales	Perpignan	28,680	"	286	11,097	"	40,063	9,519	19,022	916	29,457	10,606
Rhin (Bas)	Strasbourg	78,579	"	254	19,191	"	98,024	26,079	52,158	1,241	79,478	18,546
Rhône	Lyon	263,568	"	159	27,284	"	291,011	87,431	174,824	130	262,385	28,626
Seine	Paris	1,059,835	35	58,693	71,728	"	1,190,291	398,825	656,131	"	1,054,956	135,335
Seine-Inférieure	Rouen	608,739	"	10,256	33,480	"	652,475	203,816	401,756	1,527	607,099	45,376
Vienne (Haute)	Limoges	41,043	"	"	13,692	"	54,735	13,622	27,201	2,053	42,876	11,859
	TOTAUX	3,286,271	35	81,622	328,912	2,603	3,699,443	1,141,489	2,128,917	20,401	3,290,807	408,636

FABRICATION DES MONNAIES.

DÉVELOPPEMENT du Bénéfice réalisé au profit du Trésor public sur la Fabrication des Monnaies, pendant l'Exercice 1832.

DÉPARTEMENS.	HÔTELS des MONNAIES.	RECETTES BRUTES SUR LES PRODUITS DES MONNAIES.						PRÉLÈVEMENTS SUR LES PRODUITS DES MONNAIES				BÉNÉFICE pour LE TRÉSOR PUBLIC. (*Voir* l'État, p. 59.)
		RETENUES sur les matières apportées au change.	DROIT d'essais.	BÉNÉFICE résultant de l'emploi des tolérances en faible dans la fabrication.	PRIME pour l'affinage et la refonte des anciennes espèces.	RECETTES extraordinaires.	TOTAL des recettes.	DÉCHETS.	FRAIS de fabrication.	PERTE résultant de l'emploi des tolérances en fort dans la fabrication.	TOTAL des prélèvements.	
Bouches-du-Rhône	Marseille	92,718	"	"	25,337	"	118,055	30,767	59,983	556	91,306	26,749
Charente-Inférieure	La Rochelle	78,971	"	"	15,143	"	94,114	23,529	47,021	3,974	74,524	19,590
Garonne (Haute)	Toulouse	57,417	"	3,152	12,954	"	73,523	18,065	36,166	"	54,231	19,292
Gironde	Bordeaux	42,224	"	"	9,939	"	52,163	13,659	26,572	905	41,136	11,027
Loire-Inférieure	Nantes	124,656	"	"	48,336	"	172,992	40,222	11,121	5,629	56,972	116,020
Nord	Lille	354,867	"	1,115	81,165	"	437,147	115,957	230,281	178	346,416	90,731
Pyrénées (Basses)	Bayonne	45,060	"	"	15,144	"	60,204	14,559	29,464	1,220	45,243	14,961
Pyrénées-Orientales	Perpignan	53,857	"	1,460	21,369	"	76,686	16,700	33,400	"	50,100	26,586
Rhin (Bas)	Strasbourg	134,851	"	3,459	34,299	"	172,609	41,867	56,805	"	98,672	73,937
Rhône	Lyon	239,425	"	5,566	51,190	"	296,181	78,036	148,746	"	226,782	69,399
Seine	Paris	586,732	159	1,018	138,891	68	726,868	195,623	387,986	170	583,779	143,089
Seine-Inférieure	Rouen	220,964	"	3,077	22,665	"	246,706	72,730	144,305	"	217,035	29,671
Vienne (Haute)	Limoges	54,860	"	"	19,744	"	74,604	17,065	"	2,012	10,077	55,527
TOTAUX		2,086,602	159	18,847	496,176	68	2,601,852	678,779	1,211,850	14,644	1,905,273	696,579
Déchets et frais de fabrication portés en dépense par anticipation, et qui ne seront alloués aux comptables des monnaies qu'en 1833 (*Voir* page 146.)								18,811	177,163	"	195,974	195,974
								697,590	1,389,013	14,644	2,101,247	500,605

FABRICATION DES MÉDAILLES.

ÉTAT des Matières entrées dans les Ateliers de l'ancienne Monnaie des Médailles du 1er Janvier au 5 avril 1832, et de leur Fabrication.

ENTRÉES DES MATIÈRES.	POIDS DES MATIÈRES. PALLADIUM.	OR.	PLATINE.	ARGENT.	CUIVRE et bronze.
	k g c	k g c	k g c	k g c	k g c
Matières restées dans les travaux au 1er janvier 1832	598 30	4 499 00	43 539 80	233 691 00	12,761 466 00
Matières provenant de divers achats	//	511 50	940 00	93 553 00	369 300 00
Matières provenant d'ustensiles du mobilier	//	//	2 230 30	//	//
Boni trouvé à l'inventaire	//	0 30	//	//	909 00
	598 30	5 010 80	46 710 10	327 244 00	13,131 675 00

SORTIES DES MATIÈRES.	POIDS DES MATIÈRES. PALLADIUM.	OR.	PLATINE.	ARGENT.	CUIVRE, bronze étain et zinc.
	k g c	k g c	k g c	k g c	k g c
Médailles fabriquées du 1er janvier au 5 avril 1832	//	468 00	//	147 840 00	157 902 00
Déchets alloués au directeurs	//	2 30	//	3 694 00	7 871 00
Déficit constaté par un procès-verbal et mis à la charge de M. de Beaurecueil, ancien comptable	//	//	//	//	4,293 182 00
Matières remises au directeur de la monnaie de Paris, suivant inventaire dressé le 25 avril 1832	598 30	4 540 50	46 710 10	175 710 00	8,672 720 00
	598 30	5 010 80	46 710 10	327 244 00	13,131 675 00

ÉTAT des Médailles entrées au Bureau de vente de l'ancienne Monnaie des Médailles du 1er Janvier au 5 Avril 1832.

ENTRÉES AU BUREAU DE VENTE.	DÉSIGNATION DES MÉDAILLES. PALLADIUM. Nombre.	Poids.	OR. Nombre.	Poids.	PLATINE. Nombre.	Poids.	ARGENT. Nombre.	Poids.	CUIVRE ET BRONZE. Nombre.	Poids.
		k g c		k g c		k g c		k g c		k g c
Médailles restées au bureau de vente au 1er janvier 1832	//	//	45	1 909 70	6	563 00	10,558	260 757 00	47,673	2,221 800 00
Médailles fabriquées et entrées au bureau de vente du 1er janvier au 5 avril 1832	//	//	11	468 00	//	//	8,683	147 840 00	2,920	157 902 00
	//	//	56	2 377 70	6	563 00	19,241	408 597 00	50,593	2,379 702 00

SORTIES DU BUREAU DE VENTE.	DÉSIGNATION DES MÉDAILLES. PALLADIUM. Nombre.	Poids.	OR. Nombre.	Poids.	PLATINE. Nombre.	Poids.	ARGENT. Nombre.	Poids.	CUIVRE ET BRONZE. Nombre.	Poids.	VALEUR au TARIF des médailles vendues du 1er janvier au 5 avril.
		k g c		k g c		k g c		k g c		k g c	
Médailles vendues du 1er janvier au 5 avril 1832	//	//	12	483 70	//	//	9,663	165 886 00	1,968	112 520 00	(a) 49,898f 19c
Médailles remises au directeur de la monnaie de Paris, suivant inventaire dressé le 25 avril 1832	//	//	44	1,894 00	6	563	9,578	242 711 00	48,625	2,267 182 00	
	//	//	56	2,377 70	6	563	19,241	408 597 00	50,593	2,379 702 00	

(a) Produit des médailles vendues du 1er janvier au 5 avril 1832 (comme ci-dessus)..... 49,898f 19c
Produit des médailles et matières vendues du 5 avril au 31 décembre 1832. (Voir l'état page 747.)..... 119,774 96
TOTAL porté en recette aux produits divers. (Voir page 61.)..... 169,673 15

FABRICATION DES MÉDAILLES.

MOUVEMENT des Médailles reçues de l'ancienne Monnaie des médailles, par le Directeur de la fabrication de la Monnaie de Paris.

	DÉSIGNATION DES MÉDAILLES.							
	OR.		PLATINE.		ARGENT.		CUIVRE ET BRONZE.	
	Nombre.	Poids.	Nombre.	Poids.	Nombre.	Poids.	Nombre.	Poids.
		k g c		k g c		k g c		k g c
Médailles reçues de l'ancienne monnaies des médailles, suivant inventaire dressé le 25 avril 1832	44	1 894 00	6	0 563 00	9,578	242 711 00	48,625	//

	DÉSIGNATION DES MÉDAILLES.							
	OR.		PLATINE.		ARGENT.		CUIVRE ET BRONZE.	
	Nombre.	Poids.	Nombre.	Poids.	Nombre	Poids.	Nombre.	Poids.
		k g c		k g c		k g c		g k c
Médailles vendues du mois d'avril au 31 décembre 1832	10	0 285 00	//	//	1,168	23 765 00	611	//
—— déposées au musée monétaire et à la liste civile	//	//	6	0 563 00	//	//	8,137	//
—— fondues	34	1 609 00	//	//	8,410	218 946 00	35,261	//
—— restant au bureau de vente au 31 décembre 1832	//	//	//	//	//	//	4,616	//
	44	1 894 00	6	0 563 00	9,578	242 711 00	48,625	//

MOUVEMENT des Matières reçues de l'ancienne Monnaie des médailles et de celles provenant de la fonte des anciennes médailles.

	POIDS DES MATIÈRES.				
	PALLADIUM.	OR.	PLATINE.	ARGENT.	CUIVRE, BRONZE, étain et zinc.
	k g c	k g c	k g c	k g c	k g c
Matières reçues de l'ancienne monnaie des médailles	0 598 30	4 540 50	46 710 10	175 710 00	8,672 720 00
Matières provenant de la fonte des anciennes médailles	//	1 609 00	//	218 946 00	950 425 00
	0 598 30	6 149 50	46 710 10	394 656 00	9,623 145 00

	POIDS DES MATIÈRES.				
	PALLADIUM.	OR.	PLATINE.	ARGENT.	CUIVRE, BRONZE, étain et zinc.
		k g c	k g c	k g c	k g c
Matières vendues à M. Collot, directeur de la fabric^on de la monnaie de Paris	//	5 489 20	//	392 260 00	7,798 592 00
—— réservées par la commission des monnaies et médailles	//	//	//	//	1,824 553 00
Matière remise à M. Brenet, en échange du modèle de la colonne	//	//	10 00 00	//	//
Matières remises à M. Collot à titre de dépôt	598 30	//	36 710 10	//	//
Déchets résultant de la fonte des matières	//	653 30	//	2 085 00	//
—— résultant de la fonte des médailles	//	7 00	//	311 00	//
	598 30	6 149 50	46 710 10	394 656 00	9,623 145 00

RÉSULTAT, en espèces, des Médailles et des Matières vendues.

	MÉDAILLES.			MATIÈRES.		TOTAL du produit brut de la vente des médailles et matières.	*A DÉDUIRE.* REMISE DE 5 P. 0/0 sur le produit de la vente des médailles.	PRODUIT NET de la vente des médailles et matières.
	NOMBRE.	POIDS.	VALEUR au tarif.	POIDS.	VALEUR.			
		k g d	f c	k g c	f c	f c	f c	f c
Or	10	0 285 00	993 66	5 489 20	16 767 55	17,761 21	49 68	17,711 53
Argent	1,168	23 765 00	6,192 49	392 260 00	81 299 15	87,491 64	309 63	87,182 01
Cuivre et bronze	611	//	965 25	7,798 592 00	14 066 24	15,031 49	48 26	14,983 23
			8,151 40		112 132 94	120,284 34	407 57	119,876 77

* (Voir la note à l'un des états précédents, page 745.)

FABRICATION DES MÉDAILLES.

MOUVEMENT des Médailles fabriquées du 5 Avril au 31 Décembre 1832.

		DÉSIGNATION DES MÉDAILLES.					
		OR.		ARGENT.		CUIVRE ET BRONZE.	
		Nombre.	Poids.	Nombre.	Poids.	Nombre.	Poids.
			k g c		k g c		k g c
Médailles et jetons fabriqués et entrés au bureau de vente, du 5 avril au 31 déc. 1832.	Médailles et jetons frappés avec les coins de la commission	127	3 704 50	7,303	155 519 50	3,623	//
	Médailles et jetons frappés avec les coins des particuliers	81	5 823 40	23,922	384 776 00	8,971	//
		208	9 527 90	31,225	540 295 50	12,594	//

		DÉSIGNATION DES MÉDAILLES.					
		OR.		ARGENT.		CUIVRE ET BRONZE.	
		Nombre.	Poids.	Nombre.	Poids.	Nombre.	Poids.
			k g c		k g c		k g c
Médailles et jetons vendus, du 5 avril au 31 décemb. 1832.	Médailles et jetons frappés avec les coins de la commission	127	3 704 50	6,766	143 792 00	2,115	//
	Médailles et jetons frappés avec les coins des particuliers	81	5 823 40	22,910	369 789 00	8,758	//
Médailles et jetons restant au bureau de vente, au 31 décembre 1832		//	//	1,549	26 714 50	1,721	//
		208	9 527 90	31,225	540 295 50	12,594	//

RÉSULTAT, en espèces, des Médailles et Jetons fabriqués et vendus, du 5 Avril au 31 Décembre 1832.

		NOMBRE.	POIDS.	VALEUR au tarif.	FRAIS de fabrication.	PRODUIT NET de la vente des médailles et jetons.
			k g c	f c	f c	f c
Médailles et jetons frappés avec les coins de la commission.	Or	127	3 704 50	12,915 75	12,076 48	839 27
	Argent	6,766	143 792 00	37,465 79	34,512 53	2,953 26
	Cuivre et bronze	2,115	//	4,761 95	1,345 95	3,416 00
Médailles et jetons frappés avec les coins des particuliers.	Or	81	5 823 40	20,082 86	18,983 97	1,098 89
	Argent	22,910	369 789 00	93,577 40	88,295 13	5,282 27
	Cuivre et bronze	8,758	//	10,961 35	5,932 30	5,029 05
				179,765 10	161,146 36	18,618 74

* (Voir le Compte des contributions et revenus publics, page 59.)

DÉVELOPPEMENTS

SUR

LES PRODUITS DIVERS.

EXERCICES 1831 ET 1832.

NOTE

Sur les Produits divers.

Indépendamment des principales branches de contributions qui forment le revenu de l'État, les ressources des budgets s'accroissent encore de plusieurs natures de recettes, qu'on est dans l'usage de réunir sous la désignation générale de *Produits divers*. Ces recettes se trouvent détaillées dans les états, pages 60 à 69, du compte des contributions et revenus publics.

On va faire connaître sommairement les principaux produits d'où elles proviennent :

Produits de revenus publics.

Produits des mines. Les redevances fixes et proportionnelles des mines, primitivement établies par la loi du 21 avril 1810, et qui forment une contribution spéciale, indépendante de la contribution foncière, dont se trouvent déjà frappés les terrains occupés par les mines, se perçoivent d'après les rôles dressés par les directeurs des contributions directes et mis en recouvrement à la charge des propriétaires et concessionnaires des mines.

Les produits extraordinaires proviennent de la taxe imposée pour droit de permission d'établissements d'usines propres à l'exploitation des mines.

Fonds avancés par divers propriétaires pour opérations cadastrales. Les communes et les propriétaires de biens-fonds ont été autorisés, par une ordonnance royale du 3 octobre 1821, à faire au Trésor public l'avance des fonds nécessaires pour l'achèvement anticipé des travaux du cadastre parcellaire. Le versement de ces fonds est porté en recette au budget et fait l'objet d'un crédit complémentaire qui est démandé aux Chambres par le ministre des finances, pour les dépenses cadastrales.

Produits de la vente d'immeubles dont l'aliénation a été autorisée par diverses lois spéciales. Les lois des 13 et 15 mai 1825, et 21 mai 1826, ont autorisé la vente de divers immeubles dont le produit a été affecté à des dépenses spéciales. L'origine, la destination et la situation des recettes de cette nature, sont expliquées dans un compte spécial relatif à l'exécution desdites lois, qui est publié, page 378.

Droit de vérification des poids et mesures. Une ordonnance royale du 18 décembre 1825, a rattaché ce produit au budget de l'État. Il faisait autrefois partie des cotisations municipales affectées aux besoins particuliers des départements, la rentrée s'en opère actuellement sur des rôles dressés par les directeurs des contributions directes.

Dixième du produit net de l'octroi de l'île de Corse. L'impôt sur les boissons n'ayant point été établi dans l'île de Corse, il a été remplacé par le prélèvement d'un dixième sur le produit des octrois des diverses communes de ce département.

Recettes sur débets de comptables. Les recettes sur débets sont de deux natures :

1° Les recettes provenant des débets poursuivis par l'agence judiciaire du Trésor, mais qui n'ont pas été constatés préalablement dans l'actif de l'administration des finances, comme créances à recouvrer,

parce qu'étant applicables à des agents des ministères ordonnateurs, ils ne présentaient pas de détournements de fonds ou de valeurs résultant de ses comptes.

2° On classe également sous la même désignation le montant des débets et accroissements de débets résultant, soit d'injonctions de la cour des comptes, soit de vérifications administratives, à la charge de comptables des finances, parce que ces débets et accroissements constituent, au profit de l'exercice courant, une nouvelle ressource dont n'ont point profité les budgets des exercices précédents.

Contingent du aépartement de la Dordogne et de la ville de Bergerac dans le déficit du pont de cette ville. Le conseil général du département de la Dordogne et celui de la ville de Bergerac ont pris l'engagement, dans le cas où le produit du péage du pont de cette ville n'atteindrait pas la somme de 63,000 fr., de faire verser au Trésor public la moitié de la différence.

Versement des communes pour leur contingent dans le service rural des postes. Subvention fournie par les communes en exécution de l'article 5 de la loi du 3 juin 1829 qui porte, que les sommes annuellement allouées au budget des communes, pour le service des messagers piétons, seront versées au Trésor public, pendant les années 1830, 1831 et 1832, afin de contribuer aux dépenses de ce nouveau service.

Produit de la moitié de la retenue de 3 p. o/o exercée au profit de la caisse des invalides de la marine. Cette recette est appliquée aux produits divers, conformément au tableau annexé à la loi du 2 août 1829 portant fixation du budget de l'exercice 1830 (voir le rapport fait à la Chambre des députés, sur les recettes de l'exercice 1830, le 30 mai 1829).

Pensions et rétributions des élèves des écoles militaires. Les ministres de la guerre et des finances ont décidé que le produit des pensions et rétributions des élèves des écoles militaires de Saint-Cyr et de La Flèche serait porté, à partir de l'année 1831, dans les budgets de l'État, comme les autres revenus publics, et serait, en conséquence, recouvré par les agents ordinaires de la perception.

Intérêts bonifiés au Trésor sur prêts au commerce. Intérêts recouvrés sur ceux qui ont été calculés à la charge des divers négociants et manufacturiers auxquels le Trésor a fait des prêts en exécution de la loi du 17 octobre 1830 (voir page 404, le compte spécial des prêts au commerce).

Intérêts bonifiés au Trésor sur le prix de la vente des bois de l'État. Les adjudicataires des bois de l'État, aliénés en vertu de la loi du 25 mars 1831, ont dû bonifier au Trésor les intérêts résultant des délais qui leur ont été accordés, lorsqu'au lieu de se libérer en numéraire, ils ont soldé le prix de leur adjudication en des traites à diverses échéances.

Produits de visa de passe-ports et de légalisation d'actes au ministère des affaires étrangères. Le produit de la taxe des passe-ports et des légalisations d'actes, perçu par le ministère des affaires étrangères, était employé antérieurement à l'année 1831, à donner des secours à des personnes qui n'avaient pas de titres pour obtenir des pensions, mais d'après le vœu émis par la commission chargée de l'examen du projet de loi portant règlement définitif de l'exercice 1828; ce produit est actuellement versé au Trésor public et porté en recette au budget.

Produit de la vente des médailles et des matières provenant de l'ancienne monnaie des médailles. La monnaie des médailles qui faisait précédemment partie du domaine de la couronne, ayant été réunie au domaine de l'Etat par la loi du 2 mars 1832, le produit des médailles fabriquées depuis cette réunion a été ajouté aux bénéfices des monnaies (voir page 59), et le produit de la vente des médailles fabriquées antérieurement à cette loi a été appliqué aux produits divers (voir le développement sur la fabrication des monnaies et des médailles, pages 606 à 623).

Recettes applicables aux dépenses de l'Hôtel des invalides de la guerre. Ces recettes, qui se composent de la retenue de 2 p. o/o sur les dépenses de la guerre, d'affermages de terrains militaires et de divers autres produits, étaient attribuées spécialement à la dotation des invalides et de la guerre; elles ont été rattachées aux recettes du budget par la loi du 21 avril 1832.

Remboursements d'obligations souscrites par diverses villes en remplacement de l'impôt sur les boissons. Ces obligations ont été souscrites par diverses villes pour le payement de droits mis à leur charge sur les boissons, par suite d'interruption dans la perception de ce produit. Comme elles ne sont recouvrables qu'à des époques postérieures à celles de la clôture des exercices auxquels les droits se rapportent, leur réalisation forme une ressource nouvelle pour l'exercice courant, où cette recette devient l'objet d'un article distinct, au chapitre des produits divers.

Intérêts bonifiés au Trésor sur les avances faites à diverses villes. Intérêts recouvrés sur ceux qui ont été calculés à la charge des diverses villes auxquelles le Trésor a fait des avances, sur le crédit de cinq millions ouvert au Ministre de l'intérieur, par la loi du 8 septembre 1830, pour travaux publics et autres besoins urgents.

Produits divers provenant des Ministères.

L'ordonnance royale du 14 septembre 1822 ayant interdit aux ministres d'accroître, par aucune recette particulière, le montant de leur crédit législatif, les objets mobiliers et immobiliers appartenant aux ministères doivent être vendus au profit du budget par l'entremise de l'administration de l'enregistrement et des domaines. Les recettes de cette nature comprennent le prix de vente des valeurs mobilières et immobilières, mises hors de service ou livrées à divers par les magasins du Gouvernement; le produit des loyers des maisons et vente de terrains appartenant à l'Etat; la vente des cartes du dépôt de la marine; les remplacements d'effets perdus ou dégradés par des militaires; le produit de compensation de valeurs données en payement de dépenses, etc., etc. On classe encore sous la même désignation, les reversements de fonds effectués dans les caisses du Trésor, par suite de trop payé sur les dépenses des ministères, mais le montant de cette dernière recette n'est définitivement connu, que lors de la clôture de l'exercice, attendu que, jusqu'à cette époque, ces reversements sont susceptibles d'être repris par les ministères et portés par eux en déduction des payements qui les ont nécessité. (Voir le développement de ces produits par exercice et par ministère, pages 64 et 65).

Produits extraordinaires.

Intérêts de la créance sur l'Espagne. Les intérêts de la créance sur l'Espagne, dont la durée n'est que temporaire, diminuent chaque année, au fur et à mesure de l'amortissement du capital. (Voir page 314, les détails donnés sur cette créance,).

Bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations. La caisse des dépôts et consignations a dû, conformément à la loi du 16 octobre 1831, verser au Trésor les bénéfices réalisés par elle, qui d'après ses comptes demeuraient sans emploi à l'époque du 31 décembre 1830.

Contributions imposées au Portugal. Ce produit, qui ne pouvait être prévu au budget, est le résultat d'une convention diplomatique conclue par le contre-amiral Roussin commandant en chef l'expédition envoyée en Portugal.

Subsides du bey de Tripoly. Recette résultant de l'expédition d'Afrique.

Produits et revenus locaux d'Alger. Ces recettes, qui proviennent principalement de revenus de domaines et de droits de douanes perçus à Alger, sont développées dans un compte spécial. (Voir pages 462 et 464).

Recouvrements sur prêts au commerce. Les prêts effectués aux divers négociants et manufacturiers, en exécution de la loi du 17 octobre 1830, ayant été alloués en dépense au budget de l'exercice 1830, les rentrées successives que le Trésor réalise sur le capital de ces prêts, sont ajoutées aux ressources des budgets des exercices courants. (Voir le compte spécial, pages 403 à 408.)

Remboursement de frais de liquidation de l'indemnité affectée aux colons de Saint-Domingue. Ce remboursement a été effectué au Trésor par la caisse des dépôts et consignations, en exécution de l'article 17 de la loi du 21 avril 1832, portant : « Les avances faites par l'État pour subvenir aux frais de » liquidation de l'indemnité affectée aux anciens colons de Saint-Domingue, seront remboursées par » privilége et préférence sur les intérêts produits par les capitaux versés à la caisse des dépôts et consi- » gnations pour ladite indemnité. »

Recouvrements d'avances faites à diverses villes. Ces avances, faites sur le crédit de 5 millions ouvert au Ministre de l'intérieur, pour travaux publics et autres besoins urgents, par la loi du 8 septembre 1830, ayant été portées en dépense au budget de l'exercice 1830, les budgets des exercices courants profitent de la réalisation successive desdites avances.

Produit de l'Inde. La recette portée au budget sous ce titre, est l'expression de l'indemnité annuelle de 4 lacks de roupie, équivalant à un million, que la Compagnie anglaise s'est obligée à payer au Gouvernement français, pour prix de l'abandon des droits qu'avait ce Gouvernement, en vertu des traités, 1° d'exporter au Bengale l'excédant du produit des salines de Pondichéry, jusqu'à concurrence d'une quantité déterminée; 2° d'acheter à Patna et à Bénarès 300 caisses d'opium qu'il faisait revendre pour son compte à Chandernagor et à Calcutta. Le produit de l'Inde, compris originairement parmi les recettes du budget, avait été ensuite laissé à la disposition immédiate du Ministre de la marine, qui en faisait appliquer sur les lieux le montant au besoin de la colonie. Mais la loi du 21 avril 1832 l'a définitivement rattaché au budget de l'État.

Recettes de diverses origines.

Retenues sur traitements et pensions. Retenues exercées au profit du Trésor pour reliquats de comptes, restitutions de trop perçus, et divers autres motifs.

Fonds de non-valeurs sans emploi. Ce produit provient des ordonnances de décharges et réductions délivrées sur les contributions directes, mais qui n'ont point été réclamées par les contribuables au profit desquels elles étaient expédiées.

Capital des inscriptions de rentes crées pour le service de l'arriéré. Recette du capital des rentes créées pour le service de l'arriéré, dont les payements doivent être effectués en rentes, conformément à l'article 7 de la loi de 20 mars 1813, et 4 de celle du 25 mars 1817.

Amendes et Confiscations.

Les produits des amendes et confiscations, pour contravention aux lois sur l'enregistrement, les domaines, les douanes et les contributions indirectes, ne sont portées que pour *ordre* au budget, et leur recette s'y trouve balancée par des dépenses en somme égale.

Ressources locales extraordinaires.

Les ressources locales comprises aux budgets départementaux et spécialement affectées à leurs besoins, concourent, avec les fonds des contributions directes, à l'acquittement des dépenses variables des départements.

On publie à la suite de la présente note, deux états de développement par département et par nature principale de produits.

Le premier, des recettes faites sur l'exercice 1831 jusqu'à la clôture de cet exercice.

Le second, des recettes effectuées sur l'exercice 1832 jusqu'au 1er janvier 1833.

Les résultats de ces deux développements sont résumés dans le tableau ci-après.

NATURE PRINCIPALE DES PRODUITS.	EXERCICE 1831.	EXERCICE 1832.
Produits des revenus publics	4,111,416	6,288,986
Produits divers provenant des ministères	2,278,099	2,862,103
Produits extraordinaires	12,784,336	9,507,026
Recettes de diverses origines	305,027	275,446
Amendes et confiscations	1,935,176	2,723,474
Ressources locales extraordinaires pour dépenses départementales	1,121,614	1,435,229
TOTAUX	22,535,668	23,092,264

PRODUITS DIVERS. EXERCICE 1831.

DÉVELOPPEMENT des Recouvrements effectués au 1er Janvier 1833.

DÉPARTEMENTS.	RECETTES FAITES au 1er janvier 1832.	RECETTES DE L'ANNÉE 1832.	TOTAL AU 1er JANVIER 1833, développé dans les colonnes qui suivent.	PRODUITS DES REVENUS PUBLICS.				PRODUITS DIVERS provenant des ministères. (*Ordonnance du 14 sept. 1822.*)	PRODUITS extraordinaires. (*Voir* le développement, pag. 62.)	RECETTES de diverses origines. (*Voir* le développement, pag. 62.)	PRODUIT DES AMENDES ET CONFISCATIONS ATTRIBUÉES À DIVERS,			RESSOURCES LOCALES extraordinaires pour dépenses départementales.	TOTAL DES RECETTES sur les produits divers.
				PRODUITS des mines.	DROIT de vérification des poids et mesures	FONDS AVANCÉS par divers propriétaires pour dépenses cadastrales.	RECETTES sur débets.				sur l'enregistrement et le timbre.	sur les douanes et sels.	sur les contributions indirectes.		
								DIVERS revenus publics.								
Ain	52,447	1,563	54,010	//	3,497	//	//	6,758	2,936	//	215	4,247	32,347	2,894	1,113	54,010
Aisne	124,048	1,923	125,972	457	18,173	//	396	18,288	19,054	//	1,920	9,302	23,628	6,660	28,089	125,972
Allier	66,957	3,845	70,803	1,354	6,684	//	//	46,025	11,996	//	5	3,776	//	960	//	70,803
Alpes (Basses)	24,163	47	24,211	588	2,083	//	42	7,249	5,536	//	908	2,083	4,461	1,106	148	24,211
Alpes (Hautes)	11,781	1,630	13,411	730	900	//	//	3,253	5,344	//	388	1,226	611	349	607	13,411
Ardèche	116,046	7,287	123,333	3,384	8,819	//	628	9,820	2,666	//	117	2,319	//	2,107	94,098	123,333
Ardennes	188,608	7,007	195,615	689	8,908	//	//	20,036	124,715	4,987	2,439	5,027	21,813	2,614	3,756	195,615
Ariége	10,610	2,064	12,675	83	2,766	//	//	1,379	1,773	//	1,053	1,314	2,810	1,482	10	12,675
Aube	88,923	3,945	92,868	//	9,003	8	//	41,367	30,186	//	93	7,028	//	1,541	3,640	92,868
Aude	35,142	2,814	37,957	974	4,894	//	228	14,213	8,569	//	1,164	4,922	179	1,625	1,186	37,957
Aveyron	23,831	6,758	30,590	7,050	3,404	//	//	8,771	4,101	//	45	2,281	//	2,857	2,076	30,590
Bouches-du-Rhône	106,224	17,057	123,281	5,915	15,764	//	2,891	8,785	50,150	//	1,623	5,113	21,142	2,808	9,088	123,281
Calvados	83,523	5,693	89,216	5,932	21,071	69	//	17,617	9,204	//	1,188	7,070	16,225	6,668	4,169	89,216
Cantal	14,150	31	14,181	19	1,084	//	//	9,738	1,504	//	10	781	//	637	403	14,181
Charente	34,629	10,244	44,874	176	12,719	//	//	12,415	12,553	//	252	3,792	//	1,390	1,573	44,874
Charente-Inférieure	59,498	10,324	69,822	//	19,027	//	336	15,491	24,476	//	791	5,366	1,513	1,366	1,454	69,822
Cher	42,271	1,576	43,847	//	3,389	//	42	21,470	5,590	6,900	473	2,888	//	634	2,456	43,847
Corrèze	17,857	2,494	20,352	994	3,202	//	67	8,162	3,165	//	568	2,895	//	1,296	//	20,352
Corse	30,907	2,654	33,561	//	2,742	//	//	14,479	4,987	//	132	3,227	4,932	//	3,060	33,561
Côte-d'Or	126,313	2,285	128,598	50	16,249	//	292	21,288	69,546	//	1,619	9,385	//	2,073	8,093	128,598
Côtes-du-Nord	69,719	2,145	71,864	100	6,271	//	705	16,168	44,211	//	631	2,075	374	1,326	//	71,864
Creuse	18,140	2,227	20,368	703	6,033	//	//	8,746	1,260	//	33	1,910	//	1,022	659	20,368
Dordogne	50,465	7,373	57,839	737	113,983	//	238	31,930	7,251	//	37	3,035	//	1,083	1,540	57,839
Doubs	132,145	976	133,121	122	7,455	1,700	389	21,307	21,767	//	1,552	9,622	64,915	2,748	1,539	133,121
Drôme	27,167	7,601	34,768	//	10,966	//	202	9,729	7,670	//	277	3,726	//	2,096	98	34,768
Eure	57,479	1,937	59,417	//	13,439	//	//	13,636	7,516	//	475	18,119	//	2,824	3,405	59,417
Eure-et-Loir	34,222	4,533	38,756	//	9,442	//	132	16,240	5,754	//	//	4,552	//	729	1,904	38,756
Finistère	226,300	4,848	231,148	1,066	7,102	1,392	183	11,433	204,848	//	367	1,177	1,729	613	1,233	231,148
Gard	82,299	10,476	92,776	11,816	16,531	//	573	10,281	18,338	//	27,624	5,734	//	1,604	270	92,776
Garonne (Haute)	65,086	5,982	71,068	//	9,878	//	400	24,612	13,950	//	264	4,645	1,988	7,918	7,410	71,068
Gers	29,078	3,972	33,050	//	7,519	//	//	14,956	4,631	//	276	1,306	//	1,493	2,867	33,050
Gironde	104,014	15,143	119,158	//	22,007	//	6,000	17,940	20,364	//	2,602	8,186	28,075	3,633	10,348	119,158
Hérault	37,704	10,242	47,947	5,202	8,635	//	//	7,000	12,720	//	958	5,429	1,347	5,866	788	47,947
Ille-et-Vilaine	65,646	16,172	81,818	397	6,557	//	//	13,033	26,877	//	66	17,318	1,312	3,292	12,963	81,818
Indre	51,759	2,800	54,560	//	5,877	//	//	33,774	4,952	//	139	2,659	//	823	6,333	54,560
Indre-et-Loire	31,939	3,630	35,570	//	7,303	//	//	7,090	7,195	//	4,231	4,890	//	525	4,333	35,570
Isère	102,382	27,501	129,883	6,014	11,407	//	510	11,666	26,797	//	1,577	5,339	3,824	2,005	60,740	129,883
Jura	72,510	4,801	77,312	24	6,871	//	//	18,177	9,904	//	690	11,059	21,361	2,178	7,044	77,312
Landes	32,627	462	33,089	818	3,025	//	1,000	14,421	1,300	//	38	3,750	//	1,488	7,246	33,089
Loir-et-Cher	27,364	48,559	75,924	//	6,782	//	//	9,792	3,309	//	53	4,422	//	1,255	50,307	75,924
Loire	84,224	16,602	100,826	47,884	8,337	//	//	8,659	9,659	//	970	2,814	//	8,153	14,347	100,826
Loire (Haute)	20,822	3,771	24,593	2,199	3,613	//	//	8,742	4,856	//	149	1,260	//	3,592	178	24,593
Loire-Inférieure	60,793	5,765	66,558	2,621	10,134	//	//	18,291	15,960	//	68	2,249	3,828	1,954	11,449	66,558
Loiret	69,787	8,299	78,087	//	12,772	//	//	52,626	4,946	//	767	4,083	//	2,446	443	78,087
Lot	21,026	2,033	23,060	//	3,648	//	//	8,274	2,217	//	82	2,836	//	766	5,235	23,060
Lot-et-Garonne	19,716	3,784	23,501	50	7,045	//	//	7,601	2,496	//	63	1,093	//	3,761	1,388	23,501
Lozère	11,768	1,136	12,904	1,614	2,662	//	//	5,212	640	//	//	977	//	1,571	226	12,904
Maine-et-Loire	105,834	8,482	114,316	2,907	13,734	//	429	18,739	68,474	//	186	2,353	//	4,220	3,271	114,316
Manche	89,296	3,389	92,686	590	17,476	//	2,141	1,477	39,568	//	444	3,330	16,517	2,018	9,119	92,686
Marne	186,728	2,642	189,371	//	10,612	//	157	22,638	9,543	118,514	3,825	18,966	//	4,880	230	189,371

DÉPARTEMENTS.	RECETTES FAITES au 1er janvier 1832.	RECETTES DE L'ANNÉE 1832.	TOTAL AU 1er JANVIER 1833, développé dans les colonnes qui suivent.	PRODUIT DES REVENUS PUBLICS. — PRODUITS des mines.	DROIT de vérification des poids et mesures	FONDS AVANCÉS par divers propriétaires pour dépenses cadastrales	RECETTES sur débets.	DIVERS revenus publics.	PRODUITS DIVERS provenant des ministères. (*Ordonnance du 14 sept. 1822.*)	PRODUITS extraordinaires (*Voir* le développement, pag. 62.)	RECETTES de diverses origines. (*Voir* le développement, pag. 62.)	PRODUIT DES AMENDES ET CONFISCATIONS ATTRIBUÉES À DIVERS, sur l'enregistrement et le timbre.	sur les douanes et sels.	sur les contributions indirectes.	RESSOURCES LOCALES extraordinaires pour dépenses départementales.	TOTAL DES RECETTES sur les produits divers.
Marne (Haute)	321,640	1,817	323,458	900	6,689	6,991	"	24,788	37,173	235,581	1,196	8,354	"	1,782	"	323,458
Mayenne	30,634	5,676	36,310	2,613	7,548	"	54	17,160	3,987	"	286	1,762	"	2,043	854	36,310
Meurthe	98,395	2,933	101,329	"	7,585	"	267	42,857	27,623	"	421	10,613	"	9,891	2,069	101,329
Meuse	126,565	1,476	128,042	"	7,093	11,468	382	68,984	15,474	"	868	13,391	3,267	3,402	3,709	128,042
Morbihan	54,625	4,012	58,638	"	6,435	8,146	"	9,783	29,353	"	108	1,219	382	620	2,589	58,638
Moselle	188,732	2,285	191,017	8,569	10,482	"	541	28,291	72,613	"	3,769	12,531	49,583	4,175	400	191,017
Nièvre	36,264	7,569	43,833	1,215	7,380	"	"	19,425	5,336	"	50	2,979	"	1,335	6,111	43,833
Nord	850,331	9,018	859,549	56,671	43,531	"	1,903	25,670	173,422	"	4,477	10,531	521,661	11,370	10,309	859,549
Oise	60,881	13,104	73,985	"	12,369	"	153	25,983	14,202	"	78	6,558	"	3,370	11,270	73,985
Orne	50,406	4,630	55,036	161	11,752	"	"	20,584	8,862	"	42	6,617	"	2,754	4,263	55,036
Pas-de-Calais	187,730	6,432	194,163	1,486	27,111	"	121	20,643	86,661	"	702	11,573	29,685	13,096	3,081	194,163
Puy-de-Dôme	39,048	5,233	44,281	2,330	9,381	"	239	14,648	8,921	"	368	5,952	"	1,015	1,423	44,281
Pyrénées (Basses)	114,261	6,152	120,414	1,753	7,497	"	960	13,993	40,078	"	620	1,896	39,012	3,526	11,074	120,414
Pyrénées (Hautes)	18,769	1,196	19,965	"	2,198	"	"	9,510	2,811	"	15	2,629	342	929	1,528	19,965
Pyrénées-Orientales	70,173	4,934	75,107	1,910	3,438	"	"	4,661	22,830	"	699	2,112	32,996	452	6,006	75,107
Rhin (Bas)	139,316	1,112	140,428	4,435	13,526	1,366	1,011	15,989	50,197	"	2,601	10,493	35,608	3,440	1,756	140,428
Rhin (Haut)	100,772	6,951	107,724	3,737	8,105	"	361	19,140	17,694	"	155	9,152	31,865	8,378	9,133	107,724
Rhône	50,357	267,121	317,478	5,304	21,663	"	236	5,732	9,603	"	120	9,491	6,627	6,915	251,783	317,478
Saone (Haute)	47,657	5,414	53,071	4,769	9,094	"	"	16,916	8,156	"	34	9,173	"	3,380	1,546	53,071
Saone-et-Loire	69,559	11,941	81,500	19,676	14,252	"	1,384	28,078	8,530	"	246	5,804	"	2,984	542	81,500
Sarthe	50,937	1,849	52,806	1,970	9,929	"	"	23,566	7,234	"	29	2,889	"	912	6,274	52,806
Seine	607,487	151,676	759,163	"	98,553	"	430	242,025	187,050	"	10,352	53,343	33,319	20,560	111,528	759,163
Seine-Inférieure	301,757	54,863	356,620	"	26,137	"	342	25,742	46,582	"	34	14,378	76,488	10,655	156,258	356,620
Seine-et-Marne	69,747	540	70,288	"	10,362	"	276	18,844	20,278	"	7,338	10,120	"	2,129	938	70,288
Seine-et-Oise	243,177	22,532	265,709	"	22,585	"	34	173,177	30,735	"	1,812	7,645	"	3,785	25,932	265,709
Sèvres (Deux)	91,963	6,944	98,907	"	5,410	"	"	11,541	5,706	58,895	948	2,287	"	735	13,382	98,907
Somme	155,148	597	155,745	"	13,854	"	237	36,283	25,496	19,245	789	14,020	278	5,097	40,444	155,745
Tarn	21,671	4,557	26,229	5,520	4,344	"	217	9,007	2,937	"	50	2,507	"	1,500	143	26,229
Tarn-et-Garonne	20,725	9,193	29,918	"	2,909	"	"	14,705	1,673	"	920	2,042	"	1,056	6,521	29,918
Var	469,509	3,385	472,894	491	3,286	"	252	17,665	172,419	260,000	2,171	3,382	9,952	1,904	1,367	472,894
Vaucluse	37,951	11,718	49,669	1,392	7,465	"	608	7,619	6,815	"	827	3,085	"	304	21,550	49,669
Vendée	27,762	5,569	33,331	191	6,574	"	"	2,078	17,626	"	116	4,500	90	773	1,380	33,331
Vienne	37,897	2,601	40,499	"	6,971	3,367	120	9,722	2,778	12,905	126	3,369	"	632	505	40,499
Vienne (Haute)	36,876	7,807	44,683	"	9,254	"	"	8,641	20,711	"	6	1,549	"	993	3,527	44,683
Vosges	72,952	722	73,674	2,903	6,072	"	45	17,721	11,540	13,403	240	6,745	"	5,550	9,452	73,674
Yonne	167,603	2,149	169,152	"	12,303	17,344	413	114,954	14,171	"	69	7,234	"	1,721	939	169,152
Armée de Morée	12,487	"	12,487	"	"	"	"	"	12,487	"	"	"	"	"	"	12,487
Armée d'Afrique	933,856	"	933,856	"	"	"	"	"	97,495	815,6-7	20,684	"	"	"	"	933,856
Armée du Nord	4,872	"	4,872	"	"	"	"	"	3,902	"	969	"	"	"	"	4,872
Trésor public	3,344,143	1,138,174	4,482,317	"	"	"	33,868	703,367	445,158	3,123,527	176,396	"	"	"	"	4,482,317
	12,610,268	2,122,435	14,732,704	241,278	922,765	51,855	62,451	2,640,325	2,783,386	4,669,638	304,213	526,922	1,146,101	262,150	1,121,614	14,732,704
Virements de comptes. à ajouter	7,513,885	289,078	7,802,963	"	"	"	74,472	118,267	505,287	8,114,697	813	"	"	"	"	7,802,963
Virements de comptes. à déduire	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	20,124,153	2,411,514	21,535,668	241,278	922,765	51,855	136,924	2,758,592	2,278,099	12,784,335	305,027	526,922	1,146,101	262,150	1,121,614	22,535,668
						4,111,416							1,935,175			

PRODUITS DIVERS. EXERCICE 1832.

DÉVELOPPEMENT des Recouvrements effectués au 1er Janvier 1833.

DÉPARTEMENTS.	PRODUITS DE REVENUS PUBLICS.					PRODUITS DIVERS provenant des ministères. (*Ordonnance royale du 14 septembre 1822.*)	PRODUITS EXTRA-ORDINAIRES. (*Voir le développement par produits, page 63.*)	RECETTES de diverses origines. (*Voir le développement, page 63.*)	PRODUITS DES AMENDES ET CONFISCATIONS ATTRIBUÉES À DIVERS,			RESSOURCES LOCALES extraordinaires pour dépenses départementales.	TOTAL DES RECETTES sur les produits divers.	DÉPARTEMENTS.
	PRODUITS des mines.	DROITS de vérification des poids et mesures.	FONDS AVANCÉS par divers propriétaires pour dépenses cadastrales.	RECETTES sur débets.	DIVERS revenus publics.				sur l'enregistrement et le timbre.	sur les douanes et sels.	sur les contributions indirectes.			
Ain	//	1,599	//	//	7,564	4,210	//	90	4,828	46,991	5,449	6,429	77,164	Ain.
Aisne	757	14,102	//	793	75,216	21,927	//	26	13,793	31,177	4,683	1,033	163,511	Aisne
Allier	1,013	3,704	//	//	14,904	5,416	//	197	3,960	//	2,544	//	31,742	Allier.
Alpes (Basses)	501	2,137	//	169	7,410	4,232	//	2,500	2,824	4,257	973	99	25,106	Alpes (Basses).
Alpes (Hautes)	//	//	//	//	7,420	5,348	//	3	1,846	623	1,443	78,588	95,274	Alpes (Hautes).
Ardèche	2,432	1,215	//	505	10,214	48,475	//	10	4,800	//	2,291	1,400	71,344	Ardèche.
Ardennes	200	3,322	//	16,286	85,822	56,427	1,423	506	8,534	28,534	2,622	30,134	233,814	Ardennes.
Ariége	283	917	//	246	9,529	1,041	//	//	4,046	1,692	1,739	//	19,497	Ariége.
Aube	//	7,718	//	//	7,965	12,735	//	1,045	10,584	//	3,088	212	43,348	Aube.
Aude	166	1,654	//	//	22,028	16,944	//	1,282	4,095	326	2,384	543	50,327	Aude.
Aveyron	1,032	1,745	//	//	11,532	1,982	//	53	3,125	//	7,774	507	27,754	Aveyron.
Bouches-du-Rhône	4,153	7,719	//	//	10,385	49,630	//	704	2,590	59,198	6,402	5,146	145,931	Bouches-du-Rhône.
Calvados	5,898	18,585	//	//	22,508	9,019	//	12	10,188	95,696	9,988	111	172,010	Calvados.
Cantal	//	1,055	//	//	8,073	14,593	//	//	956	//	3,373	522	28,576	Cantal.
Charente	//	3,065	//	//	43,662	10,559	//	831	18,687	//	2,377	31,593	110,778	Charente.
Charente-Inférieure	//	8,871	1,150	253	30,806	32,162	//	2,810	7,019	2,074	2,381	17,448	105,019	Charente-Inférieure.
Cher	//	//	//	//	15,178	9,861	1,596	4	3,976	//	1,329	58,972	90,919	Cher.
Corrèze	609	959	//	//	7,804	619	//	3	4,235	//	1,921	1,000	17,153	Corrèze.
Corse	//	2,090	//	//	16,470	11,893	//	200	4,895	8,972	//	25	44,548	Corse.
Côte-d'Or	100	15,440	//	1,255	88,658	15,796	//	183	15,828	//	3,697	5,885	146,846	Côte-d'Or.
Côtes-du-Nord	//	904	//	823	10,165	21,496	//	159	2,323	1,635	1,765	31,421	74,664	Côtes-du-Nord.
Creuse	632	3,323	//	//	8,540	9,415	//	44	1,528	//	3,213	1,860	28,558	Creuse.
Dordogne	322	3,013	//	451	25,912	6,300	//	91	4,537	//	3,032	4,265	47,927	Dordogne.
Doubs	//	6,032	3,787	50	23,836	39,640	//	410	10,552	89,160	7,933	67,280	248,683	Doubs.
Drôme	//	3,059	//	205	12,913	8,744	//	8	12,284	//	2,722	40,753	80,692	Drôme.
Eure	//	20	//	843	16,510	10,342	//	1,849	13,827	//	3,810	40,274	87,480	Eure.
Eure-et-Loir	//	259	//	//	12,768	1,938	//	1,828	6,137	//	3,536	30,000	56,570	Eure-et-Loir.
Finistère	//	1,167	//	//	18,433	297,173	//	10,761	2,602	3,563	964	4,995	339,661	Finistère.
Gard	9,442	6,676	//	573	15,291	10,969	//	1,063	5,063	800	4,926	17,121	71,929	Gard.
Garonne (Haute)	//	74	475	180	26,602	41,367	//	2,433	13,433	2,515	11,254	25,673	124,009	Garonne (Haute).
Gers	//	1,711	//	//	13,899	4,963	//	1,094	1,964	//	2,190	408	26,231	Gers.
Gironde	//	10,666	//	6,158	25,937	48,845	12,904	8,289	8,533	30,997	6,490	10,522	169,345	Gironde.
Hérault	1,260	4,597	//	//	15,033	17,548	//	2,294	8,530	1,286	6,593	1,509	58,654	Hérault.
Ille-et-Vilaine	//	1,318	//	//	16,269	27,026	//	1,509	9,662	2,551	3,251	2,065	63,654	Ille-et-Vilaine.
Indre	//	1,889	//	//	11,913	1,261	//	187	2,846	//	2,467	1,557	22,122	Indre.
Indre-et-Loire	//	4,762	3,295	//	10,205	12,657	//	742	4,912	//	1,009	975	38,559	Indre-et-Loire.
Isère	1,350	4,355	//	//	9,151	45,225	//	1,660	6,241	7,153	6,220	59,799	140,559	Isère.
Jura	//	5,067	//	//	18,129	4,849	//	5	12,954	36,648	9,537	3,611	90,803	Jura.
Landes	//	717	//	495	12,419	2,059	//	34	1,320	//	3,968	1,042	22,059	Landes.
Loir-et-Cher	//	6,267	//	//	10,683	3,721	//	520	5,238	//	3,829	//	30,261	Loir-et-Cher.
Loire	18,665	5,092	//	//	14,957	1,919	26,000	299	3,631	//	13,885	88	84,539	Loire.
Loire (Haute)	//	491	//	//	8,380	288	//	227	2,631	//	10,796	//	22,817	Loire (Haute).
Loire-Inférieure	570	4,427	//	240	19,327	27,956	50,330	2,534	6,536	2,817	2,878	//	117,617	Loire-Inférieure.
Loiret	//	3,009	//	//	21,511	10,133	//	1,027	6,188	//	3,528	473	45,871	Loiret.
Lot	//	1,388	//	//	9,448	833	//	315	2,895	//	1,606	46,734	63,222	Lot.
Lot-et Garonne	//	2,140	//	//	12,872	2,465	//	1,650	3,435	//	5,022	323	27,910	Lot-et-Garonne.
Lozère	1,121	1,862	//	60	3,841	2,226	//	128	1,301	//	1,195	//	11,736	Lozère.
Maine-et-Loire	3,191	3,957	//	207	12,621	17,597	//	496	14,982	//	4,312	552	57,918	Maine-et-Loire.
Manche	//	9,854	//	205	101,562	22,325	//	147	6,305	25,878	2,674	//	168,954	Manche.
Marne	//	4,868	//	209	81,698	12,942	64,950	9,049	13,131	//	9,681	941	197,473	Marne.

DÉPARTEMENTS.	PRODUITS DE REVENUS PUBLICS. — PRODUITS des mines.	DROITS de vérification des poids et mesures.	FONDS AVANCÉS par divers propriétaires pour dépenses cadastrales.	RECETTES sur débets.	DIVERS revenus publics.	PRODUITS DIVERS provenant des ministères. (*Ordonnance royale du 14 septembre 1822.*)	PRODUITS extraordinaires (*Voir* le développement par produits, page 63.)	RECETTES de diverses origines. (*Voir* le développement, page 63.)	PRODUIT DES AMENDES ET CONFISCATIONS ATTRIBUÉES À DIVERS. — sur l'enregistrement et le timbre.	sur les douanes et sels.	sur les contributions indirectes.	RESSOURCES LOCALES extraordinaires pour dépenses départementales.	TOTAL DES RECETTES sur les produits divers.	DÉPARTEMENTS.
Marne (Haute)	150	4,679	6,613	"	12,492	7,826	71,410	1,557	11,456	"	3,082	142	119,409	Marne (Haute).
Mayenne	2,665	4,651	"	165	8,747	2,780	"	26	2,599	"	843	247	22,726	Mayenne.
Meurthe	"	7,265	2,800	"	38,606	49,159	"	112	16,075	"	21,034	332	135,396	Meurthe.
Meuse	275	6,118	3,342	345	19,400	41,513	"	4,379	13,310	1,725	6,938	"	97,348	Meuse.
Morbihan	"	4,096	"	"	15,043	44,024	"	156	1,527	258	1,713	118	66,940	Morbihan.
Moselle	5,863	9,478	"	762	66,412	68,544	"	12	13,660	51,476	6,221	46,782	269,215	Moselle.
Nièvre	300	3,258	"	"	10,472	13,937	"	241	6,596	555,230	2,295	3,301	595,634	Nièvre.
Nord	66,478	35,340	"	784	159,801	180,280	"	929	12,557	"	20,510	28,610	505,293	Nord.
Oise	50	4,964	"	93	17,456	10,762	"	523	10,440	"	5,491	387	50,169	Oise.
Orne	147	11,029	"	515	28,240	6,394	"	905	5,516	"	6,279	717	59,766	Orne.
Pas-de-Calais	1,486	20,411	2,086	"	99,277	46,323	"	2,621	19,108	34,954	19,797	26,673	272,739	Pas-de-Calais.
Puy-de-Dôme	2,282	1,063	"	136	20,743	5,025	9,046	414	7,119	"	1,560	33,568	80,960	Puy-de-Dôme.
Pyrénées (Basses)	900	2,693	"	1,310	26,254	20,839	"	3,742	2,085	52,745	3,628	31,687	145,786	Pyrénées (Basses).
Pyrénées (Hautes)	"	746	"	171	11,187	7,199	"	80	3,948	71	1,630	22,258	47,294	Pyrénées (Hautes).
Pyrénées-Orientales	"	990	"	66	11,446	10,279	"	53	4,326	59,018	1,433	31,975	119,589	Pyrénées-Orientales.
Rhin (Bas)	4,302	6,756	"	66	69,904	76,386	"	3,014	14,177	28,938	8,093	93,180	304,820	Rhin (Bas).
Rhin (Haut)	2,335	4,275	1,000	140	22,653	25,509	"	815	15,582	51,786	11,479	50,111	185,689	Rhin (Haut).
Rhône	"	356	"	83	10,000	24,703	"	50	11,896	7,745	12,863	70,000	137,698	Rhône.
Saone (Haute)	1,050	3,584	"	"	19,242	12,292	"	1,111	11,047	"	4,946	897	54,173	Saone (Haute).
Saone-et-Loire	9 754	3,215	"	418	21,804	2,395	"	488	11,653	"	6,466	495	56,692	Saone-et-Loire.
Sarthe	2,764	2,078	"	53	21,538	7,028	"	231	4,495	"	2,550	40,000	80,740	Sarthe.
Seine	"	27,523	"	"	626,494	155,073	"	1,211	113,547	102,842	42,848	12,343	1,081,887	Seine.
Seine-Inférieure	"	17,051	"	584	52,431	35,861	40,000	292	27,555	49,490	22,091	122,042	367,401	Seine-Inférieure.
Seine-et-Marne	"	3,644	"	169	45,086	14,864	"	2,207	13,606	"	7,010	1,168	87,758	Seine-et-Marne.
Seine-et-Oise	"	9,272	"	480	91,394	30,534	"	1,106	12,638	"	12,320	10,559	168,307	Seine-et-Oise.
Sèvres (Deux)	"	3,639	"	"	15,031	10,835	959	247	4,371	"	1,401	10,308	46,793	Sèvres (Deux).
Somme	"	2,190	"	240	30,267	13,904	6,547	241	5,720	42	7,348	36,648	103,150	Somme.
Tarn	8,729	943	"	267	9,523	2,154	"	69	4,513	"	3,610	15,120	44,931	Tarn.
Tarn-et-Garonne	"	167	"	"	19,194	1,707	"	1,286	3,536	"	2,552	4,111	32,555	Tarn-et-Garonne.
Var	533	1,986	"	252	39,996	161,864	30,200	716	4,751	11,519	4,730	30,000	286,550	Var.
Vaucluse	1,244	2,159	"	490	29,842	12,557	"	345	5,514	"	2,106	"	54,261	Vaucluse.
Vendée	"	2,608	"	"	7,733	3,390	"	8	2,513	231	1,092	"	17,578	Vendée.
Vienne	"	2,287	3,498	1,307	15,161	6,775	"	14	6,920	"	1,093	63,500	100,558	Vienne.
Vienne (Haute)	300	200	"	"	11,305	10,899	1,562	151	2,095	"	1,546	753	28,814	Vienne (Haute).
Vosges	2,197	5,990	"	45	50,466	6,750	3,879	"	8,376	"	5,007	4,274	86,987	Vosges.
Yonne	"	6,617	6,222	"	63,162	12,317	6,772	73	11,561	"	2,647	5,003	114,377	Yonne.
Armée de Morée	"	"	"	"	"	33,561	"	"	"	"	"	"	33,561	Armée de Morée.
Armée d'Afrique	"	"	"	"	"	170,244	1,652,101	291	"	"	"	"	1,822,638	Armée d'Afrique.
Armée du Nord	"	"	"	"	"	7,005	"	"	"	"	"	"	7,005	Armée du Nord.
Brigade d'Ancône	"	"	"	27,458	1,327,584	2,083,373	7,603,418	441	"	"	"	"	441	Brigade d'Ancône.
Trésor public	"	"	"	"	"	"	"	98,190	"	"	"	"	11,140,025	Trésor public.
	167,516	422,222	34,270	66,541	4,249,400	4,483,965	9,583,104	189,111	753,803	1,492,633	477,037	1,435,228	23,354,836	
Virements de comptes { à ajouter	"	"	"	48,752	1,300,282	"	"	86,334	"	"	"	"	"	
Virements de comptes { à déduire	"	"	"	"	"	1,621,863	76,078	"	"	"	"	"	262,572	
	167,516	422,222	34,270	115,293	5,549,683	2,862,102	9,507,026	275,446	753,803	1,492,633	477,037	1,435,228	23,092,263	
				6,288,986.						2,723,474.				

DÉVELOPPEMENTS

SUR

LES RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.

EXERCICES 1831 ET 1832.

Nota. Les tableaux qui suivent présentent le développement par département des recouvrements effectués jusqu'au 1er janvier 1833 sur les ressources extraordinaires accordées pour les exercices 1831 et 1832 par diverses lois spéciales.

Les dispositions législatives et réglementaires, ainsi que les différentes opérations concernant ces ressources extraordinaires, sont exposées dans les comptes spéciaux dont elles sont l'objet et auxquels il est nécessaire de se reporter, savoir :

30 centimes extraordinaires ajoutés temporairement à la contribution foncière, *voir* page 66.

Négociation de rentes 5 p. 0/0, *voir* les tableaux pages 438 et 442.

Emprunt national au pair, *idem.* pages 440 et 441.

Aliénation des bois de l'État, *idem.* pages 446 à 457.

Retenues proportionnelles sur les traitements et remises, *voir* page 68.

RESSOURCES EXTRAORDINAIRES DE L'EXERCICE 1831.

DÉVELOPPEMENT des Recouvrements effectués au 1er Janvier 1833.

DÉPARTEMENTS.	30 CENTIMES extraordinaires ajoutés temporairement à la contribution foncière. (*Loi du 18 avril 1831.*)	NÉGOCIATION de rentes 5 p. o/o. (*Lois des 5 janvier et 26 mars 1831.*)	EMPRUNT national, au pair. (*Loi du 21 avril 1831.*)	ALIÉNATION des bois de l'État. (*Loi du 25 mars 1831.*)	RETENUES proportionnelles sur les traitements et remises. (*Loi du 18 avril 1831.*)	TOTAL.
Ain	366,987	//	96,400	//	28,631	492,018
Aisne	823,590	//	111,800	//	41,829	977,219
Allier	394,302	//	91,900	771,000	20,478	1,277,681
Alpes (Basses)	182,926	//	11,500	//	18,196	212,622
Alpes (Hautes)	150,234	//	15,300	//	19,563	185,098
Ardèche	265,422	//	110,300	//	17,940	393,662
Ardennes	373,739	//	163,500	35,550	40,656	613,445
Ariége	177,992	//	//	//	16,917	194,909
Aube	420,228	//	32,800	1,106,400	24,678	1,584,106
Aude	522,009	//	62,600	36,750	24,761	646,120
Aveyron	431,428	//	27,000	//	21,202	479,631
Bouches-du-Rhône	456,366	//	29,400	//	80,630	566,397
Calvados	1,122,995	//	122,800	//	52,034	1,297,829
Cantal	333,476	//	16,000	//	17,891	367,368
Charente	537,341	//	33,500	//	22,499	593,341
Charente-Inférieure	715,281	//	105,400	//	55,268	875,949
Cher	300,281	//	85,000	427,850	33,729	846,861
Corrèze	256,963	//	16,200	//	17,364	290,527
Corse	51,014	//	14,000	//	31,086	96,100
Côte-d'Or	770,676	//	283,600	601,900	53,299	1,709,475
Côtes-du-Nord	505,231	//	192,100	150,500	28,467	876,298
Creuse	215,129	//	28,900	71,250	14,150	329,430
Dordogne	632,613	//	10,000	//	30,744	673,357
Doubs	359,328	//	337,950	//	51,218	748,497
Drôme	361,485	//	61,800	//	24,107	447,393
Eure	938,988	//	110,700	//	31,758	1,081,446
Eure-et-Loir	647,400	//	59,400	//	25,596	732,397
Finistère	426,426	//	160,000	//	58,928	645,355
Gard	514,353	//	319,300	//	42,081	895,734
Garonne (Haute)	674,157	//	180,240	26,400	68,509	949,706
Gers	492,516	//	54,400	35,000	20,287	602,203
Gironde	867,464	//	604,400	//	100,251	1,572,116
Hérault	681,023	//	172,500	//	53,548	907,072
Ille-et-Vilaine	574,124	//	280,200	//	67,338	921,663
Indre	299,125	//	8,500	639,050	16,701	963,376
Indre-et-Loire	347,495	//	201,650	4,050	40,113	719,308
Isère	714,808	//	215,900	155,750	57,984	1,144,442
Jura	397,602	//	42,500	5,000	28,507	473,610
Landes	226,128	//	26,500	4,050	17,877	274,556
Loir-et-Cher	390,416	//	27,300	//	19,700	437,417
Loire	430,963	//	85,500	73,000	21,168	610,632
Loire (Haute)	306,179	//	22,500	//	15,935	344,615
Loire-Inférieure	477,311	//	364,300	125,550	60,073	1,027,233
Loiret	574,103	//	139,600	936,000	44,938	1,694,641
Lot	376,844	//	19,500	//	21,600	417,944
Lot-et-Garonne	628,266	//	35,500	//	33,529	697,295
Lozère	177,114	//	8,200	//	13,942	199,256
Maine-et-Loire	757,204	//	148,600	//	46,744	952,549
Manche	1,005,125	//	82,450	//	48,739	1,136,314
Marne	545,131	//	144,600	2,032,100	45,849	2,767,681
Marne (Haute)	415,244	//	113,100	90,350	23,543	642,237
Mayenne	466,943	//	143,200	171,300	18,038	799,482
Meurthe	515,031	//	362,550	2,724,215	64,355	3,666,151
Meuse	454,727	//	154,150	1,372,900	43,806	2,025,583
Morbihan	435,096	//	150,000	//	46,905	632,001
Moselle	408,104	//	358,700	1,352,875	86,688	2,266,367
Nièvre	382,194	//	16,625	155,250	27,146	581,215
Nord	1,227,143	//	1,168,625	//	130,410	2,526,179
Oise	811,080	//	188,900	351,550	32,345	1,383,875
Orne	698,052	//	38,400	257,950	26,453	1,020,856
Pas-de-Calais	892,743	//	206,800	//	67,041	1,166,584
Puy-de-Dôme	708,287	//	37,900	//	39,763	785,950
Pyrénées (Basses)	260,953	//	88,300	//	44,808	394,061
Pyrénées (Hautes)	171,126	//	9,000	//	18,264	198,390
Pyrénées-Orientales	210,248	//	59,800	//	26,336	296,385
Rhin (Bas)	563,383	//	330,550	679,860	95,014	1,668,807
Rhin (Haut)	467,021	//	238,500	89,000	44,040	838,561
Rhône	620,852	//	1,326,400	//	88,441	2,044,693
Saone (Haute)	443,800	//	347,100	//	37,832	828,732
Saone-et-Loire	855,574	//	148,600	319,250	23,756	1,347,181
Sarthe	653,341	//	132,900	301,210	29,486	1,116,928
Seine	2,060,584	//	30,000	//	110,427	2,201,012
Seine-Inférieure	1,404,779	//	742,300	//	115,373	2,262,453
Seine-et-Marne	847,689	//	73,500	290,000	42,292	1,253,481
Seine-et-Oise	1,008,833	//	357,750	3,861,905	70,415	5,298,903
Sèvres (Deux)	417,636	//	108,970	78,200	19,800	644,606
Somme	919,710	//	309,525	//	49,997	1,279,232
Tarn	491,614	//	14,500	//	23,432	529,566
Tarn-et-Garonne	402,642	//	38,400	193,775	20,000	744,817
Var	420,488	//	119,200	//	59,991	599,679
Vaucluse	267,816	//	29,000	//	20,824	317,641
Vendée	469,200	//	45,000	//	23,442	537,643
Vienne	362,824	//	55,300	217,300	34,998	670,422
Vienne (Haute)	273,367	//	37,800	//	30,790	341,958
Vosges	354,446	//	73,600	231,575	25,964	685,586
Yonne	527,670	//	105,200	2,727,600	32,007	3,392,478
Armée d'Afrique	//	//	19,000	//	45,251	64,251
—— de la Morée	//	//	//	//	8,133	8,133
—— du Nord	//	//	//	//	50,571	50,571
Trésor public à Paris	//	120,000,014	8,069,265	//	2,897,682	130,966,961
	46,442,589	120,000,014	21,422,400	22,703,215	6,485,337	217,053,556
Emprunt de 150 millions négocié le 8 août 1832. (Portion nécessaire pour compléter les moyens extraordinaires attribués à l'exercice 1831.)						139,874,371
						356,927,927

RESSOURCES EXTRAORDINAIRES DE L'EXERCICE 1832.

DÉVELOPPEMENT des Recouvrements effectués au 1er Janvier 1833.

DÉPARTEMENTS.	ALIÉNATION des bois de l'État. (*Loi du 25 mars 1831.*)	RETENUES proportionnelles sur les traitements et remises. (*Loi du 16 déc. 1831.*)	EMPRUNT de 150 millions. négocié le 8 août 1832. (*Portion restant applicable à l'exercice 1832.*)	TOTAL.	OBSERVATIONS.
Ain	//	15,140	//	15,140	
Aisne	3,113,000	22,491	//	3,135,491	
Allier	486,400	11,446	//	497,846	
Alpes (Basses)	//	9,726	//	9,726	
Alpes (Hautes)	//	9,783	//	9,783	
Ardèche	//	9,569	//	9,569	
Ardennes	1,784,700	22,910	//	1,807,610	
Ariége	//	8,954	//	8,954	
Aube	83,400	13,599	//	96,999	
Aude	235,500	13,013	//	248,513	
Aveyron	375,630	11,426	//	387,056	
Bouches-du-Rhône	//	41,301	//	41,301	
Calvados	//	27,291	//	27,291	
Cantal	//	9,608	//	9,608	
Charente	387,350	11,804	//	399,154	
Charente-Inférieure	//	28,491	//	28,491	
Cher	686,300	17,951	//	704,451	
Corrèze	//	9,321	//	9,321	
Corse	//	15,813	//	15,813	
Côte-d'Or	2,096,050	28,158	//	2,124,208	
Côtes-du-Nord	//	15,015	//	15,015	
Creuse	131,900	7,435	//	139,335	
Dordogne	//	15,849	//	15,849	
Doubs	329,000	27,718	//	356,718	
Drôme	388,975	12,963	//	401,938	
Eure	//	17,229	//	17,229	
Eure-et-Loir	1,019,000	13,309	//	1,032,309	
Finistère	//	30,243	//	30,243	
Gard	171,400	21,316	//	192,716	
Garonne (Haute)	1,333,700	34,562	//	1,368,262	
Gers	//	10,099	//	10,099	
Gironde	//	50,224	//	50,224	
Hérault	//	28,611	//	28,611	
Ille-et-Vilaine	//	35,344	//	35,344	
Indre	9,575	8,866	//	18,441	
Indre-et-Loire	//	20,801	//	20,801	
Isère	//	30,165	//	30,165	
Jura	302,900	15,046	//	317,946	
Landes	//	9,334	//	9,334	
Loir-et-Cher	//	10,799	//	10,799	
Loire	//	11,073	//	11,073	
Loire (Haute)	//	8,151	//	8,151	
Loire-Inférieure	//	29,701	//	29,701	
Loiret	//	23,618	//	23,618	
Lot	//	11,368	//	11,368	
Lot-et-Garonne	//	17,040	//	17,040	
Lozère	//	7,067	//	7,067	
Maine-et-Loire	872,400	23,083	//	895,483	
Manche	1,125,000	25,541	//	1,150,541	
Marne	1,088,500	23,123	//	1,111,623	
Marne (Haute)	133,800	12,238	//	146,038	
Mayenne	//	9,364	//	9,364	
Meurthe	1,352,800	33,907	//	1,386,707	
Meuse	//	23,552	//	23,552	
Morbihan	//	23,769	//	23,769	
Moselle	667,500	44,381	//	711,881	
Nièvre	321,175	15,756	//	336,931	
Nord	2,552,825	84,683	//	2,637,508	
Oise	279,400	17,821	//	297,221	
Orne	904,625	14,059	//	918,684	
Pas-de-Calais	//	37,571	//	37,571	
Puy-de-Dôme	204,650	21,114	//	225,764	
Pyrénées (Basses)	31,425	23,354	//	54,779	
Pyrénées (Hautes)	70,700	9,593	//	80,293	
Pyrénées-Orientales	4,565	12,399	//	16,964	
Rhin (Bas)	1,367,925	48,261	//	1,416,186	
Rhin (Haut)	203,400	23,570	//	226,970	
Rhône	//	46,931	//	46,931	
Saone (Haute)	281,900	12,883	//	293,783	
Saone-et-Loire	147,400	18,908	//	166,308	
Sarthe	156,680	16,162	//	172,842	
Seine	//	59,350	//	59,350	
Seine-Inférieure	865,100	59,498	//	924,598	
Seine-et-Marne	2,879,250	22,522	//	2,901,771	
Seine-et-Oise	764,185	38,242	//	802,427	
Sèvres (Deux)	534,500	11,368	//	545,868	
Somme	152,475	25,509	//	177,984	
Tarn	535,750	13,112	//	548,862	
Tarn-et-Garonne	1,313,550	10,825	//	1,324,375	
Var	21,125	31,834	//	52,959	
Vaucluse	32,725	10,782	//	43,507	
Vendée	//	11,942	//	11,942	
Vienne	294,800	17,651	//	312,451	
Vienne (Haute)	3,000	15,824	//	18,824	
Vosges	846,100	14,984	//	861,084	
Yonne	868,700	16,900	//	885,600	
Armée d'Afrique	//	27,651	//	27,651	
——— de la Morée	//	4,083	//	4,083	
——— du Nord	//	8,815	//	8,815	
Brigade d'Ancône	//	668	//	668	
Trésor public à Paris	//	1,389,853	10,125,629	11,515,482	
	33,811,910	3,274,220	10,125,629	47,211,759	

CERTIFIÉ le Compte rendu, pour l'année 1832,

97.

CERTIFIÉ le Compte rendu, pour l'année 1832;

Conforme, dans toutes ses parties, aux résultats inscrits périodiquement sur les livres de la comptabilité générale des finances, d'après les comptabilités des divers ordonnateurs des services publics, et d'après les écritures journalières de tous les préposés à la réalisation des recettes et à l'acquittement des dépenses de l'État,

Et CONTRÔLÉ avec les comptes individuels établis sur pièces justificatives par les Comptables, pour être soumis au jugement de la Cour des comptes.

Le Maître des requêtes Directeur de la comptabilité générale des finances,

P. RODIER.

ARRÊTÉ par le Ministre Secrétaire d'état des finances,

HUMANN.

TABLE.

NOMENCLATURE générale des Matières..... *Pag.* iij.
RAPPORT au Roi..... v à xxvij.
NOTE sur le Compte général de l'Administration des finances..... 1 à 3.

Ire PARTIE.

COMPTES GÉNÉRAUX.

COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1832.

NOTE EXPLICATIVE..... 8 à 13.
COMPTE des opérations de l'année 1832, présentant
1° Les droits constatés au profit ou à la charge de l'État sur les contributions et les dépenses publiques ;
2° Les recettes et les payements faits sur tous les services de l'administration des finances..... 14 à 19.
DÉVELOPPEMENT, par classe de comptables, des recettes et des payements de l'année 1832..... 20 à 25.
DÉVELOPPEMENT, par département, des mêmes opérations..... 26 à 29.

COMPTE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

NOTE EXPLICATIVE..... 32 à 34.
TABLEAU indiquant les agents administratifs qui liquident les droits à la charge des redevables de l'État, et les comptables qui effectuent le recouvrement de ces droits. 35.
ÉTAT GÉNÉRAL des Recouvrements effectués et des Restes à recouvrer sur les exercices 1831 et 1832 au 1er janvier 1833..... 36 à 41.
CONTRIBUTIONS directes..... Exercices 1831 et 1832.... 42 et 43.
ENREGISTREMENT, Timbre et Domaines..... ——— 1831 et 1832.... 44 et 45.
DOUANES et Sels..... ——— 1831 et 1832.... 46 et 47.
BOISSONS, Droits divers, Tabacs et Poudres..... ——— 1831 et 1832.... 48 et 49.
PRODUITS des Postes..... ——— 1831 et 1832.... 50 et 51.
COUPES de bois ..... ——— 1831 et 1832.... 52 et 53.
SALINES et Mines de sel de l'Est..... ——— 1831 et 1832.... 54 et 55.
FERME des jeux..... ——— 1831 et 1832.... 56 et 57.
BÉNÉFICE de la Loterie royale..... ——— 1831 et 1832.... *Idem.*

BÉNÉFICE sur la fabrication des Monnaies et des médailles..... ——— 1831 et 1832. *Pag.* 58 et 59.
PRODUITS divers..... ——— 1831 et 1832.... 60 à 63.
——— versés en exécution de l'ordonnance royale du 14 septembre 1822..... 64 et 65.
RESSOURCES extraordinaires..... ——— 1831 et 1832.... 66 et 67.
ÉTAT des recettes faites par anticipation sur l'exercice 1833..... 68.
DÉVELOPPEMENT des Retenues proportionnelles sur les traitements et remises..... ——— 1831 et 1832.... *Idem.*
PRODUITS spéciaux affectés à la construction des ponts, canaux et travaux divers soumissionnés..... 69.
DÉVELOPPEMENT, par département, des Recettes effectuées sur l'exercice 1831..... 70 à 73.
——— sur l'exercice 1832..... 74 à 77.
——— sur l'exercice 1833..... 78.

COMPTE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

NOTE EXPLICATIVE..... 80 à 84.
TABLEAU indiquant les agents administratifs qui liquident les droits au profit des créanciers de l'État, et les comptables qui effectuent le payement de ces droits.... 85.
ÉTAT GÉNÉRAL des Droits constatés des payements effectués et des restes à payer sur les exercices 1831, 1832 et 1833, au 1er janvier 1833..... 86 à 91.
DETTE PUBLIQUE, Liste civile, Dotations..... Exercices 1831 et 1832..... 92 et 93.
DÉPENSES du Ministère de la Justice..... ——— 1831 et 1832..... 94 et 95.
——— des Affaires étrangères.... ——— 1831 et 1832..... 96 et 97.
——— de l'Instruction publique et des cultes..... ——— 1831..... 98.
——— de l'Instruction publique... ——— 1832..... 99.
——— de l'Intérieur..... ——— 1831..... 100.
——— de l'Intérieur et des cultes.. ——— 1832..... 101.
——— du commerce et des travaux publics..... ——— 1831 et 1832..... 102 à 105.
——— de la Guerre..... ——— 1831 et 1832..... 106 et 107.
——— de la Marine..... ——— 1831 et 1832..... 108 et 109.
——— des Finances..... ——— 1831 et 1832..... 110 et 111.
FRAIS de régie, de perception et d'exploitation des Impôts et Revenus..... ——— 1831 et 1832..... 112 et 113.
REMBOURSEMENTS et Restitutions, Non-valeurs et Primes..... ——— 1831 et 1832..... 114 et 115.
PAYEMENTS effectués par anticipation sur l'exercice 1833..... 116.
DÉPENSES sur le service spécial des Ponts, canaux et travaux divers soumissionnés... 117.
DÉVELOPPEMENT des Annulations de payements constatés sur les dépenses des ministères..... 118 et 119.

Suite du COMPTE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

DÉVELOPPEMENT, par département, des Payements effectués,
Sur l'exercice 1831 ..... *Pag.* 120 à 123.
———— 1832 ..... 124 à 127.
———— 1833 ..... 128 et 129.

COMPTE DE TRÉSORERIE.

NOTE EXPLICATIVE ..... 132 à 135.
ÉTAT GÉNÉRAL des Recettes et des Payements de l'année 1832 ..... 136 et 137.
ÉTAT présentant le Mouvement des effets à payer pendant l'année 1832 ..... 138 et 139.
DÉVELOPPEMENT sur les Bons du Trésor émis et remboursés pendant l'année 1832 ... *Idem.*
———— par classe, par parties prenantes et par taxe d'intérêts, des Bons du Trésor émis pendant l'année 1832 ..... 140.
ÉTAT présentant, de cinq en cinq jours, le Montant des bons du Trésor qui restaient en circulation et à payer, pendant l'année 1832 ..... 141.
ETAT présentant de cinq en cinq jours la situation du compte des avances faites au trésor par la Banque de France, depuis le 11 février jusqu'au 31 décembre 1832 ... 142 et 143.
ÉTAT présentant le Mouvement des fonds particuliers des comptables des finances, pendant l'année 1832 ..... 144.
ÉTAT présentant le Mouvement des fonds des Correspondants du Trésor, *idem* ..... 145 et 146.
ÉTAT présentant le Mouvement des fonds des Correspondants des Comptables des finances, *idem* ..... 147.
ÉTAT présentant le Mouvement des Cautionnements, *idem* ..... 148.
ÉTAT présentant le Mouvement des Avances pour divers services, *idem* ..... 149.
ÉTAT des Créances administratives constatées, *idem* ..... 150.
ÉTAT des Recettes effectuées sur Créances administratives, *idem* ..... 151.
ÉTAT des Recettes et des Dépenses relatives à la liquidation de l'ancienne Liste civile qui ont été constatées pendant l'année 1832 ..... 152.
ÉTAT des Recettes et des Dépenses relatives au Trésor de la Couronne, *idem* ..... 153.
ÉTAT présentant le Mouvement des fonds entre les Comptables des finances, *idem* ... 154 et 155.
ÉTAT présentant le Mouvement des Budgets, *idem* ..... 156.
ÉTAT des Valeurs de caisse et de portefeuille au commencement et à la fin de l'année 1832. 157.
TABLEAU présentant pour le service des Budgets, dans chaque Département, les excédants de Recette dont le Trésor a disposé, ou les excédants de Dépense auxquels il a dû pourvoir ..... 158 et 159.
DÉVELOPPEMENT par Département des Fonds envoyés et reçus par les Comptables des finances pendant l'année 1832 ..... 160 à 163.
DÉVELOPPEMENT par Département des valeurs de caisse et de portefeuille existant chez les Comptables des finances au 1er janvier 1833 ..... 164 et 165.
RÉSUMÉ par Département des opérations de Trésorerie de l'année 1832 ..... 166 à 169.

DÉVELOPPEMENT des Débets et Créances litigieuses constatées, *idem*..... *Pag.* 170 à 172.
DÉVELOPPEMENT des Recettes faites en atténuation des Débets et de Créances litigieuses, *idem*..... 173 et 174.

COMPTE DES BUDGETS.

NOTE EXPLICATIVE..... 176 et 177.
ÉTAT GÉNÉRAL, au 1er janvier 1833, des Budgets des exercices 1831, 1832 et 1833..... 178 et 179.

COMPTE DÉFINITIF du Budget de l'exercice 1831.
- Note explicative..... 183 à 192.
- Crédits accordés sur l'exercice 1831 par des lois spéciales... 193.
- Tableau des Modifications que les évaluations et les Crédits du Budget de l'Exercice 1831 ont éprouvées pour divers services spéciaux ou pour des services votés par des lois spéciales..... 194 et 195.
- Compte définitif des Recettes au 1er janvier 1833..... 196 à 203.
- Compte définitif des Dépenses au 1er janvier 1833..... 204 à 231.
- État des crédits de l'exercice 1831, à annuler ou à transporter. 232.
- Résultat général..... 233.
- Compte spécial des Dépenses extraordinaires..... 234 et 235.
- Note comparative de la situation provisoire et de la situation définitive du Budget de l'exercice 1831..... 236.

SITUATION PROVISOIRE du Budget de l'exercice 1832.
- Note explicative..... 238 à 246.
- Développement des évaluations de ressources de l'exerc^ce^ 1832. 247.
- Développement des crédits accordés aux ministres pour les dépenses de l'exercice 1832..... 248 à 257.
- Situation provisoire des Recettes au 1er janvier 1833..... 258 à 265.
- Situation provisoire des Dépenses au 1er janvier 1833..... 266 à 291.
- Résultat général..... 292.
- Compte spécial des Dépenses extraordinaires..... 293 et 294.

BUDGET de l'exercice 1833.—État des Recettes et des Payements faits par anticipation au 1er Janvier 1833..... 296 et 297.

SITUATION DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES, AU 1er JANVIER 1833, ET DOCUMENTS À L'APPUI.

NOTE EXPLICATIVE..... 301 à 305
SITUATION de l'Administration des finances au 1er janvier 1833..... 306 et 307.
DÉVELOPPEMENT des Valeurs de portefeuille existant chez les Comptables..... 308.
———— des valeurs en route..... 309.
———— des Avances pour divers services..... *Ibid.*

DÉVELOPPEMENT des Créances administratives..... *Pag.* 310.
——— des Débets et Créances litigieuses poursuivies par l'agence judiciaire. 311.
——— des Fonds particuliers des comptables des finances..... *Ibid.*
——— sur le Déficit du service antérieur au 1er avril 1814..... 312.
——— sur le service des Cautionnements..... 313.
——— relatif à la Créance sur l'Espagne..... 314.
——— sur les Comptes courants..... 315 à 317.
——— des Fonds disponibles sur les Recettes affectées aux Dépenses publiques..... 318 et 319.

BILAN de l'Administration des finances au 1er janvier 1833..... 322 et 323.

BALANCE des Comptes du Grand-livre de la Comptabilité générale des finances au 1.er janvier 1832..... 326 à 339.

DEUXIÈME PARTIE.

COMPTES SPÉCIAUX.

COMPTE DU SERVICE DE L'ARRIÉRÉ ANTÉRIEUR AU 1er JANVIER 1816.

NOTE EXPLICATIVE..... 344 et 345.
SITUATION au 1er janvier 1833..... 346 et 347.
DÉVELOPPEMENT des Créances admises et des Créances rejetées ou réduites, pendant l'année 1832..... 348.
DÉVELOPPEMENT des Exercices courants sur les Crédits desquels ont été imputés les Payements effectués pendant l'année 1832..... 349.
DÉVELOPPEMENT des Exercices courants sur lesquels ont été imputés les Payements effectués depuis le 1er janvier 1825 jusqu'au 1er janvier 1833..... 350.

COMPTE DES DÉPENSES RESTANT A PAYER SUR LES EXERCICES CLOS.

NOTE EXPLICATIVE..... 352 et 353.
TABLEAU GÉNÉRAL, par Ministère et par Exercice, indiquant, 1° les créances qui restaient à payer à la clôture de chaque exercice, 2° les modifications apportées depuis à ces créances, 3° les payements effectués jusqu'au 1er janvier 1833 et les créances restant à payer à la même époque..... 354 à 359.
DÉVELOPPEMENT des Créances admises et des Créances réduites pendant l'année 1832. 360 à 362.

COMPTE DES RECETTES PROVENANT DES EXERCICES CLOS.

NOTE EXPLICATIVE..... *Pag.* 364 et 365.
TABLEAU des Droits constatés et perçus sur les Contributions et Revenus publics de l'exercice 1831..... 366 et 367.

COMPTE DE L'ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE.

(Lois des 15 mai 1818 et 26 juillet 1821.)

NOTE EXPLICATIVE..... 370 et 371.
SITUATION au 1er janvier 1833 des créances actives restant à recouvrer..... 372 et 373.
ÉTAT des Recettes et des Dépenses faites pendant l'année 1832, sur les fonds spéciaux provenant de l'ancien Domaine extraordinaire, et situation de ces fonds au 1er janvier 1833..... 374 et 375.
SITUATION des immeubles provenant du Domaine extraordinaire, qui restaient à aliéner au 1er janvier 1833..... 376.

COMPTE DES FONDS SPÉCIAUX

CRÉÉS PAR LES LOIS DES 13 ET 15 MAI 1825 ET 21 MAI 1826.

NOTE EXPLICATIVE..... 378 à 383.
NATURE et destination des Fonds spéciaux..... 384 et 385.
SITUATION des Recettes et des Dépenses au 1er janvier 1832..... 386 et 387.

COMPTE DE LA LIQUIDATION DE L'INDEMNITÉ ACCORDÉE PAR LA LOI DU 27 AVRIL 1825.

NOTE EXPLICATIVE..... 390 à 393.
SITUATION du Crédit des liquidations et des inscriptions, au 1er janvier 1833..... 394.
DÉVELOPPEMENT, par année, des liquidations dont l'inscription a été autorisée par le ministre, et de celles qui ont été inscrites jusqu'au 1er janvier 1833..... 395.
SITUATION, comparative, au 1er janvier 1833, du crédit, des liquidations et des inscriptions..... 396 et 397.
ÉTAT présentant l'imputation, par exercice, des Arrérages des rentes restant à inscrire au 1er janvier 1833..... 398 et 399.

COMPTE DES PRÊTS AU COMMERCE ET A L'INDUSTRIE.

(Loi du 17 octobre 1830.)

NOTE EXPLICATIVE..... 403 et 404.
ÉTAT GÉNÉRAL des Prêts faits au commerce et à l'industrie en exécution de la Loi du 17 octobre 1830..... 405.

SITUATION du Trésor public sur les Prêts au commerce au 1er janvier 1833.... *Pag.* 406.
SITUATION du Trésor public sur les Intérêts calculés à son profit pour les prêts au commerce, au 1er janvier 1833..... 407.
SITUATION, au 1er janvier 1833, du Comité d'escompte créé par l'ordonnance royale du 26 octobre 1830..... 408.

COMPTE DU SERVICE DES PONTS, CANAUX ET TRAVAUX DIVERS SOUMISSIONNÉS.

NOTE EXPLICATIVE..... 410 et 411.
TABLEAU de la dette contractée par le Trésor..... 412 à 425.
TABLEAU des Versements effectués dans les caisses du Trésor..... 426 et 427.
SITUATION GÉNÉRALE au 1er janvier 1833..... 428 et 429.

COMPTE DES NÉGOCIATIONS DE RENTES ET DES EMPRUNTS LÉGISLATIFS, QUI ONT EU LIEU DEPUIS LE 1er AVRIL 1814 JUSQU'AU 1er JANVIER 1833.

NOTE EXPLICATIVE..... 432 et 433.
TABLEAU GÉNÉRAL des négociations de rentes et des emprunts législatifs qui ont eu lieu depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 1er janvier 1833..... 434 à 437.
COMPTE de l'emprunt de 120,000,014 fr. négocié le 19 avril 1831..... 438 et 439.
——— national au pair..... 440 et 441.
——— de 150 millions, négocié le 8 août 1832..... 442 et 443.

COMPTE DE L'ALIÉNATION DES BOIS DE L'ÉTAT.

(Loi du 25 mars 1831.)

NOTE EXPLICATIVE..... 446 et 447.
SITUATION au 1er janvier 1833, présentant, par conservation et département, le nombre d'hectares de bois à vendre et de ceux qui ont été vendus, l'estimation, le montant des ventes et le prix moyen, par hectares, des bois vendus, enfin l'évaluation du Revenu de ces bois et la contribution foncière qu'ils apporteront..... 448 à 457.

COMPTE DES RECETTES ET DES DÉPENSES LOCALES D'ALGER.

NOTE EXPLICATIVE..... 461.
DÉVELOPPEMENTS des recouvrements et des payements effectués sur l'exercice 1831. 462 et 463.
——— sur l'exercice 1832.... 464 et 465.

COMPTE DE LA DETTE INSCRITE.

NOTE EXPLICATIVE..... 468 et 469.
TABLEAU GÉNÉRAL des Opérations de la dette inscrite, pendant l'année 1832..... 470 et 471.
DÉVELOPPEMENT sur les Rentes 5 pour o/o au 1er janvier 1833..... 472 à 482.
——— sur les Rentes 3 pour o/o..... 483.

DÉVELOPPEMENT sur les Rentes 4 1/2 pour o/o ..... *Pag.* 484.
——— sur les Rentes 4 pour o/o ..... 485.
TABLEAU récapitulatif des rentes créées depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 1er janvier 1833, indiquant l'emploi qui a été fait de ces rentes ..... 486 et 487.
DÉVELOPPEMENT sur l'emploi des rentes ..... *Idem.*
ÉTAT indiquant le classement, par catégories, des Propriétaires de Rentes perpétuelles inscrites au 1er janvier 1833 ..... 488 et 489.
TABLEAU du mouvement dans la propriété des Rentes pendant chacun des mois de l'année 1832 ..... 490 et 491.
TABLEAU des Rachats de la Caisse d'amortissement jusqu'au 1er janvier 1833 ..... 492 à 495.
TABLEAU du cours moyen des Rentes, d'après les bulletins journaliers de la Bourse, pendant chacun des mois de l'année 1832 ..... 496 et 497.
DÉVELOPPEMENT sur les Rentes viagères au 1er janvier 1833 ..... 498 et 499.
DÉVELOPPEMENT sur les Crédits législatifs accordés pour l'inscription des Pensions ... 500 et 501.
SITUATION des Pensions de toute nature au 1er janvier 1833 ..... 502 et 503.
ÉTAT présentant le mouvement, pendant l'année 1831, des capitaux de cautionnements en numéraire ..... 504 et 505.
ÉTAT présentant le mouvement, pendant l'année 1831, des intérêts de cautionnements en numéraire ..... 506 et 507.
SITUATION au 1er janvier 1833, des titulaires de cautionnements en numéraire ..... 508 et 509.
DÉVELOPPEMENT sur l'emploi qui a été fait des capitaux de cautionnements inscrits au trésor, à l'époque du 1er janvier 1833 ..... 510 et 511.

COMPTE DES DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES DU TRÉSOR PUBLIC.

NOTE EXPLICATIVE ..... 514 et 515.
ÉTAT présentant la situation des débets au 1er janvier 1832, les accroissements et les atténuations qui ont eu lieu pendant l'année 1832, et la situation des débets au 1er janvier 1833 ..... 516 et 517.
SITUATION et appréciation des créances au 1er janvier 1833 ..... 518 et 519.

TROISIÈME PARTIE.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES CONTRIBUTIONS DIRECTES.

NOTE EXPLICATIVE ..... 525 à 533.

CONTRIBUTIONS DIRECTES DE L'EXERCICE 1831.

DÉVELOPPEMENT, pour toutes les contributions, des rôles mis en recouvrement, présentant le principal de chaque contribution et les impositions accessoires qui s'y rattachent, conformément aux prescriptions de la loi de finances..... *Pag.* 534 et 535.
COMPARAISON des impositions autorisées par la loi du 16 octobre 1831 avec les rôles qui ont été mis en recouvrement..... 536 à 541.
DÉVELOPPEMENT, par département, pour l'ensemble des contributions..... 542 et 543.
——— de la contribution foncière..... 544 et 545.
——— personnelle..... 546 et 547.
——— mobilière..... 548 et 549.
——— des portes et fenêtres..... 550 et 551.
——— des patentes..... 552 et 553.

CONTRIBUTIONS DIRECTES DE L'EXERCE 1832.

DÉVELOPPEMENT, pour toutes les contributions, des Rôles mis en recouvrement, présentant le principal de chaque contribution, et les impositions accessoires qui s'y rattachent, conformément aux prescriptions de la loi de finances..... 554 et 555.
COMPARAISON des impositions autorisées par la loi de finances, avec les Rôles qui ont été mis en recouvrement au 1er janvier 1833..... 556 à 561.
DÉVELOPPEMENT, par département pour l'ensemble des contributions..... 562 et 563.
——— de la contribution foncière..... 564 et 565.
——— personnelle et mobilière... 566 et 567.
——— des portes et fenêtres..... 568 et 569.
——— des patentes..... 570 et 571.
ÉTAT des frais de poursuite..... 572 et 573.
ÉTAT des dégrèvements accordés jusqu'aux 1er janvier 1833..... 574.

DÉVELOPPEMENTS SUR L'ENREGISTREMENT, LE TIMBRE ET LES DOMAINES.

NOTE EXPLICATIVE..... 576 à 579.
TABLEAU de développement, par nature d'actes et de mutations, des droits d'Enregistrement perçus pendant l'Exercice 1831..... 580 à 593.
DÉVELOPPEMENT, par département, des recouvrements effectués pendant le cours de l'Exercice 1831..... 594 à 597.
TABLEAU des Droits et Produits constatés sur l'enregistrement, le timbre et les domaines de l'Exercice 1832..... 598 à 601.
DÉVELOPPEMENT par département, des recouvrements effectués sur l'Exercice 1832, pendant l'année 1832..... 602 à 605.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES DOUANES ET SELS.

NOTE EXPLICATIVE ..... *Pag.* 608 à 610.

TABLEAU général des droits recouvrés sur l'exercice 1831 ..... 611.

TABLEAU de développement par classes de marchandises et par pays de provenance ou de destination, des Droits recouvrés sur l'Exercice 1831 ..... 612 à 623.

DÉVELOPPEMENT par principalité de Douanes, des Droits recouvrés sur l'Exercice 1832. 624 à 629.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES BOISSONS, TABACS ET POUDRES.

NOTE EXPLICATIVE sur les Droits constatés et perçus pendant l'Exercice 1831.. 633 à 640.

TABLEAU de Développement, par nature de matières imposées et par quantités, nombres et valeurs sur lesquels les droits ont été assis, des Droits constatés ou perçus pendant l'Exercice 1831 ..... 641 à 651.

TABLEAU présentant la situation des produits de l'Exercice 1831 avec la distinction des Droits qui ont été liquidés sur les boissons dans divers départements, en exécution de la loi du 17 octobre 1830, par suite d'interruption du service..... 652 et 653.

DÉVELOPPEMENTS sur les Droits liquidés et recouvrés dans les départements où le service des Contributions indirectes a été interrompu pendant l'année 1831..... 654 à 657.

DÉVELOPPEMENT, par département et par nature de droits, des recouvrements effectués pendant le cours de l'Exercice 1831 ..... 658 à 661.

TABLEAU des Droits et Produits constatés sur les boissons, tabacs et poudres de l'Exercice 1832..... 662 à 665.

DÉVELOPPEMENT par département, des recouvrements effectués sur l'Exercice 1832, pendant l'année 1832..... 666 à 669.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES PRODUITS DES POSTES.

NOTE EXPLICATIVE..... 673 à 677.

TABLEAU de développement des Droits et Produits des Postes, constatés et perçus pendant l'Exercice 1831 ..... 678 à 681.

DÉVELOPPEMENT des Recouvrements effectués pendant le cours de l'Exercice 1831.. 682 et 683.

——————— sur l'Exercice 1832, pendant l'année 1832..... 684 et 685.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES COUPES DE BOIS.

NOTE EXPLICATIVE..... *Pag.* 688 et 689.
DÉVELOPPEMENT des Ventes effectuées par les Agents forestiers pour l'Ordinaire 1831. 690 et 691.
——— des Recettes effectuées par les Receveurs des Finances sur les Ventes de l'Exercice 1831..... 692 et 693.
DÉVELOPPEMENT des Ventes effectuées par les Agents forestiers pour l'Ordinaire 1832. 694 et 695.
——— des Recettes faites par les Receveurs des Finances sur les Ventes de l'Exercice 1832..... 696 et 697.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SALINES ET MINES DE SEL DE L'EST.

NOTE EXPLICATIVE..... 701 à 703.
DÉVELOPPEMENT des Recettes et des Dépenses effectuées depuis 1826 jusqu'à 1831, et résultat pour le Trésor, de l'exploitation pendant ces mêmes années..... 704 à 711.
MOUVEMENT des matières résultant de l'extraction et de la fabrication des sels, ainsi que de la manutention de la fabrique de produits chimiques de 1826 à 1831..... 712 à 717.
SITUATION des Recettes et des Dépenses effectuées en 1832..... 718.

DÉVELOPPEMENTS SUR LA LOTERIE ROYALE.

NOTE EXPLICATIVE..... 720 et 721.
DÉVELOPPEMENT, par département, du Produit des Mises, du Payement des Lots et du Produit net des Recettes, pendant l'année 1832..... 722 à 725.

DÉVELOPPEMENTS SUR LA FABRICATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.

NOTE EXPLICATIVE..... 729 à 733.
ÉTAT GÉNÉRAL des Opérations des Ateliers monétaires pendant l'année 1832..... 734 et 735.
MOUVEMENT des Matières d'Or et d'Argent entrées aux Changes des Ateliers monétaires et de leur Fabrication pendant l'année 1832..... 736 et 737.
TABLEAU des Espèces fabriquées selon le système décimal, jusqu'au 31 décembre 1832, et division des Fabrications par type..... 738 et 739.
DÉVELOPPEMENT, par département, du Bénéfice réalisé au profit du Trésor public sur la Fabrication des Monnaies pendant l'Exercice 1831..... 740 et 741.
MÊME DÉVELOPPEMENT pour l'Exercice 1832..... 742 et 743.

ÉTAT des matières entrées dans les ateliers de l'ancienne monnaie des médaillés, et des médailles entrées au bureau de vente, du 1.er janvier au 5 avril 1832, présentant le mouvement des médailles reçues par le Directeur de la Monnaie, des matières provenant de la perte des anciennes médailles, et de celles fabriquées du 5 avril au 31 decembre 1832..... *Pag.* 744 à 749.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES PRODUITS DIVERS.

NOTE EXPLICATIVE..... 753 à 757.
DÉVELOPPEMENT, par département, des Recouvrements effectués sur l'Exercice 1831 au 1.er janvier 1833..... 758 à 761.
MÊME DÉVELOPPEMENT pour l'Exercice 1832..... 762 à 765.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.

DÉVELOPPEMENT par Département et par Nature de Ressource, des Recouvrements effectués sur l'Exercice 1831, au 1.er janvier 1833..... 768 et 769.
MÊME DÉVELOPPEMENT pour l'Exercice 1832..... 770 et 771.

FIN.